
BIBLIOTECA DI ARTIGLIERIA


FONDO PIZZOFALCONE



FRANCE MILITAIRE.

HISTOIRE

DES ARMÉES FRANÇAISES

DE TERRE ET DE MER

DE 1792 A 1833.

OUVRAGE RÉDIGÉ

PAR UNE SOCIÉTÉ DE MILITAIRES ET DE GENS DE LETTRES,

D'APRÈS

LES BULLETINS DES ARMÉES, LE MONITEUR, LES DOCUMENTS OFFICIELS,

LES NOTES, MÉMOIRES, RAPPORTS ET OUVRAGES MILITAIRES

DE L'EMPEREUR NAPOLÉON,

DES MARÉCHAUX, AMIRAUX ET GÉNÉRAUX EN CHEF

EUGÈNE BEAUHARNAIS, BERNADOTTE, BERTHIER, BRUNE, CARNOT, CHAMPIONNET, LE PRINCE CHARLES, DAVOUST, DUMOURIEZ, GÉRARD, GOUVION-SAINT-CYR, HOCHE, JOURDAN, KELLERMANN, KLÉBER, LANNES, LEFEBVRE, MACDONALD, MARMONT, MASSÉNA, MOLITOR, MOREAU, NEY, PICHEGRU, RIGNY, ROCHAMBEAU, SCHÉRER, SOULT, SUCHET, TURREAU, VILLENEUVE, ETC.;

DES GÉNÉRAUX ET OFFICIERS SUPÉRIEURS

ANDRÉOSSY, BELLIARD, BERTON, CHAMBRAY, DECAEN, DESPREZ, DROUET D'ERLON, GOURGAUD, HUGO, JOMINI, MATHIEU-DUMAS, MARBOT, MARESCOT, MIOT, MIRANDA, PARTOUNEAUX, PELET, REYNIER, SÉBASTIANI, SÉGUR, THIÉBAULT, ETC.;

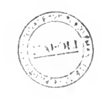
REVU ET PUBLIÉ

PAR A. HUGO,

ANCIEN OFFICIER D'ÉTAT MAJOR, MEMBRE DE PLUSIEURS SOCIÉTÉS SAVANTES,
AUTEUR DE L'HISTOIRE DE NAPOLÉON.

TOME DEUXIEME,

Contenant 40 feuilles et 239 Cartes et Gravures.



A PARIS,

CHEZ DELLOYE, ÉDITEUR DE LA FRANCE PITTORESQUE,

PLACE DE LA BOURSE, RUE DES FILLES SAINT-THOMAS, N[os] 5 ET 13.

1835.

TABLE

DES 239 CARTES, PLANS, VIGNETTES ET PORTRAITS

CONTENUS DANS LE DEUXIÈME VOLUME.

CARTES DE PAYS.

PLANS DE BATAILLES ET DE SIÉGES.

BATAILLES ET SIÉGES.

TRAITS PARTICULIERS.

UNIFORMES ÉTRANGERS.

UNIFORMES FRANÇAIS.

COSTUMES DIVERS.

VILLES ET MONUMENTS.

SCÈNES ET SUJETS MILITAIRES.

PORTRAITS FRANÇAIS.

PORTRAITS ÉTRANGERS.

RÉSUMÉ.

Cartes	16
Plans de batailles et siéges	5
Batailles, siéges, etc.	39
Traits particuliers	20
Uniformes étrangers	14
Uniformes français	4
Costumes divers	10
Villes et monuments	78
Scènes et sujets militaires	18
Portraits français	30
Portraits étrangers	5
Total des cartes et gravures	239

TABLE DES MATIÈRES

DU DEUXIÈME VOLUME.

FRANCE MILITAIRE.

EXPÉDITION DE QUIBERON.

SOMMAIRE.

Origine de la Chouanerie.—Progrès de l'insurrection.—Puisaye.—Fouille de la forêt de Pertre.—Mort de Jean Chouan.—Manœuvres et travaux de Puisaye.—Son départ pour Londres.—Dispositions de l'Angleterre.—Préparatifs d'une grande expédition.—Arrestation de Cormatin.—Mouvements royalistes en Bretagne, promptement réprimés.—Départ de l'expédition.—Débarquement des Emigrés à Quiberon. Discussions entre Puisaye et d'Hervilly.—Prise du fort Penthièvre par les Emigrés.—Tentative avortée sur Saint-Malo.—Dispositions de Hoche.—Premiers succès des Républicains.—Occupation des lignes des Emigrés.—Attaque projetée.—Diversions de Tinteniac et de Lantivy.—Combat de Sainte-Barbe.—Situation critique des Royalistes.—Débarquement de Sombreuil.—Reprise du fort Penthièvre par les Républicains.—Départ de Puisaye.—Sombreuil prend le commandement des Emigrés.—Les Emigrés mettent bas les armes.—Mort de Sombreuil.—Exécutions militaires.

RÉPUBLICAINS.	ROYALISTES.
Armée des Côtes-de-l'Océan.—Hoche.	*Chouans.* Comte de Puisaye. *Emigrés.* Comte d'Hervilly. Comte de Sombreuil.

Origine de la Chouanerie.—La guerre des Chouans, qui, dans l'origine, n'était qu'une espèce de brigandage exercé de nuit sur les grandes routes, et qui a fini à peu près de la même façon, fut commencée par des rassemblements de contrebandiers réduits à la misère par la suppression des gabelles. Avant la Révolution, plus de 2,000 familles ne vivaient que du commerce frauduleux du sel, fait à main armée sur les frontières de la Bretagne, surtout entre Vitré, Fougères et Laval; l'abolition des douanes intérieures leur enleva ce moyen d'existence. Ces hommes endurcis à la fatigue, habitués à une vie aventureuse et vagabonde, se rangèrent naturellement alors parmi les ennemis de la République. Ils se réfugièrent dans les forêts; celle de Pertre fut le berceau de la Chouanerie. Bientôt une foule de paysans, qui cherchaient à se soustraire au recrutement des armées, se joignirent à eux et firent cause commune. C'étaient alors tout simplement des voleurs, ne sortant de leurs repaires que la nuit, pour se mettre à l'affût sur les grandes routes. Dans l'origine, les troubles politiques ne servaient pas même de prétexte à leurs brigandages. Mais le nombre de ces hommes croissant avec le mécontentement soulevé contre les nouvelles institutions, les chefs royalistes conçurent la pensée de les faire servir à leurs projets, et la Chouanerie prit peu à peu une couleur politique.—Jean Chouan, qui, avec ses trois frères, s'était fait remarquer par son courage et par sa haine contre le parti républicain, avait été choisi pour chef par la première bande réunie dans la forêt de Pertre, il donna son nom à la guerre et aux soldats [1].

Progrès de l'insurrection. — Un grand nombre de rassemblements se formèrent sur différents points de la Bretagne. Le jeune Piquet du Boisguy, proscrit avec toute sa famille, en commanda un dans la forêt de Fougères, et Bernard de Villeneuve, également proscrit pour ses liaisons avec la Rouarie, en forma un autre dans la forêt de Lorges. — Un peu plus vers la côte, entre Lamballe et Montcontour, Charles de Boishardy eut aussi un rassemblement sous ses ordres. Pallierne et du Magnan cherchèrent à soulever la rive droite de la Loire. — Le comte de Labourdonnaye, le chevalier de Silz et le comte de Boulainvilliers, travaillèrent à insurger le Morbihan.

Puisaye. — Il fallait un chef unique pour donner quelque ensemble d'action à tous ces rassemblements épars. — Après le passage de la Loire, le comte Joseph de Puisaye vint s'offrir de lui-même. Il avait été député aux états-généraux; il avait, comme maréchal de camp, commandé l'avant-garde de l'armée départementale de l'Eure; on lui savait de l'esprit, des talents, du courage, de l'habileté et du goût pour l'intrigue et l'activité. Il parvint aisément à s'emparer de l'esprit des crédules Bretons, se fit reconnaître pour général par la plupart des autres chefs, qui avaient, il est vrai, moins de capacité et moins de droits à prendre la direction supérieure de l'insurrection; et se servant de ses premiers succès comme d'un moyen pour en obtenir de plus grands, il ne tarda pas à établir des liaisons avec l'Angleterre et à donner une organisation à l'armée de la Chouanerie, qui ne commença toutefois à se faire remarquer qu'après l'affaire de Savenay.

Fouille de la forêt de Pertre. — Mort de Jean Chouan.—Ce fut aussi vers cette époque que la Convention envoya en Bretagne des troupes pour réprimer l'insurrection. En décembre 1793, le général Beaufort, avec environ 6,000 hommes, occupa Fougères, où Puisaye

[1] *Chouan ou chat-huant.* L'origine de ce nom, qui a servi à désigner les insurgés royalistes de la rive droite de la Loire, est assez obscure, quoique les événements de cette guerre soient en quelque sorte contemporains. La plupart des auteurs (et c'est l'opinion qui a été généralement adoptée) la font remonter à la famille Cottereau, dont le chef, père de quatre garçons, était sabotier au bourg de Saint-Ouen des Toits, près de Laval. Pour désigner la forme de son visage, naturellement triste et refrogné, ses voisins l'avaient nommé *chouan*, par corruption du mot chat-huant, que les paysans du Maine et de la Bretagne prononcent ainsi. La forme du nez de Jean Chouan, l'aîné de ses fils, qui dans son portrait est courbe comme le bec d'un hibou, semble donner du poids à cette explication. D'autres pensent que le nom de *chouan* a été donné aux fils Cottereau et à tous les contrebandiers ou vagabonds de nuit (qui formèrent le premier noyau des insurgés), à cause de l'habitude qu'ils avaient de communiquer ensemble pendant leurs expéditions nocturnes, en contrefaisant le cri du *chat-huant*.

avait établi son quartier général. Le rassemblement de la forêt de Pertre s'était déjà fait remarquer par des traits d'une férocité inouïe. Le massacre des habitants du village de Cuillé avait, entre autres, excité l'indignation générale. Le cantonnement de Vitré se mit à la poursuite des Chouans et parvint à en arrêter trois: un de ces prisonniers offrit de racheter sa vie en découvrant la retraite de ses chefs et même en les livrant. Huit cents hommes, guidés par cet homme, se mirent en marche et arrivèrent au bourg de Pertre. Puisaye était caché dans une caverne, près de là, avec quelques autres royalistes. Le commandant du détachement républicain, afin d'être moins remarqué, se porta sur ce point avec quelques hommes seulement. Une décharge de coups de fusils, à l'entrée de la caverne, donna l'éveil. Deux Chouans obscurs furent tués en voulant forcer le passage, mais Puisaye et quelques autres réussirent à s'échapper. Le lendemain on fouilla la forêt; environ 700 insurgés furent tués ou pris. Le fameux Jean Chouan périt dans cette affaire.

Manœuvres et travaux de Puisaye. — Puisaye n'en continua pas moins à travailler à l'organisation de la Chouannerie, quoiqu'il rencontrât de grands obstacles de la part de quelques chefs, surtout de ceux du Morbihan, qui refusaient de reconnaître son autorité. Il continuait également, et avec beaucoup d'adresse, à entretenir les Anglais des forces immenses, disait-il, dont il pouvait disposer et qui n'avait besoin que d'un faible secours du dehors pour opérer la contre-révolution. Ces forces, néanmoins, jusqu'en 1794, se réduisirent à quelques rassemblements de 30 à 200 hommes qui, même réunis, ne soutinrent nulle part le choc des Républicains. Généralement leurs exploits se bornaient à quelques surprises de nuit. Sous ce rapport, les Chouans étaient bien différents des Vendéens, qui redoutaient surtout de combattre pendant les ténèbres.

Les partisans de Puisaye s'étant accrus des débris de l'armée vendéenne échappée au désastre de Savenay, il essaya, de concert avec quelques habitants, de s'emparer de Rennes. Cette tentative, qui avait pour but principal de prouver au ministère anglais la force des Chouans, échoua complétement par la trahison d'un des conjurés.

Puisaye se retira dans le Morbihan, où sa présence fut l'occasion d'un rassemblement de 7 à 8,000 Chouans dans la forêt de Malaeé. Mais toute cette armée s'évanouit devant 3,000 Républicains que lui opposa le général Beaufort. Puisaye revint dans la forêt de Pertre et s'arrêta avec 800 hommes environ, au bourg de Liffré. Il y fut enveloppé par quelques compagnies républicaines, et les Chouans, défaits au premier choc, furent massacrés pour la plupart.

Son départ pour Londres. — Puisaye se sauva presque seul. Il avait déjà formé le dessein de passer en Angleterre pour y presser l'envoi des secours et des renforts que le ministère britannique semblait assez disposé à lui accorder. — Avant de partir, il rédigea une proclamation où il prit le titre de général en chef de l'armée catholique et royale de Bretagne, et qu'il parvint à faire signer à la plupart des chefs de rassemblements. Il organisa, pour entretenir la révolte en son absence, un conseil général d'administration et de guerre, dont un officier bourguignon, nommé Desoteux, qui se faisait appeler le baron de Cormatin, fut nommé président. Cormatin, avait été officier dans la garde constitutionnelle de Louis, il était déjà major général de l'armée aux ordres de Puisaye.

Hoche venait alors d'être nommé au commandement de l'armée des côtes de Brest et de Cherbourg, chargée de la poursuite des Chouans. Cormatin, aussi peu général que Puisaye, n'entreprit point de lutter contre un tel adversaire. Il resta dans l'ombre, comme son prédécesseur, n'entretenant que par de sourdes machinations le feu de la guerre civile. Quelques faux assignats que lui envoya Puisaye l'aidèrent à faire de nouvelles recrues. — Néanmoins, et comme nous l'avons déjà dit, il assista aux négociations de la Jaunaie et signa même peu de temps après (le 20 février 1795), avec les principaux chefs de la chouannerie, un traité particulier à La Mabilais.

Dispositions de l'Angleterre. — Préparatifs d'une grande expédition. — L'Angleterre, qui n'avait jamais cessé d'entretenir les illusions des insurgés, commençait à craindre de voir la guerre civile cesser enfin en Bretagne, par suite du découragement des royalistes. Dans le but de ranimer leur ferveur, elle faisait avec un grand éclat les préparatifs d'une expédition gigantesque pour venir à leur secours. Elle y était poussée, en outre, par les instances de l'Autriche qui, depuis la paix conclue par la République avec la Prusse, la Hollande et l'Espagne, croyait une diversion en France nécessaire pour amortir les coups qui pouvaient lui être portés sur le Rhin.

De son côté, le comte de Puisaye, que toutes les relations s'accordent à représenter comme actif et entreprenant, intriguait auprès du cabinet de Saint-James, avec toute l'ardeur naturelle à son caractère, pour hâter les préparatifs. — Le bruit de l'armement fit accourir à Londres le comte d'Artois, qui se trouvait alors en Russie. — Puisaye, après avoir conféré avec le prince de tout ce qui était relatif à l'expédition dont le gouvernement anglais devait lui confier le commandement, envoya en Bretagne et en Anjou des agents affidés pour annoncer la prochaine arrivée de l'escadre et pour communiquer de terre avec cette dernière au moyen de signaux convenus.

Un corps d'émigrés, au nombre d'environ 6,000, à la solde du gouvernement anglais, formait la principale force de l'expédition. Cette campagne royale (c'est ainsi qu'on l'appelait alors), fut prêchée à Londres par l'évêque de Dol, comme une véritable croisade. La plupart des émigrés qui en furent instruits accoururent en Angleterre de tous les points de l'Europe pour y prendre part. Néanmoins, comme le nombre n'en paraissait pas suffisant, le gouvernement britannique offrit de l'or et des armes aux prisonniers républicains qui voudraient en faire partie. La misère extrême où ceux-ci étaient réduits, et, plus encore, l'espoir de profiter de la circonstance pour recouvrer la liberté, les décidèrent à accepter. Le régiment

Royal-Louis en fut presque entièrement composé. Les émigrés, qui ne doutaient jamais de rien, ne virent, dans ces Républicains ainsi enrégimentés, qu'un surcroît d'auxiliaires; mais les Anglais, il y a lieu de le croire, ne s'abusèrent pas sur les suites probables de cet étrange amalgame d'opinions et de caractères si opposés. – On a prétendu aussi que le mélange, dans les corps composés d'émigrés, des officiers de marine et de ceux de troupes de terre, avait été le résultat d'une combinaison machiavélique qui avait pour but de détruire l'espoir de la marine française. — Une division d'environ 5,000 hommes fut mise sous les ordres du comte d'Hervilly. Le comte de Sombreuil devait prendre le commandement du reste des troupes. Puisaye, à son grand désappointement, ne conserva que le grade de général en chef des Chouans. Le cabinet de Saint-James, sans doute pour décider un plus grand nombre d'émigrés à faire partie de l'expédition, avait d'abord promis d'y joindre une division anglaise de 6,000 hommes et un régiment d'artillerie, mais la pacification de la Vendée servit de prétexte pour les retenir à terre, ou du moins pour en retarder indéfiniment le départ; de sorte que les troupes de débarquement ne se composèrent que d'émigrés et de prisonniers.

Arrestation de Cormatin. — Mouvements royalistes en Bretagne, promptement réprimés. — Outre les émissaires et les officiers dont Puisaye s'était fait précéder sur le théâtre de l'insurrection future, et parmi lesquels le chevalier de Tinteniac occupait le premier rang, le comte d'Artois avait envoyé en Poitou le marquis de Rivière, pour faire cesser les dissensions qui existaient entre Charette et Stofflet, et pour engager ces deux chefs à faire une diversion en faveur de l'expédition projetée. — Cormatin profitait de la trêve pour organiser la guerre civile. Mais il était surveillé de près par le général Humbert; et comme, par suite d'un excès de confiance et de présomption, il ne se donnait pas même la peine de voiler ses intrigues, elles furent aisément découvertes. On en eut la preuve en interceptant des dépêches qu'il adressait à d'autres chefs. Au moment où, plein de sécurité, il se disposait à joindre au bourg de Cisay un rassemblement destiné à surprendre un convoi d'artillerie, il fut arrêté avec Solihac, Jarry et quelques autres officiers.

Cet événement fit prendre les armes à tous les chefs royalistes. Hoche lança des colonnes mobiles à leur poursuite. Silz ayant en vain tenté de surprendre Vannes, fut arrêté au château de Penbouet, et succomba dans la lutte, en essayant de se faire jour à la baïonnette. Georges Cadoudal prit le commandement des débris de sa troupe et n'échappa qu'avec peine au général Avril. Un rassemblement commandé par du Boisguy fut dissipé à Fougères par le général Humbert. Le chef de la division des côtes du nord, Boishardy, fut surpris et tué, le 13 juin, au château de Ville-Heures, avec dix de ses officiers. Caqueray, un des officiers de Scépeaux, se fit tuer à Château-Gonthier, dans un engagement avec la colonne mobile du général Lebley. La vigueur de ces poursuites calma un peu l'effervescence de la Chouauerie renaissante.

Départ de l'expédition. — L'expédition projetée partit d'Angleterre en deux divisions, l'une vers le milieu de juin, l'autre dans les premiers jours de juillet. Une troisième, portant avec elle le comte d'Artois, devait mettre sous voile plus tard, s'il y avait lieu, c'est-à-dire si les deux premières réussissaient.—L'Angleterre avait rarement fait un armement aussi dispendieux. Il se composait d'approvisionnements et de munitions immenses, d'armes pour 80,000 hommes, d'habits pour 60,000, d'une nombreuse artillerie, de 2 millions en or et 10 millions en faux assignats fabriqués à Londres. Le transport des troupes et de tous ces préparatifs exigeait 100 bâtiments de charge. — Le commodore Warren escorta, dans la Manche, la première division avec trois vaisseaux de ligne, plusieurs frégates et quelques bâtiments légers.

Débarquement des émigrés à Quiberon. — Il avait été décidé que l'expédition prendrait terre près de Quiberon, où Georges Cadoudal s'était porté avec un corps insurgé, et dont la côte n'était pas gardée. Le 27 juin, au point du jour, Puisaye, avec son état-major et 12 à 1,500 émigrés, commandés par d'Hervilly, furent débarqués au moyen de bateaux plats et en bon ordre sur la plage de Carnac, entre la presqu'île de Quiberon et le golfe du Morbihan. Cette opération était achevée à onze heures, et d'Hervilly, enivré d'avance, comme ses compagnons, par l'espoir d'un succès dont il n'avait pas la modestie de douter, prit gravement possession de la France au nom de Louis XVII. Ensuite il établit son quartier général à Karnac. Le reste de la première division fut mis à terre le lendemain avec les armes et munitions de toute espèce, pour habiller, nourrir et équiper les insurgés. L'adjudant général Romans sortit d'Auray avec 250 Républicains et essaya vainement de s'opposer à ce débarquement.

Le premier débarquement avait été à peine effectué, que le bruit s'en étant répandu en Bretagne avec une inconcevable rapidité, un grand nombre de paysans prirent volontairement les armes, et les capitaines de paroisse menaçant de mort les retardataires, tous se soulevèrent. Ils accoururent de toutes parts, divisés par troupes plus ou moins considérables, rompant les ponts, interceptant les passages, et précédés d'une foule de femmes et d'enfants; de lourds chariots traînant leurs bagages et leurs bestiaux qu'ils croyaient mettre ainsi à l'abri du pillage. Dans l'attirail nécessaire à une armée débarquée sur une plage stérile, parmi les barils de biscuits, de salaison, de vin, d'eau-de-vie, etc., se trouvaient des caisses remplies d'uniformes rouges dont on habillait les paysans bretons au fur et à mesure qu'ils arrivaient. Ils furent armés et organisés dans la journée du 29 juin. Puisaye en choisit l'élite et en forma trois corps de 1,500 hommes chacun, qui furent placés sous les ordres de Bois-Berthelot, de Tinteniac et de Vauban.

La première de ces colonnes campa derrière Auray, sur la hauteur de Loc-Maria. Elle formait la droite. Tinteniac, avec la seconde, fut dirigé sur Landevant, Mendon, entre les deux colonnes, fut occupé

par la troisième. La gaucha de l'armée, du côté de Sainte-Barbe et d'Étel, fut couverte par une seconde ligne d'insurgés. Auray, évacué par les Républicains, fut occupé sans résistance. Cette ville, que traverse la grande route, ouvrait le pays aux royalistes, et il est probable qu'ils auraient rapidement conquis la Bretagne s'ils eussent eu quelques milliers d'Anglais pour auxiliaires, et si, profitant d'un heureux début, ils eussent marché en avant avec cette audace et cette résolution qui assurent presque toujours le succès.

Discussions entre Puisaye et d'Hervilly. — Tel était, il faut le dire, le plan de Puisaye, et l'exécution en eût été favorisée par l'espèce de consternation que le débarquement avait jeté parmi les Républicains, qui en ignoraient la force. Douze mille Chouans bien armés et bien habillés formaient déjà le noyau d'une armée qui pouvait d'autant plus se grossir en avançant rapidement, qu'on ne manquait ni d'armes ni de cadres. L'influence de Puisaye était, malheureusement pour la cause royale, balancée par celle de d'Hervilly qui, imbu de toutes les vieilles routines, ne voulait marcher qu'avec la plus grande circonspection, sans rien donner absolument au hasard, et qui résolut de ne pas s'éloigner des vaisseaux, d'y attendre les renforts promis par Puisaye, d'aguerrir les Chouans, de les discipliner et enfin de s'emparer de Quiberon pour s'assurer une position militaire.

Prise du fort Penthièvre par les Émigrés.—Outre une perte de temps irréparable, il résulta du système de temporisation adopté par d'Hervilly, que le fort de Penthièvre, qui fermait l'entrée de la presqu'île de Quiberon, ne fut pris que six jours après le débarquement, alors qu'on aurait dû s'en emparer tout de suite.— Cette presqu'île, dont l'ithsme n'a que trente toises, a deux lieues de longueur sur une demi-lieue de largeur. Quoique sablonneuse, elle est assez fertile. On y trouve cinq ou six misérables petits hameaux et un havre étroit propre à un débarquement.

Trois frégates anglaises et un vaisseau rasé avaient fait le 30 juin, contre le fort Penthièvre, une première attaque inutile. Ce fort fut assailli de front et en flanc par des batteries de terre, le 3 juillet, pendant que des chaloupes canonnières le battaient à revers. Dépourvue de munitions et de vivres, la garnison, composée de 300 hommes du 41ᵉ régiment, se rendit à discrétion après un feu de sept heures. D'ennemie ou crut qu'elle allait devenir amie. Elle fut aussitôt incorporée dans le régiment d'Hervilly, qui eut même l'imprudence d'en laisser une compagnie entière dans le fort pour y faire le service.

Tentative avortée sur Saint-Malo. — Une tentative fut faite à la même époque, sur Saint-Malo, par un chef de Chouans nommé Labaronais. Il s'agissait de s'emparer de cette place par surprise. Le complot fut découvert. Le gouverneur fit fermer les portes de la ville, dans laquelle on arrêta plusieurs des conjurés. Le reste fut pris ou dispersé dans la forêt de Comor.

Dispositions de Hoche.—Tandis que les principaux chefs émigrés consumaient leur temps en tristes débats sur les préséances et la commandement, le général Hoche prenait les mesures les plus actives pour être bientôt en mesure de changer sa position offensive en une attaque vigoureuse. Il ralliait ses troupes disséminées et leur assignait divers points de rassemblement pour les avoir à sa disposition, ou pour couvrir les principaux postes menacés. Le général Rey eut ordre d'envoyer, sous la conduite du général Valletaux, 1,000 hommes d'élite à Ploërmel afin de garantir Rennes de toute surprise; la garnison de Brest fut complétée; 4,000 hommes et huit bouches à feu, de la légion du Finistère, vinrent sous les ordres de Chabot se poster à Quimper. Les armées des côtes de La Rochelle et de Cherbourg dirigèrent 5,000 hommes et 400 chevaux sur Rennes: des colonnes mobiles furent organisées et mises en mouvement sur tous les points où leur présence fut jugée nécessaire.

Premiers succès des Républicains — Chabot, dès le 29 juin, avait détaché le général Josnet en reconnaissance sur Hennebon, avec 1,500 hommes de troupes légères. Les avant-postes des Chouans, qui occupaient cette position, furent mis en déroute et rejetés sur Landevant où ils répandirent l'épouvante. Dans le même moment et après un vif engagement, Bois-Berthelot venait d'être chassé d'Auray par le général Romans. L'émigré Vauban, très inquiet, laissa 3,000 hommes à Mendon, ordonna une reconnaissance sur sa droite et se porta lui-même sur sa gauche avec 2,000 hommes; elle venait d'être forcée et avait subi le sort de la division Tinteniac, abandonnant en outre aux Républicains un convoi d'armes et de munitions. Vauban, revenu à Mendon, changea la face du combat en se portant avec le reste de sa division sur les derrières des Républicains. Ceux-ci furent rompus à leur tour et ne gagnèrent Landevant qu'avec peine. Vauban, avec une partie de la division Tinteniac, qu'il avait ralliée, vint ensuite à Ploërmel, la retraite de Bois-Berthelot ne lui permettant pas de reprendre position à Mendon.

D'Hervilly désespérant de résister aux Républicains avec les troupes à sa disposition, établit, quatre jours après, une nouvelle ligne de défense dont la gauche s'appuya à Sainte-Barbe et la droite au Mont-Saint-Michel et à Karnac, disposition tout-à-fait vicieuse, en ce que la droite pouvait être refoulée dans la mer par suite d'un effort sur le centre, établi à Ploërmel.

Occupation des lignes des Émigrés. — Hoche avait le coup d'œil trop militaire pour ne pas apprécier les vices de la position du général émigré; il conçut le projet et il reconnut dès lors la possibilité d'emprisonner son ennemi dans la presqu'île. Le 7 juillet, il le força à se replier d'abord sur Sainte-Barbe, que les royalistes furent presque aussitôt contraints d'abandonner. — D'Hervilly, avec toutes ses troupes régulières, tenta vainement le jour suivant de rentrer dans cette position, d'où allait dépendre le salut de son armée.

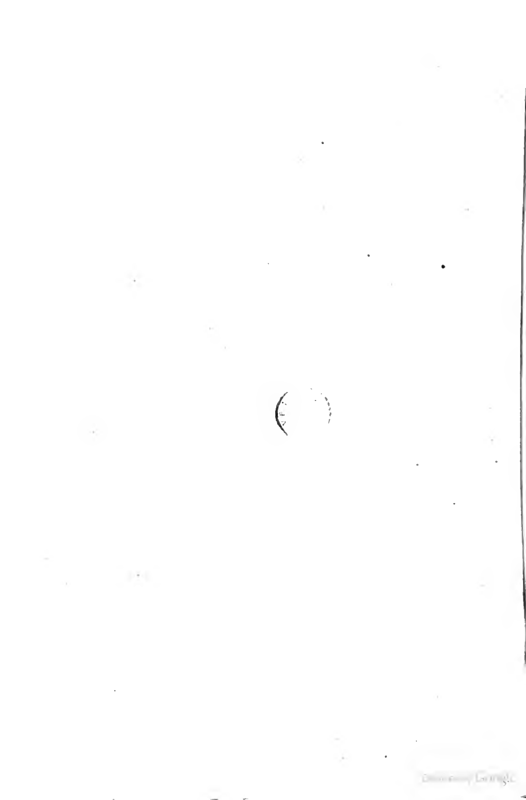
Afin de couper aux royalistes toute communication avec l'intérieur, Hoche établit lui-même ses troupes sur la ligne d'où il les avait dépostés, et malgré leur vive résistance il la couvrit de retranchements. Cette ligne,



Le Port d'Auray



Forteresse de Pouzauges





Combat et Capitulation de Quiberon.





Costumes de St Théogonec et de Plougastel.

Finistère



L'If des Victimes dans la Cour du Chateau de Clisson.



FRANCE MILITAIRE.



située à une lieue et demie du fort Penthièvre, sur la falaise de Quiberon, avait son centre en avant de Sainte-Barbe et appuyait ses deux ailes à la mer.

Attaque projetée. — Diversions de Tinteniac et de Lantivy. — Les vivres commençaient à manquer sur la presqu'île où se trouvaient entassées tant de bouches inutiles; d'Hervilly et Puisaye se décidèrent, le 16 juillet, à une attaque générale. Pour en favoriser le succès on arrêta de faire en même temps deux diversions. Le chevalier de Tinteniac, chargé de l'une d'elles, débarqua, le 11, à la pointe de Saint-Jacques, avec 100 Émigrés et 4,000 Chouans, qui prirent le nom d'*armée Rouge*, à cause de la couleur de leurs habits. A vingt lieues de là et sur la plage de Guidel, vers Lorient, 3,000 hommes, sous les ordres de Lantivy, furent aussi mis à terre. Après quatre jours, qu'on supposait nécessaires pour rallier les partis d'insurgés qui pouvaient se trouver dans le pays et battre les détachements républicains, ces deux divisions devaient se réunir le 15 à Baud, et le 16, attaquer à revers le camp des Républicains.

Tinteniac réussit d'abord; il débusqua de Sarzeau 800 Républicains commandés par Romans, qu'il battit ensuite à Mussiac; puis il se jeta un peu trop à droite dans la forêt de Mollac. Grouchy le poursuivit avec trois bataillons, et n'ayant pu l'atteindre revint à l'embouchure de la Vilaine. Tinteniac s'étant ensuite concerté avec les chefs du conseil du Morbihan, qui avaient reçu du comité de Paris l'ordre de tenter une expédition sur Saint-Malo, crut pouvoir l'entreprendre et revenir assez tôt à Baud pour prendre part à l'attaque du 16. Il s'empara d'abord de la ville, mais non du château de Josselin, qui repoussa toutes ses attaques; de là il se dirigea sur le château de Coëtlogon, suivi par Crublier et par le général Champeaux. A peine ses soldats commençaient-ils à prendre quelque repos qu'ils furent attaqués par les Républicains; Tinteniac s'élança, armé d'une carabine, pour rallier les siens et protéger leur retraite; mais il tomba lui-même percé de coups, et sa division se dispersa, au moment où le général Hoche livrait à d'Hervilly un combat désastreux auquel Tinteniac aurait dû prendre part s'il eût suivi exactement ses instructions. La diversion du côté de Quimper fut presque nulle; elle n'opéra que quelques attaques insignifiantes, et se termina par le rembarquement de la division Lantivy.

Combat de Sainte-Barbe. — La seconde division des Émigrés parut dans la baie de Quiberon, le 15 juillet, veille du jour où d'Hervilly se préparait à tenter une attaque générale sur la ligne ennemie. Malgré ses vives instances et l'intérêt bien évident de la cause royaliste, Sombreuil ne put obtenir de débarquer sa division à temps pour y prendre part. D'Hervilly voulait garder pour lui seul l'honneur de la victoire, sur laquelle sa ridicule confiance n'avait aucun doute.

Vauban, pour favoriser l'attaque, descendit avec 2,000 hommes et 100 soldats de marine sur la plage de Genèse. Les Émigrés s'avancèrent à la pointe du jour en vue des ouvrages de Sainte-Barbe. Le régiment de la Marine, ployé en colonnes, tenait la droite; celui de Dudresney s'avançait dans le même ordre à cent vingt pas sur la gauche; le corps de d'Hervilly, formé par sections, se trouvait à la gauche, ayant derrière lui en réserve une division de Chouans commandée par M. de Levis; Loyal-Émigrant formait l'avant-garde. Toutes ces troupes s'élevaient à environ 4,500 hommes, nombre égal à celui des Républicains. Hoche, prévenu dès la veille par deux transfuges de l'attaque projetée, avait eu le temps de faire les préparatifs nécessaires pour recevoir l'ennemi. Un feu de mousqueterie engagé dans le lointain fit croire aux Royalistes que Tinteniac et Lantivy arrivaient sur les derrières des lignes de Hoche; leur joie et leur confiance redoublèrent; ils s'avancèrent dans le plus bel ordre, l'arme au bras, sur l'avant-garde républicaine, postée au pied des hauteurs. D'après ses instructions, le général Humbert se replia devant eux comme s'il cédait à l'effet d'une surprise. Les Émigrés prirent cette retraite simulée pour une fuite, et quelques signes de mépris se mêlèrent à leurs cris menaçants; ils furent ainsi attirés jusqu'à portée de pistolet de quatre batteries que masquaient des compagnies d'infanterie. Arrivés à un point calculé d'avance et où leurs masses profondes se trouvaient exposées, à la fois de front et d'écharpe, au feu de toute l'artillerie républicaine, la scène changea subitement; une effroyable décharge de toutes les batteries démasquées vomit des tourbillons de fer dans leurs rangs épais, et y abattit des files entières; ce feu continua quelque temps sans interruption, « et, dit un témoin « oculaire, s'il eût été aussi bien dirigé qu'il était « vivement nourri, pas un homme n'eût échappé des « deux régiments qui avaient commencé l'attaque. » A l'intrépidité naturelle de ces Français émigrés se joignit la rage d'avoir été ainsi joués, et leur attaque n'en continua qu'avec plus de fureur. D'Hervilly fit battre la charge. La Marine, Loyal-Émigrant et Dudresney se précipitèrent à droite sur les retranchements; vains efforts : leurs rangs, criblés par le feu de la mousqueterie et par la mitraille, furent rompus sur tous les points. Quelques-uns des plus intrépides franchirent cependant tous les obstacles et arrivèrent dans les derniers redans. Mais d'Hervilly, plein de courage quoique sans talents comme général, reconnut lui-même l'impossibilité du succès et donna l'ordre de la retraite. Son régiment l'exécuta; l'officier qui portait cet ordre à la droite ayant été tué, celle-ci continua à s'avancer pendant que le reste du corps de bataille exécutait le mouvement rétrograde : on battait la charge d'un côté et la retraite de l'autre. Cette circonstance produisit un mouvement d'hésitation parmi les plus braves. Le général républicain s'en aperçut et fit charger la colonne royaliste par 200 chevaux et par deux bataillons. Le désordre devint général : d'Hervilly fut mortellement blessé d'un coup de biscaïen, et ce jour eût peut-être vu la ruine complète des Royalistes sans le secours imprévu de Vauban. Ce chef ayant échoué dans la diversion qu'il devait faire sur Karnac, s'était rembarqué en désordre et revenait au fort Penthièvre avec le commodore Warren : il s'aperçut de la déroute des Émigrés; aussitôt, et afin de protéger leur retraite, il se jeta avec ses Chouans dans les ouvrages

avancés, Warren embossa ses chaloupes sur la gauche des Républicains et en forma une batterie qui, enfilant la falaise, criblait les rangs des vainqueurs acharnés à la poursuite, et les obligea enfin à se replier dans leurs lignes. Dans ce fatal combat, les Émigrés laissèrent cinq canons aux Républicains. Les régiments de la Marine et de Dudresney furent presque entièrement anéantis; sur cent vingt officiers qui les commandaient, cent furent tués ou blessés.

Situation critique des royalistes. — Débarquement de Sombreuil. —Cette désastreuse affaire était décisive pour les Émigrés; ils durent se résigner dès lors à rester enfermés dans la *souricière* où ils s'étaient jetés; Hoche appelait ainsi la presqu'île de Quiberon. Les forces des Républicains s'accroissaient chaque jour; il ne restait aux Royalistes qu'un moyen de salut, le rembarquement; mais il est douteux que la raison d'humanité fût plus puissante que la raison d'État sur les chefs anglais, et les eût décidés à permettre un retour qui aurait rendu inutiles les frais immenses déjà faits pour l'expédition. Cette expédition était manquée; les moins clairvoyants le sentaient : néanmoins, à la presque certitude d'essuyer la honte d'un refus s'ils demandaient à se rembarquer, les Émigrés joignaient des sentiments de générosité et d'honneur qui leur défendaient de le faire; car c'eût été livrer à la vengeance républicaine les Chouans qui s'étaient joints à eux et les Royalistes de l'intérieur que leur approche avait soulevés. — Le mal était donc irremédiable et tout marchait à une catastrophe inévitable. — La division Sombreuil débarqua le 17 et prit poste à Saint-Julien, au milieu de la péninsule; mais sa présence ne suffisait pas pour relever l'abattement général : la désertion était devenue si fréquente parmi les prisonniers incorporés aux Émigrés, que Hoche, qui connaissait la situation des Royalistes, fit, dit-on, insinuer à ces transfuges d'y rester, comptant qu'ils le serviraient mieux qu'en se joignant ouvertement à ses troupes, ce qui ne tarda pas à se vérifier par la prise du fort Penthièvre. — Les officiers généraux ne se souciaient pas de remplacer d'Hervilly, que la mort allait bientôt soustraire aux reproches mérités que lui attiraient de toutes parts sa hauteur et son incapacité. Puisaye, qui lui succéda, quoique nommé par le ministère anglais, ne jouissait que d'une autorité incertaine, les Émigrés persistant à le regarder comme un chef de Chouans sans pouvoir sur les corps réguliers.

Reprise du fort Penthièvre par les Républicains. — L'irritation extrême de la Bretagne contre les Républicains, cette irritation dont les Émigrés n'avaient su tirer aucun parti, prescrivait au général Hoche, placé entre les Royalistes débarqués et une population ennemie, d'en finir promptement avec les premiers. Il fallait pour cela occuper le fort Penthièvre. De vieux militaires soumis encore à l'empire des anciennes routines voulaient agir méthodiquement; ils conseillaient d'ouvrir une tranchée, de battre en brèche, etc., ce qui eût fait perdre bien du temps; Hoche voulait un moyen plus expéditif. Sur ces entrefaites, deux sergens-majors transfuges vinrent lui proposer de s'en emparer par surprise; l'isthme découvrant à marée basse un sentier par où on pouvait le tourner. Ils promettaient que leurs camarades de l'intérieur égorgeraient les canonniers émigrés sur leurs pièces; un autre déserteur devait apporter le mot d'ordre. — Ce fut le parti qu'adopta le général républicain et pour l'exécution duquel il donna des ordres précis.—L'attaque eut lieu dans la nuit du 20, par un temps d'orage; une brume épaisse en déroba les préparatifs aux Émigrés. Le général Humbert, partant à minuit des hauteurs de Saint-Colomban, devait, en suivant avec 500 hommes de l'avant-garde la laisse de la basse mer, se porter sur le village de Kerustin, en tourner la droite, franchir les palissades et faire main basse sur tout ce qui résisterait. Le général Botta marchait derrière lui pour le soutenir avec le reste de l'avant-garde. L'adjudant général Ménage, avec 300 grenadiers de la brigade Valleteaux, avait ordre de culbuter les grand'gardes ennemies, et filant par la droite le long de la mer, de surprendre le fort par la gorge sans tirer un coup de fusil; il devait être soutenu par le reste de la brigade. Trois bataillons restaient seuls à la garde du camp. Le général Lemoine, après avoir posté une brigade à la hauteur de l'avant-garde, et y avoir laissé un bataillon, deux pièces de quatre et sa cavalerie, devait suivre avec le reste la queue de la colonne Valleteaux. Des pionniers portaient des sacs de terre et des fascines pour combler les fossés; rien en un mot n'avait été omis de ce qui pouvait assurer le succès de cette expédition.—On partit à onze heures du soir. L'orage était si violent qu'il causa du désordre dans la marche des colonnes d'attaque; Hoche, que son activité faisait courir de l'une à l'autre, parvint à les rallier; elles arrivèrent à deux heures au pied du fort. Les Chouans, campés sans gardes, furent surpris et égorgés dans les premiers ouvrages; mais quelques coups de fusil ayant répandu l'alarme, un feu terrible commença sur les assaillants. La colonne de gauche, guidée par Humbert, dont les soldats marchaient dans l'eau jusqu'à la ceinture, foudroyée de front par les batteries du fort, et de flanc par les canonnières anglaises, qui bordaient le rivage, considérait déjà l'assaut comme impossible. Hoche y était accouru pour prévenir le désordre prêt à naître; il était du même avis que les soldats et leur donnait l'ordre de reprendre le chemin des lignes, croyant avoir donné dans un piége.

Le mouvement rétrograde allait s'effectuer quand un grand bruit sur la droite ayant fait lever la tête au général en chef, il montra à ses soldats, et ils reconnurent aux premières clartés du jour, le pavillon tricolore flottant sur le fort Penthièvre à la place du drapeau blanc. C'était Ménage qui, à la faveur du mot d'ordre et guidé par les transfuges, avait, ainsi que ses 300 grenadiers, escaladé le fort par un sentier réputé inaccessible. Les canonniers royalistes avaient été tués sur leurs pièces, et les portes livrées aux Républicains. Les conjurés de l'intérieur égorgèrent eux-mêmes, dit-on, leurs officiers et se réunirent à Ménage, dont les soldats firent main basse sur tout ce qui ne se joignait pas à eux. Bientôt le fort fut entièrement au

pouvoir des Républicains. Hoche y entra aussitôt, et sur les remparts qui venaient d'être pris, éleva Ménage au grade de général.

Le fort Penthièvre, situé au col de l'isthme, était un carré de trente toises sur chaque face, qui se liait à la côte opposée par un camp retranché dont le marquis de Contades ordonna l'évacuation dès qu'il vit le pavillon tricolore arboré sur le fort. Cette évacuation se fit si précipitamment que les Émigrés abandonnèrent le parc d'artillerie placé maladroitement au village le plus avancé du côté de l'ennemi. Hoche laissa deux bataillons à la garde du fort et se mit en marche sur trois colonnes pour balayer la presqu'île, où les Émigrés, disséminés, se ralliaient à la hâte, ne recevant plus d'ordres de personne.

Départ de Puisaye. — Sombreuil prend le commandement des Émigrés. — Puisaye venait en effet de quitter la Péninsule; ayant, après la prise du fort, rencontré Sombreuil à la tête de sa division, il lui avait ordonné de prendre une position et de l'y attendre, et il s'était embarqué sous prétexte d'aller à bord du vaisseau du commodore Warren, presser l'envoi d'embarcations destinées à sauver l'armée. Il semble que ce n'était pas dans un pareil moment le rôle d'un général en chef, et que le dernier officier de l'armée eût pu servir de porteur à une invitation manuscrite adressée dans ce but au commodore anglais [1].

Sombreuil restait seul chargé du commandement. Une seule voie de salut s'offrait encore à l'armée royaliste, c'était la reprise du fort Penthièvre que les régiments de Beon et de Damas demandaient à grands cris à attaquer; il fallait profiter de cet élan. Sombreuil hésita, laissa l'abattement prendre le dessus sur le désespoir, et finit par donner à ses troupes l'ordre de se retirer en arrière de Saint-Julien.

Deux colonnes républicaines longeaient les côtes de la presqu'île. Une troisième s'avançait entre elles. Des femmes, des enfants éplorés les précédaient en fuyant et poussant des cris lamentables. La colonne de droite, malgré le feu des canonnières anglaises, s'avança au pas de charge sur Loyal-Émigrant et Dudresney, formant la gauche des Émigrés. Ces deux corps ne résistèrent pas. La plupart des soldats jetèrent leurs armes en se disant Républicains. La division d'Hervilly se mit en pleine déroute et se précipita ensuite vers la mer.

Les Émigrés mettent bas les armes. — Sombreuil, avec sa division, qui seule lui obéissait encore, s'était alors formé au fort Portaligen, seul coin de la presqu'île qui ne fût pas occupé par les Républicains. Deux corvettes anglaises soutenaient son feu. Le désespoir des Royalistes semblait devoir rendre leur résistance terrible, quand ces mots partirent des rangs républicains : « Rendez-vous, les prisonniers seront épargnés; » ce que les Républicains n'entendaient que des prisonniers enrôlés avec des Royalistes. Sombreuil, trompé, s'avança pour proposer une capitulation. Plusieurs écrivains affirment qu'il en obtint une, ce qu'il est impossible de nier ou de certifier. Hoche s'apercevant que, pendant ces pourparlers, on pressait l'embarquement, fit pointer sur le rivage deux canons chargés à mitraille qui contraignirent les barques à s'écarter et à ne plus revenir. — Une seconde sommation fut faite aux Émigrés qui restaient indécis, n'osant trop se fier à la merci des Républicains. 700 grenadiers les chargèrent alors à la baïonnette. Ce moment fut décisif: quelques-uns vendirent chèrement leur vie, d'autres se tuèrent eux-mêmes pour ne pas tomber au pouvoir de l'ennemi; mais le plus grand nombre, à l'exemple de Sombreuil, mit bas les armes. 4,000 prisonniers, 20,000 fusils, des effets d'habillement et d'équipement pour 30,000 hommes, plusieurs millions en faux assignats, et une immense quantité de munitions de guerre et d'approvisionnements de tous genres, furent le fruit de la victoire [1].

Mort de Sombreuil. — Exécutions militaires. — Les prisonniers traversèrent l'armée victorieuse en vomissant mille imprécations contre Puisaye et l'Angleterre. Ils furent d'abord dirigés sur Auray, puis sur Vannes.

Hoche aurait désiré que les chefs des Émigrés fussent

[1] D'après les *Mémoires sur Quiberon* de M. Rouget de l'Isle, qui, il faut le dire, se montre très partial en faveur de Puisaye, auquel il emprunte une grande partie des détails qu'il donne sur l'expédition, Puisaye avait déjà envoyé un émissaire (Rohu) à bord des vaisseaux anglais; mais « de nombreuses difficultés, dit l'auteur de *la Marseillaise*, avaient retardé le départ de Rohu pour la flotte anglaise, et Puisaye arriva presque aussitôt que lui à bord de l'amiral, demeuré dans une ignorance complète des événements. Sur le compte qui lui en fut rendu, sir John Warren déploya toute l'énergie et toute l'activité dont il avait donné tant de preuves depuis le commencement de l'expédition. D'après ses signaux et ses ordres exécutés avec autant d'intelligence que de promptitude, ses bâtiments armés prirent les positions propres à protéger le rembarquement des Royalistes, et ses embarcations se mirent toutes en mouvement pour aller les recueillir. La corvette *the Lark* (l'Alouette), de vingt-quatre pièces de canon, et la frégate *la Pomone*, montée par le commodore lui-même, foudroyaient la plage par laquelle on arrivait au Fort-Neuf. Tandis que leur feu ralentissait la poursuite des Républicains, les marins anglais de tous les grades rivalisaient de courage et d'ardeur pour sauver quinze ou dix huit cents victimes qu'une terreur frénétique ou l'égarement du désespoir avaient précipité dans les flots. Abjurant toute rivalité, toute antipathie nationale, les capitaines conduisaient eux mêmes leurs chaloupes sur tous les points où ils voyaient des hommes en péril, et sous une grêle de mousqueterie et de mitraille venaient jusqu'au rivage les disputer à la fureur de la mer et à celle de leurs ennemis. »

[1] Ce résumé de tout ce qui a été écrit sur Quiberon, tant par les Royalistes que par les Républicains, n'est pas d'accord avec les *Mémoires* que vient de publier M. Rouget de l'Isle pour *combattre l'opinion accréditée d'une capitulation faite avec les Émigrés à Quiberon*. M. Rouget de l'Isle n'était point alors, comme on l'a dit, aide de camp de Hoche, il avait suivi volontairement le représentant Tallien, envoyé par la Convention auprès de l'armée de Hoche. Nous allons faire connaître textuellement son récit.

« Le général Hoche, lorsque je le rejoignis, arrivait au pied du Fort-Neuf à la tête de ses grenadiers. Après les avoir rangés en bataille dans un fond, à l'abri du feu des Anglais: « Amis, leur cria-t-il, « prenez haleine et finissons-en; et toi, s'adressant à un petit tambour « qui se trouvait près de lui, en tête de la colonne, tiens toi prêt à « battre la charge. » Ces mots me firent frissonner. « Ah! général, « m'écriai je d'une voix étouffée et profondément émue, général, quel « effroyable hécatombe! — Que voulez-vous que je fasse? répliqua-t-il « vivement. Dois je remettre en question ce qui est décidé? Dois-je « laisser aux Anglais le temps d'embarquer les Émigrés, de faire un « mouvement sur mes derrières, peut-être de me couper la retraite? « — Mais, général, ces malheureux prisonniers, entrés de force dans « les rangs ennemis, qui désertaient par bandes pour rentrer dans les « vôtres, que tous leurs vœux appellent près de vous, vous allez donc « les égorger pêle-mêle! » Hoche frémit et se frappa le front; puis, après avoir réfléchi un instant: « Eh bien! me dit il avec chaleur, « allez leur signifier de rendre les armes, ou qu'ils sont jetés à la « mer. » Je poussai mon cheval, heureux d'avoir obtenu ce répit, si

seuls punis suivant les lois républicaines, et il écrivit dans ce sens au Comité de salut public; mais Tallien fit changer les dispositions qu'on avait pu concevoir pour ces malheureux, si toutefois elles étaient favorables. « Ce vil ramas de complices et de stipendiés « de Pitt, dit-il, le 26 juillet à la tribune, ces exécra- « bles auteurs de tous les forfaits et de tous les désas- « très contre lesquels la France lutte depuis cinq ans, « ont été poursuivis par nos braves jusqu'au sein des « flots, mais les flots les ont rejetés sous le glaive de « la loi, etc.

Le général Lemoine, chargé de l'application rigoureuse de cette loi invoquée par Tallien, se rendit à Vannes où il institua des commissions militaires. Sombreuil, l'évêque de Dol et quelques autres chefs, furent jugés le 29 juillet. « Je jure (dit Sombreuil dans sa « défense, et il soutint son dire jusqu'à la mort) qu'il y a eu « une capitulation d'après laquelle les Émigrés devaient « être traités comme prisonniers de guerre. » Et adjurant alors les grenadiers qui étaient présents: « Répondez, « ajouta-t-il, n'est-ce pas *devant vous* que j'ai capitulé? »

Les condamnés furent conduits le lendemain sur la promenade publique de Vannes, nommée *la Garenne*, et placés sur une même ligne pour être fusillés. « J'aime à voir mon ennemi en face », répondit Sombreuil, quand on lui offrit un bandeau. Et comme il était couché en joue : « Visez plus à droite s'écria-t-il « ou vous me manqueriez. » Ces mots furent les derniers qu'il prononça.

Les autres prisonniers furent jugés à Auray, et exécutés près de cette ville, dans une prairie encore en vénération parmi les habitants qui la nomment la *Prairie des Martyrs* [1].

L'expédition de Quiberon trompa également les espérances des Émigrés, des insurgés royalistes et des Anglais. Elle souleva dans le temps un cri général d'indignation contre l'Angleterre. « Au moins, disait « Pitt à Shéridan, le sang anglais n'a pas coulé à Qui- « beron. — C'est vrai, répondit l'orateur de l'opposi- « tion, mais l'honneur anglais y a coulé par tous les « pores. »

faible qu'il fût. « Surtout, me cria le général, qu'ils aient à faire cesser « le feu de la flotte anglaise. Si je perds un homme ils sont tous morts. » Je me portai rapidement vers le front, où je vis régner une extrême agitation parmi les Royalistes... A mon approche un grand nombre accoururent au bord du rocher. Que n'éprouvai-je point lorsque du milieu d'eux j'entendis s'élever plusieurs voix qui m'appelaient par mon nom, celles sans doute d'anciens camarades ou d'officiers qui m'avaient connu dans les garnisons! « Messieurs, dis-je avec le peu « de fermeté que je pus recueillir, voici les propres paroles que le gé- « néral m'a chargé de vous transmettre : — *Allez leur signifier de « mettre bas les armes, ou qu'ils sont jetés à la mer.* — Mais, « monsieur, nous avons envoyé des parlementaires, et nous attendons « leur réponse. — Vous avez vu la réception qu'on leur a faite, et qu'on « n'a point voulu les écouter. Messieurs, décidez-vous, nul délai n'est « admissible. *Surtout*, a dit encore le général, *qu'ils aient à faire « cesser le feu de la flotte anglaise; si je perds un homme ils « sont tous morts.* » Ce fut en ce moment qu'une voix s'écria : « Eh! « monsieur, vous voyez bien qu'ils tirent sur nous comme sur vous. » Allégation fausse, que de la part des Émigrés pouvaient expliquer les accidents d'une mer très houleuse, et la chute fortuite dans le Fort-Neuf de quelques-uns des boulets dirigés de la flotte anglaise contre nos colonnes, qui débouchaient par la crête de la plage; mais allégation démentie par toute la conduite des Anglais dans ces terribles circonstances; accusation enfantée par la terreur, avidement recueillie et propagée par la haine nationale, alors dans toute sa force, et qui doit être classée parmi ces calomnies dont les nations rivales sont si souvent prodigues les unes envers les autres. — Le galop d'un cheval que j'entendis derrière moi me fit retourner, et je vis Ménage accourant le sabre à la main, la tête enveloppée d'un mouchoir blanc et qui s'écria : « Qu'est-ce à dire, messieurs, le général veut bien vous « accorder quelque répit, et vous en abusez pour continuer vos em- « barquements! qu'ils cessent à l'instant même ou c'est fait de vous * .

« Mais quoi, ajouta-t-il sans leur laisser le temps de répondre, n'y a- « t-il que des Émigrés parmi vous? n'y a-t-il plus de Français? » A cet appel un violent houra éclata sur le rocher. — « Oui, oui, il y a des « Français, crièrent à la fois tous les prisonniers enrôlés de force « en Angleterre. *Vive la nation! vive la République!* » En même temps se démêlant des Émigrés, qu'ils poussaient de droite et de gauche, ils s'élancent au bord de la roche, d'où ils se jettent à corps perdu dans la plaine et viennent à toutes jambes s'agglomérer autour de Ménage. »

Les Émigrés posèrent les armes. Un entretien eut lieu entre le général Hoche et Sombreuil. Ils se promenèrent seuls pendant quelque temps sur le bord d'un rocher qui dominait la mer. Bientôt ils furent rejoints par les représentants.

« En débouchant sur la plate-forme, nous vîmes Hoche et Sombreuil qui se promenaient paisiblement l'un à côté de l'autre tout au bord du rocher, Hoche le plus près du bord, de sorte que d'un coup de coude le chef royaliste pouvait précipiter le général républicain de cinquante ou soixante pieds dans la mer. Ceci me fit penser au duc de Guise partageant son lit avec le prince de Condé, et dormant près de lui d'un profond sommeil la nuit même du jour où il l'avait battu et fait prisonnier à la bataille de Dreux. Hoche et Sombreuil s'avancèrent à notre rencontre. — « Citoyens, dit Hoche aux repré- « sentants, je vous présente le comte Charles de Sombreuil. — Le comte « de Sombreuil! interrompit Blad assez étourdiment. Monsieur, j'ai « été en présence avec mademoiselle votre sœur. — Messieurs, répondit « Sombreuil, les malheurs de ma famille sont connus; il a dû m'être « permis de chercher à la venger... »

M. Rouget de l'Isle ne cherche point à deviner quel a pu être le sujet de l'entretien particulier des deux généraux. On voit par son récit que Sombreuil avait l'air tranquille et résigné, mais qu'en retournant au fort Penthièvre « le général Hoche marchait seul en avant, absorbé dans une rêverie mélancolique qui contrastait avec l'ivresse accoutumée de la victoire. »

* Qu'auraient signifié ces reproches s'ils avaient été adressés à des hommes qu'on aurait considérés comme n'échappant à la mort sur le champ de bataille que pour être livrés à des tribunaux impitoyables? Les *Mémoires* de M. Rouget de l'Isle, loin de détruire l'opinion qu'il y a eu une capitulation, nous semblent plutôt de nature à y faire croire.

[1] Après la déclaration de Sombreuil et à défaut d'officiers français qui voulussent continuer à faire partie des commissions militaires, des *officiers étrangers* composèrent ces tribunaux exceptionnels. D'après M. Rouget de l'Isle, les jugements et les exécutions s'élevèrent à 800 par jour.

RÉSUMÉ CHRONOLOGIQUE.

1795.

27 JUIN. Débarquement des Émigrés à Quiberon.
3 JUILLET. Prise du fort Penthièvre.
11 — Diversion de Tinteniac et de Lantivy.
16 JUILLET. Combat de Sainte-Barbe.
20 — Reprise du fort Penthièvre.
— — Les Émigrés mettent bas les armes.
28 — Mort de Sombreuil.

A. HUGO.

On souscrit chez DELLOYE, Éditeur, place de la Bourse, rue des Filles-S.-Thomas, 13.

Paris. — Imprimerie et Fonderie de RIGNOUX et Comp., rue des Francs-Bourgeois-Saint-Michel, 8.

FRANCE MILITAIRE.

1795. — OPÉRATIONS SUR LE RHIN.

SOMMAIRE.

Investissement de Mayence.—Affaire entre les deux lignes.—Combat du 22 mai.—Prise et reprise de la redoute de Junden-Sand.—Pichegru prend le commandement de l'armée de Rhin-et Moselle.—Blocus et capitulation de Luxembourg.—Commencement de la campagne.—Situation et forces respectives des armées françaises et autrichiennes.—Passage du Rhin.—Marche sur la Lahn.—Capitulation de Manheim.—Retraite des Autrichiens sur le Mayn.—Investissement de Mayence par la rive droite du Rhin.—Combat de Heidelberg.—Jonction de Clairfayt et de Wurmser.—Inaction de Pichegru.—Pénurie des armées françaises.—Retraite de l'armée de Sambre-et-Meuse.—Les Autrichiens forcent les lignes de Mayence.—Inaction de Clairfayt.—Diversion opérée par Marceau.—Combat sur la Pfrim.—Retraite de Pichegru. Combat de Frakendahl.—Retraite sur la Queich.—Prise de Manheim.—Mouvements de l'armée de Sambre-et-Meuse.—Armistice.—Insurrection belge étouffée.—Trahison méditée mais non exécutée.

Français.	*Généraux.*	*Autrichiens.*	*Généraux.*
Armée de Sambre-et-Meuse.	JOURDAN.	*Armée du Bas-Rhin.*	CLAIRFAYT.
	MICHAUD.		
Armée de Rhin-et-Moselle.	PICHEGRU.	*Armée du Haut-Rhin.*	WURMSER.

Investissement de Mayence. — Après la retraite des Prussiens sur le Bas-Rhin, afin de couvrir la Westphalie, la prise de la tête du pont de Manheim avait terminé, pour les armées du Rhin, la campagne de 1794. Le gouvernement français, tout en s'occupant des moyens de rentrer en paix avec l'Europe, avait ordonné au général Moreaux, commandant l'armée de la Moselle, de bloquer Luxembourg, et au général Michaud de faire cantonner les troupes de l'armée du Rhin sur la rive gauche autour de Mayence, afin d'en commencer l'investissement. Ces deux places étaient les seules que l'ennemi possédât encore de ce côté du fleuve.

Mayence renfermait une garnison de 20,000 Autrichiens, dont le plus grand nombre campait sur les glacis. Ils s'opposèrent de tous leurs moyens à l'exécution des lignes dans lesquelles Michaud établit ses troupes autour de la place, tant afin de les mettre à l'abri de l'injure de la saison que pour servir de préparatifs au siége. Tour à tour ouvriers et combattants, les soldats républicains, stimulés par les conseils et par l'exemple de leur général, avaient à repousser l'ennemi d'une main tandis qu'ils tenaient de l'autre les instruments de leurs travaux. — Malheureusement les ouvrages qu'ils commencèrent alors avaient un immense développement; ils consistaient en une double ligne de circonvallation en forme de demi-cercle de quatre lieues d'étendue, depuis Laubenheim jusqu'à Monbach. Le Rhin en formait la corde: Mayence en occupait le centre. Néanmoins ces travaux furent poussés si activement qu'ils furent à peu près terminés vers la fin de janvier. Les Autrichiens s'étaient aussi baraqués et retranchés en avant de la ville. Les deux partis se trouvaient ainsi occuper des camps concentriques dont les postes intermédiaires étaient disputés chaque jour avec des succès variés.—Les soldats français manquaient de vivres et d'habillements, tandis que leurs ennemis, abondamment fournis de tout par la rive droite du Rhin, pouvaient être renouvelés sans cesse par des troupes fraîches. Le discrédit des assignats augmentait la misère des troupes; ce fut alors que le gouvernement accorda huit francs par mois *en numéraire* aux généraux et aux officiers de tout grade qui furent aussi admis à participer à quelques-unes des distributions de vivres faites aux soldats.

Affaire entre les deux lignes. — Quelques escarmouches, quelques combats sans grande importance remplirent les deux premiers mois du blocus. Ainsi, par l'établissement sur la rive gauche d'une batterie de gros calibre, Michaud parvint à faire taire le feu des batteries ennemies de la rive droite, qui l'incommodaient beaucoup. Ainsi la possession d'une île, voisine de la rive gauche, fut vivement disputée les 20 et 22 mars, et cette île, après avoir été prise et reprise, finit par rester aux Français. — Les Autrichiens, pour se venger de cet échec, effectuèrent, le 26 mai, une attaque générale sur toute la ligne française. Dès l'aube du jour, les troupes de la garnison et celles campées sur les glacis s'avancèrent vers les avant-postes républicains, qu'elles réussirent à surprendre sur plusieurs points; quelques coups de fusil ayant répandu l'alarme, on battit la générale; chacun prit les armes et se précipita vers les points attaqués.—L'impétuosité de l'ennemi était sur le point de forcer la ligne du camp; mais les soldats se rallièrent à leur général, qui, dans le tumulte du combat, eut la jambe fracassée par un biscaïen. Cet accident redoubla le courage des troupes, qui parvinrent à faire rétrograder en désordre les assaillants: ceux-ci tentèrent en vain de se reformer; ils furent culbutés et rejetés pêle-mêle dans leurs cantonnements, laissant l'intervalle entre les deux lignes couvert de morts et de blessés.

Combat du 22 mai.—Prise et reprise de la redoute de Junden-Sand. — Des renforts arrivaient successivement devant Mayence. Les Autrichiens augmentaient, de leur côté, le nombre des défenseurs de cette place. Les deux armées n'attendaient que le moment de mesurer leurs forces. Mais l'ordre n'en était pas encore donné, et Michaud employait les nouvelles divisions à augmenter les travaux qui ceignaient déjà la place. C'est ainsi que fut établie une troisième ligne de circonvallation, armée de batteries formidables. Ces lignes, à peu près achevées dans les premiers jours de mai, étaient susceptibles d'une bonne défense; un seul

point y paraissait défectueux; c'était l'extrême droite, qui n'avait été poussée que jusqu'à Laubenheim, alors qu'il eût été facile de l'appuyer au Rhin.

Les Républicains venaient d'achever une grande redoute sur un terrain appelé le *Junden-Sand*. Le général autrichien Clairfayt, chef supérieur de l'armée de défense, résolut, le 22 mai, d'opérer une nouvelle attaque générale, dans l'espoir qu'un effort bien dirigé contre cette redoute et deux autres postes, ceux du bois de Monbach et du Hardenberg, suffiraient pour l'en rendre maître, ou tout au moins pour lui permettre d'en détruire les retranchements. Un déserteur avait heureusement prévenu la veille le général français. Clairfayt trouvant les Républicains sous les armes, hésita d'abord à donner l'ordre d'attaquer. La canonnade dura quatre heures. L'ennemi se décida alors à porter en avant les *Manteaux rouges*, troupes légères récemment levées dans la Dalmatie et dans la Servie. Ces soldats, indisciplinés, s'élancèrent avec la plus grande hardiesse sur les retranchements du bois de Monbach, et prirent une redoute armée de deux canons.

La vue de ces bandes extraordinaires, qui s'avançaient au combat en poussant des cris sauvages, inspira d'abord un mouvement de surprise aux soldats républicains; cet étonnement ne fut pas de longue durée; ils se rallièrent bientôt et reprirent aux Serviens et aux Dalmates la redoute et les deux pièces que ceux-ci avaient d'abord enlevées. Les Manteaux rouges, furieux de se voir ravir leur conquête, recommencèrent avec acharnement un combat corps à corps, où les baïonnettes françaises eurent l'avantage. Se voyant sur le point d'être enveloppés, ils se décidèrent à la retraite. On les poursuivit jusque sous les murs de Mayence. — Mais si l'attaque du bois de Monbach était repoussée, il n'en était pas de même de celles du poste de Hardenberg et de la redoute de Junden-Sand. — Les Autrichiens s'étaient jetés en forces si nombreuses et avec tant d'impétuosité sur ces deux points, que les Français avaient été contraints de les abandonner. L'ennemi s'y établit et en resta maître jusqu'à quatre heures de l'après-midi; alors les soldats républicains s'avancèrent de nouveau, résolus à les reprendre.—La position du Hardenberg dominait la gauche de leurs ouvrages, et la redoute de Junden-Sand, leur avait coûté des travaux infinis, les soldats s'écrièrent eux-mêmes que ce serait une honte de les laisser à l'ennemi. — Les Autrichiens se virent donc assaillis au moment où ils s'y attendaient le moins. Comme ils avaient déjà néanmoins garni d'une artillerie formidable les deux postes qu'ils avaient pris, les premiers pelotons français furent criblés par la mitraille, ce qui n'arrêta pas la marche des suivants; on battit la charge et ils s'élancèrent avec fureur sur les Autrichiens, qui furent en un instant culbutés et reconduits l'épée aux reins jusque sous le canon de Mayence.

Pichegru prend le commandement de l'armée de Rhin-et-Moselle. — Ce fut à cette époque que l'armée du Rhin prit le nom *d'armée de Rhin-et-Moselle*, et que Pichegru y arriva pour remplacer Michaud, dangereusement malade des suites de sa dernière blessure. — Il s'établit de nouveau pendant l'été une espèce de trêve tacite entre les deux partis. La Prusse avait fait la paix avec la France, et tous les yeux étaient tournés vers les négociations qui se traitaient à Bâle, et auxquelles un grand nombre d'états d'Allemagne s'empressaient de prendre part sous la médiation du cabinet de Berlin. La campagne de 1795 ne s'ouvrit véritablement que lorsque le général Jourdan fut envoyé sur le Rhin pour en effectuer le passage et concourir au blocus définitif de Mayence.

Blocus et capitulation de Luxembourg.—Le blocus de Luxembourg avait eu lieu dans les derniers jours d'octobre 1794, par trois divisions de l'armée de la Moselle, aux ordres de Moreaux. Nous ne suivrons pas dans ses détails l'histoire de ce blocus. La place, armée de 500 pièces d'artillerie, faisait un feu continuel. —Le 20 mars, deux divisions de l'armée de Sambre-et-Meuse, commandées par Desjardins et Chapsal, vinrent relever les troupes de siége qui furent dirigées sur Mayence. Le général Hatry eut alors le commandement en chef du blocus; il fit construire sur une hauteur boisée une batterie destinée à brûler la ville. Le feld-maréchal Bender, gouverneur de la place, tenta, dans la nuit du 15 au 16 mai, une sortie pour la détruire, mais ses efforts furent sans succès. — Enfin n'attendant plus de secours, et tourmenté par les sollicitations des habitants qui, effrayés de cette batterie menaçante, se croyaient déjà écrasés sous leurs maisons, Bender demanda lui-même à capituler le 1er juin. Jourdan et le conventionnel Talot se rendirent au camp de Luxembourg pour régler les articles de la capitulation, qui eut lieu le 7 juin. La garnison, de 13,000 hommes, sortit avec les honneurs de la guerre, et fut renvoyée sous parole de ne point servir contre la France ou ses alliés avant d'avoir été échangée.

Commencement de la campagne. — Le Comité de salut public, voyant les lenteurs du siége de Mayence, dont la possession lui était garantie par les articles secrets du traité de Bâle avec la Prusse, s'était décidé à transmettre aux armées de Jourdan et de Pichegru l'ordre d'entrer activement en campagne, à une époque où l'on songe parfois déjà à prendre des cantonnements.— Tandis que les troupes de Jourdan se disposaient à passer le Rhin, suivant leurs instructions, Pichegru rassemblait devant Mayence une nombreuse artillerie de siége et toutes les munitions nécessaires pour attaquer régulièrement cette place par la rive gauche, aussitôt que l'armée de Sambre-et-Meuse serait en mesure d'en compléter le blocus sur la rive droite.

Situation et forces respectives des armées françaises et autrichiennes. — Au moment de la reprise sérieuse des hostilités contre l'Autriche, la ligne française s'étendait depuis Bâle à Dusseldorf; la gauche, forte de 97,000 hommes, et formée par l'armée de Sambre-et-Meuse, aux ordres de Jourdan, était rangée depuis Bingen jusqu'au-dessous de Dusseldorf. L'armée de Rhin-et-Moselle, répartie en onze divi-

sions, formait le centre et la droite, et son effectif montait à 95,000 combattants; elle occupait la rive gauche du Rhin depuis Bingen jusqu'à Huningue, passant par les fameuses lignes de Mayence. — Desaix commandait l'extrême droite sur le Haut-Rhin. — L'armée du Nord, qui avait détarbé plus de la moitié de ses forces pour renforcer les deux armées de la Sambre et du Rhin, gardait encore la Hollande.

Après la paix, le roi de Prusse ayant rappelé ses soldats, les Autrichiens défendaient seuls la rive droite du Rhin; Wurmser de Lorrach, près Bâle, jusqu'à Philisbourg, et Clairfayt de Philisbourg jusqu'à Dusseldorf; les forces alliées s'élevaient à près de 180,000 hommes. L'armée de Rhin-et-Moselle avait ainsi devant le front qu'elle occupait, l'armée entière de Wurmser et une partie de celle de Clairfayt, à l'autorité de qui Wurmser était subordonné.

Ces quatre armées belligérantes, occupant les deux rives du Rhin, devaient, étant à peu près d'égale force, offrir respectivement d'insurmontables difficultés à celle qui voudrait franchir ce fleuve; aussi les généraux en chef semblaient-ils peu empressés d'en faire la tentative. La difficulté du passage n'existait pas à la vérité au même degré pour les Autrichiens, maîtres de Mayence; mais, en débouchant de cette place, ils eussent eu sur leurs flancs deux armées, et Clairfayt ne voulut point essayer une opération aussi hasardée; il attendait que ses adversaires lui offrissent une meilleure occasion de les combattre, ce qu'ils ne devaient pas tarder à faire, étant dirigés par un comité plus propre à la paix qu'à la guerre, et où l'on s'apercevait facilement de l'absence de Carnot.

Passage du Rhin. — Jourdan seul s'occupait activement de préparatifs de passage. Dans la nuit du 1er septembre, il fit occuper l'île de Neuwied par 1,200 grenadiers, et le lendemain il profita de l'espèce de stupeur où l'attaque nécessitée par cette occupation avait jeté l'ennemi, pour faire conduire en arrière de Weisenthurm un équipage de pont qui avait été d'avance réuni sur la Moselle. D'après l'avis de Kléber, il avait été décidé qu'on s'emparerait de Dusseldorf pour favoriser le passage du gros de l'armée. Un grand nombre de nouvelles barques furent louées à Duisbourg et dirigées sur la Rhur: on en rassembla un nombre suffisant pour porter à la fois 3,000 hommes.

Le passage s'exécuta dans la nuit du 5 au 6 septembre, vers Dusseldorf, Urdingen et Eichelramp, sous la protection de nombreuses batteries établies sur la rive gauche. Le corps du général d'Erbach, de 10,000 hommes au plus, était chargé de défendre la ligne qui s'étend de l'embouchure de la Wipper jusqu'au ruisseau d'Augerbach; mais suivant l'usage des alliés, qui croyaient agrandir l'échelle de leurs combinaisons militaires en raison de l'étendue donnée à leurs cordons d'observation, cette troupe était disséminée sur une longue ligne, en divers postes, dont les plus considérables étaient à Mendelheim et à Sarem; un bataillon à Dusseldorf et Hamm, et la plus forte masse en réserve à Kalkum. Ainsi, en voulant trop couvrir, les impériaux ne couvraient rien.

Les premiers passages des troupes républicaines se firent dans de petites barques emportées par un courant rapide, dont un beau clair de lune argentait d'abord les flots; bientôt le fleuve sembla se changer en une masse d'eaux embrasées sous les feux croisés de plus de deux cents pièces de canon, qui tonnaient à la fois des deux rives pour anéantir ou pour protéger la petite flottille. Une faible division partie de l'embouchure de l'Erft, sous les ordres de Championnet, se dirigea sur Dusseldorf, déjà canonné et bombardé de la rive gauche, et contraignit le gouverneur autrichien à capituler. — Lefebvre avait passé vers Eichelcamp; après avoir traversé le cordon prussien, il tourna la droite des Autrichiens par Augerost. La gauche de l'ennemi, menacée par Dusseldorf, se retira promptement sur Closterath et Gerbesteim; enfin tout le corps de d'Erbach, débordé par des forces supérieures sur ses deux extrémités, se trouva heureux de se replier sans trop de pertes, et protégé par sa cavalerie, sur Rattingen. — Le débarquement de la gauche de Jourdan vers Duisbourg, sur le cordon de l'Augerbach, favorisa beaucoup ce passage du Rhin.

Marche sur la Lahn. — Lorsque l'armée de Sambre-et-Meuse l'eut effectué tout entière, il ne resta plus au comte d'Erbach qu'à se retirer précipitamment pour regagner sa communication par Elberfeld et Schwalme. Il rejoignit la division du prince de Wurtemberg, mais ces deux généraux n'étaient pas dans le cas de résister aux Républicains, qui les rejetèrent sur Siegbourg, où ils arrivèrent le 11 septembre. Le prince de Wurtemberg prit ensuite position sur la Lahn, après s'être replié sur le corps de Wartensleben, qui était resté assez inutilement en observation vers Neuwied. Jourdan se posta en face de l'ennemi, la droite au Rhin, la gauche vers Limbourg; son mouvement obligea les Autrichiens à appuyer sur leur gauche et à y envoyer des forces. Clairfayt se porta de ce côté avec une partie de son centre. Wurmser, avec une division de l'armée du Haut-Rhin, vint remplacer les troupes tirées par Clairfayt du camp de Schwetzingen; et Quasdanowich s'établit à Heidelberg.

Capitulation de Manheim. — On se rappelle que la prise de la tête du pont de Manheim avait eu lieu dans les derniers jours de 1794. Pichegru, craignant peut-être que si l'inaction de son armée se prolongeait trop, pendant que l'armée de Jourdan s'avançait victorieuse en Allemagne, sa conduite ne parût inexplicable et n'éveillât des soupçons, se décida à seconder les opérations du général en chef de l'armée de Sambre-et-Meuse. En conséquence la partie de son armée cantonnée sur le Haut-Rhin eut ordre de le descendre et de se rapprocher de Manheim. Il fit, le 20 septembre, sommer le gouverneur de lui remettre cette place, qu'il menaça d'incendier en cas de refus. Le gouverneur capitula.

Retraite des Autrichiens sur le Mayn. — Investissement de Mayence par la rive droite du Rhin. — Après l'occupation de Manheim, rien n'était plus facile à Pichegru que de couper toute communication entre

Wurmser et Clairfayt; le sort même de ce dernier général dépendait probablement d'un mouvement rapide, par lequel l'armée de Rhin-et-Moselle débouchant sur la rive droite en force suffisante, l'eût placé entre deux feux. Il le sentit et fit donner l'ordre à Wurmser de venir du Haut-Rhin, à marches forcées, à son secours; en même temps il abandonna la position de la Lahn, pour se porter en toute hâte sur le Mayn, qu'il passa les 22 et 23. De là, sa retraite au cœur de l'Allemagne était facile et sûre, si Pichegru s'avançait de Manheim sur Heïdelberg. En attendant Wurmser, Clairfayt se posta la droite à Aschaffenbourg et la gauche vers Francfort. Jourdan le suivit sur le Mayn et y prit position, le 25, avec une partie de ses forces, le reste était en arrière pour garder les postes de la rive droite du Rhin. Jourdan s'occupa dès lors de compléter l'investissement de Mayence sur cette rive.

Combat de Heïdelberg. — La plus grande partie de l'attirail de guerre et des magasins de Clairfayt était dans Heïdelberg, qu'occupait le corps seul de Quasdanowich; mais au lieu de se présenter sur ce point avec une forte partie de son armée, Pichegru n'y déboucha qu'avec deux divisions (6ᵉ et 7ᵉ), qu'il venait de retirer au général Schaal, chargé en son absence du blocus de Mayence, et comme s'il eût trouvé cette troupe trop forte pour battre l'ennemi, il la sépara en deux colonnes qui remontèrent les deux rives du Necker. La colonne de droite (7ᵉ division) rencontra les troupes de Quasdanowich, dans les journées des 23 et 24, et les culbuta; mais quand elle arriva près des montagnes, l'ennemi s'étant aperçu de sa faiblesse et de son isolement, réunit ses forces, revint sur elle et la mit en fuite. Une partie de cette colonne ne dut son salut qu'à un gué qui lui permit de repasser sur la rive gauche du Necker, où elle fut protégée par la sixième division. Elle perdit, dans cette affaire, son chef, le général Dufour, et 1,200 hommes tués ou blessés.

Jonction de Clairfayt et de Wurmser. — Cet événement, quoique peu important en lui-même, eut des suites immenses. Wurmser et Clairfayt opérèrent, par la grande route du Rhin (Berg-Strasse), leur réunion, qu'il eût fallu empêcher à tout prix. Alors, rassuré sur ses derrières, Clairfayt résolut de reprendre l'offensive sur Jourdan, laissant à Wurmser le soin de contenir le petit nombre de troupes que Pichegru tenait sur la rive droite.

Inaction de Pichegru. — Pénurie des armées françaises. — Jourdan travaillait à s'établir devant Mayence; mais son armée, qui avait été mise ainsi que lui sous le commandement supérieur de Pichegru, avait besoin d'ordres pour agir activement. — Pichegru continua à ne point faire connaître ses desseins, à ne donner aucun ordre et à rester dans l'inaction, refusant opiniâtrément d'envoyer au-delà du Rhin d'autres divisions que les deux qu'il avait dirigées sur Heïdelberg. L'échec arrivé à l'une d'elles nécessitait dans les positions des deux armées un changement pour lequel les généraux avaient besoin de s'entendre. Les représentants les invitèrent à se réunir le 4 octobre au quartier général d'Ober-Ingelheim; mais cette conférence n'eut d'autre résultat que de faire naître la désunion entre les deux généraux. — Pichegru envoya au gouverneur de Mayence une sommation qui, moins heureuse que celle faite au commandant de Manheim, fut accueillie par un refus. — Cependant on avait résolu de pousser l'investissement commencé sur la rive droite, et Kléber en avait été chargé; mais bientôt le manque d'artillerie, de fascines et d'instruments propres à remuer la terre, interrompit les travaux et rendit totalement impossible les tranchées et les fortifications nécessaires pour tenter avec succès le siége d'une place d'un si grand développement. A cette désespérante pénurie se joignait la disette croissante qui régnait dans les deux armées, surtout dans celle de Jourdan. On pouvait prévoir que ce long siége n'aurait pas une issue favorable.

Retraite de l'armée de Sambre-et-Meuse. — L'audace de Clairfayt s'était accrue par l'inaction des armées républicaines. Lorsqu'il eut reçu les renforts détachés de l'armée de Wurmser, et qui montaient à 25,000 hommes, il songea à effectuer son attaque. La position de Jourdan était critique, quoique son armée fût animée du meilleur esprit et parfaitement disposée à combattre. Il couvrait la ligne de Mayence sur la rive droite du Rhin, avec une partie de ses troupes campées le long du Mayn et de la Nidda, mais il avait en face des forces supérieures. Son aile gauche était en l'air, au milieu d'un pays ennemi, et n'avait pour défense que la ligne de neutralité de la Prusse.—On devait douter que cette ligne fût respectée par Clairfayt qui faisait aux Français le reproche de l'avoir récemment violée à Eichelcamp. — Le général autrichien avait, en effet, résolu de tourner la gauche des Républicains. Après avoir renforcé sa droite de plusieurs milliers de grenadiers hongrois et de divers corps dont il déroba la marche en violant la ligne neutre, il se mit en mouvement dans la nuit du 10 au 11 octobre, passa le Mayn à Sligenstadt, et, tandis que ses troupes légères se portaient sur la Nidda, ses masses s'avançaient sur Wetzlar pour envelopper l'armée française. Jourdan, craignant alors d'engager le combat avec des chances défavorables, ordonna la retraite et l'abandon du blocus de Mayence.

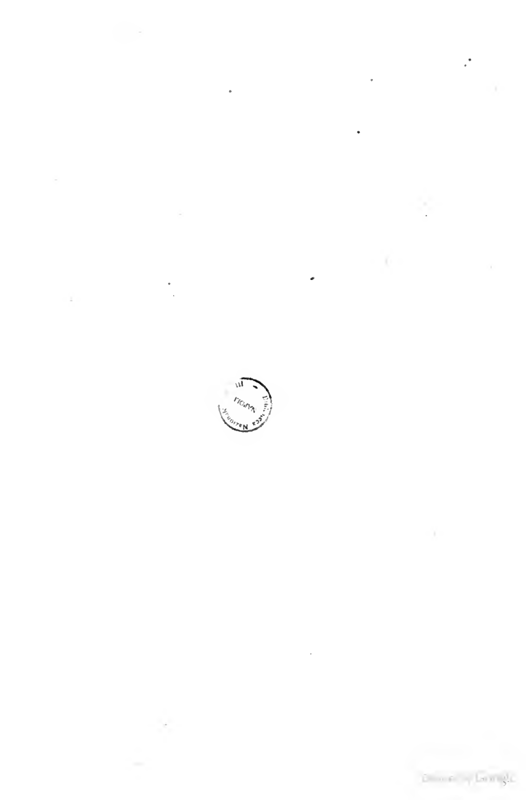
Ce mouvement rétrograde se fit dans le plus grand ordre. Pendant que le centre de l'armée se repliait sur le Rhin, et l'aile gauche sur Dusseldorf, la droite, aux ordres de Kléber, repassait le fleuve par le pont de Neuwied et se fortifiait sur la rive gauche. Quelques engagements sans résultats eurent lieu entre l'arrière-garde républicaine et l'avant-garde autrichienne. On s'accorde généralement à dire que les Français firent plus dans cette circonstance qu'on ne devait attendre, même de leur intrépidité connue. Un accident grave faillit néanmoins empêcher la retraite des colonnes qui passaient par le pont de Neuwied, et fut sur le point de les livrer à l'ennemi.

Kléber avait ordonné à Marceau, commandant l'arrière-garde, de faire mettre le feu à des bateaux destinés à embraser le pont de Neuwied quand l'aile

Passage du Rhin.

FRANCE MILITAIRE.

Mayence.



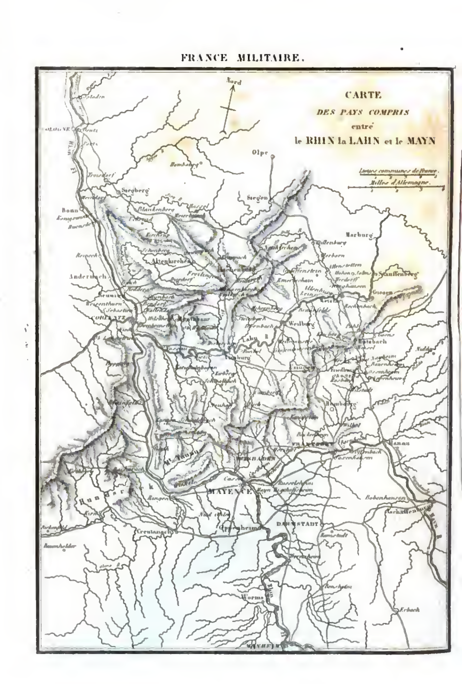


1794 – Elèves de la Patrie a Paris, cidevant Enfans de la Pitié.



Troupes Prussiennes
Corps de Cavalerie Cosaque




CARTE
DES PAYS COMPRIS
entre
le RHIN la LAHN et le MAYN
Nord
Lieues communes de France.
Milles d'Allemagne.
Olpe
Siegen
Siegberg
Bonn
Marburg
Dillenburg
Herborn
Altenkirchen
Andernach
Neuwied
COBLENTZ
Weilburg
Limburg
Butzbach
Friedberg
Homburg
Hanau
FRANCFORT
Offenbach
WISBADEN
MAYENCE
Bingen
DARMSTADT
Oppenheim
Creutznach
Worms
Aschaffenburg
Bobenhausen
Erbach
MANHEIM

gauche l'aurait repassé. Le capitaine de génie chargé par le général Marceau de l'exécution de cet ordre, calcula mal les instants; les bateaux incendiaires arrivèrent sur le pont et y mirent le feu au moment où les premières colonnes seulement allaient le traverser. — L'armée, poursuivie vivement par l'ennemi, se trouvait ainsi acculée au Rhin sans moyens de passage. — Marceau, désespéré, voulait se brûler la cervelle; un aide de camp lui arracha son pistolet. — Le danger n'en était pas moins pressant, et il fallut que ce qui restait de l'arrière-garde de Jourdan sur ce point de la rive droite redoublât d'audace pour contenir les Autrichiens. Kléber conserva un admirable sang-froid. Il accorda trente heures au chef des pontonniers pour rétablir le pont. Ensuite, employant tous ses soins à empêcher que Clairfayt ne fût informé de ce désastre momentané, il rallia ses soldats, repoussa l'ennemi et donna aux travailleurs le temps d'assurer le passage des troupes.

Jourdan eût bien désiré qu'on pût conserver la tête de pont sur la rive droite, mais les travaux en étaient trop imparfaits pour permettre une défense avantageuse, et elle fut évacuée. Les Français gardèrent seulement l'île de Neuwied qu'ils avaient hérissée de batteries formidables. Dusseldorf fut mis aussi en état de défense et couvert par un camp retranché.

La retraite de Jourdan fut l'opération la plus importante de l'année à cause de l'influence qu'elle exerça sur la campagne. Tout le monde blâma Pichegru d'avoir laissé son armée arrêtée sous Mayence et le long du Rhin, au lieu de déboucher vivement de Manheim sur Heïdelberg, pour couper Clairfayt avant sa jonction avec Wurmser et terminer la campagne par une victoire. On n'est point aussi unanime dans le jugement porté sur la retraite de l'armée de Sambre-et-Meuse. En convenant qu'elle était inévitable des bords du Mayn, où Jourdan ne pouvait s'empêcher d'être tourné par des forces supérieures, d'excellents critiques ont pensé qu'il n'eût pas dû la prolonger au-delà de la Lahn ou de la tête du pont de Neuwied.

Les Autrichiens forcent les lignes de Mayence. — Clairfayt crut devoir profiter de l'éloignement de Jourdan pour déboucher par Mayence, sur la rive gauche, et tenter de forcer les Français dans les lignes qu'ils avaient établies devant cette place. Par mesure de précaution, et afin de n'être pas troublé dans cette opération, il avait fait échelonner du côté de Neuwied et de Dusseldorf, sur la rive droite, des détachements assez nombreux pour faire croire au général de l'armée de Sambre-et-Meuse qu'il avait en tête des forces considérables, et qu'il était toujours poursuivi.

Le départ des deux divisions que Pichegru avait tirées des lignes pour les porter sur Manheim n'avait laissé devant Mayence que 52 bataillons et 4 régiments de cavalerie, tous extrêmement affaiblis par la disette, les maladies et les fatigues. Cette armée manquait de moyens de transport, et presque toute son artillerie restait sans attelages, les chevaux étant morts de faim ou de froid. Quatre compagnies d'artillerie légère avaient seules reçu quelques remontes et faisaient encore leur service; les pièces de position ne pouvaient plus être remuées; des hommes pris dans les demi-brigades traînaient les pièces de bataillon quand l'état des chemins le permettait.

30,000 hommes figuraient bien sur les états de situation; mais 24,000 seulement étaient présents sous les armes, et ils étaient disséminés sur une ligne demi-circulaire de huit mille huit cents toises de longueur, depuis Laubenheim jusqu'à Budenheim. Cette ligne, faible partout, avait encore contre elle sa proximité d'une place d'un aussi grand développement que celui de Mayence, qui possédait des camps retranchés où une armée pouvait se rassembler sans être aperçue du dehors.

Clairfayt ne voulait attaquer qu'un point des lignes; il choisit celui qui présentait le plus de chances de succès. Nous avons parlé de la lacune qui existait depuis les retranchements de Laubenheim jusqu'au Rhin, ce fut de ce côté qu'il dirigea ses efforts.

Tout avait été disposé pour l'attaque dans la nuit du 28 au 29; cette attaque fut favorisée par un orage qui ne permit pas aux Républicains d'avoir la moindre connaissance des préparatifs qu'on faisait contre eux.

Deux bataillons et quelques hussards remontèrent le Rhin pendant la nuit sur une flottille et débarquèrent derrière la droite française aux villages de Stackenhéim et de Bodenheim. Le reste des troupes fut divisé en quatres colonnes principales et plusieurs petits corps détachés. La première, aux ordres du général Neu, fut placée aux environs du village de Weissenau; la deuxième, commandée par Staader, occupa l'espace entre le fort Sainte-Élisabeth et Zalbach; la troisième était peu éloignée de la seconde; la quatrième resta provisoirement dans les ouvrages avancés de la place. Les bataillons de Lascy et de Manfredini devaient, placés à l'extrême droite de l'armée, faire de fausses attaques sur la gauche des lignes.

Les troupes débarquées par la flottille s'emparèrent des villages de Stackenheim et de Bodenheim, où était le quartier général de Courtot, commandant la huitième division française. Ce général en fut chassé et regagna Laubenheim, où il trouva le général Scherb déjà aux prises avec les tirailleurs de l'avant-garde de Neu, sortie de Weisseuau. Bientôt la colonne ennemie arriva près des lignes et força Laubenheim. Les ouvrages de Sainte-Croix, formant une première ligne de retranchements, furent en même temps enlevés par les colonnes de Staader. La position de Courtot était critique. Attaqué de front par Staader, en flanc par Neu, et à revers par les troupes de la flottille, ce général, peu expérimenté, ne pouvait déjà plus dissimuler ses craintes; il perdit entièrement la tête quand il vit l'ennemi maître du village de Laubenheim. — Il eût pu se retirer sur la neuvième division, puisqu'il n'était pressé que sur sa droite et que sa gauche était libre. Ce mouvement même était si naturel, qu'il semble qu'il eût dû faire partie de ses instructions. Mais il prit la fuite en suivant la direction qui semblait l'écarter le plus vite de l'ennemi; et le soir, après une marche pareille à une déroute, il se trouva, avec les débris de sa division, à sept lieues du champ de bataille. Pi-

chegru, pendant ce temps, restait à Ober-Ingelheim, et sa droite était déjà en fuite qu'il n'avait pas encore connaissance du combat. Cependant, la division Colloredo était aux prises avec les avant-postes de la neuvième division républicaine, qui la repoussèrent d'abord dans le ravin de Zalbach, d'où elle avait débouché. Une partie de la cavalerie ennemie traversa en même temps la ligne sur les hauteurs d'Hechtsheim, qu'avait abandonnées la division Courtot, et se porta en toute hâte sur le flanc droit et les derrières de la brigade de droite de la neuvième division qui se trouvait en bataille entre la neuvième et la grande route de Marienborn à Mayence. Cette brigade, composée de la onzième légère et de la sixième de ligne, était commandée par le général Duverger. Elle eut à peine le temps, pour éviter d'être prise entièrement à revers, de commencer un changement de front, l'aile droite en arrière; elle fut même, pendant son mouvement, attaquée par la cavalerie ennemie; mais cette dernière ne tarda pas à être rejetée hors de la ligne par le deuxième de hussards. — Nous ne pouvons entrer dans le détail de tous les engagements particuliers auxquels cette affaire donna lieu. — Pichegru, informé enfin de ce qui se passait, ordonna aux dixième et onzième divisions d'exécuter leur retraite, mouvement que favorisait la résistance prolongée de la neuvième. Pressée, cependant, par les colonnes de Nen, de Staader et de Colloredo, celle-ci rétrograda aussi à son tour, et les troupes dont elle se composait se trouvèrent réunies, entre une et deux heures, sur les hauteurs de Niéder-Ulm, en arrière de la Selz. Les trois divisions ayant mis le feu à leur parc d'artillerie qu'elles ne pouvaient emmener, faute de chevaux, s'avançaient, quoique isolées l'une de l'autre, à peu près dans la même direction; et, malgré quelques attaques d'arrière-garde, arrivèrent assez en ordre, le soir, aux rendez-vous qui leur avaient été assignés. — La huitième division seule manquait à son poste : on ne savait ce qu'elle était devenue. La neuvième et la cinquième, en s'étendant, pour faire disparaître la lacune produite par son absence, la rencontrèrent à Grunstadt, encore livrée au désordre et désorganisée. — Cette malheureuse journée coûta à l'armée républicaine 3,000 hommes, tués ou blessés, et 60 pièces de canon. L'ennemi eut environ 2,500 hommes hors de combat.

Inaction de Clairfayt. — Diversion opérée par Marceau. — Après avoir forcé les lignes de Mayence, Clairfayt aurait rendu le succès qu'il venait d'obtenir bien autrement décisif, si son audace eût égalé sa prudence et ses talents comme général. Il aurait pu, en ralliant les troupes de Wurmser et en agissant avec plus d'activité, anéantir ou faire prisonnière l'armée d'investissement tout entière. Mais, au lieu de se mettre immédiatement à la poursuite des Républicains, il resta six jours dans la position conquise et n'en partit que le 5 novembre. — Le général Wartensleben marcha sur Alzey; Nanendorf attaqua, à Rochenhausen, une division française et la rejeta sur Winweiler. Clairfayt se porta lui-même sur Westofen, Osterofen et Worms.

Pichegru, de son côté, avait rallié l'armée de Rhin-et-Moselle, sur le petit ruisseau de la Pfrim, la droite au Rhin, la gauche au mont Tonnerre. — Jourdan, instruit de ce qui venait de se passer devant Mayence, avait détaché aussitôt, sur le Hunsdruck, le général Marceau avec 20,000 hommes, pour opérer une diversion en faveur de l'armée du Rhin. Marceau attaqua, le 10 novembre, les gorges de Stromberg, occupées par des détachements de l'armée de Clairfayt. Malgré l'escarpement des rochers, les soldats, encouragés par l'ardeur de leur jeune général, parvinrent jusqu'aux gorges, à travers la mitraille et les boulets, et en chassèrent l'ennemi. Le champ de bataille, couvert de blessés et de morts, resta en leur pouvoir. Arrivé sur les bords de la Nahe, Marceau eut encore avec les Autrichiens un nouvel engagement, où ceux-ci perdirent 800 hommes, tués ou prisonniers. Il s'empara de Kreutznach; mais l'ennemi ayant reçu dans la soirée même un renfort de 18 bataillons et de 30 escadrons, qui portait ses forces à un nombre double de celui des Républicains, Marceau ne crut pas devoir s'exposer aux chances d'un combat par trop inégal et regagna la position de Sohn-Valt, qu'il avait occupée auparavant. — Le but que Jourdan s'était proposé se trouvait néanmoins rempli en partie, puisque Clairfayt, au moment où il attaquait Pichegru, avait été obligé de détacher une partie du corps de Wartensleben contre Marceau, à Kreutznach.

Combat sur la Pfrim. — Retraite de Pichegru. — Pichegru avait réuni sur la Pfrim toutes ses troupes disponibles, ne laissant sur la rive droite du Rhin que la garnison de Manheim. Néanmoins, sa position était encore trop étendue pour le nombre de ses soldats, et de plus facile à tourner par la gauche; aussi, ne se dissimulait-il pas le danger de livrer une bataille, étant presque dépourvu d'artillerie et ayant à combattre une armée numériquement très supérieure; mais il ne pouvait se résoudre ni à abandonner Manheim à ses propres moyens de défense, ni à l'évacuer. Il avait appelé Jourdan à son secours; il espérait que ce général arriverait assez tôt sur la Nahe avec des forces suffisantes pour occuper Clairfayt, tandis que lui-même n'aurait plus alors à combattre que Wurmser. Mais les pluies avaient dégradé les chemins et rendaient difficiles les marches et les manœuvres des troupes.

Clairfayt, renforcé dans la soirée du 8 novembre, par le corps de Latour, détaché de l'armée de Wurmser, et fort de 16 bataillons et de 40 escadrons, avec un train considérable d'artillerie, se décida à livrer bataille. L'attaque commença le 10 novembre, avant le jour. Wartensleben, avec un tiers de l'armée, renforcé par des troupes légères du corps de bataille, commença l'attaque sur Kirchrim-Poland, avec l'aile droite autrichienne, et contraignit les Français de rétrograder jusqu'à Mosbach et Gulheim. — Le général Kray, avec l'avant-garde autrichienne, contenait le centre et la droite des Français, pour favoriser l'attaque dirigée sur leur gauche, jusqu'au moment où Clairfayt en personne pourrait faire donner le corps de bataille. — L'armée autrichienne s'étant enfin avancée

dans l'après-midi, et la première ligne s'étant formée, Desaix qui, avec sa division, était au centre de l'armée, se trouva trop faible pour défendre la position étendue qu'il occupait. — L'artillerie française s'élevait à peine à 40 canons mal servis. Les Autrichiens avaient en batteries 150 pièces amplement fournies de munitions de toute espèce.

La dixième division (Desaix) ayant donc exécuté un mouvement rétrograde, Pichegru crut devoir ordonner une retraite générale sur Frakendahl. Elle commença à la nuit close par les divisions de la droite, et Manheim, abandonné à ses propres forces, n'eut plus d'espoir de salut que dans l'arrivée de Jourdan. On a blâmé Pichegru de ce que, en se décidant à recevoir une bataille sur la Pfrim, il n'avait pas rappelé à lui trois divisions, les deuxième, troisième et quatrième, inutilement cantonnées sur le Haut-Rhin. Il y a lieu de croire que, dans ce cas, Clairfayt, qui fut obligé de détacher le lendemain une de ses divisions contre Marceau, revenant à Kreutznach, n'aurait pas forcé la position de la Pfrim, et que l'armée de Rhin-et-Moselle aurait pu y attendre l'armée de Sambre-et-Meuse.

Combat de Frakendahl. — Le combat de la Pfrim fut suivi de l'investissement de Manheim, dont le siége commença aussitôt. Dès le commencement, le bombardement en fut poussé avec vigueur. Clairfayt en confia le soin à Wurmser et continua la poursuite de l'armée de Pichegru, qui s'était arrêtée sur le canal de Frakendahl, la gauche à Turekheim, la droite au Rhin, le front couvert par le bois de Friesenheim et par les rives marécageuses du canal et des ruisseaux de Stosbach et de Fuchsbach. Mais le découragement de cette armée augmentait à mesure qu'elle perdait du terrain et, par une raison contraire, l'enthousiasme des Autrichiens s'accroissait en raison de leur succès. Clairfayt était décidé à attaquer cette nouvelle position; et si Pichegru se laissait encore battre, il était difficile de savoir où il pourrait s'arrêter ensuite, tant il est vrai que l'abattement du soldat entraîne plus de revers que son exaltation ne produit de succès. On doit appliquer à la guerre cette réflexion d'un auteur: «S'il est toujours facile de s'arrêter quand on gravit une montagne, on ne peut dire où l'on s'arrêtera en la descendant.»

Le général Kray commença, le 13, à inquiéter la gauche des Français vers Turckheim et Tripstadt. Le 14 au matin, le centre des Autrichiens se porta sur Lambsheim. Ce poste retranché fut emporté par l'ennemi, pendant qu'une plus forte colonne, où se trouvait Clairfayt, tournait la ville en jetant des ponts sur la Fuchsbach. Latour, qui commandait l'aile gauche, mit en mouvement trois colonnes et fit trois attaques; la première à l'extrême gauche, aux ordres du général Ott, marcha sur Edickeim et Friesenheim; la seconde, conduite par Latour lui-même, se porta directement sur Oggersheim et Studernheim, par la chaussée; la troisième, plus à droite et commandée par le général Lilien, attaqua Epstein de concert avec une brigade du centre de Clairfayt. — Toutes ces attaques, exécutées par des forces supérieures, réussirent assez bien; l'aile droite, aux ordres de Werneck, se bornait à canonner le moulin d'Arsheim, pendant que la gauche combattait seule, combinaison maladroite, puisqu'en forçant Pichegru à la retraite, elle lui permit néanmoins de la faire presque sans perte, derrière le canal de Frakendalb, d'où il marcha dans la nuit à Mutterstadt, pour aller prendre position sur la Speyerbach.

Retraite sur la Queich. — Cette nouvelle position sur la Speyerbach dut être encore abandonnée, par suite d'un mouvement du corps de Nauendorf qui, s'étant porté le 16 novembre sur Kaiserslautern, menaçait la gauche des Français. Les Républicains se retranchèrent donc derrière les lignes de la Queich, leur gauche appuyée à Landau.—Clairfayt s'établit sur la Speyerbach.

Prise de Manheim.—Manheim renfermait une garnison de 9,000 hommes. Elle fut dans le principe vivement bombardée; mais on n'a d'ailleurs aucun détail sur la défense, qui est restée un mystère jusqu'à présent: on sait seulement que la place était mal approvisionnée en munitions de guerre et de bouche, et qu'elle n'a presque point fait de résistance. Le choix du général Montaigu, qui la défendit, les circonstances où se trouvait alors Pichegru, et quelques pièces trouvées depuis dans les fameux fourgons de Klinglin, ont donné lieu à des soupçons de trahison sur lesquels l'historien ne peut émettre aucune opinion. Manheim se rendit le 22 novembre.

Mouvements de l'armée de Sambre-et-Meuse. — Pendant les divers mouvements rétrogrades de Pichegru, Jourdan avait résolu de laisser son aile gauche sur la rive droite du Rhin, et de se porter avec le reste de l'armée sur la Nahe, dans l'espoir d'opérer sa jonction avec Pichegru et de contraindre Clairfayt à revenir sur ses pas. Le mauvais état des chemins, le dénûment absolu de toutes choses ralentirent les mouvements de l'armée de Sambre-et-Meuse au point de faire presque naître sur le compte de Jourdan des soupçons indignes du beau caractère de ce général. Les divers plans qu'il avait formés furent déjoués par Clairfayt et surtout par la reddition de Manheim. Le corps de Nauendorf gardait Deux-Ponts, par où les deux armées françaises auraient pu communiquer. La ligne de la Nahe fut occupée de Bingen à Birkenfeld par cinq divisions de l'armée de Sambre-et-Meuse. Plusieurs nouveaux engagements eurent lieu vers Kreutznach entre les généraux autrichiens Kray, Nauendorf et Marceau. Cette ville fut prise et reprise. Pichegru, de son côté, fit reprendre Deux-Ponts et menacer Kaiserslautern; mais tous ces combats, qui ne se rattachaient à aucun plan général, doivent être considérés comme de simples affaires de postes sans importance. La saison devenait rigoureuse; Jourdan finit par quitter la ligne de la Nahe pour se rapprocher de Trèves et de Trarbach. Les Autrichiens faisaient alors aussi d'immenses préparatifs pour passer le Rhin sous Coblentz. Kléber, qui commandait sur ce point, écrivit à Jourdan pour l'informer de ces mouvements hostiles. Les deux généraux

ne doutaient pas qu'ils ne fussent le signal d'une des plus vigoureuses attaques qu'eût encore offertes cette campagne.

Armistice.—Les choses en étaient là quand on reçut, le 21 décembre, au quartier général de l'armée de Sambre-et-Meuse, un parlementaire envoyé par Clairfayt pour proposer un armistice. On ne connaît pas encore aujourd'hui les motifs qui purent déterminer les Autrichiens à faire une telle proposition, quand la victoire leur donnait tant d'avantages. Jomini suppose qu'elle fut la suite de la fatigue de leurs troupes et de la crainte qu'avaient les généraux de ne pouvoir pas se maintenir dans leurs quartiers d'hiver sur la rive gauche du Rhin, ayant à droite l'armée de Jourdan et à gauche celle de Pichegru. Quels que pussent être les motifs de Clairfayt, Jourdan se hâta d'accepter l'armistice, mais à condition qu'elle s'étendrait à l'armée de Pichegru. Un mouvement de dépit porta d'abord ce dernier général à refuser la trêve offerte; il avait moins de moyens de résistance à opposer que Jourdan, et il se résigna enfin, pressé par ses officiers. L'armistice fut signé le 1er janvier 1796. En concluant cette convention, Jourdan croyait avoir bien mérité de son armée et de la France; mais le Directoire, prétextant que la Constitution lui attribuait exclusivement la signature des armistices, annula celui que le général de l'armée de Sambre-et-Meuse venait de conclure, pour en signer un autre à peu près pareil qui fut rédigé par des commissaires de son choix. Cette chicane était ridicule. La Constitution, en attribuant au Directoire le droit qu'il réclamait, n'avait pas entendu l'empêcher d'en investir ses généraux. Il fut convenu que les armées cantonneraient dans les positions qu'elles occupaient respectivement, et les hostilités furent suspendues indéfiniment, sous la seule réserve de se prévenir dix jours avant de les reprendre.

Insurrection belge étouffée. — Cette convention inattendue déconcerta les projets des ennemis de la France en Belgique, où un aventurier nommé Jacquemin menaçait d'allumer une Vendée entre la Sambre et la Meuse. Déjà des rassemblements considérables de paysans avaient surpris des convois, les dépôts et les petits détachements étaient insultés; on craignait une explosion générale. L'armistice permit de distraire sans danger une division de l'armée du Nord, et de l'envoyer à Bruxelles, où elle rétablit la tranquillité d'autant plus facilement que les insurgés se trouvèrent privés de l'appui des Autrichiens.

Trahison méditée mais non exécutée. —«La trêve, dit Jomini, faillit cependant mettre la République à deux doigts de sa perte. Pichegru, ne trouvant pas à Strasbourg, dans la modicité de son traitement, de quoi subvenir aux frais de ses secrètes orgies, prêta plus d'attention aux propositions des royalistes, et renoua avec le prince de Condé des négociations dans le terme desquelles il entrevoyait, avec l'indépendance, plus d'honneurs et de fortune que dans la plus belle victoire. A cette époque Louis-Stanislas-Xavier de Bourbon venait de se rendre à Offenbourg pour s'y faire proclamer roi de France par le corps des Émigrés. Sa présence donna une nouvelle activité à ces négociations mystérieuses. Fauché-Borel fit de fréquents voyages d'un quartier général à l'autre, et s'il faut en croire les *Mémoires* d'un homme qui n'y fut point étranger, Pichegru devait être le restaurateur de la monarchie en France et recevoir en récompense de ce service un million en numéraire et le château de Chambord. On ignore encore les causes qui firent échouer ce beau rêve... »

Il est triste, mais il est vrai de reconnaître que le conquérant de la Hollande, ainsi que le vainqueur de Jemmapes, devinrent indignes de la confiance des troupes républicaines. Dumouriez et Pichegru sont deux noms qui ne peuvent plus être nommés avec honneur au milieu d'une armée. Le soldat doit pouvoir dire en tout temps : Honte aux déserteurs! infamie aux traîtres!

RÉSUMÉ CHRONOLOGIQUE.

1795.

26 MARS. Combat entre les deux lignes devant Mayence.
22 MAI. Prise et reprise de la redoute de Junden-Sand.
31 — Pichegru prend le commandement de l'armée de Rhin-et-Moselle.
7 JUIN. Capitulation de Luxembourg.
5 et 6 SEPTEMBRE. Passage du Rhin par l'armée de Sambre-et-Meuse.
11 — Marche des Français sur la Lahn.
22 — Prise de Manheim par l'armée de Rhin-et-Moselle.
22 et 23 — Retraite des Autrichiens sur le Mayn.
25 — Combat de Heidelberg.
— — Jonction de Clairfayt et de Wurmser.
4 OCTOBRE. Conférence des généraux français à Ober-Ingelheim.
10 et 13 — Retraite de l'armée de Sambre-et-Meuse.
28 et 29 — Clairfayt force les lignes de Mayence
10 NOVEMBRE. Diversion opérée par Marceau. — Combats de Stromberg et de Kreutznach.
— — Retraite de l'armée de Rhin-et-Moselle. — Combat sur la Pfrim.
13 — Combat de Frakendahl.
16 — Retraite des Français sur la Queich.
21 — Armistice entre les deux armées signé par Jourdan. — Accepté par Pichegru le 1er janvier 1796.

A HUGO.

On souscrit chez DELLOYE, Éditeur, place de la Bourse, rue des Filles-Saint-Thomas, 13.

Paris. — Imprimerie et Fonderie de RIGNOUX et Comp., rue des Francs-Bourgeois-Saint-Michel, 8.

FRANCE MILITAIRE.

OPÉRATIONS MARITIMES. — 1794 ET 1795.

SOMMAIRE.

Côte de Guinée : Destruction des établissements anglais en Afrique.—Océan Indien : Combat de l'Ile-de-France.—Océan atlantique : Croisière du grand hiver.—Côtes de Bretagne : Combat de Groix.—Mer Méditerranée : Croisière sur les côtes de Corse.—Combat naval d'Alassio.—Combat des îles d'Hyères.—Prise de la flotte du Levant.—Océan atlantique : Prise de la flotte de la Jamaïque.—Mer Méditerranée : Déblocus de la division de Smyrne.

Côte de Guinée. — *Destruction des établissements anglais en Afrique.* — Au mois de septembre 1794, une division française, composée d'un vaisseau, de deux frégates, de deux bricks et de deux bâtiments négriers armés en guerre, parut à l'improviste sur la côte de Guinée, détruisit les comptoirs anglais et ruina complètement l'établissement de Sierra-Leone. Il s'y trouvait alors, entre autres navires d'une moindre valeur, un bâtiment de 400 tonneaux, *le Harpy*, richement chargé; ce fut le seul dont le commandant français voulut s'emparer; il brûla les autres vaisseaux après en avoir enlevé les marchandises les plus légères et les plus riches. — Enfin, les forts étant démolis, les canons encloués, brisés ou jetés à la mer, les magasins de la compagnie anglaise dévastés et détruits, la division remit à la voile et revint en France. Elle avait brûlé ou coulé dans sa croisière deux cents dix navires ennemis.

Océan indien. — *Combat de l'Ile-de-France.* — Deux vaisseaux anglais, armés à grands frais dans l'Inde, *le Centurion* et *le Diomède*, avaient établi vers la fin de 1794 une croisière autour de l'Ile-de-France. Cette colonie manquait de vivres, tous ses vaisseaux, armés en course, étaient alors en mer; la croisière anglaise empêchait les subsistances d'arriver, et les corsaires de rentrer au port avec leurs prises. Dans cette situation critique, les autorités civiles et militaires tinrent conseil et résolurent unanimement de tout tenter pour débloquer la colonie. On décida que la division française mouillée à Port-Louis, composée de deux frégates, *la Prudente* et *la Cybèle*, et du brick *le Coureur*, attaquerait les deux vaisseaux de ligne anglais, et tâcherait de leur causer assez d'avaries pour qu'ils fussent obligés d'aller au loin chercher un port pour les réparer. Malgré l'énorme disproportion qui existe entre des vaisseaux de haut bord et de légères frégates, les marins français reçurent avec joie l'ordre d'aller combattre. Ils avaient pour chef le brave Renaud, excellent officier. On appareilla, le 22 octobre, aux cris de *Vive la république! Mort aux Anglais!* La petite division rencontra les deux vaisseaux de ligne à huit lieues de la côte; et aussitôt commença un combat terrible où, pour racheter la faiblesse de leurs bâtiments, les canonniers républicains, sans s'attacher à tuer du monde à l'ennemi, pointaient leurs coups avec adresse, les uns sur les mâts et les vergues, les autres sur le gouvernail; d'autres sur un même point de la coque, audessous de la ligne de flottaison.—*La Prudente* s'était placée par le travers du *Centurion*, et *la Cybèle* par le travers du *Diomède*. Le brick, favorisé par sa petitesse même, qui le dérobait mieux aux coups de l'ennemi, allait et venait autour des deux vaisseaux, secondant de son mieux l'effort des deux frégates. Après une heure du feu le plus nourri et le mieux dirigé, les frégates, ayant elles-mêmes éprouvé de grandes avaries dans leurs agrès, le chef de la division fit le signal de s'éloigner de l'ennemi. *La Cybèle* tenta vainement d'obéir à cet ordre; son gréement était en trop mauvais état pour qu'elle pût suivre *la Prudente*. Restée en arrière, elle eut à soutenir seule, pendant quelque temps, le feu des deux vaisseaux anglais; mais ceux-ci étaient trop maltraités pour lui donner une longue chasse. — *Le Centurion* faisait eau de toutes parts; il avait perdu son gouvernail et deux de ses mâts. Les avaries du *Diomède* n'étaient pas moins considérables. — *La Prudente*, qui avait viré de bord pour venir au secours de *la Cybèle*, la prit à la remorque, et la division triomphante revint à l'Ile-de-France, où son retour fut salué par les acclamations de tous les habitants. — Le résultat du combat fut, comme on l'avait espéré, la levée du blocus. — Les transports chargés de vivres arrivèrent dans l'île, et les corsaires y firent leur entrée, amenant des prises richement chargées. La reconnaissance des habitants pour l'héroïsme de nos braves marins fut telle, qu'une souscription volontaire, ouverte pour les familles de ceux qui avaient péri dans le combat, s'éleva en peu de jours à la somme de 265,000 francs. — Les vaisseaux français avaient eu 38 hommes tués et 95 blessés. — Parmi les traits de courage auxquels ce combat naval donna lieu, on cite celui du brave Lehyr, capitaine en second d'une des frégates, qui, frappé d'un biscaïen au talon, refusa de se laisser porter avec les blessés : « Non, dit-il aux matelots, j'ai juré de mourir à mon poste; je ne le quitterai pas ». Peu d'instants après, il reçut un boulet dans les reins, et tomba en s'écriant : « Courage, mes amis, vengez moi ! » — Le nommé Sixte Brunet, chargeur, eut la main droite emportée au moment où il allait prendre son refouloir; alors, et sans paraître ému, le saisissant de la main gauche, il acheva de charger sa pièce avant de se faire panser.

Océan atlantique. — *Croisière du grand hiver.* — On ignore dans quel but la commission de marine de la Convention donna l'ordre de faire sortir du port de Brest, en décembre 1794, et par un hiver si rigoureux qu'il a fait époque, toute l'armée navale aux ordres du vice-amiral Villaret-Joyeuse. Cette armée se composait de 60 voiles, vaisseaux, frégates et corvettes. La

campagne commença sous de sinistres auspices: appareillant au commencement d'un coup de vent, la flotte perdit un vaisseau à trois ponts en quittant le port, *le Républicain*, qui fut jeté sur la roche Mingan au milieu du goulet de Brest et y périt.—Elle comptait 35 vaisseaux de haut bord, parmi lesquels on remarquait *l'Alexandre*, vaisseau de ligne anglais qui avait été pris peu de temps auparavant par la division du contre-amiral Nielly, et que les équipages de sa division avaient offert à la république. On battit la mer pendant plus d'un mois sans rencontrer aucune flotte ennemie. Le gouvernement anglais était trop prudent pour compromettre sans nécessité ses bâtiments de guerre par d'aussi mauvais temps.—Les 28 et 30 janvier 1795, la flotte éprouva d'horribles tempêtes; tous les vaisseaux firent plus ou moins d'avaries; trois furent engloutis par la mer, *le Scipion*, *le Neuf Thermidor* et *le Superbe*. Une partie de leurs équipages périt dans ce désastre. Le conventionnel Trébouart, qui se trouvait à bord de la flotte, se décida alors à donner l'ordre de regagner le port; mais pour comble de malheur, plusieurs vaisseaux se jetèrent à la côte en revenant. — *Le Neptune* se perdit à Peros. — *Le Fougueux* et *le Téméraire* échouèrent; mais ils parvinrent à se remettre à flot, et gagnèrent, l'un le port de Lorient, et l'autre celui de Saint-Malo.—L'armée navale rentra à Brest toute délabrée, au moment où les magasins de la marine manquaient des matériaux de divers genres nécessaires pour la réparer. Dans les 34 jours qu'avait durée cette fatale campagne, la flotte n'avait pris qu'une seule frégate anglaise, *le Daphné*, et une centaine de bâtiments marchands, dont les équipages réunis ne s'elevaient pas à 1,200 hommes: c'était un bien faible dédommagement des quatre vaisseaux de ligne qui avaient été perdus et des avaries majeures des autres bâtiments.

Côtes de Bretagne. — *Combat de Groix.* — Tandis que l'Angleterre dirigeait sur Quiberon l'expédition qui fut si fatale aux émigrés, une flotte anglaise, aux ordres de l'amiral Bridport, composée de quatorze vaisseaux, dont plusieurs à trois ponts, croisait sur la côte de Bretagne, une flotte française, composée de seize vaisseaux de ligne, commandée par l'amiral Villaret, se trouvait dans les mêmes parages. Elle formait deux divisions de force égale, dont l'une était mouillée à la hauteur de Belle-Isle, et l'autre devant Brest. Lord Bridport, dans le but de protéger un débarquement d'armes et de poudre pour les chouans, attaqua la division de Belle-Isle, qui se retira après un assez vif engagement. Villaret-Joyeuse, prévenu de cet événement, mit aussitôt à la voile avec sa division pour se réunir à celle qui venait de combattre. Après cette réunion, il chercha à joindre Bridport qui, en raison de l'infériorité de ses forces, voulait éviter le combat jusqu'à l'arrivée d'une escadre aux ordres du commodore Warren, envoyée pour appuyer le débarquement de Quiberon. — Villaret ordonna la chasse; mais bientôt, averti que Bridport et Warren s'étaient réunis et que la flotte anglaise s'avançait pour le combattre, il manœuvra à son tour dans le dessein de l'éviter, et fit voile vers Brest: un furieux coup de vent le rejeta sur Belle-Isle, où il trouva toutes les forces de Bridport. L'amiral anglais l'attaqua, coupa sa ligne et parvint, après un combat meurtrier, à lui enlever trois vaisseaux, *le Formidable*, *le Tigre* et *l'Alexandre*. Après ce malheureux combat, l'amiral français rentra à Lorient, où le manque de vivres le força de licencier ses équipages.—Les Anglais restaient ainsi maîtres de la mer et des côtes du Morbihan.—Le commodore Warren crut devoir faire une tentative pour s'emparer de la forteresse de Belle-Isle, qui aurait offert un excellent point d'appui aux émigrés. Le général Boneret commandait la place pour la République; il répondit à la sommation qui lui fut faite au nom de Louis XVII: « Je ne reconnais aucun roi, et je suis décidé à m'ensevelir sous « les ruines du fort, plutôt que de le remettre à des Anglais ou à des transfuges ». Warren ne voulant pas perdre un temps précieux à canonner Belle-Isle, abandonna son projet et fit voile pour Quiberon.

Mer Méditerranée. — *Croisière sur les côtes de Corse.* — Un des premiers soins dont on s'était occupé, après la reprise de Toulon, avait été de recomposer l'escadre qui devait stationner dans ce port. En peu de temps on y arma quinze vaisseaux, parmi lesquels il s'en trouvait huit que les Anglais croyaient avoir abandonnés dans un état à rester toujours hors de service. Cette escadre était néanmoins trop faible pour secourir, ainsi qu'on se le proposait, Bastia, dont les Anglais faisaient le siége, appuyés par la flotte de lord Hotham, forte de vingt vaisseaux.— Elle mit à la mer le 3 mars 1795, sous les ordres du contre-amiral Martin, auprès duquel se trouvait le conventionnel Letourneur de la Manche. Outre les quinze bâtiments de haut bord, la flotte comptait six frégates et trois corvettes. Le 7 août, étant en vue des côtes de Corse, on rencontra au sortir du golfe Florent *le Berwick*, vaisseau de 74 canons, qui allait rejoindre la flotte anglaise mouillée devant Livourne. L'amiral Martin le fit chasser par trois frégates que l'escadre suivit à une petite distance. Bientôt les frégates atteignirent *le Berwick*, et *l'Alceste* l'attaqua la première avec audace. Au bout d'un quart d'heure de combat, il amena son pavillon; son capitaine venait d'avoir la tête emportée par un boulet de canon, et l'équipage ne voulut pas soutenir un combat que le voisinage de la flotte française rendait sans espoir. Le Berwick fut aussitôt dirigé sur Toulon.

Combat naval d'Alassio.— On continua à croiser; un coup de vent sépara deux vaisseaux de l'escadre, *le Mercure* qui fut démâté, et *le Sans-Culotte* qui éprouva d'autres avaries.—Ce vaisseau était le seul à trois ponts, et portait 120 canons. — L'escadre française se trouva ainsi réduite à treize vaisseaux à deux batteries, armés ensemble de 980 canons. Elle rencontra le 13 mars, en vue d'Alassio, sur la côte du Ponent, la flotte anglaise composée de quinze vaisseaux (dont quatre étaient à trois ponts) portant 1,164 canons, de sept frégates et d'un brûlot. Martin, voyant son infériorité, voulait éviter le combat; mais le vaisseau, *le Ça-Ira*, en manœuvrant, ayant abordé *la Victoire*, perdit ses deux mâts de hune, tomba sous le vent et resta en queue de ligne: cet accident força l'amiral français à s'engager;

il fit aussitôt former la ligne de bataille. Lord Hotham ordonna à son avant-garde de forcer de voiles pour combattre *le Ça-Ira*. Ce vaisseau fut attaqué par la frégate *l'Inconstante* à laquelle se joignit le vaisseau *l'Agamemnon*, que commandait le célèbre Nelson, alors capitaine. *Le Ça-Ira* repoussa vigoureusement les deux bâtiments anglais; mais il éprouva de fortes avaries. La frégate française *la Vestale* s'avança pour le reprendre à la remorque, et le vaisseau *le Censeur* vint à son secours. *Le Ça-Ira* et *le Censeur* ayant eu bientôt à combattre toute l'avant-garde anglaise, furent très maltraités et mis presque hors d'état de manœuvrer: à la nuit, les Anglais cessèrent le combat. Le lendemain matin, s'apercevant que ces deux vaisseaux étaient encore en arrière de l'escadre française, les Anglais s'avancèrent pour s'en emparer. L'amiral Martin, dans le but de les secourir, ordonna de virer vent-arrière par la contre-marche, afin de former sa ligne de bataille entre *le Censeur*, *le Ça-Ira* et l'escadre anglaise, que la sienne eût ainsi prolongée de la tête à la queue: mais, contrariée par le vent, cette manœuvre fut manquée; le calme empêcha l'escadre française de prendre part au combat. Un seul vaisseau, *le Duquesne*, s'était seul porté en avant: après avoir épuisé les deux tiers de ses munitions et perdu une partie de son équipage, il parvint à se dégager. *Le Ça-Ira* et *le Censeur*, n'ayant plus l'espoir d'être secourus, combattirent néanmoins avec courage, et ne se rendirent qu'à la dernière extrémité. Le vent qui se leva ensuite, sépara les deux escadres.

Combat des Iles d'Hyères. — Le contre-amiral Martin rentra à Toulon, et y fut bientôt rejoint par six vaisseaux envoyés de Brest, aux ordres du contre-amiral Renaudin, l'ancien capitaine du *Vengeur*, échappé comme par miracle au désastre de son bâtiment. Ce renfort portait l'escadre de la Méditerranée à vingt vaisseaux; mais peu de temps après son arrivée une insurrection éclata à Toulon, et les marins de l'escadre y prirent part. Ceux venus de Brest, restèrent seuls fidèlement à leur poste; Renaudin profita de leurs bonnes dispositions pour faire prendre à sa division une position avantageuse dans la rade de Toulon, afin d'être en mesure d'en défendre l'entrée aux Anglais, s'ils y étaient appelés par les insurgés. La vigueur des autorités militaires et des représentants du peuple, les troupes nombreuses dirigées contre les Toulonnais, étouffèrent promptement l'insurrection [1].

Le représentant Niou avait remplacé Letourneur auprès de l'escadre; il adressa aux marins, qui s'étaient joints aux insurgés, une énergique proclamation et les invita à revenir sur leurs vaisseaux et à mériter l'oubli de leur insurrection, en faisant des prodiges de valeur contre les Anglais, qu'il allait sur-le-champ les mener combattre. Cette proclamation produisit un excellent effet. Les marins revinrent à leurs bords, jurant de laver leur crime dans le sang des ennemis de la République. Niou, pour ne pas laisser refroidir cette ardeur, ordonna de mettre à la voile. L'escadre républicaine était composée de dix-sept vaisseaux, et de six frégates; elle rencontra, le 13 juillet, à trois heures du matin, au sud des Iles d'Hyères, la flotte anglaise forte de vingt-trois vaisseaux (dont cinq à trois ponts), et d'une quinzaine de frégates et de corvettes. La disproportion des forces était trop grande, pour que l'amiral français ne songeât pas à éviter le combat. Malheureusement l'armée était sous le vent des Iles d'Hyères, et ne pouvait pas aller se mettre à l'abri derrière ces îles: Martin se décida à faire voile vers la baie de Fréjus. Les Anglais lui donnèrent la chasse; à trois lieues de terre les vaisseaux français furent pris par le calme; ceux de l'ennemi recevaient encore un peu de brise, et en profitèrent pour s'avancer. L'arrière-garde française se trouva bientôt atteinte par l'avant-garde ennemie; l'armée ne pouvait se porter à son secours. Les Anglais manœuvrèrent de façon à la couper. Les vaisseaux français commencèrent le feu, et envoyèrent à l'ennemi des bordées si bien ajustées, qu'ils démâtèrent un vaisseau à trois ponts, et firent des avaries majeures à plusieurs vaisseaux. Ce premier avantage permit à l'escadre de Martin de profiter d'une légère brise qui s'éleva, pour rétablir sa ligne, que le calme avait mise en désordre. Le vaisseau *l'Alcide* avait été si maltraité, qu'il ne pouvait rester à son poste. L'amiral français envoya les

[1] La seconde insurrection de Toulon eut des causes tout à-fait opposées à celles de la première: c'était à l'époque de l'insurrection du 1er prairial (20 mai 1794). Le parti révolutionnaire venait d'être comprimé à Paris, et le faubourg Saint-Antoine vaincu. Tous les départements du Midi étaient en feu; Toulon, dont la population royaliste et fédéraliste avait été expulsée ou égorgée, était depuis ses désastres la ville la plus dévouée à la Montagne. Une corvette de la République amena dans ce port quelques Émigrés pris sur un bâtiment qui se rendait d'Italie en Espagne; la populace les massacra à leur débarquement. Le général Pierre, qui commandait dans la ville, n'avait pris aucune mesure pour empêcher cet assassinat. Les représentants Guérin et Poultier, indignés de sa conduite, le destituèrent; mais cet acte d'autorité excita le mécontentement populaire. Tout à coup on battit la générale, les portes de la ville se fermèrent et la foule se porta chez les représentants pour les obliger à rapporter leur arrêté de destitution: ceux-ci s'y refusèrent. Alors l'insurrection éclata ouvertement; on les maltraita et on les jeta en prison. Les insurgés s'emparèrent du fort Lamalgue, de l'arsenal, de tous les établissements civils et militaires, en présence même de la garnison, trop faible pour y mettre obstacle. Les hommes attachés au parti montagnard s'étaient mis à la tête du mouvement: ils ouvrirent les prisons à leurs partisans détenus, et n'ayant pu parvenir à faire rentrer dans le port l'escadre qui se trouvait en rade, ils se décidèrent à partir, en longeant la côte, avec 4,000 hommes et douze pièces de canon, pour Marseille, qu'ils disaient être le siége du modérantisme. L'adjudant général Charton, qui gardait les magasins de l'armée d'Italie, au Beausset, craignant de les voir tomber entre les mains des insurgés, les fit évacuer en toute hâte sur Cujes, et prit position avec 800 hommes en avant de ce bourg. Au premier bruit des dangers qui menaçaient Marseille, le représentant Chambon, en mission dans cette ville, fit un appel à la garde nationale et rassembla environ 1 200 volontaires qui, réunis à 1,200 soldats de la garnison et renforcés de deux régiments de cavalerie, marchèrent, sous le commandement du général Pacthod, à la rencontre des Toulonnais. Dans le même temps les représentants Poultier et Guérin, qui avaient réussi à s'échapper de Toulon, lançaient la garnison derrière les insurgés, et le représentant Chiappe accourait de Nice avec 6,000 hommes de l'armée d'Italie. Les Toulonnais, sans s'inquiéter de ce qui se passait sur leurs derrières, attaquèrent bravement les troupes de Charton. Le choc fut sanglant et opiniâtre; mais le général Pacthod étant arrivé à propos avec sa colonne, décida la victoire en faveur des conventionnels. 300 Toulonnais furent tués, autant mirent bas les armes, et le reste fut dispersé par la cavalerie. Les vainqueurs rentrèrent en triomphe à Toulon, au moment où les troupes de l'armée d'Italie y arrivaient de leur côté. Mais la victoire fut souillée par la conduite des Marseillais, qui appelaient leurs sanglants excès de justes représailles: ils égorgèrent leurs prisonniers et massacrèrent en outre plus de 200 individus détenus au fort Saint-Jean, pour des causes politiques.

frégates *la Jusice* et *l'Alceste* pour le remorquer; et au risque d'engager une action générale, il allait luimême se porter à son secours, lorsque le corps du vaisseau, sa mâture et ses voiles s'embrasèrent tout à coup. L'incendie fut si prompt et si violent, que tous les bâtiments qui se trouvaient à proximité, amis ou ennemis, durent se hâter de s'éloigner, et qu'on ne put lui porter aucune assistance : une demi-heure après il sauta avec un fracas épouvantable. Ce funeste incident ralentit la canonnade qui continuait encore entre l'avant-garde ennemie et l'arrière-garde française; plusieurs vaisseaux anglais avaient été si maltraités, qu'ils avaient besoin de se faire remorquer. Lord Hotham se vit forcé de renoncer à poursuivre les vaisseaux français. Ceux-ci vinrent en bon ordre s'embosser dans la baie de Fréjus. La flotte anglaise prit le large, et alla réparer ses avaries, partie à Livourne, partie en Corse.

Le combat des Iles d'Hyères fut le dernier qui se livra jusqu'à la célèbre bataille d'Abonkir. Les vaisseaux français cessèrent de se mesurer en ligne avec les vaisseaux ennemis. Le gouvernement comprit qu'il ferait beaucoup plus de mal à la marine anglaise, en autorisant l'armement de nombreux corsaires, et en formant de légères escadres qui, parcourant rapidement l'Océan, la Méditerranée, la Mer des Antilles et l'archipel Indien, devaient détruire, sur tous les points, ou ramener dans nos ports les navires marchands, et ruiner ainsi en détail le commerce de l'Angleterre.

Prise de la flotte du Levant.— Nous avons parlé (Tom. 1. p. 257) du chef de division Perrée qui, revenant d'une mission auprès des puissances barbaresques, reprit une frégate que les Anglais avaient emmenée de Toulon. Dans la même croisière, cet officier s'empara de vingt-cinq bâtiments marchands. — Le contre-amiral Richery eut encore des succès plus grands. Il commandait, en octobre 1795, une division de six vaisseaux de ligne envoyés de Toulon à Brest. Le 7 octobre, il rencontra au nord du cap Saint-Vincent le convoi du Levant, qu'escortaient trois vaisseaux de ligne anglais et plusieurs frégates. Richery, avec ses vaisseaux, attaqua les bâtiments de guerre, et chargea ses frégates de prendre autant de bâtiments marchands qu'elles le pourraient. Les vaisseaux de l'escorte s'enfuirent à force de voiles, mais pas assez promptement, pour que l'un d'eux ne fût pas atteint : c'était *le Censeur*, vaisseau pris à l'amiral Martin, au combat d'Alassio : les Français le reprirent et en firent don à la République. Pendant le combat, les frégates pénétrèrent au milieu du convoi, et amarinèrent trente navires, tous richement chargés. Richery conduisit ses prises dans le port de Cadix, que la paix faite avec l'Espagne venait d'ouvrir à notre marine.

Océan Atlantique.— *Prise de la flotte de la Jamaïque.*— A peu près à l'époque où la riche flotte du Levant devenait ainsi la proie de nos marins français, celle de la Jamaïque éprouvait le même sort. En approchant d'Europe, une tempête l'avait dispersée et séparée de son escorte; dix-huit de ses bâtiments furent pris par la division sous le commandement du capitaine Moultson, et quarante-quatre autres, par la division aux ordres du jeune capitaine Robin. Moultson rentra à Rochefort avec sa riche capture. La campagne de Robin fut plus longue et plus difficile; ses bâtiments éprouvèrent diverses avaries et revinrent après être restés trois mois en mer, faisant beaucoup d'eau, sans voiles et sans vivres. Les équipages étaient accablés de fatigues; mais le succès de leur campagne leur fit bientôt oublier toutes leurs misères.

Mer Méditerranée.— *Déblocus de la division de Smyrne.*— Le chef de division Ganthaume avait été envoyé dans le Levant avec sept bâtiments de guerre, pour y attendre les navires qui devinrent la proie de Richery; il arriva trop tard, la flotte était partie. Son expédition eut néanmoins d'utiles résultats. Il débloqua une division française que les Anglais retenaient depuis plus d'un an dans la rade de Smyrne, et captura une frégate ennemie qui, pendant la nuit, vint se jeter au milieu de sa division.

Nous nous occuperons plus loin des opérations maritimes qui se trouvent spécialement liées aux opérations militaires dans les colonies.

RÉSUMÉ CHRONOLOGIQUE.

1794.

Septembre. Destruction des établissements anglais sur la côte de Guinée.

22 octobre. Combat de l'Ile-de-France.

1795.

Janvier et février. Croisière du grand hiver.

3 mars. Croisière sur les côtes de Corse.

7 — Prise du vaisseau Anglais *le Berwick*.

13 — Combat naval d'Alassio.

23 juin. Combat de Groix.

13 juillet. Combat naval des Iles d'Hyères.

7 octobre. Prise de la flotte du Levant.

INSURRECTION DU 13 VENDÉMIAIRE.

SOMMAIRE.

Causes de l'insurrection.—Animosité des Sections de Paris contre la Convention.—Agitation.—Forces respectives des Sections et de la Convention.—Arrestation de Menou.—Barras prend le commandement.—Dispositions de Bonaparte.—Journée du 13 vendémiaire.—Récompenses.—Bonaparte général en chef de l'armée de l'Intérieur.—Jugement sur la Convention.

Causes de l'insurrection.—Animosité des sections de Paris contre la Convention.—Le gouvernement des Comités provisoires, qui depuis long-temps administraient la France, était regardé comme monstrueux par tous ceux qui désiraient voir établir dans le pays un mode régulier d'administration. Ce gouvernement ne pouvait plus durer. Une commission, à la tête de laquelle figurait Sieyes, avait été chargée d'y substituer une constitution. Celle de l'an III, dont ce conventionnel célèbre fut le principal rédacteur, établissait un conseil législatif de cinq cents membres, et un conseil des anciens comme chambre de révision. Ces conseils devaient se renouveler par tiers tous les ans. Le pouvoir exécutif était confié à un Directoire composé de cinq membres, se renouvelant par cinquième tous les ans, et entièrement soumis au pouvoir législatif.

La nation, fatiguée des crimes qui s'étaient commis au nom de la liberté, avait accueilli avec empressement cette constitution, qu'elle considérait comme une planche de salut. Le moment approchait de la mettre à exécution, lorsque la Convention, craignant l'influence de ses adversaires dans les élections, rendit un décret afin de conserver dans les nouvelles assemblées, et pour cette fois seulement, les deux tiers de ses membres. Un autre décret fut aussi porté pour exclure des fonctions législatives tous les parents d'émigrés.

Ces précautions étaient incontestablement prises dans l'intérêt de la République, déjà fortement menacée par les manœuvres des agents royalistes, qui exploitaient avec habileté le mécontentement d'une grande partie de la nation; mais telle était l'aversion que la population parisienne avait pour le parti jacobin, dont, mieux qu'aucune autre, elle avait connu les excès, qu'elle ne voulut voir dans ces mesures que des moyens combinés pour conserver illégalement un empire devenu odieux. Paris comptait quarante-huit sections, qui avaient chacune leur bataillon de garde nationale, et, sur ces quarante-huit, trente étaient décidées à repousser également et les conventionnels et leurs décrets.

La presse, libre enfin temporairement, était du parti des Sections; la Convention, pour opposer un contrepoids à cette puissance menaçante, s'occupait de capter le suffrage de l'armée, afin de pouvoir, en cas d'hésitation populaire, jeter dans la balance le poids de 300,000 baïonnettes. — La lutte commença par des adresses et par des discours.— Le 28 août, les sections du Mail et des Champs-Élysées présentèrent à la barre de la Convention des pétitions pleines d'amertume. Le président Chénier leur répondit avec une fermeté non exempte d'emportement. Le mauvais accueil fait à ces premières députations n'empêcha pas la section du Faubourg-Montmartre d'en envoyer le lendemain une nouvelle pour exprimer les mêmes sentiments. « Législateurs, dit l'orateur de ce faubourg, méritez notre choix et ne le commandez pas; vous avez exercé une puissance sans bornes; vous avez accumulé tous les pouvoirs, celui de faire des lois, celui de les réviser, celui de les changer, celui de les faire exécuter. Songez combien le despotisme militaire fut fatal à la république romaine. » Ce langage énergique fut sans effet sur la Convention; quelques membres firent même habilement valoir des raisons d'état et de circonstance pour justifier la Convention dans son dessein de ne pas dévier de son plan.

La réunion des assemblées primaires eut lieu le 6 septembre, et fut pour les Sections une occasion nouvelle de montrer leur opposition; mais si la capitale manifesta ses vœux d'une manière presque unanime, les départements, pour la plupart, ne partagèrent pas son avis; 270,000 citoyens votèrent sur les décrets refusés par les Parisiens, et 167,000 les acceptèrent. —Dans un temps où l'on comptait les voix au lieu de les peser, cette circonstance était décisive.

La Convention, rassurée par cette masse de suffrages, prescrivit, le 22 septembre, aux assemblées électorales de se conformer à ses décrets. Plusieurs sections de Paris protestèrent et firent afficher leur protestation; celle de Lepelletier alla plus loin, et imitant la conduite du tiers-état en 1789, proposa un acte de garantie générale pour placer chaque votant sous la sauve-garde de l'assemblée dont il faisait partie, et solidairement sous celle de toutes les autres.

Les mesures de précaution que la Convention dut nécessairement prendre, les adresses des armées, préparées et provoquées à l'avance, aigrirent les esprits au lieu d'imposer à la multitude. — Les Sections se déclarèrent en permanence jusqu'à l'installation d'une nouvelle législature; une d'elles adressa aux armées la longue énumération des crimes et des erreurs de la Convention. Bientôt des commissaires envoyés par les villes de Dreux, de Verneuil et de Nonancourt, pour réclamer protection contre les violences des agents de l'autorité, qui avaient dissous leurs assemblées primaires, arrivèrent à Paris et portèrent au comble l'indignation des sectionnaires. Les Sections se décidèrent à convoquer le corps électoral de la Seine au Théâtre-Français, sous la garde d'une force armée tirée de son sein. Cette réunion eut lieu en effet le 3 octobre; mais elle fut incomplète et occupée seulement de vaines déclamations et de menaces inutiles.

Indignée de voir les Parisiens s'obstiner à considérer leur ville comme toute la France, la Convention décréta la dissolution des assemblées primaires et du

collége électoral, en déclarant coupables d'attentat contre la souveraineté du peuple et la sûreté publique, les citoyens qui se réuniraient désormais en comité, ou qui chercheraient à s'introduire sous le titre de commissaires au camp des Sablons, près de Paris. On déploya la force armée pour se rendre maître du lieu des séances, les administrateurs du département, qui avaient été chargés de publier le décret, ayant été hués par la foule amassée devant le Théâtre-Français. La guerre civile allait ainsi être définitivement allumée.

Agitation. — Forces respectives des sections et de la Convention. — Jusqu'au dernier instant l'agitation était restée concentrée dans l'intérieur des sections; on ne s'en était pas aperçu pour ainsi dire extérieurement. On allait et venait dans les rues, aux spectacles, aux plaisirs et aux affaires comme à l'ordinaire; le peuple se livrait à ses travaux habituels et ne prenait aucune part à ces discussions; aucun des partis n'osait s'en servir, parce qu'ils craignaient d'en n'en être plus maîtres, si une fois ils le déchaînaient, et que d'ailleurs il n'était pas du tout disposé à servir le royalisme. La Convention, pour laquelle le peuple inclinait toujours, n'osait pas non plus l'employer par une sorte de pudeur, et parce qu'elle venait de le désarmer après les journées de floréal et de prairial. Les Comités de gouvernement donnaient des armes seulement à quelques individus expulsés des assemblées primaires, à Paris ou dans les départements, à quelques hommes incarcérés comme terroristes et récemment mis en liberté, parmi lesquels il y avait aussi des patriotes victimes de la réaction.

« La force des sections se composait des compagnies de grenadiers et de chasseurs de la garde nationale, formées de propriétaires, de marchands, en un mot de citoyens en état de s'habiller et de s'équiper, au nombre d'environ 20,000 hommes; tout le reste, qui formait ce qu'on appelait les basses compagnies, n'était guère organisé que sur le papier, et n'avait pas l'honneur d'être appelé au service. Cette armée, car c'en était une, du moins par le nombre, était commandée par le général Danican, qui, après avoir servi la République contre les Vendéens, avait pris parti pour le royalisme; esprit inquiet et remuant, caractère inconstant, mais honnête, et qui n'était pas de force à jouer un premier rôle.

« La Convention avait pour sa défense quelques bataillons de ligne, forts de 3 à 4,000 hommes, et 1,500 patriotes. Elle avait des canons, même ceux des Sections, qu'elles lui avaient elles-mêmes remis après les événements de prairial, comme un trophée conquis sur les terroristes, et c'était la section Lepelletier, la plus audacieuse dans sa révolte, qui avait la première donné cet exemple.

« Menou, général en chef de l'*armée de l'intérieur*, dont le quartier-général était à Paris, se trouva investi du commandement. Républicain, mais modéré et naturellement temporiseur, personne n'était moins propre que lui à ce genre de guerre, qui exigeait plus de résolution et d'audace que de science. Il n'effrayait point les sectionnaires, qui le trompaient par leurs protestations pacifiques, l'endormaient par leurs flatteries, et le nommèrent même, à la vérité sans son aveu, leur général. La Convention avait peu de confiance en lui; il n'en inspirait aucune aux patriotes.

« Des représentants du peuple, chargés de la direction de la force armée, ne faisaient qu'ajouter encore à la lenteur et à l'irrésolution du général. Ainsi, au lieu d'agir de vive force pour réduire celles des Sections qui étaient les plus échauffées, on parlementait, on négociait et on exaltait leur audace. »

Arrestation de Menou. — Barras prend le commandement. — Dispositions de Bonaparte. — Cependant le péril augmentait d'heure en heure, et la Convention allait être assiégée dans son palais par les Sections soulevées, lorsqu'elle se décida, le 12 vendémiaire, à faire arrêter Menou, contre lequel s'élevaient des soupçons justifiés par ses irrésolutions, mais qui n'étaient pas fondées, et à confier à un de ses membres le soin de sa propre défense. — Laissons parler à ce sujet un témoin oculaire, qui, placé alors dans une position obscure et désintéressée, était à portée, par la nature même de son emploi, de bien connaître et de bien observer la marche des événements.

« Cependant le temps presse, dit M. Fain, un nouveau général est nécessaire; il en faut un dans la nuit même : la cause est devenue tellement personnelle pour les conventionnels, qu'ils ne veulent plus abandonner le commandement à un étranger; c'est un représentant qu'on désire en charger, et tous les yeux se sont tournés sur le général du 9 thermidor. Le représentant Barras est donc investi du commandement supérieur. Les représentants Delmas, Laporte et Gonpilleau de Fontenay, qui jusqu'à ce moment ont été chargés de la direction de la force armée, lui sont laissés pour adjoints. Le nouveau général n'a que la nuit pour faire ses dispositions de défense. Tous les officiers sans emploi qui se trouvent en ce moment à Paris se pressent sur ses pas pour recevoir des ordres. Il les destine aux divers postes extérieurs; mais il a besoin d'un second sur lequel il puisse se reposer des détails du métier et dont le coup d'œil soit sûr. Il se souvient alors du jeune général Bonaparte, qu'il a sous la main au cabinet topographique. Il l'appelle et le fait agréer pour son lieutenant. Cette adjonction a lieu dans l'intérieur du Comité; au dehors on ne connaît que Barras; tous les ordres se donnent en son nom.

« Il est une heure du matin quand le général Bonaparte se met à la besogne. Bien des renseignements lui manquent; mais il apprend que Menou est détenu dans une pièce voisine : il va le trouver, et celui-ci lui donne, avec une franchise toute militaire, les premières indications dont il a besoin. Les défenseurs de la Convention consistent dans ce petit nombre de soldats qui dorment sur le pavé des cours et sur la terrasse du jardin, autour de la salle; ils ne sont pas 5 ou 6,000 hommes de toutes armes, encore faut-il y comprendre les grenadiers de la Convention, la légion de police, un bataillon du faubourg Saint-Antoine et les trois bataillons des patriotes de 1789. L'artillerie suppléerait au nombre; mais les pièces de position sont restées au

parc des Sablons. Il y en a une trentaine; elles ne sont gardées que par un poste de vingt-cinq hommes: rien de plus urgent que de prévenir les Sections, qui pourraient mettre la main dessus. On demande pour cette expédition un officier intelligent et actif. Le représentant Delmas appelle Murat, du 21e de chasseurs: « Je « t'ai vu gagner le grade de chef d'escadron aux jour- « nées de prairial, lui dit-il avec l'accent de l'amitié; il « s'agit aujourd'hui des épaulettes de chef de brigade! » Murat reçoit donc pour la première fois les ordres du général Bonaparte, et la rapidité avec laquelle il court les exécuter promet que ce ne seront pas les derniers!... Il ne suffit pas d'avoir des canons, il faut des munitions: ordre au général Durtubie, qui commande l'artillerie, d'envoyer en toute hâte aux Tuileries les approvisionnements nécessaires. Il faut des vivres: les magasins sont dispersés dans Paris; ordre à l'ordonnateur Lefebvre d'envoyer des rations au camp du Carrousel; ordre de faire fabriquer du biscuit; ordre de préparer le service des ambulances. Les troupes sont pêle-mêle; on rectifie la ligne des postes. Les commandements ne sont pas bien déterminés: on les partage entre les généraux qui sont présents; des réserves sont établies, et des mouvements de troupes qui s'exécutent dérangent l'emplacement que les affidés des sections ont pu reconnaître la veille. Deux lignes de défense se forment: l'une du côté de la rue Saint-Honoré, l'autre du côté de la rivière.

« Les débouchés du Carrousel par la rue Saint-Nicaise et la rue de Rohan sont confiés au général Brune, qui a sous ses ordres le général Gardanne. Les généraux Dupont-Chaumont et Loison, qui ont avec eux l'adjudant général Blondeau, prennent poste à la rue de l'Échelle et dans la petite rue Saint-Louis. Les postes de la cour du Manège, qui donne sur le cul-de-sac Dauphin, et sur le passage des Feuillans, sont gardés par le général Berruyer. Là se trouvent encore le général Vachot et les adjudants généraux Huard et Mutel.

« Sur les quais, un fort détachement est placé à la hauteur du Louvre: il est commandé par le général Carteaux, qui a son avant-garde au Pont-Neuf. A la tête d'un autre détachement les généraux Verdière et Lestranges ferment le Pont-Royal, et veillent sur les débouchés de la rue du Bac et du quai Voltaire.

« La réserve, aux ordres des généraux Montcholsy et Duvignesu, est stationnée sur la place Louis XV, couvrant le Pont-Tournant et les Tuileries, gardant le pont Louis XVI, et observant les avenues de la place du côté des Champs-Élysées, de la rue royale et de la rue Saint-Florentin. La réserve est là, surtout pour conserver au besoin la retraite vers Saint-Cloud. Ce village est le rendez-vous qui vient d'être assigné à toutes les troupes qui sont en marche sur Paris; et si la Convention se voit un moment forcée de céder au nombre, c'est à Saint-Cloud que ses défenseurs doivent se rallier pour ressaisir l'avantage.

« Barras va visiter tous les postes; il rectifie ce que les hésitations de la nuit ont pu laisser de défectueux dans les mouvements des troupes. Son commandant en second est principalement occupé des positions à assigner à l'artillerie qui arrive. A la tête du Pont-Royal, il place une batterie qui enfile la rue du Bac et bat le quai Voltaire et le quai d'Orsay. Cette batterie est soutenue par une seconde, établie sur le quai du Louvre, qui d'un côté prend en écharpe le quai Voltaire, et de l'autre balaie le quai de l'École jusqu'au Pont-Neuf. Vers la rue Saint-Honoré ou pointe, à l'ouverture de chaque défilé, des pièces dont la ligne de tir se prolonge jusqu'au bout des rues de Richelieu, de la Butte-des-Moulins et de Saint-Roch. La réserve du parc est rangée au Pont-Tournant; auprès de chaque pièce la mèche est allumée.

« Ces dispositions terminées, on reste l'arme au bras à voir venir un ennemi qui ne paraît pas d'humeur à se faire attendre. »

Journée du 13 *vendémiaire*. — La générale n'avait pas cessé de battre dans Paris; mais le 13 vendémiaire, dès le point du jour, l'insurrection prit un caractère qui annonçait que les Sections étaient décidées à ne plus rien ménager. Les tambours sectionnaires poussaient l'audace jusqu'à venir battre sur le Carrousel et sur la place Louis XV. On proclamait dans les rues l'ordre de marcher contre la Convention; on annonçait que les Comités de gouvernement étaient mis *hors la loi;* quelques représentants, surpris dans la ville, étaient retenus pour otages: les meneurs disaient hautement que cent conventionnels seulement devaient être exceptés de la proscription qui allait frapper l'assemblée. Un gouvernement provisoire se formait déjà à la section Lepelletier. — D'abord la fortune parut favorable aux sectionnaires; une de leurs colonnes, forte d'environ 4,000 hommes, se présenta devant le Pont-Neuf; le général Carteaux, sans doute par suite de ses instructions, lui céda ce poste sans tirer un coup de fusil, et se retira sur le quai près du Louvre. La section du Mont-Blanc s'empara d'un convoi de vivres destiné pour les troupes conventionnelles réunies aux Tuileries; celle de l'Arsenal prit le dépôt des chevaux d'artillerie; une autre section intercepta le convoi d'armes que la Convention envoyait à la section des Quinze-Vingts, la seule qui se montrât disposée à soutenir l'assemblée; enfin les bataillons de la section Lepelletier s'emparèrent des bâtiments de la trésorerie nationale. Néanmoins, et nonobstant ces succès partiels, avant d'en venir aux mains les chefs de l'insurrection furent d'avis de faire une tentative d'accommodement. Le général Danican prit l'initiative; il écrivit aux comités une lettre conçue en termes pacifiques. Il ne demandait pas le renversement de la Constitution, mais seulement le rapport des décrets des 22 et 30 août, et le désarmement des bataillons de patriotes de 1789, parmi lesquels il s'était glissé un assez grand nombre de terroristes: à ces conditions il s'engageait à respecter et à faire respecter l'autorité établie. Ces ouvertures parurent assez conciliantes pour que plusieurs membres des comités fussent d'avis d'entamer des négociations. On parla d'envoyer dans chaque section, pour éclairer et calmer les citoyens, deux conventionnels choisis parmi les membres de l'assemblée les plus agréables aux sectionnaires. — « Il y a quarante-huit sections, interrompit brusquement Tallien; envoyer deux commissaires à

chacune d'elles, c'est faire passer quatre-vingt-seize conventionnels de l'autre côté. Sont-ce des otages qu'on prétend donner? ou est-ce un prétexte pour que les cent conventionnels qui doivent former le noyau de la nouvelle assemblée, provoquée par les Sections, puissent nous quitter.» Quelques députés insistèrent: un d'eux proposa un adresse aux Sections; mais les mesures prises par le général Bonaparte et l'attitude des troupes chargées de la défense des Tuileries, avaient rendu la confiance aux chefs du parti républicain; car c'est un fait qu'il est impossible de nier, apres trois ans de révolution la Convention était déjà divisée en deux partis, le parti républicain, qui était le plus nombreux dans l'assemblée, et le parti monarchique, qui comptait le plus de partisans parmi les citoyens de Paris.—«Je suis étonné, dit Chénier, qu'on vienne nous parler de ce que demandent des sections en révolte. Il n'y a plus pour la Convention que la victoire ou la mort. Quand l'assemblée aura vaincu, elle saura distinguer les hommes égarés. — Mais, je vois la guerre civile, répliqua Lanjuinais; elle est à nos portes! — Ce que tu devrais voir, Lanjuinais, lui cria Garran de Coulon, c'est qu'on veut décimer la Convention et renouveler le 31 mai dans un sens opposé.»

On repoussa donc les propositions de Danican. — Bientôt la fusillade annonça que le combat était engagé. Ce bruit inattendu produisit un effet profond sur les membres de l'assemblée. Les hommes de courage, quoi qu'on ait dit, ne formaient que la minorité de la Convention, et cette minorité, comme on sait, mena long-temps le reste. Bientôt le fracas de l'artillerie se joignit aux éclats multipliés de la mousqueterie. Les conventionnels, émus, allaient quitter leurs siéges. «Restons en place, s'écria Legendre, et s'il faut recevoir la mort, recevons-la comme il convient aux fondateurs de la République!» Cette pensée de mort, jetée ainsi au bruit du canon, parmi tant d'hommes irrésolus, rappela aux députés qu'il s'agissait d'une guerre civile. Quelques voix timides essayèrent de demander que l'on constatât d'où étaient partis les premiers coups. Cette proposition pusillanime allait obtenir l'assentiment de la majorité, lorsqu'une voix ferme s'éleva: «Les prétentions des Sections étaient sans fondement, dit-elle; mais, dans tous les cas, nous serions des insensés si nous consentions à traiter comme une affaire judiciaire l'établissement d'une grande république! Il n'y a plus de ménagements à garder! il faut réduire les révoltés par la force, et vaincre ou périr[1]!»

Il est temps de revenir aux sectionnaires.—Danican, en attendant l'issue des débats soulevés par sa proposition, commit une faute qui altéra la confiance que son parti avait en lui, et prouva qu'il avait trop de délicatesse pour commander dans une guerre civile. Une batterie d'artillerie étant tombée par hasard dans les postes de la section de la Fidélité, il empêcha cette section de s'en emparer, afin, dit-il, de ne pas humilier des braves avec lesquels elle venait de fraterniser. — On sait que les sectionnaires manquaient de canons.— Cette batterie alla grossir les forces de la Convention.

Les deux partis étaient en présence depuis huit heures. Les masses parisiennes remplissaient les rues Richelieu et Saint-Honoré, et menaçaient de déboucher sur le château par les rues du Dauphin, de l'Échelle et Saint-Nicaise. On semblait attendre le signal du combat. Quelques coups de fusil tirés à l'improviste donnèrent l'impulsion aux masses prêtes à s'ébranler. Barras, afin de repousser les colonnes qui étaient les plus avancées, ordonna à Berruyer, à Brune et à Blondeau de balayer la rue Saint-Honoré. Ces trois généraux débouchèrent presque simultanément des rues du Dauphin, de l'Échelle et de Saint-Nicaise. Les patriotes de 1789, qui formaient la colonne de gauche, eurent à souffrir de la fusillade dirigée contre eux de l'église Saint-Roch, où le bataillon de la Butte-des-Moulins s'était posté; mais ayant été soutenus à temps par deux pièces d'artillerie que le général Bonaparte fit diriger contre le portail de l'église, ils culbutèrent les sectionnaires et les mirent en déroute. La colonne du centre négligea de se servir de son artillerie, et fut d'abord repoussée; celle de droite, au contraire, qui fit jouer la sienne, mit en fuite les insurgés qui occupaient les rues du Lycée, Croix-des-Petits-Champs et de Grenelle. Pendant que les sectionnaires de la rive droite se ralliaient au haut de la rue de Richelieu et sur les boulevards, ceux de la rive gauche essayèrent une diversion en leur faveur. Après avoir laissé des forces suffisantes au Pont-Neuf, la colonne qui avait pris ce pont s'avança en bon ordre par le quai Voltaire, pour attaquer le pont des Tuileries; une autre colonne marcha par la rue de Bourgogne pour enlever le pont Louis XVI. L'artillerie des généraux Carteaux et Verdière, chargés de la défense de ces deux ponts, suffit pour repousser en quelques minutes les sectionnaires et pour rendre nulles ces deux tentatives. — Enhardi par ces succès faciles, Barras, excité par Bonaparte, se détermina à changer de rôle. L'ordre fut donné aux généraux Montchoisy et Duvigneau de s'avancer avec la réserve sur les boulevards, et de se réunir, en rabattant par la rue de la Place-Vendôme, à la colonne que le général Berruyer devait conduire des Feuillans sur cette place. Carteaux reçut l'ordre de quitter le quai des Tuileries et de remonter la rue Saint-Thomas-du-Louvre pour s'établir, avec du canon, sur la place du Palais-Royal; de son côté le général Brune, débouchant par la rue de Rohan, devait chercher à déloger les sectionnaires qui se maintenaient encore au Théâtre-Français. Ces mouvements s'exécutèrent sans difficultés: partout les sectionnaires cédèrent le terrain; mais ils ne se dispersèrent point tout de suite, et profitant au contraire de la dissémination des troupes conventionnelles, ils rentrèrent pendant la nuit dans l'église Saint-Roch, dépavèrent les rues où les troupes de ligne n'avaient point encore pénétré, et y établirent des barricades. — Barras, étonné de leur opiniâtreté, faisait tirer par intervalle à boulet dans la rue Saint-Honoré,

[1] «Les premiers coups de fusil partirent, non de l'hôtel de Noailles, non, comme on le dit dans le temps, de l'hôtel occupé par le restaurateur Vénua, mais d'une maison voisine... Ces coups de fusil eurent pour but de faire cesser l'irrésolution des Comités et d'empêcher qu'ils consentissent à quelques transactions qui auraient évidemment assuré le triomphe des sections. En effet, ce fut le signal du combat. Bonaparte laissa même croire que c'était lui qui avait fait tirer.» (Thibeaudeau, *Vie de Napoléon*, pages 121 et 122.)

et sur les quais[1]; mais cette mesure devint bientôt superflue: la faim et la lassitude dispersèrent la foule des citoyens plus facilement que n'aurait fait un combat de vive force. La Convention eut le bon esprit de laisser chacun d'eux se considérer comme vaincu et regagner sans bruit son domicile.

Au milieu du combat les habitants de Saint-Germain étaient accourus avec deux pièces de canon au secours des Parisiens; mais leur jonction ne put s'effectuer: arrivés dans les Champs-Élysées, ils y trouvèrent un piquet de l'armée conventionnelle qui suffit pour les tenir en échec, ensuite ils furent attaqués et mis en déroute par un escadron du 20e chasseurs.

La facilité de la victoire étonna les conventionnels eux-mêmes; ils ne pouvaient croire qu'on triomphât des insurgés aussi facilement. «Quoi qu'on ait dit de cette victoire, écrivait un des membres de l'assemblée, je la regarde comme un vrai miracle; car nos agresseurs étaient enfin des hommes, des Français, et au moins cinq contre un. L'attaque fut dirigée d'une manière ridicule; mais elle aurait pu l'être autrement; car si les sectionnaires s'étaient emparés des rues et des maisons environnant les Tuileries, de ces retranchements naturels, ils auraient foudroyé le peu de soldats qui défendaient les avenues du palais[2]. Au lieu d'une manœuvre aussi simple que sûre, les sectionnaires se présentèrent en colonnes serrées et profondes qui ne pouvaient ni se déployer, ni faire aucun mouvement, et qui donnaient une prise immense aux tirailleurs et à l'artillerie des troupes conventionnelles, qui eurent bientôt jeté le désordre et la confusion dans ces masses...

«Des citoyens inexpérimentés ne pouvaient pas, dit-on, tenir contre des troupes aguerries. Cela serait bon à dire s'il se fût agi d'une bataille rangée; encore les Vendéens avaient prouvé le contraire: mais pour une guerre d'escarmouches et de barricades dans une ville, ou pour le siége d'un château non fortifié et accessible de toutes parts, il ne fallait qu'un courage ordinaire et une adresse médiocre. Le peuple avait enlevé les Tuileries de vive force le 10 août 1792, quoique pour le moins aussi bien défendues que le 13 vendémiaire. Mais le peuple alors, entraîné par l'amour de la liberté, bravait tous les dangers. Le 13 vendémiaire, au contraire, une grande partie des citoyens réunis sous les drapeaux sectionnaires n'avait, par prudence ou par principes, aucune envie de se battre, et n'y avait été entraînée que par un faux point d'honneur. Leurs chefs leur avaient, en outre, persuadé que les fusils et les cartouches n'étaient là que pour la forme; que dès qu'ils se présenteraient aux Tuileries, les troupes fraterniseraient avec eux, et que la majorité de la Convention les accueillerait à bras ouverts. Ainsi, quand la mousqueterie et la canonnade se firent entendre, la plupart des sectionnaires se sauvèrent en couvrant d'imprécations les intrigants qui les avaient trompés[1].»

Le manque d'artillerie avait été la véritable cause de la défaite des Parisiens. — La journée du 13 vendémiaire ne fut pas d'ailleurs aussi sanglante qu'on le crut alors, le nombre des morts de part et d'autre ne dépassa pas quatre cents. — Le 14, toutes les administrations publiques reprirent leur service. La trésorerie fut retrouvée intacte. L'arrivée et le départ des courriers n'avaient pas été un moment interrompus.

Il fallait des punitions pour l'exemple. La Convention usa modérément de son triomphe. Généreuse après sa victoire, elle ne déploya pas l'appareil de la sévérité pour exercer des vengeances. Trois commissions militaires furent créées pour juger dans les dix jours les chefs de l'insurrection, auxquels on avait laissé déjà le temps de s'enfuir: leurs sentences ne frappèrent que trois agents subalternes, tous les autres condamnés étaient contumaces. Le général Menou, mis en accusation, fut acquitté grâce à l'intercession de Bonaparte et à l'énergique amitié du représentant Thibaudeau; il n'était d'ailleurs coupable que de trop de faiblesse. La mesure la plus rigoureuse ordonnée par la Convention fut le désarmement de la garde nationale; les compagnies de canonniers, de grenadiers et de chasseurs furent supprimées, on cassa l'état-major et on le remplaça par un commandant militaire qui fut mis sous les ordres du général en chef de l'armée de l'intérieur.

Récompenses. — Bonaparte général en chef de l'armée de l'intérieur. — Après la part des punitions vint celle des récompenses. Les généraux, les officiers, les fonctionnaires destitués ou suspendus, qui avaient pris la défense de la représentation nationale, furent remis à leurs emplois par les Comités. Mais il était des services supérieurs que la Convention voulait récompenser elle-même. A cette occasion, dans la séance du 18, cinq jours après l'événement, le nom du général qui avait commandé en second sous Barras fut enfin prononcé.

« N'oubliez pas, dit Fréron, que le général d'artillerie « Buonaparte, nommé dans la nuit du 12 au 13 pour « remplacer Menou, n'a eu que la matinée du 13 pour « faire les dispositions savantes dont vous avez vu « les effets! » Quelques instants après, Barras appela formellement l'attention de ses collègues sur les services de son lieutenant, et fit rendre un décret qui confirma celui-ci dans l'emploi de commandant en second de l'armée de l'intérieur.

[1] Dès la veille à neuf heures du soir, Barras s'était présenté à l'assemblée. Il descendait de cheval et croyait tout fini; c'était le moment où il faisait prendre l'offensive aux généraux. «J'ai opposé la force à la force, dit-il à la Convention. Il a bien fallu combattre ceux qui s'avançaient obstinément pour s'établir sur vos banquettes. Maintenant il ne s'agit plus que de dissoudre les restes de la rébellion. Les assaillants de Saint Roch se sont retranchés dans l'église; ceux de la rue de l'Échelle et de la rue de Saint-Nicaise se sont repliés sous les galeries du Théâtre de la République et du Palais-Royal. Ils sont encore trop voisins, et voici les dispositions qui vont terminer la journée: Duvigneau et Montchoisy, qui ne sont plus nécessaires à la place Louis XV, se sont mis en marche avec deux pièces de canon par la Grande-Rue Royale. Ils tournent la place Vendôme par le boulevart de la Madeleine. En même temps Berruyer débouche des passages des Feuillants sur la place Vendôme; Brune, sorti du défilé de la rue Saint-Nicaise, pousse devant lui des obusiers qui achèvent de balayer la rue de Richelieu, et Carteaux, qui n'a plus rien à faire du côté du Louvre, passe sur la place du Palais Royal pour dégager la rue Saint Honoré jusqu'à l'Oratoire. *Le succès n'étant plus contesté, on ne tire plus qu'à poudre.*»

[2] Cette manœuvre fut celle que les Parisiens employèrent en 1830.

[1] Thibaudeau, *Mémoires sur la Convention et le Directoire.*

« De la tribune, le nom du général de brigade Bonaparte passa dans les journaux et sortit dès ce moment de l'obscurité qui l'avait jusqu'alors enveloppé.

« Le 14 vendémiaire (16 octobre 1795) Bonaparte avait été promu au grade de général de division; dix jours après le 4 brumaire (26 octobre), il fut définitivement nommé général en chef de l'armée de l'intérieur. Cette grande faveur, qui éclatait tout à coup sur un homme nouveau et le contraste de sa jeunesse avec sa haute position fixèrent sur lui l'attention [1].

« Il était à peine âgé de vingt-six ans; sa taille était petite et mince; sa figure creuse et pâle; des cheveux longs lui tombaient des deux côtés du front, le reste de sa chevelure, sans poudre, se rattachait en queue par-derrière. L'uniforme de général de brigade, dont il était encore revêtu, avait vu le feu plus d'une fois, et se ressentait de la fatigue des bivouacs. La broderie du grade s'y trouvait représentée dans toute la simplicité militaire par un galon de *soie* qu'on appelait alors *système*. Son extérieur n'aurait rien eu d'imposant sans la fierté de son regard!

« On se demandait d'où il venait? ce qu'il était? par quels services extérieurs il s'était recommandé? Personne ne pouvait répondre, excepté son ancien général Carteaux et les représentants qui avaient été au siége de Toulon ou sur la ligne du Var.

« Quand le nouveau général de l'armée de l'intérieur prit possession du quartier de la rue des Capucines, il amena avec lui le général Duvigneau, comme chef d'état-major, et n'était accompagné que de deux aides de camp: Junot, officier qui lui était attaché depuis long-temps, et Lemarois, élève de l'école de Mars, que Letourneur de la Manche venait de lui donner. Le général n'avait pas encore de secrétaire; il emprunta dans ce moment le secrétaire des représentants chargés de la direction de la force armée, et celui-ci (M. Fain) écrivit les premiers ordres que le général Bonaparte signa comme général en chef. Tout Paris s'étonna de voir sortir des batteries de vendémiaire un état major si jeune et si peu révolutionnaire. »

Jugement sur la Convention. — Voici sur cette fameuse assemblée un jugement d'autant plus remarquable qu'il a été porté par un de ses membres (Thibeaudeau), homme de talent et de principes, qui ne figura jamais parmi les promoteurs et les approbateurs des mesures sanguinaires auxquelles, sous prétexte de l'impérieuse nécessité, une minorité vigoureuse entraînait une majorité sans énergie.

« La Convention avait été convoquée sous le canon du 10 août; le canon du 13 vendémiaire annonça sa retraite. Pendant une session de trois ans elle avait résisté à l'Europe, vaincu ses ennemis, dicté la paix, constitué la République, amené les rois coalisés à la reconnaître et à conclure des traités avec elle, ajouté la Belgique à son territoire, élevé la France au premier rang parmi les nations, triomphé de ses ennemis intérieurs et pacifié la Vendée. Elle avait établi l'uniformité des poids et mesures, préparé une législation égale pour tous, jeté les principales bases d'un code civil et constitué la dette publique en l'inscrivant sur le grand livre. Elle avait décrété des codes pour toutes les branches du service militaire. Elle avait fondé le Musée national des arts, des écoles pour les sciences, les lettres et toutes les parties de l'enseignement public. Elle léguait à l'avenir d'abondantes ressources, de terribles leçons et de grands exemples. Le bien qu'elle avait fait ou préparé était son ouvrage; les calamités qui, sous son règne, avaient affligé la patrie, étaient le résultat des circonstances. Jamais assemblée n'avait été convoquée dans des conjonctures plus difficiles. Trois ans de révolution avaient miné le trône, ébranlé la monarchie dans ses antiques fondements, allumé les haines et enflammé les partis. La France était un volcan, et la Convention fut appelée au moment où l'explosion ne venait que de commencer; le cratère était ouvert et vomissait des torrents de lave embrasée. Il était au-dessus de la nature humaine de leur assigner des bornes: un Dieu seul aurait pu les maîtriser ou gouverner au milieu de tous les éléments déchaînés. »

[1] Le plan de la *France militaire*, qui est l'histoire de l'armée française, ne nous permet pas de suivre le général Bonaparte dans son commandement de l'armée de l'intérieur, nous nous bornerons à citer à ce sujet un passage de notre *Histoire de l'empereur Napoléon*.

« Dès cette époque son nom devint populaire. Chargé du maintien de la paix publique, il dut fréquemment se montrer au peuple, parcourir les halles et les faubourgs, et parfois haranguer la multitude sur laquelle il finit par acquérir de l'influence. — Il eut aussi, pendant ce commandement, à lutter contre quelques circonstances difficiles. Une disette extrême affligeait les habitants de Paris et occasionnait souvent des troubles graves. Un jour, entre autres, que la distribution avait manqué, et qu'il s'était formé de nombreux attroupements à la porte des boulangers, Napoléon, visitant la ville pour s'assurer si les mesures d'ordre public qu'il avait ordonnées étaient convenablement exécutées, fut entouré avec son état-major par un groupe tumultueux. C'étaient des femmes en grand nombre et demandant du pain à grands cris. La foule augmentait, les menaces se multipliaient, et la situation devenait de plus en plus critique. Une de ces femmes, monstrueusement grosse et grasse, se faisait remarquer au milieu des plus exaltées par ses gestes et par ses paroles plus qu'énergiques. C'était quelque notabilité des halles. « Tout ce tas d'épauletiers, criait-elle en apostrophant le général et « ses officiers, se moquent de nous: pourvu qu'ils mangent et qu'ils « s'engraissent, il leur est fort égal que le pauvre peuple meure de « faim. » Bonaparte se tourna vers elle, et en souriant lui fit seulement cette observation: « La bonne, regardez-moi bien, et dites-« moi quel est le plus gras de nous deux. » On sait qu'il était alors extrêmement maigre. Cette question, faite d'un ton simple et tranquille, fut accueillie par un rire universel. L'orateur femelle resta court et sans réplique, heureux d'échapper par une prompte retraite aux huées de la multitude, qui, vaincue par une plaisanterie, se dispersa aussitôt, et laissa le général continuer paisiblement sa route.

« Pendant son commandement de l'armée de l'intérieur, le général Bonaparte fut chargé de deux opérations délicates, dont il s'acquitta de manière à mériter l'approbation du gouvernement. L'une fut la réorganisation de la garde nationale de Paris, et l'autre la composition de la garde du Directoire et du corps législatif. Cette troupe d'élite est devenue plus tard le noyau de cette garde impériale, qui se montra toujours si digne et si calme dans nos triomphes, si ferme et si terrible dans nos revers, et dont le souvenir est encore une de nos gloires. »

ARMÉES DES ALPES ET D'ITALIE.—CAMPAGNE DE 1795.

BATAILLE DE LOANO.

SOMMAIRE.

Forces et positions respectives des armées françaises et austro-sardes.—Négociations sans résultat.—Prise du col de Monte.—Ouverture des hostilités à l'armée d'Italie.—Combat de Savone.—Mouvement des Coalisés.—Combat de Vado.—Attaque générale.—Combats de Melogno.—Conseil de guerre.—Mouvement rétrograde des Républicains.—Privations éprouvées par l'armée française.—Conduite différente du général en chef français et du général en chef autrichien.—Engagements divers.—Attaque du mont Genèvre.—Combats de Cerisoles et de Lantosca.—Combat de Saint-Farnouil.—Attaque du Petit-Gibraltar.—Scherer succède à Kellermann.—Combat de Malchaossée.—Combat de la Novalaise.—Prise de Campo-di-Preti.—Opérations de l'armée des Alpes.—Bataille et victoire de Loano.—Fin de la campagne.

Français.	*Généraux.*	*Austro-Sardes.*	*Généraux.*
Armée des Alpes.	MOULINS. KELLERMANN.	*Piémontais et Sardes.*	COLLI.
Armée d'Italie.	KELLERMANN. SCHERER.	*Autrichiens.*	DEVINS. WALLIS.

Forces et positions respectives des armées françaises et austro-sardes. —Au commencement de 1795, le gouvernement, afin de donner plus d'ensemble aux opérations des armées des Alpes et d'Italie, plaça ces deux armées sous la direction supérieure d'un seul chef. Kellermann reçut ce commandement. Lorsqu'il arriva, dans le cours d'avril, à son quartier général, son premier soin dut être de visiter les troupes : il trouva l'armée des Alpes, aux ordres de Moulins, réduite, par le départ des divisions détachées vers le Rhin, à un effectif d'à peine 15,000 hommes, disséminés sur la ligne, de plus de trente lieues, qui s'étend du mont Saint-Bernard jusqu'au camp de Tournoux. Cette armée affaiblie avait en face d'elle 30,000 Piémontais. Il lui ordonna d'abord de garder une défensive absolue; ensuite il se rendit à l'armée d'Italie. Arrivé à Nice avec les représentants, il y trouva toutes les administrations dans la plus grande désorganisation; circonstance inquiétante au début d'une campagne. Il se hâta de prendre les mesures que nécessitait le désordre des affaires, et pendant que le représentant Beffroy se rendait à Gênes, pour contracter, au nom du gouvernement français, un emprunt devenu indispensable, il parcourut et visita les postes avancés de l'armée d'Italie.—La droite, formée de 19.000 hommes aux ordres des généraux Masséna, Freytag et Garnier, s'appuyait à Vado, sur la côte de Gênes, couronnant les hauteurs de San-Pantaleone, de Saint-Jacques, de Melogno et de Bardinetto. Une de ces divisions descendait vers Garessio, s'échelonnant le long des Apennins Liguriens, en avant d'Ormea et remontant le col de Termini.—Le centre de l'armée, fort seulement de 7,000 hommes, aux ordres du général Macquart, se développait depuis le mont Bertrando jusqu'à Sabione, occupant les cols de Tanarello et de Tende, dans les Alpes maritimes. Enfin l'aile gauche, de 5,000 hommes, commandée par le général Serrurier, couvrait les cols de Sabione, de Roses, de Finestra, et passant par Lantosca, se terminait au col de l'Argentière, non loin du camp de Tournoux, qu'occupait l'armée des Alpes.

La division de droite de l'armée des Alpes, commandée par le général Vaubois, était au camp de Tournoux, occupant par sa droite la vallée de Fours, et s'étendant jusqu'à San-Dalmazzo, où elle se liait avec l'armée d'Italie. Cette division prolongeait son extrême gauche jusqu'à Queyras inclusivement. La division du centre, qui se liait à celle de droite par les cols d'Houlx et de Servière, occupait le mont Genèvre, et s'étendait par sa gauche jusqu'au mont Cenis, où commençait la division de gauche, dont les postes finissaient au mont Saint-Bernard et à l'allée Blanche.

En face de l'aile droite de l'armée d'Italie se trouvait le feld-maréchal Devins, menaçant les positions de Saint-Jacques et de Melogno, avec les principales forces autrichiennes et napolitaines. Le général Colli, commandant les troupes piémontaises, tenait la droite de Devins, depuis Ceva jusqu'à Coni, occupant les deux rives du Tanaro et la rive gauche de la Stura, sur laquelle campait sa nombreuse cavalerie. Wallis, plus rapproché de Savone, semblait n'attendre qu'un signal pour s'emparer de cette ville et de Vado. Argenteau, campé autour de Ceva, se préparait à faire une pointe sur Finale. L'armée des Alpes et l'extrême gauche de l'armée d'Italie étaient tenues en échec par de fortes divisions qui, sous les ordres des ducs d'Aoste et de Montferrat, gardaient les vallées de la Stura, de Suze, d'Houlx et d'Aoste. Toutes ces troupes, renforcées des milices vaudoises et des bandes de Barbets, formaient un effectif de plus de 75,000 hommes.

Négociations sans résultat.— Nous dirons, avant d'aller plus loin, qu'après la paix avec la Prusse des négociations secrètes avaient eu lieu, dit-on, entre la République française et le roi de Sardaigne, à qui la République offrait de conquérir le Milanais, en remplacement de la Savoie et du comté de Nice. Ce prince, autant par la crainte qu'il avait de ses alliés que par suite de l'indécision de son caractère, n'avait encore pu se résoudre ni à accepter ni à refuser.

Prise du col de Monte.— L'occupation du col de Monte ou de Grisanche, qui couvre le bourg de Saint-Maurice, était nécessaire pour assurer la possession du mont Cenis; ce poste avait en outre et en cas d'offensive, l'avantage d'offrir un débouché facile dans la vallée d'Aoste. Le général Moulins, dès le 17 avril, avait tenté de s'en emparer; mais son attaque, contrariée par les neiges, avait échoué. Un mois après, la

saison parsissant plus favorable, le projet d'attaque fut de nouveau mis à exécution. L'adjudant général Almeyrs en fut particulièrement chargé. Cette expédition eut lieu le 12 mai. Les troupes, partagées en trois colonnes, marchèrent pendant dix heures et s'avancèrent avec la plus intrépide constance à travers d'épais tourbillons de neige qui, portés par un vent impétueux de nord-ouest, du côté de l'ennemi, contribua long-temps à lui cacher le mouvement des Républicains. Ce ne fut qu'au-delà des premiers retranchements que les Piémontais aperçurent les colonnes d'attaque. Ils prirent les armes; mais les Français étaient poussés par un élan irrésistible. Tous les postes furent emportés à la baïonnette en moins d'une demi-heure. L'ennemi tenta pendant la nuit de les reprendre en attirant l'attention des défenseurs par une fausse attaque du côté du Saint-Bernard; mais ce fut inutilement. Le froid avait été si vif pendant cette attaque, que le vin gela dans les bidons. — On cite parmi les traits honorables qui signalèrent l'expédition, celui du capitaine Brune qui, malgré la rigueur du froid, se jeta sans hésiter dans un torrent pour en retirer un officier blessé à l'épaule, et qui, par suite de sa blessure, était sur le point de se noyer.

Ouverture des hostilités à l'armée d'Italie. — Les austro-sardes, battus à l'armée des Alpes, avaient résolu de prendre leur revanche sur l'aile droite de l'armée d'Italie, non qu'ils espérassent avoir affaire de ce côté à des adversaires moins intrépides, mais parce qu'en cas de succès les suites pouvaient en être beaucoup plus avantageuses sur le littoral de la Méditerranée que dans les tristes vallées de la Savoie. Ainsi l'occupation de Savone ou de quelque autre point de la rivière de Gênes devait entraîner des conséquences désastreuses pour les armées républicaines, en interrompant leurs communications avec Gênes, qu'on regardait avec raison comme leur grenier d'abondance.

Kellermann avait deviné les projets des Coalisés; il ordonna de pousser de fréquentes reconnaissances en avant du col de Spinardo, afin d'éclairer leur mouvement. Un détachement de grenadiers, envoyé ainsi en reconnaissance, fut rencontré le 21 juin, et en même temps attaqué avec impétuosité par une forte colonne autrichienne. Les Français, malgré la supériorité numérique des ennemis, ne s'amusèrent point à tirailler, et se précipitant sur eux à la baïonnette, les mirent en fuite. Une rencontre de même genre eut lieu le jour suivant à Murseco, en avant de Garessio, et eut un résultat pareil.

Combat de Savone. — Un combat plus sérieux se livra, le 23, sous les murs de Savone. Le général Wallis, frappé de l'importance de l'occupation de Savone, se décida, pour se rendre maître de cette ville, à violer la neutralité génoise, comme les Français en avaient donné l'exemple dans leur expédition d'Oneille. Informé qu'il envoyait une forte colonne sur cette place, le général de brigade Labarpe y dirigea aussitôt la 21e demi-brigade. A l'arrivée des Républicains les Autrichiens occupaient déjà des hauteurs qui environnent la ville. La 21e, attaquée par des forces supérieures, se réfugia après une vigoureuse résistance, sous le canon de Savone, où l'ennemi la poursuivit avec vigueur. Une lutte désespérée allait recommencer quand le commandant de Savone usa de son droit de neutralité pour protéger les plus faibles, et fit tirer le canon sur les Autrichiens. Ceux-ci rétrogradèrent, mais seulement jusque sur les hauteurs hors de portée afin de ne pas perdre de vue la 21e demi-brigade, qui resta campée en dehors de la place et sous ses batteries.

Mouvement des Coalisés. — Combat de Vado. — La ligne française déployée sur toute la longueur des monts Liguriens, était extrêmement étendue et par conséquent très faible. Les Coalisés résolurent de profiter de cette faiblesse pour couper les Français par leur centre, afin d'isoler les divisions Macquart et Garnier de celle de Masséna, et de les écraser avant l'arrivée des renforts déjà partis des Pyrénées et du Rhin. Cette opération paraissait d'ailleurs assez facile; il ne fallait que s'emparer des monts de Melogno et de Saint-Jacques, dont l'un, près de Vado, se prolongeait jusqu'au milieu de l'armée républicaine, en la divisant, et l'autre domine les environs de Savone. Labarpe gardait Vado avec 2,000 hommes seulement. Le 24 juin, tandis que Devins et Argenteau se préparaient à percer la ligne républicaine, Wallis, à la tête de 10,000 hommes, partagés en trois colonnes, se précipita sur nos avant-postes, les surprit et s'empara des redoutes de la Madona del Monte, faiblement défendues; puis du pont du Cagliano, situé sous les murs de Vado. Labarpe s'avança pour défendre les retranchements de cette place, avec deux bataillons de grenadiers et les carabiniers des Hautes-Alpes. Les Autrichiens, électrisés par leurs premiers succès, attaquèrent avec fureur, mais sans succès; plusieurs assauts meurtriers se succédèrent vainement; la terre était jonchée de leurs cadavres; leur courage faiblit enfin. Ils se décidèrent à la retraite. Les Français, d'assaillis qu'ils étaient, devinrent à leur tour agresseurs, et les mirent dans la plus complète déroute. Le général Wallis, vivement poursuivi, n'échappa que grâce à la vitesse de son cheval.

Ce combat, dans lequel 1,800 Français vainquirent et culbutèrent 10,000 Autrichiens, est un des plus beaux faits d'armes de notre histoire moderne. L'action dura sept heures. Un grenadier du 6e bataillon, Jean-Guitard, poursuivit seul cinq autrichiens, en tua un et fit les quatre autres prisonniers. Les Autrichiens eurent 1,200 hommes tués, blessés ou prisonniers. La délivrance de la demi-brigade, bloquée sous Savone, fut aussi un des résultats de cette affaire.

Attaque générale. — Combats de Melogno, etc. — L'issue de cette action meurtrière ne fit qu'irriter l'ennemi; dès le lendemain il revint à la charge avec des forces suffisantes pour écraser, malgré leur héroïsme, les faibles divisions françaises. Le général Devins attaqua, le 25 juin, avec 30,000 hommes, les cols de l'Inferno et de Termo, dans le but de pénétrer jusqu'à Melogno. Il fut cependant repoussé avec vigueur sur ces deux points par les chefs de bataillon Larivoire, de



Vie Militaire. – L'Instruction des Recrues.



Vie Militaire. – La Cuisine du Camp.



Combat de Malchaussée.







Millesimo.



Ceva.


V. E. III
Biblioteca Nazionale
NAPOLI



Savone

la 46e demi-brigade, et Dallous, de la 160e. Laharpe, assailli presque au même instant dans ses retranchements de Vado, par une nouvelle division de 12,000 hommes, parvenait aussi à la repousser; mais une attaque dirigée en même temps par un autre corps de 12.000 hommes, sur les postes de Saint-Jacques, centre de la division française de droite, se termina moins heureusement. Cette position fut enlevée après un combat acharné. Dans la même journée le général Argenteau, avec 5,000 coalisés, emportait aussi la redoute de Melogno, qui était gardée seulement par deux bataillons.

Divers combats eurent lieu pendant ce jour et les suivants, pour réparer ces revers inattendus. Masséna reçut de Kellermann l'ordre de reprendre immédiatement avec quatre bataillons les hauteurs de Melogno. Un épais brouillard s'étant élevé, favorisa sa marche. Il avait eu soin d'exalter le courage de ses soldats, en leur présentant le salut de l'armée comme attaché au succès de leur attaque. On arriva à sept heures du soir devant les retranchements occupés par Argenteau. Les quatre bataillons, divisés en colonnes, s'élancèrent sur l'ennemi aux cris accoutumés de *Vive la République!* Celui-ci, saisi de terreur, prit aussitôt la fuite, et les Républicains rentrèrent dans Melogno. Une seule redoute de ce poste important, qui liait l'aile droite avec le centre, resta au pouvoir des Autrichiens, et c'était malheureusement la principale.

Les Autrichiens, secondés par les Piémontais, multipliaient leurs efforts de tous côtés, mais sans ordre et sans plan, sur la ligne à peu près rétablie des Républicains. Le camp de Saint-Bernard, non loin de Spinardo, fut attaqué pour la troisième fois. Laharpe eut à soutenir une nouvelle attaque dans Vado. D'autres combats eurent lieu à Saint-Barnoull, au camp de Sabione, dans les neiges du mont de Tende, sur les hauteurs de Larp'olles. Les alliés, après une suite de revers et de succès, furent enfin repoussés partout, hormis de la redoute de Melogno, qui dominait Vado et ôtait à Kellermann l'espoir de conserver l'indispensable position de Finale, située à deux lieues au-delà sur la route de Gênes. Ce général ordonna donc une nouvelle attaque sur ce point. Les troupes furent divisées en trois colonnes: deux devaient tourner la position par la droite et par la gauche, tandis que la troisième, aux ordres de Masséna lui-même, l'attaquerait de front. On se mit en marche, le 27, à quatre heures de l'après-midi; mais le brouillard, qui avait favorisé la première expédition, dérouta la seconde: il fut si épais que les colonnes de droite et de gauche, n'apercevant pas les chemins qui leur étaient indiqués, se fourvoyèrent et vinrent se réunir à la colonne du centre. L'attaque ne put être tentée que de front. Mais à cause du nombre des Autrichiens, de leur position avantageuse et de leur artillerie formidable, l'expédition échoua complétement.

Pendant cette infructueuse tentative, 12,000 Autrichiens se ensient avec acharnement sur les postes de Garessio, de Carlino, de Viosena, sur le camp de Saint-Bernard et le col de Spinardino. L'ennemi fut repoussé partout excepté à Spinardino. Cette position fut emportée après un combat sanglant qui dura quatorze heures.

Conseil de guerre. — Mouvement rétrograde des Républicains. — Il devenait dès lors facile aux Coalisés de couper en deux l'armée d'Italie, dont la position n'était plus tenable. Les généraux républicains s'assemblèrent en conseil de guerre sur le sommet d'une haute montagne des Apennins, entre Savone et Finale, pour décider ce qu'il convenait de faire dans des circonstances aussi critiques. Tous furent d'avis de se replier afin de resserrer l'armée pour accroître sa force de résistance. Berthier proposa d'appuyer la droite à Borghetto et à Albenga, et de se réunir, par Cériale et Zuccarello, à la division de Macquart. Ce nouveau front de l'armée, en arrière de la Taggia, était couvert par les profondes vallées de cette rivière, hérissées de rochers et d'escarpements. Son avis fut adopté, et ce mouvement rétrograde, qui ne compromettait ni l'armée ni la frontière, eut lieu, à la fin de juin, sous sa direction et celle du commandant d'artillerie Andréossi. On abandonna aux Austro-Sardes Finale, Loano, Savone, Vado, la redoute de la Planetta, les postes de Saint-Bernard, de Rocca-Barbena et de Bianco. Les approvisionnements furent transportés à Oneille et à Albenga. L'armée, dans ses nouvelles positions, présentait à l'ennemi un front impénétrable.

Ce mouvement rétrograde ne s'était cependant pas exécuté sans péril, et il avait fallu, pour reculer, combattre comme on le fait ordinairement pour avancer. — Le général Laharpe, au moment de l'évacuation de Finale et de Loano, battit encore une fois le général Devins entre Savone et Vado. — Le poste de Viosena, le plateau de la Planetta, le camp de Saint-Bernard furent aussi assaillis, le 2 juillet, par les Austro-Sardes. Après un engagement meurtrier ils furent repoussés de ces différents postes, dans lesquels ils tentèrent encore et inutilement de rentrer le lendemain, avant que les Républicains ne les eussent évacués complétement. — Le 5 juillet, les avant-postes de l'armée furent tout à coup attaqués en avant d'Ormea, à droite et à gauche du passage de Termé. Le général Serrurier rétablit bientôt l'ordre dans les rangs: 1.500 Piémontais s'enfuirent devant le 8e bataillon de la 46e demi-brigade, commandé par le chef de bataillon Dallous. Mais à droite du passage, un large sentier, conduisant au col de l'Inferno, avait été franchi par 2,000 Austro-Sardes. 1.200 d'entre eux étaient descendus jusque dans le camp en arrière du col de Terme, et de là fusillaient tous les Français qui se présentaient sur ce passage. D'autres Autrichiens établis sur le plateau de Corsini arrêtaient par leur mousqueterie tout ce qui sortait de ce village. Le général Pelletier fit avancer deux pièces de canon soutenues par un détachement de 200 hommes commandé par le chef de bataillon Mallin-Larivière. Cette petite troupe suffit par son audace et sa bravoure pour repousser les 2,000 Austro-Sardes et les contraindre à repasser la gorge de l'Inferno.

Privations éprouvées par l'armée française. — L'armée d'Italie et celle des Alpes éprouvaient alors

presque les horreurs de la famine. Cette circonstance, connue de l'ennemi, encourageait les Austro-Sardes, plus acharnés que jamais, à multiplier des affaires de postes qui fatiguaient les Républicains déjà si affaiblis, en n'entraînant pour eux, en cas de non succès, que des revers sans conséquences. On doit néanmoins blâmer ce système de guerre puisque, avec des masses aussi compactes que celles qui composaient leur armée, ils eussent pu, par un vigoureux effort, percer sur un point de la ligne française et décider en un jour de toute la campagne.

Conduite différente du général en chef républicain et du général en chef autrichien. — Pour expliquer la conduite que tint alors le général en chef autrichien « il faut croire, dit Jomini, que la mésintelligence entre Colli et Devins amena une rupture entre eux, ou bien qu'ils méconnaissaient également les règles de la guerre. Devins commandait alors au moins 18,000 hommes; car les premiers renforts envoyés des états héréditaires en Italie, venaient de le rejoindre; Colli, de son côté, n'en avait pas moins de 15,000 sous ses ordres: c'était donc 35,000 combattants tout frais, bien pourvus de vivres et de munitions, qui pouvaient en accabler 18 à 20,000 harassés de fatigue, pieds déchaux et se battant pour ainsi dire tous les jours à jeun. Cette mésintelligence servit à souhait Kellermann, en lui donnant le temps de se raffermir dans sa position. Persuadé qu'il est plus avantageux de soutenir la défensive en pays montagneux que dans la plaine, ce général ne voulait quitter les Alpes maritimes qu'à la dernière extrémité, et prit toutes les mesures nécessaires pour disputer les lignes de la Taggia et de la Roya, s'il venait à perdre celle de Borghetto. Il parvint, à force de patriotisme, à surmonter tous les obstacles provenant du dégoût des troupes, du discrédit public, de la baisse monstrueuse des assignats et de l'épuisement de la misérable contrée où l'on était forcé de se maintenir. Pour retenir les soldats sur des rochers affreux et les y faire travailler au milieu des privations les plus rudes, il les haranguait souvent en leur faisant entrevoir le terme prochain de leur misère. « La « paix, leur disait-il, est conclue avec l'Espagne; in-« cessamment nous serons secourus par nos frères « d'armes des Pyrénées. Voudriez-vous leur laisser la « gloire de forcer le roi de Sardaigne à la paix? » On assure même que la caisse de l'armée ne renfermant que des assignats sans valeur, il offrit et livra aux fournisseurs français ou étrangers tous ses fonds particuliers, pour les engager sous sa garantie personnelle à former quelques approvisionnements: sacrifice d'autant plus méritoire que le désintéressement ne lui était pas naturel. Attentif à saisir toutes les circonstances qui pouvaient le conduire à son but, Kellermann accueillit le commissaire génois Spinola, se lia d'amitié avec lui, et, par son intermédiaire, parvint à se rendre favorables non-seulement les membres du sénat, mais encore les négociants. — Par un contraste tout particulier, le baron Devins s'occupait bien moins des intérêts de ses alliés que des siens propres. Il commit dans la rivière de Gênes des déprédations qui excitèrent mille plaintes. Dès qu'il fut maître de Savone, Vado et Loano, il arma des corsaires pour son compte. Malheur aux caboteurs rencontrés par eux! ils étaient ramenés à Vado pour y prendre un passe-port qui, après avoir été chèrement payé, ne leur servait pas même pour entrer à Savone. On assure qu'en trois mois il acquit ainsi de grandes richesses. Une telle administration devait particulièrement déplaire dans un pays tout marchand; et loin de la tempérer par des formes aimables, Devins y joignit une hauteur qui lui aliéna jusqu'au dernier Génois... Il alléguait le manque de vaisseaux pour justifier son inaction, et prétendait qu'il ne pouvait s'avancer le long du littoral sans avoir sa gauche appuyée par des batiments de guerre. — Après le combat naval d'Hyères, lord Hotham détacha une frégate et quelques brieks à Vado, pour l'aider, suivant sa demande, dans ses opérations ultérieures; mais ce surcroît de ressources ne le détermina pas à marcher en avant; si les Génois n'avaient pas crié si fort contre ses exactions, les républicains auraient pu croire qu'il s'endormait sur ses lauriers.»

Engagements divers. — Nous n'entrerons pas dans le détail de ces engagements. Jusqu'au milieu de juillet, la droite de l'armée des Alpes et l'armée d'Italie eurent fréquemment à repousser de nombreuses attaques, dans lesquelles les généraux Garnier, Macquart, Dallemagne, Vaubois, etc., se distinguèrent particulièrement. — Le 11 juillet, devant les cols de Tanée et Fréjus, le capitaine Gazan, à la tête du 10e bataillon de grenadiers, se vit enveloppé par 1,500 Croates. Il eut l'épaule cassée au milieu du combat; alors, comme Condé à Fribourg, jetant son sabre dans les rangs ennemis: « Grenadiers, dit-il à ses soldats, « sauvez mon sabre de la main des esclaves.» Après une lutte désespérée ses braves grenadiers mirent en fuite les Croates et rapportèrent le sabre de leur capitaine. — Aux postes de Zuccarello, de l'Inferno et de Rocca-Barbena, les généraux Serrurier, Laharpe et Masséna eurent de nouvelles occasions de triompher des Austro-Sardes dont l'acharnement n'était pas ralenti par le peu de succès de leurs tentatives, qui furent impuissantes pour faire rétrograder les Français de la ligne de Borghetto. — Tour à tour le mont Cenis, le col de Tende, Tuirano et le camp de Limone furent aussi assaillis vainement. — C'était une lutte incessante sur les Alpes et dans les Apennins. Les bataillons ennemis mis en fuite étaient remplacés par d'autres, auxquels de nouveaux succédaient bientôt, comme si l'on eût espéré de vaincre enfin par la fatigue les Républicains, que ne pouvaient soumettre ni la famine ni les combats. — Les Anglais tentèrent une descente dans la rade d'Alassio, afin de s'emparer des approvisionnements de l'armée: ils perdirent quelques hommes et furent repoussés; mais ils emmenèrent deux petits bâtiments de transports. — Peu de temps après, le 27 juillet, une soixantaine de grenadiers français, embarqués dans de frêles esquifs, reprirent, près de Borghetto, une tartane française dont un corsaire ennemi venait de s'emparer dans la rade d'Albenga.

Attaque du mont Genèvre. — L'armée d'Italie, et particulièrement son aile droite, avaient, jusqu'à la fin d'août, été l'objet le plus constant des attaques des Coalisés. Le 31 août, l'armée des Alpes fut attaquée par une division de 4,000 hommes, dont le but était de s'emparer du mont Genèvre, poste important de la ligne française, situé dans les Alpes-Cottiennes, à une lieue de Briançon, entre le mont Viso et le mont Cenis.

L'ennemi s'était divisé en quatre colonnes, dont trois partirent d'Houlx, se dirigeant sur la droite, et la quatrième de Finestra, se portant seule par la gauche. Le plan d'attaque était bien conçu, mais il fut mal exécuté. Les colonnes, au lieu d'agir avec ensemble, n'arrivèrent que successivement aux points d'attaque indiqués, et se firent battre séparément. La seconde colonne seule montra une intrépidité digne d'éloges, en emportant deux fois à la baïonnette le poste de la Coche; néanmoins les Français, dont le nombre ne dépassait pas 800 hommes, parvinrent à repousser l'ennemi.

Le sergent-major Janneria, du 2e bataillon d'infanterie légère, réussit à désarmer seul et à amener aux avant-postes français un détachement de 30 Piémontais qui conduisaient 21 prisonniers républicains; il fut nommé officier sur le champ de bataille. — Le capitaine du 2e bataillon du 79e régiment, Labafour, fut promu au grade de chef de bataillon, pour avoir arrêté, avec 10 hommes seulement, une colonne de 600 hommes qui se portait sur Clavières. Sa résistance donna le temps aux troupes cantonnées dans ce village de prendre les armes et de venir attaquer et vaincre cette colonne.

Combat de Cerisoles et de Lantosca.—Pendant que la droite des Piémontais attaquait le mont Genèvre, leur gauche cherchait à débusquer Serrurier du camp de Cerisoles et du poste de Saint-Martin-de-Lantosca. La marche des assaillants fut favorisée par la chute de la neige et par un épais brouillard. Au sortir du col de Pierre-Étroite, ils fondirent sur le camp de Cerisoles, où se trouvait seulement un poste avancé qu'ils emportèrent. Serrurier était à Saint-Martin; prévenu à minuit seulement de ce qui venait de se passer, il fit battre la générale, rassembla 800 hommes qui furent prêts les premiers; arrêta l'ennemi déjà parvenu à l'entrée du village, et le contraignit à la retraite quoiqu'il fût cinq fois plus nombreux. Les Piémontais s'étaient retirés sur des hauteurs voisines, dans l'intention de revenir à la charge au jour; mais les Républicains les ayant aperçus se hâtèrent de les prévenir, et vers six heures du matin demandèrent qu'on les conduisît au combat. Serrurier se mit à la tête de la colonne d'attaque. Les Piémontais, chargés à la baïonnette, furent culbutés et ramenés jusqu'au camp de Cerisoles, où ils tentèrent vainement une nouvelle résistance. Leur déroute fut si complète que pas un d'eux n'aurait pu s'échapper si les Républicains eussent été assez nombreux pour les arrêter au col de Pierre-Étroite. Le général Bonnand, émigré, chef de l'expédition, ayant été dangereusement blessé dans le combat, se tua d'un coup de pistolet afin de ne pas tomber vivant entre les mains de ses compatriotes.—Le 1er septembre, une attaque de 600 Piémontais, contre le col de Finestra, fut repoussée avec une égale énergie, et dans la soirée du même jour, une division de Croates s'étant retranchée dans de vieilles masures, sur le front de la droite de l'armée, fut presque entièrement exterminée.

Combat de Saint-Barnouil.—Le même jour encore le poste de Saint-Barnouil, déjà une fois vainement attaqué, fut assailli de nouveau. Les Piémontais se présentèrent devant la position, en force supérieure, suivant leur habitude. Le combat dura cinq heures; il fut opiniâtre et meurtrier. Les Piémontais furent enfin contraints de se retirer, laissant aux Républicains plus de 300 prisonniers et un grand nombre de morts sur le champ de bataille. Le lendemain ils renouvelèrent leur tentative, et dans le désir de la faire réussir, ils l'appuyèrent par de fausses attaques sur toute la ligne, notamment sur les postes de la Lombarde, de Sainte-Anne et de Saint-Étienne; mais partout ils furent repoussés et éprouvèrent une perte immense. Devins fatigué de tant d'attaques sans résultats, les ralentit pendant quelques jours afin de se préparer à une action générale.

Kellermann reconnut le dessein du général autrichien au mouvement général qui s'opérait sur la ligne austro-sarde; mais il s'en inquiéta peu, se bornant à recommander aux généraux de tenir la troupe en alerte, et toujours prête à recevoir l'ennemi.

Attaque du Petit-Gibraltar.—Le mouvement agressif de l'armée coalisée eut lieu le 19 septembre. Le centre et la droite des français devaient être menacés par deux fortes divisions, appuyées d'une réserve de 8,000 hommes. Au pied du centre de la ligne, entre Borghetto et le Tanaro, en avant du village de Zucarello, se trouve un rocher d'un accès difficile, sur lequel les Français occupaient un poste fortifié nommé le Petit-Gibraltar, et qui était défendu par 400 hommes aux ordres de l'adjudant général Saint-Hilaire. Devins décida que l'attaque générale n'aurait lieu qu'après l'enlèvement de ce poste qui, par sa position avancée, gênait les manœuvres de son armée. 2,000 Autrichiens d'élite occupèrent en conséquence, au-dessus de Campo-di-Preti, une redoute armée de cinq pièces de canon et d'un obusier. Les défenseurs du Petit-Gibraltar en essuyèrent le feu sans en paraître ébranlés. Alors la colonne autrichienne s'avança pour enlever le poste de vive force, et se précipita avec impétuosité sur les retranchements. Les Républicains, pénétrés de l'importance du fort confié à leur courage, étaient décidés à mourir plutôt que de le rendre. Deux fois l'ennemi gravit la colline au pas de charge, et deux fois arrivé au pied des retranchements il fut repoussé à la baïonnette et écrasé par le feu de la mousqueterie, qu'il reçut presque à bout portant. Devins, convaincu qu'une attaque de front était impossible, chargea une colonne de tourner la colline; mais cette dernière tentative échoua également. Le brave Saint-Hilaire, secondé par quelques compagnies que Joubert lui amena, s'élança sur les Autrichiens et les culbuta jusqu'au pied de la

colline, où il acheva de les écraser. Enveloppés de toutes parts, à peine quelques hommes parmi ces 2,000 parvinrent-ils à s'échapper pour aller informer Devins de leur désastre. Ce général, épouvanté d'un tel résultat, renonça à son attaque et fit replier ses troupes pendant la nuit.

Scherer succède à Kellermann. — Ce brillant combat fut le dernier par lequel l'armée d'Italie se signala sous Kellermann. Le Comité sépara de nouveau les deux armées. Ce général alla remplacer Moulins à l'armée des Alpes et eut lui-même pour successeur à l'armée d'Italie Scherer, qui s'empressa d'adopter en partie ses plans et continua les opérations qu'il avait projetées [1].

Scherer avait été suivi à Nice de deux fortes divisions de l'armée des Pyrénées Orientales, formant ensemble 12,000 hommes. Il s'éleva entre les nouveaux venus et les soldats qui depuis long-temps faisaient la guerre sur les Alpes, une émulation sans jalousie, honorable rivalité de courage à laquelle on dut le succès brillant qui termina la campagne de l'armée d'Italie.

Combat de Malchaussée. — Pendant que Kellermann était encore à Nice pour remettre le commandement à Scherer, 200 montagnards vaudois se ruèrent impétueusement et à l'improviste sur quelques avant-postes français qui s'étaient avancés jusqu'au col de la Croix, l'un des débouchés du pays de Vaud. Le général Pouget, commandant la division de gauche de l'armée des Alpes, vint en hâte au secours des Républicains qui avaient été repoussés en désordre sur le camp. Non content d'obliger les milices vaudoises à la retraite, il forma le dessein de les attaquer dans leurs retranchements près du bourg de Malchaussée.

Cinq cents hommes divisés en trois colonnes, sous les ordres de l'adjudant général Chambaud, partirent du camp de Montal, le 25 septembre au soir, et après une longue marche de nuit, arrivèrent au lieu de leur destination. Une fusée donna le signal de l'attaque, qui commença par un feu très vif de mousqueterie. Ce feu se soutint d'abord entre les deux partis; mais Chambaud, craignant que l'ennemi ne fût secouru, ordonna à ses soldats de se porter en avant au pas de charge, quoique pour atteindre les retranchements il fallût gravir une colline escarpée. Les Républicains y

[1] Quelques écrivains militaires qui font autorité attribuent le remplacement de Kellermann par Scherer aux discussions qui s'élevèrent entre lui et le comité militaire de la Convention, sur le plan de campagne à suivre. C'est aussi l'opinion de Jomini. « L'intention du général français était de couper les Autrichiens des Piémontais, en attaquant leur ligne sur trois points. La première colonne à gauche perçant par Carlino et Viosena, le col de Tende et Intrappa, aurait délogé les derniers des hauteurs de la rive occidentale du Tanaro; la seconde aurait tourné et attaqué la droite des impériaux à Spinardo, la Planetta et San Bernardo, tandis que la troisième eût tenu leur gauche en échec dans la plaine de Loano, et qu'un fort détachement eût filé par Tuirano pour seconder les deux premières attaques sur la gauche. — Si l'exécution de ce plan répondait à l'idée qu'on s'en était formée, le centre de la ligne ennemie eût été culbutée dès le début, sur la Bormida. Maître des crêtes principales de l'Apennin, Kellermann se proposait ensuite de marcher sur Melogno et San Giacomo, de couper tout ce qui serait resté dans le bassin de Loano, en le faisant attaquer de front pendant qu'un détachement eût cherché à lui couper par Biestro la route de Savone à Alexandrie. — L'armée des Alpes aurait favorisé ces entreprises par des démonstrations et principalement par un grand fourrage dans la vallée d'Aoste. — Ce projet différait en tous points de ceux présentés à la campagne précédente. — En effet, Bonaparte avait alors proposé la jonction des armées des Alpes et d'Italie dans la vallée de la Stura, et le sort de la Sardaigne aurait dépendu de la prise de deux places et d'une bataille dans la plaine de Coni; mais alors les Français n'étaient point comme actuellement établis sur le versant des eaux de l'Apennin. Pénétrer en Piémont par la vallée du Tanaro était donc une idée très heureuse puisqu'elle faisait éluder deux places dont le siége eût été aussi long que difficile. Toutefois on pouvait reprocher au plan de Kellermann de tirer trop peu de parti de sa gauche; il n'aurait dû laisser à l'armée des Alpes qu'un rideau et renforcer sa droite de 7 à 8 000 hommes, attendu que la frontière de ce côté n'aurait couru aucun risque tant qu'une armée de 45,000 combattants eût été maîtresse de la plaine au revers de l'Apennin. Soit que le Comité de salut public n'approuvât pas ce projet, soit qu'il eût déjà l'intention d'en confier l'exécution à un autre général, il ne répondit point à Kellermann... — Ce comité avait d'ailleurs un autre plan.

« Partant de cet axiome assez vrai, que si la nature a borné la France aux Alpes, elle a tracé de même les limites de l'Autriche aux montagnes du Tyrol, le comité excité par quelques mécontents vénitiens et lombards, avait conçu, dit on, dès lors, le projet d'aller conquérir la paix au cœur des états héréditaires de l'Empereur. Mais pour arriver à ce but il fallait d'abord descendre en Piémont; l'armée d'Italie devait donc faire les premiers pas en s'emparant de San Bernardo, San Giacomo et Vado, et chassant de vive force ou par des manœuvres les Autrichiens de Montenotte. Cette opération achevée, le gros de l'armée se serait porté par Biestro et Monte-Zemolo sur Millesimo, où, après avoir rallié la division laissée à San Bernardo pour tenir en échec les Piémontais, et celle chargée de balayer les hauteurs à gauche du Tanaro, il eût tenté d'enlever le camp retranché de Céva, d'investir et d'assiéger la citadelle de cette place. La cavalerie républicaine aurait campé sur le revers septentrional de l'Apennin, dans la vallée du Tanaro, et mis toute la plaine à contribution. L'artillerie nécessaire au siége de Céva aurait été embarquée à Oneille, mise à terre à Vado aussitôt après la prise de Monte-Zemolo, puis on devait jeter à Savone une centaine de canonniers avec un millier de fantassins pour protéger la retraite en cas d'événements fâcheux. Afin d'attirer les Piémontais sur un autre théâtre, et de les empêcher de troubler le siége de Céva, la droite de l'armée des Alpes devait se réunir à la gauche de celle d'Italie, dans la vallée de la Stura, s'emparer des Barricades, investir Démont et feindre de l'assiéger. — Céva réduit, on aurait réparé et augmenté les fortifications, et c'est sous ses murs que les Français, obligés de se concentrer pendant la saison des neiges, eussent préparé tout ce qui était nécessaire pour la campagne prochaine. — Le Comité se flattait de recueillir les plus beaux résultats de ce plan, persuadé que le roi de Sardaigne ne verrait point les Républicains au cœur de ses états sans perdre tout espoir de reconquérir la Savoie et le comté de Nice; il supposait que dès lors la présence de l'armée autrichienne mettrait un faible obstacle à la paix séparée du Piémont; et pour en faciliter les négociations, il dicta aux représentants et au général en chef le rôle que chacun d'eux aurait à remplir. — Les premiers devaient accueillir toutes les ouvertures et laisser entrevoir au cabinet de Turin la possibilité de recevoir en Lombardie une indemnité pour la Savoie et le comté de Nice. Kellermann, de son côté, avait ordre de traiter avec les plus grands égards les prisonniers sardes, afin d'accroître la mésintelligence qui régnait déjà entre eux et les impériaux. Le comité alla plus loin : prévoyant le cas même où la paix serait conclue, il recommandait qu'on veillât à ce qu'Alexandrie ne restât pas entre les mains des Autrichiens. Dans l'hypothèse contraire, l'armée française devait assiéger Turin au mois de février, passer le Pô, et après avoir conquis la Lombardie, franchir les gorges de Trente et venir à travers le Tyrol opérer la jonction sur les bords de l'Inn avec les armées du Rhin. — Assurément ce projet, hors de toute proportion avec les forces qu'on pouvait y employer, ne valait pas mieux que celui de Kellermann; bien qu'il combinât les principaux efforts des Français sur la droite, il rejetait les austro-sardes sur leurs voies de retraite, et faisait en outre dépendre le succès de l'opération de la prise de deux places. Toutefois le général en chef parut moins frappé des inconvénients de la seconde partie que des obstacles qui s'opposaient à l'exécution de la première; ce fut du moins le point sur lequel il insista plus vivement. Il représenta que sa droite ayant à peine 28,000 hommes, il ne pourrait la porter à 32,000 avant un mois, en sorte qu'il lui resterait trop peu de temps pour réduire Céva, et, comme sa réponse renfermait en outre quelques observations tranchantes sur la première partie du projet, le Comité de salut public le punit de sa franchise en le reléguant à l'armée des Alpes, et faisant donner à Scherer, par décret du 31 août, le commandement de l'armée d'Italie. »

arrivèrent sous une grêle de balles. Les Vaudois, secondés par les Piémontais, se croyaient en sûreté derrière leurs retranchements; ils raillaient les Républicains tout en faisant contre eux le coup de fusil avec beaucoup d'ardeur, et comme pour les engager à persévérer, chantaient en le parodiant le fameux *Ça ira*. Cette insulte remplit de rage les Français, qui firent d'incroyables efforts et parvinrent aux retranchements. Les Vaudois ne chantaient plus; ils continuaient à combattre avec courage; mais leur défense obstinée et même héroïque fut inutile: leurs retranchements furent enfin emportés. L'acharnement redoubla alors: un combat corps à corps s'engagea dans les redoutes. Le bruit de la mousqueterie, les chants ironiques firent place à un affreux silence, seulement interrompu par des gémissements, des cris de vengeance et de mort. Le carnage fut terrible dans les retranchements et se continua dans le bourg même de Malchaussée, dont les Républicains restèrent maîtres. Les Piémontais eurent un grand nombre de morts et de blessés. La moitié des leurs restèrent prisonniers; très peu parvinrent à s'enfuir.

Combat de la Novalaise. — Le général Pouget résolut de profiter de l'effroi qu'avait causé aux Piémontais le combat meurtrier de Malchaussée pour mettre la ligne de défense du Mont-Cénis à l'abri de toute surprise, en rejetant l'ennemi au-delà du village de la Novalaise. —Cette expédition eut lieu le 14 octobre. 6000 hommes en furent chargés. Pouget les divisa en trois colonnes, et se chargea lui-même de la direction de la première qui devait marcher entre les deux autres et attaquer la position de front. La seconde, aux ordres du général Fournier, devait longer le revers de la montagne de Montpensier, et prendre l'ennemi à dos par le poste de la Chapelle-Sainte-Marie; enfin la troisième, commandée par l'adjudant général Lacombe, avait ordre de se diriger par les montagnes de l'Arpon, afin de protéger la retraite en cas de besoin.—Le poste de la Chapelle-Sainte-Marie fut emporté après une résistance des plus vigoureuses.—Ce premier succès enhardit les Républicains. Fournier tourna le village de la Novalaise et arrêta les secours que le poste de Venans envoyait aux Piémontais; ceux-ci, ayant été cernés, mirent bas les armes, après avoir inutilement tenté de se faire jour à la baïonnette.

Prise de Campo-di-Preti. -- Les divisions Augereau et Charlet, à peine arrivées de l'armée des Pyrénées orientales, montrèrent à l'armée d'Italie ce dont elles étaient capables, en chassant, le 16 novembre, les Autrichiens de Campo-di-Preti, position si souvent teinte du sang des deux partis.

Opérations de l'armée des Alpes. — Avant de passer au récit de la célèbre victoire de Loano, qui tira l'armée d'Italie de la position critique où elle se trouvait, nous allons mentionner rapidement les opérations de Kellermann, qui, devenu simple général en chef de l'armée des Alpes, contribua avec une abnégation bien rare de toute vanité, de tout ressentiment, aux succès de son successeur à l'armée d'Italie.

Afin d'occuper les Piémontais et de les empêcher de porter des secours aux troupes que Scherer avait en tête, et contre lesquelles un effort vigoureux se préparait, il ordonna aux différents postes de son armée de harceler l'ennemi sur tous les points que la neige et les glaces ne rendaient pas encore absolument impraticables.—Ainsi le général Vaubois dut porter un fort détachement sur les Clapières par le col de Mers, dans la vallée de Maurienne, pour y enlever un camp ennemi Cette opération fut couronnée d'un plein succès. Une attaque fut aussi dirigée par le même général contre les postes avancés de l'ennemi, dans les vallées de la Stura et de la Mayra. Trois détachements forcèrent les postes de Sarrela, du pont de Mayra et des Sellettes. Les Piémontais s'enfuirent après un léger combat, et une forte tourmente empêcha qu'on les poursuivit. Trois autres colonnes faisaient en même temps une reconnaissance dans la vallée de la Stura pour y enlever des fourrages. Les postes d'Argentera, quoique fortement retranchés et gardés par les régiments suisses de Meyerhoff et de Millins, furent emportés à la baïonnette; l'ennemi, poursuivi jusqu'à Demonté, fut culbuté et perdit beaucoup de monde. Les Français poussèrent leur course jusqu'aux postes des Barricades, et même jusqu'à Vinadio, où, se trouvant en face de retranchements défendus par des forces supérieures, ils durent rétrograder.

Le centre de l'armée des Alpes attaqua avec succès les divisions qui lui étaient opposées; une colonne pénétra jusqu'à la Chapelle-Saint-Charles qui domine le village d'Houlx, et en chassa l'ennemi.—A la gauche, Kellermann se rendit lui-même à Barcelonnette et à Briançon, pour diriger les différentes attaques parties de ces points importants, les plus rapprochés de Scherer. Il réussit par ses engagements multipliés à empêcher les Piémontais de dégarnir aucun point de leur ligne pour renforcer les Autrichiens. Mais bientôt la chute abondante des neiges et la rigueur excessive du froid suspendirent forcément toute opération, et la ceinture de glace qui se forma autour de l'armée des Alpes la contraignit à prendre ses quartiers d'hiver.

Bataille et victoire de Loano. — Fin de la campagne. — L'armée d'Italie jouissait d'une température plus supportable, et se préparait à terminer la campagne en livrant une grande bataille que Scherer espérait rendre décisive.—Cette armée s'étendait par sa droite, depuis le rocher de Borghetto, que baigne la Méditerranée, jusque sur les monts parallèles à ceux de la Planetta et de San-Bernardo, touchant aux défilés de Garessio et du Tanardo. Le centre, aux ordres de Masséna, était formé par deux divisions de l'ancienne armée d'Italie, occupant les positions de Zucarello et de Castel-Vecchio. Une troisième division de la même armée formait l'aile gauche, que commandait le général Serrurier. La droite, sous Augereau, se composait des divisions récemment arrivées des Pyrénées avec Scherer. Saorgio était couvert par une division restée au col de Tende. Toute cette armée, qui, avec les renforts qu'elle venait de recevoir, s'élevait à peine à 40,000

combattants, manquait de pain, d'habillements et de munitions, ses communications avec Gênes étant interrompues par la flotte anglaise, qui était restée maîtresse de la mer après le combat des îles d'Hyères.

L'armée austro-sarde au contraire, forte de 55,000 hommes, malgré les pertes que lui avaient fait essuyer les maladies, était abondamment fournie de vivres et d'approvisionnements de toute espèce. La position qu'elle occupait était parallèle à la ligne française, dont elle était séparée par un vallon étroit et profond, mais qui s'élargissait à Loano, village en avant duquel trois fortes redoutes avaient été établies sur des mamelons assez élevés pour dominer tous les environs. Cette position se composait de postes en quelque sorte inexpugnables, liés les uns aux autres par des retranchements, et défendus par cent pièces d'artillerie de tout calibre. Les Autrichiens, aux ordres de Wallis, formaient la gauche; ils s'appuyaient sur la mer à Loano, occupant la Pietra et Finale, où Devins avait établi son quartier général[1]. Le centre, que commandait Argenteau, s'échelonnait de hauteurs en hauteurs depuis Campo-di-Preti et Rocca-Barbena jusqu'aux monts de Melogno et de Settepani, en traversant les fortes positions de Bardinetto et du mont Calvo. Les Sardes formaient la droite sous Colli. Ils s'adossaient au Piémont, sur les places de Céva, de Coni et de Mondovi. L'ensemble de ce système opposait aux Français une triple barrière à franchir; la première, du mont San-Bernardo à Loano; la seconde, de Bardinetto à la Pietra; et la troisième, de Settepani à Finale.

Quelques camps retranchés avaient été aussi établis en avant de différents points de cette position. Aucune précaution enfin n'avait été négligée par Devins pour fermer aux Français les routes de Gênes et du Piémont. Ceux-ci, sans pain, sans souliers, dénués de tout, ne s'en montraient que plus impatients à franchir les obstacles au-delà desquels ils devaient trouver l'abondance. Ils demandaient le combat à grands cris.

Scherer, arrivant dans un pays qui lui était tout-à-fait inconnu, fut assez modeste pour se défier de lui-même, et rassemblant autour de lui les généraux qui avaient déjà combattu avec succès dans ces montagnes, offrit généreusement au plus digne de tous la direction des plans d'attaque. Masséna, que ses camarades proclamaient le plus habile, en fut donc chargé, et s'en occupa sur-le-champ.

Une reconnaissance générale de toutes les positions avancées de la ligne ennemie fut d'abord ordonnée. — Le général Charlet se présenta le 17 novembre devant Campo-di-Preti, à la tête d'une forte colonne. Les Austro-Sardes étaient loin de s'attendre à cette visite; ils furent culbutés, et leurs retranchements furent détruits. Le général français, sans rencontrer de nouveaux obstacles, parcourut ensuite tous les avant-postes, depuis Rocca-Barbena jusqu'à Tuirano, et revint avec trois pièces de canon et 500 prisonniers. Ce début était d'un heureux présage: d'autres circonstances vinrent encore accroître les espérances des Républicains; le frivole Argenteau, plus courtisan qu'homme de guerre, avait permis à la plupart de ses officiers d'aller s'amuser à Turin, ne concevant pas que les Français osassent tenter une bataille dans une saison si avancée, et avec de si faibles moyens de succès. D'un autre côté, Wallis, qui remplaçait Devins malade, ne croyait pas avoir à s'occuper de disposer son armée pour une bataille, et donnait les ordres nécessaires pour qu'elle s'établit en quartiers d'hiver.

Néanmoins, le premier plan d'attaque concerté entre Masséna et Scherer ne fut pas heureux; il s'agissait de tourner et de placer entre deux feux la droite des Austro-Sardes. Un brouillard épais et prolongé, une abondante chute de neiges, qui eut lieu tout à coup du côté d'Ormea, fermèrent brusquement pour quelques jours tous les sentiers des montagnes; il fut impossible d'y pénétrer. Le ciel s'éclaircit enfin, les neiges se fondirent, mais Scherer et Masséna venaient d'arrêter un autre plan d'attaque.

Il s'agissait d'opérer sur le centre de l'ennemi le mouvement qu'on avait d'abord voulu exécuter sur sa droite, de s'emparer des positions qui le couvraient à Banco, à Rocca-Barbena et à Bardinetto; de les dépasser, et d'en prendre d'autres aussitôt en arrière de sa ligne. Masséna, qui proposait ce plan hardi, se chargea de l'exécuter lui-même. Il fallut faire redescendre les troupes qu'on avait portées sur la gauche pour l'exécution du premier plan, mais afin de donner le change à l'ennemi et aux habitants sur cette marche rétrograde, on répandit le bruit que l'armée allait prendre ses cantonnements d'hiver, et des ordres furent donnés pour préparer des logements dans tous les villages voisins.

Parmi les privations qu'enduraient les Républicains, une des plus pénibles était le manque de chaussures au milieu de neiges, de glaces, sur des rochers couverts d'aspérités, et dans des chemins semés de cailloux tranchants. Leur industrie naturelle avait beaucoup à faire pour suppléer à cette privation : ils s'enveloppaient les pieds de linges, de bandages, de lanières tirées des sacs de peau, etc. Une circonstance inattendue exerça, au moment où les divisions allaient se mettre en marche pour la bataille, une influence salutaire sur l'armée: ce fut l'arrivée d'un brick qui, trompant la vigilance des croisières anglaises, lui apporta 100,000 rations de biscuit et 24,000 paires de souliers; tout le camp fut dans la joie. On en fit aussitôt la distribution : d'abord les faibles et les souffrants, puis ceux que quelque action d'éclat avait signalés; et combien restèrent nu-pieds malgré des droits incontestables à la faveur d'une chaussure! « Qu'importe, dit un vieux grenadier, nous n'en manquerons pas demain, l'ennemi sera chargé de la fourniture. »

On comptait former trois attaques, une fausse et deux sérieuses. Augereau commandait l'aile droite, avec laquelle il devait chercher à déborder la gauche de l'ennemi. Serrurier, avec l'aile gauche française, était chargé de tenir en échec les camps de San-Bernardo et de la Planetta, et de les empêcher par de feintes attaques de porter secours au centre de l'armée austro-sarde, sur lequel Masséna allait faire le principal effort.

[1] Ce général en chef, privé, par un abcès dans la bouche, de l'usage de la parole, avait depuis peu de jours remis le commandement *par intérim* à Wallis.

Ce général partit de Castel-Vecchio, le 22 novembre, à la nuit tombante, et à la tête de deux divisions. Il comptait par deux attaques simultanées, l'une sur la droite, l'autre sur la gauche du centre de l'ennemi, le séparer du corps qui se trouvait à Loano, puis, après l'avoir battu, le gagner de vitesse sur les positions de Melogno et de Settepani, par où Argenteau devait naturellement se retirer en cas d'échec.

L'attaque commença à la pointe du jour. Masséna avait fait une courte harangue à ses troupes pour leur dire que la victoire était dans leurs baïonnettes. Les généraux La Harpe et Charlet attaquèrent les troupes postées à Rocca-Barbena, et les culbutèrent sur tous les points pendant que Masséna s'emparait des positions de Malsabeno, et de Banco et poursuivait jusqu'à Bardinetto l'ennemi qui s'y était rallié.

A Bardinetto, les Autrichiens opposèrent une résistance désespérée, et paralysèrent long-temps les efforts des Français. Masséna s'indignant de la longueur d'une attaque sur la rapidité de laquelle reposait tout le succès de l'entreprise, fit approcher sa réserve, et le combat recommença avec une nouvelle fureur. Le brave Charlet, donnant l'exemple aux soldats, se précipita le premier dans les retranchements et y tomba frappé d'un coup mortel. Sa mort excita la rage des vieux soldats républicains, qui, les rangs serrés et la baïonnette en avant, se ruèrent en masse compacte sur leurs adversaires, que cette charge furieuse épouvanta enfin, et dont la déroute fut bientôt complète. Ils s'enfuirent en désordre vers Bagnasco, sur la rive gauche de la Bormida, où Argenteau chercha à les rallier.—Les hauteurs de Melogno avaient été occupées par le général Cervoni.

Pendant que l'armée ennemie était ainsi percée à son centre, Augereau attaquait avec succès son aile gauche, depuis Loano jusqu'aux hauteurs occupées par Argenteau. Neuf chaloupes canonnières embossées entre Borghetto et la Pietra, et armées de pièces de gros calibre, mitraillaient les troupes ennemies placées dans le voisinage de la mer. En même temps l'adjudant-général Rusca attaquait, à la tête de 1,700 hommes, les redoutes qui défendaient les approches de Loano. Les deux premières furent emportées d'emblée, et aussitôt le chef de brigade Suchet se dirigea avec 400 hommes sur le Monte-Calvo. Le troisième mamelon, dit le *Grand Castellaro*, défendu par le général milanais Roccavina avec 1,200 hommes et deux pièces de canon, opposa plus de résistance. Une première attaque des chasseurs français fut repoussée, bien qu'elle eût été appuyée par la brigade Victor. Augereau craignant de perdre un temps précieux, laissa sur sa droite le général Dommartin pour contenir l'ennemi devant Loano, chargea Victor d'investir le mamelon, et ordonna à Barnel, commandant la brigade de gauche, d'enlever le village de Tuirano, et de gagner, conjointement avec Rusca, les hauteurs de Monte-Carmelo. Cette attaque se fit avec vigueur: une partie des troupes qui défendaient Tuirano se réfugia vers la Chartreuse, comme dans un réduit de sûreté; l'autre se retira sur le Monte-Carmelo. Barnel, renversé d'un coup de feu à l'attaque du village, fut aussitôt remplacé par le chef de brigade Lannes, qui se mit à la tête de la colonne. Les Républicains, animés par son exemple, gravirent au pas de course la croupe où s'appuyait la droite de Wallis, et emportèrent successivement quatre batteries retranchées, dont les pièces furent aussitôt tournées contre les Autrichiens. Alors, jugeant que le moment était venu de se rabattre sur le Castellaro, Angereau somma Roccavina de mettre bas les armes. Celui-ci, témoin de l'échec des siens, consentit à quitter la redoute, à condition qu'on le laisserait se retirer avec armes et bagages sur le Carmelo. Sa demande fut repoussée. Il offrit alors d'abandonner son artillerie, mais en insistant pour avoir la liberté de se retirer. Augereau rejeta cette offre avec dédain, et lui donna dix minutes pour se rendre à discrétion. «Dix minutes, répondit ce brave «Milanais, il ne m'en faudra pas tant pour passer «par là.» Et il montra la brigade Victor déployée entre Castellaro et le Monte-Carmelo. On crut d'abord que c'était une bravade; mais Roccavina avait pris sa décision, et déterminé, s'il devait être vaincu, à succomber du moins avec gloire, il sortit de sa redoute, tomba en furieux sur les 117ᵉ et 118ᵉ demi-brigades, les culbuta, et, malgré le feu du reste de la brigade, parvint à effectuer sa retraite, au grand étonnement des Républicains, que sa vigueur et sa résolution généreuse pénétrèrent d'admiration.—A la vérité, cette retraite de Roccavina fut favorisée par des manœuvres de la cavalerie que Wallis fit sortir de Loano, et qui donnèrent un moment d'assez vives inquiétudes à Augereau.—Restait à prendre cette vieille Chartreuse, placée dans une gorge sur le flanc du mont Tuirano, et qui s'était tout à coup changée en une forteresse dont le feu portait le ravage dans les rangs des vainqueurs. 800 soldats autrichiens s'y trouvaient renfermés avec le général Thierny. Ils n'imitèrent pas le bel exemple que venait de leur donner Roccavina, et capitulèrent à la vue des préparatifs qu'on faisait pour les enlever d'assaut.

Les Austro-Sardes, honteux de leur défaite, s'étaient ralliés sur le mont Carmelo, pour disputer encore une fois la victoire à un ennemi dont ils connaissaient la faiblesse numérique, et qu'ils croyaient épuisé par dix heures non interrompues de combat. Scherer, devinant leurs projets, et résolu à ne pas leur laisser reprendre l'offensive sur un point si important, s'avança contre eux avec sa droite.—Pendant ce temps, le chef de bataillon Suchet, descendant des hauteurs presque inaccessibles du mont Calvo, dont il venait de s'emparer avec le plus grand courage, manœuvrait de manière à prendre à revers l'extrémité droite de leur aile gauche.—Cependant Scherer, incertain de ce qui s'était passé au centre, hésitait encore. Il craignait, dans le cas où Masséna ne serait pas assez avancé sur les derrières de l'ennemi, de tout compromettre en obligeant les Autrichiens à une trop prompte retraite; de même que, dans le cas contraire, il pouvait laisser échapper, par de trop longs tâtonnements, l'occasion de les vaincre. Un message de son lieutenant fit bientôt cesser ses perplexités: Masséna lui annonça que ses deux divisions étaient victorieuses d'Argenteau, qu'elles menaçaient déjà les hauteurs de l'Apennin et mar-

chaient pour se placer entre le Piémont et les alliés. Scherer, afin de seconder ces manœuvres, fit renforcer par trois bataillons Suchet, qui fut chargé d'envelopper la droite de l'aile gauche autrichienne, sur le front de laquelle il s'avança lui-même aussitôt avec le reste de la ligne. Mais tout à coup un brouillard humide, infect, accompagné de tourbillons de neige et de grêle, cacha la lumière du jour et mit fin à la poursuite. Les Républicains, impatients de combattre, attendirent en vain sous les armes qu'il se dissipât. Des rangs entiers furent renversés par les raffales de la tourmente, et l'on compta sur le champ de bataille des morts et des blessés que n'avait pas frappés la main des hommes. La nuit survint au milieu de ces ténèbres anticipées.

Les Autrichiens en avaient profité pour se replier sur Finale, abandonnant tentes, artillerie et caissons. Le lendemain, au point du jour, Augereau les poursuivit avec des troupes légères. Déjà même il avait atteint leur arrière-garde, quand l'apparition de Masséna vint accroître leur danger. Après avoir achevé la déroute du centre par la prise des postes et de San-Pietro-del-Monte, dont la perte laissait l'aile gauche à découvert, le général était arrivé sur les hauteurs de Gora et de San-Pantaleone, qui dominaient toute cette aile. L'orage l'y avait surpris; mais prévoyant que l'ennemi, s'il était réduit à s'enfuir, chercherait à gagner les défilés de Saint-Jacques, il avait marché malgré la tourmente, et il avait fait occuper ces défilés par quatre bataillons aux ordres de Joubert.

Tout se passa comme les deux généraux (Scherer et Masséna) l'avaient prévu. Pressés par derrière, sur leur front et sur leur flancs, les Autrichiens se débandèrent pour s'enfuir isolément par les sentiers des montagnes. Vado, où se dirigeait en désordre le gros de l'armée, et les hauteurs de Savone, ayant été occupés par 4,000 hommes, les débris des troupes battues à Loano s'enfuirent dans la vallée de la Bormida.

Suivant ses instructions, Serrurier, par de fausses attaques, s'était borné à contenir l'aile droite austro-sarde pendant les journées du 23 et du 24. Scherer le fit renforcer le 25, par 5,000 hommes, pour contraindre cette aile à suivre le mouvement rétrograde du reste de l'armée ennemie. Le général français exécuta dès-lors sur l'armée piémontaise une attaque plus impétueuse. Il la rejeta le 25 sur le Tanaro, s'empara le 26 d'Intrapa et de Garessio: débusqua l'ennemi, le 27, des hauteurs de Spinardo, et, après lui avoir enlevé toute son artillerie, le contraignit la nuit suivante de se réunir dans le camp retranché de Ceva, aux débris d'Argenteau.

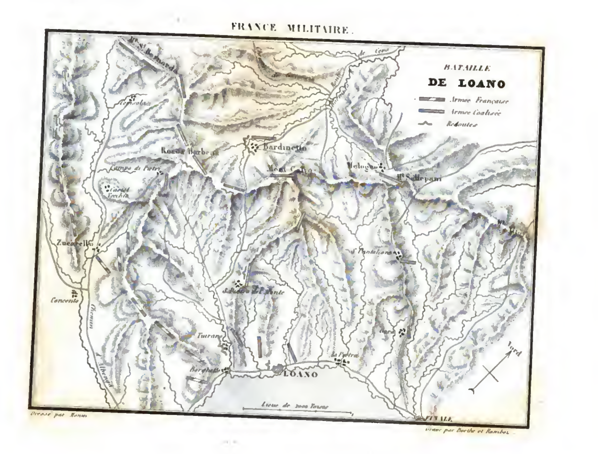
Telle fut cette bataille célèbre qui dura cinq jours. Les Coalisés laissèrent 4,000 morts, 5,000 prisonniers et presque toute leur artillerie sur le champ de bataille. Cette victoire, après laquelle l'armée prit ses quartiers d'hiver, livra aux Républicains tous les dépôts d'approvisionnements de guerre ou de bouche que les Austro-Sardes avaient rassemblés à grands frais à Finale, à Vado, à Loano, à Savone, etc. Elle rétablit leurs communications avec le littoral génois, et leur ouvrit les portes de la péninsule italique.

Le commandement de Scherer à l'armée d'Italie fut, pour sa gloire, trop rapproché de celui de Bonaparte. La victoire de Loano peut être placée au nombre des plus brillantes dont se glorifient les armées de la République. Elle est remarquable par le courage des soldats, et par l'habileté des manœuvres des généraux. Néanmoins, sans parler de quelques fautes de détail qu'on peut reprocher au général en chef, comme, par exemple, de s'être trop acharné sur la gauche des Autrichiens qui se trouvait inévitablement perdue sans coup férir, par suite de la manœuvre et des succès de Masséna, on doit reconnaître qu'il eut le tort grave de ne pas obtenir de son triomphe le résultat immense et facile qui pouvait en être la conséquence, si, au lieu de se borner à établir son armée sur la côte de Gênes, depuis Savone jusqu'à Voltri, il eût remis à une époque plus éloignée le soin de prendre ses quartiers d'hiver, et si, débouchant par la vallée du Tanaro, d'après l'impulsion donnée par Masséna, il eût entièrement séparé les deux armées ennemies, rejetant Colli sur Ceva et Wallis vers la mer. Ce dernier serait resté sans ressource, pourvu qu'on eût occupé les hauteurs des sources de la Bormida, et qu'on fût descendu par Zucarello sur Finale ou Noli. Scherer aurait eu la gloire de prendre l'armée autrichienne, et de forcer la cour de Turin à la paix, qu'elle désirait depuis long-temps, et qu'elle s'empressa de faire en 1796, dès que les premières victoires du général Bonaparte à Millesimo, à Dego et à Mondovi l'eurent débarrassée du secours onéreux de ses alliés autrichiens.

RÉSUMÉ CHRONOLOGIQUE.

1795.

12 MAI. Combat et prise du col de Monte.
21 JUIN Combat du col de Spinardo.
23 — Combat de Savone.
24 — Combat de Vado.
25 — Attaque générale de la ligne française par les austro-sardes.
2-5 JUILLET. Combats de San-Bernardo, de Viosena, du col de Terme.
11 — Combat du col de Tauée.
31 — Combat du mont Genèvre.
1er SEPTEMBRE. Combats de Cerisoles, Lantosca, Finestra, Saint-Barnouil, etc.
19 — Attaque du Petit-Gibraltar.
25 — Scherer arrive pour remplacer Kellerman.
— — Combat de Malchaussée.
14 OCTOBRE. Combat de la Novalaise.
— — Combats du col d'Argentera et de la vallée d'Houlx.
16 — Prise de Campo-di-Pretl.
23-27 — Bataille de Loano.


BATAILLE
DE LOANO
Armée Française
Armée Coalisée
Redoutes
Bardinetto
Rocca Barbena
Melogno
Zuccarello
Conscente
Chemin
d'Albenga
Toirano
Borghetto
LOANO
La Pietra
Finale
Nord
Lieue de 2000 Toises
Dressé par Monin
Gravé par Berthe et Rambos





La Vedette surprise.



Récréations Militaires.


Biblioteca Nazionale V.E. III - NAPOLI

FRANCE MILITAIRE.



Port Maurice



Oneille





Bataille de Loano

1796. — SITUATION DE L'EUROPE. — GOUVERNEMENT DIRECTORIAL.

ARMÉE DE SAMBRE-ET-MEUSE. — RETRAITE DES AUTRICHIENS DERRIÈRE LA NAAB.

SOMMAIRE.

L'Europe, la France et le Directoire.—Situation des armées du Rhin, françaises et autrichiennes.—Rupture de l'armistice.—Plan de campagne de Carnot.—Combat d'Altenkirchen.—Les Français passent le Rhin.—Retraite de Wurtemberg sur la Lahn.—Combat de Wetzlar.—Retour des Français sur la rive gauche.—Combat d'Ukerath.—Passage du Rhin à Kehl par l'armée de Rhin-et-Moselle.—Départ du prince Charles pour le Haut-Rhin.—L'armée de Sambre-et-Meuse repasse le Rhin à Neuwied.—Retraite des Impériaux.—Combat de Willersdorf.—Combat d'Offheim.—Prise de Runckel.—Passage de la Lahn.—Combat d'Ober-Merl.—Combat de Friedberg.—Prise de Francfort.—Dispositions de Jourdan après l'occupation de Francfort.—Réflexions.—Opérations du corps de Marceau.—Retraite de Wartensleben.—Marche des Français.—Prise de Wurtzbourg.—Jourdan malade est remplacé par Kléber.—Marche sur Bamberg.—Combat et prise de Bamberg.—Combat de Forcheim.—Jourdan reprend le commandement en chef.—Prise de Rothenburg.—Combat de Neukirchen.—Combat d'Augsberg.—Combat de Wolfering.—Retraite des Autrichiens derrière la Naab.

ARMÉE FRANÇAISE.

Général en chef. JOURDAN.
Chefs de corps d'armée. KLÉBER. MARCEAU. BERNADOTTE.

ARMÉE IMPÉRIALE.

Général en chef. Le prince CHARLES.
Chefs de corps d'armée. WARTENSLEBEN. KRAY. WURTEMBERG.

La Convention venait de léguer le pouvoir au Directoire. Ce gouvernement tout nouveau allait être mis en jeu au moment où la guerre allait elle-même prendre des formes toutes nouvelles. Peu de temps après leur installation, les directeurs purent entendre les salves d'artillerie qui célébraient la victoire de Loano. — Ce premier triomphe de l'armée d'Italie balançait pour le moment, auprès des puissances européennes, l'influence des succès de Clairfayt aux environs de Mayence.

L'Europe, la France et le Directoire. — Les gouvernements étrangers s'étaient déjà familiarisés avec l'existence de la République, qui venait de reculer ses frontières jusqu'au Rhin et aux Alpes, au moment où le célèbre Burke déclarait insolemment à la tribune britannique que la France ne présentait plus qu'un vide immense sur la carte de l'Europe. Cette République, qu'on affectait de mépriser, maîtresse des ressources de la Hollande, réconciliée avec la Prusse, prête à s'allier par un traité offensif et défensif avec l'Espagne, était réellement une ennemie redoutable. Les gouvernements qui continuaient à lui faire la guerre ne paraissaient pas éloignés d'accepter la paix.—La Diète ne voyait pas d'autre moyen de sauver le corps de l'Empire, la ligue et la neutralité des états du nord-ouest de l'Allemagne, menaçant déjà de dissoudre le lien fédéral qui retenait les contingents des Cercles Impériaux. — Toutes les petites puissances maritimes, en considérant la prospérité commerciale de la Suède et du Danemarck, voyaient et enviaient les heureuses conséquences d'une sage neutralité. — La Russie, qui s'appliquait à organiser ses provinces polonaises, et dont l'Impératrice, préoccupée d'une expédition sur les bords de la mer Caspienne, et de projets contre la Turquie, avait les yeux vers l'Orient, n'était pas décidée à prendre part à la guerre d'Allemagne. — Nous avons déjà fait connaître les dispositions secrètes du roi de Sardaigne, et la tiédeur guerrière des petits états de l'Italie. — Le sénat de Venise, renommé pour sa prudence et sa perspicacité politiques, affectait de se rapprocher de la République française, et allait retirer brutalement à Louis XVIII l'asile qu'il lui avait jusqu'alors accordé à Vérone.—Naples, au contraire, influencée par l'Angleterre, resserrait ses liens avec l'Autriche, et envoyait des troupes auxilisires à l'armée impériale réunie dans le Montferrat.— L'Autriche, énorgueillie des récents avantages de Clairfayt, n'avait pas oublié les velléités pacifiques que lui avait inspirées la réunion diplomatique de Bâle, mais elle paraissait décidée à attendre la détermination de l'Angleterre.—La République Batave était dans tous les embarras d'un enfantement politique, causés par la rédaction de la nouvelle constitution, où le parti unitaire et le parti fédératif cherchaient alternativement à faire dominer leurs principes. Travaillée par les factions, elle ne pouvait être ni une ennemie bien dangereuse, ni une alliée bien utile; elle allait d'ailleurs éprouver, par la perte de ses colonies, les conséquences de son défaut de résolution. — Les agens de l'Angleterre et de l'Autriche n'avaient négligé aucun moyen pour entraîner le cabinet de Berlin dans une voie plus convenable à leurs intérêts, et pour faire rompre le traité de Bâle. Mais Frédéric-Guillaume goûtait les bienfaits de la paix; ses finances se rétablissaient; il réglait le gouvernement des nouvelles provinces qui lui étaient échues par le partage de la Pologne; son armée, exercée chaque jour, réparait ses pertes et se rendait capable de pouvoir, au besoin, défendre la paix ou soutenir la guerre. L'association des États de l'Allemagne septentrionale, à la tête de laquelle il s'était placé, lui donnait une importance qu'il ne se souciait pas de perdre, en se mettant de nouveau aux gages de l'Angleterre.

On put croire ainsi, pendant quelque temps, que l'Europe touchait à une pacification générale: le roi Georges III, électeur du Hanovre, avait accédé, comme prince allemand, à la petite coalition formée par Frédéric, et il avait placé ses États du continent sous la protection de la ligne de neutralité prussienne. Dans le même temps, il disait au parlement, le 29 octobre, dans son discours d'ouverture : « Si cette crise se termine en France par un ordre de choses compatible avec la tranquillité des autres États, et qui puisse apporter un espoir raisonnable de sûreté et de durée pour les traités qui pourraient être conclus, l'apparence d'une disposition à traiter pour une paix géné-

rale ne manquera pas d'être saisie de ma part, avec le plus vif désir de lui donner un plein et prompt effet. »

Ces paroles étaient dignes et sages, mais elles ne s'accordaient malheureusement pas avec les vues secrètes du ministre qui dirigeait alors le gouvernement britannique. « Comprimer par des lois sévères les efforts du parti démocratique, augmenter les moyens d'action et d'influence de l'autorité, assurer la continuation du pouvoir aux familles aristocratiques, employer la supériorité maritime de la nation pour asseoir sur des bases inébranlables la puissance anglaise dans l'Inde, en détruisant l'empire de Mysore et du Nizam, que la France était alors dans l'impuissance de secourir; épier l'occasion de porter des coups décisifs à la marine et aux colonies espagnoles, afin de rendre nulle ou impuissante l'union de la République avec l'Espagne; profiter des embarras de la Hollande et du prétexte de son alliance avec la France, pour s'emparer de ses riches colonies à sucre et à épices», tels étaient les projets de Pitt. Peu scrupuleux sur les moyens, il ne négligeait aucune occasion d'en assurer le développement. Pour y atteindre, la continuation de la guerre continentale et une guerre maritime à outrance contre les colonies françaises, hollandaises et espagnoles lui étaient nécessaires. Mais, obligeant à continuer la guerre le peuple anglais, dont tous les vœux étaient pour la paix, Pitt chercha un moyen de rendre cette guerre populaire. Il voulut faire expliquer le gouvernement français sur les conditions d'une paix générale dont la première condition était l'abandon de la Belgique et de la Savoie, afin de rejeter ensuite sur la France tous les torts d'une prolongation d'hostilités odieuse. Il chargea donc l'envoyé anglais Wickam de faire à ce sujet des ouvertures à Barthélemy, qui se trouvait encore à Bale, au centre des communications diplomatiques, et paraissait destiné à devenir le pacificateur de l'Europe. Wickam demandait à connaître les bases sur lesquelles la République serait disposée à traiter et proposait la réunion d'un congrès européen où se régleraient les intérêts généraux de toutes les parties froissées par la guerre. C'était remettre en question ce qu'avaient déjà décidé la victoire de nos armées, et les traités de paix récemment conclus. La fierté du Directoire, enflée par les succès de Scherer, interrompit d'autant plus facilement la négociation, que le ministre anglais n'avait pas le dessein de la suivre sérieusement.

La guerre fut donc continuée.

Malheureusement le début du Directoire ne répondit pas à l'attente publique; il ne prit pas l'attitude qui convenait au pouvoir exécutif d'une des premières puissances de l'Europe; livré, par la nature même de sa composition [1], à différentes intrigues et au choc de rivalités honteuses excitées par des ambitions subalternes, il s'entoura d'hommes auxquels la nation et l'Europe n'accordaient pas une considération suffisante, et avec le respect des nationaux il perdit l'estime de l'étranger. On doit reconnaître aussi qu'il avait pris les rênes du gouvernement dans des circonstances éminemment critiques. Bien que l'autorité parût raffermie, les factions étaient encore trop ardentes pour qu'on pût imprimer une marche régulière à l'administration, depuis deux ans livrée au chaos. Toutes les institutions étaient à former. Pour ramener la tranquillité dans le pays, et l'élever promptement au degré de prospérité qu'il pouvait atteindre, ce n'était pas assez que la Convention eût tâché, par ses décrets, de donner au peuple des mœurs républicaines, il aurait encore fallu que les premiers magistrats de la République eussent eu ce zèle, ces lumières, cette probité et ce patriotisme qu'il est rare de trouver en ceux que les révolutions poussent à la tête des affaires.

La position intérieure du pays offrait d'ailleurs de grands embarras. Les finances étaient dans un état épouvantable. En se séparant, la Convention avait retiré au nouveau gouvernement les trois grandes ressources qui l'avaient principalement soutenue, les confiscations, le maximum et les réquisitions. Il ne restait que des biens nationaux gaspillés et sans valeur.

[1] *Les cinq premiers directeurs.* — La Reveillère-Lepeaux avait embrassé le parti de la révolution. A l'Assemblée constituante, il avait siégé au côté gauche, voté pour la cause populaire et émis des opinions monarchiques. — A la Convention, il se réunit aux Girondins et vota cependant la mort du Roi. Il ne cessa de s'opposer avec eux à la faction des Jacobins. Voyant les Girondins proscrits, le 2 juin 1793, il s'écria qu'il partagerait leur sort, et donna sa démission. Il fut décrété d'accusation et mis hors la loi. Il resta caché pendant la terreur et rentra dans la Convention après le 9 thermidor. Républicain zélé, il combattit également les factions anarchiste et royaliste, les révoltés du 1er prairial et ceux du 13 vendémiaire; il prit part aux travaux de différents comités, et fut un des onze rédacteurs de la Constitution. Il y avait un caractère moral dans sa conversation et ses discours. Il avait des goûts simples, des manières douces et l'air de la bonhomie. Étranger au monde, il vivait habituellement dans la retraite au sein de sa famille, et intimement lié avec les frères Thouin, il allait souvent au Jardin des Plantes se délasser de ses travaux législatifs par l'étude de la botanique. Mais La Reveillère-Lepeaux, pour me servir d'une expression vulgaire, ne payait pas de mine : il était contrefait, et en France, où les meilleures qualités ne tiennent pas contre un défaut physique qui prête au ridicule, le directeur, aux yeux de beaucoup de gens, ne paraissait pas heureusement placé dans une magistrature qui exigeait de la représentation.

« Rewbell, aussi membre de l'Assemblée constituante et de la Convention, y avait donné à la Révolution et à la République les mêmes garanties que La Reveillère. — Pendant le règne des Jacobins il eut l'art de ne point partager leurs excès et de ne pas se compromettre avec eux. Après le 9 thermidor, il fit aussi alternativement la guerre aux terroristes, aux royalistes et aux prêtres réfractaires. Il fut membre des comités de gouvernement, et il apporta dans le maniement des affaires une assurance que lui donnaient son savoir comme jurisconsulte, et son expérience comme législateur. Mais il était entêté, colère, emporté, et quelquefois, au lieu de raisons, il employait dans ses discussions des manières violentes qui s'accordaient mal avec la dignité dont il était revêtu. Il s'était élevé des nuages sur sa probité, dès le siége de Mayence, où il s'était trouvé comme représentant du peuple aux armées, et ces nuages ne s'étaient point tout-à-fait dissipés.

« Letourneur, officier du génie, s'était prononcé pour la révolution. Membre de l'Assemblée législative et de la Convention, il s'y était principalement occupé de travaux et de missions militaires, et n'avait pris que très peu de part aux dissensions et aux débats des factions et des partis. Dans le procès du roi, il avait voté comme la majorité. Des cinq directeurs, c'était celui qui paraissait avoir le moins de vues politiques et être le moins propre au gouvernement. C'était, du reste, un homme de mœurs douces, naturellement bon et honnête.

« Barras, Provençal, noble, officier, après avoir couru les aventures, devint un révolutionnaire exalté. Après le 10 août, juré de la haute-cour nationale, il fut élu à la Convention, fut un des coryphées de la Montagne, et se prononça fortement contre la Gironde au 31 mai. Représentant du peuple à l'armée employée contre Toulon, il suivit les opérations du siége, et quand cette ville fut réduite, il y exerça de terribles vengeances. A son retour dans la Convention, menacé par Robespierre, il fit, le 9 thermidor, cause commune avec ceux qui attaquèrent le tyran, et, nommé commandant général de la force armée, il marcha sur l'Hôtel-de-Ville et contribua beaucoup au sort

Cependant, pour faire face aux diverses dépenses des services publics, la tâche était immense. Les assignats n'avaient plus de valeur : dix mille francs représentaient à peine vingt francs en numéraire : on évaluait à près de cinquante milliards la somme mise en circulation, et la dépréciation de ce papier-monnaie rendait presque impossible de lui en substituer un autre [1]. Les impôts présentaient un arriéré de quinze cents millions en numéraire. Les services étaient compromis par l'embarras du trésor, autant que par les dilapidations. Les armées manquaient de tout; la cavalerie et l'artillerie n'avaient plus de chevaux, et l'infanterie, démoralisée, désertait par bandes pour regagner ses foyers.

« Arrêter ces désordres, faire rejoindre les réquisitionnaires, compléter les régiments des différentes armes, pourvoir tous les parcs, rétablir la marine, asseoir de nouveaux impôts et en assurer la perception, n'était pas chose facile avec une administration décriée, et d'autant plus à plaindre, qu'elle se trouvait dans la dure nécessité de lutter contre la moitié de la nation, et de réduire l'autre au désespoir. »

Dans une telle extrémité, et quoique présentant encore au-dehors une ligne de troupes que les Coalisés étaient habitués à respecter, la France aurait succombé, livrée à une administration intérieure harcelée et méprisée par les quatre partis qui divisaient alors le pays (royalistes purs, royalistes constitutionnels de 91, partisans de la Constitution de 95, qui s'intitulaient *Républicains*, et partisans de la Constitution de 93, que les *Républicains* nommaient *anarchistes*), et contre lesquels elle était impuissante. Il fallait des victoires pour conquérir la paix et contenir les factions; le salut de la République était dans ses armées, et ses armées la sauvèrent.

Situation des armées du Rhin, françaises et autrichiennes.—Rupture de l'armistice.—Après l'armistice conclu sur le Rhin, à la fin de l'année 1795, l'armée de Jourdan avait pris ses cantonnements dans le Hundsruck, et celle de Pichegru derrière la Queich. Il ne se passa rien d'important sur les rives du Rhin pendant les cinq mois que dura l'armistice. C'était l'époque où avaient lieu les premiers triomphes du général Bonaparte en Italie, sur lesquels nous reviendrons. — Afin de ne pas morceler ces mémorables campagnes, nous avons pris le parti de n'en présenter le récit qu'après avoir offert à nos lecteurs le tableau des campagnes des armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin.—Pendant la trêve Pichegru avait continué d'intriguer à Strasbourg avec les émissaires des princes émigrés, dont les imprudences faillirent faire tout découvrir. Mécontent d'eux et sans doute de lui-même, reconnaissant d'ailleurs l'impossibilité de rendre son armée complice d'une trahison, il voulut s'éloigner d'un voisinage dangereux pour lui; il offrit sa démission, qu'on accepta; Moreau fut nommé pour lui succéder.

C'eût été le moment que les Autrichiens auraient dû choisir pour dénoncer l'armistice. Ils laissaient accabler et combattre en Italie une armée de 50,000 hommes et ils avaient sur le Rhin 180,000 hommes inactifs. L'inconcevable lenteur du conseil aulique à prendre une décision permit aux généraux républicains d'améliorer la composition et la situation des deux armées françaises réunies sur le Rhin. La discipline, si relâchée sous Pichegru, fut rétablie; les soldats furent exercés et les cadres remplis avec exactitude. Malheureusement le désordre des finances empêcha de s'occuper du matériel de l'armée, des munitions et des subsistances, qui n'étaient guère dans un état moins déplorable qu'en 1795.

La force de l'armée de Wurmser sur le Haut-Rhin était, dans les derniers jours de mai, de 83,000 hommes, dont 22,000 cavaliers. L'aile gauche, aux ordres de Latour, s'appuyait à Huningue et s'étendait jusqu'à Philisbourg; le centre se prolongeait de Philisbourg à Manheim, où commençait l'aile droite, qui s'appuyait à Kaiseralautern. — L'armée du Rhin, sous le général Moreau, opposée à celle de Wurmser, comptait 71,000 fantassins et 6,500 cavaliers, y compris les garnisons. Le général Férino commandait l'aile droite, établie en ligne, d'Huningue à Herdt; le centre, aux ordres de Desaix, était posté entre Germersheim et Impflingen; l'aile gauche, sous Saint-Cyr, se prolongeait jusqu'à Hombourg.

L'archiduc Charles avait remplacé Clairfayt, disgracié par le conseil aulique à cause de l'armistice

de cette journée. Barras devint alors d'autant plus violent antagoniste des jacobins et des terroristes, qu'il avait été un de leurs plus ardents auxiliaires. Il en dénonça plusieurs; il fut à son tour dénoncé par eux pour des dilapidations et obligé de se justifier. Il fut l'un des promoteurs de la réaction et le chef de ces bandes de jeunes gens qui, à Paris, par suprême bon ton, attaquaient les institutions et les hommes de la révolution, et dans les départements égorgeaient sous prétexte de terrorisme. Dans les journées des 12 germinal et 1er prairial, il fut revêtu du commandement de la force armée pour réprimer les jacobins; il le fut encore dans celle du 13 vendémiaire pour combattre les royalistes. Alors il redonna une existence aux terroristes, qu'il avait persécutés, prétendit que la terreur n'avait été qu'un fantôme imaginé pour proscrire les patriotes, et essaya d'établir une terreur nouvelle, d'ajourner la Constitution et de continuer le gouvernement révolutionnaire. Barras n'avait ni principes fixes, ni vues législatives, ni habileté dans les affaires, ni aptitude à l'administration et au gouvernement. Mais dans les crises politiques, dans les troubles civils et dans les mouvements populaires, il avait quelquefois du coup d'œil et momentanément de la résolution et de l'audace. Il était plus fait pour les camps et la guerre que pour la tribune et le conseil. Ses mœurs étaient au moins très relâchées; il aimait le plaisir, la dépense, et sa fortune personnelle ne lui permettait pas de subvenir à ses goûts dispendieux.

« Carnot avait une réputation trop bien établie en France et en Europe pour qu'il soit besoin de rappeler les titres sur lesquels elle était fondée. Son caractère, son savoir, sa probité, la solidité de ses principes et la pureté de ses mœurs lui avaient acquis l'estime de tous les partis. On lui reprochait seulement d'avoir été membre du comité de salut public décemviral; mais il avait organisé les armées et dirigé la guerre de l'indépendance nationale, et la grandeur de ses services imposait silence à ses accusateurs.

« Tels étaient les cinq hommes auxquels fut confié le gouvernement de la République. Il n'y avait point entre eux cette homogénéité parfaite qui semblait nécessaire pour produire l'unité de vues et d'intentions; mais comme ils paraissaient irréconciliables avec la royauté et l'ancienne dynastie, on n'avait pas à craindre du moins qu'aucun d'entre eux trahît la République, et l'on pouvait espérer qu'ils la feraient triompher de ses ennemis intérieurs, beaucoup plus à craindre alors que les armées étrangères; car les rois qui faisaient encore la guerre à la France ne prétendaient plus lui imposer une forme de gouvernement; mais les royalistes et les jacobins, malgré leurs défaites, n'avaient point renoncé à renverser la constitution. »

(THIBAUDEAU. — *Mémoires.*)

[1] Lorsqu'on brisa à la place Vendôme, le 20 février 1796, les poinçons et les matrices qui avaient servi à la fabrication des assignats, leur fabrication s'était élevée successivement à 45,581,000,614 livres.

conclu avec Jourdan. — Son armée, qui comptait 21,500 cavaliers, s'élevait à 93,000 hommes. Le gros de ses forces (le centre et la gauche) campait en avant de Mayence et sur la Nahe; la gauche, aux ordres du duc de Wurtemberg, s'étendait sur la rive droite du Rhin entre la Lahn et la Sieg. — Le général Jourdan, opposé à l'archiduc, avait sous ses ordres 63,000 fantassins et 11,500 chevaux. Sa droite, formée par les divisions Marceau, Poncet et Bernadotte, gardait le Hundsruck et la rive gauche de la Nahe; le centre, vers Cologne, se composait des divisions Grenier, Championnet, de la réserve de cavalerie du général Bonnaud, et d'une brigade aux ordres du général Bonnard. Kléber, opposé au duc de Wurtemberg, avec les divisions Lefebvre et Collaud, commandait l'aile gauche à Dusseldorf. Beurnonville avait remplacé Moreau à l'armée du Nord, qui, forte d'environ 40,000 hommes, devait servir de réserve aux armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle.

Les succès de Bonaparte en Italie ayant enfin déterminé le conseil aulique à tenter une diversion sur le Rhin, les Impériaux devaient reprendre le 1er juin l'initiative des hostilités, quand Wurmser reçut l'ordre de partir de l'armée du Haut-Rhin avec une division de 25,000 hommes pour couvrir le Tyrol et sauver Mantoue. Le reste du corps de Wurmser passa sous les ordres de Latour, et l'archiduc, par suite de cette circonstance, prit le commandement général de toutes les troupes autrichiennes. Quoiqu'elles s'élevassent encore, après le départ de Wurmser, à 150,000 combattants, l'archiduc crut devoir se maintenir sur la défensive; mais les armées du Rhin, jalouses de rivaliser de gloire avec celle d'Italie, ne tardèrent pas à commencer elles-mêmes les hostilités.

Plan de campagne de Carnot. — Carnot avait repris la direction des affaires militaires. Son plan de campagne, basé sur les mêmes principes que ceux qui avaient déjà valu de si brillantes victoires à la République, avait expressément pour but de porter la guerre sur la rive droite du Rhin; tout engagement sérieux avec l'ennemi sur la rive gauche de ce fleuve avait été absolument défendu aux généraux Jourdan et Moreau. La jonction entre les deux armées étant assurée au moyen d'un corps de 25,000 hommes, placé sous les ordres de Marceau, en avant de Trèves, Jourdan, pour rappeler l'ennemi sur la rive droite du Rhin, et faciliter le passage de ce fleuve à l'armée de Moreau, devait le traverser lui-même avec le gros de ses troupes, à Dusseldorf. Si, pendant le passage de Jourdan, l'ennemi se portait sur les troupes de Marceau, restées dans le Hundsruck et près de Trèves, Moreau devait alors être prêt à attaquer les Autrichiens; puis dès que l'archiduc voyant ses communications menacées par Jourdan, reviendrait sur la rive droite, Marceau devait, ralliant ses troupes, filer derrière l'armée de Rhin-et-Moselle et aller tenter lui-même le passage du fleuve entre Huningue et Strasbourg. Afin d'assurer la réussite de ces mouvements, on devait répandre le bruit que l'armée de Moreau n'était pas destinée à agir offensivement, mais seulement chargée du soin de couvrir l'Alsace, ruse grossière et dont il était peu probable que le général autrichien fût la dupe. Ce plan, dont l'exécution fut long-temps retardée par l'état de délabrement de l'armée de Sambre-et-Meuse, présentait de grands inconvénients : il eût probablement échoué si on eût tenté de l'exécuter avant le départ des 25,000 hommes conduits par Wurmser en Italie. Son vice principal était de diviser tellement les forces de Jourdan, qu'il rendait improbable la réussite des opérations de ce général. En effet, il allait se trouver placé à cheval sur le fleuve, en face de forces supérieures contre lesquelles il ne pouvait espérer aucun secours, à cause de l'éloignement de l'armée de Rhin-et-Moselle et de la direction imprimée au corps de Marceau.

Combat d'Altenkirchen. — Jourdan était bien résolu à prendre l'initiative, et il pouvait d'autant plus compter sur un succès, que les Autrichiens, par suite de leur dessein de rester défensivement sur la rive gauche, laissaient des forces considérables paralysées entre Kreutznach et Mayence. — Kléber, conformément à ses instructions, réunit ses troupes dans la journée du 30 mai, et passa la Wipper vers le soir. Il campa le lendemain entre Pfortz et le château de Bensberg, le général Lefebvre guidant son avant-garde vers les montagnes. — Le 1er juin il était déjà sur la gauche de l'Agger, et s'avançait sur la Sieg. Lefebvre culbuta la première avant-garde autrichienne commandée par Kienmayer, et enleva le pont de Sieghurg. Ce succès fut d'autant plus facile, que les troupes du duc de Wurtemberg étaient disséminées et morcelées comme le sont habituellement les corps d'observation. Le gros des forces ennemies, dont plusieurs divisions avaient été détachées, campait à Krappach et à Altenkirchen. — Pendant que l'avant-garde ennemie se trouvait vigoureusement pressée de front par le général Lefebvre, Collaud, qui avait passé la Sieg vers Meindorf, tournait le flanc gauche des Autrichiens et les forçait de se rejeter sur Ukerath, où ils se rallièrent à une division que Wurtemberg amenait lui-même en toute hâte. Cette première journée coûta à l'ennemi 2,400 hommes dont 1,000 prisonniers.

Tous les préparatifs avaient été faits par Kléber pour forcer, dans la position d'Ukerath, les Autrichiens qu'il y croyait retranchés; mais ceux-ci s'étaient retirés sur Kroppach et Altenkirchen. Le général français y arriva le 3 juin. Il fit camper à Jungrath le gros de sa division et résolut d'attaquer le lendemain. Dès le point du jour les troupes se mirent en marche sur trois colonnes : le général Soult conduisait celle de gauche par Hilgerod sur Krappach; Lefebvre guidait celle du centre contre Altenkirchen; la troisième s'avançait sur Almershach; Collaud marchait en réserve derrière le centre. Ney, avec un fort détachement de troupes légères, devait tourner la gauche des Autrichiens et se jeter sur leurs communications.

Leur position, quoique très fortifiée, était trop étendue. La colonne Lefebvre franchit aisément les passages de Weyerbusch, qu'ils avaient négligé d'occuper, et se forma au pied des hauteurs d'Altenkirchen,

soutenue par la division Colland. — Pendant que Kléber répondait par une vive canonnade à l'artillerie autrichienne, la troisième colonne, qui s'était emparée de Schonberg et d'Almersbach, se portait sur le régiment des grenadiers de Jordis, formant la gauche de l'ennemi, et la cavalerie républicaine culbutait sur ce régiment quelques escadrons autrichiens au moment où l'infanterie le prenait en flanc. Il fut mis en désordre et voulut fuir; mais on le força à mettre bas les armes. Soult, qui s'était avancé sur Krappach, contenait la réserve de Wurtemberg. — Les Autrichiens, chassés de leurs positions, profitèrent de la nuit pour gagner Freilingen. — Lefebvre prit poste à Hachenburg. — Quinze cents prisonniers, douze pièces de canon et quatre drapeaux furent, pour les Français, le résultat de cette nouvelle affaire.

Les Français passent le Rhin. — Retraite de Wurtemberg sur la Lahn. — Cette première conquête d'un pays que la précaution des alliés avait couvert d'approvisionnements ne fit qu'enflammer l'ardeur des soldats républicains. Ney et Colland entrèrent le même jour, 4 juin, à Dierdorf. — Le général autrichien Finck avait ordre de se porter de Neuwied sur Montabauer. — Wurtemberg s'y dirigeait aussi pour n'être pas coupé par les Français; mais en arrivant, le 6, à Molzberg, il apprit que ceux-ci occupaient déjà Montabauer, et que Colland débouchait vers Walmerode: alors il se détermina, sans attendre Finck, à filer en toute hâte derrière la Lahn, près de Limburg. Finck avait pris la même direction. — Kléber poursuivit l'ennemi sur cette rivière, et le général Grenier, malgré la résistance des Impériaux, passa le Rhin pour le rejoindre aussitôt que Neuwied fut occupé par les Républicains.

Le résultat de ces mouvements sur la rive droite du Rhin fut tel qu'on s'y était attendu. — L'Archiduc, aussitôt après l'affaire de la Sieg, avait renforcé Wurtemberg de six bataillons; après l'échec d'Altenkirchen, il ordonna au général Werneck de partir pour Hombourg avec onze bataillons et vingt-deux escadrons, et lui-même, appelant à lui la division Hotze de l'armée de Wurmser, laissa sur la rive gauche, pour couvrir Mayence, 20,000 hommes aux ordres du général Mercantin, et marcha vers la Lahn, le 6 juin, avec le reste de son armée, forte de trente-deux bataillons et de quatre-vingts escadrons. Il passa le Rhin le 10, et n'arriva que le 11 à Wetzalr. — Jourdan avait redouté d'abord d'être attaqué sur la Nahe par toutes les forces de l'Archiduc, ce qui eût peut-être offert à ce dernier de bien plus grandes chances de succès; délivré de cette inquiétude, il fit suivre l'arrière-garde ennemie par un corps léger, et laissant Marceau, avec 20,000 hommes, en face du camp de Mercantin, il se mit en marche par sa gauche pour passer le Rhin à Neuwied et soutenir Kléber.

Combat de Wetzlar. — Jourdan établit le 12 juin son quartier général à Ober-Hadamar. Son armée se forma, le 13, en une seule ligne, derrière la Lahn. — La division Bernadotte s'appuyait au Rhin, depuis Nassau jusqu'à Lahnstein; Championnet occupait les hauteurs vers Dietz; la division Grenier campait sur l'Els, et Colland sur les hauteurs de Limburg. Bonnard bloquait Ehrenbreitstein; la division Lefebvre formait un crochet sur la gauche de Colland, défendue par le ravin de Steinbach, qui s'étendait le long de son front. La brigade Soult, campée près d'Herborn, et dont les flanqueurs s'avançaient jusqu'à Giesen, couvrait cette aile gauche; la cavalerie était en réserve derrière les divisions Lefebvre et Colaud.

Le général en chef de l'armée de Sambre-et-Meuse voulait forcer le passage aux environs de Limburg, pour attaquer Wartensleben qui avait remplacé Wurtemberg; mais au lieu de le faire, dès le 15, alors que toute la masse des forces que le prince Charles amenait sur la Lahn n'y était pas encore arrivée, il renvoya l'affaire au 17, pour attendre que la division Lefebvre pût occuper Wetzlar et couvrir la gauche sur laquelle semblaient particulièrement se diriger les colonnes ennemies. C'était en effet l'aile que l'Archiduc se proposait d'attaquer. — Le retard de Jourdan fut cause qu'il se laissa prévenir par son ennemi.

Les corps destinés par le prince Charles à cette attaque étaient: 1° celui de Hotze, de 6,500 hommes, dont les avant-postes étaient près de Weilburg; 2° celui de Kray, de 10,000 hommes, campés sur les hauteurs de Braunfels, avec des avant-postes près du pont de Lein, sur la Lahn; 3° la réserve et les grenadiers aux ordres de Werneck, campés derrière Wetzlar; 4° une division saxonne campée à Gros-Rechenbach. — Le général Gottesheim devait inquiéter les flancs de l'armée française avec 2,000 hommes de troupes légères; 30,000 hommes étaient en outre dispersés sur la Basse-Lahn, et ne devaient prendre qu'une part indirecte à l'attaque. Les forces ennemies formaient ainsi un total de 64,000 hommes; l'armée française en comprenait à peine 45,000.

La réserve autrichienne passa la Lahn à Wetzlar, le 15 juillet, et campa sur les hauteurs au-delà de cette rivière. Lefebvre, qui marchait sur cette ville, engagea d'abord le combat, qui ne devait avoir lieu que le lendemain. Instruit que les troupes légères de l'ennemi poussaient déjà de Werdorf sur Herborn, il divisa ses forces en deux colonnes: l'une courut au pont de Lein, l'autre sur Werdorf, à la rencontre de l'ennemi. Quoique bien inférieure en nombre, cette dernière, après trois assauts contre les grenadiers de Werneck, emporta l'abbaye d'Altenburg; celle de gauche s'empara aussi des hauteurs de la Chapelle-de-Dolheim. — Les Autrichiens se retirèrent derrière la Dill et dans Wetzlar

Il était quatre heures de l'après-midi, l'éloignement où Lefebvre était de l'armée française lui fit perdre les fruits de ce succès. L'archiduc envoya les Saxons au secours de Werneck, en ordonnant à ce général de s'emparer des hauteurs et du bois d'Altenstetten, où Lefebvre avait posté sa gauche. — Ce point important attaqué de front et sur les flancs, fut pris par l'ennemi malgré une vive défense. — Les Français s'établirent en arrière sur les hauteurs de Bergbausen. — Cependant le lieutenant général Lindt avait aussi passé la Lahn et s'était formé en avant de Wetzlar. — Vivement attaqués

dans leur nouvelle position, les Français en furent débusqués et y perdirent sept canons. Cette affaire mit fin au combat à leur gauche; ils se maintenaient encore à la droite dans le village d'Altenburg, l'ennemi parvint à les en repousser, et Lefebvre, à la faveur de la nuit, revint dans sa première position derrière le ravin de Tielfenbach.

Werneck marcha le 16 sur Greiffenstein pour s'y lier à la colonne de Kray. Hotze vint le même jour appuyer sa droite à Mehrenberg, et Wartensleben, avec l'aile gauche, s'avança sans obstacle par Limburg sur Ober-Hadamar, les Français étant en pleine retraite.

Retour des Français sur la rive gauche. — Après ce combat, Jourdan se trouvait dans une position fâcheuse, par suite de la direction de sa ligne de bataille, perpendiculaire au Rhin; car l'ennemi se portant en masse sur l'extrémité opposée au fleuve, pouvait accabler une de ses ailes; et s'il exécutait un changement de front parallèle au cours du Rhin, il courait le risque d'y être précipité. Deux partis lui restaient: la retraite ou une bataille. La supériorité des forces de l'ennemi rendait le dernier trop hasardeux; il se décida d'autant plus aisément pour le premier, que le but de sa marche sur la Lahn avait été rempli, puisqu'il avait attiré de ce côté le gros des forces autrichiennes. L'armée, sans avoir perdu un seul homme, rentra dans Neuwied et repassa le Rhin.

Combat d'Ukerath.—Pendant cette retraite, Kléber, avec trois divisions, se dirigeait sur Dusseldorf par Altenkirchen. Il s'arrêta dans la forte position d'Ukerath, paraissant, contre la volonté même de Jourdan, vouloir se maintenir sur la Sieg et ne pas pousser jusqu'à Dusseldorf le mouvement de l'aile gauche. Le général Kray attaqua le 19 au matin ses avant-postes et les repoussa jusqu'à la position principale. Kléber fit avancer en ligne son artillerie, pendant qu'il formait son corps de bataille. Il ordonna au général Leval de se porter sur-le-champ sur le flanc droit du général Kray, que les brigades Lorges et Bastoul furent chargées d'attaquer par sa gauche. Kléber se réserva la direction de la colonne du centre. Le général Colland, avec une partie de sa division, resta en réserve pour soutenir, suivant l'occasion, l'attaque de front ou celle des deux autres colonnes. La cavalerie était commandée par l'adjudant général Ney et par le général Richepanse. La première attaque opérée par le centre fut heureuse; l'artillerie française avait fait taire celle de l'ennemi; Ney et Richepanse culbutèrent les escadrons autrichiens. Les positions centrales de l'ennemi, ainsi que le village de Kirchrup, furent emportés malgré sa vigoureuse résistance.

L'ennemi se retrancha sur les hauteurs en arrière du village et parvint à s'y maintenir contre l'impétuosité de Kléber, qui tenta vainement de les gravir sous un feu violent d'artillerie. Bientôt même la cavalerie de Kray força celle des Français à la retraite. D'un autre côté, la marche des généraux Lorges et Bastoul éprouvait dans les bois d'insurmontables obstacles. Ces diverses circonstances permirent au général Kray de reprendre l'offensive. Le centre des Français fut attaqué à la baïonnette par quatre bataillons de grenadiers aux ordres du général Millius: un combat opiniâtre s'engagea; la mêlée devint horrible; mais les Républicains, après avoir perdu un drapeau, furent contraints de céder. Pendant ce temps la cavalerie autrichienne repoussait les escadrons de Richepanse. Kléber se vit contraint d'ordonner la retraite. Il regagna ses premières positions, où l'infanterie française se soutint encore intrépidement jusqu'à la nuit, dont elle profita pour se retrancher derrière la Sieg.

Le combat fut meurtrier et soutenu, mais l'Archiduc était resté pendant l'affaire vers Altenkirchen; Kléber n'eut à combattre réellement que la division Kray, quoi qu'aient prétendu quelques écrivains qui désignent cette journée sous le nom de bataille d'Ukerath, croyant mal à propos que Kléber y soutint le choc de toute l'armée autrichienne.

Après le combat les Républicains effectuèrent leur retraite jusqu'au bord du Rhin. La division Bonnard repassa sur la rive gauche à Bonn et à Cologne; celles de Lefebvre et de Colland se retirèrent derrière la Wipper, dans la forte position de Benrad et d'Obladen, décidées à faire tous leurs efforts pour se maintenir sur ce point important de la rive droite, et pour couvrir en même temps le camp retranché établi à Dusseldorf.

Passage du Rhin à Kehl par l'armée de Rhin-et-Moselle. — Départ du prince Charles pour le Haut-Rhin. — Les premières opérations de l'armée de Sambre-et-Meuse eurent pour résultat (comme on le verra bientôt) de favoriser le passage du Rhin à l'armée de Rhin-et-Moselle. Moreau franchit le fleuve à Kehl. Son mouvement menaçait la ligne du Danube. Le prince Charles partit aussitôt pour s'y opposer. Il emmenait avec lui 25,000 hommes, laissait Mayence avec une forte garnison, et le général Wartensleben à la tête de 28,000 fantassins et de 10,000 cavaliers, chargés de couvrir le Mayn. — Ce corps d'armée était posté de la manière suivante: 14,000 hommes formant le corps de bataille, campaient à Neukirch, derrière la Nister, à la jonction des routes de Siegberg, Siegen, Limburg et Wetzlar; une avant-garde de 8,000 hommes, dont 3,000 cavaliers, occupait les montagnes de Kaltein-Eiche, Deken, Hausen, Hassel et Erpel; entre Labnstein et Erlich se trouvaient 7,000 hommes d'infanterie et 1,500 chevaux. Neuwied était surveillé par le gros de ce corps, placé sous les ordres du général Finck; Idstein, enfin, était occupé par la réserve de grenadiers et de grosse cavalerie, composée de 4,000 fantassins et 3,200 cavaliers. La distance qui séparait toutes ces positions décousues ne permettait pas aux différents corps chargés de les défendre de s'appuyer mutuellement. L'armée impériale avait toutefois sur les armées républicaines l'avantage d'être sous le commandement d'un chef unique, muni d'un pouvoir presque discrétionnaire, tandis que les deux généraux français, Moreau et Jourdan, ne pouvaient, d'aucune manière, concerter leurs opérations, et, pour n'être pas responsables des incidents malheureux, devaient se confor-

mer rigoureusement à des instructions venues de Paris. — Ainsi Jourdan avait ordre de s'éloigner le plus possible des bords du Rhin, de remonter la Haute-Lahn, puis de s'avancer sur la Kintz, le Haut-Mayn et enfin sur la Rednitz. On lui avait prescrit de s'efforcer de déborder toujours la droite de l'ennemi, de lui livrer bataille pour la rejeter en Bohême ou sur Ratisbonne, et de la suivre partout afin de rendre impossible sa réunion avec les troupes de l'Archiduc. Le résultat le plus probable de ces instructions devait être un effet diamétralement opposé à celui qu'on en attendait. En imprimant ainsi aux deux armées françaises une marche excentrique, on rejetait nécessairement l'un sur l'autre les deux corps autrichiens qu'on se proposait d'isoler.

L'armée de Sambre-et-Meuse repasse le Rhin à Neuwied. — C'était vers Neuwied que Jourdan, voulant profiter de l'absence de l'Archiduc, s'était résolu à repasser le Rhin. Kléber, avec l'aile gauche, partit de Dusseldorf le 27 juin pour faciliter cette opération. Pendant qu'il se dirigeait sur la Sieg, afin d'attirer de ce côté l'attention des ennemis, la division Grenier passait le fleuve à Cologne, pour se réunir à lui. Quelques détachements de cavalerie légère autrichienne observaient seuls la Sieg; cette rivière fut aisément franchie le 30 par les trois divisions de l'aile gauche; elles se postèrent ensuite, la droite au village de Plées et la gauche aux montagnes. Bonnard vint les rejoindre avec la réserve.

Toutes les troupes se rapprochèrent en silence dans la nuit du 2 juillet, des deux points indiqués pour le passage, où avaient été rassemblées d'avance toutes les barques qu'on avait pu découvrir. 5,000 hommes du corps de Finck étaient les seuls dont on pût craindre quelque résistance. Les grenadiers de la division Championnet s'embarquèrent derrière l'île de Weisenthurm, et, sous le commandement du général Damas, abordèrent à Neuwied; la division Bernadotte franchit le fleuve et prit terre près de Bendorf. Vingt-quatre pièces de canon en batterie sur la rive gauche firent aisément taire le feu de l'artillerie autrichienne. Le chef de bataillon Chaucbard s'empara de Neuwied au pas de charge. Les grenadiers de la division Bernadotte enlevèrent aussi le village de Bendorf. Tous les postes ennemis furent repoussés. Damas, avec un renfort de quelques cavaliers et de deux pièces de canon, s'empara d'Hettesdorf et de tous les villages le long de la Wietbach. Les Autrichiens firent partir leurs équipages par la route de Dierdorf et rassemblèrent en hâte deux bataillons pour opposer à Bernadotte. Bendorf, réattaqué par eux avec fureur, fut vigoureusement défendu et resta au pouvoir des Républicains; bientôt un nouveau combat s'engagea sur les hauteurs en arrière de ce village, avec les troupes du prince de Darmstadt, dont cette position interceptait la retraite. Les Républicains en furent repoussés, et les Impériaux étaient maîtres des hauteurs, tandis que le village restait encore aux Français; ceux-ci se répandirent à l'entour en tirailleurs; leur petit nombre ne leur permettait pas de tenter autre chose: mais leur courage leur suffit pour se maintenir dans un poste nécessaire à la protection d'un pont de bateaux auquel on travaillait dès le point du jour et qui fut terminé le 3 juillet à dix heures. Aussitôt l'artillerie légère et la cavalerie du général Championnet se portèrent rapidement sur la Saynbach, au secours des grenadiers de Bernadotte. L'arrivée de cette colonne détermina la retraite de l'ennemi, qui se replia sur Montabauer, après une perte de 300 hommes et deux pièces de canon. Tandis que le passage de l'armée continuait, la division Bernadotte fut établie sur les hauteurs d'Hilscheid, et celle de Championnet vers Dierdorf; le général Poncet resta en deuxième ligne sur la Saynbach; l'aile gauche prit position en avant d'Ukerath. Pour tourner la ligne ennemie entre la Sieg et la Lahn, Kléber avait dirigé la division Lefebvre sur Siegen. Le 4 juillet toute l'armée française opéra sa réunion; mais avant de marcher en avant, elle s'arrêta pendant deux jours pour attendre des vivres.

Retraite des Impériaux.—Combat de Willersdorf. — De son côté et quoique ayant reçu la nouvelle du passage du Rhin par les Français, Wartensleben était encore resté deux jours dans son camp de Neukirch, et Werneck, ayant rallié le corps de Finck, s'était retiré sur la Lahn avec 14,000 hommes. Il eût été possible, en poussant vivement l'un de ces corps dès le 5 juillet au matin, de les isoler totalement et de rendre leur réunion impossible pour le reste de la campagne; mais Jourdan, sans doute mal informé des positions décousues de l'ennemi, ne profita pas de la supériorité de ses forces pour frapper un coup décisif. Mieux instruit le 6 de la position de Wartensleben, entre Neukirch et Dillenburg, il fit marcher l'armée par sa gauche; mais cette marche trop tardive resta sans résultat. — La position de Lefebvre, dans les montagnes de Kaltein-Eiche, était inconnue du reste de l'armée, dont il était séparé par des montagnes et par des bois presque impraticables. — Ce général avait attaqué le 4 juillet, vers Willersdorff, les Impériaux aux ordres de Kray, et les avait rejetés avec perte sur Allendorf. Cet échec, joint à la nouvelle de l'arrivée des Français, fit craindre à Colloredo (qui remplaçait momentanément Wartensleben) d'être enveloppé et le décida à opérer un mouvement rétrograde. Il partit le 5 sur deux colonnes: la première se dirigeant à gauche sur Wetzlar par Herborn, l'autre sur Lein par Greiffenstein. Kray gagna Giesen par Dillenburg. Les Impériaux rejoignirent ainsi la ligne de la Lahn, où ils s'établirent le 6 juillet.

Combat d'Offheim.—Prise de Runckel. — Kléber, pour opérer sa jonction avec Lefebvre, posta les divisions Collaud et Bonnard, la droite près du village de Dierdorf, et la gauche un peu en arrière d'Herborn. L'aile droite fut mise, le lendemain 7, en mouvement. Le blocus d'Ehrenbreitstein et la garde de la tête de pont de Neuwied furent confiés à six bataillons aux ordres de Poncet. Le reste de la division de ce général devait s'avancer sur la Lahn pour en garder la droite depuis Dietz jusqu'à son embouchure. Bernadotte s'a-

vançant sur Limburg par les deux rives de l'Elz pour en couvrir le débouché et faire observer celui de Dietz. Ce général rencontra sur les hauteurs d'Offheim un gros corps de la réserve de Werneck, qui cherchait à inquiéter la queue de la division Championnet. Un rude combat s'engagea aussitôt, et les grenadiers républicains eurent l'avantage. L'occupation de toute la partie de Limburg située sur la rive droite de la Lahn fut le résultat de cet engagement. Pendant ce temps le général Damas emportait le pont et la ville de Runckel; Grenier marchait sur Mehrenberg et portait son avant-garde sur Weilburg; Kléber poussait des troupes légères au-delà de la Lahn, et Lefebvre s'avançait sur la gauche de la Dill, pour être en mesure de se porter sur Giesen.

Passage de la Lahn. — La prise de Runckel avait tellement effrayé les Impériaux, que Werneck se croyant sur le point d'être tourné, s'était hâté de décamper avec toutes ses forces pour se replier sur Nauheim. Les divers détachements postés dans les lieux voisins, Giesen, Lein, Wetzlar, etc., l'imitèrent. L'arrière-garde, forte de 8,000 hommes et de 4,800 chevaux, aux ordres du général Kray, se retira sur Pollgauz, où elle se réunit aux troupes venant de Lein.

Le général de l'armée de Sambre-et-Meuse, qui voulait déboucher par les montagnes sur le Mayn, s'avançait sur un front aussi étendu que celui de l'ennemi, lorsqu'il eût pu obtenir un succès décisif en poussant des masses sur le centre ou sur la droite, qu'il eût aisément écrasée. — Trois corps principaux formaient alors l'armée: la droite, aux ordres de Marceau, observait Mayence sur la rive gauche du Rhin; la gauche, commandée par Kléber, devait marcher sur Francfort, et Jourdan se proposait de déboucher, avec le centre, dans les plaines du Mayn, depuis la Nidda jusqu'à Cassel. — La retraite de Werneck sur Esch le décida, le 9 juillet, à mettre toute l'armée française en mouvement pour franchir la Lahn. La droite du centre, renforcée, et commandée par Bernadotte, passa par Nassau et Limburg, et se dirigea sur Wisbaden. Un engagement eut lieu près le village d'Esch entre Championnet et la cavalerie de Werneck. Les Autrichiens furent culbutés et Werneck se retira en arrière du fort de Kœnigstein. Grenier marcha sur Grafen-Wiesbach, et le même jour les troupes de Kléber passèrent la Lahn près de Lein, de Giesen et de Wetzlar, en trois colonnes aux ordres de Bonnard, de Lefebvre et de Collaud.

Combat d'Ober-Merl. — La cavalerie de la division Kray campait dans la plaine de Nieder-Merl; elle fut abordée par l'avant-garde de Collaud, que commandait l'adjudant général Ney. Ce dernier engagea le combat; mais afin de ne pas être écrasé par les masses de cavalerie ennemie, il attaqua les hauteurs avec la 20e légère, et s'en empara. Kléber lui ordonna de s'y arrêter et fit prendre poste en avant d'Ober-Merl au général Collaud. Il venait de recevoir l'avis qu'il allait être attaqué par les Impériaux. Ceux-ci s'avancèrent en effet contre les Républicains; la lutte fut longue et opiniâtre; le village d'Ober-Merl fut pris et repris plusieurs fois: il finit par rester aux troupes de Collaud. Kray se retira à Nieder-Merl, et Wartensleben continua sa retraite sur Wilstadt et Rosbach.

Combat de Friedberg. — Le gros des forces autrichiennes semblait vouloir tenir ferme dans la position de Friedberg. Kléber résolut de les y attaquer. Les divisions Collaud et Bonnard eurent ordre de se porter sur Nieder-Weisel et Butzbach, afin de soutenir l'avant-garde chargée d'engager le combat de front. Lefebvre, qui marchait sur la gauche de la Welter, devait passer cette rivière à Bauernheim et Offenheim pour tourner la droite de l'ennemi. Wartensleben s'était mis lui-même en marche pour attaquer Kléber; mais informé de la marche de Lefebvre, il arrêta son mouvement, porta ses forces par la droite à Offenheim, afin d'en disputer le débouché à ce général. Les positions d'Ockstadt et de Friedberg étaient attaquées pendant ce temps par Ney; tandis que Bonnard débouchait sur la droite vers Rosbach. Après un combat aussi vif que meurtrier, les Autrichiens se retirèrent et abandonnèrent Friedberg aux Républicains. L'action aurait eu les plus grands résultats si la division Grenier et la réserve de cavalerie eussent pu y prendre part. Lefebvre cependant avait de son côté gagné l'ennemi sur son flanc droit; cette circonstance détermina la retraite précipitée de l'infanterie autrichienne, qui eût été entièrement défaite sans le secours que lui prêta la nombreuse cavalerie réunie sur ce point. La perte des Français fut de 500 hommes tués ou blessés. Celle de l'ennemi dépassa le nombre de 1,200; on lui prit en outre 500 prisonniers, trois canons et un drapeau. Le manque de vivres obligea les Républicains de séjourner, le 11, dans leurs positions. — Wartensleben profita de leur inaction forcée pour se retirer derrière la Nidda et de là sur la rive gauche du Mayn, vers Offenbach, après avoir laissé une forte garnison dans Francfort. — Championnet fut chargé de l'investissement de Kœnigstein, petite place que le général Meunier avait défendue d'une manière si brillante au commencement de la guerre de la révolution.

Prise de Francfort. — Le 12 au matin, Kléber poussa des postes sur la Nidda, dont tous les ponts étaient rompus; cette rivière n'étant pas guéable il fallut les rétablir, travail auquel la fuite des paysans obligea d'employer les soldats. Kléber se présenta ensuite devant Francfort, et le reste de l'armée s'étendit le long du Mayn, le centre à Hoechst, Bernadotte vers Wisbaden.

Jourdan ignorant ce qui se passait à l'armée de Rhin-et-Moselle, se décida à occuper Francfort, dont les remparts, entourés de fossés pleins d'eau, étaient garnis d'une artillerie nombreuse. — Kléber ayant disposé convenablement ses batteries, un feu des plus vifs commença de part et d'autre; mais l'artillerie républicaine prit le dessus; la ville d'abord sommée inutilement, fut soumise à un bombardement de deux

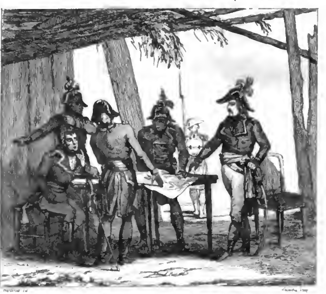
Passage du Rhin à Neuwied.





Milices Bourgeoises Autrichiennes

Soldat *Officier.*



Conseil de Guerre

Bords du Rhin. - Cologne.


Andernach.


Bords du Rhin. Clochers jumeaux de Boppart

jours qui incendia deux cents maisons et détermina le gouverneur à capituler. Les Français entrèrent à Francfort le 16 au matin, pendant que les Autrichiens en sortaient par la porte de Saxen-Hausen.

Dispositions de Jourdan après l'occupation de Francfort. — Réflexions. — Le temps employé à réduire Francfort dont l'évacuation eût sans doute été aussi certaine si Jourdan, en rassemblant à Hanau 50,000 hommes, eût menacé les communications de l'ennemi) permit à Wartensleben de s'établir fortement dans la position d'Aschaffenburg et dans celle de Seligenstadt, qui assurait ses communications avec Wurtzbourg. Après avoir laissé à ses troupes, harassées et disséminées, le temps de se reposer, Jourdan se décida à poursuivre l'ennemi et à manœuvrer pour se réunir à Moreau.

Le sol de la République cessait ainsi encore une fois d'être foulé par l'ennemi, et Wartensleben opérait devant l'armée de Sambre-et-Meuse une retraite subordonnée à la rapidité de la marche de cette dernière. Le général en chef républicain devait, avant de pénétrer en Allemagne, d'après les instructions du Directoire, laisser sur ses derrières assez de troupes pour assurer ses communications. Ce corps d'observation, dont le commandement fut remis à Marceau, forma un total d'environ 30,000 hommes, partagés en quatre divisions aux ordres des généraux Hardy, Dauriez, Poncet et Bonnard. Il était chargé, outre le soin de faire rentrer les contributions et d'escorter les convois, etc., de compléter l'investissement de Mayence sur les deux rives du Rhin, de garder Francfort et de bloquer Ehrenbreitstein et Kœnigstein.

L'armée de Sambre-et-Meuse, au moment de poursuivre l'ennemi, se trouvait ainsi réduite à 46,000 hommes formant six divisions, aux ordres des généraux Kléber, Lefebvre, Bernadotte, Championnet, Grenier et Collaud. Si Jourdan n'avait pas pu mettre l'ennemi hors d'état de tenir la campagne, pendant qu'il avait des forces suffisantes pour l'écraser, surtout dans un pays montueux et boisé comme la Vétéravie, il ne pouvait guère espérer d'y parvenir dans les plaines de Wurtzbourg, si favorables aux manœuvres de la nombreuse cavalerie ennemie.

Les instructions du Directoire doivent être regardées comme la principale cause des désastres qui signalèrent la fin de la campagne. — Jourdan, pour suivre directement l'ennemi par la grande route de Wurtzbourg, aurait dû traverser deux fois le Mayn à cause des sinuosités de cette rivière, et s'enfoncer dans la grande forêt de Spessart. Autrement il fallait manœuvrer par la droite ou par la gauche. La première de ces directions conduisant à Rothenbourg par Mergentheim, offrait la voie la plus courte pour se réunir à Moreau et pour séparer Wartensleben du prince Charles, alors vers Canstadt sur le Necker. Mais fidèle au système de déborder à la fois les deux ailes de l'ennemi, le Directoire prescrivit à Jourdan de s'avancer par la rive gauche du Mayn pour se tenir toujours à hauteur du flanc droit de l'ennemi. Cette marche, divergente avec celle de l'armée de Rhin-et-Moselle, forçait en quelque sorte les Autrichiens à se retirer concentriquement sur le Danube, dont au contraire il eût fallu les séparer.

Opérations du corps de Marceau.—Avant de poursuivre le récit des progrès de l'armée de Sambre-et-Meuse et de la retraite de Wartensleben, nous esquisserons rapidement les principaux mouvements du corps de Marceau autour de Mayence et sur les divers points qu'il occupait.

L'étendue de terrain qu'il avait à défendre avait fait juger convenable de fortifier les endroits faibles par des travaux de campagne. Deux ponts de bateaux avaient été jetés, l'un sur le Mayn, près de Russelsheim, l'autre sur le Rhin, près de Winkel. — Le fort de Kœnigstein, privé d'eau, capitula le 26 juillet. — Le 29 7 à 8,000 hommes sortis de Mayence à la faveur d'un brouillard, obligèrent d'abord les avant-postes français à se replier, mais ils furent presque aussitôt repoussés. Une colonne de 3,000 hommes avait chassé les troupes qui gardaient les bois au-dessus de Winterbeim; l'adjudant général Bonnamy reprit ce poste, et sous la protection de deux batteries de douze pièces de canon placées sur la chaussée de Hans et à Hechtsheim, obligea l'ennemi à battre en retraite.

Le fort d'Ehrenbreitstein avait été inutilement sommé à plusieurs reprises, et le siége en était encore peu avancé, quand peu de temps après l'armée de Sambre-et-Meuse rétrogradant sur le Rhin, la direction en fut donnée au général Beurnonville, qui le continua avec des troupes tirées de l'armée du Nord.

Retraite de Wartensleben. — Marche des Français. — Il est temps de revenir aux opérations de Jourdan. Le général autrichien Wartensleben, profitant d'un armistice de courte durée accordé par la capitulation de Francfort, commença paisiblement, le 15 juillet, sa retraite sur Wurtzbourg. Il traversa le 17 la forêt de Spessart, arriva le 18 à Wurtzbourg, s'établit le 19 sur le Galgenberg en avant de la citadelle, passa le Mayn le jour suivant, 20 juillet, sur le pont de Wurtzbourg, et opéra sa jonction au camp de Kurnach avec une forte colonne qui y arrivait du Haut-Rhin par Westheim et Bischofsheim. — 42,000 hommes se trouvaient ainsi réunis autour de Wurtzbourg. — Bernadotte avait suivi le mouvement de l'ennemi dans la forêt de Spessart. Le centre et la gauche des Français se dirigèrent sur Gmunden et Schweinfurt; mais Wartensleben quitta Kurnach le 24 juillet, et se replia sur Zeil.—Tous ces mouvements donnèrent lieu à diverses affaires d'arrière-garde, où on fit preuve d'une égale bravoure des deux côtés.

Prise de Wurtzbourg. — Quelques détachements des divisions Collaud et Championnet, commandés par les adjudants généraux Klein et Ney, s'approchèrent le 24 de Wurtzbourg et sommèrent cette place d'ouvrir ses portes aux troupes républicaines. Dominée de divers côtés, elle n'était pas tenable, quoiqu'elle eût une enceinte bastionnée. La citadelle seule, à peine accessible sur le front de Hexenbruch, domine elle-

même tous les environs, et pouvait être vigoureusement défendue si elle eût été mise en état; mais elle était seulement occupée par quelques troupes de la garde du Prince-Évêque. Le commandant de Wurtzbourg et celui de la citadelle capitulèrent sans difficulté. Cette double occupation valut aux Français deux cents pièces de canon, et une place de dépôt fort importante. — La capitulation prouva que les troupes de la République étaient disposées à respecter les coutumes et les préjugés des pays où le basard des combats pouvait les conduire. D'après cette capitulation, on dut n'inquiéter ni le clergé ni la noblesse. Un de ses articles portait que les ecclésiastiques détenus même pour discipline, ne seraient point mis en liberté. — Elle fut fidèlement observée.

L'occupation de Wurtzbourg fut suivie d'un changement de front de l'armée républicaine, que Jourdan établit sur la rive droite du Mayn, entre Dettelbach et Schweinfurt, l'extrême gauche, sous Lefebvre, appuyée à cette dernière place. La rapidité de la retraite des Autrichiens avait été telle, que Jourdan ignorant le point sur lequel ils s'étaient retirés, résolut de rester quatre jours dans sa nouvelle position, autant pour faire des reconnaissances que pour attendre des nouvelles de Moreau. Il reçut, en effet, des dépêches qui lui apprirent que l'armée de Rhin-et-Moselle, alors à la hauteur de Gœppingen, dans la vallée de la Filz, favorisée par le sort en divers combats, était à la poursuite de l'Archiduc. Ces nouvelles le rassurèrent sur la conservation de ses communications avec Marceau.

La division Bernadotte arrivée à Wurtzbourg, releva vers Dettelbach la division Championnet. Championnet appuya sur Eisenheim, et Grenier sur Werneck. Lefebvre se porta en avant de Lauringen et fut remplacé par Collaud.

Jourdan malade est remplacé par Kléber. — Marche sur Bamberg. — Jourdan étant tombé malade vers la fin de juillet, fut remplacé provisoirement par Kléber, qui continua de manœuvrer dans le même but que son prédécesseur. — La retraite opérée sur Zeil, par Wartensleben, était en opposition aux instructions de l'Archiduc. Celui-ci enjoignit positivement à son lieutenant de se replier sans délai sur le Danube. Ce mouvement, dont les suites devaient être si funestes aux Français, fut commencé le 1er août. Le général autrichien, se dirigeant sur Bamberg, fit filer par Coburg à Egra tous ses bagages inutiles.

A la même époque, la gauche de Moreau se trouvait à Gmund, et, par un mouvement rapide sur Mergentheim et Hall, il lui eût été facile de se lier avec la droite de l'armée de Sambre-et-Meuse. La réunion des deux armées eût formé ainsi une masse de 110,000 hommes, qui aurait sans doute totalement paralysé les desseins de l'Archiduc, en isolant les deux armées autrichiennes; mais Kléber ne crut pouvoir s'écarter des instructions mal combinées du Directoire. Il continua, le 2 août, sa marche par les deux rives du Mayn, et fit le même jour capituler, sur la rive droite, le petit fort de Kœnigshofen, où l'on trouva soixante-neuf pièces de canon. Il se porta ensuite vers Lauringen. — L'aile droite s'étendit jusqu'auprès d'Oberschwarzach, sur la route de Bamberg. Ney, avec 400 chevaux, chassa de Zeil un parti de 800 cavaliers autrichiens, qu'il poursuivit jusqu'à Ebelsbach dont il s'empara. Les Français s'avancèrent le jour suivant, la droite vers Burg-Eberach, la gauche vers Kœnigsberg. Kléber marcha le 4 sur Bamberg, dans l'intention d'attaquer vivement l'armée autrichienne; mais Wartensleben qui avait prévu ce mouvement et qui voulait se montrer fidèle aux instructions de l'Archiduc, de se maintenir seulement sur la défensive, avait, pendant la nuit du 3 au 4, continué sa retraite dans la direction de Nuremberg, laissant une forte arrière-garde dans Bamberg.

Combat et prise de Bamberg. — Les avant-gardes de Grenier et de Championnet se disputant l'honneur d'entrer les premiers dans Bamberg, s'y précipitèrent avec impétuosité; mais assaillies aussitôt par la forte arrière-garde qu'y avait laissée Wartensleben, elles furent presque entièrement enveloppées et eurent à soutenir long-temps un combat inégal, qui coûta la vie à un grand nombre de braves des deux partis. L'arrivée des divisions donna enfin l'avantage aux avant-gardes françaises, et força l'ennemi à évacuer précipitamment la ville et à s'enfuir jusqu'à Altendorf, où se trouvaient les grand'gardes autrichiennes.

Lefebvre avait d'abord suivi la colonne autrichienne qui se retirait sur Coburg; mais ayant appris qu'elle marchait sur Egra, il ne crut pas prudent de la suivre dans cette direction, et se rabattit sur le gros de l'armée.

Combat de Forcheim. — Wartensleben avait, par un changement de front en arrière, appuyé sa droite à Pegnitz, et son centre à la petite forteresse de Forcheim. — Quelques nouveaux mouvements eurent lieu le 5 août sur la nouvelle ligne des Impériaux, dont le front était couvert par la Wiesent.—Une avant-garde de cinq bataillons et de vingt-deux escadrons fut placée entre Wippersdorf et Willersdorf, derrière la petite rivière d'Aisch : l'armée continua à occuper Sassenfurt, Becbofen, Hochstadt et Neustadt. — Le général Elsnitz rejoignit le gros de l'armée avec un corps volant qui avait été détaché sur Darmstadt, après l'occupation de Francfort; un autre détachement fut envoyé à Aischstadt, pour communiquer avec le prince Charles qui se rapprochait de Nordlingen. — Informé de ces mouvements, Kléber ordonna à l'armée de Sambre-et-Meuse une conversion à droite. Les trois divisions de l'aile droite se portèrent sur la petite rivière de Reich-Eberach; et les deux de gauche furent dirigées, l'une sur la route de Bamberg à Ebermanstadt, l'autre à la tête du bois de Bamberg, en arrière du village de Strulendorf. Les troupes légères de l'ennemi furent rejetées derrière l'Aisch, par suite de ce mouvement qui donna lieu à un rude combat, dans la plaine d'Altendorf, entre la cavalerie française et autrichienne. Lefebvre n'avait avec lui qu'un régiment de cuirassiers et six escadrons de chasseurs.

Pendant qu'il s'avançait avec la division Collaud par la rive droite de la Rednitz, pour se rapprocher du centre des Français et pour rejeter sur la rive gauche de la Wiesent les troupes impériales qui se trouvaient en avant de cette rivière, les chasseurs français culbutèrent les avant-postes ennemis à Struleusdorf, et, après les avoir chassés au-delà d'Hirschaid, s'avancèrent dans la plaine d'Altendorf. Un gros de cavalerie ennemie les repoussa alors avec perte, quoiqu'ils eussent fourni plusieurs charges brillantes. Déjà ils couraient même le risque d'être écrasés, quand les cuirassiers vinrent à leur secours et changèrent la face du combat. Les trois régiments français réunis contraignirent l'ennemi à la retraite. Le brave colonel Doré, commandant les cuirassiers, fut tué dans cette affaire.

Lefebvre put alors s'établir sur le flanc droit des Autrichiens. Il porta un détachement sur Ebermanstadt en tournant la montagne. Collaud fut placé en seconde ligne à la tête du bois de Bamberg, en arrière de Strulendorf. L'aile droite campa sur la rive gauche de la Rednitz, dont les Autrichiens occupaient aussi les deux rives. — Cette circonstance eût aisément permis à Kléber de combiner un effort général sur l'une des ailes ennemies, séparées l'une de l'autre par la rivière, et un succès complet en eût été la suite probable; mais il ne jugea point à propos de s'écarter du système vicieux indiqué par les instructions du Directoire, et fit marcher son armée parallèlement au front des Impériaux. L'aile droite devait attaquer le corps de Kray sur la rive gauche. L'armée s'ébranla le 7 au matin. La division Grenier, remontant la Rednitz, eut d'abord avec les troupes ennemies un vif engagement, après lequel elle se posta derrière l'Aisch, vers Willersdorf, où Championnet arriva presque aussitôt avec sa division. Celle-ci, qui s'était dirigée par Lauf, avait trouvé les villages des deux rives de l'Aisch occupés par l'ennemi, et les hauteurs hérissées d'artillerie. Quelques-uns de ces postes furent vivement disputés; mais pendant que Kray portait de ce côté toute son attention, Bernadotte s'avança vers Hochstadt sans s'engager, et seulement afin de donner à Bonnaud le temps de déborder avec la cavalerie le flanc gauche de l'ennemi. Cette manœuvre eut un plein succès. L'ennemi, tourné par la cavalerie française et vivement pressé par l'infanterie, opéra sa retraite sur la rive droite par le pont de Hausén. Si l'on eût exécuté par Willersdorf une attaque pareille, c'en eût été fait de cette partie de l'armée autrichienne.

A l'aile gauche, Lefebvre, se dirigeant par la droite de la Rednitz sur la rivière de Wiesent, repoussait les avant-gardes de l'ennemi, et menaçait le flanc droit. Collaud s'était porté de Bamberg sur Forcheim, où se trouvait le centre des Impériaux, commandé par Wartensleben lui-même. Ney qui, avec l'avant-garde française, avait commencé l'attaque contre des forces bien supérieures, essuya quelques décharges meurtrières. Il n'avait que deux pièces d'artillerie légère à opposer à une batterie de quatorze pièces de fort calibre. Des renforts promptement envoyés par Collaud lui permirent néanmoins de se maintenir en ligne jusqu'au moment où la retraite de l'aile gauche décida Wartensleben à se retirer lui-même avec son centre par Forcheim sur Nuremberg. Ney, à la suite du combat, fut nommé général de brigade.

Forcheim, gardé seulement par des troupes du Prince-Évêque, aux ordres du baron de Marchal, capitula à la première sommation. On y trouva soixante pièces de canon, des armes et des munitions de guerre.

Jourdan reprend le commandement en chef. — Jourdan, dont la santé était rétablie, reprit le commandement après l'affaire de Forcheim. Le 9 août, l'armée poursuivit sa marche en remontant le cours de la Rednitz, Bernadotte par la rive gauche sur Hertzogen-Aurach et Nuremberg, le reste de l'armée entre Erlang et Bettensiedel sur la rive droite.

Prise de Rothenburg. — Wartensleben s'était retiré de Lauf à Sulzbach. Jourdan se dirigea sur la première de ces villes, près de laquelle campèrent quatre divisions. Bernadotte était vers Schonberg, sur la rive gauche. On séjourna le 11 et le 12 dans ces positions. Ce fut alors que le général Ney, par un coup de main audacieux dont les détails ne nous sont pas bien connus, prit, avec quelques ordonnances, le fort de Rothenburg, où on trouva quarante-trois pièces de canon, quatre obusiers, cinq mortiers et quarante quintaux de poudre.

Combat de Neukirchen. — Au lieu de se porter en masse sur l'Altmuhl pour se concentrer avec l'armée de Moreau, l'armée de Jourdan s'enfonçait à la suite de Wartensleben dans les défilés de la Pegnitz[1], pays montueux, coupé de ravins et hérissé d'épaisses forêts. Une seule route, celle de Lauf à Sulzbach y était praticable pour l'artillerie.

Kray occupait Sulzbach avec 13,000 hommes, et le gros des Autrichiens se trouvait à Amberg, où Wartensleben devait tenir le plus possible, afin de faciliter la jonction de son armée avec celle de l'Archiduc, qui devait s'opérer par Neumarck. L'armée française avançait toujours sur les deux rives de la Pegnitz, mais lentement, par suite du mauvais état des chemins. Elle s'établit le 14, la droite vers Waller et Schupf, le centre à Hersbruch, et la gauche à Worach. Bernadotte fut posté en arrière de Neumark, sur la route de Ratisbonne. On séjourna le 14 et le 15 dans ces positions. Un mouvement eut lieu le 16, pour reconnaître l'emplacement occupé par l'ennemi, et l'y resserrer afin de l'attaquer plus avantageusement. Lefebvre se dirigea sur le village de Holenstein, son avant-garde sur Neukirchen, ses flanqueurs jusqu'à Wilseck. Le coude que forme la Pegnitz, en arrière du village de Hochenstadt, fut occupé par Collaud. Son avant-garde obligea les postes ennemis à se replier par la grande route de Sulzbach. Grenier s'établit sur les hauteurs en avant de Pachtesfeld, et eut ordre d'approcher le plus possible de l'ennemi. La division Championnet et la cavalerie de Bonnaud se portèrent sur Hopperg et Heinfeld.

[1] Cette rivière est un des affluents de la Rednitz, avec laquelle il ne faut pas la confondre.

Kray avait sa droite sur les hauteurs escarpées de Neukirchen, et sa gauche sur les collines boisées qui flanquent la route. La bouillante ardeur de Ney faillit être funeste à l'avant-garde française. Arrivé devant la ligne de Kray, il ne réfléchit pas au petit nombre de braves qui l'accompagnaient, et, ne prenant conseil que de son audace, il marcha à l'ennemi et l'attaqua audacieusement. Mais bientôt chargé par plusieurs bataillons et plusieurs escadrons, il fut contraint de rétrograder, et il était sur le point d'être entouré avec sa petite troupe, quand arrivèrent heureusement les divisions que Jourdan, voyant son avant-garde compromise, faisait avancer en toute hâte sur le lieu du combat. La division du général Grenier arriva la première, pendant que Lefebvre manœuvrait pour gagner la droite des Autrichiens. Menacés de plusieurs côtés, ceux-ci se replièrent sur Sulzbach, où ils prirent position, la droite appuyée à une colline rocailleuse, la gauche à la forêt entre Sulzbach et Haar.

Collaud les assaillit de front pendant que Grenier attaquait leur gauche. La brigade Olivier les chassa de la forêt et les contraignit à se retirer sur Rosenberg, où ils reçurent de Wartensleben quelques bataillons de renforts. La nuit mit fin à cet engagement et les deux partis bivouaquèrent sur le champ de bataille.

Combat d'Augsberg. — Pendant cette affaire qui eut lieu au centre, l'avant-garde de Championnet s'était engagée avec l'ennemi à la hauteur du village d'Augsberg. — Deux bataillons républicains cernés dans un petit bois, se défendirent long-temps avec une héroïque bravoure. Des troupes fraîches vinrent à leur secours. L'ennemi reçut aussi des renforts, et le combat, aussi acharné qu'inutile, dura jusqu'à la nuit. La perte, de part et d'autre, fut d'environ 1,000 hommes.

Dans le même temps, Bernadotte s'avançait au-delà de Neumark. Wartensleben évacua Amberg le 18, à trois heures du matin, et se retira derrière la Naab, où l'Archiduc lui avait ordonné de tenir jusqu'à la jonction des deux armées. Kray le remplaça à Amberg et s'y défendit le plus long-temps possible; ensuite il se retira sur Wolfering, dans une position avantageuse qu'on lui avait prescrit d'occuper.

Combat de Wolfering. — Retraite des Autrichiens derrière la Naab. — Après la retraite de Kray, que Jourdan, dont les divisions étaient dispersées, n'avait pas pu inquiéter, le centre de l'armée française prit position devant Amberg. La division Championnet, arrivée de la droite avec la cavalerie du général Bonnaud, ne put que faire replier les dernières gardes de Kray, qui se retirèrent aux environs de Wolfering, tenant avec les croates tous les bois de Freyholz.

Jourdan recommença le 20 août à poursuivre les Impériaux. Lefebvre marcha sur la Naab en face de Wernberg; Collaud vers Freyholz; Grenier, à la droite, sur Schwandorf; Championnet et la réserve de cavalerie prirent la même route. La division Collaud, après avoir chassé l'ennemi de Pfreim, le débusqua du bois de Freyholz et l'obligea à passer le ruisseau de Wolfering. Mais dans son attaque sur ce point, elle fut vivement repoussée. Wolfering, brûlé, pris et repris plusieurs fois, resta aux Autrichiens. Ce combat, auquel la nuit mit un terme, fût donc inutilement meurtrier.

Néanmoins, débordé à droite par Ney et Lefebvre, et à gauche par Championnet, Kray ne pouvait plus rester seul en avant de la Naab. Il se retira pendant la nuit sur Schwartzenfeld. L'armée française prit alors position sur la rive droite de cette rivière : Lefebvre à Nabburg; Collaud et Grenier en face de Schwarzenfeld; Championnet et Bonnaud en arrière de Schwandorf; Bernadotte détaché à Neumarck, couvrant le flanc droit de l'armée, et poussant ses éclaireurs à vingt lieues de là jusque sur Temingen.

La Naab, dont les rives escarpées permettaient une facile défense, séparait seule les deux armées. Elle mit un terme à la retraite des Impériaux et à la marche victorieuse des troupes républicaines.

RÉSUMÉ CHRONOLOGIQUE.

1796.

1er JUIN. Rupture de l'armistice. — Combat de Siegburg.
4 — Combat d'Ukerath et d'Altenkirchen.
6 — Premier passage du Rhin. — Retraite de Wurtemberg sur la Lahn.
15 — Combat de Wetzlar.
19 — Deuxième combat d'Ukerath.
2 et 3 JUILLET. Deuxième passage du Rhin.
4 — Combat de Willersdorf.
7 — Combat d'Offheim. Prise de Runckel.
9 — Passage de la Lahn. — Combat d'Ober-Merl.
10 — Combat de Friedberg.
16 JUILLET. Prise de Francfort.
25 — Prise de Wurtzbourg.
26 — Prise de Kœnigstein.
1er AOUT. Retraite de Wartensleben vers le Danube.
4 — Combat et prise de Bamberg.
7 — Combat de Forcheim.
9 — Marche des Français sur la Rednitz.
10 — Prise de Rothenburg.
17 — Combat de Neukirchen. — Combat d'Augsberg.
20 — Combat de Wolfering.
20 et 21 — Retraite des Autrichiens derrière la Naab.

A. HUGO.

On souscrit chez DELLOYE, Éditeur, place de la Bourse, rue des Filles-Saint-Thomas, 13.

Paris. — Imprimerie et Fonderie de Rignoux et Comp., rue des Francs-Bourgeois-Saint-Michel, 8.

FRANCE MILITAIRE.

OPÉRATIONS DE L'ARMÉE DE SAMBRE-ET-MEUSE.

BATAILLE DE WURTZBOURG. — RETRAITE SUR LE RHIN.

SOMMAIRE.

Plan du prince Charles.—Marche de l'Archiduc vers Wartensleben.—Combat de Teining.—Combat de Perg.—Instructions du prince Charles à Wartensleben.—Retraite de l'armée de Sambre-et-Meuse.—Combat d'Amberg.—Situation critique de l'armée républicaine à Valden.—Combat de Burg-Eberach.—Jourdan marche sur Wurtzbourg.—Bataille de Wurtzbourg.—Retraite des Français sur la Lahn.—Réorganisation de l'armée.—Opérations sur la Lahn.—Combat de Giessen.—Combat de Limbourg.—Combat d'Altenkirchen.—Mort de Marceau.—Beurnonville remplace Jourdan.—Armistice.—Fin de la campagne.

ARMÉE RÉPUBLICAINE.	ARMÉE IMPÉRIALE.
Généraux en chef. { JOURDAN. BEURNONVILLE.	*Général en chef.*—L'archiduc CHARLES.

Tandis que Jourdan s'avançait sur la Naab, Moreau, de son côté, se dirigeait vers le Danube; mais cette marche triomphale des deux armées françaises en Allemagne fut bientôt suivie de revers presque non interrompus. Les instructions du Directoire, son entêtement à faire opérer les deux généraux républicains sur des lignes divergentes, et la négligence administrative qui laissa les armées manquer de matériel et de munitions de guerre, furent les causes principales de ces revers.

Plan du prince Charles.—Persuadé, après les affaires d'Ettlingen et de Neresheim (dont nous rendrons compte en parlant des opérations de l'armée de Rhin-et-Moselle), qu'il était trop faible pour résister à l'armée de Moreau, l'Archiduc avait résolu de se porter rapidement vers Ratisbonne, à la rencontre de Wartensleben, afin de se réunir à ce général et de rallier ainsi une masse de forces suffisantes pour battre et obliger à la retraite l'armée de Sambre-et-Meuse; après quoi il se proposait de revenir, avec ses forces victorieuses et supérieures, contre l'armée isolée de Rhin-et-Moselle. Le prince Charles projetait ainsi de mettre à exécution contre les Français une des heureuses combinaisons militaires de Bonaparte, alors vainqueur en Italie des plus célèbres généraux autrichiens.

Marche de l'archiduc vers Wartensleben. — L'Archiduc laissa donc Latour sur le Lech, devant Moreau, avec un corps d'environ 38,000 hommes, y compris les troupes de Froelich, de Condé et une brigade couvrant l'extrême gauche de l'armée dans le Tyrol, puis aussitôt après l'affaire de Neresheim il repassa lui-même le Danube avec un corps de vingt-quatre bataillons et de cinquante escadrons, et se dirigea sur Neumarck, par Ingolstadt, où il arriva le 16 août. Quelques bataillons de la garnison d'Ingolstadt furent détachés le même jour afin de renforcer le général Nauendorf, déjà établi vers Neumarck, entre les deux armées impériales, avec cinq bataillons et quatorze escadrons, et chargé de tenir en échec la division Bernadotte.

Jourdan allait traverser la Naab et continuer son mouvement offensif contre Wartensleben, lorsque Bernadotte lui annonça les mouvements du prince Charles, et le prévint des dangers que pouvait lui faire courir la réunion des deux armées autrichiennes, danger qu'une manœuvre semblable, concertée et aussitôt exécutée avec Moreau, eût pu seule prévenir. En effet, Jourdan ne pouvait espérer de tenir tête à Wartensleben, renforcé des 28,000 hommes qu'amenait l'Archiduc. Il ne lui restait, à moins que Moreau ne s'opposât à cette jonction, qu'à opérer un mouvement rétrograde.

Combat de Teining. — Bernadotte, certain qu'il allait être attaqué par des forces supérieures, résolut de soutenir leur choc, quoiqu'il n'eût que 6,000 fantassins et 1,200 chevaux. Il se concentra, le 21, dans la position de Teining, sur la Laber, espèce de ruisseau marécageux qui couvrait son front. L'Archiduc l'aurait certainement culbuté en l'attaquant vigoureusement; mais il manœuvrait avec la circonspection allemande, comme s'il eût eu affaire à toute l'armée française. Il ne fit d'abord qu'une reconnaissance à la tête de son avant-garde. Les premiers postes ayant été facilement chassés de Teiningerberg, il crut que le passage de la Laber n'offrirait pas plus de difficultés, et il le tenta en transmettant à Hotze l'ordre d'y concourir. Sur ces entrefaites Bernadotte attaqua les Impériaux à Teining et les culbuta. Ce village et le défilé furent néanmoins et malgré la vive résistance de sa division, repris par le prince Charles, qui avait reçu des renforts. Bernadotte se retira sur les hauteurs boisées en arrière de Neumarck.

Combat de Perg. — Les troupes de l'Archiduc marchèrent le 23 sur Neumarck, où était l'avant-garde de Bernadotte. Lichtenstein canonna la ville, pendant que Hotze mettait son infanterie en bataille. Dès que cette manœuvre fut exécutée, le prince Charles fit appuyer à gauche ses escadrons afin de tourner le flanc droit des Français. Bernadotte, reconnaissant alors l'immense supériorité numérique des Autrichiens, se replia par la forêt sur les hauteurs de Perg, mouvement que couvrit sa cavalerie, restée sur la lisière du bois, exposée au feu meurtrier de l'artillerie impériale. L'ennemi vint se déployer au pied des hauteurs de Perg; une vive canonnade s'engagea entre les deux partis et dura

jusqu'à la nuit, dont Bernadotte profita pour se retirer sur Altorf, ce qui lui fût devenu sans doute impossible s'il eût été attaqué avec plus de vigueur et par toute la masse des forces dont l'Archiduc pouvait disposer; mais il ne fut suivi que par six bataillons et onze escadrons aux ordres de Hotze.

Instructions du prince Charles à Wartensleben.— L'Archiduc, au lieu de presser sa marche sur Pfaffenhofen, resta à Neumarck avec son corps de bataille. Lichtenstein fut détaché sur Nuremberg afin d'occuper cette ville et la route de Wurtzbourg. Nauendorf conduisit huit bataillons et vingt escadrons à Castel, dans la direction d'Amberg. L'Archiduc donna avis à Wartensleben de ses premières manœuvres, qui n'étaient que d'insignifiants préludes, seulement propres à éclairer l'ennemi sur son véritable but. Il recommanda à son lieutenant de surveiller les mouvements de l'armée française, et au moindre indice d'une retraite, de franchir la Naab après Jourdan. Wartensleben devait, dans tous les cas, l'attaquer le 24 au matin, l'Archiduc comptant ce jour-là même déboucher sur Amberg par Castel, et prendre l'armée de Sambre-et-Meuse par-derrière et en flanc, tandis que des détachements la préviendraient aux défilés de la Pegnitz.

Retraite de l'armée de Sambre-et-Meuse.— Jourdan n'attendit pas cette attaque; il avait envoyé Bonnaud, avec la cavalerie, au secours de Bernadotte, dès qu'il avait su ce dernier engagé avec l'Archiduc. La retraite de Bernadotte sur Lauf lui donna les plus vives inquiétudes sur ce général et sur Bonnaud, qu'il craignait de voir enlevés par l'ennemi; il chercha, mais inutilement à leur faire passer l'ordre de se replier. Désespérant de tenir lui-même contre les Impériaux réunis, il se décida à la retraite, et après avoir dirigé ses parcs sur Sulbach, il la commença le 23 à onze heures du soir. L'armée de Sambre-et-Meuse prit, le 24 au matin, les positions suivantes: les divisions Grenier et Championnet sur la rive droite de la Vils, en arrière d'Amberg; la division Collaud à gauche de cette ville, sur la rive opposée; la brigade Ney était placée dans la plaine, en arrière-garde; Lefebvre se porta de Naaburg sur Sulzbach.

Combat d'Amberg. — Bonnaud, avec la cavalerie, déboucha au point du jour par la droite sur la route de Castel, chassant devant lui les partisans ennemis, et serré de près par l'infanterie et par la cavalerie de Nauendorf, que soutenaient les principales forces de l'Archiduc, arrivant de Neumarck.—L'armée de Wartensleben s'était, de son côté, mise en mouvement à la suite de Jourdan. La droite, forte de dix bataillons et de vingt-quatre escadrons, aux ordres de Kray, avait marché par Etsdorf et Aschach, sur les hauteurs de la Sainte-Trinité, à gauche d'Amberg; le centre, de quatorze bataillons et trente-deux escadrons, commandés par Wartensleben lui-même, s'avançait sur la route de Schwarzenfeld à Amberg, et Staader, avec la gauche, de neuf bataillons et vingt et un escadrons, se portait de Schwandorf sur Lengfeld, pour y passer la Vils et se lier avec l'armée du prince Charles. — L'avant-garde de Championnet fut dépostée du moulin d'Hasemuhl, près de Kofering, par la colonne du centre, qui opéra sa jonction avec la première colonne de l'Archiduc; celle-ci avait franchi les défilés de Castel à la suite de Bonnaud. Cette colonne se prépara ensuite à traverser la forêt pendant qu'une partie des troupes de Jourdan se concentraient en arrière d'Amberg. Collaud s'était arrêté sur les hauteurs de la Trinité; il en fut déposté par Kray, et sa division alla se former la dernière sur les hauteurs occupées par Jourdan, tandis que le général Ney, qui commandait l'arrière-garde, contenait les Autrichiens avec sa bravoure ordinaire. Werneck, avec la colonne du centre de l'Archiduc, parvint à se déployer au pied des hauteurs, Nauendorf à sa gauche; quoique protégés par un violent feu d'artillerie, ils attaquèrent sans succès la position française; mais à la chute du jour Jourdan ordonna la retraite.– Grenier vint s'établir à Pachtesfeld pour couvrir la droite; Championnet fut posté sur les plateaux à droite de Sulzbach, et Collaud en avant de cette ville. Ney, avec l'arrière-garde, se retirait en bon ordre, mais bientôt assailli par de nombreux escadrons, et désespérant de sauver son infanterie, il réunit sa cavalerie et réussit, au moyen d'une charge terrible, à se faire jour à travers les Autrichiens. — Le colonel Deshayes, commandant l'infanterie de l'arrière-garde, composée de deux bataillons de la 23e demi-brigade, forma sa troupe en un carré contre lequel vinrent échouer plusieurs charges de cavalerie. A chaque charge le feu du carré jonchait la terre de cadavres d'hommes et de chevaux. Deshayes se fit de ces cadavres, entassés les uns sur les autres, un rempart que l'artillerie autrichienne fut obligée de battre en brèche; cet obstacle écarté, une charge de cuirassiers, commandée par Werneck, enfonça enfin les rangs éclaircis des deux bataillons, et les braves qu'avait épargnés la mitraille furent sabrés. Cette journée coûta environ 2,000 hommes à l'armée républicaine. Les Autrichiens bivouaquèrent sur le champ de bataille.— Hotze dut s'avancer d'Altorf sur Lauf, pousser vivement Bernadotte et jeter des détachements sur Hersbruck; son corps fut appuyé par celui de Starray, formé en échelons. Le but de cette manœuvre était de gagner le flanc droit de Jourdan, d'empêcher qu'il ne se réunît au corps de siége de Mayence, et de le rejeter dans les défilés du Vogelgebirgs.

Situation critique de l'armée républicaine à Velden. — La situation de Jourdan devenait à chaque instant plus critique; la retraite de Bernadotte sur Forcheim avait livré à l'ennemi la communication sur Nuremberg; il ne restait que le chemin de traverse de Velden, allant à Forcheim par Hildpoldstein. On le disait praticable pour l'artillerie, et une reconnaissance du chef d'état major Ernouf ayant confirmé ce rapport, Jourdan n'hésita plus à le prendre. — Pour éviter l'encombrement, Kléber, avec l'aile gauche et les équipages, se dirigea par Vilseck sur Eugentbal, afin d'y passer la Pegnitz, pendant que les parcs d'artillerie et le gros de l'armée

se portaient sur Velden par Vorra. La lenteur et les manvaises dispositions de l'Archidue empêchèrent heureusement que cette retraite ne devînt désastreuse. Le chemin que suivait Jourdan offrit tant d'obstacles qu'il fallut faire un long détour pour arriver à Vorra, en remontant la vallée de la Pegnitz. Presque tous les équipages avaient pris cette direction malgré la défense expresse du général en chef. La confusion devint horrible au bourg de Velden, dont on força tous les habitants à travailler pour frayer le chemin. Ce lieu eût vu peut-être la défaite complète de l'armée, si l'Archidue ne se fût pas arrêté à Sulzbach. Quelques concurs suivaient seuls les Français et n'étaient pas soutenus. Championnet et Collaud bivouaquèrent le 25 août à Obcrachtel, et Kléber s'arrêta à Vilseck pour soutenir, en cas d'attaque, la droite qui réussit à atteindre, le lendemain 26, Hildpoldstein et Bezenstein. La communication fut coupée le 26 entre Jourdan et Kléber par un corps ennemi. Kléber se tira d'affaire en renonçant à suivre la route d'Engenthal et en marchant par Pegnitz sur Bezenstein : Jourdan prit la route d'Ebermanstadt.

Le corps de Starray, avec les renforts qu'il avait reçus, se composait de vingt-quatre bataillons et de soixante-quatre escadrons, y compris les divisions de Hotze et de Lichtenstein. Lichtenstein s'était porté à Neu-Erlang, Hotze à Neu-Hof, Starray à Lauf et le corps de bataille à Sulzbach. Huit bataillons et vingt escadrons, aux ordres de Nauendorf, furent alors détachés pour aller renforcer Latour, qui venait d'être battu par Moreau à Friedberg.

L'archiduc manœuvra ensuite pour prévenir Jourdan à Wurtzbourg et porter sur son flanc le corps de Starray. Nous n'entrerons pas dans le détail de la marche des deux armées jusqu'à Wurtzbourg ; celle de Sambre-et-Meuse aurait pu être anéantie à Valden, si l'Archidue eût manœuvré plus rapidement. Les deux ailes se réunirent à Bezenstein dans la nuit du 26 au 27. Jourdan marcha le 27 sur Ebermanstadt ; son quartier général fut sur le point d'être enlevé le 28 à Bamberg, par un parti de cavalerie du prince de Lichtenstein.

Combat de Burg-Eberach. — Bernadotte passa la Rednitz à Bamberg pour se porter de front sur Burg-Eberach où Hotze l'avait prévenu. Il réunit à sa troupe celle de l'adjudant général Mireur, chassa l'ennemi de la position d'Aurach, et déboucha par la forêt de Steinach. Hotze ayant alors appelé à lui Lichtenstein, qui était vers Eltmann, reprit l'offensive et fut cependant encore repoussé. Il est probable que s'il eût été soutenu par Kléber, comme Jourdan l'avait ordonné, Bernadotte serait entré à Burg-Eberach. L'approche de la nuit décida ce général à s'établir dans la forêt en face de cette ville. Son combat eut toutefois pour l'armée française un bon résultat, en forçant Hotze à rappeler Lichtenstein d'Eltemann, où cette division ennemie aurait singulièrement gêné la marche de Jourdan sur Schweinfurt par la droite du Mayn.

La crainte d'avoir affaire à des forces trop supérieures empêcha le général en chef de l'armée de Sambre-et-Meuse de renouveler le lendemain l'attaque de Burg-Eberach. — L'Archidue, qui pouvait rassembler aisément 60,000 hommes à Eberach et à Bamberg, aurait facilement écrasé, dans la journée du 29, toutes les divisions de l'armée de Sambre-et-Meuse, marchant isolément sur Wurtzbourg. — Hotze se dirigea le 1er septembre sur cette place ; il s'en rendit maître et fit bloquer la citadelle, occupée par deux bataillons français. Le reste de son corps se posta au Galgenberg, Starray à Repperndorf, Lichtenstein à Bibergau et Euerfeld. L'Archiduc s'avança le 1er à Oberschwarzach, Kray à Geroldshofen ; Staader et Elnitz observèrent Schweinfurt.

Jourdan marche sur Wurtzbourg. — Jourdan ayant atteint cette dernière place le 31 août, on ne pouvait plus lui couper la retraite sur la Lahn par Hamelbourg s'il n'en eût donné l'occasion lui-même en se portant sur Wurtzbourg, où il se savait devancé par l'ennemi, au lieu de prendre la route directe par Gmunden sur Haoau. Il se proposait de livrer bataille et y était encouragé par l'excessif enthousiasme de ses soldats, par les conseils de Moreau et par l'ordre du Directoire, qui lui prescrivait de se maintenir sur la Rednitz. Moreau également abusé sur les suites des manœuvres de l'Archiduc, lui promettait de le dégager par une invasion en Bavière. Peut-être qu'aussi un sentiment d'orgueil bien excusable faisait craindre à Jourdan de compromettre la gloire de son armée et la sienne propre en se repliant sur la Lahn par une retraite continue, et qu'aucun grand combat ne signalait encore.

Bataille de Wurtzbourg. — Déterminé à livrer bataille, Jourdan se dirigea donc avec l'armée de Sambre-et-Meuse sur Wurtzbourg, par le défilé de Kornach, l'occupation de Kintzingen par l'ennemi ne lui laissant pas le choix d'une autre route. Dans le but de conserver ses communications et de faire observer les généraux Staader et Elsnitz, établis sur le Mayn, il laissa la division Lefebvre à Schweinfurt, à dix lieues du champ de bataille. Cette disposition, universellement blâmée, n'offrait point d'avantages qui pussent balancer l'absence d'un corps de 11,000 hommes dans une action aussi décisive que celle qui allait avoir lieu.

Le centre et la droite s'avancèrent donc seuls sur Wurtzbourg, précédés par la réserve de cavalerie aux ordres du général Bonnaud. Cette cavalerie devait défendre les approches de la place, si l'ennemi ne s'en était pas encore emparé, et rétablir, en cas de blocus, les communications avec la garnison.

La division Bernadotte, qui la suivit immédiatement, eut à tirailler dans toute sa marche avec le corps de Hotze. En arrivant devant Wurtzbourg, la cavalerie française repoussa un corps ennemi posté à Estenfeld. Toutes les divisions arrivèrent successivement et prirent position : Bernadotte s'établit entre Lengfeld et un ravin qui couvre ce village, Championnet sur les hauteurs en avant de Kornack, Grenier aux environs d'Unter-Bleichsfeld, et Bonnaud près de Maynbrunn. La division Collaud avait été dissoute et incorporée dans les autres. Le général de brigade Simon remplaçait provisoirement Bernadotte, malade, dans le commandement de la droite.

Jourdan croyait n'avoir affaire qu'avec l'avant-garde de Hotze, qu'il avait combattue à Burg-Eberach; il ignorait encore, le 1er septembre, et le blocus de la garnison de Wurtzbourg dans la citadelle, et l'occupation de cette ville par les Autrichiens; la prise du pont de Kintzingen par Hotze était le seul mouvement de l'ennemi qui fût arrivé à sa connaissance; il ignorait que Hotze, arrivé à Kintzingen, avait aussitôt dirigé sur Wurtzbourg six bataillons et neuf escadrons qui s'étaient emparés de cette place et avaient contraint la garnison à s'enfermer dans la citadelle. Le général Bollemont, qui commandait l'artillerie de l'armée, avait été aussi surpris dans Wurtzbourg, et réfugié avec la garnison, il en avait pris le commandement. La citadelle était bloquée par deux bataillons et par quatre escadrons, aux ordres du général Kienmayer. Les hauteurs du Galgenberg étaient occupées par le reste du corps de Hotze, dont la gauche se liait avec le corps de Kienmayer.

Le général Starray, prévenu de l'approche des Français, s'était avancé sur Rottendorf afin de se lier au général Hotze. L'Archiduc, informé des manœuvres de Jourdan, avait aussitôt dirigé le général Kray sur Schwarzach, où l'on jetait un pont que ses troupes devaient franchir dans la nuit du 2 au 3 septembre. Le prince visita lui-même, le 3 au matin, le pont de Schwarzach, où il pressa le passage des soldats de Kray, et il se rendit ensuite près de Starray, pour examiner l'état des choses.

Jourdan arrêta les dernières dispositions de la bataille qu'il allait livrer, toujours dans la persuasion qu'il n'aurait que Hotze à combattre. Bonnaud, avec la réserve de cavalerie, dut soutenir les troupes de la droite, qui se portèrent contre celles du prince de Lichtenstein, composées de trois bataillons et de seize escadrons. Championnet eut ordre de s'emparer du bois d'Estenfeld, qui couvrait l'aile droite de Starray, et Grenier dut s'avancer sur Selingstad, afin de couper les communications de l'ennemi avec le Mayn. Cet ensemble de manœuvres, propre à réussir contre une avant-garde, était de nature à entraîner les suites les plus graves dans une lutte de trente mille hommes contre soixante mille.

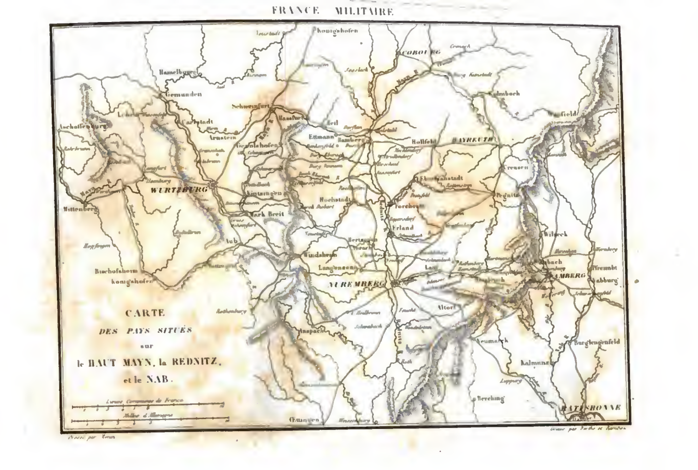
Un brouillard épais qui, dans la matinée du 3, dura jusqu'à onze heures, cacha aux deux armées leurs mouvements respectifs. Lorsqu'il se dissipa, l'Archiduc reconnut la faiblesse de Jourdan manœuvrant alors avec le gros de ses forces contre Starray qui, de Rottendorf, s'était avancé dans un ravin au pied des hauteurs de Lengfeld, et y avait mis ses troupes en colonnes. Le prince ordonna au général Kray, formé aussi en colonnes dans un ravin en face de Dettelbach, de se porter vivement contre le flanc gauche des Français. Lichtenstein, eut ordre de se prolonger vers la droite afin de favoriser le mouvement de Kray; il fut remplacé dans sa position par l'infanterie de Wartensleben, qui venait de traverser le Mayn au pont de Schwarzach, pendant que le général, avec la cavalerie, passait lui-même cette rivière à la nage.

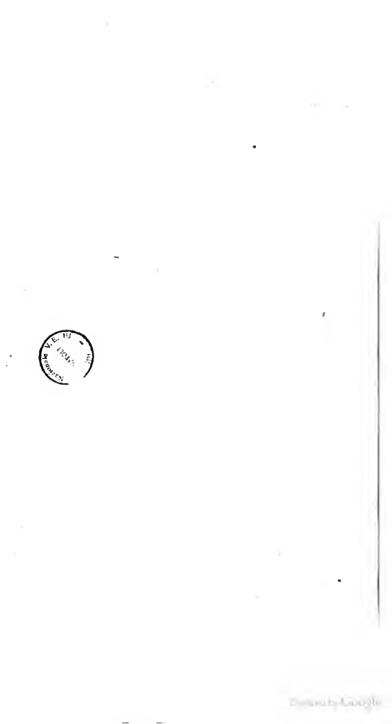
Jourdan, comptant que la division Bernadotte pourrait empêcher l'ennemi de déboucher par Lengfeld, ordonna à Grenier de se porter par les hauteurs de Selingstadt, au secours de Championnet, dont la division se déployait sur une ligne trop étendue. La cavalerie de réserve devait en même temps chercher à prendre Hotze et Starray à dos, en filant par Rottendorf. Grenier commençait à exécuter son mouvement lorsqu'il vit la cavalerie de Wartensleben se développer dans la plaine; il se décida alors à ne faire marcher que son infanterie légère, une demi-brigade de ligne et un régiment de dragons, au secours de Championnet. Celui-ci venait d'appuyer à droite et était déjà aux prises; le renfort envoyé par Grenier se trouva aussitôt en première ligne, et forcé de combattre contre des forces supérieures. La cavalerie de Kray menaçait d'envelopper l'avant-garde de Ney, qui était encore en avant d'Oberbleichsfeld. Afin d'appuyer la retraite de cette avant-garde, Grenier posta quelques bataillons et un régiment de dragons sur une hauteur à droite de ce village. Les troupes s'établirent dans cette position et s'y battirent avec la plus extrême opiniâtreté. Jourdan, qui s'y porta pour les encourager, comprit, de cette hauteur dominant le champ de bataille, combien devenait critique la situation de son armée, engagée avec des forces si supérieures, et dont l'aile gauche était déjà débordée par la nombreuse cavalerie ennemie.

Les réserves de cette arme avaient été conduites à Erfeldorf, par Wartensleben, qui les réunit aux quatorze escadrons de Lichtenstein, et les fit se déployer à sa droite. L'Archiduc n'attendait plus pour donner le signal d'une attaque générale que l'arrivée des grenadiers de Werneck. Jourdan se hâta de rassembler sa cavalerie; Klein avait déjà conduit en avant d'Oberbleichsfeld les deux régiments de dragons de la division Championnet; Bonnaud eut ordre de se diriger sur le même point avec la réserve, et de prendre le commandement de toute la cavalerie qu'il y trouverait réunie.

Au moment où ce général débouchait dans la plaine il trouva les dragons déjà repoussés sur la gauche par les Autrichiens, sa tête de colonne fut à l'instant même menacée par une masse de grosse cavalerie qui s'avançait en colonne par escadrons. Il fallait fuir ou prendre l'initiative; Bonnaud s'arrêta à ce dernier parti et commanda la charge. Le choc des deux troupes fut terrible. La droite des Français commençait à plier lorsque la gauche, par un mouvement rapide, tomba sur le flanc droit de l'ennemi, qu'elle ramena battant durant quelques minutes; mais la réserve de la cavalerie autrichienne changea la face du combat et contraignit les escadrons de Bonnaud à se rejeter derrière l'infanterie, dont la bonne contenance leur permit de se rallier.

Les grenadiers de Werneck enlevèrent le bois d'Esteufeld pour se joindre à Starray. Ce dernier fit effort par sa droite pour favoriser cette attaque, en sorte que le centre des Français, menacé par des forces supérieures, dut repasser promptement le ruisseau de Kornack, derrière lequel Jourdan voulait se reformer; mais il en fut empêché par Werneck et Starray, qui traversèrent le défilé entre Lengfeld et Kornach. Il or-

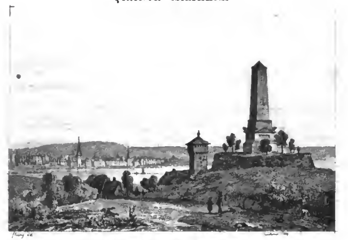

CARTE
DES PAYS SITUÉS
sur
le HAUT MAYN, la REDNITZ,
et le NAB.
Lieues Communes de France
Milles d'Allemagne
Konigshofen
Hamelburg
Gemunden
Schweinfurt
Carlstadt
Arnstein
Aschaffenburg
WURTZBURG
Miltenberg
Bischofsheim
Konigshofen
Mark Breit
Kitzingen
Aub
Rothenburg
Windsheim
Langenzenn
NUREMBERG
Anspach
Schwabach
Altorf
Neumarck
Berching
Kalmunz
Burglengenfeld
RATISBONNE
AMBERG
Nabburg
Pegnitz
Creusen
BAYREUTH
Hollfeld
Bamberg
Ettmann
Culmbach
COBOURG
Erland
Forcheim
Hochstadt
Wilseck
Weyfield
Oettingen
Hassfurt





Bingen



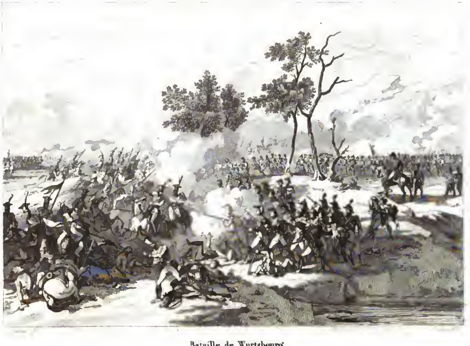


Weissenthurm. Monument de Hoche



Lefevre. Souham.





Bataille de Wurtzbourg

donna alors la retraite sur Arnstein. La division Grenier était restée sur le champ de bataille, pour donner à Bernadotte et à Championnet le temps de la commencer. Kray s'avança contre cette division par Heiligenthal et Dippach. Débordée par son extrême gauche, elle se retira dans le bois de Gramschatz. — Quatre compagnies d'arrière-garde, aux ordres du chef de bataillon Blanchard, atteintes près d'Opferbaum, se formèrent en carré et soutinrent, contre la cavalerie ennemie, une lutte désespérée. Leur résistance ralentit heureusement la marche de l'ennemi; mais ces braves, épuisés par leurs efforts mêmes, et déchirés par la mitraille, finirent par succomber sous les charges multipliées des Autrichiens. De son côté Jourdan se retirait en combattant. Il se porta avec son centre sur les hauteurs en arrière de la route de Schweinfurt. La queue de la division Bernadotte fut entamée en allant se former sur le Geisberg. La droite s'étendit dans la direction de Werschbach, la gauche s'appuya à un bois près du village de Mulhausen, qui fut occupé par une brigade d'infanterie.

Le corps de Werneck et celui de Starray s'étaient déployés à côté de l'Archiduc, en dehors du ravin de Kornach, et les Autrichiens se trouvaient en mesure de réitérer une attaque vigoureuse; mais loin de profiter de leurs avantages pour continuer la poursuite des Français, leur général perdit un temps précieux à se former sur deux lignes, puis il s'avança ensuite à pas comptés en bataille contre les positions des Français. Il commit aussi la faute de refuser sa gauche, ce qui fit reculer sa droite. L'Archiduc, par cette manœuvre, perdit l'occasion de remporter une victoire complète; car en jetant rapidement 10,000 chevaux sur Sulzwiesen et Binsbach, il est probable que la moitié de l'armée française aurait été forcée, ou de mettre bas les armes, ou de passer sur le corps d'un ennemi victorieux. Le prince Charles fournit ainsi une nouvelle preuve à l'appui de cette vérité reconnue par tous les militaires, qu'il est moins difficile de remporter une victoire que de savoir en profiter.

Dans sa défaite, Jourdan se montra plus habile que son adversaire, et sut mettre à profit la lenteur des Impériaux. Mulhausen était une trop mauvaise position pour qu'il songeât à s'y arrêter; aussitôt qu'il fut assuré de la réunion de toutes ses divisions, il continua sa retraite sur Arnstein par le bois de Gramschatz, laissant l'Archiduc méditer longuement et à loisir un nouveau plan d'attaque.

Ce mouvement rétrograde s'opéra heureusement. Trois bataillons de la droite, placés en arrière-garde sur la lisière du bois de Gundersleben, furent un moment enveloppés par des escadrons autrichiens, mais ils se firent jour à la baïonnette. L'armée arriva en bon ordre à Arnstein dans la nuit du 3 au 4. La perte des Français dans la bataille, dans les escarmouches et dans les manœuvres de la retraite, ne s'éleva qu'à 2,000 hommes, dont la moitié restèrent prisonniers. Celle des Impériaux fut plus considérable, puisqu'ils eurent 2,000 hommes tués ou blessés.

Retraite des Français sur la Lahn. — Jourdan ne s'arrêta à Arnstein que le temps nécessaire pour prendre des dispositions afin d'assurer la suite de sa retraite; il dut renoncer à marcher sur Francfort pour se porter sur la Lahn par les montagnes de Fulde. Les chemins étaient affreux à la vérité, mais cette circonstance était une garantie que la poursuite serait moins active, en supposant, ce qui n'était pas très présumable, que les Autrichiens prissent la même direction.

L'Archiduc s'était arrêté à Zell, le lendemain de l'affaire de Wurtzbourg, pendant que l'armée de Sambre-et-Meuse se dirigeait sur Hamelbourg, derrière la Saal. Son désir était de gagner Hanau avant les Français, pour couper leurs communications avec le corps de Marceau; mais il mit trop de lenteur dans ses mouvements et manqua l'occasion.

Lefebvre, qui avait reçu le 3 l'ordre de quitter Schweinfurt, rejoignit Jourdan le 4 au soir, sans que le général Elsnitz l'eût inquiété. La marche fut dirigée le 5 sur Brickenau. L'armée campa sur la rive droite de la Sinn; elle passa le lendemain la Kintz à Schluchtern. La division Lefebvre, formant l'arrière-garde, prit position sur la rive gauche de cette rivière; la division Grenier fut dirigée le soir du même jour sur Ulmbach, avec ordre d'en partir le lendemain pour Wenigs; Ney marcha sur Budingen avec deux escadrons, quatre compagnies de grenadiers et deux pièces de canon. Le but de ces mouvements était de contenir des partis ennemis qui avaient paru sur différents points.

Bonnaud se portant sur Friedberg pour protéger la grande communication de Francfort à Wetzlar, rencontra les Autrichiens sur ce dernier point, les battit, s'empara de Friedberg et poussa, dans la journée du 7, jusqu'au-delà de Roshach. Lefebvre, Championnet et Bernadotte devaient se diriger le même jour par Ulmbach sur Biernstein; mais l'apparition des coureurs ennemis sur tous les points détermina Jourdan à hâter sa marche. Championnet et Bernadotte campèrent le 8 près de Butzbach; Ney et l'adjudant général Mireur dispersèrent plusieurs partis ennemis; l'arrière-garde prit position à Bergstadt, et Bonnaud resta à Friedberg. L'armée atteignit enfin la Lahn le 9; Grenier et Championnet passèrent cette rivière à Wetzlar; l'arrière-garde, aux ordres de Ney, resta en arrière à Giesseu; Lefebvre et Bonnaud se postèrent sur la rive gauche en avant de Wetzlar. Bernadotte ayant aussi passé la Lahn sur le dernier point, prit position sur le plateau de l'abbaye d'Altenbourg.

Jourdan n'avait été inquiété dans sa marche que par le corps du général Elsnitz et celui du prince de Lichtenstein. Le reste de l'armée autrichienne séjourna le 4 sur le champ de bataille de Wurtzbourg. — La citadelle de cette place, restant sans espoir d'être débloquée, capitula: on y trouva quatre-vingt-huit canons appartenant aux princes de l'empire, six pièces françaises et cent vingt-cinq caissons. — Marceau, ayant réuni toutes les troupes sous ses ordres, au nombre d'environ 16,000 hommes, rejoignit Jourdan le 10, après avoir détruit le pont de Russelsheim et levé le blocus de Mayence; il occupa les positions de Limbourg, Diest et Nassau.

[1] On a reproché à l'Archidue de n'avoir pas su, pendant cette campagne, tirer parti de ses avantages; le prince, dans ses *Mémoires*, fait le même reproche aux gouverneurs de Mayence, d'Ehrenbreitstein, de Manheim et de Philisbourg. Ceux-ci auraient pu en effet réunir aisément 30,000 hommes pour les lancer à la poursuite de Marceau et appuyer l'insurrection des paysans prêts à prendre les armes aussitôt qu'ils auraient été soutenus.

Réorganisation de l'armée. — L'armée de Sambre-et-Meuse était, à son arrivée sur la Lahn, dans le plus grand délabrement. Jourdan apporta tous ses soins à le faire cesser et à réorganiser ses bataillons, où la retraite avait introduit beaucoup de désordre. Il avait depuis long-temps sollicité du Directoire le remplacement des troupes cantonnées autour de Mayence par une partie de l'armée du Nord. La crainte qu'inspiraient les flottes anglaises avait empêché jusqu'alors d'accueillir sa demande; mais sur de nouvelles instances, Beurnonville avait eu ordre de faire relever par une division de son armée la division Poncet, établie sur le Rhin vers Ehrenbreitstein. Le siége de cette forteresse devenant impossible par la marche des événements, le général en chef de l'armée de Sambre-et-Meuse appela à lui les 6,000 hommes de l'armée du Nord, qui avaient pour chef le général Castelvert. Cette division prit position entre Dietz et Nassau, avec les troupes de Marceau. Jourdan parvint ainsi à porter son armée à 60,000 hommes; mais il avait à peine 5,000 chevaux. Il n'avait pas reçu d'instructions du gouvernement depuis sa retraite de la Naab, et il se voyait assez fort pour reprendre l'offensive. Néanmoins, la crainte d'un échec et la responsabilité qui pèserait sur lui, le décidèrent à rester sur la défensive et à attendre seulement l'Archiduc de pied ferme. Ses principales forces furent portées vers Wetzlar, dont le pont était resté en son pouvoir. Bernadotte s'établit à Limbourg. Ces dispositions avaient pour but de donner le change à l'ennemi, et de l'empêcher de se porter sur Moreau.

Opérations sur la Lahn. — L'Archidue était résolu à forcer par Limbourg la ligne française; il marcha, le 9 septembre, avec le gros de ses forces, vers Butzbach et Weilbourg, pendant qu'une forte colonne commandée par Neu, se portait sur Limbourg par Wisbaden. En ayant l'air de diriger le gros de ses forces sur Wetzlar, le prince Charles voulait persuader à Jourdan qu'il se proposait d'opérer sur ce point la principale attaque, et l'engager à y laisser la majeure partie de ses troupes, stratagème banal et usé, et que par cette raison peut-être, le succès couronna presque complétement.

Kray arriva le 11 septembre à Muntzenberg. Ses troupes légères prirent la direction de Giessen, occupé par l'avant-garde de la division Grenier, dont la cavalerie, trop peu nombreuse pour combattre, se replia sur la rive droite de la Lahn. L'infanterie, à la faveur d'un reste de fortifications, tint assez long-temps dans la ville; mais les habitants ayant introduit l'ennemi par une des portes, elle fut obligée de poser les armes. Grenier, instruit de cette surprise, menaça de brûler Giessen avec des obus si son avant-garde ne lui était pas rendue sur-le-champ. Cette menace eut son effet, et l'infanterie, mise en liberté, rejoignit sa division.

Les Français reprirent à la baïonnette, sur la rive gauche, le poste de Klein-Linden, dont les Autrichiens s'étaient aussi emparés. Kray campa le 12 sur les hauteurs de Giessen; Hotze s'avança jusqu'à Weilmunster. La présence de l'Archiduc à Friedberg persuadait de plus en plus à Jourdan que la principale attaque aurait lieu sur cette partie de sa ligne; ce général croyant l'avant-garde, aux ordres de Lefebvre, trop compromise sur la rive gauche, la rappela sur la rive droite, dans la nuit du 12 au 13. Lefebvre se posta dans la direction de Grenier, la droite à Hermestein sur la Dill. Ces positions étendirent hors de toute proportion la ligne française, à qui il devenait ainsi très difficile de résister avantageusement sur aucun point. Wetzlar fut occupé le 13 par les Impériaux.

Starray prit position le même jour sur le Galgenberg. Grenier repoussa quelques détachements qui inquiétaient ses flancs et ses derrières. L'Archidue, laissant à Butzbach cinq bataillons et onze escadrons pour renforcer Kray, chargé, par de vives démonstrations, d'entretenir l'erreur de Jourdan, se réunit à Hotze, arrivé le 13 à Muhl, et reconnut la position des Français.

Le flanc gauche des Républicains, depuis Thillar jusqu'à Runekel, était inquiété par des troupes légères qui avaient passé la rivière à Loller. Marceau soutenait à Munsfelden une attaque opiniâtre; secouru par la division Bonnaud et les troupes légères de Bernadotte, il repoussa jusqu'à Kirchberg les Autrichiens, qui furent alors renforcés par la division Neu. Jourdan, toujours dans l'erreur, rappelait alors la cavalerie de Bonnaud de Limbourg à Aslar, et envoyait à Bernadotte l'ordre de relever, à Weilbourg, la division Championnet, qui devait se former en arrière de Wetzlar.

Ces dispositions vicieuses provenaient de l'ignorance où était le général en chef de la marche de l'Archidue sur Limbourg; elles ne furent cependant pas rectifiées lorsque l'avant-garde autrichienne se trouva aux prises avec le corps de Marceau. Tous les généraux annonçaient une attaque sérieuse sur Limbourg; Jourdan seul n'y vit qu'une démonstration faite dans le but de l'engager à dégarnir son front du côté de Giessen et de Wetzlar, et persista dans les ordres qu'il avait primitivement donnés.

Combat de Giessen. — Les deux armées occupaient le 15 au soir les positions suivantes: celle de Jourdan bordant la Lahn, s'étendait de Giessen au Rhin, vers Ehrenbreitstein; Marceau avait la droite au Rhin, couvrant, avec son corps de bataille, Dietz, Limbourg et Nassau, son avant-garde à Munsfelden; Bernadotte tenait la position de Runckel; Championnet celle de Weilbourg; Lefebvre était derrière Wetzlar et Grenier à Giessen.

Du côté des Autrichiens, Kray campait entre Giessen et Wetzlar; Hotze à Weilmunster; Neu à Kirchberg;

l'Archiduc était à Nieder-Brechen, et Starray, en seconde ligne, derrière Kray. Celui-ci déboucha le 16 du bois de Loller et attaqua la gauche de Jourdan à Giessen. Les avant-postes de Grenier furent repoussés ainsi que la brigade Olivier, postée sur des hauteurs devant Giessen. Jourdan, qui s'était porté sur les lieux, fit aussitôt marcher au secours de Grenier la cavalerie de Bonnaud, une demi-brigade d'infanterie, le régiment de cuirassiers et une batterie d'artillerie légère. L'affaire devint des plus vives; des troupes fraîches arrivaient sans cesse à l'ennemi, déjà supérieur en nombre. De nouveaux renforts vinrent aussi soutenir Grenier, qui rejeta enfin l'ennemi en désordre sur la rive gauche de la Lahn.

Kray, afin de favoriser sa retraite, avait fait déboucher de Giessen une forte colonne d'infanterie qui obligea d'abord la brigade de droite de Grenier à se replier; Bonnaud, pour arrêter les progrès de cette colonne, longea, à la tête de deux escadrons, un ravin qui séparait les deux partis, et tomba sur le flanc gauche des Autrichiens, dont il sabra un grand nombre. L'infanterie se rallia pendant ce temps; les généraux Leval et Olivier chargèrent alors de concert et rejetèrent l'ennemi brusquement dans Giessen. La nuit fit cesser ce carnage sans résultats. Le brave Bonnaud fut atteint d'un coup de feu qui lui cassa la cuisse, et mourut quelques mois après, emportant les regrets de toute l'armée.

Combat de Limbourg. — Pendant que ce combat se livrait à la gauche de Jourdan, dont le centre se maintenait dans ses positions, un engagement plus décisif avait lieu vers Limbourg, où l'Archiduc venait de concentrer ses principales forces. L'action commença vers Minsfelden, en avant de Dietz et de Limbourg, par une attaque sur les avant-postes de Marceau, au moment même où commençait la diversion opérée par Kray, Dietz et Limbourg restèrent aux impériaux; mais la résistance des Français devint plus opiniâtre lorsque l'ennemi voulut déboucher sur la rive droite. Il parvint, à l'aide de ses batteries, à s'emparer du pont de Limbourg et du faubourg situé sur la rive droite de la Lahn.

Marceau, qui venait de recevoir un léger renfort, avait disposé son artillerie de manière à battre le défilé de Limbourg; il parvint même, après une attaque des plus vives, à reprendre le faubourg. Ce poste lui fut enlevé une seconde fois; mais convaincu de toute son importance, il ordonna une nouvelle charge qui fut tellement impétueuse que les Français parvinrent à réoccuper le défilé et le faubourg, dont ils restèrent maîtres.

Marceau, dans cette première affaire, n'avait eu à opposer à l'ennemi que douze bataillons. Il reçut de nouveaux renforts avec lesquels il se disposa à résister à l'attaque plus générale que l'Archiduc, débouchant de Dietz et de Limbourg, se proposait d'effectuer le lendemain. Le prince avait, suivant son usage, partagé ses troupes en quatre colonnes : l'une devait traverser la rivière à gué, sur la droite de Limbourg; deux autres déboucher par les ponts de cette place, et la quatrième, partant de Dietz, se diriger sur la droite des Français. Pour soutenir cette attaque, il fit établir près de Limbourg, pendant la nuit du 16 au 17, plusieurs batteries de gros calibre.

Une circonstance singulière rendit inutile les dispositions du généralissime autrichien. Castelvert, qui couvrait la Lahn de Dietz au Rhin, inquiet des suites de l'attaque de la veille, se retira sans ordre pendant la nuit sur Montabauer, et de là sur Neuwied. Cette manœuvre, en laissant en l'air la droite de Marceau, obligea ce dernier à la retraite; il l'opéra sur Molzberg dans la matinée du 17, à la faveur d'un épais brouillard, ce qui ne l'empêcha pas d'être harcelé par l'ennemi, dont les colonnes, trouvant tous les postes français évacués, continuèrent leur marche sur Molzberg. Bernadotte qui, pendant ce temps, s'avançait au secours de Marceau, trouva les Impériaux là où il s'attendait à rencontrer les Français. La situation était critique : par une retraite rapide il compromettait le centre de l'armée, qui était resté à Weilbourg sans aucune connaissance du mouvement des Autrichiens; en attendant l'ennemi, il s'exposait à être écrasé. Ne prenant donc conseil que de son audace, il résolut de combattre pour donner à l'armée le temps de filer. Il attaqua l'ennemi et le contint jusqu'à midi avec une rare intrépidité. Informé alors que les troupes depuis Weilbourg jusqu'à Runckel étaient en pleine retraite, il se décida lui-même à rétrograder après avoir rallié les brigades Klein et Simon. Sa retraite, inquiétée par l'ennemi, se fit avec ordre. Il dut combattre jusqu'à huit heures du soir. Sa division campa définitivement à Waldenbach. Ces circonstances forcèrent la gauche de Jourdan à partir à l'entrée de la nuit pour se replier sur Hof par Herborn. Castelvert prit position, le 18, dans la tête de pont de Neuwied. Pour donner à la gauche le temps de se mettre en ligne avec le centre, qui se trouvait vers Hayn et Schomberg, Marceau, attaqué à Molzberg, tint vivement tête à l'ennemi.

Combat d'Altenkirchen. — Mort de Marceau. — Jourdan, résolu de se concentrer sur la Wiedbach, en arrière d'Altenkirchen, fit continuer, le 19, la marche de l'armée en échelons. Bernadotte partit de grand matin avec la réserve de cavalerie, afin d'occuper le défilé d'Altenkirchen; il prit aussi toutes les mesures nécessaires pour empêcher les Autrichiens de couper la retraite de Marceau en gagnant la grande route de Wallerode. Ce général, resté en arrière-garde à Molzberg, en était parti à trois heures du matin par la chaussée de Freilingen, sur laquelle on détacha à sa rencontre un régiment de cavalerie.

Quand les divisions Grenier et Championnet eurent défilé, Lefebvre, formant comme Marceau une partie de l'arrière-garde, alla s'établir sur les hauteurs en avant d'Altenkirchen, la droite appuyée à la grande route. Kray, avec la droite des Autrichiens, suivait lentement la route de Wetzlar à Hachembourg. Marceau était chargé de contenir, par des escarmouches, le gros des forces de l'Archiduc, jusqu'à ce que toutes les divisions françaises eussent traversé le défilé et pris position sur la droite de la Wiedbach. Lorsqu'il

eut appris que cette dernière manœuvre commençait à s'effetuer il partit de Freilingen, vivement pressé par les troupes de l'Archiduc et de Hotze, avec lesquelles son arrière-garde soutint plusieurs combats acharnés, et, malgré son infériorité numérique, sans se laisser entamer.

Ces braves, qui se dévouaient pour le salut de tous, avaient traversé la forêt d'Hostenbach, et approchaient du défilé que l'armée n'avait pas encore achevé de franchir: on pouvait craindre que l'ennemi, renforçant ses colonnes d'attaque, ne rejetât brusquement Marceau sur les divisions encore engagées dans les gorges d'Altenkirchen. Jourdan, pour prévenir cette manœuvre, qui eût occasioné du désordre dans l'armée, fit dire au jeune général de tenir ferme encore quelque temps, et qu'il allait lui envoyer du renfort. Marceau, faisant alors avancer le gros de ses troupes pour soutenir son arrière-garde, fit placer six pièces d'artillerie légère sur deux mamelons dominant la sortie de la forêt d'Hostenbach. Ensuite, pour mieux juger de la force et des dispositions de l'ennemi, il s'approcha des premiers éclaireurs, accompagné seulement du capitaine de génie Soubsit et de deux ordonnances. Ce fut alors qu'un chasseur tyrol en, caché derrière une haie, lui tira presque à bout portant un coup de carabine; il fit encore quelques pas, mais se sentant mortellement blessé, il se fit descendre de cheval et fut transporté à bras jusqu'à sa division. La nouvelle de sa blessure, rapidement connue de toute l'armée, y répandit la consternation. Jourdan se rendit en hâte à l'arrière-garde, en prit le commandement, et la retraite continua en bon ordre.

Marceau, témoin du désespoir de ses amis, ne s'abusa point sur son état, et considéra avec calme la mort qu'il avait tant de fois bravée. « Ne me regrettez « pas tant, disait-il; de quoi me plaignez-vous? ne « suis-je pas heureux de mourir jeune et pour la patrie?» Sa blessure ne permettant pas qu'il fût porté à la suite de l'armée, qui continuait sa retraite, le lendemain, Jourdan le recommanda aux soins des ennemis. Inutile précaution! le jeune héros avait su conquérir l'estime des Autrichiens. Leurs généraux et l'Archiduc lui-même témoignèrent vivement les regrets que leur inspirait sa mort prématurée.

Marceau cessa de vivre le 21 septembre à cinq heures du matin. Un détachement de cavalerie autrichienne escorta ses restes jusqu'à Neuwied, et le remit aux avant-postes français. L'Archiduc désira même être informé du jour et de l'heure de l'inhumation. L'armée impériale se joignit à l'armée républicaine dans les honneurs funèbres qui furent rendus au jeune général. Les Autrichiens prirent les armes en même temps que les Français, et des salves d'artillerie tirées sur les deux rives du Rhin, donnèrent à la fois le signal de la triste cérémonie.

Les restes de Marceau furent déposés, près de Coblentz, dans la redoute de Petersberg, qui reçut, à cette occasion, le nom du jeune héros.

Beurnonville remplace Jourdan.—Armistice.—Fin de la campagne. — Après avoir repassé le Rhin, l'armée française prit position le long de ce fleuve; la gauche seule resta sur la rive droite, établie à Siegberg et derrière l'Agger.

A cette époque Jourdan, dégoûté des tracasseries du gouvernement, qui lui imputait les revers de l'armée de Sambre-et-Meuse, dont les instructions envoyées de Paris avaient été la seule cause, donna sa démission. Il eut pour successeur Beurnonville, qui n'avait guère d'autres titres aux faveurs du Directoire qu'une longue captivité à l'étranger, suite de la trahison de Dumouriez. Les six semaines que durèrent le commandement de ce général furent remplies par quelques escarmouches autour de Neuwied, dont les Autrichiens ne purent pas se rendre maîtres. Beurnonville ne fit aucun mouvement qui indiquât la pensée d'appuyer l'armée de Rhin-et-Moselle, et, après une inaction inexplicable, finit par conclure un armistice qui suspendit indéfiniment les hostilités entre les Autrichiens et l'armée de Sambre-et-Meuse. Cet armistice, qu'il n'eut pas la prévoyance de rendre commun à l'armée de Moreau, permit à l'Archiduc de faire agir toutes ses forces contre cette armée, et facilita à l'ennemi les moyens d'achever les lignes de contrevallation qu'il avait commencées contre Kehl. — On peut dire que la conduite de Beurnonville, si opposée à toutes les règles militaires, fut cause des désastres qui, pour l'armée de Rhin-et-Moselle, marquèrent la fin de l'année 1796.

RÉSUMÉ CHRONOLOGIQUE.

1796.

16 AOUT. Arrivée de l'Archiduc à Neumark. — Reprise des hostilités.
22 — Combat de Teining.
23 — Combat de Perg. — Retraite de Jourdan.
21 — Combat d'Amberg.
25 — Situation critique de l'armée française à Valden.
29 — Combat de Burg-Eberach.
3 SEPTEMBRE. Bataille de Wurtzbourg.
4-9 SEPTEMBRE. Retraite de Jourdan sur la Lahn.
16 — Combat de Giessen. — Combat de Limbourg.
19 — Combat d'Altenkirchen.
20 — Mort de Marceau, blessé à Altenkirchen.
— — Retour de l'armée de Sambre-et-Meuse sur la rive gauche du Rhin.
28 — Beurnonville remplace Jourdan.
— — Armistice. — Fin de la campagne.

A. HUGO.

On souscrit chez DELLOYE, Éditeur, place de la Bourse, rue des Filles-S.-Thomas, 13.

Paris. — Imprimerie et Fonderie de RIGNOUX et Cᵉ., rue des Francs-Bourgeois-Saint-Michel, 8.

FRANCE MILITAIRE.

OPÉRATIONS DE L'ARMÉE DE RHIN-ET-MOSELLE.

PASSAGE DU RHIN. — BATAILLES D'ETTLINGEN ET DE NERESHEIM.

SOMMAIRE.

Situation des deux armées.—Attaque du camp de Manheim.—Passage du Rhin.—Prise de Kehl.—Marche des Français sur Wilstett.—Attaque du camp de Buhl.—Combat de Rechen.—Prise du Kniepis et de Freudenstadt.—Combat et prise de Rastadt.—Bataille d'Ettlingen.—Retraite de l'Archiduc.—Combat de Haslach.—Combat de Canstadt.—Bataille de Neresheim.—Retraite de l'Archiduc.—Les deux armées passent le Danube.—Opérations de l'aile droite.—Combat de Kamlach.—Réunion de toute l'armée française.

ARMÉE RÉPUBLICAINE.	ARMÉE IMPÉRIALE.
Général en chef. —MOREAU.	*Général en chef.*—L'Archiduc CHARLES.

Situation des deux armées. — Moreau avait mis à profit les loisirs de l'armistice pour rétablir l'ordre et la discipline parmi ses troupes.—Lorsque les hostilités éclatèrent de nouveau, l'armée de Rhin-et-Moselle occupait les positions suivantes : l'aile droite, aux ordres de Férino, comptait 26.000 combattants, et s'étendait par Strasbourg, de Herdt à Huningue ; l'aile gauche, commandée par Saint-Cyr, était forte de 21.000 combattants, et campait entre Abersweiler, Anweiler et Deux-Ponts ; Desaix, avec le centre, de 31,000 hommes, y compris la garnison de Landau, était cantonné au pied des Vosges, de Germersheim à Birckweiler. L'armée républicaine présentait donc une force de 78,000 soldats.

Trois corps principaux formaient l'armée autrichienne du Haut-Rhin, commandée par Wurmser. — La droite campait entre Otterberg et Kaiserslautern, d'où elle se liait avec l'Archiduc établi vers Baumholder, elle comptait 15,000 fantassins et 5,000 chevaux ; le centre, de 32,000 hommes, dont 9,000 cavaliers, se divisait en deux corps aux ordres de Starray, l'un gardait la Rebach et le camp retranché de Mosbasch, l'autre occupait Reingenheim et Manheim ; les généraux Froelich, Stein et le prince de Condé surveillaient le cours du Rhin depuis Philisbourg jusqu'à Bâle, avec l'aile gauche, de 32,000 combattants dont 7,800 de cavalerie, sous les ordres du général Latour. L'armée ennemie s'élevait ainsi à 84,000 combattants dont 21,800 cavaliers.

Attaque du camp de Manheim. — Les premiers succès de l'armée de Sambre-et-Meuse, qui avaient attiré l'Archiduc sur la Lahn, et le départ pour l'Italie des 25,000 hommes détachés de l'armée de Wurmser, avaient rendu très précaire la position de ce général dans le Palatinat ; il s'était déterminé à repasser, le 8 juin, sur la rive droite du Rhin, et à ne laisser sur la rive gauche que 20,000 hommes dans le camp retranché de la tête de pont de Manheim. Moreau, instruit de cette retraite, détacha aussitôt sur l'ennemi ses avant-postes, qui firent quelques prisonniers, et fit effectuer un changement de position à l'armée de Rhin-et-Moselle, dont le centre fut posté entre Spire et Neustadt, sur la Speyerbach, et dont la gauche s'établit entre Neustadt et Getheim.

Son plan n'était cependant pas d'agir seulement sur la rive gauche du Rhin ; des officiers du génie, sous la direction du colonel d'artillerie Dédon, avaient été chargés de reconnaître le cours du fleuve aux environs de Strasbourg, où le général républicain se proposait d'effectuer un passage. Néanmoins, afin de mieux cacher ses desseins, il avait transféré son quartier général à Landau, comme s'il eût voulu faire du Palatinat le principal théâtre de la guerre. Ce fut encore dans ce but qu'il se décida à faire une tentative pour enlever aux Autrichiens le camp de Manheim. Ce camp et les positions qui en dépendaient étaient occupés par deux divisions aux ordres des généraux Starray et Petrasch. L'attaque fut fixée au 14 juin. La première division du corps de Desaix, commandée par le général Delmas, avait été divisée en trois colonnes. La première de ces colonnes enleva Neuhuf ; la seconde chassa les Croates du bois de Schifferstadt, et l'infanterie de la troisième, guidée par Desaix lui-même, traversa, ayant de l'eau jusqu'à la ceinture et malgré le feu violent de l'ennemi, un bois inondé ; elle pénétra ainsi jusque dans la plaine de Mutterstadt ; mais l'artillerie et la cavalerie n'ayant pu suivre, elle dut s'arrêter dans la plaine et y attendre, avant de continuer son attaque, que le reste de la colonne qui cotoyait la Rébach arrivât pour la soutenir. Le général Beaupuy, qui avait suivi la grande route de Neustadt à Manheim, rencontra Desaix et sa colonne en avant de Daonstadt, que défendaient de fortes batteries et de profondes inondations. Tous ces obstacles furent franchis par les Républicains. L'ennemi fut chassé de tous ses ouvrages et rejeté dans son camp retranché, avec une perte de plus de 800 hommes. — Le 16, les troupes impériales se retirèrent dans les retranchements de Muoden, devant lesquels une partie de l'armée de Rhin-et-Moselle parut prendre position.—Le départ de Wurmser pour l'Italie, qui eut lieu le 18 juin, plaça sous les ordres de l'Archiduc la totalité des forces autrichiennes sur le Rhin. Wurmser fut remplacé dans le commandement de l'aile gauche par le comte de Latour ; Starray succéda à Latour sur le Haut-Rhin, et Petrasch resta seul chargé de la garde du camp de Manheim.

Passage du Rhin.— Prise de Kehl. — Moreau avait décidé, d'après l'avis des officiers du génie envoyés en reconnaissance, que le principal passage du Rhin aurait lieu vers Kehl. La proximité de Strasbourg, et le grand

nombre d'îles boisées qui avoisinent cette grande cité, permettaient d'y rassembler en secret tous les bateaux et les agrès nécessaires, et de les couduire josque dans le bras Mabile et de là dans le grand Rhin. Après de nombreuses reconnaissances, pénibles et minutieuses, on avait choisi au-dessus et au-dessous de Kehl, trois endroits où devaient s'effectuer de petits débarquements chargés de distraire l'attention de l'ennemi de la principale tentative de passage. Cette tentative devait se faire sur deux autres points, à Kebl même (par 16,000 bommes) et à Gambsheim, un peu au-dessoos.

Le débarquement opéré à Gambsbeim (par 10,000 hommes) avait pour but de prendre en flanc et à dos tout ce qui s'opposerait à la principale attaque sur Kebl, et d'arrêter les renforts qui y seraient envoyés de Rastadt. Une forte reconnaissance devait être poussée sur Manbeim, afin de mieux tromper les Impériaux, et dans le même hut, le jour de l'expédition, le canon devait retentir sur toute la ligne du Rhin, depuis Huningue jusqu'à Herdt.

Le passage fut fixé à la nnit du 23 au 24, et tons les préparatifs en furent faits avec le plus grand secret. Par une suite de mouvements combinés et couverts chacun par différents prétextes, les tronpes destinées au passage furent réunies le 23 jnin au soir près de Strasbourg.—Les divisions Saint-Cyr, destinées à observer le camp ennemi de Manheim, avaient ordre de prendre la même direction aussitôt après le passage. — Les troupes dn premier débarquement furent partagées en quatre divisions, dont chacune avait un point d'arrivage particulier. La première, de 1,600 hommes, aux ordres de l'adjndant général Abattuci, devait descendre sous le bras d'Erlenrbin, et s'emparer des îles boisées que forme le vieux Rhin de Kehl; l'adjudant général Montrichard commandait la seconde colonne, forte de 1,500 hommes avec deux pièces de canon, elle était chargée de s'emparer du petit pont qui fait communiquer l'île d'Erlenrhin avec la rive droite; l'adjudant général Decaen, avec 250 hommes formant la troisième division, devait remonter cinquante toises dans le bras d'Erlenrhin, débarquer sous la batterie de ce nom et l'emporter; la quatrième division, très faible, n'avait d'autre mission que de balayer l'île des Escargots ou de l'Estacade.

Les embarcations étaient tontes arrivées à dix heures du soir à l'écluse du Péage; elles étaient à minuit dans le bras Mabile, an point désigné pour l'embarquement. Il s'effectua promptement et avec le plus grand silence. 2,500 bommes seulement composaient le premier transport. Quoiqu'il fît un bean clair de l'une, et quoiqn'on entendît déjà le canon des fausses attaques, la traversée eut lieu beureusement et sans que l'on brûlât nne amorce. Les postes ennemis s'enfuirent tellement épouvantés, qu'ils ne rompirent pas même les petits ponts qui joignaient les îles à la rive droite. Decaen s'empara de la batterie d'Erleorhin, sans autre résistance qu'une décharge à mitraille de chaeune des trois pièces qui la composaient.

Les bateaux revinrent chercher de nouvelles troupes en attendant que les ponts volants et des pontons fussent prêts pour passer le reste de l'armée. Le général Stein sortit du camp de Wilstett avec six bataillons et quelques escadrons, afin de s'opposer an débarquement qui était déjà effectué. Les Républicains, formés dans la plaine derrière des digues, soutinrent beureusement ce premier choc à l'aide de quatre pièces dont deux venaient d'être enlevées à l'ennemi.

Un pont volant fut établi à six heures du matin, de la rive gauche à l'île d'Erlenrhin: on s'en servit pour faire passer quelques chevaux et de l'infanterie, les îles d'Erlenrhin étant impraticables pour l'artillerie. Le service des bateaux ne discontinuait pas tontefois, et Desaix, qui commandait en chef l'expédition, eut bientôt avec lui des forces suffisantes pour se diriger contre Kebl.

Ce fort, rasé à la suite du traité de Bade, n'avait pas été reconstruit et se troovait dans le plus mauvais état. Les Autricbiens, pour en défeodre les principaux débouchés, avaient construit deux redoutes; l'une, dite du cimetière, en forme de bastion, était ouverte par la gorge et s'appuyait au Rhin, dont son artillerie battait le cours et la plage opposée; l'autre, située derrière le marais, dans la plaine entre la Schutter et le Rbin, avait un plus grand profil et était armée de cinq pièces de canon et défendue par nne triple ligne de trous de loup.

Six bataillons républicains, protégés par les digues du Rhin et par le canon de la rive gancbe, attaquèrent ces deux ouvrages. La redoute du Cimetière fut emportée presque sans résistance; la défense de la redoute des Trous-de-Loup, ou de Souabe, fut plus sérieuse; une fusillade terrible accueillit d'abord les Français, qui se débandèrent un instant; mais bientôt bouteux de cet échec, ils revinrent à la charge avec nne nouvelle audace, et malgré l'intrépide contenance du commandant autricbien Raglowich, ils tournèrent l'ouvrage par la gorge et contraignirent l'ennemi à une retraite tellement précipitée qu'il n'eut pas le temps de couper les ponts de la Kintzig. — La perte des Autrichiens, dans ces deux attaques, fut de treize pièces de canon et de 7 à 800 bommes.

Les Républicains, maîtres de tons les postes ennemis à dix heures du matin, poursnivirent les Impériaux jusque sur la ronte d'Offenbourg. — Un pont de bateaux, commencé le 24 à six beures dn soir, fut achevé le lendemain au matin. L'artillerie légère, la cavalerie et le reste de l'infanterie, défilèrent alors sur la rive droite.

Marche des Français sur Willstett. — La prudente circonspection qui caractérisait principalement le talent militaire du général Moreau, se montra aussitôt après le passage du Rhin à Kehl. La terreur dont les ennemis étaient frappés, l'état de dispersion où se trouvaient leurs forces, et que le général français ne devait pas ignorer après tant de reconnaissances minutieuses, lui eussent permis de les poursuivre sur Bubl avec de grandes chances de succès. Douze bataillons qu'il eût pu appeler à lui stationnaient inutilement entre Strasbourg et Huningue; ce renfort, joint à toutes les troupes laissées en cordon sur la rive gauche, lui aurait permis de disposer, dès le jour même du débarquement, d'une masse de 45,000 hommes, avec laquelle il

eût aisément écrasé l'un après l'autre les généraux Stein et Starray, alors trop éloignés pour opérer à temps leur jonction.

Il se borna, le 25, à faire quelques reconnaissances. Les postes du corps de Condé évacuèrent Marlen et Goldschir devant Férino; Beaupuy délogea l'ennemi de Neumuhl.—Le 26, l'armée fut dirigée contre le camp de Wilstett, que Stein avait déjà évacué pour se retirer sur Buhl. Férino, avec l'aile droite, se porta sur Honhurst, continuant la poursuite de Condé.—En débouchant du village de Korck, sur la route d'Offenbourg, la tête de la division Beaupuy fut vivement chargée par trois escadrons de cuirassiers d'Anspach. Tout ce qui avait déjà passé un défilé où l'on s'était engagé, fut sabré avant d'avoir eu le temps de se former; mais ce combat, d'abord heureux, devint funeste aux cuirassiers ennemis. Deux bataillons de la 10e légère, embusqués derrière les haies d'un village, les arrêtèrent par un feu roulant de mousqueterie, et la cavalerie française reformée les chargea à son tour. Ils furent culbutés avec une perte de plus de 150 hommes.

Le général Latour n'avait pas cru d'abord au passage du Rhin; il avait considéré la nouvelle qui lui en fut donnée comme une manœuvre adroite dont le but était de lui faire abandonner sa position autour de Manheim; néanmoins il avait, le 24 juin au soir, détaché Starray avec trois bataillons et quatre escadrons, pour rassembler les troupes sur la Murg; mais lorsque la réalité du passage lui eut été confirmée le lendemain, il se dirigea aussitôt lui-même, avec sa réserve, du camp de Schwetzingen sur le Haut-Rhin. Cette réserve était insuffisante pour arrêter Moreau, et l'Archiduc, dans ses *Mémoires*, blâme avec d'autant plus de raison son lieutenant, qu'il laissait le gros de ses forces disséminé inutilement le long du fleuve ou dans le Brisgau.

La position du corps de Stein était assez forte: les 8,000 hommes badois, wurtembergeois et autrichiens dont il était composé appuyaient leur droite aux montagnes vers Romerswhir, et leur gauche, couverte par Kintzig à Buhl. Moreau, après deux jours de tatonnements, résolut de leur livrer bataille.

Attaque du camp de Buhl. — L'armée se mit en mouvement le 27 sur six colonnes, trois de chaque côté de la Kintzig. Les troupes de Férino formaient les trois premières, dont l'une devait s'avancer au-delà de Goldschir pour contenir l'avant-garde des Émigrés; la seconde remonter la gauche de la Kintzig pour gagner la route d'Offenbourg à Fribourg, et menacer ainsi la retraite de l'ennemi, et la troisième suivre la rive droite par Wihr et Watterwhir, afin de tourner le flanc gauche de Stein; la quatrième colonne, aux ordres du général de brigade Lecourbe, devait s'avancer par Griesheim sous le canon de Buhl; Decaen dirigeait la cinquième sur Appenwhir, et Sainte-Suzanne la sixième sur Urlaffen et Zimern, pour faire face aux troupes qu'on savait venir du Haut-Rhin.

Le résultat de cette attaque, conduite avec vigueur, eût été de chasser l'ennemi du bassin du Rhin; mais Decaen, arrêté dans sa marche, n'arriva paa à sa destination et fut forcé de passer par Appenwhir où il mit en déroute un corps de cavalerie chargé d'entretenir les communications de l'ennemi avec Rastadt. Ce contre-temps, joint à la pluie qui tombait par torrents, empêcha de pousser plus loin ce premier succès. Les autres colonnes avaient été repoussées presque sur tous les points par la cavalerie autrichienne, leurs mouvements étant devenus très difficiles par la nature du sol glaiseux et inondé où elles se trouvaient; Sainte-Suzanne avait seul obtenu quelquea succès et s'était emparé de deux villages.

Stein fit cependant évacuer pendant la nuit le camp de Buhl, ne se croyant pas assez fort pour attendre les Français dans cette position; il se replia dans la vallée de la Kintzig.

Combat de Renchen. — Pour garder les gorges de la forêt Noire de concert avec l'armée de Condé, Latour avait réuni derrière l'Elz, sous les ordrea de Froelich, toutes les troupes du Haut-Rhin. Stein dut tenir le Kniebis et la vallée de Kintzig, et Starray garder la Rench avec environ 10,000 hommes, pendant que Latour, avec sa réserve de 8,000 hommes, moitié infanterie, moitié cavalerie, attendrait à Muckensturm les renforts qui venaient du Bas-Rhin.

Le 28 juin au matin, la brigade Sainte-Suzanne, qui avait bivouaqué à Urlaffen, venait d'attaquer le corps de Starray quand le reste du corps de Desaix arriva. Les troupes réunies s'avancèrent alors sur trois colonnes: celle de gauche devait contenir l'ennemi; celle du centre, conduite par Desaix, déboucher par la grande route dite Bergstrasse; la troisième avait ordre d'attaquer Ober-Kirch, point décisif de la position. Une vive canonnade se fit d'abord entendre sur toute la ligne. L'artillerie légère et la cavalerie de la seconde colonne se déployèrent dans les champs en avant de Zimern, la droite à Molsbach et la gauche à Urlaffen. Une plaine basse et dominée par les Français servait de champ de bataille aux Autrichiens; mais des bouquets de bois masquaient leurs manœuvres et leur permettaient de pouvoir faire, sans être aperçus, les dispositions nécessaires pour surprendre l'une ou l'autre des ailes des Républicains; c'est ce que Starray essaya de faire en jetant sur leur flanc droit les cuirassiers de Kavanagh. Ce corps, engagé partiellement, tenta vainement par deux charges brillantes de déborder la ligne de Desaix. Deux bataillons de la 97e demi-brigade lui opposèrent un feu si vif et si bien dirigé, qu'ils le contraignirent à quitter un champ de bataille couvert de ses cadavres.

Le général autrichien, sans être découragé par cet échec, tenta un nouvel effort sur la gauche, mais seulement encore avec une partie de ses forces. Sa cavalerie, soutenue de quelques pièces légères, fut si vivement chargée et débordée par trois régiments de cavalerie républicaine, qu'elle fut rejetée en désordre dans un défilé qu'elle avait déjà franchi. La déroute de cette aile autrichienne fut alors complète. Infanterie, artillerie, cavalerie, tout se dispersa dans la plus affreuse confusion. Desaix, pendant ce temps, accablait aussi sur la droite les trois bataillons chargés de défendre Ober-Kirch et les passages entre ce village

et la Rench. Il se jeta ensuite sur le flanc gauche de Starray, qui fut vivement poussé jusqu'à Ensbach, d'où il se retira à Bubl. Ce combat coûta aux Impériaux dix pièces de canon, 1,200 hommes tués, blessés ou prisonniers, et 600 chevaux.

Moreau s'arrêta pendant six jours dans les positions qu'il avait prises après l'affaire de Renchen, afin de réorganiser l'armée. Saint-Cyr, qui venait d'arriver avec l'aile gauche, eut dans la nouvelle organisation le commandement du centre; celui de l'aile droite échut à Férino, et celui de la gauche à Desaix.

Prise du Kniepis et de Freudenstadt. — Moreau résolut ensuite d'exécuter le plan qu'il avait formé de descendre le Rhin avec les corps de Saint Cyr, de Desaix et la réserve, pour aller au-devant de l'ennemi et déboucher sur le Necker, pendant que Férino, avec la droite, traverserait la forêt Noire.

Le général français ne crut cependant pas devoir descendre la vallée qui s'étend entre le Rhin et les montagnes Noires, sans s'assurer la possession des gorges de cette chaîne, qui eussent laissé des débouchés sur ses derrières. La brigade Laroche fut détachée le 3 juillet pour remonter la vallée de la Renchen et s'en rendre maître. Des tirailleurs et des paysans armés qui défendaient les gorges furent dispersés; une forte redoute avec un réduit casematé avaient été construits sur le Kniebis, une des plus hautes montagnes de cette chaîne. Le contingent du Wurtemberg, sous les ordres du prince de ce nom, défendait ce poste. Le général Laroche, privé d'artillerie, le fit attaquer à la baïonnette par ses intrépides chasseurs; vainement fit-on pleuvoir sur eux une grêle de grenades, la redoute fut emportée. Cette affaire coûta aux ennemis 400 prisonniers, dont dix officiers, deux pièces de canon et huit drapeaux.

L'audace avec laquelle la brigade Laroche avait emporté le fort du Kniebis, décida le général Saint-Cyr à la charger aussi de la prise de Freudenstadt, qui devait assurer aux Français la possession des revers des montagnes Noires. Cette petite ville fut emportée le 4 juillet après un combat fort long, dans lequel Laroche fut blessé assez grièvement à la main. La pluie qui tombait par torrents, neutralisant l'effet de la poudre, décida les soldats à attaquer les Impériaux à la baïonnette, et telle fut l'impétuosité de leur choc que ceux-ci, dans leur retraite, abandonnèrent une batterie de vingt et une pièces de canon. La division Duhesme s'établit à Freudenstadt.

L'Archiduc, qui avait appris, le 26 juin, au camp de Walmerode, le passage du Rhin à Kehl, s'avançait pendant ce temps et en toute hâte contre l'armée de Rhin-et-Moselle, qu'il craignait de voir arriver avant lui sur le Danube.

Combat et prise de Rastadt. — Pour marcher plus vite, et comptant sur la supériorité de sa cavalerie, l'Archiduc n'amenait avec lui qu'une partie de son armée et la division Hotze. Sa tête de colonne avait déjà paru le 5 à Durmesheim, et il était sur le point de se réunir au général Latour, quand ce dernier, encouragé par la lenteur prudente des mouvements de Moreau, se méprit sur les motifs qui engageaient le général de l'armée de Rhin-et-Moselle à ne pas se presser de combattre, et désirant avoir tout l'honneur d'un succès qu'il regardait comme certain, résolut de livrer seul bataille.

Moreau, forcé à combattre n'était plus l'homme irrésolu et indécis; placé dans l'inévitable nécessité d'attaquer ou de recevoir la bataille, il eut bientôt pris son parti et fait ses dispositions. Fidèle aux véritables principes militaires, et au moment d'engager sa gauche, il songea à l'appuyer par son centre; la division Taponier eut ordre de descendre la vallée de la Murg, celle de Duhesme resta à Freudenstadt. Une attaque de front paraissait devoir être meurtrière et difficile; Moreau, qui faisait consister la première qualité du général à être ménager du sang de ses soldats, résolut de déborder la gauche de l'ennemi pour le forcer à la retraite; mais cette manœuvre exigeait qu'il s'emparât d'abord de Gersbach afin que la droite de Desaix à Ebersteinbourg ne fut pas inquiétée par les Autrichiens postés sur la chaîne de montagnes boisées qui s'étend de Kuppenhein à Gersbach.

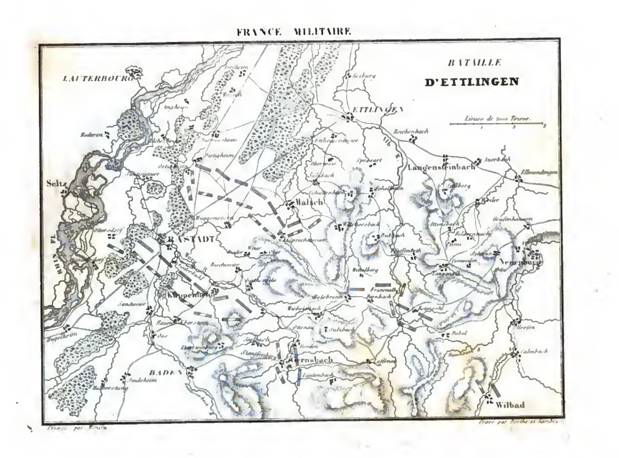
Taponier, avec la 4e division, fut chargé d'emporter ce poste et la vallée de Murg. Cette attaque eut lieu à cinq heures du matin et fut couronnée de succès malgré la résistance de trois bataillons qui défendaient Gersbach. L'ennemi, poursuivi jusqu'à Ottenau, laissa 100 prisonniers au pouvoir des Républicains.

Decaen, qui commandait la droite de Desaix, s'empara de Kuppenheim défendu par quatre bataillons et par huit escadrons aux ordres du général Deway. La 10e demi-brigade, renforcée d'un bataillon, chassa l'ennemi des montagnes et s'en empara. Pendant ce temps Lecourbe descendait la vallée de Murg et balayait la rive gauche de cette rivière. Les grenadiers hongrois et autrichiens, qui défendaient ces divers postes, furent culbutés et eurent, outre un grand nombre d'hommes hors de combat, 300 prisonniers.

La brigade Sainte-Suzanne déboucha du bois de Soudweier à quatre heures de l'après midi avec la première ligne de cavalerie. La division Delmas devait en même temps paraître le long du Rhin à la tête du bois d'Otterdorf, mais elle fut retardée dans sa marche, et ce retard permit aux Autrichiens de diriger la totalité de leur artillerie sur l'issue du bois par où devait déboucher la colonne Sainte-Suzanne. Celle-ci, battue de front, en écharpe et en flanc, ne se se forma qu'avec peine et eut beaucoup à souffrir. Le brave général Bellavène fut grièvement blessé, un boulet lui emporta la jambe.

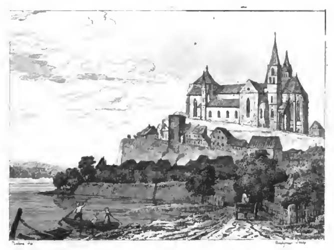
L'artillerie légère française se distingua néanmoins dans cette rencontre et tua beaucoup de monde à l'ennemi. L'arrivée de la divisision Delmas fit une heureuse diversion pour la brigade Sainte-Suzanne et rétablit l'égalité du combat, pendant lequel le bois de Rastadt, long-temps disputé avait été emporté. La brigade Jobat s'était emparée du village de Nieder-Bulh, après avoir forcé le passage de l'Olbach.

L'ennemi, battu sur sa gauche et sur le point de l'être à sa droite, opéra sa retraite par le pont de Rastadt et les gués de la Murg. Elle se fit en bon ordre, protégée par une artillerie et une cavalerie nombreuse. Cependant


BATAILLE
D'ETTLINGEN
Lieues de 2000 Toises.
LAUTERBOURG
ETTLINGEN
Langensteinbach
Seltz
Malsch
RASTADT
RHIN
Neuenburg
Gernsbach
BADEN
Wilbad
Ellmendingen
Reichenbach
Auerbach



Costumes du Pays de Bade.



Bords du Rhin. Vieux Brisach.




V.E.
NAPOLI
Biblioteca Nazionale



Bade.



Bataille d'Ettlingen

le 2e régiment de chasseurs effectua, dans les rues de Rastadt, une charge brillante sur l'arrière-garde ennemie. Latour profita de la nuit pour se retirer sur Ettlingen.

Malheureusement après cette affaire, et au lieu de poursuivre vivement l'ennemi, Moreau séjourna trois jours dans ses positions, laissant à l'ennemi tout le temps de se rallier à l'Archiduc et de se poster avantageusement entre Muhlberg et Ettlingen.

Bataille d'Ettlingen. — Retraite de l'Archiduc. — L'Archiduc avait arrêté pour le 10 toutes les dispositions nécessaires pour livrer une bataille décisive. Moreau le prévint en l'attaquant le 9. Des combinaisons plus hardies et plus savantes que celles qu'il avait jusqu'alors mises à exécution décidèrent ce général à refuser entièrement sa gauche pour faire attaquer par sa droite renforcée. La gauche de l'ennemi, la garde des passages de la Pfederbach, en arrière du village d'Ettingheim, fut confiée à deux régiments aux ordres de Delmas, et ce général eut ordre de ne pas franchir le ruisseau ni engager d'affaire sérieuse. Saint-Cyr, laissant à Freudenstadt et au Kniebis les postes rigoureusement nécessaires, dut avec le reste de ses troupes rejoindre la seconde division postée depuis la veille dans la vallée de Murg. Il avait ordre, avec ces forces réunies, de déborder la gauche de l'ennemi, et de l'attaquer dans toutes ses positions sur les montagnes, jusqu'aux sources de l'Alb.

Desaix devait marcher avec l'aile gauche dans la direction de Malsch, au pied des hauteurs, et afin de contenir ce qui se trouverait entre les montagnes et le Rhin. — La réserve de cavalerie fut postée entre Muckensturm et Ettingheim, pour observer celle de l'ennemi et protéger l'attaque de Malsch. — Le corps de Saint-Cyr, chargé de la première attaque, fut renforcé par l'infanterie de la réserve.

Taponier avec six bataillons et 150 hussards dut gagner la vallée de l'Enz à travers les montagnes et s'avancer sur Wildbad pour déborder le flanc gauche de l'ennemi.

L'adjudant général Houel, après avoir enlevé les couvents retranchés d'Herrenalb et de Frauenalb devait menacer la droite de la position de Rosentohl, que Saint-Cyr se proposait d'attaquer de front.

Le plateau de Rosentohl, un des plus hauts et des plus escarpés des montagnes Noires, est couvert de bois touffus qui en rendent l'accès difficile. Deux mauvais chemins partant du fond de la vallée de l'Alb y conduisent seuls. Keim avec six bataillons, quatre escadrons et une nombreuse artillerie était chargé de leur défense. En outre trois bataillons occupaient Frauenalb avec une avant-garde à Loffenau.

Saint-Cyr, convaincu qu'une attaque de vive force coûterait la vie à trop de braves, résolut d'agir de ruse pour engager l'ennemi à quitter cette redoutable position. Ses troupes, fatiguées par une marche pénible et par l'attaque des postes intermédiaires, furent masquées en grande partie derrière les bois. Une partie de la 106e et de la 84e demi-brigades opérèrent des attaques simulées sur le front et la droite de la position. Cette manœuvre fut inutilement recommencée quatre fois et les tirailleurs français, dans toutes leurs attaques, furent repoussés jusqu'au pied de la montagne. Une cinquième tentative formée par la 106e demi-brigade irrita les Autrichiens, impatientés de ces manœuvres et enhardis par la fuite simulée des Républicains. Des masses s'ébranlèrent pour charger la téméraire demi-brigade et cherchèrent à l'envelopper. Elle précipita sa retraite dans le but de hâter la marche de l'ennemi. En effet il descendit rapidement la montagne, et comme craignant de voir s'échapper un ennemi vaincu; déjà une partie de ses tirailleurs avait dépassé les flancs de de la réserve que Saint-Cyr tenait masquée en colonne serrée en arrière du convent d'Herrenalb, quand Lecourbe reçut l'ordre de faire charger la 109e demi-brigade et la 106e qui s'était reformée en arrière d'une ligne de grenadiers. Les Autrichiens, reconnaissant le piége où ils étaient tombés, essayèrent vainement de regagner en bon ordre leur position; ils y furent ramenés la baïonnette aux reins; on ne leur donna pas le temps de se reformer sur le plateau. Ils en furent chassés en désordre et le laissant chargé de cadavres. Keim se reptia en hâte sur Neuenbourg, abondonnant plus de 1.000 prisonniers. Le général Lindt, qui marchait sur Wildbad avec la division saxonne, informé de l'échec de Keim, au lieu de voler au secours de ce général, retourna à Pforzheim.

Pendant ce combat, l'attaque de Malsch avait eu lieu. Decaen en avait d'abord délogé les avant-postes ennemis: mais bientôt assaillis par les colonnes de Latour et de Starray, les Français furent contraints d'évacuer le village et de se retirer sur une hauteur isolée à droite. Malsch fut repris ensuite par deux demi-brigades de Desaix, qui en furent encore repoussées. Ce poste, disputé jusqu'à dix heures du soir avec un incroyable acharnement, fut pris et repris plusieurs fois. Les bois et les hauteurs furent emportés par les Français. Le village resta aux Autrichiens. — Pendant ces diverses attaques, les escadrons impériaux se déployèrent dans la plaine entre la colonne de Starray et celle de Latour qui s'était portée sur Dumersheim. Desaix avait fait avancer la cavalerie de réserve afin de soutenir l'attaque de Malsch, et l'avait placée à l'abri d'un rideau dans une position très serrée pour que l'infanterie la protégeât au besoin.

Quelques escadrons de chasseurs et de hussards républicains ayant fait un faux mouvement vers Muckensturm et prêté le flanc à l'ennemi, on vit les escadrons autrichiens s'ébranler pour les charger; mais la réserve se déploya si promptement et fut si bien soutenue par la cavalerie légère, que les Impériaux n'osèrent pas avancer. Latour réussit seulement à chasser les Français de Bietiggheim. Ainsi, rien de décisif n'avait eu lieu entre le Rhin et les montagnes, et les deux partis à l'entrée de la nuit conservaient leur champ de bataille.

En apprenant le succès des Français à Rosentohl, la retraite du général Keim et celle de Lindt, commandant le coutingent saxon, l'Archiduc se retira lui-même le 10 au matin par une marche forcée sur Durlach et Carlsruhe, puis sur Pforzheim. Cette résolution était

étrange après une affaire où le succès était à peu près partagé et lorsque, en attirant à lui la colonne de Latour, il lui restait assez de forces pour espérer de culbuter Desaix à Malsch, et pour compromettre ainsi la position de Saint-Cyr aventuré au milieu des montagnes.—Celui-ci descendit le 10 le long de l'Enz jusqu'à Neuenbourg, et le même jour l'avant-garde de Desaix occupa Ettlingen.—Des ordres furent donnés pour relever les forts de Kehl et mettre les ponts à l'abri de toute insulte; puis l'armée se disposa à marcher vers le Necker.

Combat de Haslach.—Férino, renforcé de la division Dubesme, reçut, après l'affaire d'Ettlingen, l'ordre de balayer la plaine du Brisgau et la vallée de la Kintzig. —Le général autrichien Froelich était alors vers Ettenheim, son extrême gauche près d'Huningue. Les hauteurs d'Ettenmunster et de Hunersattel étaient occupées par le prince de Condé; Haslach et la vallée de Kintzig par le général Giulay; les troupes de la Souabe campaient vers Hornberg. Ces divers postes furent tous attaqués le 14 juillet à la pointe du jour. Férino avait formé en trois colonnes ses troupes qu'il dirigea sur celles de Froelich. La colonne de droite se porta sur Ettenheim et Herbolzheim. Celle du centre commandée par Abattuci, chassa le corps de Condé d'Ettenmunster et de Schweighausen. La colonne de gauche, aux ordres de Jordy, chargée de la principale attaque dans la vallée de la Kintzig, emporta Haslach après un combat acharné de trois heures, où les Autrichiens eurent 400 hommes tués ou blessés. Giulay se retira sur Hornberg, Froelich et Condé sur Villingen.

La division Dubesme avait été aussi formée en trois colonnes. Gudin battit près de Wolfach les avant-gardes des troupes de la Souabe. Vandamme chassa l'ennemi d'Alpirsbach. Laval nétoya tous les postes entre la haute Kintzig et le Necker. – Laborde, resté inutilement sur la rive gauche du Rhin jusqu'au 16 juillet, passa le fleuve à cette époque, et s'avança vers Constance.—Le général ennemi Wolf, craignant d'être coupé vers Lorach, abandonna la position qu'il occupait devant Laborde, et se retira vers Stublingen.

Combat de Canstadt. — L'Archiduc s'était arrêté dans une formidable position derrière le Necker, sur les hauteurs de Canstadt, la droite à la Rems, et la gauche à la Filz. Ses forces venaient d'être diminuées par le départ des troupes de la Saxe et du cercle de Souabe qui se séparèrent de l'armée impériale par suite de l'armistice que la République avait conclu avec le Wurtemberg le 17, avec le margrave de Bade le 25, et avec les États formant le reste du cercle de Souabe le 27 juillet.

Moreau était décidé à attaquer l'ennemi, mais il trouvait difficile de forcer de front la position qu'il occupait; il résolut de faire un mouvement par sa droite pour déborder l'aile gauche impériale. Saint-Cyr attaqua, le 21 juillet, à Eslingen et Canstadt, les avant-gardes ennemies, occupant encore la rive gauche du Necker. En débouchant de Ruith sur Eslingen, Laroche fut vivement repoussé par Hotze; mais le village de Berg et le faubourg de Canstadt furent si vivement assaillis par Taponier, que l'ennemi, obligé de fuir, n'eut pas le temps de couper le pont. L'éloignement du reste de l'armée empêcha Taponier de chercher à forcer le passage, ce qui eût permis de culbuter la droite des Autrichiens.

Desaix s'établit le jour même à Louisbourg, et les deux partis commirent la faute de rester le 22 dans les mêmes positions. — Il eût importé pour le succès des opérations des armées françaises en Allemagne que Moreau se portât à gauche sur Heilbron, afin de se joindre avec Jourdan; mais d'après ses instructions il devait appuyer sur sa droite, passer le Necker à Eslingen, et marcher sur le Danube. Ce projet qui, si les deux armées républicaines eussent été réunies, était convenable, puisqu'il aurait séparé l'Archiduc de l'Italie et du Tyrol, avait, dans la situation des choses, l'inconvénient de favoriser ce que l'on eût dû empêcher, la réunion du prince Charles avec Wartensleben. La marche imposée par le Directoire à Moreau était d'ailleurs inexécutable par suite de la position relative des deux partis. Moreau ne pouvait se flatter de cacher ses projets à l'Archiduc, qui marchait alors vers le Danube suivi pas à pas par l'armée républicaine.

Bataille de Neresheim. — L'Archiduc ayant enfin atteint la ligne du Danube, cessa tout à coup de poursuivre son plan de réunion avec Wartensleben, et résolut de revenir sur Neresheim pour attaquer les Français, quoique, en cas d'échec, il s'exposât à être culbuté dans le fleuve.

Moreau, qui ne pouvait croire à une attaque générale tentée par l'ennemi, n'avait pas pris toutes les dispositions nécessaires pour y résister. Son armée était placée en avant de Neresheim; la droite occupait Dischingen, le centre Dustelkingen, la gauche s'appuyait vers Schweindorf à la route qui va de Neresheim à Nordlingen. La réserve de cavalerie était disposée de façon à soutenir la gauche. Medlingen, vers la Brentz, était occupé par six bataillons de flanqueurs aux ordres du général Duhesme, qui étaient trop éloignés pour couvrir efficacement la droite de l'armée. La gauche n'était pas mieux flanquée par des bataillons postés à Bopfingen. Ces troupes formaient un total de 43,000 hommes, dont 5,000 de cavalerie.

Les forces autrichiennes ne comptaient pas un nombre de combattants supérieur, mais il s'y trouvait 12,000 cavaliers. Voici quelles étaient les dispositions de l'Archiduc: une partie du corps de Froelich, repliée derrière la Guntz, devait former la première colonne de gauche et, après avoir passé le Danube à Ulm, se lier à la division de Riese, qui fut elle-même divisée en deux colonnes; l'une de 3,000 hommes, aux ordres de Mercantin, devait attaquer la droite française à Dischingen, l'autre, forte de 7,000 hommes commandés par Riese lui-même, devait tourner le corps de bataille de Moreau et prévenir les Français aux défilés des montagnes d'Alb, après avoir accablé Duhesme à Medlingen; une partie de la réserve, venue de Medingen, renforçait de 18,000 hommes le centre, établi vers Aufhausen, et dont l'Archiduc fit trois corps; La-

tour, avec le premier, de 5,500 hommes, se porta d'Amertingen sur Eglingen et Discbingen; le second, de 5,000 fantassins et 1,500 chevaux, dirigé par l'Archiduc lui-même, se porta sur Dunstelkingen; Hotze commandant le troisième, fort de 9,300 hommes, dont 1,800 cavaliers, devait attaquer Kossingen et Schweindorf; enfin la droite autrichienne, formée de l'avant-garde aux ordres de Lichtenstein, et soutenue par une partie de la réserve commandée par Starray, fut destinée à opérer deux attaques, l'une pour chasser de Bopfingen les flanqueurs de la gauche française, l'autre pour forcer la route de Norlingen à Neresheim.

Quoique ces forces, qui s'élevaient à 30,000 fantassins et 12,000 cavaliers, ne fussent qu'à trois lieues de la position française, et quoiqu'on les eût fait partir à minuit, la pluie et une obscurité profonde ne leur permirent d'arriver à leur destination qu'après neuf heures de marche. Le détachement même du corps de Froelich ne put pas pousser son avant-garde au-delà d'Albeck. La division Riese s'avança néanmoins sur Dubesme, qu'elle repoussa de Medlingen; mais quoique les autrichiens eussent 3,000 chevaux arrivés à Giengen avant les flanqueurs de Dubesme, ces derniers purent opérer leur retraite sans grande perte sur Henbach et Weissenstein par la rive droite de la Brentz. La colonne Mercantin occupa sans résistance Balhausen et les hauteurs d'Altenberg et de Stauffen, où elle resta inactive. L'armée de Moreau aurait couru un grand risque si, après l'échec de Dubesme, tout le corps de Riese se fût rabattu sur Flencheim ou Zoschingen, derrière sa droite, pour appuyer les attaques de Latour, de Hotze et des autres troupes du centre. Riese au contraire s'avança sur Heidenheim, où son corps n'eut d'autre utilité que de faire décamper les administrations et les équipages de l'armée républicaine.

Saint-Cyr commandait le centre de cette armée: menacé d'être attaqué, il envoya lui-même des troupes au-devant de l'ennemi qui s'avançait, afin d'arrêter sa marche. En effet, le général Latour eut à combattre la brigade Laroche qui, après la plus belle résistance, se retira lentement et se retrancha au château de Discbingen. Lecourbe vint aider Laroche à se maintenir dans cette position. Quelques bataillons républicains isolés dans les bois en avant de la ligne furent rejetés sur Dunstelkingen par la colonne dirigée par l'Archiduc.

Hotze, après un vif combat, avait réussi à s'emparer de Kossingen; les Français s'étaient retirés sur les hauteurs entre ce village et Neresheim; mais il essaya ensuite vainement de franchir le ravin de Neresheim devant les forces que Dessaix avait placées sur ce point. Le général Gazan repoussa également à Schweindorf toutes les forces que Hotze y avait dirigées. Une trouée existait entre le centre et l'aile gauche par suite de la prise de Kossingen; la réserve s'avança, reforma la ligne, rétablit sur ce point l'égalité du combat.

Au lieu d'appuyer Hotze, le prince de Lichtenstein avait éparpillé une partie de sa colonne entre Schweindorf et Umeuheim, et, suivant les ordres mal combinés qu'il avait reçus, marchait excentriquement sur Bopfingen; mais déjà ce poste avait été évacué par le général Delmas, qui s'était rapproché de l'armée, et dont les forces, réunies à celles de Gazan, étaient suffisantes pour couvrir l'aile gauche française contre l'avant-garde éparse de Lichtenstein.

L'attaque du centre ne discontinuait point, mais les colonnes contre la position de Saint-Cyr avaient toutes été repoussées. L'Archiduc, après midi, renouvela un plus vif effort sur Discbingen, le Barrmberg et Dunstelkingen. Ce dernier village fut incendié par le feu croisé des batteries ennemies. L'Archiduc espérant profiter de cette circonstance pour s'en emparer, lança ses colonnes en avant. L'infanterie autrichienne traversa la vallée et commença à gravir la hauteur de Baremberg, mais la fermeté avec laquelle les têtes de colonne ennemies furent reçues par les soldats français, les obligea à rétrograder et déjoua toutes leurs tentatives. L'affaire dégénéra en un échange insignifiant de boulets; Moreau, pour la décider sur ce point, fit alors déployer sa réserve entre Dunstelkingen et Hofen; l'artillerie légère française démonta les batteries des Autrichiens, qui cessèrent leur feu, inquiets d'ailleurs pour leur droite, que le mouvement de la réserve menaçait.

Pendant le combat, Moreau n'avait pas cessé de se montrer pour encourager les soldats, et de courir du centre à l'aile gauche et de celle-ci au centre. Il ne fut informé qu'à midi de l'échec de Dubesme. Le centre de l'armée se trouvait ainsi tourné par la droite, et il craignit d'abord que Lecourbe et sa demi-brigade ne fussent enveloppés. Néanmoins, confiant dans la vigueur de ses troupes et dans les dispositions qu'il avait prises, il continua à combattre, renonçant seulement à un mouvement offensif qu'il voulait faire opérer par sa gauche, réunie aux flanqueurs qu'il avait rappelés de Bopfingen. Il prévoyait l'issue de la journée, et averti le soir que Heidenheim n'était occupé que par un parti ennemi, il y envoya le général Hourl avec 900 hommes d'infanterie et quelques escadrons de chasseurs qui reprirent ce poste sur Riese, et chassèrent jusqu'à Dillingen les mêmes troupes qui avaient été victorieuses le matin.

L'Archiduc, en combinant une seule attaque avec ses principales forces, aurait peut-être obtenu un important succès; il se trouva le soir repoussé sur tous les points. L'honneur du combat et le champ de bataille restèrent aux Français. La journée, quoique sans autre résultat, coûta plus de 3,000 hommes aux deux armées. — Le plan d'attaque dans lequel 42,000 Autrichiens combattirent par corps isolés, sur un front de dix lieues, n'avait aucun ensemble, et fut vivement reproché à l'Archiduc. — Moreau, quoique sa ligne fut aussi beaucoup trop étendue, en répara les défauts par les manœuvres qu'il ordonna sur le terrain, et quoique surpris de la brusque résolution du général ennemi, montra du calme et de la fermeté. Les bonnes dispositions du général Saint-Cyr et la bravoure de sa division, doivent aussi être comptées parmi les principales causes du succès obtenu à Neresheim.

Retraite de l'Archiduc.—Les deux armées passent le Danube. — La situation de l'armée française était

néanmoins assez critique, par suite de la retraite de Dubesme qui avait entraîné celle des réserves de munitions : on en manquait, et on pouvait à peine espérer de les voir revenir. Moreau délibéra en lui-même, le soir même du succès qu'il venait d'obtenir, s'il se retirerait ou s'il bivouaquerait devant l'ennemi. La retraite, en le forçant à repasser les montagnes d'Alb, eût entraîné certainement la perte d'une partie de l'armée. Il était également dangereux de rester devant un ennemi qui pouvait opérer le lendemain une nouvelle attaque mieux combinée, contre des troupes barassées et sans munitions. Une résolution énergique le sortit d'embarras : il forma le dessein, pour imposer à son adversaire, de prendre l'initiative et de l'attaquer lui-même le lendemain.

Bien lui prit de s'être arrêté à cette résolution, car l'Archiduc, non moins indécis, sembla le lendemain n'attendre pour prendre lui-même un parti, que de connaître celui auquel le général français s'était arrêté. On vit à la première lueur du jour les Autrichiens sous les armes et prêts à attaquer ; mais à peine l'Archiduc eût-il reconnu que Moreau se disposait à combattre, qu'il commença un mouvement rétrograde sur Moedingen. Le général français, satisfait d'en être débarrassé, le fit observer plutôt que poursuivre.

L'Archiduc quitta le lendemain son camp de Moedingen pour se rendre à Donawerth, où il passa le Danube, laissant le prince de Lichtenstein avec une arrière-garde pour couvrir son mouvement. Moreau avait d'abord suivi l'ennemi à Wernitz; mais les ordres du Directoire lui prescrivant de manœuvrer sur la rive droite, afin de faciliter les opérations d'Italie, il revint sur Dillingen et Lauingen, où il passa aussi le Danube le 19 août, et il prit position sur la Zusam.

Opérations de l'aile droite. — Combat de Kamlach. — Réunion de toute l'armée française. — Taudis que le général Moreau prouvait si bien à l'archiduc Charles que sa circonspection n'était pas de l'impuissance, et que sans être toujours follement disposé à livrer bataille, il n'était pas de ceux qu'on pût prendre au dépourvu, et qui dussent s'effrayer d'avoir à combattre à l'improviste, le général Froelich, après avoir désarmé et renvoyé dans leurs foyers les contingents de la Souabe, se retirait devant l'aile droite française aux ordres de Ferino; laissant au prince de Condé, posté à Mendelheim, le soin de protéger sa retraite, il hâtait sa marche vers le Danube; mais malgré toute sa promptitude à opérer ce mouvement rétrograde bien combiné, il ne put arriver assez tôt pour entrer en action à la bataille de Neresheim, et dut se contenter de prendre position sur l'Iller. Dans le même temps, à l'extrême droite, les généraux Laborde et Tharreau chassaient devant eux les brigades autrichiennes de Wolf et de Saint-Julien, et balayant la rive orientale du lac de Constance, s'emparaient des postes importants de Brégentz, de Lindau et de Kempten. — Le combat de Kamlach, livré le 13 août, fut la dernière action où prit part isolément une partie de l'aile gauche autrichienne. Cette aile réunie depuis lors au corps de bataille, confondit ses mouvements avec ceux du gros de l'armée. — Ce combat d'ailleurs n'était pas nécessaire ; il eut lieu par les ordres du prince de Condé, jaloux de prouver aux officiers autrichiens que la noblesse française, en reculant devant les troupes républicaines, n'obéissait pas à une impulsion pusillanime, mais bien aux ordres prudents et formels des généraux de l'Empire. L'infanterie noble, conduite par le duc d'Enghien, attaqua donc la division républicaine établie en avant de Kamlach, culbuta un bataillon d'infanterie qui défendait le village et s'empara du cimetière. Cette attaque avait lieu de nuit et au sein d'une obscurité profonde ; la mêlée fut horrible. Les émigrés n'étaient pas en forces suffisantes, et payèrent cher leur premier avantage; 500 des leurs restèrent sur le champ de bataille. Le prince de Condé dut même mettre en mouvement le reste de son corps afin de dégager son petit-fils.—Peu de temps après, Froelich revint sur ses pas et reprit position à Kempten, afin de soutenir le général Wolf, qui, arrêté dans le poste de Feldkirch, défendait opiniâtrément l'entrée des gorges du Tyrol. De son côté, Férino, avec l'aile droite, se réunissait au reste de l'armée de Rhin-et-Moselle.

On a reproché à tort, selon nous, au général Moreau, la manœuvre excentrique qu'il fit faire à l'aile commandée par Férino. La présence de cette aile aurait sans doute été d'un grand poids aux batailles d'Ettlingen et de Neresheim; mais il faut remarquer qu'après le passage du Rhin au centre de la ligne ennemie, il était nécessaire que le général français, en se portant à sa gauche, fît complètement déblayer sa droite, afin de ne pas être exposé à ce qu'une manœuvre hardie de la gauche autrichienne, coupât ses communications avec le pont de Kehl, et interceptât l'arrivée des munitions et des renforts dont son armée avait besoin pour combattre et pour vaincre.

RÉSUMÉ CHRONOLOGIQUE.

1796.

15 JUIN. Combat de Manheim.
23 — Passage du Rhin à Kehl.
27 — Attaque du camp de Buhl.
28 — Combat de Ranchen.
3 et 4 JUILLET. Prise du Kniebis et de Freudenstadt.
5 — Combat de Rastadt.
9 JUILLET. Bataille d'Ettlingen.
11 — Combat de Haslach.
21 — Combat de Canstadt.
11 AOUT. Bataille de Neresheim.
13 et 14 — Les Autrichiens repassent le Danube.
13 — Combat de Kamlach.
19 — Passage du Danube par l'armée de Rhin-et-Moselle.

A. HUGO.

On souscrit chez DELLOYE, Éditeur, place de la Bourse, rue des Filles-Saint-Thomas, 13.

Paris. — Imprimerie et Fonderie de Rignoux et Cᵉ, rue des Francs-Bourgeois-Saint-Michel, 8.

FRANCE MILITAIRE.

OPÉRATIONS DE L'ARMÉE DE RHIN-ET-MOSELLE.

RETRAITE DE MOREAU. — BATAILLE DE BIBERACH.

SOMMAIRE.

Passage du Lech.—Combat de Friedberg.—Marche de Desaix sur Aichstett.—Combat de Zell.—Moreau se décide à la retraite.—Tentative des Autrichiens sur Kehl.—Retraite de l'armée française.—Combat de Schussenried.—Bataille de Biberach.—Moreau renonce à marcher sur la Kintzig.—Passage du val d'Enfer.—Bataille d'Emmendingen.—Bataille de Schliengen.—L'armée repasse le Rhin.—Armistice proposé et refusé.—Jugements sur la campagne.

ARMÉE RÉPUBLICAINE.

Général en chef. MOREAU.
Chefs de corps d'armée. DESAIX.—FÉRINO. GOUVION-SAINT-CYR.

ARMÉE IMPÉRIALE.

Général en chef.—Le prince CHARLES.
Général de l'armée du Haut-Rhin.—LATOUR.

Après la bataille de Neresheim, l'Archiduc, battu par Moreau, était revenu à son premier projet, et, laissant son armée sous le commandement du général Latour, était parti en toute hâte avec un corps de 28,000 hommes afin de se réunir à Wartensleben, et d'écraser, par la masse de ses forces, l'armée isolée de Sambre-et-Meuse.—Ce résultat, qui devait entraîner la perte de Moreau après celle de Jourdan, n'aurait pu être prévenu que par la jonction des deux armées françaises; mais les ordres du Directoire ne laissaient pas même aux deux généraux la possibilité de songer un instant à cette réunion; à Moreau surtout, auquel ses instructions prescrivaient d'envoyer des renforts à l'armée d'Italie, et de manœuvrer de manière à favoriser les opérations de cette armée. — C'était lui enjoindre implicitement d'abandonner celle de Sambre-et-Meuse à ses propres ressources. — Quoi qu'il en soit, dès qu'il apprit le départ de l'Archiduc, il réunit chez lui, le 23 août, à son quartier général d'Augsbourg, les chefs de ses trois corps d'armée, et tint conseil avec eux sur ce qu'il y avait à faire. Les conséquences du mouvement de l'Archiduc étaient faciles à prévoir; il n'existait d'autre moyen de salut que d'opérer sur la gauche et de marcher au secours de Jourdan par la route la plus courte, celle de Donawerth à Aischtett, en engageant le général en chef de l'armée de Sambre-et-Meuse à ne pas combattre avant la jonction des deux armées.—Le conseil, espérant concilier les intentions du Directoire et les difficultés du moment, croyant manœuvrer à la fois pour aider Bonaparte et secourir Jourdan, adopta au contraire une résolution funeste, celle de pénétrer en Bavière pour y faire une diversion.

Passage du Lech. — Le passage du Lech et l'attaque de Latour furent donc décidés. La rivière, enflée par la fonte des neiges du Tyrol, rendit très difficile la première de ces opérations, qui s'effectua le 21 août. La seconde division de l'aile droite, aux ordres de Férino, passa à Hanstetten, Gouvion-Saint-Cyr près de Lechhausen, et la tête de l'aile gauche à Langweid; le surplus de cette aile se rassembla entre Augsbourg et Hanstetten, afin de franchir la rivière aux deux passages principaux, le gué de Langweid étant si mauvais que Desaix, après l'avoir passé avec son état major et un détachement de cavalerie, jugea prudent de ne pas soumettre le reste de son corps à la même épreuve. La 3e demi-brigade d'infanterie, la 89e de ligne, le 4e de dragons et une partie du 8e de hussards, parvenus les premiers sur la rive droite du Lech, s'emparèrent aisément de Kussing, des hauteurs de Moringen, et s'avancèrent sur Ottmaring, où huit escadrons de cavalerie impériale et deux bataillons d'infanterie firent une vive résistance. D'autres escadrons français déjà passés se dirigeaient pendant cette affaire vers la chapelle Saint-Afra et le grand pont d'Augsbourg, appuyés par de l'infanterie qui suivait la rive gauche. Ce mouvement avait pour but de joindre la gauche de l'aile droite avec les troupes du centre. Tandis que Férino traversait vers Hanstetten, Saint-Cyr, par une vive attaque, éloignait les Autrichiens, et le passage continuait aux deux gués de Lechhausen, village qui fut enlevé par la 21e demi-brigade, conduite par le chef de bataillon Robin, nommé chef de brigade sur le champ de bataille. — On avait pendant ce temps travaillé activement au rétablissement des ponts. Dès qu'ils furent achevés, le reste des troupes, la réserve et l'artillerie passèrent sur la rive droite. L'armée eut à regretter l'adjudant général Houel, qui se noya en traversant la rivière.

Combat de Friedberg. — Le général Latour avait pour instructions de s'éloigner le moins possible du prince Charles, et d'empêcher tout mouvement concentrique qui eût permis la réunion de Jourdan et de Moreau. Pour atteindre ce but, il aurait dû concentrer ses forces sur le Bas-Lech; mais il ne parut pas sentir l'importance de ce point stratégique, et il les dissémina au contraire de la manière la plus imprudente: 12,000 hommes formant l'aile gauche, sous Froelich, s'étendaient vers Schœngau jusqu'aux montagnes du Vorarlberg, que défendait le général Wolf, soutenu par les généraux Græfer et Saint-Julien, commandant les corps du Haut-Tyrol; l'aile droite, entre Rain et Pesenbruck, se composait de la division Mercantin, de 7,500 hommes; Aichstett et Ingolstadt étaient gardés par des détachements; Condé occupait Landsberg avec 5,000 combattants; Latour, avec 6,000 autres, était posté au centre vers Friedberg. En voulant ainsi tout couvrir il s'exposait à tout perdre; néanmoins sa position sur le plateau de Friedberg était des plus fortes.

Après le passage du Lech et pendant l'engagement vers Ottmaring, Férino s'était formé sur la gauche des Autrichiens, qu'il devait tourner, pendant que le centre et la droite de l'armée française les attaqueraient de front vers Lechhauseu et Friedberg. Desaix, chargé d'observer la division Mercantin, avait fait passer sur la route de Neubourg deux brigades destinées à intercepter de ce côté la retraite de l'ennemi. Le résultat fut tel qu'on pouvait l'espérer. Ottmaring fut emporté par Férino, et le plateau de Friedberg gravi par la division Saint-Cyr. Latour se voyant sur le point d'être tourné, ordonna la retraite. La route de Ratisbonne était gardée, et il aurait voulu se rejeter sur celle de Munich; mais Férino occupait Ottmaring. Après avoir inutilement tenté de forcer ce passage, les Autrichiens s'enfuirent dans le plus grand désordre par des chemins de traverse entre les routes de Munich et de Ratisbonne. Les troupes de La Roche et de Duhesme (des corps de Férino et de Saint-Cyr) donnèrent seules dans cette affaire, qui coûta aux Impériaux dix-sept pièces de canon et 2,000 hommes, dont 1,200 prisonniers.

Combat de Lagenbruck. — Après la victoire de Friedberg, l'armée de Rhin-et-Moselle ne mit pas assez d'activité dans la poursuite de l'ennemi, et laissa à Latour le temps de rallier ses troupes, d'opérer sa retraite et de s'établir sur l'Iser, la gauche à Kirchtrudingen, le centre à Riem, la droite à Landshut, gardant tous les ponts qui pouvaient assurer ses mouvements sur les deux rives. Ce général, bien assuré dans cette position, alla même au-devant d'un renfort que l'Archiduc, informé de l'échec de Friedberg, lui envoyait sous les ordres de Nauendorf.

Moreau suivait lentement l'ennemi en se prolongeant à gauche. Il eût craint de s'avancer sur l'Iser en laissant l'ennemi maître à la fois des débouchés du Tyrol et de la tête de pont d'Ingolstadt. Il s'était donc décidé, pour occuper ce dernier poste, à rapprocher son aile gauche du Danube. Le 1er septembre, Férino arrivait vers Dachau; Saint-Cyr s'établissait vers Pfaffenhofen et Freysing; Desaix près de Guntersried et de Geisenfeld. La tête de pont d'Ingolstadt, devait être attaquée par Delmas; Laborde était encore vers Kempten, à trente lieues sur la droite.

Mais, pendant ces mouvements trop étendus de la droite et du centre, Latour, encouragé par l'arrivée de Nauendorf, emporté par son caractère impétueux et jaloux de réparer l'échec de Friedberg, se porta dans l'angle formé par le Danube et l'Iser, et attaqua la gauche de Moreau avec une nombreuse cavalerie. La 10e demi-brigade d'infanterie légère, postée dans les bois de Geisenfeld, soutint bravement le premier choc des Impériaux, et par sa résistance donna le temps à la cavalerie de réserve de monter à cheval, et au corps de bataille de s'avancer au soutien de son avant-garde, entre la Chapelle-Saint-Cast et Puech. Le combat fut vif sur ce point, dont l'ennemi s'empara, et où il établit de fortes batteries d'artillerie qui obligèrent la droite de Desaix à se replier sur le bois en arrière de Gambach. Le plus grand effort de l'ennemi se faisait par la grande route vers Langenbruck, où il parvint à pénétrer; mais l'extrême gauche des Français occupait une hauteur dominant le village, que l'infanterie ennemie, formée en colonne d'attaque, chercha deux fois à gravir, et dont elle fut deux fois repoussée.

Pour tourner la gauche de Desaix, et s'emparer de la grande route, 4,000 cavaliers autrichiens, après avoir traversé des prairies marécageuses, vinrent se déployer entre Langenbruck et Geisenfeld. Ce point était alors dégarni, les troupes chargées de le défendre ayant été envoyées vers la Chapelle-Saint-Cast; mais Desaix et Beaupuy, ayant reconnu l'intention de l'ennemi, y dirigèrent aussitôt un bataillon de la 62e de ligne, le 8e de chasseurs, le 6e de dragons, le 1er de carabiniers et une compagnie d'artillerie légère. La marche de ces troupes, cachée par une hauteur, s'effectua sans être connue de l'ennemi qui, n'apercevant que quelques pelotons épars sur la colline, les chargea avec fureur. Le feu de quatre pièces chargées à mitraille fut insuffisant pour l'arrêter; mais la cavalerie autrichienne, arrivée à vingt-cinq pas de la crête supérieure, fut tout à coup chargée avec impétuosité par le régiment de carabiniers, qui la rejeta en désordre dans les marais. Les dragons et les chasseurs la prirent en flanc et, lui coupant la retraite, la forcèrent à défiler devant le front du bataillon d'infanterie, qui la salua d'un feu de mousqueterie bien nourri. La perte de cette cavalerie, en mort et en blessés, fut considérable. Enfin Desaix, pour décider le combat, reprit l'offensive avec la droite de son corps de bataille. Les Impériaux, repoussés de la Chapelle-Saint-Cast par un bataillon de la 97e, se déterminèrent à opérer leur retraite par le bois de Geisenfeld. Une de leurs colonnes, dirigée sur Reichertshofen pour forcer le passage de la Paar, avait également échoué.

Saint-Cyr, occupé à l'attaque de Freysing, ne prit point part à ce combat; la direction du vent l'empêcha même d'entendre la canonnade. Cette circonstance fut heureuse pour le général Latour, qu'elle sauva d'une ruine sans doute inévitable, si le centre des Français eût agi de concert avec l'aile attaquée. — Une division du corps de Férino fit le même jour une tentative inutile pour s'emparer du pont de Munich. — Le désir d'occuper cette place donna lieu, le 3 septembre, sur l'Iser, à un engagement à la suite duquel les Français restèrent maîtres des postes de Mosbourg, de Freysing et d'un pont sur la rivière.

Marche de Desaix sur Aichstett. — D'autres escarmouches sans importance, et dans l'une desquelles le général Lambert fut tué près de Neustadt, eurent aussi lieu les jours suivants sur l'Iser, et dans les environs de la tête de pont d'Ingolstadt, dont Delmas tenta inutilement de s'emparer.

L'armée de Sambre-et-Meuse était alors en pleine retraite au-delà du Mayn, après avoir livré la fatale bataille de Wurtzbourg. Elle perdait ses conquêtes dans le Haut-Palatinat et dans la Franconie; et Moreau allait être forcé d'abandonner les siennes en Souabe et en Bavière, dès que l'Archiduc, qui avait déjà, le 9 septembre, pris position sur la Lahn, se déciderait à tirer parti de tous ses avantages.

Le général de l'armée de Rhin-et-Moselle ne pouvait pas ignorer les succès du prince Charles, exagérés par les gazettes allemandes. Il se borna néanmoins à la demi-mesure de détacher le corps de Desaix du côté de Nuremberg, pour communiquer avec Jourdan, qui se trouvait à soixante lieues de là. — Ce détachement, dirigé sur le point où l'armée entière eût dû se porter quinze jours plus tôt, compromettait alors également l'armée et Desaix. — L'aile gauche, se dirigeant sur Aischstett, passa donc le Danube le 10 à Neubourg; le centre prit à Unterstadt une position intermédiaire sur la rive gauche; Delmas resta sur la droite vers Zell, pour défendre Neubourg; Férino, afin de couvrir les ponts du Lech, se replia vers Friedberg, derrière la Paar. Latour suivit ce mouvement et s'avança sur Schrobenhausen, tandis que Nauendorf passait le Danube, et que Froelich marchait sur Landsberg.

Combat de Zell. — Ces divers mouvements ne rendaient pas meilleure la position de l'armée républicaine, dont le centre, isolé sur la rive gauche du Danube et à vingt lieues de ses ailes, était incapable de résister à l'effort des masses que Latour aurait pu réunir. Ce général, au lieu d'un emploi vigoureux de toutes ses forces contre le centre de Moreau, à Neubourg, voulut tenter de le forcer avec la seule division Mercantin. — Le 14 septembre, à la faveur d'un épais brouillard, il se jeta avec son avant-garde sur les six bataillons de Delmas, concentrés entre Pruck et Zell, et les culbuta. Ce général et le général Oudinot furent blessés en chargeant à la tête de la cavalerie. Moreau prit aussitôt lui-même le commandement de cette division, qui se trouvait sans chefs, et soutenu par un renfort que Saint-Cyr lui envoya de la rive gauche, parvint à se maintenir dans sa position et à repousser l'ennemi. Deux autres tentatives renouvelées dans la même soirée n'eurent pas plus de succès: dans la dernière la cavalerie autrichienne fut culbutée et poursuivie jusqu'à Lichtenau.

Moreau se décide à la retraite. — Moreau ayant appris enfin la retraite de l'armée de Sambre-et-Meuse, et jugeant qu'aucune diversion ne pouvait plus être utile à Jourdan, rappela le corps de Desaix. Ce corps revint le 16 sur la rive droite du Danube, où l'armée entière se trouva réunie entre Neubourg et Walden. Moreau comprit qu'il devait opérer lui-même un mouvement rétrograde. Menacé sur sa droite par Froelich, et sur sa gauche par Nauendorf, il résolut de se rapprocher du Rhin en remontant aux sources du Danube; mais craignant que l'ennemi ne le prévînt à Ulm, dès que sa retraite lui serait connue, il donna au général Montrichard l'ordre de s'emparer de cette place pendant que l'armée repasserait le Lech et reviendrait vers l'Iller.

Tentative des Autrichiens sur Kehl. — Encouragé par ses succès mêmes, l'Archiduc, non content de repousser Jourdan, avait pris des dispositions pour opérer sur les derrières de Moreau. Après le passage du Rhin, celui-ci avait donné des ordres pour le rétablissement du fort de Kehl et de la tête de pont d'Huningue. Le prince autrichien résolut de s'emparer de ces postes, dont les ouvrages étaient à peine ébauchés, et de détruire les ponts qu'ils devaient couvrir.

Après l'affaire de Wurtzbourg, il détacha onze escadrons sous les ordres du général Meerfeld, qui fut chargé de communiquer avec le commandant du camp de Manheim, Petrasch, et de lui porter l'ordre de joindre une partie de sa garnison à celle de Philisbourg pour attaquer le général républicain Scherb, resté en observation à Bruchsal avec trois bataillons et deux escadrons. Petrasch devait battre ce petit corps français et couper les communications de Moreau avec le Rhin. Scherb, attaqué une première fois le 7, le fut de nouveau le 13 par des forces quadruples des siennes, qui l'obligèrent à se replier sur Kehl, où il prit position le 15 en avant des ouvrages sur la rive droite de la Kintzig. Ce mouvement rétrograde se fit avec ordre et lenteur, quoique les Français fussent harcelés de tous côtés. Petrasch, connaissant leur faiblesse numérique, crut pouvoir s'emparer des ouvrages de Kehl par un coup de main, et les fit attaquer le 18. Ses troupes étaient formées en trois colonnes: la première, composée de la moitié du régiment de Ferdinand, commandée par le colonel Oeskay, pénétra jusqu'à l'ouvrage à corne du Haut-Rhin, en remontant la rive gauche de la Kintzig; la seconde, formée de l'autre moitié du même régiment, se porta de Sundheim sur le bourg de Kehl, dont elle s'empara; la troisième, partie de Neumuhl, devait aussi pénétrer dans Kehl; en même temps une fausse attaque avait lieu sur la rive gauche de la Kintzig, et le colonel Pongratz, avec une réserve, s'avançait vers le Rhin jusqu'au pied des retranchements.

Scherb était encore sur la droite de la Kintzig que la première attaque avait déjà réussi; les Autrichiens arrivèrent au milieu du bourg après avoir franchi une grande partie des ouvrages. La cavalerie française fut presque détruite en filant dans les rues de Kehl pour regagner le pont de la Kintzig; mais le général Siscé ayant alors tourné le fort au-dessus du Rhin, avec la 68ᵉ demi-brigade, réussit, vers sept heures du matin et après d'incroyables efforts, à rentrer dans Kehl et à repousser la colonne d'Oeskay, qui fut lui-même fait prisonnier avec 200 hommes. La garnison du fort, composée d'un bataillon de la 24ᵉ et des débris de la 104ᵉ, n'avait pas perdu courage et tenait tête à l'ennemi, encore maître d'une partie du village. Cependant les généraux Moulins et Schawembourg formèrent à la hâte à Strasbourg, alors sans garnison, et où l'alarme s'était répandue, un bataillon des ouvriers de l'arsenal, qu'ils envoyèrent à la tête de pont: un nouveau renfort de deux bataillons de grenadiers et de chasseurs de la garde nationale ne tarda pas à les suivre. La face du combat changea. Ces nouvelles troupes, pleines d'ardeur, rejetèrent l'ennemi hors du bourg de Kehl. La troisième colonne ennemie débouchant de Neumuhl à dix heures du matin, fut obligée de se retirer après quelques tentatives inutiles.

Cette action fit le plus grand honneur au général Siscé, à la 68ᵉ demi-brigade, et surtout à la brave garde nationale de Strasbourg.

Retraite de l'armée française. — L'armée de Rhin-et-Moselle, suivie avec une extrême circonspection par les Impériaux, arriva le 24 septembre sur l'Iller, sans avoir été inquiétée. Moreau, qui avait d'abord voulu séjourner dans cette position, fut informé par les gazettes autrichiennes de la marche de l'Archiduc dans le Haut-Rhin. Il crut devoir ne pas perdre de temps pour se rapprocher du fleuve, surtout dès qu'il eut appris que Nauendorf, par une marche rapide sur Ulm, pouvait déborder sa gauche et se lier avec Petrasch, qui occupait les vallées de la Kintzig et de la Renchen.

L'armée se porta en trois marches de l'Iller derrière le Feder-Sée (lac Feder), où elle arriva le 28. — Les hauteurs en arrière de la Schussen, entre Raindt et Rawensbourg, furent occupées par le gros du corps de Férino, que les brigades Paillard et Tharreau avaient rejoint. Le centre, aux ordres de Gouvion-Saint-Cyr, prit position près de Steinhausen, entre le lac et l'abbaye de Schussenried; l'aile gauche, commandée par Desaix, campa entre le lac et le Danube. Desaix avait passé ce fleuve à Ehingen. Son arrière-garde, après avoir soutenu dans Ulm une canonnade contre Nauendorf, n'avait évacué cette place que dans la nuit du 26 au 27. Le quartier général était à Sulgau.

Nauendorf se dirigeait à marches forcées sur Tubingen, afin de gagner le flanc gauche des Français, pendant que Latour les suivait pas à pas, enjoignant à sa gauche, augmentée des brigades Wolf et Saint-Julien, de presser la droite des Républicains; manœuvre insignifiante, puisque la marche de cette aile était sans importance stratégique pour les Impériaux, et qu'ils la poussaient alors vers la Suisse, dont tous leurs efforts auraient dû tendre à l'éloigner.

Combat de Schussenried. — L'armée française séjourna le 30 dans ses positions. Sa situation pouvait devenir plus critique chaque jour, au milieu de corps ennemis qui, sans être liés entre eux, l'enveloppaient presque de toutes parts. Les parcs d'artillerie et les équipages couraient le risque d'être enlevés par les insurgés de la Forêt-Noire, réunis aux détachements autrichiens. Moreau, cependant, calme et vigilant, ne se laissait aller à aucune inquiétude qui eût pu le pousser avec précipitation; il opérait son mouvement rétrograde moins comme une retraite que comme une manœuvre.

Baillet, qui commandait l'avant-garde de Latour, descendit dans la soirée du 30 des hauteurs de Groth, et attaqua avec impétuosité la gauche de la division Duhesme postée en arrière de Schussenried. Saint-Cyr soutint son avant-garde avec le corps de bataille, et l'affaire s'étendit sur toute la ligne. Férino et Desaix furent aussi attaqués; mais partout on repoussa l'ennemi à qui ces engagements meurtriers coûtèrent beaucoup de monde.

Bataille de Biberach. — Après ce combat, Baillet forma, avec 5,000 hommes, le centre des Impériaux vers Steinhausen; l'aile gauche, forte de 10,000 (des corps Mercantin et Condé), se rapprocha d'Holzreuthe; à la droite, Kospoth, avec 6,000 combattants, occupait Schafflangen et éclairait Oggelshausen et Séekirch; Latour, avec une réserve de 2,200 hommes, campait sur les hauteurs de Groth; enfin le reste de l'armée sous Froelich, était établi à Rawensbourg, poussant des partis sur Wolfsegg.

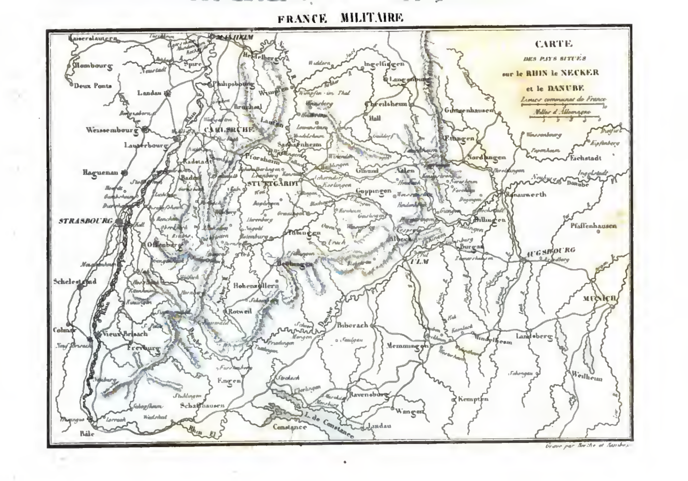
Nauendorf, vers Tubingen, manœuvrait sur le flanc gauche de l'armée de Rhin-et-Moselle; Petrasch occupait sur ses derrières les montagnes Noires où Latour espérait pouvoir l'acculer dans peu de jours; mais Moreau avait étudié sa position, et connaissait ses ennemis. Son armée, plus forte en masse que chacun des corps de l'armée impériale en particulier, occupait au milieu d'eux une position centrale qui lui permettait de prendre à volonté l'initiative, et de choisir le temps, le lieu du combat et même le combattant. Il résolut de livrer bataille le 2 octobre au corps de Latour même, qui, imprudemment adossé au ravin de la Ryss, n'avait qu'un seul débouché par Biberach, et dont les trois divisions étaient séparées par des obstacles qui ne leur permettaient pas de se secourir mutuellement.

D'après un plan d'attaque un peu étendu, par suite du grand éloignement des colonnes françaises qui avaient à partir en même temps de Waldsée et de Riedlingen, Férino laissant un détachement devant l'Argen pour contenir Froelich, devait se porter avec la gauche de sa division, par la route de Waldsée à Biberach, sur les villages d'Ober-et-Unter-Efsendorf jusqu'à Umendorf. Le but de cette manœuvre était de tourner la gauche de l'ennemi, placée près de Winterstetten. Saint-Cyr, pendant ce temps, devait attaquer le centre par la route de Reichenbach à Biberach, et Desaix assaillir la droite de Latour par la route de Riedlingen. La perte totale de l'armée de Latour aurait été vraisemblablement la suite de ces dispositions habilement combinées, si elles eussent pu être mises à exécution; mais l'officier chargé de porter au général Férino les ordres du général en chef s'égara et ne put pas remplir sa mission.

Le centre dut former trois attaques: la première, conduite par le général Gérard, dit Vieux, se porta par Oggelshausen; Saint-Cyr conduisit la seconde par la route de Reichenbach à Biberach. Pendant que la brigade Laboissière, de la division Duhesme, contenait l'ennemi à droite de Schussenried, Duhesme, lui-même, chargé de la troisième attaque, dirigeait son autre brigade à travers les bois, entre Schussenried et Holzreuthe, pour agir contre Mercantin. L'action s'engagea vers huit heures. L'infanterie autrichienne, occupant les bois au-dessus de Steinhausen, fut forcée par les 100e et 106e demi-brigades. La cavalerie autrichienne essaya vainement de la soutenir par une charge vigoureuse; les escadrons ennemis furent repoussés par le 9e de hussards et par les grenadiers de la 106e. Baillet, avec le centre, dut se réunir sur Groth à la réserve de Latour, mouvement que Condé et Mercantin suivirent sur Winterstetten.

Saint-Cyr, qui, en profitant de ce premier succès, aurait pu repousser l'ennemi sur le ravin de la Ryss, se déploya alors entre Muttensweiler et Watenweiler,

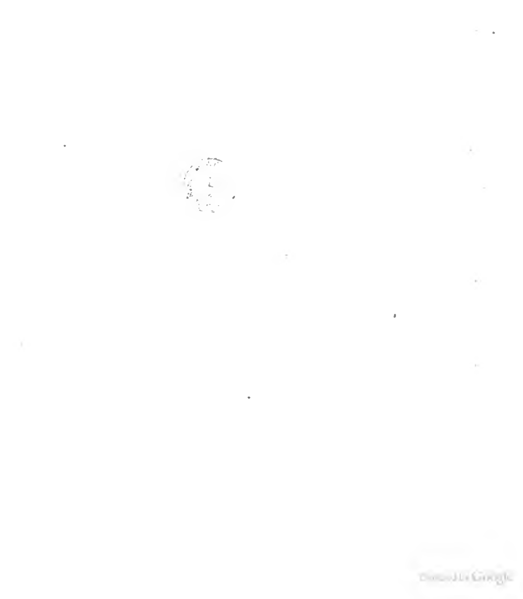
FRANCE MILITAIRE




Digitized by Google



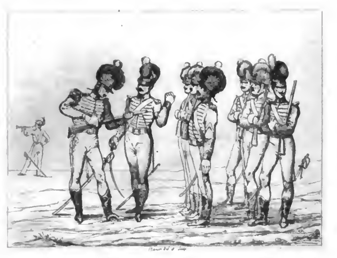
Bords du Rhin. – Bonn.





Troupes Autrichiennes.

Grenadier de Jordis — *Sapeur de Wurmser*



l'Inspection des armes.





Bataille de Biberach.

trompé par le faux rapport qu'une colonne ennemie, débouchant par Michelswand, allait menacer sa droite. Cette circonstance ralentit la marche du général français, et permit à Latour de faire filer sur Umendorf et de mettre en sûreté son parc d'artillerie. Il en fut quitte, à Groth, pour une canonnade qui se prolongea jusqu'à cinq heures du soir. Le défaut de succès de cette première attaque dépendit aussi d'un mouvement mal exécuté par un chef de brigade qui, chargé d'enlever une batterie de huit pièces flanquant la droite du centre de l'ennemi, resta inactif dans un bois par lequel il devait déboucher.

Desaix s'était avancé par la route de Riedlingen pour assaillir le flanc droit de l'ennemi, au moment de l'attaque du centre. Il se trouva, en sortant de Mittel-Biberach, devant le corps de Kospoth, qui s'était replié de la position de Schafflangen sur celle du Galgenberg. Le combat s'engagea aussitôt, et Desaix, avec une partie de son corps, manœuvra pour tourner par les ailes, l'ennemi, que ses autres brigades attaquaient de front. La droite du général français marchait par Oberndorf sur Mittel-Biberach, pendant que la gauche, se portant par Bickenhardt, s'emparait du Lindeberg (montagne de Linde) et de Biberach. Les Autrichiens, culbutés par l'attaque de front, furent contraints de défiler en colonne entre les deux divisions de Desaix. La tête se fit jour, mais cinq bataillons succombèrent après une vigoureuse résistance, et restèrent prisonniers.

Latour, éclairé trop tard sur le danger de sa position, avait ordonné à Mercantin de se retirer sur Eberhardszell; à Condé, de se poster vers Schweinhausen; à Baillet et à Kospoth, de se replier derrière la Ryss par Biberach. Il était trop tard. Saint-Cyr, rassuré sur sa droite, attaquait de front le poste de Groth, que la brigade Gérard tournait par Reute. Latour, après avoir traversé les bois de Rindemoos, tenta de se reformer vers Gretschweiler. Suivi par Saint-Cyr, et trouvant Biberach au pouvoir de Desaix, il dut s'ouvrir un passage à travers les masses de ce dernier. La moitié de sa colonne réussit à passer; le reste fut pris ou dispersé. Mercantin, à la gauche, parvint à Eberhardszell sans être inquiété; Condé fut poursuivi jusque près d'Appendorf; Latour, pendant la nuit, rassembla ses troupes derrière Ringschneidt, et porta Baillet à Laufheim pour garder ses communications avec le Danube. Les Français victorieux bivouaquèrent sur les bords de la Ryss.

L'ennemi eut 4,000 hommes hors de combat; 4,000 prisonniers, dix-huit pièces de canon et deux drapeaux furent les trophées de cette journée. La victoire, si bien préparée par les combinaisons du général en chef, eût été complète, si la droite, aux ordres de Férino, eût pris part à l'action.

Moreau renonce à marcher sur la Kintzig. — Passage du val d'Enfer. — Cependant Nauendorf venait d'opérer sa jonction avec Petrasch, et quoique leurs forces, réunies à Hechingen au nombre 20,000 hommes, ne fussent pas suffisantes pour arrêter une armée trois fois plus nombreuse, elles pouvaient en inquiéter la marche et la retarder assez pour donner à l'Archiduc le temps d'arriver sur la Renchen. Ce prince, favorisé par l'armistice conclu avec Beurnonville, marchait suivi d'une partie de l'armée impériale du Bas-Rhin, pour se réunir à Latour.

Le général en chef de l'armée de Rhin-et-Moselle, qui eût pu en venir aux mains, le 3 septembre, avec Nauendorf ou avec Petrasch, ou même avec tous les deux réunis, renonça, après la victoire de Biberach, au projet de se porter sur Strasbourg par la vallée de la Kintzig, alors trop bien gardée, et prit la route directe du val d'Enfer, afin de gagner Freybourg avant l'arrivée de l'Archiduc sur l'Elz. Le gros de l'armée passa le Danube vers Riedlingen. L'avant-garde s'empara de Villingen et de Rothweil; la droite fut destinée à tenir tête à Latour vers Tutlingen; la gauche à contenir Nauendorf près de Rothweil; et le centre à forcer le passage du val d'Enfer.

Ce poste n'était gardé que par deux bataillons, aux ordres du colonel d'Aspres. Ils furent rejetés par l'avant-garde de Saint-Cyr, sur Emmendingen, avec perte de 2 à 300 hommes. Ce général entra le 12 octobre à Freybourg; le reste de l'armée passa la gorge les jours suivants. La marche des équipages et des parcs de l'armée, que l'on dirigea sur Huningue, fut couverte par les brigades Tharreau et Paillard, qui soutinrent contre les troupes légères de Froelich quelques combats d'arrière-garde.

Bataille d'Emmendingen.—Moreau aurait voulu se rendre à Kehl par la rive droite du Rhin. Dans ce but, la gauche de l'armée se porta à Emmendingen; le centre vers Waldkirch, et la droite resta en observation dans la vallée de Saint-Pierre. Saint-Cyr dut s'emparer d'Eltzach, mais le mauvais état des chemins dégradés par des pluies affreuses, fit échouer cette opération, qui aurait peut-être d'ailleurs compromis l'armée, en l'éloignant du pont de Brisach, dont l'ennemi pouvait s'emparer. Il eût été mieux, les communications par la rive droite du Rhin n'étant pas suffisamment assurées, de passer le fleuve à Brisach, et de venir par la rive gauche déboucher, le 16, sur Kehl, contre le corps qui se trouvait près d'Offenbourg.

L'Archiduc s'était réuni, le 15 octobre, à Petrasch, à la gauche duquel Nauenbourg vint le même jour se lier. Latour, débouchant par la vallée de la Kintzig, opéra, le 17, sa jonction au camp de Mahlberg. Le 18, Froelich et Condé, qui avaient seuls suivi les Français par le val d'Enfer, arrivèrent à Neustadt, et Wolf se posta à Waldshut; mais la droite des Français se maintint à Saint-Pierre, contre le général Froelich.—L'Archiduc ayant réuni ses principales forces, voulait attaquer les Français sur-le-champ. L'extrême fatigue des troupes de Latour le força à remettre le combat au lendemain.

De son côté, Moreau, dans le but d'attaquer les Autrichiens, mettait ses troupes en mouvement; ses divisions devaient s'avancer par les montagnes où les pluies continuelles rendaient la marche lente et extrêmement difficile.

L'Archiduc avait disposé son armée en quatre corps;

le premier, de huit bataillons et quatorze escadrons, aux ordres de Nauendorf, devait attaquer Waldkirch; le second, de douze bataillons et vingt-trois escadrons, commandé par Wartensleben, avait ordre de se porter sur Emmendingen et le pont de l'Elz; le troisième, de huit bataillons et quinze escadrons, dirigé par Latour, fut partagé en deux sections pour s'avancer par Heimbach et Malterdingen, sur le pont de Kondringen; enfin le quatrième, de cinq bataillons et trois escadrons, aux ordres du prince de Furstemberg, devait occuper Kensingen, faire des démonstrations contre Riegel, et se maintenir derrière Rust, Kappel et Grafenhausen. Chacun de ces corps, outre son artillerie de campagne, avait quelques petits obusiers.

Les dispositions de Moreau étaient analogues à celles de l'Archiduc. Delmas devait se porter sur Riegel et Hecklingen. Les hauteurs de Malterdingen et de Kondringen étaient gardées par Beaupuy. La première division du centre occupait Emmendingen. Saint-Cyr partant de Waldkirch avec l'autre division et la réserve, avait ordre d'attaquer l'aile gauche ennemie par la vallée de l'Elz, vers Bleibach, et de la forcer, en la tournant, à évacuer toutes ses positions entre le Rhin et les montagnes. Enfin, les débouchés de la Forêt-Noire, à l'extrême droite, étaient gardés par le général Férino.

Saint-Cyr, pour effectuer son attaque dans la vallée de l'Elz, se mit en mouvement, le 19, à la pointe du jour, par la vallée de Bleibach. Un de ses détachements filait à droite, sur les crêtes du Kanderberg, vers Simonswald, pour descendre dans ce village par le ravin. De son côté, Nauendorf formait ses colonnes; mais, sachant qu'on ne doit pas manœuvrer dans les vallées profondes, sans garnir de flanqueurs les sommités latérales, il y avait, dès la veille, poussé deux bataillons et trois escadrons. Il en résulta que Saint-Cyr, qui voulait, par le moyen de la petite colonne dirigée sur Simonswald, inquiéter le flanc gauche de son ennemi, eût lui-même le sien à découvert. Les tirailleurs ennemis, se glissant par le ravin qui débouche sur l'Elz, près de Kolnau, occuperent les bois qui dominent la vallée où il se trouvait, et engagèrent la fusillade. Cette circonstance inattendue, et la nouvelle qui lui fût donnée de la marche d'une colonne sur ses derrières, décidèrent Saint-Cyr à se retirer sur Waldkirch. La petite colonne descendue sur Simonswald, se replia sur les sommités du Kanderberg, poursuivie par Nauendorf qui attaqua aussitôt Waldkirch, s'empara, après une lutte meurtrière, du défilé dont il fit occuper les hauteurs, et repoussa Saint-Cyr jusqu'à Langendenzlingen.

La division Beaupuy, portée à Matterdingen, soutenait depuis midi contre les deux colonnes dirigées par Latour, un vif engagement. — Dès le commencement du combat, le brave général français avait été tué. — Dans le même temps, Férino était forcé par Froelich, dans la position de Saint-Pierre. — Moreau averti des échecs éprouvés par sa droite et par son centre, ne crut pas devoir engager une affaire générale, avec l'Elz à dos, et Froelich sur sa droite. L'ordre de se retirer sur Amwasser fut envoyé à Beaupuy; mais la mort de ce général ayant empêché qu'il ne fût communiqué à sa division, celle-ci soutint le combat jusqu'au soir, et ne se retira que devant de nombreux renforts qui arrivérent aux Autrichiens.

Le centre de l'Archiduc ne fut pas si heureux. Deux des trois colonnes dont il se composait, furent arrêtées presque tout le jour par des tirailleurs français dans les bois de Landeck. Après un combat très rude, où Wartensleben fut grièvement blessé, la troisième colonne, arrivant sur le flanc droit des Républicains, décida l'évacuation d'Emmendingen. Ils se retirèrent derrière l'Elz, en détruisant les ponts.

Desaix posta la division Delmas à Riegel et Endingen; celle de droite garda le débouché de Nimbourg. Saint-Cyr appuya sa droite aux montagnes, en arrière de Langendenzlingen, et sa gauche à Unter-Reute. Nauendorf et l'avant-garde de l'Archiduc ayant rétabli des ponts et passé l'Elz, le 20 au matin, campèrent près de Langendenzlingen.

Bataille de Schliengen.—Après ces divers combats, Moreau se décida à cesser de manœuvrer dans le Brisgau, et à se retirer sur Huningue avec une partie de l'armée pour y repasser le Rhin. Desaix eut ordre de traverser le fleuve à Brisach, dans la nuit même du 20, et de se porter rapidement à Kehl par Strasbourg. Le centre continua sa marche rétrograde, harcelé par l'avant-garde ennemie qui se jeta brusquement dans Freybourg. Saint-Cyr se forma en arrière de cette place, pour empêcher les Autrichiens d'en déboucher, et pour y attendre Férino. L'aile droite sortant alors de la vallée de Saint-Pierre, était vivement poursuivie par Froelich et le prince de Condé. Sa jonction avec le centre s'opéra néanmoins heureusement. A peine venait-elle d'avoir lieu, que les corps de Condé et de Froelich, débouchant du val d'Enfer, engagèrent une forte canonnade. La retraite n'en continua pas moins en bon ordre, par les hauteurs de Pfaffenweiler. Moreau s'établit, le 22, à Schliengen, déterminé, si cela était nécessaire pour mieux assurer son passage, à accepter encore un combat.

Au sud de Mulheim, une chaîne de hauteurs escarpées, s'étendant du fleuve au mont Hohenblau, coupe transversalement la vallée du Rhin. Ce contre-fort du Hohenblau est encaissé de trois côtés : à gauche par le Rhin, à droite par la Kander, et sur son front par le ruisseau de Schliengen, dont la source est dans le Hohenblau, et l'embouchure près de Steinstadt dans le Rhin. Ce fut dans cette forte position que Moreau s'arrêta pour attendre l'Archiduc. Sa ligne occupait une étendue de trois lieues; la droite appuyée au défilé de Kandern, le centre vers Liel et Eckenheim, et la gauche au fleuve vers Steinstadt.

L'Archiduc campa vers Neubourg et Mulheim, et employa la journée du 23 à reconnaître la position des Français, qu'il se proposait d'attaquer le lendemain. Ses dispositions pour ce combat ressemblèrent à celles qu'il avait prises à Emmendingen. Son armée fut encore partagée en quatre corps, aux ordres des princes de Condé et de Furstemberg, des généraux Latour et Nauendorf.

Les deux premiers corps attaquèrent la gauche française à Steinstadt et à Schliengen, mais tous leurs efforts échouèrent devant la brigade Nansouty et la division Ambert. Duhesme, au centre, eut plus de peine à repousser les attaques opiniâtres de Latour. Le temps était affreux, les troupes combattaient, exposées à une pluie orageuse, dans des terrains détrempés par les pluies précédentes, et où la cavalerie était paralysée. Les succès furent plus balancés sur le front de Férino. La droite des Français, vers Kandern, était la clef de toute leur ligne, et un échec sur ce point eût été décisif, en permettant aux Impériaux de les prévenir sur Huningue. C'est aussi vers Kandern que l'Archiduc se proposait, dit-on, de faire un principal effort. Il est cependant difficile de croire à cette assertion, en songeant au petit nombre de forces qui furent dirigées sur ce point, et en considérant que le corps de Nauendorf, par suite d'un retard dans sa marche, qu'il eût été facile de prévenir, ne se trouva que vers la fin du jour en mesure de donner avec toutes ses forces contre la droite française, tandis que les trois autres corps avaient commencé leurs attaques dès le matin.

Il résulta des dispositions de l'Archiduc ou des lenteurs de son lieutenant, que les troupes placées dans les environs de Sizenkirch furent d'abord repoussées par les soldats de Férino, à qui les Autrichiens, revenant en force, reprirent plus tard ce poste, et ensuite Kanderu; mais leurs efforts ne purent réussir à déposter les Français des hauteurs qui dominent ce dernier village. Un épais brouillard, suivi d'un violent orage, mit fin au combat. La position de Moreau était restée intacte malgré la perte du poste de Kandern.

Tandis que le gros de l'armée combattait à Schliengen, les brigades Tharreau et Paillard, postées en arrière de l'extrême droite, se retiraient devant le général Wolf, chargé de les suivre dans la vallée du Rhin par les villes forestières, et prenaient position en arrière de Rheinfelden, dont elles firent sauter le pont.

L'armée repasse le Rhin. — L'Archiduc passa la nuit sous les armes, comme s'il eût eu l'intention de renouveler le combat au point du jour. Moreau, qui n'avait accepté celui du 24 que pour laisser aux équipages et aux parcs le temps de le précéder sur la rive gauche, opéra sa retraite pendant la nuit sur Haltingen, continua le lendemain 26 son mouvement rétrograde, et passa le Rhin à Huningue, sans que son arrière-garde fût même inquiétée par l'ennemi. Le général Abattucci resta chargé de la défense de la tête du pont d'Huningue.

L'armée française redescendit ensuite la vallée du Rhin, pour se rapprocher de Kehl. — La retraite de Moreau, commencée le 10 septembre à Pfaffenhofen, et finie le 26 octobre à Huningue, avait duré quarante-sept jours.

Desaix, après avoir passé le Rhin, s'était aussitôt porté avec une partie de son corps sur la Queich, pour repousser les postes que Hotze avait laissés vers Schweigenheim, après une tentative qu'il avait faite précédemment sur l'Alsace. Il fit réoccuper Spire, et menaça un instant la tête de pont de Manheim. Vers la fin d'octobre, les communications furent rétablies avec l'armée de Sambre-et-Meuse.

Laissant le prince de Furstemberg avec treize bataillons et douze escadrons en position devant la tête de pont d'Huningue, l'Archiduc, après le passage de l'armée de Rhin-et-Moselle, sur la rive gauche, était revenu vers Kehl avec le reste de ses forces. Férino, avec l'aile droite, couvrait la première de ces places. Saint-Cyr, avec le centre, rejoignit Desaix à Strasbourg.

Armistice proposé et refusé. — Les deux armées française et autrichienne, quoique également affaiblies et harassées, n'avaient pas encore pris de quartiers d'hiver. Le Directoire, qui voulait renforcer Bonaparte aux dépens des armées du Rhin, chargea Moreau de proposer un armistice. Le prince Charles, prévoyant que les grands coups allaient se frapper sur les bords de l'Adige, reçut cette ouverture avec plaisir; et en la transmettant au cabinet de Vienne, fit même filer 10,000 hommes de sa gauche vers le Tyrol. Mais le conseil aulique, croyant Alvinzi assez fort pour délivrer Mantoue, repoussa la proposition du Directoire. Le prince Charles eut même l'ordre de rappeler immédiatement la division en marche pour le Vorarlberg, et de commencer les siéges du fort de Kehl et de la tête de pont d'Huningue. Nous reviendrons sur ces deux entreprises qui remplirent les premiers mois de l'année 1797.

Jugements sur la campagne. — La conduite et les dispositions de Moreau pendant la campagne de 1796, et surtout pendant la fameuse retraite, ont été l'objet de grandes louanges et de vives critiques [1]. Il nous

[1] Nous nous bornerons à citer quelques mots de l'empereur Napoléon, qui sont peut-être plus que sévères, et le jugement du général Jomini, qui se range aussi parmi les critiques de Moreau.

Voici l'opinion de Napoléon :

« La campagne en Allemagne, de 1796, ne fait honneur ni aux talents militaires de ceux qui en ont conçu le plan, ni au général qui en a eu la principale direction, et qui a commandé la principale armée. 1° Il passa sur la rive droite du Danube et du Lech, après la bataille de Neresheim, le 11 août, tandis qu'en marchant devant lui sur l'Altmul, par la rive gauche du Danube, il se fût joint en trois marches avec l'armée de Sambre-et-Meuse, qui était sur la Rednitz, et eût, par ce mouvement, décidé de la campagne: 2° il resta inactif six semaines, pendant que l'Archiduc battait l'armée de Sambre-et-Meuse et la rejetait au-delà du Rhin; 3° il laissa assiéger Kehl pendant plusieurs mois par une armée inférieure, à la vue de la sienne, et il le laissa prendre.... »

... « Sa retraite, au lieu d'être une preuve de talents, est la plus grande faute que Moreau ait jamais pu commettre. Si, au lieu de se retirer, il eût tourné l'ennemi et marché sur les derrières du prince Charles, je pense qu'il aurait écrasé ou pris l'armée autrichienne. Le Directoire me portait envie; il avait besoin de tout faire pour diminuer la gloire militaire que j'avais acquise; ne pouvant accréditer Moreau pour une victoire, il le vanta pour sa retraite, et le fit louer dans les termes les plus pompeux, quoique les généraux autrichiens eux-mêmes blâmassent sa retraite. Au lieu d'éloges, Moreau méritait la plus sévère censure et la plus complète disgrâce. »

Voyons maintenant ce que dit Jomini: après avoir rapporté le passage du Rhin à Huningue, il ajoute :

« Ainsi finit cette retraite, que d'une part on a trop vantée, et que de l'autre on a jugée avec trop de rigueur. L'armée du Rhin, engagée en Bavière, tomba dans une position défavorable par la retraite de Jourdan. Cette fausse position, où elle s'était volontairement engagée après le départ de l'Archiduc, justifie assez le reproche en-

semble que pour bien apprécier cette retraite, il faut se rappeler qu'elle a été effectuée lentement, en bon ordre, avec discipline, par des troupes françaises, c'est-à-dire avec les soldats les plus ardents et les plus impétueux dans le succès, mais aussi les plus facilement rebutés par les revers; que le général a signalé sa marche rétrograde par une victoire importante (celle de Biberach); que loin de se laisser entamer, il a ramené avec lui en France et les canons et les drapeaux, et les nombreux prisonniers enlevés à l'ennemi; que tous les mouvements successifs de la retraite, même ceux qui ont eu lieu à la suite des combats, ont été opérés méthodiquement sans hâte et sans confusion, comme un effet de la volonté du chef, et non pas comme la conséquence d'un échec; et qu'ainsi enfin le moral des soldats, la confiance et l'ardeur de l'armée n'ont éprouvé aucune atteinte. Les réflexions suivantes du maréchal Gouvion-Saint-Cyr feront d'ailleurs mieux que nos paroles comprendre le mérite de ces résultats.

«L'armée avait le plus grand besoin de repos; six mois de bivouac continuels avaient exténué les hommes et les chevaux, et ruiné le matériel; l'habillement ainsi que la chaussure étaient totalement détruits; un tiers des soldats marchait pieds nuds, et l'on n'apercevait sur eux d'autres vestiges d'uniforme que la buffleterie. Sans les haillons de paysans dont ils étaient couverts, leurs têtes et leurs corps eussent été exposés à toutes les injures du temps. C'est dans cet état que je les ai vus défiler à Huningue, et cependant leur aspect était imposant; à aucune époque je n'ai rien vu de plus martial. Leur démarche était fière; peut-être quelque chose de farouche se faisait voir dans leurs regards.....»

«J'ai critiqué, comme d'autres, les dispositions de Moreau, surtout à l'occasion de la retraite de Bavière, et je reconnais cependant que c'est la plus belle opération de ce genre, qui ait été faite pendant les longues guerres que la France a soutenues; on sera surtout bien porté à l'admirer, si on la compare à celles que le plus grand homme de guerre de notre temps a exécutées en Russie, à Leipzig, et à Waterloo.

«Le but que s'était proposé le Directoire, par la guerre d'invasion qu'il avait ordonnée aux armées d'Italie, du Rhin et de Sambre-et-Meuse, ne put être atteint dans la campagne de 1796; elles ne purent faire leur jonction sur les frontières des états héréditaires de l'Autriche. La paix que l'on avait eu tant de raisons d'espérer, fut ajournée à l'année suivante. Cependant quoique les dispositions principales du plan de campagne n'aient pas réussi, il est résulté des efforts des armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle, des avantages assez marquants; la Coalition a été scindée, deux des électeurs de l'Empire ont retiré leurs troupes de l'armée de l'Autriche, et plusieurs princes assez puissants ont fait leur paix avec la France: on pouvait prévoir que le gouvernement autrichien se lasserait bientôt de supporter seul le poids d'une guerre aussi vive. Par suite de ces défections, l'Archiduc avait perdu environ 40,000 hommes, les Autrichiens, restés pour ainsi dire seuls sur le champ de bataille, ont été obligés de faire de plus grands efforts et d'essuyer de plus grandes pertes. Le prince Charles, au lieu d'envoyer des renforts en Italie qui eussent arrêté les succès de Bonaparte, s'est vu contraint d'en retirer quelques troupes pour les opposer à Moreau, et éloigner sa droite du Tyrol. Il y aurait de l'injustice à ne pas convenir de tous ces avantages, et à nier qu'ils n'aient puissamment concouru aux succès de notre armée d'Italie, et à préparer le cabinet autrichien à faire la paix.»

couru par Moreau, de n'avoir pas suivi la marche de ce prince sur Nuremberg, afin d'agir de concert avec l'armée de Sambre-et-Meuse; lorsque après avoir négligé cette occasion de combattre le prince Charles avec des forces supérieures, la retraite de l'armée de Rhin-et-Moselle devint indispensable, elle n'eut rien de si périlleux ni de si étonnant qu'on puisse la mettre en parallèle avec celle de Xénophon, comme beaucoup d'écrivains l'ont tenté. Moreau n'avait sur sa droite aucune force ennemie capable de s'opposer à sa marche. Il eut à la vérité sur ses derrières de petits corps de partisans, et à la fin une assez forte division; mais dans un pays où les routes sont si nombreuses, toutes ne sauraient être bien gardées. ..

«L'armée française recueillit une trop juste gloire des combats multipliés qu'elle livra ou soutint, pour qu'on ait besoin d'exagérer le merveilleux d'une campagne où l'un de ses généraux fit briller quelques étincelles d'un génie qui ne se développa que trois ou quatre ans plus tard.

«En jugeant la retraite d'après ce qu'elle pouvait avoir de désastreux, la France dut se féliciter de voir revenir intacte une armée qui s'était enfournée en Bavière au moment où celle qu'elle devait soutenir était ramenée sur le Rhin. Mais les militaires qui jugeront cette opération sur la situation effective des forces opposées, et sur les obstacles réels qu'elle rencontra, trouveront qu'elle n'offrit rien d'extraordinaire, à l'exception de la bataille de Biberach, dont toutes les combinaisons sont dignes d'éloges.»

RESUMÉ CHRONOLOGIQUE.

1796.

24 AOUT. Passage du Lech. — Combat de Friedberg.
1er SEPTEMBRE. Combat de Langenbruck.
10 — Marche de Desaix sur Aischstett.
14 — Combat de Zell.
16 — Retour de Desaix sur le Danube. — Moreau se décide à la Retraite.
18 — Attaque de Kehl par les Autrichiens.
30 SEPTEMBRE. Combat de Schussenried.
2 OCTOBRE. Bataille de Biberach.
11 — Passage du val d'Enfer.
12 — Entrée des Français à Freybourg.
19 — Bataille d'Emmendingen.
24 — Bataille de Schliengen.
26 — L'armée française repasse le Rhin.

A. HUGO.

On souscrit chez DELLOYE, Éditeur, place de la Bourse, rue des Filles-Saint-Thomas, 13.

Paris. — Imprimerie et Fonderie de RIGNOUX et Ce, rue des Francs-Bourgeois-Saint-Michel, 8.

FRANCE MILITAIRE.

ARMÉE D'ITALIE,

VICTOIRES EN PIÉMONT. — MONTENOTTE. — MILLESIMO. — MONDOVI.

SOMMAIRE.

Carnot et Bonaparte.—Plan de Campagne.—Arrivée de Bonaparte à l'armée.—Révolte des troupes à Albenga.—Positions respectives des deux armées.—Ruse heureuse de Bonaparte.—Combat de Voltri.—Bataille de Montenotte.—Bataille de Millesimo.—Combats de Cosseria et de Dego.—Deuxième combat de Dego.—Prise du camp de Ceva.—Combat de Saint-Michel.—Bataille de Mondovi.—Armistice proposé.—Réponse de Bonaparte.—Mouvement de l'armée.—Prise de Cherasco, de Fossano et d'Alba.—Fermentation populaire à Turin.—Réunion de l'armée autour d'Alba.—Proclamation du général en chef.—Armistice de Cherasco.—Paix avec le roi de Sardaigne.—Réflexions.

ARMÉE RÉPUBLICAINE.

Général en chef. | BONAPARTE.
Généraux divisionnaires. | MASSÉNA.—AUGEREAU. LAHARPE.—SERRURIER.

ARMÉE COALISÉE.

Impériaux et Autrichiens.—BEAULIEU.
Sardes et Piémontais.—COLLI.

Carnot et Bonaparte. — Les plans divers adressés par Bonaparte au Comité de salut public, en 1794 et en 1795, avaient fixé sur ce général l'attention de Carnot, qui le fit nommer général en chef de l'armée d'Italie. Carnot, devenu Directeur, avait repris la direction des affaires militaires: il était, comme on le disait alors, chargé d'organiser la victoire; les tâtonnements et l'inaction de Scherer, après la victoire de Loano, ne lui faisaient pas supposer qu'il fût propre à mettre avec succès à exécution un plan de campagne un peu hardi; tandis qu'au contraire le jeune général qui avait sauvé la Convention au treize vendémiaire, réunissait à un dévouement *prouvé* pour la République, tous les avantages désirables dans un chef militaire hautement placé.

Conception prompte, facile et complète de l'ensemble et des détails d'une opération; clarté et concision dans les ordres; activité expansive, enthousiasme communicatif et néanmoins sang-froid imperturbable pendant l'action; coup d'œil sûr et résolution rapide; connaissance des hommes, habileté à se servir des choses; dispositions à ne laisser aucun élément de succès inactif; sagacité dans l'emploi des ressources; examen attentif et préalable de toutes les chances d'une entreprise; esprit disposé par une puissante faculté naturelle à ne s'étonner de rien, à être prêt à tout, inattaquable par le découragement, insensible à une vanité aveugle, apte à combiner à l'avance aussi bien qu'à l'improviste les moyens de parer aux suites d'une défaite, ou d'assurer toutes les conséquences d'une victoire; toutes ces qualités qui, réunies, font l'homme de guerre accompli et le grand capitaine, avaient été reconnues en Bonaparte par Carnot. Il avait deviné le prochain vainqueur de l'Italie. Mais la sagacité politique, la capacité administrative du futur empereur, et cette ambition, vaste comme son génie, ne s'étaient sans doute point manifestées aussi clairement aux regards du Directeur de la République. Les sentiments démocratiques de Carnot étaient trop fermes et trop arrêtés pour que, dans ce cas, loin de concourir à ce qui devait aider à l'élévation de Bonaparte, il ne se fût pas empressé au contraire de lui enlever toutes les occasions de se mettre en évidence.

Plan de campagne. — Le but du gouvernement directorial, dans la campagne qui allait s'ouvrir en Italie, était de porter la guerre au-delà des Alpes, conformément au projet conçu par le nouveau général en chef, et de forcer par des victoires le roi de Sardaigne de se détacher de la Coalition qui paraissait reprendre de nouvelles forces dans la ligne des petits états de l'Italie, auxquels la cour de Vienne avait fini par persuader que la République française menaçait la nationalité des peuples italiens.—Le Directoire espérait aussi amener l'Autriche, en l'attaquant directement dans ses états de Lombardie, à faire la paix avec la République.

Pour arriver à ce résultat, le général Bonaparte, manœuvrant par sa droite, et entrant en Italie au point où les contre-forts des Apennins s'abaissent avant de se joindre à ceux des Alpes, devait descendre en Lombardie par le Montferrat, et porter tous ses efforts contre les Autrichiens, afin de détacher le Piémont de leur alliance. — Pendant ce temps, nos armées d'Allemagne, réorganisées sous les ordres de Jourdan et de Moreau, reprenant l'offensive, auraient marché sur la Souabe et sur la Franconie, pour se réunir ensuite au cœur de la Bavière. Bonaparte, après avoir détrôné ou obligé à la paix le roi de Sardaigne, devait s'avancer sur l'Adige et forcer les Autrichiens à quitter la Péninsule Italique.

Ce plan de campagne, remis au général en chef par le directeur Carnot, était celui qu'une année auparavant Bonaparte avait tracé lui-même pour Scherer.

Nous avons déjà fait connaître les succès et les revers des armées d'Allemagne, et les causes qui les empêchèrent d'exécuter la partie du grand plan qui leur était confié; nous allons voir comment le génie du général en chef assura le succès des opérations de l'armée d'Italie.

Arrivée de Bonaparte à l'armée. — Révolte des troupes à Albenga. — Bonaparte arriva à Nice, quartier général de l'armée d'Italie, le 27 mars 1796. Au lieu d'une armée de 60,000 hommes, qu'on lui avait annoncée, il trouva 31,000 combattants disponibles, mais dépourvus de tout, sans argent, sans vivres, sans souliers, sans habits; d'ailleurs indisciplinés et adonnés au pillage. Cette armée, à la vérité, était

jeune, enthousiaste et intrépide. — L'armée coalisée austro-sarde, forte de 80,000 combattants et deux cents canons, était commandée par Beaulieu, qui avait remplacé Devins, tombé en disgrâce après la bataille de Loano. Ce vieux général passait pour un militaire habile, actif et entreprenant.—Bonaparte n'avait sous son commandement que quatre divisions, aux ordres des généraux Masséna, Laharpe, Augereau et Serrurier, formant un total de 28,000 hommes d'infanterie, 3,000 cavaliers et trente pièces d'artillerie.—Son génie devait suppléer au nombre des soldats et des canons.

Le nouveau général en chef était connu des généraux par les combinaisons stratégiques de la campagne de 1795; il sut promptement leur imposer (quel que fût leur dépit de se voir un si jeune chef) le respect qui était dû à sa position; mais pour obtenir la confiance des soldats il fallait des victoires. Bonaparte ne pouvait que leur en promettre. — Sa première résolution fut de porter son quartier général de Nice à Albenga, afin de se rapprocher de l'ennemi. Avant de partir, il fit réunir les régiments sur la place de la République, et s'adressant aux braves qu'il allait conduire aux combats, il leur dit : « Soldats! vous êtes nus, mal nourris; le gouver« nement vous doit beaucoup, il ne peut rien vous « donner. Votre patience, le courage que vous montrez « au milieu des rochers sont admirables; mais ils ne « vous procurent aucune gloire; aucun éclat ne rejaillit « sur vous. Je veux vous conduire dans les plus fertiles « plaines du monde; de riches provinces, de grandes « villes seront en votre pouvoir; vous y trouverez « honneur, gloire et richesse. Soldats d'Italie! vous ne « manquerez ni de courage, ni de constance! » Ces paroles n'électrisèrent point les soldats ainsi qu'il pouvait l'espérer; ils paraissaient indifférents, et leur attitude aurait découragé un chef ordinaire. Néanmoins, aussitôt après sa harangue le général en chef, sans rien laisser paraître de ce qu'il éprouvait, prit la route d'Albenga.

Alors éclata le mécontentement des troupes; elles annoncèrent hautement qu'elles ne partiraient qu'après avoir reçu la solde arriérée et obtenu les habillements dont elles avaient besoin. Les généraux essayèrent vainement de les faire rentrer dans le devoir. Bonaparte, informé de l'insurrection, donna froidement l'ordre d'arrêter et de garder à vue les officiers des régiments révoltés. Cet ordre fut aussitôt exécuté; privés de leurs chefs, les soldats se précipitèrent en foule sur la route et atteignirent bientôt le général qui cheminait lentement, entouré de son état-major. Les vœux de cette troupe indisciplinée avaient déjà changé d'objet; leurs cris étaient : *La liberté de nos officiers! rendez-nous nos officiers!* Bonaparte semblait avoir prévu cette tumultueuse demande; il y répondit en adressant aux soldats cette mémorable allocution, qui rappelle celle d'Annibal au passage des Alpes : « Soldats, j'entends vos vœux, ils me plaisent, « ils sont dignes de vous! ce n'est plus une guerre dé« fensive, c'est une guerre d'invasion, ce sont des « conquêtes que vous allez faire; vous êtes sans artille« rie, sans habits, sans souliers, sans solde; vous « manquez de tout; mais vous êtes riches en courage. « Au-delà de ces monts s'étendent les plaines fertiles « du Piémont et de la Lombardie. Là sont des maga« sins, de l'artillerie, des trésors; marchons, et dans « peu ils seront à vous. L'ennemi est quatre fois plus « nombreux, vous en aurez plus de gloire; je vous rends « vos officiers; ils vous conduiront contre les ennemis « de la République. »

A ces mots l'enthousiasme succéda au désordre; les cris de *vive Bonaparte! vive notre général en chef!* se firent entendre. On peut affirmer, nous écrit un témoin oculaire de cette scène, encore peu connue, que la confiance de l'armée d'Italie dans son jeune général date de cet instant. — Le quartier général établi le 5 avril à Albenga fut porté le 9 à Savone. Bonaparte, pour se rendre dans cette dernière ville, dut suivre, avec le personnel des administrations et son petit parc d'artillerie, la route périlleuse de la Corniche, exposée au feu des canonnières anglaises.

A Albenga, les efforts du général de l'armée d'Italie pour réunir ce qui, dans les magasins, pouvait être utile à ses soldats, furent couronnés de quelque succès. Tout en s'occupant de prendre connaissance de l'état de ses troupes et des positions de l'ennemi, il portait un œil sévère sur les différentes administrations de l'armée, et il leur imprima bientôt toute son activité. Il assura les différents services et parvint même à faire payer aux troupes un à-compte sur leur solde, ce qui augmenta leur confiance et les attacha irrévocablement au chef qui comprenait leurs besoins et savait améliorer leur sort. La position de ses généraux avait aussi attiré sa sollicitude, et il avait fait distribuer à chacun d'eux, comme gratification d'entrée en campagne, une somme de cent francs, prise sur deux mille louis qui lui avaient été remis à son départ de Paris, et qui composaient tout le trésor de l'armée. Ce détail suffit pour faire connaître quelle était alors la pénurie des finances de la République.

Positions respectives des deux armées.—Les forces de Beaulieu étaient ainsi réparties : il avait sous ses ordres immédiats environ 50,000 Autrichiens et une artillerie composée de cent vingt-quatre pièces de campagne et de seize obusiers; un corps de 30,000 Piémontais, commandé par Colli, se liait à celui de Beaulieu; le reste de l'armée Piémontaise, d'environ 24,000 hommes, sous les ordres du prince de Carignan, couvrait, depuis le Mont-Blanc jusqu'à l'Argentière, toutes les avenues de la Savoie et du Dauphiné, et était destiné à faire face à l'armée des Alpes, qui comptait à peu près le même nombre de combattants.

La ligne occupée par Beaulieu et par Colli était fort étendue et coupée par des montagnes, des vallées et des ravins d'une communication souvent difficile. Le général autrichien avait sa gauche à Voltagio et Ovada; son centre à Sassello, et sa droite, sous Argenteau, dans la vallée de la Bormida, où elle se liait à la gauche de Colli; la droite de ce dernier s'appuyait à l'Argentière, où elle communiquait avec la gauche de Carignan, et sa gauche, sous Provera, se liant avec Argenteau, défendait Millesimo et Cairo, et devait s'assurer des hauteurs de Cosseria, qui séparent les deux vallées de la Bormida.

La ligne des Français, établie presque parallèlement, était aussi beaucoup trop étendue. Les divisions Macquart et Garuier avaient été détachées pour couvrir depuis Tende au col de Cerise; la gauche, sous Serrurier, campait vers Orméa et Garessio; le centre, près du mont San-Giacomo, était commandé par Augereau; Masséna était à Çadibone, et Labarpe à Savone, d'où il avait poussé la brigade Cervoni en avant-garde sur Voltri.

Ruse heureuse de Bonaparte. — Un coup d'éclat prompt et décisif pouvait seul, au début de la campagne, tirer l'armée de l'état misérable où elle se trouvait. Bonaparte combina tous les moyens de le frapper, avec ce tact d'un génie militaire qui n'a point eu d'égal de nos jours. Il résolut d'écraser d'abord le centre de l'ennemi, se promettant d'avoir ensuite séparément bon marché des deux ailes. Dans cette vue, il massa le gros de ses forces vers San-Giacomo, depuis Altare jusqu'à Montenotte, laissant Serrurier avec une partie de la gauche à Garessio, pour fixer l'attention de Colli par de fausses attaques.

La ligne ennemie, par son étendue et par sa disposition, trop renforcée vers ses ailes relativement au centre, rendait plus facile l'exécution du plan de Bonaparte. C'était une faute de Beaulieu, que, par une ruse, le jeune général réussit encore à lui faire aggraver. Villars, envoyé de France, sollicitait à Gênes un emprunt de 20 millions et la remise des forts de la côte. D'après les instructions de Bonaparte, il demanda au conseil de la République génoise, en le prévenant que le projet du général français était de pénétrer en Lombardie, de livrer à l'armée d'Italie, pour appuyer ses opérations, Gavi et la Bochetta. Beaulieu en fut aussitôt instruit, et prolongea sa gauche vers Gênes. Il se hâta d'envoyer au passage de la Bochetta six bataillons. Le corps de bataille aux ordres de Sebottendorf, remonta la vallée d'Orba. La droite resta à Sassello et occupa Dego, communiquant avec la gauche des Sardes, aux ordres de Provera. Colli, avec le reste de ses forces, occupait le camp de Ceva et les avenues de Coni. Les deux corps principaux se trouvaient ainsi aux extrémités de la ligne, dont le centre affaibli n'avait plus que les divisions de Provera et d'Argenteau à opposer aux forces de Labarpe, de Masséna et d'Angereau, massées entre Savone, Cadibone et San-Giacomo.

Combat de Voltri. — Beaulieu commença les hostilités; il dirigea, le 10 avril, sur Voltri, son aile gauche forte de onze bataillons divisés en deux colonnes: l'une, aux ordres de Pittoni, devait s'y rendre par Conegliano; l'autre, sous Sebottendorf, par Campo-Freddo et Marone. — Cervoni, qui couvrait Voltri avec 3,000 hommes, voyant ses avant-postes repoussés de Bra et de Pegli, se porta sur Melle où il soutint un engagement opiniâtre; mais canonné sur la droite par les chaloupes anglaises, attaqué de front et tourné sur la gauche par des forces supérieures, il battit en retraite pour rejoindre Labarpe à la Madona de Savone. — Ce mouvement rétrograde, appuyé par deux bataillons postés sur les hauteurs de Varaggio, aurait été impossible, si Sebottendorf se fût dirigé sur Arenzano ou Crevari, deux postes qui barrent également le chemin de Savone à Voltri.

Bataille de Montenotte. — Pendant que Beaulieu faisait attaquer Voltri, Bonaparte dirigeait le gros de ses forces sur le centre des Austro-Sardes. — Le général autrichien ne fut instruit de cette manœuvre, que par le bruit du canon. Il reconnut alors le piége où il était tombé, et il comprit la gravité de sa faute. La faible résistance qu'il avait éprouvée sur sa gauche était un indice certain que le principal effort de Bonaparte s'opérait sur les divisions d'Argenteau et de Provera. Il fit donc aussitôt marcher des troupes à leur secours, et se prépara lui-même à s'y porter.

Une partie de la division Labarpe était retranchée sur les hauteurs de Montenotte et de Monte-Legino. —Argenteau avait eu l'ordre d'enlever ces positions, et s'était mis en marche avec 12,000 hommes divisés en trois colonnes, au moment même où le maréchal Beaulieu descendait à Voltri, pour conférer avec le chef de l'escadre anglaise Nelson, sur des opérations ultérieures. — Argenteau avait conduit sa division sur le mont Traversin, où Roccavina, parti de Dego avec 2,500 hommes, devait le rejoindre. Une colonne conduite par le colonel Lezeni marchait par la crête de l'Apennin vers Badeno, laissant à gauche quelques détachements pour se lier avec Beaulieu.

La position de Montenotte, où eut lieu entre les deux armées le premier choc qui fut décisif pour la campagne, consiste en une petite chaîne de hauteurs placées sur les sommets mêmes de l'Apennin, et qui forment en s'abaissant un peu, le col de Montenotte, espèce de nœud où viennent se rattacher le mont Traversin, le mont Prato et le mont Legino; ce dernier contrefort s'étend vers Savone; les Français avaient établi dans le point le plus rétréci de son arête, une redoute à peine armée et destinée à couvrir le chemin direct du col de Montenotte à Savone. Deux autres redoutes existaient encore sur le Traversin et à Castellazzo; mais l'occupation de Monte-Legino était surtout importante, en ce que cette montagne était comme la clef des manœuvres de l'ennemi, puisque Beaulieu et d'Argenteau devaient la franchir pour effectuer leur réunion convenue dans le bassin de Savone.

Roccavina, arrivé seul au point du jour le 11 avril devant les hauteurs du Traversin, les attaqua sans attendre Argenteau, et s'en rendit maître.—La colonne principale d'Argenteau parvint vers midi à Castellazzo, et s'en empara presque sans coup férir. La seconde redoute avancée tomba alors au pouvoir des ennemis.—Il ne leur restait que la troisième, celle de Monte-Legino, à emporter pour être maître de toute la ligne, et pour mettre à découvert l'aile droite des Français.—Le chef de brigade Rampon, qui avait été détaché afin de recueillir Cervoni, vint s'y établir avec 1,200 hommes. Les Autrichiens, animés par leurs premiers succès, se présentèrent fièrement devant les retranchements; ils furent accueillis par des feux croisés d'artillerie et de mousqueterie, qui leur enlevèrent des rangs entiers. Au milieu du feu le plus vif, Rampon, pénétré de l'im-

portance du poste, et emporté par un de ces élans qui caractérisent une âme forte et formée pour les grandes actions, fit prêter aux braves qu'il commandait ce serment de mourir s'il le fallait dans la redoute, et de s'ensevelir sous ses ruines plutôt que de la laisser occuper par l'ennemi.—Les Autrichiens, à travers le fracas de l'artillerie et de la fusillade, purent entendre ce serment solennel suivi des cris prolongés de *vive la République*. — D'Argenteau et Roccavina parvinrent à rendre leur première audace à leurs soldats, découragés par plusieurs heures d'une attaque inutile. Ceux-ci, décidés à une attaque désespérée, reformèrent leurs rangs pour exécuter une nouvelle charge; ils s'avancèrent jusqu'au pied de la redoute fatale, étonnés de la facilité de leur marche, et s'attendant à chaque instant à une de ces effroyables décharges qui avaient couvert les abords de Monte-Legino de cadavres et de blessés. Mais le canon se tut cette fois. Les munitions des défenseurs de la redoute étaient totalement épuisées.

Ces braves, la baïonnette croisée et formés en masse, opposèrent un rempart de fer aux efforts des Impériaux. Vainement le fer de l'ennemi ouvrait-il à chaque instant des brèches sanglantes dans l'héroïque carré, les vides étaient aussitôt remplis. Trois charges successives furent ainsi repoussées. La nuit survint sans ralentir l'acharnement des deux partis [1]. D'Argenteau, convaincu enfin de l'inutilité de ses efforts et effrayé de ses pertes, suspendit l'attaque, bien résolu de recommencer le lendemain. Il prit position en arrière de la redoute, où il se fit renforcer par la réserve, et posta à Ferraria un régiment pour couvrir son flanc droit. Pendant cette admirable résistance, Bonaparte arrêtait à Savone des mesures décisives pour isoler définitivement les deux ailes de l'armée coalisée et pour en écraser le centre. Masséna dut se porter sur les hauteurs d'Altare pour attaquer la droite des Autrichiens, et après les avoir culbutés, les prévenir sur leurs communications. Il devait être secondé par la brigade Ménard, qui, partant de Cadibone, avait ordre de surprendre Montenotte supérieur par la droite, pendant que Joubert et Dommartin, arrivant de San-Giacomo, se prolongeraient sur les flancs et les derrières de cette position; enfin Augereau, qui, la veille, s'était avancé de Loano à Mallère, devait, au point du jour, surprendre Cairo dans la vallée de la Bormida, et après avoir assuré le succès de l'attaque de Ménard, et percé la ligne autrichienne, se rabattre sur Monte-Freddo pour se réunir à Dommartin.

La position critique du brave Rampon n'avait pas été oubliée dans ces dispositions, et Labarpe, parti à minuit de la Madona de Savone avec les brigades Causse et Cervoni, était venu réapprovisionner la redoute de Monte-Legino, et se poster en arrière pour attaquer de front Argenteau, quand il en serait temps. La perte de ce dernier aurait été inévitable si l'on eût pu faire concourir à tous ces mouvements la cavalerie restée faute de fourrages et par suite de la difficulté des chemins, en cantonnement sur la côte.

[1] La redoute de Monte-Legino était défendue par un bataillon de la 21e et un demi-bataillon de la 117e, qui, réunis après l'amalgame, formèrent la 32e demi-brigade, surnommée *la brave*.

Un brouillard épais favorisa la marche des colonnes républicaines. Labarpe en vint aux mains le premier avec Argenteau, à cinq heures du matin. Il avait surtout pour but de retenir le général autrichien dans sa position, et de l'empêcher de s'apercevoir de la marche des diverses colonnes qui allaient l'envelopper. Argenteau renforcé, ne doutant plus du succès, engagea l'affaire avec ardeur, et le combat se soutint quelque temps avec acharnement et des chances variées.

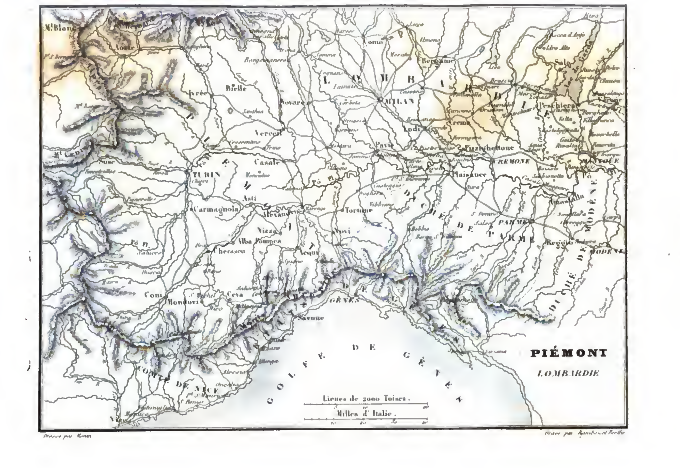
La fortune sembla même quelques instants abandonner tout-à-fait Labarpe; mais l'illusion des Impériaux, s'ils en conçurent, fut de courte durée. Masséna s'était d'abord dirigé sur les hauteurs d'Altare où Bonaparte l'avait rejoint; à la faveur du brouillard, il s'était ensuite porté, avec la brigade Ménard, sur les positions importantes de Bric-de-Menau, puis, soutenu par Joubert, sur celle de Castellazzo. Telle fut l'impétuosité de son choc, que tous les postes autrichiens furent culbutés en un instant.

Masséna traversa rapidement ensuite le vallon de Ferraria, pour se porter par Montenotte inférieur, sur les flancs et les derrières du général Argenteau. Les postes qui la couvraient furent enlevés au pas de charge, et la ligne ennemie fut vivement abordée dans cette direction pendant que Labarpe, formé en colonne, l'attaquait de front sur le Monte-Prato. Augereau, pendant ce temps, s'avançait en hâte de Carcare sur Monte-Freddo. Il était impossible qu'Argenteau pût résister à des manœuvres aussi habilement combinées. Ses troupes déployèrent toutefois le plus grand courage dans l'attaque de front sur les positions de Montenotte. Bonaparte, afin de mieux juger la marche du combat et prescrire les manœuvres convenables, s'était établi sur un plateau au centre de ses divisions.

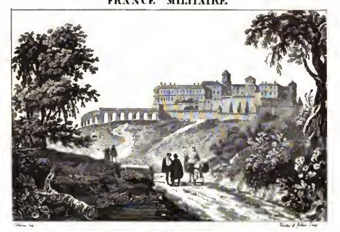
A peine Argenteau connut-il le danger qui menaçait les troupes chargées de couvrir sa droite près de Ferraria, qu'il crut devoir faire un changement de front pour se porter à leur secours. Il marcha donc vivement par sa droite avec toutes ses forces, laissant seulement le colonel Nesslinger avec 2,000 hommes, pour défendre Monte-Prato, contre Labarpe. Mais il était déjà trop tard, et Masséna, ayant franchi tous les obstacles, débouchait par Montenotte inférieur.

A peine les deux généraux furent-ils en présence, que les Autrichiens inférieurs en forces furent rejetés en désordre sur Paretto et Dego. Nesslinger, battu de son côté par Labarpe, ne parvint à opérer sa retraite qu'avec une perte considérable. Argenteau et Roccavina, blessés dans cette déroute, firent d'inutiles efforts pour rétablir l'ordre. Des drapeaux, des canons et 2,500 prisonniers furent pour les Français le résultat de la journée. L'ennemi eut plus de 1,500 morts et de toute la division d'Argenteau qui montait à environ 12,000 hommes, à peine 8 ou 900 parvinrent-ils le soir à Ponte-Ivrea, tout le reste ayant été tué, pris ou dispersé.

L'armée française occupait alors tous les versants des Alpes du côté de la Méditerranée; mais pour tirer parti de la victoire, il ne fallait pas donner à Beaulieu le temps de rétablir ses communications avec Colli.


PIÉMONT
LOMBARDIE
Lieues de 2000 Toises.
Milles d'Italie.
GOLFE DE GÊNES
TURIN
MILAN
Aoste
Bielle
Ivrée
Novare
Verceil
Casale
Asti
Carmagnola
Alexandrie
Tortone
Novi
Acqui
Alba Pompea
Cherasco
Coni
Mondovi
Ceva
Savone
Gênes
Côme
Bergame
Lodi
Crema
Pavie
Plaisance
Pizzighettone
Crémone
Peschiera
Mantoue
Guastalla
Parme
Reggio
Salo
Brescia
Lecco
COMTÉ DE NICE
DUCHÉ DE PARME
DUCHÉ DE MODÈNE
Mt Blanc
Mt Cenis





Chateau de Valperga près Turin



L'Allocution.





Combat de Dego





Le Colonel Rampon dans la redoute de Montelegino.



Augereau. Rampon.

C'était donc un triomphe qui ne pouvait être profitable que suivi d'autres triomphes encore.

Bataille de Millesimo. — Combats de Cosseria et de Dego. — Beaulieu s'occupait en hâte des moyens de prévenir les suites de la défaite de Montenotte. Il avait porté, le 13 avril, son quartier général à Acqui, après avoir fait replier sur l'Orba sa gauche, si mal à propos dirigée vers Gênes. Le général Wukassowich devait se porter avec trois bataillons par le revers de Monte-Fayole, pour rallier, à Sassello, un corps de même force, que Laharpe tenait en échec. Les six bataillons réunis devaient ensuite se diriger sur Dego, qu'Argenteau avait ordre de défendre jusqu'à la dernière extrémité.

Beaulieu espérait ainsi rétablir ses communications avec Colli. Provera, qui, quoique fortement compromis par le voisinage des Français postés entre lui et Beaulieu, n'avait pas été entamé à l'affaire de Montenotte, liait encore les débris du corps d'Argenteau à l'armée sarde. Colli, au premier bruit de l'attaque, avait envoyé une division sur sa gauche vers Paroldo, et s'était avancé lui-même avec quelques bataillons, sur Monte-Zemolo et Cenelo.

Mais toutes ces mesures partielles allaient être rendues nulles par l'impétueuse activité de Bonaparte. Dans la soirée même de la journée de Montenotte, il avait ordonné à Laharpe de poursuivre le centre ennemi dans la direction de Sassello, et de rabattre ensuite sur la Bormida, pour se rapprocher de Cairo.

Lui-même, se portant avec le centre et une partie de la gauche dans la direction de Dego, établit son quartier général à Carcare. Masséna et Dommartin se postèrent avec neuf bataillons près de Cairo, sur les hauteurs qui dominent ce bourg et Dego. La 1re légère, commandée par Joubert, occupa la Chapelle Sainte-Marguerite. Les hauteurs au-dessus de Cosseria furent gardées par les 18e et 75e demi-brigades, aux ordres de Ménard. Augereau fut détaché en avant de Carcare. Serrurier, avec une partie de la gauche à Garessio, continuait à fixer l'attention de Colli par de fausses attaques. La cavalerie attendait pour agir que l'armée eût débouché des sommets de l'Apennin, sur le versant du Piémont.

Dommartin, retenu à Cairo, ne put se joindre à Masséna, qui, ayant reçu dans la nuit l'ordre d'attaquer Dego, ne crut pas devoir l'exécuter avec le peu de troupes qui lui restaient. Cette attaque ne lui sembla pas même possible le lendemain, quoiqu'il eût été renforcé par la division Laharpe. Il s'établit pour la nuit à la Rochetta, après avoir fait sur le camp retranché de Dego une simple reconnaissance.

L'ennemi s'était concentré sur les hauteurs du bourg de Millesimo, entre les deux vallées de la Bormida. Il se liait, par les hauteurs de Biestro, avec les troupes rassemblées à Dego, interceptant ainsi les routes de la Lombardie et du Piémont. — Le 13 avril, au point du jour, Augereau, formant la gauche, força les gorges de Millesimo et tourna ainsi la droite de la division de Provera, pendant que les troupes de Joubert et de Ménard, au centre, enlevaient les positions voisines et tournaient cette division par la gauche. Provera, se trouvant ainsi enveloppé et séparé de Colli, fut sommé de se rendre; mais, ne prenant conseil que de son audace, il forma ses soldats en colonne serrée, et, se faisant jour à la baïonnette à travers les Français, il tenta un mouvement sur la gauche pour se rapprocher des Autrichiens; la rivière, grossie subitement par des orages, s'opposait à sa retraite. Pressé entre cette barrière infranchissable et la colonne française, il gravit la hauteur de Cosseria, et, sans vivres, sans artillerie, s'y retrancha dans les ruines d'un vieux château.

Les plans de Bonaparte se trouvaient dérangés par cet incident. Il hésita s'il emporterait Cosseria de vive force. L'entreprise ne paraissait pas facile. Élevé sur la plus haute montagne de cette partie de l'Apennin, ce château est situé au nœud de trois contre-forts dont les flancs forment, à la distance de trois à quatre cents toises, un glacis gazonné d'une pente très raide. On pouvait perdre beaucoup de temps et de monde devant cette position, pendant que Masséna, déjà peut-être engagé à Dego, avait besoin de prompts secours. Bonaparte essaya d'effrayer Provera par une sommation, mais celui-ci, persuadé de toute la force de son refuge, déclara qu'il ne consentirait à l'évacuer qu'à la condition de pouvoir rejoindre son corps d'armée. Les pourparlers furent rompus. Une forte canonnade, qui commença à se faire entendre du côté de Cencio; ayant déterminé Bonaparte à partir, Augereau, resté seul devant Cosseria, tenta vainement de battre le château en brèche; les épaisses murailles de ce vieil édifice ne furent pas entamées par l'artillerie.

Enfin ennuyé, à la chute du jour, d'être arrêté par cette espèce de bicoque, il résolut de l'enlever de vive force. Il forma trois colonnes d'attaque aux ordres du général Bannel et des adjudants généraux Joubert et Quesnel, qui se dirigèrent sur le château par la crête de chacun des contre-forts, exposés aux atteintes d'une vive fusillade. Joubert, ayant ordonné une halte à sa troupe au milieu du glacis, pour qu'elle reprît haleine, les deux autres colonnes imitèrent cet exemple; l'ennemi, prenant ce repos pour de l'hésitation, fit rouler sur les assaillants des quartiers de roc qui écrasèrent tout sur leur passage; en un quart d'heure, mille hommes furent ainsi mis hors de combat. Les généraux Bannel et Quesnel furent tués.

Joubert, ayant rallié sa colonne, gravit la montagne et parvint au pied des retranchements ennemis, qu'il escalada même avec sept de ses soldats; mais, frappé alors à la tête par un éclat de pierre, il fut renversé sans mouvement et comme mort. Les soldats, privés de tous leurs chefs, rétrogradèrent et cherchèrent un refuge dans les broussailles qui étaient au bas des hauteurs. La nuit survint, et Augereau, craignant que l'ennemi n'en profitât pour s'ouvrir un passage de vive force, réunit tous ses bataillons, fit faire des épaulements en tonneaux et placer des batteries d'obusier à demi-portée de fusil. Les assiégés, harassés par la fatigue et la faim, souffraient encore plus de la soif.

Après avoir exécuté de grands mouvements pour tenter la délivrance de Provera, l'armée ennemie se trouva le 14 au point du jour en présence de l'armée

républicaine. Elle occupait les hauteurs de Cencio et la vallée de la Bormida. Les troupes sardes commencèrent l'attaque en assaillant la brigade Ménard au centre; elles furent repoussées. Cette brigade dut alors appuyer sur sa droite, afin de soutenir l'attaque que les divisions Laharpe et Masséna devaient exécuter sur Dego.—La position de Dego, qui barre la vallée de la Bormida, se compose d'une chaîne de mamelons garnis de retranchements et dont le plus élevé, celui de Magliani, était défendu par une redoute qu'il fallait emporter, afin d'empêcher la réunion des deux armées.

Pendant qu'il faisait ses dernières dispositions pour cette entreprise, Bonaparte apprit que Provera, manquant de tout et ne pouvant prévoir l'instant de sa délivrance, s'était décidé à capituler et avait mis bas les armes.—Cette nouvelle augmenta l'élan et la confiance de l'armée. — La division Augereau, devenue libre, reçut aussitôt l'ordre d'appuyer Serrurier sur la gauche et de s'emparer des hauteurs de Monte-Zemolo, afin de repousser Colli sur le Tanaro, dans son camp de Ceva, et de l'isoler encore plus de Beaulieu, qui déjà se repliait par Acqui et la vallée d'Orba.

La gauche de l'ennemi, occupant Dego avec de fortes batteries, se trouvait, à une heure de l'après-midi, débordée par Masséna. Les troupes légères poussaient des reconnaissances jusqu'au chemin de Dego à Spino. Laharpe secondait cette attaque avec sa division formée sur trois colonnes serrées en masse. Le général Causse, conduisant la première, passa la Bormida sous un violent feu d'artillerie, et ayant de l'eau jusqu'à la ceinture; il se porta ensuite sur le flanc droit de l'aile gauche ennemie. Cervoni franchit aussi la Bormida avec la seconde colonne, pour attaquer de front la même aile, qu'il s'agissait de séparer du reste de la ligne; et enfin, avec la troisième, l'adjudant général Boyers manœuvra de façon à couper la retraite aux Impériaux.

Il y eut tant d'ensemble et de précision dans tous ces mouvements, que lorsque Masséna commençait à tourner la droite de la position, Causse et Cervoni réunis s'avançaient par la gauche sur la grande redoute de Magliani, en colonne serrée et au pas de charge. L'ennemi fit une vigoureuse résistance. Ce ne fut qu'après un combat de trois heures et avec des pertes énormes, que les Français emportèrent la redoute qui leur livrait Dego.

Les Autrichiens étaient en fuite lorsque les renforts qu'Argenteau amenait à Dego parurent sur les hauteurs en arrière de la ville. Ils avaient été jusqu'alors retenus intempestivement à Paretto. Argenteau perdit la tête en voyant la défaite du corps qu'il venait appuyer. Au lieu de tenter une attaque avec ses troupes fraîches, il se replia précipitamment devant quelques détachements de tirailleurs qui le menaçaient de front et en flanc. Sa retraite décida la complète déroute des troupes du camp de Dego; mais un petit nombre seulement put s'échapper, parce que l'artillerie qu'avait arrêtée Masséna, encombrant la route, les fuyards durent se jeter dans d'affreux ravins pour gagner, plus loin, le seul chemin qui leur restât ouvert. Argenteau fut harcelé jusqu'à Spino, et le gros de la division Masséna occupa les mamelons et le village de Dego.

Augereau avait été détaché sur Monte-Zemolo, aussitôt après la reddition de Provera. Secondé par la brigade Rusca, qui assaillit Murialto après s'être emparée des redoutes de Maramassa, son attaque obtint le 15 un plein succès.

L'ennemi perdit à la bataille de Millesimo et aux combats de Dego et de Cosseria, quinze drapeaux, vingt-deux pièces de canon attelées et avec leurs caissons; il eut environ 2,500 hommes tués, 7 à 8,000 prisonniers, parmi lesquels se trouvèrent des régiments presque entiers, un lieutenant général et plus de vingt colonels.

Deuxième combat de Dego. — Les soldats républicains, joyeux de leurs succès, se reposaient de leurs fatigues avec cette sécurité confiante qu'inspire la victoire. La pluie tombait par torrents, et le plus grand nombre avait été chercher un abri dans les habitations; 1,000 hommes à peine restaient dans les bivouacs pour garder les positions de Dego. Un grand danger pourtant menaçait ce point. Nous avons dit que Wukassowich avait dû marcher pour rallier les bataillons établis à Sassello, et pour venir ensuite, par Ponte-Ivrea, se lier à la gauche d'Argenteau. A la suite d'une marche aussi accélérée que le permettait le mauvais état des chemins, sa division, forte d'environ 6,000 hommes, arriva le 15, dans la nuit, auprès de Dego; mais, au lieu d'une armée autrichienne qu'elle s'attendait à rencontrer, elle trouva les vallées environnantes remplies des débris dispersés du corps qui venait d'être battu. La position de Wukassowich était difficile; mais, trop brave pour se retirer sans combattre, incertain d'ailleurs s'il pourrait y réussir, ce général résolut de prendre l'initiative et d'attaquer lui-même les Français. Favorisé par les dernières ombres de la nuit et par les brouillards épais du matin, il s'avança jusqu'au mont Lagarde. Les postes républicains, sans défiance, furent emportés au premier choc. Vainement le général Lasalcette voulut-il faire quelque résistance: les soldats, ou ivres, ou succombant au sommeil et à la fatigue, furent sourds à sa voix. Ils prirent la fuite en désordre, d'autant plus épouvantés, qu'ils ne pouvaient concevoir d'où provenait cette singulière attaque. Les Impériaux, étonnés de la facilité de leurs succès, reprirent, outre Dego et les redoutes voisines, 600 prisonniers et toute l'artillerie perdue la veille.

Masséna occupait les positions les plus voisines de Dego. Il parvint à rallier dans la plaine les soldats qui se dirigeaient en désordre vers Coletto, et il les ramena à l'ennemi espérant le surprendre avant que celui-ci eût eu le temps de s'établir; mais Wukassowich était déjà sur ses gardes. Les régiments français, engagés les uns après les autres, ne firent que d'inutiles efforts contre lui, et, à peine revenus de leur première frayeur, rétrogradèrent de nouveau.

Bonaparte, informé de cet événement inattendu, et craignant d'avoir en tête toute l'armée de Beaulieu, envoya à Laharpe, qui marchait sur Ceva, l'ordre de

revenir aussitôt. Il se porta lui-même sur le lieu de l'action, où il prit les mêmes dispositions que celles qui avaient été la veille couronnées d'un si brillant succès. Labarpe arriva. Causse et Masséna dirigèrent en même temps sur la redoute de Magliani, une attaque à laquelle l'ennemi riposta par un feu meurtrier. Le général Causse s'élançait impatient à la tête de quelques centaines d'hommes de la 99e demi-brigade, lorsqu'il tomba mortellement blessé. On le porta hors des rangs. Le général en chef s'efforçait de rétablir le combat, et passait non loin de là, Causse le fit appeler, et, d'une voix éteinte, lui demanda : « Dego est-il re« pris?—La redoute est à nous, répondit Bonaparte.— « Dans ce cas, s'écria le blessé avec un accent héroïque, « Vive la république! je meurs content. » Ce n'était, toutefois, qu'une consolation offerte par Bonaparte aux derniers moments d'un brave, et un moyen de relever le moral abattu des soldats. Rien n'était encore décidé, et les républicains ébranlés se retiraient même alors en désordre devant les Autrichiens, encore exaltés par leur incompréhensible succès, qui venaient d'opérer une sortie.

Mais Bonaparte, arrivant suivi de la 89e demi-brigade, conduite par le général Victor, soutint le choc des Impériaux, qu'il culbuta bientôt et repoussa dans Dego, où il entra avec eux. Ce premier succès rendit la confiance aux autres colonnes. Cervoni gravit les flancs du mamelon, et Masséna, renforcé de la brigade Ménard ; gagnait déjà les approches de la grande redoute que Wukassowich défendait en désespéré, lorsque ce général, sur le point d'être cerné, se décida à la retraite, et, abandonnant Magliani, se dirigea sur Acqui, harcelé vivement par la cavalerie française. Sa retraite devint bientôt un affreux désordre. Il perdit 1,600 hommes de sa division, les canons qu'il avait repris et les prisonniers qu'il avait faits.

Ce fut, dit-on, pendant l'attaque de la redoute de Magliani que Bonaparte remarqua pour la première fois un jeune chef de bataillon, Lannes, guidant, sur la droite des Impériaux, la 8e demi-brigade qu'il avait ralliée, et avec laquelle il fournit une charge si heureuse, qu'elle contribua puissamment au succès de la journée : Bonaparte le nomma chef de brigade après l'action.

Le même jour, pendant que le général en chef reprenait Dego, et qu'Augereau enlevait les crêtes de Monte-Zemolo, le général Rusca s'emparait, après un vif engagement, des hauteurs de San-Giovani, au-dessus de Murialto, position où l'on domine les vallées du Tanaro et de la Bormida. L'occupation de ce poste et de Monte-Zemolo assurait la communication de l'armée avec la réserve aux ordres de Serrurier, qui commençait lui-même à prendre part aux opérations, en occupant sur les deux rives du Tanaro, et presque sous Ceva, les positions de Batifolo, Bagnasco et Nocetto d'où il pouvait se lier à la gauche d'Augereau.

Cette série de combats livrés dans le même but, pendant plusieurs jours et sur tant de points différents, n'a été considérée par quelques auteurs, entre autres le général Jomini, que comme une seule et même bataille. Elle eut pour résultat d'isoler les deux armées ennemies et de mettre les Français en possession de toutes les sommités centrales de l'Apennin. Les Coalisés perdirent dans ces diverses affaires 20,000 hommes tués ou blessés et 40 pièces de canon.

La reprise de Dego assurait la droite de l'armée républicaine contre les entreprises de Beaulieu. Mais Bonaparte avait encore à accabler Colli. Aussi expéditif que ses soldats étaient infatigables, il dirigea le 16 avril Augereau sur Ceva [1], où le général dut se réunir à la division Serrurier et à la brigade Rusca. Le quartier général fut porté à Salicetto le 18. Masséna s'établit vers Monte-Barcaro. Cairo et la route de Savone furent couverts par une brigade de réserve aux ordres de Victor. La division Labarpe resta entre la Bormida et le Belbo à San-Benedetto pour observer Beaulieu.

Prise du Camp de Ceva. — Le projet du général en chef était de faire investir le camp retranché de Ceva, par Masséna qui aurait traversé le Tanaro entre Ceva et Castellino, pendant que Serrurier aurait marché sur le flanc droit de l'ennemi. L'attention des troupes sardes devait être distraite de ces mouvements par une attaque de front que trois brigades, commandées par Augereau, avaient ordre d'exécuter sur le camp de Ceva et la position de Pédagiera.

Cette attaque eut lieu le 16. Les redoutes extérieures du camp de Ceva étaient défendues par 8,000 hommes qui opposèrent une vigoureuse résistance. Elles furent vainement assaillies à plusieurs reprises par les colonnes de Joubert et de Beyrand. Cependant, vers le soir, quelques-unes de ces redoutes furent emportées.

Colli, informé d'ailleurs des mouvements de Serrurier et de Masséna, crut devoir évacuer la position de Ceva. Les Piémontais opérèrent leur retraite en bon ordre sur Mondovi, et le lendemain, 17, les divisions Augereau et Serrurier étant réunies devant Ceva, la première investit la citadelle où Colli avait laissé 800 hommes d'élite, et dont le manque d'artillerie de siége empêchait de commencer l'attaque.

Combat de Saint-Michel. — Colli, pour couvrir Mondovi, s'arrêta sur la gauche de la Cursaglia près du confluent de cette rivière avec le Tanaro. La droite piémontaise, aux ordres du général Bellegarde, s'appuyait à Notre-Dame-de-Vico ; la gauche, sous Vitalis, s'étendait vers Lesegno. Le centre, commandé par Dichat, était posté à Saint-Michel. Une réserve occupait la Bicoque.

La gauche de cette position, couverte par deux torrents, n'était pas abordable ; le pont de Pra, vis-à-vis Lesegno avait été rompu. Deux autres ponts existaient encore, celui de la Torre à la droite et celui de Saint-Michel au centre ; mais leurs débouchés étaient hérissés de batteries rasantes. Serrurier eut ordre de faire attaquer La Torre et Saint-Michel par le général Guyeux

[1] Ce fut dans ces marches qu'arrivant sur les hauteurs de Monte-Zemolo, l'armée française contempla avec étonnement la chaîne gigantesque des Alpes, qu'elle voyait s'élever derrière et autour d'elle sans les avoir passées. « Annibal a franchi les Alpes, dit Bonaparte, nous, nous les avons tournées. » C'était en effet le plan et le résultat des premières manœuvres de cette glorieuse campagne.

et la brigade Fiorella, pendant qu'Augereau traverserait le Tanaro pour tourner la gauche.

Joubert, d'après les ordres d'Augereau, chercha à reconnaître cette rivière tortueuse, et à la traverser; mais il ne trouva pas de gué, et ne parvint à l'autre bord qu'après des peines inouïes; ses soldats ne purent le suivre. Guyeux eut plus de bonheur à la gauche. Ayant trouvé un passage au-dessus de la Torre, il attaqua Bellegarde et le contraignit à la retraite.

Serrurier et Fiorella franchirent le pont Saint-Michel malgré le feu violent des batteries ennemies, et après trois heures d'un combat opiniâtre se logèrent dans le bourg. Dichat, quoique assailli de front et même débordé, opposait cependant une insurmontable résistance, qui donna au général en chef le temps de venir à son secours avec des renforts. La réserve fut en même temps dirigée sur le flanc des Français groupés autour de Saint-Michel. Le courage des Piémontais sembla redoubler à la vue de ces nouvelles troupes; ils se ruèrent avec impétuosité sur les Républicains qui furent contraints de repasser le pont en désordre, laissant sur le champ de bataille 5 à 600 hommes hors de combat. — Tout le terrain qu'avait gagné Serrurier fut perdu par cet échec. Il dut revenir à Ceva, et les deux partis se retrouvèrent dans la même position que la veille.

Bataille de Mondovi. — Bonaparte sentait l'urgence de frapper un coup décisif. Déjà Beaulieu, honteux de son inaction, s'était arrêté dans sa retraite et avisait avec le commissaire sarde, baron de Latour, aux moyens de secourir efficacement Colli. Le quartier général fut transporté à Lesegno où Masséna eut ordre de se diriger, après avoir passé le Tanaro par le pont de Ceva.

Le général en chef, par ses manœuvres du 19, avait eu le dessein de percer par Mondovi, pour forcer les Piémontais à un changement de front qui leur fit perdre l'avantage de l'excellente position qu'ils occupaient. La première attaque n'ayant pas eu de succès, une seconde fut résolue, quelles que fussent la fatigue et le découragement des troupes.

Masséna fut renforcé de Joubert pour attaquer la gauche de Colli au confluent du Tanaro et à Lesegno. Augereau descendit la vallée du Tanaro, et marcha sur Alba pour menacer les communications de l'ennemi, enlever ses dépôts, et jeter l'alarme jusque dans Turin. La droite des Piémontais devait être assaillie par Serrurier, qui était maître du pont de la Torre. Enfin on organisa provisoirement sous les ordres du général Meynier, et pour se porter sur le centre par Saint-Michel, un nouveau corps composé des brigades Miolis et Pelletier auxquelles devait se réunir une des divisions de cavalerie qui reçut en conséquence l'ordre de hâter sa marche pour rejoindre l'armée.

Colli, épouvanté de ces dispositions audacieuses et de l'approche de tant de colonnes, n'osa pas, avec une ligne aussi étendue que la sienne, livrer un combat d'où le sort du Piémont allait dépendre. Renonçant à tous les avantages de sa position de Saint-Michel, il résolut de gagner celle du Briquet, sous la protection de Mondovi; et dans ce but, il se mit en pleine retraite, à deux heures après minuit, précédé, dans le plus grand ordre, de son artillerie et de ses bagages. Il ne voulait que gagner du temps et attendre l'arrivée de Beaulieu que le baron de Latour lui annonçait incessamment.

Mais sa retraite se fit avec trop de lenteur, et l'infatigable activité de son jeune adversaire le surprit dans des dispositions qui durent lui faire regretter d'avoir abandonné Saint-Michel. — En effet, Bonaparte, informé de son mouvement rétrograde, et l'attribuant au découragement, fit aussitôt poursuivre l'armée sarde par la division Serrurier qui se trouvait la plus à portée de descendre les montagnes et qui fut suivie par toute l'artillerie et la cavalerie disponible. — Un pont fut jeté en hâte sur le Tanaro, et l'infanterie ne tarda pas non plus à se mettre en marche. Masséna resta seul à Saint-Michel pour lier le gros de l'armée avec la division Laharpe. Serrurier atteignit le premier l'arrière-garde de Colli, sur les hauteurs en avant de Vico. Bientôt arrivèrent Guyeux qui se jeta sur la droite des Piémontais, et Meynier qui déborda leur gauche, ce qui contraignit Colli à gagner en désordre Mondovi. Serrurier, avec les brigades Fiorella et Dommartin, marcha droit sur le centre de l'ennemi établi dans la position de Briquet. Dichat défendit ce point avec résolution, et soutenu par la réserve que lui amenait Colli, arrêta d'abord les Républicains; mais Guyeux qui menaçait de gagner Mondovi par la droite ayant obligé Colli à se diriger de ce côté; et Dichat ayant été tué, le centre des Piémontais fut enfoncé et s'enfuit en désordre. Colli donna alors l'ordre de la retraite.

La cavalerie française s'étant mise avec ardeur à la poursuite de l'ennemi, le général Stengel qui la commandait fut ramené à son tour par les escadrons sardes, numériquement bien supérieurs aux escadrons républicains; Stengel, dans une charge, fut mortellement blessé et tomba entre les mains des Piémontais, avec une partie de son détachement. Un aide de camp de Bonaparte, Murat, se distingua particulièrement dans cette occasion. — Les clefs de Mondovi furent apportées au vainqueur par les magistrats de la ville. L'ennemi perdit dans cette affaire 1,800 hommes (dont 1,300 prisonniers), vingt et un drapeaux et huit canons.

Colli se retira entre Coni et Cherasco, derrière la Stura, tandis que Beaulieu, quoique seulement observé par Laharpe, restait paisiblement autour d'Acqui: sa gauche sur l'Orba, sans paraître songer à tenter aucune diversion en faveur de ses alliés. La situation du général piémontais poursuivi par une armée aussi audacieuse qu'infatigable était extrêmement critique. Les derniers succès de Bonaparte avaient jeté l'épouvante dans Turin.

La situation des Français, malgré leurs triomphes, n'en était pas moins difficile. La rapidité de leur marche et le défaut d'administration les exposaient à manquer de tout au sein de l'abondance. La maraude était devenue l'unique ressource des soldats. Bonaparte ne possédait pas d'établissement solide en Piémont, dont l'ennemi occupait toutes les places fortes, et Colli pouvait encore, par la rive gauche du Pô, se joindre à

Beaulieu, renforcé des Napolitains; l'armée coalisée aurait pu de nouveau présenter ainsi en ligne une masse de forces capable d'inquiéter l'armée française, et peut-être de mettre un terme à ses victoires.

Armistice proposé. — Réponse de Bonaparte. — Ce fut dans ces circonstances que Colli, d'après l'autorisation du roi de Sardaigne, écrivit le 23 à Bonaparte, que la cour de Turin venant d'envoyer à Gênes des plénipotentiaires pour y traiter de la paix avec la France, sous la médiation de l'Espagne, il lui proposait une suspension d'hostilités pendant la durée des négociations.

Bonaparte était résolu de ne pas laisser à l'ennemi le temps de concerter ses mesures défensives. Ces ouvertures n'endormirent ni sa prudence ni son activité, quoiqu'il appréciât tous les avantages d'une trève avec le Piémont, dans la situation précaire où il se trouvait. Il répondit donc qu'il ne pouvait traiter de la paix sans avoir reçu les ordres du Directoire, précaution adroite qui lui laissait la faculté de continuer ses opérations et de proposer un moyen-terme qui aplanît les principales difficultés de la position de son armée; et il ajoutait que toute suspension pure et simple était impossible, d'après la situation militaire des deux partis; qu'il n'était d'autre moyen de faire cesser les hostilités que de lui remettre deux des trois forteresses de Coni, d'Alexandrie ou de Tortone, au choix du roi de Sardaigne. Cette proposition acceptée aurait livré aux Français des places fortes propres à servir de base à leurs nouvelles opérations, et neutralisé les avantages que les Autrichiens pouvaient tirer des nombreuses forteresses du Piémont; la suspension d'armes aurait d'ailleurs laissé à Bonaparte le loisir d'écraser isolément Beaulieu.

Mouvement de l'armée. — Prise de Cherasco, de Fossano et d'Alba. — Afin de donner plus de poids à sa demande, et de prouver qu'il était toujours prompt à profiter de ses succès, le général français passa l'Ellero le même jour, fit jeter des ponts sur le Pezio, et porta son avant-garde sur Caru. Augereau eut ordre de s'avancer de Castellino sur Dogliani, et de s'emparer du passage de Narzolo.

Tous les mouvements de l'armée républicaine se succédèrent et s'appuyèrent rapidement.—La cavalerie de Beaumont suivie de la division Masséna occupa le 24 la ville de Béné.—Victor, resté à Cairo avec une brigade de réserve pour couvrir la communication avec Savone, rejoignit Labarpe, cette communication ayant été plus directement établie par Tende et Garessio. La division Labarpe, sans cesser d'observer Beaulieu, se rabattit de Monte-Barcaro sur Niella, pour se rallier à l'armée. Augereau se porta vers Lamoro et Serrurier à la Trinité.—Ce dernier s'avança le lendemain sur Fossano où se trouvait le quartier général ennemi. Une canonnade de plusieurs heures et sans résultat eut lieu entre les deux partis, séparés seulement par la Stura.

Le même jour, Masséna se portait sur Cherasco, ville forte par sa position au confluent de la Stura et du Tanaro, et par une enceinte bastionnée, très bien palissadée, fraisée et garnie de vingt-huit pièces de canon.— Ce poste excellent pour y établir, à l'abri d'un coup de main, les dépôts de première ligne, fut assailli avec impétuosité par Masséna, que secondaient le général Dujard et le jeune Marmont, aide de camp de Bonaparte. L'ennemi en fut chassé et se retira pendant la nuit, derrière la Stura. — Ce succès fit replier Colli sur Carignan pour couvrir Turin, dont les Français n'étaient plus qu'à neuf lieues.—On trouva dans Cherasco, où Bonaparte appuyait alors sa droite, des magasins considérables de munitions et de vivres.

La retraite de Colli livra à Serrurier la ville de Fossano entre Coni et Cherasco. Coni fut investi par les divisions Macquart et Garnier, avec lesquelles, en appuyant à gauche, se lia la brigade Fiorella.—Bonaparte, pour mieux consolider sa position, pressait la droite de Kellermann commandée par Vaubois de déboucher en Piémont par Saluces. Pendant ce temps, Augereau avait occupé Alba, et fait jeter aussitôt des ponts de bateaux sur le Tanaro, très large et très rapide devant cette ville.

Fermentation populaire à Turin. — Bonaparte, qui voulait épouvanter le roi de Sardaigne, autant par la crainte de ses propres sujets que par la terreur des armes républicaines, permit aux patriotes d'Alba de prendre les armes et de s'organiser sous la protection du drapeau tricolore. Turin fut bientôt rempli de proclamations insurrectionnelles. Comme Bonaparte l'avait prévu, la crainte d'une révolution populaire fit à la République française et à la paix des auxiliaires de leurs plus implacables ennemis, la noblesse et le clergé.

Réunion de l'armée autour d'Alba. — Proclamation du général en chef. — L'armée française était alors réunie devant Alba, dans un des plus beaux, des plus riches pays du monde; elle pouvait, au sein de l'abondance, s'y refaire de ses fatigues passées. Les liens de la discipline se resserraient, toutes les troupes étaient animées d'un enthousiasme belliqueux qui fut bientôt portée au comble par la proclamation suivante :

« Soldats!

« Vous avez, en quinze jours, remporté six victoires, pris vingt et un drapeaux, cinquante pièces de canon, plusieurs places fortes, conquis la plus riche partie du Piémont; vous avez fait 15,000 prisonniers [1], tué ou blessé 10,000 hommes. Dénués de tout, vous avez suppléé à tout. Vous avez gagné des batailles sans canon, passé des rivières sans ponts, fait des marches forcées sans souliers, bivouaqué plusieurs fois sans pain. Les phalanges républicaines étaient seules capables d'actions aussi extraordinaires. Grâces vous en soient rendues, soldats!

« Les deux armées qui naguère vous attaquèrent avec

[1] C'est *dix-sept mille* que la proclamation aurait dû porter. — « Les Autrichiens, à Dego, eurent 8,000 prisonniers. Le chef d'état-major, en faisant imprimer l'état des prisonniers, en oublia 2,000 qui avaient déjà été évacués sur Nice, et dont le rôle n'avait pas été remis à l'adjudant général chargé de ce détail. » (*Note de l'Empereur.*)

audace, fuient devant vous. Les hommes pervers qui se réjouissaient dans leur pensée du triomphe de vos ennemis, sont confondus et tremblants. Mais, soldats, il ne faut pas vous le dissimuler, vous n'avez encore rien fait, puisque beaucoup de choses vous restent encore à faire. Ni Turin, ni Milan ne sont à vous. Vos ennemis foulent encore les cendres des vainqueurs des Tarquins.

«Dénués de tout au commencement de la campagne, vous êtes aujourd'hui abondamment pourvus. Les magasins pris à vos ennemis sont nombreux. L'artillerie de siége est arrivée. La patrie attend de vous de grandes choses; vous justifierez son attente. Vous brûlez tous de porter au loin la gloire du peuple français; d'humilier les rois orgueilleux qui méditaient de nous donner des fers; de dicter une paix glorieuse qui indemnise la patrie des sacrifices qu'elle a faits. Vous voulez tous, en rentrant dans le sein de votre famille, dire avec fierté: *J'étais de l'armée conquérante de l'Italie.*

« Amis, je vous la promets, cette conquête; mais il est une condition qu'il faut que vous juriez de remplir, c'est de respecter les peuples que vous délivrerez de leurs fers; c'est de réprimer le pillage auquel se portent des scélérats suscités par nos ennemis. Sans cela, vous ne seriez point les libérateurs des peuples, vous en seriez le fléau. Le peuple français vous désavouerait; vos victoires, votre courage, le sang de vos frères morts en combattant, tout serait perdu, surtout l'honneur et la gloire. Quant à moi et aux généraux qui ont votre confiance, nous rougirions de commander une armée qui ne connaîtrait de loi que la force; mais, investi de l'autorité nationale, je saurai faire respecter à un petit nombre d'hommes sans cœur, les lois de l'humanité et de l'honneur qu'ils foulent aux pieds. Je ne souffrirai pas que des brigands souillent vos lauriers.

« Peuples d'Italie, l'armée française vient chez vous pour rompre vos fers. Le peuple français est l'ami de tous les peuples. Venez avec confiance au-devant de nos drapeaux; votre religion, vos propriétés et vos usages seront religieusement respectés. Nous ferons la guerre en ennemis généreux; nous n'en voulons qu'aux tyrans qui vous asservissent. »

Armistice de Cherasco. — Beaulieu, qui sentait enfin combien son inconcevable inaction compromettait les grands intérêts de la Coalition, s'était décidé, le 24, à opérer avec une partie de son armée un mouvement concentrique pour se rapprocher de Colli; il était à peine à moitié chemin quand la nouvelle de l'armistice conclu entre les chefs des armées française et piémontaise arrêta sa marche et l'obligea à se diriger en hâte vers la ligne du Pô afin de couvrir la Lombardie.

Victor-Amédée avait adhéré aux conditions proposées par Bonaparte. — Colli en informa le 27 avril le général de l'armée d'Italie, et lui annonça que le cabinet sarde envoyait des plénipotentiaires à Paris pour traiter de la paix définitive. L'armistice fut signé le 28 avril au quartier général de Cherasco. — Les conditions de cette suspension d'armes étaient très avantageuses aux Français. Tortone devait leur être livré le 30 avril; Coni et la forteresse de Ceva sur-le-champ. Ils devaient conserver leurs positions au-delà de la Stura et du Tanaro, et le passage du Pô leur était accordé sous Valence.

Paix avec le roi de Sardaigne.—La paix définitive, mais humiliante, et imposée au roi de Sardaigne par la dure nécessité, fut signée à Paris le 15 mai. Toutes les places fortes, excepté Turin, durent être remises aux Français jusqu'à la paix générale. La Savoie, les comtés de Nice, de Tende et de Beuil furent cédés à la République. Les Piémontais durent eux-mêmes démanteler les forts de la Brunette, d'Exiles et de Suze, et réduire l'effectif de leur armée à 20,000 hommes.

Réflexions. Il y avait du merveilleux dans ces résultats, et l'on doit peu s'étonner si les peuples en furent alors si fortement frappés. En effet, en quinze jours, un jeune général, malgré les embarras qu'avait créés une administration sans prévoyance, avec une armée affaiblie par des besoins de toute nature avait battu deux armées ennemies, remporté six victoires, et forcé le roi de Sardaine à demander une paix à laquelle les efforts renouvelés pendant quatre ans par Montesquieu, Biron, Dugommier, Dumerbion, Kellermann et Scherer, n'avaient pas pu le décider à souscrire. La supériorité numérique, qui presque constamment jusqu'alors avait décidé du succès des bataillons, disparut devant les combinaisons hardies et profondes de Bonaparte, dont l'éclatant début dans la carrière militaire révéla les véritables règles de la stratégie moderne; règles qu'une longue expérience avait à peine laissé entrevoir à ses prédécesseurs.

RÉSUMÉ CHRONOLOGIQUE.

1796.

10 AVRIL. Combat de Voltri.
10 et 12 — Bataille de Montenotte.
13 et 14 — Bataille de Millesimo. — Combat de Cosseria. — Combat de Dego.
15 — Deuxième combat de Dego.
16 — Prise du camp de Ceva.
19 AVRIL. Combat de Vico ou de Saint-Michel.
22 — Bataille de Mondovi.
25 — Prise de Cherasco, de Fossano et d'Alba.
26 — Proclamation de Bonaparte à l'armée d'Italie.
28 — Armistice signé à Cherasco avec les Piémontais.
15 MAI. Paix signée à Paris avec le roi de Sardaigne.

ARMÉE D'ITALIE. — CONQUÊTE DE LA LOMBARDIE.

SOMMAIRE.

Les Autrichiens repassent le Pô.– Les Français passent le Pô à Plaisance.—Combat de Fombio.—Surprise de Codogno.—Retraite de Beaulieu derrière l'Adda.—Armistice avec le duc de Parme.—Passage du pont de Lodi.—Prise de Pizzighetone et de Crémone.—Projet absurde du Directoire.—Entrée des Français à Milan.—Séjour de Bonaparte à Milan.—Armistice avec le duc de Modène.—Proclamation à l'armée.—Insurrection de la Lombardie.—Révolte et punition de Pavie.—Combat de Borghetto.—Passage du Mincio.—Occupation de Vérone.—Esprit de l'armée d'Italie.—Investissement de Mantoue.

ARMÉE RÉPUBLICAINE.
Général en chef. — BONAPARTE.

ARMÉE IMPÉRIALE.
Général en chef. — BEAULIEU.

Débarrassé de l'armée sarde par l'armistice conclu entre la France et le Piémont, et certain d'appuyer désormais ses opérations sur trois bases excellentes, Coni, Alexandrie et Tortone, Bonaparte lança son armée victorieuse sur les traces de Beaulieu.

Les Autrichiens repassent le Pô. — Ce vieux général, qui venait d'assister dans une si inconcevable inaction à la ruine de ses alliés, semblait avoir recouvré l'activité d'un jeune homme depuis qu'il se trouvait obligé de résister seul à tous les efforts de l'armée d'Italie. Oubliant l'alliance encore récente des Autrichiens et des Piémontais, il tenta de s'emparer par surprise des places d'Alexandrie, de Tortone et de Valence. Ses efforts échouèrent contre les deux premières; mais il fut plus adroit ou plus heureux contre la troisième. Valence étant prise, il se porta en hâte vers le Pô, et y traversa, le 2 mai, ce fleuve; ensuite il coupa le pont de Valence et se retira, emmenant la cavalerie napolitaine qui tenait garnison dans cette ville.

Les Républicains, dont l'activité de Bonaparte quadruplait les forces, ne tardèrent pas à garnir la rive droite du Pô.—Ce fleuve, qui est le plus considérable de l'Italie, sort du flanc oriental du mont de Viso, au-dessus de Saluces, coule au nord jusqu'à Chivasso, et là, tournant brusquement à l'est, va se jeter dans la mer Adriatique, à quinze lieues au-dessous de Ferrare, après avoir coupé transversalement l'Italie septentrionale.

Le passage du Pô, devant une armée nombreuse et recrutée des secours envoyés par Rome, Naples et les autres petits états italiens, était à peu près inexécutable de vive force. L'armée française n'avait d'ailleurs rien de ce qui aurait été nécessaire pour une telle opération. Elle était dénuée d'équipages de pont, à cent lieues de ses arsenaux, et réduite à compter sur les barques et les autres agrès qu'on espérait enlever sur le fleuve même.—Il fallait donc faire prendre le change à l'ennemi sur le lieu où le passage était projeté. Dans cette circonstance, la vieille expérience de Beaulieu fut encore mise en défaut par l'adresse de son jeune rival. —Bonaparte, dans l'armistice avec le Piémont, s'était réservé la possession de Valence, comme s'il eût eu le dessein d'y passer le Pô. Beaulieu, qui avait détruit le pont de cette place, ne croyait être menacé que d'une attaque de front par Lomello. Il avait, en conséquence, placé le gros de son armée près de Valleggio, sur la Cogna; détaché la division Roselmini vers Sommo; et Wukassowich, avec l'avant-garde sur la Sésia. Colli, qui depuis l'armistice était passé au service de l'Autriche, fut dirigé sur Bufarola, et Liptay prit position sur la gauche du Tésin. Les environs de Pavie étaient garnis de redoutes. Les forces de l'armée impériale, accrues par de nombreux renforts de troupes et d'artillerie, augmentaient encore la confiance de Beaulieu.

Les Français passent le Pô à Plaisance. — Après quelques mouvements militaires, exécutés vers Sale, Castellaccio et Valence, pour mieux entretenir l'erreur du général ennemi, Bonaparte, qui s'était arrêté au projet de descendre le Pô jusqu'à Plaisance, et de le passer de façon à tourner l'aile gauche des Autrichiens, se porta, le 6 mai, par une marche forcée, à Castello-San-Giovani, près de Tidone; il était suivi de 3,000 grenadiers et de 1,500 chevaux. Des officiers d'état-major, côtoyant avec un parti de cavalerie la rive droite du fleuve, enlevèrent plusieurs bateaux chargés de 500 malades et de toute la pharmacie de l'armée ennemie. Ces embarcations servirent, le 7 mai, à transporter sur l'autre rive le corps des grenadiers arrivé à Plaisance, dont le commandement avait été confié au chef de brigade Lannes. Deux escadrons de hussards, en bataille sur la rive gauche, firent mine de vouloir résister; Lannes santa le premier à terre, et y fut bientôt suivi de quelques centaines de grenadiers, avec lesquels il mit en fuite cette cavalerie.

Dès que le mouvement sur San-Giovani et Plaisance eut été démasqué, toutes les divisions placées en échelons s'avancèrent à marche forcée, afin de traverser le fleuve. Le passage, déjà commencé, continua sans interruption, quoique singulièrement ralenti par le manque de bateaux; les divisions Laharpe et Masséna passèrent vers Plaisance, les troupes d'Augereau à Verato.

Au moment où Beaulieu s'occupait des fortifications sur le Tésin et des redoutes de Pavie, il eut avis tout à coup de l'entreprise effectuée par Bonaparte. Honteux de se trouver encore surpris par un ennemi qu'il ne pouvait jamais surprendre, il abandonna ses retranchements, devenus inutiles, et se porta au-devant des Français sur la route de Milan. Mais dans cette circonstance encore, rebelle aux leçons coûteuses de l'expérience, au lieu de réunir toutes ses forces, il les dissémina et dirigea le général Liptay, avec huit bataillons et huit escadrons entre l'Adda et le Lambro pour couvrir la communication par Pizzighetone et Mantoue. Lui-même, avec dix bataillons et vingt-deux escadrons, se porta sur Corte-Olona, espérant arriver assez

tôt pour troubler le débarquement des Français. Cette direction était bonne; mais au lieu de faire prendre la même route à toute son armée, il laissa à Pavie Sebottendorf, avec dix bataillons et dix escadrons, et oublia en quelque sorte Colli à Buffarola.

Combat de Fombio. — Liptay, avec l'avant-garde, forte de 3,000 fantassins et 2,000 chevaux, appuyés par vingt pièces de position, se retrancha, le 8 mai au matin, dans le village de Fombio. Bonaparte, convaincu des avantages d'une brusque offensive, fit reconnaître l'ennemi, et donna aussitôt ordre de l'attaquer, afin de ne pas laisser à Beaulieu le temps de le rejoindre. L'avant-garde française était conduite par le général Dallemagne, l'adjudant général Lanusse et le chef de brigade Lannes. Le premier attaqua la droite de l'ennemi avec les grenadiers; Lanusse se porta sur le centre, et Lannes chercha à tourner la gauche. Liptay réussit, par une défense opiniâtre, à arrêter les Français pendant plus de deux heures. Les retranchements de Fombio furent enfin emportés, et le général autrichien se retira sur Codogno, qu'il fut presque aussitôt contraint d'évacuer devant la cavalerie républicaine. Il continua sa retraite dans la direction de Pizzighetone, où il passa l'Adda. Dans cette affaire les Autrichiens perdirent leurs bagages, une partie de leur artillerie, et eurent environ 500 hommes tués ou faits prisonniers; la cavalerie napolitaine fut très maltraitée.

Comme il était probable que Beaulieu se hâterait de quitter le Tésin pour venir au secours de Liptay, la division Laharpe fut dirigée sur Codogno, avec ordre de bien observer la route de Casal-Pusterlengo, par où le général autrichien devait déboucher. Le reste de l'armée observa Pizzighetone à droite, et le cours du Lambro à gauche.

Surprise de Codogno. — Retraite de Beaulieu derrière l'Adda. — Beaulieu accourant au secours de son lieutenant, marchait en effet, vers cinq heures du soir, avec neuf bataillons et douze escadrons, dans la direction de Casal-Pusterlengo. Au lieu de se diriger sur les Français avec cette petite masse réunie, il en fit ce qu'il avait déjà fait de toute son armée, et la morcela en six divisions; un bataillon fut porté à Senna; un autre à Somaglia; deux sur Fombio; deux autres furent envoyés à la découverte de Liptay, dont la fuite avait été si prompte qu'on n'en avait aucune nouvelle; Beaulieu enfin arriva lui-même à Casal-Pusterlengo avec les trois bataillons restant et sa cavalerie. Il résultait de ces dispositions, que pendant que la gauche de l'ennemi était en arrière de Pizzighetone, et la droite sous Pavie, le centre, éparpillé, se trouvait en face de toute l'armée républicaine.

Informé à Casal de l'occupation de Codogno par les Français, Beaulieu résolut de profiter de la nuit pour les surprendre et pour rétablir ses communications avec Liptay, qu'il supposait dans le voisinage. Le reste de l'armée, si imprudemment laissé en arrière, eut ordre de se diriger sur l'Adda, par Lodi et Cassano. — Les avant-postes de Laharpe furent surpris par la colonne autrichienne. Laharpe, en essayant de rétablir le combat, tomba mortellement frappé d'un coup de feu. On a dit qu'il avait été tué dans l'obscurité et dans la confusion du combat par un détachement de ses propres troupes : cela est probable. L'armée d'Italie perdit en lui un de ses plus braves généraux.

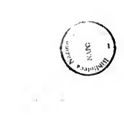
Berthier, informé du désordre causé par la mort de Laharpe, accourut à Codogno, rallia la division, repoussa les Autrichiens et les poursuivit jusqu'à Casal où il entra sans coup férir. — Beaulieu venait d'en partir pour se diriger sur Lodi, où Sebottendorf et Wukassowich avaient ordre de se diriger. — Colli marchait pour se réunir à l'armée par Cassano sur les bords de l'Adda, après avoir jeté une garnison dans la citadelle de Milan. Ces mesures, que le succès eût peut-être couronnées si elles eussent été prises au début de la campagne, étaient trop tardives alors. La rapidité de Bonaparte avait frappé de stupeur toute l'Italie. Le Pô, que l'on regardait comme devant être l'obstacle insurmontable opposé à l'armée française, n'avait pas arrêté ses triomphes; ce passage merveilleux et inattendu avait porté l'épouvante au comble. Il est certain que Beaulieu ne dut son salut qu'à la lenteur avec laquelle il s'exécuta, faute d'un équipage de ponts. En effet, si l'armée eût pu être transportée le 8 au matin à Fombio, avec son artillerie et sa cavalerie, toute retraite aurait été coupée aux Autrichiens, prévenus à Casal-Pusterlengo sur la route directe de Mantoue, et à Lodi sur celle de Brescia.

Armistice avec le duc de Parme. — Le général de l'armée d'Italie avait mis à profit les quarante-huit heures de son séjour forcé à Plaisance. Pendant que l'armée effectuait son passage, et qu'Andréossi jetait un pont sur le fleuve, il signa un armistice avec le duc de Parme et de Plaisance. Effrayé des triomphes si nombreux et si rapides de Bonaparte, ce prince avait demandé à traiter avec la République. Le général français, alliant habilement la politique à la guerre, accueillit d'autant mieux cette demande qu'il sentait la nécessité de se débarrasser du soin de veiller sur les petits états dont il était entouré. Cette convention devait avoir encore pour résultats de procurer à l'armée de l'argent et surtout des vivres, dont elle avait un si pressant besoin.

Les conditions de l'armistice, résumées en six articles, étaient extrêmement dures; on reprochait au prince, parent et allié du roi d'Espagne, de n'avoir pas participé au traité de Bâle. Pour ne pas être traité tout-à-fait en ennemi, il dut payer une contribution militaire de deux millions; fournir pour le service de l'armée, 1,700 chevaux, dont 1,200 de trait, 400 de dragons et 100 de selle pour les officiers supérieurs. Bonaparte exigea, en outre, dix mille quintaux de blé et cinq mille quintaux d'avoine pour les magasins de Tortone; deux mille bœufs pour le service des vivres de l'armée; enfin vingt tableaux choisis dans les plus belles collections ducales de Parme et de Plaisance, et qui furent destinés au musée national de Paris. — Bonaparte, à l'exemple des généraux romains, voulait que les trophées de ses victoires servissent à l'ornement de la capitale de la République.

Dans le tribut imposé au duc de Parme, se trouvait

Cathédrale de Milan





Passage du Pont de Lodi.


V. E. III
NAPOLI

Entrée des Français à Milan.


Biblioteca Nazionale V. E.
NAPOLI



Palais de Monza



Troupes Autrichiennes
Milices Hongroises

la fameuse Communion de Saint-Jérôme; le prince offrait deux millions pour la conserver : « Non, répondit « Bonaparte, je n'ai pas besoin de millions; tous vos « trésors ne valent pas à mes yeux la gloire d'offrir à « ma patrie un chef-d'œuvre du Dominiquin. » Bonaparte refusa aussi, quelques jours après, de s'approprier quatre millions sur la contribution de guerre payée par le duc de Modène. Plus tard il dédaigna sept millions qui lui furent offert, pour sauver de la destruction la république vénitienne. Le désintéressement du général de l'armée d'Italie fait un contraste remarquable avec la rapacité dont plusieurs de nos généraux, même les plus illustres, donnèrent le scandaleux exemple.

Passage du Pont de Lodi. — Après le désastre de Fombio, Beaulieu avait pris position derrière l'Adda, la gauche appuyée vers le confluent de cette rivière avec le Pô, au-dessous de Pizzighetone, le centre à Lodi, et la droite vers Cassano. — Bonaparte, décidé à l'attaquer de front, détacha la division Laharpe (alors provisoirement commandée par le général Menard) sur Pizzighetone, autant pour observer cette place que pour couvrir les communications de l'armée avec Plaisance. — Serrurier marcha sur Pavie pour y enlever les magasins autrichiens, menacer Milan, et couvrir le mouvement des divisions Augereau et Masséna, qui furent dirigées sur Lodi.

Bonaparte avait quitté Plaisance dans la soirée du 9 mai, aussitôt après la signature de l'armistice. Il était arrivé à Casal à trois heures du matin, et en était aussitôt reparti pour se porter à l'avant-garde. Il hâtait sa marche, dans l'espoir d'engager avec l'ennemi une affaire générale. — Beaulieu, indécis sur ce qu'il avait à faire, s'était déjà retiré avec quelques bataillons à Créma, laissant à Lodi Sebottendorf avec 10.000 hommes; le passage de Cereto était gardé par la brigade Nicoletti; un autre corps s'étendait vers Formigara, et Colli était à Cassano, à portée d'opérer sa retraite sur Brescia. — Ces campements éparpillés prouvent combien l'esprit routinier de Beaulieu profitait peu des leçons de l'expérience; il paraît n'avoir jamais entrevu la cause principale, et facile à reconnaître, de ses défaites.

Pour arriver à l'ennemi, Bonaparte avait à passer l'Adda; il eût pu tenter ce passage au pont de Cassano, où Colli ne paraissait pas très décidé à se défendre; mais la marche sur Cassano aurait pris deux jours et laissé à l'ennemi le temps de s'échapper. Le seul équipage de pont que l'armée eût pu réunir étant employé à Plaisance, le manque d'embarcations ne permettait pas de songer à passer l'Adda vers Pizzighetone. Bonaparte résolut de brusquer le passage au pont de Lodi. L'entreprise était audacieuse. Ce pont, qui a plus de cent toises de longueur, se trouvait enfilé et croisé dans tous les sens par trente pièces d'artillerie de gros calibre, en batterie sur la rive gauche. La confiance des Autrichiens dans la force de cette position était telle qu'ils n'avaient pas cru devoir détruire le pont.

Bonaparte, qui était parvenu à tromper le général autrichien, lors du passage du Pô, réussit encore à lui faire prendre le change sur le lieu où il se proposait de traverser l'Adda. Ses divisions furent réparties sur différens points, mais néanmoins de telle manière qu'elles pouvaient être réunies dans trois heures de marche.

Lodi est sur la rive droite, en avant du pont. Cette ville et ses abords étaient occupés par quelques escadrons et un bataillon. L'avant garde française culbuta tous leurs postes avancés, et s'empara d'un canon. L'ennemi rentra dans la ville, où les grenadiers du général Dallemagne le suivirent; mais, effrayé de leur vigoureux élan, il ne tenta même pas de la défendre, et se hâta de repasser l'Adda.

Bonaparte, certain que le pont était encore intact, s'y rendit aussitôt, et, pour empêcher les travailleurs autrichiens de le rompre, il fit placer lui-même en batterie, au milieu d'une grêle de mitraille, les deux pièces d'artillerie légère attachées à l'avant-garde de Masséna. Il n'y avait pas un instant à perdre pour emporter la position. Masséna eut ordre de former tous les bataillons de grenadiers en colonne serrée en masse, de les conduire à l'attaque du pont, et de les faire suivre par sa division et par celle d'Augereau. — On battit la charge: cette redoutable colonne, ayant en tête le 2e bataillon de carabiniers, s'élança au débouché du pont; mais la mitraille, que vomissaient trente pièces de gros calibre, ébranla les plus braves; la tête de colonne s'arrêta. Un moment d'hésitation pouvait tout perdre; les généraux Berthier, Masséna, Cervoni, Dallemagne, le chef de brigade Lannes et le chef de bataillon Dupat virent l'imminence du danger et s'élancèrent à la tête de la colonne. Leur exemple entraîna les soldats qui, remplis d'enthousiasme, se précipitèrent sur leurs traces. Parvenus au milieu du pont, quelques grenadiers s'aperçurent que le côté gauche de l'Adda était peu profond et pouvait presque se passer à pied sec; de nombreux tirailleurs se glissèrent aussitôt au bas du pont, traversèrent la partie guéable de la rivière, et attaquèrent en flanc l'ennemi, afin de faciliter la marche de la colonne. Celle-ci redoubla de vitesse et d'audace, et le pont fut franchi à la course en quelques instants. Tout ce qui tenta de s'opposer à son élan fut culbuté. L'artillerie des Autrichiens fut enlevée et tournée contre eux. Épouvantés de tant d'audace, ils s'enfuirent dans toutes les directions, abandonnant armes, caissons et bagages. La division Augereau arrivant alors, traversa aussi le pont et acheva la déroute de l'ennemi. C'en était fait des 10.000 hommes de Sebottendorf, si la cavalerie, qui avait dû descendre l'Adda afin de passer à un gué près de Mozzanica, eût pu arriver assez à temps pour se mettre à la poursuite des fuyards.

La cavalerie ennemie essaya de protéger la retraite de l'infanterie, mais la nuit et l'extrême fatigue des troupes, qui avaient fait plus de dix lieues dans la journée, empêchèrent que la poursuite ne devînt très active. Outre plusieurs drapeaux et vingt canons, l'ennemi perdit dans cette affaire 3.000 hommes, tués, blessés et prisonniers.

Le passage du pont de Lodi fut, d'après le rapport même de Bonaparte, l'action la plus audacieuse et la plus vive de toute la campagne; elle eut des résultats

décisifs pour l'armée autrichienne, qui se vit forcée d'aller attendre des renforts dans les marais de Mantoue.

Sebottendorf avait rallié son infanterie vers Fontana, et il opéra sa retraite, pendant la nuit, sur Créma. Tandis qu'il effectuait ce mouvement, les escadrons de la division Masséna eurent l'occasion de tomber sur le flanc des Napolitains, qu'ils maltraitèrent. — De son côté, Beaulieu se retira derrière le Mincio, faiblement poursuivi par la division Augereau, qui était harassée de fatigue.

Bonaparte, après cette victoire, voulut, sans être connu, interroger lui-même les prisonniers, afin de connaître l'effet moral que produisaient sur l'ennemi des revers si rapides et si multipliés. Il s'adressa à un gros capitaine allemand : « Cela va très mal, lui répon« dit celui-ci, je ne sais pas comment on en finira, il « n'y a plus moyen d'y rien comprendre. Nous avons « affaire à un jeune général qui est tantôt devant nous, « tantôt sur notre queue, tantôt sur nos flancs, qui « nous attaque à droite, à gauche, par-devant, par« derrière... Pour ma part, je suis tout consolé d'avoir « fini. »

On raconte qu'à l'armée d'Italie, soit à cause de la jeunesse du général en chef, soit pour toute autre raison, il s'était établi un singulier usage; après chaque bataille, les plus vieux soldats se réunissaient en conseil, et donnaient un nouveau grade à leur jeune général. Quand celui-ci rentrait au camp, il y était reçu par les vieilles moustaches, qui le saluaient de son nouveau titre. Bonaparte fut fait caporal à Lodi, sergent à Castiglione, et ainsi de suite après chaque victoire. C'est là l'origine du surnom de *petit Caporal*, qui lui était resté parmi les soldats, et qui, dans leur bouche, était à la fois une parole d'affection et d'admiration.

« Vendémiaire et même Montenotte ne me portèrent pas à me croire un homme supérieur, a dit depuis Napoléon ; ce n'est qu'après Lodi qu'il me vint dans l'idée que je pourrais bien devenir un acteur décisif sur notre scène politique. »

Prise de Pizzighetone et de Crémone. — Les Autrichiens avaient été poursuivis jusque sous Pizzighetone, après le combat de Fombio, mais les Républicains n'ayant alors aucun moyen de franchir l'Adda, qui couvre cette place, l'attaque en avait été retardée. Le passage de l'Adda permit d'en opérer l'investissement sur les deux rives. Serrurier, d'abord dirigé sur Pavie, eut ordre de se rabattre sur Pizzighetone, pour l'attaquer par la rive droite, pendant que Masséna l'investissait le même jour (11 mai) par la rive gauche. Pizzighetone se rendit le lendemain, après une assez vive canonnade; on y fit 400 prisonniers.

Le même jour, l'avant-garde française entra dans Crémone, qui ne chercha point à opposer aux vainqueurs de Lodi une résistance inutile.

Projet absurde du Directoire. — Après la bataille de Lodi, Bonaparte reçut une lettre du Directoire, qui lui ordonnait de marcher sur Rome et sur Naples avec 20,000 hommes, et de laisser son armée à Kellermann, qui viendrait établir et commander le blocus de Mantoue. C'était porter à l'armée d'Italie un coup plus terrible que ne le pouvait faire l'armée autrichienne. Le général en chef représenta avec énergie les vices de ce projet, et offrit sa démission, ne voulant pas être l'instrument de la perte de son armée. « Si vous affaiblis« sez vos moyens en partageant vos forces, écrivait-il « aux Directeurs, si vous rompez en Italie l'unité de la « pensée militaire, je vous le dis avec douleur, vous « aurez perdu l'occasion d'imposer des lois à l'Italie. — « Je crois qu'il faut mieux un mauvais général que « deux bons. *La guerre est comme le gouvernement,* « *c'est une affaire de tact.* » Le Directoire rapporta son arrêté; il avait été séduit par l'appât irrésistible, pour les hommes de la révolution, d'arborer le drapeau français sur le Capitole. Peut-être aussi les victoires du jeune général inquiétaient-elles déjà les Directeurs; peut-être Carnot avait-il étudié et deviné le grand homme, et dans Bonaparte, avait-il entrevu déjà Napoléon. — L'absurde projet du Directoire avait été conçu en désapprouvant un plan présenté par Bonaparte, d'une incursion dans le Tyrol; il a été vivement blâmé par Jomini. « Le vainqueur de Montenotte, dit-il, jugeant trop bien les dangers du système monstrueux que voulait établir le Directoire, refusa de compromettre sa gloire, et proposa de remettre à son collègue le commandement général, plutôt que d'entraîner par une funeste division la perte de l'Italie et de l'armée. Cette proposition, sur la sincérité de laquelle on a élevé des doutes, était d'autant plus naturelle, qu'il valait mieux renoncer au commandement que de courir à une catastrophe inévitable. — La singulière mesure du Directoire mettrait en doute la solidité du jugement de Carnot, si l'on n'était tenté d'y reconnaître une arrière-pensée. Comment expliquer en effet les étonnantes contradictions de ce Directeur qui, tantôt développait ses plans par les principes les plus lucides, et qui, le lendemain, violait ces mêmes principes d'une manière aussi manifeste? On jugeait imprudent à Bonaparte de pénétrer en Tyrol, et on n'hésitait pas à l'envoyer dans le fond de la presqu'île avec la moitié de l'armée! En admettant même qu'il fût vainqueur, c'est-à-dire bien engagé jusqu'aux portes de Naples, espérait-on que Kellermann ferait à lui seul ce qui semblait si téméraire de la part de son collègue, avec toutes les forces réunies? On poussa la folie jusqu'à prétendre que si l'armée du Sud essuyait quelque revers, si le vainqueur de Montenotte et de Lodi cédait à la supériorité des légions napolitaines et des troupes du pape, ce serait à Kellermann à le soutenir et à renforcer son armée; comme si celui-ci, en butte, sur l'Adige, aux efforts de toute la monarchie autrichienne, eût pu, avec une poignée d'hommes, disperser les armées impériales, et détacher sur les bords du Tibre, des forces à peine suffisantes pour investir Mantoue.

Entrée des Français à Milan. — La marche impétueuse de l'armée républicaine, ses victoires rapides, ses faits d'armes éclatants excitaient l'admiration des peuples et remplissaient d'épouvante la noblesse et le

clergé d'Italie. Ce n'est pas que le général en chef se fût encore montré hostile envers les classes élevées ou les ministres de la religion catholique; mais les souvenirs de la révolution française dominaient tous les esprits; on pressentait la chute d'un ordre de choses consacré par plusieurs siècles de pouvoir et de grandeur. La crainte éveillait la conscience, et ceux qui, pendant long-temps, n'avaient pas connu de bornes à leur volonté, devinaient qu'à leur tour ils allaient avoir à subir les violences populaires. Les idées de liberté fermentaient dans la multitude. Le parti révolutionnaire, qui espérait échapper enfin au joug autrichien, levait la tête avec audace, et ces mêmes états, qui préparaient, au commencement d'avril, un contingent de plus de 200,000 hommes, ou menaçaient même de se lever en masse pour écraser l'armée française, formaient alors des vœux pour la voir triompher, et s'affranchir ainsi de la tyrannie étrangère. L'élan des peuples du Milanais vers le nouvel avenir qui semblait leur être promis n'était déjà plus que difficilement contenu par la présence de l'Archiduc, oncle de l'empereur d'Autriche et gouverneur de Milan, qui, d'ailleurs, se hâta de quitter Milan dès que Beaulieu se retira sur le Mincio.

Ce fut alors que Bonaparte résolut de marcher sur cette ville, mouvement qu'il avait hésité à faire tant qu'il n'était pas assuré que les Autrichiens n'essayeraient pas d'insulter ses communications. La victoire de Lodi lui ôtait toute inquiétude à cet égard; leur retraite d'ailleurs lui livrait la Lombardie, et, dans une guerre où l'opinion des peuples occupait une si grande place, l'entrée des Français dans la capitale de l'Italie autrichienne était une victoire sur l'opinion de tous les peuples de la Péninsule. Avant d'entreprendre de nouvelles opérations, Bonaparte sentait la nécessité d'assurer la soumission des provinces conquises, par l'organisation de nouvelles autorités administratives entièrement dévouées à la cause française et républicaine. Il était prévenu qu'une partie de la population avait manifesté ses vœux et ses opinions d'une manière non équivoque. Les armes d'Autriche, gravées et peintes sur les édifices publics de Milan avaient été mutilées ou couvertes de boue, au moment où les trois couleurs étaient arborées avec enthousiasme.

De Crémone, où elle était placée, la division Serrurier pouvait facilement observer l'ennemi vers Mantoue et couvrir le mouvement de l'armée sur Milan. —Augereau, qui de Pizzighetone s'était porté à Pavie, quitta cette ville le 13 mai, et se dirigea sur Milan; Masséna y marcha de Lodi. Les autorités municipales étaient venues, dès le 13 mai, à Marignan, faire leur soumission au général en chef et lui offrir les clefs de la ville, que Masséna occupa le 14.

Bonaparte y fit son entrée solennelle le 15; il était accompagné des grenadiers vainqueurs à Lodi. La marche de ces braves était un véritable triomphe. La garde urbaine et la population de la ville, réunies à la porte Romaine, attendaient l'armée française; les compagnies de milices présentèrent les armes au général en chef; les citoyens le saluèrent de leurs acclamations; la noblesse, qui, conduite par le comte de Melzi, était allée au-devant de lui jusqu'à Lodi, l'accompagna en cortége au palais archiépiscopal, où son logement était préparé et où une garde d'honneur milanaise l'attendait. La journée finit par un bal brillant, où toutes les dames se montrèrent décorées de rubans tricolores.

En se retirant sur Cassano, le général Colli avait laissé dans la citadelle de Milan une garnison de 1,800 hommes, force peu considérable pour défendre une enceinte aussi étendue. Bonaparte la fit investir aussitôt et donna des ordres pour en presser le siége; malheureusement l'armée manquait d'artillerie de gros calibre. On convint avec les Autrichiens qu'ils ne tireraient pas sur la ville, mais seulement sur les troupes employées à l'attaque.

Le jour même où les Français entraient à Milan, la paix conquise par leurs victoires en Piémont était signée à Paris avec le roi de Sardaigne. Le même jour aussi on célébrait au Champ-de-Mars, dans la capitale de la République française, la Fête des Victoires, où, parmi d'autres glorieux trophées, figuraient vingt et un drapeaux enlevés à l'ennemi par l'armée d'Italie, et dont Bonaparte avait fait hommage à la nation [1].

Séjour de Bonaparte à Milan.—Armistice avec le duc de Modène. — Proclamation à l'armée. — Le séjour du général en chef à Milan fut rempli par de nombreuses et importantes occupations. Il eut à établir l'administration intérieure de la Lombardie: ce

[1] Il n'existait alors pour récompenser les braves qui se distinguaient aux armées, aucun de ces moyens qui ont été employés depuis. (titres, décorations, dotations, etc.) L'ordre de Saint-Louis avait été aboli; l'institution des Armes d'honneur n'était point encore consacrée; nul n'aurait songé, à cette époque, à la création de la Légion-d'Honneur, l'austérité républicaine s'en fût indignée. — Les décrets par lesquels un corps ou un homme était signalé comme ayant *bien mérité de la patrie* avaient été prodigués par la Convention et avaient perdu de leur prix. — L'éloge n'était d'ailleurs plus distribué par les assemblées nationales, il partait directement du gouvernement. C'est ainsi qu'après les premières victoires de l'armée d'Italie, le Directoire, cherchant à donner cet encens de la gloire qui est le plus puissant véhicule de l'ardeur militaire, avait écrit:

A Bonaparte. — « Il est satisfaisant pour le Directoire de voir justifier, par les lauriers que vous venez de cueillir, le choix qu'il a fait de vous pour conduire l'armée d'Italie à la victoire. Recevez aujourd'hui, général, le tribut de la reconnaissance nationale; méritez-la de plus en plus, et prouvez à l'Europe que Beaulieu, pour avoir changé de champ de bataille, n'a pas changé d'ennemi; que battu au nord, il le sera constamment par la brave armée d'Italie; et que, avec de tels défenseurs, la liberté triomphera des efforts impuissants des ennemis de la République. »

Au général Laharpe. — « L'effroi que vous inspirez aux ennemis de la République peut seul égaler sa reconnaissance et l'estime due à votre courage et à vos talents. »

Au chef de brigade Rampon. — « Intrépide militaire, amant de la liberté, continuez à la servir! que le serment que vous avez fait prêter aux braves soldats que vous commandiez dans la redoute de Montenotte, soit répété dans l'occasion par tous les Républicains qui sont dignes de le tenir, et qu'il serve à fortifier chez eux, s'il en était besoin, la haine de l'esclavage, et le désir de vaincre des ennemis qui n'ont pas renoncé au projet insensé de nous donner des fers. La valeur française les forcera bientôt à demander la paix.... Vous y aurez concouru par le trait héroïque qui vous honore. »

Ces lettres ne produisirent pas sans doute long-temps l'effet qu'en attendait le Directoire, et d'ailleurs, en se multipliant, elles auraient perdu leur influence. Carnot songea donc à en revenir aux éloges collectifs, et cette pensée lui inspira le projet de célébrer une *Fête des Victoires* en l'honneur des armées de la République. Cette solennité militaire, qui devait se renouveler tous les ans, n'a eu lieu qu'une seule fois. Nous en reproduisons le tableau avec quelques détails

fut là qu'il donna la première preuve de son génie organisateur. Ensuite ses soins se portèrent sur l'approvisionnement de l'armée, occupation ingrate et dont les difficultés égalaient la nécessité. Une convention signée avec l'envoyé du duc de Modène fournit heureusement les moyens de subvenir aux premiers besoins. Le prince de Modène, Hercule III, effrayé, à l'approche d'une colonne de l'armée française, des mouvements insurrectionnels qui se manifestaient parmi son peuple, mécontent d'une administration plus fiscale que vexatoire, s'était enfui à Venise, emportant un trésor considérable. Il laissait à une régence le soin de gouverner ses états, et à son frère naturel, le commandeur d'Est, le pouvoir de traiter avec le vainqueur. Les conditions de l'armistice, qui fut accordé au souverain fugitif furent plus dures que celles imposées au duc de Parme; il dut payer une somme de 7,500,000 francs en espèces, fournir des denrées, des poudres et des munitions de guerre pour une valeur de 2,500,000 francs, et enfin livrer aussi vingt tableaux choisis parmi les meilleurs de ses galeries.

La nécessité où se trouvait Bonaparte d'entretenir et de nourrir son armée, et de créer des magasins destinés à appuyer ses opérations futures, le forcèrent à imposer à Milan une contribution militaire de 20,000,000 de francs. Cette ville dut envoyer aussi plusieurs tableaux remarquables et d'autres objets d'art au musée de Paris.

Pendant son séjour à Milan, Bonaparte adressa à l'armée d'Italie la proclamation suivante, que l'on

choisis dans le programme rédigé par Carnot lui-même, et dans les journaux du temps

FÊTE DES VICTOIRES.

A dix heures du matin une salve d'artillerie annonça la fête qui devait commencer à midi. Une plate forme élevée sur un tertre au centre du Champ-de-Mars, portait la statue de la liberté, assise sur des trophées d'armes, appuyée d'une main sur la charte constitutionnelle, et tenant de l'autre une lance surmontée du bonnet de Guillaume Tell. — Le pourtour de la plate forme était décoré de quatorze peupliers supportant les trophées et les drapeaux des quatorze armées de la République. A chacun des arbres était un bouclier avec le nom d'une des armées. Des enseignes militaires, réunies par des guirlandes, remplissaient les intervalles des arbres entre eux. Derrière la statue s'élevait un grand peuplier où étaient suspendus en forme de trophées les drapeaux conquis sur l'ennemi.

Les membres du Directoire exécutif, accompagnés des ministres, devaient se placer en avant de la statue et près d'un autel où étaient déposées des couronnes de chêne et de laurier, destinées à être distribuées au nom de la patrie reconnaissante. Une foule immense couvrait les grands talus qui environnent le Champ-de-Mars. Un cordon de la garde nationale parisienne garnissait le tour de l'enceinte, où l'infanterie et la cavalerie étaient rangées en bataille. D'autres troupes formaient une double haie depuis l'École-Militaire jusqu'au tertre central. Un peu avant midi une députation des autorités constituées s'avança vers l'École-Militaire, où le Directoire s'était rendu. Bientôt après, les Directeurs, précédés des ministres, du corps diplomatique, de la députation des autorités constituées, d'un grand nombre de militaires à cheval et de leur garde, sortirent en cortége et marchèrent, au bruit des instruments militaires, vers l'autel de la liberté. Le Directoire, les ministres et le corps diplomatique prirent les places qui leur étaient destinées, et aussitôt la musique du Conservatoire exécuta une symphonie militaire. Il se fit ensuite un grand silence; le secrétaire général lut le décret qui ordonnait la fête et en déterminait le motif; puis Carnot, président du Directoire, prononça un long discours dont nous citerons les fragments suivants :

«C'est au moment où la nature semble renaître, où la terre, se parant de fleurs et de verdure, nous promet de nouvelles moissons; où tous les êtres publient dans leur langage l'intelligence bienfaisante qui renouvelle l'univers, que le peuple français vient, dans cette fête solennelle, rendre un éclatant hommage aux talents et aux vertus amies de la patrie et de l'humanité....

«Celui qui est bon fils et bon père est aussi bon citoyen. Il aime sa patrie, et lui paie avec joie le tribut de ses services; il se plaît à rendre à ses frères la protection qu'il en a reçue; magistrat ou guerrier, artisan ou cultivateur, au temple des arts, au sénat, aux champs de la gloire, dans les ateliers de l'industrie, il se montre jaloux de contribuer à la prospérité de son pays, et de mériter un jour sa reconnaissance; car il est aussi une reconnaissance des nations envers les individus. En ce moment même un grand peuple est assemblé tout entier pour exprimer la sienne aux citoyens vertueux qui l'ont méritée. Que cette tâche nous est précieuse à remplir! que nous aimons à vous rendre cet hommage, vous tous à qui la patrie doit son salut et sa gloire, et les bases de sa prospérité!

«Vous, à qui la France a dû sa régénération politique, philosophes courageux dont les écrits ont préparé la révolution, limé les fers de l'esclavage et atténué de longue main les fureurs du fanatisme;

«Vous, citoyens, dont le bras intrépide a effectué cette heureuse révolution, fondé la République et lutté depuis sept ans contre le crime et l'ambition, le royalisme et l'anarchie;

«Vous tous, enfin, qui travaillez à rendre la France heureuse et florissante, qui l'illustrez par vos talents, qui l'enrichissez de vos découvertes;

«Recevez le témoignage solennel de la reconnaissance nationale.

«Recevez-le surtout, armées républicaines, vous dont tout rappelle ici la gloire et les succès. C'est vous qui nous avez défendus contre dix rois coalisés, qui les avez chassés de notre territoire, qui avez reporté chez eux les fléaux de la guerre. Vous n'avez pas seulement vaincu des hommes, vous avez surmonté tous les obstacles de la nature; vous avez triomphé des fatigues, de la faim et des hivers. Quel spectacle pour les peuples, et quelle terrible leçon pour les ennemis de la liberté! Une république naissante arme ses enfants pour défendre son indépendance; rien ne peut retenir leur impétuosité: traversant les fleuves, forçant les retranchements, gravissant les rochers; ici, après une foule de victoires, ils reculent nos limites jusqu'aux barrières que la nature nous a données, et, poursuivant sur les glaces les débris de trois armées, vont d'une nation opprimée et ennemie faire un peuple libre et allié; là, ils vont exterminer les hordes de traîtres et de brigands vomis par l'Angleterre, punissent les chefs coupables, et rendent à la République des frères trop longtemps égarés; ici, franchissant les Pyrénées, ils se précipitent de leur sommet, renversent tout ce qui s'oppose à leur élan, et ne sont arrêtés que par une paix honorable; là, escaladant les Alpes et l'Apennin, ils s'élancent à travers le Pô et l'Adda. L'ardeur du soldat est secondée par le génie et l'audace des chefs; ils conçoivent avec profondeur, ils exécutent avec énergie, tantôt disposant leurs forces avec calme, tantôt se précipitant au milieu des dangers à la tête de leurs frères d'armes. Oh! que ne puis-je dérouler ici l'immense et glorieux tableau de leurs victoires! que ne puis-je nommer nos plus intrépides défenseurs! quelle foule d'images sublimes et de noms chéris se presse dans ma mémoire!!!... Immortels guerriers, la postérité refusera d'ajouter foi à la multitude de vos triomphes; mais pour nous l'histoire n'a plus d'invraisemblance.....»

Après le discours de Carnot, les troupes, qui avaient été distribuées en quatorze corps, représentant les quatorze armées, envoyèrent au Directoire des députations composées principalement d'officiers et soldats vétérans blessés au service de la République. Ces députations montèrent sur le tertre, et là, au pied de la statue de la liberté, le président du Directoire remit à chacune d'elles un drapeau. Pendant cette distribution la musique exécutait l'*Hymne à la Victoire*, de Gossec (paroles de Coupigny) et le *Chant des Victoires*, de Méhul (paroles de Chénier). Ensuite eurent lieu diverses évolutions militaires exécutées avec la précision et l'ordre qu'on pouvait attendre dans une si solennelle circonstance; puis les troupes envoyèrent de nouveau au Directoire leurs députations et leurs drapeaux. Les Directeurs attachèrent des couronnes de chêne et de laurier aux drapeaux, et en placèrent sur la tête des blessés vétérans. La musique interrompue fréquemment par les cris de *vive la République!* exécutait un nouvel *Hymne à la Victoire*, de Cherubini (paroles de Flins) et le *Chant Martial*, de Gossec (paroles de La Chabeaussière).

Cette distribution de couronnes termina la solennité. La musique du Conservatoire exécuta encore un chant lyrico-bachique, de Catel (paroles de Lebrun), et un chœur général. L'artillerie avait salué de plusieurs salves la distribution des drapeaux et celle des couronnes; elle annonça, par une salve générale, le départ du Directoire, qui, suivi de son cortége, retourna à l'École-Militaire. Après son départ des orchestres nombreux s'établirent dans le Champ-de-Mars, des repas fraternels s'improvisèrent entre les citoyens et les soldats, puis les danses commencèrent, et le reste de la journée fut consacré au plaisir et à la joie.

considère comme la plus remarquable de toutes ses belles allocutions militaires :

« Soldats,

« Vous vous êtes précipités comme un torrent du haut de l'Apennin ; vous avez culbuté, dispersé tout ce qui s'opposait à votre marche.

« Le Piémont, délivré de la tyrannie autrichienne, s'est livré à ses sentiments naturels de paix et d'amitié pour la France.

« Milan est à vous, et le pavillon républicain flotte dans toute la Lombardie. Les ducs de Parme et de Modène ne doivent leur existence politique qu'à votre générosité.

« L'armée qui vous menaçait avec tant d'orgueil ne trouve plus de barrières qui la rassure contre votre courage. Le Pô, le Tésin, l'Adda n'ont pu vous arrêter un seul jour ; ces boulevarts vantés de l'Italie ont été insuffisants. Vous les avez franchis aussi rapidement que l'Apennin.

« Tant de succès ont porté la joie dans le sein de la patrie. Vos représentants ont ordonné une fête dédiée à vos victoires, célébrée dans toutes les communes de la République. Là, vos pères, vos mères, vos épouses, vos sœurs, vos amantes se réjouissent de vos succès et se vantent avec orgueil de vous appartenir.

« Oui, soldats, vous avez beaucoup fait ; mais ne vous reste-t-il plus rien à faire ? Dira-t-on de nous que nous avons su vaincre, mais que nous n'avons pas su profiter de la victoire ? La postérité nous reprochera-t-elle d'avoir trouvé Capoue dans la Lombardie ? Mais je vous vois déjà courir aux armes ; un lâche repos vous fatigue. Les journées perdues pour la gloire le sont aussi pour votre bonheur. Hé bien ! partons. Nous avons encore des marches forcées à faire, des ennemis à soumettre, des lauriers à cueillir, des injures à venger.

« Que ceux qui ont organisé en France les poignards de la guerre civile, qui ont lâchement assassiné nos ministres, incendié nos vaisseaux à Toulon, tremblent !... l'heure de la vengeance a sonné.

« Mais que les peuples soient sans inquiétude ; nous sommes amis de tous les peuples et plus particulièrement des descendants des Brutus, des Scipion et des grands hommes que nous avons pris pour modèles.

« Rétablir le Capitole, y replacer avec honneur les statues des héros qui le rendirent célèbre ; réveiller le peuple romain engourdi par plusieurs siècles d'esclavage ; tel sera le fruit de nos victoires ; elles feront époque dans la postérité. Vous aurez la gloire immortelle de changer la face de la plus belle partie de l'Europe.

« Le peuple français, libre, respecté du monde entier, donnera à l'Europe une paix glorieuse et qui l'indemnisera des sacrifices de toute espèce qu'il a faits depuis six ans. Vous rentrerez alors dans vos foyers, et vos concitoyens diront en vous montrant : *Il était de l'armée d'Italie.* »

Insurrection de la Lombardie. — Révolte et punition de Pavie. — Bonaparte quitta Milan le 25 mai, applaudi et salué par la multitude, comme il l'avait été lors de son entrée, et ne se doutant guère que ces signes extérieurs de joie couvrissent une noire perfidie. Une réaction s'était opérée dans les opinions d'une partie du peuple soumise plus particulièrement à l'influence des partisans de l'Autriche[1]. La levée de la contribution de guerre avait mécontenté certaines classes, bien que, afin d'en rendre la perception plus facile et la charge moins onéreuse, l'administration se fût occupée d'en compléter une forte part avec l'argenterie des établissements religieux. Bonaparte était à peine arrivé à Lodi, d'où il projetait de gagner Brescia pour attaquer Beaulieu, le rejeter derrière l'Adige et bloquer Mantoue, qu'un courrier vint lui annoncer que trois heures après son départ le tocsin avait sonné à Milan et dans une grande partie de la Lombardie révoltée. — Cette insurrection, qui éclata spontanément, partait d'un point central qu'on présuma être Pavie. — Cette ville, occupée depuis le 13 mai par une partie de la division Augereau, était importante par sa position, riche et influente par son université. Elle avait donné l'exemple de l'insurrection. Les domestiques des nobles, congédiés par leurs maîtres sous prétexte d'égalité républicaine, les douaniers et les agents de la police autrichienne, figuraient en première ligne parmi les insurgés, et répandaient de fausses nouvelles : « Beaulieu, renforcé de 60,000 hommes, disaient-ils, va arriver à Milan ; les Anglais ont surpris Nice, et Condé avec une armée débouche sur le Tésin par la Suisse, etc.

Une prompte répression était urgente : l'armée française n'était pas assez considérable pour mépriser ces mouvements, qui auraient pu la compromettre. Bonaparte prit son parti sur-le-champ : il rebroussa chemin avec un bataillon de grenadiers et 300 chevaux. Sa présence rétablit l'ordre à Milan, où il fit enlever plusieurs ôtages et fusiller tous ceux qui avaient été pris les armes à la main.

L'Archevêque, le Clergé et la Noblesse furent déclarés responsables à l'avenir, de la tranquillité publique. Lannes, avec une colonne mobile, se porta sur Binasco où un noyau d'insurgés se rassemblait ; il en tua une centaine sur 7 à 800 qui s'y trouvaient, et brûla le village.

Une proclamation du général en chef fut inutile-

[1] Voici ce qu'écrivait à ce sujet le premier historien de la campagne d'Italie, le général Pommereuil, qui paraît avoir composé son livre sous l'inspiration du général Bonaparte :

« Quelque modération qu'eût montrée le général de l'armée française, quelque sévère discipline qu'il eût fait observer à ses troupes, et quelque éclat qu'eussent eu ses succès, il était facile à ceux qui connaissaient l'Italie de prévoir que le Clergé et la Noblesse, qui redoutaient encore plus les opinions des Républicains que leurs baïonnettes, et qui, depuis le commencement de notre révolution n'avaient cessé de la calomnier dans leurs discours et dans leurs écrits, et d'animer contre elle le peuple afin de le conserver dans une dépendance qui tournait tout entière à leur profit, et dont ils sentaient qu'il échapperait s'il ouvrait les yeux à la lumière, et s'ils ne parvenaient à le tromper ; il était, dis-je, facile d'imaginer que ces deux classes, unies par leurs intérêts, leurs craintes et leur haine, susciteraient quelque trouble intérieur, embarrassant pour les armées. Cette méthode avait d'ailleurs presque toujours réussi aux Italiens dans les précédentes invasions des Français, et ce devait être une nouvelle gloire pour Buonaparte* d'en proclamer l'insuffisance et de dégoûter leurs partisans du projet d'y revenir. »

* Le général en chef de l'armée d'Italie signait indifféremment Bonaparte ou Buonaparte.

ment portée à Pavie par l'archevêque de Milan, les habitants persistèrent dans leur imprudente révolte. Bonaparte s'y rendit alors, il trouva la ville remplie d'hommes armés, 6,000 paysans insurgés y ayant été introduits. La garnison du château, manquant de munitions et de vivres, avait été obligée de capituler. — Avant d'agir, Bonaparte fit faire aux habitants une dernière sommation; elle fut repoussée avec mépris. Le général Dommartin s'avança avec un bataillon de grenadiers en colonne serrée et deux pièces de canon. Les portes furent enfoncées et les grenadiers pénétrèrent dans la ville; la multitude insurgée se dispersa lâchement alors dans les caves ou sur les toits. « Trois fois, écrivit Bonaparte au Directoire, l'ordre de mettre le feu à la ville expira sur mes lèvres; mais je vis arriver la garnison du château, qui avait brisé ses fers. Je fis faire l'appel. Il n'en manquait aucun. Si le sang d'un seul Français eût coulé, j'aurais fait élever sur les ruines de Pavie une colonne avec cette inscription : *Ici était la ville de Pavie*. Une exécution rigoureuse étant cependant nécessaire pour éviter de plus grands maux, j'ai fait fusiller la municipalité, et arrêter 200 otages que j'ai fait passer en France. Tout est tranquille aujourd'hui, et je ne doute pas que cette leçon ne serve de règle aux peuples d'Italie. »

Après avoir pris toutes les mesures nécessaires pour prévenir de nouvelles insurrections, le général en chef, irrité de la conduite de la Noblesse et du Clergé milanais, accéda à la demande des assemblées primaires, qui s'étaient formées sur quelques points de la Lombardie, et qui lui demandaient de donner à la province les institutions de la République française. — Cette détermination eut des suites funestes pour la cour d'Autriche. Les *Républiques Cisalpine* et *Transpadane* furent quelques mois plus tard proclamées, depuis les montagnes de Chiavenne jusqu'aux confluents du Pô et de l'Oglio. Les nobles, dont on abolit les priviléges, s'enfuirent de toutes parts. Une armée nationale fut levée. La Lombardie, Parme et Modène furent chargés de l'armement et de la solde de ces nouveaux soldats, dont le secours ne fut pas inutile à l'armée dans ses derniers efforts contre les Autrichiens.

Combat de Borghetto. — Passage du Mincio. — Cependant l'armée, dont l'insurrection n'avait pas suspendu la marche, s'était dirigée sur la Chiesa. Le général en chef avait établi son quartier général à Brescia; Masséna s'était porté sur Monte-Chiaro; Augereau sur Ponte-San-Marco, et Serrurier sur Volta. — Les places du Piémont dont l'occupation avait été stipulée étaient gardées par la division Vaubois, détachée de l'armée des Alpes sur la demande de Bonaparte.

Beaulieu avait profité du court séjour des Français à Milan pour se retrancher derrière le Mincio; sa ligne de défense, suivant le cours du fleuve, avait sept lieues de longueur. Quoiqu'elle fût déjà très forte par elle-même, il n'avait négligé aucune des précautions qui pouvaient la rendre encore plus redoutable. — A l'extrême droite, vers Castel-Novo, Liptay gardait les défilés du Tyrol, par la Chiusa, et s'appuyait à la forteresse de Peschiera, place appartenant aux Vénitiens, mais que ceux-ci avaient laissé occuper aux Autrichiens; Pittoni était à Valeggio; une avant-garde occupait Borghetto. Sébottendorf se trouvait un peu plus à gauche, et se liait au corps de Colli, fort de vingt bataillons et chargé de la garde de Mantoue, seule ville en Italie qui restât encore à l'empereur. Une partie de cette garnison, composée des troupes les plus aguerries (celles de Roccavina, de Wukassowich et de Roselmini), tenait encore la campagne et avait pris position à Goïto, à la gauche de l'armée; enfin la réserve, sous les ordres de Mélas, était établie à Oglioni près de Valeggio. Beaulieu était maître de trois ponts sur le Mincio, l'un à Rivalta, le second à Goïto et le troisième à Borghetto.

L'intention de Bonaparte était de forcer le passage du Mincio par le centre de l'ennemi à Borghetto. Dans cette vue, il manœuvra sur la droite de Beaulieu, de manière à lui faire craindre de perdre ses communications avec le Tyrol. Salo, sur le lac Garda, fut occupé par une demi-brigade; la cavalerie, aux ordres du général Kilmaine, s'avança jusque sous le canon de Peschiera où elle eut, avec les avant-postes autrichiens, plusieurs engagements dans l'un desquels fut tué le général Liptay. Le centre et la droite, destinés à la principale attaque, furent placés en arrière, derrière la Chiusa, où ils avaient l'air de se tenir sur la défensive. — Le 29 mai, Augereau remplaça à Desenzano, Kilmaine, qui vint se poster à Castiglione. Masséna était à Monte-Chiaro et Serrurier à Monza. — Toute les divisions furent dirigées pendant la nuit du 29 au 30, et à deux heures du matin, sur Borghetto. — Cette ville, en avant du Mincio, était occupée par 3 à 4,000 fantassins et 1,800 cavaliers qui furent culbutés par la cavalerie républicaine, flanquée par les carabiniers et les grenadiers. L'ennemi repassa le pont à la hâte, et en coupa une arche. « L'artillerie légère, dit Bonaparte, engagea aussitôt la canonnade. L'on raccommodait avec peine le pont, sous le feu des batteries ennemies, lorsqu'une cinquantaine de grenadiers, impatients, se jettent à l'eau, tenant leurs fusils sur leurs têtes, ayant de l'eau jusqu'au menton. Le général Gardanne, grenadier pour la taille comme pour le courage, était à leur tête. Les soldats ennemis croient revoir la terrible colonne du pont de Lodi; les plus avancés lâchent le pied. On raccommoda alors le pont avec facilité, et nos grenadiers, dans un seul instant, passent le Mincio et s'emparent de Valeggio, quartier général de Beaulieu, qui venait seulement d'en partir.

« Cependant, les ennemis ébranlés, en partie en déroute, étaient rangés en bataille entre Valeggio et Villa-Franca. Nous nous gardons bien de les suivre. Ils paraissent se rallier et prendre confiance, et déjà leurs batteries se multiplient et se rapprochent de nous. C'était justement ce que je voulais. J'avais peine à contenir l'impatience, ou pour mieux dire, la fureur des grenadiers. — Le général Augereau passa sur ces entrefaites avec sa division; il avait ordre de se porter, en suivant le Mincio, droit sur Peschiera, d'envelopper cette place, et de couper aux ennemis les gorges du Tyrol. Beaulieu et les débris de son armée se seraient trouvés sans retraite. — Pour

« empêcher les ennemis de s'apercevoir du mouvement « du général Augereau, je les fis vivement canonner « du village de Valeggio; mais les ennemis, instruits par « leurs patrouilles de cavalerie, du mouvement du gé- « néral Angereau, se mirent aussitôt en route pour « gagner le chemin de Castelnnovo. Un renfort de « cavalerie qui leur arriva les mit à même de protéger « leur retraite. Notre cavalerie, commandée par le gé- « néral Murat, fit des prodiges de valeur. Ce général « dégagea lui-même plusieurs chasseurs, que l'ennemi « était sur le point de faire prisonniers. Le général « Augereau, arrivé à Peschiera, trouva la place évacuée « par l'ennemi. »

L'armée française se porta le 31 mai à la pointe du jour sur Rivoli; mais déjà les Autrichiens avaient repassé l'Adige et rompu presque tous les ponts. Leur perte, dans cette journée, fut de 1,500 hommes, 500 chevaux et cinq pièces de canon.

Bonaparte après le passage du Mincio, courut un danger personnel qui aurait pu mettre fin dès lors à sa glorieuse carrière, et faire peut-être considérer par le vulgaire, comme des échauffourées heureuses, mais blâmables, les actes de génie par lesquels il venait de débuter. L'affaire était décidée, les ennemis fuyaient, poursuivis dans toutes les directions; le général en chef, après avoir donné ses ordres, harassé de fatigue, souffrant de la tête, s'arrêta dans un château pour y prendre un bain. Tout à coup arrive un fort détachement autrichien qui, cherchant une issue à sa fuite, s'était égaré en remontant le Mincio. Bonaparte était presque tout seul dans le château. La sentinelle en faction à la porte n'eut que le temps de la fermer en criant *aux armes*, et le général victorieux, au milieu même de son triomphe, fut réduit à se sauver, une jambe nue et l'autre bottée, par les derrières des jardins. Ce danger, qui, en raison de la vivacité et de la rapidité que Bonaparte mettait dans toutes ses opérations, pouvait se renouveler fréquemment, fut la cause de la formation des guides, chargés de garder sa personne. Ce corps fameux, qui fut composé de cavaliers d'élite ayant tous dix ans de service, reçut dès sa création l'uniforme adopté depuis pour les chasseurs de la garde impériale : glorieux uniforme, qui fut aussi le dernier habit porté à Sainte-Hélène par l'Empereur mourant.

Occupation de Vérone. — Sauf la citadelle de Milan et Mantoue, où une partie de l'armée autrichienne s'était retirée après le combat de Borghetto, les troupes impériales avaient entièrement évacué l'Italie. Les avant-postes français étaient établis au pied des montagnes du Tyrol. Un des résultats les plus utiles de la dernière défaite de Beaulieu fut l'occupation de Vérone par les troupes de Masséna. Cette place, où elles entrèrent le 3 juin, appartenait à la République vénitienne, mais en s'en emparant, les Français ne faisaient qu'user de représailles envers le Sénat, qui avait permis aux Autrichiens d'occuper Peschiera.

Bonaparte se proposait de faire de Vérone la base de ses opérations ultérieures. La possession de cette place lui permettait de surveiller à la fois et les mouvements des Vénitiens et ceux des Impériaux, dans le Tyrol; elle le rendait maître de trois ponts sur l'Adige, qui est le torrentueux et très rapide. Vérone commande tout le cours de cette rivière depuis la Chiusa jusqu'à son embouchure dans l'Adriatique. Cette ville est le seul point de communication du haut et du bas Adige. Les montagnes qui se rattachent aux chaînes du Tyrol, viennent aboutir à Vérone même, et séparent la vallée de Roveredo du pays vénitien et de la vallée de la Brenta.

Peu de temps auparavant, Vérone était le refuge du frère de Louis XVI (Louis XVIII) et l'asile de sa petite cour. Les Vénitiens l'avaient accueilli avec empressement, mais l'approche de l'armée républicaine changea totalement la politique du Sénat.

Le gouvernement vénitien lui fit intimer brusquement et assez insolemment l'ordre de quitter le territoire de Venise. Le prince fugitif, en répondant au podestat chargé de ce message, demanda que son nom et celui de sa famille, inscrits depuis plusieurs siècles sur le livre d'or de la noblesse vénitienne, en fussent préalablement rayés, et qu'on lui rendit l'épée dont Henri IV avait fait présent à la République. La première demande lui fut aussitôt accordée, mais on lui déclara qu'une somme de douze millions étant encore due à la République par Henri IV; il fallait, pour recouvrer l'épée de son aïeul, qu'il acquittât cette dette. Réponse plus digne d'un prêteur sur gages, que d'un gouvernement qui a la conscience de sa dignité.

Bonaparte, qui peut-être par un pressentiment de sa grandeur future, semblait éprouver une aversion instinctive contre la famille qui continuait à se déclarer propriétaire du trône où il devait s'asseoir un jour, contribua d'une manière active à faire expulser de Vérone le prince émigré. — La lettre suivante, écrite au Directoire, le jour même de l'entrée des Français à Vérone, en offre la preuve.

« J'arrive dans cette ville, pour en partir demain matin. Elle est très grande et très belle. J'y laisse une bonne garnison pour me tenir maître des trois ponts qui sont ici sur l'Adige. Je n'ai pas caché aux habitants, que si le *roi de France* n'eût évacué leur ville avant mon passage du Pô, j'aurais mis le feu à une ville assez audacieuse pour se croire la capitale de l'empire français.

« Je viens de voir l'amphithéâtre : ce reste du peuple romain est digne de lui. Je n'ai pu m'empêcher de me trouver humilié de la mesquinerie de notre Champ-de-Mars. Ici, cent mille spectateurs sont assis et entendraient facilement l'orateur qui leur parlerait. — Les Émigrés fuient de l'Italie; plus de quinze cents sont partis avant notre arrivée. Ils courent en Allemagne porter leur misère et leurs remords. »

Esprit de l'armée d'Italie. — L'ascendant que les victoires du général en chef obtinrent sur l'esprit du soldat, avait tourné au profit de la discipline. L'extrême énergie de Bonaparte, ses grandes qualités, sa politique habile, les soins qu'il prenait des besoins des troupes, lui avaient aussi acquis l'affection de l'armée;

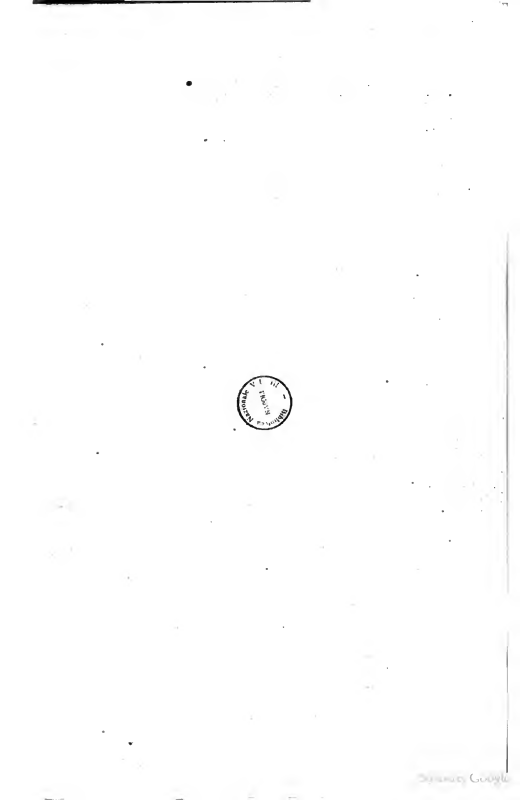


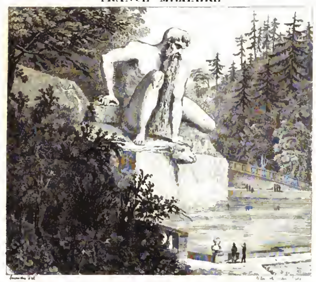


Sommation aux Révoltés de Lugo.



L'Espion.





Colosse de l'Appennin à Pratolino. Toscane.



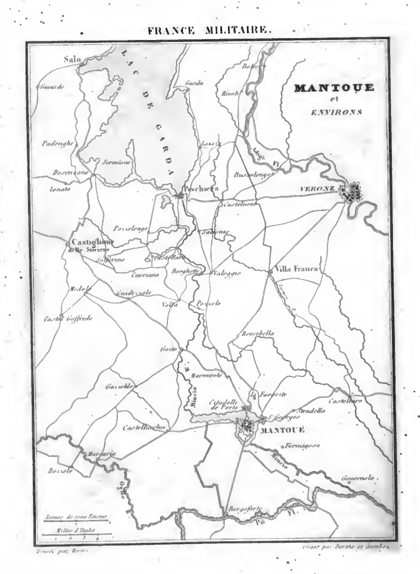
Costumes Romains. Frascatane.




Digitized by Google

Place de San Carlo à Turin.


Biblioteca Nazionale V. E. III
NAPOLI



Dessiné par Vuillemin. | Gravé par Berthe et Sambour.

ARMÉE D'ITALIE. — PACIFICATION DE L'ITALIE MÉRIDIONALE.

SOMMAIRE.

Nouveau plan de campagne.—Armistice avec Naples.—Révolte et pacification des Fiefs Impériaux.—Marche sur la Romagne.—Prise de Bologne, d'Urbin et de Ferrare.—Armistice avec Rome. —Occupation de Livourne.—Entrevue de Bonaparte et du Grand-Duc de Toscane. —Prise du château de Milan.—Combat de la Bochetta.—Insurrection de la Romagne.—Révolte et châtiment de Lugo.—Progrès de l'opinion en faveur des Français.—Conduite sage et politique de Bonaparte.

Nouveau plan de campagne. — En faisant le récit des opérations de Jourdan et de Moreau en Allemagne, pendant l'année 1796, nous avons montré que le Directoire, dans l'espoir de forcer l'Autriche à la paix, avait adopté un plan de campagne vaste, compliqué et a peu près inexécutable, à cause de l'extrême étendue de la base sur laquelle les armées devaient agir. Il aurait fallu, par un concert parfait d'opérations, réunir les armées de Bonaparte, de Jourdan et de Moreau sur les frontières des Etats héréditaires d'Autriche, pour frapper ensuite à Vienne un coup décisif.—On peut, en consultant la date des principaux mouvements des trois armées, s'assurer qu'une telle jonction a été constamment impossible. — Bonaparte était trop éclairé pour ne pas sentir dès le principe l'impossibilité de mettre ce plan à exécution; elle dut le frapper davantage lorsque, avec sa petite armée, il fut arrivé sur l'Adige. L'adhésion qu'il avait paru donner aux vues du Directoire; un manifeste singulier qu'il avait adressé de Tortone aux Tyroliens, pour leur annoncer sa marche sur Vienne, à travers leur territoire, ne doivent être considérés sans doute que comme des moyens employés pour obtenir plus promptement du gouvernement directorial les renforts dont il avait besoin.— En effet, qu'aurait-il pu tenter, lors de son arrivée, le 31 mai, sur l'Adige, avec une armée de 25 à 30,000 hommes, quand Jourdan et Moreau se trouvaient encore derrière le Rhin. Il était entouré d'alliés d'une foi douteuse et que des terreurs exagérées avaient seules décidés à la paix. Naples et Venise, secourues par les Anglais qui occupaient la Corse, pouvaient faire une diversion dans l'Italie méridionale et prendre l'armée française à dos. Il avait à bloquer Mantoue, à assiéger la citadelle de Milan, à contenir tous les États de la Péninsule italique, et à garantir le littoral des entreprises des Anglais. Ce qui lui serait resté de troupes disponibles après toutes les diversions occasionées par ces divers mouvements, était-il suffisant pour pénétrer dans le Tyrol et la Bavière, à travers toutes les forces des Autrichiens qui s'augmentaient graduellement à mesure que le théâtre de la guerre se rapprochait du centre de l'Empire?

Le Directoire, comprenant enfin l'impossibilité actuelle de ce projet, enjoignit à Bonaparte de porter ses efforts sur le midi de l'Italie. Le jeune général apprécia la justesse de ces nouvelles mesures, et se décida à les exécuter d'autant plus promptement qu'une sourde fermentation, présage de futurs soulèvements, régnait dans quelques parties des pays conquis. Rome et Naples semblaient disposées à profiter du moment où ils se dirigerait vers le nord pour agir hostilement. La rupture du Saint-Siége avec la France pouvait être regardée comme complète depuis l'assassinat de Bassville le 13 janvier 1793. Les communications avec la rivière de Gênes étaient menacées, l'insurrection agitait les Fiefs Impériaux. On y enlevait les courriers, on y attaquait les convois, on y assassinait les malades; la politique et le fanatisme se coalisaient pour enlever plus sûrement aux Français leurs premières conquêtes, et les expulser totalement de l'Italie. — Dans cet état de choses, et au moment où l'armée impériale n'était pas encore en mesure de reprendre l'offensive, Bonaparte, pour mettre à profit le temps pendant lequel il devait attendre les renforts qui lui étaient envoyés, se décida, après l'investissement de Mantoue, dont le siége, faute d'artillerie, était momentanément impossible, à diriger sur la Romagne une division assez forte pour imposer à Rome et à Naples, et les déterminer à accepter la paix. — Le résultat d'une démonstration hostile contre ces deux puissances ne semblait pas devoir être douteux. Les classes supérieures témoignaient, il est vrai, une haine profonde aux principes de la révolution française; mais leur état de faiblesse ne leur permettait pas de compromettre, par une résistance ouverte et sérieuse, des intérêts qu'un traité de paix aurait pour but de leur garantir.

Armistice avec Naples. — Au moment où les troupes républicaines allaient se mettre en marche pour la Romagne, la cour de Naples envoyait à Milan un ambassadeur pour solliciter la paix. — L'épouvante causée par les victoires de Bonaparte était si grande, que la reine Marie-Caroline, qui tenait dans le gouvernement la place de son insouciant et royal époux, dut imposer silence à la haine qu'elle portait au nom français depuis la mort de sa sœur, l'infortunée Marie-Antoinette. Le ministre Acton, qui avait jusqu'alors entretenu ses projets de vengeance, crut devoir lui conseiller une démarche pacifique.

La proposition du cabinet napolitain entrait trop dans les vues de Bonaparte pour que l'arrangement ne fût pas bientôt conclu. — Une suspension d'armes, signée le 5 juin en Italie, devint la base du traité, qui se conclut bientôt à Paris, et d'après lequel le roi des Deux-Siciles s'obligea à garder une stricte neutralité et à payer huit millions à la République. — La cavalerie napolitaine quitta aussitôt l'armée impériale et fut cantonnée autour de Brescia, où elle resta comme en otage à la merci des Républicains.

Révolte et pacification des Fiefs Impériaux. — Arquata, bourg à cinq lieues de la forteresse de Tortone, était le foyer de l'insurrection des Fiefs Impériaux. Des bandes armées y tenaient bloqué un détachement français. — Il n'y avait pas à user de clémence avec

une populace crédule et grossière, pour qui l'exemple de Pavie et de Binasco était resté sans effet. — Le général Lannes partit de Tortone avec une colonne mobile de 1,200 hommes; il se porta sur Arquata, arrêta et fit fusiller les chefs de la révolte, brûla leurs maisons et le bourg même qui s'était signalé par les plus grands excès et dont il fallut s'emparer de vive force. Une égale sévérité fut déployée dans les environs de Tortone. — Quelques actes de rigueur indispensables, pour qu'une armée numériquement aussi faible que l'armée française pût se maintenir en Italie, ne tardèrent pas à rétablir le calme dans le pays; mais afin d'en mieux assurer la durée, le général en chef exigea que les seigneurs possédant des fiefs vinssent à Tortone prêter personnellement serment d'obéissance à la République. Chaque commune fournit deux otages, et les cloches qui avaient sonné le tocsin furent brisées.

Marche sur la Romagne. — Prise de Bologne, d'Urbin et de Ferrare. — Cependant les forces destinées à agir contre Rome avaient été mises en mouvement; Augereau passa le Pô, le 16 juin, à Borgoforte et se dirigea sur Bologne. Une division, formée de divers détachements de l'armée des Alpes, fut réunie à Plaisance sous les ordres de Vaubois, et dirigée, par Fierenzuela et Parme, sur Reggio. Augereau entra le 18 dans Bologne, et y fit prisonniers, avec 400 hommes des troupes papales, qui se rendirent à la première sommation, le cardinal légat et les officiers de l'état-major. — Bonaparte quitta Tortone le 17, et arriva le même jour à Modène; il fit sommer le commandant du château d'Urbin. Ce fort, garni d'une enceinte bastionnée, entourée de fossés pleins d'eau, et d'un chemin couvert en bon état, était armé de cinquante pièces de canon, bien approvisionné, et renfermait une garnison de 300 hommes. Il se rendit néanmoins sans résistance et à la première sommation. Le général en chef se dirigea ensuite sur Bologne, où il arriva huit heures après Augereau. Les avant-gardes furent poussées sous les murs de Ferrare. Quoique le château de Ferrare eût été mis en état de défense et contînt cent quatorze pièces de canon, le commandant, qui était un chevalier de Malte, comme ceux de Bologne et d'Urbin, se rendit aussitôt. La garnison et le cardinal légat de Ferrare restèrent prisonniers de guerre. Cette triple conquête fournit à l'armée un équipage de siége suffisant pour entreprendre celui de Mantoue.

La colonne de Vaubois était entrée le 19 à Reggio, et s'était ensuite dirigée sur Pistoie, à travers les Apennins, menaçant de se porter sur Rome par la Toscane. A la nouvelle de son approche, le grand-duc Ferdinand-Joseph, qui était depuis long-temps en paix avec la République, envoya à Bologne son ministre, Manfredini, pour réclamer la neutralité de ses états, et pour faire observer au général de l'armée d'Italie que le passage par la Toscane ayant été récemment refusé aux Napolitains, il serait injuste aux Français de violer un territoire que les Coalisés avaient respecté. Bonaparte promit à l'envoyé toscan de diriger la marche des troupes par Sienne, au lieu de les faire passer par Florence. Cette promesse, qui garantissait sa ville capitale, détermina le Grand-Duc à rester paisible spectateur de ce qui allait se passer autour de lui. — Vaubois se dirigea donc par le mont Cenere et San Marcello, sur Pistoie.

Armistice avec Rome. — La terreur précédait les Républicains. La cour pontificale était dans la consternation. L'histoire écrite par un Bonaparte avait conservé le souvenir du sac de Rome, en 1527, par le connétable de Bourbon; les habitants de la capitale du monde chrétien tremblaient en pensant aux excès que pourraient commettre les soldats mécréants de la République française, dans une ville que n'avaient pas respectée les guerriers de l'Espagne catholique. — La lâcheté des garnisons des légations; la défection des Napolitains, qui venaient d'abandonner la Coalition, ne laissaient au Pape d'autre espoir de salut qu'une prompte soumission. Pie VI s'y résigna.

Un prélat romain, monsignor Giudi, fut député au général victorieux, et le chevalier d'Azara, ministre d'Espagne à Rome, l'accompagna pour faciliter le succès de sa mission[1]. Un armistice fut signé le 24 juin à Foligno. Les conditions en étaient dures et proportionnées aux torts du Saint-Siége envers la République. Pie VI céda aux Français les légations de Bologne et de Ferrare, les côtes de l'Adriatique depuis l'embouchure du Pô jusques et y compris la citadelle d'Ancône; tous les ports des états romains durent être à l'avenir fermés aux puissances en guerre avec la République; enfin, outre un tribut de cent tableaux, statues, bustes et vases, et de cinq cents manuscrits de la bibliothèque du Vatican, choisis par des commissaires français, le Pape s'obligeait à payer à la France 21,000,000 de francs, dont 15,500,000 fr. en espèces ou lingots d'or et d'argent, et 5,500,000 fr. en denrées, marchandises, chevaux, bœufs, etc., au choix des agents de la République.

Occupation de Livourne. — Mais il importait peu à Bonaparte que le Pape fermât ses ports aux Anglais, si ceux-ci devaient conserver sur les derrières de l'armée française celui de Livourne, dont ils s'étaient à peu près rendus maîtres, usant à l'égard du grand-duc d'aussi peu de ménagements qu'en ont d'ordinaire les grandes puissances pour les États qu'elles croient peu redoutables. L'intention du général en chef était de les surprendre dans ce port, où ils avaient de nombreux vaisseaux, et à cet effet l'avant-garde du général Vaubois avait passé l'Arno à Fusecchio, le 27 juin, sous les ordres de Murat. Vaubois lui-même la suivait avec la 75e demi-brigade. Le lendemain ces troupes, au lieu de se diriger sur Sienne, où elles étaient attendues, se rabattirent brusquement sur Livourne. — Livourne fut occupée sans obstacles, mais les Anglais, avertis par le gouverneur toscan, quittèrent le port avec plus de quarante vaisseaux au moment où Vaubois et Murat entraient dans la ville. Une seule frégate, qui se trouvait à l'ancre, faillit être prise; elle n'eut que le temps de mettre à la voile en coupant ses câbles. — Le séquestre fut mis sur tous les magasins contenant des objets appartenant aux Anglais et aux Impériaux. Il s'en trouva pour une valeur de plusieurs millions. Bona-

[1] Presque tous les traités définitifs signés à Paris, à cette époque, avec les États italiens, le furent sous la médiation de l'Espagne.

parte fit arrêter le gouverneur Spanocchi, que ses propres gardes conduisirent à Florence, et que le grand-duc fit renfermer dans une prison d'État. Cet homme se faisait gloire de la haine qu'il portait aux Français, et du mal qu'il leur avait fait ou qu'il avait cherché à leur faire; il avait essayé de soulever le peuple contre les Républicains en lui représentant leur petit nombre, et il avait laissé, peu d'heures avant l'occupation de Livourne, prendre deux bâtiments français par une frégate anglaise, sous le feu des batteries du port.

Entrevue de Bonaparte et du grand-duc de Toscane.—Laissant Vaubois à Livourne, avec la 75e demi-brigade, Bonaparte se rendit à Florence, où il eut une entrevue avec le grand-duc. Ce prince était frère de l'empereur d'Autriche, et marié avec une princesse du sang des Bourbons; néanmoins il accueillit avec un empressement suffisamment expliqué par les événements politiques, le jeune général que tant de victoires rendaient déjà célèbre, et qui représentait en Italie la puissante République française.

Prise du château de Milan. — Pendant que Bonaparte dînait chez le Grand-Duc, à Florence, un courrier vint au dessert lui apporter la nouvelle de la prise du château de Milan. — Depuis la conspiration de Pavie, il avait senti toute l'importance de cette citadelle, et il en avait fait presser le siége avec vigueur par le général Despinois. Un petit équipage de siége avait été formé à Tortone vers le milieu de juin; la tranchée s'était ouverte dans la nuit du 17 au 18, et tous les travaux ayant été poussés avec activité, les batteries furent démasquées le 27; leur feu acquit en quarante-huit heures une telle supériorité sur celui du château, que le gouverneur autrichien battit la chamade et demanda une suspension d'hostilités afin de pouvoir instruire son gouvernement de la situation où il était. Despinois envoya pour toute réponse les articles d'une capitulation, avec injonction à la garnison de les accepter sur-le-champ si elle voulait éviter d'être passée au fil de l'épée. Cette menace produisit l'effet désiré. La garnison, forte de 2,800 hommes, se rendit à discrétion. On trouva dans la citadelle cinq mille fusils, deux cent milliers de poudre, cent cinquante bouches à feu et des approvisionnements considérables. — L'artillerie et les munitions furent aussitôt dirigées sur Mantoue.

Combat de la Bochetta. — Après le combat de Borghetto, une partie de l'armée impériale s'était réfugiée sur les hautes montagnes qui défendent l'entrée du Tyrol, et s'y était fortifiée. Une ligne de retranchements avait été établie entre l'Adige et la tête du lac de Garda, moins pour reprendre l'offensive que pour assurer la défensive. La difficulté de vivre dans ces gorges avait fait disséminer l'armée jusqu'à Trente. Enfin 8,000 Tyroliens couvraient les crêtes des montagnes et les petites vallées aboutissant à celles de l'Adige. — Masséna, qui tenait la position de la Corona et de Rivoli, résolut de ne pas les souffrir dans son voisinage. Il ordonna, le 7 juillet, à Joubert, d'attaquer Beaulieu par la Bochetta-di-Campion. Le chef de bataillon Marchand tourna l'ennemi par la droite, et commença le combat. Les soldats gravirent les rochers, tuèrent 100 hommes et en firent 200 prisonniers. Pendant ce temps, le chef de bataillon Recco tournait l'ennemi par la gauche, lui tuait 300 hommes et s'emparait de l'excellente position de Belone. Les Autrichiens, culbutés sur tous les points, abandonnèrent en quelques instants les retranchements qui leur avaient coûté plus d'un mois de travaux et de fatigues.

«Voici, dit Bonaparte dans son rapport, les traits de bravoure qui ont honoré les Républicains dans cette affaire. — Claude Roche, carabinier à la 2e compagnie de la 11e demi-brigade d'infanterie légère, sauta le premier dans les retranchements ennemis, tua l'officier, et, sans s'arrêter à sa montre, qui paraissait, ni à ses dépouilles, il se saisit de son sabre nu, en tua un Autrichien et en fit trois prisonniers. — Jean Gerrin, de la même compagnie, tombe sur douze Autrichiens, les met en joue : son fusil manque; il se jette sur eux le sabre à la main, coupe le bras au premier; les autres tombent à ses genoux et se rendent. — Ardionne, sous-lieutenant de la même compagnie, le même qui, avec une vingtaine d'hommes, s'empara d'une pièce de treize à Borghetto, s'est toujours présenté dans les retranchements à la tête des carabiniers, à qui son exemple fait affronter tous les dangers.»

Insurrection de la Romagne. — Révolte et châtiment de Lugo. — Le fanatisme religieux était un moyen de sédition parmi les peuples ignorants de l'Italie romaine; on vint à bout d'en accélérer l'explosion au moyen de fausses nouvelles. C'est ainsi qu'eut lieu l'insurrection de la Romagne, qui attira à la ville de Lugo un si terrible châtiment. Bonaparte, occupé alors de ses préparatifs contre Mantoue, paraît néanmoins s'en être peu inquiété. Voici comment il en instruisait le Directoire : «Un moine arrivé de Trente a porté dans la Romagne la nouvelle que les Autrichiens avaient passé l'Adige, débloqué Mantoue, et s'avançaient à grandes journées dans l'Italie centrale. Des imprimés séditieux, des prédicateurs fanatiques, prêchèrent partout l'insurrection : ils organisèrent en peu de jours ce qu'ils appelèrent l'*armée catholique et papale ;* ils établirent leur quartier général à Lugo, gros bourg de la légation de Ferrare, quoique enclavé dans la Romagne. Le général Augereau donna ordre au chef de brigade Pouraillier d'aller soumettre Lugo. Cet officier, à la tête d'un bataillon, arriva devant cette bourgade, où le tocsin sonnait depuis plusieurs heures: il y trouva quelques milliers de paysans. Un officier de grenadiers se porta en avant en parlementaire. On lui fit signe d'avancer, et un instant après il fut assailli d'une grêle de coups de fusil. Ces misérables, aussi lâches que traîtres, se sauvèrent : quelques centaines sont restés sur la place.»—Les journaux italiens donnèrent plus d'importance à cet événement. Un Bolonais, témoin oculaire, après avoir parlé des tentatives d'Augereau pour amener, sans effusion de sang, la soumission de Lugo, raconte l'histoire d'une embuscade dressée par les *Lugois* à un détachement de dragons français qui eut cinq hommes tués, dont les têtes furent exposées sur la place publique de Lugo, il ajoute : «M. le baron Capelleli,

chargé d'affaires d'Espagne, voulut interposer ses bons offices pour sauver la ville séditieuse; il se rendit à Lugo, exhorta les habitants à la soumission et à la confiance envers l'armée française, disposée à leur pardonner les excès commis; mais il ne put rien obtenir de ces malheureux, égarés par les plus perfides conseils. Alors le général Augereau fit marcher un gros de cavalerie avec des canons et des caissons bien fournis. Une bande nombreuse de rebelles s'avança à sa rencontre et fut attaquée par une colonne de troupes républicaines, sur deux points: l'un du côté d'Imola, l'autre du côté d'Argenta. La défense fut terrible et opiniâtre; mais après un combat de trois heures, le désordre se mit parmi les rebelles; les uns furent taillés en pièces, les autres échappèrent par la fuite. On prétend que dans ce combat il y a eu plus de 1,000 révoltés tués ou blessés, et environ 200 Français. La ville fut ensuite livrée au pillage pendant trois heures. Tout a été dévasté; tout individu rencontré les armes à la main a été mis à mort; les femmes et les enfants ont été épargnés. »

Progrès de l'opinion en faveur des Français. — Conduite sage et politique de Bonaparte. — Malgré ces derniers efforts d'un fanatisme aveugle, les succès multipliés de l'armée française produisaient l'effet qu'on en devait attendre. Les dispositions des peuples de l'Italie devinrent généralement favorables aux Français.—Milan, Bologne, Ferrare en donnèrent la preuve en organisant spontanément des gardes nationales qui rendirent de grands services à nos armées. Les Italiens commencèrent à voir en nos soldats les libérateurs des peuples. Nos victoires n'atteignaient que leurs oppresseurs, nos triomphes étaient des fêtes pour la liberté. —Néanmoins les partisans de l'absolutisme autrichien cherchaient encore à effrayer les classes éclairées en leur représentant les Républicains comme des ennemis naturels des sciences et des lettres, et en leur rappelant quelques manifestations absurdes de l'ignorance et de la barbarie révolutionnaires contre les connaissances humaines. Ils avaient ainsi réussi à épouvanter quelques savants.

Le général Bonaparte était revenu à Milan, il connaissait l'empire de l'opinion; il aimait et cultivait les sciences. Sa politique élevée, sa tolérance large et généreuse se montrèrent d'une façon éclatante, dans une lettre qu'il écrivit au célèbre astronome Oriani, et qui, rendue publique, réduisit bientôt au silence les calomniateurs ennemis et lui attira l'affection de tous les hommes distingués de l'Italie : « Les sciences qui honorent l'esprit humain, disait-il, les arts qui embellissent la vie et transmettent les grandes actions à la postérité, doivent être spécialement honorés dans les gouvernements libres. Tous les hommes de génie, tous ceux qui ont obtenu un rang distingué dans la république des lettres, sont Français, quel que soit le pays qui les ait vus naître. — La pensée est devenue libre en Italie.... Il n'y a plus ni inquisition, ni intolérance, ni despotisme. J'invite les savants à se réunir et à me proposer leurs vues sur les moyens qu'il y aurait à prendre, ou les besoins qu'ils auraient, pour donner aux sciences et aux beaux-arts une nouvelle vie et une nouvelle existence. Tous ceux qui voudront aller en France seront accueillis avec distinction par le gouvernement. Le peuple français ajoute plus de prix à l'acquisition d'un savant mathématicien, d'un peintre de réputation, d'un homme distingué, quel que soit l'état qu'il professe, qu'à celle de la ville la plus riche et la plus abondante. »

Dans le même temps, et comme pour prouver que ses promesses n'étaient pas de vaines paroles, il réorganisait et faisait rouvrir la célèbre Université de Pavie.

C'est encore de Milan qu'il écrivit à un commissaire du Directoire, qui voulait se mêler des opérations de l'armée, une lettre pleine de convenance, où l'on remarque ces passages, qui peignent bien le caractère calme et la volonté ferme du général de l'armée d'Italie : « La réquisition que vous avez faite au général Vaudois est contraire à l'instruction que m'a donnée le gouvernement. Je vous prie de vous restreindre désormais dans les bornes des fonctions qui vous sont prescrites par le Directoire exécutif, sans quoi, je me trouverais obligé de défendre à l'ordre de l'armée d'obtempérer à vos réquisitions. Nous ne sommes tous que par la loi : celui qui veut commander et usurper des fonctions qu'elle ne lui accorde pas n'est pas républicain. » De telles paroles adressées aux populations, des observations aussi dignes opposées aux agents du gouvernement, avaient un caractère de haute raison et de grandeur fait pour produire une impression profonde. Partant d'un jeune général, elles étaient nouvelles et inattendues, comme les merveilleuses actions qui lui avaient donné le droit de faire parler aussi généreusement la politique, la justice et la vérité.

RÉSUMÉ CHRONOLOGIQUE.

1796.

5 JUIN. Armistice avec Naples.
14 — Révolte et châtiment des Fiefs Impériaux.
16-19 — Prise de Bologne, Ferrare, Reggio et Urbin.
24 — Armistice de Foligno avec Rome.
28 — Occupation de Livourne.
29 JUIN Prise du château de Milan.
1er JUILLET. Entrevue de Bonaparte avec le grand-duc de Toscane.
7 — Combat de la Bochetta-di-Campione (Tyrol).
9 — Révolte et châtiment de Lugo.

A. HUGO.

On souscrit chez DELLOYE, Éditeur, place de la Bourse, rue des Filles-S.-Thomas, 13.

Paris. — Imprimerie et Fonderie de Rignoux et Ce, rue des Francs-Bourgeois-Saint-Michel.

ARMÉE D'ITALIE. — CAMPAGNE DES CINQ JOURS.

BATAILLE DE CASTIGLIONE.

SOMMAIRE.

Description de Mantoue.—Premières opérations du siége.—Forces et situation de l'armée française.—Wurmser remplace Beaulieu.—Forces de l'armée autrichienne.—Débouchés du Tyrol en Italie.—Masséna est forcé à la Corona.— Combat de Salo.—Sauret est forcé par Quasdanowich.—Prise de Brescia par les Autrichiens.—Résolution de Bonaparte.—Levée du siége de Mantoue.—Deuxième combat de Salo.—Combat et reprise de Lonado.—Reprise de Brescia.—Entrée de Wurmser à Mantoue.—Valette abandonne Castiglione à l'ennemi.—Reprise de Salo par les Autrichiens.—Situation de l'armée française.—Combats de Lonado et de Castiglione.—Reprise de Salo par les Français.—Combat de Gavardo.—Quasdanowich rentre dans le Tyrol.—Surprise et présence d'esprit de Bonaparte à Lonado.—Bataille de Castiglione.—Combat de Peschiera.—Retraite de Wurmser.—L'armée française reprend ses positions.

ARMÉE RÉPUBLICAINE.	ARMÉE IMPÉRIALE.
Général en chef.—BONAPARTE.	*Général en chef.*—WURMSER.

Description de Mantoue.—L'armée d'Italie ne pouvait se considérer comme bien affermie dans ses nouvelles conquêtes, tant que l'ennemi continuait à occuper Mantoue. Bonaparte avait donné des ordres pour faire pousser avec la plus grande activité les préparatifs du siége de cette place, dont le principal mérite consiste dans sa position stratégique sur la courte ligne du Mincio, entre le lac Garda et le Pô.—Cette position au milieu d'un lac, dans un pays coupé de canaux, en rend le débouché très difficile, tout en lui donnant de grands avantages pour la défense, ce qui la fait considérer comme la clef de l'Italie supérieure. Néanmoins l'air pestilentiel qui y règne en fait un mauvais refuge pour une armée.—Mantoue a deux ponts principaux, ceux de Saint-Georges et de Molins, et trois autres moins importants; sa population est de 15,000 âmes, non compris sa garnison. Ses principaux ouvrages extérieurs sont, au nord, la citadelle située sur la rive gauche du Mincio; à l'est, à l'entrée du lac inférieur, le fort Saint-Georges ou l'enveloppe fortifiée du faubourg de ce nom; à l'ouest, l'ouvrage à cornes de la porte Pradella; et enfin, au sud, la tour de Cérèse et les ouvrages avancés qui couvrent l'écluse et les communications avec l'île du Thé. L'île où est bâti le palais du Thé forme de ce côté une grande couronne et sert comme d'une double enceinte à la ville. Cette ligne de défense est encore couverte par le faubourg du Thé. Mantoue renfermait une garnison de 15,000 hommes aguerris; elle avait 180 grosses pièces en batterie sur les remparts, 76 mortiers ou obusiers, et 60 pièces légères, total 316. La place était approvisionnée pour quatre mois. Le gouverneur, Canto d'Irlès, officier général d'origine espagnole, avait une réputation de vigueur et de capacité.

Premières opérations du siége. — Le blocus avait continué depuis le 4 juin, et les assiégeants n'avaient pas cessé d'élever des ouvrages de campagne sur toutes les issues par où la garnison pouvait déboucher. La lenteur de l'arrivée du parc de siége fit que le mois de juin se passa sans événements.

Wukassowich avait été chargé de la défense de l'ouvrage à cornes de Pradella. Ce général, encouragé par une sortie faite le 6 juillet, et qui avait eu quelque succès, en tenta une nouvelle le 16. Il sortit avec 3,000 hommes par la porte de Pradella, tandis que 1,500 autres soldats débouchaient par celle de Cérèse. Les Autrichiens arrivèrent à portée de pistolet des batteries françaises; ils furent reçus avec beaucoup de vigueur et forcés de rentrer dans la ville, après deux heures d'un combat opiniâtre et meurtrier.

Bonaparte était arrivé devant Mantoue, et les travaux devinrent plus actifs sur les hauteurs de Zipata et celles de Belfiore, ainsi qu'à Montsra, du côté de la Citadelle.

Serrurier fit enlever, le 18 juillet, à huit heures du soir, un petit camp retranché que la garnison avait conservé sous la protection des ouvrages de Migliaretto. Murat, avec 2,000 hommes, l'attaqua par la droite, et Dallemagne, avec une autre colonne, par la gauche, tandis que le chef de bataillon Andréossi manœuvrait sur le lac avec quelques chaloupes canonnières, pour attirer sur lui l'attention de l'ennemi et le feu des remparts. Roccavina, qui défendait ce camp, fut contraint de rentrer dans les ouvrages de l'enceinte, et poursuivi jusqu'au chemin couvert, où quelques braves tentèrent d'enlever les palissades; mais l'arrivée de renforts autrichiens fit échouer cette tentative.—Pendant ce combat, le général Chasseloup faisait ouvrir la tranchée à quatre-vingts toises des remparts, sous la mitraille de l'ennemi. Les batteries de Pradella, de Saint-Georges et de la Favorite jouèrent au même moment contre la place: les deux premières étaient composées de six mortiers et de six pièces de gros calibre qu'on tirait à boulets rouges; la troisième, de huit pièces de fort calibre, rompait la communication avec la citadelle. Leur feu consterna la ville, où plusieurs incendies se manifestèrent un quart d'heure après sur divers points. Au point du jour la garnison voulut déboucher pour détruire la parallèle, qui n'était tracée qu'imparfaitement; mais la bonne contenance des troupes républicaines arrêta son élan.

Les travaux furent perfectionnés et augmentés les jours suivants. On essaya, par le feu très vif d'une batterie élevée entre Saint-Georges et la citadelle, de détruire les écluses pratiquées dans la digue, afin de mettre à sec le terrain situé entre le Payolo et la ville, depuis la porte Pradella jusqu'à la porte Cérèse. Le grand éloignement et la solidité de la maçonnerie empêchèrent ce projet de réussir. On éleva de nouvelles batteries sur la rive gauche du Mincio, pour battre le Migliaretto en écharpe. Un bout de parallèle fut même poussé le 21 à cinquante toises du chemin couvert des ouvrages avancés. Mantoue était vivement pressée, et

on espérait voir succomber cette place sous peu de jours, quand de nouveaux événements vinrent en retarder la chute et donner un caractère bien autrement important à la lutte dont cette partie de l'Italie était le théâtre.

Forces et situation de l'armée française.—L'armée d'Italie s'élevait alors en totalité à un effectif de 52,169 hommes, qui fut porté à 54,000 le 3 août, par l'arrivée à Brescia de la 85e demi-brigade. Cette masse était répartie en trois corps principaux, dont l'un, de 10,120 combattants, occupait les pays conquis; le corps de blocus de Mantoue, formé de la division Serrurier, s'élevait à 15,293 hommes. Cette division tenait autour de la place les postes de Saint-Antoine, de Saint-Georges, de Cérèse et de la Favorite; elle avait pour chefs les généraux Pelletier, Charton, Serviez et Dallemagne; enfin le reste de l'armée, placé en corps d'observation pour couvrir le siége, était de 26,756 hommes. La droite, formée par la division Augereau, sous les ordres des généraux Beyrand, Robert et Gardanne, était postée à Legnago; la gauche, composée de la division Sauret, sous les généraux Guyeux et Rusca, s'appuyait à Salo; le centre occupait Vérone et Rivoli; il était formé de la division Masséna, commandée par les généraux Joubert, Valette, Rampon, Victor, Pigeon et Guillaume; la réserve de cavalerie, forte de 1,535 hommes, aux ordres de Kilmaine, était campée à Valèze; enfin la réserve d'infanterie, de 4 à 5,000 hommes commandés par Despinois, était établie à Peschiera, et devait, suivant le besoin, renforcer le corps d'observation ou celui de siége.

Wurmser remplace Beaulieu.— Forces de l'armée autrichienne. — Beaulieu, humilié par ses défaites, avait perdu toute son énergie, et quoique retranché dans la forte position de Roveredo et protégé par la résistance de Mantoue, il n'avait cessé de demander au Conseil aulique des renforts et son rappel. Ses lettres peignaient son découragement et sa colère. « Je vous « préviens, écrivait-il un jour, que je fuirai demain, « après demain, tous les jours, et jusques en Sibérie, « s'il prend envie à ces diables (les Français) de m'y « poursuivre. » Son vœu fut exaucé, et on lui donna pour remplaçant le maréchal Wurmser, qui accourait sur Trente avec un renfort de plus de 25,000 hommes d'élite, détachés de l'armée impériale du Rhin. Le conseil aulique faisait partout d'immenses levées d'hommes qui rejoignaient en hâte Wurmser dans la ville de Trente, où il était arrivé le 15 juillet. L'armée impériale fut ainsi bientôt portée à 100,000 hommes, avec lesquels le nouveau général se flattait de délivrer aisément l'Italie et d'anéantir Bonaparte.

Le plan de campagne que Wurmser se proposait de suivre fut rédigé par le général Weyrother, le chef de son état-major. Il consistait, vu la supériorité numérique de ses troupes, à envelopper l'armée française. Wurmser ne songea pas que cette manœuvre, en l'obligeant à des mouvements excentriques très étendus, servirait son ennemi; ses forces, comme celles de Beaulieu, allaient se trouver morcelées et éparpillées sur une trop longue ligne, et offrir au général actif et entreprenant de l'armée française, les mêmes chances de succès qu'il avait su saisir déjà si opportunément à Montenotte, à Millesimo et à Dego.

Débouchés du Tyrol en Italie. — Les routes du Tyrol en Italie sont au nombre de trois. Une des trois, celle de droite, conduit à Salo et Brescia par la rive occidentale du lac de Garda; une autre passe à gauche par les gorges de la Brenta, en faisant le grand tour par Bassano; enfin la route centrale va de Trente à Vérone, et traverse la vallée de l'Adige. Le premier de ces débouchés, qui mène, par les montagnes de Gavardo, dans les plaines de Brescia, offre bien l'avantage de conduire sur les derrières des lignes du Mincio et de l'Adige; mais il n'est praticable que pour l'artillerie de campagne. Sauret la surveillait à Salo avec 4,500 hommes seulement. Augereau n'observait la seconde qu'avec une faible division, parce que les rassemblements impériaux ne se faisaient pas dans cette direction, qui avait l'inconvénient de heurter de front la ligne de l'Adige, dont le passage est difficile entre Legnago et Vérone. La grande chaussée, celle de Trente à Vérone, longe la rive gauche de l'Adige, et traverse plusieurs défilés, entre autres ceux de Calliano et de la Chiusa.

Wurmser, pour déboucher du Tyrol en Italie, en longeant la rive gauche de l'Adige, devait d'abord forcer le défilé de la Chiusa, ce qui l'eût mis dans le cas de prêter le flanc aux Républicains restés derrière lui sur les hauteurs de la rive droite, d'où on pouvait l'écraser de plusieurs points. Arrivé à Vérone, il se fût trouvé comme dans un cul de sac par la disposition des deux châteaux qui, adossés aux montagnes, ferment la vallée de l'Adige. Il aurait pu, il est vrai, après avoir emporté la Chiusa, venir jeter des ponts vers Polo, pour tourner le chaînon du Montebaldo et éviter Vérone; mais outre l'inconvénient d'avoir à opérer de vive force le passage d'une rivière, en cas de revers, l'armée autrichienne se serait trouvée coupée sur ses derrières.

Un troisième parti, dont les chances semblaient devoir être plus favorables, pouvait aussi être adopté: il s'agissait de forcer Montebaldo et le plateau de Rivoli, pour descendre sur Castel-Novo ou Villa-Franca. Alors l'armée française, inférieure en nombre (et si le général avait voulu faire face partout), pouvait être aisément tournée par Dolce et écrasée, et si les divisions républicaines se portaient en force sur ce dernier point pour le défendre, leur mouvement devait livrer aux Autrichiens le plateau de Rivoli, et les deux rives de l'Adige.

Masséna est forcé à la Corona. — Wurmser se décida à suivre les trois routes, mais en portant des forces inégales de chaque côté. Il fit faire seulement des démonstrations sur Legnago et Vérone, et marcha avec le gros de ses forces par la route du centre sur le Montebaldo, et par celle de droite sur Brescia et Gavardo, laissant ainsi entre le centre et l'aile droite un espace de dix à douze lieues hérissé d'obstacles insurmontables. Soit qu'il eût le projet de débloquer Mantoue, ou celui de couper les communications des Français avec Milan, comme il en faisait courir le

bruit, ces dispositions étaient fautives : dans le premier cas, la marche sur Brescia était inutile; dans le second, elle ne pouvait être considérée que comme un mouvement insuffisant pour atteindre le résultat projeté.

Les Impériaux furent mis en mouvement le 29 juillet. Davidowich, avec l'aile gauche, descendit sur Dolce par Ala et Peri, en suivant la rive gauche de l'Adige; Mezaros, avec une petite colonne, fut dirigé sur Vérone; Wurmser lui-même, avec une partie du centre, se porta entre l'Adige et le lac de Garda, par Rivalta et Brentino, sur les positions de Montebaldo; Melas, avec le reste du corps de bataille, se dirigea sur Lumini par le revers de Montebaldo; et enfin Quasdanowich, avec la droite, suivit la rive occidentale du lac de Garda, pour déboucher sur Salo et Brescia.

Masséna gardait, avec 15.000 hommes, Vérone, Rivoli et Montebaldo, sur les avenues desquels on avait commencé à élever des retranchements. Mais les forces qu'il avait en tête étaient trop supérieures en nombre pour qu'il réussît à les arrêter. Attaqué vers trois heures du matin par Wurmser, il ne put pas lui résister. Joubert, qui occupait avec l'avant-garde les positions à demi retranchées de Brentino et de la Corona, fit en vain d'incroyables efforts pour repousser un choc aussi disproportionné. Il fut contraint de se replier sur Rivoli, où il fut suivi par Sebottendorf. La 11e demi-brigade d'infanterie légère perdit un grand nombre de braves dans ce combat malheureux.

Cependant Davidowich avait jeté un pont à Dolce, afin de passer sur la droite de l'Adige et d'appuyer l'attaque de Sebottendorf. Les généraux Mitrousky et Mezaros marchaient, l'un sur la Chiusa, l'autre sur Vérone. Masséna, menacé par d'aussi fortes masses qui manœuvraient pour le déborder, se replia sur Piovesano, entre Rivoli et Castel-Novo.

Combat de Salo. — Sauret est forcé par Quasdanowich. — Pendant que Masséna était ainsi forcé au centre, la division Sauret, formant la gauche de l'armée républicaine, éprouvait le même sort à Salo. Quasdanowich l'avait assailli dans la nuit du 29 juillet, avec des forces plus que quadruples, qu'une nombreuse cavalerie rendait encore plus redoutables. Après un combat de deux heures, où les soldats de Sauret déployèrent la plus énergique bravoure, ce général fut forcé d'ordonner la retraite, et Salo resta aux Autrichiens. Le général de brigade Rusca fut grièvement blessé dans cette affaire. Le général de brigade Guyeux, coupé avec 600 hommes de la 15e brigade d'infanterie légère, se retrancha dans une grande maison de Salo, et sa résistance désespérée y brava les efforts de l'ennemi, qui l'attaquait de tous côtés.

Prise de Brescia par les Autrichiens. — Sauret, vivement pressé, se retira sur Desenzano, au lieu de se replier sur Brescia, ce qui aurait été plus convenable. Cette place, ainsi découverte, fut surprise et enlevée par un détachement de la division de Quasdanowich. Quatre compagnies d'infanterie, 80 hommes du 25e régiment de chasseurs, deux généraux et quelques officiers supérieurs qui y étaient restés malades, y furent faits prisonniers.

Sauret s'était arrêté à Desenzano, d'où il avait expédié à Bonaparte un courrier pour lui apprendre le mouvement de Wurmser, et les suites qu'il avait eues. Le général en chef recevait en même temps une dépêche de Masséna, qui l'informait de ce qui s'était passé après l'affaire de la Corona.

Résolution de Bonaparte. — Bonaparte, débordé par des forces nombreuses et qui étaient sur le point de l'envelopper en se réunissant, n'avait pas un moment à perdre pour se tirer d'une situation aussi critique. Après la réception du courrier de Masséna, il avait donné à Augereau l'ordre de se porter, par la vallée de l'Adige, sur la gauche des Autrichiens, pendant que Kilmaine et Despinois se rendraient en toute hâte à Castel-Novo, où il se porta aussi lui-même; mais là de nouveaux rapports lui ayant fait connaître les progrès de la division Quasdanowich, qui de Brescia était arrivée à Lonado, il sentit la nécessité d'adopter sur-le-champ, pour en arrêter les progrès, des mesures plus hardies et plus décisives.

Il fut alors tenu un conseil de guerre dont les dissensions n'ont jamais été bien connues, et dans lequel, disent certaines versions, Bonaparte, alarmé de ce qui s'était passé, penchait pour une retraite derrière le Pô. Augereau s'y serait opposé en assurant que sa division demandait à grands cris le combat pour réparer l'échec essuyé par Sauret et Masséna. Une telle retraite semble si incompatible avec les dispositions déjà manifestées par Bonaparte, que s'il l'a proposée ce n'a été probablement que pour sonder les dispositions de ses généraux. La plupart des historiens affirment d'ailleurs qu'il avait déjà tout préparé pour l'exécution du plan vaste et audacieux qui va se développer, et qui lui valut une série de victoires si éclatantes.

En descendant du Tyrol par Brescia et l'Adige, l'ennemi se trouvait marcher à la fois sur la droite et sur la gauche de Bonaparte, ainsi placé entre les corps d'armée de Wurmser et de Quasdanowich. L'armée républicaine était moins forte que ces deux armées réunies; mais elle pouvait battre chacune d'elles séparément, et c'est le parti auquel s'arrêta Bonaparte, encore maître de la ligne du Mincio, et pouvant à volonté se transporter sur la droite ou sur la gauche de cette rivière. Quasdanowich était le plus avancé. Il fallait donc, sans perdre de temps, repasser le Mincio et rétrograder en toute hâte pour envelopper son corps descendu sur Brescia, le faire prisonnier ou le battre complétement, puis revenir aussitôt vers la rivière attaquer Wurmser, et le forcer à regagner le Tyrol.

Levée du siége de Mantoue. — L'armée d'Italie tout entière était nécessaire à l'exécution de ce plan, et pour la réunir et agir avec toutes ses forces réunies, il fallait lever le siége de Mantoue au moment où cette place était peut-être sur le point d'être prise. Ce sacrifice était d'autant plus pénible, qu'en s'éloignant de Mantoue les Français allaient être forcés d'abandonner, faute de chevaux, tout l'attirail de siége. La perte

de cette artillerie, dans les circonstances imminentes où se trouvait l'armée d'Italie, ne pouvait être mise un instant en balance avec le grand intérêt qui allait dépendre de la prompte exécution du plan conçu par le général en chef. Un retard de quelques heures eût tout perdu, en laissant aux divisions ennemies le temps d'envelopper les Français. Bonaparte s'y décida sur-le-champ, malgré les représentations de quelques-uns de ses généraux. Le siége de Mantoue fut levé. Cent quarante canons encloués furent laissés et enfouis dans les tranchées. Le général en chef, en donnant l'ordre de les abandonner, dit avec raison : « Si nous battons l'ennemi, ces canons seront repris avec Mantoue; dans le cas contraire, ils auraient toujours été perdus [1]. »

C'est ici que commence cette série de combats et de victoires que nos soldats appelèrent la *campagne des cinq jours;* jours d'héroïques actions, de savantes manœuvres, d'audacieuses entreprises, où le général se montra supérieur aux événements, où l'armée s'éleva à la hauteur du général, et où l'on vit une brigade tout entière, la brigade Guyeux, rester sans pain pendant quarante-huit heures de suite, sans néanmoins cesser de marcher, de combattre et de vaincre, tant le désir de la gloire, l'amour de la liberté et le dévouement à la patrie donnaient alors de force, de patience et de courage aux soldats de la République.

L'armée d'observation s'était rassemblée sur le Mincio. Roverbella était occupé par la division Augereau, renforcée de la brigade du corps de siége, qui avait été postée sur la rive gauche; Masséna était à Castel-Novo; la réserve et la cavalerie à Villa-Franca; Serrurier, pour couvrir les communications avec Crémone, Pizzighetone et Plaisance, s'était rendu à Pozzolo avec une partie des troupes de siége.

Deuxième combat de Salo.—L'armée française poursuivit sa marche pendant la nuit du 30 au 31 juillet. Sauret reçut l'ordre de se porter sur Salo pour délivrer le général Guyeux, le général Dallemagne devait en même temps attaquer Ocksay dans Lonado; Augereau repassa le Mincio à Goïto et marcha sur Monte-Chiaro et Ponte-San-Marco, pour reprendre ensuite Brescia, et rétablir les communications de l'armée avec Milan.

L'attaque du général Sauret eut un succès complet. L'ennemi fut chassé en désordre de Salo, et perdit quelques canons, deux drapeaux et 200 prisonniers. Les soldats du général Guyeux, dont la délivrance fut la suite de ce premier succès, avaient montré depuis deux jours de combats continuels, une fermeté, une patience et un courage héroïques.

Combat et reprise de Lonado. —Pendant l'attaque de Salo, Dallemagne, qui s'avançait sur Lonado, fut prévenu et assailli par Ocksay, sorti de cette place. Après un combat opiniâtre et meurtrier, l'avantage resta aux Français. L'ennemi perdit 500 prisonniers outre un grand nombre de blessés et de tués. Bonaparte, dans son rapport, disait, en parlant de cette

[1] On a récemment publié des *Mémoires* du maréchal Augereau sur la bataille de Castiglione. Dans ces *Mémoires*, le maréchal se donne tout l'honneur de la résolution qui a permis à l'armée d'Italie de détruire, en cinq jours de combats, la formidable armée de Wurmser. Malheureusement la jactance des paroles d'Augereau, et quelques contradictions qui se trouvent dans son récit, nuisent à la confiance qu'il réclame. Il est fâcheux aussi qu'on ait publié ces *Mémoires* à une époque où la mort de tous les généraux qui ont pu assister au conseil de guerre qu'on dit avoir été convoqué par le général Bonaparte, et celle du grand capitaine lui-même, laissent forcément sans contradicteurs les assertions du maréchal Augereau.

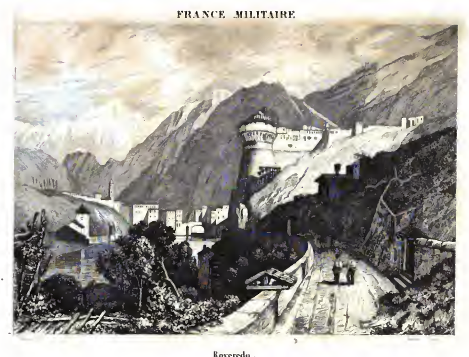
« Il s'agissait, dit il, d'abandonner l'Italie. C'était l'avis du général en chef Bonaparte; mais par cette retraite nous rendions à l'ennemi toutes ses ressources et toute son audace. Il fallait renoncer à nos conquêtes, subir une paix honteuse, ou recommencer la guerre avec toutes les chances défavorables qu'auraient amenées l'abandon de tous nos avantages, de nos meilleures positions, des alliés que nous donnait dans le pays la cause que nous défendions, et plus que tout cela *le découragement général qui déjà s'emparait des soldats,* et dont les témoignages commençaient à se manifester hautement. Moi seul, je le proclame avec une juste fierté, *j'osai tout prendre sur moi; je rendis à l'armée son enthousiasme et son énergie,* et je forçai le général Bonaparte, par mon inébranlable résolution à combattre, à changer ses dispositions de retraite en une attaque qui rétablit tout. »

Augereau rapporte ainsi l'entrevue qu'il eut à Roverbella, le 31 juillet (la date est à remarquer) avec le général Bonaparte :

A trois heures et demie arriva le général en chef. Il descendit chez moi et me fit part de la position des deux armées. Elle n'était pas rassurante pour nous; mais je lui répondis : « Il nous reste de grandes « ressources; souvenez vous que c'est dans cette occasion que vous « reconnaîtrez vos vrais amis. Plus le danger est grand, plus il est « imminent, plus il importe d'en imposer à l'ennemi sans mesurer « ses forces. » Le général Berthier, chef de l'état major général, prit la parole et dit : « Je crois que le général Augereau n'est pas bien in- « formé en ce moment des positions de l'ennemi. — *Je les connais « mieux que vous,* répliquai-je. Au reste ce ne sont plus des paroles « qu'il nous faut, ce sont des faits. » Bonaparte, qui avait gardé quelques instants le silence, le rompit alors et dit : « Que pensez vous « faire pour sauver l'armée? — Ce qu'il faut faire? repris-je, le voici : « rallier les troupes, faire quelques exemples des misérables qui jettent « la terreur dans les rangs, et surtout ne plus parler de retraite : « pour moi, je déclare que je n'en ferai point. La division que je « commande n'a jamais été battue. L'armée autrichienne, dût-elle se « présenter tout entière devant moi, avec de tels hommes je vous « promets de vaincre. J'aime mieux périr en brave à la tête de mes « soldats, que de me déshonorer par une honteuse retraite. Si une « fois cette retraite est ordonnée, il ne sera plus en notre pouvoir de « nous arrêter. Il n'y aura plus d'ordre, plus de discipline; chaque « soldat isolé cherchera son salut dans la fuite; et les paysans soule- « vés assassineront en détail l'armée. Je le répète, je sens combien « notre situation est critique; mais que chaque général fasse serment « de battre l'ennemi ou de périr en brave, et nous aurons tous fait « notre devoir. L'ennemi sera chassé de nouveau, l'Italie sera libre et « la République sauvée. Vous ne pouvez vous dissimuler que toute « l'Europe a les yeux fixés sur nous, et que l'instant où nous aban- « donnerons l'Italie allumera la guerre civile en France. Vous me « dites que l'ennemi s'est emparé du pont de San Marco et de Brescia; « je réponds d'en chasser l'ennemi et de rétablir nos communications « avec Milan et Vérone. Quelques heures de repos suffiront à mes sol- « dats. » — Le général Bonaparte m'interrompit et dit : « Il faut que je « donne l'ordre de faire lever le siége de Mantoue. » — Je combattis vivement cette résolution. Il me paraissait d'une haute importance de ne pas lever le siége de cette place, parce que, disais-je, « dans « quarante-huit heures, nous aurons battu l'ennemi et repris nos po- « sitions. Mantoue est à la dernière extrémité et ne peut plus tenir. Si « le siége est levé, elle sera promptement ravitaillée, et le fruit de « tant de soins et de peines sera perdu. Ces observations si justes ne « persuadèrent pas le général Bonaparte..... »

Nous ne ferons qu'une seule observation sur ce récit, c'est que le 31 juillet Bonaparte n'a pas pu dire à Augereau qu'il *allait faire lever le siége de Mantoue*, puisque ce siége, d'après la dépêche du général en chef de l'armée d'Italie, en date du 18 thermidor an IV, *avait été levé* dans la nuit du 30 au 31 juillet (12 au 13 thermidor. La résolution de le lever a été prise et l'ordre en a été donné dans la journée du 30, à la première nouvelle de l'échec essuyé par Masséna, parce que, dit la dépêche citée, *il n'y avait pas moyen de retarder de six heures.* Toute l'armée était en mouvement sur Brescia le 30 au soir.

Le conseil de guerre, d'après l'étude que nous avons faite de ces cinq grandes journées remplies par tant de grandes combinaisons et d'événements héroïques, nous paraît, *s'il a eu lieu,* avoir dû précéder la levée du siége de Mantoue. Augereau prétend qu'il a été venu à Brescia, le 1[er] août, et là, comme à Roverbella, il fait tenir



Roveredo.





Bonaparte à Lonado



Chevaux de Frise.




NAPOLI



Castiglione







Troupes Autrichiennes



Chevau Leger — *Soldat du Train.*



Régiment Suisse de Rovere.

affaire : « J'étais tranquille, la 32e était là! » La division Masséna prit position à Lonado et à Ponte-San-Marco.

Reprise de Brescia. — Après ce double échec, Quasdanowich, inquiet sur sa communication de Riva, renonça lui-même à disputer Monte-Chiaro à Augereau, et se replia sur Gavardo, portant une réserve sur Nozza, dans la vallée de Sabbia, et donnant ordre d'occuper Salo. La division d'Augereau se porta aussitôt à marche forcée sur Brescia, combattant toujours depuis le passage de la Chiese. Ce général, à la tête de 400 chevaux, tomba même sur la colonne ennemie au moment où elle achevait d'évacuer Brescia. Telle fut la précipitation que cette charge impétueuse imprima à la retraite, que les Impériaux n'eurent pas le temps de toucher aux magasins des Français, qui furent retrouvés intacts. On délivra aussi les officiers et les malades qui avaient été faits prisonniers.

Entrée de Wurmser à Mantoue. — Wurmser enivré de ses premiers succès, s'avançait néanmoins lentement et méthodiquement sur Mantoue, où le 31 août il fit une espèce d'entrée triomphale salué par les acclamations des habitants et de la garnison qui le regardaient comme un libérateur. Son armée prit position le lendemain sur le Mincio. Peschiera fut bloqué par les généraux Bayalitsch et Weindorf. Mezaros fut porté sur le bas Mincio, et la garnison de Mantoue détachée à la poursuite de Serrurier.

Au lieu de presser vivement les Français, Wurmser s'amusa à faire entrer dans la place l'équipage de siége et les approvisionnements qu'ils avaient abandonnés dans leurs positions. Il pensait que le mouvement de Quasdanowich, avait achevé la défaite des Républicains. Mais son erreur fut de courte durée. Il apprit dans la nuit même du 1er au 2 août que son lieutenant avait été battu à Salo, à Lonado et à Brescia. Sentant alors la nécessité de s'en rapprocher, il se porta le 2 à Goïto, poussant ses avant-gardes jusqu'à Castiglione.

Valette abandonne Castiglione à l'ennemi. — Le général Valette avait été chargé avec 1,800 hommes de défendre Castiglione jusqu'à la dernière extrémité. — Ce poste était de la plus haute importance pour l'armée d'Italie; le succès des combinaisons de Bonaparte en dépendait en quelque sorte puisque tant qu'il était occupé par les Français, il empêchait la jonction de Wurmser avec Quasdanowich. — Valette, au lieu de s'acquitter en brave de l'honorable défense qui lui était échue, prit honteusement la fuite le 2 août, à l'approche des Autrichiens et entraîna avec lui la moitié de sa brigade. Il se replia sur Monte-Chiaro où il sema l'alarme annonçant que le reste de sa troupe avait été pris par l'ennemi. Il n'en était rien heureusement. Ces braves, confiants dans leur courage, avaient opéré leur retraite en bon ordre sur Ponte-san-Marco.

Reprise de Salo par les Autrichiens. — Pendant que Wurmser occupait ainsi Castiglione abandonné par Valette, Quasdanowich reprenait Salo. Sauret atta-

au général en chef un langage que celui-ci n'a pas pu tenir. Voici ce qu'il raconte :

« Un conseil de guerre fut convoqué par Bonaparte pour discuter les moyens qu'il était à propos de prendre...

« Dès que le conseil fut assemblé, le général en chef prit la parole et dit : « Citoyens généraux, je vous ai fait appeler afin de nous con- « certer tous ensemble sur les moyens de sauver l'armée. D'après mes « ordres, plusieurs corps de troupes ont déjà effectué leur retraite, « et le général Serrurier a passé le Pô à San-Benedetto, après avoir « levé le siége de Mantoue. Les généraux Masséna et Joubert ont été « contraints de céder à la force et de rendre les postes importants de « la Corona et de Rivoli. Sauret a abandonné Salo, et a opéré sa re- « traite sur Desenzano. Le général de brigade Guyeux tient encore avec « dix-huit cents hommes dans une maison où il s'est retranché; mais « je crains que les communications étant coupées et toutes les res- « sources, tant en munitions de guerre que de bouche, venant à lui « manquer à la fois, il ne puisse résister long-temps. Vous êtes main- « tenant instruits comme moi-même, citoyens généraux, de la position « de notre armée. Je vous demande, après vous avoir fait connaître « que nos communications avec Milan sont rétablies par l'occupation « de Brescia et de San-Marco, si vous croyez convenable de nous re- « tirer sur la rive opposée du Pô, d'y prendre une ligne et d'y rallier « l'armée en nous tenant sur la défensive; ou bien d'attendre l'en- « nemi avec le peu des forces qui nous restent. »

A cette déclaration du général en chef plusieurs généraux répondirent « qu'il serait imprudent en effet de tarder plus long-temps à « effectuer la retraite, qu'il était très sage de prendre une nouvelle « ligne de l'autre côté du Pô, et de garder la défensive jusqu'à ce que « l'armée fût ralliée... » — Le conseil se prononça *unanimement* pour la retraite. Je combattis avec force l'opinion de cette *majorité timide*, et je démontrai « que si l'armée passait le Pô, l'ennemi ayant « pénétré sur trois points il serait facile à celui-ci de nous chasser « jusqu'à ce qu'il nous eût repoussés dans la rivière de Gênes, et que, « après une telle déroute, il serait désormais impossible de mettre de « l'ordre dans la retraite, les forces de l'ennemi étant supérieures de « moitié aux nôtres; que je croyais à la fois plus prudent et plus digne « de l'honneur des armées françaises, de marcher sur le champ contre « l'ennemi avec le peu de troupes qui nous restaient, et de s'efforcer « par tous les moyens de délivrer le général Guyeux et de rétablir nos « communications avec Salo, jusqu'à ce que le général en chef eût « donné, aux divisions qui étaient déjà en retraite, l'ordre de rétro- « grader afin d'attaquer l'ennemi sur tous les points et de reprendre « nos anciennes positions. Quand toutes ces dispositions auront été « prises, ajoutai-je, nous aurons tous fait notre devoir; et si nous « sommes battus, il sera temps encore d'effectuer notre retraite. » Le général D*** s'éleva fortement contre ces dispositions. « Et comment « appuierons-nous notre droite? s'écria-t-il. — Par des baïonnettes, « répliquai-je avec une indignation dont je n'étais plus maître. Au « reste, continuai-je, retirez vous s'il vous plaît, jusqu'à Paris, je ne « m'y opposerai plus; quant à moi, je fais serment de ne pas me « déshonorer par une telle infamie. » Je partis à ces mots et j'allai me jeter sur un lit pour prendre un peu de repos. — Cependant le souvenir de ce qui venait de se passer et l'idée des dangers qui menaçaient l'armée ne cessaient de m'agiter. — Vers deux heures du matin, le général en chef m'envoya un de ses aides de camp pour m'inviter à venir le trouver... Bonaparte ne s'était pas couché, il était inquiet et abattu. « Eh bien! lui dis-je en entrant, qu'avez-vous décidé hier avec « votre conseil de guerre! — Rien, répondit Bonaparte; mais après y « avoir long temps réfléchi, je pense comme vous. Il faut marcher sur « l'ennemi et l'attaquer partout où nous le trouverons. *C'est une « chose résolue.* Vous marcherez sur Monte-Chiaro avec votre divi- « sion; je me porterai avec Masséna sur Lonado; Sauret ira reprendre « ses anciennes positions à Salo et débloquer le général de brigade « Guyeux. » — Alors, transporté de joie, je m'écriai : « Je vous réponds « de la victoire, la fortune ne nous abandonnera pas. »

On remarquera que Bonaparte n'a pas pu dire à Augereau, le 2 *août, à deux heures du matin* : « Sauret ira débloquer le général Guyeux, » puisque (Bonaparte nous l'apprend dans sa dépêche du 19 thermidor) Guyeux, débloqué par son ordre dès le 31 juillet (13 thermidor), a reçu de lui, le 2 août (15 thermidor), l'ordre d'aller reprendre Salo, reprise qui a été effectuée le 3. Il n'a pas pu dire davantage : « *Je me porterai avec Masséna* sur Lonado, » puisque dès la veille la division Masséna avait occupé Lonado. — Quant à cette *majorité timide*, qui excita l'indignation d'Augereau, l'armée d'Italie comptait alors en généraux divisionnaires : Augereau, Masséna, Sauret, Kilmaine, Serrurier, Despinois et Berthier; et en généraux de brigade : Beyrand, Robert, Gardanne, Joubert, Valette, Rampon, Victor, Pigeon, Guillaume, Guyeux, Rusca, Beaumont, Pelletier, Charton, Serviez, Dallemagne, Cervoni, Bertin. — Nous ignorons quels sont ceux qui ont pu former le conseil de guerre; mais de quelque façon qu'on groupe ces noms, il nous paraît difficile de composer une majorité timide.

qué de nouveau par des forces supérieures et croyant que la délivrance de Guyeux avait terminé son rôle de côté, s'était replié devant l'aile droite autrichienne. Aussitôt que Bonaparte eut connaissance de ce mouvement rétrograde, il ordonna au brave Guyeux, d'aller reprendre le poste important qu'il avait illustré par sa belle défense.

Situation de l'armée française. — Combats de Lonado et de Castiglione. — Néanmoins l'armée française se trouvait le 3 août en présence des deux armées ennemies (Quasdanowich à sa gauche et Wurmser sur son front et à sa droite), et le résultat du combat général, qui allait avoir lieu, devait être pour elle, en isolant davantage les deux corps ennemis, de reculer les bornes de l'étroit champ de bataille où elle se trouvait resserrée. Nous allons rapporter la relation claire et brève que Bonaparte a faite de ce combat.

«Le 16 thermidor (3 août), à la pointe du jour, nous nous trouvâmes en présence. Le général Guyeux qui était à notre gauche devait attaquer Salo. Le général Masséna était au centre et devait attaquer par Lonado. Augereau qui était à la droite devait attaquer par Castiglione [1]. L'ennemi, au lieu d'être attaqué, attaqua l'avant-garde de Masséna qui était à Lonado. Déjà elle était enveloppée et le général Pigeon prisonnier. L'ennemi nous avait enlevé trois pièces d'artillerie. Je fis aussitôt former la 18e demi-brigade et la 32e en colonne serrée par bataillon, et pendant le temps qu'au pas de charge nous cherchions à percer l'ennemi, celui-ci s'étendait davantage pour nous envelopper. Sa manœuvre me parut un sûr garant de la victoire. Masséna envoya seulement quelques tirailleurs sur les ailes des ennemis pour retarder leur marche. La première colonne arrivée à Lonado força les ennemis. Le 15e régiment de dragons chargea les Houlans et reprit nos pièces. Dans un instant l'ennemi se trouva éparpillé et disséminé : il voulait opérer sa retraite sur le Mincio. J'ordonnai à mon aide de camp, chef de brigade Junot, de se mettre à la tête de ma compagnie des guides, de poursuivre l'ennemi, de le gagner de vitesse à Desenzano, et de l'obliger par-là à se retirer sur Salo. Arrivé à Desenzano, il rencontra le colonel Bender avec une partie de son régiment de Houlans qu'il chargea. Mais Junot ne voulant pas s'amuser à charger la queue, fit un détour par la droite, prit en front le régiment, blessa le colonel qu'il voulait prendre prisonnier, lorsqu'il fut lui-même entouré; et après en avoir tué six de sa propre main, il fut culbuté, renversé dans un fossé, et blessé de six coups de sabre, dont on me fait espérer qu'aucun ne sera mortel. L'ennemi opérait sa retraite sur Salo. Salo se trouvant à nous, cette division errante dans les montagnes a été presque toute prisonnière. Pendant ce temps-là, Augereau marchait sur Castiglione, s'emparait de ce village. Toute la journée il livra et soutint des combats contre des forces doubles des siennes. Artillerie, infanterie, cavalerie, tout a fait parfaitement son devoir, et l'ennemi, dans cette mémorable journée, a été battu sur tous les points [2].»—Guyeux, repoussant les troupes d'Ott, avait en effet repris Salo pour la troisième fois.—Les restes du corps de Quasdanowich rentrèrent dans leur camp de Gavardo, à l'exception de quelques bataillons détachés qui erraient dans les montagnes, en attendant que les événements du lendemain, décidassent de leur sort.

Les suites de ce double combat où Bonaparte eut en même temps à lutter contre les deux corps d'armée ennemis, devaient être très importantes. L'ennemi perdit vingt pièces de canon, eut 2 à 3,000 hommes tués ou blessés et 4,000 prisonniers parmi lesquels trois généraux. Les Français, par la résistance opiniâtre de leurs adversaires, essuyèrent aussi d'assez fortes pertes. Le général Beyrand, les chefs de brigade Pourailly, Bourgon et Marmet furent tués.

Le sort de l'Italie n'était cependant pas décidé, et Wurmser, malgré ces échecs successifs, n'avait point encore été personnellement battu. Il fallait pour se défaire de ce général, que Bonaparte dispersât d'abord l'armée de Quasdanowich, ou la contraignît à se rejeter dans le Tyrol.

Combat de Gavardo. — Quasdanowich rentre dans le Tyrol. — La réserve, commandée par Despinois et

[1] «Vers les quatre heures de l'après midi (le 2 août) le général en chef arriva à Monte-Chiaro. Il descendit chez moi et me dit : «Je viens «d'apprendre que V*** a abandonné Castiglione sans se battre; qu'il «s'est retiré ici avec une partie de sa troupe, et que l'autre est à San-«Marco.—Cela est vrai, répondis-je; mais j'ignorais la route prise par «le reste de sa brigade.—Je suis sûr qu'elle est à San-Marco... Vous «voyez qu'il n'y a pas à hésiter et qu'il est important d'effectuer la re-«traite.—Et où en est donc la nécessité? croyez-moi; laissez moi faire, «demain matin *je livrerai bataille.* La victoire est d'autant plus «assurée que *nos troupes brûlent de combattre* Je viens de vi-«siter le camp; officiers et soldats, tous ne forment qu'un vœu, c'est «de voir l'ennemi.—Eh bien! visitons-les encore une fois ensemble.» Nous partons aussitôt, accompagnés de mon état-major. A l'instant où nous sortions, les officiers généraux et supérieurs venaient rendre visite au général en chef. Instruits de son dessein, tous s'écrièrent : «Venez dans nos camps, vous y jugerez par vous-même de l'intré-«pidité et du dévouement de la division.» Le général en chef ne put voir sans un profond attendrissement le zèle ardent dont ces braves étaient animés pour la gloire et l'intérêt de l'armée. «Savez vous bien, «mes amis, leur dit-il, que vous avez à combattre vingt-cinq mille «hommes commandés par le général Wurmser?» Un seul cri se fit entendre : «Eh! que nous importe le nombre? général... Avons-nous «jamais compté nos ennemis?... Ne craignez rien, reposez-vous sur «nous et sur notre gloire. Nous sera-t-il plus difficile de sauver l'ar-«mée d'Italie, qu'il nous l'a été de sauver celle des Pyrénées?» Le général en chef ne put entendre sans admiration l'expression d'un si généreux dévouement; il sentit renaître la confiance et sortit suivi de son état major et des officiers qui s'étaient rendus auprès de lui. Arrivé au camp, il vit la division rangée en bataille et sans armes devant le front de bandière. *Vive la République! vivent nos braves généraux!* s'écria-t-on de toutes parts. *A l'ennemi! point de retraite!* Quelques volontaires sollicitèrent et obtinrent la permission de sortir de leurs rangs pour parler à Bonaparte. Ils se présentèrent à lui, et lui dirent : «Général, nous avons tous juré d'être «tués sur ces hauteurs (en désignant de la main les hauteurs de Cas-«tiglione). — Eh bien! répondit le général en chef, avec de braves «gens tels que vous je sens qu'il est impossible d'être battu. Oui, vous «attaquerez l'ennemi, et vous serez encore une fois vainqueurs.» — A l'instant Bonaparte fit réunir les débris de la 18e demi-brigade. Le général V*** fut appelé et suspendu de ses fonctions à la tête des troupes, pour avoir lâchement abandonné son corps et avoir ainsi compromis la sûreté de l'armée. Généraux, officiers, soldats, tous applaudirent à cet acte d'une justice rigoureuse mais nécessaire. Le général en chef se retira ensuite aux cris mille fois répétés de *vive la République! à l'ennemi!* (*Mémoires* d'Augereau.)

[2] Ce rapport, plus remarquable par sa clarté que par l'élégance du style, ne parle pas des forces que les Français avaient en tête. Dans des notes dictées par Napoléon à Sainte-Hélène, nous lisons qu'Augereau eut à combattre 18 000 hommes; Masséna n'eut affaire qu'à une partie du corps de bataille de Wurmser, établi à Lonado, et qui s'élevait à 30,000 hommes.

formée des troupes qu'il avait été possible de tirer de la Lombardie, avait reçu l'ordre de se porter par les montagnes sur la Chiese, afin de tourner la droite de Quasdanowich, campé à Gavardo. L'adjudant général Herbin gagna en conséquence, avec une petite colonne, le Mont-Saint-Ozette qui domine Gavardo, et s'empara de ce poste en chassant deux bataillons autrichiens qui l'occupaient. Le général Dallemagne s'était avancé seul, avec un bataillon de la 11e demi-brigade, jusqu'au village de Gavardo; mais il manqua d'être pris.

Bonaparte envoya alors à Salo le général Saint-Hilaire, pour appuyer les mouvements de Guyeux contre Quasdanowich. Ce dernier, qui ne s'attendait qu'à être attaqué du côté de Lonado, faillit être enlevé dans son camp. Se voyant alors sérieusement compromis par Saint-Ozette et Salo, il évacua Gavardo après un rude combat, et remonta le Val-Sabbia par Volarno, pour se retirer sur Riva, laissant le prince de Reuss en arrière-garde sur le lac d'Ydro, vers Rocca-d'Anfo et Lodrone. L'armée française se trouva ainsi définitivement débarrassée de ce corps d'armée menaçant non moins par sa force que par sa direction stratégique.

Surprise et présence d'esprit de Bonaparte à Lonado. — Cependant, si la fortune seconda dans cette conjoncture les combinaisons de Bonaparte, elle lui faisait courir au même instant, au milieu même de son quartier général, le plus grand danger. Une partie de la division Masséna venait de quitter Lonado pour appuyer l'attaque contre Quasdanowich. Le général en chef n'avait conservé avec lui que 1,200 hommes. Tout à coup il apprend que la ville est cernée; un parlementaire autrichien arrive pour le sommer de se rendre. La présence d'esprit de Bonaparte le sauva : il jugea par la position des affaires que ce corps devait être un des débris de celui battu la veille à Lonado et rejeté sur Desenzano, qui après avoir vainement essayé de rejoindre Quasdanowich cherchait à se rabattre du côté de Wurmser. Il fit introduire le parlementaire au milieu de tout son état-major. Là, il lui fit débander les yeux, et d'un ton irrité : «Monsieur, lui dit-il, allez dire à celui qui vous envoie que s'il a la prétention de prendre le général en chef de l'armée d'Italie, il n'a qu'à avancer. Il doit savoir que je suis à Lonado avec l'armée républicaine. Je le rends responsable, lui et tous les officiers généraux et supérieurs de sa division, de l'insulte personnelle qui m'est faite. Dites-lui que, si dans huit minutes sa division n'a pas posé les armes, je fais tout fusiller.» Le parlementaire étonné retourne auprès de son général. – Tout, à Lonado, se prépare pour l'attaque. Le chef de la colonne autrichienne désire être entendu : il propose de se rendre et veut capituler. «Non, répond Bonaparte, vous êtes prisonniers de guerre.» Le général ennemi hésite : Bonaparte donne l'ordre de faire avancer les grenadiers, l'artillerie et d'attaquer. Celui-ci, effrayé, s'écrie alors : «Nous sommes tous rendus.» La colonne qui posa ainsi les armes devant Bonaparte était forte de 4,000 hommes d'infanterie, de 500 de cavalerie, et deux pièces d'artillerie.

Bataille de Castiglione. — Le jour de la bataille décisive était enfin arrivé. Le génie de Bonaparte avait repris ses avantages, et il n'y avait pas à craindre qu'il se les laissât enlever de nouveau. Certain que Quasdanowich, repoussé dans les montagnes du Tyrol, était neutralisé, et ne redoutant pas que Wurmser, après le premier échec de Castiglione, tentât un mouvement sur le Pô, il avait ordonné au général Fiorella, commandant par intérim la division Serrurier, de revenir vers le Mincio, afin de prendre part à la bataille. Ce général, s'avançant par Guirdizzolo, devait couper la route de Mantoue à Brescia, et attaquer l'ennemi sur la gauche au moment où l'armée républicaine l'assaillerait de front. Après une marche de nuit, Fiorella se trouvait déjà près de Guirdizzolo à six heures du matin.

Augereau, dès la pointe du jour, s'était formé sur deux lignes en avant de Castiglione, ayant Masséna sur sa gauche, et la réserve de Kilmaine sur sa droite. L'armée de Wurmser, formée aussi sur deux lignes, était à portée de canon en avant de Solferino, village au-delà duquel s'étendait un peu sa droite. Une redoute avait été construite au mamelon de Medolano, où s'appuyait sa gauche.

Bonaparte, afin de détourner l'attention de l'ennemi de la marche de Fiorella, et de donner à ce dernier le temps de se mettre en ligne, commença à faire opérer sur le front des Impériaux une fausse attaque. Ceux-ci la repoussèrent aisément. Ils manœuvraient en même temps par leur droite pour déborder la gauche de Masséna, dans l'espoir de rétablir, par les bords du lac de Garda, leurs communications avec Quasdanowich, dont ils ignoraient la retraite. Cette manœuvre servait les desseins de Bonaparte, dont le principal effort devait se porter sur la gauche de Wurmser.

Dès que le général en chef vit Fiorella aux prises avec la gauche de l'ennemi, il ordonna à l'adjudant général Verdière de se porter sur la redoute de Medolano avec trois bataillons de grenadiers et un régiment de chasseurs à cheval. Cette attaque fut soutenue par le chef de bataillon Marmont, son aide de camp, qui se porta sur le même point de la plaine de Medolano, avec douze pieces d'artillerie. Verdière, à la faveur de cette batterie qui prenait l'ennemi en écharpe, s'avança sur la redoute et s'en rendit maître. La cavalerie du général Beaumont dirigea aussi sur ce point son principal effort, et ne tarda pas à opérer sa jonction avec Fiorella. Pendant ces mouvements, la droite et le centre étaient vivement pressés par Masséna et par Augereau.

Telle avait été la précision et la rapidité de l'attaque dirigée sur la gauche, que Wurmser ne s'en était douté qu'au moment où le résultat de la manœuvre de Fiorella était déjà décisif. Le général autrichien, tout à coup enveloppé, manqua même d'être pris dans son quartier général par le 7e régiment de hussards. Il ne fut sauvé que par une charge désespérée des dragons autrichiens, qui lui donna le temps de monter à cheval et de se sauver.

Une partie de la cavalerie et la seconde ligne de l'infanterie autrichienne, qui s'étaient portées sur Cavriana, contre Fiorella, se trouvaient vivement ramenées sur le centre. Les hauteurs et la tour de Solferino, opiniâtrément défendues, furent enlevées par les 4e et

6e demi-brigades, conduites par l'adjudant général Leclerc. Wurmser, ainsi pressé, était menacé d'être jeté dans l'angle que forment le Mincio et le lac de Garda, vers Peschiera. Il ne pouvait trouver de salut que dans une prompte retraite. Il s'y résigna, et quoique vivement harcelé par la cavalerie de Beaumont, et la division de Fiorella, il se hâta de mettre entre lui et son habile adversaire la barrière du Mincio, dont il coupa les ponts. — Les Français, harassés de fatigue, vinrent se mettre aussi en bataille le long de la rivière: Augereau près de Pozzolongo, Kilmaine à sa gauche; Masséna, au centre, devant Castellaro; enfin la division Serrurier dans la plaine en arrière de Borghetto.

Cette victoire, que Bonaparte dut moins à des combats qu'à ses manœuvres, ne coûta à l'ennemi que 3,000 hommes tués, blessés ou prisonniers, une perte de vingt canons et de cent vingt caissons. La perte des Français fut peu considérable; ils n'eurent à regretter parmi les officiers de marque que l'adjudant général Frontin.

Combat de Peschiera.—Quelques auteurs ont reproché à Bonaparte de n'avoir pas déployé à Castiglione la même activité dont il avait fait preuve au début de la campagne, et de n'avoir pas profité complétement de la situation critique de Wurmser, pris en quelque sorte entre le lac de Garda et la division Fiorella. Ce reproche est injuste; il faut tenir compte à l'armée et au général de ce qu'ils avaient fait depuis cinq jours, et songer que les forces humaines ont des bornes qu'on ne peut dépasser. Il ne paraît pas cependant que le général en chef de l'armée d'Italie se soit endormi sur ses lauriers, car dès le lendemain, 6 août, pour ne pas laisser au général autrichien le temps de rassembler ses colonnes éparses, il résolut de l'attaquer. Il fallait, pour effectuer cette attaque, passer le Mincio, derrière lequel Wurmser s'était retiré: sa gauche à Mantoue, sa droite à Peschiera, et son centre à Valeggio.

Augereau, pour contenir les Autrichiens, engagea de Borghetto une vive canonnade sur Valeggio. A l'aide de cette démonstration, Masséna, traversant Peschiera, tomba vigoureusement sur le camp que l'ennemi commençait à retrancher devant cette place et l'emporta. Victor, à la tête de la 18e demi-brigade, se distingua particulièrement dans cette affaire, où l'ennemi perdit 500 hommes et dix pièces de canon. Si les Français disséminés le long du Mincio eussent pu prendre part à ce combat, en débouchant de Peschiera, la droite de Wurmser aurait probablement été accablée et détruite.

Retraite de Wurmser.—L'armée française reprend ses positions.— Après ce nouvel échec, Wurmser, craignant de perdre ses communications avec le Tyrol et Quesdanowich, se replia sans engager d'affaire sérieuse. Masséna le suivit sur Rivoli pour y reprendre ses anciennes positions; Augereau et Serrurier passèrent le Pô, l'un à Peschiera, l'autre à Valeggio, et se dirigèrent sur Vérone, où ils arrivèrent le 7 à dix heures du soir. Bonaparte, refusant au provéditeur un délai de deux heures demandé afin de faciliter la fuite des Autrichiens, fit enfoncer les portes à coups de canon. Masséna, de son côté, reprenait Rivoli à Bayalitsch, auquel il enlevait toute son artillerie. La division Serrurier rétrograda de Vérone sur Marmirolo, et revint devant Mantoue. La perte du parc empêchait d'en continuer le siége; on se contenta d'abord de bloquer la place, même d'assez loin, puisque la garnison, restée en possession de Seraglio, poussait des patrouilles jusque sur le Tartaro et l'Oglio. Le commandement des troupes du blocus fut confié par Bonaparte au général Sahuguet.

Tous les postes impériaux par où Wurmser et Quasdanowich, qui s'étaient réunis de nouveau, auraient encore pu déboucher dans le Tyrol, leurs furent enlevés vers le 12 avec des pertes plus ou moins fortes en hommes et en artillerie, en sorte que par ces petites affaires, complément indispensable de la bataille de Castiglione, les deux armées se trouvaient à peu près dans les mêmes positions qu'à la fin du mois précédent. Mais les Autrichiens étaient surpris et découragés de leur défaite, et les Républicains, glorieux de leurs succès, étaient animés d'une nouvelle ardeur et d'une confiance sans bornes. Des résultats plus décisifs encore devaient suivre les premiers et glorieux triomphes du jeune conquérant de l'Italie.

RÉSUMÉ CHRONOLOGIQUE.

1796.

15 JUILLET. Wurmser remplace Beaulieu.

29 — L'armée impériale se met en mouvement.—Combat de la Corona.—Premier combat de Salo.

30 et 31 — Levée du siége de Mantoue. — Prise de Brescia par les Autrichiens.

31 — Combat de Lonado.—Deuxième combat de Salo. — Délivrance du général Guyeux.

1er AOUT. Combat et reprise de Brescia.—Entrée de Wurmser à Mantoue.

2 — Valette abandonne Castiglione. — Reprise de Salo par les Autrichiens.

3 — Reprise de Salo par les Français. — Deuxième combat de Lonado. — Combat de Castiglione.

4 — Combat de Gavardo.—Bonaparte est surpris à Lonado.

5 — Bataille de Castiglione.

6 — Combat de Peschiera.

7 — Reprise du blocus de Mantoue.

A. HUGO.

On souscrit chez DELLOYE, Éditeur, place de la Bourse, rue des Filles-Saint-Thomas, 13.

Paris. — Imprimerie et Fonderie de RIGNOUX et Ce, rue des Francs-Bourgeois-Saint-Michel, 8.

ARMÉE D'ITALIE. — CONQUÊTE DU TYROL ITALIEN.

VICTOIRES DE ROVEREDO, DE BASSANO. — BLOCUS DE WURMSER DANS MANTOUE.

SOMMAIRE.

Situation des deux armées.—Nouveau plan des Autrichiens.—Plan de Bonaparte.—Combats de Serravalle, de San-Marco et de Mori.—Bataille de Roveredo.—Prise de Trente.—Organisation du gouvernement tyrolien.—Combat de Lavis.—Marche par la vallée de la Brenta.—Combat de Primolano.—Combat de Covolo.—Infructueuse attaque de Vérone par les Autrichiens.—Bataille de Bassano.—Retraite de Wurmser sur Mantoue.—Combat de Cerea.—Combat de Villa-Impenta.—Entrée de Wurmser à Mantoue.—Reprise de Legnago.—Combat de la Favorite.—Surprise et combat de Due-Castelli.—Bataille de Saint-Georges.

ARMÉE RÉPUBLICAINE.	ARMÉE IMPÉRIALE.
Général en chef. — BONAPARTE.	*Général en chef.* — WURMSER.

Situation des deux armées. — L'armée d'Italie, affaiblie par ses propres triomphes, avait reçu de France, notamment de l'armée des côtes de l'Océan, un renfort de quelques bataillons qui s'augmenta de 3,000 prisonniers échangés contre un pareil nombre d'Autrichiens. Cet accroissement de forces était loin cependant de celui que Wurmser tirait du Tyrol et de l'Illyrie, premiers secours suffisants pour que ce général, malgré ses pertes récentes à Lonado et à Castiglione, pût se maintenir aux portes de l'Italie, et y attendre les troupes nombreuses qui arrivaient à marches forcées de l'intérieur de la monarchie autrichienne, et avec lesquelles il comptait reprendre l'offensive.

Chassé par Masséna, dans les premiers jours d'août, des postes de Montebaldo, de la Corona et de Preabocco, où il s'était retiré après le combat de Peschiera, le vieux maréchal avait d'abord pris position à Ala; mais il cessa de s'y croire en sûreté lorsque, marchant par la rive occidentale du lac de Garda, Saint-Hilaire eut enlevé au prince de Reuss Rocca-d'Anfo et Lodrone; il craignit que les Français ne se portassent rapidement sur Trente, et quitta Ala le 13 août, afin de se rapprocher de la capitale du Tyrol italien. La crainte d'être tourné par quelques bataillons lui fit ainsi abandonner, avec 40,000 hommes, une position forte et avantageuse pour occuper, autour de Trente, une ligne étendue et trop morcelée pour n'être pas exposée à d'inévitables défaites.

Nouveau plan des Autrichiens. — La Cour d'Autriche n'avait pas encore compris le secret de ses défaites en Italie, que les victoires du prince Charles en Allemagne auraient dû lui révéler. Elle consultait tous les plus habiles généraux allemands pour établir un nouveau plan de campagne qui ramenât la victoire sous ses drapeaux. Le général du génie Lauer jouissait d'une ancienne et haute réputation, il fut adjoint à Wurmser en qualité de chef d'état-major, et chargé d'un plan d'où l'on attendait enfin la délivrance de Mantoue. D'après ces nouvelles combinaisons, Davidowich devait rester dans le Tyrol avec les milices du pays et avec 20,000 hommes répartis en quatre divisions auxquelles étaient assignées des positions qui devaient rendre tout-à-fait nul leur concours aux opérations que Wurmser allait entreprendre. Ainsi Graeffer, avec 3,500 hommes formant la première division, avait ordre de couvrir le haut Tyrol du côté du Vorarlberg; Laudon, avec la seconde, forte de 3,000, observait les débouchés de la Valteline; le prince de Reuss, avec la troisième, de 3,500, gardait le nord du lac de Garda; enfin la division principale, de 8,600 hommes, composée des troupes réunies de Wukassowich et de Sporck, dut prendre position dans la vallée de Roveredo.

Wurmser, avec les divisions Sebottendorf, Quasdanowich et Mezaros, fortes ensemble de 26,000 hommes, devait descendre à Bassano par les vallées de Sugana et de la Brenta, puis s'emparer des ponts de Legnago pour se porter de là sur Mantoue, pendant que Davidowich se tiendrait prêt à descendre l'Adige et à déboucher du Tyrol sur les derrières des Républicains, dans le cas où ceux-ci se porteraient sur la gauche des Impériaux. On espérait, en manœuvrant ainsi, forcer Bonaparte à abandonner la contrée entre l'Adige et le Mincio, et, sans livrer bataille, rétablir la communication avec Mantoue. Ce plan, fruit des plus profondes combinaisons des plus profonds génies allemands, était à peu près le même que celui formé par le maréchal seul, environ un mois auparavant; seulement il était plus mauvais, car il en avait tous les inconvénients sans en offrir les avantages.

Plan de Bonaparte. — Quoique Bonaparte ne fût pas encore informé de la marche de Wurmser sur Bassano, une reconnaissance sur le front de la ligne ennemie lui ayant fait remarquer les positions décousues occupées par l'armée impériale, il résolut, suivant sa tactique habituelle, de se défaire d'abord de Davidowich, se promettant d'avoir ensuite bon marché de Wurmser. — Le plan de Lauer était donc déconcerté dès le premier mouvement tenté pour son exécution, ou plutôt il n'était pas possible que les Impériaux manœuvrassent dans un sens plus favorable aux desseins de Bonaparte.

L'armée d'Italie venait d'être réorganisée : Vaubois, remplacé à Livourne par Serrurier, avait pris le commandement des 11,000 hommes de l'aile gauche, campés sur la rive occidentale du lac de Garda; Augereau formait la droite avec 9,000 combattants, et Masséna le centre avec 13,000; le corps de blocus de Mantoue, de 10,000 hommes, était sous les ordres de Sahuguet; Kilmaine, avec sa faible division, renforcée de deux bataillons, était chargé de défendre Vérone et d'éclairer le Bas-Adige; la police devait être maintenue à Brescia et sur les derrières par deux ou trois bataillons attendus de l'armée des Alpes et réunis aux dépôts de l'armée, placés sous le commandement du général Sauret.

Combats de Serravalle, de San-Marco et de Mori. —L'armée d'Italie se mit en mouvement pour attaquer Davidowich, le 2 septembre, au moment même où l'armée impériale, conduite par Wurmser, partait de Trente pour descendre la vallée de la Brenta, et mettre à exécution les nouveaux projets de l'Autriche. Pendant que Bonaparte allait s'enfoncer dans le Tyrol, le maréchal pouvait traverser l'Adige et venir accabler le corps de blocus de Mantoue; l'armée française avait donc à agir avec la plus extrême célérité et la plus stricte précision.

La division Vaubois se trouvait sur la droite du lac de Garda, depuis qu'elle avait chassé le prince de Reuss de la Rocca-d'Anfo et de Lodrone; elle reçut l'ordre de déboucher dans la vallée de l'Adige par Riva et Torbole; son avant-garde, commandée par Saint-Hilaire, culbuta l'ennemi au pont de la Sarca. La brigade Guyeux dut s'embarquer à Salo pour venir se réunir à Vaubois, à Torbole. Dans le cas où son débarquement aurait éprouvé des obstacles, elle avait ordre de rabattre à sa droite sur Malsesena et la vallée de l'Adige pour se réunir au général en chef et aux troupes du centre. — Masséna, qui commandait le centre, passa l'Adige à Polo et arriva le 3 à Ala, sur la grande route de Trente.—Ce mouvement, un peu étendu et exécuté par les deux rives du lac, aurait pu entraîner des suites graves avec un ennemi plus actif et plus audacieux que Davidowich. Toutes les divisions devaient se réunir à Serravalle. Leur mouvement fut appuyé par Augereau qui, avec sa division, partit le 2 de Vérone et se porta à droite sur les montagnes de Molare, entre Lugo et Rovere, pour observer Vicence et Bassano, et donner au besoin la main à Masséna.

L'avant-garde de Masséna culbuta, dans la soirée du 3 septembre, les avant-postes autrichiens, d'Ala sur Serravalle et San-Marco, où Wukassowich se fortifia dans une position formidable qui domine les deux rives de l'Adige. Une partie du corps de ce général se trouvait précisément postée vers Canzano, à l'embranchement du chemin par où devait arriver la division Vaubois. Comme Vaubois devait se trouver le 4 à la hauteur de Serravalle, il fallait, pour qu'il pût déboucher, s'emparer de Canzano sur-le-champ. Le général Pigeon, chargé par Masséna de se rendre maître de ce village, culbuta l'ennemi après un assez rude combat, dans lequel il fit 200 prisonniers.

Augereau prit position le 4 sur les hauteurs qui longent la vallée d'Arsa, couvrant ainsi le flanc droit de Masséna; celui-ci devait attaquer San-Marco dès que les têtes de colonne de Vaubois se montreraient. Les deux partis étaient en présence le 4, à la pointe du jour. Les défilés presque inexpugnables de San-Marco, sur l'Adige, étaient gardés par une division ennemie; une autre occupait le camp retranché de Mori. Le général Pigeon gagna les hauteurs à gauche de San-Marco, avec l'avant-garde de Masséna; la 18e légère, conduite par l'adjudant général Sornet, attaqua les Autrichiens en tirailleurs, et la 18e de ligne, aux ordres du général Victor, formée en colonnes serrées par bataillons, perça l'ennemi par le grand chemin au moment où Vaubois assaillait le camp de Mori.

L'ennemi se défendit pendant deux heures avec un incroyable acharnement; l'avantage de sa position balançait son infériorité numérique. Il commença enfin à plier : Bonaparte ordonna au général Dubois de se mettre à la tête du 1er régiment de hussards et de pousser vivement les Impériaux. Dans cette charge brillante, qui eut un succès complet, Dubois, dont un des aides de camp venait d'être tué, tomba lui-même mortellement frappé de trois balles. Bonaparte, qui parcourait alors le champ de bataille, arriva près de lui; ce brave général, se soulevant avec peine, s'adressa au général en chef, et lui serrant la main : « Je « meurs pour la République, dit-il; mais avant que « j'expire, faites que j'aie le temps de savoir si la vic- « toire est complète. » Son vœu fut exaucé : il ne succomba que deux heures après la retraite des Autrichiens sur Roveredo.

Vaubois n'avait pas été moins heureux que Masséna; il avait forcé le camp de Mori et poursuivait alors opiniâtrément, sur la rive droite de l'Adige, les ennemis qu'il avait eus à combattre.

Bataille de Roveredo. — Prise de Trente. — Il était une heure après midi, et l'ennemi se trouvait en déroute sur tous les points. Wukassowich, qui s'était replié sur Roveredo, y fut presque aussitôt assailli par la brigade Victor, qui entra au pas de charge dans la grande rue. Les Impériaux furent encore contraints de reculer, laissant après eux un grand nombre de morts et de prisonniers. A peine cette retraite avait-elle commencé, que le général Rampon se porta, suivi de la 32e demi-brigade, entre l'Adige et Roveredo. Wukassowich, ainsi assailli, reçut l'ordre de rejoindre son général en chef Davidowich, dont le corps de bataille était posté à Calliano. Il n'en poursuivit pas moins sa retraite avec beaucoup d'ordre, profitant de toutes les difficultés du terrain et de chaque défilé pour tenir tête aux troupes républicaines. Quoique sa troupe se battît seule depuis trois jours, on n'était encore parvenu à lui enlever que trois pièces de canon et environ 1,000 prisonniers.

Masséna ayant rallié ses brigades, leur donna, en avant de Roveredo, resté au pouvoir des Français, quelques moments de repos dont Bonaparte profita pour reconnaître la position et les mouvements de l'ennemi.

Les soldats de Wukassowich, harassés, venaient enfin d'opérer leur réunion avec les troupes de Davidowich qui, bien reposées, étaient en position pour défendre la gorge presque inexpugnable de Calliano. Cette position consiste en une hauteur resserrée entre l'Adige et des montagnes à pic qui forment un défilé d'environ quarante toises de largeur. Ce défilé est fermé par un village, un château élevé et une forte muraille qui, partant de la montagne, se termine à la rivière. Toute l'artillerie autrichienne était disposée de manière à battre le chemin, le seul qui conduise à Trente.

Le général en chef se convainquit en un instant qu'on ne pouvait enlever une aussi formidable position que par une attaque vive, impétueuse, et en profitant autant de la surprise de l'ennemi que des premières

impressions produites par l'arrivée des troupes fugitives de Wukassowich. Il n'y avait pas un moment à perdre; les dispositions d'attaque furent faites à l'instant. Le général Dommartin eut ordre de faire avancer huit pièces d'artillerie légère sur un plateau d'où l'on pouvait battre la gorge en écharpe; Pigeon fut envoyé sur la droite avec quelques bataillons, et 300 tirailleurs se portèrent sur les bords de l'Adige pour commencer la fusillade; trois demi-brigades, protégées par ces dispositions, se formèrent en colonne serrée par bataillon, et pénétrèrent dans le défilé, l'arme au bras. Ebranlés par le feu meurtrier de l'artillerie et par la hardiesse des tirailleurs qui, s'approchant de plus en plus, allaient les fusiller presque à bout portant, les Autrichiens ne résistèrent pas au choc des colonnes d'attaque. L'une tourna l'ennemi en cotoyant l'Adige, l'autre gravit des rochers presque inaccessibles. Pressé de front et en flanc, le général autrichien abandonna l'entrée de la gorge. Ce mouvement rétrograde répandit à l'instant la terreur sur toute la ligne, qui se rompit et s'enfuit en désordre vers Trente. L'infanterie, victorieuse, se mit au pas de course à la poursuite des Autrichiens; la cavalerie la précédait. A la tête de cinquante hussards, le capitaine Lemarrois, aide de camp de Bonaparte, s'élança vers la tête de toute la colonne ennemie, pour lui couper la retraite. Emporté par trop d'ardeur, il se fit d'abord jour à travers cette colonne; mais bientôt enveloppé lui-même, il fut renversé, foulé aux pieds et couvert de blessures. Les braves qui l'accompagnaient furent également entourés et sabrés. Le 1er régiment de hussards était accouru pour délivrer ses camarades; il parvint à repousser l'ennemi et à dégager le brave Lemarrois, couvert de sang et de poussière. Le colonel du 1er régiment fut tué.

Le capitaine Bessières, de la compagnie des guides à cheval, avait suivi le mouvement de Lemarrois. Ayant aperçu deux pièces de canon et un obusier qui, fuyant au galop, allaient parvenir à s'échapper, il s'élança pour s'en emparer, suivi seulement de quatre cavaliers, dont deux furent tués. Une lutte corps à corps s'engagea entre lui et l'officier qui commandait ces pièces; mais son cheval ayant été renversé par une profonde blessure, il sauta sur un des canons et y fit le coup de sabre avec les Autrichiens. Deux brigadiers des guides se précipitèrent pour le dégager. Ces deux intrépides soldats sabrèrent les canonniers sur leurs pièces, mirent en fuite l'escorte, et remportèrent le double triomphe de sauver leur capitaine et de se rendre maîtres des trois pièces. Bessières fut fait chef d'escadron, et les deux brigadiers maréchaux des logis. Ce fut en mémoire de ce trait de bravoure héroïque que Bonaparte attacha un obusier et deux pièces de canon à sa compagnie des guides.

La déroute avait été complète, et Davidowich put à peine rassembler la moitié de son corps d'armée sous les murs de Trente. Outre les tués et les blessés, les Autrichiens perdirent, dans les journées du 3 et du 4 septembre, 8,000 prisonniers, vingt-cinq pièces de canon, cinquante caissons, sept drapeaux, etc.

Vaubois passa l'Adige dans la nuit du 4 au 5 et se réunit à Masséna qui, toujours poursuivant l'ennemi, entra le 5 dans Trente, à huit heures du matin, après un échange de quelques coups de canon avec l'arrière-garde autrichienne.

Organisation du gouvernement tyrolien.—Masséna prit position à Trente, et Vaubois, qui avait reçu l'ordre d'accélérer sa marche, y arriva également vers le milieu du jour. Les deux divisions campèrent en avant de cette ville. Là, Bonaparte apprit le mouvement de Wurmser sur Bassano; il prit à l'instant la résolution de le poursuivre par les gorges de la Brenta, dont ses récents succès venaient de lui livrer les issues supérieures.

Suivant son usage, il s'était fait précéder dans le Tyrol d'un manifeste tendant à séparer les habitants de la cause impériale.—Il semblerait, d'après sa proclamation, qu'un grand nombre de Tyroliens, plus attachés aux intérêts de leur pays qu'à ceux de l'Autriche, avaient sollicité, pour obtenir une paix plus prompte, la protection du général en chef de l'armée d'Italie. Le Tyrol passait néanmoins pour être le plus dévoué des États héréditaires de la maison de Hapsbourg. — Bonaparte, avant de quitter Trente, y organisa un nouveau gouvernement à l'instar de ceux d'Italie: il transporta au Conseil aulique de Trente les droits de la souveraineté et décida que tous les actes se feraient à l'avenir au nom de la République française, à laquelle ce conseil fut tenu de prêter serment.

Combat de Lavis. — La route que Bonaparte allait suivre pour atteindre Wurmser, aurait pu être fortement inquiétée par Davidowich; celui-ci, après la bataille de Roveredo, avait pris position derrière le Lavis. Le général français résolut de l'en chasser afin de le repousser loin des gorges du Tyrol. Les deux divisions françaises reprirent donc les armes. Bonaparte marcha lui-même à l'avant-garde pour diriger cette nouvelle attaque. On arriva le soir à six heures en présence de l'ennemi.

La position de Davidowich derrière le torrent de Lavis, était vraiment formidable: on ne pouvait y arriver que par un pont dont le débouché était défendu par l'artillerie qui l'enfilait dans sa longueur et le croisait dans tous les sens. C'était comme au pont de Lodi; les soldats ne jugeant pas l'obstacle plus insurmontable, se disposèrent à le franchir au pas de charge; mais les premières explosions de mitraille enlevant des files entières dans ces rangs pressés, portèrent le désordre dans la première attaque, et l'avant-garde rétrograda.

L'arrivée de la tête de la division Vaubois permit à Bonaparte de faire une nouvelle tentative. Cette fois, les batteries ennemies furent impuissantes; de nouveaux soldats remplaçaient à l'instant ceux que la mitraille avait abattus. Dallemagne, avec la 25e demi-brigade, franchit le pont l'arme au bras, au pas de charge, et força le village de Lavis, couvert de retranchements; Murat, de son côté, traversait le torrent à gué avec un détachement du 10e chasseurs, portant de l'infanterie en croupe; l'adjudant général Leclerc, avec

trojs ebasseurs, et le colonel des Allobroges Dessaix, avec douze carabiniers, passèreot le Lavis et, tournant l'enneml, s'embusquèrent à une demi-lieue au-delà dans un chemin où il devait passer; mais Davidowich s'était déjà enful sur Salurn et Neumark; 100 hussards et 300 fantassins qui le suivaient donnèrent dans l'étroit défilé où se trouvaient Leclerc et Dessaix, dont la résistance les arrêta. La nuit était obscure et leur cachait le nombre de leurs ennemis; ils mirent bas les armes devant ces dix-sept Français. Un étendard du régiment des hussards de Wurmser fut pris dans cette occasion [1].

Marche par la vallée de la Brenta. — Combat de Primolano. — La division Augereau, qui avait rencontré d'insurmontables obstacles sur les hauteurs entre Lugo et Rovere, était redescendue dans la vallée de l'Adige, où elle avait reçu l'ordre de marcher sur Levico, route de Trente à Bassano. Vaubois fut laissé en observation sur le Lavis, pour mettre Vérone ainsi que la grande route de Mantoue à l'abri des tentatives de Laudon, et contenir les débris de l'aile droite de Wurmser. Cette aile aurait dû se rallier au corps principal dans la vallée de la Brenta, en laissant à Laudon, renforcé de 8,000 Tyroliens, le soin de couvrir l'Adige et la route de Brenner. Sa retraite excentrique sur Neumark était une faute d'autant plus grave, que sa jonction avec Wurmser eût porté à 62,000 hommes l'armée du général en chef, qui n'avait à lutter que contre les divisions Augereau et Masséna, fortes tout au plus de 20,000.

Wurmser agit sans doute conformément à ses instructions, qui lui prescrivaient de marcher sur Mantoue par la Brenta, afin d'empêcher que le théâtre de la guerre ne fût transporté de l'Italie sur le Danube; mais en jugeant sa conduite d'après les règles de la stratégie, on voit qu'il ne se montra guère plus sage que son lieutenant. Son avant-garde, sous Mezaros, s'était portée le 6 septembre jusqu'à Saint-Olmo, au-delà de Vicence, poussant des postes jusqu'à Montebello, tandis que lui-même, avec le corps de bataille, était encore à Bassano. La marche sur Mantoue, déjà hasardeuse par elle-même, le devenait encore plus depuis l'échec de Davidowich; elle n'eût offert d'apparence probable de succès qu'autant que l'armée entière et non pas seulement deux divisions y eussent été employées.

Bonaparte, se rabattant sur Bassano par les gorges de la Brenta, dirigea le 6 la division Augereau de Levico sur Borgo-di-Val-Sugana et Ospetsletto; Masséna suivit, de Trente, la même direction. Un corps de Croates, sous les ordres du colonel Cavasini, couvrait la vallée de la Brenta au pas de Primolano; sa gauche appuyait à la Brenta, et sa droite à des montagnes à pic. Ce corps, destiné à lier les communications entre les deux ailes de l'armée impériale, fut rencontré le 7 au matin par l'avant-garde d'Augereau, commandée par le général de brigade Lanuse. Celui-ci fit sur-le-champ ses dispositions d'attaque: la 5ᵉ légère s'avança en tirailleurs sur les flancs des Croates, que la 4ᵉ de ligne assaillit de front en colonne serrée, sous la protection de l'artillerie légère. Le village fut aussitôt emporté.

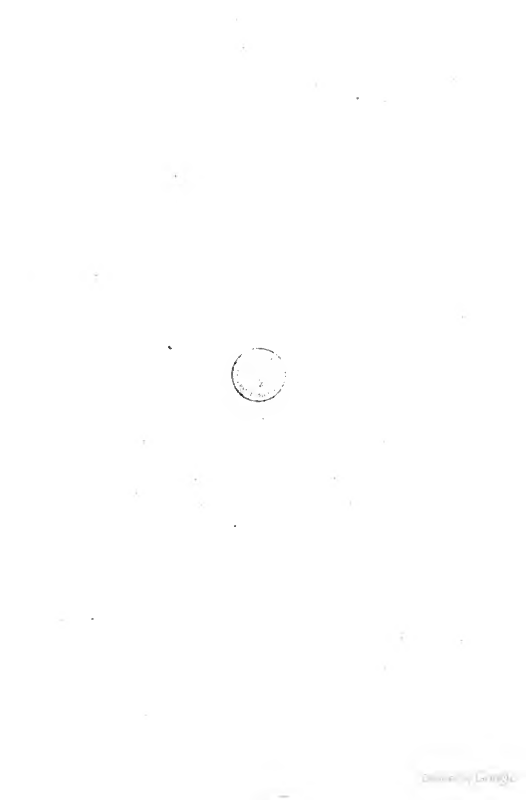
Combat de Covolo. — Le colonel Cavasini, forcé à Primolano, rallia ses soldats dans le petit fort de Covolo, qui commande le chemin par où il fallait passer. La 5ᵉ légère se porta sur la gauche du fort, où elle engagea une vive fusillade; pendant ce temps, quelques compagnies de la 4ᵉ passèrent la Brenta pour gagner les hauteurs de droite, sur les derrières de l'ennemi. Après une résistance opiniâtre, les Croates, craignant d'être coupés, songèrent à effectuer leur retraite; mais le 5ᵉ régiment de dragons, à qui Bonaparte avait fait rendre les fusils, se mit à leur poursuite, soutenu par un détachement des chasseurs du 10ᵉ régiment, et gagna la tête de la colonne ennemie qui, prise en queue par l'infanterie, fut obligée de mettre bas les armes.

Le résultat de ces deux premiers combats contre Wurmser fut, pour les Français, 4,000 prisonniers, dix pièces de canon, quinze caissons et trois drapeaux. La chute du jour et l'extrême fatigue des troupes décidèrent Bonaparte à passer la nuit à Cismone.

Infructueuse attaque de Vérone par les Autrichiens. — L'activité de l'armée d'Italie, qui venait de faire vingt lieues en deux jours, à travers les montagnes les plus difficiles, déconcerta totalement Wurmser. Il avait présumé, dit-on, que Bonaparte se por-

[1] Le récit de cette action remarquable est conforme au rapport adressé de Trente, le 20 fructidor an IV, au Directoire exécutif, par le général en chef de l'armée d'Italie. Nous devons dire néanmoins qu'un extrait de la vie militaire du brave général Dessaix, ancien colonel des Allobroges, qui nous a été envoyé par un ami de ce général, rapporte d'une manière différente cet acte d'audace et de bravoure. D'après cet extrait, non-seulement Dessaix aurait seul eu l'honneur de faire poser les armes au détachement ennemi, mais encore il aurait délivré l'adjudant général Leclerc, fait prisonnier par les Autrichiens. «Dessaix, dit la note qui nous a été remise, traversa la ville de Trente pour se porter sur Lavis. Le pont, attaqué et défendu avec une égale intrépidité, ne fut emporté qu'à la nuit. Le colonel le passa le premier à la tête de son corps et des grenadiers de la 25ᵉ de ligne, qui rivalisèrent de gloire. Son frère aîné, Dessaix, capitaine de carabiniers (aujourd'hui avocat), y fut grièvement blessé. Dessaix sort de Lavis et se dirige vers l'Adige; parvenu à quelque distance du fleuve, il veut s'assurer si un bac a été détruit par l'ennemi; il s'avance avec l'adjudant-major Deveyle et découvre le bac attaché sur l'autre rive; ils n'étaient accompagnés que de sept ou huit chasseurs qu'ils avaient laissés en arrière sur un petit tertre. En revenant sur leurs pas ils apperçoivent quelques hulans venant des environs de Saint Michel, et qui lâchent quelques coups de carabine; en même temps, du côté de Lavis ils entendent les pas des chevaux: Dessaix est d'avis de les attendre; bientôt il reconnaît des hussards, et croyant avoir affaire à des Français, il adresse la parole à leur commandant. La nuit était obscure et il était difficile de ne pas s'y tromper. Sa surprise fut extrême quand le chef lui dit en allemand: «Rendez-vous, vous êtes mon prisonnier; il ne vous sera fait aucun mal.» Le colonel tâche alors de gagner la petite élévation où sont placés les sept chasseurs de son corps; faisant toujours face, il pare les coups qui lui sont portés; le brave capitaine Deveyle en fait autant; mais il n'était armé que d'une épée qui, au premier choc, vola en éclats: il reçut quatre coups de sabre et mourut peu de jours après. Dessaix ayant rejoint ses chasseurs leur ordonne de faire feu sur les Autrichiens, et feignant d'avoir beaucoup de monde il commande: «Premier bataillon en avant.» Les chasseurs rechargent leurs armes et recommencent leur feu; quelques hussards sont tués ou blessés, le reste, sommé de se rendre, met pied à terre. 200 Autrichiens du régiment de Wurmser furent faits prisonniers, et l'adjudant général Leclerc (beau-frère du général Bonaparte) qu'ils avaient pris, fut délivré. Nos troupes, attirées par le bruit, arrivèrent et conduisirent dans Lavis les hussards qui étaient tombés au pouvoir de Dessaix.»

Bataille de Bassano



FRANCE MILITAIRE.

Constance


Biblioteca Nazionale V. E. III
NAPOLI



La Revue.



Exécution militaire.





Bravoure de Bessières à Rovérédo.



Mort du Général Dubois à Rovérédo.

terait sur Inspruck; mais, dans cette hypothèse, on ne conçoit pas pourquoi il resta à Bassano au lieu de suivre, sur Mantoue, le mouvement de Mezaros. Celui-ci avait attaqué Vérone sans succès. Son mouvement offensif était prévu; une demi-lune avait été construite en avant de la porte de Vicence, et l'enceinte garnie d'une forte artillerie. Dans les premiers jours de septembre Bonaparte avait envoyé à Kilmaine, chargé d'observer l'Adige, une instruction très détaillée, curieuse surtout en ce qu'elle prévoyait exactement ce qui arriva. Kilmaine, menacé, appela à lui la garnison de Legnago, qu'il remplaça par un détachement tiré des troupes de siége de Mantoue. Mezaros, au lieu des renforts et de l'équipage de pont qu'il demanda à Wurmser, reçut l'ordre de revenir en toute hâte sur Bassano. Malgré sa diligence, il n'arriva qu'à Vicence, où il trouva Wurmser qu'une nouvelle défaite venait d'atteindre.

Bataille de Bassano. — Bonaparte était arrivé le 8 septembre, et dès les deux heures du matin, devant Bassano. Wurmser, surpris dans cette position, résolut néanmoins de recevoir la bataille qu'il aurait pu éviter en rétrogradant dans la direction où se trouvait son avant-garde. Sebottendorf et Quasdanowich furent postés sur un rideau en avant de Bassano, parallèlement à la Brenta, et à deux mille pas de cette rivière; le quartier général, avec quelques troupes d'élite, resta dans Bassano. Les pontons et l'artillerie étaient en arrière sur la route de Citadella. Les postes de Campo-Longo, sur la droite, et de Solagna, sur la rive gauche de la Brenta, furent occupés chacun par trois bataillons.

L'armée française, en débouchant des gorges près de Solagna, rencontra les bataillons d'avant-garde qui y avaient été postés. Augereau se porta aussitôt avec sa division sur la rive gauche de la Brenta, détachant sur la rive droite la 4e demi-brigade, qui fut suivie par la division Masséna. Il était à peine sept heures du matin quand le combat commença par une vive fusillade de tirailleurs que soutint presque aussitôt l'artillerie légère en batterie sur les deux rives. Les Impériaux forts de leur position, et encouragés par les exhortations de leurs chefs, soutinrent quelque temps le choc des Français avec beaucoup de résolution. Ils furent enfin culbutés par une charge vigoureuse de la 5e légère et de la 4e de ligne, et le désordre devint général en quelques instants. Murat lança sur eux quelques détachements de cavalerie qui les poursuivirent l'épée aux reins. Une partie s'enfuit dans la direction du camp de Quasdanowich, l'autre du côté de Bassano: leur arrivée répandit l'épouvante sur ces deux points. Par suite d'un malentendu, les pontons et la réserve d'artillerie, qui auraient dû suivre la route de Citadella, rentrèrent en ce moment dans Bassano, ce qui porta la confusion au comble. Les Français y arrivaient de l'autre côté. Augereau entra dans la ville au pas de charge et par la gauche, pendant que Masséna y pénétrait par la droite suivi de sa division et de la 4e demi-brigade, dont une partie à la course et une partie en colonnes serrées. Les soldats républicains se précipitèrent sur les pièces qui defendaient le pont de la Brenta et les enlevèrent malgré la résistance des artilleurs autrichiens qui se firent bravement tuer sur leurs canons. Le pont fut franchi et les soldats de Masséna entrèrent de vive force dans la ville, où ils eurent encore à vaincre la résistance désespérée de la réserve de grenadiers, élite de l'armée autrichienne, chargée de protéger la retraite du quartier général. Le dévouement héroïque de ces braves permit seul à Wurmser de sortir de Bassano; vivement poursuivi par un détachement des guides du général Bonaparte, il fut même sur le point d'être pris dans une charge avec le trésor de l'armée impériale.

Wurmser gagna Fonteniva, où il passa la Brenta. Quasdanowich, débordé par sa gauche et ne pouvant se replier sur Vicence, fut contraint de se jeter dans le Frioul. De toute son armée, le maréchal ne put rallier dans sa déroute que 10.000 fantassins, tout-à-fait découragés, et 6.000 cavaliers, moins démoralisés parce qu'ils n'avaient pas eu à combattre. Cinq drapeaux, trente-cinq pièces de canon attelées, autant de caissons, deux équipages de pont de trente-deux bateaux, également attelés, et plus de deux cents fourgons avec une partie des bagages de l'armée ennemie, restèrent entre les mains des vainqueurs.

Retraite de Wurmser sur Mantoue. — Décidé à se jeter dans Mantoue, où il aurait pu arriver comme libérateur, s'il n'eût pas si mal à propos ralenti sa marche, Wurmser, avec les débris de son armée, se dirigeait alors en fugitif vers cette place. Il était poursuivi par Masséna, qui marchait directement sur Vicence, et par Augereau, qui était déjà arrivé à Padoue; sa position était critique, il se voyait acculé sur l'Adige, sans pont et sans équipage de pont. Heureusement pour lui, trois de ses escadrons s'emparèrent du bac d'Albaredo, et, parvenus sur la rive droite, coupèrent les communications de Legnago avec Mantoue. Les Autrichiens, pour se faire appuyer dans leur retraite par les gens du pays, se présentaient, non comme fugitifs, mais comme vainqueurs, et répandaient les bruits les plus alarmants et les plus absurdes. « Napoléon, disaient-ils, a été anéanti avec son armée dans les gorges de la Brenta, le maréchal Wurmser arrive victorieux à Mantoue, etc. » Un chef de bataillon d'infanterie légère, qui gardait Legnago avec 500 hommes, perdit la tête à ces nouvelles mensongères, et crut faire un coup de maître en évacuant la place et en rejoignant Sahuguet sur Mantoue, avec son bataillon sain et sauf. Les trois escadrons ennemis s'emparèrent aussitôt de Legnago et du pont qui était resté intact. Cet événement sauva Wurmser de sa position presque désespérée. Il n'avait plus à craindre d'être enveloppé et contraint de poser les armes. Il gagna Legnago en toute hâte et y passa la rivière; mais néanmoins, oubliant dans cette circonstance dangereuse l'activité bien connue de son adversaire, il crut pouvoir accorder un peu de repos à ses troupes, et perdit un jour à Legnago.

Combat de Cerea. — Dans le même temps, le 10 septembre au soir, Bonaparte arrivait en effet à Arcole vis-à-vis de Ronco. Quoiqu'il ne se trouvât pour

passer l'Adige qu'au bac et de faibles barques, Masséna eût ordre de traverser la rivière sur-le-champ, et de se diriger sur Sanguinetto. Augereau, pendant ce temps, s'avançait de Padoue sur Legnago, en s'éclairant à gauche avec soin, de peur que l'ennemi ne se sauvât par Castel-Baldo, dans la direction de Venise et de Trieste. — Ainsi Wurmser séjournait paisiblement à Legnago, ne se doutant pas que le corps d'armée qui l'avait battu à Trente et à Bassano, les 5 et 8 septembre, s'était déjà mis en mesure de lui couper la retraite sur Mantoue; néanmoins un incident fortuit le sauva. Deux chemins conduisent de Ronco à Sanguinetto, l'un direct à travers la plaine, et l'autre passant à gauche le long de l'Adige, pour rejoindre la route de Legnago à Mantoue. Afin d'arriver à Sanguinetto avant l'ennemi, il aurait fallu prendre le premier; le guide de Masséna, soit par erreur, soit par trahison, choisit le second. Murat arriva à Cerea avec quelques centaines de chasseurs; il y rencontra la tête des divisions de Wurmser, et culbuta plusieurs escadrons. Pigeon, sentant sa cavalerie engagée, se précipita au pas de course pour la soutenir, avec son infanterie légère. Il traversa le village et s'empara du pont où l'ennemi devait passer. C'en était fait de Wurmser si la division Masséna n'eût été trop éloignée. L'avant-garde autrichienne, commandée par Ott, trouvant dans sa situation désespérée une énergie qui ne lui était pas habituelle, encouragée d'ailleurs par la colonne qui la suivait, se précipita sur l'avant-garde française et reprit le pont et le village de Cerea.

Bonaparte, n'étant plus en mesure d'arrêter les Autrichiens à Sanguinetto, rallia l'avant-garde qu'il ramena à moitié chemin de Ronco à Cerea. Ce fut au courage du 8e bataillon de grenadiers, et au sang-froid de Victor que Pigeon et Murat durent leur salut dans cette rencontre.

Combat de Villa-Impenta. — Entrée de Wurmser à Mantoue. — Wurmser, en quittant Cerea, gagna les bords de la Molinella, où Kilmaine et Sahuguet étaient en position, et dont Bonaparte avait précédemment donné l'ordre de couper tous les ponts.

Masséna se remit en marche dès le matin du 12 pour harceler les Impériaux dès qu'ils seraient aux prises avec les troupes de blocus de Mantoue; mais ils filèrent si rapidement sur Mantoue, dans la nuit du 11 au 12, qu'ils entrèrent de grand matin à Nogara; là, Wurmser, instruit de la destruction des ponts de la Molinella, et de la position de Sahuguet à Castellaro, ne crut pas devoir essayer de forcer ce poste, dans la crainte de se compromettre par le moindre retard avec les troupes qui le poursuivaient. Mais ayant appris qu'on avait négligé de couper le pont de Villa-Impenta, il se dirigea sur ce point avec ses principales forces, laissant Ott pour faire une démonstration sur Castellaro afin de donner le change à Sahuguet. Ott devait ensuite former l'arrière-garde, et venir effectuer son passage à Villa-Impenta.

Le pays entre Legnago et Mantoue est coupé de prairies marécageuses, de canaux et de petites rivières dont les principales sont le Tartaro, le Thione et la Molinella, affluents du Pô. En faisant couper tous les ponts, Bonaparte avait cru retardee assez la marche de l'ennemi pour arriver sur ses derrières pendant que Sahuguet l'attaquerait de front sous Mantoue.

Sahuguet, informé de la marche de Wurmser sur Villa-Impenta, ne sut pas s'y opposer et réparer sa faute. Au lieu de se porter en forces de ce côté, il se borna à détacher quelques centaines d'hommes pour retarder et harceler la marche des Autrichiens. Ce détachement, de 300 chasseurs de la 12e légère, fut compromis sans utilité contre des forces infiniment supérieures. Il disputa néanmoins le passage avec beaucoup d'acharnement; mais enfin, enveloppé par un régiment de cuirassiers, il aima mieux le charger à la baïonnette que de se retirer dans des fossés d'où il eût pu tirailler sur l'ennemi avec beaucoup d'avantages. Presque tous ces braves, et le général Charton qui les commandait, furent sabrés après une résistance héroïque. Wurmser entra le lendemain, 13 septembre, dans Mantoue.

La perte de Wurmser et de l'armée autrichienne devait être le résultat forcé des ingénieuses combinaisons de Bonaparte. Les trois incidents imprévus auxquels le vieux maréchal dut seuls son salut (l'abandon de Legnago, l'erreur d'un guide et la négligence de Sahuguet), étaient en dehors de toute prévision. — Du 4 au 13 septembre, la perte des Autrichiens fut de 30,000 hommes tués, blessés ou prisonniers.

Reprise de Legnago. — L'investissement de Legnago, qu'Augereau bloquait depuis le 11 sur la rive gauche de l'Adige, avait été complété le lendemain par la brigade Victor, qui se posta sur la rive droite. — La garnison autrichienne laissée par Wurmser se rendit le 12, après quelques pourparlers et sans tenter la moindre résistance. Elle sortit néanmoins avec les honneurs de la guerre, et fut envoyée prisonnière en France. On trouva dans la place trente-deux pièces de campagne avec leurs caissons et leurs attelages, ainsi que 500 hommes faits prisonniers à l'affaire de Cerea.

Combat de la Favorite. — Les renforts que Wurmser venait d'introduire dans Mantoue permettaient à la garnison de tenir la campagne pour se procurer des subsistances et surtout des fourrages, dont le besoin se faisait vivement sentir. Mais il importait à l'armée française de la rejeter derrière ses murs, autant pour hâter l'épuisement des vivres et des provisions dont la place était fournie, que pour empêcher toute communication qui aurait pu seconder les efforts que l'Autriche allait sans doute faire pour délivrer Wurmser. Mantoue offre par sa position tant de difficultés à une armée qui veut en déboucher, qu'on peut la bloquer avec des forces inférieures à la garnison. Il s'agissait de refouler celle-ci dans le corps de la place; Bonaparte appela à lui toutes les forces dont il pouvait disposer. Augereau reçut l'ordre de se porter le 13 de Legnago sur Mantoue, de s'emparer du Seraglio, d'y ramasser les partis ennemis poussés dans cette direction, et d'arrêter Wurmser s'il se dirigeait sur ce point; il devait ensuite se rabattre sur le faubourg Saint-Georges.

Masséna dut marcher sur Castellaro, et Sahuguet sur la Favorite. Les Impériaux avaient pris les mesures nécessaires pour s'opposer à ce dernier mouvement. Sahuguet, par une charge impétueuse, culbuta d'abord l'ennemi et lui enleva trois pièces de canon; mais la gauche des Autrichiens ayant été renforcée, il se vit contraint de reculer à son tour et d'abandonner l'artillerie dont il s'était emparé.

Surprise et combat de Due-Castelli. — Wurmser avait fait camper hors de Mantoue et dans la direction de Due-Castelli, treize bataillons et vingt-quatre escadrons. La cavalerie autrichienne, fière de sa supériorité numérique et de sa belle tenue, se répandait au loin dans la campagne; le léger succès obtenu à la Favorite avait rendu la confiance aux troupes autrichiennes, qui négligeaient de se garder. Masséna ayant quitté Castellaro dans la nuit du 13 au 14, et s'étant avancé sur Due-Castelli, résolut de leur donner une leçon qui mît un terme à leur excursion. — Le camp autrichien fut surpris le 14 au matin. L'infanterie faisait la soupe et n'eut pas le temps de courir aux armes. La cavalerie était au fourrage à Mantoue, et rien ne semblait pouvoir s'opposer au succès le plus complet; mais l'avant-garde française ne fut pas soutenue à temps, ou elle ne sut pas profiter du désordre et de l'épouvante qu'elle avait d'abord répandue au camp. Quelques officiers autrichiens eurent la présence d'esprit de rassembler à la hâte quelques bataillons et l'arrêtèrent. Ott, dans le même moment, sortait de Mantoue avec les cavaliers autrichiens. Ceux-ci jetèrent aussitôt leurs trousses de fourrage, et se précipitèrent sur la 5ᵉ demi-brigade qui fut obligée de se replier sur l'avant-garde. Les deux troupes réunies abandonnèrent bientôt le camp autrichien. La brave 32ᵉ se forma en carré pour favoriser la retraite, et Kilmaine amena au secours de Masséna le 20ᵉ régiment de dragons, qui empêcha les Autrichiens de pousser loin leur poursuite.

Bonaparte désirait engager l'ennemi à une affaire sérieuse hors de la place; le résultat des deux tentatives dont nous venons de parler n'était pas défavorable à l'exécution de son plan, car il inspirait une imprudente présomption au général autrichien et à ses soldats.

Bataille de Saint-Georges. — Wurmser, enhardi par ces deux premiers succès, fit sortir, le 15 à la pointe du jour, la plus grande partie de la garnison pour la réunir aux troupes du dehors, et entreprendre un fourrage général. Les Autrichiens occupèrent la Favorite et Saint-Georges, appuyant leur droite à la route de Legnago, vers Metella, et leur gauche vers San-Antonio, sur la route qui va de Mantoue à Vicence. Le front de cette ligne, très étendue, était couvert par une nombreuse cavalerie. Bonaparte avait fait prendre aux Français les positions suivantes : leur droite à cheval sur la route qui va de la citadelle à Roverbella, se composait du corps de blocus formé de trois demi-brigades et de six escadrons; le corps aux ordres de Sahuguet devait, tout en faisant face aux troupes de la garnison qui s'appuyaient à la citadelle, attaquer le faubourg de la Favorite; la gauche, consistant aussi en trois demi-brigades et six escadrons formant la division Augereau, placée sous le commandement provisoire du général Bon, avait ordre de marcher sur Saint-Georges en longeant par Formigosa la gauche du Mincio, pour tourner la droite de l'ennemi; elle devait aussi laisser un poste à Governolo; le centre, à la hauteur de Due-Castelli, se composait de la division Masséna, consistant en six faibles demi-brigades et quelques escadrons; il était tellement masqué par les avant-postes, que Wurmser ne croyait avoir affaire qu'à la division Sahuguet.

La division Augereau, après avoir repoussé quelques détachements dans sa marche de Governolo sur Saint-Georges, attaqua, un peu après midi, les Autrichiens vers Castelletto. Wurmser, instruit de ce mouvement sur sa droite, s'imagina que le principal corps des Français débouchait par Governolo, et que les démonstrations de Sahuguet sur sa gauche n'étaient qu'accessoires. Il dirigea conséquemment son aile droite sur Tenca, où l'engagement devint plus vif, et où la supériorité numérique des Impériaux leur valut d'abord quelques avantages qui furent de courte durée. Le général Lasalcette se portait, dans le même moment, entre la citadelle et la Favorite, et Pigeon ayant passé par Villanova, tournait une plaine où la cavalerie ennemie pouvait manœuvrer, cherchant ainsi à couper la communication de la Favorite à Saint-Georges.

Wurmser, que ces mouvements inquiétaient, fit renforcer ses deux ailes en dégarnissant son centre. Bonaparte, l'œil fixé sur la ligne ennemie, attendait impatiemment cette manœuvre qu'il avait préparée. Dès qu'il vit les troupes du centre commencer leur mouvement, il fit brusquement donner la division Masséna. Victor, avec la 18ᵉ demi-brigade de bataille, en colonne serrée par bataillon, et à hauteur de division, marcha droit aux Autrichiens sur le faubourg Saint-Georges; la 32ᵉ, conduite par le brave Rampon et soutenue par deux régiments de cavalerie, aux ordres de Kilmaine, marcha par la droite pour acculer l'ennemi du côté où se trouvait Pigeon; le reste de la division soutint ces deux attaques, et l'affaire devint générale sur toute la ligne. Le 8ᵉ bataillon de grenadiers, placé à l'avant-garde, conduit par Leclerc et Marmont, fit des prodiges de valeur.

Lorsque la canonnade de Saint-Georges fut entendue de la droite des Autrichiens, vivement engagée à Tenca, cette aile craignit d'être coupée par la prise du faubourg, et se retira en désordre; Bon reprit aussitôt l'offensive et la poursuivit vivement. Le faubourg Saint-Georges venait d'être enlevé par la brigade Victor. La droite des Autrichiens se rejeta sur la citadelle. Sahuguet n'avait pas même encore attaqué la Favorite qu'il était chargé d'emporter. Il ne fut pas en mesure de s'opposer à la retraite de l'ennemi, dont tout l'effort tomba inopinément sur la droite de la division du centre. La 32ᵉ vint au secours de Masséna, et déploya dans ce cas son intrépidité ordinaire. Elle ne put néanmoins que repousser les Autrichiens, soutenus par leur cavalerie et le feu de leurs remparts. Le général en chef envoya sur ce point plusieurs escadrons, mais ils

n'arrivèrent que lnrsque les dernières troupes de Wurmser rentraient dans la ville.

La prise du faubourg Saint-Georges, donna lieu à un fait d'armes remarquable. Un bataillon de la 18ᵉ de ligne, chargé par deux escadrons autrichiens, soutint le choc avec tant de résolutinn qu'il arrêta d'abord la cavalerie ennemie; puis, l'attaquant à son tour avec nne extrême vigueur, il fit mettre bas les armes à tous ceux qni ne furent pas tués ou blessés.

Les Français firent 2,000 prisonniers; ils prirent vingt-cinq pièces de canon avec leurs caissons tout attelés. L'ennemi eut environ 2,500 hommes tués ou blessés. La perte de l'armée d'Italie fut aussi assez considérable, elle eut quatre généraux blessés : Victor, Saint-Hilaire, Bertin et Méyer. Mais un grand résultat était obtenn, Wurmser avait été refoulé dans Mantnue, et se trouvait bloqué dans cette ville qu'il avait voulu délivrer.

NOTE SUR MANTOUE.

Le général Mathieu-Dumas, dans son *Précis des Événements militaires* de 1789 à 1814, ne paraît pas partager l'opinion généralement répandue sur la force et l'importance de Mantoue. «Cette ville ancienne, dit-il, capitale du duché de Mantoue, réuni aux États héréditaires et rentré sous la domination de la maison d'Autriche, est bâtie entre le lac et les marais formés par les eaux du Mincio; le pourtour est d'environ neuf lieues; les ouvrages en ont été successivement augmentés; la citadelle fut bâtie par les anciens ducs de Mantoue: le corps de place fut réparé par les Français pendant la guerre de la succession, et les Autrichiens ont depuis fortifié les principales pièces de cette vaste enceinte, et construit au nord et au sud les deux ouvrages extérieurs de *Saint-Georges* et de *Pradella*, qui, ainsi que la *Citadelle*, ne sont, à proprement parler, que des têtes de pont.

«Le plan de Mantoue * fait connaître suffisamment et mieux que nous ne pourrions ici les décrire, tous ces ouvrages extérieurs, ces manœuvres d'eau, cette multiplicité de retranchements auxquels les ingénieurs français travaillèrent beaucoup, sans pouvoir corriger les vices du système de défense. Le général Foissac-Latour a jugé que cette forteresse, à laquelle son immense inondation et la difficulté des premiers accès donnent une apparence formidable, était bien loin de mériter sa réputation. Il a démontré cette vérité en homme de l'art, dans les *Mémoires* qu'il publia pour repousser l'accusation d'avoir capitulé trop tôt, et avant d'avoir soutenu et repoussé un assaut au corps de place. Après avoir analysé la force de Mantoue, celle qu'elle emprunte de ses lacs, et avoir comparé cette force avec celle d'une place fortifiée selon les principes de l'art, le général Foissac conclut : «que l'enceinte de Mantoue n'a aucun des ouvrages, aucune «des dimensions ni des propriétés essentielles d'une place forte pro«prement dite, et qu'elle n'en mérite pas le nom; que c'est un lieu «mal retranché sur quelques points, et couvert par une nappe d'eau «dormante et navigable. Il nie que ces eaux des lacs puissent suppléer «un plus grand appui de l'art; il examine leur effet défensif, et dé«montre que, dans l'hypothèse où l'assiégeant est maître de Venise, «du cours du Pô, du lac de Garda, du Haut et Bas Mincio, les eaux «des lacs favorisent l'attaque et contrarient la défense de l'enceinte «de Mantoue.» Le fragment suivant de ses *Mémoires* pourra donner une juste idée de la position de Mantoue.

«Les lacs de Mantoue ne participent de la nature des marais qu'aux «époques où la fonte des neiges ayant cessé, et l'abondance des «pluies ne grossissant plus les torrents qui gonflent et font refluer «le Pô, ils n'ont plus à recevoir d'autres eaux que celles du Mincio, «alors très réduit lui-même dans son volume; c'est ordinairement «en automne ou pendant l'hiver: mais dans cette dernière saison, «où Mantoue n'est plus environnée que du cours de ce fleuve, les «laisses marécageuses viennent souvent à geler, et le passage du «Mincio n'offre plus, dans certaines parties sans défense, surtout «pendant la nuit, un grand obstacle à celui qui en a préparé les «moyens d'avance, et qui saurait mépriser ces fortifications vicieuses. «Telle est l'opinion qu'il convient de prendre des lacs de Mantoue, «quant aux facilités qu'ils donnent aux attaques de l'assiégeant : la «forteresse d'Ocsakow fut prise d'assaut, à la faveur de ses lacs. «Ismalow fut prise d'escalade par Souwarow, malgré ses fossés «pleins d'eau dormante, et malgré la défense la plus désespérée. Les «lacs de Mantoue opposent au contraire de grandes difficultés à l'as«siégé; ils empestent l'air que respire la garnison. Est-elle faible, «les murs restent sans défenseurs; est-elle forte, elle ne peut faire «de fréquentes sorties qu'en défilant par quatre issues à découvert «sous le canon de l'ennemi qui en occupe les extrémités, et tient «ainsi la garnison bloquée et l'empêche de se développer.»

Pour compléter ce qu'il nous semble convenable de dire sur Mantoue, nous ferons connaître les différentes attaques que cette ville avait eu à subir, depuis le commencement du XVIIIᵉ siècle jusqu'au moment où Bonaparte se décida à en faire le siége.

En 1702, le prince Eugène forma le blocus de Mantoue, et tint la place bloquée pendant huit mois. L'arrivée des Français l'obligea à lever ce blocus. En 1707, après la bataille de Turin, les troupes françaises et espagnoles évacuèrent Mantoue et rendirent cette place aux Impériaux, d'après la capitulation générale conclue pour l'évacuation de toute la Lombardie. Enfin, en 1735, le duc de Montemar fit le siége de Mantoue, qu'il pressa vivement; mais les troupes combinées de France, d'Espagne et de Sardaigne, en vertu de la suspension d'armes, qui eut lieu entre les puissances belligérantes, l'obligèrent à le lever.

* Ce plan se trouvera annexé à la relation des campagnes d'Italie en 1799, et accompagnera le récit de la défense de Mantoue par le général Foissac-Latour.

RÉSUMÉ CHRONOLOGIQUE.

1796.

2 SEPTEMBRE. Entrée des Français en Tyrol.
3 et 4 — Combats de Serravalle, de San-Marco et de Mori.
4 — Bataille de Roveredo.
5 — Combat de Lavis.
6 — Bonaparte se met à la poursuite de Wurmser par la vallée de la Brenta.
7 — Combats de Primolano et de Covolo.
8 SEPTEMBRE. Bataille de Bassano.
10 — Combat de Cerea.
12 — Combat de Villa-Impenta. — Prise de Legnago. — Wurmser se réfugie à Mantoue.
13 — Combat de la Favorite.
14 — Surprise de Due-Castelli.
15 — Bataille de Saint-Georges. — Wurmser est bloqué dans Mantoue.

A. HUGO.

On souscrit chez DELLOYE, Éditeur, place de la Bourse, rue des Filles-Saint-Thomas, 13.

Paris. — Imprimerie et Fonderie de Rignoux et Comp., rue des Francs-Bourgeois-Saint-Michel, 8.

ARMÉE D'ITALIE.

SUITE DU BLOCUS DE MANTOUE. — CRÉATION DES RÉPUBLIQUES ITALIENNES. REPRISE DE LA CORSE.

SOMMAIRE.

Suites du blocus.—Escarmouches autour de Mantoue.—Affaire de Monte-Chiaragulo.—Sorties diverses.—Projets de Bonaparte sur l'Italie. —Création des Républiques Cispadane et Transpadane.—Situation intérieure de l'Italie.—Jugement sur Bonaparte en 1796.—Drapeaux offerts par l'armée d'Italie.—Le Directoire et l'Armée.—Reprise de la Corse sur les Anglais.

Suites du blocus. — Escarmouches autour de Mantoue. — La victoire de Saint-Georges fut la dernière opération dirigée par Bonaparte lui-même contre l'armée de Wurmser, renfermée dans Mantoue. Dès que cette armée avait été repoussée dans la place, les postes de Saint-Georges et de la Favorite avaient été fortifiés avec le plus grand soin, afin qu'il fût désormais impossible aux Impériaux de déboucher de ce côté, par où auraient pu leur arriver des secours du Tyrol. Néanmoins les Autrichiens restèrent encore maîtres du Séraglio, dont Augereau ne s'était pas emparé quoiqu'il en eût reçu l'ordre. Le Séraglio est un district fertile entre le Bas-Mincio et le Pô, et qui, par les bestiaux, les fourrages et le bois qu'on en pouvait retirer devait donner à la garnison de Mantoue les moyens de prolonger sa résistance en augmentant ses approvisionnements. On a différemment expliqué les raisons qui déterminèrent Bonaparte à ne pas insister pour ôter aux assiégés ce riche territoire; ce fut, disent quelques rapports officiels, le désir d'attirer Wurmser dans une seconde affaire en rase campagne; mais il fallait bien peu présumer du jugement de ce général pour croire qu'après tant de terribles leçons il se laisserait aller à une pareille imprudence. Il est probable que si les Français, qui conservèrent le pont de Governolo, ne gardèrent pas également le Séraglio, ce fut uniquement à cause de l'insuffisance de leurs forces.

Mantoue renfermait alors 25,000 hommes d'infanterie et 5,000 cavaliers. Cette dernière troupe était à la vérité plus embarrassante qu'utile dans une place dont le siége allait commencer, et où l'extrême difficulté des débouchés devait rendre nul l'usage de la cavalerie. Cette garnison diminua bientôt dans une proportion effrayante par suite des maladies qu'occasiona l'air pestilentiel des marais parmi des soldats exténués par de longues marches, et soumis chaque jour à de nouvelles privations. Vers la fin de septembre quelques milliers de malades avaient déjà succombé; neuf mille autres encombraient les hôpitaux et les maisons particulières; le nombre des défenseurs actifs de la ville était réduit à moins de 16,000 combattants.

La force de cette garnison était néanmoins telle encore, qu'après la victoire de Saint-Georges il devait importer plus à Bonaparte de lui fermer toute communication avec le dehors, et de la réduire, par le manque de vivres, aux dernières extrémités, dont le moment allait être accéléré par la masse d'hommes qui la composaient, que de l'attirer dans des sorties où elle aurait perdu des soldats plus à charge à la place qu'utiles à sa conservation. Ce fut le plan auquel on ne tarda pas à revenir, si on ne l'avait pas même adopté d'abord; il avait pu paraître convenable dans les premiers jours du blocus, où l'épidémie faisait encore peu de progrès, de diminuer par quelques combats le nombre des soldats, afin de réduire la garnison au point d'être trop faible pour hasarder des sorties qui lui permissent de tenir la campagne en avant de ses murs, tout en étant trop nombreuse pour le service de l'intérieur, c'est-à-dire de la placer dans une position numérique telle qu'elle hâtât, sans utilité, la consommation des approvisionnements dont la place était pourvue.

La fin du mois de septembre et le mois d'octobre furent marqués par quelques sorties. Le 21 septembre l'ennemi poussa 1,500 hommes de cavalerie sur Castelluccio; les grand'gardes, d'après les instructions qu'elles avaient reçues, se replièrent afin d'attirer l'ennemi loin des batteries de Mantoue; mais cette fois il sut profiter des leçons précédentes, et devant ce mouvement rétrograde et inoffensif, la cavalerie autrichienne s'arrêta; elle rentra ensuite dans la place sans s'être livrée à aucun acte d'hostilité.

Les Français avaient occupé et retranché le pont de Governolo, autant pour défendre à l'ennemi le passage du Mincio sur ce point, que pour se le réserver à eux-mêmes. Ce poste fut attaqué le 23 septembre sur la rive droite de la rivière, par un fort détachement aux ordres des généraux Ott et Minckwitz. Les Français étaient sur leurs gardes, et les défenseurs du pont avaient reçu des renforts. Après une vive canonnade et plusieurs charges d'infanterie, les deux brigades autrichiennes furent obligées de rentrer en désordre à Mantoue, abandonnant 1,100 prisonniers et cinq pièces de canon attelées, avec leurs caissons.

Le général Kilmaine, qui avait le commandement temporaire des troupes françaises destinées au blocus de Mantoue, garda les mêmes positions jusqu'au 29, espérant toujours que le désir de ramasser des fourrages attirerait la garnison hors de la place. — Son attente fut déçue; l'ennemi, inactif, restait campé à la Chartreuse devant la porte Pradella, et à la Chapelle devant la porte Cerèse. — Kilmaine résolut alors de l'attaquer dans ces deux camps, et y dirigea des troupes par plusieurs points; mais les Autrichiens les évacuèrent à leur approche et il n'y eut qu'une légère fusillade d'arrière-garde. — La Citadelle fut bloquée le 1er octobre. La porte Pradella et la tour de Cerèse furent occupées le même jour à cinq heures du soir. — Bonaparte avait quitté le camp de Mantoue pour aller

à Milan où les affaires intérieures de l'Italie réclamaient sa présence et ses soins.

Affaire de Monte-Chiaragulo. — Le jour même où, par l'occupation des portes Pradella et Cerèse, s'était complété l'investissement de Mantoue, 150 hommes de la garnison, sortis le matin à huit heures, s'en trouvèrent coupés. — Ils avaient passé le Pô à Borgoforte pour aller fourrager. — L'impossibilité de rentrer dans la place les détermina à chercher un refuge du côté de la Toscane. L'officier qui les commandait était porteur des instruetions de Wurmser, pour soulever les habitants du pays et pour leur fournir des armes dont on avait rempli les chariots qui devaient ramener le fourrage à Mantoue; mais loin d'être accueilli comme il s'y attendait, ce détachement fut poursuivi par la garde nationale de Reggio, et par des paysans armés à la hâte. Vivement pressé, il se réfugia sur le territoire de Parme, dans le château de Monte-Chiaragulo, où il fut bientôt cerné et contraint de capituler. Bonaparte, en rendant compte de cet incident, où deux hommes du pays avaient été tués, écrivait au Directoire : « Ce sont les premiers Italiens qui ont versé leur sang pour la liberté de leur pays. »

Sorties diverses. — Le 7 octobre, les Français ayant mis le feu à des meules de foin réunies près de la Citadelle, les Autrichiens firent une sortie pour éteindre l'incendie et enlever ce qui restait encore de ces fourrages. Ils attaquèrent le château de Prada, situé sur la route qui conduit de la Citadelle à Soave, et qui était défendu par 300 hommes de la 69e demi-brigade, aux ordres du chef de bataillon Dislous. — Un bataillon de la 11e demi-brigade, soutenu d'une pièce de canon, étant arrivé pour renforcer ce poste, les Impériaux furent mis dans une déroute complète, et poursuivis jusque sur les glacis de la Citadelle. — Les batteries françaises tiraient fréquemment sur la place; un magasin à poudre prit feu et sauta. L'explosion fut si forte qu'elle fit s'ouvrir plusieurs fenêtres du château de Borgoforte, situé à deux lieues de Mantoue.

Les assiégés firent inutilement encore plusieurs sorties, qui attestaient également l'activité du vieux Wurmser et l'impuissance de la garnison. La plus remarquable fut celle qui eut lieu dans la nuit du 18 octobre contre les retranchements de Saint-Georges, dont les Autrichiens tentèrent l'escalade, opération qui échoua complétement. — La garnison, rebutée par tant d'échecs et affaiblie par les maladies qui faisaient de continuels ravages, cessa dès lors de rien entreprendre. Néanmoins ses approvisionnements diminuaient chaque jour; Wurmser sentait amèrement qu'en cherchant avec les débris de son armée un asile dans Mantoue, au lieu de pouvoir en prolonger la défense il n'avait qu'accéléré l'époque de la reddition. Vers la fin d'octobre, il se vit forcé d'ordonner de tuer les chevaux pour nourrir les soldats : dès lors la garnison put calculer que, à moins d'être efficacement secourue par l'Autriche, elle ne saurait faire durer sa résistance qu'autant que durerait son courage à supporter les privations, chaque jour croissantes, auxquelles elle allait être soumise.

Projets de Bonaparte sur l'Italie. — Tandis que les intrigues antrichiennes et les menées des petits princes italiens tendaient à créer des embarras à l'armée française parmi les souverains, toutes les pensées du général Bonaparte étaient de lui assurer des appuis parmi les peuples. La régénération complète de l'Italie par la création de républiques indépendantes, devait atteindre ce but. Bonaparte savait que la grande nation italienne, délivrée du joug de l'Autriche, réunie et vivifiée par des institutions libres et par l'amour de la patrie, serait pour le peuple français une alliée naturelle et dévouée. Toutes ses lettres au Directoire réclamaient la grande et politique mesure de la constitution définitive de la nationalité italienne par l'établissement de républiques. « Il faudrait, écrivait-il, réunir un congrès à Modène ou à Bologne, et le composer des députés des États de Ferrare, Bologne, Modène et Reggio. — Il faudrait avoir soin qu'il y eût parmi ces députés des nobles, des prêtres, des cardinaux, des négociants, enfin des hommes de tous les états, généralement estimés et reconnus pour patriotes. 1° On y arrêterait l'organisation de la légion italienne; 2° on ferait une espèce de fédération pour la défense des communes; 3° le congrès pourrait envoyer des députés à Paris pour demander la liberté et l'indépendance de l'Italie. — Cela produirait un très grand effet. — Il est indispensable de ne négliger aucun moyen pour répondre au fanatisme de Rome, et pour nous faire des amis. »

Les projets du Directoire étaient opposés aux plans généreux de Bonaparte. Le Directoire voulait la paix, mais c'était de l'Autriche qu'il prétendait l'obtenir, dût la liberté de l'Italie en être le prix. Il répondit froidement aux chaleureuses réclamations de Bonaparte en faveur de la nation italienne : « La politique et nos intérêts bien entendus, envisagés sainement, nous prescrivent de mettre des bornes à l'enthousiasme des peuples du Milanais, qu'il convient toujours de maintenir dans des sentiments qui nous soient favorables, sans nous exposer à voir se prolonger la guerre actuelle par une protection ouverte et en les encourageant trop fortement à manifester leur indépendance [1]. »

[1] Le cinquième anniversaire de la fondation de la République française fut célébré le 22 septembre, à Milan, avec une solennité dont les journaux italiens firent alors cette pompeuse description :

« Au point du jour, les canons du château annoncèrent le retour de ce jour glorieux pour les Français et mémorable pour l'univers. Les citoyens se disposèrent avec joie à le célébrer. A huit heures les membres du congrès général d'état, du conseil suprême et des autres tribunaux se rendirent à la municipalité; une garde nationale nombreuse, mêlée aux troupes françaises, formait la haie dans les vastes cours du palais de la commune et dans la rue qui conduit à la cathédrale. Les officiers français s'étaient, de leur côté, réunis au palais Serbelloni, où logent Monsieur et Madame Bonaparte. — A neuf heures le cortége se mit en marche : un détachement d'artilleurs avec deux canons, et un détachement de grenadiers français étaient en tête; venait ensuite un bataillon de la garde nationale avec la musique. — Le corps municipal et les membres des tribunaux marchaient en groupes sans aucune de ces vaines distinctions d'étiquette et de préséance qui étaient jadis considérées comme si importantes. Ils ne s'occupaient que d'une seule affaire, la célébration d'une fête républicaine, nouvelle pour notre grande cité. Dès que le cortége fut

Ainsi, en faisant briller la liberté aux yeux des populations italiennes, ardentes et dévouées, ce n'était pas un don que le Directoire voulait leur faire, ce n'était qu'un prêt qui devait leur être retiré si le sacrifice de leur indépendance, conquise par tant de victoires, devenait nécessaire à la conclusion du traité avec l'Autriche; prêt fatal, et qui leur aurait rendu plus amer et plus flétrissant l'esclavage sous lequel elles seraient retombées.

Création des républiques Transpadane et Cispadane.—Bonaparte avait le cœur trop haut placé pour ne pas comprendre que l'existence nationale de l'Italie importait à sa gloire aussi bien qu'aux succès de ses opérations militaires. Il ne pouvait servir la politique mesquine et tortueuse du Directoire; et pendant que, pour assurer la tranquillité de la Péninsule, il faisait fortifier et armer Pizzighetone, Reggio, toutes les places des rives de l'Adige et de l'Adda, ainsi que les châteaux d'Urbin et de Ferrare, il encourageait, par son approbation, les efforts des patriotes qui, en deçà et au-delà du Pô, créaient les républiques Cispadane et Transpadane. Cette forme de gouvernement offrait le seul mode de réorganisation de l'Italie qu'il fût possible d'espérer de l'esprit du moment. Les bases principales de l'administration des nouvelles républiques furent établies d'après les conceptions du général en chef.

Il convient de présenter quelques détails sur l'établissement de ces gouvernements si promptement créés.—Si Bonaparte avait contre ses projets les petits princes, les grands propriétaires féodaux et le clergé, il avait pour lui les savants, les négociants, les petits propriétaires et tous les hommes voués aux professions industrielles et mécaniques, qui attendaient des nouveaux principes de liberté et d'égalité civiles, des droits dont ils n'avaient pu jouir jusque-là. Après la répression des premiers troubles, et la punition de leurs instigateurs, les habitants des campagnes, dont on cessa de froisser les vieux préjugés religieux, s'habituèrent aisément à un nouvel état de choses qui leur promettait un avenir plus heureux. La Lombardie manifesta la première le désir d'assurer son indépendance sous la protection des armes républicaines. Bonaparte approuva ce vœu, et l'exemple du Milanais fut bientôt imité sur les deux rives du Pô, quoique les habitants des campagnes fussent peut-être moins que ceux des villes enthousiastes des nouvelles idées. La Lombardie avait donc pris déjà les formes républicaines immédiatement après l'affaire de Pavie. Son gouvernement fut celui désigné plus tard sous le nom de république transpadane, par opposition à celle qui fut formée peu après sur l'autre rive du Pô, sous le nom de république Cispadane.

Les résultats politiques et militaires de cette création de nouveaux états devaient être aussi avantageux à la France que défavorables à l'Autriche; mais pour les obtenir et déjouer toutes les intrigues, il convenait que leur gouvernement fût plus fort encore que libéral. Bonaparte le sentait ainsi, mais il était fréquemment contrecarré dans ses idées par les commissaires du Directoire, chargés des détails de la nouvelle administration; néanmoins l'influence qu'il exerça sur eux l'aida à mener à fin l'opération délicate de la régénération italienne. Il sut composer avec les anciennes institutions, à part celles qui tenaient au régime féodal, glissa sur les réformes religieuses pour ne pas indisposer une foule ignorante, aveuglément soumise au clergé. Les nobles, par leur admission aux charges civiles et administratives, conservèrent la considéra-

arrivé sur la place publique, on y vit bientôt paraître le général en chef avec une brillante escorte de généraux et d'officiers de l'état-major. Cette troupe se plaça sur le côté droit de la place; la municipalité, le congrès et les autres autorités se placèrent sur une double estrade en face de la cathédrale; à gauche étaient les troupes françaises et la garde nationale; les deux côtés de l'entrée étaient également garnis de musiciens. Le canon, disposé sur l'avant-place du palais archiducal, annonça le commencement de la fête. On planta un arbre de la liberté; on prononça plusieurs discours relatifs à la circonstance. Le général en chef Bonaparte, le commissaire Garreau, les officiers d'état-major, tous à cheval, étaient le principal ornement du spectacle. Les troupes françaises et nationales défilèrent par pelotons devant eux, et, faisant le tour de la place, s'acheminèrent vers le cours de la porte d'Orient, où se dirigea de son côté le général et son cortége, retournant au palais Serbelloni : les autorités constituées s'y rendirent à pied avec tous leurs officiers... Madame Bonaparte jouissait du coup d'œil de la fête de dessus la grande loge du *Casino di recreazioni;* toutes les fenêtres étaient garnies de spectateurs — Au fond de la place on avait élevé un temple avec la statue de la liberté. La déesse elle-même parut bientôt sur un superbe char triomphal traîné par six beaux coursiers : c'était une jeune femme vêtue à la grecque et agitant un drapeau tricolore. Six jeunes garçons folâtraient autour d'elle, ornés de guirlandes de fleurs et de feuillages, et portant les emblèmes de la liberté victorieuse, de la tyrannie vaincue, de la coalition foudroyée. Entre les guirlandes et les fleurs on lisait sur une large inscription les noms des armées qui ont bien mérité de la patrie, d'autre part celui de la Lombardie présenté à la déesse par un génie qui l'implorait en faveur de nos belles contrées. Ce char, après s'être arrêté d'abord devant le palais du général, parcourut la ville, puis retourna à la place du palais national pendant le dîner, dont le général fit les honneurs. Au sortir du dîner, le cortége se rendit, au bruit du canon, au cours de la porte d'Orient, et assista à des jeux qui rappelaient les beaux jours de la Grèce. Il y eut des courses à pied et à cheval, exécutées par des officiers français ainsi que par nos citoyens. Le soir des représentations théâtrales, des danses et une joie dont nous éprouvons encore les douces et enivrantes sollicitations, en nous écriant : *Vive la République française! vive le jour de sa fondation! puisse la cinquième époque de son anniversaire devenir la première de notre république lombarde et italique!*»

Le cinquième anniversaire de la République fut aussi célébré avec pompe dans toutes les autres grandes villes de l'Italie occupées par les troupes françaises. Le peuple italien se plaisait à ces spectacles.

La fête de Gênes, ville alliée et non conquise, eut un caractère particulier. Les bâtiments français mouillés dans le port l'annoncèrent par des salves d'artillerie qui furent répétées par les forts de la ville; le pavillon tricolore et ceux des puissances amies flottaient de tous côtés. Le ministre Faypoult donna le soir une fête où assistèrent le ministre du roi de Sardaigne et un grand nombre de nobles génois. Les relations du temps en ont conservé la description. « Le goût, la simplicité et le patriotisme, disent-ils, y régnaient également. Les salles, les appartements et le jardin étaient ornés d'emblèmes et de trophées. On a remarqué que les quatre pavillons génois, batave, espagnol et français étaient réunis par un ruban tricolore, sur lequel était écrit en lettres d'or : *alliance* Dans le jardin, illuminé brillamment, on voyait l'arbre de la liberté, l'autel de la patrie et la statue de la liberté. Deux orchestres exécutaient tour à tour des marches ou des chansons patriotiques. On chanta aussi l'hymne italien que le peuple chante à Milan :

Del despotico potere,
Ite al foco, iniqui editti;
Son dell' uomo i primi dritti.
Equagliança e liberta.

«A neuf heures commencèrent les danses républicaines, qui furent interrompues à minuit par un souper qu'assaisonnait l'esprit d'égalité et de liberté.» [1]

tion dont ils étaient jaloux, et obtiurent do plus une influence politique dont l'Autriche les avait privés. Cette révolution fut paisible et sans réaction dans le Milanais et les autres principautés [1]. Les peuples s'habituèrent aisément à jouir de droits qui étendaient leurs avantages sociaux et leurs libertés nationales.

Le peuple de Reggio suivit le premier l'exemple des Lombards, et devint le foyer de la propagande italienne. On se rappelle que le duc de Modène, Hercule III, avait fui de ses états lors de l'arrivée des Français, laissant le timon des affaires à un conseil de régence. Ses sujets le détestaient, ceux de Reggio en particulier. Ils s'insurgèrent le 26 août, prirent les armes, chassèrent les autorités ducales et créèrent une municipalité en se mettant sous la protection française. Les légations de Bologne et de Ferrare, cédées à la France par le Pape, envoyèrent des députés au peuple de Reggio pour le féliciter et lui offrir une alliance. Bonaparte avait confié provisoirement le gouvernement de ces deux petits états à un conseil qui devait leur donner une constitution sage, adaptée à leur situation et à leurs mœurs.

La régence de Modène voulut résister au mouvement populaire et se mit en devoir de réparer les fortifications de la ville. Bonaparte ne cherchait qu'une occasion pour substituer à cette régence un gouvernement qui gagnât aux Français l'esprit des habitants; il fit marcher des troupes sur Modène, prétextant la violation du traité qui défendait de relever ses fortifications. Les Français entrèrent à Modène le 9 octobre. Le conseil de régence se dispersa et fut remplacé par un comité de gouvernement qui prêta serment à la République française. Le nouveau gouvernement, aussitôt après son installation, adressa aux habitants de Bologne et de Ferrare l'invitation d'envoyer des députés à Modène pour se concerter sur la manière de consolider leur récente révolution. Les députés réunis décrétèrent quelques jours après, dans une assemblée générale, l'union des quatre provinces de Modène, Reggio, Ferrare et Bologne; l'organisation d'une garde nationale sédentaire dans chaque ville confédérée; l'envoi d'une députation au général Bonaparte et à la république Transpadane, etc. Toutes les institutions nouvelles ne devaient être que provisoires jusqu'à la paix générale.

Situation intérieure de l'Italie — Cependant Bonaparte et le Directoire avaient fait en vain plusieurs tentatives pour s'attacher la république de Venise. Ce vieil état, frappé d'atonie, était incapable de faire à propos la paix ou la guerre. Une flottille vénitienne avait été armée sous le prétexte de la défense des Lagunes. La coïncidence de cette mesure avec le refus fait par le Pape de signer la paix, et l'arrivée à Rome d'un envoyé napolitain chargé de conclure une alliance entre Naples et le Saint-Siége, fit craindre à Bonaparte d'avoir bientôt sur les bras une nouvelle ligue italienne. Il avait pressé le Directoire d'en finir avec le roi de Naples. Un traité de paix définitif fut signé à Paris le 10 octobre. Ce traité refroidit l'ardeur guerrière de la cour de Rome qui, n'ayant pas pu s'arranger avec la République française, travaillait de tous ses efforts aux préparatifs d'une guerre dans laquelle elle espérait avoir Naples pour alliée. — Le roi de Sardaigne venait de mourir, et l'on avait craint un instant une rupture avec son successeur. Cette crainte avait été heureusement dissipée.—Au commencement d'octobre, pendant que le Directoire traitait à Paris avec son ambassadeur, un autre traité stipulant le paiement de quatre millions, la clôture du port de Gênes aux Anglais, et le libre passage pour les troupes républicaines et leurs convois, transformait la capitale de la république génoise en une place d'armes française. Ce fut vers cette époque que la paix fut aussi définitivement conclue à Paris avec le duc de Parme; les conditions en étaient à peu près les mêmes que celles de l'armistice [1].

Ces différentes négociations occupèrent les loisirs du général en chef depuis l'affaire de Saint-Georges

[1] Bonaparte, tout en protégeant la création des nouvelles républiques, qui devaient être autant d'appuis pour son armée, tenait beaucoup à ce que l'établissement de ces états populaires ne fût souillé par aucun excès. Ayant appris que la plantation de l'arbre de la liberté avait été à Bologne l'occasion de quelques violences et de pillages, il se rendit sur-le-champ dans cette ville et donna l'ordre d'arrêter et de livrer les coupables aux tribunaux, qui en firent prompte justice; ensuite il adressa aux Bolonais une proclamation où l'on remarque le passage suivant :

« Un peuple qui se livre à des excès est indigne de la liberté : un peuple libre est celui qui respecte les personnes et les propriétés. L'anarchie produit la guerre intestine et toutes les calamités publiques. Je suis l'ennemi des tyrans, mais, avant tout, l'ennemi juré des scélérats, des brigands qui les commandent lorsqu'ils pillent. Je ferai fusiller ceux qui, renversant l'ordre social, sont nés pour l'opprobre et le malheur du monde.

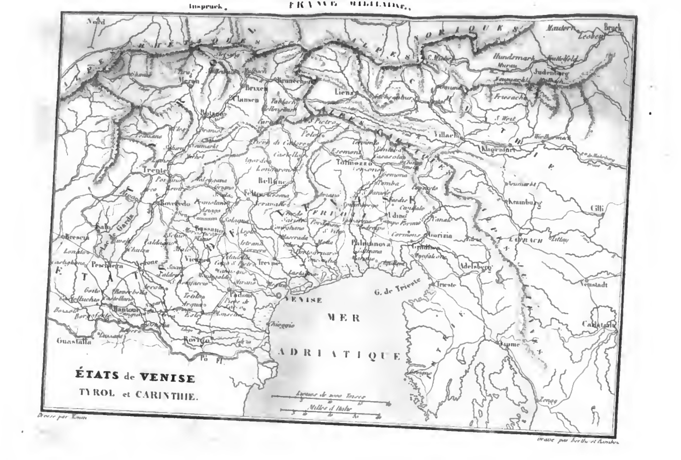
« Peuple de Bologne, voulez vous que la République française vous protége? voulez-vous que l'armée française vous estime et s'honore de faire votre bonheur? voulez vous que je me vante quelquefois de l'amitié que vous me témoignez? réprimez ce petit nombre de scélérats; faites que personne ne soit opprimé : quelles que soient ses opinions, nul ne peut être arrêté qu'en vertu de la loi.... Faites surtout que les propriétés soient respectées. »

Le sénat bolonais, ainsi encouragé par le général en chef, retrouva la fermeté nécessaire pour faire respecter les lois, et l'organisation de la garde civique assura à l'avenir le maintien de la tranquillité publique.

[1] Ce qui caractérise le premier généralat de Bonaparte, c'est que déjà, comme dans tout le cours de sa carrière, il se montre non moins habile administrateur que grand homme de guerre. Il est à la fois guerrier, diplomate et législateur. Pendant qu'il organise les nouvelles républiques, il signe ou prépare des traités, songe à créer en Italie un esprit public qui lui soit favorable, et une armée qui puisse défendre la nationalité italienne qu'il a à cœur de fonder. Au moment même où il veille à l'organisation des gardes nationales de Bologne, de Ferrare, de Modène, de Milan, etc., et à la création de la légion lombarde, qui ne tardera pas à prendre place dans les rangs de l'armée française, il s'occupe aussi de la fondation d'établissements relatifs à l'instruction publique, et des académies qui, en disposant les savants en faveur des Français, doivent ajouter l'influence des esprits éclairés à celle des armes, et enfin il fait proposer par l'administration lombarde un prix pour le meilleur discours sur cette intéressante question : *Quel est le gouvernement libre qui convient le mieux au bonheur de l'Italie?*

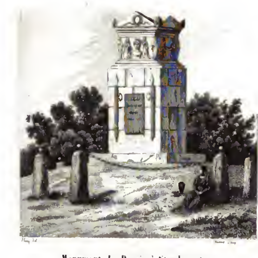
Cependant toutes ces questions de politique et d'administration ne détournent pas son attention de la question militaire.

Jamais les menées pour soulever les populations italiennes n'avaient été aussi actives qu'elles le furent pendant les deux mois qui suivirent le blocus de Wurmser dans Mantoue. Des émissaires ennemis parcouraient les pays occupés par les Français, et cherchaient à exciter l'insurrection. On vit reparaître les Barbets dans le comté de Nice et dans la partie montueuse du Montferrat; mais la guerre active que leur fit le général Garnier, et la mort de leurs chefs ne tardèrent pas à en amener la dispersion. On en arrêta et on en fusilla



Inspruck
Nord
ÉTATS de VENISE
TYROL et CARINTHIE.
MER
ADRIATIQUE
G. de Trieste
VENISE
Chioggia
Padoue
Vicenza
Verone
Peschiera
Brescia
Mantoue
Guastalla
Rovigo
Trevise
Bellune
Feltre
Trente
Roveredo
Brixen
Clausen
Botzen
Meran
Lienz
Tolmezzo
Udine
Palmanova
Gorizia
Gradisca
Trieste
Adelsberg
Fiume
Zengg
Laybach
Kraimburg
Cilli
Neustadt
Villach
Klagenfurt
Judenburg
Leoben
Bruck
Mautern
Hundsmark
Friesach
Lac de Garda
Bassano
Dresse par Lemm


Biblioteca Nazionale V. E. III
NAPOLI



Monument de Desaix à Strasbourg.



Monument de Turenne à Sassbach.



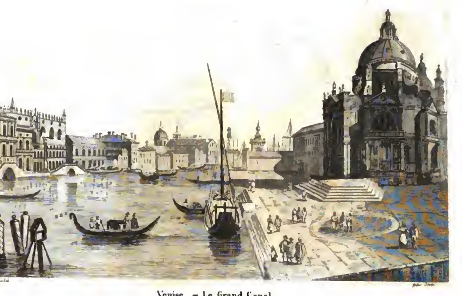


Hopital Militaire. Sœur grise.



Ruines de S.t Etienne à Heidelberg.


NAPOLI



Venise. – Le Grand Canal.

jusqu'au moment où l'armée autrichienne se mit de nouveau en mouvement pour venir au secours de Mantoue. Le gros de l'armée française était resté pendant ce temps autour de Mantoue, et en observation sur la Brenta et sur l'Adige. Bonaparte pressait en vain le Directoire pour en obtenir les renforts qui devaient combler les vides formés par tant de batailles et surtout par les maladies qui, autour de Mantoue et dans les plaines marécageuses de l'Adige, décimaient les Français ainsi que les Autrichiens.

Jugement sur Bonaparte en 1796. — Pour faire apprécier les talents que Bonaparte déployait alors comme général et comme administrateur, et montrer quelle opinion avaient déjà ses contemporains de son génie et de son avenir, nous citerons la note qu'un général (Clarke, depuis duc de Feltre), envoyé vers cette époque à Milan, pour observer la conduite des chefs militaires et des commissaires civils en Italie, adressait au Directoire. « Le général en chef a rendu les plus importants services. Placé par vous au poste glorieux qu'il occupe, il s'en montre digne; il est l'homme de la République. Le sort de l'Italie a plusieurs fois dépendu de ses combinaisons savantes. Il n'y a personne ici qui ne le regarde comme un homme de génie, et il l'est effectivement. Il est craint, aimé et respecté en Italie. Tous les petits moyens d'intrigue échouent devant sa pénétration. Il a un grand ascendant sur les individus qui composent l'armée républicaine, parce qu'il devine ou conçoit d'abord leur pensée ou leur caractère, et qu'il les dirige avec science vers le point où ils peuvent être le plus utiles. Un jugement sain, des idées lumineuses le mettent à portée de distinguer le vrai du faux. Son coup d'œil est sûr; ses résolutions sont suivies par lui avec énergie et vigueur. Son sang-froid dans les affaires les plus vives, est aussi remarquable que son extrême promptitude à changer ses plans quand des circonstances imprévues le commandent. Sa manière d'exécuter est savante et bien calculée. Bonaparte peut parcourir avec succès plus d'une carrière; ses talents supérieurs et ses connaissances lui en donnent les moyens. Je le crois attaché à la République, et sans autre ambition que celle de conserver la gloire qu'il s'est acquise. On se tromperait si l'on pensait qu'il fût l'homme d'un parti. Il n'appartient ni aux royalistes qui le calomnient, ni aux anarchistes qu'il n'aime point. La constitution est son seul guide. Rallié à elle et au Directoire qui la veut, je crois qu'il sera toujours utile et jamais dangereux à son pays. Ne pensez point, citoyens directeurs, que j'en parle par enthousiasme: c'est avec calme que j'écris, et aucun intérêt ne me guide que celui de vous faire connaître la vérité. Bonaparte sera mis par la postérité au rang des plus grands hommes. »

Drapeaux offerts par l'armée d'Italie.—Le Directoire et l'Armée. — Les victoires de Bonaparte sur le Mincio et sur l'Adige soutenaient en France l'esprit public, que les revers essuyés par les armées du Rhin auraient probablement abattu. Le Directoire était flatté des succès de l'armée d'Italie, dans la pensée qu'ils jetaient de l'éclat sur son gouvernement, et lui facilitaient les moyens de comprimer les partis menaçants déjà pour son existence. Comme tous les gouvernements qui sont faibles, et qui ont la conscience de leur faiblesse, il caressait l'armée et la faisait valoir par des fêtes et des réceptions solennelles, espérant s'en faire au besoin un appui contre l'opposition des deux conseils (les Anciens et les Cinq-Cents). Il préparait ainsi, sans s'en douter, l'établissement du gouvernement militaire.

Quoi qu'il en soit, ces réceptions solennelles avaient alors un grand retentissement et produisaient un effet profond sur l'opinion publique.

Ainsi dans sa séance du 10 fructidor (28 août), le Directoire avait reçu solennellement des mains du capitaine Dutaillis [1], aide de camp du général Berthier, chef d'état-major de Bonaparte, les drapeaux enlevés à l'ennemi dans la glorieuse campagne des cinq jours.

un grand nombre. Des troubles étaient en même temps fomentés dans les fiefs, et on en accusait même le comte Girola, ministre de l'Empereur à Gênes. Les Anglais avaient débarqué sur le littoral de la poudre, des armes et d'autres munitions de guerre qui y avaient été secrètement transportées. Le fief de Sainte Marguerite, situé dans la vallée de la Scrivia, où se trouve, sur une hauteur, un château susceptible de défense, était le point central de réunion des insurgés; leurs forces s'augmentaient chaque jour de prisonniers autrichiens échappés aux convois que l'armée d'Italie dirigeait sur la France. Des agents placés sur toutes les routes d'étapes leur facilitaient les moyens de fuir et leur fournissaient des guides pour se rendre dans les anciens fiefs impériaux. On y répandait à profusion des manifestes de Wurmser. Ce général avait réussi à envoyer de Mantoue à Gênes le colonel Mercantini, qui demeura, dit-on, caché plusieurs jours dans la maison du ministre autrichien, attendant le moment de se mettre à la tête de l'insurrection projetée. Des officiers allemands qui étaient restés prisonniers à Gênes, sur parole, devaient se réunir à lui. Le général en chef, instruit de toutes ces intrigues par le ministre de la République française auprès du gouvernement génois, donna des ordres au gouverneur de Tortone. Celui-ci envoya aussitôt au château de Sainte-Marguerite et dans les autres fiefs impériaux un détachement pour enlever les munitions de guerre qui y étaient cachées, et arrêter les hommes armés qui s'y trouvaient réunis. L'insurrection fut ainsi étouffée avant sa naissance.—Cependant les émissaires porteurs de fausses nouvelles circulaient encore fréquemment, et le général en chef dut prendre aussi des mesures sévères contre eux. Des négociants partis de Gênes avec grand fracas, s'étaient réfugiés à Milan, annonçant que les Français étaient à la veille de bombarder Gênes. Bonaparte leur fit ordonner de sortir à l'instant de la Lombardie. La lettre dans laquelle il prescrivait au général Berthier de les faire partir sur-le-champ fut rendue publique; on y remarquait le passage suivant :

« J'ai à cœur d'ôter aux malveillants tous les moyens d'inquiéter le brave peuple génois, auquel l'armée d'Italie a des obligations essentielles, tant pour le grain qu'il nous a procuré dans le temps de disette, que pour l'amitié qu'il a toujours manifestée pour la République. Au moment où les Génois ont fermé leurs ports aux Anglais et chassé le ministre de l'Empereur, qui avait exécuté des soulèvements dans les fiefs impériaux, ils ont des droits plus particuliers à la protection de la République française. »

Dans le même temps et afin d'empêcher l'opinion publique de se laisser égarer, il faisait publier aussi la lettre suivante, adressée par lui au cardinal Mattei.

« Les circonstances où vous vous êtes trouvé étaient vraiment difficiles, et absolument nouvelles pour vous. C'est à cette seule raison que je veux attribuer les fautes essentielles que vous avez commises. Les vertus morales et chrétiennes que tout le monde s'accorde à reconnaître en vous me font désirer vivement que vous vous rendiez dans votre diocèse. Assurez tous les ministres du culte et tous les religieux des différentes congrégations, de la protection spéciale que je leur accorderai, lorsque toutefois ils ne se mêleront point des affaires politiques des peuples » — Ces communications officielles produisaient un excellent effet sur les populations.

[1] Depuis lieutenant général et pair de France.

Cet officier avait, à cette occasion, prononcé le discours suivant[1] :

« Citoyens directeurs, vous voyez les étendards arrachés aux ennemis par les Républicains en Italie. Les Autrichiens, après avoir reçu des renforts considérables, attaquèrent quelques-uns de nos postes, et s'en emparèrent : fiers de ces premières tentatives, ils annoncent à toute l'Italie que bientôt on n'y comptera plus un seul Républicain; mais quatre jours seulement ils connurent les succès. Les Français réunis attaquent à leur tour cette armée un instant victorieuse, formidable par le nombre, et dernier espoir de l'Autriche. En quatre autres jours elle est entièrement défaite, toute son artillerie perdue; et Wurmser, ainsi que Beaulieu, trouva en Italie les braves qui, en 1792, les défirent tous deux à Jemmapes. Ces succès, éternellement glorieux, sont dus à la bravoure et à l'intrépidité de nos soldats, et aussi aux savantes dispositions et à l'infatigable activité de leur jeune général; nuit et jour à leur tête, partageant leurs dangers, leurs fatigues, leurs privations, il conduit leurs attaques, dirige leur courage et leur ouvre partout le chemin de la victoire. — Citoyens directeurs, nous avons à regretter la perte de braves et intrépides camarades; mais ils sont morts dignes de la cause sacrée qu'ils défendaient. J'en ai vu au lit d'honneur, sur le champ de bataille, blessés à mort et près d'expirer, arrêter le dernier soupir pour crier à leurs camarades: *Courage, mes amis! la victoire est à nous.* Un autre, grièvement blessé, porté par ses camarades, et voyant passer le général, suspendit le cri que lui arrachait la douleur, pour faire entendre celui de: *Mon général, vive la République!* — Citoyens directeurs, que ces drapeaux, que ces trophées, scellés du sang républicain, soient le gage de l'assurance que la seule et noble ambition de l'armée d'Italie et du général qui la commande, est d'anéantir jusqu'au dernier les ennemis de la République, et leur plus douce récompense sera d'avoir acquis quelques droits à la reconnaissance nationale. »

La Reveillère-Lepeaux répondit à Dutaillis. On remarqua dans son discours les passages suivants, qui renfermaient une louange un peu exagérée alors, mais que nos armées ont méritée depuis.

« L'intrépidité et le dévouement des soldats républicains, le courage et l'habileté des généraux, ont porté la gloire des armes françaises au plus haut degré, et affermi pour jamais le gouvernement républicain. — Les prodiges qu'ils ont opérés ont donné de la vraisemblance à ceux qu'on nous raconte de l'antiquité, puisqu'ils les ont surpassés. — Puissent tant de constance et de succès forcer un ennemi opiniâtre à renoncer enfin au projet insensé de renverser la République, et le rendre accessible à la voix de la paix! la paix, objet constant de nos vœux et de nos travaux! Qu'ils apprennent au surplus, les ennemis de la France, que s'il fallait de nouveaux triomphes pour les y contraindre, ils ne coûteront rien à nos guerriers; ils sauront achever leur ouvrage. Ils feront plus: après avoir donné l'exemple des vertus guerrières dans les camps, ils donneront dans leurs foyers celui des vertus civiques et du respect dû aux lois. »

Peu de jours après, le 15 vendémiaire an V (1er octobre 1796), le chef de brigade Marmont, aide de camp du général Bonaparte, et envoyé par lui pour apporter vingt-deux drapeaux pris sur l'armée de Wurmser à Roveredo, à Lavis, à Bassano, etc., fut présenté au Directoire par le ministre de la guerre. Cette cérémonie solennelle avait attiré un grand concours de citoyens qui manifestaient d'une manière non équivoque leur sympathie pour la brave armée d'Italie.

En présentant Marmont, le ministre adressa au Directoire un discours où les actes de cette armée étaient heureusement résumés.

« L'armée d'Italie, toujours triomphante, vous présente les trophées de ses nouvelles victoires. — Les ennemis, vaincus à Castiglione, avaient reçu des renforts considérables; ils préparaient en silence une nouvelle attaque, avec l'espoir de réparer leurs défaites; mais ils étaient attendus par une armée accoutumée à vaincre, et la bataille de Saint-Georges a mis un dernier terme à leurs efforts. La postérité croira avec peine au témoignage de l'histoire, lorsqu'elle apprendra que, dans le cours d'une seule campagne, l'Italie entière a été conquise; que trois armées ont été successivement détruites; que plus de cinquante drapeaux sont restés entre les mains des vainqueurs; que quarante mille Autrichiens ont déposé les armes; enfin que trente mille Français et un guerrier de vingt-cinq ans ont opéré tous ces prodiges. L'armée d'Italie n'a plus de triomphes à obtenir; elle a rempli la plus glorieuse et la plus étonnante carrière: qu'elle renvoie donc la victoire aux armées du Rhin, et qu'un ennemi, trop prompt à s'enorgueillir de quelques avantages éphémères, apprenne bientôt que les Français sont partout les mêmes, et que lorsqu'ils combattent pour la liberté, rien ne peut résister à leur courage. »

Marmont prit ensuite la parole, et d'une voix sonore, avec ce ton légèrement emphatique qui était de mode à une époque où il semblait qu'une partie de la nation se donnât en spectacle à l'autre sur un théâtre:

« Citoyens directeurs, dit-il, l'armée d'Italie, après avoir conquis la plus belle partie de l'Europe, n'avait pas fait assez pour sa patrie et pour sa gloire; ses phalanges guerrières devaient, avant de se livrer au repos, anéantir l'ennemi qui leur restait à combattre. Une expédition est projetée: la sagesse des dispositions, l'infatigable constance des troupes, la confiance entière de chaque soldat dans le général qui le commande, tout promet un heureux succès. L'armée part; elle renverse tout ce qui s'oppose à sa marche, et, pour la première fois depuis l'existence de la nation, les Français voient les sources de la Brenta, et pénètrent dans l'antique ville de Trente: alors, changeant subitement

[1] Nous rapportons textuellement ce discours et ceux qui furent prononcés lors de l'envoi des drapeaux pris à Roveredo, à Bassano et à Saint-Georges, parce que, à notre avis, ils peignent avec fidélité l'esprit qui animait alors l'armée républicaine, et les sentiments que ses triomphes inspiraient au gouvernement. Dans le langage du militaire on voit se manifester un patriotisme sincère et percer la conscience de ce que l'armée vaut et *peut faire;* le discours du président du Directoire fait pressentir que le gouvernement aura besoin de l'armée à l'intérieur et compte sur elle.

de direction, l'armée arrive, avec la rapidité de l'éclair, sur les derrières de l'armée autrichienne, et le général Bonaparte force le général Wurmser à recevoir bataille dans son quartier général même. — L'armée de la liberté devait être celle de la victoire; les Autrichiens sont défaits, et le peu qui échappe au fer des Français n'a d'autre espoir que de se jeter dans Mantoue. Des circonstances le favorisent, il pénètre jusqu'à cette place : c'est alors que Wurmser, fort de quelques troupes fraîches qu'il y trouve, veut encore tenter la fortune; mais un combat est une nouvelle occasion de gloire pour les Français : nos troupes marchent dans le plus bel ordre; et, grâce à l'excellente combinaison de nos forces, la victoire ne chancelle pas un moment. Les Autrichiens rentrent en foule par le seul passage qu'ils possèdent : nous nous en rendons maîtres, et ce qui reste, ne pouvant ni fuir ni se défendre, se confie à notre générosité. — Ainsi Wurmser, qui a cherché, avec les débris de son armée, un asile dans Mantoue, et qui avait conçu l'espérance de prolonger la défense de cette place, assure au contraire sa reddition, et en rapproche même l'époque. — Les vingt-deux drapeaux que j'ai l'honneur de vous présenter sont les témoignages éclatants de ces succès. Ils ont été pris en quatorze jours, aux combats de Serravalle, de Lavis, des gorges de la Brenta, et aux batailles de Roveredo, de Bassano et de Saint-Georges. — L'armée d'Italie, pendant cette brillante campagne, a détruit deux armées, pris quarante-sept mille hommes, deux cent quatre-vingt pièces de canon et quarante-neuf drapeaux. Ces victoires vous sont un sûr garant, citoyens directeurs, de son amour constant pour la République; *elle sait défendre les lois et leur obéir, comme elle a su battre les ennemis extérieurs. Veuillez la considérer comme une des plus fermes colonnes de la liberté, et croyez que tant que les soldats qui la composent existeront, le gouvernement aura d'intrépides défenseurs.* — J'ai l'honneur de vous présenter aussi deux drapeaux pris sur les troupes du Pape : nous y ajoutons peu de prix, parce que nous avons eu peu de peine à les obtenir; mais ils sont au moins un monument qui atteste l'activité de l'armée d'Italie, et l'étendue du pays qu'elle a parcourue pendant cette campagne. »

La Reveillère-Lepeaux était encore président du Directoire; il répondit à Marmont :

« Plus rapide que la renommée, l'armée d'Italie vole de triomphes en triomphes. Par elle, chaque jour est marqué d'un succès éclatant. Tant de faits héroïques, tant d'heureux résultats, l'ont rendue également chère aux amants de la gloire et aux amis de l'humanité; car si ses victoires ont honoré à jamais les armes françaises, elles doivent aussi forcer nos ennemis à la paix. — Grâces soient donc rendues à la brave armée d'Italie et au génie supérieur qui la dirige. Le Directoire exécutif, au nom de la République française, reçoit avec la plus vive satisfaction les trophées qui attestent tant d'actions étonnantes; il vous charge de porter à vos braves frères d'armes les témoignages de la reconnaissance nationale.— Et vous, jeune guerrier, dont le général atteste la bonne conduite et le courage, recevez ces armes[1] comme une marque de l'estime du Directoire, et n'oubliez jamais qu'*il est tout aussi glorieux de les faire servir au-dedans pour le maintien de notre constitution républicaine, que de les employer à anéantir ses ennemis extérieurs;* car le règne des lois n'est pas moins nécessaire au maintien des Républiques que l'éclat de la victoire. »

Ainsi, dans ces discours d'apparat, l'armée, qui sentait sa force, offrait au Directoire un appui que celui-ci acceptait sans se douter de sa propre faiblesse. — En effet, un an après cette séance solennelle eut lieu le 18 fructidor, qui précéda de vingt-six mois seulement le 18 brumaire.

Reprise de la Corse sur les Anglais. — Nous avons fait connaître (t. 1er, p. 124 à 128) comment la Corse fut livrée aux Anglais par la défection de Paoli, à qui le gouvernement français en avait confié le commandement supérieur. Nous avons raconté comment le général corse crut devoir quitter son pays après avoir vu ses espérances évanouies et l'autorité que les Français lui avaient donnée, remise avec la vice-royauté de l'île à un général anglais, lord Elliot. — Le premier libérateur de la Corse était ainsi puni à la fois dans son ambition personnelle et dans ses sentiments nationaux. Au lieu d'avoir rendu sa patrie indépendante et sa gloire plus respectée, il sentait que la Corse, de département libre et français, était devenue un royaume tributaire des Anglais, et que le nom de Paoli resterait à jamais entaché d'une trahison.

Les Corses étaient plus partisans des idées de liberté réveillées en 1789, que des principes démagogiques proclamés en 1793. Un grand nombre d'entre eux, cela est certain, avaient d'abord été séduits par l'espérance de posséder une sage et pratique liberté, à l'aide de la constitution anglaise, qui passait alors pour le chef-d'œuvre des combinaisons sociales et politiques; mais ils se fatiguèrent bientôt des exactions de tous genres, de l'avarice et de l'insolente hauteur de ces nouveaux alliés qui se considéraient comme leurs maîtres. La conduite des administrateurs anglais mécontenta ceux mêmes qui les avaient appelés avec le plus d'empressement. Le contraste de cette insupportable domination, avec l'accueil *fraternel* fait aux patriotes corses qui se réfugiaient en France, grossissait le nombre des partisans de la République, auxquels se joignirent bientôt tous ceux qui croyaient voir rejaillir sur leur pays une partie de la gloire dont brillait déjà leur jeune compatriote, le général en chef de l'armée d'Italie. Chacun des triomphes de Bonaparte affaiblissait le parti des étrangers; chacune de ses victoires dans la péninsule italienne était pour les Anglais, en Corse, une véritable défaite. Cette révolution dans les esprits avait été poussée si loin, que depuis plusieurs mois les garnisons britanniques n'osaient plus sortir de leurs quartiers. L'autorité anglaise n'était plus reconnue dans l'intérieur de l'île, où l'on avait cessé de payer les contributions; le vice-roi Elliot fut même, dans une

[1] Marmont, ainsi que Dutaillis, reçurent chacun du Directoire, en signe de la satisfaction du gouvernement, une paire de pistolets de prix.

de ses tournées, arrêté par une population à demi insurgée, qui ne lui rendit la liberté qu'à condition qu'il retirerait ses troupes des villes centrales. La promesse qu'il fit de quitter bientôt l'île avec tous ses soldats empêcha seule peut-être une explosion générale.

Bonaparte méditait depuis long-temps de soustraire sa patrie à la domination anglaise : c'était autant pour favoriser une expédition faite dans ce but, que pour chasser les Anglais de l'Italie, qu'il s'était emparé de Livourne. Cette ville servait d'asile aux Corses ennemis de l'Angleterre, et de là ils entretenaient avec leur pays des relations propres à assurer le succès de l'expédition qu'on devait tenter pour sa délivrance.

Les Anglais n'occupaient que le littoral de la Corse, et s'y maintenaient même avec difficulté, surtout depuis la déclaration de guerre de l'Espagne qui menaçait leur station navale dans la Méditerranée. La nouvelle de la prise de Livourne et celle d'un armement considérable préparé à Toulon, firent pressentir à Elliot que le moment n'était pas éloigné où l'Angleterre allait perdre la Corse; il résolut aussitôt de s'emparer de Porto-Ferrajo, chef-lieu de l'île d'Elbe, à six lieues de Livourne, entre les côtes de Toscane et de Corse. Cette station maritime, militaire et commerciale, avait presque tous les avantages de la Corse sans en avoir les inconvénients. Porto-Ferrajo, sommé le 10 juillet, fut occupé par les Anglais en représailles de l'occupation de Livourne par les Français. Les forts en furent gardés conjointement par les soldats du grand-duc et par ceux à la solde de l'Angleterre.

Bonaparte, débarrassé de Wurmser, jugea que le moment était favorable pour affranchir la Corse du joug britannique. Depuis long-temps il avait pris en secret toutes les mesures propres à seconder les bonnes dispositions de ses compatriotes. Deux armements s'achevaient à la fois dans les ports de Toulon et de Livourne. Le général de division Gentili, le même qui s'était distingué à la défense de Bastia, brave officier, corse de naissance, fut mis à la tête de l'expédition de Livourne. Vingt-cinq vaisseaux espagnols, sortant de Carthagène, à la poursuite de l'escadre anglaise, devaient rendre infaillible le succès de l'opération. Gentili, dans son impatience toute patriotique, n'attendit pas le concours des Espagnols; il savait d'ailleurs que les Anglais se disposaient à évacuer l'île, et il se hâta d'y envoyer un détachement composé de plusieurs réfugiés armés, et d'un petit nombre de soldats commandés par le général corse Casalta, en attendant qu'il pût réunir un nombre de bâtiments suffisant pour toutes les troupes de l'expédition. Casalta, échappé au gros temps et aux croisières ennemies, débarqua le 19 octobre dans l'île, où l'avaient précédé le commissaire du Directoire Salicetti, et deux officiers du génie et de l'artillerie, chargés d'organiser d'avance les moyens de l'insurrection.

Casalta fut rejoint le lendemain de son débarquement par un grand nombre de patriotes corses, et se porta sur Bastia où il arriva le 21. Maître des hauteurs qui dominent la ville, et certain du concours des habitants, il somma la garnison, d'environ 3,000 hommes, de se rendre sous une heure. Les Anglais, au lieu de combattre, gagnèrent les vaisseaux qu'ils avaient en rade; mais leur retraite précipitée s'effectuait en désordre. Casalta entra dans la ville, tomba sur leur arrière-garde et leur fit 800 prisonniers parmi lesquels se trouva presque en totalité le régiment émigré de Dillon.

Les patriotes corses, en se portant le lendemain sur Saint-Florent, forcèrent les gorges de San-Germano, fortement retranchées, et malgré le feu de deux vaisseaux embossés devant le chemin de Saint-Florent, et tirant à mitraille, ils pénétrèrent dans cette ville. Quelques prisonniers y furent encore faits, ainsi qu'à Bonifacio, où ils entrèrent dans la soirée du même jour. — Elliot, avec les débris de ses divisions, se réfugia dans la baie de Porto-Ferrajo. Ajaccio, dans le même temps, tombait également au pouvoir de Gentili, qui avait effectué son débarquement de ce côté. Ainsi quelques jours suffirent pour l'entière expulsion des Anglais, qui ne purent même pas sauver quelques bâtiments de guerre qu'on brûla dans le port d'Ajaccio.

Bastia, Ajaccio et les autres communes de l'île s'empressèrent d'envoyer à Livourne une députation chargée de renouveler le serment de fidélité à la République française. Salicetti, chargé de l'organisation du nouveau gouvernement, fit procéder à la convocation des assemblées primaires et à l'acceptation de la constitution de l'an III. Le général en chef de l'armée d'Italie y envoya des troupes pour ôter aux Anglais toute espérance d'y rentrer.

Cette reprise de la Corse, qui fut considérée alors comme le prélude de la prochaine délivrance de la Méditerranée, eut des conséquences très favorables au commerce maritime de Marseille et de tout le midi de la France. Les vaisseaux anglais se montrèrent moins fréquemment sur cette mer, que, dans son langage aussi profondément politique que poétique, Bonaparte aurait voulu qu'on pût appeler le *lac Français*. Ils en disparurent même entièrement quelque temps après, non pas faute de ports de relâche, puisqu'ils avaient encore ceux de l'île de Sardaigne et Porto-Ferrajo, mais à cause des forces navales que la France et l'Espagne pouvaient réunir, et qui étaient supérieures à celles que l'Angleterre, occupée de projets sur l'Inde et sur l'Amérique, était en mesure d'entretenir sur la Méditerranée.

A. HUGO.

On souscrit chez DELLOYE, Éditeur, place de la Bourse, rue des Filles-S.-Thomas, 13.

Paris, — Imprimerie et Fonderie de RIGNOUX et Ce, rue des Francs-Bourgeois-Saint-Michel.

ARMÉE D'ITALIE. — BATAILLE D'ARCOLE.

SOMMAIRE.

Efforts de l'Autriche.—Alvinzi remplace Wurmser.—Situation de l'armée d'Italie.—Projets du général autrichien.—Commencement des hostilités.—Retraite des Français sur Montebello.—Combats de Saint-Michel et de Segonzano.—Affaire de la Brenta.—Combat de Caliano.—Retraite de Vaubois sur la Corona.—Marche d'Alvinzi.—Combat de Caldiero.—Découragement de Bonaparte.—Inspiration soudaine.—L'armée quitte Vérone.—Mouvement d'Alvinzi sur Vérone.—Bataille d'Arcole.—Première journée.—Deuxième journée.—Troisième journée.—Lettre touchante de Bonaparte.—Anecdote fausse.—Rentrée à Vérone.—Retraite de Davidowich.—Combat de Compara.—Retraite d'Alvinzi derrière la Brenta.—Sortie de la garnison de Mantoue.—Présentation au Directoire des drapeaux pris à Arcole.—Prise de cantonnements.

ARMÉE RÉPUBLICAINE.
Général en chef.—BONAPARTE.

ARMÉE IMPÉRIALE.
Général en chef.—ALVINZI.

Efforts de l'Autriche.—Alvinzi remplace Wurmser.—Le blocus de Wurmser et d'une partie de ses troupes dans Mantoue laissait sans défenseurs, du côté de l'Italie, la frontière des États autrichiens. L'Empereur n'y avait plus ni armée ni général; mais pareil à l'Antée de la fabuleuse mythologie, le cabinet de Vienne paraissait reprendre de l'audace et de la vigueur dès que ses soldats touchaient le sol de la patrie. Trois armées venaient d'être successivement dispersées et anéanties, une quatrième se forma aussitôt. Quasdanowich, retiré dans le Frioul, avait rassemblé autour de Gorizia les débris des régiments battus à Castiglione et à Bassano; il reçut des renforts qui élevèrent la force de son corps à 25,000 hommes. Les succès de l'Archiduc sur la Lahn et sur le Rhin permirent à l'Autriche d'envoyer à son armée d'Italie la division du Vorarlberg, composée de vieilles troupes. Dans le Tyrol, le corps de Davidowich, dont les troupes avaient le moins souffert dans la campagne précédente, fut porté à 20,000 combattants. Les renforts qu'il reçut se composaient, il est vrai, de milices nouvellement levées et de régiments de Croates; mais on y comptait aussi des bataillons venus des armées allemandes du Rhin, bataillons composés d'anciens soldats, dont la fierté et le courage étaient relevés par de récentes victoires sur les troupes républicaines. Deux mois suffirent à la réorganisation de cette armée, qui fut mise sous les ordres du feld-maréchal Alvinzi, général renommé par ses talents militaires, justifiés dans les campagnes de 1794 et de 1795 en Belgique. Les Autrichiens avaient montré dans cette circonstance une activité qui ne leur était pas habituelle; dès la fin d'octobre, Alvinzi se trouva en mesure de reprendre les hostilités.

Situation de l'armée d'Italie.—Cependant et en présence des forces croissantes de l'ennemi, celles dont le général en chef de l'armée d'Italie pouvait disposer s'étaient affaiblies au lieu de s'augmenter; des fièvres épidémiques avaient encombré les hôpitaux et diminué considérablement le nombre des combattants.

Le gros de l'armée française était resté en observation autour de Mantoue, sur l'Adige et sur la Brenta; le corps de blocus, formé par la division Serrurier, était aux ordres de Kilmaine, et retranchait Saint-Georges; Augereau formait la réserve à Vérone; Masséna était sur la Brenta vers Bassano et Trévise, en face du corps principal d'Alvinzi; les débouchés du Tyrol sur le Lavis étaient gardés par Vaubois.

Avec ces forces, qui s'élevaient à peine à 36,000 hommes, Bonaparte avait à bloquer une place forte dont la garnison était un corps d'armée qui, trop faible pour tenir seul la campagne, était assez fort pour seconder par des sorties vigoureuses et multipliées l'action de l'armée qui allait s'avancer pour le délivrer; il fallait en outre établir un corps d'observation sur l'Adige, surveiller l'Italie laissée en arrière et faire face à l'Autriche redevenue assaillante. Le prestige des premiers triomphes de l'armée française pouvait momentanément le soutenir dans cette position difficile; mais ce prestige, encore puissant, devait être détruit par le premier revers, et une catastrophe devenait inévitable. Bonaparte comprenait toutes ces difficultés et les sentait vivement; il demandait en vain au Directoire des renforts nécessaires, le gouvernement employait ailleurs toutes ses troupes. L'armée des côtes de l'Océan, devenue disponible par la pacification momentanée de la Vendée, allait être inutilement envoyée en Irlande. On ne dirigea sur l'Italie qu'un faible détachement de 4,000 hommes, aux ordres du général Rey. Bonaparte, en l'attendant, faisait fortifier Peschiera, Legnago et Pizzighetoue, autant que le lui permettait le défaut de bras et d'argent.

Projets du général autrichien.—Davidowich, après les derniers échecs qu'il avait éprouvés dans le Tyrol, s'était retiré entre Neumark et Botzen; Quasdanowich avait pris position à Gorizia, dans le Frioul, où Alvinzi ne tarda pas à le rejoindre. Le maréchal divisa la partie de l'armée autrichienne qui se trouvait dans le Frioul, et dont il garda la direction personnelle, en deux corps, qu'il confia à Quasdanowich et à Provera. Ces deux corps devaient s'avancer sur Vérone par Bassano, pendant que Davidowich, à trente lieues de là, marchant par la vallée de l'Etsch, de Botzen sur Trente, chasserait Vaubois de cette ville, de Roveredo et de Rivoli, et viendrait, par la vallée de l'Adige, se réunir à Alvinzi, à Vérone, pour ensuite se diriger de concert sur Mantoue. Le général autrichien confiait ainsi à de grands hasards la jonction de deux corps que rien ne l'empêchait de réunir en quelques marches avant de commencer les opérations.

Commencement des hostilités. — Retraite des Français sur Montebello. — L'armée impériale passa le Tagliamento et la Piave, et s'avança, le 4 novembre, sur la Brenta, en deux colonnes fortes de douze ba-

taillons chacune. Provera, avec celle de gauche, prit position à Fonteniva, son avant-garde à Carmignano, au-delà de la rivière; Quasdanowich, avec la colonne de droite, s'établit en avant et à gauche de Bassano; la brigade Mitrowski s'avança sur le château de Scala, poussant des partis vers Primolano, afin de s'emparer des débouchés de la vallée de la Brenta; Alvinzi séjourna dans ces positions, autant pour attendre des nouvelles de Davidowich que pour donner quelque repos à ses troupes.

Bonaparte, à la première nouvelle de ces mouvements de l'ennemi, ordonna à Masséna de se replier sur Montebello, et à Augereau de s'avancer à Montebello pour soutenir Masséna. Par ce mouvement si simple, le gros de l'armée française fut aussitôt réuni.

Combats de Saint-Michel et de Segonzano. — Vaubois devait fermer à Davidowich les vallées de l'Adige et de la Brenta; mais au lieu d'attaquer la gauche de l'ennemi par Segonzano, il partagea ses forces en deux colonnes: Guyeux, avec sa brigade, attaqua les Impériaux le 2 novembre, en avant de Lavis, emporta le poste de Saint-Michel malgré leur opiniâtre résistance, leur fit 350 prisonniers et brûla leur pont sur l'Adige.

Davidowich s'était porté vers Segonzano. Fiorella, poussé à sa rencontre avec une brigade, marcha sur le château de Segonzano, au lieu de débusquer des hauteurs de Bedole les Autrichiens aux ordres de Wukassowich. Celui-ci descendit de Bedole et culbuta la 85e qui attaquait le château. Davidowich débouchait en ce moment de la route de Neumarck, il se réunit à son lieutenant, passa le ravin en avant de la Piazza, et s'étendit sur les hauteurs de Sevignano. Vaubois, dont cette manœuvre menaçait de déborder la droite, évacua Trente et se retira dans la position de la Pietra et de Besseno, qui domine le défilé de Calliano.

Affaire de la Brenta. — Davidowich s'engageait ainsi dans la vallée de l'Adige, laissant à sa gauche et derrière lui les défilés de la Brenta. Mais pour que les petits succès de cette aile droite autrichienne devinssent la cause de sa perte, il fallait battre d'abord Alvinzi. Bonaparte prit donc l'offensive et dirigea, le 6 novembre, Masséna sur Citadella et Augereau sur Bassano. Masséna rencontra l'avant garde ennemie, commandée par Liptay, à Ospital et à Carmignano, et la pressa vivement. Alvinzi, pour la soutenir, fit avancer, par la droite de la Brenta, son aile gauche sur Ospital, pendant que l'aile droite, divisée en deux colonnes, marchait par Lenove et Marostica, afin de prendre les Français en flanc et à revers. Ce mouvement, assez bien combiné, aurait pu réussir si Augereau, qui trouva à Lenove la tête de colonne de Quasdanowich, ne l'eût vivement repoussée de ce poste. Les Autrichiens ayant reçu des renforts reprirent Lenove; mais ils en furent encore une fois repoussés et forcés, après un rude engagement, de se replier sur le gros du corps de Quasdanowich à Marostica, où ils restèrent jusqu'à la nuit malgré de vives et nouvelles attaques d'Augereau. De son côté, Provera, vivement pressé par toute la division Masséna, fut rejeté sur la gauche de la Brenta, et obligé de couper son pont de Fonteniva[1].

Combat de Calliano.—Retraite de Vaubois sur la Corona. — En marchant sur la Brenta, le général Bonaparte avait eu le projet de remonter la vallée pour tomber sur les derrières de Davidowich, et le détruire ainsi qu'il avait fait de Quasdanowich à Lonado, ensuite il comptait répéter contre Alvinzi cette même manœuvre d'attaques séparées qui lui avait valu la victoire de Castiglione. Le succès incomplet de l'affaire de la Brenta, la résistance obstinée des Autrichiens, le nombre de troupes qu'ils pouvaient lui opposer, le firent renoncer à ce dessein; il revint à Vérone, où il apprit avec douleur que la division Vaubois, attaquée vigoureusement à Calliano, avait faibli devant l'ennemi.

Davidowich, maître de Trente le 4 novembre, après un rude combat, avait jeté aussitôt un pont sur l'Adige. Le 6, Laudon et Ocskay étaient descendus par la rive droite, et Wukassowich par la rive gauche; les trois généraux avaient essayé inutilement, par une attaque simultanée, de forcer Vaubois au défilé de Calliano. Cette position formidable, dont un ruisseau encaissé couvre le front, a la gauche appuyée à l'Adige et la droite à des montagnes inaccessibles. L'attaque faite le 6 sur les châteaux de Pietra et de Besseno avait été renouvelée le lendemain avec plus d'acharnement. Ocskay, avec des batteries établies à Nomé, sur la droite de l'Adige, foudroyait les positions des Français, tandis que Wukassowich, renforcé, les attaquait vigoureusement. Le château de Besseno avait été emporté vers cinq heures du matin, et celui de Pietra peu de temps après; mais le bataillon qui avait d'abord évacué ce dernier poste, étant revenu avec des renforts, l'avait repris aux Autrichiens. Le combat était devenu alors des plus acharnés sur ce point, ainsi qu'au Vogelberg et à Calliano. Ces postes avaient été plusieurs fois pris et repris. Les troupes françaises avaient cependant déjà enlevé deux pièces de canon et fait 1,300 prisonniers, lorsque au milieu de cette lutte désespérée une terreur panique s'était emparée subitement de ceux qui défendaient le village, et ils s'étaient enfuis en désordre. Trois bataillons de troupes fraîches arrivant alors de Mori, avaient repris le village aux Autrichiens et s'y étaient maintenus jusqu'à la nuit; mais Vaubois craignant d'être tourné, et peu sûr de ses

[1] Il tint à peu de chose que la journée ne fût complétement décidée en faveur des Français; Bassano fut sur le point d'être occupé par eux.

« Au combat du 6 novembre, sur la Brenta, les généraux Quasdanowich et Hohenzollern furent poursuivis par la division Augereau sur Bassano; un effort était nécessaire pour les obliger à repasser le pont et rendre la journée décisive. Napoléon envoya l'ordre à une brigade de réserve d'avancer; mais un bataillon de Croates de neuf cents hommes, que Quasdanowich avait envoyés en flanqueurs de droite quand il marchait en avant, se trouvant coupé, se barricada dans un village sur la chaussée de Vicence à Bassano: la brigade de réserve, accueillie à l'entrée de ce village par une vive fusillade, ne put déboucher; il fallut manœuvrer et amener du canon: ce village fut enlevé de vive force; mais la brigade perdit deux heures et la nuit était close quand elle arriva vis-à-vis Bassano. »

(*Mémoires de Napoléon.*)

soldats, avait abandonné sa position de Calliano et s'était, pendant la nuit, replié sur la Corona. Davidowich venait de déboucher dans la plaine de Roveredo et était campé en avant de cette ville.

La retraite inattendue de Vaubois menaçait la sûreté de Vérone, Bonaparte se hâta de remonter à cheval et courut à toute bride aux soldats qui venaient de tromper ses espérances. Il les rencontra sur le plateau de Rivoli, que devait bientôt illustrer une de nos plus décisives victoires, et là, faisant rassembler la division il témoigna énergiquement son mécontentement.

« Soldats, dit-il, je ne suis pas content de vous; vous n'avez montré ni discipline, ni constance, ni bravoure: aucune position n'a pu vous rallier; vous vous êtes abandonnés à une terreur panique; vous vous êtes laissé chasser de positions où une poignée de braves devait arrêter une armée. Soldats de la 39e et de la 85e, vous n'êtes pas des soldats français. — Général, chef d'état-major, faites écrire sur leurs drapeaux : *Ils ne sont plus de l'armée d'Italie.* »

Ces paroles poignantes, ces reproches amers et mérités vont au cœur des soldats. La voix de leur général les rappelle à des sentiments dignes d'eux. Ils demandent tous d'une voix à être placés à l'avant-garde, et pour réparer leur conduite, jurent de vaincre ou de mourir. Bonaparte s'attendait à cet honorable élan. Assuré désormais que la route de Vérone sera défendue de ce côté aussi vigoureusement qu'il était possible qu'elle le fût, il revint à son quartier général.

Marche d'Alvinzi.—Combat de Caldiero.—Alvinzi croyant que Bonaparte fuyait devant lui, l'avait suivi le 7 sur Vicence. Provera ayant rétabli le pont qu'il avait coupé, marcha aussi sur Scalda-Ferro. L'ennemi entra le 8 à Vicence et le 9 à Montebello. Là, ayant appris les succès de sa droite, Alvinzi résolut de s'avancer le 11 jusqu'à Villa-Nova pour y attendre que Davidowich, après avoir forcé la Corona et Rivoli, débouchât sur Bussoleugo ou Campara; le maréchal, après avoir forcé le passage de l'Adige, se serait alors réuni à son lieutenant, et conformément au plan convenu, ils auraient marché ensemble sur Mantoue.

Bonaparte, instruit de la marche d'Alvinzi sur Villa-Nova, quitta Vérone le 11 novembre, à trois heures de l'après-midi, et se dirigea sur Caldiero avec les divisions Augereau et Masséna. L'avant-garde d'Augereau repoussa l'ennemi des postes de Saint-Michel et de Saint-Martin.—Les hauteurs de Caldiero, d'une pente raide, couvertes de vignobles, flanquées d'un côté par l'Adige et de l'autre par les hautes montagnes de Sette-Communi, contre-forts des Alpes tyroliennes, forment un des postes militaires les plus remarquables de l'Italie. — La première ligne des Autrichiens s'appuyait la gauche à Caldiero et à la chaussée de Vérone; la droite occupait les crêtes du mont Olivetto et le village de Cologna; le corps de bataille qui était resté à Villa-Nova eut ordre de se mettre en marche aussitôt après le combat de Saint-Michel, qui faisait justement présumer à Alvinzi que les Français voulaient engager une affaire générale. En effet, le 12 à la pointe du jour Masséna se porta sur la droite de l'ennemi, et Augereau sur la gauche. Ce dernier emporta d'abord le village de Caldiero et fit 200 prisonniers. Masséna ayant gagné la droite des Impériaux par Lavagna, leur avait déjà pris cinq pièces de canon quand la réserve autrichienne arriva sur le champ de bataille.

Alvinzi en disposa aussitôt : cinq bataillons furent dirigés par Suave et Colognola sur la gauche de Masséna; quatre autres bataillons renforcèrent le centre, et Provera, avec un pareil nombre, se porta sur la droite d'Augereau. Des forces si supérieures changèrent la face du combat, qui était tres acharné sur toute la ligne. Le temps était affreux, et la pluie qui tombait par torrents se trouvait chassée par un vent de nord-est sur le visage des Républicains. Glacés par le froid et accablés par la fatigue, ils cédèrent contre tant d'obstacles, et Masséna perdit non sans quelque désordre le terrain qu'il avait conquis avec tant de peine. La 75e demi-brigade, tenue jusque-là en réserve, arrêta néanmoins l'ennemi par sa bonne contenance L'armée, après avoir continué jusqu'au soir la canonnade, se replia sur Vérone, d'où elle était sortie la veille.

Découragement de Bonaparte. — Bonaparte rentra dans Vérone. Les difficultés de sa position se présentèrent vivement à sa pensée. Il sentait la faiblesse numérique de son armée; les renforts tant de fois promis, tant de fois annoncés n'arrivaient pas. Les généraux étaient accablés de fatigue et ne savaient plus que faire. Les soldats, épuisés par des marches multipliées, par des combats continuels, décimés par les maladies, laissaient voir leur découragement. La force morale, qui soutient les hommes les plus patients et les plus courageux, a des bornes. On conçoit qu'au milieu de tous ces embarras, qui paraissent inextricables, le général en chef lui-même se soit laissé aller à une sorte de désespoir. Il écrivit alors au Directoire, dont les lenteurs successives et l'apathie inexplicable laissaient ainsi, faute de secours envoyés à temps, écraser cette brave armée, conquérante de l'Italie, une lettre où se peignent énergiquement les tristes sentiments qui oppressaient son âme.

« Toute l'armée est excédée de fatigue et sans souliers. Je l'ai reconduite à Vérone, où elle vient d'arriver. Aujourd'hui, 24 brumaire (14 novembre), repos au troupes; demain, selon les mouvements de l'ennemi, nous agirons. Je désespère d'empêcher la levée du blocus de Mantoue, qui dans huit jours était à nous. Si ce malheur arrive, nous serons bientôt derrière l'Adda, et plus loin s'il n'arrive pas de troupes.

« Les blessés sont l'élite de l'armée : tous nos officiers supérieurs, tous nos généraux d'élite sont hors de combat; tout ce qui m'arrive est si inepte! et ils n'ont pas la confiance du soldat! L'armée d'Italie, réduite à une poignée de monde, est épuisée. Les héros de Lodi, de Millesimo, de Castiglione et de Bassano sont morts pour la patrie ou sont à l'hôpital; il ne reste plus aux corps que leur réputation et leur orgueil. Joubert, Lannes, Lanusse, Victor, Murat, Charlot, Dupuis, Rampon, Pigeon, Menard, Chabran sont blessés : nous sommes abandonnés au fond de

« l'Italie. La présomption de mes forces nous était « utile ; on publie dans des discours officiels que nous « ne sommes que trente mille hommes.

« J'ai perdu dans cette guerre peu de monde, mais « tous des hommes d'élite qu'il est impossible de rem« placer. Ce qui me reste de braves voit la mort infail« lible, au milieu des chances si continuelles et avec « des forces si inférieures. Peut-être l'heure du brave « Augereau, de l'intrépide Masséna, de Berthier, de... « est près de sonner. Alors! alors! que deviendront ces « braves gens? Cette idée me rend réservé, je n'ose « plus affronter la mort, qui serait un sujet de décou« ragement et de malheur pour tous ceux qui sont « l'objet de mes sollicitudes.

« Sous peu de jours nous essaierons un dernier effort. « Si la fortune nous sourit, Mantoue sera pris et avec « lui l'Italie.

« Renforcé par mon armée de siége, il n'est rien que « je ne puisse tenter. Si j'avais reçu la 83[e], forte de « trois mille cinq cents hommes connus à l'armée, « j'eusse répondu de tout! Peut-être, sous peu de jours, « ne sera-ce pas assez de quarante mille hommes. »

Pourtant, même dans son profond découragement, Bonaparte ne se laisse pas complétement abattre. Cet espoir qu'il fait succéder à la peinture si vive des malheurs de son armée et de ses propres alarmes, il va le réaliser. Son génie vient de lui découvrir le moyen de rappeler la victoire sous ses drapeaux et de réconquérir la réputation de son armée.

Inspiration soudaine.—L'armée quitte Vérone. — Dans la situation critique où les Français se trouvaient placés à Vérone, repasser le Mincio, c'eût été la perte de l'Italie. Bonaparte ne pouvait songer à prendre ce parti; il se détermina à passer l'Adige au-dessous de la gauche d'Alvinzi, pour agir derrière l'armée autrichienne. Cette résolution, qui paraissait hasardeuse au premier abord, était la seule qui offrît encore quelque chance de succès. C'était un coup de génie.

Le général Alvinzi, en se présentant devant Vérone par la route de Caldiero, avait à sa droite des montagnes impraticables, à sa gauche l'Adige, en face une place (Vérone) dont l'enceinte était à l'abri d'un coup de main. Le terrain qu'il occupait, fermé ainsi de trois côtés, ne lui offrait d'autre issue que le défilé de Villa-Nova. Par la manœuvre qu'il allait commencer, Bonaparte s'approchait de cette issue, forçait l'ennemi à combattre face en arrière, et plaçait l'armée républicaine dans un terrain marécageux où il n'est possible de combattre que sur des digues, et où la supériorité individuelle du soldat et l'avantage de la défensive devaient racheter l'infériorité du nombre.

La garde de Vérone fut confiée au général Kilmaine, qui, avec 2,000 hommes, avait été rappelé du blocus de Mantoue, où était resté, avec un petit nombre de soldats, le général Miollis. Les troupes réunies au camp de Vérone, et à la tête desquelles Bonaparte allait agir, s'élevaient à environ 13,000 hommes : c'étaient les divisions Augereau et Masséna, et la réserve de la cavalerie. Le 14 novembre au soir elles prirent les armes, traversèrent silencieusement la ville et sortirent par la porte de Milan pour aller se former sur la rive droite de l'Adige. Les desseins du général en chef étaient ignorés de tous; ce mouvement s'effectua avec le silence, l'anxiété et la douleur qui caractérisent une retraite. On voyait déjà le siége de Mantoue levé, l'Italie perdue! Quelques habitants, dévoués de cœur aux principes de la révolution française, regardaient, le cœur serré, la marche rétrograde de ces soldats qui emportaient avec eux toutes leurs espérances d'avenir et de liberté. La nuit ajoutait encore à la tristesse de ce départ, qu'on croyait commandé par l'échec de Caldiero.

Tout à coup, au lieu de suivre la route de Milan, l'armée reçoit l'ordre de tourner à gauche et de se diriger, en longeant l'Adige, sur le village de Ronco, où un pont venait d'être jeté d'après les instructions du général en chef. La joie rentra dans tous les cœurs. Les soldats comprirent que le génie de leur général avait trouvé un moyen de vaincre l'ennemi; ils devinèrent ses intentions, et leur marche, si tristement commencée, s'acheva avec confiance et gaîté. Le 15 au matin toute l'armée avait traversé l'Adige et se retrouvait sur la rive gauche de la rivière[1].

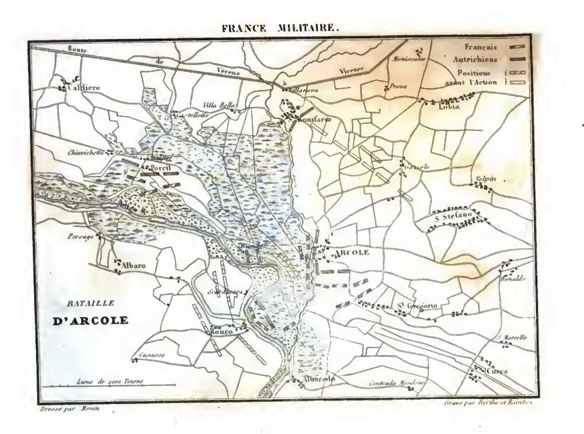
Mouvement d'Alvinzi sur Vérone. — Cependant, au lieu de se porter rapidement sur Mantoue en franchissant l'Adige, Alvinzi, après le combat de Caldiero, perdit deux jours, le 13 et le 14 novembre, à délibérer sur ce qu'il convenait de faire. Le résultat de ces quarante-huit heures de réflexion fut que douze bataillons se dirigeraient sur Vérone, munis d'échelles, pour l'enlever par escalade dans la nuit du 15 au 16, pendant que douze autres bataillons passeraient l'Adige à Zevio, entre Vérone et Ronco; mouvement dont l'exécution aurait été contraire à tous les principes, puisque ces bataillons, ainsi jetés au milieu de l'armée française, y étaient exposés à être anéantis.

Le mouvement des Impériaux sur Vérone commença le 14. Mitrowski, détaché avec sa brigade dans la val-

[1] Quelques auteurs, Jomini entre autres, ont reproché au général Bonaparte d'avoir choisi le pont de Ronco plutôt que celui d'Albaredo pour passer l'Adige, et de s'être mis ainsi dans la nécessité d'avoir encore l'Alpon à franchir pour arriver sur les communications de l'ennemi. Ce reproche paraît grave d'abord; voici la réponse qu'y a faite Bonaparte lui-même :

« Le pont sur l'Adige fut jeté vis-à-vis Ronco, sur la droite de l'Alpon, entre l'embouchure de cette rivière et Vérone, et non vis-à-vis Albaredo, au-dessous de l'embouchure de l'Alpon, 1° parce que les hussards autrichiens occupaient le village d'Albaredo, et que si l'on y avait jeté le pont ils eussent donné l'éveil à Alvinzi. C'était surtout sur une surprise que l'on comptait, tandis que l'ennemi avait négligé d'occuper les marais vis-à-vis Ronco, se contentant de les faire éclairer par des patrouilles de hussards qui deux fois par jour parcouraient les digues; 2° l'armée française n'avait que 13,000 hommes, elle ne pouvait avoir aucun espoir, dans l'état des choses, d'en battre 30,000 dans une plaine ouverte où les lignes eussent pu se déployer; mais sur des digues environnées de marais, les têtes de colonnes seules se battraient, le nombre serait sans influence : 3° Alvinzi se préparait à donner l'assaut à Vérone, son quartier général en était à trois lieues; il se pouvait qu'au moment où l'armée française marcherait sur Ronco, il marchât pour forcer Vérone : il fallait donc qu'elle passât le Pô au dessus de l'embouchure de l'Alpon, pour n'avoir aucun obstacle naturel à suivre Alvinzi sur Vérone. Si elle eût passé vis-à-vis Albaredo, quelques bataillons croates en position sur la rive droite de l'Alpon auraient suffi pour protéger la marche d'Alvinzi sur Vérone; une fois cette ville perdue, l'armée française était obligée de battre en retraite pour se réunir avec Vaubois sur Mantoue et y prévenir l'ennemi. »

FRANCE MILITAIRE.



Dressé par Monin

Gravé par Berthe et Rainbos


Biblioteca Nazionale V. E. III
NAPOLI

Chute du Rhin à Schaffouse.





Pendant le combat



Après le combat.


Nazionale V. E. III
NAPOLI



Pont d'Arcole

d'après un croquis fait pendant la Bataille.

lée de la Brenta, eut ordre de revenir sur l'Adige pour observer le cours de cette rivière, conjointement avec le colonel Brigido, qui commandait une brigade déjà établie du côté d'Albaredo.

De son côté Bonaparte, en marchant sur Ronco, avait donné à Vaubois, chargé de défendre jusqu'à la dernière extrémité la position de la Corona, l'ordre d'envoyer la brigade Guyeux se réunir à l'armée qui allait combattre, et de détacher à Vérone quelques bataillons, qui portèrent à 3.000 hommes la force de la garnison commandée par Kilmaine.

Bataille d'Arcole. — Première journée. — Le 15 au matin, l'avant-garde d'Augereau, qui avait passé le premier le pont de Ronco, se porta à droite sur Arcole. La 12e légère eut la garde du pont, et Masséna, avec sa division diminuée de la 77e de ligne, qui resta dans un petit bois à la droite du pont pour servir de réserve, marcha sur Porcil. La cavalerie d'environ 1,600 à 1,700 hommes, aux ordres du général Beaurevoir, était sur l'autre rive de l'Adige, prête à passer la rivière dès que le besoin l'exigerait.

Nous croyons nécessaire, pour l'intelligence de ce qui va suivre, de donner quelques détails sur le champ de bataille où le sort de l'Italie allait être encore une fois décidé. Arcole, où passe la route de Ronco à Villa-Nova que Bonaparte avait le projet de suivre pour arriver sur les derrières de l'armée ennemie, est un village situé au milieu de marais coupés dans tous les sens par des canaux et des ruisseaux, qui en rendent les abords difficiles et dangereux. La chaussée étroite qui conduit de Ronco à Arcole longe l'Alpon, petite rivière profonde et à bords encaissés, qui sort des montagnes de Sette-Communi et se jette dans l'Adige entre Arcole et Albaredo. L'Alpon, torrentueux vers sa source, ralentit son cours dans les plaines basses qu'il parcourt et qu'il inonde quand les pluies l'ont gonflé. Près du lieu où il se jette dans l'Adige, le terrain, plus bas que les deux rivières, est impraticable même en été, si ce n'est autour des fermes et des villages. On ne peut y cheminer que par les digues ou chaussées, dont les deux principales aboutissent à Ronco. Celle de droite, par Arcole, va à San-Bonifacio et Villa-Nova; celle de gauche, par Porcil et Caldiero, arrive aussi sur la grande route de Vérone à Vicence. — L'Alpon coupe la digue qui conduit à Arcole. On l'y traverse sur un pont de bois étroit et élevé, aboutissant à quelques maisons que l'ennemi avait crénelées, et dont le débouché était défendu par du canon. Sans but bien déterminé, les Croates qui occupaient Arcole avaient aussi barricadé la tête de ce pont. Ces précautions furent décisives pour Alvinzi, et le sauvèrent d'une défaite totale.

Quand Augereau parut devant Arcole, il n'y avait qu'un assez faible détachement; mais le détachement fut assez promptement renforcé pour soutenir une première attaque qui, en raison des difficultés du terrain, ne pouvait être opérée que par les pelotons de la tête de la colonne.

Les premiers coups de canon qu'entendit Alvinzi sur ses derrières l'inquiétèrent peu d'abord; mais bientôt, sur le rapport du colonel Brigido, il conçut des craintes tellement exagérées, qu'au lieu de passer l'Adige à Zevio ou de se porter sur Vérone, il changea ses dispositions, dirigea des renforts en hâte sur Arcole et fit exécuter à son armée un changement de front en arrière. Six bataillons, conduits par Provera, furent dirigés sur Porcil; vingt-deux escadrons et quatorze bataillons se portèrent sur San-Bonifacio et Arcole; les parcs rétrogradèrent sur Montebello.

Cependant la tête de la colonne d'Augereau rencontrait au pont d'Arcole la plus vive résistance, et ne pouvait déboucher sur la rive gauche de l'Alpon. Les Impériaux qui gardaient le village le défendirent opiniâtrément. Il fallait pourtant forcer le passage à tout prix : il était trop tard pour songer à tourner l'ennemi par Albaredo. Le succès dépendait d'un instant, de l'un de ces mouvements d'enthousiasme qui avaient déjà assuré la victoire à Lodi et au Mincio. — Les généraux sentaient le péril de la position, et chacun d'eux, payant de sa personne, donnait l'exemple du dévouement. Ils se mirent à la tête de la colonne et cherchèrent à la faire avancer, à travers une épaisse mitraille. Lannes, déjà blessé, fut atteint de deux coups de feu; Verdier, Bon et Verne furent mis hors de combat. Augereau prit un drapeau et s'avança seul jusqu'au milieu du pont où, appelant à lui ses grenadiers, il resta quelques minutes; mais tous ses efforts furent inutiles : d'épouvantables décharges écrasaient les pelotons, avant même qu'ils pussent arriver au pont.

Bonaparte, informé de cette résistance obstinée et inattendue, se hâta d'envoyer Guyeux à Albaredo, pour y passer l'Adige et faciliter, en tournant Arcole, le succès de l'attaque de front. Il accourut ensuite avec son état-major au lieu du combat, et, se montrant tout à coup en tête de la colonne : « Grenadiers, s'écria-t-il, n'êtes-vous plus les braves de Lodi? » La présence du général en chef ranima le courage des soldats et excita leur enthousiasme. Bonaparte voulut en profiter, sauta à bas de son cheval, et, saisissant un drapeau, s'élança vers le pont en criant : « Suivez votre général. » La colonne s'ébranla, mais, accueillie par un feu terrible, elle s'arrêta de nouveau. Lannes, malgré ses deux blessures, avait voulu suivre Bonaparte; il tomba frappé une troisième fois : le général Vignolle fut blessé; le colonel Muiron, aide de camp du général en chef, fut tué en le couvrant de son corps. Tous les coups portaient, dans cette masse serrée et profonde où les boulets et la mitraille ouvraient d'effroyables brèches. Les soldats, après un moment d'hésitation, reculèrent, au moment peut-être où un dernier effort aurait décidé de la victoire. Le général en chef entraîné remonta à cheval; une nouvelle décharge à mitraille renversa tous ceux qui l'entouraient et à la présence desquels il avait peut-être dû de n'être pas atteint lui-même. Son cheval effrayé fut culbuté dans le marais, et y entraîna avec lui son cavalier que les Autrichiens, poursuivant les Français en retraite sur la digue, dépassèrent de plus de cinquante pas. Mais l'adjudant général Belliard, voyant le péril qui menaçait le général en chef, rallia une cinquantaine de

grenadiers et chargea à leur tête, en criant : « Sauvons notre général. » Les Croates furent repoussés dans leurs retranchements. Bonaparte dégagé remonta à cheval ; sa vue et ses paroles rassurèrent les soldats qui reprirent leurs rangs et se reformèrent sur la digue. Cet effort fut le dernier, et l'on attendit le résultat de l'attaque de Guyeux.

Masséna, plus heureux à la gauche, avait repoussé la colonne ennemie qui débouchait de Bionde, et, la culbutant au-delà de ce village, s'était ensuite emparé de Porcil, dont il avait également chassé les Autrichiens. Mitrowski, pendant ce temps, s'était formé en bataille entre San-Bonifacio et San-Stephano. Guyeux, qui avait alors réussi à déboucher sur Arcole, par la rive gauche de l'Alpon, s'empara du village en quelques instants. Mais les Autrichiens paraissant en force pour le reprendre, et la nuit approchant, Bonaparte crut dangereux de garder la position hasardeuse qu'il occupait sur des digues, avec l'Adige à dos et entouré de marais où il pouvait être culbuté. Tranquillisé momentanément sur Alvinzi, il voulait d'ailleurs être à portée d'agir, dans le cas où un mouvement de Davidowich aurait de nouveau forcé Vaubois [1]. Il repassa donc sur la droite de l'Adige autour de Ronco, ne laissant que la 12e et la 75e demi-brigade dans leur position d'observation sur la rive gauche, pour la garde du pont. Le gros des ennemis resta entre San-Stephano et San-Bonifacio ; Provera, derrière un canal, entre Porcil et Caldiero. Porcil et Arcole furent réoccupés par les avant-gardes impériales. Le résultat de cette première journée, tout incomplet qu'il était, pouvait s'appeler une victoire, puisqu'on avait obtenu, par la retraite de l'ennemi, l'abandon de la position inexpugnable de Caldiero et la délivrance de Vérone.

Deuxième journée. — Pour tirer tout le parti possible de ce premier avantage obtenu sur Alvinzi, il fallait le rejeter définitivement sur la Brenta : Bonaparte, certain que Vaubois n'avait pas été attaqué le 15 par Davidowich, résolut de livrer une nouvelle bataille le lendemain. Les deux divisions repassèrent l'Adige le 16 à la pointe du jour, et dans le même ordre que la veille. Les Impériaux s'avançaient de Porcil et d'Arcole pour attaquer le pont de Ronco. Masséna rejeta encore une fois Provera sur Porcil, en lui faisant 1,500 prisonniers ; Guyeux, contenu par une brigade ennemie, ne put passer à Albaredo ; Robert, avec la 75e, culbuta les Autrichiens à la baïonnette sur la chaussée du centre, et Augereau rejeta leur avant-garde sur Arcole ; mais ici se renouvelèrent les scènes sanglantes de la veille : sept généraux ou officiers supérieurs furent blessés. Le général en chef essaya vainement de faire jeter un pont de fascines à l'embouchure de l'Alpon pour tourner Arcole, pendant que la garnison de Legnago, à laquelle il avait envoyé des ordres pendant la nuit, inquièterait la gauche de l'ennemi, en remontant l'Adige ; la force du courant s'y opposa. L'eau avait trop de profondeur pour que les soldats pussent traverser l'Alpon : l'adjudant général Vial y chercha inutilement un gué. En reconnaissant le lit de cette rivière, Bonaparte courut des dangers ; son aide de camp, le jeune Elliot, fut tué.

Pour repousser l'attaque dirigée à Arcole sur son avant-garde et sur sa gauche, Alvinzi avait fait passer l'Alpon, à San-Bonifacio, à une partie de son centre, qui devait s'avancer contre Augereau, en filant par la digue qui longe la droite du ruisseau. Bonaparte arrêta ce mouvement, qui eût pu être dangereux, en faisant diriger sur la tête de la colonne ennemie le feu de quatre pièces d'artillerie légère.

Le jour finissait et le général en chef, aussi peu avancé que la veille, fit reprendre aux troupes les positions qu'elles occupaient la nuit précédente sur la droite de l'Adige.

Troisième journée. — L'insuccès de ces diverses tentatives ne décourageait pas le général en chef. Il venait d'apprendre que Davidowich avait attaqué le même jour, 16 novembre, Vaubois qui s'était replié en bon ordre sur Bussolingo [1] : il devenait important d'obliger Alvinzi à reculer au-delà de Villa-Nova, et de se remettre ensuite en communication directe avec Vérone, afin de marcher contre Davidowich. Bonaparte se résolut donc à une troisième attaque. Il fit travailler toute la nuit pour établir un pont de chevalet à l'embouchure de l'Alpon [2] : mais, cette fois,

[1] Voici la réponse de Napoléon lui-même à ces deux questions des critiques militaires : *Pourquoi le village d'Arcole fut-il évacué par l'armée française à la fin de la première journée ? pourquoi le fut-il de nouveau à la fin de la seconde ?* — « Parce que les avantages obtenus dans la première journée, quoique considérables, ne l'étaient pas assez pour que l'armée pût déboucher dans la plaine et rétablir ses communications avec Vérone ; cependant il était à craindre que, pendant le jour même qu'elle s'était battue à Arcole, Davidowich se fût porté de Rivoli sur Castel-Novo, et alors il n'y avait plus de temps à perdre, il fallait que l'armée marchât toute la nuit pour se réunir le lendemain à Vaubois sur Castel-Novo et Villa-Franca, battre Davidowich, sauver le blocus de Mantoue, puis revenir après, s'il y avait lieu, avant qu'Alvinzi eût passé l'Adige. — Napoléon reçut à quatre heures du matin la nouvelle que Davidowich n'avait point bougé la veille, alors il repassa le pont et prit Arcole. A la fin de la seconde journée il fit les mêmes raisonnements ; il avait obtenu des avantages réels, mais pas assez décisifs encore pour pouvoir se hasarder à déboucher en plaine ; il se pouvait toujours que Davidowich eût marché sur Vaubois, il fallait être en mesure de couvrir le blocus de Mantoue. Ces raisons tiennent à des calculs d'heures, et il faut bien connaître l'échiquier de Vérone, de Villeneuve, de Ronco, de Mantoue, de Castel-Novo et de Rivoli pour les concevoir. »

[1] Davidowich qui se trouvait, avec toutes ses forces, en mesure d'attaquer Vaubois dès le 10 novembre, et dans un moment où un succès eût été décisif, ne se porta que le 16 sur la position occupée par le général français. Il avait même sans nécessité divisé son corps d'armée : Laudon avait été posté à droite vers Tione et Condino, Ocskay était en intermédiaire vers Brentonico et Mori, occupant Avio, Valfreddo et Lessago. Le corps de bataille campait vers Serravalle et l'avant garde près d'Ala. Vaubois, attaqué sur les hauteurs de Ferrara et de la Corona, contint d'abord l'ennemi ; mais Laudon ayant débouché dans la vallée de Caprino pendant qu'une colonne passait l'Adige vers Croara pour enlever le plateau de Rivoli, et que Wukassowich s'avançait par la grande route de Vérone sur la Chiusa, il craignit d'être tourné et se replia d'abord sur Rivoli, puis sur Campara. Son arrière-garde fut entamée pendant cette retraite, et le général Fiorella fait prisonnier avec 7 à 800 hommes. Vaubois se retira derrière le Mincio en passant par Campara et Peschiera. Après ce succès Davidowich s'avança le 18 jusqu'à Castel-Novo et Passago, et resta deux jours dans cette position, poussant des partis jusqu'à Vérone.

[2] « On a demandé, dit Napoléon dans ses *Mémoires*, pourquoi l'armée française ne jeta point dans la première journée un pont à l'embouchure de l'Alpon, afin de déboucher en plaine ? pourquoi, du moins, elle ne le fit pas la seconde journée ? Parce qu'elle avait

ce n'était paa contre Arcole que le plua grand effort devait être dirigé.

Le 17, à la pointe du jour, commença le troisième et dernier acte de cette terrible lutte. L'armée se mit en mouvement pour passer l'Adige; un des bateaux du pont de Ronco s'étant enfoncé, au moment où la tête de la première colonne était en train de défiler, cet accident faillit devenir funeste. Les Autrichiens s'avançaient en force pour attaquer la 12ᵉ légère; heureusement, quelques pièces placées en batterie sur la rive droite, de manière à prendre en écharpe la colonne assaillante, la contraignit de s'arrêter. On raccommoda le pont et l'armée put traverser la rivière. Masséna prit la gauche, Augereau la droite; le général Robert, avec une demi-brigade, était au centre. L'ennemi fut d'abord repoussé jusqu'à Porcil et Arcole. Comme l'attaque principale, projetée par le général en chef, devait avoir lieu par la droite sur l'autre rive de l'Alpon, Masséna ne s'était fait suivre vers Porcil que par la 18ᵉ demi-brigade de ligne, et avait laissé en intermédiaire la 32ᵉ qui fut embusquée dans des massifs de roseaux à droite de la digue, et la 18ᵉ légère qui resta en bataille près du pont. Augereau, après avoir passé le pont de chevalet jeté sur l'Alpon, devait se lier avec deux bataillons de la garnison de Legnago, arrivant par San-Gregorio, pour tourner la gauche de l'ennemi; la réserve de cavalerie était chargée de soutenir ce mouvement. Robert, arrivé à Arcole avec la 75ᵉ de ligne, y trouva les Autrichiens en force; des troupes fraîches et nombreuses sortirent contre lui. D'après lea instructions qu'il avait reçues, il se replia assez rapidement vers l'Adige. Cette manœuvre réussit : les Impériaux croyant que l'armée française lâchait pied, s'élancèrent imprudemment à sa poursuite et s'avancèrent du côté de Ronco, où leur colonne profonde, massée sur une digue étroite, donna contre le gros de la division Masséna. Bonaparte, qui avait compté sur ce mouvement, ordonna à la 18ᵉ légère d'attaquer les ennemia de front sur la digue, tandis que le général Gardanne, sortant des roseaux où il était embusqué avec la 32ᵉ, les prenait en flanc, et que Masséna, revenant de Porcil au pas de course, tombait sur leurs derrières. Cette triple attaque fut décisive : les Autrichiens, culbutés dans les marais, y restèrent enfoncéa, exposéa à une fusillade qui en tua un grand nombre. 3,000 furent faits prisonnièra; le reste réussit avec peine à regagner Arcole en désordre.

Pendant que la gauche et le centre se trouvaient assurés par cette brillante action, Augereau, ayant passé l'Alpon, attaquait vivement l'aile gauche ennemie postée sur la rive opposée, et dont l'extrémité était appuyée à un marais. Seule, la division française était trop faible pour tourner cet obstacle : Augereau attendait, afin de rendre son attaque décisive, l'arrivée des 800 hommes sortis de Legnago, mais ceux-ci ne paraissaient pas encore. Le général en chef sachant que toute espèce d'attaque faite sur le flanc d'une troupe qui n'y est pas préparée, est suffisante pour l'ébranler, ordonna au lieutenant Hercule, officier de ses guides, de choisir vingt-cinq hommes de sa compagnie, de longer l'Adige d'une demi-lieue, de tourner rapidement tous les marais qui appuyaient la gauche ennemie et de la charger en faisant sonner plusieurs trompettes. Cette ruse eut un succès complet. L'infanterie autrichienne perdit l'aplomb qu'elle avait conservé jusque-là : Augereau en profita pour presser une attaque de front. L'apparition de la petite garnison de Legnago, avec quatre pièces de canon, sur les derrières de l'ennemi, acheva la défaite. Les Autrichiens se retirèrent précipitamment, laissant au pouvoir des Français plusieurs centaines de prisonniers.

Dès que Masséna, qui venait de son côté de chasser l'ennemi de Porcil, vit les Impériaux commencer leur retraite, il se porta lui-même avec deux de ses brigades au centre sur Arcole, déboucha par ce village et les poursuivit dans la direction de San-Bonifacio, se liant ensuite par sa droite avec Augereau. Le jour baissait; l'armée s'établit la gauche en avant d'Arcole, et la droite à San-Gregorio, et passa la nuit gardant ses lignes pour combattre, dans le caa où l'ennemi aurait encore voulu, le lendemain, tenter le sort des armes. Mais Alvinzi, vaincu sur le terrain le plus favorable à la défensive, n'osa pas risquer une nouvelle bataille dans une campagne ouverte et se retira, le 18, sur Montebello, puia sur Vicence, espérant apprendre sur la Brenta quelque chose de Davidowich, dont il n'avait pas de nouvelles. Son armée principale était réduite à moins de 18,000 combattants. Quatre drapeaux, dix-huit canona, 6,000 prisonniers furent les trophées des troia sanglantes journées d'Arcole; les Autrichiens eurent 8 à 10,000 hommes hors de combat. Outre les généraux déjà nommés, le général Robert et le général Gardanne furent blessés dana la journée du 17; l'adjudant général Verdelin fut tué [1].

éprouvé des revers depuis huit jours; parce qu'elle ne comptait que 13,000 combattants; parce qu'enfin ce ne fut que le troisième jour par des succès obtenus successivement que l'équilibre fut un peu rétabli entre les deux armées. L'état des choses était tel que si, avant d'ordonner les mouvements du troisième jour, Napoléon eût convoqué un conseil des généraux, pour discuter s'il devait marcher sur Vérone par la rive gauche, ou s'il devait se porter au secours de Vaubois par la rive droite, toutes les opinions eussent été pour le mouvement de la rive droite : et quand deux heures avant le jour les généraux de division reçurent l'ordre de se porter en avant, ils trouvèrent le mouvement hardi. Comme les divisions s'ébranlaient, les coureurs annoncèrent que l'ennemi s'était mis en retraite sur Vicence et la Brenta. »

[1] La perte des Français à la bataille d'Arcole n'a jamais été indiquée. On l'exagèrerait en la calculant d'après le nombre des officiers généraux qui s'y sacrifièrent pour enlever les troupes, et qui se trouvant à leur tête dans un combat de chaussée, devaient nécessairement être les premières victimes. Deux de ces généraux, Robert et Verne, succombèrent à leurs blessures. Bonaparte, dans son rapport au Directoire, a ainsi parlé de l'acharnement qui animait les combattants dans ces mémorables journées : « Jamais champ de bataille n'a été aussi disputé que celui d'Arcole; je n'ai presque plus de généraux : leur dévouement et leur courage sont sans exemple. Le général de brigade Lannes est venu au champ de bataille n'étant pas encore guéri de la blessure qu'il a reçue à Governolo. Il fut blessé deux fois pendant la première journée de la bataille. Il était, à trois heures après midi, étendu sur son lit et souffrant, lorsqu'il apprend que je me porte moi-même à la tête de la colonne; il se jette à bas de son lit, monte à cheval et revient me trouver. Comme il ne pouvait pas être à pied, il fut obligé de rester à cheval. Il reçut à la tête du pont d'Arcole un coup qui l'étendit sans connaissance. Je vous assure qu'il fallait tout cela pour vaincre; les ennemis étaient nombreux et acharnés, les généraux à la tête; nous en avons tué plusieurs. »

Lettre touchante de Bonaparte. — Nous avons rapporté comment deux aides de camp du général en chef, Muiron et Elliot, avaient été tués. Bonaparte regretta vivement ces deux officiers, que leurs talents et leur bravoure auraient sans doute appelés à de hautes destinées. Sa lettre à madame Muiron, celle qu'il écrivit au Directoire pour lui recommander cette honorable et intéressante veuve, sont empreintes d'une vive sensibilité [1]. Ces lettres furent écrites du champ de bataille d'Arcole, ainsi que la lettre suivante, qu'il adressa au général Clarke, pour lui transmettre aussi une douloureuse nouvelle.

« Votre neveu Elliot a été tué sur le champ de bataille d'Arcole. Ce jeune homme s'était familiarisé avec les armes; il a plusieurs fois marché à la tête des colonnes; il aurait été un jour un officier estimable. Il est mort avec gloire et en face de l'ennemi; il n'a pas souffert un instant. Quel est l'homme raisonnable qui n'envierait pas une telle mort? quel est celui qui, dans les vicissitudes de la vie, ne s'abonnerait pas pour sortir de cette manière d'un monde si souvent méprisable? *quel est celui d'entre nous qui n'a pas regretté cent fois de ne pas être ainsi soustrait aux effets puissants de la calomnie, de l'envie et de toutes les passions haineuses* qui semblent presque exclusivement diriger la conduite des hommes? »

En lisant ce billet, on sent que la gloire de Bonaparte a déjà éveillé l'envie, et que les attaques de l'envie n'ont pas laissé le grand homme sans quelques atteintes. Les piqûres du moucheron irritent et désespèrent le roi des animaux. En se reportant par le souvenir, à cette époque de la vie de Bonaparte, on se demande quels étaient donc en France ces hommes qui ne se montraient pas alors glorieux et enthousiastes des victoires du général de l'armée d'Italie? quels étaient ceux qui refusaient au héros par qui la nation française était replacée à son rang parmi les peuples, leur tribut d'amour et d'admiration? ce ne pouvaient être des Français.

Anecdote fausse.—On a raconté qu'après la bataille d'Arcole, Bonsparte, revêtu d'un uniforme de simple officier, allant lui-même visiter les avant-postes, trouva une sentinelle endormie; que le général, sans réveiller le soldat, prit son fusil, et se mettant en faction, attendit patiemment qu'on vînt le relever; qu'à son réveil, le soldat étonné et reconnaissant l'officier qui avait pris sa place, s'était écrié: « Bonaparte, je suis perdu »; et que le général lui avait répondu: « Rassure-toi, camarade; après tant de fatigues, il est bien permis à un brave comme toi, de s'endormir; mais une autre fois choisis mieux ton temps. » Cette anecdote, répétée sans examen par la plupart des auteurs, et même par les estimables rédacteurs des *Victoires et Conquêtes*, a acquis ainsi une certaine popularité. Elle n'est pas vraie cependant. Napoléon lui-même l'a démentie à Sainte-Hélène. Quand il ne l'aurait pas fait, ne devait-on pas en reconnaître la fausseté, en songeant que le général de l'armée d'Italie, après la victoire d'Arcole, avait de trop grands intérêts à surveiller pour perdre deux heures à remplacer un soldat en faction. Rayons donc cette historiette de l'histoire du grand capitaine. Les anecdotes controuvées, loin d'y ajouter aucun lustre, affaiblissent l'éclat de son nom. La seule vérité suffit à sa gloire.

Rentrée à Vérone. — Retraite de Davidowich. — Combat de Compara. — L'armée rentra triomphante à Vérone, par la porte de Venise, trois jours après en être sortie mystérieusement du côté opposé, par la porte de Milan. Les habitants et les soldats manifestaient, pour le général en chef, une même admiration et un égal enthousiasme. Bonaparte, certain qu'Alvinzi ne songeait qu'à se retirer sur Vicence, afin sans doute de se lier à Davidowich, par la vallée de Brenta, s'était borné à le faire suivre par la cavalerie. — Après avoir mis en fuite le général en chef de l'armée autrichienne, il songeait à écraser son lieutenant. Les divisions Augereau et Masséna ne firent que traverser Vérone. — Masséna marcha sur Villa Franca, pour s'y réunir à Vaubois, qui se portait sur le même point par Borghetto. Augereau, gagnant la vallée de l'Adige, vers Dolce, devait couper la retraite au général autrichien, pendant que Vaubois et Masséna l'attaqueraient de front. La perte de Davidowich aurait été la suite inévitable de ce plan bien exécuté; mais ce général, informé, dans la journée du 19, de la retraite d'Alvinzi, regagna en hâte les montagnes de Roveredo, pendant que Vaubois et Masséna s'ébranlaient déjà pour l'attaquer.

[1] Voici ces deux lettres:

A la citoyenne Muiron.

« Muiron est mort à mes côtés sur le champ de bataille d'Arcole. Vous avez perdu un mari qui vous était cher; j'ai perdu un ami auquel j'étais depuis long-temps attaché: mais la patrie perd plus que nous deux, en perdant un officier distingué autant par ses talents que par son rare courage. Si je puis vous être bon à quelque chose, à vous ou à son enfant, je vous prie de compter entièrement sur moi. »

Au Directoire exécutif.

« Le citoyen Muiron a servi depuis les premiers jours de la révolution dans le corps de l'artillerie; il s'est spécialement distingué au siége de Toulon, où il fut blessé en entrant par une embrasure dans la célèbre redoute anglaise. Son père était alors arrêté comme fermier général: le jeune Muiron se présenta à la Convention nationale, au comité révolutionnaire de sa section, couvert du sang qu'il venait de répandre pour la patrie; il obtint la libération de son père. Au 13 vendémiaire il commandait une division d'artillerie qui défendait la Convention: il fut sourd aux séductions d'un grand nombre de ses connaissances et des personnes de sa société. Je lui demandai si le gouvernement pouvait compter sur lui: « Oui, me dit-il, j'ai fait serment de soutenir la République; je fais partie de la force armée, j'obéirai à mes chefs. Je suis d'ailleurs, par ma manière de voir, ennemi de tous les révolutionnaires, et tout autant de ceux qui n'en adoptent les maximes et la marche que pour rétablir un trône, que de ceux qui voudraient rétablir ce régime cruel où mon père et mes parents ont si long-temps souffert. » Il s'y comporta effectivement en brave homme, et fut très utile dans cette journée qui a sauvé la liberté. Depuis le commencement de la campagne d'Italie, j'avais pris le citoyen Muiron pour mon aide de camp: il a rendu dans presque toutes les affaires des services essentiels: enfin il est mort glorieusement sur le champ de bataille d'Arcole, laissant une jeune veuve enceinte de huit mois. »

L'empereur Napoléon conserva jusqu'au dernier moment un souvenir reconnaissant du dévouement du colonel Muiron pour le général Bonaparte. Dans le quatrième codicile de son testament, daté de Longwood, le 24 avril 1821, on lit: « Nous léguons 100,000 francs à la « veuve, fils ou petit-fils de notre aide de camp Muiron, tué à nos « côtés à Arcole en nous couvrant de son corps. » Mais il ne paraît pas que personne ait pu réclamer ce legs aussi honorable pour la mémoire du général que pour celle de l'aide de camp. On lit dans un ouvrage sur la campagne d'Italie, publié en 1797, que la veuve et l'enfant de Muiron avaient, à peu de mois l'un de l'autre, suivi ce brave dans la tombe.

Son arrière-garde fut néanmoins atteinte à Compara. Les régiments de Lehrbach et de Lattermann furent en partie détruits, surtout le premier, dont un bataillon entier fut contraint de mettre bas les armes. Un détachement de 3 à 400 Autrichiens se noya presque entièrement en voulant traverser l'Adige.

Masséna et Vaubois s'arrêtèrent à Castelnovo, avec le gros de leurs divisions. Joubert poursuivit l'ennemi jusque près de la Corona. Augereau s'empara des hauteurs de Santa-Anna, enleva 200 prisonniers aux troupes qui occupaient ce poste, et occupa ensuite la position de Dolce; deux équipages de pont, appartenant à l'ennemi, furent brûlés dans la vallée de l'Adige.

Retraite d'Alvinzi, derrière la Brenta.—Bonaparte était revenu sur ses pas, craignant qu'Alvinzi ne tentât quelque chose sur Vérone. Ce dernier ne se voyant suivi que par quelques cavaliers, avait en effet envoyé, pour secourir Davidowich, quelques bataillons dans la montagne de Malara, et s'était lui-même avancé de nouveau jusqu'à Villanova; mais l'extrême activité de Bonaparte, déjà prêt à déboucher de Vérone, déjoua encore toutes les combinaisons du maréchal, qui se retira derrière la Brenta, où la saison avancée et la fatigue des troupes le décidèrent à prendre des cantonnements, la gauche vers Padoue, la droite vers Trente, se liant avec Davidowich; le centre fut établi à Bassano, ainsi que le quartier général.

Sortie de la garnison de Mantoue.—Les entreprises compliquées, exécutées par des troupes isolées, et qui n'ont aucunes communications directes entre elles, manquent toujours d'ensemble et d'activité. Ce résultat est inévitable quand une armée doit agir sur une base très étendue. Ce fut un des motifs qui firent échouer complétement Alvinzi; l'inaction de Davidowich surtout fut fatale aux Autrichiens. Il est inexplicable en effet que ce général soit resté plusieurs jours en présence de Vaubois, sans lui livrer bataille. La réunion des deux corps de l'armée impériale aurait été la suite inévitable d'un engagement qui aurait eu lieu le 12, et Davidowich attendit jusqu'au 16 pour combattre. Rien, ce semble, ne devait empêcher ce général, après avoir forcé la Corona et Rivoli, de déboucher par Polo sur Vérone, tandis qu'Alvinzi s'y dirigeait par Villanova et Caldiero. Les chances de succès eussent été alors réunies en faveur des Autrichiens.

La conduite de Wurmser, dans cette circonstance, ne peut être expliquée que par une ignorance complète des tentatives d'Alvinzi pour débloquer Mantoue. Ce vieux guerrier, qui aurait pu favoriser les opérations de de l'armée impériale par une sortie faite à propos sur le faible corps de blocus laissé devant Mantoue, resta tranquille dans cette place tandis qu'on se battait pour le délivrer; et le 23, quand toute cette armée était en fuite, il attaqua les assiégeants avec une forte colonne d'infanterie et de cavalerie; mais il trouva les Français sur leurs gardes: Kilmaine était déjà revenu devant Mantoue, avec les 3,000 hommes qui avaient été momentanément détachés à Vérone. Il fut donc vigoureusement repoussé et rentra dans la place avec perte de 200 hommes, d'un obusier et de 2 pièces de canon.

Présentation au Directoire des drapeaux pris à Arcole. — La lettre écrite de Vérone, avant la bataille d'Arcole, avait inspiré au Directoire de vives inquiétudes. Le gouvernement, alors en butte aux violentes attaques des partis, avait besoin des victoires de Bonaparte pour résister à la double opposition des conseils et au mécontentement populaire. Il se hâta donc, aussitôt que les résultats de la bataille lui furent connus, de les annoncer au conseil des Cinq-Cents et à celui des Anciens. — Peu de jours après, la remise publique des drapeaux pris à Arcole devint un moyen d'influence sur l'opinion publique. Le chef de bataillon Lemarois, aide de camp du général en chef, fut conduit devant le Directoire par le ministre de la guerre, et offrit les trophées d'Arcole aux chefs du gouvernement, en leur adressant un discours où il présenta le tableau des récents exploits de l'armée d'Italie, et des héroïques efforts de son jeune général. Le président du Directoire répondit à Lemarois.

« Vos généreux compagnons, vos valeureux frères d'armes, vainqueurs de quatre armées, ont fait plus que de triompher de l'Autriche, ils ont vaincu la renommée d'Annibal..... La liberté, endormie sur la tombe de Brutus, s'est réveillée au bruit de vos exploits; et la victoire, toujours fidèle à sa cause sainte, n'a point trahi les Républicains qui combattaient pour elle....... Retournez, jeune guerrier, les entretenir de la gratitude de la patrie et de l'admiration de l'Europe; dites-leur que leurs noms sont attendus par les marbres du Panthéon; dites-leur qu'ils sont déjà gravés dans le cœur de tous les bons Français, et que si tous les vœux du Directoire exécutif sont de voir la paix réconcilier toutes les nations, c'est qu'elle doit assurer la félicité publique et celle des héros qui soutiennent avec tant de dignité l'impérissable gloire de la République française. »

Prise de cantonnements. — L'armée victorieuse imita l'armée vaincue, et prit des cantonnements dont elle avait également besoin. — Les Autrichiens étaient derrière la Brenta et dans le Tyrol; les Français s'établirent le long de l'Adige, occupant la ligne de Monte-Baldo, de la Corona et de Rivoli, avec des postes avancés au-delà de Legnago et de Vérone.

L'armée d'Italie terminait dignement par la victoire d'Arcole, l'année qu'elle avait commencée par les glorieuses batailles de Montenotte et de Mondovi.

RÉSUMÉ CHRONOLOGIQUE.

1796.

2 NOVEMBRE. Combat de Saint-Michel et de Segonzano.
6 — Affaire de la Brenta.
12 et 13 — Combat de Caldiero.
15, 16 et 17 NOVEMBRE. Bataille d'Arcole.
16 — Combat de la Corona.
17 — Combat de Compara.
23 — Sortie de la garnison de Mantoue.

ARMÉE D'ITALIE.

BATAILLE DE RIVOLI. — BATAILLE DE LA FAVORITE. — REDDITION DE MANTOUE.

SOMMAIRE.

Dispositions réelles du Directoire et de la cour d'Autriche. — Occupation de Bergame. — Préparatifs contre Rome. — Forces et situation des armées impériale et républicaine. — Plan d'Alvinzi et du conseil aulique. — Combat de Bevilacqua. — Combat de Saint-Michel. — Bataille de Rivoli. — Provera passe l'Adige à Anghiari. — Combat d'Anghiari. — Arrivée de Provera devant Mantoue. — Bonaparte à Roverbella. — Bataille de la Favorite. — Réflexions. — Décret. — Poursuite de l'armée d'Alvinzi. — Combat de Carpenedolo. — Combats d'Avio et de Torbole. — Prise de Roveredo. — Combat de Calliano. — Reprise de Trente. — Combat de Lavis. — L'armée française reprend ses positions sur la Brenta. — Reddition de Mantoue.

ARMÉE RÉPUBLICAINE.	ARMÉE IMPÉRIALE.
Général en chef. — BONAPARTE.	*Généraux en chef.* { ALVINZI. — PROVERA. WURMSER.

Dispositions réelles du Directoire et de la cour d'Autriche. — Malgré les victoires de l'armée d'Italie le Directoire voulait sincèrement la paix avec l'Autriche. La paix était nécessaire à la République, qui avait à faire consacrer par l'assentiment général de l'Europe ses accroissements de territoire, à s'habituer à l'exercice d'une nouvelle constitution, à réformer et à compléter son administration et sa législation, à cicatriser les plaies de la guerre civile, à relever son crédit expirant sous le poids des quarante milliards d'assignats mis en circulation, à faire renaître successivement l'agriculture, le commerce et l'industrie. La France avait assez de gloire; il lui fallait du bonheur et du repos. L'Autriche, au contraire, malgré les nombreuses défaites de ses armées, espérait encore que la guerre lui offrirait, par des chances plus heureuses, les moyens de réparer ses désastres, de reconquérir ses provinces perdues; elle ne tenait parfois un langage pacifique que pour obtenir des délais qui lui laissassent le temps d'accroître ses forces et de mettre en action toutes ses ressources.

Après la bataille d'Arcole, le général Clarke avait été chargé par le gouvernement français de s'aboucher à Vicence avec le baron de Saint-Vincent pour entamer des négociations qui missent un terme à la guerre. L'empereur d'Autriche avait refusé de laisser le général français arriver jusqu'à Vienne, où des communications directes et plus franches auraient dû nécessairement s'établir et amener une plus prompte conclusion de toutes les difficultés. Ce refus n'était pas d'un bon augure pour la paix. Le cabinet autrichien ne voulait que gagner du temps. L'entrevue des deux négociateurs eut lieu le 4 janvier, et n'amena aucun résultat. Déjà avant cette conférence diplomatique l'Autriche avait proposé un armistice auquel Bonaparte s'opposa. Il fit comprendre à Clarke que la suspension d'armes serait tout à l'avantage des armées qui venaient d'être vaincues, surtout si, comme cela était demandé, on leur permettait la moindre communication avec Mantoue, dont la famine toujours croissante assurait la prompte reddition. L'armistice fut refusé.

A ses préparatifs militaires et à ses manœuvres diplomatiques, l'Autriche ajoutait de moins honorables manœuvres, elle cherchait par tous les moyens possibles à déterminer les différents états italiens, surtout Venise, Rome et Naples, à se prononcer hostilement contre les Français.

Occupation de Bergame. — Préparatifs contre Rome. — Les gouvernements romains et vénitiens n'avaient pas attendu les premières opérations d'Alvinzi pour témoigner par des actes extérieurs, quoique peu éclatants, la haine qu'ils portaient aux Républicains. Le château de Bergame, sur le territoire de Venise, servait de repaire à des bandes organisées qui interceptaient les communications des Français de l'Adige à l'Adda. «Il y avait dans la ville de Bergame un comité chargé de répandre les nouvelles les plus ridicules sur le compte de l'armée; c'était sur le territoire de cette province qu'on avait le plus assassiné de nos soldats, et c'était de là que l'on favorisait la désertion des prisonniers autrichiens.» Bonaparte donna ordre au général Baraguey-d'Hilliers de l'occuper. Cette occupation eut lieu au commencement de décembre. Les partisans qu'y avait organisés le podestat Ottolini voulurent faire résistance et furent presque tous passés au fil de l'épée.

Le général en chef se rendit à Bologne pour y achever l'organisation de la république Cispadane. Là, afin d'en finir avec la cour de Rome, il forma une colonne mobile d'environ 4,000 hommes; c'était plus qu'il n'en fallait pour forcer le Pape à la paix; mais au moment où il allait entrer sur le territoire pontifical, les mouvements d'Alvinzi, qui reprenait l'attitude offensive, le rappelèrent à Vérone.

Forces et situation des armées impériale et républicaine. — D'immenses efforts avaient été faits pour réorganiser l'armée impériale. Des milices hongroises remplacèrent à Vienne la garnison, qui, envoyée à Alvinzi, fut suivie bientôt par des corps nombreux de volontaires autrichiens, de Croates et de Tyroliens. Ces nouvelles troupes, dirigées en poste sur le Tyrol, élevèrent les forces d'Alvinzi, au moment de la reprise des hostilités, à plus de 50,000 hommes, indépendamment de la garnison de Mantoue.

Il n'en était pas ainsi à l'armée d'Italie. Malgré les vives et pressantes demandes de Bonaparte, aucun renfort important n'y était arrivé; les derniers bataillons de l'armée des Alpes et quelques régiments venus de l'intérieur ne comblaient qu'imparfaitement

les vides formés par les dernières batailles. Cette armée était encore réduite, malgré tant de triomphes, à conserver sa ligne défensive sur l'Adige. Depuis la bataille d'Arcole elle occupait les positions suivantes: 10,000 hommes, sous les ordres de Dumas et de Dallemagne, bloquaient Mantoue; la division Vaubois, dont Joubert avait pris le commandement (la plus forte de l'armée et qui comptait 10,250 combattants), était établie à la Corona; Masséna avec sa division en seconde ligne à Vérone, se liait par sa gauche avec Joubert, et par sa droite à Augereau qui surveillait Legnago et le Bas-Adige; de ce côté les mouvements de l'ennemi étaient observés par des partis que poussaient les avant-postes sur Montebello et sur Vicence; la rive occidentale du lac de Garda jusqu'à Salo était éclairée par une réserve postée à Desenzano, sous les ordres du général Rey; la brigade Victor était postée à Goito, de façon à pouvoir au besoin secourir les troupes de siége ou l'armée d'observation. Dans le cas où les divisions du centre et de la gauche (Masséna et Augereau) auraient été assaillies par des forces supérieures débouchant de l'Adige, elles avaient le refuge d'un camp retranché établi à Castel-Novo. Néanmoins la totalité de l'armée active, disséminée nécessairement sur cette longue ligne de l'Adige, ne s'élevait qu'à 34,000 combattants.

Plan d'Alvinzi et du conseil aulique. — Le but d'Alvinzi était toujours le même: il voulait forcer la ligne française afin de pénétrer vers Mantoue, de débloquer cette place, et par sa jonction avec Wurmser de rendre inutiles les précédents succès de Bonaparte. Une seule victoire pouvait amener ce résultat, dont l'espérance seule avait déjà fait sacrifier trois armées autrichiennes. Bonaparte, au contraire, avait à recommencer tous les jours sa lutte tant de fois victorieuse, et un seul revers pouvait lui faire perdre en un instant le fruit d'une année de travaux et de gloire. Alvinzi devinant à moitié la cause de sa défaite précédente, crut se préparer un triomphe en évitant de placer entre ses colonnes, soit le lac de Garda, soit des chaînes de montagnes presque impraticables; mais il ne revint pas aux vrais principes, et d'après le vieux système de Lascy, préconisé par les plus habiles tacticiens allemands, il résolut de s'avancer avec le centre et la droite sur Rivoli, pendant que Provera, avec un corps de 9,000 hommes, se porterait sur Mantoue par Padoue et Legnago. Ce plan était mauvais, car si Alvinzi était vainqueur à Rivoli, la diversion de Provera devenait inutile; dans le cas contraire, Provera devait être perdu, en supposant même qu'il parvînt à pénétrer dans Mantoue, dont il n'eût fait qu'augmenter les embarras. — Le général en chef autrichien eût bien plus probablement réussi à délivrer Mantoue en marchant sur cette place avec toutes ses forces par le Bas-Adige, où les Français n'auraient pas trouvé pour la défensive les mêmes avantages qu'à Rivoli, et dans les rochers du Monte-Baldo[1].

Combat de Bevilacqua. — Alvinzi se mit en mouvement le 7 janvier. — Provera, avec la gauche, partit le même jour de Padoue et s'avança le lendemain, 8 janvier, vers la rivière de Pratta. Son avant-garde, aux ordres de Hohenzollern, eut vers Bevilacqua un vif engagement avec un corps avancé de la division Augereau. Ce corps, commandé par l'adjudant général Duphot, se replia sur Legnago; mais sa résistance avait été assez longue pour que toute la ligne, prévenue de la marche de l'ennemi, eût eu le temps de se mettre sur la défensive.

Dès que Bonaparte reçut à Bologne, le 10 janvier, la nouvelle du mouvement de Provera, il fit renforcer Augereau par 2,000 hommes de la colonne qu'il avait d'abord destinée à marcher sur Rome, et il se dirigea lui-même sur Vérone, où il arriva le 12, après avoir donné à Serrurier, en passant devant Mantoue, les instructions nécessaires pour le cas où l'ennemi se présenterait devant la place.

Combat de Saint-Michel. — Cependant Alvinzi, parti de Bassano avec le centre de son armée, avait remonté les gorges de la Brenta, et après avoir rallié l'aile droite à Roveredo, marchait avec trente-six bataillons sur Ala pour accabler Joubert. — Une autre colonne, forte de six bataillons et de quelque cavalerie, aux ordres de Bayalitsch, avait marché de Bassano sur Vérone; elle attaqua le 12 les avant-postes français à Saint-Michel, village situé à trois quarts de lieues de cette ville; mais vigoureusement accueillie par la division Masséna, elle fut repoussée avec perte de trois pièces de canon et de quelques centaines de prisonniers.

Bataille de Rivoli. — Arrivé à Vérone, pivot de tous ses mouvements, Bonaparte n'avait pas tardé à reconnaître que ces démonstrations sur sa droite et sur son centre cachaient des projets plus sérieux. Alvinzi en effet ne projetait rien moins que d'enlever la gauche française, postée entre l'Adige et le lac de Garda; il comptait y réussir en faisant attaquer le Monte-Baldo et en poussant des troupes par le chemin d'Incanale pour déboucher sur le plateau de Rivoli.

Cette attaque avait été fixée au 12 janvier. — L'armée impériale réunie sur le Haut-Adige avait été divisée en six colonnes: la première, à la droite des Autrichiens et placée sous les ordres du prince de Lusignan, de-

[1] Il est juste de faire remarquer que tous les auteurs ne sont pas d'accord pour charger Alvinzi seul du reproche que nous venons d'exprimer. Bonaparte lui-même est d'avis que les fautes du plan dont Alvinzi essaya l'exécution doivent être attribuées au cabinet autrichien. « Dans cette campagne, dit-il, le *projet du conseil aulique était que les opérations d'Alvinzi par Montebaldo, et de Provera par le Bas-Adige, fussent indépendantes l'une de l'autre.* L'ordre avait été donné à Wurmser de manœuvrer pour se réunir avec Provera, si Alvinzi réussissait, et de pousser la victoire autant que le permettraient les circonstances: mais si Alvinzi était battu et que Provera réussît, de profiter des deux ou trois jours où il serait maître du cours du Pô pour le passer avec tout son état-major, tous ses cadres d'artillerie, d'infanterie et de cavalerie, se porter sur Rome, se joindre à l'armée du Pape, augmenter et discipliner ses levées, et obliger ainsi le général français à se diviser en deux masses. Quant à Mantoue, il devait l'approvisionner pour deux mois, s'il pouvait se maintenir maître du Serraglio assez de temps pour cela: si au contraire il ne le pouvait pas, il devait abandonner cette place importante et mener avec lui dans les États du pape toute l'artillerie et les munitions qu'il lui serait possible d'évacuer. »

vait partir le 11 de Brentonico, et après avoir tourné le revers occidental du Monte-Baldo, marcher par les hauteurs qui bordent le lac de Garda, afin de prendre Joubert à revers et de lui couper la retraite; la deuxième, aux ordres de Liptay, devait partir d'Avio, gravir le col de Capione et se lier à la première par les crêtes du Monte-Baldo; le général Koblos, partant de Belluno avec la troisième colonne, avait ordre d'attaquer de front par Ferrara; Ocskay et Quasdanowich, longeant la droite de l'Adige avec les quatrième et cinquième colonnes, pour déboucher sur Rivoli par le ravin d'Osteria, avaient aussi l'ordre de soutenir au besoin les attaques du Monte-Baldo; enfin la grande route de Vérone à Trente, par Dolce, sur la gauche de l'Adige, devait être balayée par la sixième colonne, aux ordres de Wukassowich.

Lusignan, gêné par la neige qui tombait abondamment depuis deux jours, ne put occuper le 12 le revers du Monte-Baldo. Koblos et Liptay arrivèrent le matin du même jour en face de l'avant-garde de Joubert, établie à Ferrara. Ces deux colonnes, fortes ensemble de 9 à 10,000 hommes, auraient aisément enlevé la position s'il y eût eu de l'accord dans leurs mouvements; mais Koblos attaqua seul Ferrara: Liptay refusa de le soutenir avant d'être informé du résultat de la marche de Lusignan. L'artillerie des retranchements de Castelli et d'Olivetti foudroya la tête de la colonne de Koblos, qui ne pouvait répondre qu'avec des pièces de montagne; ce général dut chercher dès lors à tourner la position par les Dossi et la chapelle de Ferrara, mais la nuit survint et mit fin à cette première attaque.

Après avoir fait lever les ponts de l'Adige, et informé Bonaparte de ce qui se passait, Joubert abandonna le lendemain avant le jour la position de la Corona. Sa retraite fut déterminée par la marche de Lusignan, qui était enfin parvenu à tourner la gauche des Français, et avait franchi le versant occidental du Monte-Baldo. L'ennemi essaya inutilement d'inquiéter ce mouvement rétrograde, qui se fit avec beaucoup d'ordre; l'arrière-garde ne fut pas même entamée. Joubert s'établit à midi sur les hauteurs de Trombalora, en arrière du vallon de Caprino, pour y attendre des ordres du général en chef; mais le soir à dix heures il crut encore devoir quitter cette position, déjà tournée à droite et à gauche, afin de se replier sur Compara et Castel-Novo. En route il reçut, avec la nouvelle de la prochaine arrivée de Bonaparte, l'ordre de tenir ferme au plateau de Rivoli, et il s'y arrêta aussitôt; disposant ses troupes de façon à garnir militairement cette position.

Alvinzi, quoique son premier projet contre Joubert fût déjà déjoué, aurait pu, en poussant vivement le 13 la division française, déboucher avec elle sur Rivoli et y réunir cinq de ses colonnes. Il se borna au contraire à la faire suivre lentement par deux de ses lieutenants. Ne visant qu'à envelopper son adversaire, il s'occupait beaucoup plus de la manière dont il profiterait de la victoire que des moyens de la remporter. Toutes les précautions qu'il avait prises suffisaient à ses yeux pour cerner complétement Joubert; il comptait l'attaquer le 14, et ne pas laisser échapper un homme de sa division, lorsqu'il apprit que des renforts arrivaient aux Français.

Bonaparte avait reconnu par les rapports de Joubert que, suivant une habitude que des revers multipliés auraient dû pourtant leur faire perdre, les Autrichiens s'avançaient divisés en plusieurs colonnes, marchant par des routes différentes. Son plan fut aussitôt arrêté. Il résolut d'aller les attendre sur le plateau de Rivoli, où tous les chemins qui sillonnent la contrée montagneuse que l'ennemi avait à traverser viennent aboutir. Cette position lui donnait la faculté d'agir avec la masse de ses forces contre des troupes séparées entre elles par des obstacles insurmontables, tels que le Monte-Baldo, les crêtes de San-Marco et les eaux profondes de l'Adige. Il pouvait en outre se servir de son artillerie, tandis que les Autrichiens, à cause de la nature des chemins, avaient dû laisser leurs canons en arrière. Il se mit donc aussitôt en marche avec le gros de ses forces pour se porter sur Rivoli. La 25e demi-brigade resta seule sous Vérone, afin d'observer Bayalitsch; Ney, avec la réserve, se porta rapidement de Desenzano sur Castel-Novo, et Augereau eut ordre de ne pas s'engager sérieusement s'il avait affaire à des forces trop considérables, mais seulement de harceler l'ennemi. Bonaparte lui laissa la réserve de cavalerie que Victor remplaça à Villa-Franca, et qui eût été presque inutile sur les rochers du Monte-Baldo.

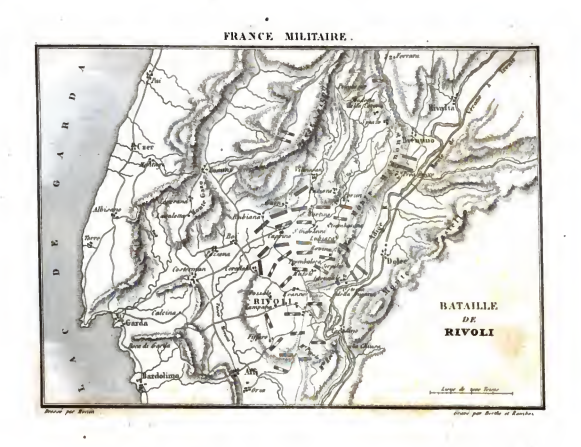
Bonaparte rejoignit à minuit Joubert, que Masséna et Rey venaient appuyer à marche forcée. Il faisait un beau clair de lune, et sur les cimes blanchies des montagnes on distinguait facilement les feux des bivouacs ennemis. On y comptait cinq camps différents. Le général en chef ordonna aussitôt un mouvement en avant, dans le but d'empêcher Alvinzi de déboucher sur le plateau de Rivoli, seul point où il eût pu réunir et déployer ses colonnes. Joubert resserrant donc sa position s'avança pour reprendre le poste de San-Marco.

L'avant-garde autrichienne fut repliée sur San-Giovani et Gambarone, par la brigade Vial, soutenue de la 33e de ligne; la 14e marcha au centre sur Rovina, et Leblay, avec la gauche de Joubert, reprit les hauteurs de Trombalora; la 39e resta dans les redoutes d'Osteria pour défendre le ravin de ce nom. Ce poste et la Chapelle-San-Marco, sur la crête du Monte-Magone, étaient les deux points importants du champ de bataille, puisqu'ils étaient les seuls par où l'ennemi pût arriver sur le plateau. D'autres postes moins essentiels, comme Monte-Castello, Monte-Rocca, le fort de Chiusa, furent gardés par des détachements. Le quartier général fut établi sur les hauteurs de Zoane.

Rey avait l'ordre de ne pas s'arrêter à Castel-Novo, et de forcer de marche par Campara; Masséna accourait avec deux demi-brigades et trois régiments de cavalerie (sa division arriva à Rivoli avant le jour, et eut deux à trois heures pour se reposer); la 18e demi-brigade fut dirigée sur le débouché de Garda, afin d'arrêter la marche de l'ennemi sur Peschiera[1].

[1] Voici la liste des corps qui combattirent à Rivoli:
DIVISION JOUBERT. 3 *brigades*. — Vial: 4e, 17e, 22e, 29e légère; —

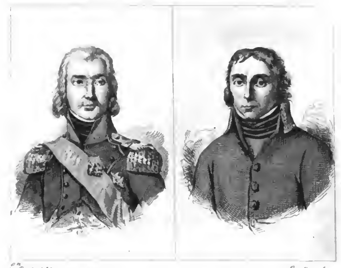
FRANCE MILITAIRE.



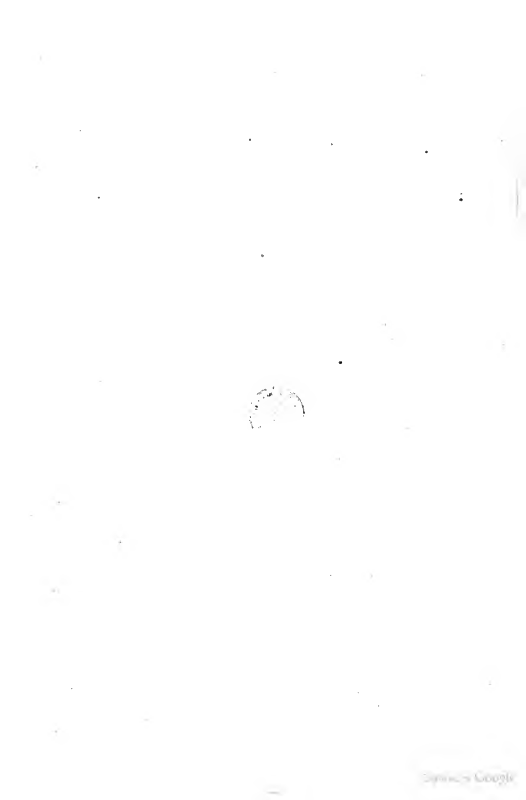




Combat du Commandant Duvivier.



Bessières. Masséna.







Reddition de Mantoue.


Biblioteca Nazionale
NAPOLI
V. E. III



Bataille de Rivoli,

Le quartier général autrichien était en avant de Dolce; Quasdanowich campait derrière Incanale, dans la vallée de l'Adige; Wukassowich était sur la gauche de cette rivière, et Lusignan débouchait sur Pezzena. La 18e devait inquiéter les flancs de cette dernière colonne, jusqu'à ce que Rey fût en mesure de l'attaquer avec avantage; la 39e était chargée de contenir au ravin d'Ostéria la colonne de Quasdanowich. Ainsi tranquille sur sa droite et sur sa gauche, le général en chef résolut de profiter de sa position centrale pour écraser, vers Caprino, le corps principal des Autrichiens, avant que les colonnes secondaires pussent entrer en action, bien sûr d'avoir ensuite bon marché de celles-ci.

Depuis l'attaque, commencée avant le jour, Joubert était engagé avec ce corps, formé des deux colonnes d'Ocskay et de Koblos; sa droite disputait vivement les hauteurs de San-Marco, quand Liptay attaqua sa gauche avec des forces supérieures. Prise en flanc, à la faveur d'un ravin où l'ennemi s'était glissé, la 85e éprouva une terreur panique et entraîna la 29e légère; mais la 14e, quoique débordée, résista opiniâtrément en avant de San-Giovani. Bonaparte vola sur ce point avec la 32e qui arrivait de Vérone, après avoir marché toute la nuit. Cette brave demi-brigade rétablit le combat; elle attaqua l'ennemi avec son impétuosité habituelle, et dégagea les flancs de la 14e; mais pendant ce temps Vial, à la droite, cédait les hauteurs de San-Marco aux troupes de Koblos et d'Ocskay; Berthier, au centre, défendait les haies et la village de San-Giovani, avec la plus rare intrépidité[1].

Quoique la 18e occupât le passage important de la Rocca-di-Garda, Lusignan s'avançait rapidement sur le flanc gauche et les derrières de l'armée française; il était près d'occuper Affi; Wukassowich se portait par la gauche de l'Adige vers Somano, protégé par une nombreuse artillerie établie près de ce village; Quasdanowich attaquait de front les retranchements d'Ostéria, et la 39e se repliait devant lui. Le plateau d'où dépendait le gain de la bataille allait tomber au pouvoir de l'ennemi qui, favorisé sur un autre point par la retraite de la droite de Joubert, occupait déjà le revers du Monte-Magone, au-delà de San-Marco. Le moment était critique. Bonaparte néanmoins, quoique presque cerné par un ennemi qui se croyait victorieux, conserva un admirable sang-froid et donna des ordres qui, vivement exécutés, changèrent totalement la face des affaires. L'infanterie légère de Joubert ayant opéré un changement de front, se porta au secours de la 39e; Leclerc, avec la cavalerie, marcha sur le même point, et la 75e fut dirigée sur les hauteurs de Tiffaro pour couvrir la gauche de l'armée et arrêter la colonne de Lusignan.

Un prompt succès couronna ces dispositions. La tête de la colonne de Quasdanowich, dont le gros était encore massé dans le ravin, commençait à peine à déboucher sur le plateau qu'elle fut attaquée de front et sur les deux flancs par la cavalerie, l'infanterie légère et la 39e de ligne; elle fut refoulée dans le ravin. L'action fut des plus vives. Joubert ayant eu son cheval tué, prit un fusil et marcha lui-même en tête des grenadiers, auxquels il communiqua sa résolution et son élan. L'ennemi, épouvanté, fut culbuté en désordre dans le défilé qu'encombraient, outre les troupes pressées, de l'artillerie et de la cavalerie. L'explosion de quelques caissons augmenta l'effroi et le désordre. La victoire fut dès lors irrévocablement fixée de ce côté.

Pendant ce temps, Masséna descendait les hauteurs de Trombalora avec la 32e et la brigade Leblay (de la division Joubert). Koblos et Ocskay, qui débouchaient déjà par Mutole, après avoir poussé la brigade Vial au-delà de San-Marco furent débordés. Joubert, après avoir repoussé Quasdanowich, revint sur l'infanterie d'Ocskay, qui s'était débandée en s'abandonnant à la poursuite. Lasalle, avec 200 chevaux, alla renforcer Vial. La vue de ces deux escadrons, la présence de Masséna sur la droite de la colonne ennemie, remplirent les troupes autrichiennes d'un inconcevable découragement : l'espoir de vaincre qui les avait d'abord soutenus les abandonna subitement, et malgré les efforts d'Alvinzi elles s'enfuirent vers San-Giovani, leur déroute ne s'arrêta même qu'au-delà du torrent du Tasso. Liptay rétrograda sur Caprino.

Tandis que la fortune favorisait ainsi les Français sur le front de la ligne, l'ennemi paraissait sur le point d'obtenir à l'extrême gauche et sur les derrières des avantages importants. 4,000 hommes se trouvaient en bataille derrière Rivoli, et couronnaient toutes les crêtes entre l'Adige et le lac de Garda, de sorte que l'armée se trouvait entièrement tournée par ce corps et avait toutes ses communications coupées avec Vérone et Peschiera. Néanmoins « cette situation, dit Berthier, n'inquiétait ni le général en chef, ni les militaires éclairés; mais ceux qui apprendront que nos soldats la voyaient avec le même sang-froid, en disant dans le temps même que le front de la ligne se battait avec le plus de chaleur : *Eh bien! ceux-là sont encore pour nous*, pourront juger de la confiance qu'ils avaient en leurs généraux.»

Ce corps ennemi était celui de Lusignan, qui de

Leblay : 33e, 85e de ligne; — Sandos : 14e, 39e de ligne, 22e chasseurs.

DIVISION MASSÉNA. 3 *brigades*. — Monnier : 18e, 75e de ligne; — Brune : 25e, 32e de ligne; — Leclerc : 18e légère, 1re cavalerie, 15e dragons.

DIVISION REY. 2 *brigades*. — Baraguey d'Hilliers : 58e de ligne, 11e légère; — Vaux : 12e légère, 8e dragons.

Nota. La brigade Murat faisait aussi partie de la division Rey : mais ce général eut pendant la bataille une mission dont il sera question plus loin.

[1] « J'avais envoyé, dit Berthier dans sa relation de cette seconde campagne contre Alvinzi, j'avais envoyé le deuxième bataillon de la 14e pour favoriser la retraite de celui qui était dans les haies de Saint Martin; avec le troisième j'occupais la hauteur du centre. C'est là que ce bataillon, entouré par les forces du centre et d'une partie de celles de la droite de l'ennemi, en reçut le choc avec la plus grande valeur; il tint environ vingt minutes dans cette position, d'où l'ennemi ne put le débusquer, et l'empêcha de s'emparer de deux pièces de canon qui étaient à mi-côte en avant de lui, et que nos charretiers avaient abandonnées. Au moment où je donnais l'ordre à une compagnie de se porter sur les pièces où l'ennemi était déjà parvenu, et tâchait de ratteler les chevaux pour les emmener, un officier de ce bataillon se précipita seul en criant : *Non, vous n'aurez pas nos pièces*. Mais le feu de l'ennemi ayant empêché de parvenir jusqu'à elles, j'ordonnai qu'on fît un feu terrible sur cette batterie, où l'on tua tous les chevaux et les Autrichiens qui y étaient, et les deux pièces n'ayant pu être emmenées nous restèrent.»

Pezzena s'était avancé sur Affi et avait marché de là contre les hauteurs de Tiffaro, en obligeant à se replier la 75[e] qui lui avait d'abord fait quelques prisonniers. Pendant que cette colonne, déjà maîtresse du mont Brusini, s'avançait par la crête du mont Pipolo, la 75[e] fut rejointe à Pozzolo par deux bataillons de la 18[e] qui, après avoir culbuté à Calcina les flanqueurs de Lusignan, s'étaient rabattus sur Rivoli. Bonaparte, certain que Rey déboucherait bientôt d'Orza, avait disposé à sa gauche (devenue sa droite par suite du changement de front fait pour s'opposer à l'attaque de l'ennemi) la 75[e] et la 18[e], appuyées par une batterie de 12. « On s'observait de part et d'autre. Les Autrichiens criaient à nos gens: *Nous les tenons;* et ils se partageaient déjà nos dépouilles. On était assez près pour s'entendre. Un feu de file part de toute leur ligne: c'était un signal. Aussitôt les Autrichiens sortant par le bas de l'Adige, se portent avec fureur pour emporter le retranchement de Rivoli. Ils attaquent à trois reprises différentes; ils ne trouvent que la mort ou fuient épouvantés. Pendant ce temps Bonaparte avait fait établir quatre pièces d'artillerie légère qui canonnaient la droite de la ligne du corps ennemi qui nous avait tournés. La 18[e] et quelques troupes de la 75[e] demi-brigade, commandées par les généraux Brune et Monnier, reçoivent l'ordre de se porter sur trois colonnes pour attaquer l'aile droite de cette ligne ennemie, qui occupait une hauteur avantageuse et qui nous avait tournés. Nos troupes partent: il ne semble pas qu'on aille porter la mort dans les rangs ennemis; il semble plutôt que c'est une manœuvre d'instruction. Le soldat, l'arme au bras, part en chantant l'hymne du *Chant du départ:* il fond sur l'ennemi. L'attaque et la déroute ne sont qu'un même instant[1]. » Lusignan, dépourvu de canons, fut forcé de se retirer sur le mont Brunisi, où bientôt même il fut assailli à revers par la 58[e], aux ordres de Rey, pendant que Monnier et Brune le pressaient de front, à la tête des 18[e] et 75[e]. La colonne autrichienne fut en peu d'instants culbutée et dispersée complétement. Une grande partie se rendit prisonnière sur le champ de bataille. Un des débris considérables de ce corps, cherchant à se retirer sur Garda, fut arrêté au défilé près du lac par une compagnie du 18[e], aux ordres du capitaine René qui, avec 50 hommes, fit 1,800 prisonniers[2].

Quasdanowich se retira sur Rivalta et Peri; de sorte que le centre de l'ennemi, replié derrière le Tasso, resta livré à ses propres forces. Bonaparte se disposait à l'attaquer quand il apprit que Provera ayant passé l'Adige à Anghiari, marchait sur Mantoue. Certain que la journée était décidée, il partit en hâte pour Villa-Franca, avec les troupes de Masséna, laissant à Joubert, renforcé de la réserve de Rey, le soin d'achever la victoire.

Pour que cette victoire fût complète, il restait à détruire le centre des Impériaux, campé autour de Pazzone. Joubert accorda à peine à ses troupes quelques heures de repos. Un sentier presque inaccessible, sur les hauteurs de la Corona, était la seule voie par où l'ennemi pût échapper. Vial, pour tourner la gauche autrichienne, eut ordre de longer les crêtes du Monte-Magone, pendant que Baraguay-d'Hilliers attaquerait Saint-Martin, et que Vaux, pour tourner la droite des ennemis et les prévenir à la Corona, longerait le revers du Monte Baldo. Une petite colonne de trois bataillons fut aussi dirigée sur Ferrara par le Monte-Baldo, afin de leur couper la retraite. Néanmoins les Républicains auraient pu être prévenus à ce sentier dont nous venons de parler, si Bonaparte, dont la haute prévoyance embrassait à la fois toutes les dispositions d'une bataille et toutes ses conséquences, n'eût dès la veille donné à Murat l'ordre de s'embarquer à Salo avec la 12[e] légère, d'aller descendre à Torre, et de gagner par Montagna les crêtes du Monte-Baldo. En conséquence, arrivé à Torre le 14 au soir, à l'insu des Autrichiens, Murat avait continué sa marche pendant la nuit jusqu'à Pozella, d'où il poursuivit sa route sur la Corona par Pozzo-Lagune et les Collonelli. Le combat, pendant ce temps, était engagé avec acharnement sur la ligne du Tasso. L'ennemi, quoiqu'il eût commencé sa retraite à la pointe du jour, fut chassé de Saint-Martin et vivement harcelé par la colonne du centre, ce qui donna le temps au général Vaux de se

[1] Berthier, *Relation de la bataille de Rivoli.*

[2] Voici en quels termes le brave René (mort en 1808 général de brigade) rendit compte à son père de cet événement étrange dans une guerre qui en présente de si remarquables: « Le général Monnier me demanda si je voulais rester au village de Garda avec cinquante hommes, pour surveiller le lac et favoriser un débarquement. J'acceptai. Environ à quatre heures, au moment où je visitais un petit poste placé en avant, sept Autrichiens parurent. Je commandai de les attendre et de les prendre pendant que j'allais rassembler le restant de mon détachement. On les fit prisonniers. Mais craignant d'être attaqué, je me disposais à prendre dans les environs une position avantageuse, lorsque tout à coup se présenta une colonne autrichienne que je n'aperçus qu'à vingt pas, parce que la route formait un tournant. Le commandant me crie de mettre bas les armes, que je suis prisonnier. — « Non, monsieur, répondis-je, c'est vous; j'ai « déjà désarmé votre avant-garde, vous en voyez une partie: bas les « armes, ou point de quartier. » Mes soldats, excités par mon exemple, répètent ce cri. Les prisonniers, voyant qu'au premier feu ils seraient tués, criaient de toutes leurs forces à leurs camarades de se rendre. Tout ce tapage étonna l'officier ennemi; il veut parler. Nous ne répondons qu'en répétant: *Bas les armes!* Il propose de capituler. « Non, lui dis-je, bas les armes et prisonnier. — Mais, monsieur, ajou- « ta-t-il, si je me rends, n'aurai-je pas de mauvais traitements à « éprouver? » Je lui répondis que non, et sur ma parole d'honneur. Il ôte alors son chapeau, s'avance et me présente son épée: toute sa troupe met bas les armes. Je n'étais pas à mon aise, je craignais qu'ils ne s'aperçussent enfin du peu de monde que j'avais. Je les fis rétrograder; mais se trouvant deux barques sur les bords du lac, une certaine quantité d'Impériaux s'y jettent et gagnent le large, sans que moi ni leurs officiers pussions les en empêcher; mais à peine furent-ils à soixante toises que les barques, trop surchargées, coulèrent bas et la majeure partie se noya. Un instant après beaucoup d'entre eux refusèrent de marcher; les officiers eux-mêmes avaient l'air d'y souscrire. Je sentis le danger extrême où j'étais, surtout en entendant un capitaine leur dire: « Attendons encore. — Qu'attendez- « vous, monsieur? lui dis-je d'un ton ferme. Où est donc l'honneur? « n'êtes-vous pas prisonnier? m'avez vous rendu vos armes? ai-je « votre parole? Vous êtes officier, je compte sur votre loyauté: pour « preuve je vous rends votre épée, et faites marcher votre troupe; « sans quoi je me vois forcé de faire agir contre vous la colonne de six « mille hommes qui me suit. » Le mot honneur, et surtout, sans doute, cette colonne imaginaire le décidèrent. « Je vais vous prouver, mon- « sieur, me dit-il, que je connais l'honneur; marchons, et je réponds « que tout le monde nous suivra. » Il parle alors en allemand à ses soldats, et le calme se rétablit. Nous arrivâmes ainsi sans fâcheuse rencontre. Cette colonne était composée du régiment de ligne impérial Klebeck, et d'un corps franc, faisant en tout environ dix-huit cents hommes. »

lier à Murat vers Pravassar, pendant que Vial s'avançait sur Spiazo et la Corona. Les Impériaux, ainsi pressés et entourés, fuyaient dans le plus grand désordre. Une partie se précipita des hauteurs escarpées qui longent l'Adige, en voulant gagner le chemin de Rivalta. La plupart cherchèrent à fuir par Pravassar et par l'escalier de la Madona, mais ils tentèrent inutilement de forcer ce poste occupé par les Français. Ce défilé fut un gouffre où vinrent s'entasser pêle-mêle et se rendre à discrétion plus de 5,000 hommes, tant cavaliers que fantassins.

Ce second acte de la bataille de Rivoli, qui eut lieu le 15, entraîna la perte de ce qui avait échappé la veille, à quelques cavaliers près qui tentèrent de franchir l'Adige, et dont le plus grand nombre se noya. L'armée autrichienne éprouva des pertes considérables en tués et en blessés. Douze drapeaux et 13,000 prisonniers restèrent au pouvoir des vainqueurs.

Provera passe l'Adige à Anghiari. — Revenons à Provera, que nous avons laissé, après le combat de Bevilacqua, au moment où, venant de contraindre Duphot à se retirer sur Legnago, il marchait lui-même sur l'Adige. Le général autrichien resta trois jours inactif sur la rive gauche de cette rivière. Aucune cause militaire ne semble pouvoir être assignée à cette inaction inconcevable; car il est certain que l'armée autrichienne ne manquait pas d'équipages de pont.

Enfin, le 13 janvier au soir, Provera se décida à tenter le passage de l'Adige à Anghiari, à une lieue au-dessus de Legnago. Pour mieux donner le change à la garnison de cette ville, quelques démonstrations furent faites du côté de Bonavigo et de Nicesola. La brigade de Hohenzollern fut même dirigée un instant contre Legnago. Ces manœuvres eurent un plein succès; une petite avant-garde put traverser l'Adige et s'emparer d'Anghiari, afin de faciliter la construction d'un pont auquel on travailla aussitôt avec beaucoup d'activité. — Le général Guyeux, avec 1,200 hommes, tenta inutilement de s'y opposer; les Autrichiens avaient sur ce point des forces trop considérables: après une longue fusillade sans résultat, il dut se retirer sur Ronco aussitôt que le pont fut achevé.

Provera se hâta d'effectuer son passage, et dès lors, libre de ses mouvements, se dirigea sur Cerea avec la majeure partie de sa colonne, soutenue par une douzaine de pièces de canon. Il arriva le 14 par Sanguinetto à Nogara, où ses troupes bivouaquèrent. — Augereau, chargé de la défense de l'Adige, et dont la ligne venait d'être coupée, ne pouvait plus communiquer avec les brigades Bon et Guyeux, non plus qu'avec la réserve de cavalerie de Dugua, que Bonaparte lui avait donnée en échange des troupes dirigées sur Rivoli; néanmoins à la première nouvelle du mouvement de l'ennemi il rallia la colonne mobile de Lannes, rassembla toutes les autres forces qu'il pouvait avoir disponibles, et marcha sur Anghiari; mais il y arriva trop tard. Déjà le général autrichien, qui ne cherchait qu'à gagner Mantoue, avait filé avec la majeure partie de ses forces, et l'on ne put atteindre que son arrière-garde.

Combat d'Anghiari. — Les dispositions d'attaque furent faites aussitôt. Les Français se formèrent sur trois colonnes: le général Point commandait celle de gauche, Lannes celle de droite; les généraux Guyeux et Bon, débouchant de Ronco, devaient prendre l'ennemi à revers. Le chemin d'Anghiari à Cerea forme un défilé d'une demi-lieue de longueur, aboutissant à une digue qui lui est perpendiculaire. Une des colonnes françaises tourna l'ennemi, et s'embusquant derrière cette espèce de retranchement, arrêta court les Impériaux. Ceux-ci, pressés de front et hors d'état de résister seuls aux forces qui les attaquaient, cherchaient à rejoindre le gros du corps de Provera; mais celui-ci ne fit rien pour les soutenir. Le succès fut complet. Toute cette arrière-garde et quatorze pièces de canon restèrent au pouvoir des Français.

Cette affaire, où l'adjudant général Duphot et quelques escadrons de cavalerie s'étaient particulièrement distingués, commença par une espèce de duel héroïque entre le commandant d'un escadron de hussards autrichiens et le chef d'escadron Duvivier, du 9e de dragons. La cavalerie impériale ayant fait volte-face pour repousser les Français, « le commandant des hussards se présenta devant l'escadron du 9e de dragons, et par une de ces fanfaronnades communes aux Autrichiens: «Rendez-vous», cria-t-il au régiment. Duvivier fit arrêter son escadron. « Si tu es brave, viens me prendre », répondit-il au commandant ennemi. Les deux troupes s'arrêtèrent et s'écartèrent par un mouvement spontané pour laisser le terrain libre aux deux champions, qui donnèrent pendant quelques minutes un exemple de ces combats que le Tasse décrit avec tant d'agréments. Le commandant des hussards fut blessé de deux coups de sabre. Les troupes alors se chargèrent et les hussards furent faits prisonniers[1].»

Après le combat d'Anghiari, le pont de l'Adige fut brûlé, de sorte qu'il ne resta à Provera aucun moyen de revenir en arrière dans le cas où il ne parviendrait pas à se réunir à la garnison de Mantoue.

Arrivée de Provera devant Mantoue. — Cependant, poursuivant sa route par Castellaro, ce général arriva le 15 à midi devant Mantoue. Son avant-garde se composait de hussards dont l'uniforme était semblable à celui des hussards français de Berchiny; elle faillit surprendre le poste de Saint-Georges qui, de ce côté, couvrait la ligne du blocus. Le tact d'un vieux sergent sauva les Français; il examina ces hussards qui arrivaient à l'improviste, et remarqua qu'ils avaient des manteaux neufs, tandis que les manteaux des cavaliers de Berchiny étaient lavés par les pluies et usés par les bivouacs. Cette observation n'eût peut-être pas été faite par un officier général. Le sergent abaissa la barrière, et aidé d'un tambour donna l'éveil. La brigade du général Miollis prit aussitôt les armes et obligea l'ennemi à s'arrêter.

Provera avait espéré trouver à son arrivée devant la place qu'il venait débloquer, les ouvrages du siége presque dégarnis de soldats; mais il était surtout loin

[1] Rapport du général en chef.

de s'attendre à avoir à combattre les mêmes bataillons qui, la veille, à quinze lieues de là, avaient vaincu Alvinzi. Bonaparte, dans son admirable et prévoyante sagacité, n'avait appelé à lui la majeure partie du corps de siége qu'après avoir fait élever des retranchements et des ouvrages fermés pour recevoir les troupes chargées de contenir la garnison et d'assurer le blocus. Les 1,200 hommes de Miollis, postés dans le faubourg de Saint-Georges, étaient parfaitement défendus du côté de Mantoue : un retranchement en terre et un large fossé les couvraient du côté de la campagne. Provera leur fit en vain la sommation de se rendre, et se décida, après avoir essuyé le feu de leurs batteries, à se rabattre du côté de la citadelle. — Au moyen d'un officier d'état-major qui avait traversé le lac sur un frêle bateau, il était parvenu à communiquer avec Wurmser. Les deux généraux avaient arrêté une attaque simultanée sur la Favorite et San-Antonio; en conséquence, après avoir franchi la Fossa-Magna, qui coule entre les routes de Vérone et de Legnago, il se dirigea sur la Favorite.

Bonaparte à Roverbella. — Bataille de la Favorite. — Mais déjà Bonaparte était à Roverbella, où le 15 au soir il établit son quartier général. La cavalerie de Leclerc, la réserve de Dugua, toutes les troupes de Masséna et de Victor, qui avaient forcé leur marche pour arriver sur ce nouveau champ de bataille, étaient réunies en avant de cette ville. Le général en chef venait de combiner contre son audacieux adversaire une série de mouvements si habilement conçus, qu'il allait l'envelopper comme dans un réseau dont il était impossible de rompre une maille. — Victor, avec les 18e et 57e de ligne, et le 25e de chasseurs, reçut l'ordre, dans la nuit du 15 au 16, de marcher sur la Favorite, afin d'attaquer l'ennemi à la pointe du jour. La réserve de Dugua dut aussi se diriger sur le même point. Dumas resta chargé de la garde de San-Antonio, tandis que Serrurier, avec un corps de 1,500 hommes, se chargeait de défendre la Favorite du côté de Mantoue, et d'empêcher la garnison de communiquer avec Provera. Rampon, avec la 32e, fut envoyé entre la Chaussée et Duc-Castelli, pour se lier avec Bon et Guyeux qui, manœuvrant sur les derrières de Provera, avaient reçu l'ordre de suivre cette direction. Augereau, avec les troupes de Lannes et de Point, coupait la route de Castellaro; enfin la cavalerie de Leclerc, renforcé du 8e de dragons, dut longer la Molinella pour tourner la gauche de l'ennemi. Provera se trouvait ainsi traqué de tous les côtés.

Le 16 janvier, à cinq heures du matin (une heure avant le jour), la Favorite et San-Antonio furent attaqués simultanément. Provera attaqua la Favorite et Wurmser San-Antonio. Le vieux maréchal, à la tête des troupes sorties de Mantoue, parvint d'abord à culbuter le général Dumas et à s'emparer de San-Antonio; mais l'arrivée de Victor avec la 57e demi-brigade, et une attaque de Serrurier, changèrent la face du combat : Wurmser, vigoureusement repoussé, se vit obligé de rentrer dans Mantoue, laissant le champ de bataille couvert de morts et de blessés.

Victor, avec la terrible 57e, se porta aussitôt contre Provera; son mouvement était soutenu par les troupes de Dugua et favorisé par la marche des brigades de Bon et Guyeux. Il réussit bientôt à acculer au faubourg la colonne autrichienne, où le désordre et la confusion commençaient à s'introduire; déjà il commençait à faire des prisonniers, quand tout à coup, à dix heures du matin, Miollis débouchant par Saint-Georges sur le flanc gauche des ennemis, la 32e et la 75e opérant par Castelletto une attaque sur leur flanc droit, et Augereau arrivant par Castellaro pour les prendre en queue, portèrent le désordre au comble en un instant : l'artillerie, la cavalerie et l'infanterie se mêlèrent. Provera entouré de tous côtés, abandonné de Wurmser, privé de son pont sur l'Adige, désespérant d'obtenir aucun succès par une plus longue résistance, fut réduit à se rendre prisonnier avec les 6,000 hommes qui lui restaient. C'était la seconde fois que ce général, plus brave qu'heureux, se voyait forcé à mettre bas les armes avec un corps considérable. Déjà à Cosseria, Provera avait été forcé de demander à la générosité française une honorable capitulation.

Réflexions. — « Ainsi, dit Jomini, dans trois jours, Bonaparte, par un habile emploi de sa plus forte masse, battit alternativement les colonnes autrichiennes, fit à Alvinzi environ 18,000 prisonniers, lui prit toute son artillerie, le rejeta dans les montagnes, et, par cette nouvelle défaite, le mit hors d'état de tenir la campagne.

« La précision des mouvements, l'activité des troupes sont aussi dignes d'éloges que les dispositions de leur général; plusieurs brigades françaises surpassèrent, dans cette occasion, la rapidité tant vantée des légions de César; aucune ne leur céda en bravoure.

« Ces glorieux succès causèrent d'autant plus de joie à Paris que les journées d'Arcole et la retraite des armées d'Allemagne y avaient semé l'alarme. L'allégresse fut générale parmi les bons Français; mais, il faut l'avouer, cette nouvelle trouva beaucoup d'incrédules, et il fallut plus d'un certificat des autorités de Milan, constatant le nombre des prisonniers qui y passèrent, pour que la multitude crût à de si beaux résultats[1]. »

[1] Il semble difficile d'admettre que l'esprit de parti ait jamais pu étouffer assez le sentiment national pour que les triomphes les plus certains aient été mis obstinément en doute. La postérité pourra-t-elle croire que l'armée d'Italie a eu besoin de certificats pour attester ses victoires? Voici un de ceux qui furent publiés à cette époque :

« Je certifie que, dans les différentes batailles qui ont eu lieu depuis le 19 nivôse (9 janvier) jusqu'au 27 du même mois, l'état des prisonniers de guerre autrichiens, dont la revue a été passée, monte déjà à plus de 20,000, dont 700 hommes de cavalerie, et qu'il en arrive à chaque instant; que l'ennemi nous a laissé quarante-quatre pièces de canon avec leurs caissons, tous les bagages de la colonne du général Provera et tous les drapeaux de ses corps, dont une partie a été brisée par l'ennemi. Je certifie que d'après les ordres du général en chef, j'en ai donné au général de division Rey, pour être chargé de conduire jusqu'à Grenoble la colonne de 20,000 prisonniers de guerre, par convois de 3,000, marchant à un jour de distance les uns des autres, et sous l'escorte de la 58e demi-brigade et d'un escadron de cavalerie.

« Ces trophées de la brave armée d'Italie sont faits pour étonner tellement nos plus vrais amis, que j'ai cru leur faire plaisir en les certifiant d'une manière officielle. » « Alex. Berthier. »

Décret.—Les triomphes de l'armée d'Italie sortaient trop de la ligne commune pour que le gouvernement pensât pouvoir les récompenser en s'astreignant aux formes ordinaires. Long-temps il avait suffi pour stimuler le zèle des défenseurs de la République, de décréter que telle armée avait bien mérité de la patrie. Le Directoire y avait ajouté des lettres flatteuses pour les généraux. Le Corps Législatif crut devoir sortir du protocole commun en faveur des vainqueurs d'Arcole, de Rivoli et de la Favorite; un décret fut rendu en l'honneur de Bonaparte et d'Augereau: car, dans un but facile à deviner, cette basse et inquiète jalousie, sentiment naturel aux gouvernements républicains, fit placer sur le même rang, et le général divisionnaire qui, dans l'exécution des ordres de son général en chef, avait montré la bravoure d'un grenadier, et le grand capitaine qui, tout en faisant preuve d'un courage égal à celui du plus audacieux soldat de l'armée, avait seul conçu les admirables combinaisons qui assurèrent la victoire à l'armée la moins nombreuse et la moins favorisée par les difficultés du terrain et par les sentiments des populations. La gloire du général de l'armée d'Italie était déjà trop éclatante aux yeux de certains hommes. Voici ce décret:

« Considérant qu'il est de l'intérêt de la nation et de sa justice de récompenser les actes de dévouement et d'exciter l'utile émulation des vertus;

« Les drapeaux tricolores portés à la bataille d'Arcole contre les bataillons ennemis, par les généraux Bonaparte et Augereau, leur sont donnés à titre de récompense par la nation. »

Poursuite de l'armée d'Alvinzi. — Après la défaite de Provera, Bonaparte resta au camp de Mantoue pour être plus à portée de régler les conditions de la capitulation de cette place, dont la reddition était assurée et prochaine, et pour mieux surveiller les mouvements intérieurs de l'Italie [1] et les intrigues de la cour de Rome, qu'il s'apprêtait à punir. Il chargea ses lieutenants du soin d'empêcher la réunion des débris épars de l'armée impériale, qui avaient d'abord fait une retraite excentrique sur Roveredo et sur la Brenta. Alvinzi, il est vrai, avait cherché à rectifier ces mouvements.—Afin de défendre le plus long-temps possible l'entrée de la vallée de l'Adige, il donna à Laudon l'ordre d'occuper, avec 8,000 hommes, les environs de Roveredo; et pour avoir le temps de rallier ses troupes dans la vallée de la Trente, et de gagner la Piave, derrière laquelle il espérait se maintenir jusqu'au printemps, il confia la défense de Bassano à Bayalistch.

Ces dispositions furent déjouées par la rapidité avec laquelle les Français poursuivirent l'armée vaincue. Augereau, marchant par la droite, se porta sur Padoue avec sa division, et passa la Brenta; là, informé du mouvement de Bayalistch sur Bassano, il se rabattit vers Citadella, où il rencontra l'ennemi qui s'enfuit à son approche; à la gauche de l'armée française, Joubert suivit Laudon par les gorges du Tyrol; Masséna, au centre, marcha le 24 janvier sur Vicence, puis sur Bassano, où les Autrichiens semblaient vouloir tenir. Pendant que les éclaireurs de sa division attaquaient les retranchements qui couvraient le chemin et le pont de Bassano, l'avant-garde d'Augereau ayant tourné Citadella, se trouvait aussi engagée avec les postes avancés de l'ennemi. L'attaque fut interrompue par la fin du jour.

Combat de Carpenedolo. — Les Impériaux profitèrent de la nuit pour se retirer sur Carpenedolo et Crespo, par les deux rives de la Brenta; mais dès que ce mouvement fut connu, le général Menard reçut de Masséna l'ordre de se porter avec la 25e de ligne au pont de Carpenedolo, en longeant la droite de la rivière. Un bataillon de la 32e, 50 dragons et deux pièces d'artillerie furent dirigés sur le même point par la rive gauche. L'ennemi, atteint près de Carpenedolo, opposa la plus vive résistance. Le pont fut néanmoins forcé à la baïonnette. Les Autrichiens, en déroute, s'enfuirent en laissant sur la place 200 morts, 900 prisonniers et une pièce de canon. La pluie qui tombait par torrents empêcha seule la poursuite du reste de cette division.

Combats d'Avio et de Torbole.—Prise de Roveredo. —Cependant, à la gauche, Joubert ne harcelait pas l'ennemi avec moins d'activité; après trois jours d'une marche rendue plus pénible par la mauvaise saison, il réussit le 27 janvier à atteindre l'arrière-garde autrichienne postée à Avio, et qui paraissait vouloir soutenir le combat; néanmoins, après un assez court engagement elle fut chargée à la baïonnette et abandonna le village, laissant 300 prisonniers aux mains des Républicains. — Laudon se replia sur Torbole et Mori, appuyant sa droite au lac de Garda et sa gauche à l'Adige. Dès le lendemain il fut débusqué de cette position par l'attaque simultanée de Murat et de Vial, qui le contraignirent à la retraite. L'occupation de Roveredo fut la suite de cette affaire.

Combat de Calliano. — Reprise de Trente. — Dans l'espoir de couvrir Trente, l'ennemi avait fortement

[1] Vers cette époque Bonaparte écrivait au Directoire :

Il y a dans ce moment-ci en Lombardie trois partis: 1° celui qui se laisse conduire par les Français; 2° celui qui voudrait la liberté et montre même son désir avec impatience; 3° le parti ami des Autrichiens et ennemi des Français. Je soutiens et j'encourage le premier, je contiens le second et je réprime le troisième...

« Les républiques cispadanes sont divisées en trois partis: 1° les amis de leur ancien gouvernement; 2° les partisans d'une constitution indépendante, mais un peu aristocratique; 3° les partisans de la constitution française, ou de la pure démocratie. Je comprime le premier, je soutiens le second et je modère le troisième.

« Je soutiens le second et modère le troisième, parce que le parti des seconds est celui des riches propriétaires et des prêtres, qu'il est essentiel de rallier autour du parti français.

« Le dernier parti est composé de jeunes gens, d'écrivains et d'hommes qui, comme en France et dans tous les pays, ne changent de gouvernement, n'aiment la liberté que pour faire une révolution.

« Les Allemands et le Pape réunissent leur crédit pour insurger les Apennins; leurs efforts sont inutiles: une partie de la Grafignana s'était cependant révoltée, ainsi que la ville de Carrara. J'ai envoyé une petite colonne mobile pour mettre ces gens-là à la raison, et faire des exemples terribles qui apprennent à ces montagnards à ne pas jouer avec nous. La révolte des Apennins, si elle éclatait au moment où nous aurions affaire à l'ennemi, nous donnerait beaucoup d'embarras. Ces montagnes s'étendant jusqu'à Tortone, les habitants pourraient gêner les communications: aussi j'y ai perpétuellement les yeux. »

retranché la gorge de Calliano, déjà célèbre par la victoire qu'y avait remportée l'armée d'Italie lors de sa première invasion dans le Tyrol. Les Autrichiens essayèrent d'y faire résistance; mais tournés par Belliard, pendant que Vial les assaillait de front, ils en furent chassés avec perte de 200 hommes tués et de 300 prisonniers. Joubert réoccupa ensuite Trente, où il s'empara des magasins de l'ennemi, et où il trouva les hôpitaux encombrés de 2,000 malades ou blessés que Laudon, en fuyant, recommanda à la générosité des vainqueurs.

Combat de Lavis. — Afin d'assurer à l'armée française la tranquille possession des gorges de la Brenta, l'occupation de Segonzano et de Lavis était nécessaire. Joubert, après avoir accordé à ses troupes quelques moments de repos, se remit en mouvement le 29 janvier. La brigade Vial attaqua Lavis, que les Impériaux occupaient en forces. Les hauteurs qui dominent la droite de ce poste furent emportées par l'infanterie française; les Autrichiens furent culbutés et poursuivis jusqu'à Saint-Michel, où on leur fit 800 prisonniers. Dans ce combat, la 29e demi-brigade vainquit seule 3,000 Hongrois.—L'ennemi demanda le lendemain une suspension d'armes de vingt-quatre heures, à laquelle on ne répondit que par une nouvelle attaque. — Le rapport du général en chef fit connaître que dans cette affaire l'aide de camp du général Sandos, Lambert, avec deux carabiniers seulement, avait obligé un major hongrois et 100 soldats à mettre bas les armes.

L'armée française reprend ses positions sur la Brenta. — Dans le même temps, Masséna, afin d'assurer sa position à Bassano, avait balayé les gorges de la Brenta et assuré ainsi sa jonction avec Joubert. — De son côté, à l'extrême droite, Augereau avait fait occuper Trévise par sa cavalerie. L'armée française s'arrêta dans ces positions, où elle était en mesure de s'opposer avec avantage à toute tentative nouvelle des Impériaux, afin d'y attendre les renforts qui lui étaient envoyés de l'armée du Rhin, et qui étaient déjà en marche pour la rejoindre. — Ses derniers succès avaient augmenté la dispersion des troupes autrichiennes. Alvinzi et Laudon, pour se réunir à la gauche, qui s'était retirée par Conegliano sur le Tagliamento, furent obligés de descendre la vallée de la Drave par Willach.

Reddition de Mantoue. — Le moment était arrivé où, après six mois de la plus opiniâtre résistance, Mantoue, que l'on considérait comme le dernier boulevart de l'Italie, et comme l'écueil contre lequel devait se briser la fortune de Bonaparte, allait enfin tomber au pouvoir des Français. La garnison, décimée par la misère et par les maladies, était aux abois; les fièvres pestilentielles, produites par les exhalaisons des marais qui entourent la place, avaient encombré et les hôpitaux et les édifices publics transformés en hôpitaux; on y comptait 7,000 malades. Les vivres étaient épuisés; tous les chevaux de la cavalerie, au nombre de 6,000, avaient été tués pour nourrir les soldats: on se disputait les plus vils aliments. Le sort des habitants, privés des distributions faites à la troupe, était encore plus misérable que celui des soldats. La mortalité exerçait aussi parmi eux les plus grands ravages. Wurmser, que la capitulation de Provera et la retraite d'Alvinzi laissaient sans espoir de secours, n'avait plus que pour trois jours de vivres, lorsque, vaincu par la plus impérieuse des nécessités, il se décida à rendre la place.

Les clauses de la capitulation, qui fut signée le 2 février, avaient été arrêtées entre les généraux Wurmser et Serrurier. Soumise par ce dernier à l'approbation du général en chef, cette capitulation fournit à Bonaparte l'occasion de donner au vieux maréchal un témoignage de sa haute estime. La garnison, réduite à 13,000 hommes, fut déclarée prisonnière de guerre jusqu'à parfait échange, et fut, après avoir déposé ses armes sur les glacis de la place, envoyée dans le Frioul où cet échange devait être effectué. Mais Wurmser ne fut point considéré comme prisonnier de guerre; il obtint toutes les conditions honorables qu'il demanda *et même plus* [1]. Il eut la libre sortie de Mantoue avec son état-major et ses adjudants généraux, toutes les personnes de sa suite, tout ce qui lui appartenait personnellement, une escorte de 200 hommes, six pièces de canon avec leurs canonniers, munitions et attelages, et enfin 500 individus à son choix dans toute la garnison. Les 700 hommes et les officiers emmenés par le maréchal s'engagèrent seulement à ne pas servir contre

[1] « Je me suis attaché, dit Bonaparte dans son rapport au Directoire, à montrer la générosité française vis-à-vis Wurmser, général âgé de soixante-dix ans, envers qui la fortune a été, cette campagne-ci, très cruelle; mais qui n'a pas cessé de montrer une constance et un courage que l'histoire remarquera. Enveloppé de tous côtés après la bataille de Bassano, perdant d'un seul coup une partie du Tyrol et son armée, il ose espérer de pouvoir se réfugier dans Mantoue, dont il est éloigné de quatre à cinq journées, passe l'Adige, culbute une de nos avant-gardes à Cerea, traverse la Molinella et arrive dans Mantoue. Enfermé dans cette ville, il a fait deux ou trois sorties; toutes lui ont été malheureuses et à toutes il était à la tête. Mais outre les obstacles très considérables que lui présentaient nos lignes de circonvallation, hérissées de pièces de campagne, qu'il était obligé de surmonter, il ne pouvait agir qu'avec des soldats découragés par tant de défaites et affaiblis par les maladies pestilentielles de Mantoue. Ce grand nombre d'hommes qui s'attachent toujours à calomnier le malheur ne manqueront pas de chercher à persécuter Wurmser. »

Pour bien apprécier dans cette circonstance la généreuse conduite de Bonaparte, il faut savoir qu'à une époque où le général de l'armée d'Italie demandait au Directoire des renforts pour assurer la prise de Mantoue, les Directeurs, au lieu de lui envoyer des troupes, n'avaient rien trouvé de mieux que de l'engager à essayer d'obtenir la reddition de cette place, en menaçant Wurmser, en cas de résistance, de toute la sévérité des lois rendues contre les émigrés. — Wurmser était effectivement né en Alsace; mais descendant d'une famille précédemment toute dévouée à l'Autriche, il avait suivi son père qui renonça à sa patrie alsacienne pour se fixer dans les États autrichiens, et depuis cinquante ans il servait avec distinction dans les armées impériales. Il y avait dérision et iniquité à lui parler des lois rendues contre l'émigration. — On voit par les conditions que Bonaparte accorda au défenseur de Mantoue, le cas qu'il crut devoir faire de la singulière instruction du Directoire.

L'âme du vieux maréchal était digne de la magnanimité du jeune Bonaparte. Wurmser lui donna quelque temps après la preuve de sa reconnaissance, en l'avertissant d'un complot d'empoisonnement ourdi contre lui dans la Romagne. Cet avis sauva peut-être les jours du vainqueur de l'Italie. — Quant au vénérable guerrier, accueilli à Vienne avec les honneurs que méritait sa belle résistance, il fut nommé gouverneur général de la Hongrie; mais il ne put pas se rendre à son poste et il mourut à Vienne, en juin 1797, d'une maladie dont il avait pris le germe à Mantoue.

l'armée française pendant trois mois à dater du jour de la capitulation.—La ville de Mantoue fut confirmée dans tous ses droits et priviléges. On promit respect aux propriétés et à la religion, et les habitants qui voulurent se retirer dans les pays héréditaires de l'Empereur eurent des passe-ports et une année pour vendre librement et de gré à gré leurs possessions mobilières et immobilières. — Bonaparte, qui était resté devant Mantoue jusqu'à la conclusion de la capitulation, partit pour Bologne aussitôt que les bases en furent arrêtées, afin d'épargner au vieux guerrier le chagrin d'avoir à remettre son épée aux mains d'un aussi jeune général.

Les Français entrèrent le 3 février dans Mantoue. Ils y retrouvèrent l'équipage de siége qu'ils avaient abandonné avant la bataille de Castiglione. L'artillerie des remparts et toutes les pièces du corps de Wurmser (en tout 538 bouches à feu) tombèrent aussi en leur pouvoir. La place renfermait aussi, outre d'immenses munitions de guerre et les armes qui furent remises par la garnison, 17,115 fusils, un équipage de 25 pontons, 184 chariots et caissons, et tous les drapeaux de l'armée de Wurmser (au nombre de soixante) qui avaient échappé aux vainqueurs de Castiglione, de Roveredo et de Bassano, et que le général Augereau eut la mission d'aller offrir au Directoire.

La prise de Mantoue ne fut pas du moins mise en doute; elle causa en France une allégresse universelle, un enthousiasme difficile à décrire[1]. La nouvelle en fut publiée à Paris au son du tambour et avec une grande solennité. Des détachements nombreux de troupes de ligne accompagnaient l'officier public chargé de proclamer sur les places publiques la conquête de l'armée d'Italie. La garde nationale sédentaire

[1] « Aussitôt l'arrivée du courrier porteur de la nouvelle officielle de la reddition de Mantoue, les employés des bureaux du Directoire tinrent conseil entre eux sur les moyens de payer à la brave armée d'Italie leur part de la reconnaissance publique. Une pétition présentée au Directoire, il y a quelques jours, par le citoyen Augereau, marchand fruitier rue Mouffetard, leur avait appris qu'il est le père de l'immortel général de ce nom, digne compagnon de Bonaparte, et dont la renommée n'a cessé de publier les hauts faits depuis l'ouverture de la campagne. C'est en la personne de ce respectable vieillard, âgé de soixante-quinze ans, qu'ils déterminent d'honorer l'armée d'Italie. Une députation lui est envoyée pour le prier de se rendre à un banquet frugal et fraternel. Un fauteuil l'attendait au haut de la table, et un bouquet de laurier, orné d'un ruban tricolore, lui est présenté au nom de la société. Des couplets analogues à la fête, et inspirés par l'enthousiasme, sont chantés pendant le modeste repas, dont la gaîté fit les plus grands frais. Après le dîner, une nombreuse députation reconduisit chez lui le vénérable vieillard. »

(*Journaux de 1797.*)

N'y a-t-il pas quelque chose de touchant à voir la gloire des enfants rejaillir ainsi publiquement sur le front des pères?

avait aussi voulu rendre hommage aux vainqueurs de Mantoue et s'était empressée de fournir des piquets pour assister à cette proclamation. C'était une fête populaire. Les conseils des Cinq-Cents et des Anciens, auxquels un message du Directoire transmit la nouvelle, l'accueillirent avec des acclamations unanimes; et au milieu de l'ivresse générale, proclamèrent que l'armée d'Italie, victorieuse de Mantoue, n'avait jamais cessé de bien mériter de la patrie[1].

[1] Malgré les déclamations si souvent renouvelées des ennemis de l'armée d'Italie, il était impossible, en voyant comme cette armée se conduisait, de croire qu'elle n'était qu'un ramassis de sauvages et de barbares. Ces barbares, en effet, semblaient avoir plus de souci des gloires réelles de l'Italie que les Italiens eux-mêmes. Il fallut une invitation de Bonaparte pour que la République Cisalpine élevât au milieu de la place publique de Reggio une statue au *divin* Arioste. La prise de Mantoue fournit au général en chef de l'armée d'Italie une nouvelle occasion de montrer que les Républicains français se faisaient honneur de rendre hommage au génie: le lieu où est né Virgile (Andes, aujourd'hui Pietole) est voisin de Mantoue; c'est un village du Seraglio; les champs qui l'environnent et dont le grand poëte a fait la description dans ses *Eglogues*, sont ceux que Virgile reçut de la libéralité d'Auguste. Ils portent encore le nom de champs virgiliens. Malgré leur classique illustration, ces campagnes n'avaient pas moins souffert pendant le siége de Mantoue que pendant les guerres du triumvirat. « Mais Bonaparte, disent les journaux italiens du temps, aussi généreux et aussi amateur des lettres qu'Octave, protégea la patrie de Virgile. La mémoire de ce poëte fut encore une seconde fois, et après plus de dix-huit siècles, utile à son pays. Il voulut que l'ancien patrimoine du prince des poëtes latins fût distingué, et que les colons fussent indemnisés de toutes les pertes que la guerre avait pu leur occasioner. »

Un obélisque fut érigé dans le village de Pietole, patrie de Virgile, au milieu d'un bois de chênes, de myrtes et de lauriers, qui lui fut dédié. On inscrivit sur la première face de son piédestal :

Primus ego in patriam mecum, modò vita supersit,
Aonia rediens deducam vertice Musas :
Primus Idumæas referam tibi, Mantua, palmas.

Sur la seconde :

Nec spes libertatis erat.

Sur la troisième :

O Melibœe, Deus nobis hæc otia fecit.

Sur la quatrième :

Natal. pub. Virgilii Maronis sacrum.

L'obélisque de Pietole a depuis été remplacé par une colonne.

L'hommage rendu par l'armée française à l'illustre compatriote des Mantouans éveilla l'émulation des habitants de Mantoue; ils voulurent rendre eux-mêmes hommage à cette armée: peu de temps après ils élevèrent dans la citadelle de Saint-Georges un monument pour remémorer ses exploits, et sur le champ de bataille de la Favorite, ils placèrent autant de pyramides que l'armée française avait de divisions, avec des inscriptions destinées à rappeler la part que chacune d'elles avait prise à la victoire.—Jadis les peuples de la Gaule avaient élevé des trophées aux légions romaines; le temps était arrivé pour les peuples de l'Italie d'en dresser aux soldats français.

RÉSUMÉ CHRONOLOGIQUE.

1797.

8 janvier. Combat de Bevilacqua.
12 — Combat de Saint-Michel.
13 — Combat d'Anghiari.
14 et 15 — Bataille de Rivoli.
15 — Combat de Saint-Georges.
16 — Bataille de la Favorite. — Capitulation de Provera.
20 janvier. Combat de Carpenedolo.
27 — Combat d'Avio.
28 — Combat de Torbole et prise de Roveredo.
— — Combat de Calliano et prise de Trente.
29 — Combat de Lavis.
2 février. Capitulation de Wurmser.
3 — Entrée des Français à Mantoue.

CAMPAGNE CONTRE ROME.

SOMMAIRE.

Duplicité de la cour de Rome.—Rupture de l'armistice.—Manifeste de Bonaparte.—Opinion publique à Rome.—Combat de Senio.—Prise de Faenza, de Forli, etc.—Occupation d'Ancône.—Modération du général en chef.—Mesures en faveur des prêtres français réfugiés en Italie.—Marche sur Macerata.—Prise de Lorette.—Occupation de Macerata et de Foligno.—Alliance avec la république de Saint-Marin.—Premières ouvertures pour la paix.—Lettres de Bonaparte et de Pie VI.—Traité de Tolentino.—Réflexions sur la campagne d'Italie.

ARMÉE RÉPUBLICAINE.
Division d'expédition.—Général Victor.

ARMÉE PAPALE.
Général en chef.—Colli.

Duplicité de la cour de Rome. — De tous les États italiens mal disposés envers la République française, la cour de Rome était celui qui avait dans ses relations avec la France, constamment montré le plus de duplicité et de mauvaise foi. Incapable de se décider franchement pour l'une des deux grandes puissances qui se disputaient la péninsule italienne, ses dispositions hostiles ou ses supplications pacifiques suivaient les variations de la fortune de l'armée d'Italie. — La lutte critique qui se termina heureusement par la victoire d'Arcole, ranima un instant ses espérances; elle rassembla des troupes et poussa à se lever en masse ses anciens sujets de la Romagne, qui se portèrent contre les Français aux plus épouvantables excès. — L'armistice de Foligno se trouvait ainsi rompu.

Libre, par la victoire de Rivoli et la reddition de Mantoue, de se débarrasser enfin d'un ennemi impuissant et perfide, Bonaparte avait repris ses projets d'expédition contre Rome, et après la capitulation de Wurmser, s'était rendu lui-même à Bologne afin d'être à portée de diriger suivant les circonstances les mouvements des troupes.

Un courrier romain tombé en son pouvoir avant la bataille de Rivoli lui fournissait de nouveaux griefs contre le gouvernement papal. Une lettre du cardinal Busca, secrétaire d'État du Pape, au prélat Albani, nonce à Vienne, dévoilait dans tout son jour la duplicité de la cour sacerdotale : cette lettre portait la date du 7 janvier 1797, jour même où les colonnes d'Alvinzi s'étaient ébranlées pour recommencer les hostilités contre les Français; on y lisait le plan de l'alliance projetée contre la France entre le pape Pie VI et l'empereur d'Allemagne. Le passage suivant ne pouvait laisser aucune illusion sur la déloyauté que les diplomates romains apportaient dans leurs relations avec le ministre de la République.

« J'apprends, disait Busca, par les deux derniers courriers que le baron de Thugut a changé de langage. Malgré son air de mystère, nous ne pouvons plus douter des secours de l'Empereur, d'autant plus que l'Impératrice et lui vous les ont promis. Il semble aussi que le baron de Thugut compte sur nous, à en juger par le prompt départ du général Colli, par l'obligation qu'on lui impose de se hâter de voir nos troupes, et par la manière dont on nous a excités à reprendre nos pays. Tout nous dit que déjà on nous regarde comme alliés.—Tant qu'il me sera permis d'espérer des secours de l'Empereur, je temporiserai relativement aux propositions de paix que les Français nous ont faites. Vous ne pouvez vous former une idée de tout ce qu'on a fait pour m'obliger à répondre à Cacault. Les uns tâchaient de me persuader par l'espoir de meilleures conditions, les autres par la crainte et par des menaces; mais, toujours constant dans mon opinion, et jaloux de mon honneur, que je croirais offensé en traitant avec les Français, lorsqu'une négociation est entamée avec la cour de Vienne, je ne me suis laissé ni séduire ni intimider, et jusqu'à ce que je m'y voie obligé, je ne changerai pas de parti. Vous ne devez pas douter de la sincérité de ces sentiments.

« Il est pourtant vrai que les Français ont grande envie de conclure la paix avec nous... »

Rupture de l'armistice.—Manifeste de Bonaparte. — Cette dernière phrase, qui semblait encourager la lâcheté et la perfidie, était une erreur. Aux desseins pacifiques avaient succédé des projets légitimes et politiques de vengeance... Bonaparte avait donné à Cacault, ministre de la République française, l'ordre de quitter Rome. Lannes et Victor, aussitôt après l'affaire de la Favorite, avaient été dirigés sur Bologne; ce dernier fut même poussé sur Imola. Enfin le 3 du même mois (15 pluviôse an 5) Bonaparte, de son quartier général de Bologne, fulmina la déclaration suivante, qui annonça à l'Italie que le temps des ménagements était passé, et que la fourbe romaine avait poussé à bout la loyauté française.

« Art. 1er. Le Pape a refusé formellement d'exécuter les articles 8 et 9 de l'armistice conclu le 2 messidor à Bologne, sous la médiation de l'Espagne, et ratifié solennellement à Rome, le 27 juin 1796. — Art. 2. La cour de Rome n'a cessé d'armer et d'exciter, par ses manifestes, les peuples à la croisade : ses troupes se sont approchées de Bologne jusqu'à dix milles, et ont menacé d'envahir cette ville. — Art. 3. La cour de Rome a entamé des négociations hostiles contre la France avec la cour de Vienne, comme le prouvent les lettres du cardinal Busca et la mission du prélat Albani à Vienne. — Art. 4. Le Pape a confié le commandement de ses troupes à des généraux et officiers autrichiens envoyés par la cour de Vienne. — Art. 5. Le Pape a refusé de répondre aux avances officielles qui lui ont été faites par le citoyen Cacault, ministre de la République française, pour l'ouverture d'une négociation de paix. — Art. 6. Le traité d'armistice a donc été violé et enfreint par la cour de Rome : en conséquence je déclare que l'armistice conclu le 2 messidor, entre la République française et la cour de Rome, est rompu. »


ETATS ROMAINS
ET
TOSCANE
MER ADRIATIQUE
MER MÉDITERRANÉE
Nord
ROYAUME DE NAPLES
Rovigo
Ferrare
Ravenne
Forli
Imola
S. Marin
Urbin
Bologne
Modène
Ancône
Fermo
Macerata
Tolentino
Camerino
Ascoli
Teramo
Chieti
Pescara
Aquila
Sulmona
Florence
Pistoia
Lucques
Massa
Pise
Livourne
Sienne
Arezzo
Perouse
Spolete
Rieti
Orvieto
Aquapendente
Viterbe
Civita Vecchia
Orbitello
Grosseto
Piombino
Porto Ferrajo
Gorgona
Capraja
I. del Giglio
ROME
Frosinone
Albano
Terracine
PATRIMOINE DE SAINT PIERRE
Lieues de 2000 Toises
Milles d'Italie
Dessiné par Sorin
Gravé par Berdier et Bumbus

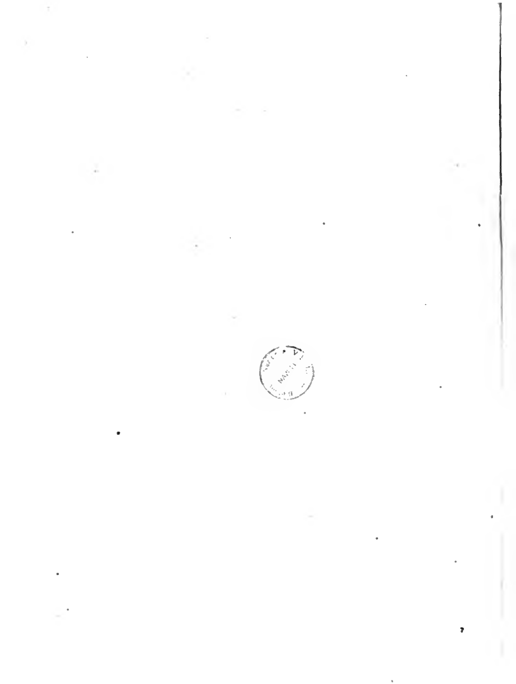

Biblioteca Nazionale V. E. III - NAPOLI

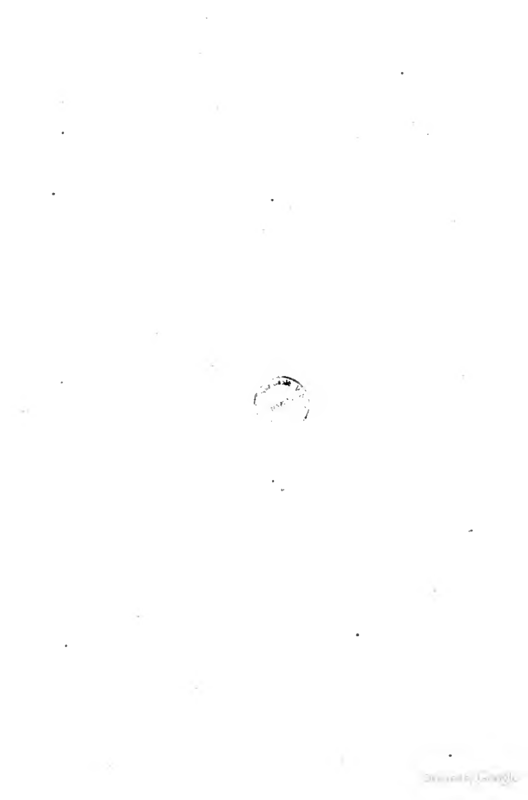


Monument de Virgile à Mantoue, élevé par l'armée Française.



Victor. Duphot.







Entrée des Français à Rome.


Biblioteca Nazionale V. E. III
NAPOLI



Traité de Tolentino.



Troupes Papales. Garde Suisse.

Sergent *Soldat en grande tenue* *petite tenue*

Cette rude déclaration fut suivie de la proclamation suivante :

« L'armée française va entrer sur le territoire du Pape : elle sera fidèle aux maximes qu'elle professe ; elle protégera la religion et le peuple. Le soldat français, qui porte d'une main la baïonnette, sûr garant de la victoire, offre de l'autre, aux différentes villes et villages, paix, protection et sûreté... Malheur à ceux qui les dédaigneraient, et qui, de gaîté de cœur, séduits par des hommes profondément hypocrites et scélérats, attireraient dans leurs maisons la guerre et ses horreurs, et la vengeance d'une armée qui a, dans six mois, fait cent mille prisonniers des meilleures troupes de l'Empereur, pris quatre cents pièces de canon, cent dix drapeaux et détruit cinq armées. — Art. 1er. Tout village ou ville où, à l'approche de l'armée française, on sonnera le tocsin, sera sur-le-champ brûlé, et les municipaux fusillés. — Art. 2. La commune sur le territoire de laquelle sera assassiné un Français, sera sur-le-champ déclarée en état de guerre ; une colonne mobile y sera envoyée ; il y sera pris des otages, et il y sera levé une contribution extraordinaire. — Art. 3. Tous les prêtres, religieux et ministres de la religion, sous quelques noms que ce soit, seront protégés et maintenus dans leur état actuel, s'ils se conduisent selon les principes de l'Évangile ; et s'ils sont les premiers à les transgresser, ils seront traités militairement et plus sévèrement que les autres citoyens. »

Opinion publique à Rome. — Ce langage inaccoutumé fit à Rome un effet difficile à décrire ; le peuple et les grands furent frappés d'une égale terreur ; tous les hommes sages et que n'aveuglaient pas le fanatisme improuvaient la politique tortueuse et maladroite du gouvernement qui avait espéré cacher ses projets hostiles au moment où il donnait pour chef à ses soldats le Piémontais Colli. — Dans un temps où les foudres du Vatican avaient perdu leur puissance, les armements de la cour de Rome contre l'armée victorieuse de l'Autriche et conquérante de l'Italie paraissaient misérables et ridicules ; ils étaient l'objet des pamphlets secrets et de la risée publique. — On faisait dire à Pasquin :

Pius Sextus, cunctando perdidit rem.

Et Marforio lui répondait par cet ancien distique fait pour Alexandre VI :

Sextus Tarquinius, Sextus Nero, Sextus et iste :
Semper sub Sextis perdita Roma fuit.

« Ces satires qu'avouait la raison, dit un historien contemporain, ne rendaient pas plus raisonnables les conseillers du Saint-Père. » Au lieu de chercher, par une prompte soumission, à conjurer l'orage qui les menaçait, ils se décidèrent à tenter le sort des armes.

Combat de Senio. — Prise de Faënza, de Forli, etc. — Une division de l'armée papale, forte d'environ 4,000 hommes, avait coupé les ponts du Senio, rivière qui a sa source dans l'Apennin, et va se jeter dans un des bras du Pô en passant entre Faënza et Imola ; elle s'était retranchée soigneusement sur la rive droite, qu'elle avait garnie de canons. — Comme tout le reste de l'armée, cette division était accompagnée de prêtres et de moines qui contribuaient par leurs exhortations à entretenir l'exaltation des soldats. Les drapeaux avaient été bénits et étaient ornés des images de la Vierge et de plusieurs apôtres. Les soldats avaient juré sur la croix d'être fidèles à Dieu, au saint-siége et au souverain pontife. Les étendards de la cavalerie portaient la devise fameuse des enseignes du grand Constantin : une croix et ces mots au-dessous : *In hoc signo vinces.* Ainsi encouragés, entourés d'objets sacrés et qu'ils étaient habitués à respecter, les soldats du pape, auxquels le fanatisme donnait du courage, ne doutaient pas de la victoire.

Le 4 février, la division française, aux ordres de Victor, se mit en mouvement ; le général Lannes commandait l'avant-garde. A son approche du Senio, l'ennemi commença à le canonner. « Il ordonna aussitôt aux éclaireurs de la légion lombarde d'attaquer les tirailleurs papistes ; le chef de brigade Lahoz, commandant la légion lombarde, réunit ses grenadiers, qu'il fit former en colonne serrée pour enlever, baïonnette au bout du fusil, les batteries ennemies. Cette légion, qui voit le feu pour la première fois, s'est couverte de gloire ; elle a emporté quatorze pièces de canon sous le feu de 3 ou 4,000 hommes retranchés. Pendant que le feu durait, plusieurs prêtres, un crucifix à la main, prêchaient ces malheureuses troupes. Nous avons pris à l'ennemi, outre les quatorze pièces de canon, huit drapeaux, 1,000 prisonniers, et tué 4 ou 500 hommes.

« Nos troupes se portèrent aussitôt sur Faënza ; elles en trouvèrent les portes fermées ; toutes les cloches sonnaient le tocsin, et une populace égarée prétendait en défendre l'entrée ; tous les chefs, notamment l'évêque, s'étaient sauvés. Deux ou trois coups de canon enfoncèrent les portes, et nos gens entrèrent au pas de charge. Les lois de la guerre m'autorisaient à mettre cette ville infortunée au pillage ; mais comment se résoudre à punir aussi sévèrement toute une ville pour le crime de quelques prêtres ! J'ai envoyé chez eux 50 officiers que j'avais faits prisonniers, pour qu'ils allassent éclairer leurs compatriotes et leur faire sentir le danger qu'une extravagance pareille à celle-ci leur faisait courir. J'ai fait ce matin venir tous les moines, tous les prêtres ; je les ai rappelés aux principes de l'Évangile, et j'ai employé toute l'influence que peuvent avoir la raison et la nécessité pour les engager à se bien conduire : ils m'ont paru animés de bons principes. — J'ai envoyé à Ravennes le général des Camaldules pour éclairer cette ville, et à Cesenne, patrie du pape actuel, le père dom Ignacio, prieur des bénédictins [1]. »

Cette campagne de la Romagne ne devait être ni longue ni sanglante. Un enthousiasme général accueillait partout les Français, qui, du 4 au 7 février, occupèrent Forli, Cesenne et tous les postes intermédiaires. — Les hommes exaltés se reportaient au temps de l'ancienne Rome, qu'ils espéraient voir renaître dans une nouvelle république.

Les contemporains s'étonnent tous de ce qu'alors le Directoire n'ait pas consenti à renverser le gouverne-

[1] Rapport du général en chef.

ment pontifical, comme il lui était si facile de le faire, et comme il le fit l'année suivante, poussé à bout, il est vrai, par les violences exercées contre l'ambassadeur français, et par l'assassinat du général Duphot.

Occupation d'Ancône. — Poursuivant sa marche, conformément à ses instructions, Bonaparte ne rencontra aucun obstacle de Faënza jusqu'à Ancône, où il arriva le 9 février. Un corps de 1,200 hommes s'était posté sur les hauteurs en avant de cette ville dans l'espoir d'y arrêter les Français. Le général Victor forma sa troupe en trois colonnes, et favorisé par quelques accidents de terrain, enveloppa complétement la milice papale et la prit tout entière sans brûler une seule amorce.

Ancône ouvrit ses portes, et les Français y entrèrent; ils trouvèrent dans la citadelle cent vingt bouches à feu, un arsenal bien approvisionné et trois mille fusils neufs que l'Empereur venait d'envoyer au Pape. Les officiers furent renvoyés chez eux sous serment de ne plus servir. La possession d'Ancône, seul port qui existe sur l'Adriatique depuis Venise, et duquel on peut, en vingt-quatre heures, se rendre en Albanie, était très important pour la correspondance de la France avec Constantinople.

Modération du général en chef. — Mesures en faveur des prêtres français réfugiés en Italie. — Nous avons vu, par les traitements si différents qu'il fit subir aux villes de Lugo et de Faënza, toutes deux dans un état pareil de rébellion, combien Bonaparte était pénétré de cette maxime des hommes d'État : que *ce n'est pas le cœur, mais la tête qui doit régner.* Il donna une nouvelle preuve de sa politique modérée dans la manière dont il traita les prêtres réfractaires réfugiés en Italie.—Malgré le coup violent que la révolution française avait porté au culte catholique, le général en chef concevait quelle influence les sentiments religieux ont sur les peuples, et dans un sage esprit de tolérance et d'avenir, il employa d'honorables moyens pour se concilier l'affection de ces prêtres que la république conventionnelle avait persécutés avec fureur.

On sait qu'une loi rendue à une des époques de crise révolutionnaire avait condamné à la déportation tous les prêtres réfractaires. Un grand nombre d'entre eux avait naturellement cherché un refuge dans les États du Pape. Quand les victoires des armées françaises vinrent les atteindre dans cet asile où ils s'étaient crus en sûreté, ils furent en proie aux plus vives alarmes. Ils étaient mieux que d'autres à portée de comprendre combien les troupes républicaines devaient être irritées contre le clergé d'Italie. Après l'occupation d'Ancône, un d'eux, presque désespéré, se présenta devant le général en chef, et hors de lui, se croyant privé de toutes ressources et sans espoir d'obtenir aucun pardon, il demanda qu'on le fit fusiller. Bonaparte lui parla avec bonté, et lui dit, pour calmer ses craintes, que trouvant en lui un homme qui avait respecté la loi en s'y soumettant, il allait pourvoir à sa sûreté et à sa subsistance. Trop juste en même temps pour prendre une mesure unique et personnelle seulement à cet ecclésiastique, il voulut étendre sa protection sur tous ces malheureux Français, et publia la proclamation suivante :

« La loi de la Convention nationale, sur la déportation, défend aux prêtres réfractaires de rentrer sur le territoire de la République française, mais non pas de rester sur le territoire conquis par les armées françaises. La loi laisse au gouvernement français la faculté de prendre sur cet objet les mesures que les circonstances peuvent exiger. Le général en chef, satisfait de la conduite des prêtres réfractaires réfugiés en Italie, ordonne ce qui suit : Les prêtres réfractaires sont autorisés à rester dans les États du Pape, conquis par l'armée française. Il est défendu, sous les peines les plus sévères, aux individus de l'armée, aux habitants, prêtres ou religieux du pays, de molester, sous quelque titre que ce soit, les prêtres réfractaires. Les prêtres réfractaires seront mis en subsistance dans différents couvents, où il leur sera accordé, par les supérieurs, le logement, la nourriture, la lumière et le feu... Le général en chef verra avec plaisir ce que les évêques et autres prêtres charitables feront pour améliorer le sort des prêtres déportés. »

Marche sur Macerata. — Prise de Lorette. — Une colonne mobile, réunie à Tortone, s'était dirigée par Sienne, sur Foligno, où elle devait se réunir à celle que le général Victor conduisait dans les États du Pape, par la Romagne. En conséquence, Victor marcha sur Macerata, petite ville à huit lieues d'Ancône, à quarante lieues de Rome, et chef-lieu de la province du même nom (Macerata), que l'on appelle plus communément Marche d'Ancône, et qui est une des plus belles et des plus riches des États du Pape.

Le général Victor était précédé par un aide de camp de Bonaparte, le chef de brigade Marmont, qui, pendant la nuit du 9 au 10 février, se porta en toute hâte sur Lorette, où il comptait arriver avant que l'on eût eu le temps d'en enlever les trésors que la piété de plusieurs siècles y avait accumulés. Malgré sa diligence, Colli l'avait prévenu et en avait retiré la plus grande partie. Marmont y trouva néanmoins encore des matières d'or et d'argent, pour une valeur d'un million, outre les reliques vénérées qui avaient valu tant de richesses à cette église. Ces reliques furent envoyées à Paris, par la commission des arts, qui parcourait l'Italie à la suite de Bonaparte. La plus importante était la fameuse madone, statue en bois assez grossièrement travaillée. La tradition prétend que cette statue, représentant la vierge Marie, ainsi que la *casa* ou chapelle qui la renfermait, avait été apportée de Judée en Italie, par des anges. Transportée à Paris, la madone y fut conservée jusqu'en 1802. Alors, après le concordat, Bonaparte la rendit au pape Pie VII, qui la fit replacer en grande pompe dans la chapelle de Lorette, où elle est encore aujourd'hui l'objet de la vénération des fidèles.

L'envoi de cette madone à Paris était une pure fantaisie de la commission des arts, à laquelle Bonaparte voulut bien se prêter, car puisqu'on laissait à Rome, son pape, on pouvait bien laisser à Lorette, sa madone.

Occupation de Macerata et de Foligno. — Victor avait poursuivi sa marche sur Macerata, où il arriva le 14. Sa division remonta ensuite la vallée de Chienti par Tolentino et Camerino, pour traverser la chaîne des Apennins et gagner Foligno, où elle devait se réunir à la colonne mobile partie de Sienne. Les Français se trouvèrent ainsi le 18 maîtres de la Romagne, du duché d'Urbin, de la Marche d'Ancône, de l'Ombrie et des petites provinces de Peruvia et de Camerino.

Alliance avec la république de Saint-Marin. — Il existait encore sur un point de la péninsule italienne, et comme en parodie de l'ancienne république romaine, un petit coin de terre où s'était conservé au moins nominalement une forme de gouvernement semblable à celui qui avait rendu l'ancienne Rome maîtresse du monde; vrai peuple de Parias, d'ailleurs, au milieu de tant de hautes et insolentes aristocraties qui l'humiliaient, le pressaient de tous côtés et semblaient ne lui conserver l'existence que comme pour servir d'ombre au tableau que formait le reste de l'Italie. C'était la petite république de Saint-Marin, enclavée dans le duché d'Urbin.

Bonaparte, en traversant ce duché, députa vers les magistrats de Saint-Marin, Monge, membre de la commission des arts, et le chargea d'être l'interprète de la considération qu'avait pour leur petite république la grande république française.

Il serait difficile de décrire l'effet produit sur les représentants de la république de Saint-Marin par cette marque d'estime d'un général qui venait déjà de renverser ou d'avilir tant d'orgueilleuses et insolentes principautés. « Nous ne regardons que comme un songe, disaient-ils naïvement, l'instant où nous vous avons vu arriver. C'est la première fois que nous avons reçu un tel honneur, que votre nation seule pouvait nous faire. »

Il convient néanmoins de faire remarquer que malgré l'espèce d'enivrement qu'excita parmi les magistrats de Saint-Marin la bienveillance inattendue du conquérant de l'Italie, la petite république fut assez sage pour refuser un agrandissement de territoire que lui proposait Bonaparte. Modérée dans ses désirs, elle se borna à resserrer avec la France ses rapports commerciaux, à conclure un traité qui assurât son existence politique, et un marché pour obtenir le libre passage des grains dont elle avait besoin. Cette modération fut appréciée: le général en chef se montra constamment rempli de la plus extrême bienveillance pour la république; lors de son retour de Tolentino, il lui fit présent, entre autres objets, de quatre pièces de canon, il exempta de toutes contributions les propriétés de ses citoyens dans la Romagne, et lui fit délivrer gratuitement une provision de blé dont elle demandait à faire l'achat.

Premières ouvertures pour la paix. — Lettres de Bonaparte et de Pie VI. — Les États du Pape étaient en grande partie conquis; il ne restait plus à occuper que la Sabine, le patrimoine de saint Pierre et la campagne de Rome. Vainement dans de ridicules manifestes de guerre la cour de Rome avait-elle promis à ses soldats l'assistance active des apôtres saint Pierre et saint Paul; vainement avait-elle répété souvent « que quoique l'armée papale fût pour les incrédules un objet de mépris et de risée, elle aurait toute la vigueur et la puissance nécessaire pour remplir les vœux publics. » Le temps des miracles était passé.

Bonaparte désirait toutefois ne pas trop s'éloigner du centre de ses principales opérations et de la ligne de la Brenta; il profita d'une ouverture du cardinal Mattéi, dont il connaissait l'esprit doux et conciliant, pour faire à ce prélat une réponse qui produisît beaucoup d'effet sur les cardinaux de l'intimité du Saint-Père. Cette réponse était digne et modérée, propre à faire réfléchir une cour de prêtres habiles. Le passage suivant leur prouvait combien Bonaparte était étranger aux sentiments de haine que tant d'autres affectaient alors pour la religion et ses ministres, et surtout combien il était disposé à s'appuyer sur l'influence que pouvait lui donner le clergé. « Il reste encore à sa sainteté, disait-il, un dernier espoir de sauver ses États, en prenant plus de confiance dans la générosité de la République française, et en se livrant promptement et tout entier à des négociations pacifiques. Je sais que S. S. a été trompée. Je veux bien prouver encore à l'Europe la modération du Directoire français, accordant au Pape cinq jours pour envoyer un agent muni de pleins pouvoirs, qui se rendra à Foligno, où je me trouverai, et où je désire pouvoir contribuer en mon particulier à donner une preuve éclatante de la considération que j'ai pour le saint-siége. »

Cependant la terreur était dans Rome. Tous ceux qui s'étaient trop ouvertement déclarés contre les Français en redoutaient alors l'approche, et une foule d'habitants, surtout de prêtres et de moines, se hâtaient d'éviter par la fuite la colère du vainqueur qu'ils supposaient devoir être irrité. La famille du Pape, les princes romains faisaient charger leurs richesses mobilières sur des chariots qu'ils faisaient partir pendant la nuit pour Naples; car le peuple de Rome, s'il eût été instruit de ces précautions désespérées, se serait opposé à leur départ. Les pays qu'avait traversés l'armée d'Italie, comptant sur sa marche ultérieure vers Rome et sur l'abolition du gouvernement sacerdotal, proclamaient leur indépendance, et s'organisaient pour la liberté.

Le Pape reconnut enfin l'abîme où l'entraînaient des conseillers maladroits et fanatiques. Devenu humble par nécessité, il se résigna à subir la loi du vainqueur, et pour sauver ce qui lui restait, fit plus de sacrifices qu'on ne lui en avait d'abord demandés. — Ce fut dans cette vue qu'il écrivit à Bonaparte.

« Cher fils,

« Salut et bénédiction apostolique.

« Désirant terminer à l'amiable nos différents actuels avec la République française, par la retraite des troupes que vous commandez, nous envoyons et députons vers vous, comme nos plénipotentiaires, deux ecclésiastiques, M. le cardinal Mattéi, parfaitement connu de vous, et monseigneur Galeppi, et deux séculiers, le duc don Louis Braschi, notre neveu, et le marquis Camille Massimo, lesquels sont revêtus de nos pleins

pouvoirs, pour concerter avec vous, promettre et souscrire telles conditions que nous espérons justes et raisonnables, nous obligeant, sous notre foi et parole, de les approuver et ratifier en forme spéciale, afin qu'elles soient valides et inviolables en tous temps. Assuré des sentiments de bienveillance que vous nous avez manifestés, nous nous sommes abstenus de tout déplacement de Rome, et par-là vous serez persuadé combien grande est notre confiance en vous. Nous finissons en vous assurant de notre plus grande estime, et en vous donnant la paternelle bénédiction apostolique.

« A Saint-Pierre de Rome, le 12 février 1797, l'an XXIIe de notre pontificat. PIE VI. »

Traité de Tolentino. — Bonaparte avait porté son quartier général à Tolentino. Ce fut là qu'il reçut les envoyés du Pape. Dans l'état où étaient les choses, il s'agissait bien moins, pour ces derniers, de discuter un traité que de souscrire une capitulation. Aussi la paix fut-elle conclue le 19 février, aux conditions que le général français voulut dicter.

Voici en quels termes ce traité du 19 fut annoncé par Mattéi, au secrétaire d'État, cardinal Busca : «Les conditions sont très dures et semblables en tout à la capitulation d'une place assiégée. J'ai palpité, tremblé jusqu'à présent, pour S. S., pour Rome et pour tout l'État. Rome cependant est sauvée ainsi que la religion, malgré les très grands sacrifices qu'on a faits. »

Le sacré collége, quoique sans aucun moyen de défense, voulut s'opposer à la signature du traité, et refusa même de le sanctionner. Le Pape, indigné d'une opposition aussi imprudente, qui pouvait entraîner la perte de l'église et la ruine de Rome, assembla le peuple et lui annonça lui-même, au milieu d'unanimes acclamations, ce qu'il venait de faire pour la paix.

Par le traité, le Pape s'obligea à renoncer à toute alliance avec les puissances en guerre avec la France; à leur fermer ses ports et à licencier ses nouvelles levées; il céda Avignon et le Comtat Venaissin, renonça aux légations de Bologne et de Ferrare, ainsi qu'à la Romagne, et consentit à l'occupation d'Ancône, jusqu'à la paix générale. Il s'obligea en outre à livrer, comme tribut de guerre, un grand nombre d'objets d'arts, de statues antiques et de tableaux de grands maîtres; à payer sur-le-champ trente millions, au lieu de seize qui étaient dus sur les sommes imposées par l'armistice, à désavouer solennellement le meurtre de Bassville, et à payer 300,000 francs, à titre de dédommagement, à la famille du ministre assassiné. Ce traité était plus onéreux que celui de Bologne. Il coûtait de plus, au Pape, quatorze millions et une belle province, pour avoir eu des conseillers qui n'avaient su faire en temps utile, ni la paix, ni la guerre.

Réflexions sur la campagne d'Italie. — « Le traité de Tolentino termina, dit Jomini, une campagne justement célèbre, dans laquelle une poignée de braves fit changer la face de l'Italie, et ébranla jusque dans ses fondements la première monarchie de l'Europe.

« On trouve les causes premières de ces exploits dans une constante application des principes; dans une habile multiplication des masses agissantes; dans leur direction permanente vers les points décisifs : et dans l'art avec lequel Bonaparte conduisit les hommes, et sut stimuler en eux la valeur par l'exaltation du moral. En méditant sur chacune des périodes de cette campagne, pourrait-on méconnaître l'habileté des combinaisons qui lui procurèrent la victoire à Montenotte; la sagacité qu'il montra dans ses négociations avec la cour de Turin; le coup d'œil rapide qui sauva son armée à Lonato et à Castiglione; l'impétuosité avec laquelle il accabla Wurmser à Bassano; enfin l'audace et le sang-froid avec lesquels il combattit à Rivoli?

« Nous ne reviendrons pas sur les fautes échappées à ses adversaires, elles procèdent toutes de l'oubli des principes fondamentaux de l'art de la guerre. On aurait tort d'imputer les revers des armées impériales au manque de bravoure des troupes autrichiennes : généraux, officiers et soldats, firent leur devoir dans toutes les occasions; ils auraient conservé l'Italie si ces efforts eussent été mieux dirigés.

« Quoi qu'il en soit, cette campagne commencée avec si peu de moyens amena la dissolution de l'alliance entre l'Autriche, la Sardaigne, Naples et le Pape, assura la conquête de l'Italie septentrionale, et procura à l'armée française le Mincio pour base d'opérations.

« Elle fut, sous le rapport de l'art militaire, la plus remarquable de cette première guerre. C'est de cette époque que date en effet le grand développement de la stratégie, dont Gustave-Adolphe, Turenne, Malborough et Frédéric, posèrent les premiers principes, mais dont Bonaparte étendit les combinaisons, en prouvant sa supériorité sur la tactique. »

RÉSUMÉ CHRONOLOGIQUE.

1797.

3 FÉVRIER. Rupture de l'armistice. — Occupation d'Imola.
4 — Combat de Senio.
— — Prise de Faenza.
5 — Prise de Forli.
6 — Occupation de Cesène.
9 — Occupation d'Ancône.
10 FÉVRIER. Occupation de Lorette.
12 — Alliance avec la république de Saint-Marin.
— — Lettre du Pape au général Bonaparte.
14 — Occupation de Macerata.
18 — Occupation de Foligno.
19 — Traité de paix de Tolentino.

A. HUGO.

On souscrit chez DELLOYE, Éditeur, place de la Bourse, rue des Filles-Saint-Thomas, 13.

Paris. — Imprimerie et Fonderie de RIGNOUX et Ce, rue des Francs-Bourgeois-Saint-Michel, 8.

ARMÉE D'ITALIE.—CAMPAGNE D'ALLEMAGNE.

SOMMAIRE.

L'archiduc Charles remplace Alvinzi.—Forces des deux armées.—Escarmouches diverses.—Passage de la Piave.—Combat de Sacile.—Combat de Longara.—Passage du Tagliamento.—Prise de Palmanova.—Marche de Masséna par les montagnes.—Passage de l'Isonzo.—Prise de Gradisca.—Combat de Casasola.—Occupation et combat de Tarvis.—Prise de la Chiusa di-Pletz.—Capitulation de Bayalitsch.—Prise de Trieste, d'Idria, de Goritz, etc.—Opérations dens le Tyrol.—Passage du Lavis.—Occupation et combat de Neumarck.—Entrée à Botzen.—Combat de Clausen.—Entrée à Brixen.—Levée en masse du Tyrol.—Combat de Mittenwald.—Combat d'Untee-Aue.—Réunion de Joubert à Bonaparte, à Villach.—Prise de Klagenfurth.—Ouvertures de paix faites par Bonaparte à l'Archiduc.—Réponse du prince Charles.—Combat de Dirnstein.—Combat de Knudsmarck.—Retraite de l'Archiduc sur Vienne.—Terreur dans Vienne.—Armistice de Judenbourg.—Préliminaires de paix signés à Léoben.

ARMÉE RÉPUBLICAINE.	ARMÉE IMPÉRIALE.
Général en chef.—BONAPARTE.	*Général en chef.*—L'archiduc CHARLES.

L'archiduc Charles remplace Alvinzi.—Forces des deux armées. — Rassuré par le traité de Tolentino sur les dispositions de l'Italie méridionale, Bonaparte attendait avec impatience, pour marcher contre l'archiduc Charles, qui était venu des bords du Rhin remplacer Alvinzi dans le commandement des troupes impériales, l'arrivée de deux divisions de l'armée française du Rhin, que le Directoire, après la suspension des hostilités sur ce fleuve, s'était enfin décidé à lui envoyer. Ces divisions, fortes de 18,000 hommes, aux ordres de Delmas et de Bernadotte, après avoir franchi le Mont-Cenis, le Piémont et la Lombardie, sans que leur marche eût été connue des Autrichiens, rejoignirent l'armée d'Italie sur l'Adige assez à temps pour permettre au général en chef de commencer la campagne avant la fonte des neiges; ce qu'il désirait surtout afin de ne pas donner à l'ennemi le temps de couvrir d'ouvrages de campagne les débouchés des Alpes Noriques, et de mettre en défense Palmanova. Il importait également de battre l'Archidue avant qu'il eût été rejoint par les nombreuses divisions allemandes qui venaient aussi du Rhin pour renforcer l'armée impériale d'Italie.

Nous avons déjà dit combien Bonaparte suspectait la bonne foi de la république de Venise, vieille et décrépite oligarchie, irrésolue dans ses inimitiés comme dans ses alliances, et n'attendant qu'une occasion favorable pour se prononcer contre la France. La division Victor, qui devait rester en arrière comme pour surveiller dans la Romagne l'exécution du traité conclu avec le Pape, eut l'ordre, dès que l'armée se porterait en avant, de prendre position sur l'Adige afin d'y former le noyau d'un corps d'observation contre les Vénitiens.

Après avoir réglé les affaires des Républiques Cispadane et Transpadane, qui devaient lui fournir quelques renforts de troupes italiennes récemment organisées dans ces nouveaux États, Bonaparte courut à Padoue activer les préparatifs de sa prochaine expédition contre l'Allemagne. Si l'on en juge par les succès mêmes qu'il avait obtenus avec une armée si inférieure en nombre à toutes celles que lui avait opposées l'ennemi, armée que décimaient ses propres victoires, il semble que favorisé par les renforts qu'il venait de recevoir, Bonaparte ne devait rencontrer aucun obstacle; néanmoins des difficultés d'une autre nature donnaient à l'entreprise nouvelle qu'il allait tenter une apparence gigantesque, et exigeaient pour être vaincues toute sa hardiesse et toute sa fermeté. Les Français, pour arriver au cœur de l'Autriche, avaient en effet à franchir les longs défilés des Alpes Noriques et Juliennes, avec le Tyrol sur leur gauche, et la Hongrie, la Croatie et les places vénitiennes sur leur droite. Dans un pays où les communications, déjà si difficiles, se trouvaient à la merci de deux provinces si évidemment hostiles, Venise et le Tyrol, le moindre échec pouvait entraîner les suites les plus funestes.

L'armée républicaine active était forte d'environ 56,000 hommes; elle se trouvait ainsi distribuée dans les premiers jours de mars: Bonaparte avait réuni sous ses ordres immédiats quatre divisions dans la marche Trévisane; Masséna, avec 10,000 hommes, était à Bassano; Guyeux, qui avait remplacé Augereau envoyé à Paris[1], occupait Trévise avec 9,800; Serrurier,

[1] Augereau était chargé d'offrir au Directoire les drapeaux de l'armée de Wurmser et de la garnison de Mantoue. La présentation de ces drapeaux, disent les journaux du temps, eut lieu le 10 ventôse an v (29 février 1797); ils furent reçus avec plus de solennité encore que les précédents. « La salle des audiences n'étant pas assez vaste pour cette cérémonie, il avait été élevé une estrade dans le milieu de la cour du palais du Luxembourg, au pied de l'arbre de la liberté. Invité par le ministre de l'intérieur à descendre, le Directoire, précédé de ses huissiers et messagers d'État, et accompagné de ses ministres et du corps diplomatique, se rendit au lieu destiné et se plaça sur l'estrade. Un trophée de drapeaux autrichiens, précédemment envoyés par l'armée d'Italie, était suspendu à l'arbre de la liberté et surmonté d'un drapeau tricolore. La garde à cheval du Directoire était rangée en double haie autour de l'estrade, et la garde à pied garnissait la cour et y maintenait l'ordre. Un corps de musique militaire exécutait les airs républicains.

«Une salve d'artillerie annonça l'arrivée des soixante drapeaux pris à Mantoue. Le général Augereau, chargé de les présenter, entra au milieu des acclamations et des cris multipliés de *vive la République!* Précédant les soixante guerriers vétérans qui portaient avec fierté les drapeaux autrichiens, ce général arriva à l'estrade et fut présenté au Directoire pae le ministre de la guerre... À ses côtés étaient son père, vieux militaire qui, malgré ses cheveux blancs, avait un air martial, et son frère, compagnon de ses travaux, qui lui est attaché comme aide de camp. — On distinguait aussi, avec un grand intérêt, auprès de lui, un frère du général en chef Bonaparte, âgé de douze ans (Jérôme, né en 1784); chacun tâchait de reconnaître dans les traits de cet enfant ceux du conquérant de l'Italie.— Le public était impatient d'entendre le général Augereau, et ce général parla ainsi au Directoire:

«Citoyens directeurs,

«L'armée d'Italie, au nom de laquelle je viens de déposer ces enseignes ennemies à côté de celles qui vous ont été présentées depuis le commencement de sa glorieuse campagne, m'a chargé d'être auprès de vous l'organe de ses sentiments et le garant de son inviolable attachement à la Constitution de l'an III; de vous exprimer aussi le désir qu'elle a de procurer à la République une paix aussi durable que glorieuse.

«Fidèle à son serment, forte de son courage et de l'estime des amis

avec 9,500, était à Castel-Franco; et Bernadotte, avec 10,000 de l'armée du Rhin, avait pris position à Padoue. — Non compris une réserve de cavalerie aux ordres de Dugua, ce corps, destiné à agir dans le Frioul, était fort de 37,000 hommes; il formait le centre et l'aile droite de l'armée. — L'aile gauche, composée des divisions Joubert, Baraguey-d'Hilliers et Delmas, d'ensemble 18,000 hommes, était opposée, dans le Tyrol, aux généraux Kerpen et Laudon. — Le reste des troupes placées sous les ordres du général en chef de l'armée d'Italie s'élevait à environ 15,000 hommes disséminés dans la Péninsule. Miollis commandait à Mantoue, La-Salcette à Milan, Vaubois à Livourne et Ballsod dans le Véronais. — La division Victor devait, comme nous l'avons dit, s'avancer de la marche d'Ancône sur l'Adige, afin d'être à portée d'observer Venise.

Le prince Charles avait pris le commandement de l'armée impériale avant que les renforts tirés des bords du Rhin et de l'intérieur des États d'Autriche fussent arrivés. Dans les premiers jours de mars, le gros de ses forces se trouvait sur le Tagliamento. L'aile droite, commandée par Kerpen et Laudon, campait derrière le Lavis et la Noss, pour défendre l'entrée du Tyrol; elle devait agir de concert avec les habitants de cette province, qu'on avait organisés pour une levée en masse. L'intervalle entre l'aile droite et les troupes derrière le Tagliamento se trouvait gardé par la brigade Lusignan, postée à Feltre derrière le Cordevole. La Piave était observée par Hohenzollern, qui avait ordre de ne pas s'engager, dans le cas où les Français s'avanceraient en forces.

L'armée impériale aurait été plus nombreuse que l'armée républicaine si les renforts qu'elle attendait du Rhin l'eussent rejointe; mais ils ne devaient arriver que vers les premiers jours d'avril.—L'armée de Bonaparte l'emportait donc sur celle de l'Archiduc par le nombre et la composition. Ces avantages étaient compensés, il est vrai, par les difficultés dont nous avons parlé, et par les dispositions hostiles de Venise et du Tyrol, d'où l'Archiduc pouvait tirer tant de ressources et tant de moyens de succès. Déjà même 10,000 Esclavons, rassemblés à Venise sous prétexte de couvrir cette capitale, n'attendaient qu'un signal pour se lier par Vérone aux corps autrichiens du Tyrol.

Escarmouches diverses. — Avant le 10 mars, d'où il faut dater l'ouverture de cette campagne, quelques combats préliminaires et peu importants avaient eu lieu à la droite sur la Piave, et à la gauche dans le Tyrol, entre les avant-postes français et les débris de l'armée impériale qui se reformait dans le Frioul et le Tyrol; mais partout les Français avaient été vainqueurs.

Ainsi, le 22 février, l'ennemi fut culbuté en avant de Lavadina par les troupes de la division Augereau, et le général Walther le poursuivit jusque sur la Piave. L'adjudant général Duphot et le chef de brigade du 23[e] chasseur à cheval furent blessés dans cette affaire.

Le jour suivant, Murat s'empara, à Foy, des retranchements ennemis; il y fit 25 prisonniers et tua un pareil nombre d'Autrichiens; puis ayant attaqué un corps de chasseurs tyroliens, il le culbuta et le mit en déroute. — Belliard, commandant la droite de Joubert, fut assailli le même jour à Bedole, battit complétement l'ennemi, à qui il tua une trentaine d'hommes et en blessa un plus grand nombre.

L'adjudant général Kellermann ayant passé dans le même temps la Piave à San-Mamma, mit en fuite un poste ennemi.

Le 2 mars, et d'après les instructions données par Bonaparte au général Joubert, d'attaquer l'ennemi s'il cherchait à s'établir sur la rive gauche du Lavis, le général Belliard se précipita sur un corps autrichien qui avait pris position à Monte-di-Savaro et le mit en fuite en lui enlevant un drapeau.

Passage de la Piave. — Depuis la bataille de Rivoli les principales forces de l'armée d'Italie campaient sur les bords de la Piave et du Lavis. Les Impériaux, de l'autre côté de la Piave, avaient leur droite appuyée à l'Adige du côté de Salurn, et leur centre derrière le Cordevole. Cette disposition des troupes autrichiennes dans le Frioul a été généralement regardée comme une faute du conseil aulique ou de l'Archiduc, qui a entraîné pour l'Autriche les désastres de cette campagne. Le prince Charles aurait eu en effet un grand avan-

du gouvernement républicain, l'armée justifiera, dans la campagne prochaine, l'opinion avantageuse que lui ont acquise, depuis onze mois, soixante-quatre combats et vingt sept batailles.

«Ce n'était pas assez pour sa gloire d'avoir détruit cinq armées nombreuses à l'ennemi: l'opiniâtre ambition de la maison d'Autriche, prodigue du sang humain, fondait l'espoir de conserver le sceptre de l'Italie dans la garnison qui défendait la place de Mantoue. Le nombre des combattants, la réputation du général qui s'y était renfermé, et les approvisionnements considérables dont elle était pourvue, tout concourait à nourrir ce chimérique désir, et à donner des prétentions ridicules à l'agent du cabinet de Vienne, dépêché à Vienne pour y traiter des préliminaires de la paix. Il était donc réservé à la gloire de cette armée d'obtenir, pour prix de ses fatigues et de son courage, d'en prendre possession au nom de la république, et d'assurer par cette forteresse la conquête de l'Italie.

«Quels efforts l'ennemi peut-il opposer désormais aux soldats républicains .. Cependant cette armée a éveillé contre elle la calomnie... Eh quoi! ont-ils pu se persuader, les ennemis de leur patrie, ces lâches courtisans qui osent se flatter de nous donner un maître, que les soldats républicains se sont battus pendant six années pour en avoir d'autre que la loi? Non, citoyens directeurs, *toutes les factions doivent échouer devant votre sagesse et* L'ÉNERGIE DES ARMÉES; *ce n'est que pour le maintien de la Constitution qu'elles ont acceptée, et pour la prospérité de la République, qu'elles sont disposées à verser leur sang.*

«Tandis que vous consacrez tous vos moments *à conserver le dépôt constitutionnel et à comprimer les malveillants,* l'armée d'Italie ne cessera de concourir à seconder par sa discipline et son énergie ordinaire, tous les projets qui tendront à donner à la République cette paix qui fait l'objet des désirs de tous ses amis.

«Puissent votre sagesse et son courage unir l'olive au laurier, et forcer les ennemis du gouvernement républicain à le chérir comme nous.»

Ce discours d'Augereau n'est-il pas le manifeste du général qui devait agir au 18 fructidor, tout autant que l'expression des sentiments de l'armée d'Italie? — Le Directoire s'applaudissait de ce dévouement officiel des armées; il le demandait pour s'en faire un appui à l'intérieur et à l'extérieur. La réponse du président du Directoire témoigna à l'armée d'Italie la satisfaction du gouvernement; puis Augereau reçut l'accolade fraternelle. et le président lui remit, conformément au décret du corps législatif, un drapeau tricolore pour représenter celui qu'il avait porté à Arcole. Il lui fit aussi don d'une armure complète, au nom de la République. «Puis le Directoire, ayant vu défiler devant lui les braves vétérans qui portaient les drapeaux, rentra dans le lieu de ses séances Les drapeaux furent déposés, sous les yeux du Directoire, à côté de ceux qui annonçaient les trophées des précédentes victoires de l'armée d'Italie.»

tage à porter le théâtre de la guerre dans le Tyrol, dont les habitants étaient dévoués, et où il pouvait, avec la faculté de concentrer ses opérations, se réunir à ses renforts vingt jours plus tôt; car Sacile, Conégliano, etc., sont très éloignés du Rhin, dont Inspruck est rapproché par des communications faciles. Il résultait en outre de la nature des localités que la position de l'Archiduc entre la mer Adriatique et les montagnes ne devait plus être tenable dès que sa droite serait menacée, puisque c'était de ce côté que se trouvait la communication directe avec Vienne, et le point (Willach) qu'on pouvait considérer comme le nœud stratégique de toutes les opérations de la future campagne.

Bonaparte, qui comprit d'abord toute l'importance de manœuvres exécutées dans cette direction, en chargea Masséna dont la division formait la gauche du corps de bataille qui devait agir sur le Frioul; ce général devait être soutenu par Baraguey-d'Hilliers, commandant la droite de Joubert dans les gorges de la Brenta. Son mouvement avait pour but de tourner, en gagnant les montagnes, la droite des Autrichiens, pendant que la ligne de ces derniers serait attaquée de front par les trois autres divisions.

Masséna, en conséquence, se dirigea le 10 sur Feltre[1]. L'ennemi, à son approche, évacua la ligne de Cordevole et se retira sur Belluno, d'où il fut déposté le lendemain.

La division Serrurier se porta le 11 à Asolo, où elle fut assaillie par un temps horrible; elle passa la Piave le lendemain, 12 mars, à la pointe du jour, vis-à-vis le village de San-Vido. Ce passage s'effectua heureusement, malgré la profondeur et la rapidité du courant; un tambour seul se noya. Un détachement de cavalerie, commandé par le chef d'escadron Lasalle, et la 21ᵉ d'infanterie légère, conduite par l'adjudant général Leclerc, culbutèrent un corps ennemi qui voulait s'opposer à leur passage, et se portèrent rapidement à Saint-Salvador. Au premier avis du passage, Hohenzollern, craignant de se laisser envelopper, abandonna le camp de la Campana.

Le même jour, à deux heures après midi, le général Guyeux franchit également la Piave à l'Ospedaletto, et arriva le soir, avec sa division, à Conegliano. « Un « soldat, entraîné par le courant, dit Bonaparte dans « un rapport sur ce passage, est sur le point de se « noyer; une femme de la 59ᵉ se jette à la nage et le « sauve. Je lui ai fait présent d'un collier d'or auquel « sera suspendue une couronne civique, avec le nom « du soldat qu'elle a sauvé. »

Plusieurs rencontres eurent lieu dans cette journée entre la cavalerie des deux armées. La cavalerie française eut toujours l'avantage et fit prisonniers 80 hussards hongrois.

Combat de Sacile. — La division Guyeux atteignit le 13 mars l'arrière-garde ennemie, à deux lieues de Sacile, et lui fit environ 300 prisonniers. Le général Dugua, commandant la réserve, fut légèrement blessé dans cette affaire. — Un corps de hulans, vivement pressé, demanda à capituler. Le chef d'escadron Siabeck s'avança sans défiance pour lui faire mettre bas les armes; mais à peine fut-il à portée de pistolet qu'on l'étendit raide mort d'un coup de feu. Les Français, indignés de cette perfidie, s'en vengèrent sur les hulans qui furent tous sabrés.

Hohenzullern, vivement compromis par ces diverses marches, se replia sur le Tagliamento par Pordenone et Valvasone.

Combat de Longara. — Masséna, ayant quitté Belluno, remontait la Piave dans la direction de Cadore, lorsqu'il atteignit l'arrière-garde ennemie près de Longara. Celle-ci, devancée par les troupes légères des Français, se forma en carré pour s'ouvrir un passage, mais après plusieurs tentatives inutiles elle mit bas les armes. Les Français firent, dans cette circonstance, 700 prisonniers, parmi lesquels se trouvaient 100 hussards, un colonel et le général Lusignan. Bonaparte, mécontent de la conduite qu'avait tenue ce général envers les malades de Brescia, après l'affaire de Castiglione, le fit conduire en France en défendant qu'il fût échangé.

[1] Le 9 mars, une proclamation adressée à tous les corps de l'armée rappela aux soldats les triomphes déjà obtenus en Italie, et leur annonça les desseins du général en chef sur l'Allemagne.

« Soldats! la prise de Mantoue vient de finir une campagne qui vous a donné des titres éternels à la reconnaissance de la patrie. Vous avez été victorieux dans quatorze batailles rangées et soixante-six combats. Vous avez fait cent mille prisonniers, pris cinq cents pièces de canon de campagne, deux milles de gros calibre, quatre équipages de pont. Les contributions mises sur le pays que vous avez conquis ont nourri, entretenu, soldé l'armée pendant toute la campagne. Vous avez, en outre, envoyé trente millions au ministre des finances pour le soulagement du trésor public. Vous avez enrichi le muséum de Paris de trois cents chefs-d'œuvre de l'ancienne et nouvelle Italie, et qu'il a fallu trente siècles pour produire. Vous avez conquis à la République les plus belles contrées de l'Europe. Les républiques Transpadane et Cispadane vous doivent leur liberté. Les couleurs françaises flottent pour la première fois sur les bords de l'Adriatique, en face et à vingt-quatre heures de l'ancienne Macédoine, d'où Alexandre s'élança sur l'Orient. Une grande destinée vous est aussi réservée; vous n'avez pas tout achevé. Vous châtierez ces insulaires perfides qui, étrangers aux malheurs de la guerre, sourient avec plaisir aux maux du continent. Les rois de Sardaigne, de Naples, le Pape, le duc de Parme se sont détachés de la coalition de vos ennemis, et ont brigué votre amitié. Vous avez chassé les Anglais de Livourne, de Gênes, de la Corse. C'est en vous que la patrie met ses plus chères espérances : vous continuerez à en être dignes. De tant d'ennemis qui se coalisèrent pour étouffer la République à sa naissance, l'Empereur reste seul devant vous. Se dégradant lui-même du rang d'une grande puissance, ce prince s'est mis à la solde des marchands de Londres. Il n'a plus de politique, de volonté, que celles de ce cabinet perfide. Le Directoire exécutif n'a rien épargné pour donner la paix à l'Europe. La modération de ses propositions ne se ressentait pas de la force de ses armes. Il n'avait pas consulté votre courage, mais l'humanité et l'envie de vous faire rentrer dans vos familles. Il n'a pas été écouté à Vienne. Il n'est donc plus d'espérance pour la paix qu'en allant la chercher dans le cœur des États héréditaires de la maison d'Autriche. Vous y trouverez un brave peuple, accablé par la guerre qu'il a eue contre les Turcs et par la guerre actuelle. Les habitants de Vienne et des États d'Autriche gémissent sur l'aveuglement et l'arbitraire de leur gouvernement. Il n'en est pas un qui ne soit convaincu que l'or de l'Angleterre a corrompu les ministres de l'Empereur. Vous respecterez leurs propriétés. C'est la liberté que vous apporterez à la brave nation hongroise. La maison d'Autriche qui, depuis trois siècles, va perdant à chaque guerre une partie de sa puissance, qui mécontente ses peuples en les dépouillant de leurs privilèges, se trouvera réduite à la fin de cette sixième campagne (puisqu'elle nous contraint à la faire), à accepter la paix que nous lui accorderons, et à descendre en réalité au rang des puissances secondaires, où elle s'est déjà placée en se mettant aux gages et à la disposition de l'Angleterre. »

Le lendemain, 14 mars, Masséna se rabattit sur Spilimbergo, dans le but de se jeter par Gemona sur la droite des Autrichiens, qu'il se proposait de refouler dans la plaine. Serrurier prit position le même jour à Porto-Buffole et arriva le lendemain à Belvedere. Pordenone fut occupé le 14 par la division Guyeux. L'effet de ces divers mouvements fut de rejeter les principales forces autrichiennes qui se trouvaient dans le Frioul, sur la gauche du Tagliamento. Quelques détachements de cavalerie légère se trouvaient seuls encore en deçà, et l'on pouvait croire à une bataille prochaine entre les deux armées. Il n'en devait pas être ainsi. L'Archiduc voulait éviter tout engagement sérieux avant d'avoir reçu ses renforts du Rhin. Il désespéra même d'empêcher le passage du Tagliamento, et résolut seulement, pour retarder autant que possible la marche des Français, de profiter de quelques retranchements élevés à la hâte sur la rive gauche du torrent.

Passage du Tagliamento. — La division Guyeux, venant de Pordenone, celle de Bernadotte de Sacile, et celle de Serrurier de Paziano, se dirigèrent toutes trois le 16 sur Valvasone. Guyeux, dépassant cette dernière place, arriva à onze heures sur les bords du Tagliamento, dont l'ennemi sembla vouloir disputer le passage. Bonaparte ordonna alors à l'un de ses aides de camp, le chef de bataillon Croisier, d'aller reconnaître la rivière jusqu'aux retranchements, ce que celui-ci fit avec 25 hommes qui furent accueillis par la mitraille.

La division Bernadotte arriva à midi de Valvasone, et Bonaparte se disposa à forcer le passage du Tagliamento, dont les eaux se trouvaient tellement diminuées par de longues gelées, que cette rivière était à peu près partout guéable. L'arrière-garde autrichienne était retranchée dans des villages de la rive opposée, tels que Torrida, Rivis, Gradisca, Pozzo, Gorice et Codroïpo. L'espace entre ce dernier village et Camino est une plaine où la cavalerie s'étendait sur deux lignes. Bonaparte, aussitôt après l'arrivée de Bernadotte, ordonna à Guyeux de se porter sur la gauche pour passer la rivière à la droite des retranchements ennemis, entre Torrida et Rivis; Bernadotte dut passer sur la droite en face de Codroïpo. Une batterie de douze pièces de canon fut établie sur chacun de ces points pour protéger les mouvements de ces généraux.

Les divisions Guyeux et Bernadotte, arrivées au point de passage, formèrent leurs bataillons de grenadiers et se rangèrent en bataille ayant chacune une demi-brigade d'infanterie légère en avant, soutenue par deux bataillons de grenadiers et flanquée par la cavalerie. L'infanterie légère se dispersa en tirailleurs. Le général Dommartin, à la gauche, et Lespinasse, à la droite, firent avancer les deux batteries dont le feu ne tarda pas à s'engager avec la plus grande vivacité. L'ordre fut alors donné dans chaque demi-brigade de faire ployer en colonne serrée les premier et troisième bataillons sur les ailes du deuxième, et le général Duphot entra dans la rivière à la tête de la 27e d'infanterie légère. Il l'eut bientôt traversée, soutenu par le général Bon, que suivaient les grenadiers de la division Guyeux. Murat exécuta le même mouvement sur la droite, soutenu aussi par les grenadiers de la division Bernadotte. Toute l'armée était en mouvement, et le lit du fleuve se trouvait couvert de soldats, chaque demi-brigade par échelons et des escadrons de cavalerie en arrière des intervalles. Ces masses se flanquaient ainsi entre elles.

La cavalerie ennemie tenta inutilement plusieurs charges sur notre infanterie au moment où elle sortait de l'eau. La rivière fut passée, et l'Archiduc s'efforça alors de déborder notre droite avec sa cavalerie, et notre gauche avec son infanterie. Bonaparte envoya au secours de Bernadotte le général Dugua et l'adjudant général Kellermann, avec la cavalerie de réserve. Ce renfort, soutenu par l'infanterie que commandait l'adjudant général Mireur, culbuta les escadrons ennemis et fit prisonnier le général autrichien Schulz qui les commandait. Cet incident accéléra la retraite de l'Archiduc, déjà commencée. Quelques bataillons chargés de la couvrir tenaient néanmoins encore avec opiniâtreté dans Gradisca. Guyeux attaqua ce village malgré l'obscurité de la nuit, et parvint à s'en emparer. Le prince Charles fut même sur le point d'y être fait prisonnier. La déroute devint dès lors complète. Les Autrichiens furent poursuivis pendant trois ou quatre milles sur la route de Palmanova.

A mesure que la division Serrurier arrivait de Valvasone, elle passait la rivière et se mettait en bataille pour servir de réserve. Les trois divisions bivouaquèrent sur le champ de bataille. Cette opération offrit dans l'ensemble de tous ses mouvements une régularité et une précision qui la faisait ressembler à une manœuvre de parade. La journée valut aux Français six pièces de canon enlevées à l'ennemi, et environ 500 prisonniers. La fuite des Autrichiens, qui semblaient totalement démoralisés, dura toute la nuit; ils redoutaient de se trouver le lendemain en présence de l'armée française, et d'être contraints à engager une nouvelle affaire.

Prise de Palmanova. — Bonaparte, malgré l'âpreté de la saison, venait de signaler l'ouverture de cette nouvelle campagne en pénétrant dans la Carinthie, et du sommet des Alpes Noriques, barrière qu'aucun peuple moderne n'avait encore franchie, il allait bientôt montrer à ses soldats, d'un côté le bassin de l'Adriatique, et de l'autre celui du Danube, au milieu duquel Vienne paraissait comme le but de toutes leurs victoires.

Les divisions Guyeux et Bernadotte s'emparèrent, le 17, de Palmanova. L'Archiduc avait d'abord voulu s'établir dans cette place, qui renfermait plus de trente mille rations de pain et des magasins de farine; mais prévenu partout et poursuivi sans relâche par un adversaire auquel il ne pouvait résister, il lui abandonna même les bords de la Torre, où arrivèrent, le 18, les deux divisions qui s'étaient emparées la veille de Palmanova.

Bonaparte ordonna au général Chasseloup de mettre cette place en état de défense, résolu d'en faire un point d'appui pour ses dépôts. L'administration dut l'approvisionner pour un mois. Les remparts furent



Bonaparte en 1797.


Biblioteca Nazionale V. E. III
NAPOLI

Trente.




Digitized by Google



Le Général Dumas à Brixen.



Serrurier. Dumas.



Passage du Tagliamento.

armés de pièces prises aux Autrichiens, et de toutrs celles en fer trouvées à Udine et sur les côtes de l'Adriatique.

Lors de l'entrée des Français à Palmanova, il y avait seulement dix jours que le prince Charles s'était emparé de cette place, appartenant aux Vénitiens.

Marche de Masséna par les montagnes.—Masséna, continuant sa marche dans les montagnes, sur la droite de l'Archiduc, s'était établi le 18 à Saint-Daniel, à Osopo, à Gémona, aux débouchés des gorges du Taglismento, dans lesquelles il avait poussé ses avant-postes. De là il pouvait sans difficultés entrer dans la vallée de la Fella, d'où en trois ou quatre marches il se serait porté sur le point stratégique décisif de Villach, où il aurait été en même temps le maître des débouchés sur Vienne, et de toutes les grandes communications de l'armée ennemie.

Passage de l'Isonzo. — Prise de Gradisca. — Bonaparte, décidé à pousser vivement le prince Charles au-delà des Alpes, avait fait donner à Joubert des instructions conformes autant que possible à toutes les circonstances dans lesquelles il pouvait être placé par les hasards de la guerre dont il était chargé dans le Tyrol.

Aussitôt après le passage de la Torre (19 mars) par les divisions Bernadotte et Serrurier, la première se porta sur Gradisca, l'autre se dirigea sur San-Pietro pour passer l'Isonzo au-dessus du pont de Castelliano et remonter par la rive gauche sur Gradisca, en suivant les crêtes des montagnes qui dominent cette ville. L'Archiduc pensait que l'Isonzo opposerait à la marche des Français une barrière d'autant plus sûre que cette rivière ne peut être franchie par une armée qu'entre Monfalcone et Gorizia. Ceci est à la vérité ordinairement vrai de ce torrent, large, rapide et profond; mais par suite des longues gelées, les eaux s'en trouvaient alors extrêmement basses, et il était guéable sur tous les points.

Les Autrichiens, pour appuyer leur gauche dans le cas où ils eussent défendu la ligne de l'Isonzo, avaient couvert d'ouvrages de campagne la ville de Gradisca, sur la droite de cette rivière. Cette place était occupée par quatre bataillons à qui Bonaparte se proposait de couper la retraite, par suite du mouvement de Serrurier, dont nous avons parlé. Ce dernier général ayant rencontré, sur le point où il devait passer, quelques troupes soutenues par de l'artillerie, ne se laissa pas arrêter par cet obstacle, et disposant ses soldats en colonnes serrées, entra dans l'eau malgré le feu des batteries de l'ennemi. Celui-ci, qu'intimidèrent ces dispositions, se replia en toute hâte, abandonnant Gradisca à ses propres forces.

Cependant Bernadotte, pour détourner l'attention de la garnison du mouvement de Serrurier, faisait attaquer, du côté de Palmanova, les retranchements ennemis par des tirailleurs. Nos soldats, cédant à leur ardeur naturelle, s'avancèrent la baïonnette en avant jusque sous les murs de Gradisca; mais accueillis par un feu de mousqueterie et de mitraille bien nourris, ils furent contraints de se replier.

Les Autrichiens s'applaudissaient déjà de ce petit avantage. — Bernadotte fit avancer quatre pièces de canon pour enfoncer la porte, mais elle était couverte par une flèche bien retranchée. — Serrurier s'étant alors montré sur les hauteurs de l'autre côté de la place, la garnison, à qui il ne restait aucun espoir de s'échapper ou de se défendre long-temps, consentit à se rendre sur une sommation de Bernadotte. 3,000 prisonniers, l'élite de l'armée du prince Charles, dix pièces de canon et dix-huit drapeaux furent les fruits de cette journée.

La plupart des généraux qui devaient former depuis le brillant état-major de Bonaparte, tels que Murat, Duroc, Mireur, etc., figurèrent avec honneur dans cette affaire.

Combat de Casasola. — Le prince Charles voyant les dernières barrières des États héréditaires franchies par les Français, eût vivement désiré de pouvoir concentrer ses troupes à Villach, où il espérait recevoir enfin les détachements de l'armée du Rhin. Il eût aussi couvert de ce point la communication avec Vienne, et s'en fût assuré une par Lienz avec le corps du Tyrol. Cet état de choses l'eût même mis en mesure de reprendre l'offensive en s'avançant par la droite sur Ponteba et le Tagliamento, vers Udine et Palmanova; mais toutes ses combinaisons, lentes et méthodiques, devaient être annihilées par l'extrême activité des mouvements de Bonaparte. Ainsi le dessein de se concentrer à Villach, déjà en partie déconcerté par le rapide passage de l'Isonzo, et par la prompte reddition de Gradisca, allait l'être bien plus encore par la marche de Masséna sur la droite des Impériaux, qu'il menaçait de prévenir à Tarvis.

Forcé à une prompte retraite par les derniers succès des Français, le corps d'Ocskay remontait en hâte les vallées du Natisone et de l'Isonzo pour gagner avant les Républicains les passages de Caporetto, d'Ober-Preet et de Tarvis. Ceci semblait difficile à espérer. Une autre colonne, conduite par les généraux Gontreuil et Bayalitsch, et convoyant le matériel de l'armée, semblait devoir être devancée par la division Guyeux, qui s'avançait de Cormons sur Cividale.

L'Archiduc, menacé par Guyeux et par Masséna, était aussi suivi sur Gorizia par les divisions Serrurier et Bernadotte. Il ordonna à Gontreuil et à Bayalitsch de presser leur marche autant que pouvaient le permettre la difficulté des routes et l'embarras causé par les équipages. Lui-même se retira sur Laybach et Krainbourg avec sa gauche et les troupes du prince de Reuss. Ce mouvement plaça entre ses colonnes toute la chaîne des Alpes dites Carniques, ce qui devait les livrer isolément à un adversaire actif et habile à profiter de pareilles fautes.

Bonaparte, en effet, après la prise de Gradisca, se porta sur Gorizia avec les divisions Bernadotte et Serrurier; Guyeux était déjà en marche sur Cividale. La double direction prise par l'Archiduc convainquit le général français de la nécessité de renforcer Masséna vers Tarvis. Laissant donc à Bernadotte le soin de suivre la colonne ennemie qui marchait sur Laybach,

il remonta l'Isonzo avec la division Serrurier, se dirigeant par Canale sur Caporetto; Guyeux se rendit au même point par Pufero et la vallée du Natisone.

Le résultat de ces divers mouvements fut très heureux. Dans le grand nombre d'affaires auxquelles il donna lieu, nous ne citerons que les plus importantes. Masséna s'était aquitté avec son habileté ordinaire des instructions qu'il avait reçues : après s'être emparé du fort de la Chiusa-Venets, il était arrivé au pont de Casasola, où l'ennemi s'était rallié pour empêcher le passage. Les tirailleurs français firent d'abord replier les tirailleurs impériaux; ensuite les grenadiers des 32ᵉ et 75ᵉ demi-brigades, en colonne serrée, forcèrent le pont, et malgré ses retranchements et ses chevaux de frise, culbutèrent les Autrichiens et les poursuivirent jusqu'à Ponteba, leur faisant 600 prisonniers, tous des vieilles troupes venues du Rhin.

Occupation et combat de Tarvis. — Masséna ne s'arrêta point à Ponteba et continua la poursuite de l'ennemi jusqu'au-delà du bourg et du plateau de Tarvis, dont il resta maître. Tous les magasins établis dans la contrée tombèrent au pouvoir des Français par cette défaite de la colonne d'Ocskay. On conçoit aisément quelle était alors la situation critique de la colonne de Bayalitsch, qui, chassée de Pufero avec une perte de deux pièces de canon et 100 prisonniers, avait été refoulée le même jour dans les gorges de Caporetto. Elle se trouvait, par le vice des manœuvres de l'Archidue, placée entre Guyeux et Masséna, dans une position où tout espoir de salut lui était absolument enlevé.

Ce fut à Krainbourg que l'Archidue apprit l'occupation de Tarvis par Masséna et l'état critique de Bayalitsch. Il envoya à Ocskay l'ordre de reprendre Tarvis, où les Français ne devaient avoir que des avant-postes; mais celui-ci, trop maltraité, s'était déjà retiré à Wurzen, dans la vallée de la Save. Gontreuil, qui commandait l'avant-garde de Bayalitsch, ayant traversé le col d'Ober-Preet, se présenta devant Tarvis, dont il chassa les avant-postes républicains, momentanément rejetés jusque sur Safuitz. Il espérait avoir ainsi assuré la retraite du reste de la colonne; mais Masséna l'ayant attaqué le 22 au matin, avec toute sa division, le repoussa bien au-delà de Tarvis en lui tuant et faisant prisonniers un grand nombre de soldats. Les débris de l'avant-garde autrichienne se réfugièrent dans les gorges de Gaititzbach par Raibel.

Le prince Charles rejeta la mauvaise issue de cette affaire tantôt sur Ocskay, tantôt sur Gontreuil et Bayalitsch, quoiqu'elle dépendit plutôt de la dissémination de ses forces et de l'habileté de Bonaparte à profiter de toutes les fautes de ses adversaires. « Le « combat de Tarvis, dit le général en chef de l'armée « d'Italie dans un rapport, s'est donné au-dessus des « nuages, sur une sommité qui domine l'Allemagne et « la Dalmatie. Dans plusieurs endroits où notre ligne « s'étendait, il y avait trois pieds de neige, et la cava- « lerie, chargeant sur la glace, a essuyé des accidents « qui ont été surtout très funestes à celle des ennemis. »

Prise de la Chiusa-di-Pletz. — Capitulation de Bayalitsch. — Pendant l'affaire de Tarvis, Guyeux, soutenu en seconde ligne par la division Serrurier, poussait la colonne battue la veille à Pufero jusqu'au fort de la Chiusa-di-Pletz. Bayalitsch, sous la protection de ce fort et du petit corps de Koblos qui le défendait, croyait pouvoir poursuivre en paix sa marche; mais les montagnes escarpées de Pletz, qui dominent la Chiusa, ayant été gravies par l'infanterie française, en même temps que les généraux Bon et Verdier se présentaient devant le fort avec les 4ᵉ et 43ᵉ demi-brigades, ce fort ne tarda pas à être emporté de vive force. Koblos et les 500 hommes qui s'y trouvaient mirent bas les armes.

Rien ne s'opposa dès lors à la poursuite de la colonne ennemie, dont l'arrière-garde allait être aux prises avec les troupes de Guyeux, quand Masséna, qui s'avançait sur Raibel, rencontra son avant-garde. La colonne de Bayalitsch, prise ainsi en tête et en queue, capitula presque sans résistance.

Trente pièces de canon, quatre cents chariots portant les bagages de l'armée, 5,000 hommes et quatre généraux furent, pour l'armée française, le fruit de cette capitulation.

L'Archidue, après ce double échec, ne put plus espérer de reprendre l'offensive, quoique ses renforts attendus du Rhin fussent arrivés. Il établit la brigade Ocskay et ses grenadiers à Villach, laissa la division Mercantin à Klagenfurt, et se porta à Saint-Veit avec celles de Kaim et de Reuss.

Prise de Trieste, d'Idria, de Gorizia, etc.—Trieste, le seul port important que l'Empereur possédât sur l'Adriatique, fut occupé le 23 mars par la réserve de cavalerie de Dugua et par une garnison d'infanterie tirée de la division Bernadotte.

Bonaparte, après l'affaire de Tarvis, maître des débouchés qui conduisent de l'état de Venise en Allemagne, établit les divisions Serrurier, Masséna et Guyeux vers Villach, sur les bords de la Drave; elles y furent réunies le 28. Afin d'établir une communication avec Joubert, dont nous n'avons pas encore parlé, le général polonais Zayouscheck fut poussé sur Lienz, en remontant la vallée de la Drave; mais ayant trouvé tout le pays en insurrection, il ne tarda pas à revenir et sans avoir rempli sa mission.

Bernadotte, de son côté, après avoir battu à Camigna l'arrière-garde du prince de Reuss, prit la direction de Laybach par Wippach, Priewald et Adelsberg. Il avait en route poussé un détachement sur Idria, célèbre par ses mines de mercure, et où on trouva du vif-argent préparé pour une valeur de deux millions. Bonaparte rendit compte de cette capture importante en envoyant au Directoire l'inventaire de ce qui avait été pris dans Gorizia lors de l'occupation de cette place le 21 mars.

Opérations dans le Tyrol. — Passage du Lavis. — Nous avons dit précédemment que l'aile gauche de l'armée d'Italie était chargée d'agir dans le Tyrol contre les généraux Kerpen et Laudon. Les instructions du

général en chef à Joubert lui prescrivaient, après avoir rejeté Kerpen au-delà du Brenner, de faire un à droite et de descendre la vallée de la Drave pour rejoindre le gros de l'armée française à Villach, mouvement d'autant plus régulier que Joubert n'entra en opération que lorsque Bonaparte était déjà victorieux sur le Tagliamento, et qu'il ne marcha par sa droite sur la Drave, comme nous l'allons voir, que lorsque le quartier général était déjà à Klagenfurth.

La gauche se trouvait, le 19 mars, en position vers Treute, éclairant par des partis les gorges de la Brenta jusqu'à Primolano et Cismone. Les trois divisions dont elle était formée ne se trouvaient séparées des corps de Kerpen et de Laudon que par l'Adige. Kerpen, cantonné dans les vallées de Fiemme et de Cavalese en arrière du Lavia, se liait par les gorges du Cordevole et de la Piave, avec le principal corps d'armée de l'Archiduc, occupant alors Belluno. Laudon campait à la droite sur la rive gauche de la Noss, depuis le confluent de cette rivière avec l'Adige jusqu'à Ponte-di-Legno dans le Val-di-Sole.

La dissémination des forces ennemies offrait à Joubert de grands avantages pour exécuter les ordres qu'il avait reçus. Toutefois la soumission du Tyrol n'était pas sans difficultés; Joubert avait à lutter et contre l'esprit belliqueux des Tyroliens et leur dévouement pour la maison d'Autriche, et contre la rigueur de la saison et les obstacles naturels à un pays où les communications sont même difficiles avec de bons guides. Néanmoins ces considérations n'arrêtèrent pas ce brave général, jaloux de se conformer aux instructions de Bonaparte. Une attaque sur toute la ligne fut résolue pour le 20 mars, époque à laquelle Bonaparte était présumé devoir se trouver sur le Tagliamento. Le principal effort de cette agression devait tomber sur la gauche des Autrichiens, qui offrait le point le plus faible. Les deux ailes de l'armée ennemie se trouvant séparées par l'Adige, on les isolait en effet pour toujours si l'on prévenait celle de droite à Botzen.

Joubert résolut en conséquence de forcer le passage du Lavis en face des hauteurs du Cembra avec les troupes de sa propre division, d'attaquer sur ces hauteurs le corps de Kerpen et de se diriger ensuite par Cavriana sur le flanc gauche des Autrichiens, pendant que Delmas et Baraguay-d'Hilliers se porteraient avec leurs divisions sur la route de Botzen. — La brigade Belliard passa le Lavis le 20 mars au village de Sevignano, malgré le feu violent de l'ennemi qui bordait l'autre rive. Elle s'avança ensuite sur le plateau de Cembra, contre le corps de Kerpen. Celui-ci, débordé par sa gauche, ne put faire une longue résistance, et après un rude combat fut rejeté sur Saint-Michel, d'où il se retira vers Botzen par les hauteurs. Les Autrichiens perdirent dans ce combat quelques canons, deux drapeaux et 2,000 prisonniers. Les chasseurs tyroliens y furent fort mal traités. Laudon, par suite de cet engagement décisif, resta abandonné à ses propres forces sur la droite de l'Adige.

Occupation et combat de Neumarck. — Joubert, avec deux brigades de sa division, marcha le lendemain sur Salurn par les montagnes, et poussa la brigade de Belliard sur Neumarck par Cavriana et Pinzone. Il voulait ainsi couper la route de Cavalese et s'emparer du pont de Neumarck. Delmas et Baraguay-d'Hilliers poursuivirent leur marche vers Botzen. Vers le soir Belliard chassa l'ennemi des hauteurs de Peza, et le rejeta en désordre dans Neumarck, qui fut évacué pendant la nuit.

Les trois divisions s'y réunirent le lendemain 22. Joubert, avec l'avant-garde, se porta en reconnaissance sur la route de Botzen, aux environs de Santa-Barbara.

Laudon, cherchant à rétablir ses communications avec Kerpen, arriva à Serviten et fit attaquer Neumarck par ses troupes légères, soit qu'il voulût gagner la route de Botzen, soit qu'il crût pouvoir aisément s'emparer de la place. Belliard, devinant son projet, fit débarrasser le pont que Kerpen avait barricadé dans sa retraite, et marcha au-devant des Autrichiens avec la 85ᵉ demi-brigade.

L'ennemi, après une vive fusillade, fut repoussé de Serviten et de Rung sur Saint-Valentin, où la résistance fut plus grande. Le combat était encore indécis quand Dumas, à la tête de la cavalerie, déboucha subitement du pont de Neumarck et chargea en flanc la colonne autrichienne qu'il mit en déroute. Profitant de ce moment favorable, les grenadiers de la 85ᵉ se jetèrent dans une redoute qui flanquait la droite du village et s'emparèrent de deux pièces de canon qui s'y trouvaient en batterie. Le général Laudon, forcé de renoncer alors à son premier dessein, se retira par les montagnes dans la vallée de Méran.

A la suite de cette action, qui fit honneur aux généraux Belliard et Dumas, les Français rentrèrent dans Neumarck avec plusieurs pièces de canon et 8 à 900 prisonniers.

Entrée à Botzen. — Botzen ouvrit ses portes aux Républicains le jour même de l'attaque de Neumarck par Laudon. Cette nouvelle conquête livra à l'armée des magasins dont elle avait le plus grand besoin. Joubert laissa Dumas dans Botzen avec environ 5,000 hommes, lui recommandant d'occuper fortement Terlan pour observer la vallée de l'Adige, puis avec le reste de son corps il s'avança de suite sur Clausen où l'attendait le général Kerpen.

Combat de Clausen. — Entrée à Brixen. — Cette position était avantageuse pour l'ennemi, en ce que la route de Botzen à Brixen, où se trouve le bourg de Clausen, est resserrée entre l'Eisach et des montagnes inaccessibles. Les Autrichiens étaient en bataille en arrière de ce défilé, protégés par de l'artillerie placée sur les hauteurs. Joubert les attaqua le 22 mars. Le combat fut des plus acharnés et était encore indécis à la chute du jour lorsqu'une demi-brigade française, ayant tourné la droite de l'ennemi, parvint, avec des peines incroyables, sur les rochers qui le dominaient, et fit rouler sur lui d'énormes blocs de pierre qui renversaient les files les unes sur les autres. Joubert s'avança alors, avec les 12ᵉ et 33ᵉ en colonnes serrées,

contre le centre des Autrichiens, qui, ne pouvant résister à cet effort combiné, opérèrent leur retraite en désordre avec perte de 1,500 hommes tués ou prisonniers. Les Français entrèrent le lendemain dans Brixen, où ils trouvèrent aussi des magasins considérables[1].

Levée en masse du Tyrol. — L'invasion du Tyrol et les nombreuses défaites dont quelques parties de ce pays avaient déjà été le théâtre, n'avaient pas abattu le courage des Tyroliens. A la voix du comte de Lehrbach, ces paysans, simples et grossiers, coururent aux armes, brûlant d'immoler les Français à des idées de vengeance et de patriotisme qu'il n'avait pas été difficile de leur inspirer. Ils s'emparèrent de toutes les principales issues des vallées. Les levées de Hall, de Schwatz et de l'Innthal couvrirent les environs de Sterzing; le poste de Gossensas fut confié à celles de Kitzbuhl et de Kufstein; les milices de Pustertbal et de Brixen couronnèrent les hauteurs qui couvrent leurs vallées; enfin Laudon, avec celles du Haut-Inn et ses propres troupes, défendait les avenues de Méran.

Combat de Mittenwald. — Kerpen, malgré l'échec qu'il avait essuyé, aurait pu, des hauteurs de Muhlbach, à deux lieues nord de Brixen, défendre le Pusterthal et les gorges d'Inspruck; mais il préféra s'établir à Mittenwald, laissant la vallée de la Rient à découvert et ne gardant que les ponts de l'Eisach sur la route d'Inspruck. Joubert l'attaqua le 28 dans cette position. Quelques bataillons arrivés du Rhin firent assez bonne contenance d'abord, mais après une courte canonnade Belliard décida l'affaire en attaquant la droite ennemie avec la 85[e] en colonnes serrées par bataillon. Harcelés dans leur retraite par de continuelles charges de cavalerie, les Autrichiens perdirent quelques centaines de prisonniers et furent poursuivis jusqu'à Sterzing, à seize lieues d'Inspruck.

La route qui joint ces deux villes passe sur un contre-fort du mont Brenner, le plus élevé du Tyrol. Cet obstacle seul séparait les Français de la vallée de l'Inn; mais Joubert, d'après ses instructions, n'osait le franchir, ne pouvant guère s'éloigner de Brixen où il devait attendre des nouvelles, soit de Bonaparte, soit de Moreau, qu'on supposait avoir déjà passé le Rhin et dont les mouvements devaient se combiner avec ceux de Bonaparte. Le corps de Joubert était destiné à lier l'armée du Rhin à celle d'Italie, et il se serait privé des moyens de communiquer avec l'une ou l'autre en avançant vers l'Inn à travers un pays en insurrection, et où l'on ne pouvait pousser de reconnaissances sans s'exposer à les voir enlever, comme il était déjà arrivé à quatre compagnies de la division Masséna, qui, ayant remonté la vallée de la Drave pour avoir des nouvelles de Joubert, avaient été taillées en pièce. Ce dernier, dans une circonstance aussi embarrassante, rétrograda sur Brixen, où il prit une position d'attente.

Combat d'Unter-Aue. — Kerpen s'enhardit à la vue de ce mouvement rétrograde, et descendit du Brenner pour rentrer dans Sterzing. Il plaça son camp le lendemain à Manls, puis à Mittenwald. Un engagement très vif eut lieu le 31 mars entre les troupes avancées des deux partis, à Unter-Aue. Les Autrichiens y souffrirent beaucoup et y perdirent un grand nombre de prisonniers.

Néanmoins ils renouvelèrent leur tentative le 2 avril avec plus d'ensemble. Kerpen assaillit Unter-Aue, et il en fut, comme la première fois, repoussé avec perte; mais pendant ce temps Laudon déboucha sur Terlan, dont il s'empara. Ce général avait rassemblé les milices du Tyrol occidental et surtout les courageux habitants du Wintsgaw, au nombre d'environ 12,000 hommes, à qui il avait donné pour tête de colonne ses vieilles troupes régulières. Laudon, avec ses nouvelles forces, combattit le 3 l'avant-garde républicaine en avant de Botzen. Sa droite, conduite par Neuperg, descendit par les montagnes sur Tramin, pour s'emparer des communications des Français avec Vérone.

Réunion de Joubert à Bonaparte à Villach. — Le colonel Eberlé, de la 85[e], avait, pendant ce temps, pénétré dans la vallée de la Drave à l'aide d'un déguisement et avait fait connaître ensuite à Joubert les progrès de Bonaparte en Carinthie. Joubert se décida aussitôt à opérer sa jonction par Lienz, mesure d'autant plus urgente que pendant qu'il avait en tête les troupes de Kerpen, Laudon, avec les forces qu'il avait réunies, ne pouvait manquer de s'emparer très incessamment de Botzen, ce qui aurait beaucoup compliqué sa position.

Botzen fut évacué le 4 au matin, d'après les ordres de Joubert, qui réunit toutes ses troupes à Brixen, et se mit en marche le 5 avril de grand matin pour Pruneken, après avoir brûlé les ponts de l'Eisach entre Ober-Aue et Alscha. Son arrière-garde se défendit assez long-temps contre les troupes légères de Laudon dans les villages de Clausen et de Seben, atteignit Brixen vers le soir, et rejoignit le corps principal pendant la nuit. Les forces de Kerpen furent paralysées pendant cette journée par la destruction des ponts de l'Eibach. Ainsi Joubert, sans être inquiété, remonta la Rient jusqu'au col de Tolbach. Parvenu aux sources de la Drave, il descendit à Lienz et marcha sur Villach. Il n'eut à soutenir dans cette longue marche qu'un seul combat avec des paysans insurgés, à Muhlbach, près de Spital, à dix lieues de Villach. Ce rassemblement fut dispersé.

Quoique depuis vingt jours l'Archiduc eût perdu en dix combats le quart de son armée, et que le reste fût plongé dans le découragement, la position de Bonaparte n'en était pas moins difficile. Tout s'armait contre lui sur ses derrières. Le Tyrol, dégarni par la

[1] « Le général Joubert arriva à Brixen toujours poursuivant les ennemis. Le général Dumas, à la tête de la cavalerie, a tué de sa propre main plusieurs cavaliers ennemis : il a été blessé légèrement de deux coups de sabre; son aide de camp, d'Harmancourt, a été blessé dangereusement. Ce général a, pendant plusieurs minutes, arrêté seul, sur un pont, un escadron de cavalerie ennemie qui voulait passer, et a donné aux siens le temps de le rejoindre.

(*Rapport du général en chef.*)

réunion de Joubert au reste de l'armée, menaçait de rejeter les garnisons françaises en Italie. Une levée en masse s'apprêtait dans la Hongrie et l'Illyrie, et l'insurrection se propageait jusqu'à Trieste; le sénat de Venise armait surtout avec activité, et quoique les divisions Victor et Kilmaine pussent le tenir en respect, la situation brillante de l'armée d'Italie n'en était pas moins précaire, et le moindre revers eût pu la changer totalement. Il fallait que cette armée revînt sur ses pas ou qu'elle marchât sur Vienne. Bonaparte prit ce dernier parti comme le plus audacieux et le plus conforme à son génie. Il n'avait à franchir que la chaîne septentrionale des Alpes, et cet obstacle, non plus que l'armée de l'Archiduc postée derrière la Muhr, ne semblaient guère dans le cas de pouvoir l'arrêter.

Prise de Klagenfurth. — Dès le 29 mars et avant l'arrivée de Joubert, le gros de l'armée s'était avancé sur la route de Klagenfurth, qu'occupait la division Mercantin, dont l'avant-garde fut surprise. Masséna lui enleva 200 hommes et deux pièces de canon. En se repliant sur la ville, elle y répandit l'alarme, ce qui détermina le prince Charles à la faire aussitôt évacuer. Bonaparte y établit le soir même son quartier général qui fut transféré le lendemain à Saint-Veit. L'armée prit position entre ce bourg et Freisach. On poussa de Klagenfurth un détachement de troupes légères dans la direction de Marburg, sur la gauche de la Drave. Comme il avait l'habitude de le faire dans toutes les nouvelles provinces ennemies où il pénétrait, Bonaparte, de Klagenfurth, adressa aux habitants de la Carinthie une proclamation toute pacifique et propre à lui concilier, ainsi qu'à son armée, l'esprit des habitants.

Ouvertures de paix faites par Bonaparte à l'Archiduc. — Ce fut alors que, dans un but qu'explique suffisamment la situation grave où l'armée se trouvait au milieu de ses succès mêmes, inspiré sans doute aussi par la noble pensée d'assurer à sa patrie une paix glorieuse, Bonaparte, agissant à la fois comme homme d'État et comme général d'armée, adressa au prince Charles, de son quartier général de Klagenfurth, cette lettre devenue célèbre [1]:

« Monsieur le général en chef,

« Les braves militaires font la guerre et désirent la paix. Cette guerre ne dure-t-elle pas depuis six années? Avons-nous assez tué de monde, fait assez de mal à la triste humanité? Elle réclame de toutes parts. L'Europe, qui avait pris les armes contre la République française, les a posées; votre nation reste seule, et cependant le sang va couler plus que jamais! Cette sixième campagne s'annonce par des présages sinistres; quelle qu'en soit l'issue, nous aurons perdu de part et d'autre quelques milliers d'hommes de plus. Il faudra bien finir par s'entendre, puisque tout a un terme, même les passions humaines.

« Le Directoire de la République française avait fait connaître à Sa Majesté l'Empereur le désir de mettre fin à la guerre qui désole les deux peuples; l'intervention de la cour de Londres s'y est opposée. N'y a-t-il donc aucun espoir de nous entendre? et faut-il, pour les intérêts ou les passions d'une nation étrangère aux maux de la guerre, que nous continuions à nous entre-égorger? Vous, M. le général en chef, qui, par votre naissance, approchez du trône, et qui êtes au-dessus de toutes les petites passions qui agitent les ministres et les gouvernements, êtes-vous décidé à mériter le titre de bienfaiteur de l'humanité entière, et de vrai sauveur de l'Allemagne? Ne croyez pas que j'entende par-là, M. le général en chef, qu'il ne vous soit pas possible de la sauver par la force des armes; mais, dans la supposition que les chances de la guerre vous deviennent favorables, l'Allemagne n'en sera pas moins ravagée. Quant à moi, M. le général en chef, si l'ouverture que j'ai l'honneur de vous faire peut sauver la vie d'un seul homme, je m'estimerai plus heureux de la couronne civique, que je me trouverai avoir méritée, que de la triste gloire qui peut me revenir des succès militaires. »

Réponse du prince Charles. — La réponse de l'Archiduc parut moins franche que la lettre du général républicain; mais il est juste de faire remarquer que le jeune prince, quelle que fût d'ailleurs sa loyauté, manquait de la liberté nécessaire pour agir sans l'autorisation du conseil aulique. Voici quelle fut sa réponse:

« Monsieur le général,

« Assurément, tout en faisant la guerre, et suivant la vocation de l'honneur et du devoir, je désire autant que vous la paix, pour le bonheur des peuples et de l'humanité.

« Comme néanmoins, dans le poste qui m'est confié, il ne m'appartient pas de scruter ni de déterminer

[1] Napoléon, dans ses *Mémoires*, a pris soin de faire connaître les motifs qui le décidèrent à une démarche qui fut alors diversement appréciée. « Après le passage du Tagliamento, Napoléon écrivit au Directoire qu'au 15 avril il serait en Allemagne dans la capitale de la Carinthie; qu'il fallait donc que les armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle, qui comptaient 140,000 combattants, se missent sans délai en marche, et prissent position sur l'Ens; que, arrivées sur cette rivière, il dirigerait le mouvement combiné des trois armées sur Vienne. — Le Directoire lui répondit qu'il allait ordonner à ses armées du Rhin d'entrer en opération; qu'au moment où il recevrait ce courrier, déjà les hostilités auraient commencé. — Mais le 1er avril il reçut à Klagenfurth l'avis qu'il ne devait pas compter sur la coopération des armées du Rhin; qu'il serait possible que celle de Hoche entrât en campagne, mais que celle de Moreau était hors d'état de passer le Rhin. Cette nouvelle fit naître en lui bien des soupçons. — Il avait conclu un traité offensif et défensif avec le roi de Sardaigne, lui avait garanti ses États, et en avait obtenu un contingent de 10,000 hommes d'infanterie, 2,000 de cavalerie et 24 pièces de canon. Cette division, qu'il eût menée en Allemagne, aurait assuré ses derrières; chaque soldat piémontais eût été pour lui un ôtage. Le Directoire, sans blâmer ce traité, traîna en longueur les ratifications, et la campagne s'ouvrit avant que l'armée eût pu être renforcée de cette division de bonnes troupes. C'était d'autant plus fâcheux que ces 12,000 hommes ayant été rendus mobiles pouvaient être dangereux. — Napoléon avait aussi à se plaindre de l'influence qu'avait le ministre Quirini, qui ouvrait les portes avec la clef d'or, et entravait les affaires de Venise. — Il se convainquit de la nécessité de faire la paix, et écrivit sa lettre si connue à l'Archiduc. — Tous les courriers de Paris qu'il reçut jusqu'au 18 avril le confirmèrent dans l'idée que les armées d'Allemagne ne bougeraient point. Il n'apprit le passage du Rhin qu'après la signature des préliminaires de Léoben, qu'il n'eût signés que dans Vienne, s'il eût su que les deux armées françaises du Rhin voulaient entrer en campagne; quand même elles n'eussent passé le Rhin qu'au mois de mai, cela lui eût été suffisant. »

la querelle des nations belligérantes, et que je ne suis muni, de la part de Sa Majesté l'Empereur, d'aucun plein pouvoir pour traiter, vous trouverez naturel, M. le général, que je n'entre point avec vous, là-dessus, dans aucune négociation, et que j'attende des ordres supérieurs pour cet objet de si haute importance, et qui n'est pas foncièrement de mon ressort.

« Quelles que soient, du reste, les chances futures de la guerre, ou les espérances de la paix, je vous prie, M. le général, etc. »

Combat de Dirnstein. — Il fallut donc continuer la guerre. Contrarié par le refus qu'il venait d'éprouver, Bonaparte la poursuivit plus activement encore. Le 1er avril, l'armée se mit en marche sur Freisach; à peine son mouvement était-il commencé, qu'un aide de camp du prince Charles se présenta au général en chef pour solliciter une suspension d'armes de quatre heures. Ce court espace de temps cachait un projet dont Bonaparte ne pouvait être dupe. Il comprit qu'un renfort considérable devait être au moment de rejoindre l'Archiduc, et que celui-ci, qui occupait le sommet des Alpes Carniques, craignait d'être attaqué avant que ces troupes fraîches eussent le temps d'arriver en ligne. Il refusa donc et ordonna au contraire de presser plus vivement le mouvement sur Freisach. En effet, une division autrichienne, arrivant du Tyrol, sous les ordres du général Sporck, était déjà dans la vallée de la Muhr, et marchait en toute hâte pour se réunir au gros de l'armée impériale.

Le 2 avril, la division Masséna, formant la tête de colonne, arriva devant l'ennemi qui occupait les gorges de Dirnstein dans les montagnes en avant de Neumarck, et où passe la route de Klagenfurth à Vienne. Les Autrichiens étaient en position. La brigade Lindenau à Guldendorf et Pichleru, le prince d'Orange à Aneten, Bad-Aneten et à Neudeck; ce dernier village, qui formait le centre de la position, avait été retranché. La réserve de grenadiers, aux ordres de Kaim, bivouaquait en avant de Neumarck où le prince Charles avait son quartier général.

Les avant-postes autrichiens furent culbutés en un instant par la 2e légère qui formait l'avant-garde de Masséna, et qui se jeta ensuite en tirailleurs sur les flancs de la position. Son attaque fut aussitôt soutenue par le reste de la division Masséna, et par la division Guyeux. Le général Kaim essaya de rétablir le combat en se portant avec sa division en arrière des villages de Guldendorf et de Pichlern. Mais, à la tête des grenadiers des 18e et 32e de ligne, formés en colonne serrée, Masséna pénétra au centre de la gorge dans Aneten et Bad-Aneten, et l'ennemi se vit refoulé sous les barricades de Neudeck, qui furent emportées au pas de charge par les grenadiers et la 2e légère. Le prince d'Orange fut ainsi rejeté sur Neumarck. Mercantin, qui marchait sur Muhlbach, dut, pour n'être pas coupé, abandonner Guldendorf et Pichlern.

Combat de Handsmarck. — Une brigade de grenadiers autrichiens soutint la retraite de l'Archiduc jusqu'à la chute du jour. Cette retraite s'opéra sur Handsmarck, avec perte de 7 à 800 hommes tués ou prisonniers. Les Français bivouacquèrent sur le champ de bataille. Ils avaient trouvé dans Freisach et à Neumarck des provisions considérables.

Les divisions Masséna et Serrurier se portèrent, le 3 avril, sur le village de Scheiffling dont l'occupation devenait très importante, à cause de sa position à l'embranchement des routes d'Italie et d'Allemagne. Masséna poussa, le même jour, jusqu'à Handsmarck, dont il resta maître après un rude combat contre une division autrichienne de vieilles troupes qui eut environ 400 hommes tués, blessés ou prisonniers.

Bonaparte détacha le même jour de Scheiffling une portion de la division Guyeux à la poursuite de la colonne de Sporck qui rôdait encore dans la vallée de la Muhr; mais cette colonne, favorisée par les gens du pays, parvint, par la route de Radstadt, à se réunir avec l'Archiduc.

Retraite de l'Archiduc sur Vienne. — Le prince Charles résolut dès lors d'accélérer sa marche sur Vienne, sans disputer un terrain qu'il ne pouvait plus défendre, mais dans l'espoir de pouvoir encore réunir sous les murs de la capitale assez de moyens pour y tenter une action décisive.

Les Français prirent la route de Léoben, et occupèrent le 7 avril, et sans coup férir, Knittenfeld et Judenbourg où Bonaparte établit son quartier général, et où il se décida à s'arrêter pour attendre et effectuer la réunion de ses forces qui, poursuivant alors l'ennemi dans toutes les directions, se trouvaient entièrement disséminées. Bernadotte, qui s'était jeté vers Leybach, se rapprochait du centre à marches forcées par Klagenfurth, ayant laissé au général Friant le soin de veiller sur Trieste. Joubert, dont on était fort inquiet, se trouvait alors, comme nous l'avons raconté, sur le point d'atteindre Villach. Tout faisait croire que les armées du Rhin n'avaient pas encore franchi ce fleuve: néanmoins, après avoir concentré ses forces à Judenbourg, Bonaparte allait encore se trouver entraîné, avec un petit nombre de braves isolés et sans communications assurées, à une bataille décisive, dont le résultat devait être ou la paix de l'Europe, ou la ruine de tous les avantages que tant de succès brillants avaient déjà produits, et semblaient promettre encore.

Terreur dans Vienne.—Mais la terreur que ces succès mêmes avaient jetée dans Vienne, devait éviter à Bonaparte les hasards d'une action redoutée par lui seulement sans doute à cause des suites qu'elle pouvait avoir. La fermentation régnait dans la capitale de l'Autriche. On relevait les fortifications; les milices se rassemblaient dans les lignes de Mariahülf; mais ces mesures tardives inspiraient peu de confiance. La cour et les administrations se tenaient prêtes à partir pour Prague au premier signal. L'Empereur ne pouvait s'abuser sur les moyens de résistance qui lui restaient encore, il se rappela les récentes dispositions pacifiques de Bonaparte, et chargea les généraux Bellegarde et Merfeldt de négocier auprès de ce général.

Armistice de Judenbourg. — Ils arrivèrent le 7 à Judenbourg, et ne proposèrent d'abord qu'un armistice de six jours que Bonaparte accorda comme un acte de pure générosité et comme un gage de son désir de conclure la paix, mais dont les conditions furent naturellement à son avantage. Les avant-postes de son aile droite restèrent dans les places qu'ils occupaient le 7 entre Fiume et Trieste. Sa ligne, en se prolongeant, coupait la Drave à Marburg, et suivait par Gratz, Bruck et le Liedelberg jusqu'à Admont dans la vallée de l'Ens. Les Français, dans cette ligne de démarcation, occupaient Gratz, Bruck et Rottenmann où ils n'avaient pas encore pénétré. L'armistice devait être commun aux troupes qui se trouvaient dans le Tyrol.

Bonaparte transporta son quartier général à Léoben où il détermina aussitôt les nouveaux cantonnements de son armée. Serrurier occupa Gratz; Guyeux, Léoben; et Masséna, Bruck. Bernadotte resta devant Saint-Michel, et Joubert fut échelonné de Villach à Klagenfurth, poussant une division jusqu'à Gemona, autant pour assurer les subsistances que pour observer les Vénitiens. L'armée, sans cesser de couvrir les grandes communications avec l'Italie, fut ainsi resserrée de Brixen à Trieste, et se trouvait, en cas de rupture, à portée de reprendre aussitôt l'offensive et de déboucher en quelques marches dans les plaines de Vienne.

Préliminaires de paix signés à Léoben. — Dix jours après l'armistice, eut lieu la signature des préliminaires de paix (au château d'Ekwald près de Léoben) entre le général Bonaparte, stipulant pour la République française, le marquis de Gallo et le général Merfeldt pour l'Autriche.

Les principaux articles de ce traité, qui n'a jamais été publié officiellement, étaient : la renonciation à la Belgique par l'Empereur; la reconnaissance des limites de la France, telles que les lois de la République les avaient fixées; l'établissement et l'indépendance de la République lombarde; la cessation des hostilités avec l'Empire, et la réunion d'un congrès à Berne pour y traiter de la paix générale. Un article secret stipulait en outre trois clauses importantes : 1° la cession de la Lombardie autrichienne en échange d'une indemnité prise sur les États de la terre ferme vénitienne; Venise aurait reçu en échange la Romagne et les légations de Ferrare et de Bologne; 2° l'occupation par les Français jusqu'à la paix définitive des forteresses de Palma-Nova, Mantoue, Peschiera, Legnago et Vérone; 3° et enfin l'abandon du duché de Modène, pourvu qu'à la paix générale, on assurât au Duc dépossédé une indemnité.

Les préliminaires de Léoben servirent de base au traité de Campo-Formio dont nous parlerons plus tard. Bonaparte eut d'autant plus à s'applaudir de ce qui venait de se passer, que les insurrections fomentées dans les États vénitiens prenaient un caractère alarmant, et que dans le cas où il aurait dû continuer la guerre, ses communications se seraient trouvées compromises de la manière la plus sérieuse, pendant qu'il aurait eu en tête les principales forces de la monarchie autrichienne.

Les victoires de Bonaparte détruisaient trop rapidement les espérances des ennemis de la République pour qu'ils ne fussent pas empressés à les nier. La nouvelle de l'armistice de Judenbourg trouva à Paris un grand nombre d'incrédules. Celle de la signature des préliminaires de Léoben fut encore plus froidement accueillie par les hommes qui avaient la prétention de formuler l'état de l'opinion publique par la hausse ou la baisse des rentes. La Bourse était alors ennemie de la paix. — Le Directoire, à la réception du courrier que lui adressa Bonaparte, fut obligé d'annoncer aux deux conseils que les hostilités avaient cessé, et que les stipulations préliminaires de la paix étaient signées, « afin, ce sont les termes du message, de dissiper les inquiétudes qui s'étaient élevées dans le public, et que la malveillance et l'agiotage s'étaient efforcés d'accréditer. »

RÉSUMÉ CHRONOLOGIQUE.

1797.

7 MARS. Proclamation du général Bonaparte.
10 — Reprise des hostilités. — Entrée à Feltre.
12 — Passage de la Piave.
13 — Combat de Sacile.
— — Combat de Longara.
16 — Bataille et passage du Tagliamento.
17 — Prise de Palmanova.
19 — Passage de l'Isonzo. — Prise de Gradisca.
20 — Combat de Lavis.
— — Combat de Casasola. — Prise de Gorizia.
21 — Combat de Neumarck. — Combat de Clausen et de Brixen.
22 MARS. Combat de Tarvis.
— — Combat de la Chiusa. — Capitulation de Bayalitsch.
23 à 28 — Prise de Trieste, d'Idria, etc.
28 — Combat de Mittenwald et des gorges d'Inspruck.
29 — Prise de Klagenfurth.
31 — Lettre de Bonaparte au prince Charles.
2 AVRIL. Combat d'Unter-Aue.
— — Combat de Dirnstein et de Neumarck.
4 — Combat de Kundsmarck.
5 — Réunion de Joubert à Bonaparte.
7 — Armistice proposé par le cabinet de Vienne.
17 — Préliminaires de Léoben entre la France et l'Autriche.

FIN DE LA GUERRE DE LA VENDÉE. — INSURRECTION DU BERRI.

SOMMAIRE.

État de la Vendée après la pacification de la Jaunaie.—Charette recommence les hostilités.—Prise du camp des Essarts.—Attaque de l'armée du centre par les Républicains.—Secours envoyés par les Anglais.—Expédition de l'Ile-Dieu.—Découragement des Vendéens.—Système de pacification adopté par Hoche.—Reprise d'armes de Stofflet.—Arrestation et mort de Stofflet.—Détresse de Charette.—Son arrestation.—Mort de Charette.—Fin de la guerre de la Vendée.—Insurrection du Berri.—Prise de Sancerre.—Combat de Sens-Beaujeu.—Combats de Palluau.—Fin de l'insurrection.

Généraux républicains. — HOCHE. — CANUEL.

Chefs royalistes. CHARETTE. — STOFFLET. DUPIN. — PHÉLIPEAUX.

État de la Vendée après la pacification de la Jaunaie. — Les actes de pacification de la Jaunaie et de la Mabilais, qui semblaient n'avoir été pour quelques-uns des chefs royalistes qu'une honteuse affaire d'argent, furent loin de rendre à la Vendée, même un calme momentané. Charette était resté le maître de l'intérieur de la Basse-Vendée, sous prétexte que seul il pouvait graduellement amener les royalistes à reconnaître les lois de la République. Les commissaires, comptant sur sa loyauté, l'avaient laissé libre d'agir comme il l'entendrait pour le bien général. Mais l'esprit de parti égare les caractères les plus élevés; Charette profitait de cette condescendance pour renforcer son armée et pour la préparer sous main à une prochaine reprise d'armes. Il entretenait une correspondance active avec une agence royale établie à Paris; Louis XVIII, alors régent au nom de son neveu, lui écrivait de Vérone des lettres flatteuses; les Royalistes accouraient à lui de tous les points de la France et briguaient l'honneur de servir sous ses ordres. Son orgueil s'exalta, et il se crut appelé à jouer réellement le rôle que lui prédisaient les flatteurs, celui de second fondateur de la monarchie. Il ne put cependant, dans le conseil des princes, l'emporter sur Puisaye, qui obtenait alors à Londres la direction des troupes émigrées envoyées à Quiberon. Informé de cet armement d'une manière incomplète, Charette crut que ce débarquement se ferait aux Sables-d'Olonne, et se hâta d'annoncer à Louis XVIII qu'il était prêt à rompre la trêve; il la rompit effectivement par un manifeste daté du 26 juin, jour même où la flotte qu'il attendait aux Sables venait de mouiller dans la baie de Quiberon. Ce débarquement en Bretagne, le mortifia beaucoup; il refusa de coopérer par aucune diversion au succès de l'entreprise de Puisaye; mais bientôt une lettre du Régent, devenu Roi, lui conférant le titre de général en chef, et lui promettant de le rejoindre bientôt, le détermina, le 23 juillet, à se prononcer positivement.

Charette recommence les hostilités. — Décidé à recommencer les hostilités, il donna ordre à ses chefs de division de réunir leurs soldats.

Le général vendéen ne manquait pas de prétextes pour justifier, aux yeux de ses compagnons d'armes, sa nouvelle levée de boucliers : la mort de Louis XVII dans la prison du temple; le maintien, contrairement aux traités, de troupes républicaines sur le territoire vendéen, etc., etc. Néanmoins un morne silence accueillit les exhortations par lesquelles il tenta de ranimer leur esprit belliqueux; l'étonnement, ou plutôt la consternation, se peignait sur les visages. On sentait le besoin impérieux de la paix pour réparer les désastres passés. L'enthousiasme brûlant du général ne parut pas communicatif. Mais Charette ne se découragea point, et joignit aux exhortations l'ordre impérieux de le suivre au combat pour la cause sacrée qui leur avait déjà tant coûté de sang. Tel était son ascendant sur ces hommes, braves, simples et dévoués, qu'il obtint en quelque sorte par son énergie ce qu'on eût refusé à ses prières. On se décida passivement à obéir.

On prêta le serment de fidélité à Louis XVIII. Une proclamation fut adressée aux Français des autres provinces, qui probablement n'en eurent aucune connaissance. Charette parvint à rassembler 12,000 fantassins et 200 chevaux. De grands résultats ne pouvaient être obtenus avec d'aussi faibles moyens, surtout au moment où il prenait les armes, c'est-à-dire deux jours après le désastre de Quiberon, qu'il ignorait encore à la vérité.

Prise du camp des Essarts. — Les Républicains, à l'époque où Charette relevait ainsi l'étendard de la guerre civile, avaient un camp aux Essarts, position importante qui coupait les communications du général vendéen avec l'armée du centre, commandée par Scépeaux et Sapinaud. Ce fut le lieu où il résolut de porter ses premiers coups, autant pour se débarrasser d'un dangereux voisinage que parce qu'il savait combien un premier succès est décisif au début d'une campagne.

A la faveur d'une nuit profonde il s'avança avec l'élite de ses troupes à une demi-lieue du camp. Il eût pu l'attaquer brusquement, mais pour garder les apparences et afin de sembler n'agir qu'en vertu de ses droits, il envoya dix cavaliers sommer le commandant d'évacuer une partie du camp des Essarts, qui se trouvait sur le territoire accordé aux Vendéens par le traité de la Jaunaie. Cette demande fut refusée. Charette fit alors avancer le gros de sa troupe en lui ordonnant d'essuyer le feu des ennemis sans riposter, et de s'élancer ensuite sur le camp à la baïonnette. Cette manœuvre, qu'il dirigea lui-même, s'exécuta rapidement. Comme il l'avait prévu, on accueillit son approche par une vive fusillade; mais le camp, cerné de toutes parts, fut bientôt emporté. 300 prisonniers restèrent au pouvoir des Vendéens.

Cependant Stofflet, malgré les injonctions du marquis de Rivière, envoyé de Louis XVIII, refusait avec opiniâtreté de seconder Charette. Cette désunion ne pouvait qu'être fatale dans un moment où le plus grand

FRANCE MILITAIRE.



Sancerre.



Mort de Charette.


Biblioteca Nazionale V. E. III
NAPOLI



Laybach.


NAPOLI



Costumes Suisses.

Oberhasli. Lucerne. Unterwalden. Berne. Bâle.


Biblioteca Nazionale
NAPOLI

FRANCE MILITAIRE.

BERRI

Dressé par Monin

Gravé par Lorthior et Lamber

accord eût été sans doute même insuffisant pour balancer la fortune des Républicains.

Attaque de l'armée du centre par les Républicains. — Les divisions du Poitou et de l'Anjou, dites armée du centre, se montrèrent plus que Stofflet disposées à suivre les instructions du prince au nom duquel elles avaient arboré la bannière de l'insurrection; elles se trouvaient alors retranchées dans les communes de Clement, de Becon, de Laplace et de Leroux-Beconnais.

Un poste républicain commandé par le chef de bataillon Lebley stationnait aux environs. Cet officier, instruit du peu de soin avec lequel les Vendéens se gardaient, résolut de les attaquer, et prit si bien ses précautions qu'il arriva, sans être découvert, jusqu'au camp de Laplace. Il le fit aussitôt attaquer à la baïonnette. Les cris des premiers postes assaillis et égorgés jetèrent la terreur parmi les insurgés, qui s'enfuirent en désordre au camp de Becon. Scépeaux, qui commandait à Becon, donna aussitôt l'ordre à ses soldats de se replier sur Leroux, où les Vendéens se mirent en bataille sur les hauteurs des landes Margeries, revenus de leur surprise et attendant de pied ferme les Républicains.

Cependant le commandant Lebley, non encore satisfait des deux succès qu'il venait d'obtenir, voulut profiter de l'ardeur de sa troupe pour en obtenir un troisième, sans considérer les nouveaux obstacles qui allaient lui être opposés. Il fut accueilli dans une position tout-à-fait désavantageuse par un feu roulant d'artillerie qui ouvrit dans ses rangs de larges trouées. En vain les Républicains firent d'incroyables efforts pour aborder les Royalistes; ils furent repoussés à chaque charge par la mousqueterie et l'artillerie, et obligés enfin à battre en retraite; les Royalistes s'élancèrent après eux et les poursuivirent l'épée dans les reins jusqu'aux portes d'Angers, où ils rentrèrent après avoir perdu plus de la moitié de leur monde.

Les choses étaient dans cet état quand la nouvelle du désastre de Quiberon arriva en Vendée, et porta un coup mortel au moral, déjà si profondément abattu, des Royalistes. Charette, dans le transport d'indignation qu'excita en lui l'exécution des Émigrés pris à Quiberon, fit fusiller à Belleville les 300 prisonniers républicains faits au camp des Essarts.

Secours envoyés par les Anglais. — Le ministère britannique n'avait pas été déconcerté par la fatale issue de l'expédition confiée à Puisaye; il persistait dans la pensée d'entretenir en France la guerre civile.

Le débarquement de munitions et d'armes promises aux Royalistes pour remplacer celles perdues à Quiberon devait avoir lieu le 12 août à Sion, près de Saint-Gilles, petit port entre les Sables-d'Olonne et Noirmoutiers. Charette, qui attendait ce secours, se porta avec Sapinaud et 15,000 hommes sur la côte où l'escadre anglaise venait de jeter l'ancre. Trente chaloupes mirent à terre les objets envoyés aux Vendéens.

Le commandant de la division des Sables, le général de brigade Descloseaux, aurait aisément pu, en faisant les dispositions convenables, empêcher le débarquement ou se rendre maître des objets débarqués; mais cet officier, peu actif et incapable de prendre une décision, se borna à rester sur la défensive, et Charette eut le temps de faire conduire à Belleville plus de soixante charrettes remplies d'armes et de munitions de guerre. Quelques canons de 8 et de 12, et trente barils de poudre faisaient aussi partie du convoi. L'envoyé du comte d'Artois, qui avait accompagné ce convoi jusqu'à Belleville, quartier général de Charette, se rendit ensuite auprès de Stofflet, qu'il trouva d'autant moins disposé à reprendre les armes, que sa jalousie et sa haine contre Charette venaient d'être portées au plus haut degré par la récompense nouvelle accordée à ce dernier, nommé par Louis XVIII lieutenant général et cordon rouge.

Expédition de l'Ile-Dieu. — Découragement des Vendéens. — La flotte qui avait débarqué le convoi reçu par Charette avait annoncé pour le 3 septembre le débarquement de l'armée auxiliaire anglaise, de 500 Émigrés et du comte d'Artois. Après avoir long-temps erré sur les côtes de Bretagne, lord Moira vint en effet sur celles du Poitou, et s'empara de l'Ile-Dieu, défendue seulement par 40 hommes. L'armée de débarquement aux ordres du général anglais Doyle y fut déposée du 29 septembre au 2 octobre; le comte d'Artois, qui devait l'accompagner, y établit son quartier-général.

Charette, d'après les ordres du prince, s'était déjà présenté deux fois vers la côte pour appuyer le débarquement; mais des difficultés réelles ou supposées y avaient toujours mis obstacle. Le général vendéen quitta Belleville une troisième fois, le 10 octobre, et s'avança vers la Tranche avec toutes ses forces disponibles. L'espoir était peint sur tous les visages; les Vendéens espéraient bientôt posséder le comte d'Artois dans leurs rangs. Un Émigré vint annoncer à Charette que les Anglais croyaient devoir encore différer le débarquement. Ce message accabla le chef royaliste, à qui l'envoyé remit, de la part du prince, un sabre d'honneur magnifique: « C'est l'arrêt de ma mort qu'il « m'envoie, dit-il; il m'ôte tout moyen de le servir. »

On a beaucoup discuté sur les causes secrètes qui empêchèrent le débarquement dans la Vendée des troupes réunies à l'Ile-Dieu. L'obstacle a été attribué par les uns à la perfidie anglaise, par les autres à la volonté du comte d'Artois. Nous observerons seulement que la descente du comte d'Artois et des Emigrés a constamment été subordonnée à l'usage des bâtiments de transport anglais, et qu'il ne paraît pas que ceux-ci aient jamais été mis à la disposition du prince. Quoi qu'il en soit, tous regagnèrent bientôt les vaisseaux anglais, qui s'éloignèrent des côtes de France, laissant Charette et ses Vendéens s'arranger comme ils le pourraient avec la République.

Hoche cependant était arrivé de Quiberon à Nantes pour succéder à Canclaux et à Dubayet dans le commandement de toutes les troupes de l'Ouest, désignées alors sous le nom d'armée des côtes de l'Océan. Les dispositions du nouveau général rendaient chaque jour un débarquement sur les côtes plus difficile,

La retraite du comte d'Artois avait porté au comble le découragement des paysans : « Pourquoi, disaient-ils, « nous battrions-nous encore contre les bleus, qui nous « laissent tranquilles, puisque ceux pour qui nous « avons pris les armes nous abandonnent? »

Une nouvelle plus terrible encore pour les Vendéens acheva de les désespérer. La Convention, après la signature de la paix avec l'Espagne, donna l'ordre de diriger à marches forcées sur la Vendée environ 30,000 hommes d'excellentes troupes provenant de l'armée des Pyrénées-Occidentales. Charette, avec les restes de ses divisions découragées, allait donc avoir en tête près de 50,000 combattants aguerris. — On doit s'étonner de ce que ce chef, doué d'ailleurs de rares talents pour la guerre de partisan, n'ait pas été écrasé du premier coup. — Il lutta cependant encore près de cinq mois contre les Républicains, ou plutôt il parvint à se soustraire pendant ce temps à leurs recherches.

Système de pacification adopté par Hoche. — Il est vrai que Hoche ayant jugé avec sagacité l'esprit du pays, avait considéré dès lors la partie militaire comme la moins importante de sa mission. Stofflet se maintenant encore dans un état apparent de neutralité, le général en chef ordonna à ses généraux de poursuivre Charette avec des colonnes mobiles et de le resserrer, en l'isolant du reste du pays, sur un lieu déterminé de la Basse-Vendée. Lui-même, pendant ce temps, remontait à la source du mal pour en mieux arrêter les effets. Il attachait les prêtres à la République par des présents, protégeait la religion, saisissait les grains et les bestiaux des rebelles, pour les leur rendre à la première soumission, et renvoyait tous les paysans prisonniers. La plus sévère discipline régnait dans son armée; des proclamations toutes pacifiques étaient répandues à profusion parmi les habitants des campagnes qui ne soupiraient qu'après la paix.

Hoche avait aussi organisé partout un système admit d'espionnage à l'aide duquel, exactement informé des mouvements des chefs vendéens, il pouvait au besoin semer la défiance entre les Royalistes qu'il ne parvenait pas à s'attacher. — Il retira bientôt les plus grands fruits de cette politique. — Charette, d'abord délaissé par ses anciens camarades, fut ensuite trahi par eux. Son armée se fondait à vue d'œil; Sapinaud ne pouvait plus soulever en sa faveur un seul village. Ceux des officiers qui lui restaient n'étaient généralement retenus auprès de lui que par la honte de l'abandonner.

Reprise d'armes de Stofflet. — Hoche commençait à obtenir une grande influence sur les populations vendéennes; il trouvait parmi les femmes et les prêtres des agents nombreux pour favoriser son système de pacification, et il s'irritait de voir la guerre civile encore entretenue par l'opiniâtreté de quelques hommes désespérés. — Au moment où il marchait vers Belleville pour la finir d'un coup, il apprit que Charette se dirigeait avec un convoi vers Stofflet, pour engager ce dernier à prendre les armes. Le général républicain s'inquiétait déjà des suites possibles de la réunion des deux chefs vendéens quand il apprit la défaite de Charette à Montaigu, et le retour de ce général à Belleville; mais cette nouvelle lui parvint avec celle de la reprise d'armes de Stofflet.

Stofflet, qui n'avait pas su faire la paix à propos, ne se montra pas plus habile à choisir le moment de recommencer les hostilités. Cédant aux instigations des agents des princes émigrés, et aux insinuations du curé de Saint-Land, qui fit en son nom une belle proclamation royaliste, il leva de nouveau l'étendard de la guerre civile, le 24 janvier 1796, et donna des ordres pour un rassemblement de 10,000 hommes; mais les paysans refusèrent de marcher et menacèrent de tuer quiconque leur parlerait de guerre. Stofflet parvint donc à rassembler à peine 400 hommes.

A la première nouvelle de ce soulèvement, Hoche se mit à la tête des troupes, et après une marche forcée par des chemins affreux, il arriva le 28 janvier à Chemillé, avec les 107e et 171e demi-brigades, et un bataillon du 62e régiment. Les paysans, loin de s'opposer à sa marche, souvent interrompue par les débordements des rivières qu'il fallait passer presque à la nage, parurent le recevoir comme un libérateur. De son côté, il leur parla avec bienveillance, leur distribua de l'argent et des promesses, conduite qui lui réussit au-delà de toute espérance.

Le général Spithal, avec sa brigade, eut ordre de s'attacher aux traces de Stofflet et de ne plus le quitter. Les officiers de ce chef furent poursuivis sans relâche par d'autres généraux. — Crublier ayant atteint, le 24 février, Guichard et Nicolas, anciens divisionnaires de Stofflet, et les ayant trouvés les armes à la main, les fit à l'instant fusiller.

Arrestation et mort de Stofflet. — Stofflet, poursuivi sans relâche, et trahi par un paysan, tomba lui-même le lendemain dans les mains de Hoche. Cerné dans une métairie près de la Poitevinière, il chercha en vain à se faire tuer; on le désarma et il fut conduit à Angers. Là il fut condamné à mort et mourut avec courage. La guerre fut ainsi terminée dans la Haute-Vendée.

Le curé de Saint-Land et la plupart des officiers de Stofflet parvinrent à quitter la France ou à se cacher dans le pays occupé par les Chouans, que Hoche, à la même époque, pacifiait avec un succès égal à celui qu'il obtenait dans la Vendée.

Détresse de Charette. — Son arrestation. — Hoche, après la soumission de la Haute-Vendée, marcha directement contre Charette, qui ne parvenait que par des fatigues et une activité incroyables à échapper aux détachements nombreux et aux colonnes mobiles qui le traquaient dans tous les sens. Hoche fit vainement offrir au général vendéen la faculté de se retirer avec ses officiers en Angleterre ou en Suisse: l'obstiné Charette engagea ses officiers à profiter de cette proposition; mais il la refusa pour lui-même, croyant son honneur engagé à ne pas quitter la Vendée.

Alors, afin de réussir à s'emparer du chef vendéen, le général républicain dut reprendre son système d'espionnage et de séduction. Charette faillit, le 21 février,

en être victime à Froidefond. Surpris par 800 Républicains qu'un traître avait dirigés, il se défendit, à la tête de 200 hommes qui l'accompagnaient encore, avec la plus héroïque intrépidité. Il était blessé assez dangereusement et sur le point d'être pris, lorsque quinze braves, en se dévouant pour lui, lui donnèrent le temps de s'échapper par un chemin creux. Tous ses chevaux furent perdus dans cette affaire, ainsi que le porte-manteau qui contenait sa correspondance avec le comte d'Artois et l'Angleterre.

Dès cet instant il n'eut plus de repos, et tout fut perdu pour lui. Il errait à pied de ferme en ferme, suivi de quelques déserteurs. Surpris, le 23 mars, à neuf heures du matin, entre la Guyonière et le Sablond, par cent grenadiers, il perdit dix hommes de ceux qui l'accompagnaient, et en fuyant reçut deux coups de feu. Alors il s'enfonça dans le taillis de la Chabotière, où, cerné de toutes parts, il fut découvert à midi par la colonne du général Travot. Il fuyait alors, harassé de fatigue, souffrant de ses blessures, soutenu par deux soldats décidés à partager son sort. Sa troupe fut bientôt dispersée; il ne resta près de lui qu'un brave Allemand qui essaya de le sauver en changeant avec lui de chapeau, et en chargeant sa tête de son panache blanc. Peut-être cette ruse aurait-elle réussi, mais le traître qui avait désigné sa retraite le signala aux soldats, et il fut fait prisonnier.

Mort de Charette. — L'arrestation de Charette était un événement heureux pour le parti républicain; il paraît toutefois que Hoche s'en exagéra l'importance. Quelle que soit l'estime qu'inspire la politique de cet illustre général à ceux qui approuvent que tous les moyens aient été employés pour arriver à la pacification de la Vendée, il est impossible de ne pas blâmer sa conduite envers Charette, devenu son prisonnier. Cette conduite est une tache pour la vie du général Hoche. La promenade solennelle qu'il fit faire à Charette, tolérée chez les triomphateurs romains, était à la fois, dans le XVIII[e] siècle, une insulte à la dignité humaine, à la liberté généreuse, et à l'humanité, qui doit parler plus haut que toutes les considérations politiques.

Afin de convaincre la population nantaise que le redoutable chef vendéen était enfin tombé au pouvoir des colonnes républicaines, Hoche ordonna que Charette, blessé à la tête et au bras, percé de deux balles, accablé de fatigue, parcourût les rues de Nantes. — Le 28 mars 1796, les grenadiers, les chasseurs et la cavalerie de la garde nationale prirent les armes, quatre compagnies d'infanterie s'y joignirent. D'après les instructions du général en chef, et sans respect pour les blessures et l'état d'épuisement où il se trouvait, le prisonnier fut placé au milieu de cette escorte, que précédaient plusieurs généraux, parmi lesquels on remarquait le général Duthil, commandant de Nantes. Malgré sa faiblesse, Charette à pied fut promené lentement, au son d'une musique lugubre et guerrière, à travers les rues et les places de la ville. La fatigue de cette promenade humiliante était encore augmentée par les injures dont un peuple ivre de républicanisme couvrait sur son passage le guerrier royaliste. La blessure que Charette avait à la tête était si grave, et lui causait à chaque pas des douleurs si aiguës, qu'en passant sur la place de la Fosse, malgré son courage opiniâtre, il se sentit défaillir, et fut obligé d'entrer dans une maison pour prendre un verre d'eau. On l'obligea ensuite à continuer sa marche; il fut ainsi pendant trois heures livré à la curiosité de la population, dans cette même ville où un an auparavant il était entré salué d'unanimes acclamations, et comme chef respecté d'un parti redoutable: contraste frappant et digne de méditation!

Charette eut ensuite à subir pendant cinq heures l'interrogatoire et la discussion d'un conseil de guerre, où il ne comparaissait que pour la forme, puisque sa condamnation était prononcée d'avance. Il entendit sans trouble et sans émotion son arrêt de mort, et demanda seulement à voir sa sœur avant de mourir. Le général Duthil eut la barbarie de lui refuser cette faveur. Alors, sans témoigner ni dédain, ni colère, il demanda un prêtre, en disant : « Dieu consolera celui pour qui les hommes n'ont point de pitié. » L'exécution avait été fixée au lendemain, 29 mars. En le conduisant à la mort, on lui fit encore parcourir processionnellement une partie de la ville : il marchait avec calme et résignation, s'entretenant gravement avec son confesseur. Arrivé sur le lieu de l'exécution, il trouva la troupe formée en carré, les généraux à cheval, disposés à surveiller l'exécution de l'arrêt, une foule empressée, mais silencieuse.

Au moment où on allait le fusiller, il apprit que le général républicain Jacob venait d'être incarcéré comme ayant trahi la patrie en fuyant devant lui. Il crut que le témoignage d'un mourant serait utile à un accusé; il fit appeler le général Duthil et lui dit : « J'apprends que le général Jacob est accusé d'avoir fui devant moi; je dois à la vérité et à l'honneur de déclarer publiquement que c'est une calomnie. Ce général n'a pas fui : je l'ai vaincu, parce que j'avais des soldats aguerris, et que les siens étaient de nouvelle réquisition. » Puis, sans attendre la réponse du général Duthil, auquel il avait déjà manifesté une espèce de mépris, il s'avança vers le lieu marqué pour son exécution. Son confesseur cherchait à lui adresser quelques paroles d'exhortation : « Cent fois, dit-il, j'ai été à la mort sans crainte, et, pour la dernière fois, j'y vais sans effroi. » Il refusa le mouchoir avec lequel on voulut lui bander les yeux, s'arrêta debout devant le piquet chargé de le fusiller, puis, tirant sa main blessée de l'écharpe qui la soutenait, il la plaça le long de sa cuisse, découvrit sa poitrine, commanda *feu*, et reçut le coup mortel en poussant le cri de *Vive le Roi!*

Ainsi finit un des plus illustres chefs qu'aient eu les Vendéens, et avec lui, on peut le dire, finit aussi la guerre de la Vendée[1].

[1] « Charette, écrivait, peu de temps après sa mort, le premier écrivain royaliste auquel il ait été permis de faire son éloge, Charette était maigre, nerveux et d'une taille moyenne; il avait le teint jaune, les yeux noirs et vifs, la bouche cave, les lèvres grosses et le menton saillant. Son nom, qui a retenti si long temps dans toute l'Europe, fut l'espoir des Royalistes : il avait émigré; rentré ensuite pour s'associer à la conjuration de Bretagne, il défendit au 10 août le séjour

Fin de la guerre de la Vendée. — Sa mort porta le dernier coup au parti royaliste. Le chevalier d'Autichamp, qui avait été le successeur de Stofflet, se vit obligé de poser les armes; le comte de Sérent, envoyé du comte d'Artois, périt misérablement. — Botherel et Puisaye essayèrent en vain de continuer la guerre des chouans; tous ceux qui, sous leurs ordres, auraient porté les armes avec honneur, quittèrent la France ou se soumirent au gouvernement; les autres se livrèrent à une guerre de partisans que le brigandage ne tarda pas à déshonorer. — Le chevalier de la Vieuville aurait pu continuer la guerre dans le département des Côtes-du-Nord; il fut tué dans une rencontre avec les troupes républicaines, et avec lui périt tout espoir de soulever ce département. — Les Chouans, comme les Vendéens, posèrent successivement les armes; les plus obstinés d'entre les chefs virent même toutes leurs espérances évanouies par l'issue de la journée du 18 fructidor, dont nous parlerons plus tard. Alors Puisaye se trouva heureux de se sauver au Canada. — La tranquillité ne tarda pas à renaître dans les départements de l'Ouest; les mouvements locaux, en petit nombre, qui les agitèrent encore, ne peuvent plus être rattachés à l'histoire de nos armées. Jusqu'en 1815, et quelles qu'aient été, en 1799, les velléités d'insurrection, tous les soulèvements ne furent en réalité que des affaires du ressort de la gendarmerie.

Insurrection du Berri. — Au moment où Charette mourait à Nantes, victime de son dévouement à la cause royale, une insurrection qui, sans le zèle des gardes nationales républicaines et l'activité des autorités militaires, aurait pu devenir imposante, éclatait au centre même de la France. — Le comte de Rochecotte, gentilhomme tourangeau, après avoir émigré, était rentré secrètement dans son pays, et avait formé le plan d'un vaste soulèvement qui devait redonner la vie à la chouannerie de la Bretagne et de la Normandie, et à la guerre vendéenne. — D'après son plan, l'insurrection nouvelle, commençant par le Maine, devait s'étendre dans la Touraine, l'Orléanais et le Berri, remonter ensuite par le Bourbonnais et l'Auvergne, et gagner la Franche-Comté, près de laquelle se trouvait le prince de Condé avec un corps d'émigrés, et à une époque où certaines intrigues entamées avec Pichegru devaient faire espérer l'appui d'une des armées du Rhin. — L'insurrection eut seulement quelque manifestation dans le Berri; les deux chefs principaux de ce pays étaient Dupin, ancien et habile officier, qui avait organisé les royalistes du département de l'Indre, et Phélipeaux, le même qui plus tard, si malheureusement pour l'armée française, défendit Saint-Jean-d'Acre contre Bonaparte; Phélipeaux avait réuni les mécontents du Cher.

Prise de Sancerre. — Combat de Sens-Beaujeu. — L'insurrection éclata d'abord, le 2 avril, à Jars et à Sury-en-Vaux. Les insurgés ne tardèrent pas à s'emparer de Sancerre. L'envie de prendre Bourges leur fit évacuer cette ville, et ils se dirigèrent sur Sens-Beaujeu, où, atteints par les gardes nationales aux ordres des généraux Canuel et Desenfans, ils furent mis dans une déroute complète [1].

des rois au péril de sa vie. Après avoir échappé aux massacres de cette journée, il se réfugia dans la Vendée.

«Charette était sobre et endurci aux fatigues. Poli avec ses officiers, familier avec ses soldats, aimant la danse et les femmes, il était ennemi du luxe, mais recherché dans ses vêtements.

«S'il n'eut point tous les talents nécessaires à un chef de parti, s'il fut d'ailleurs jaloux, haineux et souvent sanguinaire, sa constance, son activité, son désintéressement et surtout son adresse pour suppléer aux forces qui manquaient à son parti, l'ont élevé au niveau de sa renommée.

«Sans conseils, sans boussole, livré à ses passions et à son orgueil, il abandonna Bonchamp à Clisson; il refusa de passer la Loire avec le chef de l'Anjou et d'agir de concert avec Stofflet. Mais il mérite une place honorable dans l'histoire, celui qui, perdu sans ressources, refusa de se sauver chez les Anglais, préférant une terre malheureuse à laquelle il semblait avoir voué son existence; mais il eut un noble orgueil, celui qui refusa des croix de Saint-Louis au nom des princes, en disant que *ses officiers ne voulaient en recevoir que de la main du roi*; mais il fut habile capitaine, celui qui, dans une campagne d'hiver, avec une poignée de paysans, vainquit et dispersa trente mille hommes aguerris.

«Doué de cette force d'âme qui fait apercevoir sans crainte tous les dangers, il sut opposer une inébranlable patience aux événements et braver toutes les douleurs; vaincu, blessé, malade, il supporta, sans donner le moindre signe de faiblesse, les fatigues d'un long voyage, les angoisses de la prison, les formalités d'un jugement et l'appareil du supplice.»

[1] Voici comment l'historien de la ville de Sancerre raconte ces événements, sur lesquels il n'existe qu'un petit nombre de matériaux incomplets :

«Les chefs de la Vendée, vivement attaqués, cherchaient à étendre l'insurrection et à faire une diversion favorable en en portant le foyer au centre de la France. Le point intermédiaire des départements de l'Ouest avec Lyon était le département du Cher, et particulièrement le district de Sancerre, que sa position rendait maître du cours de la Loire, et dont il était facile de fortifier le chef-lieu en peu de temps. — Déjà différents cantons de l'Indre, Buzançois et Palluau, s'étaient insurgés. — Les circonstances paraissaient favorables à ce projet. Le Sancerrois comptait un grand nombre de partisans de la cause royale. La réquisition de 1793 avait aigri les esprits. Une multitude de déserteurs s'étaient refugiés dans les bois du canton de Vailly.—Phélipeaux, officier du plus grand mérite, et qui a terminé sa carrière au siége de Saint Jean d'Acre, fut chargé de l'exécution du projet d'insurrection. Trois mois furent employés à gagner des partisans et à réunir les armes nécessaires. Tout fut conduit avec tant de secret que le gouvernement ne fut instruit que peu de jours avant l'exécution.—Le noyau de l'armée d'insurrection consistait en une cinquantaine d'étrangers et trois à quatre cents déserteurs du pays; mais on attendait des secours de la Vendée et d'Orléans. Son arsenal était composé de fusils, pistolets et sabres de fabrique étrangère; les poudres furent envoyées d'Orléans.—Le 13 germinal an IV (2 avril 1796 avait été choisi pour l'exécution du projet. Cependant, comme les secours promis n'arrivaient pas, Phélipeaux voulait remettre à quinze jours. Mais l'administration du département était instruite du rassemblement. Le général Desenfans, ayant dissipé celui de Palluau, accourait au secours de Sancerre. Plusieurs brigades de gendarmerie avaient reçu ordre de se rendre en cette ville. Il fallait agir ou renoncer désormais à un projet dont le parti espérait les plus grands avantages. — Le 13 germinal, le tocsin sonne dans les communes environnantes. Le mouvement commence à Jars. Les arbres de la liberté sont abattus et les registres de la municipalité brûlés. Les Royalistes se dirigent sur les communes de Ménetou-Ratel, Verdigny et Sury-en-Vaux. Grossie de tous les paysans qu'elle rencontre, et forte d'environ quinze cents à deux mille hommes, l'armée royaliste arrive au bas de la montagne de Sancerre. — La garde nationale avait pris les armes et s'était mise en état de défense avec deux canons. — Phélipeaux envoie un parlementaire sommer la ville de se rendre. — Cependant la division était parmi les habitants: les uns voulaient se défendre, et les autres, partisans secrets de l'insurrection, apportaient des entraves; l'autorité municipale gardait le silence. Les bourgeois étaient armés, mais n'avaient pas de munitions de guerre. La résistance paraissait impossible, et elle pouvait occasioner de grands malheurs. La majeure partie de la garde nationale se replia sur Bourges. Les autres habitants se retirèrent dans la Nièvre. — L'armée royale fit son entrée tambour battant et enseignes déployées. Un *Te Deum* fut chanté en action

Combats de Palluau.—Dans le même temps, Dupin avait réuni à Palluau, aux environs de Châteauroux, 4,000 paysans; ces insurgés étaient, pour la plupart, mal armés : néanmoins, habilement postés par leur chef, officier expérimenté, ils soutinrent le choc des Républicains, qui, deux fois, revinrent à la charge, et deux fois furent vigoureusement repoussés; à la troisième attaque, un effort vigoureux obligea les Royalistes à lâcher pied. — Dupin les rallia pourtant un peu en arrière de Palluau; mais, poursuivi par les Républicains, il fut acculé sur les bords de l'Indre. Là, attaqués avec vigueur, ayant à dos une rivière qu'ils ne pouvaient franchir, les insurgés combattirent avec le courage du désespoir; un grand nombre d'entre eux se firent tuer; d'autres se noyèrent dans l'Indre en cherchant à traverser la rivière à la nage; quelques-uns plus heureux se sauvèrent par des sentiers qui longeaient ses bords; le reste, au nombre de 500, parmi lesquels se trouvait le chef de l'insurrection, furent faits prisonniers. Leur nombre les sauva; les vainqueurs les laissèrent s'échapper et ne retinrent que les officiers, qui furent conduits à Châteauroux.

Fin de l'insurrection. — Après la déroute de Sens-Beaujeu, les instigateurs de l'insurrection du Sancerrois avaient également été arrêtés.—Des chefs secondaires, dans l'espoir d'obtenir leur grâce, dénoncèrent eux-mêmes et firent saisir les chefs supérieurs. Mais telles étaient alors les dispositions peu sévères du gouvernement, ou plutôt les vues de sa politique, que la plupart des fauteurs de la guerre civile, conduits à Bourges, réussirent à s'évader.—On usa d'indulgence envers ceux qui restèrent en prison; aucun ne fut condamné à mort. La peine de la déportation fut prononcée contre le plus petit nombre; les autres, seulement mis sous la surveillance de l'autorité, eurent la permission de rentrer dans leurs foyers. La modération du gouvernement ne tarda pas à porter ses fruits. — La clémence fit plus que n'aurait fait la rigueur.—Les insurgés apprécièrent le pardon qui leur avait été accordé, et soumis sincèrement, renonçant à l'espoir de faire une nouvelle révolution, repoussèrent toutes les propositions qui leur furent faites. — La prompte fin de l'insurrection du Berri porta un coup fatal au plan du comte de Rochecotte. Ce pays était le point central des provinces qui devaient se soulever; sa pacification ôta toute espérance aux Royalistes, et les agents de l'insurrection cessèrent momentanément de vouloir troubler la République. — Grâce à cette tranquillité du Berri, la pacification de la Vendée se consolida, et celle de la Bretagne put être menée à fin.

de grâces de cet heureux succès. L'arbre de la liberté fut abattu et le drapeau blanc arboré au haut du clocher. Les caisses publiques furent fouillées et les registres de la municipalité déchirés et incendiés. Du reste, il faut rendre justice aux chefs, les maisons particulières ne furent point pillées, et aucune vexation grave ne fut commise contre les personnes, même contre les réformés. — Comme cette insurrection pouvait avoir des suites funestes au système républicain, des mesures sérieuses avaient été prises pour l'étouffer à sa naissance. Le département de la Nièvre, craignant que sa tranquillité ne fût troublée, avait fait un appel à ses habitants, et sur-le-champ les principaux passages de la Loire avaient été occupés et une batterie de deux pièces de dix-huit avait été placée à La Roche, vis-à-vis Saint-Thibault. — On n'était pas moins actif à Bourges. Les troupes arrivaient de tous côtés. Le général de division Canuel, ayant sous ses ordres les généraux Desenfans et Devaux, fut chargé de reprendre Sancerre et de pacifier le pays, et il fixa l'attaque au 20 germinal an 4. Voici quel fut son plan.

«Une colonne, composée d'un corps de troupes de ligne, sous les ordres de M. Chalons, commandant de la garde nationale de cette ville et des canonniers de Bourges devait déboucher par Aubigny, Vailly et Sury-en-Vaux; la colonne du centre, composée d'un détachement de la garde nationale de Sancerre, d'un bataillon de la 96[e] demi-brigade et d'un escadron du 21[e] de chasseurs, et commandée par le général Desenfans, devait se porter sur Ménetou-Salon, Henrichemont et Sens-Beaujeu. — La colonne de droite, commandée par le général en chef Canuel, et composée d'un autre détachement de la garde nationale de Sancerre, de la gendarmerie du département et d'un corps de troupes de ligne, suivait le chemin de Bourges à Sancerre par Ary.—En même temps, les volontaires de la Nièvre, commandés par Pauper, devaient traverser la Loire. — Toutes ces troupes avaient ordre de se trouver le 20 germinal, à huit heures du matin, au pied de la montagne et de donner l'assaut sur tous les points. — Cependant l'armée royale diminuait chaque jour. Le général Phélipeaux, privé des secours promis, abandonné à ses propres forces, ne pouvait, avec de si faibles moyens, soutenir l'attaque des Républicains. Craignant d'être enveloppé, il résolut de gagner les bois et les champs couverts du canton de Vailly, et à la faveur des localités, d'y faire une guerre de partisans. Il évacua en conséquence Sancerre le 19 germinal, et il porta son quartier au bourg de Sens-Beaujeu, le même jour que l'armée républicaine sortait de Bourges. — Le général Desenfans apprit au bivouac d'Henrichemont, qu'un corps de deux cent cinquante à trois cents royalistes était stationné à Sens-Beaujeu; il fit ses dispositions pour l'attaque. Le 20 germinal, à minuit, sa colonne s'ébranle; mais égarée par un guide elle prend le chemin des Poteries-de-Neuilly au lieu de suivre celui de Sens-Beaujeu. L'avant-garde seule, composée du détachement de la garde nationale de Sancerre et des grenadiers de la 96[e] et de sept chasseurs, arrive à quatre heures du matin au bourg de Sens, croyant être suivie par la colonne. Elle est reçue à son entrée par une vive fusillade. La charge sonne, les Républicains abordent à la baïonnette, prennent d'assaut la maison de M. Gressin de Boisgirard où était le quartier général, tuent ceux qui leur résistent et mettent les autres en fuite. — L'avant-garde, inquiète du retard de la colonne, et craignant au jour d'être enveloppée, resta en bataille sur la place et ne poursuivit pas les fuyards. Enfin la colonne arriva, le bourg fut fouillé, les canons, le drapeau, les armes, les bagages, les munitions tombèrent au pouvoir des vainqueurs......

«Le mouvement pour la reprise de Sancerre fut exécuté avec précision. Les volontaires de la Nièvre arrivèrent à Saint-Satur à l'heure fixée. Les colonnes de gauche et de droite débouchèrent en même temps. Devaux chargea au galop à la tête de la gendarmerie vers la porte Saint-André, mais il ne trouva aucun ennemi. Les habitants seuls vinrent à sa rencontre, et les troupes républicaines entrèrent dans une ville amie et soumise.»

RÉSUMÉ CHRONOLOGIQUE.

1795.

23 JUILLET. Reprise des hostilités par Charette.

1796.

24 JANVIER. Reprise des hostilités par Stofflet.
26 FÉVRIER. Mort de Stofflet.
24-29 MARS. Arrestation et mort de Charette.
— — Insurrection du Berri. —Combats de Palluau.
2 AVRIL. Prise de Sancerre par les Royalistes.
9 — Combat de Sens-Beaujeu.
— — Reprise de Sancerre par les Républicains. — Fin de l'insurrection.

ARMÉE DE RHIN-ET-MOSELLE.

DÉFENSE DE KEHL ET DE LA TÊTE DE PONT D'HUNINGUE.—PASSAGE DU RHIN A DIERSHEIM.

SOMMAIRE.

Siége et défense de Kehl. — Défense de la tête de pont d'Huningue. — Mort d'Abatucci. — État des armées sur le Rhin. — Hoche succède à Beurnonville. — Passage du Rhin par l'armée de Rhin-et-Moselle. — Bataille de Diersheim. — Reprise de Kehl.—Passage de la Renchen. — Cessation des hostilités.

ARMÉE RÉPUBLICAINE.	ARMÉE IMPÉRIALE.
Général en chef. — MOREAU.	*Général en chef.*—LATOUR.

En refusant, au mois d'octobre 1796, d'approuver l'armistice conclu entre le prince Charles et le général Moreau, le Conseil Aulique avait donné au généralissime des armées impériales du Rhin l'ordre de commencer immédiatement les siéges du fort de Kehl et de la tête de pont d'Huningue.

Siége et défense de Kehl. — Le fort de Kehl, élevé d'après les dessins de Vauban, est un carré bastionné avec deux ouvrages à cornes; lors de sa cession à l'Empire en 1738, il avait été démoli; ses fossés avaient même été comblés. D'après l'ordre de Moreau et depuis le passage du Rhin, le 23 juin 1796, on s'était occupé d'en rétablir les reliefs. Un vaste camp retranché y avait été ajouté. Parmi les principaux ouvrages destinés à défendre ce camp figuraient les fortifications de Kehl : le premier ouvrage à cornes, en remontant le Rhin, battant d'un côté la plaine, et de l'autre le rentrant de la Kintzig, couvrait les approches des ponts : une lunette avait été élevée entre les deux ouvrages à cornes; le second défendait, en aval, les approches du côté des îles de la Kintzig; enfin un troisième ouvrage à cornes et plusieurs flèches couvraient, à l'extrême droite, l'île d'Erlenrhin, qui formait de ce côté l'appui du camp.

Le camp retranché se composait d'une première ligne appuyant sa droite au bras d'Erlenrhin, sa gauche à un ouvrage à cornes du fort, près de l'ancien village de Kehl. Une forte redoute, dite *redoute des Trous-de-Loup,* s'élevait au centre. En avant de la gauche, la maison de poste et le cimetière de Kehl avaient été retranchés. Les ouvrages qui liaient la redoute des Trous-de-Loup avec celle du Cimetière, formaient la seconde ligne. Le petit pont de communication entre l'île d'Erlenrhin et la droite du camp, était couvert par une grande redoute fraisée et palissadée. Cette île était elle-même défendue par une redoute nommée, à cause de sa forme irrégulière, le Bonnet-de-Prêtre.

Vis-à-vis de l'ouvrage à corne d'Erlenrhin se trouvait une estacade destinée à mettre à l'abri de tentatives incendiaires un pont sur pilotis et un autre de bateaux, qui assuraient la communication de Strasbourg avec Kehl. Quarante bataillons, commandés par Desaix et par Saint-Cyr, furent destinés à la défense des ouvrages et du camp de Kehl; un tiers de ces troupes était ordinairement de service.

Dès que l'armée française eut repassé le Rhin à Huningue, le général Latour conduisit devant Kehl les principales forces de l'armée autrichienne. Cinquante-deux bataillons et quarante-six escadrons furent désignés comme troupes de siége; le reste des Impériaux campait dans la vallée du Rhin, on observait la tête de pont d'Huningue. L'extrême lenteur qu'on mit à rassembler l'équipage de siége et à dresser des lignes de contrevallation, permit à Desaix d'achever les ouvrages qui n'étaient encore qu'ébauchés.

Les lignes des assiégeants consistaient en quinze grosses redoutes liées par des espèces de courtines, et dans lesquelles se trouvaient compris les villages de Sundheim, Neumuhl, Auenheim et Bottersweyer.

L'ennemi creusa 2,600 toises de tranchée pendant la nuit du 21 novembre. Dans le même temps le général français se préparait à opérer une sortie. Cette sortie eut lieu le 22 au point du jour. 16,000 hommes d'infanterie et 3,000 chevaux débouchant de l'île d'Erlenrhin et de la gauche du camp, dirigèrent leur principal effort sur la gauche des lignes ennemies, entre le Rhin et la Kintzig. Les deux premières redoutes qui appuyaient les lignes au Rhin furent forcées. Une autre colonne pénétra vers le centre et emporta Sundheim et deux autres redoutes contiguës à ce village. Il n'y avait plus qu'un effort à faire pour s'emparer du grand parc d'artillerie à Rappenhof; mais le mouvement des colonnes ayant été mal calculé, celles qui devaient soutenir les premières ne purent pas se déployer à temps; le général Latour, favorisé par un brouillard épais, arriva sur les Français sans être vu et les obligea à abandonner la partie des lignes dont ils s'étaient rendus maîtres; ils se retirèrent néanmoins avec neuf pièces de canon autrichiennes et quelques centaines de prisonniers. L'action avait été très meurtrière: Moreau y fut atteint à la tête d'une balle morte, et eut un de ses aides de camp, Delelée, grièvement blessé. Le combat aurait eu vraisemblablement un succès décisif si le général français eût rassemblé dès la veille toutes ses forces disponibles dans le camp de Kehl, au lieu de les faire partir de la rive gauche au moment de l'attaque, et si, divisant ses troupes en trois colonnes, il se fût jeté brusquement sur l'ennemi en débouchant du camp retranché.

Par ses intelligences dans Strasbourg, l'Archiduc était informé de tous les mouvements des troupes, et le feu de son artillerie tuait chaque jour beaucoup de monde lors du passage des ponts, que ses batteries enfilaient. Vainement changea-t-on l'heure de ces mouvements; il ne se faisait rien dans Strasbourg ou

à Kehl, ayant quelque intérêt pour le prince autrichien, dont il ne fût aussitôt exactement instruit.

Dans la nuit du 23 au 24 novembre, où les travaux des assiégeants continuèrent avec activité, les batteries de Kehl firent feu pour la première fois. Malgré la résistance de la garnison et le mauvais temps, l'ennemi poursuivit ses travaux sans relâche. Trois attaques étaient dirigées contre le camp et l'île d'Erlenrbin; une quatrième, la principale, cheminait sur la gauche de la Kintzig. Nous n'entrerons pas ici dans le détail de tous ces travaux, ni des combats opiniâtres auxquels ils donnèrent lieu. — Un des plus remarquables fut, le 5 décembre, celui de l'île Touffue. Cette île n'était défendue que par 300 hommes, avec lesquels on ne communiquait qu'au moyen d'un bateau, tandis que l'ennemi pouvait y arriver par un gué. Elle fut prise ainsi que le Bonnet-de-Prêtre.

L'ennemi fit, les 10, 11 et 12 décembre, trois tentatives meurtrières et infructueuses sur la maison de poste de Kehl, qui fut enfin enlevée d'assaut le 19. — La pluie tomba ensuite si abondamment, du 20 au 26, qu'elle inonda les tranchées; il fut question, au quartier général de Latour, d'abandonner le matériel et de lever le siége.

Les ouvrages du camp avaient été déjà fortement endommagés par les batteries autrichiennes, quand la redoute des Trous-de-Loup, qui en couvrait le front, fut emportée de vive force, le 1er janvier, par le général Staader. Desaix, avec ses réserves, tenta inutilement de la reprendre. — L'ennemi, fier de ce succès, attaqua la nuit suivante l'île d'Erlenrbin, dont tous les petits ouvrages avancés ainsi que l'ouvrage à corne furent emportés. L'intrépidité du général Lecourbe sauva l'île, près de tomber au pouvoir de l'ennemi. Il fit retirer le pont volant pour ôter à ses soldats tout espoir de retraite, les rallia et se précipita avec eux sur les Autrichiens, qu'il chassa de l'ouvrage à cornes et de tous les ouvrages dont ils s'étaient emparés.

Ce succès fut cependant inutile. Les travaux de l'ennemi placèrent cette île dans un tel isolement que le 5 janvier le général Saint-Cyr la fit évacuer. La seconde ligne des retranchements du camp, c'est-à-dire ceux qui se trouvaient entre l'ouvrage à cornes supérieur et la redoute des Trous-de-Loup, fut attaquée dans la nuit du 5 au 6. Les Français se défendirent avec une opiniâtreté proportionnée à l'importance des retranchements qu'il s'agissait de conserver. Ils en furent cependant repoussés, et les Autrichiens logèrent des travailleurs dans le chemin couvert de l'ouvrage à cornes dont ils venaient de s'emparer.

Le fort restait dès cet instant livré à ses propres forces, et incapable de tenir plus de deux jours. Les palissades en étaient renversées, les fossés comblés en partie par l'éboulement des parapets, et les communications détruites, la plupart des bateaux du pont qui le liait avec la rive gauche ayant coulé bas sous le feu des assaillants. — Depuis six semaines quarante-trois batteries avaient été établies, et 25,000 toises de tranchée ouvertes; plus de 100,000 coups de canon et 25,000 bombes avaient été tirés, et le fort était enveloppé par trois lignes d'attaques. Moreau, afin de prévenir un assaut meurtrier pour la garnison, crut devoir abandonner un poste ruiné, et désormais sans importance. — Le fort de Kehl fut évacué en vertu d'une convention signée le 9 janvier.

Ce siége, où les français se couvrirent de gloire, et qui fit surtout grand honneur aux généraux Desaix, Gouvion-Saint-Cyr et Lecourbe, doit être regardé comme un mémorable événement de la campagne. Chaque ouvrage, chaque retranchement, quelque faible qu'il fût, avait exigé un assaut, et souvent deux. L'ennemi, après cinquante jours de tranchée ouverte, avait perdu plus de 5,000 hommes et consommé autant d'artillerie et de munitions qu'en eût exigé une place de première ligne, sacrifice immense et hors de proportion avec le résultat qu'il avait obtenu.

Défense de la tête de pont d'Huningue. — Mort d'Abatucci. — De toutes les conquêtes de Moreau sur la rive droite du Haut-Rhin en 1796, il ne restait plus aux Français, après l'évacuation du fort de Kehl, qu'un seul point, la tête de pont d'Huningue. Les Autrichiens ne pouvant entreprendre deux siéges à la fois, avaient laissé devant ce poste un simple cordon d'observation. Détruit comme Kehl, par suite du traité de Bade, cet ouvrage, construit d'abord sur les dessins de Vauban, avait été relevé après le passage du Rhin sur les anciennes fondations qui existaient encore. Il était placé dans une île du Rhin, dite des Cordonniers, séparée par un bras de vingt mètres de largeur de la rive droite, sur laquelle, au moment de faire repasser l'armée en Alsace, Moreau avait fait commencer une demi-lune que le prince de Furstemberg, chargé d'observer Huningue, laissa complaisamment achever, se couvrant lui-même d'une ligne de contrevallation sur les hauteurs où Villars avait gagné, en 1702, la bataille de Friedlingen.

Le général Férino était chargé de protéger la défense du pont, confiée spécialement aux 3e légère, 56e et 89e de ligne, sous les ordres du général Abatucci. Ce fut seulement vers le 15 novembre que les assaillants ouvrirent un boyau de tranchée pour descendre des hauteurs dans la plaine et y établir quatre batteries de gros calibre. Les ingénieurs français avaient commis à Huningue la même faute qu'au fort de Kehl, en n'assurant point par de solides ouvrages les flancs du pont de bateaux; aussi, dès le 28, fut-il rompu par les batteries ennemies et entraîné sur la rive droite près du village de Markel, où les Autrichiens s'en emparèrent. Cette circonstance les décida à renouveler une sommation déjà faite le matin, et à laquelle le général Abatucci répondit d'une manière convenable.

Le prince de Furstemberg, qui aurait aisément emporté un mois plus tôt, par une attaque de vive force, les ouvrages de la tête de pont à peine ébauchés et seulement défendus par le canon d'Huningue, se décida, le 3 décembre, à opérer cette attaque. — 5,000 hommes, divisés en trois colonnes, se mirent en marche à onze heures du soir. Celle de gauche s'égara. Pendant que celle du centre attaquait le saillant de la grande lunette et en escaladait les faces, celle de droite abordait par la gorge cet ouvrage, qui fut emporté. Les

Français se retirèrent dans l'ouvrage à cornes qui, n'ayant pas pu faire usage de son artillerie pendant que les deux partis se disputaient la lunette, ouvrit alors un feu violent sur les Autrichiens. Cette canonnade, secondée par une sortie vigoureuse d'Abatucci, obligea les Impériaux à se retirer avec une perte de plus de 2,000 hommes. Les Français n'en perdirent que 800, mais leur brave général se trouvait du nombre; il tomba, frappé d'un coup mortel, au moment même où il repoussait l'ennemi. Les regrets de toute l'armée le suivirent au tombeau.

Le général Dufour prit le commandement des défenseurs de la tête de pont. — Jusqu'au 16 décembre l'ennemi se borna à canonner les ouvrages et à y jeter des obus. La communication avec Huningue se faisait au moyen de bateaux, et était fort incommodée par les batteries autrichiennes. Pour répondre à leurs continuelles décharges, une forte contre-batterie fut élevée sur la rive gauche, en avant de la digue qui va de Huningue à Neudorf, et on obtint momentanément le but qu'on se proposait; mais la reddition de Kehl ayant permis aux assiégeants de disposer d'une artillerie plus nombreuse, le siége de la tête de pont fut dès lors pressé avec plus de vigueur.

Nous ne croyons pas devoir entrer dans le détail de tous les engagements auxquels les travaux des ennemis donnèrent lieu. Les Impériaux se portèrent le 25 janvier en avant de leur première parallèle, et les assiégés firent, dans les nuits des 29 et 31, deux sorties qui eurent d'abord un premier succès, comme cela arrive ordinairement, mais que les réserves ennemies ne tardèrent pas à repousser, après, toutefois, que les Français eurent encloué quelques pièces.

Les Autrichiens étaient déjà parvenus jusqu'aux glacis des ouvrages; une résistance prolongée n'aurait fait que compromettre inutilement les troupes et le matériel d'artillerie. Le général Dufour proposa au prince de Furstemberg de lui remettre le fort aux conditions stipulées pour le fort de Kehl. Une convention fut conclue le 1er février. Les Français eurent jusqu'au 5 pour achever l'évacuation; ils se retirèrent couverts de gloire, ne laissant au pont d'Huningue, comme à Kehl, qu'un monceau de ruines.

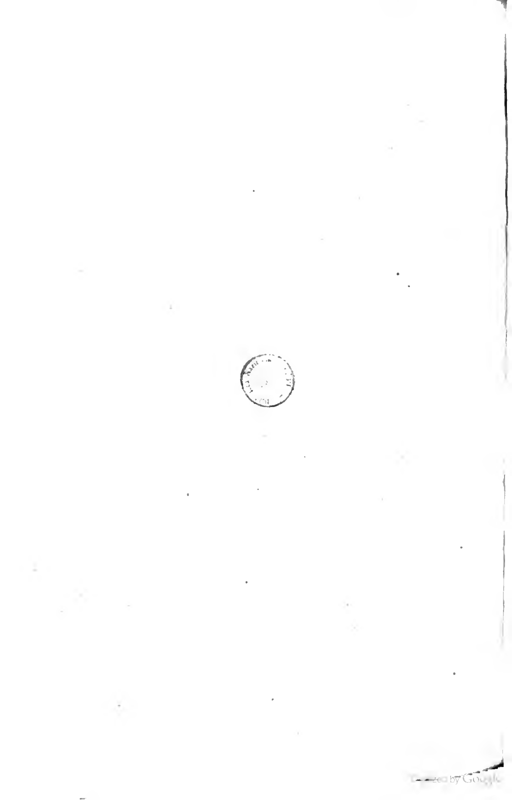
État des armées sur le Rhin. — Hoche succède à Beurnonville. — Après l'occupation du fort de Kehl et de la tête de pont d'Huningue par les Autrichiens, les armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle restèrent pendant quelques semaines inactives dans leurs quartiers d'hiver. — L'armée de Sambre-et-Meuse s'étendait sur la rive gauche du Rhin depuis Dusseldorf jusqu'à Coblentz, gardant la première de ces places et la tête de pont de Neuwied. — L'armée de Rhin-et-Moselle, établie sur le Haut-Rhin, occupait l'Alsace et le Palatinat. Le Directoire, mécontent de Beurnonville qui, successeur de Jourdan, était demeuré paisiblement dans ses quartiers pendant que l'armée de Rhin-et-Moselle soutenait, au milieu de toutes les privations, deux siéges opiniâtres, lui ôta son commandement. Les deux armées, dont on avait détaché, dans les premiers jours de janvier, les divisions Delmas et Bernadotte envoyées en Italie, se trouvèrent momentanément réunies sous les ordres de Moreau; mais ce général ne garda que peu de temps ce double commandement. Hoche, à l'issue de la malheureuse tentative faite sur l'Irlande, tentative dont nous aurons plus tard occasion de parler, fut désigné pour prendre le commandement de l'armée de Sambre-et-Meuse. La plupart des corps qui avaient été destinés pour l'expédition d'Irlande furent envoyés avec d'autres renforts provenant de l'armée du Nord, à l'armée de Sambre-et-Meuse, qui s'éleva ainsi, lors de l'arrivée du nouveau général, à environ 70,000 hommes.

On s'étonna néanmoins de voir cette armée, ainsi que celle de Moreau, rester dans l'inaction. Les succès de Bonaparte dans la Carinthie suraient dû leur donner l'impulsion et les décider à agir hostilement de leur côté. Il paraît que les instructions du Directoire ne laissèrent pas les généraux maîtres d'entrer en campagne à leur volonté. L'armée de Rhin-et-Moselle avait, il est vrai, besoin de repos pour se réorganiser, rétablir son matériel et son habillement; mais celle de Sambre-et-Meuse, qui occupait des cantonnements paisibles et bien fournis depuis près de cinq mois, était dans un état satisfaisant: l'artillerie avait réparé ses pertes en munitions et en matériel, la cavalerie était remontée, et de grands sacrifices avaient été faits pour pourvoir les soldats des objets d'habillement et d'équipement qui leur étaient nécessaires.

A toutes les causes qui eussent dû décider le Directoire à faire entrer en campagne le plus tôt possible les troupes réunies sur le Rhin, il faut ajouter l'état où se trouvait l'armée autrichienne; le prince Charles, appelé au commandement de l'armée impériale d'Italie, n'avait laissé au général Latour, son successeur, qu'une armée affaiblie par les nombreux détachements qui avaient été envoyés en Carinthie pour renforcer l'armée opposée à Bonaparte. Il en résultait que l'effectif des forces républicaines sur le Rhin dépassait d'environ 30,000 hommes les forces impériales. — 40,000 Autrichiens y compris 6,000 cavaliers occupaient sur le Haut-Rhin l'intervalle qui s'étend entre Bâle et Manheim; le centre, placé aux environs de Kehl, était sous les ordres du général Starray; 25,000 combattants, commandés par Werneck, étaient cantonnés sur la Lahn et composaient le corps principal du Bas-Rhin; entre Mayence et Aschaffenbourg, sur les deux rives du Mayn, se trouvaient placés aux ordres du général Simpschen, 6,000 fantassins et 3,000 cavaliers formant une réserve destinée à se porter sur les points menacés de la droite ou de la gauche; enfin 20,000 hommes étaient renfermés dans les places de Mayence, d'Ehrenbreitstein, de Manheim et de Philisbourg. Le total de ces forces s'élevait à 100,000 combattants.

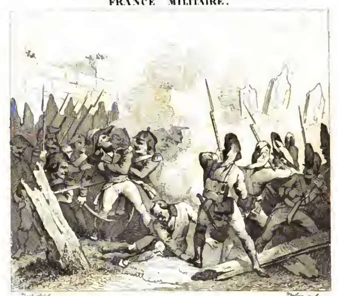
On devait supposer que le Directoire, éclairé par les revers de la campagne précédente, aurait adopté un plan de campagne moins vaste et moins compliqué; il n'en fut rien. Les deux armées eurent ordre de passer le Rhin le même jour; mais elles n'étaient pas destinées à concourir simultanément en se concentrant à un but commun.

Bâle



FRANCE MILITAIRE.

Passage du Rhin à Diersheim.



Défense de la tête de Pont d'Huningue. Mort d'Abatucci.



Ferino . Grenier .





Le Parlementaire



Dessolles



Lecourbe.

Les généraux allemands ne se montrèrent d'ailleurs pas plus éclairés que le Directoire par leurs fautes antérieures. — Le prince Charles, en partant, avait laissé au général Latour les instructions les plus sages sur ce qu'il convenait de faire, et lui avait recommandé de concentrer ses forces entre le Necker et la Suisse, sur le Haut-Rhin; mais soit que le nouveau général crût devoir se conduire exclusivement d'après ses propres idées, soit qu'il obéît à des ordres du Conseil Aulique, il n'exécuta aucune des dispositions de l'Archiduc, et suivant la vieille routine allemande, il dispersa de nouveau toute son armée en un long cordon s'étendant de Bâle à Dusseldorf.

Passage du Rhin par l'armée de Rhin-et-Moselle. — Le 15 avril, au moment où Hoche dénonça enfin l'armistice conclu six mois auparavant par le général Beurnonville, l'armée de Rhin-et-Moselle avait à peine assez de matériaux pour composer un seul pont. L'intention du Directoire, en ordonnant aux deux généraux de tenter le passage le même jour, Hoche à Neuwied et Moreau à Gambsheim, vis-à-vis Diersheim, était de diviser assez l'attention de l'ennemi pour qu'il ne pût imprimer à ses masses qu'une direction incertaine. Le général Latour, affaibli par de nouveaux détachements qu'il venait encore d'envoyer au prince Charles, tenta inutilement de changer les dispositions des généraux français, en leur faisant proposer un renouvellement d'armistice.

Tous les préparatifs du passage avaient été faits avec tant de secret que le comte de Grüne, envoyé autrichien chargé de solliciter à Strasbourg cette prolongation d'armistice, parcourut les cantonnements français sans rien apercevoir qui pût lui donner le moindre soupçon. Les dispositions en étaient à peu près les mêmes que celles de l'année précédente, seulement le manque d'embarcations ne permettait pas de tenter plusieurs passages. Le petit nombre de bateaux dont on pouvait disposer étant réunis à Strasbourg, on fut obligé de se décider à agir dans les environs de Kehl, quoique ce point eût été récemment fortifié avec beaucoup de soin. La rivière d'Ill, qui passe à Strasbourg et se jette dans le Rhin sous Kilstett, permettait de conduire les bateaux au lieu choisi pour le passage qui devait s'effectuer entre Diersheim et Gambsheim.

Dans ce que nous disons ici il n'est question que de l'armée de Rhin-et-Moselle; Hoche possédait deux têtes de pont sur la rive droite du Rhin, qui aplanissaient pour lui les principales difficultés; aussi avait-il pu, aussitôt après la dénonciation de l'armistice, rassembler son armée dans la plaine de Neuwied, et passer le fleuve dès le 18 avril, quarante-huit heures avant que Moreau fût en mesure d'effectuer son passage. Nous reviendrons sur les mouvements de l'armée de Sambre-et-Meuse, en ce moment les manœuvres de Moreau doivent attirer toute notre attention.

De même qu'en 1796, l'aile gauche de l'armée française devait donner le change à Latour en l'amusant par quelques démonstrations devant Manheim jusqu'au moment où le centre et l'aile droite auraient effectué leur passage. L'attention de l'ennemi devait être aussi distraite par de fausses attaques, l'une à la batterie de Beclair, l'autre à la Pointe-des-Épis, au-dessus de Kehl, et une troisième aux îles de Dalhunden, vis-à-vis de Grefferen. Dans le même but, une vive canonnade devait se faire entendre sur toute la ligne.

Dans la soirée du 17 avril, Moreau arriva de Paris, où il était allé discuter avec le Directoire le plan de la nouvelle campagne qui allait être entreprise. Pendant son absence, Desaix et Reynier avaient préparé tout ce qui était nécessaire à l'exécution du passage qui devait s'opérer dans la nuit du 19 au 20. Le 19, au soir, les troupes destinées à faire partie du premier débarquement se rendirent entre Kilstett et Bettenhofen, puis elles furent conduites en colonnes au lieu de l'embarquement, situé près de l'angle d'une digue derrière laquelle était un espace assez suffisant pour que le rassemblement pût s'y faire sans être aperçu de la rive droite. A deux heures du matin il n'y avait pas encore de bateaux arrivés; à quatre heures quatorze étaient réunis. Chacun de ces bateaux pouvait contenir 60 à 70 hommes. Enfin à cinq heures du matin, sur les quarante que l'on avait rassemblés pour l'expédition, vingt-cinq seulement étaient arrivés au lieu de l'embarquement. Ce retard provenait de l'état des eaux alors très basses, de la pluie et du vent contraire, qui ralentissaient beaucoup sur l'Ill la marche des embarcations.

Un autre contre-temps vint encore entraver l'opération : des rames étaient inutiles pour naviguer sur l'Ill où l'on touche le fond partout, mais elles étaient indispensables pour traverser le Rhin; le bateau qui les transportait se trouvait à la queue du convoi, retenu sur un banc de gravier.

Le général en chef, impatient de ces retards, remonta l'Ill, et reconnut l'endroit où le bateau qui portait les rames était engravé, ainsi qu'un grand nombre d'autres. Il n'y avait pas un instant à perdre, le jour naissant allait augmenter les difficultés du passage. Le général, afin de stimuler les soldats, entra dans l'eau jusqu'à la ceinture, et aidé par quelques officiers, essaya de remettre les bateaux à flot, mais il ne put y parvenir et dut appeler trois compagnies d'infanterie qui portèrent les rames à bras jusqu'au lieu de l'embarquement. Moreau revint aussitôt auprès des troupes massées derrière la digue. Mais la nuit s'était dissipée pendant ce temps; le secret de l'opération était découvert, et il n'y avait plus d'espoir de surprendre les Autrichiens. Le canon des fausses attaques se faisait entendre dans différentes directions. Celle de la batterie de Beclair donnait même beaucoup d'inquiétude aux Autrichiens; l'officier qui en était chargé était parvenu à prendre terre sur une grande île séparée de la rive droite par des bras guéables. Le général autrichien croyant que là devait avoir lieu le principal débarquement, y dirigea des forces considérables. — Quels que fussent les dangers d'un passage du Rhin en plein jour, l'opération ne pouvait être remise au lendemain, on aurait donné ainsi à l'ennemi le temps de rassembler toutes ses forces. Il fallait agir dans le moment ou renoncer à l'entreprise. — Moreau se décida aussitôt et trouva les généraux et les soldats

également disposés à cette opération, une des plus brillantes et des plus hardies dont les annales militaires fassent mention.

A six heures du matin, lorsque les troupes commencèrent à partir, il n'y avait encore d'embarcations que pour 1,500 hommes. — Les généraux Duhesme et Vandamme, et l'adjudant général Heudelet, montèrent les premiers bateaux avec un bataillon de la 76e et une partie de la 100e. Ces troupes étaient destinées à débarquer sur la rive droite vis-à-vis de Freystett. Un second débarquement devait avoir lieu près d'une batterie que l'ennemi avait élevée à la pointe de l'île boisée de Stein-Werth, du côté de Freystett. Celui-ci se composait d'un bataillon de la 31e et d'un de la 16e légère, aux ordres du général Davoust et des adjudants généraux Demont et Jarry.

Enfin le général Jordy, avec le reste de la 100e demi-brigade, la 17e et un bataillon de la 16e légère, devait opérer un troisième débarquement sur une île qui n'est séparée de Diersheim que par des bras guéables, sur l'un desquels le chef de bataillon du génie Marion avait reconnu un petit pont de quatre pieds de largeur, propre au passage de l'infanterie.

Les deux premières sections partirent à six heures du matin, la troisième étant obligée d'attendre le retour des bateaux pour effectuer son passage; mais à peine les bateaux arrivèrent-ils dans le grand courant du Rhin, que les batteries en vue desquelles ils se trouvaient firent pleuvoir sur eux des bordées de mitraille qui obligèrent de changer toutes les dispositions. Les pontonniers, malgré leur adresse et leur courage, ne pouvant suivre les directions indiquées sans s'exposer à voir couler les embarcations, se dirigèrent vers le gravier de l'île en face de Diersheim, qui avait été indiqué pour le troisième débarquement. Toutes les troupes descendirent sur ce même point, qui avait été aussi désigné pour y établir le pont destiné au passage de l'armée.

Il s'y trouvait 300 Croates du corps franc de Michalowitz. Ceux-ci, à l'approche des Républicains, se retirèrent derrière des masses de bois de construction qui entouraient la baraque du péage. Ils étaient en outre couverts dans cette position par un petit bras du Rhin sur lequel était jeté le pont reconnu par le commandant Marion. Les grenadiers des 76e et 100e demi-brigades se précipitèrent sur l'ennemi au pas de charge et sans tirer. Malgré le feu très vif de mousqueterie et d'artillerie qui les accueillit, ils passèrent le bras du Rhin à gué et chassèrent les Croates de la baraque du péage.

Cette vigoureuse attaque donna aux troupes le temps de débarquer et de se former sans obstacle sur le gravier. Les embarcations s'en éloignèrent aussitôt pour aller chercher la troisième section sur la rive gauche. Les Républicains s'emparèrent ensuite des bois de Diersheim et du village, ce qui contraignit l'ennemi à évacuer leurs batteries de Stein-Werth.

Bientôt cependant les Autrichiens, réunis en force derrière Diersheim, parvinrent à reprendre ce village malgré l'intrépidité du général Duhesme qui, voyant reculer sa division, saisit la caisse d'un tambour tué près de lui, et essaya de ramener ses soldats au combat en battant la charge avec le pommeau de son épée. Il eut la main percée d'une balle, et sa colonne était près de se débander, quand le général Vandamme, arrivant au pas de charge avec la 100e, rétablit le combat. Diersheim fut de nouveau enlevé aux Autrichiens; mais ceux-ci ayant reçu des renforts reprirent ce poste pour la seconde fois. Davoust, avec la 31e demi-brigade et un bataillon de la 16e, revint à la charge et s'en empara pour la troisième fois. Les Français avaient alors leur droite près d'Honau, leur gauche aux digues du Rhin et le centre à Diersheim.

La nombreuse artillerie ennemie dirigeait son feu sur les débouchés de Diersheim, et gênait beaucoup les Républicains. On envoya sur un large bateau plat neuf pièces d'artillerie légère au lieu de débarquement. Trois de ces pièces, avec leurs coffrets, traversèrent le petit bras du Rhin, mais elles étaient insuffisantes pour répondre convenablement à celles de l'ennemi.

A onze heures du matin, renforcés par plusieurs bataillons venus de Kehl, et par une nombreuse cavalerie, les Autrichiens attaquèrent de nouveau et vigoureusement, à Diersheim, le centre des Républicains, pendant qu'une autre colonne cherchait, par Honau, à tourner leur droite. Les Français furent d'abord repoussés; mais Desaix, qui venait de passer le Rhin, accourut avec la 17e et un bataillon de la 109e et fit à son tour plier l'ennemi. Le bataillon de la 109e tourna la colonne venant de Honau et la culbuta dans un défilé à l'entrée de ce village. Desaix avait déjà fait 200 prisonniers lorsqu'il fut blessé à la cuisse.

Après cet échec, les Autrichiens restèrent sur la défensive, la droite vers Freystett, couverte par le ruisseau de Hochenbach, le centre vers Lings et la gauche vers Honau; leur position était défendue par le feu concentrique de quatre batteries qui auraient empêché les Français de franchir le ruisseau s'ils eussent voulu essayer ce passage sans artillerie et sans cavalerie. Cependant le pont-volant auquel on avait travaillé avec beaucoup d'activité fut établi et lancé dans le grand Rhin à deux heures après midi; il fit plusieurs voyages; il servit à passer quelques caissons d'artillerie et environ 400 hussards et des dragons. C'était peu de chose toutefois, comparé aux renforts nombreux en artillerie et cavalerie qui arrivaient aux Autrichiens de tous les points. Starrsy se détermina à faire le soir une nouvelle tentative sur Diersheim. L'attaque commença par une vive canonnade qui démonta le petit nombre de pièces que les Français avaient encore en batterie. Les obus incendièrent le village, qui fut bientôt enveloppé dans un tourbillon de flammes et de fumée. L'infanterie française, souffrant beaucoup du feu de l'ennemi, se replia lentement et après une résistance meurtrière; elle recula ainsi jusqu'au-delà de l'église, où le général Jordy, en voulant repousser les Autrichiens, faillit être fait prisonnier. En ce moment Davoust opérait sur la droite un mouvement dont le résultat fut la prise de Honau. L'ennemi débordé, inquiété par cette manœuvre, n'osa pas poursuivre l'attaque commencée sur Diersheim.

L'infanterie républicaine, ranimée par le succès de

Davoust, revint sur Diersheim, et attaqua les Autrichiens avec tant de fureur qu'ils furent culbutés et mis en déroute. Mais protégés par une nombreuse cavalerie et par une artillerie bien servie, ils se rallièrent entre Diersheim et Lings. Honau et Diersheim restèrent aux Français, et des postes furent établis entre ces deux villages sur le ruisseau venant de Lings.

Ayant reconnu l'impossibilité de construire le pont de bateaux à l'endroit indiqué, Moreau le fit établir au-dessous du pont-volant. Ce travail, commencé à six heures du soir, fut entièrement achevé entre onze heures et minuit, malgré le feu violent des batteries ennemies. Le général en chef fit aussitôt passer les troupes rassemblées sur la rive gauche et qui se trouvaient le plus à portée. La cavalerie du centre, l'aile droite et une partie de la cavalerie de réserve défilèrent successivement et se placèrent en bataille sur la rive droite au fur et à mesure qu'elles arrivaient. La brigade Lecourbe, faisant partie de l'aile gauche, devait suivre ce mouvement. Moreau avait placé l'aile droite, sous les ordres de Dufour, entre Honau et Diersheim; Vandamme devait commander le centre à Diersheim et dans le bois; la brigade Lecourbe était destinée à former la gauche. L'intention du général en chef était d'attaquer Starray dès que cet ordre de bataille serait pris et que toute l'artillerie aurait passé. La réserve devait rester sur le gravier jusqu'au moment où elle pourrait déboucher.

Bataille de Diersheim.—A la pointe du jour Starray fit attaquer lui-même la ligne française et prévint ainsi le général Moreau. Il espérait que le pont n'était pas achevé, et il pensait que les Français n'avaient pas reçu de nombreux renforts et pourraient être facilement jetés dans le Rhin. Il avait en conséquence rassemblé à la hâte dans la nuit toutes les troupes qui se trouvaient aux environs; elles consistaient en seize bataillons, vingt escadrons et vingt-cinq bouches à feu, sans compter les pièces régimentaires.

L'attaque commença à six heures du matin et fut dirigée sur les villages de Honau et de Diersheim. Une partie de l'artillerie française fut promptement démontée; de ce nombre fut celle de la compagnie commandée par le capitaine Foy, qui fut blessé.

Favorisées par de formidables batteries, les colonnes ennemies s'avancèrent sur les Républicains qui, massés dans Diersheim, perdirent beaucoup de monde. Quelques soldats même, exposés au feu le plus violent de l'ennemi, prirent la fuite vers le Rhin, et déjà se précipitaient sur le pont, quand Lecourbe, avec sa brigade, y parut de l'autre côté pour passer à son tour. Les grenadiers marchant en tête de la 84ᵉ arrêtèrent les fuyards et voulurent les ramener au combat; ceux-ci résistèrent. La 84ᵉ, d'après l'ordre de Lecourbe, croisa alors la baïonnette sur eux, jeta dans le Rhin les plus lâches et continua sa marche en colonne serrée et occupant toute la largeur du pont de manière à faire refluer tout devant elle. Quelques écrivains militaires ont pensé que l'armée dut peut-être son salut et la victoire à cette opportune arrivée de Lecourbe. Cependant Diersheim était en partie resté au pouvoir de quelques braves compagnies de grenadiers républicains. Moreau fit porter en avant et déboucher dans la plaine les troupes qui se trouvaient en réserve derrière le village, c'est-à-dire la 3ᵉ légère qui venait de passer le Rhin, le 2ᵉ de cavalerie, le 4ᵉ de dragons et un escadron du 9ᵉ de hussards. Les colonnes ennemies s'avancèrent sur ces troupes, et alors eurent lieu plusieurs charges brillantes dans lesquelles le 2ᵉ régiment surtout déploya une bravoure extraordinaire.

A la suite d'une dernière charge fournie surtout par de nouveaux renforts qu'avait reçus Moreau et qui consistaient en sept régiments de grosse cavalerie, l'ennemi fut entièrement expulsé de Diersheim. Starray abandonna son attaque, et fit reprendre à ses troupes les positions qu'elles occupaient le matin. Honau avait été repris dès le commencement de la journée. Les Républicains, avec une cavalerie plus nombreuse et de l'artillerie, auraient tiré un tout autre avantage de ce combat. Moreau et Vandamme y eurent leurs chevaux tués sous eux. Les généraux autrichiens Starray et Immens y furent blessés en cherchant à reformer leurs troupes.

Après ce premier succès, Moreau en revint à ses premières dispositions d'attaque, qui avaient été interrompues le matin par celles de l'ennemi; mais il n'eut pas le temps de rétablir l'ordre de bataille qui avait été interverti par le grand nombre de mouvements qui s'étaient faits dans la journée.—Voici quelles furent les nouvelles dispositions: Vandamme, Davoust et Jordy devaient, avec la colonne principale, s'avancer sur le centre de l'ennemi entre Lings et Hohenbühn; Dufour eut ordre de se porter à droite, entre Lintzenheim et Lings; Heudelet marcha sur Hohenbühn; la réserve de cavalerie, aux ordres de Bourcier, devait se déployer en avant de Diersheim et de là se diriger vers la chaussée entre Lings et Hohenbühn; enfin Lecourbe avait ordre de se porter à gauche sur Bischofsheim et Freystett après l'attaque de Hohenbühn et de Lings et de poursuivre l'ennemi jusqu'à Renchen. Le bois de Diersheim devait être occupé par une réserve de quatre bataillons.— Ces dispositions furent exécutées avec une extrême promptitude. Starray ne sachant à quelles forces il allait avoir affaire, avait déjà commencé un mouvement rétrograde, mais qui était mal couvert. Les Autrichiens songeaient à se retirer plutôt qu'à résister. Le régiment d'Alton, placé à l'arrière-garde, ayant été atteint au village de Griesheim, fut chargé et dispersé. Sa défaite subite imprima à la marche rétrograde de l'ennemi le caractère d'une déroute. Il devint presque impossible de joindre les Autrichiens tant leur fuite continua dès lors rapidement. La division Vandamme, soutenue par la réserve de cavalerie, poussa jusqu'au-delà d'Offenburg et de Gengenbach. O'Reilly tenta de vains efforts pour l'arrêter. Ce général fut fait prisonnier entre Bühl et Offenburg, en cherchant à rallier ses escadrons pour protéger la retraite.

Reprise de Kehl.—Le général Dufour se dirigea entre Kehl et Kork; des dragons du 17ᵉ qui éclairaient sa marche étant arrivés devant Kehl et ayant trouvé

le pont de la Kintzig coupé et défendu par quelques fantassins, passèrent la rivière à un gué au-dessus et hasardèrent de faire une sommation au commandant du fort. Celui-ci n'avait avec lui qu'un faible détachement; il répondit qu'il voulait bien se rendre à la condition de sortir avec les honneurs de la guerre et en conservant ses bagages. Les dragons n'eurent garde de refuser; mais comme il n'y avait parmi eux personne qui sût écrire, on fut obligé d'arrêter verbalement ces conditions.

Ainsi fut reprise en un instant et par quelques cavaliers cette forteresse que les Autrichiens avaient déjà remise dans un état de défense respectable, et qui leur avait coûté, peu de temps auparavant, tant de sang et de fatigues. La reprise de Kehl assurait l'établissement des Républicains sur la droite du Rhin, et leur permettait de rétablir le pont de bateaux de Strasbourg. Moreau donna aussitôt aux généraux du génie Boisgérard et Marescot l'ordre d'en presser la construction.

Dufour prit position entre Kehl et Neumühl; la colonne dirigée sur Hohenbühn poussa jusqu'à Wachsburst, par la route de Renchen; Lecourbe s'établit entre Bischofsheim et Freystett. Toute l'armée, après les rudes combats qu'elle avait livrés dans la journée et une poursuite de huit lieues, se trouvait presque entièrement dispersée et surtout harassée de fatigues; elle se reforma tant bien que mal vers le soir et passa la nuit la droite entre Neumühl et Kehl, la gauche entre Bischofsheim et Freystett, l'avant-garde sur la Renchen.

Dans cette journée, les Républicains firent 3,000 prisonniers et s'emparèrent de plusieurs drapeaux, de vingt pièces de canon, d'une grande partie des chevaux et de tous les équipages de l'ennemi, parmi lesquels se trouvait le fameux fourgon de Klinglin avec la correspondance autographe des princes français émigrés, des généraux allemands et de Pichegru. — L'armée impériale eut 3,000 hommes tués ou blessés. La perte des Français ne fut pas moindre.

Passage de la Renchen. — Afin de tirer tout le parti possible de cette première victoire, Moreau résolut de pousser vivement Starray, pendant que sa droite remonterait vers les sources du Danube par la vallée de la Kintzig, pour disperser les troupes du Haut-Rhin. Une autre division, s'emparant du Kniebis, devait aussi donner au gros de l'armée la facilité de se porter sur Rastadt.

L'aile gauche, commandée par Saint-Cyr, et dont Lecourbe formait l'avant-garde, était encore en grande partie de l'autre côté du fleuve. La moitié environ passa le Rhin le 22 à midi; le reste devait le traverser dans la nuit. La marche était calculée de façon à arriver sur la Renchen avant Latour.

Les mouvements ordonnés par Moreau s'exécutèrent le 22 au point du jour. Le centre s'avança sur deux colonnes; la première, qui marcha vers Freudenstadt par Nieder-Achern et le Kniebis, était aux ordres de Vandamme; son avant-garde culbuta, près de Renchen, une arrière-garde autrichienne; la seconde, aux ordres de Davoust, remonta la vallée de la Kintzig et poussa sans obstacles jusqu'à Biberach. Dufour, avec l'aile droite, marcha sur Ettenheim en remontant la vallée du Rhin. Lecourbe, força le passage de la Renchen, défendu par deux bataillons, trois escadrons et six pièces de canon.

Cessation des hostilités. — La droite de l'armée française se trouvait alors en avant de Cappel jusqu'auprès d'Ettenheim, et la gauche venait s'appuyer au Rhin, près de Lichtenau. Le général en chef se disposait le lendemain 23 à poursuivre son mouvement, et tout faisait présumer pour ce jour même une bataille décisive entre lui et Latour, qui s'avançait de Manheim avec 15,000 hommes d'infanterie et 3,000 chevaux, comptant se réunir à Rastadt ou à Ettlingen aux troupes de Starray. Il n'en fut pas ainsi. Au moment où les Français s'ébranlaient pour marcher à l'ennemi, un parlementaire se présenta aux avant-postes et apporta la nouvelle de la signature des préliminaires de paix de Léoben.

Les hostilités furent aussitôt suspendues. Des contre-ordres furent expédiés aux divisions, et Moreau fit reprendre à l'armée les positions qu'elle occupait le matin.

Ainsi finit cette campagne de trois jours, qui fit un grand honneur à l'armée de Rhin-et-Moselle, et dont le brillant début semblait promettre de glorieux résultats.

RÉSUMÉ CHRONOLOGIQUE.

1796.

31 OCTOBRE. Investissement de Kehl.
21 NOVEMBRE. Ouverture de la tranchée devant Kehl.
3 DÉCEMBRE. Sortie de la garnison d'Huningue. — Mort d'Abatucci.

1797.

9 JANVIER. Reddition de Kehl.
5 FÉVRIER. Reddition de la tête du pont d'Huningue.
20 AVRIL. Passage du Rhin par l'armée de Rhin et Moselle.
21 — Bataille de Diersheim.
— — Reprise de Kehl.
22 — Passage de la Renchen.
23 — Commencement des hostilités.

A. HUGO.

On souscrit chez DELLOYE, Éditeur, place de la Bourse, rue des Filles-Saint-Thomas, 13.

Paris. — Imprimerie et Fonderie de Rignoux et Cᵉ, rue des Francs-Bourgeois-Saint-Michel, 8.

ARMÉE DE SAMBRE-ET-MEUSE.

BATAILLE DE NEUWIED. — MORT DE HOCHE.

SOMMAIRE.

Hoche général en chef.—Réorganisation de l'armée de Sambre-et-Meuse.—Commencement des hostilités.—Bataille de Neuwied.—Retraite des Autrichiens sur Neukirchen.—Passage de la Lahn.—Suite de la retraite de l'ennemi.—Marche de Lefebvre sur Francfort.—Affaire de Gruningen.—Ney est fait prisonnier.—Marche des Autrichiens sur Ilbenstadt.—Arrivée des Français devant Francfort.—Nouvelle des préliminaires de paix.—Fin des hostilités.—Nouveaux préparatifs contre l'Irlande.—Hoche à Paris.—18 Fructidor.—Maladie et mort de Hoche.—Honneurs funèbres rendus à Hoche.

ARMÉE RÉPUBLICAINE.	ARMÉE IMPÉRIALE.
Général en chef.—HOCHE.	*Général en chef.*—WERNECK.

Hoche général en chef. — Réorganisation de l'armée de Sambre-et-Meuse.— Dès que Hoche eut pris le commandement de l'armée de Sambre-et-Meuse, il déploya pour la réorganiser la plus grande activité et une extrême énergie. Retenu pendant près de six mois dans ses quartiers d'hiver, cette armée avait été très affaiblie par les désertions; les liens de la discipline s'y étaient relâchés. Le caractère juste, ferme et éclairé du général en chef ramena bientôt la subordination; dans le même temps, ses mesures administratives sages et prévoyantes venaient à bout de faire fournir aux soldats, long-temps privés des objets les plus indispensables, tout ce qui leur était nécessaire. Cette conduite ne pouvait que disposer favorablement la troupe en faveur d'un chef qui comprenait ses besoins et savait utilement s'en occuper. L'armée porta bientôt à son nouveau général une affection et un dévouement à toute épreuve. — Néanmoins, dans l'organisation nouvelle qu'il crut devoir donner alors à la cavalerie, il fut généralement blâmé par les hommes du métier, et il dut en reconnaître lui-même bientôt les inconvénients. — La cavalerie était depuis plusieurs campagnes disséminée dans les divisions d'infanterie, qui, également munies d'artillerie, avaient par cette réunion de toutes les armes quelque ressemblance avec les légions romaines. Hoche réunit la cavalerie en divisions séparées par armes: Ney commanda les hussards, Klein les dragons, Richepanse les chasseurs et D'Hautpoul la réserve. —L'armée se composait de huit divisions d'infanterie et de quatre de cavalerie. Lefebvre eut le commandement de l'aile droite, forte de deux divisions d'infanterie et de la division de chasseurs à cheval; le centre, formé de deux divisions d'infanterie, de la division de hussards et de celle de cavalerie de réserve, eut pour chef le général Grenier; Championnet commanda la gauche, composée de deux divisions d'infanterie et de la division de dragons. La division Watrin était d'abord destinée à servir de réserve d'infanterie jusqu'après les premiers succès, puis ensuite, elle devait compléter le blocus de Mayence avec une autre division laissée à cette fin dans le Hundsruck. Ehrenbreitstein devait être investi par la brigade Goulu: le général Collaud commandait ces petits corps détachés.—L'armée de Sambre-et-Meuse, ainsi organisée, n'avait jamais été dans un état aussi brillant; sa cavalerie était belle, son artillerie nombreuse et bien servie. Les soldats brûlaient du désir d'entrer en campagne. Hoche, électrisé lui-même par de si martiales dispositions, en espérait des merveilles. « Que la campagne s'ouvre, écrivait-il au Directoire, et je serai bientôt à Vienne. »

Malgré quelques redoutes élevées sur divers points par les Autrichiens, rien ne s'opposait à ce que l'armée française pénétrât en Allemagne par Dusseldorf, dont Championnet, avec l'aile gauche, occupait le camp retranché sur la rive droite du Rhin, et par la tête de pont de Neuwied.

L'armée autrichienne du Bas-Rhin ne s'élevait pas à plus de 40,000 hommes, et Hoche en comptait plus de 70,000 sous ses ordres.— Cantonnée sur les deux rives de la Lahn, elle poussait ses avant-gardes jusque sur la Sieg. Kray, qui avait hérissé de palissades le débouché de Neuwied, commandait sur ce point.

Commencement des hostilités. — Afin de faciliter au gros de son armée le passage par Neuwied, Hoche résolut d'attirer l'attention de l'ennemi vers Dusseldorf; il ordonna en conséquence à l'aile gauche de quitter le camp retranché et de passer la Wipper pour venir prendre position vis-à-vis de Cologne, dans les plaines de Mulheim. Ce mouvement s'effectua dans l'après-midi du 16.

Werneck, à ce qu'il paraît, avait quelque connaissance des pourparlers qui existaient depuis plusieurs jours entre Bonaparte et l'Archiduc; il renouvela, le 17, à Hoche la proposition de prolonger l'armistice; le général en chef refusa, mais informa toutefois le Directoire de cette démarche. — Championnet s'établit le même jour sur la Sieg. — Le général allemand ayant formé le dessein de livrer bataille aux Français sur un terrain choisi, les laissa approcher d'Altenkirchen; il rassembla sa droite à Neukirchen et son centre à Dierdorf, en ordonnant à sa gauche, commandée par Kray, de venir aussi prendre cette dernière position et de ne laisser devant Neuwied que quelques bataillons pour masquer son mouvement. Werneck, en cas de succès, comptait avoir assez de temps pour revenir par une marche de flanc devant Neuwied et empêcher Hoche de déboucher par ce point.

Ces mouvements de l'armée impériale s'effectuèrent dans la journée du 17 et dans la nuit du 17 au 18.

Bataille de Neuwied. — En faisant commencer le mouvement de Championnet deux jours avant celui de la droite et du centre, l'intention de Hoche était que sa gauche se trouvât à la hauteur d'Ukerath quand il serait lui-même en mesure de quitter Neuwied.

Présumant le 18 que ce général était arrivé à la position qu'il voulait lui faire atteindre, il se disposa lui-même à passer le Rhin, quoiqu'il ignorât encore complétement les faux mouvements de son adversaire. Les deux divisions d'infanterie de l'aile droite, précédées des chasseurs de Richepanse, débouchèrent, à trois heures du matin, de la tête de pont de Neuwied et se formèrent en bataille dans la plaine à droite du pont; les hussards aux ordres de Ney et les deux divisions Lemoine et Olivier, du centre, vinrent se placer en ligne à gauche de l'aile droite; la réserve de grosse cavalerie de D'Hautpoul et la division Watrin les suivirent. Tous ces mouvements se firent sans obstacles, en vue des troupes laissées en observation par Kray, et qui, d'ailleurs, étaient hors d'état de s'y opposer.

Werneck comprit alors le danger où l'avaient placé de vicieuses combinaisons. Il redoutait, en attaquant Championnet au passage de la Sieg, d'être lui-même pris en flanc par les divisions parties de Neuwied; il contremanda aussitôt la marche ordonnée à Kray, dont les colonnes durent se reporter en hâte sur Bendorf et Anhausen; il essaya même encore, pour gagner du temps, de renouveler auprès de Hoche la demande d'une suspension d'armes, motivée sur l'existence de négociations entamées en Italie. Cette ouverture, comme les précédentes, fut sans résultat.

La position des Autrichiens s'étendait de Zollengers près du Rhin, jusqu'à Heddersdorf, village fortement retranché où s'appuyait leur flanc droit; six redoutes en couvraient le front; elles étaient élevées en avant du chemin qui va de Neuwied à Ehrenbreitstein; trois autres redoutes, construites à Heddersdorf, prenaient en écharpe les troupes qui, après avoir dépassé le chemin d'Ehrenbreitstein, auraient voulu s'avancer sur celui de Dierdorf. Tous ces ouvrages étaient fraisés, palissadés et armés d'une nombreuse artillerie.

Néanmoins, le 18 à huit heures du matin, sous la protection d'une forte canonnade, toutes les troupes sorties de Neuwied s'ébranlèrent pour enlever à l'ennemi cette redoutable position. Lefebvre, avec l'aile droite, eut ordre de marcher sur Bendorf et Grenier avec les deux divisions du centre sur Heddersdorf. L'attaque eut ainsi lieu sur deux colonnes : l'artillerie légère de Lefebvre, soutenue par quelques escadrons, canonna d'abord les retranchements; ensuite, la redoute placée à l'extrême gauche de l'ennemi fut enlevée à la baïonnette, ainsi que le village de Zollengers. L'aile droite se déploya dans la plaine pour marcher sur le village de Bendorf, derrière lequel les Autrichiens s'étaient repliés. Ce village, couvert par le ruisseau de Sayn, présente une très forte position; attaqué avec impétuosité, il fut opiniâtrément défendu. Richepanse, avec ses chasseurs, culbuta les Autrichiens par une charge brillante. Le chef d'escadron Dubois-Crancé, à la tête du 1[er] régiment, accula 200 dragons de Latour et un bataillon de Gemmingen au défilé de Bendorf, et les fit prisonniers. Richepanse poursuivit ensuite les fuyards sur le chemin de Montabauer. L'infanterie de Lefebvre l'appuya dans ce mouvement.

L'attaque de Heddersdorf par Bastoul eut un pareil résultat; ce général, avec neuf compagnies de grenadiers de la division Grenier, soutenues de leurs demi-brigades, marcha sur le village sans tirer un seul coup de fusil et en escalada les retranchements. La droite et la gauche de Kray se trouvaient ainsi forcées; mais le centre tenait encore, ou plutôt une seule redoute du centre, fermée à la gorge, qui arrêta, par la plus vigoureuse résistance, la marche de la division Olivier; cette redoute repoussa deux assauts. Vers dix heures enfin, les carabiniers de la 9[e] légère et les grenadiers de la 37[e] de ligne l'emportèrent dans une troisième attaque.

Le général Autrichien, protégé par cette longue défense, put établir quelque ordre dans sa marche rétrograde. — L'audace et l'habileté de Ney contribuèrent au succès des diverses attaques; chargé, avec ses trois régiments de hussards, de tourner les redoutes à gauche d'Heddersdorf et celles qui battaient le débouché de la tête de pont, il exécuta cette manœuvre avec la plus grande intrépidité.

Lefebvre, en se portant en avant, avait négligé d'attaquer une redoute ennemie et l'avait même dépassée sans s'en inquiéter, parce qu'elle ne se trouvait pas dans le chemin tracé à ses colonnes. Cette redoute était armée de cinq pièces de canon, fermée par la gorge, et contenait plusieurs compagnies. — La division Watrin, de la réserve, ayant reçu l'ordre de l'enlever, fut d'abord repoussée dans deux assauts; mais un obus ayant mis le feu au magasin à poudre au moment où les Français tentaient une troisième attaque, le désordre qui suivit cet événement favorisa les assaillants, qui réussirent à s'en emparer : ils y firent 150 prisonniers. — Le centre fut ensuite dirigé sur Dierdorf, où une compagnie d'artillerie légère et la cavalerie de Ney, poursuivant les fuyards étaient aux prises avec le corps de Werneck, retranché derrière un ruisseau.

L'infanterie de Grenier et la grosse cavalerie de D'Hautpoul accoururent au secours de Ney. Werneck ne tint pas contre ce renfort, et s'enfuit sur la route de Hachenbourg, où il fut poursuivi jusqu'à la nuit.

Pendant ces divers combats de l'aile droite et du centre, l'aile gauche, qui s'était avancée du camp de Dusseldorf contre les positions assez dégarnies d'Ukerath et d'Altenkirchen, s'en était aisément emparée, après avoir franchi la Sieg dans la nuit du 17 au 18 avril. Championnet se réunit ainsi au reste de l'armée sans rencontrer d'obstacles.—La journée de Neuwied coûta aux Autrichiens 5 à 6,000 hommes tués, blessés ou prisonniers, sept drapeaux (pris par les troupes aux ordres de Lefebvre), deux pièces d'artillerie, soixante caissons et un grand nombre de voitures de bagages. — Hoche, se portant avec rapidité sur les points où sa présence était nécessaire, avait donné, pendant toute la bataille, des preuves multipliées de talent, d'activité et de courage [1].

[1] «Il fallait voir le général Hoche à la fin de cette journée où il s'était livré à tant de fatigues, vaquer avec calme et dignité aux devoirs qui lui restaient à remplir, dictant les ordres pour le lendemain, rédigeant ses rapports pour le gouvernement, décernant des récompenses aux soldats et aux officiers qui s'étaient distingués, distribuant des éloges aux généraux qui l'entouraient. — Pendant et après l'action, toujours le même sang-froid, le même maintien, la même égalité d'âme; le bonheur se peignait dans tous les traits de sa

Retraite des Autrichiens sur Neukirchen. — Warneck qui avait eu le dessein d'empêcher la réunion des divers corps de l'armée française, se trouvait lui-même alors dans une position critique, et fort embarrassé pour réunir les débris épars de ses divisions. Il crut devoir les rassembler à Neukirchen, où il se dirigea lui-même avec le centre par Hachenbourg, ordonnant au général Kray de s'y porter par Hostchbach, et à son aile gauche de gagner le même point par Mehremberg. Cette position qui avait à dos le défilé de la Dyle, offrait un autre inconvénient, celui d'être beaucoup trop étendue pour un si faible corps.

Les Français avaient pris position entre Montabauer et Altenkirchen. Pour ne pas laisser à l'ennemi le temps de se reconnaître, Hoche fit continuer la poursuite le 19 mai. Au lieu d'empêcher Werneck de gagner la Lahn, en tournant sa gauche par Montabauer et Weilbourg, le général français se porta sur sa droite par Hachenbourg. L'aile gauche française s'y était déjà rendue d'Altenkirchen, et y avait pris position.—Ney poursuivait l'arrière-garde autrichienne avec ses hussards et quelques bataillons d'infanterie légère. Il l'atteignit à la hauteur de Kirberg; elle se replia sur Salzberg, après avoir toutefois tenu assez longtemps pour que le gros de l'armée autrichienne pût passer la Nister et arriver dans la position de Neukirchen.—Lefebvre s'étant porté avec la droite sur Limbourg, n'y trouva pas d'Autrichiens. Ceux-ci, à l'approche des Français, avaient fui précipitamment sur les hauteurs de Lindenholzhausen, abandonnant sept canons dans les redoutes destinées à la défense de Limbourg. Lefebvre jeta alors en avant de la Lahn cinq bataillons et deux régiments de chasseurs pour garder les routes de Kœnigstein et Wisbaden, et avec le reste de ses troupes se posta en arrière de Limbourg. Si, au lieu de se porter sur Hachenbourg, le centre eût marché avec la droite sur Limbourg, l'armée autrichienne se fût trouvée dans la situation la plus critique.

Watrin, à l'extrême droite, partagea sa division en deux colonnes, dont l'une aux ordres du général Humbert fut dirigée sur Nassau. Lui-même avec la seconde beaucoup plus nombreuse, s'empara de Dietz sans coup férir. Le général Goulu attaqua un corps ennemi posté à Wesselich et à Pfaffendorf, et le contraignit à se réfugier dans Ehrenbreitstein.

Passage de la Lahn. — Suite de la retraite de l'ennemi. — Werneck sentait toute l'impossibilité de recevoir le choc de l'armée française, dans une position aussi difficile que celle où il se trouvait. Il était désespéré surtout de ne pouvoir être rejoint par sa réserve, dont l'armée française le séparait. Cette réserve aux ordres du général Simpschen, et renforcée de 6 ou 10,000 hommes tirés de Manheim et de Mayence, était arrivée dans la nuit du 19 au 20, après deux jours de marche, à une lieue de Limbourg. Mais là, Simpschen, instruit par les habitants que les Français étaient maîtres de la ville, rétrograda sur Neuhoff pour gagner les bords du Mayn.

Ces diverses circonstances déterminèrent le général en chef autrichien à ne pas s'arrêter à Neukirchen. Il en partit à minuit, se dirigeant sur Wetzlar. Le gros de l'armée suivit la route qui mène à Hernborn, dans la vallée de la Dyle, flanqué à droite par une colonne qui marchait par Greffeinstein, Allendorf et Leun, où elle passa la Lahn.

Lefebvre traversa cette rivière à Limbourg, dans la journée du 20, et posta ses deux divisions d'infanterie sur les routes de Kœnigstein et de Wisbaden, en avant de la Lahn, les liant par les chasseurs de Richepanse. La division Grenier occupa Weilbourg; celle d'Olivier se porta sur le plateau de Greiffenstein.

Hoche avec l'aile gauche, renforcée des hussards de Ney et de la réserve de grosse cavalerie, se mit en mouvement le 20 pour attaquer les Werneck à Neukirchen. Son but était de couper les Autrichiens de Wetzlar, de les acculer à la Lahn et de les rejeter sur la première division du centre; mais Ney, qui s'était arrêté la veille devant Salzberg, s'aperçut dès le point du jour de la retraite de l'ennemi sur Hernborn. Il se mit à sa poursuite après avoir prévenu le général en chef de ce qui se passait, et atteignit l'arrière-garde autrichienne sur les hauteurs de Hohenzode. Il la poussa jusqu'à l'entrée du bois de Roth, où deux pièces de canon masquées par une petite hauteur firent plusieurs décharges à mitraille sur le 2[e] régiment de hussards, qui suivait la grande route. Ce feu inattendu y causa d'abord quelque désordre; mais soutenu par le 3[e] et le 4[e], ce régiment se rallia et rejeta dans le bois la cavalerie ennemie. Là, deux bataillons placés en embuscade reçurent les hussards par un feu si vif et si bien dirigé, qu'ils les forcèrent à se retirer précipitamment. Ney fit avancer son infanterie au pas de charge, et ordonna au 2[e] de hussards de se porter sur la droite du bois pour tourner les Autrichiens; mais alors ceux-ci se hâtèrent d'abandonner le bois, pour

physionomie. Après la bataille, le soir, à souper, il était d'une joie folâtre, qu'il faisait passer dans l'âme de ses convives; mais malgré l'épuisement qu'il semblait avoir besoin de réparer par un peu plus de nourriture qu'à l'ordinaire, il n'en fut pas moins tempérant..... Toute faute légère dans un particulier paraissait à Hoche très grave dans un chef. Il pensait que l'exemple du chef est le plus puissant frein du soldat. «Qui osera, disait-il, être débauché quand je serai «tempérant? Quel est, au contraire, le caporal qui n'aura pas droit «de se plonger dans les voluptés, si je m'y laisse entraîner le pre-«mier.»—On fut étonné, au milieu du repas, de voir, à cette gaieté folâtre qu'il manifestait au commencement, succéder tout à coup une rêverie profonde; c'est que le court instant exigé par la nécessité de réparer ses forces n'était pas même un instant de repos pour lui. Il le consacrait à méditer de nouveaux plans, et la fraternité qu'il témoignait alors à ses compagnons d'armes était un moyen d'encouragement pour les exciter à de nouveaux triomphes. On fut encore plus étonné de le voir se lever brusquement, en jetant sa serviette sur la table; «Continuez de souper, dit-il aux convives, il «faut, quant à moi, que je m'occupe de vous préparer à dîner pour «demain.» Il allait travailler dans son cabinet.—Dans les comptes que le général Hoche rendait de ses batailles, il avait l'habitude de faire une grande part à ceux qui avaient contribué à la victoire, en s'exceptant toujours des éloges. Dans le récit de la bataille de Neuwied, contre son habitude de rendre à César ce qui appartient à César, il avait parlé d'une manière assez vague de la prise des sept drapeaux faite par le général Lefebvre. *L'armée a pris sept drapeaux*, avait-il mis à l'ordre du lendemain.—«J'en ai pris sept, lui écrivit naïvement le général Lefebvre, cela fait donc quatorze.»—Non, mon ami, lui répondit Hoche, réparant son omission par un trait d'esprit et de bonté, il n'y a que sept drapeaux, comme il n'y a qu'un seul Lefebvre.» (*Vie de Hoche*, par A. Rousselin.)

aller se mettre en bataille sur le plateau de Hirschberg, en deçà d'Hernborn. Ils ne tinrent pas mieux dans cette position qu'au bois de Roth, et furent obligés d'effectuer précipitamment leur retraite sur Wetzlar. Hoche, qui avait prévu ce mouvement, avait fait placer de l'artillerie sur la hauteur de Fleischbach, d'où l'on pouvait battre avec avantage la colonne autrichienne. Celle-ci ne tarda pas en effet à être mise dans un désordre complet. Les hussards de Ney la chargèrent alors avec impétuosité, lui firent 400 prisonniers et lui enlevèrent une grande quantité de voitures de vivres et de bagage.

La nuit fit seule cesser la poursuite qui ne s'arrêta qu'à Aslar. Ney fit bivouaquer ses hussards sur les deux rives de la Dyle, entre Berghausen et Wehrdorf. Les dragons furent établis sur la rive gauche, entre Niederscheld et Sechsheller. L'avant-garde de Championnet campa sur les hauteurs de Bircken et le corps de bataille derrière Hernborn.

Le général autrichien comprit, par la rapidité et la vigueur de cette poursuite, tout le danger qu'il courait à attendre son adversaire sur la Lahn.

Marche de Lefebvre sur Francfort. — Dans ce cas, en effet, Hoche, en raison des dispositions qu'il avait prises, l'aurait inévitablement prévenu sur le Mayn. —Déjà Lefebvre avait l'ordre de se porter à marches forcées sur Francfort. — Le général en chef de l'armée française espérait ainsi devancer Werneck sur la route d'Aschaffenbourg, par laquelle le général autrichien eût été obligé de se retirer. Si celui-ci, au contraire, se fût concentré à Bergen, son adversaire comptait alors le tourner avec l'aile gauche par Lindheim et Windecken. — Werneck, pour déjouer ces diverses combinaisons, ordonna aux colonnes qui occupaient Giessen et Braunfels de se réunir au corps de bataille à Munzenberg, mouvement que le général Elsnitz, alors sur les hauteurs de Kleyberg, devait convrir avec sa brigade.

L'aile droite française, conformément aux instructions de Hoche, se portait en toute hâte sur Kœnigstein. L'une de ses divisions d'infanterie marchait par la nouvelle route, et l'autre par l'ancien chemin de Limbourg à Kamberg. Elles se réunirent en arrière du village et du bois d'Esch. Le 16e régiment de chasseurs y ayant rencontré les hussards de Wecskay, les chargea et leur fit une centaine de prisonniers. Les Autrichiens se retirèrent alors, partie sur Francfort et partie sur Mayence, et Lefebvre poussa ses avant-postes au-delà de Kœnigstein.

Watrin, pendant ce temps, s'établissait avec la réserve à Idstein. La division Olivier s'était portée sur Wetzlar où elle passa la Lahn et s'avança par la route de Francfort jusqu'au débonché du bois de Rechenbach. La division Grenier n'avait pas quitté Weilbourg.

Combat de Giessen.—Hoche, pendant cette marche de son aile droite sur le Mayn, poursuivait le principal corps ennemi sur la Haute-Lahn, avec son aile gauche, les hussards et la réserve de cavalerie. La brigade Soult atteignit l'arrière-garde d'Elsnitz sur les hauteurs de Giessen et une action allait s'engager lorsque Salm et Championnet, qui avaient franchi la Lahn à gué, avec deux régiments de dragons et une compagnie d'artillerie légère, débouchèrent au grand trot sur la route de Friedberg. Elsnitz menacé d'être coupé s'enfuit en toute hâte. Ney le poursuivit alors l'épée aux reins. Les Impériaux, sans s'arrêter à défendre la ville, se précipitèrent vers Munzenberg; mais à peine eurent-ils dépassé le village de Steinberg que Ney et Salm, qui avaient tourné Giessen, tombèrent sur leur arrière-garde et lui enlevèrent 400 prisonniers et deux pièces de canon.

Affaire de Gruningen, Ney est fait prisonnier. — Werneck revint sur ses pas pour donner à Elsnitz le temps de se rallier, et il posta une partie de son infanterie sur les hauteurs de Gruningen. — Ney escarmouchait avec elle en attendant l'arrivée de l'infanterie française, lorsqu'une de ses pièces d'artillerie qui s'était imprudemment avancée sur la ligne des tirailleurs fut emportée par les hulans. Le général, dont ce léger échec excita la colère, chargea aussitôt avec un escadron pour reprendre la pièce; mais son cheval s'étant abattu, il fut fait prisonnier.

L'ennemi profita de la nuit qui mit fin au combat, pour se retirer derrière la Nidda. La cavalerie française bivouaqua aux environs de Steinbach pour garder les routes de Lich et de Munzenberg. Les deux divisions d'infanterie campèrent autour de Giessen et la réserve en arrière de cette ville.

Marche des Autrichiens sur Ilbenstadt. — Werneck crut alors devoir poursuivre sa retraite dans la direction d'Ilbenstadt, seul moyen d'échapper aux masses qui le pressaient des deux côtés et de sauver ses communications. Lefebvre, instruit que Simpschen et sa réserve n'avaient pas quitté Neuhoff, ordonna à Watrin de le repousser dans Mayence. Lemoine dut se porter sur Hofheim et Weilbach, autant pour protéger ce mouvement, que pour éclairer le Mayn depuis Cassel jusqu'à Hoechst. Lefebvre se dirigea lui-même sur Francfort avec une division d'infanterie et les chasseurs, afin de gagner la position de Bergen et d'y arrêter Werneck.

Simpschen était à Wishaden. Une charge du 23e de chasseurs suffit pour le rejeter sur Erbenheim, en lui enlevant trois pièces de canon et 800 prisonniers. Lemoine, arrivé sans obstacle à Weilbach et à Eddersheim, jeta sur la rive gauche du Mayn son infanterie légère et ses chasseurs qui balayèrent la rive depuis Hoechst jusqu'à Florsheim.

Arrivée des Français devant Francfort. — Nouvelle des préliminaires de paix.—Fin des hostilités. — La cavalerie autrichienne semblait vouloir disputer le passage du Mayn dont tous les ponts avaient été détruits. On se hâta d'en réparer quelques-uns, et aussitôt la ligne ennemie fut attaquée vigoureusement par les chasseurs. A la seconde charge elle fut enfoncée. Les débris en furent poursuivis jusqu'aux portes de Francfort, où les Français entraient déjà pêle-mêle avec les fuyards autrichiens, lorsque se



Cérémonie Funèbre en l'honneur du Général Hoche.


NAPOLI

Darmstadt



FRANCE MILITAIRE.



Troupes Prussiennes

Officier *General d'Infanterie*



Vie Militaire. - La Gamelle.


Biblioteca Nazionale V.E. III
NAPOLI

Bataille de Neuwied.

présenta le commandant de la place, Millius, accompagné du courrier porteur de la nouvelle des préliminaires de paix signés à Leoben [1]. Lefebvre fit alors camper ses troupes à la hauteur du chemin de Friedberg et transmit aux deux généraux en chef les dépêches qui leur étaient adressées.

Werneck, alors sur les hauteurs de Bergen avec une nombreuse cavalerie accourue d'Ilbenstadt, tiraillait avec les chasseurs républicains qui voulaient lui disputer le passage et qu'il se flattait de faire replier derrière la Nidda; la réception de la dépêche fit aussitôt suspendre les hostilités.

Grenier s'était posté à Usingen et à Hombourg, Olivier sur les hauteurs de Niederklée. Hoche, ayant laissé la majeure partie de son infanterie à Giessen, sous les ordres de Championnet, s'était porté en hâte dans la plaine de Lieb avec une seule demi-brigade, les hussards, les dragons et la grosse cavalerie. N'ayant pas trouvé dans cette plaine les Autrichiens qu'il se proposait d'y attaquer, il se dirigeait sur Friedberg, où il reçut la nouvelle de la signature des préliminaires de paix.

Dans une conférence qui eut lieu le jour suivant à Ilbenstadt, on convint que la Nidda servirait de ligne de démarcation aux deux armées. Leur situation était telle alors qu'on regarda la suspension d'hostilités comme ayant sauvé l'armée autrichienne d'une défaite presque inévitable.

Nouveaux préparatifs contre l'Irlande. — Hoche à Paris.—18 Fructidor.—Néanmoins cette suspension d'armes ne fit pas dissoudre les armées du Rhin, elles restèrent réunies et prêtes au besoin à continuer la campagne.—Mais, dès que la guerre eut cessé en Allemagne, Hoche reporta toute sa pensée sur l'expédition d'Irlande et s'adressa au Directoire pour remettre en action cette entreprise importante, qui n'avait manqué que par un concours fortuit d'événements imprévus.—D'après son plan, les alliés maritimes de la République française devaient être appelés à y concourir.—Le gouvernement directorial donna son assentiment à ce projet, et le général en chef de l'armée de Sambre-et-Meuse fut chargé d'aller lui-même en Hollande, faire comprendre au gouvernement batave l'importance de l'expédition, réclamer des vaisseaux et des troupes, et enfin présider à toutes les dispositions. Les préparatifs terminés, Hoche se hâta d'accourir à Paris, pour recevoir du Directoire ses dernières instructions. La marche des événements politiques vint mettre un obstacle momentané à l'exécution d'une entreprise qui plaisait à son patriotisme ardent et à sa haine contre l'Angleterre. Hoche, pacificateur de la Vendée, avait vu dans les derniers soulèvements qui avaient prolongé la guerre civile dans ce malheureux pays, l'action continue du cabinet britannique; fomenter en Irlande une insurrection lui paraissait une représaille juste et politique. Mais la lutte engagée entre le Directoire et les Conseils était arrivée au plus haut point d'exaspération. Les partisans secrets de la monarchie, désignés alors sous le nom de parti *Clichyen*, dominaient dans les Conseils. Le Directoire, en défendant les intérêts de la Révolution, défendait son existence propre. Il s'appuyait sur les armées dont il s'était depuis long-temps appliqué à s'assurer l'affection [1]. Hoche était tout dévoué à la Révolution et à la République, quoiqu'en toute circonstance il eût témoigné son éloignement pour les excès et son horreur pour l'anarchie. Il jugeait depuis long-temps que la France avait besoin d'un gouvernement capable de comprimer les factions; et la stabilité présente lui paraissait nécessaire pour assurer la sécurité future. Pichegru, d'ailleurs, son ancien émule de gloire et son ennemi personnel, était l'homme que les contre-révolutionnaires des Conseils présentaient comme leur chef: Hoche était donc tout disposé à servir le Directoire, lorsque le Directoire lui-même prit l'initiative et lui offrit de se charger du commandement d'un corps d'armée que sous divers prétextes on réunirait près de Paris. — Cette proposition ne lui fut toutefois faite qu'après qu'il eut refusé le ministère de la guerre. — Hoche accepta le commandement; mais, s'il faut en croire ses amis, prévoyant les dangers qu'une dictature militaire pourrait faire courir à la République, il dit en l'acceptant: « Je vaincrai les ennemis de la République; mais après la victoire, je briserai mon épée [2]. » — Il concerta ensuite avec Bar-

[1] « Le général Millius accourut lui-même au-devant de Lefebvre, lui annonçant un courrier qui arrivait à l'instant de l'armée d'Italie par l'Allemagne, et qui apportait la signature des préliminaires de la paix. — Le général Lefebvre crut d'abord que c'était une ruse autrichienne; mais enfin il consentit généreusement au *statu quo*. Cependant, s'adressant militairement au courrier: « F..., lui dit-il, tu aurais bien dû t'amuser en route à boire une bouteille de vin. » (*Vie de Hoche.*)

[1] « Le sabre du soldat, dit un contemporain, était devenu nécessaire pour trancher le nœud gordien qui étranglait la République. »

[2] Nous l'avouerons franchement, nous ne croyons pas à cette abnégation complète du général Hoche; nous pensons qu'on a surtout répété les paroles que nous venons de citer afin de les opposer à la conduite de Bonaparte. Hoche savait que les révolutions ne sont seulement pas dans le moment de crise qui les produit, mais encore dans les conséquences qu'elles ont et dans les institutions qu'elles fondent. D'après son opinion, il y aurait eu niaiserie à un général qui aurait sauvé la République d'en abandonner la direction à des hommes dont il n'aurait pas été complètement sûr. Dictateur, Hoche n'aurait pas voulu abdiquer la dictature pour laisser le gouvernement de l'État aux caprices du hasard, de la multitude et de l'intrigue, ces grandes puissances qui régissent les affaires, quand les hommes forts se mettent à l'écart. La preuve de ce que nous avançons ici, contrairement à une opinion généralement adoptée, se trouve dans les passages suivants d'une lettre qu'il écrivait le 26 fructidor à l'un de ses plus intimes amis, qui avait été l'un des actifs coopérateurs d'Augereau dans la mémorable journée du 18. Cette lettre annonce un républicain sincère; mais aussi un homme doué d'une trop grande connaissance des choses politiques pour qu'on puisse lui supposer le désintéressement dont on a voulu gratifier le général Hoche.

« La République a été sauvée, j'en demeure d'accord; je sais que vous avez rendu de grands services; mais *comment la République a-t-elle été sauvée? quels ont été vos coopérateurs? quelle marche a-t-on suivie? quels sont les hommes destinés à remplacer les Directeurs?*

« En politique ainsi qu'en guerre, c'est peu de gagner une bataille, *il faut en assurer le succès par sa conduite ultérieure*; s'endormir à côté de la victoire, c'est vouloir qu'elle vous fuie. Songez-donc, mon cher, qu'elle est femme et veut des soins. Qu'a fait Vendémiaire à la République? Rien, ou au moins peu de chose. Si après cette affaire on eût cassé les élections chouannes, nous n'aurions pas vécu deux années dans l'anxiété la plus cruelle. Éviter qu'on publie nos intentions, faire beaucoup sans bruit et en peu de mots, voilà le grand art! C'est dans ce sens que vous devez agir; faites-le bien entendre aux patriotes, et en outre modération, mais fermeté... Et *puis, qui donc va remplacer vos députés déportés? Voilà une grande question*... Vous ne me parlez pas du commandement des deux armées. Moreau reviendra-t-il? Voilà ce qu'il faut savoir Songez que des généraux du ***...., ayant donné des passe-ports et

ras, les mesures qu'il y avait à prendre dans ces circonstances critiques, et il convint avec lui qu'il ferait filer une partie des divisions de l'armée de Sambre-et-Meuse, dont il était le plus sûr, du côté de Paris.

Les troupes se mirent en marche, mais à peine étaient-elles à quelque distance de la capitale que des dénonciations violentes furent portées au milieu des Conseils. Willot demanda formellement la mise en accusation de Hoche; le Directoire, à qui on avait inspiré des alarmes sur la docilité de ce général et sur l'usage qu'il ferait du pouvoir presque dictatorial qu'on allait momentanément lui confier, faisait déjà rétrograder les troupes, donnant pour seule raison de leurs mouvements l'expédition maritime projetée, et une erreur des chefs militaires dans l'exécution des ordres qu'il leur avait transmis. Indigné de la faiblesse ou de la versatilité du Directoire, Hoche prouva par sa correspondance qu'il n'avait agi que d'après les instructions du pouvoir exécutif même. Il provoqua lui-même l'examen de sa conduite et demanda à être mis en jugement. — On a su depuis que la direction du grand coup d'État qui se méditait n'avait été ôtée au général de l'armée de Sambre-et-Meuse que sur les insinuations de Bonaparte, qui, voyant en lui un rival redoutable prêt à se rendre maître du gouvernement et à le gagner de vitesse, et redoutant ses talents administratifs, fit déférer à Augereau, homme sans capacité politique, la commission de renverser les Conseils.

Hoche, abreuvé de dégoûts, retourna à l'armée de Sambre-et-Meuse, et ne tarda pas, comme consolation sans doute, à y recevoir un arrêté qui plaçait aussi sous son commandement l'armée de Rhin et de la Moselle.—Le 18 fructidor venait d'avoir lieu [1].

des attestations à des émigrés, je ne pourrai guère bien vivre avec eux.

«Je serai contraint de faire une épuration, *ce que je ne veux pas entreprendre pour un autre qui briserait mon ouvrage*... Parlez donc plus souvent de la commission intermédiaire qui nous a été très fidèle, qui nous a ramassé beaucoup d'argent, et qui, pour récompense, se voit enlever du territoire qu'elle administrait; remarquez qu'elle vient aussi de nous former une république *cisrhénane*, qui, chaque jour, va prendre plus de consistance. Il faut que vous exposiez ces faits au Directoire assemblé, et que vous demandiez le maintien de l'arrêté qui m'investit de l'administration du pays conquis. — Dites vous à chaque instant du jour que c'est dans la prospérité qu'on doit songer à ses amis. Avez vous remarqué avec quelle chaleur la faction qui vient d'être abattue servait les hommes qui lui étaient dévoués? En cela, elle se conduisait mieux que les patriotes, qui se sont souvent divisés pour des futilités.

«Ne songez pas à quitter Paris de quelque temps; la guerre seule devrait vous ramener aux rives du Rhin; en attendant, songez à employer votre crédit pour le bien public. Songez qu'il faut par-dessus tout éviter la guerre civile, que des *échappés* pourraient susciter à notre déjà trop malheureuse patrie. Prêchez l'économie; tonnez contre les fournisseurs; faites payer les troupes, et surtout évitez que le peuple murmure, ce qui arriverait si on créait de nouveaux impôts; ceux qui sont perçus suffisent au-delà, mettez-vous bien cela dans la tête....

«Demandez de suite un travail pour les armées; faites qu'on épure les officiers généraux; beaucoup comme ..... tenaient à la faction. Rappelez-vous aussi de....., je vous le donne pour l'âme de la conspiration: faites-le au moins éloigner de Paris.

«Que voulez-vous dire par ces mots: *Ceux qui sont exceptés de cette mesure* (la déportation) *sont atteints ou ne feront plus de mal?* Et cette autre phrase: *Tous les ennemis de la République sont anéantis?* Ceci doit donner beaucoup à penser...

«Et puis tous, dites-vous; mais les agens; mais les directeurs de complots, ne croyez pas qu'ils soient anéantis. Prenez garde à la Vendée, à la Bretagne, au Midi, à Lyon. »

L'homme qui pensait ainsi aurait-il pu, après avoir compromis sa vie pour assurer la réussite d'un coup d'État, vouloir rester étranger à la direction du gouvernement qui en aurait été le résultat?

[1] Augereau, destiné à commander les troupes dans le mouvement que la majorité du Directoire organisait contre la majorité des conseils, avait été nommé commandant de la 17[e] division militaire, dont Paris était le chef lieu.

Le 18 fructidor, à trois heures du matin, ce général, à la tête d'environ 12 000 hommes, occupa les postes principaux de Paris, mit de fortes gardes à toutes les avenues, et investit les deux édifices où siégeaient les deux conseils; ces dispositions terminées, il fit tirer un coup de canon, signal convenu.—A trois heures et demie, une colonne aux ordres du général Lemoine se présenta à l'entrée occidentale du jardin des Tuileries, dite le Pont-Tournant, gardée par les grenadiers du Corps-Législatif; Lemoine fit parvenir à Ramel, leur commandant, l'ordre suivant: « Le général Lemoine somme, au nom du Directoire, le commandant des grenadiers du Corps-Législatif de donner passage par le Pont-Tournant à une colonne de 1,500 hommes chargés d'exécuter les ordres du gouvernement.» Le porteur d'ordre avait ordre de dire en outre au commandant Ramel que la résistance serait inutile; que ses 800 grenadiers étaient enveloppés par 8,000 hommes et quarante pièces de canon. Ramel répondit avec fermeté que ne devant obéissance qu'au Corps-Législatif, il allait lui demander une autorisation. — Il donna des ordres à sa troupe, et se rendit aussitôt à la commission des inspecteurs, où se trouvaient les généraux Pichegru et Willot, inquiets des mouvements de troupes dont ils avaient été avertis. «J'envoyai, dit Ramel, des ordonnances chez le général Dumas, chez les présidents des deux Conseils; Lafond Ladebat pour les Anciens, et Simeon pour les Cinq-Cents. Je fis aussi prévenir les députés dont les logements m'étaient connus dans le voisinage des Tuileries. J'engageai le général Pichegru à venir reconnaître l'investissement, que nous trouvâmes déjà formé. Je renouvelai au capitaine Vallière, commandant du poste du Carrousel, et au lieutenant Leroi, commandant celui du Pont-Tournant, l'ordre de tenir ferme.»

Cependant le poste du Pont-Tournant fut forcé; les divisions d'Augereau et de Lemoine entrèrent dans le jardin des Tuileries et dirigèrent une batterie contre la salle du Conseil des Anciens.

A quatre heures et demie, le général Verdière signifia aux députés, déjà réunis aux Tuileries, l'ordre de sortir du lieu de leurs séances: les députés s'y refusèrent. Le général Verdière fit alors fermer toutes les issues de la salle. Le général Mathieu Dumas s'y présenta; mais instruit que ses collègues y étaient retenus prisonniers, il se retira, et à la faveur de son habit militaire, il parvint à s'échapper de Paris.

Ramel se trouvait avec ses grenadiers près de la salle du Conseil des Cinq-Cents; Augereau lui fit remettre par un aide de camp, à cinq heures et demie du matin, l'ordre de se rendre avec son corps sur le quai d'Orsay pour y attendre de nouveaux ordres.—Ramel refusa d'obéir à un chef qui n'avait pas d'ordres à lui donner; mais on avait travaillé l'esprit de ses soldats; bientôt abandonné de ses grenadiers, il fut pris et conduit prisonnier au temple.—Augereau, dans cette circonstance, abusant de l'autorité que son grade lui donnait, arracha à Ramel ses épaulettes avec une brutalité que rien ne saurait excuser.

Le Directoire fit pendant la nuit afficher dans Paris des imprimés contenant les pièces trouvées à Venise dans le porte-feuille de d'Entraigues, pièces où se trouvaient les premières déclarations sur la trahison de Pichegru; diverses dénonciations sur la conspiration des Clichyens, et leur projet de rétablir la royauté, sur l'organisation que le parti royaliste avait secrètement établie en France sur l'état des deux agences des princes, etc. Il fit publier en même temps la proclamation suivante:

«Le Royalisme, par un nouvel attentat, vient de menacer la constitution; après avoir depuis un an ébranlé, par des manœuvres ténébreuses, toutes les bases de la République, il s'est cru assez fort pour en consommer la ruine; il s'est cru assez protégé pour oser diriger ses coups contre les dépositaires suprêmes de l'autorité exécutive. Des armes étaient distribuées journellement aux conjurés, et tout Paris sait que l'un des distributeurs a été arrêté avec un grand nombre de bons, sur lesquels il avait déjà délivré beaucoup de fusils; des cartes timbrées Corps-Législatif et marquées d'une R ont été répandues pour servir de signe de reconnaissance aux conjurés chargés de poignarder le Directoire et les députés fidèles à la cause du peuple.

«Un grand nombre d'émigrés, d'égorgeurs de Lyon, de brigands de la Vendée, attirés ici par les intrigues du Royalisme et le tendre intérêt qu'on ne craignait pas de leur prodiguer publiquement, ont attaqué les postes qui environnaient le Directoire exécutif; mais la vigilance du gouvernement et des chefs de la force-armée a rendu nuls leurs criminels efforts. » (On sait que cette dernière allégation

Maladie et mort de Hoche. — Cependant Hoche était déjà atteint de la maladie qui devait le conduire au tombeau. Cette maladie s'était d'abord annoncée par un rhume qu'il négligea de soigner comme étant

était fausse, et qu'au contraire les troupes d'Augereau avaient pris l'initiative de l'attaque.)

« L'expédition du 18 fructidor, dit Thibaudeau dans ses *Mémoires*, fut exécutée aussi tranquillement qu'un ballet d'opéra. Il n'y eut même résistance; le bon peuple de Paris resta immobile. Il ne se présenta pas un homme pour défendre le Corps-Législatif, ni aucun de ses membres : tout était indifférent ou frappé de stupeur. Il n'a coûté, pour anéantir la République, car elle le fut à compter de cette fatale nuit, qu'un seul coup de canon tiré à poudre. Ce fut Barras qui eut les honneurs de la dictature pendant cette nuit. Il avait le goût de ces sortes de mouvements et y montrait du tact. La Révellière s'était enfermé chez lui comme dans un sanctuaire impénétrable. Rewbell, dans ce moment, la tête un peu altérée, était gardé à vue dans ses appartements. »

Le 18, à huit heures du matin, les autorités des conseils se réunirent, celle du Conseil des Anciens, dans l'amphithéâtre de l'École de Médecine, celle du Conseil des Cinq-Cents dans la salle de l'Odéon.

« Dans sa première séance, le 18 (après avoir annulé, comme royalistes, les élections de quarante-neuf départements, et donné au Directoire le droit de nommer aux emplois devenus vacants par cette annulation), le Conseil des Cinq-Cents nomma une commission composée de Sieyès, Poulain Grand-Pré, Villers, Chazal et Boulay de la Meurthe, pour proposer des mesures de salut public. — On prit une résolution pour autoriser le Directoire à faire entrer dans le rayon constitutionnel le nombre de troupes qui lui paraîtrait nécessaire : elles y étaient déjà. Les deux conseils se déclarèrent permanents.

« Le Directoire envoya au Conseil des Cinq-Cents toutes les pièces de la conspiration royaliste. Il disait dans son message : « Si l'on eût « tardé un jour de plus, la République était livrée à ses ennemis. Les « lieux mêmes de vos séances étaient le point de réunion des conjurés; « c'était de là qu'ils distribuaient hier leurs cartes et les bons pour « délivrance d'armes. C'est de là qu'ils correspondaient cette nuit avec « leurs complices; c'est là enfin, ou dans les environs, qu'ils essaient « encore des rassemblements clandestins et séditieux, qu'en ce moment « la police s'occupe de dissiper. C'eût été compromettre la sûreté pu- « blique et celle des représentants fidèles, que de les laisser confondus « avec les ennemis de la patrie, dans l'antre des conspirations. »

« Le Directoire fit remettre à la commission une liste de déportation et un projet de rapport rédigé par Merlin de Douai. — Boulay de la Meurthe, nommé rapporteur, refusa de le prononcer et en fit un autre. La liste du Directoire éprouva des changements; on y fit des additions. C'était un cadre de proscription; l'un venait placer les individus dont il voulait se défaire; l'autre en retirer ceux auxquels il prenait intérêt. Elle contenait des directeurs, des députés, des journalistes, des royalistes et des constitutionnels, des hommes dangereux et des personnages insignifiants. — Le Conseil des Anciens ne parut pas d'abord disposé à l'adopter de confiance. Plusieurs membres, Laussat entre autres, s'opposaient à toute délibération jusqu'à ce qu'on eût constaté que la majorité était présente. On fit convoquer les absents. Lecouteulx et Régnier obtinrent l'ajournement au lendemain de la résolution sur les déportés; ils s'élevèrent contre cette proscription en masse. Mais le Directoire envoya à ce Conseil un message pour le forcer à adopter sur-le-champ la résolution. « C'est « aujourd'hui, disait-il, le 19 fructidor, et le peuple demande où en « est la République, et ce que le Corps-Législatif a fait pour la conso- « lider. » L'argument parut irrésistible; la résolution fut adoptée. »

Au moyen de l'accusation de royalisme et conspiration, le Directoire espérait se débarrasser de tous les hommes dont l'opposition lui donnait des inquiétudes. La première liste de proscription, débattue dans le Conseil des Anciens, offrait des députés de toutes les opinions. Cette liste fut réduite à soixante-cinq noms; parmi les hommes que les partisans du Directoire avaient eu l'imprudence de vouloir faire déporter comme *royalistes*, se trouvait, entre autres républicains sincères, le conventionnel Thibaudeau, homme sage, modéré, ennemi des excès, et dont les opinions n'ont jamais varié. Il fut rayé sur la réclamation de Boulay de la Meurthe. On compta au nombre des proscrits,

Deux *directeurs* : Barthélemy et Carnot;

Quarante et un *membres du Conseil des Cinq-Cents*, parmi lesquels se trouvaient les généraux Pichegru, Willot et Aubry, l'amiral Villaret-Joyeuse, les députés Boissy-d'Anglas, Bourdon de l'Oise, Delarue, Dumolard, Gibert-Desmolières, Henri-Larivière, Camille-Jordan, Pastoret, Quatremère de Quincy, Saladin, Siméon, etc.;

Douze *membres du Conseil des Anciens*, parmi lesquels on distinguait le général Mathieu-Dumas, les députés Barbé-Marbois, Muraire, Portalis, Tronçon-Ducoudray, Lafond-Ladebat, etc.;

Enfin divers autres personnages : trois agents royalistes, l'abbé Brottier, Laville-Heurnoy et Duverne de Presle; Ramel, commandant des grenadiers du Corps Législatif; l'ex-ministre de la police Cochon; l'ex-employé de police D'Ossonville; les généraux Miranda et Morgan; l'académicien Suard.

Le 20 fructidor, le Conseil des Cinq-Cents prit une résolution pour ordonner la déportation des propriétaires, entrepreneurs, auteurs, rédacteurs des quarante-deux journaux de Paris et des départements, qu'on désigna comme gagnés par le royalisme, et qui étaient des journaux d'opinions diverses, mais en opposition au gouvernement directorial.

Puis on s'occupa de remplacer les deux directeurs condamnés à la déportation, et on proclama que la République était sauvée.

Les événements du 18 fructidor dévoilèrent les dispositions contre-révolutionnaires que Pichegru avait manifestées en Alsace, et les pièces publiées depuis ne laissèrent aucun doute sur la trahison méditée par ce général.

« Le message et les proclamations du Directoire, dit Thibaudeau, ne contenaient aucunes preuves du complot royaliste, ni aucunes charges contre les députés déportés. On n'y trouvait que des allégations vagues, des accusations générales, et jusqu'à des faits dont la fausseté était notoire. — C'est donc dans les pièces jointes au message qu'il fallait chercher les preuves et les charges. Ces pièces consistaient : 1° en deux déclarations faites au Directoire par Duverne de Presle, agent des princes; 2° en une relation trouvée dans les papiers de d'Entraigues, à Venise, d'une conversation qu'il avait eue avec Montgaillard, autre agent royaliste. — La principale déclaration de Duverne de Presle était du 11 ventôse an V. Cochon-Lapparent m'en avait parlé dans le temps. On attendit alors, pendant plusieurs jours au Conseil, un message du Directoire à cet égard; il n'eut point lieu. Carnot avait dit à Lanjuinais que le Directoire conservait cette pièce, et ne s'en servirait que dans le cas où les royalistes l'attaqueraient. Dans la feuille du *Rédacteur* du 15 germinal, le Directoire fit ensuite nier l'existence de cette déclaration, et Duverne-de-Presle la nia lui-même vers la même époque.

« La conversation de d'Entraigues avec Montgaillard inculpait gravement Pichegru. Tous les détails de la trahison y étaient circonstanciés. La pièce avait été trouvée dans le porte-feuille de d'Entraigues, ouvert en présence du général en chef Bonaparte et de Clarke, et certifiée par le général Berthier.

« Il y avait donc lieu à faire le procès à Pichegru... Il arriva bientôt des preuves plus accablantes encore pour ce général, et qui, cette fois-ci, parurent irrécusables. Ce fut le général Moreau qui révéla l'existence de ces preuves qu'il avait entre les mains depuis plus de quatre mois. C'était une correspondance composée de deux ou trois cents lettres, trouvée dans un fourgon du général Klinglin.

« Moreau écrivit le 17 fructidor au directeur Barthélemy : « J'étais « décidé à ne donner aucune publication à cette correspondance, « puisque, la paix étant présumable, il n'y avait plus de danger « pour la République, d'autant que tout cela ne faisait preuve que « contre peu de monde, puisque personne n'était nommé.

« Mais voyant à la tête des partis, qui font actuellement tant de « mal à notre pays, et jouissant dans une place éminente de la plus « grande confiance, un homme très compromis dans cette corres- « pondance, et destiné à jouer un grand rôle dans le rappel du pré- « tendant qu'elle avait pour but, j'ai cru devoir vous en instruire...

« Je veux parler du représentant Pichegru; il a été assez prudent « pour ne rien écrire, il ne communiquait que verbalement avec ceux « qui étaient chargés de la correspondance, qui faisaient part de « ses projets et recevaient les réponses...

« Le grand mouvement devait s'opérer au commencement de la « campagne de l'an IV. On comptait sur des revers à mon arrivée à « l'armée qui, mécontente d'être battue, devait redemander son « ancien chef qui, alors, aurait agi d'après les instructions qu'il « aurait reçues... »

« La lettre de Moreau à Barthélemy tomba entre les mains des Directeurs victorieux. Ils la publièrent; elle perdit totalement Pichegru dans l'opinion, mais elle compromit singulièrement le général Moreau. Les patriotes lui reprochèrent de n'avoir fait connaître que tardivement cette trahison, et les royalistes d'avoir dénoncé celui qu'ils appelaient son instituteur et son ami. Le Directoire lui ôta le commandement de l'armée de Rhin-et-Moselle.

« Les hommes impartiaux ne voyaient dans sa conduite que le résultat de la douceur et de la faiblesse de son caractère. On avait déjà remarqué que Moreau, guerrier distingué, grand général même, était cependant plus propre à la défense qu'à l'attaque, plus capable des combinaisons de la prudence que des inspirations audacieuses du génie; ses mœurs simples et ses vertus civiques lui conciliaient l'es-

une simple indisposition facile à guérir par quelques jours de repos. Cependant il fut bientôt forcé par l'accroissement du mal à se soumettre à un régime. — Le mal continua à augmenter rapidement : Hoche était devenu très irascible, le repos lui était insupportable, et celui que sa position rendait indispensable lui causait une continuelle irritation. Ses inquiétudes le décidaient à prendre tous les avis, à les suivre et à les rejeter successivement : néanmoins et malgré les conseils du médecin qui voulait le détourner de toute occupation sérieuse, il ne cessait de s'occuper des affaires de la République.

« A Francfort, dit son biographe, un docteur allemand qu'il avait consulté secrètement lui donna une recette dans laquelle il plaça toute son espérance ; il se croyait possesseur de sa guérison, et revint tout seul à Wetzlar un jour plus tôt que sa société. Mais sentant, au contraire, son mal empirer, le 30 fructidor (16 septembre 1797), à minuit, il envoya chercher son médecin ordinaire. Celui-ci, en entrant, le trouva près de la fenêtre entr'ouverte, appuyé sur un de ses amis ; sa respiration était tellement difficile, qu'il ne pouvait décrire ses souffrances, le médecin était forcé de les deviner...

« La crise ayant cessé un moment, on fut étonné de le voir reprendre son attitude ordinaire ; ses forces physiques étaient épuisées ; la force de son âme réparait cet épuisement, et son anéantissement momentané ne paraisssait avoir été qu'un passage à de nouveaux élans ; il donna sa signature et ses ordres pour le service de l'armée. »

Ce mieux n'eut malheureusement pas de durée, le malheureux général atteint de douleurs violentes, de déchirements d'entrailles, crachant le sang et consumé d'un feu dévorant, s'écriait dans sa douleur : « Suis-je revêtu de la robe empoisonnée de Nessus. » — Rousselin continue ainsi le récit des derniers moments de Hoche : « Il sent en lui les germes de la mort inévitable ; il la regarde d'un œil ferme : mais s'il s'avance dignement vers la mort, il veut encore remplir de bonnes actions le court moment qui la précède. Il ne s'occupe ni de lui ni de sa famille, mais seulement de ses frères d'armes ; il s'occupe d'eux jusqu'à son dernier soupir ! Il fait de sa voix mourante ses dispositions et assigne à chacun des legs particuliers. Le Directoire a donné un cheval à Privat (l'un de ses aides de camp), *on lui donnera ma montre à répétition :* il désigne au gouvernement les postes où les talents différents peuvent le mieux servir. Périclès, en mourant, disait à ses amis qui lui parlaient de ses trophées, que le plus grand et le plus glorieux moment de sa vie était de n'avoir fait prendre le manteau noir à aucun de ses concitoyens. Le sentiment qui console Hoche et le soutient dans ses souffrances, c'est le souvenir de la pacification de la Vendée, et la certitude que cette rébellion ne peut se relever... Mais la gêne de sa respiration augmente, les traits de son visage s'effacent ; une sueur froide couvre tous ses membres ; ses extrémités étaient déjà glacées qu'il disait encore : *Adieu, mes amis, dites au gouvernement de veiller sur la Belgique* ; puis la mort ferme ses yeux, et le troisième jour complémentaire (19 septembre 1797), à quatre heures du matin, il se retire de la vie.

« Différentes versions ont été données sur la mort de Hoche ; toutes semblent s'accorder à reconnaître que la vraie cause en fut le poison. Les examens des officiers de santé paraissent démontrer que ce poison était un de ceux qui, provoquant dans les sens une irritation impossible à calmer, lorsqu'on en ignore le principe, abrègent les jours des malheureux qu'ils portent sans cesse à la volupté. »

Honneurs funèbres rendus à Hoche. — Le général Hoche mourut à Wetzlar ; son corps fut transporté avec une pompe toute militaire à Coblentz, et de là au fort de Pétersberg. Il y fut inhumé à la place même où Marceau avait été déposé. Pendant cette translation, les restes du général en chef républicain reçurent, ou-

time et le respect par le contraste qu'elles formaient avec le tumulte, l'éclat et la licence des camps. On ne le comparait ni à Alexandre ni à César ; il semblait avoir pris Washington pour modèle. Cependant, dans le gouvernement et la politique, Moreau n'avait ni cette capacité, ni ce coup d'œil qui le distinguaient à la guerre. Tout semblait annoncer que si la paix le ramenait dans ses foyers, il serait plutôt un bon citoyen qu'un grand homme d'État.

« Ainsi, lorsqu'il vit dans les papiers de Klinglin les preuves de la trahison de Pichegru, il garda le silence, par la crainte de se donner pour le dénonciateur de son ami, et ce sentiment d'une fausse délicatesse le mit dans la dure nécessité de dénoncer cet ami arrêté, jugé et condamné, ou de se déclarer son complice en continuant de se taire. »

Le coup d'État du 18 fructidor, diversement jugé dans les départements, obtint l'approbation complète des armées qui étaient réellement et sincèrement attachées au Gouvernement républicain. Les proclamations des généraux en chef furent unanimes sur ce point. On peut d'ailleurs juger de l'esprit qui animait les officiers et les soldats par les toasts qui furent portés vingt jours avant l'événement du 18 fructidor, à l'armée de Sambre-et-Meuse, lors de l'anniversaire du 10 août.

Le général en chef Hoche : « *A la République !* Que toujours ses anciens défenseurs lui soient fidèles ! puisse leur courage, qui a triomphé des ennemis extérieurs, anéantir au dedans toutes les factions ! »

Le général Lefebvre : « *A la haine des ennemis de la République !* Feu de file sur les coquins qui souillent le sol de la liberté ! »

Le général Grenier : « *A la tranquillité publique ! aux membres du Conseil des Cinq-Cents qui veulent le maintien de la Constitution !* Périssent les conspirateurs, quel que soit leur caractère !

Le général Championnet : « *A l'armée d'Italie !* Nous vous avons entendus, braves camarades, et nous marchons de front avec vous ! »

Le général Debelle : « *Au Directoire exécutif !* Que, semblable aux foudres républicaines qui ont pulvérisé les ennemis de la patrie, il écrase les traîtres et les conspirateurs ! »

Le général D'Hautpoul : « *Aux défenseurs de la patrie !* Qu'ils trouvent, en rentrant dans leurs foyers, les égards et la reconnaissance qu'ils méritent ! »

Le général Chérin : « *Aux membres du Gouvernement !* qui, par des mesures énergiques et sages, feront respecter la République au dehors, étoufferont les factions royalistes, et rétabliront la concorde dans l'intérieur ! »

Le général Klein : « *A l'armée de Rhin-et-Moselle !* Notre émule en bravoure, elle ne nous cédera pas en patriotisme ! »

Le général Ney : « *Au maintien de la République !* Grands politiques de Clichy, daignez ne pas nous forcer à faire sonner la charge. »

Le général Legrand : « *Au 10 août !* Que cette glorieuse époque soit toujours sacrée pour les Français ! »

Le général Soult, l'adjudant général Debilly, et plusieurs autres officiers : « *Au général Jourdan, membre fidèle et pur du Conseil des Cinq-Cents !* Puisse-t-il nous donner d'aussi bonnes lois, comme législateur, qu'il nous a donné de grands exemples comme général, et opposer aux ennemis du dedans le même courage qu'il a montré contre ceux du dehors ! »

Un général de brigade : « *A Buonaparte !* Puisse-t-il..... » Hoche l'interrompit..... « *A Buonaparte tout court*, dit-il, son nom dit tout. »

tre les honneurs funèbres de son armée, ceux des habitants des villes et des villages qui se trouvaient sur le passage du convoi. — A Braunsfels, le prince fit répondre par toute son artillerie à celle des divisions françaises. Il se rendit même à la tête de ses troupes, au lieu où devait passer le cortége de Hoche, et à plusieurs reprises il salua le catafalque avec son épée. Les magistrats et les principaux habitants de Weilbourg vinrent en grand deuil recevoir le corps, et l'accompagnèrent jusqu'au lieu où il fut déposé. — Le gouverneur autrichien de la forteresse d'Ehrenbreisteiu avait disposé sur la route une partie de ses troupes pour former la haie à gauche, tandis que les soldats français la formaient à droite. Le gouverneur de la ville de Thale, les officiers de son état-major, la garnison, vinrent recevoir le corps aux avant-postes et l'accompagnèrent jusqu'aux bords du Rhin, au bruit du canon de la forteresse. — Des enseignes à la romaine, surmontées de couronnes de chêne et de lauriers, décoraient le cercueil et se faisaient remarquer par les inscriptions suivantes, en français et en allemand :

Général en chef à 24 ans. . . . . . AN Ier.
Il débloqua Landau. . . . . AN II.
Il pacifia la Vendée. . . . . AN III ET IV.
Il vainquit à Neuwied. . . . . . . AN V.
Il chassa les fripons de l'armée. . . AN V.
Il déjoua les conspirateurs. . . . . . AN V.

Les généraux Lefebvre, Championnet et Grenier prononcèrent son éloge funèbre. Ils rappelèrent son courage militaire, son habileté et son génie comme général, son dévouement pour la patrie, et cette probité sévère qui l'avait rendu la terreur des fournisseurs infidèles.

Par un arrêté du 2 vendémiaire, le Directoire ordonna que, le 10 (2 octobre 1797), une cérémonie funèbre aurait lieu au Champ-de-Mars en l'honneur de Hoche. Le Corps-Législatif arrêta que cette cérémonie funèbre, en mémoire d'un des plus illustres généraux républicains, serait célébrée à Paris le 10 vendémiaire, et le 30 dans chaque chef-lieu de canton, et à toutes les armées.

La cérémonie de Paris eut lieu avec une pompe extraordinaire. Tout ce qui peut exciter les regrets, émouvoir l'âme et honorer un guerrier mort, concourut à cette solennité. Chants funèbres, vers héroïques, musique lugubre, marches militaires, panégyriques, couronnes déposées sur le cénotaphe par les vieillards et les jeunes filles, rien ne fut omis. Cette fête funèbre offrit un spectacle à la fois noble et touchant.

Parmi les pièces de vers nombreuses qui furent prononcées dans cette solennité nationale, on remarqua un chant funèbre de Baour-Lormian, et une élégie héroïque de Marie-Joseph Chénier. — L'auteur du *Chant du Départ* avait eu l'heureuse idée de placer l'éloge de Hoche dans la bouche d'un paysan vendéen. La fin de cette pièce fut accueillie surtout par des applaudissements universels.

La justice du temps a commencé pour lui.
Les siècles à venir sont déjà sa conquête:
De son deuil triomphal on célèbre la fête:
Moi-même de Paris visitant les remparts,
J'ai vu mes fils, j'ai vu dans la plaine de Mars
La douleur et les arts qui lui prêtaient des charmes,
Tout, hormis le guerrier qu'honoraient tant de larmes...
Ainsi que les héros les sages l'ont vanté;
Tout le peuple a gémi : les bardes l'ont chanté.
Quatre chefs renommés, l'espoir de la patrie,
Portaient du guerrier mort la dépouille chérie;
Magistrats, citoyens, l'air triste et l'âme en deuil,
De leurs rameaux de chêne ombrageaient son cercueil.
Lui-même contemplait cette fête imposante;
Quant tout pleurait, son ombre, invisible et présente,
Mêlait un chant de gloire aux longs gémissements,
Et de nos défenseurs recevait les serments.

Ils ne seront pas vains: l'heure approche où la France
Du vainqueur des Anglais remplira l'espérance!
Quand l'aigle a ralenti son vol audacieux,
Quand la paix triomphante et descendant des cieux
A la voix des Français vient sourire à la terre,
Debout sur ses débris, l'orgueilleuse Angleterre,
La menace à la bouche et le glaive à la main,
Réclame encor la guerre et veut du sang humain;
Elle dont le trident, asservissant les ondes,
Usurpa les trésors et les droits des deux mondes.
Rendons aux nations l'héritage des mers;
Entendez, mes enfants, la voix de l'univers:
O vous, des guerriers francs élite magnanime!
Les Alpes sous vos pas ont abaissé leur cime;
Vous franchîtes les monts, vous franchirez les flots:
Des tyrans de la mer punissez les complots:
Ils combattront pour l'or, vous pour une patrie.

Si jadis un Français des rives de Neustrie,
Descendit dans leurs ports précédé par l'effroi,
Vint, combattit, vainquit, fut conquérant et roi;
Quels rochers, quels remparts deviendront leur asile,
Quand Neptune irrité lancera dans leur île
D'Arcole et de Lodi les terribles soldats,
Tous ces jeunes héros vieux dans l'art des combats,
La grande nation à vaincre accoutumée,
Et le grand général guidant la grande armée?

RÉSUMÉ CHRONOLOGIQUE.

1797.

15 AVRIL. Rupture de l'armistice.
16 — Premières hostilités.
18 — Bataille de Neuwied.
19 — Retraite des Autrichiens sur Neukirchen.
20 — Passage de la Lahn.
21 AVRIL. Affaire de Gruningen.
22 — Suspension des hostilités.
4 SEPTEMBRE. Journée du 18 fructidor.
19 — Mort de Hoche à Wetzlar.
21 — Funérailles de Hoche à Pétersberg.
2 OCTOBRE. Fête funèbre célébrée à Paris en l'honneur de Hoche.

DESTRUCTION DE LA RÉPUBLIQUE DE VENISE.

SOMMAIRE.

Insurrection à Bergame.—Révolution à Brescia et à Crema.—Mesures du Sénat vénitien contre l'insurrection.—Insurrection des Montagnards.—Prise et reprise de Salo.—Attaque de Brescia. — Prise du camp de Santa-Eufemia. — Sac de Salo. — Mouvements des Impériaux dans le Tyrol.—Progrès de l'insurrection vénitienne.—Plaintes de Bonaparte au Sénat.—Pâques véronaises.—Entrevue des députés vénitiens et de Bonaparte.—Massacre d'un équipage français à Venise.—Nouvelle entrevue des députés avec Bonaparte.—Manifeste et déclaration de guerre contre Venise.—Marche de l'armée contre Venise. — Moyens de défense des Vénitiens. — Incertitude et découragement du Sénat.—Troisième entrevue avec Bonaparte.—Traité de Milan.—Révolution à Venise.—Abdication du Doge et du Sénat.—Entrée des Français à Venise.—Démembrement de la République vénitienne.

Il est temps de revenir à l'armée d'Italie, que nous avons laissée après le traité de Campo-Formio, au moment où elle se préparait à revenir en arrière pour comprimer les insurrections qui, dans les États vénitiens, menaçaient la sûreté des communications. Ces insurrections eurent un résultat beaucoup plus grave qu'on ne l'aurait pensé; elles amenèrent la chute de la République vénitienne,qui,après avoir voulu long-temps conserver une neutralité qu'elle ne sut pas faire respecter se laissa aller inopportunément à des hostilités ouvertes contre les Français [1].

Pour bien nous faire comprendre, nous avons à reprendre notre récit d'un peu haut.

Insurrection à Bergame.—**Malgré son irrésolution** dans les relations extérieures, le sénat vénitien déployait une extrême rigueur contre les partisans des idées nouvelles. Les provinces de terre ferme, qui avaient le plus à se plaindre du gouvernement, étaient celles qui excitaient surtout ses inquiétudes. Dès 1795, il s'était formé, à Bergame et à Brescia, des sociétés secrètes, où s'affilièrent tous les partisans des principes démocratiques; ces sociétés conçurent le projet de changer le gouvernement; un Brescian fut même envoyé à Paris en 1795 pour faire connaître au Comité de salut public le plan d'une vaste insurrection, déjà préparée, et à la tête de laquelle se trouvaient les familles Lecchi et Gambara.

Cette communication contribua sans doute à suggérer l'idée de porter une armée par la Lombardie et les provinces vénitiennes de terre ferme, dans les possessions autrichiennes.

Après les victoires de 1796, le Sénat ne voulut s'allier franchement, ni à la France, ni à l'Autriche. Cette politique équivoque dévoilait des sentiments hostiles; Bonaparte ne crut pas pouvoir mieux les paralyser

[1] Les extraits suivants de l'excellente *Histoire de Venise*, par Daru, feront apprécier que le avait été, dès le commencement même de la Révolution, la conduite de la République vénitienne envers la République française :

« Louis XVI avait été détrôné; l'ambassadeur de France à Venise avait cessé ses fonctions; l'ambassadeur vénitien prit sur lui de quitter Paris et de se retirer sans prendre congé, non à Venise, mais en Angleterre, conduite qui reçut l'approbation formelle du Sénat. La nouvelle République qui venait de se constituer en France ne crut pas devoir en témoigner le moindre ressentiment, ni pouvoir se passer d'envoyer un nouveau ministre à un gouvernement qui cessait d'avoir un représentant auprès d'elle. Cette tentative lui occasiona un affront; le chargé d'affaires, auquel on envoya des pouvoirs, ne put parvenir à se faire reconnaître. Le gouvernement français, qui était loin d'avoir le pressentiment de sa destinée, ne jugea pas au-dessous de lui d'insister pour obtenir l'admission de cet agent. Il cita vainement l'exemple de l'Espagne, de Naples, de Florence et de Gênes; le Sénat refusa de recevoir des lettres de créance dans lesquelles l'ancienne formule ne se retrouvait pas littéralement....

« En refusant de reconnaître l'envoyé de la République, le Sénat consentit à traiter avec lui, mais par l'intermédiaire de son secrétaire de légation, ce qui était assez bizarre, et cette préférence accordée au secrétaire venait de ce que le nom de la République n'était pas dans ses pouvoirs.

« Lorsqu'on lui avait notifié l'existence de cette République, le gouvernement vénitien avait répondu, avec une naïveté qui ne lui était pas ordinaire, *qu'il ne serait ni des premiers ni des derniers à la reconnaître.*

« C'était faire dépendre son amitié des événements et se mettre à la discrétion de la fortune.

« En attendant on persistait toujours à dire qu'on restait avec la France dans les termes d'une parfaite neutralité. Cependant on soumettait les Français voyageurs à des formalités qui auraient pu passer pour injurieuses; on laissait le passage à toutes les troupes allemandes qui descendaient en Italie; on trahissait sa partialité en exhortant officiellement la République de Gênes à s'opposer de toutes ses forces au passage des Français, et on se laissait soupçonner d'avoir secouru le roi de Sardaigne par d'imprudentes libéralités, que la voix publique faisait monter à cinq cent mille ducats. Les moindres accidents devaient nécessairement faire éclater une inimitié si faiblement dissimulée. La frégate française *la Junon*, qui était dans la rade de Gênes, ayant envoyé son canot à bord, les hommes qui le montaient furent assaillis dans le port par des matelots vénitiens qui les battirent, en blessèrent plusieurs et mirent en pièce le pavillon français.

« Cette offense fit sortir le gouvernement français de son système d'impassibilité; la réparation demandée fut obtenue; les matelots vénitiens furent punis.

« La diplomatie du gouvernement vénitien et son inquisition domestique rivalisaient d'activité; tandis qu'au dehors on entretenait la correspondance la plus suivie avec les ennemis de la nation française, à Venise les prisons se remplissaient de ceux qu'on croyait ses partisans. On multipliait les précautions pour empêcher l'introduction de tout ce qui pouvait propager les nouvelles maximes et rappeler le souvenir de la France. L'animosité des ennemis que cette nation avait en Italie était allée jusqu'à faire imprimer un livre d'église où les prières n'étaient que des imprécations contre les Français. Ce livre fut défendu par les inquisiteurs d'état. On aurait pu voir dans cette prohibition un trait d'impartialité, si des rigueurs excessives n'eussent manifesté les véritables sentiments de cette magistrature....

« Les Vénitiens fournissaient des blés à la République française et au gouvernement autrichien; mais en même temps ils en refusaient au roi de Sardaigne et de Naples. On promettait de recevoir un ministre de France et on éludait son admission : on traitait avec le gouvernement sans le reconnaître, on continuait de qualifier d'ambassadeur en France le ministre vénitien qui s'était retiré à Londres, et on croyait que le gouvernement français devait tenir compte de cette condescendance illusoire. Ce n'était point là de l'impartialité, c'étaient des alternatives de passions contraires....

« Il faut le dire, il y avait des intervalles où la police à Venise était plus neutre que le gouvernement; si elle punissait des patriciens suspects de gallomanie, elle réprimait aussi les écarts de ceux qui déclamaient trop imprudemment dans le sens contraire et des prêtres dont le zèle allait jusqu'à anathématiser les Français. Un jeune artiste, qui est devenu depuis un peintre célèbre, est surpris par les sbires au moment où il dessinait un point de vue; après l'avoir dépouillé, garrotté, accablé d'indignes traitements, un de ces misérables lui demande si l'on célèbre encore des fêtes en France. « Plus que jamais, répond le généreux artiste, la fête de la Victoire revient tous les mois. » Cependant la légation se plaint de cet outrage, et aussitôt l'inquisition d'état en punit les auteurs et condamne à une prison perpétuelle celui qui avait ordonné l'arrestation. Dans un autre moment, cette aventure pouvait coûter la vie à l'auteur du *Déluge* et de l'*Endymion*. »

qu'en laissant s'accomplir la révolution déjà préparée dans les états de terre ferme. On a dit (et ce fait, affirmé et démenti en diverses circonstances, est encore au nombre des problèmes historiques) qu'au moment d'ouvrir la campagne de 1797, et de s'engager dans les Alpes noriques et les défilés de la Carinthie, il confia au chef de l'état-major de la cavalerie Landrieux le soin de correspondre avec les sociétés secrètes organisées dans les états de terre ferme, de leur imprimer la direction et l'ensemble convenables pour qu'elles pussent servir de contre-poids aux machinations du Sénat, déterminé à seconder les Autrichiens dans cette nouvelle campagne. Afin de garder une neutralité apparente, Kilmaine et les autres généraux commandant en Lombardie et dans les états vénitiens ne devaient prêter aucun appui aux mécontents.

Le passage du Tagliamento devait être le signal du mouvement insurrectionnel.—Le Sénat, informé des trames ourdies contre lui, se hâta d'envoyer un corps d'Esclavons sur Bergame, principal foyer de l'insurrection; ces troupes étaient au moment d'entrer à Bergame, quand le 15 mars au matin les conjurés s'emparèrent des portes de la ville. La garnison française prit les armes, prétextant qu'il y avait émeute, et les officiers, contrairement aux ordres de Bonaparte, encouragèrent les mécontents. Les insurgés sortirent résolument de la ville, attaquèrent les Esclavons, et, après les avoir mis en déroute, les poursuivirent sur la route de Brescia. On proclama la liberté et la souveraineté du peuple bergamasque, et on établit un gouvernement municipal. Le podestat reçut l'ordre de quitter la ville; des députés furent envoyés à Milan pour y demander des secours et la réunion de Bergame à la république cispadane. Les Milanais envoyèrent aussitôt aux Bergamasques des habits, des armes et des munitions.

Révolution à Brescia et à Crema. — En peu de jours, plusieurs bataillons, formés d'Italiens et de Polonais, s'organisèrent à Bergame, et aussitôt organisés, se mirent en marche vers Brescia, où les familles Lecchi et Gambara avaient préparé la Révolution. —Dans le même temps, et par un hasard fortuit, une centaine de sapeurs de la légion lombarde étaient en route pour se rendre de Milan à Peschiera, en passant par Brescia, qui est l'étape ordinaire. Le provéditeur de Brescia avait envoyé sur la route de Bergame une reconnaissance de 100 cavaliers vénitiens; ceux-ci rencontrant les sapeurs les prirent pour l'avant-garde bergamasque et les chargèrent; mais les Lombards se défendirent bravement, prirent aux assaillants 50 chevaux, et ramenèrent le reste en désordre à Brescia. Les Bergamasques arrivaient par une autre route; les mécontents, profitant de ce moment, et s'étant rassemblés à quelque distance de la ville, signifièrent au provéditeur qu'il eût à leur en faire ouvrir les portes, disant qu'ils étaient l'avant-garde d'une armée de Bergamasques, de Milanais et de Français, et que la moindre résistance attirerait sur Brescia les plus cruels châtiments. Le magistrat effrayé capitula; les insurgés pénétrèrent dans la ville et désarmèrent 500 Esclavons qui y tenaient garnison depuis quelques jours; comme à Bergame, la liberté fut proclamée, et une municipalité établie.

Les Français restèrent étrangers au mouvement insurrectionnel de Brescia, qui s'effectua le 27 mars, et se bornèrent à maintenir la tranquillité dans la ville.

Un mouvement pareil éclata dans Crema le 28 mars, à l'arrivée des Français. Le podestat ayant permis l'entrée de la ville à un détachement de cavalerie républicaine, ce détachement fut suivi par un rassemblement de patriotes italiens : la Révolution eut lieu aussitôt; on renvoya les autorités vénitiennes; la liberté fut proclamée et le gouvernement municipal établi. — Le peuple de Crema ne montra pas dans cette circonstance autant d'enthousiasme que les Bergamasques et les Bresclans.

Mesures du sénat vénitien contre l'insurrection. — A la nouvelle de ces événements, le Sénat comprit le danger que courait l'antique constitution vénitienne; mais l'imminence du péril ne lui inspira aucune énergie; il ne sut recourir qu'à des moyens faibles, incertains et sans vigueur. Il se borna à écrire au Directoire et à envoyer une députation à Bonaparte pour demander à ce général s'il refuserait son assistance aux insurgés. Informé que ceux-ci s'étaient placés sous le patronage de l'adjudant général Landrieux, le résident de Venise à Milan complimenta cet officier sur l'honneur d'avoir été appelé à un pareil rôle; persuadé, disait-il, qu'il était plus qu'un autre capable de s'entendre avec le Sénat pour tout concilier. Ces démarches n'eurent pas de succès. Bonaparte prétendit qu'il ne pouvait rien promettre sans avoir la réponse du Directoire, qui, de son côté, ne voulut rien décider sans connaître les intentions du général en chef.

La crise imminente dont Venise était menacée eût peut-être été prévenue en introduisant dans la constitution des changements qui l'eussent mise en harmonie avec les idées et les besoins nouveaux; c'est même ce que Lallemant, représentant de France à Venise, conseilla de faire; mais un tel remède parut aux oligarques vénitiens pire que tous les maux possibles. La proposition fut rejetée par le grand Conseil, à une majorité de 195 voix sur 200.

Insurrection des montagnards. — La force pouvait seule dès lors résoudre la question; le Sénat finit par où il aurait dû commencer, et pressa les armements contre les insurgés. De nombreux émissaires parcoururent les campagnes pour y opérer des soulèvements. Des prêtres et des moines fanatisèrent les crédules et ignorants montagnards par des prédications furibondes, leur persuadant que rien n'était plus méritoire et plus propre à leur ouvrir les portes du ciel que de s'armer contre les Républicains, serviteurs du démon. Ces manœuvres obtinrent un grand succès. Pendant que le provéditeur Battaja souvelsit à Vérone, contre les Républicains ou leurs adhérents, les sujets restés fidèles au Sénat, toutes les populations de la rive occidentale du lac de Garda et des vallées de la Sabbia et de la Trompia couraient aux armes, et se réunissant aux troupes du Sénat, formaient à Santa-Eufemia,

près de Brescia, un camp sous les ordres du général Fioraventi.

Prise et reprise de Salo. — Salo, sur la rive occidentale du lac de Garda, avait été choisi par le Sénat pour servir de point central aux opérations contre les démocrates; c'est de cette ville que le provéditeur Zicogna faisait passer aux montagnards des armes et des munitions. Les insurgés résolurent de s'emparer de cette place. 1,200 hommes commandés par Lecchi, et quatre pièces de canon, servies par des artilleurs français déguisés, sortirent dans ce but de Brescia. Tormini, poste qui domine Salo, fut promptement enlevé; les habitants de la ville se soumirent et livrèrent des otages.

Des montagnards partis de Santa-Eufemia, où 12,000 hommes se trouvaient déjà réunis, après avoir culbuté le détachement laissé à Tormini, se précipitèrent, le 31 mars, sur le corps de Lecchi, qui, pris à l'improviste, fut aisément refoulé dans Salo. Les Milanais, revenus de leur première surprise, se réunirent et se firent jour à travers l'ennemi; mais 200 Polonais de la légion de Dombrouwsky s'étant barricadés dans les maisons avec quelques insurgés brescians, y furent faits prisonniers malgré leur résistance désespérée.

Attaque de Brescia. — Prise du camp de Santa-Eufemia — Sac de Salo. — Ce premier succès enhardit les montagnards soulevés, et leurs rassemblements continuèrent aux cris de *mort aux Français!* Le 6 avril, ils se portèrent sur Brescia; mais leur attaque n'intimida pas les Brescians, qui, dès les premiers jours de l'insurrection, avaient mis la ville en état de défense. Ceux-ci ripostèrent vivement à une canonnade prolongée, à la suite de laquelle les montagnards regagnèrent leur camp après avoir perdu beaucoup de monde.

Cette double insurrection et la lutte qui en était la suite pouvaient compromettre la sûreté des Français chargés de maintenir les communications de l'armée d'Italie avec le Milanais, dont le nombre n'était que de 8,000 hommes dispersés entre l'Adda et l'Isonso. Kilmaine se hâta de tirer des dépôts de la Lombardie environ 1,500 hommes, qu'il confia au général Lahos, patriote milanais, en le chargeant de désarmer les montagards. Laboz combina avec les Brescians un effort dont la dispersion des montagnards du camp de Santa-Eufemia fut le résultat. Les fugitifs, poursuivis jusqu'aux environs de Lonato, auraient été complétement défaits, si les vainqueurs n'eussent été arrêtés par 4,000 paysans véronais qui se disposaient à passer le Mincio.

Afin d'ôter à l'ennemi son principal point d'appui, Lahoz résolut de reprendre Salo; mais, pour assurer le succès de l'expédition, il demanda du secours au commandant de Peschiera et à celui de la marine, qui envoyèrent le 10 avril devant Salo toute la flottille du lac de Garda, montée par quelques troupes de terre. Le commandant français somma le provéditeur Zicogna de lui remettre la place, nécessaire aux Français pour arrêter le progrès de l'insurrection des montagnards. Le provéditeur répondit que Salo n'était pas moins utile à la République vénitienne pour assurer la répression de la révolte des Brescians. La canonnade s'engagea aussitôt et dura toute la journée. Le commandant français se rendit le lendemain à Salo et déclara que si l'on voulait y mettre bas les armes, les Brescians allaient se retirer; il s'offrit lui-même en otage pour garantir de cette promesse; mais les esprits étaient trop exaltés, et les chefs vénitiens refusèrent.

Cependant, la colonne de Lahos, réunie aux débris de celle de Lecchi, marcha sur Larezzo, qu'elle reprit aux montagnards après un rude engagement; trois pièces de canon et un grand nombre de fusils, que les fuyards jetaient de tous côtés pour courir plus vite, tombèrent au pouvoir des vainqueurs. Lahoz s'avança ensuite sur Salo, qu'avaient abandonné ses habitants; quelques tirailleurs esclavons en défendaient les approches; un de leurs pelotons, après s'être rendu, fit feu sur la colonne de Lahos: cette circonstance fut la cause du sac de Salo.

Mouvements des Impériaux dans le Tyrol. — Ces événements avaient lieu au moment où Joubert, abandonnant le Tyrol pour rejoindre Bonaparte à Villach, laissait ce pays au pouvoir des généraux Kerpen et Laudon et des insurgés tyroliens. La situation des troupes, commandées par Kilmaine, allait encore devenir plus difficile. Tandis que Kerpen s'attachait à suivre Joubert, Laudon, après avoir rassemblé 12,000 hommes, avait balayé le Tyrol méridional, et était revenu le 10 avril sur Trente; de là il avait dirigé par la droite de l'Adige une colonne chargée de reprendre les postes d'Arco, de Riva et de Torbole qui tiennent la tête du lac de Garda. Serviez, qui n'avait, pour les défendre, que 12 à 1300 hommes, fut battu; une partie de sa brigade se rejeta sur Brescia, l'autre sur les postes du général Balland, dans la vallée de l'Adige. Les postes républicains de la rive orientale du lac de Garda, poursuivis par un ennemi victorieux et supérieur en nombre, essayèrent vainement de gagner Peschiera par Laeize, et furent faits prisonniers à Castelnovo. Une petite partie atteignit Vérone, le 16 avril, par la chaussée de Trente, après avoir laissé un poste au fort Chiusa.

Progrès de l'insurrection vénitienne.—La prise et le sac de Salo avaient porté au comble le ressentiment des nobles vénitiens contre les Français, et peut-être eussent-ils d'abord éclaté, s'ils n'eussent été retenus par le voisinage de la division Victor, qui rejoignait l'armée d'Italie. Instruits néanmoins de tout ce qui s'était passé dans le Tyrol et de l'approche de Laudon sur la frontière des états de terre ferme, ils reprirent courage, excités par les secrètes instigations de l'Autriche. On poussa la levée en masse; un comité fut établi à Vérone pour veiller aux préparatifs de l'acte de vengeance qu'on méditait. Les inquisiteurs d'états redoublèrent de rigueur, et les prisons se remplirent de tous ceux qui furent soupçonnés d'attachement à la cause française.

Corfou.


Biblioteca Nazionale
NAPOLI
V.E. III



Vérone.



7

FRANCE MILITAIRE.

Massacre des Blessés Français à Vérone


Biblioteca Nazionale V. E. III
NAPOLI

FRANCE MILITAIRE.



Les Français à Venise.

Plaintes de Bonaparte au Sénat. — Plusieurs soldats français marchant isolément avaient été assassinés; ces assassinats, non moins que l'armement des montagnards, décidèrent Bonaparte à envoyer son aide de camp Junot faire au Sénat d'énergiques protestations contre ce qui se passait, et demander, avec le désarmement des campagnes, une éclatante satisfaction des crimes commis. Junot était porteur d'une lettre énergique adressée au doge [1]; il devait, en cas de refus, déclarer la guerre au sénat vénitien et en faire afficher le manifeste dans Venise même. Le Sénat, avec sa politique ordinaire, éluda ce qu'on lui demandait, calma Junot, que les conseils de l'envoyé de la République française avaient déjà beaucoup adouci; puis, se flattant de faire prendre le change au général en chef de l'armée d'Italie, il lui députa le sénateur Donat et l'ex-ministre de la guerre Justiniani pour lui réitérer verbalement des protestations d'attachement à la France et de considération personnelle. — Les préparatifs hostiles n'en continuèrent pas moins secrètement et avec la plus grande activité.

Pâques véronaises. — Les progrès de Laudon précipitèrent l'orage qui s'apprêtait depuis long-temps, et ce fut à Vérone qu'il éclata. — Balland, qui commandait dans cette place, prévit une crise et se renferma, avec le petit nombre de troupes placées sous ses ordres, dans le fort Saint-Félix et dans les deux autres châteaux. Les insurgés pouvaient être secourus aisément par les Tyroliens; les prêtres appelaient aux armes les peuples des campagnes, ulcérés par les maux d'une guerre qui durait depuis dix mois; 30,000 paysans armés dès le milieu d'avril se trouvaient réunis, partie dans Vérone, partie dans les environs : 3,000 Esclavons y campaient sous divers prétextes. La fermentation, la haine contre les Français allaient croissant; un courrier fut envoyé le 16 avril à Laudon pour l'informer de l'état des choses et lui demander du secours. Balland, en se renfermant dans les forts, n'avait laissé à la garde des portes que le nombre d'hommes strictement nécessaire; soit oubli ou impossibilité, il ne mit pas à l'abri derrière les remparts où il s'était retiré les agents de l'administration et environ 600 malades qui se trouvaient dans les hôpitaux.

Le lundi de la seconde fête de Pâques (17 avril) tout fut prêt enfin pour l'insurrection, et aussitôt après vêpres, le tocsin donna, dans les provinces de terre ferme, le signal d'un mouvement général. Il sonna en même temps à Vérone, à Vicence et à Padoue. — Ce ne fut qu'avec de grands dangers que dans ces deux dernières villes les Français échappèrent au massacre. Ils furent moins heureux à Vérone; les rues et les places publiques se remplirent de paysans fanatiques; tous les Français isolés, tous ceux qui vivaient retirés dans quelques maisons particulières furent assassinés, sans distinction d'âge, d'état ni de sexe. Des femmes enceintes furent égorgées sans pitié; les malades et les blessés furent massacrés dans les hôpitaux; plusieurs Véronais, soupçonnés d'être partisans des Français, périrent dans d'affreux tourments. Desbandes de forcenés s'emparèrent des trois portes de la ville, après avoir fait main-basse sur les sentinelles et les postes qui les gardaient.

Les Français retirés dans les forts entendaient les cris de leurs camarades lâchement assassinés; ils firent alors sur la ville un feu si violent que le provéditeur et le podestat effrayés demandèrent à capituler. Le chef de brigade Beaupoil, commandant du château vieux, se fiant loyalement à ces démonstrations, et, par suite de ces ouvertures, se rendant au palais du Gouvernement, fut assailli par des furieux et faillit être égorgé, quoique la garde bourgeoise l'escortât. Échappé au danger, il conclut avec le provéditeur un arrangement dont le désarmement des révoltés et la remise des portes étaient les principales conditions. Le peuple véronais se montra opposé à ce traité, que, de son côté, le général Balland refusa de ratifier; ce général fit signifier au provéditeur, comme son *ultimatum*, d'opérer le désarmement dans trois heures, de rétablir la liberté des communications, de remettre six otages à son choix, et enfin de donner à l'armée une éclatante satisfaction pour les massacres commis : ces conditions furent rejetées. Le feu recommença; aussitôt les forts tirèrent à boulets rouges, et bientôt plusieurs incendies se manifestèrent dans la ville. La populace rassemblée autour des forts tenta inutilement de les enlever d'assaut.

Ce premier succès sur des malheureux égorgés à l'improviste décida le Sénat à lever entièrement le masque; 2,000 Esclavons eurent ordre de se porter de Vicence au secours des Véronais. Une partie des troupes de Laudon se montrait déjà sur le revers du Montebaldo; la vue de ce renfort excita au plus haut degré la férocité des égorgeurs, qui se croyant certains de l'impunité, massacrèrent la petite garnison de la Chiusa, forcée de se rendre faute de vivres.

Leur joie et celle du Sénat furent de courte durée; le crime était à peine commis que ses auteurs purent

[1] *Lettre du général Bonaparte au doge de Venise.* (19 avril 1797.)

« Toute la terre ferme de la sérénissime République de Venise est en armes de tous côtés; le cri de ralliement des paysans que vous avez armés est : *Mort aux Français!* Plusieurs centaines de soldats de l'armée d'Italie en ont déjà été les victimes. Vous désavouez vainement des rassemblements que vous avez organisés. Croyez-vous qu'au moment où je suis au cœur de l'Allemagne, je sois impuissant pour faire respecter le premier peuple de l'Univers? Croyez-vous que les légions d'Italie souffriront les massacres que vous excitez? Le sang de mes frères d'armes sera vengé. Il n'est pas un des bataillons français qui, chargé d'un si noble ministère, ne sente redoubler son courage et tripler ses moyens. Le Sénat de Venise a répondu par la perfidie la plus noire aux procédés généreux que nous avons toujours eus pour lui. Je vous envoie mon premier aide de camp pour être porteur de cette lettre. *La guerre ou la paix.* Si vous ne prenez pas sur-le-champ les moyens de dissiper les rassemblements, si vous ne faites pas arrêter et livrer entre mes mains les auteurs des assassinats qui viennent de se commettre, la guerre est déclarée. Le Turc n'est point sur vos frontières; aucun ennemi ne vous menace. Vous avez fait à dessein naître des prétextes pour avoir l'air de justifier un rassemblement dirigé contre l'armée; il sera dissous dans vingt quatre heures. Nous ne sommes plus au temps de Charles VIII. Si, contre le vœu bien prononcé du gouvernement français, vous me réduisez au parti de faire la guerre, ne pensez pas cependant qu'à l'exemple des soldats que vous avez armés, les soldats français ravagent les campagnes du peuple innocent et infortuné de la terre ferme; je le protégerai, et il bénira un jour jusqu'aux crimes qui auront obligé l'armée française à le soustraire à votre gouvernement tyrannique. »

en pressentir le châtiment. La nouvelle de l'armistice de Leoben fut bientôt connue à Venise, et la retraite des Tyroliens, qui eut lieu le 18 sur Rivalta, en fut la suite. L'investissement des forts n'en continuait pas moins; car cette nouvelle n'avait pas encore pénétré dans Vérone, et les assiégés étaient déjà menacés de famine, lorsqu'ils aperçurent, le 21 avril, l'avant-garde de Kilmaine.—Chabran, qui la commandait, venait de culbuter un corps nombreux de paysans, soutenu par 1,000 hommes de troupes réglées, et lui avait pris douze pièces de canon. Il somma les Véronais d'ouvrir leurs portes; mais se trouvant trop faible pour obtenir par la force ce qu'il demandait, il se retira, après quelques insignifiants pourparlers, sur Somma-Campagna, pour y attendre le gros des forces de Kilmaine.

Le général vénitien Montenari, informé de ce mouvement rétrograde, résolut de ne pas laisser à Chabran le temps de repasser l'Adige au-dessus de Vérone. Kilmaine, pendant la nuit même, réunit sa division et se proposait également d'attaquer. Les deux partis se rencontrèrent le 22 à 6 heures du matin à la Croce Bianca; 4,000 insurgés soutenaient le corps de 3,000 Esclavons campés en dehors des murs de Vérone. Le choc fut rude; mais l'ennemi fut culbuté et dispersé en quelques instants.

Le général Montenari essaya de rallier les Esclavons dans une grande ferme du village, où il espérait se maintenir; mais un obus ayant mis le feu à quelques caissons, le désordre fut en un instant au comble. La cavalerie du général Landrieux ferma aux Esclavons le chemin de Vérone et les tailla en pièces. Dans le même temps, Lahoz, détaché par Chabran, surprenait le passage de l'Adige à Pescantina. Les insurgés, après une vive résistance, abandonnèrent ce village à demi incendié, et les Gallo-Lombards, couronnant les hauteurs de Saint-Félix, communiquèrent le même jour avec Balland. Vérone fut alors investi sur les deux rives de l'Adige.

Balland ne reçut que le 23 la nouvelle des préliminaires de Léoben; il se hâta d'en donner connaissance aux principaux habitants de Vérone, où il en courait déjà un bruit vague. Cette nouvelle produisit une consternation d'autant plus grande que l'on apprit en même temps l'approche de la division Victor, dirigée en toute hâte de Trente contre la ville insurgée. La terreur et la pusillanimité des habitants furent en raison de la jactance et de la cruauté qu'ils avaient montrées dans la victoire; ils s'attendaient à de terribles représailles : Balland leur accorda une capitulation dont les conditions dures et humiliantes ne garantissaient ni la vie ni les propriétés des vaincus : elles furent acceptées sans examen. Kilmaine entra dans Vérone. — Quelques maisons furent livrées au pillage, et trois des principaux habitants fusillés par jugement du conseil de guerre, exécution qui ne violait pas la capitulation, dont les clauses avaient mis les Véronais à la discrétion des vainqueurs. — Ces terribles journées, où le fanatisme et la perfidie avaient fait couler le sang des malheureux blessés et des Républicains sans armes, furent appelées *Pâques véronaises*, par allusion aux fameuses vêpres siciliennes. Elles excitèrent dans l'armée une indignation générale et un légitime désir de vengeance.

Entrevue des députés vénitiens et de Bonaparte. — Cependant, les députés du Sénat de Venise s'acheminaient vers le quartier général de Bonaparte; ils n'y étaient pas encore arrivés, lorsque la nouvelle du massacre de Vérone les atteignit. — Ils entendaient dire partout sur leur route que Venise venait de déclarer la guerre à la France; que la paix avec l'Empereur était signée, et parmi les différentes versions, il y en avait de douloureuses pour la République. Plus loin, depuis Puntieba jusqu'à Klagenfurt, il n'était bruit que du partage des états vénitiens; à Leoben, ils eurent à entendre les cris de fureur des soldats, qui juraient de venger leurs frères d'armes assassinés.— Enfin, ils arrivèrent à Gratz, où ils eurent une conférence avec le général en chef.

Fidèle à notre système de faire connaître les grands événements par les témoignages originaux, nous aurons recours, pour cette conférence, au rapport même que les députés adressèrent au Sénat :

« Après avoir, disent-ils, fait parvenir au général Bonaparte une lettre de son frère, nous nous présentâmes devant cet homme vraiment extraordinaire, surtout par la vivacité de son imagination, l'énergie de ses sentiments et la promptitude qu'on remarque en lui au premier coup d'œil. Il nous accueillit d'abord avec assez de politesse et nous laissa dire tout ce que nous crûmes propre à le convaincre de l'amitié de notre République pour la France. Nous établîmes que les deux États ne pouvaient pas vouloir se faire la guerre..... Nous ajoutâmes que, relativement aux événements qui étaient malheureusement survenus, nous n'apportions que des justifications et non des plaintes; que nous étions prêts à répondre à tout et à détruire tous les soupçons; que pour l'avenir on était à la recherche des auteurs des assassinats, qui seraient punis exemplairement; que la République effectuerait, ainsi qu'il en avait témoigné le désir, le désarmement de ses sujets, pourvu qu'il voulût bien faire rentrer dans l'ordre les deux villes insurgées...

«Après nous avoir écoutés tranquillement, il nous dit : « Eh bien! les prisonniers sont-ils en liberté? » Nous n'avions aucune instruction sur ce point; nous lui répondîmes qu'on avait rendu les Français, les Polonais et quelques Brescians. « Non, non, répliqua-«t-il, je les veux tous, tous ceux qui ont été incarcérés «pour leurs opinions, de quelque lieu qu'ils soient, «même les Véronais; ils sont tous amis de la France. «Si on ne me les rend, j'irai moi-même briser vos «plombs. Je ne veux plus d'inquisition, c'est une ins-«titution des siècles de barbarie. Les opinions doivent «être libres...... Et les miens, et les miens qui ont «été massacrés? L'armée crie vengeance; je ne puis la «lui refuser, si vous ne punissez les malfaiteurs.... «— Ils seront punis, quand on nous les indiquera, «quand on fournira des preuves.....» Il interrompit : «Votre gouvernement a tant d'espions; qu'il punisse

«les coupables. S'il n'a pas les moyens de contenir le «peuple, il est inepte et ne mérite pas de subsister. Le «peuple hait les Français; pourquoi? parce que la no«blesse les déteste, et c'est aussi pour cela qu'ils sont «poursuivis par le gouvernement; à Udine où il y a «un gouverneur excellent, on n'a pas vu des désor«dres comme ailleurs....»

«Nous lui représentâmes qu'il n'y a point de police qui puisse contenir des millions de sujets... que si le peuple hait les Français, ce sont les désastres de la guerre qu'il faut en accuser.....

«Ici, il nous interrompit encore : « Au fait, si tous «ceux qui ont outragé la France ne sont pas punis, «tous les prisonniers mis en liberté, le ministre an«glais chassé, et si Venise ne se décide pas entre l'An«gleterre et la France, je vous déclare la guerre. Je «viens de conclure la paix avec l'Empereur; je pou«vais aller à Vienne; j'y ai renoncé pour cela. J'ai «quatre-vingt mille hommes, vingt barques canon«nières. Je ne veux plus d'inquisition, plus de Sénat; «je serai un Attila pour Venise. Quand j'avais en tête le «prince Charles, j'ai offert à M. Pesaro l'alliance de la «France, je lui ai offert notre médiation pour faire «rentrer dans l'ordre les villes insurgées. Il a refusé, «parce qu'il lui fallait un prétexte pour tenir la po«pulation sous les armes, afin de me couper la retraite «si j'en avais eu besoin. Maintenant, si vous réclamez «ce que je vous avais offert, je le refuse à mon tour. «Je ne veux plus d'alliance avec vous; je ne veux plus «de vos projets; je veux vous donner la loi. Il ne s'agit «plus de me tromper pour gagner du temps, comme «vous l'essayez par votre mission. Je sais fort bien «que votre gouvernement, qui n'a pu armer pour in«terdire l'entrée de son territoire aux troupes des puis«sances belligérantes, n'a pas les moyens de désarmer «sa population. Je m'en charge; je la désarmerai. Les «nobles des provinces, qui n'étaient que des esclaves, «doivent, comme les autres, avoir part au gouverne«ment; mais déjà ce gouvernement est vieux, il faut «qu'il s'écroule...»

« Nous représentâmes au général que nous ne pouvions croire qu'il voulût employer à la subversion d'un gouvernement les armes glorieuses qui venaient de sauver le sien; que bien que les états fussent inégaux en force, ils étaient égaux en droits.....; que nous venions d'ailleurs pour le satisfaire sur les demandes qu'il avait adressées au Sénat, la punition des coupables et le désarmement; que pour les coupables, on était sur leurs traces; que pour le désarmement, on l'opérerait, s'il voulait bien faire rentrer les villes insurgées dans le devoir; que c'était ce qu'il avait promis, et que nous comptions sur sa résolution.

« Eh bien! dit-il, nous tirerons une ligne le long «du Mincio; il sera défendu aux insurgés d'attaquer «les Véronais; mais ceux-ci se battent contre nous et «répandent le sang français, qui crie vengeance : il la «laut. Je n'ai pas besoin d'auxiliaire; j'ai quatre-vingt «mille hommes. Je veux dicter la loi, et je commence «par vous déclarer que si vous n'avez pas autre chose «à me dire, vous pouvez partir. »

Massacre d'un équipage français à Venise.—Les députés partirent en effet; mais depuis leur départ il s'était commis à Venise même un acte plus odieux encore, s'il est possible, que ce qui avait eu lieu à Vérone. Un règlement du port défendait aux vaisseaux armés des puissances belligérantes d'entrer dans le port du Lido; un lougre, *la Liberté de l'Italie*, commandé par le capitaine Laugier, faisant partie de la flottille française dans l'Adriatique, chassé par des frégates autrichiennes, s'était sauvé sous les batteries de ce port de Venise, et les avait saluées de neuf coups de canon. On lui signifia de s'éloigner, quoique le temps fût très mauvais, et quoique les vaisseaux ennemis qui le poursuivaient fussent en vue. Il allait obéir, lorsque, sans lui donner le temps de prendre le large, les batteries firent feu sur le malheureux navire et le criblèrent sans pitié. Le capitaine Laugier, avec un généreux dévouement, fit descendre son équipage à fond de cale et monta sur le pont avec un porte-voix pour se faire entendre; mais il tomba mort sur le pont avec deux hommes de son équipage. Dans le même moment, des chaloupes vénitiennes, montées par des Esclavons, abordèrent le lougre et en massacrèrent l'équipage, à l'exception de deux ou trois malheureux qui furent conduits à Venise.—Ce déplorable événement avait lieu le 23 avril.—Le Sénat vénitien s'en était rendu complice en décernant une récompense au commandant de Lido, pour avoir fait « respecter les lois vénitiennes.»

Nouvelle entrevue des députés avec Bonaparte.—Manifeste et déclaration de guerre contre Venise.—Les deux commissaires n'avaient pas encore quitté Leobeo, lorsqu'ils reçurent la dépêche qui leur donnait des instructions sur la manière dont ils devaient présenter cette effroyable affaire. Ils furent tellement atterés de ses conséquences, qu'ils n'osèrent pas la traiter de vive voix. Ils expliquèrent par une lettre, le mieux qu'il leur fut possible, l'outrage fait au pavillon français, et se hâtèrent de partir; mais, à peine étaient-ils à quelques postes de Leoben, qu'un autre courrier de Venise les atteignit. Celui-ci leur portait l'avis de l'entrée des Français dans Vienne et dans Padoue et de la révolution qui venait d'y éclater. L'état des choses changeait à tout moment; il fallait bien cette fois hasarder une entrevue avec un général irrité. Ils allèrent l'attendre à Palma-Nova, et à son arrivée, ils sollicitèrent de lui par écrit une audience.

Voici quelle fut la réponse de Bonaparte :

« Je ne puis, messieurs, vous recevoir couverts du «sang des Français. Quand vous aurez fait remettre «en mes mains l'amiral du Lido, le commandant de «la tour et les inquisiteurs d'État qui dirigent la po«lice de Venise, j'écouterai ce que vous avez à me dire «pour votre justification.

« Vous voudrez bien quitter le continent dans le «plus bref délai.

«Cependant, messieurs, si le nouveau courrier qui «vous est arrivé est relatif à l'affaire de Laugier, vous «pouvez vous présenter devant moi.»

Les députés reçurent cette lettre, toute sévère qu'elle

était, avec une joie inexprimable, parce qu'elle leur offrait une conférence; ils s'y rendirent et exposèrent au général qu'ignorant les détails du malheureux événement arrivé au Lido, ils n'hésitaient pourtant point à l'assurer que, ni le Sénat, ni les inquisiteurs d'État ne pouvaient y avoir pris aucune part, et que certainement les officiers quelconques qui auraient transgressé leurs ordres seraient punis d'une manière exemplaire. « Nous ajoutâmes, disent-ils dans leur rapport, que, pour le moment, nous ne pouvions lui dissimuler que le meilleur moyen d'obtenir la satisfaction qu'il demandait était d'en prescrire la forme, mais de la prescrire telle qu'elle pût se concilier avec l'existence politique de la République vénitienne et de ses États; que c'était le vœu de la nation entière; qu'enfin, nous désirions qu'il se montrât pour nous tel qu'il s'était montré pour les ennemis à qui il avait accordé la paix, pour les peuples conquis à qui il avait donné la liberté, pour les neutres dont il avait accepté l'alliance, et que nous ne devions pas avoir à craindre de le trouver différent à l'égard d'une République toujours amie de la France.

«Il avait écouté tranquillement; mais, au lieu de nous répondre, il répéta le contenu de sa lettre, disant qu'il ne voulait rien entendre avant qu'on lui eût livré les coupables. Il nous dit que s'il avait donné la liberté à d'autres peuples, il briserait aussi les chaînes des Vénitiens; qu'il fallait que le Conseil choisît entre la paix ou la guerre; que si on voulait la paix, il fallait commencer par proscrire cette poignée de patriciens qui avaient disposé de tout jusqu'à présent et ameuté le peuple contre les Français. Ce fut en vain que nous essayâmes tous les moyens de l'apaiser; nous basardâmes légèrement de lui proposer une réparation d'un autre genre, il répliqua avec vivacité : « Non, non, «quand vous couvririez cette plage d'or, *tous vos tré«sors, tout l'or du Pérou ne peuvent payer le sang «français.*»

En sortant de cette conférence, Bonaparte publia un manifeste qui contient sa déclaration de guerre contre la République de Venise.

Marche de l'armée contre Venise. — Pendant que ces événements se succédaient au quartier général, les forces réunies de Victor et de Kilmaine, au nombre d'environ 12,000 hommes, attaquaient sur tous points les rassemblements insurgés. Le Véronais fut rentré dans l'ordre le 28; à la même époque, les Français occupèrent Padoue, Vicence, et les rives d'une partie des lagunes. Quelques soulèvements eurent encore lieu dans les vallées bergamasques; mais le général Chevalier, avec une colonne de 1,800 hommes, dispersa les insurgés sans éprouver de résistance sérieuse.

Cependant, l'armée française avait évacué la Carinthie et était revenue sur ses pas à grandes journées; elle occupa les positions suivantes : Masséna s'arrêta à Padoue; la division Victor alla s'établir à Rovigo; Joubert prit position à Vicence et à Bassano; au centre, Mestre et Conegliano furent occupés par Baraguay d'Hilliers; la division Bernadotte se posta à Motta-Sacile et à Pordenone; Dumas était à Trévise avec la cavalerie; Augereau, revenu de Paris, reprit le commandement de sa division et remplaça Kilmaine à Vérone.

Moyens de défense des Vénitiens. — Le Sénat aurait pu cependant faire une belle résistance, sinon arrêter l'essor de l'armée; il lui restait 14,000 hommes de troupes de terre, sans compter les masses que l'on pouvait mettre en action avec le levier de la religion. Les forces de l'armée de mer se composaient de 37 galères et felouques et de 168 barques canonnières portant 750 bouches à feu et 8,500 hommes d'équipages. — Toutes les batteries, qui devaient concourir, avec cette marine, à la défense des lagunes, étaient armées et on en avait élevé de nouvelles. L'arsenal contenait des armes de rechange, des approvisionnements de tous genres, des vivres pour huit mois, et de l'eau douce pour deux. Il était facile d'ailleurs de renouveler ces approvisionnements.

Incertitude et découragement du Sénat. — Venise possédait donc des ressources réelles sous le rapport militaire; mais son état intérieur ne permettait pas qu'on en fît un usage énergique. — L'aristocratie vénitienne était divisée; elle n'avait, ni les mêmes intérêts, ni les mêmes opinions. — La haute aristocratie, maîtresse des places, des honneurs, et disposant de grandes richesses, avait moins d'ignorance, de préjugés et de passions que la noblesse inférieure; elle avait surtout l'ambition du pouvoir. La masse de la noblesse, exclue des emplois, vivant de secours, ignorante et furieuse, avait les véritables préjugés aristocratiques. Unie aux prêtres, elle excitait le peuple, qui lui appartenait, comme il arrive dans tous les États où la classe moyenne n'est pas encore assez puissante pour l'attirer à elle. Ce peuple, composé de marins et d'artisans, était dur, superstitieux, à demi sauvage. La classe moyenne, composée de bourgeois, de commerçants, de gens de lois, de médecins, etc., souhaitait, comme dans le reste de l'Italie, l'établissement de l'égalité civile; elle se réjouissait de l'approche des Français, mais n'osait pas laisser voir sa joie en présence d'un peuple prêt à se porter aux plus grands excès. Enfin, à tous ces éléments de division se joignait une circonstance non moins dangereuse; le gouvernement vénitien était servi par des Esclavons, soldatesque barbare, étrangère au pays, et souvent en hostilité avec lui, n'attendant qu'une occasion de se livrer au pillage, sans volonté de servir aucun parti. — Telle était la situation intérieure de la République, machine vieillie, usée et prête à se disloquer. — Les grands, en possession du gouvernement, étaient effrayés de lutter contre un guerrier comme Bonaparte, et, quoique Venise pût résister à une attaque, ils n'envisageaient qu'avec épouvante les horreurs d'un siége, les fureurs civiles de deux partis irrités, les excès de la soldatesque esclavonne et les dangers de toute espèce auxquels serait exposée Venise avec ses établissements maritimes et commerciaux. Ils redoutaient surtout de voir leurs grandes propriétés, toutes situées sur la terre ferme, sequestrées par l'ennemi. Ils craignaient pour les pensions qui faisaient vivre la petite noblesse, et qui allaient être perdues si, en pous-

sant la lutte à l'extrémité, on s'exposait à une révolution. — Ils pensaient qu'en traitant avec Bonaparte il pourraient sauver les anciennes institutions de la République par des modifications; conserver le pouvoir, qui reste toujours aux hommes habitués à le manier; sauver leurs terres, les pensions de la petite noblesse et éviter à la ville les horreurs du sac et du pillage. En conséquence, les principaux membres du gouvernement se réunirent chez le chef de l'État; c'étaient les six conseillers du doge, les trois présidents de la Quarantie criminelle, les six sages grands, les cinq sages de terre ferma, les cinq sages des ordres, les onze sages sortis du Conseil, les trois chefs du Conseil des Dix, les trois Avogadors; cette assemblée extraordinaire avait pour but de pourvoir au salut de Venise. — L'épouvante y régnait; le Doge, vieillard affaibli par l'âge, avait les yeux remplis de larmes. Il dit qu'il n'était pas assuré cette nuit même de dormir tranquillement dans son lit. On fit différentes propositions; un membre proposa de se servir du banquier Haller pour gagner Bonaparte : on trouva la proposition ridicule et vaine; d'ailleurs l'ambassadeur Quirini avait ordre de faire à Paris tout ce qu'il pourrait et d'acheter même les voix des membres du Directoire. D'autres proposaient de se défendre : on trouva la proposition imprudente et digne de têtes folles et jeunes. Enfin, on s'arrêta à l'idée de proposer au Grand Conseil une modification à la Constitution, et d'envoyer à Bonaparte de nouveaux députés.

Troisième entrevue avec Bonaparte. — Armistice. — Le Grand Conseil donna son assentiment à toutes ces mesures. Les commissaires partirent sur-le-champ; ils rencontrèrent sur le bord des lagunes, au pont de Marghera, le général en chef de l'armée d'Italie. Les troupes républicaines annonçaient déjà l'impatience de combattre; les artilleurs français avaient commencé à échanger quelques boulets avec les canonnières vénitiennes. Les deux commissaires communiquèrent à Bonaparte la décision qui venait d'être prise par le sénat vénitien. Le général les écouta en silence, puis leur dit d'un ton brusque : « Les trois inquisiteurs d'état et le commandant du Lido sont-ils arrêtés? Il me faut leur tête. Point de traité jusqu'à ce que le sang français soit vengé. Vos lagunes ne m'effraient pas; je les trouve telles que je l'avais prévu : dans quinze jours je serai à Venise. Vos nobles ne se déroberont à la mort qu'en allant, comme les émigrés français, traîner leur misère par toute la terre. » Cependant, sur les vives instances des commissaires, il se radoucit et consentit à accorder une suspension d'armes de quinze jours. La joie que ce moment de répit fit naître dans le Sénat fut promptement troublée par la fermentation et les symptômes de révolte qui se manifestèrent chez les matelots de la flotte et surtout chez les Esclavons; il fallut songer à négocier avec ces derniers, afin d'obtenir qu'ils quittassent Venise. L'arrestation des inquisiteurs et du commandant du Lido fut décrétée le 4 mai par le Grand Conseil. Les préparatifs de défense furent suspendus; les deux commissaires furent autorisés à stipuler toutes les réformes à la Constitution qui pourraient hâter la paix entre la France et Venise.

Traité de Milan.—Satisfait d'avoir jeté l'épouvante chez les Vénitiens, et ne voulant pas en venir à des hostilités réelles pour ne pas donner à l'Autriche un prétexte d'intervenir, Bonaparte s'était rendu à Milan, où les commissaires l'avaient suivi et où il avait appelé le ministre Lallemant, résident de la République française à Venise. — Là fut conclu, le 16 mai 1797, un traité dont voici les dispositions:

Le Grand Conseil, renonçant aux droits héréditaires de l'aristocratie, abdiquait la souveraineté et reconnaissait qu'elle résidait dans la réunion des citoyens. Il y mettait seulement cette condition, que le nouveau gouvernement garantirait la dette publique, les pensions viagères et les secours accordés aux nobles pauvres. Un autre article portait que la République française, sur la demande qui lui en avait été faite, voulant contribuer à la tranquillité de la ville de Venise, accordait une division de troupes françaises pour y maintenir l'ordre, la sûreté des personnes et des propriétés. — La station des troupes françaises à Venise n'ayant pour but que la protection des citoyens, ces troupes devaient se retirer aussitôt que le nouveau gouvernement serait établi et qu'il déclarerait n'avoir plus besoin de leur assistance. — Les autres divisions de l'armée française devaient évacuer également toutes les parties du territoire vénitien dans la terre ferme, lors de la conclusion de la paix générale.

« Le premier soin du gouvernement provisoire, était-il dit, sera de faire terminer le procès des inquisiteurs et du commandant du fort du Lido, prévenus d'être les auteurs et instigateurs des *Pâques véronaises* et de l'assassinat commis dans le port de Venise. Il désavouera d'ailleurs ces faits de la manière la plus convenable et la plus satisfaisante pour le gouvernement français.

« Le Directoire exécutif, de son côté, par l'organe du général en chef de l'armée, accorde pardon et amnistie générale pour tous les autres Vénitiens qui seraient accusés d'avoir pris part à toute conspiration contre l'armée française, et tous les prisonniers seront mis en liberté après la ratification. »

La rédaction de cet acte annonçait assez la position désespérée des négociateurs vénitiens; on y stipulait la dissolution du gouvernement même avec lequel on traitait : on ne réglait nullement ce qui devait être mis à sa place. — L'une des parties contractantes accordait aux sujets de l'autre pardon et amnistie, termes insolites dans les traités, dont l'essence est de supposer les deux parties libres, indépendantes et dans des dispositions amicales. — Ce traité ne déterminait ni les forces de la nouvelle république de Venise, ni le territoire qu'elle devait conserver, ni ses rapports avec les autres États. — Venise allait être dans l'anarchie, et cette capitale, où il y avait déjà une petite armée de 14,000 hommes, devait recevoir une division française à titre de protection : il est évident que cette occupation était l'objet principal du traité pour le négociateur français.

Outre ces articles patents, on avait stipulé cinq articles secrets. — Par le premier, il était convenu que les deux Républiques s'entendraient entre elles pour des échanges de territoire, ce qui laissait les Vénitiens dans une triste incertitude.—Le second et le troisième frappaient Venise d'une contribution de six millions, dont trois en argent et trois en munitions navales. — Le quatrième obligeait les Vénitiens à céder trois vaisseaux de guerre et deux frégates armés et équipés. — Le cinquième, enfin, prescrivait la remise de vingt tableaux et de cent manuscrits au choix des commissaires français.

Quelque dur que fût ce traité, les Vénitiens furent encore déçus de l'espérance de devoir leur salut à tant de sacrifices. Quand cet ouvrage des plénipotentiaires arriva à Venise, une Révolution populaire avait déjà changé le mode de gouvernement, et l'antique République de Venise avait cessé d'exister.

Révolution à Venise. — Abdication du Doge et du Sénat.—Bonaparte, maître du territoire vénitien, tenait beaucoup à posséder Venise, afin de négocier plus avantageusement la paix avec l'Autriche. Une Révolution pouvait réaliser ce désir. Il le laissa, dit-on, pénétrer à Villetard, secrétaire de la légation française à Venise, homme de talent et d'esprit, d'un caractère ardent; celui-ci, profitant de l'absence de son supérieur immédiat, appelé à Milan peut-être à dessein, se mit à la tête du parti exalté dont tous les efforts tendaient à faire promptement éclater la Révolution. La terreur régnait toujours parmi la noblesse vénitienne, et l'arrestation de ces inquisiteurs d'état, si terribles autrefois pour elle, avait, au lieu de dissiper son épouvante, contribué encore à l'accroître. Le 7 mai deux hommes du parti populaire remirent au comité assemblé chez le Doge une pièce contenant d'une manière également vague et absolue le modèle d'un nouveau gouvernement, après l'acceptation duquel on promettait d'intervenir près de Bonaparte en faveur des inquisiteurs et du commandant du Lido. On était encore dans l'étonnement produit par la lecture de cette pièce sans signature, quand Nicolas Morosini, chargé de veiller à la police de la ville, fit demander de nouvelles forces au comité pour prévenir un mouvement qui lui semblait inévitable: la terreur fut aussitôt au comble. — On nomma des commissaires pour concerter l'exécution des nouvelles mesures proposées au comité, et qu'on regardait comme étant l'expression de la volonté de Bonaparte, quoiqu'elles ne fussent appuyées d'aucune signature. — Le Grand Conseil, rassemblé le 12, abdiqua la souveraineté, à la majorité de 512 voix sur 537 votants, et la destruction du gouvernement vénitien fut ainsi légalement consommée.

Une municipalité provisoire fut aussitôt créée pour veiller à la sûreté publique jusqu'à ce que l'on connût les intentions définitives de Bonaparte; mais le désordre qui régnait dans la ville décida cette municipalité à remettre son installation jusqu'à l'arrivée des troupes françaises, qui, d'après les avis de Villetard, étaient prêtes à se rendre à Venise.

La nouvelle Révolution avait été d'abord accueillie par les cris de *vive la liberté!* et *vive saint Marc!* Mais quelques patriciens mécontents soulevèrent contre le nouvel ordre de choses des bandes de gondoliers et de marins; les maisons de quelques riches bourgeois qu'on savait partisans de la Révolution furent pillées, et bientôt la ville fut livrée au désordre le plus complet. — On parvint néanmoins à rassembler, vers deux heures du matin, pour arrêter ce mouvement contre-révolutionnaire, environ 200 soldats, qu'on plaça sur le pont de Rialto; une vingtaine de perturbateurs furent tués, et le calme se rétablit. Une proclamation défendit le lendemain, sous peine de mort, toute opposition à la Révolution qui venait d'être consommée.

Entrée des Français à Venise. — La flottille vénitienne alla chercher, le 16, au-delà des lagunes la division française, d'environ 3,000 hommes, qui devait entrer dans Venise; on prépara le peuple à la réception de ces nouveaux hôtes, qui débarquèrent sur la place Saint-Marc. Ils prirent ainsi possession de Venise le jour même où les plénipotentiaires du Grand Conseil signaient à Milan un traité qui consacrait la ruine de l'oligarchie vénitienne, et où, par un hasard non moins singulier, le Directoire apprenant le massacre de Vérone notifiait à l'ambassadeur vénitien l'injonction de quitter Paris.

Les premiers jours qui suivirent la dissolution de l'ancien gouvernement furent marqués par de grandes démonstrations de joie populaire. Les prisons de l'inquisition d'état furent démolies; le livre d'or fut brûlé au pied même de l'arbre de la liberté. Sur la page d'un Évangile, que tenait ouvert le lion de saint Marc, on substitua les mots: *Droits de l'homme et du citoyen* à ceux de: *Pax tibi, Marce, evangelista meus;* ce qui fit dire assez plaisamment à un gondolier: «Enfin le lion a tourné la page.»

Quoiqu'il n'y eût encore ni constitution, ni forme de gouvernement bien déterminé, la municipalité provisoire se hâta de faire des lois et de se considérer comme le centre des anciens États de la République, prétention que repoussèrent toutes les villes de la terre ferme, chacune voulant se constituer séparément. Il en résulta que Venise ne reçut plus d'impôts et qu'il fallut recourir à des emprunts forcés pour subvenir à d'indispensables dépenses, augmentées encore par la présence des troupes françaises.

Pendant la durée de cet état incertain de choses, qui se perpétua jusqu'au mois d'octobre, la société populaire vota la réunion de la République vénitienne à la République déjà organisée à Milan. Cette démarche semblait être un pressentiment du sort dont les États de Venise se trouvaient menacés par le traité de Campo-Formio, dont nous parlerons plus loin, afin de ne pas interrompre en ce moment le récit de la fin de cette fameuse République, dont la durée égalait celle de l'antique monarchie française.

L'arsenal et la marine vénitienne, au moment de leur remise aux Français, ne répondirent nullement à l'idée qu'on s'en était formée. — A peine put-on mettre en mer deux vaisseaux de 64, quatre bricks

et quelques bâtiments de transport pour conduire à Corfou un corps de 1,500 hommes destinés à prendre possession des îles Ioniennes. Cependant telle était encore la réputation de l'ancienne marine vénitienne, que l'on fut tout étonné de ne trouver à Corfou que cinq vaisseaux de 74, deux de 64 et un de 58, six frégates et onze galères.—La France, par l'occupation des îles Ioniennes, devenait maîtresse de la navigation de l'Adriatique.

Démembrement de la République vénitienne.—Le traité de Campo-Formio fut un coup de foudre pour les patriotes vénitiens. La République était démembrée pour donner des dédommagements de territoire aux deux grandes puissances belligérantes. L'Empereur consentait à ce que la République française possédât en toute souveraineté les îles vénitiennes du Levant (Corfou, Zante, Céphalonie, Sainte-Maure, Cérigo, etc.), ainsi que Butrinto, Larta, Vonizza, et en général tous les établissements vénitiens en Albanie situés plus bas que le golfe de Ludrino.

La République française consentait à ce que l'Empereur possédât en toute souveraineté et propriété l'Istrie, la Dalmatie, les îles vénitiennes de l'Adriatique, les bouches du Cattaro, la ville de Venise, les lagunes et les pays compris entre les états héréditaires et une ligne qui, partant du Tyrol, devait traverser le lac de Garda, l'Adige, suivre la rive gauche de ce fleuve jusqu'à Porto-Legoago et ensuite joindre la rive gauche du Pô jusqu'à la mer.

Enfin, la République cisalpine devait comprendre, outre la Lombardie autrichienne, Mantoue et le Mantouan, le Bergamasque, le Brescian, le Crémasque, Peschiera et la partie des états vénitiens situés à l'ouest et au sud de la ligne servant de limite aux possessions autrichiennes.

Ce partage répandit dans Venise la rage du désespoir; on voulut s'assembler; on protesta; on jura la démocratie ou la mort; mais on sentait son impuissance, et on voyait les Français, qui occupaient encore Venise, démolir le Bucentaure, employer ou enlever les approvisionnements de l'arsenal, envoyer la marine vénitienne à Toulon, avec les chevaux de bronze que Dandolo avait conquis autrefois à Constantinople, et qui, comme un glorieux trophée, allaient servir pendant quinze années à l'ornement de la capitale de l'Empire français.

«Les Français évacuèrent Venise le 18 janvier 1798, et les Autrichiens y arrivèrent le même jour. Pesaro, ce farouche inquisiteur d'état qui s'était si obstinément opposé à toute alliance avec la France, et qui, lors de la Révolution, était sorti de Venise pour aller, disait-il, « chercher la liberté en Suisse,» rentrait dans sa patrie avec la qualité de délégué de l'Empereur. Ce fut entre ses mains que les anciens souverains de Venise eurent à prêter le serment d'obéissance. L'ex-doge Marini, en paraissant devant son compatriote transformé en commissaire autrichien, fut, au moment de prononcer le mot fatal, saisi d'une telle émotion qu'il tomba sans connaissance. Malheureux d'avoir vu périr sa patrie sans pouvoir la sauver, il s'honora du moins par une noble douleur. Mais dans cette grande catastrophe, les sentiments étaient loin d'être unanimes; la populace se livra à des démonstrations de joie qui tenaient du délire; les autorités provisoires, plusieurs nobles célébrèrent cet événement par des fêtes. Les hommes passionnés qui avaient embrassé l'espoir d'une utile Révolution, fuyaient la rage dans le cœur, et les vrais citoyens déploraient la bassesse du peuple et des grands, l'impéritie du gouvernement et l'asservissement désormais éternel de la patrie [1].»

On a blâmé Bonaparte d'avoir sacrifié Venise; mais on n'a pas réfléchi qu'il devait faire la paix et assurer l'existence de la République cisalpine, dont Milan allait devenir la capitale; que pour assurer cette existence la possession de Mantoue était nécessaire. —Obligé d'opter entre la République lombarde, dont les troupes avaient été les auxiliaires de nos soldats, et la République vénitienne qui les avait fait égorger, le général de l'armée d'Italie ne pouvait hésiter: Venise fut sacrifiée aux mânes de nos braves assassinés sans défense. Cette vengeance, grande et morale, fut politique aussi, puisqu'elle offrit les moyens de fournir à l'Autriche un dédommagement pour Mantoue et la Lombardie.

[1] Daru, *Histoire de Venise.*

RÉSUMÉ CHRONOLOGIQUE.

1797.

15 MARS. Insurrection à Bergame.
27 — Révolution à Brescia.
29-31 — Prise et reprise de Salo.
4 AVRIL. Prise et sac de Salo par le général Lahoz.
13 — Lettre de Bonaparte au doge de Venise.
17 — Massacre des Français à Vérone.
20 — Assassinat du capitaine Laugier.
27 — Première entrevue de Bonaparte avec les députés vénitiens.
26-28 — Dispersion des Insurgés.—Soumission du Véronais.
1er MAI. 2e entrevue de Bonaparte et des députés vénitiens.
2 — Manifeste de Bonaparte contre Venise.
— — Marche de l'armée française sur Venise.
11 — Révolution à Venise.
16 — Traité de Milan.
— — Entrée des Français à Venise.
17 Traité de paix de Campo-Formio qui arrête le démembrement des États vénitiens.

1798.

18 JANVIER. Les Français évacuent Venise. — Les Autrichiens en prennent possession.

PAIX DE CAMPO-FORMIO.

SOMMAIRE.

Lenteurs des négociations.— Création de la République cisalpine.— Révolution à Gênes.— République ligurienne.— Anniversaire du 14 juillet.— Proclamation de Bonaparte.— Adresses de l'armée d'Italie.— Traité de paix de Campo-Formio.— Bonaparte à Rastadt.— Réception solennelle de Bonaparte par le Directoire.

Lenteurs des négociations.—Satisfait d'avoir, par la convention de Leoben, paré au plus pressé et sauvé la capitale de la monarchie autrichienne, le Cabinet de Vienne montrait peu d'empressement à clore, par un traité de paix définitif les hostilités indéfiniment suspendues. Il connaissait les manœuvres de l'Angleterre auprès de la Russie, la coalition qui se renouait dans le Nord et les intrigues de tous genres qui agitaient la France. Il n'ignorait pas que les récentes élections, en envoyant dans les conseils de nouveaux députés en remplacement de l'un des deux tiers conservés par le décret de la Convention, avaient créé de grands embarras au Directoire. Il savait qu'une réaction toute contraire à la Révolution avait lieu dans l'intérieur de la République: instruit par ses agents secrets, il espérait un changement dans le gouvernement qui pourrait lui faciliter, soit les moyens de continuer la guerre avec plus d'avantages, soit de faire la paix à des conditions plus favorables: il temporisait. Bonaparte, de son côté, jouissant en Italie de sa gloire et de son indépendance, se hâtait peu de faire cesser un état de choses à la suite duquel il devait nécessairement se trouver replacé sous l'autorité d'un gouvernement pour lequel il avait peu de considération et peu d'estime.

Les négociations du traité définitif avec l'Autriche furent donc longues et difficiles; les difficultés étaient suscitées tantôt par les envoyés de l'Empereur, tantôt par les instructions mêmes du Directoire, dont la politique peu éclairée variait avec ses craintes ou ses espérances relatives aux factions intérieures. Bonaparte, qui réunissait alors la double qualité de général et de plénipotentiaire, eut successivement son quartier général à Montebello (où madame Bonaparte vint le joindre), à Milan et à Passeriano, près d'Udine, ville où les négociateurs tenaient leurs conférences.

Création de la République cisalpine.—Ce fut pendant les moments de loisir que lui laissaient à Montebello les arrangements diplomatiques qu'il affermit la tranquillité de l'Italie par la création de la République cisalpine. Cette République était destinée à devenir, avec le temps, le seul État de l'Italie et à fondre en un seul peuple tous les habitants de la Péninsule. Elle fut d'abord formée des Républiques Transpadane et Cispadane, avec les états vénitiens de terre ferme, dont l'indépendance fut proclamée. Plus tard, Bonaparte y adjoignit la Valteline, petit canton de la Suisse italienne, sujet des ligues grises, et que l'oppression de ses dominateurs entraîna à réclamer sa liberté. D'anciennes promesses de la France de Louis XIV avaient garanti cette liberté; elles furent remplies par la France républicaine.

Révolution à Gênes.—République ligurienne.—A Milan, le général en chef donna son approbation à la Révolution démocratique qui détruisit l'ancienne oligarchie génoise, et substitua, sous le nom de République ligurienne, au gouvernement des nobles, le gouvernement populaire. Il fit adopter à cette République la constitution de la République française, et nomma lui-même les directeurs chargés du pouvoir exécutif. Sa gloire et son génie le faisaient ainsi l'arbitre de toutes les querelles, le médiateur de tous les traités relatifs aux peuples de l'Italie, dont la reconnaissance le saluait du beau titre de libérateur [1].

---

[1] Voici comment la Révolution se fit à Gênes:

Les têtes étaient fort exaltées contre l'aristocratie qui, moins absurde et moins énervée que la noblesse vénitienne, avait aussi plus d'obstination et de fermeté. La France avait traité avec le gouvernement génois pour assurer les communications de l'armée et, malgré de légitimes sujets de plaintes, s'était bornée à exiger 2,000,000 d'indemnités, 2,000,000 en prêt et le rappel des familles exilées pour leur attachement à la France. — Mais, après la signature des préliminaires de Leoben, les patriotes génois ne gardèrent plus de mesure; ils se réunissaient chez un nommé Morandi et y avaient formé un club; une pétition rédigée par eux et présentée au Doge, demanda des modifications à la Constitution; le Doge nomma une commission pour examiner cette demande. Dans l'intervalle, on s'agita; les bourgeois et les jeunes gens à tête ardente s'armèrent. De leur côté, les nobles, aidés par les prêtres, excitèrent le même peuple et armèrent les charbonniers et les porte-faix. — Le ministre de France Faypoult, homme doux et modéré, cherchait en vain à contenir l'effervescence. — Le 22 mai, les événements de Venise furent connus, aussitôt les Morandistes, c'était ainsi qu'on nommait les patriotes, essayèrent de s'emparer de vive force des postes principaux; un combat violent s'engagea; les patriotes, qui avaient affaire à la masse du peuple, furent battus et cruellement maltraités. Le parti victorieux ne ménagea pas les familles françaises. Le ministre Faypoult ne fut lui-même respecté que parce que le Doge lui donna une garde. Dès que Bonaparte apprit ces événements, il envoya son aide de camp Lavalette réclamer auprès du Sénat génois la mise en liberté des Français détenus, des indemnités et des réparations pour ceux qui avaient été pillés, et surtout l'arrestation de trois membres de la noblesse soupçonnés d'avoir mis les armes aux mains du peuple. — Les patriotes, soutenus par cette influence puissante, se rallièrent, reprirent le dessus, et suivant l'exemple des Vénitiens, obligèrent l'aristocratie à abdiquer. Ils installèrent un gouvernement provisoire; une commission fut envoyée à Bonaparte, et après avoir conféré avec lui, rapporta une constitution pour la nouvelle République.—Tandis qu'on s'occupait de la mise en action de cette constitution, une insurrection populaire plus grave que celle qui, au mois de mai, avait été fomentée par le parti aristocratique, et plus générale, éclatait dans la vallée de la Polcevera, et faillit devenir fatale à la République ligurienne. Cette insurrection était excitée par les prêtres contre la constitution nouvelle. — Le général français Duphot, qui se trouvait là avec quelques troupes, rétablit l'ordre. Les Génois s'adressèrent à Bonaparte, qui leur répondit une lettre sévère, pleine de conseils fort sages, et dans laquelle il réprimandait leur fougue démocratique. Il fit des changements à leur constitution, réduisit à trois les cinq magistrats chargés du pouvoir exécutif, diminua le nombre des membres des conseils, et enfin organisa le gouvernement d'une manière moins populaire, mais plus forte. Il fit accorder divers avantages aux nobles et aux prêtres, afin de les réconcilier avec le nouvel ordre de choses, et blâma ceux qui avaient voulu les exclure des fonctions publiques. «Vous feriez, écrivit-il aux Génois, ce qu'ils ont fait eux-mêmes.»



Réception de Bonaparte par le Directoire





Tronsberg. Tyrol.

Landech. Tyrol.




Biblioteca Nazionale
NAPOLI



Chasseur de Chamois Cretins des Alpes.



Bords du Rhin. Johannisberg.


Biblioteca Nazionale
NAPOLI



Paysanes Tyroliennes



Bonaparte à Leoben.

Anniversaire du 14 juillet. — Proclamation de Bonaparte. — Cependant les haines politiques étaient arrivées à Paris au plus haut point d'exaspération. Bonaparte ne se souciait pas de jouer un rôle actif dans la journée qui se préparait. Au lieu d'aller lui-même à Paris, comme le Directoire le lui avait demandé, il comptait y envoyer Augereau; l'anniversaire du 14 juillet fournit d'ailleurs à son armée l'occasion de manifester ses sentiments républicains. Bonaparte avait choisi cette journée mémorable pour donner une fête à ses soldats. Une pyramide, décorée de trophées, et portant le nom de tous les soldats et officiers morts pendant la campagne d'Italie, fut élevée à Milan. Autour de cette pyramide on célébra la fête, qui fut magnifique. Bonaparte y assista avec tout son état-major, et il adressa à ses soldats une proclamation significative et menaçante pour ceux qui, dans l'intérieur, complotaient la ruine de la République. «Soldats, leur dit-il, c'est aujourd'hui l'anniversaire du 14 juillet. Vous voyez devant vous les noms de nos compagnons d'armes morts au champ d'honneur, pour la liberté de la patrie. Ils vous ont donné l'exemple; vous vous devez tout entiers à la République; vous vous devez tout entiers au bonheur de trente millions de Français; vous vous devez tout entiers à la gloire de ce nom, qui a reçu un nouvel éclat par vos victoires. — Soldats! je sais que vous êtes profondément affectés des malheurs qui menacent la patrie. Mais la patrie ne peut courir de dangers réels; les mêmes hommes qui l'ont fait triompher de l'Europe coalisée sont là. Des montagnes nous séparent de la France; vous les franchiriez avec la rapidité de l'aigle, s'il le fallait, pour maintenir la constitution, défendre la liberté, et protéger les Républicains. — Soldats! le Gouvernement veille sur le dépôt des lois qui lui est confié. Les royalistes, dès l'instant qu'ils se montreront, auront vécu. Soyez sans inquiétude, et jurons par les mânes des héros qui sont morts à côté de nous pour la liberté, jurons sur nos drapeaux, guerre implacable aux ennemis de la République, et de la constitution de l'an III.»

Ce serment fut prêté avec d'unanimes acclamations. Les généraux et les officiers se réunirent dans un banquet où furent portés les toasts les plus énergiques. Le général en chef donna l'exemple, et élevant la voix, dit: «*Aux braves Stengel, Laharpe, Dubois, morts au champ d'honneur!* puissent leurs mânes veiller autour de nous, et nous garantir des embûches de nos ennemis!» Des toasts furent successivement portés à la constitution de l'an III, au Directoire, au conseil des Anciens, aux Français assassinés dans Vérone, à la *réémigration des émigrés*, à l'union des Républicains français, à *la destruction du club de Clichy*. (On sonna le pas de charge à ce dernier toast).

Adresses de l'armée d'Italie. — Des fêtes semblables eurent lieu, avec le même appareil, dans toutes les villes où se trouvaient les divisions de l'armée. Ensuite, et sans doute par l'influence du général en chef, on rédigea dans chaque division des adresses plus significatives encore que la proclamation du général en chef. Celui-ci avait du moins gardé dans son langage une certaine dignité. Les divisions Masséna, Joubert, Augereau, se signalèrent par leur violence. Celle d'Augereau surtout dépassa toutes les bornes. «O! conspirateurs, disait-elle, tremblez! de l'Adige et du Rhin à la Seine, il n'y a qu'un pas. Tremblez! vos iniquités sont comptées, et le prix en est au bout de nos baïonnettes!»

Ces adresses, couvertes de milliers de signatures, furent envoyées au général en chef. Il les transmit au gouvernement, avec sa proclamation, pour qu'elles fussent imprimées et publiées. C'était le seul appui réel qu'il voulût en ce moment donner au Directoire. — Augereau, peu de jours après, partit pour Paris.

Traité de paix de Campo-Formio. — Bientôt eurent lieu les événements du 18 fructidor. La nouvelle en parvint promptement aux négociateurs; elle influa heureusement sur les conférences d'Udine; les diplomates autrichiens perdirent l'espérance d'une révolution prochaine, favorable aux desseins de l'étranger, et se convainquirent de la nécessité de signer promptement un traité définitif. Dès lors les négociations marchèrent avec plus de rapidité. Cependant, par suite de prétentions nouvelles des envoyés autrichiens, qui voulaient que Mantoue leur fût rendue en échange de Mayence, tout fut au moment d'être rompu. — L'armée française, après les préliminaires de Léoben, s'était retirée derrière la Piave; elle reçut de Bonaparte l'ordre de repasser cette rivière, et d'occuper la rive droite de l'Isonzo. De son côté, l'armée autrichienne repassa la Drave. Les hostilités étaient imminentes, et les troupes en marche: on conférait au bruit du tambour. — Enfin, le 16 octobre, à Udine, la discussion s'échauffa tellement, les paroles devinrent si vives, que Bonaparte, justement indigné de ce que le comte de Cobentzel, négociateur autrichien, après lui avoir reproché de sacrifier à son ambition de général et à son désir de gloire les avantages que sa patrie pouvait obtenir de la paix, le menaçait d'appeler l'armée russe au secours de l'armée autrichienne, s'écria: «Eh bien! la trêve est rompue, la guerre déclarée; mais souvenez-vous, qu'avant la fin de l'automne, je briserai votre monarchie comme je brise cette porcelaine.» Et en proférant ces paroles, il jeta sur le parquet un magnifique cabaret de porcelaine que Catherine II avait donné à M. de Cobentzel, et se retira. En montant en voiture pour retourner à son quartier-général de Passeriano, il envoya un officier prévenir l'Archiduc que les hostilités recommenceraient dans vingt-quatre heures. Les diplomates autrichiens, effrayés de cette résolution, se hâtèrent d'accepter toutes les conditions imposées par la France; et le lendemain, 17 octobre, fut conclu le traité de paix. Quoique ce traité ait été signé à Passeriano, quartier-général de Bonaparte, on le data de Campo-Formio, village entre Udine et Passeriano, et qui avait été déclaré neutre.

Il publia la lettre qui contenait cette phrase. «C'était, dit Thiers, un blâme dirigé contre ce qui se faisait à Paris à l'égard des nobles. Il était charmé d'intervenir ainsi d'une manière indirecte dans la politique, de donner un avis, de le donner contraire au Directoire, et surtout de se détacher sur-le-champ du parti victorieux; car il affectait de rester indépendant, de n'approuver, de ne servir aucune faction, de les mépriser, de les dominer toutes.»

Lorsque le projet de ce traité fut communiqué au général en chef de l'armée d'Italie, celui-ci, à la lecture du premier article, qui était ainsi conçu : « L'empereur d'Allemagne reconnaît la République française » interrompit avec vivacité le lecteur, et s'écria : « Rayez cet article. La République française est comme le soleil, aveugle qui ne la voit pas! » Puis il ajouta d'un ton plus calme : « Le peuple français est maître chez lui : il a fait une république, peut-être demain fera-t-il une aristocratie, après-demain une monarchie; c'est son droit imprescriptible : la forme de son gouvernement n'est qu'une affaire de loi intérieure. »

Les clauses principales des vingt-cinq articles patents du traité de paix confirmaient la cession de la Belgique et de la Lombardie, et assuraient à la France les limites du Rhin et des Alpes. Les états de Venise jusqu'à la rive gauche de l'Adige, avec la place de Vérone et un arrondissement déterminé, devenaient la possession de l'Autriche. Le Brescian et le Bergamasque étaient assurés à la République cisalpine. La France gardait les îles Ioniennes.

Quatorze articles secrets, plus importants en quelque sorte que le traité public, spécifiaient les limites de la République et les abandons de territoire qui devaient en résulter. L'Empereur promettait de ne point soutenir l'Empire germanique, si la Diète se refusait aux cessions sur la rive gauche du Rhin; la libre navigation de ce fleuve et de la Meuse était promise ; la France consentait à ce que l'Autriche acquît le pays de Salzbourg, et reçût de la Bavière l'Innviertel et la ville de Wasserbourg sur l'Inn. L'Autriche cédait le Frickenthal à la Suisse, les fiefs impériaux à la Ligurie, et le Brisgaw au duc de Modène. Des indemnités étaient promises en Allemagne au Stathouder, et aux princes dépossédés sur la rive gauche du Rhin. Enfin l'article 7 laissait entrevoir la possibilité de nouveaux partages, en stipulant que si l'une des puissances contractantes faisait des acquisitions en Allemagne, l'autre en ferait d'équivalentes [1].

Bonaparte à Rastadt.— Le traité signé à Campo-Formio ne réglait que les différents de la République avec

[1] Ce traité glorieux, qui termina ainsi une guerre mémorable, ne fut en réalité qu'un armistice. Les passions qui avaient provoqué la guerre continuèrent d'exercer leur empire dans les transactions des États entre eux. La paix aurait été durable si la justice et la modération eussent été seules consultées.—La réunion de la Belgique à la France n'était qu'une juste compensation de la perte de Saint-Domingue et des conquêtes faites par les autres puissances en Pologne ou dans les Deux-Indes.—L'Autriche fut amplement dédommagée de ses sacrifices par l'acquisition des États de Venise, du Salzbourg et de la Gallicie; en un mot, les grandes puissances européennes se retrouvaient dans un état relatif peu différent de celui de 1789.—Quoique ce traité fût plus avantageux à la République que les préliminaires de Léoben, puisqu'il lui assurait Corfou et les sept îles de l'Archipel Ionien, on ne manqua pas de critiquer les doubles avantages concédés à l'Autriche, l'Inn et l'Adriatique, sous prétexte qu'ils excédaient ceux des préliminaires, et paraissaient des équivalents supérieurs à ce que l'Empereur pouvait prétendre après six campagnes malheureuses.

Le Directoire devait trouver aussi que le général négociateur n'avait pas exactement suivi ses instructions. Bonaparte avait prévu ces critiques ; aussi s'était-il hâté d'écrire au ministre des relations extérieures :

« La paix a été signée hier avant minuit. J'ai fait partir, à deux heures, le général Berthier et le citoyen Monge, pour vous porter le traité en original.....

« 1° Je ne doute pas que la critique ne s'attache vivement à déprécier le traité que je viens de signer. Tous ceux, cependant, qui connaissent l'Europe, et qui ont le tact des affaires, seront bien convaincus qu'il était impossible d'arriver à un meilleur traité, sans commencer par se battre et sans conquérir une ou deux provinces de la maison d'Autriche. Cela était-il possible? Oui. Préférable? Non. En effet, l'Empereur avait placé toutes ses troupes contre l'armée d'Italie, et nous avons laissé toute la force de nos troupes sur le Rhin. Il aurait fallu trente jours de marche à l'armée d'Allemagne pour arriver sur la lisière des États de la maison d'Autriche, et pendant ce temps-là j'aurais eu contre moi les trois-quarts de ses forces. Je ne devais pas avoir les probabilités de les vaincre ; et, les eussé-je vaincues, j'aurais perdu une grande partie des braves soldats qui ont à eux seuls vaincu la maison d'Autriche et changé les destinées de l'Europe.

« 2° Vous avez 150,000 hommes sur le Rhin ; j'en ai 50,000 en Italie ; l'Empereur, au contraire, a 150,000 hommes contre moi, 40,000 en réserve, et au plus 40,000 au-delà du Rhin.

« 3° Le refus de ratifier le traité du roi de Sardaigne me privait de 10,000 hommes, et me donnait des inquiétudes réelles sur mes derrières, qui s'affaiblissaient par les armements extraordinaires de Naples.

« 4° Les cimes des montagnes sont déjà couvertes de neige ; je ne pouvais pas avant un mois commencer les opérations militaires, puisque, par une lettre que je reçois du général qui commande l'armée d'Allemagne, il m'instruit du mauvais état de son armée, et me fait part que l'armistice qui existait entre les armées n'est pas encore rompu. Il faut dix jours pour qu'un courrier se rende d'Udine à l'armée d'Allemagne annoncer la rupture. Les hostilités ne pouvaient donc, en réalité commencer que vingt-cinq jours après la rupture : alors nous nous trouvions dans la grande neige.

« 5° Il y aurait eu le parti d'attendre au mois d'avril, et de passer tout l'hiver à organiser les armées et à concerter un plan de campagne qui était, pour le dire entre nous, on ne peut plus mal combiné ; mais ce parti ne convenait pas à la situation intérieure de la République, de nos finances et de l'armée d'Allemagne.

« 6° Nous avons la guerre avec l'Angleterre : cet ennemi est assez considérable.—Si l'Empereur répare ses pertes dans quelques années de paix, la République cisalpine s'organisera de son côté, et l'occupation de Mayence et la destruction de l'Angleterre nous compenseront de reste et empêcheront bien ce prince de penser à se mesurer avec nous.

« 7° Jamais, depuis plusieurs siècles, on n'a fait une paix plus brillante que celle que nous faisons. Nous acquérons la partie de la République de Venise la plus précieuse pour nous ; une autre partie du territoire de cette République est acquise à la Cisalpine, et le reste à l'Empereur.

« 8° L'Angleterre allait renouveler une autre coalition. La guerre, qui a été nationale et populaire lorsque l'ennemi était sur nos frontières, semble aujourd'hui étrangère au peuple et n'est devenue qu'une guerre de gouvernement : dans l'ordre naturel des choses, nous aurions fini par y succomber.

« 9° Lorsque la Cisalpine a les frontières les plus militaires de l'Europe ; que la France a Mayence et le Rhin ; qu'elle a dans le Levant Corfou, place extraordinairement bien fortifiée, et les autres îles, que veut-on davantage? Diverger nos forces, pour que l'Angleterre continue d'enlever à nous, à l'Espagne, à la Hollande leurs colonies, et éloigner encore pour quelque temps le rétablissement de notre commerce et de notre marine.

« 10° Les Autrichiens sont lourds et avares ; aucun peuple moins intrigant et moins dangereux pour nos affaires maritimes qu'eux. L'Anglais, au contraire, est généreux, intrigant, entreprenant : il faut que notre gouvernement détruise la monarchie anglicane, ou il doit s'attendre lui même à être détruit par la corruption et l'intrigue de ces actifs insulaires. Le moment actuel nous offre un beau jeu. Concentrons toute notre activité du côté de la marine, et détruisons l'Angleterre ; cela fait, l'Europe est à nos pieds. »

Néanmoins, malgré cette lettre et les raisonnements qu'elle renferme, le Directoire fut au moment de refuser sa ratification au traité de Campo-Formio. Thiers, qui paraît avoir pu consulter les mémoires *inédits* de Larévellière-Lepeaux, raconte ainsi l'entrevue de ce directeur avec les envoyés de Bonaparte :

« Monge et Berthier furent rendus à Paris en quelques jours. Ils y arrivèrent au milieu de la nuit, et arrachèrent de son lit le président du Directoire, Larévellière-Lepeaux. Tout en apportant un traité de paix, les deux envoyés étaient loin d'avoir la joie et la confiance ordinaires dans ces circonstances : ils étaient embarrassés comme des gens qui doivent commencer par un aveu pénible : il fallait dire, en effet, qu'on avait désobéi au gouvernement. Ils employèrent de grandes précautions oratoires pour annoncer la teneur

la maison d'Autriche; il avait été convenu qu'on congrès se réunirait à Rastadt afin d'y faire toutes les conventions relatives aux autres états de l'empire d'Allemagne. Bonaparte reçut du Directoire les pouvoirs nécessaires pour se rendre à Rastadt et y traiter au nom de la France.

Tous les souverains de l'Allemagne avaient des représentants dans cette petite ville. Les réclamations des princes dépossédés sur la rive gauche du Rhin étaient nombreuses, et annonçaient de longues conférences. Bonaparte ne pouvait prendre grand intérêt à des démêlés aussi secondaires. Après avoir signé une convention militaire pour la remise de Mayence aux troupes de la République, conformément au traité de Campo-Formio, il déclara à Treilhard et à Bonnier, ses collègues, qu'il regardait sa mission comme finie, et partit. Il arriva le 5 décembre à Paris.

Réception solennelle de Bonaparte par le Directoire — En Italie et en Suisse, de Milan à Rastadt, et de Rastadt à Paris, le voyage du jeune général avait été une marche triomphale. Les populations accourues de plusieurs lieues à la ronde s'étaient pressées sur les routes à son passage. Il avait traversé les villes au milieu des cris unanimes de *vive Bonaparte! vive le Pacificateur!* A Paris, il fut accueilli avec un enthousiasme et une joie' qui excitèrent la jalousie et les inquiétudes du Directoire. Cette admiration, cet enivrement populaires étaient alors partagés par les principaux corps de la République, les conseils législatifs, les cours de justice, la municipalité de Paris. — Dans les comités secrets des Conseils on agita la question de donner au vainqueur de l'Autriche, au libérateur de l'Italie, un de ces titres glorieux que Rome républicaine n'accorda qu'à ses plus illustres capitaines: on proposa de lui décerner le surnom d'*Italique*. Les menées envieuses des directeurs empêchèrent qu'on ne donnât suite à cette proposition. Il en fut de même pour une motion qui voulait qu'on décernât au général Bonaparte une autre récompense plus conforme aux idées moins désintéressées des temps modernes, le château de Chambord et un grand hôtel à Paris.

Néanmoins, et malgré sa jalousie mal déguisée, le Directoire pensa qu'il ne pouvait pas éviter de donner au conquérant de la paix une marque publique de la satisfaction du gouvernement. — La cour du Luxembourg, palais des Directeurs, fut disposée et ornée avec magnificence, pour une audience solennelle. Bonaparte y fut conduit par le ministre de la guerre, Scherer, et par celui des relations extérieures, Talleyrand.

Le général était accompagné de Joubert, portant le drapeau de l'armée d'Italie, monument glorieux où étaient rappelées toutes les grandes choses que cette armée avait faites [1].

Talleyrand, en présentant le général aux membres du Directoire, fit un discours dont nous citerons quelques fragments. Ce discours, d'un style barbare et ampoulé, n'offre d'intérêt que parce qu'il concerne un grand homme; il servira à montrer comment Bonaparte a été apprécié par ses contemporains à l'époque peut-être la plus glorieuse de sa carrière.

«Citoyens-directeurs. J'ai l'honneur de présenter au Directoire exécutif le citoyen Bonaparte, qui apporte la ratification du traité de paix conclu avec l'Empereur. — En nous apportant ce gage certain de la paix, il nous rappelle malgré lui les innombrables merveilles qui ont amené un si grand événement. Mais qu'il se rassure, je veux bien taire en ce jour tout ce qui fera l'honneur de l'histoire et l'admiration de la postérité; je veux même ajouter, pour satisfaire à ses vœux impatients, que cette gloire, qui jette sur la France entière un si grand éclat, appartient à la Ré-

du traité et excuser le général. Larévellière les reçut avec tous les égards que méritaient deux personnages aussi distingués, dont l'un surtout était un savant illustre; mais il ne s'expliqua pas sur le traité, et répondit simplement que le Directoire en déciderait. Il le présenta le lendemain matin au Directoire.—La nouvelle de la paix s'était déjà répandue dans tout Paris; la joie était au comble: on ne connaissait pas les conditions; mais quelles qu'elles fussent, on était certain qu'elles devaient être brillantes. On exaltait Bonaparte et sa double gloire comme il l'avait prévu; on était enthousiasmé de trouver en lui le pacificateur et le guerrier.....

« L'envahissement de la joie fut si prompt, qu'il eût été bien difficile au Directoire de la tromper, en rejetant le traité de Campo-Formio. Ce traité était la suite d'une désobéissance formelle: ainsi le Directoire ne manquait pas d'excellentes raisons pour refuser sa ratification; et il eût été fort important de donner une leçon sévère au jeune audacieux qui avait enfreint des ordres précis. Mais comment tromper l'attente générale? comment refuser une seconde fois la paix, après l'avoir refusée à Lille? On voulait donc justifier tous les reproches des victimes de Fructidor, et mécontenter gravement l'opinion? Il y avait un autre danger non moins grand à braver. En effet, en rejetant le traité, Bonaparte donnait sa démission, et des revers allaient suivre inévitablement la reprise des hostilités en Italie. De quelle responsabilité ne se chargeait on pas, dans ce cas-là? D'ailleurs le traité avait d'immenses avantages: il ouvrait un superbe avenir; il donnait, de plus que celui de Leoben, Mayence et Mantoue; enfin il laissait libres toutes les forces de la France pour en accabler l'Angleterre.

« Le Directoire approuva donc le traité: la joie n'en fut que plus vive et plus profonde. Sur-le-champ, par un calcul habile, le Directoire songea à tourner tous les esprits contre l'Angleterre. Le héros d'Italie et ses invincibles compagnons durent voler d'un ennemi à l'autre; et le jour même où l'on publiait le traité, un arrêté nomma Bonaparte général en chef de l'armée d'Angleterre.»

Thiers, dans son *Histoire de la Révolution*, montre une partialité singulière pour le Directoire, gouvernement de corruption et d'intrigues; il attribue à un *calcul habile* des directeurs ce mouvement contre l'Angleterre, qui, comme on le voit art. 10 de la lettre de Talleyrand, était une inspiration de Bonaparte.

[1] Dans un but facile à comprendre, Bonaparte avait lui-même fait disposer ce drapeau pour l'offrir à la République au nom de l'armée d'Italie. Ce nouvel oriflamme, chargé de broderies et d'inscriptions offrait un résumé de ses victoires; on y lisait en lettres d'or: «L'armée d'Italie a fait cent cinquante mille prisonniers; elle a pris cent soixante-dix drapeaux, cinq cent cinquante pièces d'artillerie de siége, six cents pièces de campagne, cinq équipages de pont, neuf vaisseaux, douze frégates, douze corvettes, dix huit galères. — Armistice avec les rois de Sardaigne, de Naples, le Pape, les ducs de Parme, de Modène.—Préliminaires de Léoben.—Convention de Montebello avec la République de Gênes.—Traités de paix de Tolentino, de Campo-Formio. — Donné la liberté aux peuples de Bologne, de Ferrare, de Modène, de Massa-Carrara, de la Romagne, de la Lombardie, de Brescia, de Bergame, de Mantoue, de Crémone, d'une partie du Véronais, de Chiavenna, de Bormio et de la Valteline, aux peuples de Gênes, aux fiefs impériaux, aux peuples des départements de Corcyre, de la mer Égée et d'Ithaque.—Envoyé à Paris les chefs-d'œuvre de Michel-Ange, du Guerchin, du Titien, de Paul Véronèse, du Corrége, de l'Albane, des Carrache, de Raphaël, de Léonard de Vinci, etc. — Triomphé en dix-huit batailles rangées, Montenotte, Millesimo, Lodi, Borghetto, Lonato, Castiglione, Roveredo, Bassano, Saint-Georges, Fontana, Niva, Caldiero, Arcole, Rivoli, la Favorite, le Tagliamento, Tarwis, Neumarck. — Livré soixante-sept combats.»

volution. Sans elle [1], en effet, le génie du vainqueur de l'Italie eût langui dans de vulgaires honneurs. Elle [2] appartient au gouvernement qui, né comme lui de cette grande mutation qui a signalé la fin du XVIII[e] siècle, a su deviner Bonaparte et le fortifier de toute sa confiance. Elle appartient à ces valeureux soldats, dont la liberté a fait d'invincibles héros; elle appartient enfin à tous les Français dignes de ce nom : car c'était aussi, n'en doutons point, pour conquérir leur amour et leur vertueuse estime qu'il se sentait pressé de vaincre; et ces cris de joie des vrais patriotes à la nouvelle d'une victoire, reportés vers Bonaparte, devenaient les garants d'une victoire nouvelle. Ainsi tous les Français ont vaincu en Bonaparte; ainsi sa gloire est la propriété de tous; ainsi il n'est aucun républicain qui ne puisse en revendiquer sa part.»

Le discours de Talleyrand et celui de Scherer, qui parla après lui, furent écoutés avec impatience. Joubert prononça une courte harangue, et se jeta ensuite avec abandon dans les bras de son général. Bonaparte était debout; sa contenance simple et modeste contrastait avec sa grande réputation : tous les yeux étaient fixés sur lui. Il remit au président du Directoire la ratification donnée par l'Empereur au traité de Campo-Formio, et d'une voix ferme, avec un accent sonore qui remplit la vaste cour du palais :

«Citoyens (dit-il),

«Le peuple français, pour être libre, avait les rois à combattre.

«Pour obtenir une constitution fondée sur la raison, il avait dix-huit siècles de préjugés à vaincre.

«La Constitution de l'an III et vous, avez triomphé de tous ces obstacles.

«La religion, la féodalité, le royalisme, ont successivement, depuis vingt siècles, gouverné l'Europe; mais de la paix que vous venez de conclure date l'ère des gouvernements représentatifs.

«Vous êtes parvenus à organiser la grande nation dont le vaste territoire n'est circonscrit que parce que la nature en a posé elle-même les limites.

«Vous avez fait plus. Les deux plus belles parties de l'Europe, jadis si célèbres par les arts, les sciences et les grands hommes dont elles furent le berceau, voient avec les plus grandes espérances le génie de la liberté sortir du tombeau de leurs ancêtres.

«Ce sont deux piédestaux sur lesquels les destinées vont placer deux puissantes nations.

«J'ai l'honneur de vous remettre le traité signé à Campo-Formio, et ratifié par sa majesté l'Empereur.

«La paix assure la liberté, la prospérité et la gloire de la République.

«Lorsque le bonheur du peuple français sera assis sur de meilleures lois organiques, l'Europe entière deviendra libre.»

Barras, alors président du Directoire, répondit longuement au général. — La première phrase de son discours fut la seule remarquée; la voici :

«Citoyen général, la nature, avare de ses prodiges, ne donne que de loin en loin des grands hommes à la terre; mais elle dut être jalouse de marquer l'aurore de la liberté par un de ces phénomènes, et la sublime révolution du peuple français, nouvelle dans l'histoire des nations, devait présenter un génie nouveau dans l'histoire des hommes célèbres. Le premier de tous, citoyen général, vous avez secoué le joug des parallèles, et, du même bras dont vous avez terrassé les ennemis de la République, vous avez écarté les rivaux que l'antiquité vous présentait.»

Dès que Barras eut cessé de parler il tendit les bras à Bonaparte, et lui donna ce que l'on appelait encore l'accolade fraternelle. Les autres membres du Directoire imitèrent l'exemple du président, et embrassèrent comme lui l'illustre général.

Ainsi finit cette cérémonie, qui n'eut d'éclat que par la présence et par les paroles de Bonaparte. — Quelques jours après les Conseils législatifs donnèrent une fête au général, dans la grande galerie du Musée. — Un dîner de 800 couverts et une harangue en plein air furent la seule récompense nationale que les membres du gouvernement crurent devoir offrir au sauveur de la République!

A la même époque l'Institut l'appelait dans son sein, et se glorifiait de le compter parmi ses membres. Et la municipalité de Paris, cédant à un vœu généralement exprimé, prenait un arrêté pour donner à la rue Chantereine, où il demeurait, le nom de *rue de la Victoire*.

[1] La Révolution.
[2] La gloire de Bonaparte.

RESUMÉ CHRONOLOGIQUE.

1797.

22-23 MAI. Révolution à Gênes.
14 JUIN. Installation du gouvernement provisoire de Gênes sous le nom de République ligurienne.
6 JUILLET. Proclamation de la République cisalpine.
14 — Anniversaire de la Fédération, célébré à Milan. — Adresses de l'armée au Directoire.
4 SEPTEMBRE. Journée du 18 fructidor.
17 OCTOBRE. Traité de Campo-Formio.
22 — Réunion de la Valteline à la République cisalpine.
16 NOVEMBRE. Proclamation de Bonaparte à l'Armée d'Italie en la quittant.
1[er] DÉCEMBRE. Convention signée à Rastadt entre Bonaparte et le comte de Cobentzel, touchant l'évacuation de Mayence, d'Ehrenbreitstein, etc.
5 — Retour de Bonaparte à Paris.
10 — Réception solennelle de Bonaparte par le Directoire.

A. HUGO.

On souscrit chez DELLOYE, Éditeur, place de la Bourse, rue des Filles-Saint-Thomas, 13.

Paris. — Imprimerie et Fonderie de Rignoux et Comp., rue des Francs-Bourgeois-Saint-Michel, 8.

ÉVÉNEMENS DANS LES COLONIES. — OPÉRATIONS MARITIMES.

SOMMAIRE.

Iles du Vent. — Victor Hugues à la Guadeloupe. — Arrivée d'une escadre française. — Insurrection générale des îles françaises occupées par les Anglais. — Reprise de Sainte-Lucie par les Français. — Tentative infructueuse à la Martinique, à Saint-Vincent, à la Grenade, à la Dominique. — Reprise de Saint-Eustache et de Saint-Martin. — Prise d'un camp retranché à la Jamaïque. — La Guadeloupe en 1796 et 1797. — Reprise de Sainte-Lucie par les Anglais. — *Ile Saint-Domingue.* — Situation en 1795. — Toussaint Louverture. — Attaque de Port-au-Prince par Rigaud. — Attaque et combat de Léogane. — Troubles du Cap. — Villate. — Retour de Santhonax avec d'autres commissaires et les généraux Desfourneaux et Rochambeau. — Renvoi de Rochambeau en France. — *Océan Indien.* — Iles de France et de Bourbon en 1796 et 1797. — Robert Surcouf — Escadre de Sercey envoyée dans l'Inde. — *Opérations maritimes.* — Beau combat de la frégate *la Virginie.* — Croisière de l'amiral Richery à Terre-Neuve, etc. — Prise et reprise de la frégate *la Vestale.* — Bataille navale du cap Saint-Vincent. — Attaque de Santa-Cruz de Ténériffe. — Bataille navale de Camperduyn.

Iles du vent. — *Victor Hugues à la Guadeloupe.* — Après la reprise de la Guadeloupe et l'expulsion totale des Anglais [1], Victor Hugues qui avait aussi délivré Marie-Galante et la Désirade, établit dans ces îles un gouvernement fort et despotique, terrible pour ceux sur lesquels il pesait, mais admirablement combiné pour résister aux efforts d'un ennemi acharné et qui, à défaut de la force ouverte, savait employer la ruse, la séduction et la perfidie. Blancs, noirs, mulâtres, tous les habitants de la colonie durent subir indistinctement les volontés du commissaire conventionnel. Cet homme audacieux et inflexible ne connaissait aucun obstacle. Indifférent au choix des moyens, le but qu'il se proposait était tout pour lui. Grâce à sa terrible sévérité, les intrigues des Anglais cessèrent à la Guadeloupe; aucun de leurs émissaires n'aurait osé s'y montrer.

Une armée de 10,000 colons fut organisée pour la défense de l'île, dont les côtes se hérissèrent de batteries qui assurèrent le cabotage en dépit des croisières ennemies. Ce fut surtout à la destruction du commerce britannique que Victor Hugues fit servir l'inquiète activité des habitants de l'île; malgré les quarante vaisseaux et frégates qui couvraient la mer des Antilles, des corsaires intrépides, montés sur des frêles bâtiments, non pontés prirent ou brûlèrent en quelques mois plus de cent cinquante vaisseaux marchands anglais. L'ennemi, frémissant au seul nom de Hugues, avait perdu jusqu'à l'idée de tenter une nouvelle invasion à la Guadeloupe, qui, devenue à la fois militaire, agricole, et se suffisant à elle-même, se faisait partout respecter au dehors, et jouissait intérieurement des richesses que les prises de ses corsaires lui procuraient, et du calme que le terrible commissaire faisait régner.

Arrivée d'une escadre française. — La Convention avait confirmée toutes les actes de Victor Hugues. Une division partie de Brest sous les ordres du contre-amiral Lesseigues porta à la Guadeloupe des troupes, des armes, des munitions, et deux nouveaux commissaires, Goyrand, destiné pour Sainte-Lucie, et Lebas, qui devait partager avec Hugues l'administration de la Guadeloupe.

Insurrection générale des îles françaises occupées par les Anglais. — Les forces dont Hugues pouvait disposer étaient trop faibles pour qu'il pût chasser les Anglais des antres îles qu'ils avaient enlevées à la France. Il chercha à engager les habitants à secouer le joug britannique. Des agents secrets et intelligents furent envoyés à Sainte-Lucie, à Saint-Vincent, à la Grenade, etc. Le commissaire conventionnel dirigea en même temps sur ces divers points des secours de toute espèce pour y fomenter et y entretenir l'insurrection.

Le mouvement éclata simultanément au printemps de 1795, dans toutes les colonies françaises occupées par les Anglais.

Reprise de Sainte-Lucie par les Français. — Le parti français s'était maintenu à Sainte-Lucie contre les Anglais par une guerre de partisans. Il était sur le point de succomber lorsqu'il fut rejoint par Goyrand, accompagné de quelques troupes qui avaient été assez heureuses pour échapper avec lui aux croisières anglaises, on attaqua aussitôt l'ennemi le 22 avril, et après lui avoir mis 700 hommes hors de combat, on le força à se renfermer dans le fort inexpugnable du Morne-Fortuné. Revenus de leur première surprise, les Anglais firent une sortie, et jetèrent d'abord quelque désordre dans les rangs français; mais, ralliés à la voix de Goyrand, qui combattait à leur tête, les Colons repoussèrent l'ennemi dans le fort, et restèrent définitivement maîtres du champ de bataille. Après un blocus de deux mois, les Anglais ayant vu enlever d'assaut le fort du Gros-Ilet et d'autres postes extérieures, n'osèrent plus se confier à la force du Morne-Fortuné, et, quoique loin encore d'être réduits à la dernière extrémité, l'évacuèrent dans la nuit du 18 juin, et cherchèrent un refuge sur les vaisseaux de leur escadre, abandonnant leurs femmes et leurs enfants à la discrétion des vainqueurs. — Les colons se montrèrent généreux, et, au lieu de faire peser les maux de la guerre sur des familles infortunées, ils les renvoyèrent trois jours après à l'escadre. — Goyrand maître de Sainte-Lucie, établit dans cette colonie une administration douce et bienfaisante, qui le fit généralement chérir, bien différent en cela de Hugues et de Lebas, dont le pouvoir sans limites ne se maintenait à la Guadeloupe que par la terreur.

Tentative infructueuse à la Martinique, à Saint-Vincent, à la Grenade, à la Dominique. — Le même succès n'avait pas couronné toutes les tentatives d'affranchissement qui avaient eu lieu dans les Antilles françaises. Ainsi, à la Martinique, 300 Français insurgés, après avoir remplacé les couleurs britanniques par le pavillon tricolore, n'ayant pas trouvé d'appui dans la population, se battirent jusqu'à la dernière extrémité, aimant mieux mourir les armes à la main que sur un gibet. Ils furent tous massacrés.

[1] Tome I, page 265.

A Saint-Vincent, les Caraïbes s'unirent aux Français, leurs anciens amis. Les Anglais avaient pris et mis à mort un de leurs chefs; ces sauvages vindicatifs massacrèrent impitoyablement tous les Anglais qui leur tombèrent sous la main. Ils succombèrent cependant, et ceux-ci usèrent envers eux de larges représailles; tous ceux qui restaient furent déportés dans la petite île Bonaire, à l'est de Curaçao.

Hugues avait fait passer à la Grenade un petit corps d'élite qui, secondé par les noirs et les hommes de couleur, attaqua les Anglais et les défit dans divers combats. Les Anglais ayant néanmoins reçu des renforts, contraignirent les Français à se retirer dans les mornes, forteresses naturelles presque inabordables, et d'où ceux-ci continuèrent à braver impunément tous les efforts des milices britanniques.

La Dominique fut aussi attaquée sans succès par des troupes venues de la Guadeloupe, auxquelles se joignirent des Noirs marrons et d'anciens habitants français.

Reprise de Saint-Eustache et de Saint-Martin. — Les îles de Saint-Eustache et de Saint-Martin reprises aux Anglais, furent restituées à la Hollande, sauf la partie française de Saint-Martin.

Prise d'un camp retranché à la Jamaïque. — Diverses expéditions parties à la même époque de la Guadeloupe portaient la terreur sur tous les points de l'archipel des Antilles occupés par les Anglais. A la Jamaïque même, quelques détachements républicains débarquèrent, poursuivirent les troupes britanniques jusque sous les murs de Kingstown, et leur enlevèrent un camp retranché parfaitement fortifié.

«L'attaque, dit une relation Anglaise, fut opérée par un petit corps de Français débarqués pendant la nuit à peu de distance du camp. Ils l'assaillirent par la gauche, où une batterie fut d'abord enlevée par surprise, succès qui fut dû à la rare intrépidité d'un officier qui s'approcha seul, en silence, du rempart, tua à coup de poignard les deux premiers factionnaires qu'il rencontra, en abattit d'un coup de pistolet un troisième posté sur l'épaulement, et sauta au même instant dans la batterie par une embrasure. Ses soldats, qui le suivaient à peu de distance, y pénétrèrent après lui et firent main basse sur tout ce qu'ils rencontrèrent. Les autres batteries furent emportées avec la même rapidité, et le camp enlevé d'assaut. Les Français s'emparèrent de toute l'artillerie qui armait les batteries et de douze pièces de campagne.»

La Guadeloupe en 1796 *et* 1797. — *Reprise de Sainte-Lucie par les Anglais.* — La fortune ne se montra pas favorable aux Français pendant l'année 1796. — La Guadeloupe continua à la vérité à se maintenir sur le pied d'une redoutable défense. Le contre-amiral Lesseigues enleva au vent de la Barbade, avec sa petite escadre, quinze convois chargés d'armes, de vivres, etc., et de 700 soldats; mais la France n'envoyait pas de secours aux Antilles, et Hugues s'occupant alors, ainsi que son collègue, beaucoup plus d'opérations commerciales que d'affaires militaires, on perdit le fruit des précédents succès. Une expédition anglaise dont les forces s'élevaient à 20,000 hommes s'était réunie à la Barbade sous le commandement du général Abercrombie.

Cette expédition mit à la voile en avril, et attaqua Sainte Lucie. Les 1,500 Français qui défendaient cette colonie montrèrent, pendant un mois que dura la défense, l'intrépidité et le dévouement le plus admirable; mais l'ennemi, par son immense supériorité numérique, l'emporta, et Goyrand fut contraint de capituler. Le mal qu'il avait néanmoins fait aux Anglais, en les retenant un mois dans les parages malsains de Sainte-Lucie, où la fièvre jaune exerçait de grands ravages, les empêcha de rien tenter contre la Guadeloupe.

A la même époque le général Nichols soumettait la Grenade, sauf quelques postes inexpugnables où un petit nombre d'insurgés continuèrent à se défendre.

Dans l'année 1797 les événements militaires n'eurent aucune importance à la Guadeloupe, dont les corsaires continuèrent néanmoins à inquiéter vivement le commerce anglais. [1]

Ile saint-domingue. — *Situation en* 1795. — Voici quelle était à la fin de 1794, après la défaite des Anglais à Tiburon, la situation de Saint-Domingue. Rigaud commandait dans le sud, Lavaux dans le nord. Ces deux généraux, hommes de couleur, étaient vivement secondés par les bandes noires de Toussaint-Louverture, qui paraissait alors avoir embrassé sincèrement le parti des Français. Leurs efforts réunis avaient rétabli une apparence de calme dans la colonie après le départ de Santhonax pour la France. Ils étaient parvenus à arrêter complétement les succès de l'ennemi.

La France ne possédait plus dans le nord de l'île que le port de Paix, récemment défendu par Lavaux avec tant d'intrépidité, le canton du Cap et les Gonaïves, où commandait Toussaint-Louverture.

Toussaint-Louverture. — Le traité de Bâle ayant cédé à la République la partie espagnole, les incursions de Jean-François cessèrent, et dès lors ce général noir quitta Saint-Domingue avec ses principaux officiers.

Toussaint délivré de ce rival, devint l'unique chef des Noirs, et ne tarda pas à attirer à lui les troupes licenciées par Jean-François. Lavaux comprit de quelle utilité pouvait être un tel auxiliaire. Aidé par lui, il réoccupa aussitôt la province du nord, à l'exception du môle Saint-Nicolas, et il put ensuite diriger tous ses efforts contre la partie de l'ouest que les Anglais avaient envahie. Ceux-ci vivement attaqués furent rejetés sur Saint-Marc, après avoir été expulsés des sources de l'Artibonite. Toussaint s'établit sur l'Esther, à la Petite-Rivière et aux Serrettes.

Ce chef, qui portait une haine profonde aux Anglais, et à qui nul moyen ne répugnait pour se défaire de ses ennemis, tendit, sous forme de négociation, une embûche au brigadier Brisbane, qui était pour lui l'objet d'une inimitié personnelle, et qu'il eût désiré offrir comme prisonnier aux commissaires nouveaux que

[1] Dans la même année, le 18 février, les Anglais enlevèrent aux Espagnols la belle île de la Trinité. — Une tentative faite le 17 avril, par Abercrombie contre Porto-Ricco, une des Antilles espagnoles, échoua complétement.

l'on attendait de France. Brisbane, tout en se défiant de Toussaint, crut devoir suivre une négociation qu'on présentait comme devant lui livrer les Gonaïves et les autres places occupées par les troupes du chef noir. Mais à l'entrevue il se fit remplacer par un colon émigré qui commandait à Saint-Marc, et qui se présenta devant Toussaint, escorté d'hommes de couleur en uniforme anglais. Connaissant l'avarice du chef noir, le colon débuta par lui offrir de l'argent. Toussaint était vivement piqué de voir un subalterne au lieu du chef qu'il attendait: il affecta la plus vive indignation contre l'officier corrupteur, le fit arrêter, ainsi que ceux qui l'accompagnaient. Tous furent immédiatement traduits devant une commission militaire, qui les condamna à mort, pour avoir voulu, disait le jugement, *corrompre le vertueux général noir*. Quelques jours après le brigadier Brisbane fut tué dans un combat.

Une attaque de Saint-Marc que Toussaint, d'après les ordres de Lavaux, tenta ensuite, n'eut aucun succès.

Attaque de Port-au-Prince par Rigaud. — Dans le même temps Rigaud, instruit que le parti républicain avait fait de grands progrès à Port-au-Prince, rassembla ses troupes pour lui porter secours, et alla mettre le siége devant cette place. Les opérations furent d'abord dirigées contre le fort Bizotou; mais après quarante jours d'attaques multipliées sans résultat, Rigaud, qui avait fait une grande et inutile consommation de poudre, se vit contraint d'abandonner le siége. Sa retraite fut funeste au parti qu'il avait voulu secourir. Les Anglais fusillèrent 60 blancs ou mulâtres à Port-au-Prince, et 120 à l'Arcabaye.

Attaque et combat de Léogane. — Harcelés sur tous les points, et souffrant beaucoup de la fièvre jaune, les ennemis se bornaient à garder la défensive dans les ports les plus importants, sans essayer d'incursions dans l'intérieur de l'île. Cette circonstance décida Rigaud à ramener les Noirs à la culture des terres, comme étant l'indispensable moyen de soutenir la guerre et leur liberté. Ce général avait peu de rapports avec Lavaux, auquel il reprochait la faveur illimitée qu'il accordait aux Nègres. Tous deux ne s'entendaient que sur un point, la haine contre les Anglais.

Cependant ceux-ci, après avoir inutilement ebreché à troubler par leurs intrigues la partie sud de l'île, crurent pouvoir, à l'aide de quelques renforts qui leur étaient survenus, la réduire par la force. Leur confiance s'était accrue par la tentative infructueuse sur le Port-au-Prince.

Ils songèrent eux-mêmes à prendre Léogane. Il fut décidé que cette place serait attaquée à la fois par terre et par mer. L'amiral Parker parut le 22 décembre dans la rade de Léogane, avec une escadrille composée de transports qu'escortaient trois vaisseaux et deux frégates, le tout portant 3,000 hommes de débarquement. Ces troupes furent mises à terre. Elles se composaient de 1,500 soldats britanniques aux ordres du général Bower, et de 1,500 colons émigrés organisés en légion. Avant le débarquement, les Anglais s'étaient d'abord ménagé des intelligences avec Dieudonné et Pompée, chefs noirs occupant différentes parties du territoire où commandait Rigaud; mais leurs intrigues avaient été découvertes, et les traîtres avaient été livrés aux autorités constituées par les Noirs mêmes, qu'ils voulaient entraîner à l'insurrection.

Pendant que 3,000 hommes débarqués investissaient la place, les vaisseaux de guerre, embossés à petite portée, faisaient un feu terrible contre le fort *Ça-ira*. Les mulâtres qui en formaient la garnison ripostèrent avec une telle vivacité, que l'escadre anglaise, après plusieurs heures d'attaque, fut obligée de se retirer en coupant ses câbles, afin de n'être pas incendiée ou coulée. Les troupes de terre ne désespérant pas encore de la réussite, profitèrent de la nuit pour élever une batterie très près de la place. On ne s'y opposa pas; mais les assiégeants s'aperçurent le matin, à leur grande douleur, que le feu de la ville foudroyait le terrain derrière la batterie, de sorte qu'ils ne pouvaient ni fuir ni être secourus sans passer à travers la mitraille des batteries françaises. Les assiégés voyant cette position critique firent une sortie; les Anglais épouvantés prirent la fuite: un grand nombre tomba sous le feu des remparts, le reste fut percé par les baïonnettes des braves mulâtres. Quelques-uns se rembarquèrent en désordre, ou gagnèrent par terre le Port-au-Prince, abandonnant l'artillerie qui avait été débarquée.

L'heureuse issue de ce combat décida Rigaud à reprendre l'offensive. Les ravages de la fièvre jaune avaient, dans l'hivernage de cette année, réduit à moitié le nombre des soldats anglais; leurs chefs attendaient impatiemment des renforts. — L'Amirauté avait en Angleterre ordonné deux armements pour les Antilles. L'un, parti en novembre avec 6,000 hommes aux ordres de l'amiral Christian, fut tellement maltraité par une tempête que les bâtiments de guerre rentrèrent à Spithead, laissant 200 transports errer dans toutes les directions, à la merci des croiseurs républicains. L'autre s'apprêtait à Cork, en Irlande, et devait porter aux Indes Occidentales des renforts plus considérables que ceux qui avaient été embarqués sur l'escadre de Christian.

Troubles du Cap. — Villate. — Quoique les éléments de discorde qui avaient mis Saint-Domingue en feu existassent toujours, et que les partis ne cessassent d'être en présence, chacun sentait le besoin d'ordre et de repos pour réparer les pertes communes; quelques turbulents seuls étaient toujours disposés à fomenter les troubles civils pour en profiter. De ce nombre était un mulâtre nommé Villate, que Lavaux avait nommé commandant du Cap, à cause de son extrême bravoure. Il appartenait à cette classe riche des hommes de couleur qui s'étaient d'abord montrés partisans enthousiastes de la Révolution, dans l'espoir de marcher de niveau avec les Blancs, et qui en devinrent irréconciliables ennemis quand ils virent que l'égalité qu'ils réclamaient pour eux allait être aussi le partage des Noirs. Effrayé de l'ascendant que Lavaux laissait prendre aux Noirs de Toussaint, Villate résolut de profiter de sa position au Cap pour s'emparer de l'au-

torité souveraine. Il se flatta d'y parvenir, en faisant arrêter le 20 mars le général Lavaux et l'ordonnateur Perroud, qui administrait le nord de l'île. L'arrestation de ces deux chefs supérieurs fut suivie de nombreux désordres, du désarmement et de l'arrestation de tous les Blancs, qui furent renfermés dans la grande caserne.

Toussaint, comme tous les Noirs, détestait beaucoup plus les Mulâtres que les Blancs; il comprit qu'il pouvait faire tourner cet incident au profit de son ambition. Il rassembla à la hâte 10,000 hommes sur les hauteurs du Cap, et contraignit Villate à s'enfuir dans les Mornes avec ses principaux partisans. Lavaux proclama Toussaint son libérateur, et partagea avec lui son autorité. Le chef noir voyant qu'il ne jouirait que d'une puissance précaire au milieu d'un désordre continuel, s'attacha dès-lors très activement à discipliner ses soldats et à les ramener aux travaux de l'agriculture, système que Rigaud avait adopté dans le sud et qui en peu de temps plaça la colonie sur un pied d'ordre, et de régularité et de justice dont elle n'avait pas offert d'exemple sous l'administration des Blancs.

Retour de Santhonax avec d'autres commissaires et les généraux Desfourneaux et Rochambeau. — Les choses en étaient à ce point dans la colonie de Saint-Domingue, quand presque en même temps y arrivèrent deux escadres parties, l'une de Rochefort, l'autre de Brest. Elles ramenaient le commissaire Santhonax, à qui la Convention avait adjoint comme collègues, Raymond, Giraud, Leblanc et Roune. Les commissaires étaient accompagnés des généraux Desfourneaux et Rochambeau, avec 2,000 hommes de troupes et 25,000 fusils pour compléter l'armement des Noirs.

Raymond, homme de couleur, avait été nommé afin de contenter les mulâtres; mais Santhonax exerçait sur lui une influence absolue; Roune fut délégué dans la partie espagnole; Giraud refusa une mission qu'il crut au-dessus de ses forces, et donna sa démission; et Leblanc mourut empoisonné à ce qu'on dit alors. Les habitants s'étonnèrent du retour de Santhonax, que ses cruautés avaient fait surnommer le Robespierre des Antilles, et dont l'arrivée remplit d'effroi les mulâtres; mais il était aimé des Noirs, et il fallait à tout prix se concilier cette classe nombreuse et turbulente. Son entrée au Cap, le 12 mai 1796, fut en quelque sorte triomphale: il était accompagné de ses collègues, l'entourant plutôt comme des subordonnés que des égaux; on jeta des fleurs sur son passage. La population nègre faisait retentir l'air des cris de *Vive Santhonax !*

Les agents du Directoire nommèrent Toussaint-Louverture général de division, en récompense de la conduite qu'il avait tenue dans les derniers troubles. Villate, renfermé dans le fort qui porte son nom, ayant refusé de licencier ses soldats, fut investi par les troupes aux ordres du général Desfourneaux. Il aurait pu faire une longue défense, mais il se rendit sans résistance dès qu'il fut menacé d'un siége; il fut envoyé en France pour y être jugé.

Au moment où capitulait Villate, Lavaux rentrait au *Fort-Dauphin*, que les Espagnols occupaient dans la partie française et qui reçut le nom de *Fort-Liberté*.

Renvoi de Rochambeau en France. — D'après les ordres du gouvernement, Rochambeau devait prendre possession de la partie de Saint-Domingue cédée à la France par l'Espagne. Les chefs qui y commandaient mirent de grands obstacles à cette opération, que les amiraux et généraux anglais contrarièrent aussi de tous leurs moyens. La mission de Roune, qui s'y était rendu, avait cependant produit un bon effet, et les principales difficultés étant levées, Rochambeau, s'adressa aux commissaires et leur demanda de le mettre en mesure d'exécuter les ordres du Directoire. Ce général s'était montré ennemi de l'émancipation des Noirs, influents auprès de Santhonax: sa demande fut éludée sous différents prétextes. Ils s'ensuivit entre Rochambeau et les commissaires des altercations qui devinrent plus vives chaque jour, et qui furent portées au point que, le 18 juillet, ceux-ci firent embarquer le général et le renvoyèrent en France. Les motifs de cet acte violent, exprimés dans le considérant de l'arrêté des commissaires, étaient vagues et sans poids. Santhonax manifesta ostensiblement une opinion contraire à cet arrêté, qu'il avait peut-être provoqué secrètement; mais le Directoire crut devoir confirmer la destitution de Rochambeau.

Insurrection et massacres aux Cayes. — Les derniers troubles qui, en 1796, éclatèrent à Saint-Domingue, eurent lieu aux Cayes à la fin d'août et dans les premiers jours de septembre. Cette ville était, depuis la prise de Port-au-Prince par les Anglais, le chef-lieu de la partie du sud occupée par les Mulâtres, sous le commandement de Rigaud. L'esprit indépendant de cette classe de la population inquiétait les commissaires; ils cherchèrent à établir aux Cayes une autorité supérieure à celle des chefs mulâtres. Trois délégués y furent envoyés avec de grands pouvoirs. Leur domination s'étendait du cap Tiburon, au Sale-Trou et au Port-au-Prince. L'installation de ces délégués se fit paisiblement, et n'amena aucun symptôme de mécontentement; ils accompagnèrent même les troupes à une attaque contre Jérémie, qui n'eut pas de succès: mais l'esprit de mutinerie éclata au retour de cette expédition, lorsqu'on apprit que le général Desfourneaux allait prendre le commandement supérieur de la province. L'exécution d'un ordre qui avait pour objet d'arrêter le nommé Lefranc, commandant de Saint-Louis, fut le signal de l'insurrection. Tous les Mulâtres coururent aux armes. Lefranc s'empara des forts des Islets et de la Tourelle, tira le canon d'alarme, et en peu d'heures rassembla autour de lui tous les Noirs de la plaine des Cayes. — Les délégués et Desfourneaux s'enfuirent au Cap, et envoyèrent à Rigaud, alors campé devant Les-Irois, l'ordre de chercher à rétablir le calme. Les Mulâtres avaient commencé à fusiller tous les Blancs. Le retour de Rigaud n'arrêta pas d'abord ce massacre, qui coûta la vie à plus de 200 personnes. La conduite équivoque que tint même ce général, en laissant le forfait impuni, fit planer sur lui des soupçons

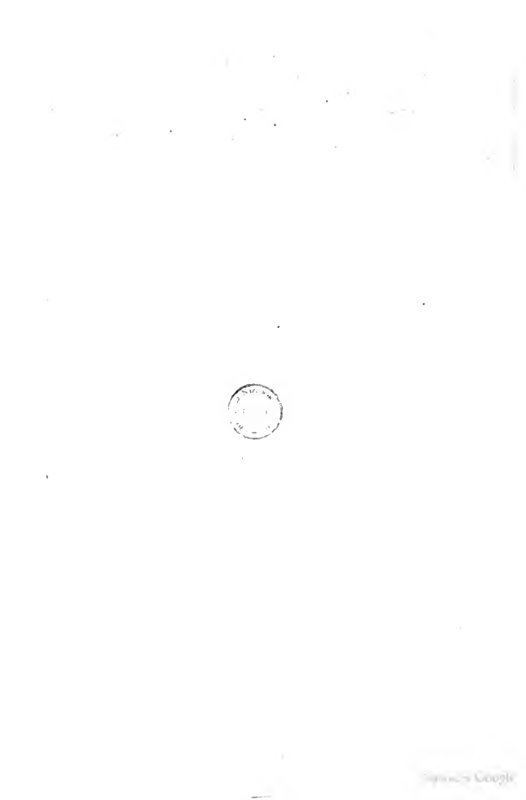
ARCHIPEL
DES
ANTILLES

CUBA
Port de Paix
Oonave
SAINT DOMINGUE
Pt au Prince
S. Domingue
GRANDES ANTILLES
CANAL DE MONA
PORTO RICO
S. Germain
Passe des Iles Vierges
S. Thomas
Ste Croix
S. Martin
S. Barthelemy
Barbude
St Christophe
S. Eustache
Antigoa
Monserrat
LA GUADELOUPE
Basse Terre
Marie Galante
les Saintes
Rosseau
la Dominique
LA MARTINIQUE
Ft Royal
St Lucie
Port Castries
St Vincent
la Barbade
Bridgetown
les Grenadilles
S. George
MER DES ANTILLES
ILES SOUS LE VENT
Curaçao
Aruba
Buen Ayre
les Roques
Tortuga
MARGARITA
les Tortugas
Bche du Dragon
LA TRINITE
G. de Paria
Bche du Serpent
Barcelona
CUMANA
Maturin
CARACAS
La Guayra
Porto Cabello
Coro
GOLFE DE MARACAYBO
MARACAYBO
la Hacha
Ste Marta
Nord

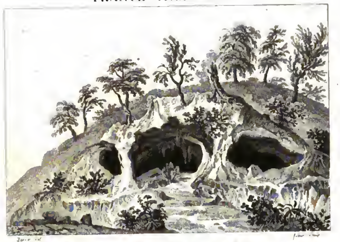
Dressé par Monin.
Gravé par Bénard et Berthe



Attaque et Combat de Leogane. St Domingue.




Biblioteca Nazionale
NAPOLI



Gouffre de Banica St. Domingue.



Desfourneaux Toussaint Louverture.



Piter born   Ile de France

de connivence. Il ne déguisait pas la jalousie qui le dévorait depuis que Toussaint lui avait été préféré.

Saint-Domingue en 1796 *et* 1797. — Les agens du Directoire ne purent pas cependant réussir à rétablir leur autorité dans cette partie de l'île. — Ils furent plus heureux dans le nord, où Toussaint-Louverture, à qui Santhonax avait promis le commandement so chef des troupes coloniales, s'efforçait d'organiser et de discipliner l'armée noire en la renforçant. Ce général paraissait alors tout dévoué à la République.

La fièvre jaune exerça de grands ravages aux Antilles pendant l'année 1796. Quelques régimens anglais furent réduits à 50 hommes, et il eût été facile d'expulser l'ennemi de Saint-Domingue, et même des autres îles, si le gouvernement français eût envoyé avec l'escadre de Richery les secours qu'il avait promis. Ce dernier, retenu à Cadix, ne parut pas, et 25,000 Noirs bien armés avec lesquels on se proposait de conquérir toutes les Antilles, restèrent inactifs à Saint-Domingue. L'état de cet île avait semblé s'améliorer depuis le retour de Santhonax, grâce à l'influence de ce député sur les Noirs, ainsi qu'aux soins de Toussaint-Louverture et de Desfourneaux. Ce dernier, secondé par le colonel du génie Saint-Vincent, obtint plusieurs succès contre les Anglais et les Noirs marrons, qui, réfugiés en armes et par bandes nombreuses dans les Mornes, refusaient de reconnaître la République.

Le fait militaire le plus important de l'année 1797 fut la destruction du poste des Vallières, à la suite d'un combat dont les détails ne nous sont point parvenus, mais qui eut pour résultat de terminer cette guerre intestine qui minait la colonie depuis six années. La perte de ce poste, d'où les Anglais fomentaient ce qu'on appelait *la Vendée de Saint-Domingue*, entraîna la destruction des dernières bandes espagnoles qui avaient servi sous Jean-François, et que l'Angleterre avait ensuite prises à sa solde. La République vit alors rentrer sous sa domination les beaux quartiers des Vallières, d'Ouanaminte, de Sainte-Suzanne, du Trou et de la Grande-Rivière.

Desfourneaux entreprit ensuite de chasser les Anglais des postes qu'ils occupaient encore dans l'ouest et le sud. — Vers la fin de 1797 il était parvenu à les resserrer dans le môle Saint-Nicolas et dans le Port-au-Prince, qui n'étaient plus défendus que par une douzaine de bataillons, mélange bizarre de Français émigrés, d'Espagnols déserteurs, d'Anglais et de Noirs marrons, tremblant chaque jour, de se voir forcés dans leurs derniers retranchements. — Toussaint commençait à développer ses vues sur Saint-Domingue, et l'ambition du général africain perçait à travers les voiles épais dont jusqu'alors il avait su l'envelopper.

Océan indien. — *Iles de France et de Bourbon en* 1796 *et* 1797. — Les îles de France et de Bourbon conservèrent leur tranquillité intérieure, en continuant à s'opposer à l'exécution du décret sur la liberté des Noirs. — Conformément à un décret de la Convention, l'île Bourbon avait pris le nom d'île de la Réunion. — La station navale était toujours composée des deux frégates *la Prudente* et *la Cybèle* et du brick *le Coureur*, dont nous avons rapporté le beau combat contre deux vaisseaux anglais [1]. Cette station protégeait les nombreux corsaires qui faisaient sur le commerce anglais un grand nombre de prises plus ou moins importantes, source de richesse pour les deux îles. — La tranquillité de ces colonies fut au moment d'être troublée en 1796 par l'arrivée de deux agents du Directoire, Baco et Burnel, chargés de faire exécuter les lois en faveur des Noirs. On se douta de leurs instructions avant même qu'ils en eussent donné connaissance, et, de concert avec le gouverneur Malartic, l'Assemblée coloniale résolut de les renvoyer en Europe. De leur côté, n'ayant pu trouver d'appui dans les forces militaires de la colonie, les deux commissaires comprirent que leur mission était inexécutable, et s'embarquèrent sur la corvette *le Moineau* qui les ramena en France.

Robert Surcouf. — Ce fut en 1796, que se fit connaître pour la première fois dans les mers de l'Inde, un des plus intrépides corsaires dont les annales maritimes aient conservé le souvenir. Robert Surcouf allant acheter du riz au Bengale, rencontra trois navires marchands anglais, escortés d'un schooner armé. Présumant que ces trois navires étaient chargés de la denrée qu'il allait chercher au Bengale, il pensa qu'il s'épargnerait le voyage et le prix d'achat en s'en emparant. Cette idée sourit à son équipage: le schooner fut enlevé et les trois navires amarinés. — Il continua à tenir la mer avec le schooner, quoique n'ayant que 19 hommes d'équipage. Ayant rencontré un navire à trois mâts qui hissa pavillon anglais, il fit cacher son monde, resta seul sur le pont, et manœuvra pour ranger le bâtiment anglais bord à bord : c'était le *Triton*, vaisseau de la Compagnie des Indes, armé de vingt-six canons de douze, et monté par 150 hommes. Dès que les deux navires se touchèrent, Surcouf, avec ses 19 hommes, s'élança sur le pont, où s'engagea un combat furieux, à la suite duquel les Français restèrent maîtres du *Triton*.

Escadre de Sercey envoyée dans l'Inde. — Truguet, ministre en 1796, s'efforçait, quoique souvent contrarié dans ses vues, de relever la marine française de l'état de nullité où elle était tombée sous la Convention : les relations nouvelles entre la Hollande et la France, le traité de paix avec l'Espagne, lui donnaient quelque espoir d'y parvenir. Il imprimait la plus grande activité à tous les armements que la France se trouvait encore en état de faire, et peut-être eût-il porté d'irrémédiables coups à la puissance britannique, si l'étendue des moyens dont il pouvait disposer eût répondu à la sagesse et à la rectitude de ses plans largement conçus.

L'Inde étant un des principaux centres du commerce britannique, Truguet ne pouvait manquer de chercher à y atteindre les ennemis de la France. Ce fut pour s'y rendre que le contre-amiral Sercey quitta la France le 6 mars, avec une petite escadre portant, outre des agents du Directoire envoyés à l'île de France et à Bourbon, 800 hommes d'infanterie aux ordres du général Ma-

[1] Tome II, page 17.

galon, deux compagnies d'artillerie et des munitions de guerre. Après avoir essuyé, dans le golfe de Gascogne, un gros temps qui causa des avaries à la plupart des navires de l'escadre, et força les corvettes à s'en séparer, la division poursuivit sa route vers l'île de France, en vue de laquelle elle arriva le 18 juin. — Les deux frégates, composant la station de l'île de France, se joignirent aux quatre qui formaient l'escadre de Sercey. Après s'être ravitaillées, elles appareillèrent le 14 juillet, de l'île de France, et firent voile pour l'île Bourbon, qu'elles quittèrent le 22 pour se diriger sur les côtes de l'Inde. Une goélette corsaire, *l'Alerte*, que l'amiral Sercey avait mise en réquisition pour lui servir de mouche, retarda beaucoup la marche. On reconnut le 14 août la pointe S. O. de Ceylan, où l'on fit plusieurs prises, puis l'on remonta au nord, en longeant la côte de Coromandel vers Madras.

L'expédition projetée par Sercey, sur la côte de Coromandel, manqua par la faute du capitaine corsaire servant de mouche. Cet officier, envoyé pour prendre des informations sur le nombre et la nature des vaisseaux anglais dans ces parages, crut, quoique remplissant une mission du gouvernement, pouvoir se permettre de travailler à la fortune de son armateur et à la sienne en faisant des prises. Ayant rencontré pendant la nuit un grand bâtiment qui lui parut être un navire marchand, il voulut l'enlever à l'abordage: c'était une frégate anglaise, qui le fit lui-même prisonnier. On connut ainsi les projets de Sercey. Les Anglais ne se trouvant pas en force sur ce point agirent de ruse, et par de faux avis, cherchèrent à faire croire à l'amiral français que leurs forces étaient très considérables. Sercey donna dans le piège et se dirigea vers l'entrée du détroit de Malac, alors qu'il aurait pu ravager la côte de Coromandel, et prendre tous les navires qui s'y trouvaient.

L'escadre française aperçut le 8 septembre, à 8 heures du matin, deux navires qui ne tardèrent pas à être reconnus comme étant de forts vaisseaux; c'étaient, en effet, deux bâtiments de soixante-quatorze canons. Les deux partis après s'être mutuellement donné la chasse, en vinrent au combat dans la matinée du jour suivant. L'engagement fut rude et se prolongea fort tard: deux frégates, *la Vertu* et *la Seine* y eurent beaucoup à souffrir; mais le feu prit à bord de l'un des deux vaisseaux anglais, qui se retira dans un état de délabrement complet.—Sercey avait d'abord, avec raison, cherché à éviter le combat; mais, après avoir été contraint d'essuyer les chances, et même les avaries qu'amène nécessairement une bataille, il eut le tort de n'en pas recueillir les avantages en cherchant à amariner les deux vaisseaux anglais, ce qui semblait facile d'après l'état où ils étaient réduits.

Sercey vint à bout de se ravitailler et de réparer toutes ses avaries à l'île du Roi, dans l'archipel de Mergui, où il mouilla avec son escadre le 15 septembre; l'escadre put ainsi reprendre sa croisière sans être obligée d'aller relâcher à l'île de France, où elle avait expédié toutes ses prises. Nous parlerons plus loin de ses opérations ultérieures.

OPÉRATIONS MARITIMES. — *Beau combat de la frégate la Virginie.* — La frégate *la Virginie*, de quarante canons, partie de Brest sous les ordres du capitaine de vaisseau Bergeret, se dirigeait, le 22 avril 1796, sur les côtes d'Irlande, où elle allait croiser. Elle fut rencontrée et atteinte, vers les onze heures du soir, par le vaisseau rasé anglais *l'Infatigable*, que suivaient de loin les frégates *l'Amazone* et *la Concorde*; le combat s'engagea aussitôt. Les deux vaisseaux s'étant rangés vergue à vergue, l'action fut des plus meurtrières. Elle durait encore à trois heures du matin; avec un égal acharnement de part et d'autre, quand le navire anglais ne manœuvrant plus que très difficilement, par suite des avaries qu'avaient éprouvées son grément et toutes ses manœuvres courantes, abandonna le combat. *La Virginie* venait, par un mouvement heureux, de se placer de manière à enfiler *l'Infatigable* dans sa retraite, quand elle en fut empêchée par la chute de son grand mât de hune, dont la voile masqua la batterie qui allait jouer. On travaillait à réparer les avaries de ce premier combat, lorsque les deux frégates anglaises atteignirent *la Virginie*. Elle se trouvait hors d'état de pouvoir soutenir un second combat, et le capitaine Bergeret dut amener son pavillon. Il vint d'Angleterre à Paris, pour obtenir d'être échangé contre le commodore sir Sidney-Smith, qui avait été fait prisonnier quelques jours auparavant à l'embouchure de la Seine. Le Directoire refusa. Mais Sidney-Smith s'étant ensuite évadé du Temple, les Anglais regardant l'échange comme consommé renvoyèrent en France le brave capitaine, dont la belle conduite avait inspiré une estime générale.

Croisière de l'amiral Richery à Terre-Neuve, etc. — Le contre-amiral Richery consommait à Cadix, dans l'oisiveté, les produits de l'immense capture qu'il avait faite l'année précédente. Il reçut l'ordre d'aller croiser dans les parages de Terre-Neuve. Une violente émeute des marins de son escadre, qu'il eut beaucoup de peine à apaiser, retarda quelque temps son départ. Enfin il quitta Cadix dans les premiers jours d'août 1796, et fut escorté, jusqu'à près de 200 lieues au large, par une forte division espagnole, aux ordres de l'amiral Solano. Après avoir fait sur le grand banc de Terre-Neuve 80 prises, plus ou moins richement chargées, il mouilla le 4 septembre dans la baie de Bull (Grande Terre), dont il ruina les établissements. Il partit le lendemain pour les îles Saint-Pierre et Miquelon, auxquelles il fit éprouver les mêmes désastres. Le chef de division Allemand avait été envoyé de Bull à la baie aux Châteaux, sur les côtes du Labrador, afin d'y ruiner aussi les établissements et le commerce anglais. Cette baie est le rendez-vous de tous les navires chargés des pelleteries de la baie d'Hudson. Allemant ne put en prendre qu'un petit nombre, le gouverneur de la baie s'étant retiré dans les bois, après avoir incendié lui-même tous les magasins et édifices de la Compagnie.

Le résultat de ces opérations fut la prise de plus de 100 navires, qui furent coulés bas ou brûlés, et la destruction d'un grand nombre de riches pêcheries.

L'alarme se répandit jusque dans les établissements anglais situés à l'embouchure du fleuve Saint-Laurent. Les deux divisions revinrent ensuite séparément en France, où elles arrivèrent heureusement, malgré les croisières qui les attendaient aux attérages.

Prise et reprise de la frégate la Vestale.— L'escadre de Villeneuve, partie de Toulon le 29 novembre 1796, pour se rendre à Brest, se composait de quatre vaisseaux et de trois frégates. Une de ces dernières, *la Vestale*, démâtée daos un coup de vent de ses mâts de misène et de beaupré, eut ordre d'aller relâeher à Cadix. Rencontrée à quelques lieues de ce port par la frégate anglaise *la Terpsichore*, qui portait du dix-huit en batterie, *la Vestale*, qui n'avait que du douze, fut forcée d'amener, après uo engagement où elle eut 20 hommes tués et 40 blessés. La mer étant très grosse, les Aoglais ne purent envoyer que peu de monde à bord de la frégate française pour l'amariner. Le temps, qui devint ensuite affreux, ayant bientôt contraint les deux vaisseaux de se séparer, les Français se révoltèrent, et firent à leur tour prisonniers les Anglais chargés de leur garde, et les conduisirent à Cadix.—L'escadre de Villeneuve arriva à Lorient le 23 décembre.

Bataille navale du cap Saint-Vincent. — La première expédition d'Irlande, dont oous aurons bientôt occasion de parler, eut lieu en décembre 1796 et janvier 1797. Son résultat fut nul. Néanmoins Truguet, comptant sur la coopération des nouveaux alliés de la France, la Hollande et l'Espagne, poursuivait avec son zèle ordinaire le réarmement des restes de la marine française: les espérances de ce ministre ne furent pas trompées.—La Hollande comptaot, avec le secours des Français, reprendre le Cap et Ceylan, que les Anglais venaient de lui enlever, consentit à faire une nouvelle avaoce de foods, et rassembla au Texel, une escadre sous les ordres de l'amiral Dewinter.—A la même époque sortait de Carthagène une flotte espagnole considérable, qui aurait pu avoir dans la lutte une influence décisive, si elle eût été montée par des marins plus habiles et plus déterminés.

L'amiral anglais Duncan avait l'ordre de surveiller les Hollaodais, lord Bridport de bloquer la rade de Brest, et Jervis d'observer la flotte espagnole. Ce dernier croisait avec dix vaisseaux de ligne sur les côtes S. E. de Portugal. L'amiral Cordova commandait la flotte sortie de Carthagène daos les premiers jours de février, et qui était forte de vingt-sept vaisseaux de ligne, dont sept à trois ponts, de dix frégates et d'une corvette. Informé de la faiblesse de Jervis, il crut pouvoir le vaincre aisément, et fit voile vers le cap Saint-Vincent, où il comptait le rencontrer. Jervis, renforcé la veille par cinq vaisseaux que lui amena le contre-amiral Parker, évita aux Espagnols la moitié du chemin, et les deux escadres se rencontrèrent le 14 février au matin, à trois lieues du cap Saint-Vincent. — Les Espagnols, trop coofians, navignaient séparés et sans ordre. Jervis, appliqoant dans cette occasion le fameux principe qui a fait remporter tant de victoires à Bonaparte, tomba avec toutes ses forces en ligne serrée sur neuf des vaisseaux de l'escadre ennemie. Ceux-ci furent écrasés en peu de temps; quatre d'entre eux tombèrent au pouvoir des Anglais. Nelson en prit deux à lui seul: il aborda l'un avec son propre vaisseau, et l'autre avec celui qu'il venait d'enlever. *La Sainte-Trinité*, de cent-trente-six canons, montée par l'amiral Cordova, fut du nombre des vaisseaux enveloppés, et faillit être prise. Les dix-huit vaisseaux qui n'avaient pas donné, auraient pu changer la face du combat; mais le cœur manqua à leurs capitaioes: réunis eo conseil de guerre, tous (deux seulement exceptés) opinèrent pour la retraite dans le port de Cadix. Les Anglais n'eurent que 350 hommes hors de combat. Il y eut 500 tués ou blessés espagnols, seulement sur les vaisseaux capturés. Cette bataille oavale causa un grande joie aux Anglais: c'était en effet une belle victoire. L'amiral Jervis fut nommé pair d'Angleterre et reçut le titre de comte de Saiot-Vincent.

Attaque de Santa-Cruz de Ténériffe. — Quoique l'île de Ténériffe ne soit pas une possession française, nous croyons devoir rapporter l'attaque qu'elle eut à soutenir le 22 et le 24 juillet 1797, contre des troupes anglaises débarquées de l'escadre du commodore Nelson, alors dans les eaux de Santa-Cruz. La défaite des Anglais et le salut de la ville espagnole furent le résultat de la bravoure que déployèrent une poignée de Français qui se trouvaient accidentellement à Santa-Cruz. La frégate française *la Mutine*, cinglant vers l'île de France, s'était laissé prendre près de Santa-Cruz par la frégate *la Minerve*. Cette prise avait eu lieu tandis que l'équipage français était à terre; elle enhardit les Anglais, qui crurent pouvoir s'emparer aisément du port même, où venait d'entrer un vaisseau richement chargé arrivant des Philippines. — Nelson, avec quatre vaisseaux de ligne trois frégates et un cutter, vint mouiller à quelques milles au nord de la ville; 150 marins français provenant de l'équipage de *la Mutine* et d'un autre bâtiment offrireot de coopérer à la défense de l'île: on leur coofia les forts de San-Miguel et de Passo Alto, flanquant le môle de Santa-Cruz.

La première attaque échoua; la vivacité du feu de mousqueterie et de mitraille que firent les défenseurs des forts empêcha le débarquement des Anglais, que Nelsoo fit vainement appuyer par le feu de ses vaisseaux.

Le commodore anglais renouvela le 24 juillet, avec toutes ses forces, la tentative qui avait manqué le 22. Le cutter *le Fox* et toutes les embarcations portant environ 1100 hommes, étaient prêts le soir. Nelson voulait s'emparer du môle eo évitant les forts, et se diriger ensuite sur la grande place à l'entrée de la ville. Il était muni d'échelles pour escalader les forts quand il serait maître de Santa-Cruz. A deux heures du matin, au moment où, malgré le feu de quarante pièces de canon, le débarquement allait avoir lieu, une rafale dispersa les canots dont plusieurs furent brisés sur la côte. Quelques-uns, et entre autres celui de Nelson, gagnèrent le môle. Les Anglais débarquèrent et s'en emparèrent; mais, accueillis par l'artillerie et les baïonnettes espagnoles et françaises, ils furent en désordre

rejetés dans leurs embarcations. Presque tous furent blessés, et Nelson, qui dirigeait l'attaque, eut le bras droit emporté d'un coup de canon. Le cutter, atteint d'un boulet sous la ligne de flottaison, s'abîma avec la majeure partie de ceux qui le montaient. Le capitaine Trowbridge commandant une des divisions de la flottille qui avait manqué le môle, avait mis à terre 350 hommes au sud des forts: la violence du vent, en submergeant aussitôt ses embarcations, l'avait privé de tout moyen de retraite. Il se dirigea sur la grande place de Santa-Cruz, où il croyait rencontrer Nelson. Il se posta dans l'église Saint-Dominique. A quatre heures du matin, ne recevant pas de nouvelles de son chef, il se décida à tenter un effort pour s'emparer de la citadelle; mais les rues étaient barricadées, et chacun sous les armes. Les Anglais voulurent sortir et furent repoussés. Dénués de vivres, ils n'avaient que l'alternative de se rendre ou de mourir les armes à la main. Le sang froid et l'intrépidité de leur chef les sauva. Il proposa au gouverneur de se rembarquer avec ses soldats, sous condition qu'il ne serait plus rien entrepris par les Anglais contre la ville qu'il menaçait d'incendier, en cas de refus. Le gouverneur Gutierrez fut assez faible pour accepter ces conditions, et s'engagea même à fournir des canots pour transporter les Anglais à leur bord. Rien ne peut expliquer cette conduite de Gutierrez envers une poignée d'ennemis qu'il pouvait écraser en un instant. Nelson, dans son rapport, fit le plus grand éloge de ce gouverneur, avec qui il échangea des présents. L'attaque de Santa-Cruz coûta néanmoins 400 hommes aux Anglais. Il est inutile de dire combien les Français furent désappointés, en voyant qu'on profitait si mal de la victoire qu'ils avaient contribué à faire remporter.

Bataille navale de Camperduyn. — La flotte auxiliaire des Hollandais n'eut malheureusement pas, malgré le courage de ses marins, plus de succès que la flotte espagnole. Un combat eut lieu le 11 octobre, en vue des côtes de Hollande, près de Camperduyn, entre l'escadre de l'amiral Dewinter et une escadre anglaise commandée par l'amiral Duncan. L'escadre hollandaise était forte de quinze vaisseaux de ligne, et de onze frégates, bricks ou cutters, portant ensemble neuf cents quatre-vingt-huit pièces de canon et 675 hommes d'équipage. L'escadre anglaise comptait seize vaisseaux de ligne, huit frégates et autres bâtiments, portant ensemble mille soixante-six pièces de canon, et 8,315 marins. L'action dura plusieurs heures, Dewinter, avec son vaisseau amiral *la Liberté*, eut à soutenir le choc de cinq vaisseaux ennemis: *la Liberté* perdit tous ses mâts, et, criblée de boulets, fit eau de toutes parts; grièvement blessé, Dewinter continua néanmoins deux heures sa belle résistance, et n'amena son pavillon que lorsque son équipage fut hors de combat, et lorsqu'il ne lui restait plus que six pièces en état de tirer. Le combat n'avait pas été moins acharné sur toute la ligne, et la fortune s'était également prononcée contre les Hollandais, qui perdirent dans cette affaire neuf vaisseaux et quelques frégates.

Tandis que les flottes des alliés de la France succombaient ainsi sous les coups de ses ennemis, le Directoire, préoccupé du 18 fructidor, suspendait une grande expédition préparée contre l'Irlande qui aurait porté un coup fatal à la puissance anglaise. Truguet, étranger au complot fit entendre des plaintes amères. Les Directeurs, mécontents, lui ôtèrent le porte-feuille de la marine, qui fut confié aux mains débiles de Pléville-Lepleley. En outre, le désir de faire des économies qui auraient été sans doute facilement obtenues en mettant un peu d'ordre dans les affaires du trésor, et en empêchant les gaspillages des fournisseurs, fit licencier les équipages des vaisseaux réunis à Brest avec tant de peine; on poussa même l'impéritie jusqu'à vendre quelques frégates et un assez grand nombre de bâtiments de transport: ainsi la marine française était sacrifiée par ceux dont le devoir était de veiller à son accroissement et à sa prospérité.

RÉSUME CHRONOLOGIQUE.

1795.

6 JANVIER. Arrivée de nouveaux commissaires à la Guadeloupe et à Sainte-Lucie.

18 JUIN. Prise de Sainte-Lucie par les Français.

22 DÉCEMBRE. Attaque et combat de Leogane.

1796.

20 MARS. Désordres au Cap (Saint-Domingue).

6 AVRIL. Reprise de Sainte-Lucie par les Anglais.

22 — Combat de la frégate *la Virginie*.

12 MAI. Retour de Santhouax à Saint-Domingue avec de nouveaux commissaires et les généraux Desfourneaux et Rochambeau

18 JUILLET. Renvoi de Rochambeau en France.

AOUT et SEPTEMBRE. Insurrection aux Cayes.

AOUT et SEPTEMBRE. Croisière de l'escadre de Richery dans l'Amérique septentrionale.

18 SEPTEMBRE. Combat naval dans la mer de l'Inde, entre les frégates du contre-amiral Sercey et deux vaisseaux de ligne anglais.

DÉCEMBRE. Prise et reprise de la frégate *la Vestale*.

1797.

14 FÉVRIER. Bataille navale du cap Saint-Vincent.

8 — Prise de l'île de la Trinité par les Anglais.

17 AVRIL. Tentative infructueuse des Anglais sur Porto-Ricco.

22-24 JUILLET. Les Anglais attaquent Santa-Cruz de Ténériffe, et sont repoussés.

11 OCTOBRE. — Bataille navale de Camperduyn, entre les Hollandais et les Anglais.

A. HUGO.

On souscrit chez DELLOYE, Éditeur, place de la Bourse, rue des Filles-S.-Thomas, 13.

Paris. — Imprimerie et Fonderie de RIGNOUX et Ce, rue des Francs-Bourgeois Saint-Michel.

PREMIÈRE ET SECONDE EXPÉDITION D'IRLANDE.

SOMMAIRE.

Projet d'invasion en Irlande. — État de l'Irlande. — Préparatifs de l'expédition. — Négociations rompues avec lord Malmesbury. — Retards divers. — Départ de l'armée d'expédition. — Dispersion de la flotte. — Bouvet en rallie la majeure partie. — Séjour dans la baie de Bantry. — Retour en France. — Combat et naufrage des *Droits de l'Homme*. — État de l'Irlande en 1798. — Préparatifs d'une seconde expédition. — Départ de l'escadre de Rochefort. — Débarquement et Prise de Killala. — Prise de Ballyna. — Combat de Castlebar. — Marche d'Humbert sur Dublin. — Combat de Ballinamuck. — Capitulation d'Humbert. — Départ de l'escadre de Brest. — Arrivée sur les côtes d'Irlande. — Combat naval. — Destruction de l'escadre française. — Combat de *la Loire*. — Second voyage de Savary en Irlande. — Fin de l'expédition.]

1re EXPÉDITION.		2e EXPÉDITION.	
Armée de débarquement.	— Général HOCHE.	*Armée de débarquement.*	— Général HUMBERT.
Escadre.	MORARD DE GALLES.	*Escadres.*	SAVARY, — BOMPARD.

Projet d'invasion en Irlande. — Le premier projet d'une expédition en Irlande est dû au général Hoche. Après l'expédition de Quiberon, qui avait excité à un si haut degré contre l'Angleterre l'animadversion de la France républicaine, ce général désirant à son tour porter un coup fatal au gouvernement britannique, pressa le Gouvernement de lui permettre de conduire au secours des Irlandais les bataillons de l'armée des côtes de l'Océan qui venaient d'être victorieux des émigrés et des Anglais. — La reprise d'armes de Stofflet et de Charette ne fit que suspendre momentanément ses desseins; il les reprit aussitôt qu'il crut la Vendée suffisamment pacifiée. — Le Directoire avait alors remplacé le Gouvernement des comités conventionnels; il concevait trop bien les avantages d'une telle expédition pour n'être pas partisan du projet du brave général. Truguet, ministre de la marine, désirait aussi porter un coup mortel à l'irréconciliable ennemie de la France. Il était l'ami de Hoche et tous les deux s'entendirent aisément. Mais l'épuisement des finances ne permit pas de mettre à exécution le plan du ministre, qui avait été calculé sur les bases les plus larges contre l'Inde et l'Angleterre. Truguet aurait voulu que la flotte, après avoir transporté 10,000 hommes aux rives du Shannon, partît sous les ordres de Villaret-Joyeuse, pour l'Ile de France, y embarquât les Noirs enrégimentés, et les conduisît à Tippo-Saëb, qui n'attendait qu'un secours de la France pour se déclarer contre l'Angleterre. Ces vaisseaux auraient été remplacés dans la Manche par les escadres de Richery et de Villeneuve, attendues, l'une d'Amérique, et l'autre de Toulon; et, pendant que la première escadre eût fait voile vers l'Inde, les 10,000 hommes formant le reste de l'armée auraient été transportés en Irlande par ces forces navales montant ensemble à vingt vaisseaux.

Ce plan avait, entre autres inconvénients, celui de séparer pendant un mois à peu près les forces républicaines, dont la moitié aurait pu d'abord être compromise en pure perte en Irlande. Hoche ne voulait partir qu'avec tout son corps d'armée: Truguet se rendit à cette opinion; Villaret-Joyeuse était d'un autre avis: il aurait voulu emmener directement dans l'Inde toutes les forces qu'on destinait à l'expédition, présumant que la tentative sur l'Irlande aurait un résultat funeste. Hoche, soutenu par Truguet, l'emporta aisément: on renonça à confier à Villaret le commandement de l'armée navale qui fut mise sous les ordres de Morard de Galles. — Ces débats, et le retard des escadres de Villeneuve et de Richery, qu'on attendait chaque jour, entraînèrent une perte de temps qui devint fatale à l'entreprise.

État de l'Irlande. — Tout semblait néanmoins devoir en assurer le succès: l'Irlande, depuis l'administration de lord Cambden, qui faisait peser un joug de fer sur les catholiques, était en proie à une sourde fermentation; la nation irlandaise montrait des dispositions hostiles au gouvernement britannique. Quoique le libre exercice de son culte et tous les droits d'un peuple libre lui eussent été assurés par le traité de Limerick, conclu en 1694 avec Guillaume III, elle avait vainement depuis cette époque espéré d'en jouir; l'Angleterre était parvenue à neutraliser tous les efforts par lesquels elle avait cherché à recouvrer son indépendance. L'espoir des Irlandais vraiment patriotes (qui se nommaient entre eux les Irlandais unis) s'était relevé par l'établissement d'une république en France, et par la déclaration de guerre de cette république à l'Angleterre. Ils comptaient, non sans apparence de succès, sur le secours de leurs amis d'Outre-Manche. Leurs prétentions se caractérisèrent mieux, l'insurrection se généralisa et acquit plus de consistance. Le but du plus grand nombre n'était que d'obtenir une réforme parlementaire et l'émancipation des catholiques. Les autres voulaient rendre l'Irlande indépendante de l'Angleterre, et y établir une république à l'instar de celle de France ou des États-Unis d'Amérique.

Au milieu de cette divergence d'opinions, il s'était formé, pour diriger l'insurrection, un comité composé de ce qu'il y avait de plus notable en Irlande, en tête duquel figuraient lord Edward Fitz-Gerald, frère du duc de Leicester, et Arthur O'Connor. Ce comité secret envoya en 1796 à Paris deux agents qui promirent un soulèvement général, si on voulait les seconder avec une petite armée. Ils furent bien reçus par le Directoire, et quand tout fut à peu-près réglé, une entrevue secrète eut lieu à Bâle entre Hoche, Fitz-Gerald et O'Connor. C'est là que furent arrêtés les derniers arrangements relatifs à l'expédition.

Des associations secrètes s'étaient formées pendant ce temps sur tous les points de l'Irlande; plus de 40,000 volontaires s'étaient enrôlés en prêtant le serment solennel de mourir ou de redevenir libres. Partout

on fabriquait des piques; des amas d'armes étaient déposés dans les lieux les plus cachés; chacun attendait avec impatience le moment de s'en servir. Dans un rapport du comité secret sur la situation de l'Irlande, fait à la fin de 1796, il était dit que la société des Irlandais-Unis ne comptait pas moins alors de 100,000 individus en état de faire la guerre, et qu'elle pouvait, outre beaucoup d'autres armes, disposer d'une petite artillerie.

Préparatifs de l'expédition. — Il ne régnait pas moins d'activité dans les ports de mer français, à Brest surtout, où l'on n'oubliait rien de ce qui pouvait assurer le succès de l'expédition. Les matelots classés y étaient envoyés de tous les cantons de la côte; il y arrivait chaque jour des convois de vivres et de munitions; les troupes destinées à l'expédition y étaient dirigées de tous les points, et partageaient avec les matelots, les travaux de l'armement.

L'Angleterre épuisait tous les moyens pour connaître quelle était celle de ses possessions que pouvaient menacer de tels préparatifs, et l'incertitude où elle resta jusqu'à la fin sur la vraie destination de cette armée navale de Brest fut en partie cause de ce que les vaisseaux arrivèrent au lieu fixé pour le débarquement sans avoir été poursuivis. Hoche, ingénieux à tromper l'ennemi, faisait rédiger à Rennes avec un secret affecté, des proclamations adressées au peuple du Portugal, contre qui l'expédition était supposée se préparer. Il parvint à faire passer un de ces manifestes en Angleterre, par le moyen d'un prêtre réfractaire espion du cabinet britannique. Pendant ce temps, les véritables pièces de l'expédition s'imprimaient à Angers, dans le plus profond secret.

Négociations rompues avec lord Malmesbury. — Il existait à cette époque à Paris, entre l'Angleterre et la France, quelques négociations diplomatiques dont le récit n'appartient pas à notre sujet. Le désir de connaître le but de l'armement naval de Brest était le motif secret qui avait déterminé l'envoi de l'agent anglais. Celui-ci s'était présenté sous prétexte de faire des propositions de paix, et dans le même temps le ministère britannique négociait avec Catherine II une alliance pour fournir à l'Autriche un corps auxiliaire de 60,000 hommes. L'envoyé anglais, lord Malmesbury, arrivé à Paris le 22 octobre, manifesta, dès sa première entrevue avec le ministre Charles Delacroix, le désir de traiter pour toutes les puissances coalisées. Le Directoire s'y refusa, afin de ne pas multiplier les combinaisons, et accroître indéfiniment les longueurs et les difficultés de la négociation. Enfin, après deux mois de pourparlers inutiles et sans résultats, le Directoire, qui supposait à Malmesbury des vues secrètes d'une nature peu pacifique, lui enjoignit le 19 décembre, de quitter Paris sous quarante-huit heures. — L'envoyé anglais retourna donc à Londres, où il apprit à son gouvernement que l'armée navale de Brest avait mis à la voile dès le 16 décembre, se dirigeant sur l'Irlande.

Retards divers. — Départ de l'armée d'expédition. — Dispersion de la flotte. — Il est probable que la conduite tenue par le Directoire à l'égard du plénipotentiaire anglais fut surtout déterminée par les espérances que faisait concevoir l'expédition d'Irlande. L'armée navale de Brest était prête à mettre sous voile le 14 décembre, quoiqu'elle pût facilement transporter 15,000 hommes, ce qui était le maximum demandé par les Irlandais. Hoche persista long-temps à attendre les vaisseaux que Villeneuve et Richery devaient amener de Toulon et de Rochefort. Ces renforts, retardés par diverses causes, n'arrivaient pas, et il s'était enfin décidé à partir le 14 décembre, quand Richery mouilla à Brest, après avoir trompé la vigilance des Anglais qui le bloquaient à Rochefort.

Cette circonstance fut malheureuse, car, par suite de l'opiniâtre volonté du général, 1,200 hommes furent embarqués sur deux des vaisseaux de Richery, qui se trouvaient dans le meilleur état; mais il leur fallait encore quelques réparations, à la vérité faciles, et il en résulta une nouvelle perte de deux jours qui entraîna les suites les plus fâcheuses.

La flotte de Brest avait attendu ces deux vaisseaux au mouillage de Camaret; lorsqu'elle les aperçut le 16 à la voile sur la rade, elle leva l'ancre elle-même pour se diriger sur l'Irlande. Cette flotte se composait de quinze vaisseaux de ligne, portant chacun 600 hommes de troupes de l'expédition, d'un vaisseau rasé à bord duquel s'en trouvaient 400; de douze frégates et de six corvettes à bord de chacune de desquelles étaient embarqués 250 hommes, outre l'équipage; 2,250 autres soldats montaient six grands bâtiments de transport chargés aussi de munitions et d'attirails de guerre; une frégate armée en flûte transportait les poudres de l'armée; enfin 50 cavaliers montaient un grand bâtiment, écurie. Les 1,200 hommes dont nous avons déjà parlé, suivaient avec les deux bâtiments de l'escadre de Richery.

Le total de ces troupes s'élevait à environ 16,000 hommes. Leur débarquement devait s'effectuer dans la baie de Bantry ou à l'entrée de la rivière Shannon, si l'on éprouvait trop de difficultés sur le premier point. Les mesures les plus minutieuses avaient été prises pour indiquer les mouillages de l'escadre suivant la direction des vents. — Trente vaisseaux anglais croisant dans l'Iroise, près de la côte de Bretagne, avaient été signalés le matin; Morard de Galles, pour les éviter, avait fait signal à la flotte de prendre par le passage du Raz, le plus à gauche en sortant du goulet de Brest. A quatre heures du soir tous les bâtiments français étaient à peine sous voiles. La nuit tombait; les vents variaient et présageaient un gros temps. Ces difficultés nouvelles, jointes à celles déjà si grandes du passage par le Raz, déterminèrent l'amiral à changer de résolution : il fit signal de déboucher par l'Iroise, et prit lui-même à l'instant cette route avec la frégate qu'il montait, ainsi que Hoche. Quelques vaisseaux obéirent au signal; d'autres ne l'aperçurent pas, ou ne voulurent pas l'apercevoir, quoique *l'Atalante* se fût portée au milieu de l'escadre pour le répéter, et ils poursuivirent par le Raz.

L'armée se trouva ainsi séparée dès sa sortie de Brest, et le 17, à la pointe du jour, par suite de la confusion qui avait présidé au départ de la veille, elle était totalement dispersée.

Bouvet en rallie la majeure partie. — Le contre-amiral Bouvet parvint néanmoins à en réunir une partie qui se trouvait en vue de son pavillon. Il rassembla ainsi sous ses ordres neuf vaisseaux de ligne, six frégates et un bâtiment de transport; puis ayant ouvert le paquet qui contenait ses instructions en cas de séparation, il y vit l'ordre d'aller croiser quelques jours en vue du cap Mizen-Head, où il devait recevoir d'autres instructions. — Le 19, il rallia le reste de l'armée, à l'exception d'un vaisseau et de trois frégates, au nombre desquelles se trouvait *la Fraternité*, que montaient Hoche et Morard. Le gros de l'armée ainsi réuni, quoique privé de ses chefs, poursuivit sa route pour aller reconnaître Mizen-Head. Le temps fut si brumeux le 20, que quoique *la Fraternité* fit la même route que la division Bouvet, et en fut à peu de distance, ils ne purent pas s'apercevoir. Bouvet eut connaissance le lendemain de Mizen-Head; malheureusement *la Fraternité*, qui s'en était trouvée si près la veille, n'eut pas le même bonheur.

Séjour dans la baie de Bantry. — Le contre-amiral, à l'ouverture de la baie de Bantry, fit au reste de l'escadre le signal d'arriver au mouillage. Chaque navire avait, dans un paquet cacheté, un plan de la baie — Plusieurs bâtiments purent se munir de pilotes, qui étaient venus à bord comptant avoir affaire à des vaisseaux anglais. — L'armée, pour obéir à l'ordre de l'amiral, louvoya toute la journée du 21 et une partie du 22, presque sans avancer, quoique aucun obstacle ne s'y opposât.

Le vent fraîchit et la mer enfla beaucoup le 22 à quatre heures du soir; ce qui détermina le contre-amiral et environ dix vaisseaux de ligne à mouiller dans la passe, un peu sous le vent de la pointe E. de l'île Great-Bear. Bouvet, en jetant l'ancre, rendit chaque capitaine libre de sa manœuvre pour la sûreté de son bâtiment. Quelques-uns mouillèrent à ce signal; d'autres aimèrent mieux rester sous voiles en dehors des pointes.

L'armée, par suite de la brise qui avait encore augmenté dans la nuit, se trouva de nouveau séparée le lendemain; la moitié des bâtiments étaient hors de vue: il ne restait dans la baie que huit vaisseaux, deux frégates, quatre corvettes et un bâtiment de transport. L'état houleux de la mer fut cause qu'on n'ordonna ce jour là, 24, aucun mouvement; mais la brise étant tombée le lendemain, et la mer devenue beaucoup plus belle, un conseil de guerre fut tenu à bord de la frégate *l'Immortalité*, que Bouvet montait ainsi que le général Grouchy, commandant en second des troupes de débarquement. Les vaisseaux restés en rade portaient environ 6,000 hommes avec deux canons de campagne. Le conseil décida que le débarquement aurait lieu sur-le-champ, et une corvette fut aussitôt envoyée à la côte septentrionale de la baie, non loin de la pointe E. de l'île Great-Bear, pour y reconnaître un lieu favorable à la descente. On vint apprendre au contre-amiral qu'on avait découvert une anse où plusieurs chaloupes pouvaient prendre terre à la fois.

La descente, dont l'ordre ne fut donné qu'à quatre heures du soir, et pendant une journée d'hiver, ne pouvait s'effectuer que dans la nuit. Les généraux étaient cependant décidés à n'être point arrêtés par cette circonstance, lorsque le vent s'éleva assez fort au coucher du soleil pour empêcher la communication des vaisseaux entre eux. Le fond de la baie se chargea de nuages, et la mer fut trop mauvaise pendant la nuit pour essayer d'y risquer une seule chaloupe. Le temps devint plus mauvais encore le lendemain, et tout faisait craindre un ouragan. Plusieurs vaisseaux ayant glissé sur leurs ancres, se mirent sous voiles l'un après l'autre. *L'Immortalité*, mouillée sur deux ancres, eut un de ses câbles rompu, et allait en dérive sur la côte, quand elle se mit aussi sous voiles; elle fit, en sortant de la baie, aux autres bâtiments qui s'y trouvaient encore, le signal d'appareiller en coupant leurs câbles.

Retour en France. — Combat et naufrage des Droits de l'Homme. — Le contre-amiral Bouvet resta trois jours à la cape en sortant de la baie de Bantry. Les vents changèrent le 29. Il était alors à vingt lieues au S.-O. de la baie de Bantry, et il aurait pu y retourner aisément; mais il fut retenu par la crainte de n'y pas retrouver les autres bâtiments de l'expédition, de s'y voir bloquer par les vents ou par l'ennemi, et surtout par le défaut de vivres, dont il ne lui restait qu'une petite quantité. Il revint donc à Brest, où il rentra le 1er janvier 1797.

La Fraternité, demeurée seule après le 20 décembre, se trouva le lendemain sous la volée d'un vaisseau rasé anglais, devant lequel elle prit chasse pendant tout le jour, ce qui l'éloigna beaucoup des côtes d'Irlande, dont elle fut ensuite tenue séparée par les vents d'E., qui battaient Bouvet dans la baie. Cette circonstance dut sans doute faire repentir Hoche et Morard d'avoir monté une frégate au lieu d'un vaisseau; car ils n'auraient pas été forcés de fuir devant un vaisseau rasé. Au changement de vent, la frégate amirale se dirigea vers la baie de Bantry, où elle espérait enfin trouver le reste de l'escadre. La douleur de Hoche fut grande lorsqu'il apprit par la rencontre de deux bâtiments, *la Révolution* et *le Scævola*, qu'il ne restait plus un seul vaisseau français sur les côtes d'Irlande. Il persistait néanmoins à s'y rendre; mais *le Scævola* était près de couler bas; *la Révolution* se voyait obligée de recueillir son équipage, et avait si peu de vivres qu'il était à craindre que le grand nombre d'hommes qui l'encombraient ne mourussent de faim si elle accompagnait *la Fraternité*. Cette circonstance décida Hoche à rentrer à Brest, sans avoir même entrevu les côtes du pays où il se proposait de jouer un si grand rôle.

Outre 2,000 hommes morts ou prisonniers, la France éprouva, dans cette malheureuse expédition, encore d'autres pertes sensibles. — *Le Séduisant* périt en quittant le port de Brest; *la Surveillante* échoua dans

la baie de Bantry; *l'Impatiente* se perdit corps et bien sur le cap Clear; *le Scævola* sombra au large, *le Suffren* fut pris au retour; enfin le vaisseau *les Droits de l'Homme* fit naufrage à la suite d'un mémorable combat [1].

Etat de l'Irlande en 1798. — La fatale issue de la première expédition d'Irlande, aggrava le sort des patriotes de ce malheureux pays. Le despotisme anglais pesa sur eux avec plus de rigueur; quelques mouvements séditieux dans le Leinster, dans les comtés de Kildare, de Wiclow, et à Dublin même, servirent de prétexte aux généraux anglais pour déployer la plus extrême sévérité. Les choses allèrent au point que les soldats se portèrent eux-mêmes aux derniers excès; les habitations furent pillées, dévastées, incendiées. On maltraita les paysans, on les vola, on outragea violemment leurs femmes et leurs filles; la licence ne connut plus aucun frein. L'honorable général en chef Abercrombie, indigné de l'impossibilité où il se vit de la réprimer, se démit de son commandement. Néanmoins ces violences ne faisaient qu'attiser le feu de l'insurrection, qui convait sourdement. La société des Irlandais-Unis s'organisait militairement, et n'attendait pour éclater qu'une occasion favorable. Son comité directeur sollicitait vivement de lui envoyer quelques secours le gouvernement français, dont toute l'attention était malheureusement alors concentrée sur les préparatifs de l'expédition d'Égypte.

Le ministère anglais, sans trop croire, au moins dans ce moment, à la possibilité d'un nouveau débarquement en Irlande, prenait les mesures qui pouvaient le prévenir. Il désirait sévir contre les chefs de l'association irlandaise, et l'occasion ne s'en présentant pas, il la fit naître. Quelques avis reçus de France, ayant fait enfin espérer aux chefs de prompts secours, ils se réunirent à Dublin, à la fin de 1797, chez le négociant Oliver-Bond, pour y concerter un soulèvement général. Un traître les vendit; on épia leurs démarches, et dans les journées des 13 et 14 mars 1798 dix-sept chefs du comité d'Union, parmi lesquels se trouvait lord Ednard Fitz-Gerald furent arrêtés. Le vice-roi d'Irlande, lord Cambden, fit proclamer la loi martiale, et ordonna un désarmement général; les exécutions, les déportations, les emprisonnements, suivirent ces premières mesures. — Mais l'élan était donné; l'Union, inspirée par sa haine pour les Anglais, se choisit d'autres chefs. On prit les armes dans plusieurs provinces; une lutte sanglante eut lieu à Holyeross. Les insurgés, sans armes, sans argent et sans officiers, ne pouvaient être redoutables que par leur nombre et leur patriotisme. Ils se déterminèrent à faire contre les Anglais la guerre de partisans, mode de combattre auquel se prête admirablement l'Irlande, pays coupé de ravins, de montagnes, de bois et de marais. Bientôt la conduite du cabinet britannique atteignit un haut degré de barbarie. Les Irlandais, poussés au désespoir, arrêtèrent le projet d'une insur-

[1] *Combat et naufrage des Droits de l'Homme.*—Ce vaisseau, de soixante-quatorze, portait 600 hommes d'infanterie commandés par le général Humbert, et un équipage de 650 hommes aux ordres du chef de division Lacrosse, le seul des officiers de marine de cette expédition, peut-être, qui se fût strictement conformé à ses instructions. Voyant la descente manquée dans la baie de Bantry, il alla croiser huit jours sous le cap Loop, à l'embouchure de la rivière Shannon, et ne fit voile, le 7 janvier, pour Belle-Isle, où il se proposait d'atterir, que lorsqu'il eut la certitude que toute l'armée avait repris la route de France.

Le 13, à une heure après midi, et par une brume épaisse, on signala deux navires au vent, donnant la chasse aux *Droits de l'Homme*. L'un était le vaisseau rasé *l'Indéfatigable*, monté par le commodore Edward Pellew; l'autre, la frégate *l'Amazone*. Deux autres vaisseaux se montrèrent sous le vent à trois heures, manœuvrant de manière à couper la route au vaisseau français, qui, forçant de voiles, perdit deux mâts de hune dans une rafale. Cet accident fut d'autant plus fâcheux, que la mer était très grosse : le vaisseau, privé de l'appui de ses voiles hautes, ne put, à cause du roulis, ouvrir sa batterie basse de trente-six et en faire usage pendant le combat.

Tout venait d'être deblayé sur le pont des *Droits de l'Homme* quand, à 5 heures, l'action commença par une volée entière de *l'Indéfatigable*, à laquelle le vaisseau français répondit de toute la sienne, soutenue d'un feu terrible de mousqueterie. Le vaisseau anglais, qui pouvait se servir de sa batterie de vingt quatre et de ses canons de quarante-deux, avait sur *les Droits de l'Homme*, l'avantage de lui envoyer 400 livres de fer de plus par bordée. A 7 heures du soir, le combat était des plus acharnés, quand *l'Amazone*, arrivant à portée de pistolet, envoya sa bordée dans la hanche des *Droits de l'Homme*. Celui-ci manœuvra assez vivement pour ne pas donner à la frégate le temps de lui envoyer une seconde bordée, et parvint jusqu'à 7 heures et demie à conserver les deux bâtimens ennemis par son travers. Ils avaient tellement souffert, qu'ils gagnèrent le large pour se réparer. Ils revinrent à 8 heures et demie, et recommençant leur feu, placés de chaque côté vers l'avant du vaisseau français, ils l'enfilèrent alternativement par les bossoirs de tribord et de babord.

Cette position était d'autant plus fâcheuse, que l'artillerie seule de la frégate, à cause de ses caronades de vingt-quatre, était supérieure à celle dont la mer laissait l'usage aux *Droits de l'Homme*. Le commandant Lacrosse, pour en sortir, présenta tour à tour, mais inutilement, l'abordage aux deux bâtimens anglais. Son mât d'artimon tomba vers 10 heures et demi, et les Anglais continuèrent à canonner vivement le vaisseau français par les hanches. A défaut de boulets, Lacrosse fit charger ses canons avec des obus, ce qui causa de tels dommages à bord des vaisseaux ennemis, qu'ils n'osèrent plus combattre de si près.

Le combat était encore à 2 heures dans toute sa force, quand Lacrosse tomba sous le choc d'un boulet mort qui l'atteignit au genou. En quittant le pont, il assura l'équipage que l'on n'amènerait pas le pavillon, et cette assurance fut accueillie avec enthousiasme par le cri unanime de : « *Non, jamais; capitaine, vaincre ou mourir!* »

Le capitaine de frégate Prévost-Lacroix prit le commandement, et le combat se prolongea jusqu'à 6 heures du matin avec le même acharnement. Les Anglais se retirèrent alors fort maltraités. Le vaisseau français découvrit la terre, et manœuvra pour l'éviter : mais ses mâts de misène et de beaupré s'étant rompus dans ce moment, et sa grande voile criblée par les boulets ayant manqué, le vaisseau, entraîné à la dérive, échoua le 14 janvier dans la baie d'Audierne, vis-à-vis Plouzence.

La frégate anglaise *l'Amazone* avait eu le même sort que *les Droits de l'Homme*, et avait échoué une demi-heure avant ce dernier. Son équipage et son état-major restèrent prisonniers. — Le vaisseau français, dans ce combat de treize heures, où il avait été rasé comme un ponton, avait eu 200 hommes hors de combat, dont 10 officiers. Il avait consommé toute sa mitraille, ses boulets ramés, et tous ses boulets ronds. Des dangers d'une nouvelle espèce l'attendaient encore dans la baie d'Audierne : les canots mis à la mer pour sauver l'équipage furent brisés par les lames, et ceux qui les montaient périrent dans les flots. On essaya inutilement d'établir un *va-et-vient* de la terre au vaisseau, qui resta seul et sans secours pendant trois jours de gros temps. La famine et le manque d'eau douce vinrent ajouter aux souffrances de l'équipage, et 60 hommes périrent dans les convulsions du délire et du désespoir, avant qu'un changement de temps permît de secourir le bâtiment naufragé.—Cinq chaloupes, venant d'Audierne, et le cutter *l'Aiguille*, avaient pu aborder, le 17, *les Droits de l'Homme*, et en avaient retiré les blessés et une centaine d'hommes; mais il en restait encore 400 sur le vaisseau, et avant que le même cutter revînt les chercher, il s'était écoulé quatre jours, pendant lesquels ces malheureux furent en proie aux tourmens dont nous venons de parler. — Lacrosse, ainsi que le lui prescrivait son devoir, ne quitta le vaisseau que le dernier.

IRLANDE

BAIE DE BANTRY

BAIE BALLYDONAGHAN
I. Dursey
MONTAGNES DE SLIEV MISKISK
Mts DE CARA
Mt Coomingarry
Black Ball Head
BAIE DE BANTRY
I. Whiddy
BANTRY
Sheeps-Head
BAIE DE DUNMANUS
Dunmanus
Mt Gabriel
Mizen-Head
BALTIMORE

Routes de l'armée

Lieue Marine de 2853 Toises

Dressé par Monin

Gravé par Berthe et Rambos



Moulin près de Hague



Troupes Hollandaises

Fantassin *Cavalier*





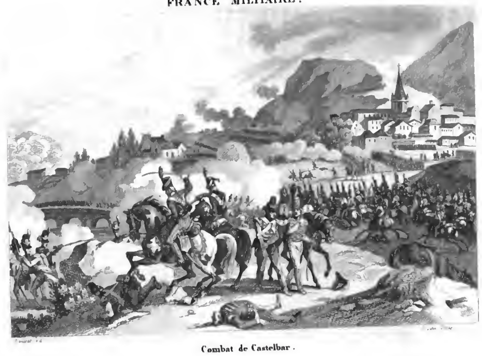
FRANCE MILITAIRE



Leyden


Biblioteca Nazionale
NAPOLI

FRANCE MILITAIRE.



Combat de Castelbar.

rection générale pour le 23 mai. L'arrestation de quelques chefs n'empêcha pas l'insurrection d'éclater. Nous ne suivrons pas les patriotes Irlandais, dans la lutte aussi vaine que brillante qu'ils soutinrent pour reconquérir leur liberté. Ils s'emparèrent d'Enniscothy et de Wexford; mais après des alternatives de succès et de revers, ils en revinrent, faute d'armes, de chefs et de munitions de guerre, au système de partisans dont ils n'auraient jamais du s'écarter.

Bientôt, néanmoins, un succès brillant obtenu le 4 juin, près de la montagne de Slicwebuy, les enivra au point de leur faire oublier cette sage résolution. Ils attaquèrent le lendemain, à Newcross, le général Towstone; après une lutte acharnée et long-temps douteuse, ils furent défaits. Ils perdirent aussi le 21 le poste d'Enniscothy. Ces deux échecs, suivis de quelques autres, les dispersèrent presque entièrement, et ils se réfugièrent dans leurs retraites. Lord Cornwallis, ayant alors succédé à lord Cambden, avec des pouvoirs illimités, pacifia le pays par des moyens analogues à ceux que Hoche avait employés en Vendée.

Préparatifs d'une seconde expédition — Le Directoire français était resté spectateur paisible de la lutte héroïque des Irlandais; il ne s'occupa sérieusement de les secourir que lorsqu'ils furent presque anéantis. Après le départ de l'armée d'Orient, l'ordre fut enfin donné d'armer deux divisions navales, l'une à Brest, l'autre à Rochefort. On devait croire que le gouvernement chercherait, par l'échelle sur laquelle la nouvelle expédition serait combinée, à compenser la faute de ne l'avoir pas faite dans le moment opportun. Il n'en fut pas ainsi, et on la réduisit même à de plus petites proportions que celle de Hoche, comme si l'attaque de l'Angleterre en Irlande eût été d'un faible intérêt pour la France républicaine. 4,000 hommes seulement devaient être embarqués sur les deux divisions navales de Brest et de Rochefort, avec des armes et des munitions pour les insurgés. Ce secours, qui aurait pu avoir une grande influence au fort de la lutte dont nous venons de parler, était évidemment insuffisant pour la faire renaître. Les deux escadres, qui auraient du partir dans les premiers jours de juin, ne furent en état de prendre la mer qu'à la fin de juillet, et encore celle de Brest fut-elle retenue quinze jours au port, par l'attente d'une somme de 35,000 francs, destinée à payer les équipages.

Départ de l'escadre de Rochefort. — Celle de Rochefort mit donc seule à la voile le 4 août. Elle se composait de trois frégates et de deux corvettes, commandées par le chef de division Savary, et portait 1,100 hommes de débarquement aux ordres du général Humbert. La division, après une heureuse traversée, mouilla le 22 dans la baie de Killala, dans le golfe de Sligo. Le débarquement eut lieu dans la soirée, et le chef de division Savary remit sous voile le lendemain avec son escadre pour gagner Rochefort. — Cette seconde traversée ne fut pas moins heureuse que la première.

Débarquement et prise de Killala — Le débarquement était à peine effectué, que, d'après l'ordre du général Humbert, l'adjudant-général Sarrasin marcha, avec une compagnie de grenadiers, sur le poste de Killala, et l'enleva à la baïonnette. 200 soldats anglais, qui en formaient la garnison, y furent tués ou pris. La plupart des prisonniers demandèrent à entrer dans les bataillons français, et y furent incorporés.

Prise de Ballyna. — Le lendemain 23, Sarrasin ayant eu l'ordre de pousser une reconnaissance dans l'intérieur, vers Ballyna, rencontra un parti de cavalerie ennemie, qu'il dispersa après un léger combat. Le général Humbert suivit le 24 la même direction, avec le reste de sa petite armée, rejoignit Sarrasin et s'empara de Ballyna. Des troupes anglaises, postées sur la route, furent mises en déroute et perdirent quelques prisonniers. Humbert, avec des chasseurs à cheval du troisième régiment, poursuivit long-temps la cavalerie anglaise. Environ 1,000 Irlandais unis se joignirent aux Français après ces premiers succès, et reçurent aussitôt des armes et des munitions [1].

[1] Les troupes dont les généraux anglais pouvaient disposer pour la défense de l'Irlande s'élevaient à 60,000 hommes, dont 20,000 soldats de ligne et 40,000 miliciens. Voici, d'après le *Rapport de lord Cornwallis* sur l'expédition de Humbert, les mesures prises au moment du débarquement des Français :

«On régla de la manière suivante la marche des troupes vers le Shannon, tant pour occuper des stations fixes, et s'assurer les communications, que pour maintenir la tranquillité dans les comtés insurgés de Dublin, Wicklow, Wexford Meath, Kildare et Louth.

Troupes qui devaient se porter vers le Shannon.

1er Régim. d'infanterie légère 2e *Idem.* 10e *Idem.*	Sous les ordres du général Moore, devaient se porter de Salino à Athlone par le canal.
Les fusiliers de Suffolck.	De Kilcullen à Athlone.
Les milices de Dorwnshire. . .	Devaient s'assembler à Birr, et se rendre à Ballinasloe.
Régiment d'Armagh	En marche sur Birr, devait se rendre à Ballinasloe.
Les fusiliers de Reay.	De Kilcock à Longford.
Les fusiliers de Sutherland. . .	De Drogheda et de Dundalk à Longford.
Les milices d'Antreim	De Kilcullen à Athlone.
Régiment de Bucks et Warwick.	De Dublin à Longford.
Milices de Louth.	De Limerick à Galway.
5e Rég. de dragons des gardes.	De Dublin et Athlone.
2e et 29e Régim. d'infanterie. .	Sous les ordres du major-général Hunter devaient se rendre de Wexford à Kilkenny, et de là se porter sur le Shannon. — (Le Shannon est une rivière considérable de l'Irlande, qui se jette dans l'Océan.)

Troupes qui devaient se porter à des stations fixes.

Milices de la ville de Corck. . Milices de Londonderry. . . .	Devaient occuper le canal de Colbridge, etc.
Milices de Carton.	Drogheda et Dondalk.
Fusiliers d'Inverness.	Trim et Kilcock.
Milices de la ville de Corck. . .	Naas.
89e Régiment	Baltinglass Hacktatown.
5e Régiment de dragons. . . .	De Longlint-Town à Dublin.
7e Rég. de dragons de la garde.	Margborough, et devaient entretenir la communication avec Limerick,
9e Régiment de dragons.	Carlow et Kilkenny, et entretenir la communication avec Dublin.
Chasseurs de Hompesch.	Clonmell, et entretenir la communication avec Corck.
4e Rég. de dragons de la garde.	Devait occuper Philips-Town-Birr.
Fusiliers de Chestershire. . . . *Idem*, de Glegary. . . . . . . Milices du comté de Dublin. .	De Ferrun à Wexford.

Combat de Castlebar. — Humbert, informé que les généraux Lake et Hutchinson avaient réuni à Castlebar un corps de 5 à 6,000 hommes pour venir l'attaquer, résolut de les prévenir, et se porta à leur rencontre. Après une marche de quinze heures, il arriva, le 27 août, sur les hauteurs en arrière de Castlebar, où les Anglais occupaient une forte position, entre un lac et un marais. Quoique son artillerie fût restée en arrière, il ordonna aussitôt l'attaque. Les tirailleurs anglais furent repoussés, et les colonnes républicaines, marchant au pas de charge, se déployèrent sous la mitraille de vingt-deux pièces de canon. Sarrasin, pendant cette attaque de front, ayant en vain essayé de forcer l'aile gauche, laissa quelques troupes pour la contenir, et se porta rapidement sur l'aile droite. Celle-ci ne soutint pas le choc des grenadiers, et fut culbutée. Le centre des Anglais suivit ce mouvement rétrograde de la droite, qui fut bientôt presque en même temps imprimé à tout le corps de bataille. Retranché dans les maisons de Castlebar, l'ennemi y soutint quelque temps encore un combat meurtrier. Mais il fut enfin chassé de toutes ses positions, contraint de repasser le pont du bourg, et de s'enfuir vers Ballinrore, en abandonnant son artillerie, la plus grande partie de ses équipages, 1,200 prisonniers et cinq drapeaux. 600 hommes tués ou blessés restèrent sur le champ de bataille. Cette victoire, remportée par les troupes françaises sur des forces quatre fois plus nombreuses, causa une grande joie aux patriotes irlandais, et attira un grand nombre d'insurgés sous les drapeaux républicains [1].

Humbert régla ensuite l'organisation de la province de Connaught; il y établit un gouvernement provisoire, présidé par John Moore, un des notables insurgés, et ordonna, outre une levée en masse des habitants de seize à quarante ans, la formation de huit régiments d'infanterie et de quatre de cavalerie.

Marche d'Humbert sur Dublin. — Dès que le débarquement d'Humbert fut connu à Londres, le commodore Warren reçut l'ordre d'établir une croisière de quatre vaisseaux de ligne et de deux frégates à l'embouchure du Shannon. Le vice-roi dut aussi prendre les mesures les plus actives pour arrêter la marche des Français. — Cornwallis s'était donc empressé de rassembler 8,000 hommes sur la rive droite de cette rivière; la division Lake avait été ralliée à Ballinrore; ces troupes, jointes aux renforts qui arrivaient de toutes parts, portèrent bientôt les forces du vice-roi à 20,000 hommes, avec lesquels il se disposa à marcher contre Humbert.

Mais celui-ci, averti à temps, et ne pouvant lui opposer à Castlebar que 2,400 hommes résolut de marcher sur Dublin, pour s'y réunir aux insurgés qui se trouvaient dans les environs, et y attendre, sur la défensive, les renforts que devait amener l'escadre de Brest. Lake suivit le mouvement rétrograde de Humbert, par Ballaghy, pendant que le vice-roi s'avançait vers le comté de Longford, et que Nugent le menaçait de front vers le nord. Les Français marchèrent si rapidement, que Lake ne put les atteindre; la garnison de Sligo, qui voulait les arrêter, fut culbutée, et ils arrivèrent sur la rive droite du Shannon, devant Balintra. Quoique ce point fût défendu par des forces supérieures, Humbert, sentant le danger de sa position, n'hésita pas à le forcer. Il brûla ensuite le pont de Balintra, et se retrancha sur la rive opposée du Shannon, avec l'intention de se diriger le jour suivant sur Granard.

Mais en arrivant à Cloone, il apprit qu'un corps

Troupes qui devaient rester dans les comtés de Dublin, Wicklow, Wexford-Meath, Kildare et Louth.

DUBLIN. — 5ᵉ Régiment de dragons. Fusiliers d'Angus. Milices de Bucks. Milices de Warwick. 6ᵉ Régiment. Milices de Fermanagh.	Ces troupes formaient la garnison de Dublin. — On pouvait encore assembler la Yeomanry, au nombre de 5,000 hommes effectifs.
Laughlinstown	Anciens Bretons fusiliers.
Wicklow	Milices de Kings-County.
Arklow	Milices de Sligo.
Rathdrum	Milices de Leytrim
Gorey	Fusiliers de Durham.
Wexford	Milices de la ville de Dublin.
Enniscorthy	Milices de Corck méridional.
Newton-Barry	Milices de Caran.
Ross	Un bataillon de gardes à pied.
Baltinglass	89ᵉ Régiment.
Kilcockelbrim	Fusiliers d'Inverness.
Naas. Kilcullen.	Milices de Waterford. Fusiliers de Dumfrieu. Milices de la ville de Dublin.
Dundalck	Milices de Carlow.
Drogheda	Cavaleries de Dumfrieu.
La ligne du canal, jusqu'à Monastervan.	Milices de la ville de Corck. Milices de Londonderry.

« Indépendamment des dispositions ci-dessus, le major général Nugent eut ordre d'assembler un corps de troupes sur la frontière du district septentrional, où il commandait du côté de Sligo. »

[1] Voici comment le rapport de lord Cornwallis rend compte du combat de Castlebar; on y remarquera une phrase singulière sur la cause qui fit fuir les Anglais:

« Dès qu'on apprit la marche de l'ennemi sur Castlebar, on fit occuper aux troupes une position en avant, qui couvrait la ville, et pouvait fort bien en même temps entretenir la communication avec le brigadier-général Taylor, qui s'était avancé jusqu'à Foxford, et dont le corps avait été renforcé par les milices de Kerry et les fusiliers de Leicester détachés de Castlebar. L'attaque de l'ennemi fut faite vers les sept heures du matin. Les Français avec environ 1,500 rebelles avancèrent en bon ordre sur les troupes du roi, qui les attendirent dans la position qu'elles occupaient. L'artillerie sous le capitaine Sorthall fut admirablement bien servie, et fit une impression tellement visible, que l'*ennemi fut arrêté dans sa marche, et qu'il commençait à se disperser. Dans ce moment critique, nos troupes, saisies, pour ainsi dire, d'une terreur panique, pliérent sans aucune raison apparente, et ne purent plus être ralliées, malgré tous les efforts des généraux* Lake, Hutchinson et Trench; et, malgré la très louable activité de leurs officiers, elles traversèrent Castlebar en confusion, et se retirèrent vers Hollymount.....

« Cependant les dragons du lord Roden montrèrent beaucoup de bravoure dans cette occasion, aussi bien que dans toutes les autres: ils couvrirent la retraite, et reprirent même une pièce de 6 que les Français avaient poussée en avant, à travers Castlebar. Le squelette du 6ᵉ régiment, sous le major Macleauw, se conduisit aussi avec beaucoup de courage. Voici l'état des tués, blessés et prisonniers de cette malheureuse affaire [1]: quant aux soldats des milices de Longford et Kilkenny, qui manquèrent à l'appel, la plupart avaient déserté à l'ennemi. Il se trouva par la suite que la perte des Français en tués et blessés, perte causée presque entièrement par notre artillerie, était bien plus considérable que celle des troupes du roi.

« *Prisonniers*. 6ᵉ régiment d'infanterie: royal Longford, milices; régiment des milices de Kilkenny; volontaires de Galway; fusiliers de Fraser.

« *Perdu* 22 pièces de canon. »

[1] [illegible] au rapport imprimé.

nombreux d'insurgés qu'il croyait trouver à Granard avait été dispersé. Sur les instances d'un chef irlandais, qui l'assura que cette troupe se rallierait le lendemain, le général français, au lieu de poursuivre sur Granard, comme il en avait le dessein, prit position en avant de Cloone. Ce retard lui devint funeste ; car avant qu'il eût été rejoint par aucun insurgé, Lake ayant rétabli le pont de Balintra, avait lancé à sa poursuite 700 cavaliers ayant chacun un fantassin en croupe.

Combat de Ballinamuck. — Capitulation d'Humbert. — Le 8 septembre, le général français fut atteint sur les hauteurs de Ballinamuck par cette avant-garde, qui engagea aussitôt le combat afin de donner le temps à la colonne de Lake d'arriver et de se déployer. Humbert soutint pendant deux heures les efforts de l'ennemi; mais se voyant à la fin entouré par des troupes qui arrivaient de toutes parts, et désespérant de se frayer un passage avec des hommes qui venaient de faire quarante-quatre lieues et de soutenir plusieurs combats en quatre jours, il consentit à capituler. Il n'avait plus alors avec lui que 800 hommes; quelques relations portent à 30,000 hommes, soutenus de cent pièces de canon, le nombre des Anglais dont il était entouré. Les insurgés qui l'accompagnaient se dispersèrent.

Humbert fut traité par l'ennemi avec distinction. Sarrasin obtint d'être échangé sur-le-champ contre un des officiers anglais pris à l'affaire de Castlebar. — Cette ville, qui avait été réoccupée par les Anglais, fut inutilement attaquée plusieurs fois par les insurgés. Ceux-ci se maintinrent jusqu'au 23 septembre à Ballyna et dans Killala ; le 23 ils furent attaqués et forcés par des troupes supérieures ; ceux qui parvinrent à s'échapper se réunirent aux bandes encore en armes dans le comté de Vicklow. — La prise du général Humbert termina réellement cette seconde expédition d'Irlande, puisque les troupes de débarquement de l'escadre partie de Brest n'abordèrent même pas dans l'île.

Huit jours après l'affaire de Ballinamuck, le brick *l'Anacréon*, où se trouvait le général Rey et l'Irlandais Napper-Tandy, parut devant l'île de Rutland, à l'ouest du comté de Donegal : il portait des armes et un détachement d'artillerie légère, que la nouvelle de la reddition d'Humbert empêcha de débarquer. Le chef irlandais se fit conduire sur les côtes de la Norwége, d'où il gagna Hambourg, où il fut arrêté et livré aux Anglais.

Départ de l'escadre de Brest. — L'escadre de Brest mit enfin à la voile le 16 septembre, sous les ordres du chef de division Bompard. Elle se composait d'un vaisseau de ligne, de huit frégates, d'un aviso, et portait 3,200 hommes de troupes d'expédition sous les ordres des généraux Hardy et Ménage. On sortit le soir par le passage du Raz, pour éviter la rencontre des croiseurs ennemis, et néanmoins on se trouva le lendemain en présence de deux bâtiments anglais chargés d'observer la marche de la division française. Celle-ci, malgré la supériorité de ses forces, ne les attaqua pas, afin de ne pas attirer toute l'escadre anglaise par le bruit du canon.

Bompard manœuvrant pour dérober sa marche aux deux vaisseaux ennemis qui l'observaient, descendit jusqu'au cap Finistère; il voulait même pousser cette manœuvre maladroite jusqu'aux Açores, pour faire croire qu'il allait aux Antilles, alors qu'il se fût aisément débarrassé de ses surveillants, en les faisant chasser par quelques bâtiments qui l'auraient rejoint plus tard à un point convenu. — Pendant ce détour, l'escadre tomba au milieu d'un convoi anglais de cent voiles, escorté par un seul vaisseau rasé : il eût été facile de s'en emparer ou de le détruire, mais Bompard ne le voulut pas, dans la crainte de perdre du temps.

Arrivée sur les côtes d'Irlande. — Enfin, après plusieurs jours ainsi inutilement employés, Bompard, contraint de faire une autre route par un changement de vent, mit le cap sur l'Irlande, toujours suivi de ses deux infatigables surveillants, et en découvrit les côtes le 10 au soir. Il comptait débarquer au lac de Loughswilly, sur la côte septentrionale, direction où l'on présumait que Humbert avait pu se porter.

Le lendemain à midi, l'escadre du commodore Warren, qu'avaient déjà rejointe les deux navires observateurs, se trouva en vue de l'escadre française. Bompard avait le projet de profiter de la nuit pour effectuer le débarquement des troupes avant de livrer un combat dont il prévoyait les chances défavorables; on ignore ce qui l'empêcha de remplir cette partie de sa mission.

Combat naval. — Destruction de l'escadre française. — Combat de la Loire. — Le 12, la division française se trouva entourée par les vaisseaux ennemis. Le chef de division ordonna de se former en ligne de bataille, ce qui fut promptement exécuté. *Le Hoche* occupait la queue de la ligne; ce fut sur lui que se dirigèrent les principaux efforts de l'ennemi. Il fut en même temps attaqué par *le Robuste*, vaisseau de soixante-quatorze, *le Magnanime*, vaisseau rasé, et la frégate *l'Amelia*. Pendant trois heures, il soutint un combat meurtrier contre ces trois bâtiments, sans que les frégates fissent rien pour le dégager; il est vrai qu'il ne leur en donna pas l'ordre. Vers onze heures néanmoins il leur fit le signal de s'approcher; mais cette manœuvre n'eut d'autres résultats que d'exposer *la Loire* à une volée du *Robuste*, qui lui fit beaucoup de mal. — Les frégates anglaises étaient disposées de façon à couper la retraite aux bâtiments français qui voudraient s'échapper. — Les vaisseaux anglais *le Foudroyant* et *le Canada*, étant venus joindre leur feu à celui des bâtiments qui canonnaient déjà *le Hoche*, le vaisseau ainsi entouré ne pouvait tenir long-temps, et il amena son pavillon, après une résistance de quatre heures, ayant ses manœuvres courantes et dormantes toutes coupées, ses mâts criblés et près de tomber, vingt-cinq pièces de canon démontées, beaucoup de boulets à la flottaison, et cinq pieds d'eau dans la cale. Le carnage avait été effroyable.

Le capitaine de *la Romaine*, à qui le commandement venait d'échoir par la reddition du *Hoche*, fit le signal de forcer de voiles, et les frégates cherchèrent à fuir dans différentes directions. — L'aviso *la Biche* avait ga-

gné le large dès le commencement du combat. — *La Coquille* et *l'Embuscade*, entourées d'ennemis, se rendirent après une courte résistance. — Des six autres frégates, la *Bellone*, d'une marche inférieure, fut poursuivie et exposée pendant une heure au feu du vaisseau *le Foudroyant* et de la frégate *le Melampus*. Une autre frégate, de 58 canons, ayant alors attaqué *la Bellone*, qui avait déjà beaucoup souffert du feu des deux autres bâtiments, le capitaine Jacob, qui la commandait, fut obligé d'amener son pavillon après deux heures de la plus opiniâtre résistance. Son navire était alors totalement dégréé et presque entièrement démâté. — *La Résolue* et *l'Immortalité*, fuyant ensemble, furent atteintes dans la nuit par *le Melampus*, qui prit la *Résolue* après un combat de vingt-cinq minutes, sans que *l'Immortalité* cherchât à la défendre, ce qui ne l'empêcha pas d'être elle-même capturée quelques jours après.

La Loire, commandée par le capitaine Ségond, attaquée par le vaisseau rasé *l'Anton*, parvint, par une vive canonnade, à en hacher le gréement, à en couper les manœuvres courantes les plus essentielles, et enfin à lui échapper, après lui avoir lâché une dernière bordée d'enfilade. — Le 16, cette frégate se trouvant engagée entre deux frégates et une corvette anglaise, perdit en même temps ses deux mâts de perroquet par suite des avaries qu'elle avait essuyées dans le combat précédent; elle se dégagea néanmoins, après avoir abattu un mât de hune de la corvette qui avait d'abord commencé le feu. — Atteinte le lendemain par une des frégates, *la Mermaid*, qu'elle avait aperçue la veille, *la Loire*, réduite à ses basses voiles et à ses huniers, désespéra d'échapper. Son brave capitaine se prépara au combat en faisant clouer le pavillon au mât d'artimon. Mais après un engagement meurtrier de plusieurs heures, dans lequel elle perdit tous ses mâts de hune, elle mit en fuite la frégate anglaise, heureuse de conserver assez de voiles pour échapper.

Quoique sortie triomphante de ces quatre combats livrés en cinq jours, *la Loire* n'en était pas moins dans un état déplorable, réduite à deux basses voiles en lambeaux, et sans moyens d'en établir d'autres. Elle fut rencontrée, le 18 au matin, par le vaisseau *l'Anton* et la corvette qu'elle avait maltraitée deux jours auparavant, et fut forcée, après un combat de plus d'une heure, d'amener pavillon, ayant la cale remplie de six pieds d'eau et tous ses mâts coupés. — Enfin la frégate *l'Immortalité* fut prise le 20 octobre par la frégate anglaise *le Fish-Guard*. — Ainsi, des dix bâtiments composant la division Bompard, sept tombèrent au pouvoir des Anglais, et trois seulement, l'aviso *la Biche* et les frégates *la Semillante* et *la Romaine*, rentrèrent dans les ports français.

Second voyage de Savary en Irlande. — Fin de l'expédition. — La dernière tentative des Français sur l'Irlande fut un second voyage qu'y fit le chef de division Savary, avec quelques troupes. — Parti de Rochefort le 12 octobre, il arriva heureusement dans la baie de Killala, où il apprit les désastres d'Humbert et de l'escadre de Brest, ce qui le décida, conformément à ses instructions, à rentrer en France sans débarquer.

Il remit à la voile le soir même de son arrivée, et ayant échappé heureusement à une partie de l'escadre de Warren, qui croisait à l'entrée du golfe de Sligo, il parvint à regagner le port de Rochefort sans accident.

Il y a peu de réflexions à faire sur cette seconde expédition, qui fut calculée sur une trop petite échelle. Les Irlandais, qui venaient d'être écrasés dans une longue suite de combats, ne pouvaient regarder un corps de 1,100 hommes comme un noyau suffisant pour une nouvelle insurrection générale. Ce que fit cette poignée de braves montre ce qu'avec des forces plus considérables on aurait pu faire. La division de Brest partant long-temps après la première division, devenait à peu près inutile dans le cas où Humbert eût réussi; elle l'était encore davantage dès que ce général avait échoué. L'expédition d'Irlande, glorieuse pour les soldats qui y combattirent, fut honteuse pour le Directoire, qui, après avoir excité les Irlandais à prendre les armes, les abandonna à leur mauvaise fortune.

RESUMÉ CHRONOLOGIQUE.

1796.

16 DÉCEMBRE. Départ et dispersion de la flotte.

1797.

JANVIER. Retour de la flotte en France sans avoir débarqué.
13 — Combat et naufrage du vaisseau *les Droits de l'Homme*.

1798.

4 AOUT. Départ de l'escadre de Rochefort.
22 — Débarquement, attaque et prise de Killala.
24 — Occupation de Ballyna.
27 — Combat et prise de Castlebar.
6 SEPTEMBRE. Passage du Shannon. — Marche sur Dublin.
8 — Combat de Ballinamuck. — Capitulation de Humbert.
16 — Départ de l'escadre de Brest.
12 OCTOBRE. Combat en vue des côtes d'Irlande.
— — Second voyage de Savary en Irlande.
2 NOVEMBRE. Retour de Savary à Rochefort.

A. HUGO.

On souscrit chez DELLOYE, Éditeur, place de la Bourse, rue des Filles-Saint-Thomas, 13.

Paris. — Imprimerie et Fonderie de Rignoux et Comp., rue des Francs-Bourgeois-Saint-Michel, 8.

INVASION DE LA SUISSE. — CREATION D'UNE RÉPUBLIQUE HELVÉTIQUE.

SOMMAIRE.

Causes de l'invasion de la Suisse. — Situation intérieure de la Suisse. — Réclamations des Vaudois. — Projets du tribun Ochs. — Occupation de l'Erguel. — Arrêté du Directoire, — Insurrection du pays de Vaud. — Affaire de Thiérens. — Entrée des Français à Lausanne. — Révolutions à Bâle, dans l'Argovie, etc. — Mesures défensives de Berne. — Forces et positions de l'armée française. — Armistice. — Irrésolutions du Sénat de Berne. — Plans d'attaque des deux partis. — Prise de Soleure et de Fribourg. — Retraite des Confédérés. — Occupation de Morat. — Destruction de l'Ossuaire. — Combat de Neueneck. — Combats de Schahiren, de Fraubrunnen, d'Arclenen et d'Allmerkingen. — Combat et prise de Berne — Insurrection des troupes confédérées. — Massacre de d'Erlach. — Effets de la prise de Berne sur la Suisse. — Opposition des petits cantons. — Révolution à Zurich. — Combats divers. — Reprise de Lucerne. — Projet de Brune — Établissement de la nouvelle République helvétique. — Réunion de Genève à la France. — Insurrection de Valais. — Nouveaux troubles dans les petits cantons. — Pacification de la Suisse.

Généraux français. { MÉNARD. — BRUNE. SCHAWEMBOURG.

Généraux suisses. { WEISS. D'ERLACH. — REDING.

Causes de l'invasion de la Suisse. — Le traité de Campo-Formio n'avait laissé à la France d'autre ennemi déclaré que le gouvernement anglais. La paix régnait sur le continent. Au lieu de profiter de cet état de choses, pour consolider les institutions naissantes de la République, le Directoire, animé d'un désir inopportun de propagande, enorgueilli des succès récents de l'armée d'Italie, semblait ne chercher qu'à créer des ennemis nouveaux à la France, en traitant les alliés avec hauteur et en s'efforçant de maintenir les peuples dans un état de continuelle révolte contre leurs gouvernants. Les frontières naturelles que les victoires de nos armées avaient conquises à la République ne lui semblaient pas suffire; il voulait entourer la France d'une ceinture d'États démocratiques qui, à ce qu'il pensait, devaient en garantir perpétuellement la sûreté. Déjà la gauche et la droite de la France se trouvaient couvertes par les républiques Batave, Ligurienne et Cisalpine. Il en fallait une autre pour lier les diverses parties de cette espèce de ceinture. Ce fut en Suisse qu'il se proposa de l'établir.

Nous n'avons pas l'intention d'examiner ici jusqu'à quel point la position militaire de la France pouvait être fortifiée par un pareil système, et si la violation de la neutralité Suisse, qui devait en être le résultat, ne menaçait pas la République française de dangers plus grands que ceux que l'on espérait ainsi prévenir [1]. Le projet d'invasion en Suisse marchait de pair dans l'esprit du Directoire, avec celui de la destruction du gouvernement pontifical. On a prétendu dans le temps que l'appât d'un trésor qui existait à Berne et qu'on supposait s'élever à 40,000,000 francs (en réalité, il était de 8,000,000 francs), fut la cause déterminante de l'invasion, et qu'on ne l'effectua qu'afin de se procurer les moyens d'accélérer les préparatifs de l'expédition d'Égypte, entravés par le manque de fonds. Il n'est pas probable, cependant, que le Directoire ait commencé une guerre chanceuse, dans l'espoir de s'emparer du trésor de Berne; car il ne devait pas supposer que les magistrats de la République bernoise auraient la simplicité de ne pas le mettre en lieu de sûreté. L'irruption des Français dans le pays de Vaud fut amenée par d'autres causes; et, l'expédition résolue, on ne manqua pas de raisons pour la légitimer.

Situation intérieure de la Suisse. — Quoique les Suisses eussent beaucoup perdu de l'austérité primitive, qui caractérisait les temps héroïques des Vinkelried et des Guillaume Tell, les cantons se gouvernaient encore séparément, à l'abri d'une fédération qui garantissait leur mutuelle indépendance; la plupart vivaient heureux et contents sous les lois qu'ils s'étaient données. Mais cet état de choses n'était pas commun à toutes les provinces de la Suisse, dont quelques-unes, réunies plus tard par les chances de la guerre, n'avaient pas pris part au pacte primitif. Tel

[1] Le général Jomini, né dans le canton de Vaud, a d'ailleurs traité la question avec une impartialité et une supériorité de jugement qui ne nous laisse autre chose à faire que de citer son opinion :

« La neutralité de la Suisse se rattache aux plus hautes combinaisons de la politique européenne : l'Empire, l'Autriche, la France et l'Italie, y ont un égal intérêt. Sans cette neutralité, la ligne du Rhin n'est plus pour tous les partis qu'une vaine barrière; les Alpes ne mettront plus obstacle à l'invasion de la France ni de l'Italie. Voudrait-on inférer de là, que chacun eût été intéressé à s'emparer d'un pays si important? ce raisonnement serait absurde. La France, maîtresse de Strasbourg et de Mayence, possédant tous les avantages de la ligne du Rhin; envahissant la Suisse, elle se les arrachait elle-même. Si le sort incertain des armes lui était un jour contraire, l'immense supériorité acquise par la République devenait illusoire : la moindre victoire des Autrichiens, sur les rives de l'Aar, leur eût ouvert l'accès du Jura et permis d'attaquer le sol français, par le seul point vulnérable de sa frontière.

« En portant nos regards du côté de l'Italie, nous trouvons les mêmes combinaisons : supposé la Suisse neutre, la France, maîtresse de Mantoue, de Pizzighitone, et disposant de toutes les places du Piémont, avait un avantage très marqué sur les Impériaux réduits, pour tout appui, aux murs de Vérone et aux remparts de Palma Nova. Détruisez le prestige de cette neutralité, le moindre succès obtenu en Suisse par une armée impériale, n'eût-il pas fait tomber toute la défense de l'Italie, et contraint l'armée française à rétrograder, pour arrêter l'ennemi aux confins du Dauphiné ou sur les bords du Rhône?...

« Le Directoire commit donc une erreur fatale, en imaginant consolider la position militaire de la France par l'occupation passagère des montagnes helvétiques : on peut dire hardiment qu'il s'affaiblit, au contraire, en raison de l'extension démesurée que cela donnait à sa défense. Car ce n'est pas seulement l'augmentation d'une étendue circulaire de près de cent lieues qu'il faut considérer ici, c'est la contiguïté permanente d'une ligne qui, de Venise, court par Trente et Constance, jusqu'aux marais de la Frise et à la mer du Nord. Cet espace étant coupé en deux par la masse des Alpes, si l'on neutralisait ce centre, il en résulterait que chacune des fractions, isolée en elle-même, offrirait une ligne d'opérations entièrement indépendantes. On pourrait dès lors choisir sur chacune des ailes le point stratégique le plus convenable à ses opérations, sans s'inquiéter de ce qui se passerait aux accessoires. Par exemple, la gauche, appelée à couvrir le Rhin, s'attacherait particulièrement à l'espace entre Strasbourg et Mayence, sans craindre que l'ennemi se portât sur ses extrémités, le long de la mer ou de la ligne neutre. On peut en dire autant de la droite chargée de protéger la Lombardie; car toute sa défense se concentrerait sur l'excellente ligne du Mincio ou de l'Adige.

« Mais en comprenant le territoire suisse dans le front d'opérations, dès lors tout se trouve lié, depuis l'Adriatique jusqu'aux bouches de

était le pays de Vaud, territoire alors soumis à l'autorité des cantons de Berne et de Fribourg. Quelles que fussent leur naissance et leur fortune, les Vaudois, asservis par les oligarques fribourgeois ou bernois, appelés magnifiques seigneurs, étaient privés de tous droits politiques et flétris du nom de sujets, si humiliant pour des peuples qui se considéraient comme républicains. Les villes de l'Argovie, la Thurgovie, les bailliages mixtes, les bailliages italiens et les campagnes du canton de Zurich étaient dans le même cas.

Réclamations des Vaudois. — Les habitants du pays de Vaud, plus entreprenants, et encouragés par la révolution française, après avoir inutilement réclamé la restitution de leurs droits, se décidèrent à demander à former un canton séparé, menaçant, en cas de refus, de recourir à l'intervention française. Ils appuyaient leur demande sur ce que :

1° Le pays de Vaud, appartenant autrefois au duché de Savoie, formait alors une province séparée, régie par des états et par un bailli ducal, dont les attributions étaient circonscrites par des lois constitutionnelles;

2° Ce pays, détaché de la Savoie, était passé sous la domination des nobles de Berne et de Fribourg, qui avaient aboli, il est vrai, les privilèges des Vaudois; mais cette abolition n'avait eu lieu que contrairement à l'acte de cession souscrit en 1564 par le duc de Savoie; la réserve de tous les privilèges des Vaudois étant expressément stipulée sous la garantie du roi de France, Charles IX, et du duc de Savoie, Philibert Emmanuel.

Les magistrats de Berne punirent par les fers ou par le bannissement ceux des patriotes Vaudois qui osèrent réclamer des droits si formellement garantis. De ce nombre, fut le frère du général Labarpe. La France républicaine accueillit les exilés, qui s'organisèrent à Paris en un comité secret, auquel le Directoire promit la protection de la République française.

Labarpe ayant, dans un *Essai sur la constitution des Vaudois*, établi les droits dont le pays de Vaud était privé par l'oligarchie bernoise, cet écrit produisit en Suisse une grande sensation; il fut suivi d'autres du même genre, qui firent naître sur plusieurs points le désir d'une réforme. Les patriciens bernois, sollicités de faire au peuple quelques concessions, s'y refusèrent durement, et accrurent le nombre de leurs ennemis par l'opiniâtreté avec laquelle ils se montrèrent disposés à soutenir leurs injustes privilèges.

Projets du tribun Ochs. — Les abus des gouvernements aristocratiques de la Suisse étaient devenus plus saillants et plus insupportables, depuis que la protection du gouvernement français avait laissé concevoir l'espérance d'un avenir meilleur. Les créations républicaines de Bonaparte, en Italie, avaient enflammé tous les esprits. Lorsque ce général traversa la Suisse, lors de son voyage à Rastadt, il fut proclamé à Lausanne le restaurateur de la prochaine liberté vaudoise. A Bâle, il reçut la visite du grand tribun Ochs, et conféra long-temps avec ce républicain enthousiaste, des intérêts communs aux républiques française et suisse.

Ochs se rendit à Paris, et, dans ce voyage, concerta avec le Directoire les moyens de substituer, en Suisse, une république une et indivisible au système fédératif. Il fut convenu que les Français s'empareraient d'abord de Bienne, de l'Erguel et du Munsterthal, agrégés à la confédération sous la suzeraineté de l'évêque de Bâle, chassé de ses états par Custine, en 1792. Les bailliages italiens devaient être aussi poussés à la révolte, et le gouvernement français promit de prendre sous sa protection les pays qui voudraient se soustraire au pouvoir des cantons aristocratiques. Le chargé d'affaires Mengaud, eut ordre de favoriser en Suisse, par tous les moyens possibles, le développement des principes démocratiques.

Occupation de l'Erguel. — Ce fut le 15 décembre 1797, qu'eut lieu la première hostilité contre la fédération suisse. L'adjudant général Bonamy, ayant pris possession de l'Erguel avec cinq bataillons de l'armée du Rhin, s'empara, sans coup férir, des vallées de Moutiers et de Saint-Imier. L'avoyer Steiger, soutenu par plusieurs membres du conseil souverain de Berne, proposa en vain d'appeler aux armes tous les cantons et de repousser vigoureusement les Français. Ce moyen fut rejeté comme trop dangereux; la majorité, plus timide, se flatta de tout terminer par des négociations.

La masse du peuple des cantons se montrait, d'ailleurs, généralement peu disposé à guerroyer pour les intérêts de la noblesse helvétique. Sur la demande de Fribourg et de Berne, des députés de tous les cantons se réunirent à Aarau; mais au lieu d'agir avec résolution, ils perdirent le temps en vaines délibérations.

Arrêté du Directoire. — Le 17 décembre, après la lecture d'un rapport du ministre des relations extérieures, sur les réclamations du comité vaudois insurrecteur, le Directoire français prit un arrêté que Mengaud signifia, le 30 décembre, aux gouvernements de Berne et de Fribourg, et d'après lequel «Les membres de ces gouvernements répondraient personnellement de la sûreté individuelle et des propriétés des habitants du pays de Vaud, qui se seraient adressés et pourraient s'adresser encore à la République française pour obtenir sa médiation, en exécution des anciens traités, à l'effet d'être maintenus ou réintégrés dans leurs droits.»

Insurrection du pays de Vaud. — Le Directoire s'apprêtait d'ailleurs à soutenir par la force les prétentions des Vaudois. Mengaud somma avec hauteur,

l'Yssel; et, dans cette étendue de trois cents lieues, on s'attachera à tout couvrir, parce que l'ennemi pourra tout attaquer. La ligne de l'Adige, comme celle de Strasbourg à Mayence, n'y seront plus que des fractions secondaires, dont la défense et l'attaque seraient subordonnées à ce qui se passerait à quelques lieues plus loin. La Suisse elle-même, flanquée par la Souabe et l'Italie, devra être gardée partout, si le sort des combats attire les deux partis sur ses frontières. Celui qui l'occuperait, réduit à s'y défendre, serait obligé de couvrir Bâle, comme Schaffhouse, Rheineck, comme le Saint Gothard et le Simplon, aussi bien que le Mont-Cenis, sans être dispensé pour cela d'avoir des forces imposantes sur le Rhin et le Pô. Ainsi la puissance qui se trouverait réduite à la défensive, ayant ses armées morcelées en vingt corps, donnerait prise partout à un ennemi actif et entreprenant, qui, par la rapidité de ses mouvements, saurait multiplier ses forces assaillantes.»

le 4 janvier 1798, la régence de Berne de lui déclarer dans quel but elle semblait vouloir rassembler des milices, et fit appuyer cette interrogation par la marche, vers les frontières de Suisse, d'une division de l'armée d'Italie, forte d'environ 10,000 hommes. Ménard, qui commandait cette division, établit son quartier général à Ferney-Voltaire. Dans le même temps, pour soutenir les mouvements que pourraient faire les bailliages italiens, le général Mounier s'en approcha avec une des brigades cantonnées dans la République cisalpine. Ces mesures militaires rendirent l'insurrection générale dans le pays de Vaud. Des députés du conseil de Berne, chargés de ramener les esprits, furent insultés et menacés par les patriotes, qui s'emparèrent sous leurs yeux du château de Chillon.

Les sénats de Fribourg et de Berne avaient enfin ordonné, pour arrêter l'insurrection, le rassemblement d'un corps de 20,000 hommes. Le commandement en fut confié au colonel de Weiss, républicain sincère, porté à ce poste par le parti démocratique. Il se rendit avec quelques troupes à Lausanne; mais là, au lieu d'agir, il perdit plusieurs jours en pourparlers avec les insurgés. Pendant ce temps, Ménard entrait dans le pays de Vaud; son approche décida Weiss à se retirer à Yverdun.

Le départ du colonel bernois fut le signal de la révolution, qui s'accomplit, le 27 janvier, avec une extrême rapidité. Par les soins d'un gouvernement provisoire organisé à la hâte, il ne fallut que quelques heures pour expulser les baillis, saisir les caisses publiques, planter sur toutes les places des arbres de la liberté et arborer la cocarde de couleur verte, couleur qui était celle des Suisses au temps de Guillaume Tell.

Affaire de Thiérens. — Ménard fit sommer Weiss, le même jour, d'évacuer le pays de Vaud, et chargea son aide de camp, le capitaine Antier, de porter lui-même cette sommation. Antier partit, accompagné de deux hussards, que les habitants de Moudon, lors de son passage dans leur ville, renforcèrent de deux dragons vaudois. Cet officier, arrivé au village de Thiérens, fut attaqué par des paysans armés, qui tuèrent deux hommes de son escorte. Antier ne parvint à s'échapper qu'avec la plus grande peine. De retour à Moudon, il trouva la milice sous les armes, prête à marcher à son secours et à incendier le village où s'était commis le guet-apens. L'aide de camp parvint à apaiser les habitants de Moudon et informa son général de cette agression inopinée. Les patriotes vaudois n'y voulurent voir qu'un acte du machiavélisme des Bernois; ceux-ci, à leur tour, en accusèrent Mengaud qui voulait, disaient-ils, un motif d'hostilité contre Berne. L'affaire n'a jamais été bien éclaircie; quoi qu'il en soit, Ménard se crut autorisé à mettre sa division en marche pour venger l'insulte faite à son envoyé.

Entrée des Français à Lausanne. — La 75e demi-brigade, conduite par le général Rampon, traversa le lac de Genève, le 28 janvier, et s'établit à Lausanne où fut porté le quartier général. Ménard, à son entrée en Suisse, publia deux proclamations, l'une à ses soldats et l'autre aux Vaudois. L'attentat commis, et dont deux Français avaient été les victimes, y était spécialement attribué aux satellites de l'oligarchie. Le colonel Weiss, épouvanté des suites probables de cette affaire, et ne se croyant pas en mesure de pouvoir résister aux Français, abandonna Yverdun et se replia sur Morat. Ménard se serait alors aisément emparé de Berne et de Fribourg, s'il l'eût voulu; mais n'ayant pas d'instructions précises du Directoire, il en attendit à Lausanne, et ne dépassa point les limites du nouvel État qui venait de se constituer sous le nom de *République lémanique* [1].

Révolutions à Bâle, dans l'Argovie, etc. — Cette révolution, opérée dans une partie du canton de Berne, exerça bientôt une grande influence sur toute la Suisse; elle y réveilla le désir d'une liberté qui n'existait plus que de nom, dans la plupart des cantons. Ochs et Mengaud n'eurent que peu de peine à changer, dans le nord de la Suisse, l'esprit public. Bâle était le centre de leurs menées. Des clubs y prêchaient ouvertement l'insurrection et faisaient un grand nombre de partisans aux principes démocratiques. Mengaud, enhardi par la faiblesse des autorités, se rendit à Aarau avec une escorte de six dragons seulement, et y arbora le drapeau tricolore sans que la diète osât rien faire pour l'en empêcher. Au lieu de prendre des mesures énergiques, elle se borna à renouveler le pacte fédératif, et à régler les contingents que chaque canton devait fournir. Aarau devint un foyer de machinations révolutionnaires, et s'insurgea, ainsi que Zoffingen, Brugg et Lenzbourg, aussitôt après la dissolution de la diète.

Quelques bataillons réprimèrent d'abord ces premiers mouvements; mais l'insurrection ayant aussi éclaté à Fribourg, à Soleure, à Schaffhouse et dans le Bas-Valais, le sénat de Berne se décida, pour calmer l'agitation, à accorder des concessions aux mécontents.

Cinquante-deux députés nommés par les villes et les campagnes, se réunirent le 2 février au grand conseil, pour aviser aux changements que les circonstances pouvaient rendre nécessaires dans la Constitution. Une commission fut nommée pour s'occuper de ce travail, mais les oligarques, mécontents de ce qui se passait, firent ajourner à un an l'exécution de ce projet. Il en résulta que des mesures qui auraient pu tout calmer, si on les eût prises de bonne foi, ne contentèrent personne. C'était trop pour les uns, et trop peu pour les autres. Le désordre s'accrut. La régence fut cassée à Bâle, et l'on y proclama l'égalité. Le projet de réforme proposé par le sénat de Berne n'entrait pas non plus dans les vues du Directoire, qui exigea des Bernois la suppression immédiate de toute autorité ancienne, et la création d'un gouvernement provisoire, dont les anciens membres des conseils devaient être écartés. Il ne restait aux Bernois d'autre parti que de se soumettre ou de se préparer à la guerre: ils se résolurent à combattre. — Une levée en masse fut décrétée; mais avant d'employer la force ouverte, le sénat de Berne crut devoir encore tenter auprès du Directoire une dernière démarche. — La réponse du gouvernement français fit connaître le

[1] Du nom du lac *Léman*, ou de Genève.

but réel de l'invasion. — Mengaud répandit dans tous les cantons un projet de constitution en trois langues, d'après lequel la Suisse, ses alliés et ses sujets, devaient être constitués en une république une, indivisible, et démocratique, organisée comme la République française. Quelques cantons reçurent avec la plus grande joie ce projet, offert comme une ancre de salut aux différents partis; mais il y en eut un assez grand nombre dans l'intérieur des Alpes, ceux désignés sous le nom de petits cantons, qui ne virent, dans l'organisation nouvelle, qu'une atteinte portée à leur liberté.

Mesures défensives de Berne. — Réduit à la nécessité de se défendre, le canton de Berne, le plus puissant de la ligue helvétique, appela les autres cantons à son secours. Soleure, Fribourg et Zurich répondirent à son appel, ainsi que les petits cantons que la révolution projetée aurait privés et de leurs institutions anciennes et de leurs sujets Italiens. Le sénat rassembla ainsi 25 à 30,000 hommes, qui furent mis sous les ordres du général d'Erlach, ancien colonel au service de France, auquel on donna pour chef d'état-major le colonel Gross qui s'était distingué dans la guerre de Hollande.

Forces et positions de l'armée française. — Le général Brune venait de remplacer Ménard envoyé en Corse, et avait le commandement en chef des troupes françaises, alors partagées en deux corps communiquant ensemble difficilement, et qui eussent été aisément écrasés l'un après l'autre par l'armée bernoise, si celle-ci les eût attaqués séparément. — Brune s'empressa d'opérer la réunion de ces deux corps sur la frontière de Fribourg et du pays de Vaud, qui lui fournit un corps auxiliaire d'environ 4,000 hommes. — Le général Schawembourg, avec un corps de 12,000 hommes de l'armée du Rhin, était en marche pour venir renforcer l'armée de Brune, campée entre le château d'Aigle et Avenches, mais il ne pouvait arriver que du 15 au 20 février.

Armistice. — Jusqu'à l'arrivée de ces renforts, la position de Brune devait être assez critique. Pour parer à tout danger, ce général résolut d'amuser les Bernois par des négociations, et envoya un agent qui leur parla de paix. Le Sénat donna dans le piége, se flatta d'éviter la guerre, et députa à Payerne, quartier général français, deux de ses membres chargés de conclure un arrangement avec le général républicain. Brune offrit de transmettre au Directoire les propositions qui lui furent faites, et en attendant la réponse, accorda un armistice de quinze jours.

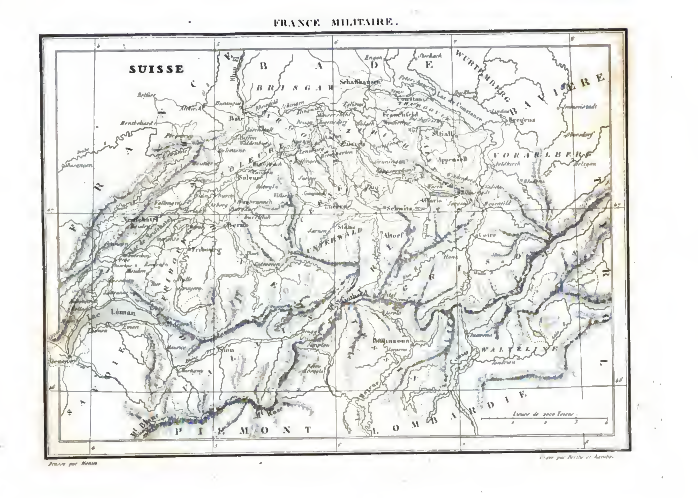
Au lieu de profiter de ce temps pour concentrer et augmenter leurs forces, les Bernois se bornèrent à fortifier les passages de Neueneck, de Laupen et de Guminen. Cette position, principalement composée d'une colline escarpée dont la Sarine baigne le pied est très forte. L'Aar, qui la flanque, la rend presque inexpugnable, et cette rivière est, sur ce point égale au Rhin pour le volume et l'impétuosité de ses eaux.

Irrésolutions du Sénat de Berne. — Schawembourg s'avançait par le département du Mont-Terrible; lorsqu'il fut près de Bienne, il concerta un plan d'attaque avec Brune, pour le 1er mars, jour où expirait l'armistice. — Le sénat de Berne flottant entre l'espoir et la crainte, s'arrêtait chaque jour aux résolutions les plus contradictoires. Bâle, Zurich et Lucerne lui offrirent en vain leur médiation. Les incertitudes du sénat bernois mécontentèrent l'armée. D'Erlach se rendit dans cette assemblée avec plusieurs de ses officiers, et obtint l'autorisation d'attaquer les Français à l'expiration de la trêve; mais à peine eut-il quitté le Sénat que cette autorisation fut révoquée par le parti des temporiseurs et des indécis qui érérent une régence provisoire. Une telle condescendance ne pouvait sauver Berne. — Brune, à qui l'on fit connaître la révolution nouvelle, dont cette ville venait d'être le théâtre, ne répondit à cette communication que par un ultimatum outrageant; d'après lequel l'armée bernoise eût dû être immédiatement licenciée. Les patriciens de Berne s'indignèrent d'une telle proposition, et d'Erlach fut de nouveau autorisé à combattre. Ce général dressa son plan d'attaque et les deux partis étaient sur le point d'en venir aux mains, quand le Sénat, retombant dans son irrésolution première, et caressant quelque nouvel espoir de négociations efficaces, lui envoya un contre-ordre.

Plans d'attaque des deux partis. — D'après le plan d'attaque concerté entre Brune et Schawembourg, ce dernier devait avec sa droite forcer le pont de Buren, prendre Soleure avec sa gauche, et porter quelques troupes sur la route de Berne. Rampon, avec sa brigade, devait occuper Morat, puis tourner ou emporter le passage de Guminen. Enfin le général Pigeon avait ordre de s'emparer de Fribourg, avec deux bataillons d'infanterie légère soutenus des Fribourgeois et des Vaudois insurgés.

D'Erlach, dans son projet d'agression, avait résolu de subdiviser ses trois corps en douze petites colonnes destinées à assaillir à la fois l'armée française sur tous les points. Watteville devait forcer les positions, d'Avenches et de Payerne. Graffenried avait ordre de se porter sur Bienne, et le colonel de Bureu, se prolongeant par sa droite, celui de chercher à tourner la gauche de Schawembourg; 2,500 hommes partant d'Aigle et d'Ormout, sous les ordres du colonel Tscharner, étaient chargés d'inquiéter les derrières des Français. Le centre et la droite devaient être soutenus par 4,000 Lucernois, Zuricois ou montagnards rassemblés autour de Berne. — Les diverses colonnes allaient se mettre en mouvement dans la nuit du 1er au 2 mars, quand arriva le contre-ordre du Sénat. Il serait difficile de bien peindre l'irritation croissante que causaient dans l'armée suisse les irrésolutions du sénat de Berne; la plupart des soldats semblaient disposés à les regarder, sinon comme un signe de trahison, au moins comme le résultat d'une faiblesse lâche et indigne d'un corps sous la direction du quel tant de braves gens avaient consenti à se placer.

Prise de Soleure et de Fribourg. — Brune adressa, le 1er mars, aux Bernois et aux autres confédérés



Dressé par Monin

Gravé par Berthe et Lambert



Passage du Simplon. Galerie de Gondo.

Eglise du Saint Suaire. Turin.







La colonne égarée.



Gouvion S.t Cyr. Clarcke.





Combat et prise de Berne.

suisses, deux proclamations contenant les griefs du Directoire contre l'oligarchie, qui voulait entraîner le peuple helvétique dans une guerre sacrilége avec les républicains français; puis, conformément au plan arrêté, les hostilités commencèrent le lendemain avant le jour. — Le général Schawembourg s'empara du château de Dornach et surprit le village de Lengnau, sur la route de Bienne à Soleure. Lengnau n'était défendu que par un bataillon suisse, dont les deux tiers furent tués ou pris. — Après avoir placé le gros de ses troupes de manière à tenir en échec la division qui gardait Buren, Schawembourg se porta sur Soleure, avec 3 à 4,000 hommes. Quoique entourée d'une enceinte bastionnée en maçonnerie de granit, cette ville se rendit à la première sommation: sa reddition livra aux Français, un pont sur l'Aar. — Fribourg, environné d'un simple mur crénelé, se trouvait au même moment investi par l'avant-garde de Brune. Les magistrats répondirent à la sommation, par une demande de quelques heures pour donner aux soldats Bernois le temps de se retirer. Le général Pigeon accorda deux heures; mais on en profita pour renforcer la ville d'une multitude de paysans que le tocsin rassembla dans les villages voisins. Les magistrats, sommés d'exécuter la convention qui devait livrer la ville aux Français, répondirent à la seconde sommation qu'ils n'étaient plus libres, les paysans agissant en maîtres. Les soldats français brûlaient d'en venir aux mains et d'escalader les murailles. Pigeon, irrité de la mauvaise foi des magistrats, fit mettre en batterie quelques pièces, qui enfoncèrent une porte et ouvrirent une brèche. Dix soldats, conduits par un sergent intrépide de la 18e demi-brigade, nommé Barbe, escaladèrent alors le rempart, par cette ouverture, et pénétrèrent dans Fribourg au moment où d'autres soldats y entraient par la porte que l'artillerie avait brisée. Les 1,600 Bernois et environ 6,000 paysans, qui occupaient Fribourg, s'enfuirent avec l'artillerie et toutes les armes qu'ils enlevèrent de l'arsenal. On les poursuivit et on leur reprit les canons et un grand nombre de fusils. Les troupes françaises se conduisirent à Fribourg avec une extrême modération et comme si la ville se fût rendue par capitulation. Cette première affaire coûta aux confédérés environ 400 hommes tués et un grand nombre de blessés.

Retraite des Confédérés. — Les flancs de l'armée suisse se trouvant à découvert par la prise de Soleure et de Fribourg, la droite des Confédérés dut battre en retraite. D'Erlach chercha à concentrer ses troupes à Fraubrunnen, Guminen, Laupen et Neueneck; mais une seule division, celle de Watteville, opéra sa retraite en bon ordre et se rendit aux points qui lui avaient été assignés. Les milices de l'Argovie se débandèrent totalement, et celles qui formaient le centre de l'armée s'insurgèrent même contre leurs chefs. — Le gouvernement provisoire de Berne porta le désordre au comble, en ordonnant le Landsturm (levée en masse). — La révolte s'étendit partout, quelques officiers furent tués et une partie de l'armée se dispersa. — Le général d'Erlach, et l'avoyer Steiger parvinrent cependant à rameuer le calme dans la troupe mutinée; mais tous leurs efforts ne purent recompléter l'armée diminuée de moitié, par le départ des contingents des cantons, qui étaient restés en observation.

Occupation de Morat.—Destruction de l'Ossuaire. —Rampon commandait une des trois colonnes que Brune, en entrant en Suisse, avait dirigées sur Berne par différentes routes. Arrivé le 2 mars à Morat, il occupa cette place, que les Suisses venaient d'abandonner et qui dans d'autres temps (en 1476) avait été témoin d'un de leurs plus brillants faits d'armes et de la défaite de Charles-le-Téméraire. — En mémoire de ce triomphe, un monument avait été élevé, avec les ossements des Bourguignons restés sur le champ de bataille. Deux bataillons de la colonne de Rampon, composés de soldats de la Côte-d'Or et de l'Yonne, obéissant à un ressentiment national, crurent venger l'affront que leurs ancêtres avaient essuyé, près de trois siècles auparavant, et détruisirent l'ossuaire de Morat.

Combat de Neueneck.—Schawembourg avait poussé, le 2 mars, ses troupes légères dans la direction d'Aarberg. Rampon marcha le 4 vers Laupen et sur le village de Guminen qui avait été hérissé de batteries; mais l'attaque exécutée sur ce point n'avait d'autre but que de détourner l'attention de l'ennemi de celle que Pigeon devait opérer le lendemain sur le village de Neueneck, poste dont l'occupation permettait de tourner les autres passages et livrait aux Français la route de Berne. Le colonel Stettler venait d'y être tué et avait été remplacé par Graffenried qui ne désespérait pas d'arrêter les Français. — Pigeon passa la Sarine, le 5, à une heure du matin, et ses troupes assaillirent à la fois Neneneck et les retranchements ébauchés en arrière de ce village. Telle fut l'impétuosité de leur choc, que les avant-postes Bernois se dispersèrent dans la forêt et ne purent se rallier. Graffenried ayant néanmoins reçu, vers neuf heures, un renfort de 1,200 hommes, et se trouvant toujours maître de la route de Berne, parvint à rétablir le combat et repoussa les Français jusque sur les hauteurs de Neueneck. L'artillerie française, favorisée par l'épaisseur du bois, contint la poursuite de Graffenried. Néanmoins le général suisse, après une lutte acharnée de quatre heures, contraignit Pigeon à reculer et à repasser la Sarine, avec une perte de 400 hommes et de quelques pièces de canon.

Combats de Schahiren, de Fraubrunnen, d'Artenen et d'Altmerkingen. — Le triomphe de Graffenried devait être inutile pour le salut de Berne; pendant qu'il repoussait Pigeon, le général Schawembourg avait, de Soleure, porté son avant-garde à Schahiren, la 16e d'infanterie de ligne en intermédiaire au village de Betterkinden, et le corps de bataille à Lohn, sur la route de Soleure à Berne. Ces troupes rencontrèrent l'ennemi aux ordres de d'Erlach, dans le bois en arrière de Schahiren. La 14e légère, engagea la fusillade, et soutenue par l'artillerie, obligea les Suisses au nombre de 3 à 4,000 hommes, à battre en retraite. — D'Erlach prit ensuite position sur les hauteurs en avant du village de Fraubrunnen; mais après un rude combat,

débusqué de ce nouveau poste, il vint se former derrière Artenen, d'où il fut encore repoussé jusqu'aux monts d'Altmerkingen. — Le corps principal de l'armée bernoise se trouvait là, dans une position où les Suisses avaient jadis triomphé du sire de Coucy. La route de Berne à Soleure traverse dans cet endroit un défilé presque infranchissable. D'Erlach, en effet, avait sa droite appuyée à des rochers escarpés, et sa gauche couverte par des bois épais et des marais qu'on croyait impraticables. Dans le défilé, de nombreux abattis, derrière lesquels les Suisses étaient postés, et d'où ils faisaient un feu meurtrier, coupaient la route.

La 14e légère et la 89e de ligne furent commandées pour emporter ces formidables obstacles. Le chef de brigade Ruby eut ordre de faire tourner la position par les ailes. Trois compagnies de la 89e parvinrent à gravir les rochers pendant qu'une demi-brigade franchissait les marais, et que l'artillerie battait le centre de la position. L'ensemble de ces divers mouvements fut tel, que les Suisses, attaqués de front et sur les deux flancs, furent contraints de lâcher pied, afin de n'être pas complétement détruits : leur perte fut considérable.

Combat et prise de Berne. — Le général d'Erlach tenta une cinquième fois d'arrêter les Français. Le combat eut lieu sur un plateau en avant des portes de Berne. Les habitants, femmes, vieillards, enfants, encouragés par l'exemple du chef de l'aristocratie bernoise, l'avoyer Steiger, vieillard septuagénaire, qui, bravant le danger, se montrait au premier rang, vinrent se mêler aux combattants; la valeur des Suisses, dans cette occasion, était du désespoir, mais leur dernier effort fut inutile. Chargées sur un terrain découvert par les hussards du 7e et du 8e régiment, les milices inexpérimentées de d'Erlach ne purent soutenir le choc de soldats aguerris; elles furent dispersées et obligées de chercher un refuge dans la ville.

Berne, chef-lieu du canton de ce nom, est situé dans une presqu'île entourée de trois côtés par l'Aar; elle est régulièrement fortifiée sur son seul front accessible. Mais quoiqu'à l'abri d'un coup de main, elle était incapable d'une longue défense, et avait tout à craindre d'un bombardement. Le désordre qui régnait parmi les Confédérés rendait, d'ailleurs, la résistance impossible. Au moment où la cavalerie de Schawembourg, tournant la ville, allait passer l'Aar à la nage et couper la retraite aux troupes bernoises, des députés se présentèrent au général français, demandèrent et obtinrent pour la ville la même capitulation que Soleure. Schawembourg, après avoir promis de respecter les personnes et les propriétés, entra à Berne le 5 mars à deux heures après midi.

Les troupes qui gardaient Laupen et Guminen ayant été forcées à la retraite par suite de la reddition de Berne, Brune put s'avancer sans obstacles sur cette dernière ville, où il se joignit à son lieutenant dans la nuit du 5 au 6.

Les chefs de brigade Ruby et Suchet furent chargés de porter au Directoire 25 drapeaux pris aux Suisses pendant la campagne. Leur présentation solennelle eut lieu à Paris le 18 mars. Au nombre de ces drapeaux, s'en trouvaient plusieurs enlevés de l'arsenal de Soleure, et qui avaient été pris aux Bourguignons et aux Lorrains dans les batailles de Morat et de Nancy, perdues par Charles-le-Téméraire.

Insurrection des troupes confédérées.— Massacre de d'Erlach. — Après la prise de Berne, l'armée confédérée se dispersa, et la plupart des soldats rentrèrent chez eux. D'autres se jetèrent armés dans les montagnes de l'Oberland, et plusieurs désordres signalèrent leur retraite. Il est rare que le soldat vaincu ne cherche pas la cause de sa défaite ailleurs que dans la bravoure de ses ennemis : c'est ce qui arriva parmi les Suisses. Des soldats plébéiens n'eurent pas de peine à persuader à leurs camarades qu'ils avaient été trahis par leurs chefs patriciens. La fureur des soldats ne connut pas de bornes. Deux adjudants généraux qui ramenaient la colonne de Guminen furent massacrés. D'Erlach, en cherchant à gagner les petits cantons, fut reconnu à Munzingen, et mis en pièces à coups de haches et de baïonnettes. — Seul, l'avoyer Steiger parvint heureusement à se retirer en Bavière.

Effets de la prise de Berne sur la Suisse. — L'affranchissement des Vaudois et la prise de Berne relâchèrent les liens de la Confédération, et répandirent une confusion générale dans le reste de la Suisse, où l'on n'ignorait pas les projets du Directoire, qui persistait à vouloir imposer aux treize cantons la constitution de Mengaud. Rien cependant n'était moins en harmonie avec les mœurs et les lois de la plupart des cantons, dont sept sur treize avaient un gouvernement absolument démocratique. C'était vouloir substituer pour eux, à une liberté réelle, une simple apparence de liberté, et il était difficile de supposer qu'ils acceptassent l'échange de bonne grâce. Tous les esprits fermentèrent dès lors activement, les intérêts se croisèrent en tous sens, la désunion devint générale. Les petits cantons se rattachèrent fortement à leurs institutions démocratiques; les citoyens des villes voulaient l'égalité, ceux des capitales, leurs priviléges; les uns se déclaraient pour l'ancien, d'autres pour le nouveau régime, quelques-uns pour des institutions mixtes, etc. On pouvait facilement prévoir dans ce chaos général de vœux, d'opinions et de volontés, que de nouveaux bouleversements ne tarderaient pas à avoir lieu.

Opposition des petits cantons. — Tandis que Berne se préparait à combattre pour son indépendance, des députés des cantons de Schwitz, d'Uri, d'Underwald, de Zug et de Glaris, s'étaient rassemblés à Brunnen pour délibérer sur l'acceptation de la constitution offerte par Mengaud. Saint-Gall, la Thurgovie, le Sargans et le Rhinthal avaient aussi envoyé leurs députés à cette réunion. La constitution nouvelle fut rejetée à l'unanimité, et l'assemblée en informa Brune par une adresse énergique où il était dit que « les petits cantons ayant depuis plusieurs siècles une république basée sur la liberté et l'égalité, et ne possédant au monde d'autres biens que leur religion et leur indépendance, d'autres richesses que leurs troupeaux, leur premier devoir était de les défendre. »

Le gouvernement français n'admit pas ces représentations, et assigna aux dissidents un délai de quinze jours pour accepter la constitution. — Les petits cantons se décidèrent à soutenir leur cause par la voie des armes, et pour premier acte d'hostilité, s'emparèrent de Lucerne, qui s'était soumise aux volontés du Directoire. Brune dirigea plusieurs colonnes, autant pour les soumettre que pour couvrir Aarau, dont ils avaient résolu de s'emparer. C'était dans cette ville que la nouvelle constitution avait été proclamée le 12 avril, dans une réunion où se trouvaient des députés de tous les cantons et des villes qui ne s'opposaient pas les armes à la main, à l'établissement du nouvel ordre de choses. C'était là que tenaient leurs séances les autorités constituées de la *République helvétique une et indivisible.*

Révolution à Zurich. — Au moment même de la prise de Berne, des troubles d'une autre nature avaient eu lieu dans quelques autres cantons. Les paysans et les bourgeois se disputaient l'autorité à Zurich. La guerre éclata entre la régence provisoire de Zurich et les campagnes, représentées par un comité établi à Kusnach. Ce comité, sûr d'être appuyé par les Français, leva des troupes. Les deux partis furent en présence le 6, et comme on ignorait encore le sort de Berne, on tait sur le point d'en venir aux mains, lorsque arriva la nouvelle de la prise de cette ville par Schawembourg. Le zèle de la régence se refroidit aussitôt. Elle entra en pourparlers avec le comité de Kusnach, reçut à Zurich une garnison de 1000 paysans et s'engagea, pour les besoins éventuels, à tenir sur pied un pareil nombre de bourgeois. Le pouvoir de la régence passa à un conseil formé de trois quarts de paysans et d'un quart de bourgeois. Cet arrangement satisfit Brune et fut cause que les troupes françaises n'occupèrent pas Zurich.

Combats divers. — *Reprise de Lucerne.* — Cependant des troupes françaises marchèrent contre les petits cantons. Un premier engagement eut lieu sur la rivière de Reuss, au village de Mellingen. 2000 insurgés essayèrent d'y arrêter un corps de 500 français, cavalerie et infanterie. Cette affaire coûta la vie à environ 200 paysans suisses. Le couvent de Muri, sur la route de Zug, fut pris le 29 avril, par le général Jordy, qui y trouva vingt canons abandonnés par les Suisses. Après avoir passé la Reuss le même jour, près du village de Sius, Jordy entra dans Zog, où l'on délibérait encore sur l'acceptation de la constitution. Il y désarma 3000 insurgés qu'il renvoya chez eux. Cette affaire lui valut 12 canons, 12 drapeaux et 6000 fusils. Le lendemain 30, le même général reprit Lucerne, dont les insurgés de Schwitz et d'Underwald s'étaient emparés, et qu'ils avaient livrée au pillage, parce qu'elle avait accepté la nouvelle constitution. D'autres affaires eurent encore lieu à Rapperswyl, Feldbach et Richtenswyl, où l'ennemi perdit 300 hommes. Les Français, dans toutes ces rencontres, furent constamment victorieux.

Projet de Brune. — *Établissement de la nouvelle République helvétique.* — Lorsque cette opposition inattendue se manifesta en Suisse contre les intentions du Directoire français, Brune, pour l'apaiser, conçut un projet qui fut sans résultats, mais que nous devons faire connaître, pour compléter l'histoire de cette époque et donner une idée de la manie épidémique de constituer des états, qui semblait alors commune à tous les généraux et à tous les agens français. Brune voulait partager la Suisse en trois républiques. La première, sous le nom de *République rhodanique*, aurait compris le pays de Vaud jusqu'à Niddau, le canton de Fribourg, le pays de Sanen, le Siebenthal, l'Oberland, le Valais et les bailliages italiens, tous pays où l'on parlait trois langues différentes. Les petits cantons auraient été organisés sous le nom de *Tellgau*, et une troisième république, nommée *helvétique*, se fût composée du reste de la Suisse. Ce plan, repoussé d'abord par Ochs et Labarpe, avait trouvé de nombreux partisans, entre autres le résident français à Sion, Mangourit. Il était aussi appuyé par les menées de Genève, qui espérait ainsi sauver son indépendance, et devenir la capitale de la *République rhodanique*.

Les Vaudois réclamèrent vivement contre l'institution de ce dernier État, mais le Directoire s'en rapporta entièrement à Brune, à qui fut alors remis un pouvoir presque discrétionnaire sur la Suisse. Brune persista dans son projet, croyant montrer assez de déférence aux Vaudois en désignant Bâle et Lausanne comme capitales des républiques helvétique et rhodanique. Les petits cantons seuls ne se montrèrent pas mécontents de cette nouvelle organisation, d'après laquelle il ne devait y avoir ni confédération ni unité dans les trois nouveaux États, ce qui enlevait à la France le résultat qu'elle s'était promis de la substitution d'un nouveau gouvernement à l'ancien. Labarpe représenta vivement les conséquences d'un tel état de choses au Directoire, qui dès lors chargea l'ex-conventionnel Lecarlier d'organiser constitutionnellement la Suisse, d'après les bases primitivement adoptées. Ce fut alors que Lecarlier, ayant rassemblé à Aarau les députés des cantons qui ne se trouvaient pas alors en insurrection, fit proclamer le 12 avril, comme nous l'avons dit, la nouvelle *République helvétique*, reconnue dès sa création par les députés des dix principaux cantons : Argovie, Bâle, Berne, Fribourg, Léman, Lucerne, Oberland, Schaffhouse, Soleure et Zurich.

Réunion de Genève à la France. — Genève, depuis la fin de 1797, était comme dans un état de blocus. Elle avait cessé d'avoir des relations avec la Suisse lors de l'entrée des Français dans le pays de Vaud, et un arrêté du Directoire lui interdisait toute communication avec la France. Le résident Félix Desportes ne cessait d'engager les habitants à demander leur réunion à la République française; la famine devait même bientôt les y contraindre. D'après cela, on comprend facilement comment les autorités de Genève s'étaient montrées si favorablement disposées pour le projet de Brune. Genève espérait rester libre, et peut-être même s'agrandir.

Enfin, le 12 avril, après la proclamation de la nouvelle constitution suisse, elle perdit toute illusion sur le sort qui l'attendait. Une partie de la bourgeoisie se décida à solliciter la réunion à la France, devenue inévitable, mais la commission chargée d'examiner le projet de

réunion ayant été choisie parmi les patriciens, ce projet fut unanimement rejeté. Le Directoire irrité ordonna au général Girard de prendre possession de la ville avec 1500 hommes. Le sénat fit alors par crainte ce qu'il avait d'abord refusé de faire de bonne volonté, et le serment de fidélité à la France fut prêté le 28 avril.

Insurrection du Valais. — Une insurrection éclata en mai dans le Haut-Valais et s'annonça d'une manière grave. L'agent français Mangourit fut obligé de quitter Sion, où il était menacé. Le général Lorge s'avança contre les insurgés avec une colonne d'infanterie et de cavalerie. Chassés des positions qu'ils occupaient derrière la Morge, torrent profond et rapide, les Valaisans se réfugièrent dans Sion, où ils se renfermèrent et arborèrent le drapeau blanc. Un peloton de hussards s'étant avancé vers une des portes, il partit des remparts une décharge de mousqueterie qui tua un officier et plusieurs hussards. Cet acte, considéré comme une trahison, porta au dernier point la fureur des soldats français, qui, ayant escaladé les murs de la ville, y massacrèrent 7 à 800 insurgés. La ville fut mise au pillage pendant six heures. — Le chef de bataillon Montferrat, de la 10e légère, poursuivit un détachement ennemi dans des rochers presque inaccessibles, vers les sources de la Morge; les soldats de son bataillon furent presque tous blessés, tant par la fusillade des Valaisans, que par les quartiers de roc que ces derniers faisaient rouler sur eux. Les insurgés n'en furent pas moins enfoncés et repoussés jusqu'au-delà de Leuth. — Les Français eurent, dans ces deux affaires, un grand nombre de tués et de blessés. La prise de Sion les rendit maîtres de sept drapeaux et de huit pièces de canon.

Nouveaux troubles dans les petits cantons. — Pacification de la Suisse. — Les troubles commençaient à s'apaiser en Suisse, vers la fin de septembre, et les divers cantons s'étaient résignés à subir la loi impérieuse de la force, lorsque la prestation d'un serment civique, demandée par le nouveau gouvernement helvétique, devint la cause d'un renouvellement d'hostilités. Quoique plusieurs villes et bourgs des cantons de Zurich, de Lucerne, de Zug, de Schwitz, et une partie de celui d'Underwald se fussent également déclarés contre la mesure proposée, le poids de la nouvelle guerre retomba sur le canton de Schwitz seul, et les combats qui furent alors livrés eurent pour principal théâtre des lieux déjà fameux dans les annales militaires du pays, entre autres la plaine de Morgarten, célèbre par une des plus grandes batailles livrées entre les Autrichiens et les Suisses, et le défilé de Kusnach, plus mémorable encore par la rencontre de Guillaume Tell avec Gessler, et la mort de ce dernier.

Mais cette fois la fortune ne se montra pas favorable aux Suisses. Le général Aloys-Reding, officier distingué qui sortait du service capitulé espagnol, commandait la petite armée des insurgés; il échoua dans toutes les rencontres, et notamment à Morgarten. Ses soldats, malgré la plus intrépide bravoure, furent successivement repoussés de tous les postes qu'ils avaient voulu défendre. Le général Schawembourg[1], ne pouvant refuser son admiration à un courage si constamment malheureux, proposa aux insurgés, réunis dans la ville de Schwitz, une capitulation qui ne blessait pas leur fierté patriotique. Ceux-ci étaient dignes encore, par leur exaltation, de descendre de ces fiers bergers des monts Appenzel qui donnèrent la liberté à la Suisse. Quelques chefs furent d'avis de mourir les armes à la main, et peu s'en fallut que leur exemple n'entraînât le conseil. Mais un prêtre parvint à faire prévaloir une décision moins héroïque et plus sage. Le canton de Schwitz, dont la résolution décida celle des autres, accepta la capitulation offerte par Schawembourg.

La Suisse fut dès lors pacifiée; mais l'organisation de la nouvelle République, faite par Lecarlier, avait convaincu les patriotes eux-mêmes que l'indépendance de leur patrie était perdue, et qu'elle serait à l'avenir tenue sous la tutelle d'auxiliaires étrangers, comme les républiques batave et cisalpine. Ils ne s'étaient pas trompés; leur pays eut en outre à supporter les concussions et les vexations des agents du Directoire. La France y perdit; au lieu d'alliés fidèles, elle eut des clients mécontents et disposés à profiter de ses premiers désastres pour recouvrer leur indépendance.

[1] Ce général venait de remplacer dans le commandement en chef Brune, qui était parti pour l'Italie où il devait commander l'armée destinée à rester dans la République Cisalpine.

RÉSUMÉ CHRONOLOGIQUE.

1797.

15 DÉCEMBRE. Occupation de l'Erguel.

1798.

27 JANVIER. Insurrection du pays de Vaud. — Entrée des Français en Suisse.
28 — Affaire de Thierens.
1er MARS. Prise de Soleure et de Fribourg. — Occupation de Morat.
5 — Prise de Berne.
12 AVRIL. Proclamation de la République helvétique.
27 — Prise de Zug.
28 — Réunion de Genève à la France.
30 — Reprise de Lucerne.
MAI. Insurrection du Valais. — Prise de Sion.
22 SEPTEMBRE. Combat de Stantz. — Capitulation de Schwitz.

A. HUGO.

On souscrit chez DELLOYE, Éditeur, place de la Bourse, rue des Filles-Saint-Thomas, 13.

Paris. — Imprimerie et Fonderie de Rignoux et Ce, rue des Francs-Bourgeois-Saint-Michel, 8.

RÉVOLUTION ROMAINE. — ÉVÉNEMENTS DIVERS.

SOMMAIRE.

Dispositions réciproques du Directoire et du Gouvernement pontifical. — Efforts de Joseph Bonaparte pour prévenir une insurrection. — Insurrection. — Assassinat du général Duphot. — L'ambassadeur quitte Rome. — Instructions du Directoire au commandant en chef de l'armée d'Italie. — Marche des Français sur Rome. — Consternation dans Rome. — Occupation du château Saint-Ange par les Français. — Révolution. — Fondation de la nouvelle République romaine. — Honneurs funèbres à Duphot. — Entrée des Français à Rome. — Concussions. — Révolte de l'armée. — Insurrection à Rome. — Répression de l'insurrection — Punition des concussionnaires. — Révolte de la garnison de Mantoue. — Insurrection en Corse. — Troubles à Vienne. — Élection de l'an VI. — Discussions avec la République cisalpine. — Affaires du Piémont. — Occupation de Turin. — États des négociations de Rastadt.

Au moment où s'opérait en Suisse la révolution qui changeait l'antique gouvernement du pays, Rome en éprouvait une à peu près pareille. Le gouvernement pontifical était renversé, par suite des intrigues mêmes au moyen desquelles les ministres de Pie VI avaient cherché à se soustraire aux obligations que le traité de Tolentino imposait au Saint-Siége.

Dispositions réciproques du Directoire et du gouvernement pontifical.— Après avoir d'abord improuvé la modération de Bonaparte envers la cour de Rome, le Directoire était revenu à une manière de voir plus saine et plus calme. Bien qu'il n'eût pas entièrement renoncé, suivant sa manie, au projet d'imposer aux États romains comme aux autres États de l'Italie, une constitution à la française, il s'était décidé, avant de réaliser ce vœu, à attendre la mort du Pape Pie VI, événement que le grand âge et le délabrement de santé du Pontife faisaient regarder très prochain. En témoignage de sa modération et de son désir d'observer strictement les clauses du traité de Tolentino, il avait envoyé à Rome, en qualité d'ambassadeur, un des frères du négociateur du traité, Joseph Bonaparte, connu par ses manières conciliantes et son caractère modéré. Les prélats romains chargés du gouvernement temporel des États de l'église ne parurent pas comprendre tout ce que, dans la situation relative des deux États, avait d'avantageux pour la cour de Rome, la politique adoptée par le gouvernement de la République française.

Le Pape accueillit néanmoins l'ambassadeur français avec une considération particulière; mais après quelques semaines écoulées, au moins en apparence, dans la plus complète harmonie, les cardinaux qui environnaient Pie VI, et qui s'étaient déjà plus d'une fois signalés par leur haine pour la France, renouvelèrent leurs instances pour engager le Saint-Père à rompre le traité de Tolentino par lequel, lui disaient-ils, son caractère de chef du monde chrétien se trouvait compromis. Pie VI était disposé à céder aux vœux de ses ministres; l'envoyé de la cour de Vienne applaudissait à cette intention, en lui laissant entrevoir la possibilité d'être soutenu par l'Autriche. L'envoyé napolitain exprimait la même opinion; sa cour, certaine d'être appuyée par les Anglais, semblait aussi disposée à prêter aide au Saint-Siége. En effet, le ministre Acton, dont l'audace s'était relevée en raison de l'éloignement de Bonaparte et de l'armée d'Italie, déjà rentrée en partie, sur le territoire français, éludait ouvertement l'exécution du traité conclu avec la République. Le port de Naples était resté ouvert aux vaisseaux anglais, au mépris d'une des clauses de ce traité; le gouvernement napolitain faisait même secrètement des apprêts de guerre dont il informa les ministres du Pape, en leur promettant de prompts secours dans le cas où ils rompraient avec la France. Le Pape, obsédé et circonvenu par ses familiers, commença à s'habituer à l'idée de manquer à un traité solennel; il cessa de donner à Joseph Bonaparte les mêmes marques de confiance; il se refusa à reconnaître la République cisalpine qui venait d'être constituée; enfin, et à l'instigation des ministres autrichien et napolitain, il se décida à nommer le général Provera, commandant de ses troupes.

Joseph Bonaparte n'avait pas eu l'air de remarquer jusque-là les changements qui s'opéraient autour de lui; il crut devoir enfin rompre le silence et s'expliquer positivement. Il exigea le renvoi du général autrichien, renvoi qu'il eut de la peine à obtenir. — Le Directoire, quoique fortement indisposé contre la Cour de Rome, se montra satisfait de cette concession, et la bonne intelligence parut, pour le moment au moins, rétablie entre Rome et la France.

Efforts de Joseph Bonaparte pour prévenir une insurrection. — La conduite irrésolue et incertaine de la cour de Rome l'avait rendue presque un objet de mépris pour une partie de ses sujets, et ses préparatifs hostiles, tant de fois et si inutilement renouvelés, avaient fait un grand nombre de mécontens. Les dépenses énormes de ces armemens avaient obligé le gouvernement à accroître les impôts. Les mécontens favorisaient la propagation des idées d'égalité et de liberté que les événements qui s'étaient passés avaient rendues populaires en Italie. La haine du parti opposé aux Français ne faisait que s'en accroître. — Joseph Bonaparte, impassible témoin de toutes ses intrigues, cherchait à concilier les esprits sans pouvoir y parvenir. — Quelques individus vinrent l'avertir le 26 décembre 1797, qu'un mouvement insurrectionnel devait éclater dans la nuit contre le despotisme papal, et lui demander la protection de la France. Il reçut assez froidement ces messagers, en les prévenant qu'ils ne devaient pas compter sur l'appui du Directoire, et il les engagea à se tenir tranquilles. — Le lendemain, le chevalier d'Azzara, ambassadeur d'Espagne, lui apprit de nouveau qu'il se préparait une insurrection, mais que le gouvernement romain prévenu à l'avance, paraissait peu s'en inquiéter. On a dit à ce sujet, que les ministres du Pape voulaient laisser éclater ce mouvement, afin de trouver dans sa répression un moyen de dégoûter les Français de pareilles tentatives. Cette conduite déjà si

peu apostolique ne fut pas même alors celle des cardinaux, qui poussèrent l'astuce beaucoup plus loin ; car au lieu de se borner à profiter de l'avantage que les insurgés en échouant auraient laissé prendre sur eux, les ministres de S. S. organisèrent contre les Français une conspiration qui devait éclater en même temps que l'insurrection républicaine, et se disposèrent à diriger le mouvement, de façon à ce que tous les excès commis par leurs agens, pussent être imputés au parti républicain.

Insurrection. — Assassinat du général Duphot. — Un premier rassemblement, formé d'individus portant la cocarde tricolore, eut lieu, le 27 décembre, à la Villa Medicis. Ce n'était qu'un essai, afin de sonder les dispositions du peuple, et les soldats du Pape le dispersèrent aisément. L'ambassadeur français, instruit de ce mouvement, le désavoua aussitôt et demanda au secrétaire d'État qu'on s'assurât de tous ceux qui, sans être Français, avaient pris la cocarde française.

A peine l'ambassadeur avait-il quitté le secrétaire d'État, dont la sécurité ne paraissait pas ébranlée par cet événement, qu'un nouveau rassemblement se forma devant le palais de France en poussant les cris de : *Vive la République! Vive le peuple romain!* Un des insurgés, c'était un artiste, se présenta devant Joseph Bonaparte, et réclama pour lui et ses camarades l'appui de la France. Joseph Bonaparte lui enjoignit aussitôt de sortir, ainsi que ceux qui l'accompagnaient, hors du territoire de la juridiction de France; mais déjà l'attroupement s'était considérablement grossi, et on y remarquait un grand nombre d'espions du gouvernement qui excitaient les insurgés de la voix et du geste. L'ambassadeur, éclairé par cette remarque, se conduisit de manière à ne donner aucun prétexte de récrimination au Pape et à ses ministres. Il se revêtit de son costume officiel, et suivi des gens de l'ambassade et de quelques officiers, sortit pour haranguer les séditieux. Au même instant, on entendit une violente décharge de mousqueterie; c'étaient des cavaliers du Pape qui, ayant forcé la juridiction de l'ambassade, l'avaient traversée au galop, et faisaient feu à la fois par les trois portiques du palais. La foule épouvantée se ruait dans les cours, sur le passage de Joseph Bonaparte; elle était toujours guidée par les instigateurs vendus à la police romaine. Une compagnie d'infanterie, ayant suivi de près la cavalerie, s'arrêta à la vue de l'ambassadeur, devant qui le capitaine refusa de paraître. Quelques-uns des insurgés républicains voulaient attaquer cette troupe, Joseph Bonaparte s'y opposa et leur défendit aussi, jusqu'à nouvel ordre, de sortir de la juridiction française. En ce moment eut lieu une nouvelle décharge de mousqueterie dont les balles tuèrent quelques hommes des derniers rangs : aucune n'atteignit l'ambassadeur ni ceux qui étaient auprès de lui.

Les soldats du Pape ayant reculé pour charger de nouveau leurs armes, Joseph Bonaparte ordonna au jeune Beauharnais, aide de camp de son frère, et à l'adjoint Arrighi, de retenir les insurgés qui semblaient aussi de nouveau vouloir s'élancer sur les soldats, puis il s'avança vers ces derniers pour les engager à cesser le feu. Il était accompagné du général Duphot et de l'adjudant général Sherlock.

Duphot, à peine en présence des soldats, s'élança sur les baïonnettes pour empêcher les uns de charger, les autres, de tirer; mais il fut enveloppé et entraîné par les soldats jusque vers la porte nommée *Septiminiana*, où il tomba la poitrine percée d'une balle, sous les yeux de Joseph Bonaparte et de Sherlock, qui cherchaient à le rejoindre. Le malheureux général put se relever néanmoins, et soutenu sur son épée, fit quelques pas pour se rapprocher de Joseph, mais un second coup le renversa de nouveau, et plus de cinquante fusils furent en un instant déchargés sur son cadavre.

Sherlock, à cette vue, entraîna vivement l'ambassadeur par un chemin détourné qui conduisait aux jardins du palais, où ils arrivèrent sains et saufs, malgré la fusillade dirigée de toutes parts sur les groupes sans défense. Là, ils se réunirent à Beauharnais et à Arrighi et regagnèrent le palais, où madame Joseph Bonaparte et sa sœur étaient en proie à la terreur. On parvint à refermer les trois portes de la façade de la rue; mais la fusillade continuait, et les balles brisaient à chaque instant les vitres des croisées. Les appartemens étaient remplis d'individus que l'on ne pouvait mettre dehors, et parmi lesquels il s'en trouvait dont les intentions étaient plus que suspectes, circonstances qui rendaient plus cruelle encore la position de l'ambassadeur et des Français réunis autour de lui.

Dès que les soldats qui avaient attaqué le palais de France commencèrent à s'en éloigner, quelques officiers allèrent, par des chemins détournés, relever le corps du malheureux Duphot. Ils trouvèrent le cadavre entièrement dépouillé de ses vêtements, criblé de balles et couvert de pierres. Le ceinturon et l'épée du général étaient restés en la possession d'un nommé *Amedeo*, le chef des assassins. Le corps fut transporté au palais. On se figurera facilement le désespoir qui accabla tout le monde, et particulièrement la famille de l'ambassadeur, lorsqu'on saura que la sœur de madame Joseph Bonaparte (aujourd'hui reine de Suède) devait, le lendemain même, devenir l'épouse du brave général.

L'ambassadeur français quitte Rome. — La fusillade avait duré environ cinq heures sans interruption. On ne pouvait pas douter de la part que le gouvernement papal avait prise aux scènes qui venaient de placer la légation française dans une si horrible position, puisque, pendant ce temps, il n'avai rien fait pour les faire cesser. L'ambassadeur résolut de quitter Rome. Néanmoins, avant d'exécuter cette résolution, il demanda au secrétaire d'État, Doria Pamphili, des explications sur ce qui venait de se passer. On ne lui répondit pas. Il écrivit de nouveau au ministère papal, le soir à 11 heures, pour réclamer un passe-port et des chevaux de poste, afin de quitter la ville sans délai. Cette seconde lettre étant encore restée sans réponse, il en écrivit une troisième plus énergique, où il menaçait le gouvernement romain de toute la vengeance de la République française. Cette dernière réclamation eut un plein effet; Doria, en envoyant les passe-ports demandés, chercha, après un silence de douze heures, à excuser ce qui s'était passé.

Joseph Bonaparte résista inflexiblement aux sollicitations par lesquelles Doria chercha à le retenir, il recommanda aux ministres d'Espagne et de Toscane, les Français qui restaient à Rome, et quitta cette ville, le 29 décembre, à six heures du matin. — De Florence, où il s'arrêta chez le ministre français Cacault, il adressa au Directoire un rapport sur les causes de son départ.

Déjà les ministres du Pape étaient eux-mêmes épouvantés des suites de l'insurrection qu'ils avaient suscitée. Comme toutes les administrations faibles et irrésolues, ils se montrèrent aussi bas dans les moyens par lesquels ils cherchèrent à conjurer le courroux de la République, qu'ils avaient été lâches et cruels dans leur provocation. Doria sollicita la médiation du chevalier d'Azzara pour engager l'ambassadeur français à revenir à Rome. Puis, cette démarche étant restée inutile, il fit passer au marquis Massimi, plénipotentiaire de la cour de Rome à Paris, une note qui avait pour but d'excuser la conduite des Romains, aux yeux du gouvernement français. Le Pape se décida de lui-même à envoyer à Paris un légat *à latere*, afin d'offrir au Directoire toutes les réparations qu'il exigerait. Toutes ces démarches restèrent sans effet. L'assassinat de Duphot devait avoir des suites autrement graves que celui de Basseville. — Les considérations qui avaient arrêté le Directoire dans son projet de création d'une République romaine, avaient disparu devant la gravité de l'offense dont le gouvernement pontifical s'était rendu coupable envers la France, et la destruction de ce gouvernement était résolue.

Instructions du Directoire au commandant en chef de l'armée d'Italie. — Le général Alexandre Berthier, qui commandait les troupes restées en Italie après le départ de Bonaparte, reçut du Directoire l'ordre de quitter Milan, et marcher sur Rome; les troupes qui revenaient en France rentrèrent en Lombardie. D'après ses instructions, Berthier, pour mieux épouvanter le Pape, et s'il était possible, le décider à fuir, ne devait lancer son manifeste qu'à Macerata. Il avait ordre de favoriser secrètement le projet des provinces de Pezaro, d'Urbin et de Sinigaglia, qui désiraient se réunir à Ancône pour former une République; et comme on craignait un mouvement des Napolitains, il devait aussi, dans le cas où un corps considérable de troupes napolitaines aurait occupé Rome, négocier pour obtenir la partie des États romains en deçà de l'Apennin et la province de Perugia. Enfin, dans ce cas, il était autorisé à traiter avec le Pape, pour l'amener à reconnaître la nouvelle République formée par la réunion d'Ancône et des provinces dont nous avons parlé. Dans le cas où Rome resterait, comme il semblait probable, abandonnée à ses défenseurs naturels, c'est-à-dire à la milice papale, Berthier, arrivé devant cette ville, devait se borner à occuper le château Saint-Ange, puis user de toute son influence pour déterminer les habitants à se constituer en République. La République proclamée, les Français pouvaient alors entrer dans Rome, mais seulement comme alliés, et non comme vainqueurs ou conquérants.

Marche des Français sur Rome. — Berthier s'empressa d'exécuter les ordres du Directoire. Les troupes stationnées sur la gauche du Pô furent destinées, sous les ordres de Serrurier, à contenir les Autrichiens, dans le cas où ceux-ci voudraient se mêler de ce qui allait se passer. — Un corps de réserve, aux ordres du général Rey, qui établit son quartier général à Tolentino devant le débouché d'Ascoli, occupa les communications et les défilés des Apennins, entre Foligno et Tolentino. — La République cisalpine fut couverte par 6,000 Italiens et Polonais campés à Rimini. — Enfin un corps d'environ 18,000 hommes, formé de huit demi-brigades d'infanterie et de trois régiments de cavalerie, se dirigea sur Ancône, où Berthier était arrivé dès le 25 janvier. Après avoir laissé dans cette place le général Dessoles, avec des troupes suffisantes pour contenir, en cas de révolte, le duché d'Urbin, le général en chef se mit à la tête de l'armée et poursuivit sa marche sur Rome. Dallemagne commandait le corps de bataille et Cervoni l'avant-garde, qui, dès le 29 janvier, occupa le poste de Macerata, d'où, conformément à ses instructions, le général en chef publia son manifeste contre le gouvernement romain.

Les troupes papales qui s'étaient montrées si braves à Rome, le jour de l'insurrection, contre des hommes désarmés, avaient partout pris la fuite à l'approche des Français. 200 hommes de cette pitoyable milice attendirent à Lorette les soldats de Berthier, mais ils n'eurent garde, crainte de représailles, de faire feu sur les Français, et sans coup férir, ils se laissèrent faire prisonniers. — L'armée se trouva enfin, le 10 février 1798, réunie sous les murs de Rome.

Consternation dans Rome. — La consternation régnait dans cette capitale du monde chrétien. Après avoir en vain tenté de désarmer la colère directoriale, les ministres du Pape s'adressèrent à la cour de Naples, espérant qu'elle ne les abandonnerait pas dans le danger où ils s'étaient mis, en quelque sorte, à son instigation. Mais le ministre napolitain Acton n'avait pas encore achevé ses préparatifs de guerre, et ne put venir à l'aide de ses alliés que par des protestations de zèle et par des conseils qui auraient eu pour résultats, si l'exécution en eût été praticable, d'amuser le Directoire jusqu'au moment où Naples se fût trouvé en mesure d'agir hostilement.

L'espoir du parti républicain croissait en raison de l'abattement où tombait le gouvernement pontifical, et de l'approche des troupes françaises. La plupart de ceux qui tenaient encore à ce gouvernement, ou qui croyaient avoir quelque chose à redouter de la vengeance des Français, avaient pris la fuite, et la ville ne semblait plus habitée que par les Républicains et par ces classes populaires qui n'ont absolument rien à perdre à une révolution.

Occupation du château Saint-Ange par les Français. — Rien ne s'opposait à ce que Berthier entrât dans Rome, où les Républicains désiraient ardemment sa présence; mais obéissant à ses instructions, il resta campé hors des murs, faisant seulement occuper par une avant-garde le château Saint-Ange, que les soldats du Pape n'osèrent pas défendre. Là, il attendit le ré-

sultat des efforts qu'allaient faire les habitants républicains pour organiser un gouvernement. Les principaux meneurs avaient été prévenus secrètement qu'ils pouvaient compter sur sa protection. Ceux-ci l'invitèrent à entrer, mais il leur répondit qu'il ne voulait pas paraître influencer leur détermination par sa présence, et qu'il n'entrerait dans Rome, que comme allié, et lorsque la révolution serait achevée.

Révolution. — Fondation de la nouvelle République Romaine. — Ce fut le 15 février, jour anniversaire de la 23e année du pontificat de Pie VI, qu'eut lieu le mouvement insurrectionnel qui abolit dans Rome le gouvernement pontifical. Un rassemblement considérable se forma dans le Campo-Vaccino, l'ancien *Forum romanum*, aux cris de *Vive la République!* et *A bas le Pape!* Au moment où l'on hurlait ainsi dans les rues la déchéance du Souverain Pontife, celui-ci recevait les félicitations du petit nombre de serviteurs qui lui étaient restés fidèles. Les insurgés n'entrèrent pas néanmoins dans le palais pontifical, où il leur eût été facile de pénétrer. Le grand âge de Pie VI et le respect involontaire que leur inspirait encore son caractère religieux les continrent.

Lorsque les principaux meneurs se trouvèrent tous réunis dans le Campo-Vaccino, ils lurent au peuple assemblé un acte préparé d'avance (*Atto del popolo sovrano*), dans lequel, après un désaveu formel de l'attentat du 27 décembre, il était dit: « Qu'en abolissant « les autorités politiques, économiques et civiles du « gouvernement sacerdotal, le peuple se constituait lui-« même en souverain libre et indépendant; qu'il repre-« nait les pouvoirs législatif et exécutif; qu'il les exer-« cerait par ses représentants, suivant les droits de « l'homme, qui sont imprescriptibles, et d'après les « principes qui fondent la justice, la vérité, la liberté, « l'égalité, etc. » Puis, cet acte installait sept consuls, des préfets, des édiles et d'autres magistrats. C'était un renouvellement des magistratures de l'ancienne Rome; on avait cherché à calquer, autant que possible, le gouvernement moderne sur l'ancien; mais il n'en était et ne pouvait en être que la parodie. Il aurait fallu toute l'austérité de vertus et de mœurs des premiers temps de Rome, pour aimer et apprécier la liberté. La corruption des Romains modernes les livrera toujours à quiconque voudra les asservir et les amuser.

Entrée des Français à Rome. — Une députation, composée de huit des principaux fondateurs de la nouvelle république, vint rendre compte à Berthier de ce qui s'était passé. Le général français se décida aussitôt à entrer solennellement dans Rome. Il était accompagné d'un nombreux état-major, de détachements pris dans chacun des corps de cavalerie et des grenadiers de l'armée. Arrivé au Capitole à travers une foule immense, il salua, au nom du peuple français, la nouvelle République Romaine qui, reconnue libre et indépendante par la France, devait se composer de tout le territoire laissé au Pape par le traité de Tolentino.

Berthier prononça ensuite un discours où il invitait les Romains à reprendre les vertus de leurs pères, à se montrer dignes de leur antique grandeur, et à prouver à l'Europe qu'il était encore parmi eux des âmes qui n'avaient pas dégénéré, etc., etc. Un *Te Deum* fut chanté le lendemain dans la basilique de Saint-Pierre, par quatorze cardinaux qui avaient signé l'acte d'affranchissement du peuple, et une renonciation à leurs droits politiques.

Le Pape, ignorant encore la révolution qui s'était opérée autour de lui, était resté en prières, sans qu'aucun de ses serviteurs eût osé lui apprendre que, comme le Christ, son royaume n'était plus de ce monde. Le général Cervoni lui fit connaître la vérité, en l'invitant à se retirer en Toscane. Pie VI quitta Rome, le 20 février, et alla chercher un asile dans la chartreuse de Pise.

L'exemple de Rome fut rapidement imité par les autres villes des États romains, qui adhérèrent à ce qui venait de se passer. Mais en détruisant le pouvoir temporel du Pape, le peuple romain conserva la religion catholique à laquelle il était attaché, et laissa intact le pouvoir spirituel du Saint-Père.

Après le départ de ce dernier, les scellés furent apposés au Vatican et sur tous les papiers de la cour de Rome. Le droit d'asile fut aboli dans les églises et dans les juridictions civiles et criminelles des ambassadeurs. Un arrêté de Berthier ordonna à tous les émigrés, spécialement au cardinal Maury, de quitter Rome et son territoire dans les vingt-quatre heures. Leurs biens devaient être saisis et vendus au profit de la République. Les prêtres français exilés ou déportés, seuls purent rester provisoirement où ils se trouvaient, jusqu'à ce qu'on eût définitivement statué sur leur sort.

Honneurs funèbres rendus à Duphot. — Une cérémonie expiatoire eut lieu, le 23 février, en mémoire du général Duphot si lâchement assassiné. La place Saint-Pierre, sur laquelle le catafalque fut élevé près de l'obélisque, était occupée par les soldats français. Le peuple romain était répandu sous les colonnades et aux fenêtres du Vatican. Après les discours prononcés à la louange de Duphot, par quelques officiers français, un Romain, le sieur Faustino-Gagliaffi, fit entendre l'oraison funèbre du général assassiné; puis le cortége se dirigea vers le Capitole au son d'une musique triste et guerrière. Un grenadier, un carabinier d'infanterie légère, un chasseur et un dragon portaient l'urne funéraire. Elle fut déposée sur la place même du Capitole, au sommet d'une colonne antique. Lorsque le cortége, pour se rendre à cette place, fut arrivé sur le lieu qui avait été le théâtre de l'assassinat, et par où on le fit passer à dessein, tous les pelotons firent successivement une décharge. Une colonne avait été placée sur ce lieu, avec une inscription rappelant le crime et la réparation qui en avait été obtenue.

Concussions. — Révolte de l'armée. — Berthier ayant été appelé aux fonctions de chef d'état-major général de l'armée d'Égypte qui s'organisait alors activement, sans qu'on eût encore fait connaître sa destination, fut remplacé, dans les derniers jours de février, par Masséna. Ce général sembla d'abord s'occuper avec zèle à consolider la nouvelle République Romaine. Il était

aidé dans cette tâche politique par trois commissaires du Directoire, le législateur Daunou, le savant Monge et le citoyen Florent.

Mais s'il faut en croire la voix de l'armée, le successeur de Berthier, celui qu'on surnomma plus tard l'*Enfant gâté de la victoire*, quoiqu'un des plus braves et plus habiles généraux de l'époque, ne possédait pas également toutes les qualités qui font un administrateur désintéressé. Pour son malheur, il était alors environné par une foule d'individus qui, dès l'origine de la guerre, étaient accourus en Italie, attirés par le désir d'y faire fortune. C'étaient des administrateurs de tous grades, des fournisseurs qui, sans mœurs et sans délicatesse, pour la plupart, ne rougissaient pas, pour s'enrichir, d'avoir recours au pillage et aux plus odieuses concussions.

Berthier avait ordonné la saisie de toutes les propriétés des Anglais et des émigrés. Les agens à qui Masséna confia l'exécution de cette mesure, organisèrent impudemment des espèces de bureaux où ils exercèrent d'affreux brigandages, soutenus par quelques officiers avec lesquels ils partageaient le butin, fruit de leurs rapines. Ils dévastèrent les palais, les hôtels et les riches maisons, s'emparant de l'or, de l'argent, des bijoux et de tous les objets précieux. Les propriétaires des objets ainsi volés réclamèrent vainement auprès des généraux.

Une telle conduite indignait les Romains les plus dévoués aux Français et les navrait de douleur. Le mécontentement se manifesta bientôt à Rome et dans les campagnes voisines; les ennemis de la République en profitèrent pour fomenter la révolte dans l'armée et affaiblir la discipline, en offrant les chefs au mépris des soldats. On ne peut nier, en effet, que la conduite de certains généraux ne fût celle d'avides concussionnaires [1]. Au récit de leurs exactions, qui imprimaient une tache au nom français, l'armée en masse poussa un cri d'indignation. Les officiers furent les interprètes des sentiments des soldats, sentiments qui étaient aussi les leurs. Ils envoyèrent une députation à Masséna pour l'engager à mettre un terme aux pillages et aux désordres. Le général en chef accueillit fort mal cette manifestation.

L'irritation augmenta dans l'armée; malgré l'abondance qui régnait autour d'eux, les soldats se trouvaient dans le plus complet dénûment, sans souliers, sans habillements. Tandis que des voleurs privilégiés s'enrichissaient de tout l'or qu'avait laissé dans Rome le traité de Tolentino, les troupes étaient sans solde depuis cinq mois. Leur misérable état faisait pitié aux Romains eux-mêmes, étonnés de la discipline rigoureuse qu'elles observaient encore au milieu de tant de privations et de besoins. Le mécontentement de l'armée était cependant porté au comble. Le 27 février, les officiers et sous-officiers de tous les corps se réunirent dans le Panthéon pour y rédiger une adresse tendant à appeler la sévérité du Directoire sur les concussionnaires. Avec de la modération et quelques ménagements, Masséna aurait aisément décidé les mécontents à se dissoudre sans tumulte. Mais il agit avec emportement, et non content de désapprouver le but qui avait déterminé la réunion et qui n'était autre que de convaincre le peuple romain que l'armée française était étrangère aux rapines dont il était la victime, il leur ordonna impérieusement de se séparer, menaçant de les faire punir en cas de non obéissance. On se soumit à cet ordre et on n'alla pas plus loin ce jour-là. Afin de prévenir de nouvelles scènes, Masséna, le lendemain 28, crut devoir donner l'ordre de faire sortir de Rome la plus grande partie des troupes.

Mais dès que les officiers furent instruits de cette mesure, ils se rassemblèrent de nouveau, et le résultat d'une courte délibération fut un refus unanime d'obéir. Le prétexte de leur refus fut la connaissance d'une insurrection populaire, qui ne devait pas tarder à éclater contre les troupes; personne n'ignorait, en effet, les menées de quelques hommes pour ameuter la populace contre les Français. Masséna, voyant son pouvoir si unanimement méconnu, craignit les suites d'un pareil état de choses, et se retira précipitamment à Ancône,

[1] «Masséna fut accusé d'avoir donné le premier exemple. Il fut bientôt imité. On se mit à dépouiller les palais, les couvents, les riches collections. Des Juifs, à la suite de l'armée, achetaient à vil prix les magnifiques objets que leur livraient les déprédateurs. Le gaspillage fut révoltant. Il faut le dire : ce n'étaient pas les officiers subalternes ni les soldats qui se livraient à ces désordres, c'étaient les officiers supérieurs.» (Thiers, *Hist. de la Révolution.*)

Paul Courrier, alors capitaine d'artillerie, vint à Rome peu de temps après; il fut indigné de ce qui s'y était passé, et de ce qui s'y passait encore; il exprima son indignation dans une lettre adressée à son ami Chlewaski, et dont voici quelques extraits :

«... Dites à ceux qui veulent voir Rome qu'ils se hâtent; car chaque jour le fer du soldat et la serre des agents français flétrissent ses beautés naturelles, et la dépouillent de sa parure. Permis à vous, monsieur, qui êtes accoutumé au langage naturel et noble de l'antiquité, de trouver ces expressions trop fleuries ou même trop fardées; mais je n'en sais pas d'assez tristes pour vous peindre l'état de délabrement, de misère et d'opprobre où est tombée cette pauvre Rome que vous avez vue si pompeuse, et de laquelle à présent on détruit jusqu'aux ruines. On s'y rendait autrefois de tous les pays du monde. Combien d'étrangers, qui n'y étaient venus que pour un hiver, y ont passé toute leur vie! Maintenant il n'y reste que ceux qui n'ont pu fuir, ou qui, le poignard à la main, cherchent encore, dans les haillons d'un peuple mourant de faim, quelque pièce échappée à tant d'extorsions et de rapines....

«Le pain n'est plus au rang des choses qui se vendent ici. Chacun garde pour soi ce qu'il en peut avoir... tout homme qui n'est ni commissaire, ni général, ni valet ou courtisan des uns ou des autres, ne peut manger un œuf. Toutes les denrées les plus nécessaires à la vie sont également inaccessibles aux Romains, tandis que plusieurs Français, non des plus huppés, tiennent table ouverte à tous venants. Allez! nous vengeons bien l'*univers vaincu!*

«Les monuments de Rome ne sont guère mieux traités que le peuple. La colonne Trajane est cependant à peu près telle que vous l'avez vue, et nos curieux, qui n'estiment que ce qu'on peut emporter et vendre, n'y font heureusement aucune attention. D'ailleurs, les bas-reliefs dont elle est ornée sont hors de la portée du sabre, et pourront par conséquent être conservés. Il n'en est pas de même des sculptures de la villa Borghèse et de la villa Pamphili... Je pleure encore un joli Hermès enfant, que j'avais vu dans son entier, vêtu et encapuchonné d'une peau de lion, et portant sur son épaule une petite massue. C'était un Cupidon dérobant les armes d'Hercule, morceau d'un travail exquis. Il n'en reste que la base, sur laquelle j'ai écrit avec un crayon : *Lugete veneres Cupidinesque,* et les morceaux dispersés....

«Tout ce qui était aux Chartreux, à la villa Albani, chez les Farnèse, les Onesti, au Muséum Clémentin, au Capitole, est emporté, pillé, perdu ou vendu. Les Anglais en ont eu leur part, et des commissaires français, soupçonnés de ce commerce, sont arrêtés ici. Mais cette affaire n'aura pas de suite. Des soldats, qui sont entrés dans la bibliothèque du Vatican, ont détruit, entre autres raretés, le fameux Térence du Bembo, manuscrit des plus estimés, pour avoir quelques dorures dont il était orné....»

et d'Ancône à Paris. Avant de partir, il remit au général Dallemagne le commandement en chef de l'armée.

Insurrection à Rome. — La prévision des officiers ne tarda pas à se vérifier. — Instruits de la désunion qui régnait entre l'armée et son général en chef, les meneurs de la populace crurent le moment favorable pour l'explosion de l'insurrection qu'ils avaient préparée. — Par leurs soins, les habitants du quartier de Transtevere, un des faubourgs populeux et turbulents de Rome, se levèrent en masse à la voix d'un prêtre qui se constitua leur chef, et après avoir rallié tous ceux qui pouvaient gagner à une contre-révolution, se dirigèrent vers le château Saint-Ange, massacrant tous les Français qu'ils rencontraient sur leur passage. — Ils s'emparèrent de plusieurs postes dont ils égorgèrent la garde. — On vit ainsi se renouveler dans Rome les scènes d'horreur qu'avait offertes, peu de temps auparavant, une autre ville d'Italie. Mais comme les bandes de Vérone, celles de Rome n'avaient de remarquable que leur férocité et leur lâcheté.

Répression de l'insurrection. — Punition des concussionnaires. — Le général Dallemagne ayant rassemblé à la hâte quelques troupes, soutenues par une partie de la garde civique romaine nouvellement organisée, marcha contre les Transteverins. A l'approche des Français, ceux-ci se dispersèrent en quelque instants, quoique la révolte eût été préparée de longue main avec l'intention de la rendre décisive, et bien qu'elle eût de nombreuses ramifications. — En effet, pendant la marche des Transteverins sur le château Saint-Ange, d'autres villes du territoire romain s'étaient aussi insurgées. Rocca di Papa, Velletri, Castel-Gandolfo envoyèrent des rassemblements au secours des révoltés romains. Murat marcha contre ces rassemblements, avec une colonne mobile de cavalerie, et les dispersa. Il enleva des ôtages dans tous les lieux qui avaient pris part à la révolte, et fit arrêter les meneurs, qui, presque tous, appartenaient au Clergé.

Le général Dallemagne comprit beaucoup mieux que Masséna l'esprit de son armée. Il sévit d'abord contre les auteurs de l'insurrection, et prit les mesures nécessaires pour en prévenir une nouvelle. Il fit arrêter divers personnages dont la conduite avait été suspecte et parmi lesquels se trouvaient cinq cardinaux, outre l'ex-secrétaire d'État Doria. Les Transteverins furent désarmés. On établit dans la ville de nombreux corps-de-garde avec du canon, et 24 rebelles, pris les armes à la main, furent exécutés sur la place Saint-Pierre.

Le général en chef ordonna ensuite les plus sévères investigations sur les vols dont se plaignaient les Romains. Il fit connaître, par un manifeste, l'indignation naturelle de l'armée contre les déprédateurs, et invita les habitants à les dénoncer, afin qu'il en fût fait une prompte justice. Des officiers et des administrateurs, désignés comme coupables par la voix publique, furent livrés aux tribunaux, et leur châtiment, en rassurant les Romains contre de nouvelles malversations, calma aussi l'effervescence des troupes. — Dallemagne eut pour successeur, dans son commandement de l'armée, le général Gouvion Saint-Cyr, qui, par la sagesse de ses mesures et la probité de sa conduite, ne tarda pas à se concilier la bienveillance et l'estime de l'armée et des habitants de Rome.

Révolte de la garnison de Mantoue. — Rome ne fut pas la seule ville de l'Italie où éclata une insurrection militaire. Aucun des généraux qui commandaient dans les diverses provinces de la Péninsule ne paraissait comprendre les intérêts et les besoins de l'armée. Au milieu des pays les plus fertiles et les plus riches, les soldats manquaient de tout, et retombaient dans cet état de dénûment déplorable où Bonaparte les avait trouvés en 1796. Quoique toutes les principautés italiennes eussent été presque épuisées d'or par les contributions militaires, il ne se trouvait dans aucune caisse les sommes nécessaires pour acquitter la solde. L'armée semblait avoir tout perdu avec le général à qui elle devait sa gloire.

Au nombre de ces garnisons dont chaque jour augmentait le dénûment et la misère, se trouvait celle de Mantoue. Vers la fin de février, les soldats, poussés à bout par le désespoir, prirent les armes sans leurs officiers, et commençaient à briser les portes pour revenir en France, lorsque le général Miollis parvint à les calmer, en s'engageant formellement à faire renouveler l'habillement, la chaussure et à faire acquitter la solde arriérée.

Nous devrions commencer maintenant le récit de la mémorable expédition d'Égypte; mais, pour ne pas interrompre la narration de ces faits presque merveilleux qui sont, si l'on peut s'exprimer ainsi, le roman de notre histoire militaire, nous avons pensé qu'il était plus convenable de raconter auparavant les événements divers qui remplirent en Europe la fin de l'année 1798, et la guerre inattendue qui amena la conquête de Naples et la création de la *République Parthénopéenne*.

Insurrection en Corse. — La Corse devint, au commencement de 1798, le théâtre d'une insurrection qui faillit enlever cette île à la France, événement qui serait inévitablement arrivé, si l'Angleterre eût alors envoyé aux insurgés les secours qu'elle leur avait promis.

Des partisans de Paoli, des émigrés et des prêtres réfractaires, furent les principaux instigateurs de ce soulèvement. Il éclata d'abord dans quelques communes du Golo, qui, dès les premiers jours de janvier, mirent 5 à 600 hommes en campagne. Le général Casalta fut chargé par le gouverneur Vaubois d'arrêter ce mouvement insurrectionnel; mais au lieu de marcher contre les rebelles avec toutes les forces dont il pouvait disposer, il se contenta de faire occuper un pont sur le Golo par un faible détachement de 50 hommes, qui fut enlevé et lui-même se trouva enveloppé. La confiance des insurgés s'accrut par ce succès. Leur nombre grossit considérablement. Ils publièrent un manifeste, d'après lequel ils étaient censés ne s'armer que contre l'administration départementale.

Un renfort de 1,500 hommes, reçu par Vaubois, permit à ce général, néanmoins, de prendre les mesures

nécessaires pour empêcher la révolte de s'étendre jusque dans le Liamone. Le château de Corte et la garnison de Saint-Florent furent renforcés et ravitaillés. Néanmoins, les troupes républicaines essuyèrent encore un échec vers Lento. Ce succès détermina de nouveaux districts à se joindre aux insurgés. Rien ne semblait plus pouvoir arrêter leur marche, et l'île entière, à la grande joie des émigrés et des Paolistes, semblait près d'échapper à la domination française.

Mais tandis qu'ils se flattaient d'un espoir que le débarquement de quelques compagnies anglaises eût suffi pour réaliser, le Directoire, effrayé des progrès de l'insurrection, avait envoyé au général Ménard l'ordre de se rendre immédiatement en Corse, avec quelques demi-brigades. Il ne fallut que peu de temps à Ménard, officier de distinction, brave, capable et ferme, pour dissiper totalement les insurgés et pour rétablir en Corse l'administration républicaine.

Troubles à Vienne.—Pendant que le Directoire était ainsi heureux sur tous les points, Bernadotte, envoyé à Vienne comme plénipotentiaire, faillit, par suite d'un sentiment d'orgueil national assez mal entendu, amener prématurément une rupture entre l'Autriche et la France. Les habitants de Vienne voulurent célébrer, le 14 avril, l'anniversaire de l'armement des volontaires impériaux, en 1796. Il n'y avait là, certes, rien qui pût offenser la susceptibilité de l'ambassadeur français. Cette fête, après de si nombreuses et si récentes défaites, devait être pour les Autrichiens un sujet de douleur, plutôt que de triomphe. Le ministre français voulut s'y opposer; et comme on ne tint pas compte de ses représentations, il résolut d'opposer une fête à une autre, et fit célébrer dans son hôtel l'anniversaire d'une victoire remportée sur les Autrichiens par les Français, et en signe de réjouissance, fit arborer à sa porte un drapeau tricolore avec ces mots: *Liberté, égalité.* Cette raillerie imprudente et déplacée irrita le peuple de Vienne. Des groupes se formèrent devant l'hôtel du ministre français. On s'excita mutuellement à la vengeance; et la foule grossissant toujours, on brisa les vitres, on arracha le drapeau, qui fut brûlé à l'instant, et la populace, pénétrant dans les appartements, y commit quelques dégâts.

Bernadotte quitta Vienne le lendemain, malgré les prières du gouvernement autrichien, qui, épouvanté de ce qui venait de se passer à Rome, essaya, auprès du ministre français, toutes les démarches par lesquelles il crut pouvoir le retenir. On regardait une rupture comme inévitable, le cabinet de Vienne cherchait à la prévenir sans oser l'espérer. Le Directoire, néanmoins, se montra modéré pour la première fois, sans doute afin de n'être pas obligé de confier à Bonaparte le soin de tirer vengeance de cette injure [1].

Élections de l'an VI. — Le coup d'état du 18 fructidor avait donné en France aux Républicains exaltés, une grande influence sur l'administration. Ils comptaient sur une victoire complète et décisive, au renouvellement du nouveau tiers du corps législatif. Mais le Directoire, qui les avait jusqu'alors caressés, commençait à les craindre, et sentait le besoin de les réprimer pour ne pas en être victime. Ce n'était pas une œuvre facile, et pour sauver le gouvernement il fallait encore violer la Constitution, c'est-à-dire employer l'arbitraire. Le Directoire fit fermer tous les cercles politiques. Cette mesure était incomplète sans la suppression des journaux du parti, qui ne pouvait être prononcée que par les deux conseils; elle fut aussi sans résultats. Les menées des Républicains extrêmes n'en devinrent que plus actives. Ils cherchèrent, par tous les moyens possibles, à maîtriser les élections.

Le Directoire ne pouvait plus espérer de se maintenir par des demi-mesures. Il y avait eu scission dans la plupart des assemblées électorales, et élection double. — La majorité et la minorité avaient fait séparément leur choix.—Le Directoire obtint, le 11 mai, des Conseils, une loi qui cassa les élections de plusieurs départements, et nomma, sans autre cérémonie, des députés qu'il désigna lui-même au Corps législatif. Cette

[1] D'après l'*Histoire de la Révolution* par Thiers, ce fut Bonaparte lui-même qui dissuada le Directoire d'attacher une grande importance à cet événement :

« Le Directoire, dit cet historien, crut voir dans l'événement de Vienne une rupture. Il donna sur-le-champ contre-ordre à Bonaparte, et il voulait même qu'il partît pour Rastadt, afin d'imposer à l'Empereur, et de le forcer ou à donner des satisfactions, ou à recevoir la guerre. Bonaparte, fort mécontent du retard apporté à ses projets, ne voulut point aller à Rastadt, et, jugeant mieux la situation que le Directoire, affirma que l'événement n'avait pas la gravité qu'on lui supposait. En effet, l'Autriche écrivit sur-le-champ qu'elle allait envoyer enfin un ministre à Paris, M. de Degelmann; elle parut congédier le ministre dirigeant Thugut; elle annonça que M. de Cobentzel se rendrait dans un lieu fixé par le Directoire, pour s'expliquer avec un envoyé de la France, sur l'événement de Vienne, et sur les changements survenus en Europe depuis le traité de Campo-Formio.»

Des conférences eurent effectivement lieu à Selz près Weissembourg, entre l'ex-directeur François de Neufchâteau et le comte de Cobentzel. Le silence qui a été gardé sur la marche de ces conférences donna lieu à mille conjectures. On prétendit qu'elles servaient de prétextes pour cacher des négociations plus importantes, et cela est vraisemblable; car il ne fallait pas deux mois de pourparlers pour justifier la cour de Vienne d'un accident tumultueux qu'il lui suffisait de désavouer. La France avait d'ailleurs des explications à donner sur l'invasion de la Suisse et des États Romains, événements trop graves pour n'avoir pas attiré l'attention de l'Empereur. Enfin l'Autriche avait à réclamer l'Innviertel, qu'on faisait difficulté de lui céder malgré les stipulations de Campo-Formio.

Ces négociations mystérieuses ne furent pas les seules que le Directoire suivit à cette époque. Le traité d'alliance et de neutralité conclu par les États-Unis avec l'Angleterre, lui ayant offert un prétexte de rupture avec les Républicains d'Amérique, il avait délivré à prix d'argent, sans délibération préalable, des lettres de marque, et un grand nombre de bâtiments américains avaient été en conséquence capturés par les corsaires français. Avant d'user de représailles, le Congrès envoya en France trois plénipotentiaires pour terminer, s'il était possible, les différens à l'amiable. Les Directeurs interprétèrent mal cette démarche, et crurent le Congrès effrayé; ils refusèrent de recevoir les plénipotentiaires, et leur firent insinuer, par des agents subalternes, que si les États Unis n'étaient pas disposés à prêter 80,000,000 de francs à la France, le seul moyen d'obtenir une audience et d'être favorablement écoutés était de verser, entre les mains du ministre des affaires étrangères, une somme de 1,500 000 francs, destinée à être répartie entre lui et quatre Directeurs. Cette proposition révolta les plénipotentiaires américains, qui quittèrent aussitôt Paris, préférant la guerre à la honte de marchander l'honneur de leur pays; ils rendirent publics les motifs de leur départ. Le ministre essaya de se justifier en désavouant des agents qui avaient parlé en son nom, et qui ne furent pourtant point punis.

Les villes anséatiques furent moins sévères ou plus généreuses que les États-Unis, et payèrent clandestinement au Directoire plusieurs millions pour avoir le droit de trafiquer sûrement avec la France.

complaisance fut payée par une autre, moins importante pour les Conseils. Le Directoire leur permit de vérifier la nomination de Treilhard au Directoire. Treilhard, ami de Merlin de Douai, et partageant les mêmes principes, ne devait apporter aucun changement dans la marche des affaires. Il résulta de ces secousses, que le Directoire, au moins pour le moment, conserva à peu près son omnipotence sur les Conseils, et put à son gré s'occuper des affaires du dehors.

Discussions avec la République cisalpine. — Ce gouvernement qui ne se soutenait qu'à l'aide de la violation continuelle de la Constitution, et qui, en déshabituant ainsi les Français des idées de liberté, préparait la révolution militaire qui devait mettre fin à son existence, était loin de racheter, par la sagesse de sa politique extérieure, les fautes que l'on pouvait justement reprocher à son administration intérieure. Enivré des triomphes de ses généraux, il ne semblait agir que pour se rendre l'objet de la haine de voisins dont il lui eût été facile de concilier le dévouement à la France. La République Cisalpine et la Suisse eurent particulièrement à souffrir des prétentions du Directoire. Les agents du gouvernement français en vinrent au point de traiter les nouvelles républiques d'Italie plutôt en pays conquis qu'en alliés. Ainsi la République cisalpine dut recevoir garnison dans ses places fortes, solder un corps de 22,000 Français, et tenir, en cas de guerre, son armée à la disposition de la France. L'ancienne Ligurie, qui s'étend à peu près en suivant la côte, depuis le littoral de Gênes jusqu'au Var, dut aussi fournir au gouvernement directorial un corps de 3,000 hommes de toutes armes.

La Cisalpine cessait de pouvoir être considérée comme République indépendante, par suite de cette condescendance contraire aux stipulations du traité de Campo-Formio. L'Autriche mécontente refusa de recevoir Marescalchi comme plénipotentiaire d'un État qui n'était pas libre. Ce procédé, ou plutôt les causes qui y avaient donné lieu, indignèrent les Lombards, et leur conseil des anciens refusa de sanctionner le pacte qui les asservissait.

Le Directoire français, outré de colère, ordonna l'arrestation de vingt-un membres des plus récalcitrants, et frappa le pays, à titre de punition, d'une contribution de plusieurs millions. On ne sait ce qui serait arrivé si Berthier, de retour à Milan, n'avait pas décidé les conseils à souscrire au traité, et désarmé ainsi la fureur directoriale.

Affaires du Piémont. — Occupation de Turin. — L'existence du royaume sardo-piémontais, au milieu de quatre républiques démocratiques, offrait une anomalie singulière; il n'était pas difficile de prévoir le sort qui lui était réservé. Une active propagande cherchait à répandre à Turin, et dans les villes voisines des Alpes les doctrines républicaines; mais ce moyen n'ayant pas des résultats assez prompts, au gré des directeurs, ils suscitèrent au roi de Sardaigne pour ennemis les Liguriens, aux quels ils donnèrent l'espoir de partager les dépouilles de Charles Emmanuel. Cet expédient eut un succès complet. Les libéraux piémontais, sûrs d'être appuyés par les Génois et par les Français, se réunirent, au nombre d'environ 6,000 hommes, dans les vallées du Tanaro et de la Bormida, battirent à Carossio un corps envoyé contre eux, et s'emparèrent de Serravalle, d'où ils se mirent en communication avec les Liguriens. Quelques engagements pareils eurent aussi lieu à Loano et à Oneille.

Le roi de Sardaigne, épouvanté de ces échecs, et feignant de ne pas reconnaître la part qu'y avaient les Français, sollicita l'appui du général Brune, qui commandait en Italie. De son côté, le général feignit de ne pas croire au danger que courait Emmanuel IV, et ne voulut promettre son assistance qu'à la condition d'occuper la citadelle de Turin, comme gage de la bonne foi de la cour. Cette occupation fut accordée par un traité du 28 juin. Le roi de Sardaigne, grâce à cette concession, put encore jouir d'un calme de quelques mois.

État des négociations de Rastadt. — Le congrès de Rastadt, sous la présidence du comte de Metternich, avait enfin consenti à admettre le principal objet de sa réunion, c'est-à-dire la cession de la rive gauche du Rhin à la France. La voix des députés des cercles de l'antique Germanie était, comme on le pense, peu de chose auprès de celle des deux grandes puissances qui s'en partageaient les dépouilles. L'ultimatum du ministre français, relatif à la navigation du Rhin, à la démolition de Cassel et de Kehl était accepté; les sécularisations avaient été admises en principe, et tout semblait tendre à l'établissement de la paix; mais l'Angleterre, profitant de l'absence de Bonaparte, intriguait pour renouer contre la France une seconde coalition.

RÉSUMÉ CHRONOLOGIQUE.

1797.

27 DÉCEMB. Insurrection à Rome. — Assassinat du général Duphot.

29 — L'ambassadeur français Joseph Bonaparte quitte Rome.

1798.

25 JANVIER. Marche des Français sur Rome. — Entrée à Ancône.

10 FÉVRIER. Occupation du château Saint-Ange.

15 FÉVRIER. Proclamation de la République Romaine. — Entrée des Français à Rome.

23 — Honneurs funèbres rendus à Duphot.

27 — Révolte de l'armée. — Départ de Masséna.

29 — Insurrection des Transteverins. — Soumission des Romains.

A. HUGO.

On souscrit chez DELLOYE, Éditeur, place de la Bourse, rue des Filles-Saint-Thomas, 13.

Paris. — Imprimerie et Fonderie de Rignoux et Ce, rue des Francs-Bourgeois-Saint-Michel, 8.

GUERRE AVEC NAPLES.

SOMMAIRE.

Dispositions hostiles de Naple scontre la France. — Armée napolitaine. — Mack, général en chef. — Championnet prend le commandement de l'armée française. — Plan de campagne de Mack. — Invasion des États romains. — Combat d'Ascoli. — Combat de Rieti. — Entrée des Napolitains à Rome. — Combat de Magliano. — Combat de Civita-Castellana. — Affaire de Calvi. — Capitulation de Metsch. — Retraite du roi de Naples et de son armée. — Rentrée des Français dans Rome. — Combat de Montalto. — Reprise de Viterbe. — Marche des Français sur Naples. — Attaque de Capoue. — Prise de Gaëte. — Marche et jonction de la colonne de Lemoine. — Marche et jonction de la colonne de Duhesme. — Capitulation de Capoue. — Armistice. — Insurrection des lazzaroni. — Nouvelle division de l'armée. — Attaque et Prise de Naples. — Création de la République parthénopéenne. — Disgrâce de Championnet.

ARMÉE FRANÇAISE.	ARMÉE NAPOLITAINE.
Général en chef. — CHAMPIONNET.	*Général en chef.* — MACK.

Dispositions hostiles de Naples contre la France. — Le cabinet de Londres, à force d'or et d'intrigues, commençait a réussir dans son projet de coaliser encore une partie de l'Europe contre la République française. — Le gouvernement napolitain, dont l'existence était devenue plus précaire par l'érection de la République romaine, avait adopté avec empressement le plan d'une nouvelle coalition qui devait mettre un terme à ses craintes, en expulsant totalement les Français de l'Italie. L'audace était revenue au ministre Acton, par suite de l'éloignement de Bonaparte et d'une partie de l'armée française; il n'hésita pas à rompre le traité conclu entre Naples et la France, dès qu'il crut pouvoir le faire impunément. La Russie, l'Angleterre et l'Autriche entretenaient ces dispositions hostiles, d'abord assez froidement accueillies par le pacifique Ferdinand; mais ce roi faible courba bientôt la tête sous l'impérieuse volonté de la Reine et de son favori. Garat, alors ministre de France à Naples, tenta vainement de changer la résolution du cabinet des Deux-Siciles, dont les protestations devinrent moins mesurées à mesure que les préparatifs de guerre approchaient de leur terme. — Déjà, au mépris du traité, les vaisseaux anglais avaient été admis dans les ports napolitains, et Nelson, avant son départ pour les côtes d'Égypte, y avait reçu le plus brillant accueil. Les Français et leurs partisans étaient ouvertement persécutés. Le Directoire ne supportait sans doute si patiemment tant d'insultes, que pour éloigner une guerre qu'il prévoyait devoir devenir générale, et pour laquelle il n'était pas encore prêt. Les troupes réunies à Rome, qui, seules, auraient pu être dirigées sur Naples, n'étaient pas en nombre suffisant pour cette expédition. Les ministres napolitains avaient résolu que, sans se mettre à la suite de l'Autriche, ils attendraient, pour agir, le moment où cette puissance aurait commencé la lutte sur l'Adige, ce qui devait rendre, pour eux, le succès moins improbable. — Mais ce sage projet fut changé par le retour, dans le port de Naples, de Nelson vainqueur à Aboukir. Les partisans de la guerre, enthousiasmés par cette victoire de la flotte anglaise, ne rêvèrent plus que triomphes et conquêtes.

Les ministres Ariola et Gallo et quelques conseillers d'État tentèrent en vain de faire prévaloir, auprès du roi de Naples, des résolutions plus prudentes: on rejeta dédaigneusement leur avis, et l'ordre d'entrer en campagne fut donné, sans qu'on eût pris les moindres précautions pour assurer la subsistance de la troupe et garantir Naples des suites d'un revers. — On prétend même, dit un auteur contemporain, que, pour triompher de l'indécision du Roi, la Reine lui fit remettre une lettre de Vienne, qui donnait le signal des hostilités. Cet auteur ajoute que la lettre était supposée et que le cabinet impérial n'en eut connaissance qu'après l'entière déconfiture des Napolitains.

Armée napolitaine. — Mack, général en chef. — On croira peut-être que cette ridicule présomption de la cour de Naples était justifiée par d'immenses moyens d'agression. — L'armée se serait élevé en effet à 100,000 hommes, si l'on eût pu mettre à exécution toutes les mesures projetées pour en augmenter les forces, mais elle ne monta réellement qu'à 80,000, dont les deux tiers environ formèrent l'armée active. Le reste se composait des garnisons des places fortes et des dépôts des corps. Les officiers ne devant, la plupart, leurs grades qu'à la vénalité ou à l'intrigue, étaient sans mérite militaire, comme les soldats sans courage. Les généraux suisses Salis et Bourcard avaient tenté vainement de retremper le moral de l'armée. Afin de se créer des ressources extraordinaires, on dépouilla les églises et les corporations religieuses; on imposa aux particuliers des contributions plus ou moins fortes, sous le nom de dons patriotiques; des billets royaux furent échangés contre l'argent de toutes les caisses publiques qui fut versé au trésor royal.

On n'avait pas trouvé, dans l'état-major napolitain, un officier digne de commander l'armée. «Salandra et Micheroux, dit Jomini, ne savaient que les minuties de leur métier, le tacticien Bourcard n'avait pas fait la guerre; le comte de Damas avait de la bravoure et de l'expérience, mais cet émigré français, à peine arrivé dans le royaume, ne s'était signalé par aucun exploit assez éclatant pour lui faire décerner le commandement en chef.» En conséquence, on demanda un général à l'Empereur. L'Autriche désigna le général Mack, officier beau parleur, tacticien de cabinet grandement apte à combiner des minuties, espèce de charlatan militaire, enfin homme à systèmes qui déjà avaient souvent avorté sur le champ de bataille.

Championnet prend le commandement de l'armée française. — Aussitôt que le Directoire fut convaincu des intentions hostiles du cabinet de Naples et prévenu

du rassemblement des soldats napolitains sur la frontière des États romains, il envoya Championnet prendre le commandement des troupes stationnées autour de Rome. Ce général, vu la faiblesse numérique de son armée, avait l'ordre de ne rien compromettre et de rétrograder sur le corps de Joubert, établi dans la République cisalpine. L'armée française se trouvait ainsi divisée sous deux chefs principaux, inconvénient qui aurait pu l'exposer à être battue en détail.

L'armée de Rome, dont les corps étaient incomplets, les canons mal attelés et les magasins vides, ne s'élevait qu'à environ 18,000 hommes dispersés sur une ligne de plus de 60 lieues, depuis Ancône, sur l'Adriatique, jusqu'à Terracine, sur la Méditerranée. — Cette dernière ville (ainsi que Piserno, Prossedi, Fropinone, Veroli et Tivoli) se trouvait occupée par la droite, forte d'environ 6,000 hommes, aux ordres de Macdonald. Lemoine, dont le quartier général était à Terni, commandait le centre et couvrait, avec environ 3,000 hommes, l'espace compris entre les débouchés de Rieti et de Carsoli. La gauche, composée d'environ 5,000 hommes, sous les ordres du général Casa-Bianca, gardait le pays depuis l'Adriatique jusqu'au revers de la chaîne de Leonessa, occupant Ancône, Macerata, Fermo et Ascoli. Rome était défendue par une petite réserve. Ces différents corps étaient séparés par des chaînes de montagnes, qui rendaient leurs communications mutuelles très difficiles. L'armée, ainsi éparpillée et sans point d'appui, fut encore affaiblie de 3,000 hommes, qui, sur un ordre du Directoire, durent, peu de temps avant l'attaque, aller renforcer la garnison de Corfou.

Dans une situation aussi précaire, cette armée allait se trouver engagée avec des forces presque quadruples, et ce qui augmentait encore les chances favorables à l'ennemi, c'est que les Français, sans défiance, ne pouvant croire à la guerre avec Naples, tant qu'on négociait la paix avec l'Autriche, allaient être surpris dans leurs cantonnements, au milieu de populations qui, sourdement excitées, n'attendaient qu'une occasion pour s'armer aussi contre eux, et se joindre à leurs ennemis.

Plan de campagne de Mack.—Mack, dans le plan de campagne qu'il fit adopter, sembla n'avoir d'autre but que de faire évacuer Rome; encore s'y prit-il d'une manière maladroite. Au lieu de profiter du disséminement des Français, pour percer leur centre et accabler successivement leurs ailes, dont l'éloignement et les montagnes rendaient les communications très difficiles, il partagea son armée en cinq colonnes, pour entrer dans l'État romain par autant de débouchés. Douze bataillons et huit escadrons, commandés par le lieutenant général Micheroux, devaient marcher sur Ancône en longeant l'Adriatique, après avoir passé le Tronto près d'Ascoli. Une seconde colonne, forte de trois bataillons et d'une centaine de chevaux, eut ordre de déboucher, sous la conduite du colonel San-Filippo, par Introdoco, sur Terni et Foligno. Le colonel Giustini, avec une colonne de pareille force, reçut l'instruction de se porter de Tagliacozzo rapidement sur Magliano, et de s'y lier avec la précédente. Le corps de bataille à la tête duquel se trouvait le Roi avec Mack, composé de trente-deux bataillons et de vingt-quatre escadrons, devait se diriger par Valmontone sur Frascati. Enfin le chevalier de Saxe, avec douze bataillons et quatre escadrons, avait l'ordre de marcher de Fondi, par Terracine et les marais Pontins, sur Albano; d'où, après avoir effectué sa jonction avec le corps de bataille, les deux colonnes eussent marché sur Rome par la voie Appienne. C'était peu, pour Mack, de disséminer ainsi ses troupes sur la frontière de l'État romain : il voulut aussi qu'un corps de huit bataillons fût débarqué à Livourne, pour effectuer, conjointement avec les troupes du grand-duc de Toscane, une diversion sur les derrières des Français. Cette petite division fut transportée sur des bâtiments de l'escadre de lord Nelson. Le général Naselli, qui la commandait, eut pour instructions de chercher à rejoindre l'armée Napolitaine, lorsqu'elle serait à la hauteur de Bologne.

Invasion des États romains. — Les têtes de colonne de l'armée napolitaine débouchèrent, le 24 novembre, par trois points différents sur les États romains. L'aile droite se dirigea sur Porto-di-Fereno, après avoir chassé d'Ascoli un détachement français. L'aile gauche, où se trouvaient Mack et le Roi, se porta directement sur Rome par les marais Pontins, après avoir passé le Garigliano sur trois colonnes, à Isola, Ceprano et Santa Agata. Le centre descendit les Apennins par Aquila, et marcha sur Rieti. — Ce mouvement hostile avait été précédé d'une espèce de manifeste, dans lequel le roi de Naples déclarait ne vouloir pas faire la guerre à la France, mais seulement rendre au Pape ses États.

Championnet prit à la hâte toutes les mesures que permettait l'imminence du danger; il eut le temps de rassembler tous ses postes, par suite de l'extrême lenteur de Mack, qui, embarrassé d'immenses équipages, ne s'avançait qu'à petites journées sur des routes qu'il n'avait pas même fait reconnaître, manquant de vivres avec une armée sans discipline, et forcée de cheminer par des pluies affreuses. — La colonne du chevalier de Saxe n'atteignit Albano et le corps de bataille à Valmontone que le 27. — Leurs avant-gardes communiquèrent le même jour à Frascati.

Combat d'Ascoli. — Le premier engagement entre les deux armées donna lieu à un échec pour les Napolitains, malgré leur immense supériorité numérique. — La colonne de l'extrême droite, dirigée sur Ancône, s'était d'abord emparée d'Ascoli, mal défendu par un bataillon cisalpin, et la gauche des Français s'était repliée sur Fermo. Mais les généraux Casabianca, Rusca et Monnier, ayant rassemblé les détachements dispersés dans les montagnes, reprirent l'offensive, et arrêtèrent les Napolitains qu'ils ramenèrent sur la frontière avec perte d'une partie de leur artillerie. — Ascoli fut repris; si l'ennemi n'essuya pas un plus grand revers, il ne le dut qu'à la circonspection des généraux français, qui, avant de pénétrer sur le territoire napolitain, crurent devoir attendre les ordres de Championnet.

Combat de Rieti. — Le centre de l'ennemi ne fut pas plus heureux que l'extrême droite. Le colonel San-Filippo enleva d'abord Rieti; puis il fut tenu en échec dans l'étroite plaine de Terni, par une poignée de braves aux ordres du général Lemoine. Lemoine allait cependant être forcé, lorsque le général Dufresne lui amena de Spolette, le 27, un renfort de trois bataillons. L'ennemi, chargé à la baïonnette, fut alors culbuté et obligé, en abandonnant toute son artillerie, d'évacuer Rieti.

Le colonel Giustini, ayant rencontré Kellermann en avant de Vicovero, rétrograda pour se réunir à San-Filippo; mais après une marche de trois jours, dans des sentiers presque impraticables, il fut arrêté devant Rieti, et n'ayant pu forcer ce passage, il tenta de se réunir au gros de l'armée, en se jetant à gauche dans les montagnes, pour gagner les bords du Tibre.

Entrée des Napolitains à Rome. — La droite de l'armée française, qui occupait Terracine et Veroli, aurait eu une retraite assez difficile à opérer devant les 40,000 hommes commandés par Mack. Elle se trouva dégagée par les succès de Terni et de Rieti. Néanmoins Championnet ne crut pas pouvoir garder Rome. Après avoir rappelé les détachements des généraux Mathieu et Kellermann, et avoir jeté 800 hommes dans le château Saint-Ange, il se retira sur Civita-Castellana, abandonnant la capitale des États romains au roi de Naples qui y fit, le 29, une entrée triomphale. Ferdinand créa aussitôt un gouvernement provisoire, et rappela le Pape dans la cité sainte.

Combat de Magliano. — Au premier bruit de l'échec éprouvé par ses deux petites colonnes du centre, Mack, afin de les rallier et de nettoyer la gauche du Tibre, détacha trois bataillons et quatre escadrons aux ordres du maréchal de camp Metsch. Ce dernier fut rejoint le 9 par Giustini et quelques fuyards de San-Filippo, avec lesquels il marcha sur Magliano, pour s'emparer du pont de Borghetto. — Macdonald porta aussitôt le gros de ses forces sur le point menacé, après avoir replié ses postes de Nepi et de Rignano sur Civita-Castellana. Déjà Magliano était au pouvoir de Metsch, mais à la vue des Français en bataille en avant du Tibre, ce général battit en retraite. Son arrière-garde ne put échapper à un massacre général dans Magliano. Le reste se réfugia dans les montagnes de Calvi.

Au lieu de poursuivre vivement Championnet, Mack perdit plusieurs jours à sommer inutilement le château Saint-Ange.

Combat de Civita-Castellana. — Championnet, instruit des succès de Casabianca et de Lemoine, sut mieux utiliser son temps, et s'établit sur le revers méridional de l'Apennin, la droite à Civita-Castellana et la gauche à Civita-Ducale, le centre à Cantalupo; mais cette position exigeant des forces doubles de celles dont il pouvait disposer, Casabianca eut ordre de faire filer la 17e de ligne à Terni, quartier général de l'armée, et Macdonald, celui de camper à Civita-Castellana, avec le gros de ses forces, d'occuper Nepi, Rignano et Magliano, et de couvrir par des retranchements le pont de Borghetto. — Civita-Castellana, située entre deux ravins profonds, est une position extrêmement forte. C'est l'ancienne Veïes. — Mack résolut d'enlever cette position avec le gros de ses troupes, et de forcer le pont de Borghetto. Une attaque générale sur Terni et une démonstration sur Civita-Castellana eussent été plus convenables. Mais le général autrichien ne sut pas se départir du vicieux système de multiplier ses colonnes et de les faire battre en détail. Il négligea ainsi de couper en deux la petite armée française, et de se réunir à Naselli que des vaisseaux anglais avaient porté à Livourne, pour insurger la Toscane, et couper les communications des Français avec le nord de l'Italie.

Championnet, après avoir fait placer des éclaireurs à Perugia (Pérouse) pour protéger ses derrières, était parti pour Ancône, afin d'accélérer l'arrivée de l'artillerie; il était résolu d'attendre l'ennemi dans les positions qu'il venait de faire occuper à son armée.

Les 40,000 hommes de la gauche de Mack se portèrent, le 4 décembre, en cinq colonnes, sur la droite des Français qui ne s'élevait guère qu'à 6,000 hommes, aux ordres de Macdonald. — Les Républicains ne s'épouvantèrent pas à la vue des masses profondes qui s'avançaient sur eux. Le chevalier de Saxe avait partagé sa division en deux colonnes, l'une se dirigeant sur Nepi, l'autre filant à gauche par le chemin qui va de Santa-Maria-di-Fallari à Borghetto, afin de tourner Civita-Castellana.

La première attaque, quoique conduite avec beaucoup de résolution, fut vivement repoussée par Kellermann fils, qui commandait l'avant-garde en avant du village de Nepi. Les 8,000 hommes qui la composaient se dispersèrent sur la route de Monterosi, poussés le sabre aux reins par les dragons français; 500 hommes tués ou blessés, 2,500 prisonniers, quinze pièces de canon, 3,000 fusils et tous les bagages restèrent sur le champ de bataille.

Le chevalier de Saxe dirigeait en personne l'attaque sur le pont de Borghetto. Le chef de brigade polonais Kniazewitz, l'attaqua avec 2,500 fantassins, 200 chevaux et trois pièces de canon, au moment où il débouchait de Santa-Maria. Grièvement blessé au début de l'action, le chevalier de Saxe eut la douleur de voir toute sa colonne s'enfuir épouvantée sur la route de Viterbe, à l'apparition de l'infanterie de Kellermann, qui se montra sur ses derrières. Toute l'artillerie fut abandonnée.

Une troisième colonne remontant la rive gauche du Tibre pour se porter sur Magliano, fut informée des échecs de la gauche et ne poursuivit pas sa marche. Elle vint repasser le Tibre à Ponzano, pour se réunir au corps de bataille. — La quatrième colonne devait, pendant ce temps, se diriger de Nepi sur la route de Viterbe et se lier avec la division débarquée à Livourne.

Le poste de Rignano fut d'abord forcé par la colonne que commandait le maréchal de camp Bourcard; mais ce général échoua contre Civita-Castellana, et essaya en vain de forcer le pont de la route de Rome qui conduit à l'ancienne Veïes. — Dès que la défaite du chevalier de Saxe fût connue, Mack fit passer à Bourcard l'ordre de se tenir en observation hors de la portée de l'artillerie de Civita-Castellana. — Pour rallier les fuyards et

couvrir la route de Rome, le maréchal de camp de Damas fut dirigé sur Monterosi avec cinq bataillons et six escadrons.

Affaire de Calvi. — Capitulation de Metsch. — Le général Mack se décida enfin à attaquer Terni, mais sans renoncer à son système de morcellement. Le lieutenant général Salandra dut passer le Tibre avec quatorze bataillons et six escadrons pour occuper les hauteurs de Cantalupo. Damas eut l'ordre de se porter sur Borghetto, et Bourcard fut laissé en observation devant Civita-Castellana avec cinq bataillons et deux escadrons. Metsch, occupant les hauteurs de Calvi, eut l'ordre d'enlever Otricoli, afin de couper les communications des Français. Le général autrichien perdit plusieurs jours à toutes ces dispositions, dont une extrême célérité aurait seule pu assurer le succès, et l'attaque de Terni ne put avoir lieu que le 11. — Championnet était de retour d'Ancône.

Macdonald, ayant laissé une petite garnison à Civita-Castellana, passa le pont de Borghetto avec ses principales forces et porta le Polonais Kniazewitz sur Magliano. Lemoine, renforcé par trois bataillons et deux régiments de chasseurs aux ordres du général Rey, se porta sur Rieti et Civita-Ducale. Les postes de l'ennemi à Cantalupo furent inquiétés par un fort détachement jeté dans Contigliano.

Sur ces entrefaites, la colonne de Metsch, qui n'aurait dû s'ébranler que le 10 décembre, trompée par de faux renseignements, surprit Otricoli dans la nuit du 7 au 8, et y égorgea les malades et les blessés. Le général Mathieu la chassa peu après de ce poste et la rejeta sur Calvi; mais comme elle menaçait encore de ce point, les communications et les flancs de l'armée, Mathieu et Kniazewitz l'y attaquèrent le 9, au point du jour, par les routes d'Otricoli et de Magliano. Metsch se réfugia avec sa colonne dans la ville de Calvi et ne tarda pas à y capituler, quoiqu'il ne fût attaqué que par deux colonnes dont la force n'excédait pas 3,500 hommes. On fit ainsi 4,000 prisonniers, et on prit cinq pièces de canon avec un camp muni de ses tentes et de tous les objets nécessaires. — Les plans de Mack étaient bouleversés par la prise de Calvi; ce général résolut de se retirer au pied des monts de Fraseati et d'Albano, et d'y attendre des renforts. Damas et Bourcard durent rétrograder, le 12, par les deux routes qui longent la rive droite du Tibre, et Salandra par celle de Terni. Ces trois colonnes ne devaient traverser Rome que la nuit, afin d'éviter d'être inquiétées par une sortie de la garnison du château Saint-Ange.

Retraite du roi de Naples et de son armée. — Toutes ces mesures ne purent être suffisamment tenues secrètes; le roi de Naples qui, peu de temps auparavant, avait montré une confiance si indiscrète dans la force de ses armes, fut aussi le premier à s'alarmer. Il supposa que les Français voulaient l'enlever, et gagna secrètement, avec le duc d'Ascoli, la porte de Saint-Jean, où se trouvait une voiture qui le transporta d'une seule traite à Naples.

Macdonald s'était porté dans la direction de Cantalupo, après avoir laissé dans Borghetto quatre bataillons et douze pièces de canon, aux ordres de Kellermann. Rey marchait de Terni sur Vaccone, et Lemoine de Rieti vers Corese pour couper la retraite à l'ennemi contre lequel Championnet méditait une attaque générale.

La marche de Salandra, couverte par un rideau de troupes légères, ne fut pas inquiétée, et le corps de bataille rejoignit ainsi, le 13 décembre, la brigade Bourcard dans Albano. Le prince de Hesse-Philipstadt regagna péniblement Rome avec l'arrière-garde. Rey eut l'ordre de passer le Tibre à Ponte-Molle, pour amuser le comte de Damas pendant que l'infantaria, qui avait déjà passé la Farfa, viendrait s'établir entre ce dernier et Rome, afin de lui couper la retraite. Les têtes de colonne se rencontrèrent bientôt, ce qui étonna Damas qui attendait de Mack un renfort. Il entra en pourparlers et demanda une suspension d'armes de deux heures que Rey lui accorda. Chacun d'eux croyait tromper son adversaire; Rey n'ayant qu'une faible avant-garde, et comptant être secouru pendant ce temps; Damas, quoique avec une colonne de 7,000 hommes, espérait aussi une diversion de Mack, ignorant à quelles forces il avait affaire. Le temps de la suspension d'armes s'étant écoulé sans qu'aucun des deux partis fût secouru, Damas profita de la nuit, et de sa connaissance des lieux, pour rétrograder par la route d'Orbitello, la seule qui lui fût encore ouverte. Néanmoins, pendant cette retraite, son arrière-garde fut attaquée, et il perdit, près de Storta, une partie de son artillerie.

Rentrée des Français dans Rome. — Le jour même où Damas faillit être pris avec sa colonne, les Français rentrèrent dans Rome à onze heures du soir; mais à peine eurent-ils pénétré dans la ville, que la porte Latine fut attaquée par une nouvelle colonne napolitaine. C'était Pignatelli, qui amenait à Damas le renfort sur lequel ce général avait compté pour être dégagé. La onzième demi-brigade de ligne et quelques escadrons républicains reçurent l'ennemi avec la plus grande vigueur. Le général napolitain se décida d'autant plus aisément à la retraite qu'il fut dans le même moment informé du mouvement de Damas sur Orbitello.

Championnet rétablit à Rome le gouvernement républicain et fit tracer, en avant de la ville, un camp destiné à en garantir les avenues et où Macdonald fut établi. Un corps d'observation fut posté sur la rive droite du Teverone, et la réserve prit position sur les hauteurs de Ponte Molle. Le corps établi à Tivoli fut aussi renforcé; Rey eut ordre de poursuivre l'ennemi qui avait abandonné les positions d'Albano et de Frascati.

Mack s'enfuyait en toute hâte dans la direction du Garigliano et du Volturno, abandonnant sa conquête, et laissant à découvert les frontières du royaume napolitain. — Le fâcheux résultat de la campagne pouvait être attribué autant à l'inhabileté de ce général, qu'à l'indiscipline et la couardise de ses soldats. — Les Français rentraient dans Rome dix-sept jours après en être sortis. Ils avaient détruit ou fait prisonniers près de 20,000 Napolitains, s'étaient emparés de quarante

canons, de vingt drapeaux et de presque tous les équipages de l'ennemi.

Combat de Montalto. — Cependant Kellermann, toujours à Borghetto, reçut l'ordre de se mettre à la poursuite de la colonne de Damas, qu'il atteignit près de Montalto. Après un combat sanglant de deux heures, dans lequel Damas fut grièvement blessé par un éclat de mitraille, la victoire se décida enfin pour les Français. Le gros de la colonne napolitaine, fort de 3,000 hommes, atteignit néanmoins Orbitello. Damas en fit fermer les portes; mais la place ne pouvant tenir long-temps, il capitula avec Kellermann qui consentit à le laisser embarquer avec armes et bagages, sans être considéré comme prisonnier. Suivant quelques auteurs, la clause capitale de cette capitulation fut la remise de toute l'artillerie napolitaine entre les mains des Français.

Reprise de Viterbe. — Viterbe, loin de prévoir le sort de l'armée napolitaine s'était insurgée contre les Français, et avait pillé les équipages de l'armée, qui s'y trouvaient en dépôt; on n'avait pas, d'ailleurs, à reprocher aux habitants des excès pareils à ceux de la populace romaine. L'approche de Kellermann terrifia cette ville, qui ne fit pas de résistance, quoiqu'elle s'attendît à de terribles représailles. Le général français se borna à ordonner la restitution des objets volés. Il fit arrêter seulement les principaux chefs de la révolte, et après avoir pris toutes les mesures propres à assurer la tranquillité publique, il rejoignit l'armée aux environs de Fondi.

Marche des Français sur Naples. — La conquête du royaume de Naples semblait être devenue nécessaire à la sûreté de la République romaine; mais avant de commencer cette entreprise, Championnet crut devoir s'arrêter quelques jours à Rome, tant pour donner un peu de repos à ses troupes, que pour attendre des nouvelles du Piémont et de la Toscane. Il apprit bientôt que Joubert avait contraint le roi Charles Emmanuel à abdiquer, et que le grand-duc de Toscane ayant renouvelé ses protestations d'attachement à la France, toute l'Italie septentrionale se trouvait pacifiée. Joubert, en transmettant ces nouvelles à Championnet, lui envoya des renforts; dès lors celui-ci put prendre à son tour l'offensive et marcher sur Naples, conformément aux instructions du Directoire.

Ferdinand, de retour à Naples, avait ordonné une levée en masse contre les Français; mais il paralysa lui-même l'effet de cette mesure, en refusant de partager les dangers auxquels il appelait ses sujets, ou même d'encourager ceux-ci par sa présence. En effet, cédant à de pusillanimes instigations, il résolut de se réfugier en Sicile. La population napolitaine apprit, le 21 décembre, par des placards affichés dans les rues, ce départ qui ressemblait à une fuite. Des navires anglais et portugais avaient transporté à Palerme, avec la cour, les meubles précieux des palais de Naples et de Caserte, ce que renfermaient de plus rare les musées de Portici et de Capo-di-Monte, et enfin tout l'argent qui restait dans les caisses publiques, environ 20,000,000 en numéraire.

Le prince Pignatelli était nommé vicaire-général jusqu'au retour du Roi. La *Città* (autorité municipale choisie par les notables) se mit en opposition avec ce vice-roi. Le gouvernement fut dès lors livré aux intrigues des partis, et par cela même, impuissant à se défendre.

Toutes les rapines qui avaient signalé le premier séjour des Français à Rome s'y renouvelèrent après la retraite des Napolitains. Championnet tenta vainement de s'y opposer. Le Directoire refusa de l'autoriser à sévir contre les concussionnaires, et devint ainsi, en quelque sorte, leur complice.

Les renforts que l'armée avait reçus avaient élevé son effectif à vingt-neuf bataillons et vingt-et-un escadrons, c'était une force de 24,000 fantassins, de 2,000 chevaux, de 2,000 hommes de troupes de l'artillerie et du génie: en tout 28,000 combattants, y compris les garnisons d'Ancône et du château Saint-Ange. — Le 20 décembre, cette armée quitta Rome, dont le désarmement avait été ordonné, et s'avança sur Naples en cinq colonnes. Rey, déjà à la poursuite de l'ennemi, occupait la droite avec douze escadrons et douze bataillons; il avait ordre de s'avancer jusqu'à Terracine par les marais Pontins. Macdonald, avec huit bataillons et trois escadrons, devait s'avancer par Frosinone et Ceprano. Championnet et le quartier général suivaient cette colonne. La division Lemoine, forte de six bataillons et de trois escadrons, avait ordre de pousser sur Sulmona. Enfin onze bataillons et trois escadrons formant l'extrême gauche, sous les ordres de Duhesme, devaient, après avoir refoulé l'ennemi sur Pescara, remonter la rivière de ce nom jusqu'à Popolo, et s'y réunir à Lemoine. Il y avait une trop grande distance entre les deux colonnes de droite et de gauche. Pour y remédier, Championnet dirigea une colonne de 800 hommes, aux ordres du chef de bataillon Maréchal, par la route qui, de Tivoli et de Vicovero, débouche sur Sulmona en longeant le lac de Celano.

L'armée se mit en mouvement dans cet ordre. Un camp avait été établi à Foligno, pour la recevoir en cas d'échec.

Le mauvais état des chemins fut à peu près la seule difficulté que trouva Macdonald. Un léger engagement eut lieu le 27 et le 28 décembre, au passage du Garigliano, entre ses troupes et les troupes ennemies; mais au premier choc les Napolitains s'enfuirent en désordre, abandonnant toute leur artillerie. Macdonald s'établit, le 30, entre Venafro et la route de San-Germano à Capone, à hauteur de Cajanello.

Cette faible résistance inspira à Championnet la pensée de tenter quelque opération décisive sur l'armée ennemie. En ce moment, d'ailleurs, Mack, en sollicitant un armistice, laissait voir son embarras et ses irrésolutions. Le général français ne recevait cependant pas de nouvelles de ses colonnes de gauche, les communications étant interceptées par les neiges. Après être arrivé à Ceprano, il avait rappelé à lui la cavalerie de Rey. Lorsqu'elle l'eut rejoint, il se décida à pousser jusqu'à Calvi, sur le Volturno, derrière lequel s'étaient réfugiés les débris des colonnes de Mack.

Attaque de Capoue. — La ligne napolitaine s'étendait de Castellamare à l'embouchure du Volturno, jusqu'à la Scafa-di-Cajazzo. Huit bataillons et dix escadrons formaient chacune des ailes; le centre, composé du reste de l'armée, occupait la ville de Capoue et la tête de pont construite en toute hâte sur la rive droite. Une artillerie formidable garnissait toute la position, qui semblait difficile à forcer pour peu qu'elle fût défendue.

Championnet, après avoir fait, le 3 janvier, au général Mack une sommation sans résultats, ordonna une reconnaissance de la ligne ennemie et particulièrement de Capoue. L'attaque des Français eût lieu sur trois colonnes, l'une à gauche, l'autre sur la grande route et la troisième à droite des retranchements. Quoique la première de ces colonnes eut devant elle une forte redoute, dite de San-Antonio, elle fit plier les Napolitains: Mack, pour contraindre les fuyards à rester à leur poste, dut les menacer de les faire mitrailler.

Macdonald obtint d'abord du succès à la faveur de ce désordre, et allait ordonner d'enlever les derniers retranchements à la baïonnette, lorsque Mack, craignant de voir Capoue emportée dans cette attaque, eut recours à la ruse; il fit demander à Macdonald une suspension d'armes pour le libre passage de l'ambassadeur de la République cisalpine retournant de Naples à Milan. Le général français, quoique avec répugnance, crut devoir accorder cette suspension, et le général ennemi en profita pour rallier ses troupes et se poster plus avantageusement. L'attaque recommença vivement après le passage de l'ambassadeur. La redoute San-Antonio et tous les retranchements furent emportés; mais le feu des remparts, auquel les Français ne pouvaient opposer que des pièces de campagne, fut si soutenu et si meurtrier, que Macdonald fut contraint de se retirer. Dans cette action, le général Maurice Mathieu eut le bras fracassé par un biscaïen. Macdonald, en revenant prendre ses positions du matin, emmena l'artillerie napolitaine enlevée dans les retranchements. Sa perte avait été de près de 300 hommes tués.

Prise de Gaëte. — Le général Rey, dont la petite colonne d'infanterie avait été renforcée à Fondi par celle de Kellermann, avait forcé les gorges d'Itri défendues assez opiniâtrément, et rejeté dans Gaëte une division napolitaine. — Ce succès le décida à tenter un coup de main sur cette ville défendue par 4,000 hommes, armée de soixante-douze pièces de canon, de douze mortiers, abondamment fournie de munitions et de vivres, et dont le port contenait en outre sept felouques armées en guerre. Après une sommation inutile, les Français lancèrent dans la place quelques obus qui mirent le feu en divers endroits, et qui épouvantèrent si fort les habitants et même la garnison, que le gouverneur Tschudi, général octogénaire, demanda à capituler. 63 officiers, ainsi que le gouverneur, eurent le honteux privilége d'être renvoyés chez eux jusqu'à parfait échange. La garnison resta prisonnière. Outre l'artillerie et les navires, on prit dans Gaëte 20,000 fusils, et un équipage de pont qui servit aussitôt au général Rey pour franchir le Garigliano.

Marche et jonction de la colonne Lemoine. — L'arrivée de la colonne de Rey devant Capoue, dont le siége paraissait devoir être entrepris, ne suffisait pas encore à Championnet pour les opérations que comportait cette attaque décisive. Il était inquiet de Lemoine et de Duhesme, dont il n'avait reçu aucune nouvelle depuis dix jours, non plus que des 800 hommes de Maréchal. Un parti de 200 chevaux fut dirigé vers Sulmona pour tâcher de communiquer avec eux. Pendant ce temps, le général Éblé organisait à Gaëte un équipage de siége.

Le 5 janvier, on sut enfin, au quartier général, que Lemoine approchait de Venafro, harcelé par des nuées de paysans révoltés; il n'avait soutenu qu'un seul combat contre les soldats napolitains. Ceux-ci, après un engagement meurtrier dont l'occupation de Popolo avait été la suite, s'étaient repliés sur Sulmona puis sur Bénévent. Lemoine, maître de Popolo, y avait attendu quelques jours des nouvelles de Duhesme, mais le cercle des paysans insurgés qui l'enveloppaient grossissant chaque jour autour de lui, il s'était dirigé sur Sulmona où il avait rejoint, le 4, la colonne de Maréchal et le dernier parti de 200 hommes envoyé à sa rencontre. — Le blocus de Capoue fut resserré à l'arrivée de Lemoine.

Marche et jonction de la colonne de Duhesme. — Cependant Duhesme après s'être emparé de Civita-del-Tronto, avait marché sur le Vomano et sur Scuzzano où il battit dans deux rencontres les troupes de Micheroux. Il partagea ensuite sa division en trois colonnes: deux colonnes furent destinées à disperser les paysans insurgés au nombre de 7 à 8,000, qui venaient de s'emparer de Terano et de brûler le pont de Tronto. La troisième se dirigea sur Pescara. Elle arriva, le 23, devant cette place située à l'embouchure de la rivière du même nom, et d'autant plus importante qu'elle commande le seul chemin praticable pour l'artillerie dans les Abruzzes. Pescara, défendue par d'assez bonnes fortifications garnies d'une forte artillerie, munie de vivres abondants et ayant une garnison de 2,000 hommes, semblait devoir exiger un siége en règle que les Français ne pouvaient tenter faute d'artillerie et d'un équipage de pont pour passer la Pescara. L'adjudant général Monnier, resté devant la place, fut néanmoins assez heureux pour y entrer pendant que Duhesme et le chef de brigade, Charlot, sommettaient les insurgés. Le gouverneur, intimidé par la retraite de Micheroux et par la première sommation qui lui fut faite, se rendit aussitôt. Duhesme fut ainsi tiré d'embarras, par un coup de fortune qui approvisionna ses troupes de tout ce dont elles manquaient. — Après avoir laissé une faible garnison dans Pescara, Duhesme se porta par Sulmona et Isernia sur le Volturne afin de se réunir au reste de l'armée.

Capitulation de Capoue. — Armistice. — Les intrigues des nobles et les exhortations des prêtres étendaient chaque jour l'insurrection napolitaine contre les Français. Des Abruzzes, elle gagna le Labour. Sessa fut le lieu principal de rassemblement des bandes insurgées, qui, d'après l'ordre de la cour, devaient faire

aux Français et leur faisaient réellement une guerre d'extermination. L'armée française qui bloquait Capoue était entourée elle-même de ces innombrables insurgés. Néanmoins, afin d'imposer à l'ennemi, Championnet, près de manquer de munitions et de vivres, et quoique dans une situation si critique, refusa d'écouter Mack qui offrait de lui rendre Capoue sous la seule condition d'un armistice. Il fit renforcer la division Lemoine, de la cavalerie légère du général Forest, qui passa le Volturno au gué de Lago; et la cavalerie de Venafro vint renforcer la réserve. Toute la ligne française, prise comme entre deux feux, était sur le qui vive. — Mack, dans cette position qui semblait lui promettre tant de chances de succès, n'osa néanmoins rien entreprendre. Il aurait voulu évacuer Capoue, pour armer les lazzaroni et former un camp retranché sous les murs de Naples. Le vice-roi Pignatelli, auquel il s'adressait, était sans pouvoir; haï de la populace, méprisé par les partis, bientôt celui-ci ne crut voir de salut possible qu'en négociant avec les Français: il envoya à Championnet deux fondés de pouvoir qui devaient consentir à tout, excepté à l'évacuation de Naples.

Championnet reçut les envoyés de Pignatelli à Teano, dans un moment où sa situation empirait, et où il regrettait de n'avoir pas traité avec Mack. En effet, le général Santa-Agatha et la division Gambs, renforcée de trois bataillons, menaçaient de jeter dans le Volturno la faible division Lemoine, qui leur tenait tête sur la rive gauche, et de prendre ensuite l'armée française à revers. Les divisions Naselli et Damas, retenues en mer par les vents contraires, allaient aussi, disait-on, débarquer à l'embouchure du Garigliano. Il ne savait ce qu'était devenu Dubesme. Il se décida donc à accepter les propositions des deux envoyés napolitains. — Le 11 janvier, le général Bonnami, représentant de Championnet, et les princes de Miliano et le duc de Gesso, mandataires du vice-roi, arrêtèrent une convention dont les principaux articles étaient, la cession aux Français de Capoue avec ses magasins, son artillerie, le paiement d'une contribution de deux millions et demi dans le délai de 15 jours, l'expulsion des ports du royaume des ennemis de la République française, etc.

Insurrection des lazzaroni. — Le peuple de Naples entra en fureur lorsqu'il connut cet armistice et courut aux armes, se croyant trahi à la fois par le vice-roi, par le général Mack et par la Citta. — Il désarma la division de Damas, lors de son débarquement. La brigade Dillon, que Mack envoyait à Pignatelli pour apaiser l'insurrection, fut aussi désarmée. Le vice-roi s'enfuit en Sicile, et Mack, qui avait cru d'abord pouvoir réorganiser l'armée napolitaine, fut également contraint de se soustraire par la fuite à la fureur populaire.

Naples se trouva dès lors entièrement au pouvoir des insurgés, et pendant trois jours fut en proie à la plus épouvantable anarchie. Le prince Moliterno et le duc de Rocca-Romana ayant enfin, grâce à leur grande popularité, été nommés chefs de l'insurrection, purent du moins en arrêter les désordres. Les débris de l'armée napolitaine, menacés par les lazzaroni révoltés, cherchèrent un refuge dans le camp français. Tout ce qui existait encore, de cette armée levée à si grands frais, fut ainsi dispersé en deux jours.

Nouvelle division de l'armée française. — Cependant la colonne de Dubesme s'était réunie sur le Volturno au reste de l'armée, qui fut alors partagée en trois divisions. Dufresne, à la droite, garda la ligne de Regi-Lagni. La réserve, sous Rey, s'établit à Caserte, où fut transporté le quartier général, et où Mack se réfugia auprès de Championnet. Acerra et Arienzo, à la gauche, furent occupés par la troisième division aux ordres de Dubesme. Le général Lemoine avait été chargé de porter au Directoire le traité d'armistice, et le général Macdonald, par suite d'une mésintelligence survenue entre lui et Championnet, avait donné sa démission.

Attaque et prise de Naples. — Après la fuite de Mack, les lazzaroni attaquèrent les avant-postes français à Aversa et sur quelques autres points. Cette attaque parut à Championnet une rupture de l'armistice; l'autorité du vice-roi, avec qui il l'avait conclu, se trouvant ainsi méconnue, il résolut d'attaquer lui-même Naples. Cette résolution hautement manifestée lui attira une députation des principaux meneurs, qui s'offrirent d'observer fidèlement l'armistice et de payer une forte somme, s'il voulait renoncer à l'occupation de la ville; mais ces conditions lui paraissant sans garantie, il les refusa. Les agents de la cour absente profitèrent de cette circonstance pour augmenter l'exaspération des insurgés. Ceux-ci se donnèrent deux nouveaux chefs, simples lazzaroni, Pazzio et Michel-le-Fou. Cependant Championnet, pressé par la population paisible qui se trouvait dans Naples, exposée aux fureurs des lazzaroni, d'occuper cette place pour faire cesser le désordre, y consentit, à condition que ceux qui l'appelaient dans cette ville s'empareraient du fort Saint-Elme. Son armée se mit en marche vers Naples, le 20 janvier.

La division Duhesme eut la tâche difficile d'enlever la porte Capuana et le pont de la Madeleine. Le colonel Broussier ne s'empara de ce dernier poste qu'après un combat opiniâtre de six heures. Le général Mounier fut repoussé dans une première attaque sur la porte Capuana. Le capitaine Ordonneau échoua dans une seconde tentative; mais le chef d'état-major Thiébault attaqua une troisième fois et réussit à la faveur d'une ruse de Dubesme, qui, par une fuite simulée des assaillants, attira les Napolitains dans une embuscade. Les grenadiers et les chasseurs embusqués, s'élançant à la baïonnette au moment où les prétendus fuyards firent volte-face, repoussèrent les lazzaroni épouvantés et traversèrent la porte pêle-mêle avec eux. Toute l'artillerie ennemie fut prise dans cette affaire. «Voilà ce qui s'appelle arriver à un beau grade par une belle porte,» dit Dubesme à Thiébault, au moment où Championnet le nomma adjudant général sur le champ de bataille.

Championnet essaya alors une démarche pacifique; elle fut mal accueillie par les insurgés. Duhesme, vers 6 heures du soir, fit sauter, avec tous ses défenseurs, une maison qui lui barrait le passage. Au même instant, Moliterno et Rocca-Romana, à l'aide de 600

jeunes gens, s'emparaient du fort Saint-Elme. Championnet envoya aussitôt deux bataillons prendre possession de ce fort. Les derniers préparatifs de l'attaque de Naples furent faits pendant la nuit. A la pointe du jour, le fort Saint-Elme donna, en mitraillant les bandes de lazzaroni rassemblés sur les places, le signal de la marche de cinq colonnes, qui devaient pénétrer par différents points dans la ville. Rusca et Broussier placés à la gauche, avec les deux tiers de la division Duhesme en deux colonnes, débouchèrent par le faubourg de Capoue et le pont de la Madeleine, et se réunirent en repoussant la foule devant eux, vis-à-vis le fort d'El-Carmine, qu'ils avaient ordre d'escalader, mais qui se rendit sans résistance. Le rassemblement de la porte Nola mit bas les armes presque sans résistance.

Kellermann, partant du Serraglio, devait se porter sur le Fort-Neuf, mais il rencontra une vive résistance de la part de Poggio qui, soutenu par d'habiles canonniers et par quelques centaines d'Albanais, lui disputa le terrain pied à pied jusqu'au Largo-del-Castello. Le chef de brigade Calvin, quoique protégé par une sortie du port, n'était guère plus heureux. Il avait dû filer par les rues qui bordent le pied du Fort Saint-Elme, pour se rabattre sur le fort de l'OEuf, et il était tenu en échec par deux colonnes napolitaines.

Sur ces entrefaites, Michel-le-Fou fait prisonnier par Rusca, fut conduit à Championnet. Ce général ayant bien traité le chef des lazzaroni et lui ayant promis de respecter Saint-Janvier (San Gennaro), patron de Naples, Michel servit d'intermédiaire auprès du peuple et le calma. — Une garde d'honneur donnée à Saint-Janvier, circonstance dont quelques lazzaroni s'assurèrent par leurs yeux, produisit surtout un incroyable effet, et les cris de *mort* se changèrent en celui de *vivent les Français!* Championnet profita de ce changement soudain de sentiment pour faire occuper tous les forts. Des réserves bivouaquèrent sur les places, et le reste de l'armée, sur les hauteurs qui dominent la ville.

Les Français eurent 600 hommes tués, dans les diverses attaques de Naples. La perte des Napolitains fut immense. La prise de Naples valut à l'armée 60 pièces de canon, 6 drapeaux et 4000 prisonniers de troupes réglées, Albanais ou Suisses, qui étaient restés dans Naples, après la dispersion de l'armée napolitaine. L'armée française reçut de son général le titre d'*armée de Naples*, dans une cérémonie qui eut lieu, le 25 janvier, avec toute la solennité possible. Un *Te Deum* fut chanté dans toutes les églises, et une proclamation du général en chef appela les Napolitains à la liberté, en les rassurant sur les vues du gouvernement français.

Dubesme, nommé commandant de Naples, opéra, sans éprouver de résistance, le désarmement des lazzaroni.

Création de la République parthénopéenne. — Disgrâce de Championnet. — Sans attendre les instructions du Directoire, Championnet tranforma le royaume de Naples en une République, qui prit le nom de *République parthénopéenne*. Le nouveau gouvernement fut représenté par un comité de 21 membres, qui dut réunir les pouvoirs législatif et exécutif, jusqu'à l'organisation complète et définitive de la future république. — Championnet arrêta néanmoins que les décrets de ce comité recevraient la sanction du général en chef de l'armée française, ce qui soumettait toutes les autorités de Naples au pouvoir militaire. — Le Directoire, déjà mécontent de ce général, se formalisa de cette mesure.

A Naples comme à Rome, l'armée avait été suivie par cette tourbe d'administrateurs concessionnaires qui avaient déjà exercé tant de déprédations. Le même pillage fut organisé à Naples et produisit les mêmes plaintes. Championnet voulut s'y opposer, et il s'établit, entre lui et les commissaires du Directoire, qui soutenaient leurs *employés*, une lutte dans laquelle le général s'emporta au point de chasser de Naples la commission et ses agents. Le Directoire, heureux de trouver le général en chef en collision avec ce qu'il appelait son pouvoir légitime, le fit arrêter à Naples, le 16 mars, et amener prisonnier en France, pour être jugé par un conseil de guerre. Afin de mieux constater sa disgrâce, le Directoire lui donna pour successeur Macdonald, avec qui il était brouillé par suite de la capitulation de Capoue. — L'armée rencontra dans son nouveau général un digne chef, mais les déprédateurs et les concussionnaires n'y trouvèrent pas un appui.

RÉSUMÉ CHRONOLOGIQUE.

1798.

24 NOVEMBRE. Invasion des États romains par les Napolitains.
27 — Combat d'Ascoli.
28 — Combat de Terni et de Rieti.
29 — Entrée des Napolitains à Rome.
DÉCEMBRE. Combat de Magliano.
5 — Combat de Civita-Castellana.
11 — Combat de Calvi.
15 — Rentrée des Français dans Rome.
16 — Combat de Montalto.
21 DÉCEMBRE. Départ du roi de Naples pour Palerme.
24 — Marche des Français sur Naples.

1799.

3 JANVIER. Combat de Capoue.
11 — Capitulation de Gaete. — Armistice.
22 — Attaque de Naples.
23 — Prise de Naples.
25 — Création de la République parthénopéenne.
16 MARS. Arrestation de Championnet, remplacé par Macdonald.

A. HUGO.

On souscrit chez DELLOYE, Éditeur, place de la Bourse, rue des Filles-S.-Thomas, 13.

Paris. — Imprimerie et Fonderie de RIGNOUX et C°, rue des Francs-Bourgeois Saint-Michel, 8.

EXPEDITION D'ÉGYPTE.

PRISE DE MALTE. — DÉBARQUEMENT. — PRISE D'ALEXANDRIE.

SOMMAIRE.

Motifs de l'Expédition. — Discussions avec le Directoire. — Préparatifs. — Arrivée de Bonaparte à Toulon. — Allocution aux troupes. — Lettre aux commissions militaires. — Départ de la flotte. — Proclamation à l'armée. — Prise de Malte. — Départ de Malte. — Arrivée sur la côte d'Égypte. — Proclamation à l'armée. — Lettre au Pacha d'Égypte. — Débarquement. — Armée d'Orient. — Alexandrie. — Prise d'Alexandrie. — Proclamation aux Égyptiens. — Description de l'Égypte. — Mameluks. — Turcs ou Ottomans. — Arabes. — Les Cheikhs. — Les cultivateurs et Fellâhs. — Les Bédouins. — Cophtes.

ARMÉE D'ORIENT.	MAMELUCKS.
Général en chef. — BONAPARTE.	*Beys.* — MOURAD. — IBRAHIM.

Motifs de l'expédition. — «Les grandes réputations ne se font qu'en Orient; l'Europe est trop petite.» Ces paroles que Bonaparte répétait souvent, durant les négociations de Campo-Formio, prouvent que dès lors il pensait à la campagne d'Égypte; ses proclamations aux soldats, où il parle de l'Orient et de campagnes au-delà des mers, ainsi que sa correspondance avec le Directoire, en font foi. — Il écrivait au gouvernement, le 16 août 1797 : «Les temps ne sont pas éloignés où nous sentirons que, pour détruire véritablement l'Angleterre, *il faut nous emparer de l'Égypte*. Le vaste empire Ottoman, qui périt tous les jours, nous met dans l'obligation de penser de bonne heure à prendre des moyens pour conserver notre commerce du Levant.» — Une autre de ses lettres, adressée, le 16 septembre suivant, au ministre des relations extérieures, est encore plus explicite : on y trouve non-seulement le projet sur l'Égypte, mais encore celui de prendre Malte : «Pourquoi ne nous emparerions-nous pas de l'île de Malte? L'amiral Brueys pourrait très bien mouiller là et s'en emparer : 400 chevaliers et au plus un régiment de 500 hommes sont la seule garde qu'ait la ville de la Valette. Les habitants, qui montent à plus de 100,000, sont très portés pour nous, et fort dégoûtés de leurs chevaliers qui ne peuvent plus vivre et meurent de faim ; je leur ai fait exprès confisquer tous leurs biens en Italie. Avec l'île de Saint-Pierre, que nous a cédée le roi de Sardaigne, Malte, Corfou, nous serons maîtres de toute la Méditerannée. — S'il arrivait qu'à notre paix avec l'Angleterre nous fussions obligés de céder le cap de Bonne-Espérance, il faudrait alors nous emparer de l'Égypte. Ce pays n'a jamais appartenu à une nation européenne; les Vénitiens seuls y ont une prépondérance précaire. On pourrait partir d'ici avec 23,000 hommes, escortés par huit ou dix bâtiments de ligne ou frégates vénitiennes, et s'en emparer. — *L'Égypte n'appartient pas au Grand-Seigneur...*» — D'ailleurs le projet de conquérir l'Égypte n'était pas nouveau, ainsi qu'on l'a très bien fait remarquer. Les grands génies qui ont regardé la carte du monde ont tous pensé à l'Égypte. Avant Bonaparte, on en peut citer deux : Albuquerque et Leibnitz. Après la découverte de la route de l'Inde par le cap de Bonne-Espérance, Albuquerque avait senti que les Portugais avaient à craindre qu'on ne tentât de les dépouiller du grand commerce de l'Orient, en ouvrant par le Nil une communication entre la Méditerranée et la mer Rouge, et il eut l'idée gigantesque de détourner le cours de ce fleuve, avant son entrée en Égypte, et de le jeter dans la mer Rouge; mais c'eût été une vaine prévoyance. L'exécution de ce projet aurait été achevée d'abord au profit des Hollandais, et plus tard, à celui des Anglais. — Dans le XVII[e] siècle, Leibnitz, dont l'esprit embrassait toutes choses, adressa à Louis XIV un mémoire, vrai monument de raison et d'éloquence politiques. Le roi voulait envahir la Hollande. — «Sire, lui dit Leibnitz, ce n'est pas chez eux que vous pourrez vaincre ces républicains; vous ne franchirez pas leurs digues, et vous rangerez toute l'Europe de leur côté. C'est en Égypte qu'il faut les frapper. Là, se trouve la véritable route du commerce de l'Inde; vous enlèverez ce commerce aux Hollandais, vous assurerez l'éternelle domination de la France dans le Levant, vous réjouirez toute la chrétienté, vous remplirez le monde d'étonnement et d'admiration : l'Europe vous applaudira, au lieu de se liguer contre vous.» Ces grandes pensées, négligées par Louis XIV, remplissaient la tête du jeune général, vainqueur de l'Autriche et libérateur de l'Italie. — En effet, il n'est pas difficile de deviner comment Bonaparte fut d'abord amené à s'occuper de l'Égypte. — En rencontrant, dans toutes les hostilités dirigées contre la France, les instigations, les intrigues et l'or du cabinet britannique, il avait compris que l'Angleterre, placée par sa position insulaire hors de l'atteinte de nos armées, était la seule ennemie que la République française ne pût pas espérer de réduire promptement. — Quant aux puissances continentales, il s'en inquiétait moins. Des fleuves profonds, des places fortes et des chaînes de montagnes n'étaient pas des obstacles à arrêter l'impétuosité française. Le grand capitaine pressentait qu'avec lui nos soldats trouveraient la route de toutes les capitales de l'Europe. Mais pour accabler l'Angleterre, une marine formidable était nécessaire, et la République n'avait qu'un petit nombre de bâtiments de guerre. Des victoires s'improvisent, comme le prouvent les mémorables campagnes d'Italie; il faut du temps, des ouvriers et de l'argent pour créer des vaisseaux. Mais que sont des vaisseaux sans des équipages expérimentés? Et pour former des matelots, il faut de longues navigations sous le soleil ardent de l'équateur et à travers les glaces éternelles du pôle, une lutte de plusieurs années

avec les fatigues de la vie de bord et avec les orages de la mer. Bonaparte pensait donc qu'il n'était possible d'obliger l'Angleterre à respecter le repos de l'Europe et à traiter elle-même avec la République, qu'en l'attaquant dans ses possessions des Indes, si importantes pour son commerce, sa richesse et sa prospérité.—L'Inde, depuis l'insurrection des États-Unis d'Amérique, était la seule grande colonie appartenant aux Anglais; et cette colonie ruinée ou prise, l'Angleterre, réduite à l'impuissance, ne devait pas tarder à demander la paix.

Bonaparte, en s'emparant de l'Égypte, avait le projet d'y établir une colonie française, qui aurait remplacé les colonies américaines, perdues pour la République. Cette colonie aurait en outre servi de base à ses opérations contre l'Inde anglaise; de là serait partie l'armée qui, réunie dans le Bengale aux soldats du sultan de Mysore, Tippoo-Saëb, ennemi acharnée de la puissance britannique, devait abattre le colossal empire édifié par les marchands de Londres. — La possession de la Corse, des îles Ioniennes, de Malte et de Candie, devait donner à la France l'empire de la Méditerranée, dont Napoléon, devenu empereur, a eu si long-temps la belle pensée de faire le lac Français. — Le rétablissement du canal de Sésostris à travers l'isthme de Suez, en réunissant les eaux du golfe de Syrie à celles de la mer Rouge, aurait ouvert à nos vaisseaux la route directe de l'Asie méridionale, et assuré en quelque sorte à notre industrie le monopole du commerce du monde. —La réussite de l'expédition d'Égypte devait être pour la France une source de richesse et de puissance.

Au commencement de l'année 1798, Bonaparte avait été nommé au commandement de l'armée d'Angleterre, armée qui n'existait pas encore. Il visita les ports et les côtes du nord de la France. Cet examen confirma sa conviction que l'Angleterre ne pouvait pas encore être attaquée de ce côté.

Discussions avec le Directoire. — Nous avons déjà eu occasion de signaler combien, en toute occasion, Thiers se montre favorable à l'administration directoriale. — S'il faut encore ajouter foi à cet historien, le Directoire, qu'on a accusé d'avoir voulu se débarrasser de Bonaparte, faisait au contraire de grandes objections contre le projet d'expédition en Égypte. Larévelllère-Lépeaux surtout était obstiné à le combattre. «Il disait qu'on allait exposer 30 ou 40,000 soldats d'élite, les commettre au hasard d'une bataille navale, se priver du meilleur général, de celui que l'Autriche redoutait la plus, dans un moment où le continent n'était pas encore pacifié, et où la création des républiques nouvelles avait excité de violents ressentiments; que de plus, on allait peut-être exciter la Porte à prendre les armes, en envahissant une de ses provinces.» — Bonaparte avait réponse à tout. «Il disait que rien n'était plus facile que d'échapper aux Anglais, en les laissant dans l'ignorance du projet; que la France, avec 400,000 soldats, n'en était pas à dépendre de 40,000 hommes de plus; que la Porte avait perdu l'Égypte depuis long-temps par l'usurpation des Mamelucks, qu'elle verrait avec plaisir la France les punir, qu'on pourrait s'entendre avec elle, que le continent n'éclaterait pas de sitôt. Il ajoutait qu'avant l'hiver il était impossible de débarquer en Angleterre, que d'ailleurs elle était trop avertie, que l'entreprise d'Égypte, au contraire, étant tout à fait imprévue, ne rencontrerait pas d'obstacles, que quelques mois suffiraient pour l'établissement des Français, qu'il reviendrait de sa personne en automne pour effectuer la descente en Angleterre, que le temps serait alors favorable, que l'Angleterre aurait envoyé dans l'Inde une partie de sa flotte, et qu'on rencontrerait bien moins d'obstacles pour aborder sur ses rivages. Il parlait aussi de Malte, qu'il enlèverait en passant et qu'il assurerait à la France.» — Les discussions furent très vives; Bonaparte, dans un mouvement d'impatience, prononça le mot démission. — «Je suis loin de vouloir qu'on vous la donne, s'écria «Larévellière avec fermeté, mais si vous l'offrez, je «suis d'avis qu'on l'accepte.» Bonaparte n'insista pas.

Préparatifs.— Le Directoire, vaincu par les instances et par les raisons de Bonaparte, consentit enfin à l'expédition proposée. — Le plus grand secret était nécessaire pour que l'Angleterre ne fût pas informée de la destination de l'armée, qui dut se réunir à Toulon. Peu de personnes furent mises dans la confidence. On ne se servit pas de la plume des secrétaires. Merlin, président du Directoire, écrivit l'ordre de sa main, et l'ordre même ne désignait pas la nature de l'entreprise. Bonaparte travailla jour et nuit avec une activité sans égale à l'exécution de son projet. Ce fut lui qui organisa tout. Il choisit les généraux, indiqua les troupes qui devaient faire partie de l'armée, les lieux et les arsenaux d'où il fallait tirer l'artillerie et les munitions de guerre. Il connaissait déjà les ressources militaires de la France, mieux que le ministre de la guerre. Son génie embrassait à la fois l'ensemble et les détails. Il dictait et rédigeait tous les ordres, toutes les instructions relatives à l'expédition. Ces ordres se succédaient avec une rapidité extraordinaire. Ils parcouraient comme l'éclair la ligne de Civita-Vecchia à Toulon. Bonaparte donnait aux uns, avec une admirable précision, rendez-vous devant Malte; à d'autres, devant Alexandrie. Les instructions et les ordres étaient rédigés et copiés dans son cabinet. Quand il avait besoin de la signature des chefs du gouvernement, il allait lui-même trouver un des Directeurs, afin d'éviter les lenteurs et les retards de la voie administrative. Cette activité porta ses fruits. En moins de deux mois, l'armée d'Orient fut prête à partir.

L'Angleterre, cependant, éprouvait de vives inquiétudes. Elle n'ignorait pas les préparatifs de l'expédition, mais incertaine du point où elle serait attaquée, elle crut agir avec prudence en rassemblant sous sa main la plus grande partie de ses forces, et laissa ainsi la Méditerranée ouverte aux flottes françaises qui s'y trouvaient en armement. Une flotte anglaise de trente vaisseaux stationnait devant Cadix, et cette flotte entretenait seulement dans la Méditerranée une escadre légère aux ordres de Nelson, pour surveiller les côtes d'Espagne et de Provence.

Arrivée de Bonaparte à Toulon. — Allocution aux troupes. — Le général en chef arriva, le 8 mai, à Toulon, où il était attendu avec impatience par les troupes qui avaient craint qu'il ne commandât pas l'expédition. Il fut accueilli par les cris de : *Vive Bonaparte!* Il passa le lendemain une revue générale, et adressa aux troupes cette harangue qui électrisa l'armée :

«Officiers et soldats! Il y a deux ans que je vins vous commander. A cette époque, vous étiez dans la rivière de Gênes, dans la plus grande misère, manquant de tout, ayant sacrifié jusqu'à vos montres pour votre subsistance. Je vous promis de faire cesser vos misères; je vous conduisis en Italie; là, tout vous fut accordé..... Ne vous ai-je pas tenu parole?»

Ici un cri général se fit entendre : «*Oui!*»

«Eh bien! apprenez que vous n'avez pas encore assez fait pour la patrie, et que la patrie n'a pas encore assez fait pour vous. — Je vais actuellement vous mener dans un pays où, par vos exploits futurs, vous surpasserez ceux qui étonnent aujourd'hui vos admirateurs, et vous rendrez à la patrie les services qu'elle a droit d'attendre d'une armée d'invincibles. — Je promets à chaque soldat, qu'au retour de cette expédition, il aura à sa disposition de quoi acheter six arpents de terre. — Vous allez courir de nouveaux dangers, vous les partagerez avec nos frères les marins; cette arme, jusqu'ici, ne s'est pas rendue redoutable à nos ennemis; ses exploits n'ont point égalé les vôtres; les occasions lui ont manqué, mais le courage des marins est égal au vôtre. Leur volonté est celle de triompher, ils y parviendront avec vous. — Communiquez-leur cet esprit invincible qui, partout, vous rendit victorieux; secondez leurs efforts : vivez à bord dans cette bonne intelligence qui caractérise les hommes voués à la même cause. Ils ont, comme vous, acquis des droits à la reconnaissance nationale dans l'art difficile de la marine. — Habituez-vous aux manœuvres de bord; devenez la terreur de nos ennemis de terre et de mer; imitez en cela les soldats romains, qui surent à la fois battre Carthage en plaine, et les Carthaginois sur leurs flottes [1].»

Lettre aux commissions militaires. — L'arrivée du général en chef imprima une nouvelle activité aux préparatifs de départ, mais les vents contraires retinrent encore durant dix jours la flotte dans la rade. — Pendant le séjour forcé à Toulon, et avant de quitter la France, Bonaparte eut le bonheur de sauver de malheureux vieillards que les lois sur les émigrés, exécutées à Toulon avec la plus grande rigueur, menaçaient de mort. Il savait que la France avait besoin d'ordre et de conciliation; et il n'ignorait pas que la clémence est le plus sûr moyen d'opérer la fusion des partis, et de cicatriser les plaies des révolutions. — Voici la lettre qu'il écrivit à ce sujet, le 16 mai, aux commissions *militaires* de la 9[e] division. Cette lettre causa dans l'armée une satisfaction inexprimable. — Le ton impératif qui y règne n'étonna personne, c'était celui d'un général en chef :

«J'ai appris, citoyens, avec la plus grande douleur, que des vieillards âgés de 70 à 80 ans, de misérables femmes enceintes, ou environnées d'enfans en bas-âge, avaient été fusillés comme prévenus d'émigration. — Les soldats de la liberté seraient-ils donc devenus des bourreaux? La pitié qu'ils ont portée jusqu'au milieu des combats serait-elle donc morte dans leurs cœurs? — La loi du 19 fructidor a été une mesure de salut public. Son intention a été d'atteindre les conspirateurs, et non de misérables femmes et des vieillards caducs. — Je vous exhorte donc, citoyens, toutes les fois que la loi présentera à votre tribunal des vieillards de plus de 60 ans, ou des femmes, de déclarer qu'au milieu des combats vous avez respecté les vieillards et les femmes de vos ennemis. — Le militaire qui signe une sentence de mort contre une personne incapable de porter les armes, est un lâche.»

Départ de la flotte. — Proclamation à l'armée. — Enfin, le 30 floréal an VI, (19 mai 1798), les vents étant favorables, la flotte se trouva prête à mettre à la voile; elle était composée de treize vaisseaux de ligne, dont un de cent-vingt canons (*l'Orient*, que montait le général en chef), deux de quatre-vingt, et dix de soixante-quatorze canons; de deux vaisseaux vénitiens de soixante-quatre (*le Causse* et *le Dubois*), armés en flûtes; de huit frégates vénitiennes, armées en flûtes; de deux bricks, de cutters, avisos, chaloupes canonnières, et autres petits bâtiments de guerre au nombre de soixante-douze. On y comptait environ quatre cents bâtiments de transport, divisés en trois convois [1], et on évaluait à 10,000 hommes, le total d s gens de mer. La flotte était commandée par le vice-amiral Brueys, ayant sous ses ordres les contre-

[1] Il paraît que le ton de cette allocution effaroucha la susceptibilité méticuleuse du Directoire; car *le Moniteur* qui l'avait publiée, le 2 prairial (21 mai), éleva le lendemain des doutes sur son authenticité. *Le Rédacteur*, journal officiel, la déclara *apocryphe*, mais seulement le 5 (24 mai), cinq jours après le départ de la flotte.

«Nous fîmes connaître, il y a quelques jours, dit *le Moniteur* du 6, une proclamation que l'on attribuait au général Bonaparte, parce que nous la trouvâmes insérée dans plusieurs journaux. Ce n'est qu'à regret que nous nous décidâmes à la publier. Elle ne nous parut ni assez réfléchie, ni assez élevée pour être l'ouvrage du vainqueur de l'Italie. Nous avons aujourd'hui la preuve que cette harangue, qui *a tout le caractère de celles que les chefs de factieux, maîtres de la Convention, faisaient du haut de la tribune à la foule égarée, dans la fameuse journée du 1[er] prairial an III;* nous avons, disons-nous, la preuve que cette harangue est fausse.» On a pu juger par le ton de l'allocution, si elle mérita le dédain avec lequel en parle *le Moniteur*. Thibaudeau, dans son *Histoire de Napoléon*, fait, à ce sujet, les réflexions suivantes : «Tout porte à croire, au contraire, que Bonaparte avait tenu à son armée cette allocution qui, certes, ne manquait ni de réflexion, ni d'éloquence; mais le Directoire fut probablement mécontent de cette phrase : «Je «promets à chaque soldat, qu'au retour de l'expédition, il aura à sa «disposition de quoi acheter six arpents de terre.» Cette promesse semblait faire allusion au milliard qui avait été promis à l'armée, et que rappelaient toujours à la tribune des orateurs de bonne foi, ou qui voulaient se populariser aux dépens du Directoire. Ainsi le général Jourdan, quelques jours auparavant, avait encore proposé au conseil des Cinq Cents, un moyen d'acquitter cette dette envers l'armée.» — Ce qui, à notre avis, semble encore mieux prouver que cette allocution a été réellement prononcée par Bonaparte, c'est sa proclamation du 30 floréal (19 mai), adressée à l'Armée au moment de l'embarquement, et qui renferme en partie les mêmes idées et presque les mêmes paroles.

[1] Les vaisseaux de guerre et 141 bâtiments de transports partirent de Toulon, les autres convois de bâtiments de transport sortirent de Gênes et de Civita-Vecchia.

amiraux Villeneuve, Blanquet, Duchayla et Decrès, et pour chef d'état-major, le chef de division Gantheaume; le chef de division Dumanoir le Peley, commandait les bâtiments de transport.

L'armée de terre embarquée s'élevait à environ 36,000 hommes de toutes armes. Les généraux étaient illustrés par leurs exploits en Allemagne et en Italie; c'étaient Kléber [1], Desaix, Berthier, Reynier, Bon, Vaubois, Menon, Lannes, Rampon, Dumas, Murat, Lanusse, Andréossy, Davoust, Belliard, etc. Sucy était commissaire ordonnateur en chef, Estève payeur général, et Poussielgue contrôleur général. Le service de santé était placé sous la direction de Desgenettes et de Larrey. Les cavaliers, au nombre de 2,820, avaient été choisis parmi les chasseurs, les hussards et les dragons. Ils n'emmenaient avec eux que 300 chevaux; on comptait pour les monter sur ceux des Arabes et des Mamelucks. Ce qui donnait un caractère particulier à cette expédition, c'était le nombre considérable de savants, d'ingénieurs et d'artistes attachés à l'armée, on n'en comptait pas moins de cent. Les uns étaient des membres de l'Institut national, les autres, des hommes déjà distingués dans les sciences et dans les arts, etc., dont les noms devenus illustres, attestent la sagacité de Bonaparte et son remarquable discernement pour distinguer, choisir et employer les hommes.

Bonaparte, sentant le besoin d'avoir d'habiles interprètes pour établir et entretenir des relations avec les habitants de l'Égypte, avait fait attacher à l'armée cinq des meilleurs élèves de l'école des langues orientales, Raige, Belletête, Chézy, Laporte et Jaubert. L'ancien consul français au Kaire, Magalion, Venture employé aux relations extérieures, et Panuzeo, interprète, y furent également attachés. Il voulut avoir Peyron, qui avait été agent du gouvernement royal auprès de Tippoo-Saëb, et qu'il espérait faire passer aux Indes pour y renouer les anciens traités. Les savants et les artistes qu'il demanda et qui furent désignés étaient Dangès, Duc-la-Chapelle, *astronomes;* Costaz, Fourier, Monge, Molard, *géomètres;* Conté, *chef de bataillon des aérostiers;* Thouin, Geoffroy, Delille, *naturalistes;* Dolomieu, *minéralogiste;* Berthollet, *chimiste;* Dupuis, *antiquaire;* Denon, *dessinateur;* Suard, Lepère (Gratien), Laneret, Lefebvre, Chézy, *ingénieurs des ponts et chaussées;* etc. Leurs places en France devaient leur être conservées; il leur était alloué une indemnité de route et un traitement extraordinaire. Monge était à Rome; Bonaparte, qui avait de l'amitié pour lui, lui écrivit: «Nous avons un tiers de l'Institut et des instruments de toute espèce. Je compte sur l'imprimerie arabe de la *Propagande* et sur vous, dussé-je remonter le Tibre avec l'escadre pour vous prendre.» — L'imprimerie nationale française fournit aussi son contingent à l'expédition. Bonaparte demanda tous les caractères arabes et grecs qui y existaient, et des caractères français pour trois presses. Marcel, directeur de l'imprimerie, accompagna l'armée. — On embarqua à Gênes les ingénieurs géographes, et les ingénieurs des ponts et chaussées attachés à l'armée d'Italie. Ce fut un recrutement important pour les recherches et les travaux scientifiques.

A quatre heures de l'après midi et par un beau soleil, la flotte mit à la voile. — Le général en chef avait fait distribuer à bord de tous les vaisseaux cette proclamation à l'armée:

«Soldats! Vous êtes une des ailes de l'armée d'Angleterre. Vous avez fait la guerre de montagnes, de plaines, de sièges; il vous reste à faire la guerre maritime. — Les légions romaines que vous avez quelquefois imitées, mais pas encore égalées, combattaient Carthage tour à tour sur cette même mer et aux plaines de Zama. La victoire ne les abandonna jamais, parce que constamment elles furent braves, patientes à supporter la fatigue, disciplinées et unies entre elles. — Soldats! l'Europe a les yeux sur vous! Vous avez de grandes destinées à remplir, des batailles à livrer, des dangers, des fatigues à vaincre; vous ferez plus que vous n'avez fait pour la prospérité de la patrie, le bonheur des hommes, et votre propre gloire. — Soldats, matelots, fantassins, canonniers, cavaliers, soyez unis; souvenez-vous que, le jour d'une bataille, vous avez besoin les uns des autres. — Soldats, matelots, vous avez été jusqu'ici négligés; aujourd'hui, la plus grande sollicitude de la République est pour vous; vous serez dignes de l'armée dont vous faites partie. — Le génie de la liberté, qui a rendu, dès sa naissance, la République arbitre de l'Europe, veut qu'elle le soit des mers et des nations les plus lointaines.»

Prise de Malte. — Les prétextes ne manquaient pas pour justifier les hostilités contre Malte. — On lit dans le *Journal du siège et blocus de Malte*, par le président Bosredon-Ransijat, que les Anglais avaient reçu du Grand-Maître l'autorisation de faire à Malte une levée de matelots. Après la conquête de la Corse, ils avaient obtenu vingt-cinq milliers de poudre du gouvernement maltais, ce qui était d'autant plus hostile envers la France, que l'ordre ne possédant rien en Angleterre, pouvait, sans inconvénient pour ses intérêts, conserver une stricte neutralité. Lorsque l'Espagne s'était unie à la coalisation européenne, le Grand-Maître lui avait fourni quatre mille fusils et laissé la faculté de recruter des matelots dans l'île. Plusieurs armements d'émigrés contre la France avaient eu lieu publiquement à Malte. Enfin l'ordre de Malte venait, par une singulière mesure, de se mettre sous la protection du czar Paul I[er], et la lettre que cet empereur envoyait au Grand-Maître pour annoncer son acceptation, avait

[1] Kléber, tombé dans la disgrâce du Directoire, pour lequel il affichait le plus profond mépris, était sans activité, et vivait retiré à Chaillot, avec son ami Moreau. Jaloux de se l'attacher, Bonaparte lui proposa de faire partie de l'expédition contre l'Angleterre. — «Je le voudrais bien, répondit Kléber; mais si je le demande, les avocats (c'est ainsi qu'il appelait le Directoire) me le refuseront. — Je m'en charge. — Eh bien! si vous jetez un brûlot sur la Tamise, mettez Kléber dedans, vous verrez ce qu'il sait faire.» — Bonaparte le demanda au Directoire, qui saisit avec empressement l'occasion d'éloigner un général frondeur et difficile à réduire. — Rempli d'admiration pour la gloire militaire de Bonaparte, mais peu confiant dans ses principes politiques, en quittant Paris, Kléber, à ce que prétend Thibaudeau, dit dans son cynisme énergique: «Je pars pour voir ce que ce petit b.....-là a dans le ventre.» — Bonaparte lui donna, au moment de l'embarquement, le commandement d'une division.

été arrêtée en Italie par un parti français et remise au général Bonaparte.

La traversée de Toulon jusqu'à Malte fut favorisée par les vents : le 6 juin au matin, l'avant-garde de l'armée navale parut au nord-ouest de l'île, où elle rallia le convoi parti de Civita-Vecchia et composé de soixante-dix bâtiments. La division resta trois jours en panne, jusqu'à ce qu'elle eût été rejointe par le reste de la flotte; le 9, cette flotte immense fit un mouvement vers les côtes, s'étendant de l'île de Goze à Marsa-Sirocco, et menaçant à la fois tous les points attaquables.—Afin de sonder les dispositions des chevaliers et des Maltais, Bonaparte envoya un de ses aides de camp au Grand-Maître, Ferdinand de Hompesch, pour lui demander l'entrée du port et des mouillages.—Le Grand-Maître consulta le conseil de l'ordre et répondit : Que la demande du général français devait être exposée par écrit; qu'en tout cas les lois et les statuts de l'ordre ne permettaient pas à plus de quatre vaisseaux étrangers d'entrer à la fois dans les ports de Malte et de ses dépendances; que l'ordre protestait de nouveau de son amitié envers la République Française.

Le consul Français, chargé de la réponse du conseil, se rendit à bord de *l'Orient;* là il remit au général, avec la lettre du Grand-Maître, la liste des chevaliers et des habitants Maltais qui avaient pris l'engagement secret de favoriser les tentatives de la flotte. Ces partisans de la France ou de l'indépendance maltaise s'élevaient, dit-on, à plus de 4,000. Le consul passa la nuit à bord de *l'Orient;* le lendemain, au point du jour, il écrivit au Grand-Maître : Que la réponse du conseil de Malte était aux yeux du général Bonaparte une déclaration de guerre; que les Français en avaient conçu d'autant plus de ressentiment, que personne n'ignorait la conduite partiale de l'Ordre en faveur des Anglais; que le général était décidé à recourir à la force.—Aussitôt, en effet, Bonaparte ordonna à l'amiral Brueys de se préparer à l'attaque des forts qui protègent l'entrée du port la Valette, et fit commencer à quatre heures du matin le débarquement sur sept points différents des îles de Malte et de Goze. Les troupes s'emparèrent sans effort de l'île de Goze et des batteries de Marsa-Sirocco. Les divisions Vaubois et Lannes prirent terre près de Malte. Le bailli Tommassi essaya en vain de défendre les retranchements de Niciar. Abandonné du petit nombre de milices qu'il avait rassemblées, tourné par deux compagnies de carabiniers, il faillit être fait prisonnier et eut de la peine à rentrer dans la ville. A neuf heures, le général Vaubois prit possession de la cité vieille, située au centre de l'île et qui ouvrit ses portes sans attendre qu'on eût tiré un coup de fusil. A dix heures, la campagne et tous les forts de la côte étaient au pouvoir des Français.

Pendant la nuit, à la clarté des feux allumés dans la ville, on put voir, du haut des vaisseaux, l'agitation qui régnait parmi les assiégés. La populace mutinée s'assembla en tumulte autour du lieu où se tenait le conseil; des cris menaçants se firent entendre; le Grand-Maître fut sommé de capituler, et s'y dut résigner pour éviter des malheurs plus grands. En conséquence, le feu des forts cessa, et on envoya à Bonaparte des négociateurs pour traiter de la reddition de la place. A la tête de la députation se trouvait le commandeur Bosredon-Ransijat, de la langue française, qui, la veille, avait été jeté dans un cachot pour avoir refusé de s'armer contre les Français : « Nous avons dit-il, prêté serment de combattre les Turcs, mais non pas de porter les armes contre nos frères. » Son exemple n'avait point été imité par tous les chevaliers de la même langue; plusieurs furent pris dans les forts, les armes à la main. Bonaparte les fit relâcher en leur disant avec sévérité : « Puisque vous avez pu prendre les armes contre votre patrie, vous auriez dû savoir mourir; allez, retournez dans Malte, tandis qu'elle ne m'appartient pas encore, je ne veux point de vous pour mes prisonniers. »

Le 12 juin, fut conclue et signée une convention, par laquelle les chevaliers cédèrent tous leurs droits de souveraineté sur les îles de Malte, de Goze et de Comino à la République française, qui promit en dédommagement au Grand-Maître une principauté en Allemagne, et en attendant l'exécution de cette promesse, s'obligea à lui payer une pension annuelle de 300,000 francs. Les chevaliers français, reçus avant 1792, eurent la faculté de rentrer en France avec 700 francs de pension viagère. La pension des sexagénaires fut fixée à 1000 francs.

Ainsi tomba, par un coup de main, cette aristocratie militaire qui, pendant plusieurs siècles, avait jeté un si grand éclat. Sa destruction n'a malheureusement profité qu'à l'Angleterre, qui s'est emparée de l'île et du port de Malte, le meilleur de la Méditerranée.

En vertu de la capitulation, les cités Valette et Victoire, les forts et châteaux furent remis aux troupes françaises. — Le 13 juin, le général en chef fit son entrée dans la ville, à la tête d'une partie de l'armée. — Plusieurs bâtiments de guerre, douze cents pièces de canon, quarante mille fusils, quinze cents milliers de poudre et trois millions de francs, furent les fruits de la conquête. — Bonaparte admirait la beauté des fortifications de la place taillées dans le roc, et s'étonnait lui-même de la facilité avec laquelle il s'en était emparé. «Il faut avouer, lui dit Caffarelli à qui il communiquait ses réflexions, que nous sommes bien heureux qu'il se soit trouvé du monde dans cette ville pour nous en ouvrir les portes. »

Pendant que la flotte prenait de l'eau et des rafraîchissements, Bonaparte s'occupa de l'organisation civile et militaire de l'île. Malte reçut un gouvernement organisé d'après les principes républicains. La servitude fut abolie, l'égalité proclamée. L'île adopta les couleurs françaises. Le général brisa les fers des esclaves turcs et arabes et les prit comme marins à bord de la flotte; trait de générosité politique qu'il espérait devoir lui être utile en Égypte. Enfin il fit incorporer dans les cadres ou dans les administrations tous les chevaliers nés français qui n'avaient pas passé l'âge de trente ans.

Avant de continuer sa route, Bonaparte chercha aussi à s'assurer un point d'appui en Albanie et dans

l'Épire; il dépêcha un de ses aides de camp vers le fameux Ali, pacha de Janina, qui jusqu'alors avait montré des dispositions favorables envers la République française. L'envoyé du général en chef était chargé de concerter avec le pacha musulman le soulèvement des provinces de la Grece; malheureusement le pacha était alors hors de son gouvernement, occupé à combattre Passawan-Oglou. Il avait joint les Turcs au camp sous Widdin, avec un contingent de 15,000 hommes, et il commandait de ce côté toutes les forces de la Porte Ottomane.—L'absence d'Ali contraria les projets de Bunaparte; les négociations ne purent être entamées, et tout se réduisit à quelques lettres sans résultat.

Départ de Malte. — Arrivée sur la côte d'Égypte. — Huit jours suffirent à Bonaparte pour prendre possession de Malte, y organiser un gouvernement provisoire et régler toutes les dispositions militaires et administratives. — Le 19 juin, après avoir laissé dans cette place importante une garnison de 4,000 hommes, en échange de 1,500 hommes de troupes maltaises dont il renforça son armée, et après avoir donné au général Vaubois les instructions nécessaires à la défense, il ordonna de remettre à la voile. Il n'ignorait pas que l'escadre anglaise parcourait la Méditerranée dans tous les sens pour trouver et attaquer la flotte française, et il craignait que l'issue d'un combat naval ne fût défavorable à des vaisseaux encombrés d'hommes et de provisions. — L'amiral Nelson avait, sur les côtes de l'Italie méridionale, recueilli des indices qui lui firent deviner le but où tendait Bonaparte. Il cingla droit vers Alexandrie, où il arriva trois jours avant notre escadre, dont la marche était ralentie par le nombreux convoi qu'elle escortait. Là, instruit que la flotte qu'il cherchait, n'y avait pas paru, il se dirigea vers la côte de Syrie, où il supposa que Bonaparte pourrait essayer d'effectuer son débarquement.

La flotte qui portait l'armée d'Orient arriva en vue d'Alexandrie, le 30 juin au soir, quarante-trois jours après son départ de Toulon. — Le 1er juillet, le général en chef, informé de la courte apparition de Nelson dans ces parages et de la direction qu'il avait prise, se décida, malgré les difficultés que présentait une mer houleuse, une côte garnie de récifs et la grande distance qui séparait les vaisseaux du rivage, à faire débarquer l'armée sur-le-champ. Il répondit à l'amiral Brueys, qui lui proposait d'attendre au lendemain : «Amiral, nous n'avons pas de temps à perdre, la fortune ne nous donne que trois jours; si je n'en profite pas, nous sommes perdus.» — Et il donna l'ordre de faire préparer les chaloupes.

Proclamation à l'armée. — Une proclamation avait été distribuée à l'armée impatiente, et lui avait fait enfin connaître le but d'une expédition que, jusqu'alors, elle n'avait pu que soupçonner. — Cette proclamation était ainsi conçue :

«A bord de l'*Orient*, 12 messidor an VI (30 juin 1798).»

«Soldats! vous allez entreprendre une conquête dont les effets sur la civilisation et le commerce du monde seront incalculables. Vous porterez à l'Angleterre le coup le plus sûr et le plus sensible, en attendant que vous puissiez lui donner le coup de la mort. — Nous ferons quelques marches fatigantes; nous livrerons plusieurs combats; nous réussirons dans toutes nos entreprises, les destins sont pour nous. — Les Beys mameluecks, qui favorisent exclusivement le commerce anglais, qui ont couvert d'avanies nos négociants et qui tyrannisent les malheureux habitants du Nil, quelques jours après notre arrivée, n'existeront plus. — Les peuples avec lesquels nous allons vivre sont mahométans. Leur premier article de foi est celui-ci : Il n'y a pas d'autre Dieu que Dieu, et Mahomet est son prophète. Ne les contredites pas, agissez avec eux comme nous avons agi avec les Juifs, avec les Italiens; ayez pour leurs muphtis et leurs imans les égards que vous avez eus pour les rabbins et les évêques; ayez pour les cérémonies que prescrit le Koran, pour les mosquées, la même tolérance que vous avez eue pour les couvents, pour les synagogues, pour la religion de Moïse et celle de Jésus-Christ. — Les légions romaines protégeaient toutes les religions. — Vous trouverez ici des usages différents de ceux de l'Europe, il faut vous y accoutumer. — Les peuples chez lesquels nous allons entrer traitent les femmes autrement que nous; mais dans tous les pays, celui qui viole est un monstre. — Le pillage n'enrichit qu'un petit nombre d'hommes; il nous déshonore; il détruit nos ressources, il nous rend ennemis des peuples qu'il est de notre intérêt d'avoir pour amis. — La première ville que nous allons rencontrer a été bâtie par Alexandre! Nous trouverons à chaque pas de grands souvenirs, dignes d'exciter l'émulation des Français.»

Lettre au pacha d'Égypte. — Le même jour et avant de débarquer sur le territoire égyptien, Bonaparte écrivit au pacha d'Égypte, en lui annonçant que la Porte ayant ôté sa protection aux Beys capricieux et avides qui accablaient d'avanies ses bons et anciens amis les Français, le Directoire de la République envoyait en Égypte une puissante armée pour mettre fin aux brigandages des mameluecks.

«Toi, qui devais être le maître des Beys, lui écrivait-il, et que cependant ils tiennent au Kaire sans autorité et sans pouvoir, tu dois voir mon arrivée avec plaisir. — Tu es sans doute instruit déjà que je ne viens attaquer ni le Koran, ni le Sultan. Tu sais que la nation française est la seule et unique alliée que le Sultan ait en Europe. Viens donc à ma rencontre et maudis avec moi la race impie des Beys.»

Cette lettre, comme on peut le croire, resta sans réponse.

Débarquement. — Le 1er juillet, au moment où les préparatifs du débarquement étaient dans la plus grande activité, les croisières signalèrent une voile; on la crut anglaise. «Fortune, s'écria Bonaparte, m'abandonneras-tu?» C'était la frégate *la Justice* qui rejoignait la flotte. — Le général en chef ordonna aussitôt de faire mouiller les vaisseaux de guerre et de transport le plus près possible de l'anse du Marabou, et d'y com-

mencer le débarquement. Durant la manœuvre, deux vaisseaux de guerre s'abordèrent et tombèrent sur l'amiral. Cet accident obligea de mouiller à l'endroit même où il était arrivé, à trois lieues de terre. Un vent impétueux du nord et l'agitation des vagues, qui se brisaient avec force contre les récifs, rendaient difficile et dangereuse l'approche de la côte; mais rien ne put arrêter l'impatience des soldats. — Bonaparte voulut partir à leur tête et surveiller le débarquement. La demi-galère qu'il montait fut suivie des canots où les généraux Bon et Kléber avaient fait descendre une partie de leurs divisions embarquées sur des vaisseaux de guerre. Les généraux Desaix, Reynier et Menou, dont les divisions occupaient les bâtiments de transport, reçurent l'ordre de débarquer de leur côté vers la pointe du Marabou. En un instant, la mer fut couverte d'embarcations chargées de soldats. Elles s'avancèrent péniblement, balottées par les flots, qui tantôt menaçait de les engloutir, tantôt les faisait s'entrechoquer. Ces périls n'étaient pas les plus grands, on avait à craindre les brisants dont la côte est hérissée, et la nuit ajoutait encore aux dangers du débarquement. La demi-galère du général en chef s'approcha le plus près possible du banc de récifs où se trouve la passe qui conduit à l'anse du Marabou; là, elle attendit les embarcations des troupes, qui ne purent traverser les récifs qu'assez avant dans la nuit. Les troupes de la division Menou, dont les canots étaient guidés par un pilote d'Alexandrie, furent les premières qui descendirent à terre, au nombre d'environ 1,800 hommes, elles furent suivies de 1,000 hommes de la division Kléber et de 1,500 de celle du général Bon, les divisions Reynier et Desaix, qui devaient être chargées de garder le lieu du débarquement, n'avaient pas encore pu gagner la côte. On n'avait débarqué ni chevaux, ni canons; mais il fallait profiter de la nuit pour se porter sur Alexandrie.

Armée d'Orient. — Voici quelle était au moment du débarquement la force totale, la composition et la division de l'armée d'Orient.

Bonaparte, général en chef; Alexandre Berthier, chef d'état-major; le général Dommartin, commandant l'artillerie; le général Caffarelli du Falga, commandant le génie. *Disponibles:* généraux de division, Dugua et Dumay; généraux de brigade, Dumas, Dupuy et Marmont.

Troupes attachées au grand quartier général: Guides à cheval (120 hommes); guides à pied (600); artillerie à pied (800); sapeurs (800); mineurs-ouvriers (600). — Total, 2,920 hommes.

Division d'avant-garde: Général Desaix; généraux de brigade: Belliard, Friant; — 21e légère (2,100); 61e de ligne (1,800); 81e *idem* (1,900). — Total, 5,800 hommes.

Division de droite: Général Reynier; généraux de brigade, Damas, Verdier; — 9e de ligue (1,300); 85e *idem* (2,100); légion maltaise [1] (1,500). — Total, 5,500 hommes.

Division du centre: Général Kléber; généraux de brigade, Lannes, Lanusse; — 2e légère (1,700); 25e de ligne (2,000); 75e *idem* (2,100). — Total, 5,800 hommes.

Division de gauche: Général Menou; généraux de brigade, Vial, Mireur; — 22e légère (2,000); 13e de ligne (2,000); 69e *idem* (1,800). — Total, 5,800 hommes.

[1] Formée des régiments: de *Malte*, des *vaisseaux*, des *chasseurs maltais* et de la *garde* du Grand-Maître.

Réserve: Général de division, Bon; généraux de brigade, Rampon, Murat; 4e légère (1,400); 18e de ligne, (2,100); 32e *idem* (2,000). — Total, 5,500 hommes.

Cavalerie (démontée): Général de division, Dumas; généraux de brigade, Leclerc, Zayonscheck; — 7e hussards (500); 22e chasseurs (450); 3e dragons (300); 14e *idem* (400); 15e *idem* (300); 18e *idem* (400); 20e *idem* (350). — Total, 2,700 hommes.

L'armée se composait donc de 34,220 hommes, parmi lesquels on comptait, y compris les guides, 2,820 cavaliers presque tous démontés, puisque, ainsi que nous l'avons dit, comptant sur les chevaux des Arabes, on n'avait emmené que 300 chevaux pour le service du quartier général et l'attelage de quelques pièces d'artillerie.

Le nombre des combattants fut réduit, peu de temps après le débarquement, d'un dixième environ, par les hommes qui entrèrent dans les hôpitaux pour blessures et pour maladies [1].

Alexandrie. — « Alexandrie, dit Napoléon dans ses Mémoires, a été bâtie par Alexandre. Elle s'était accrue sous les Ptolémées, au point de donner de la jalousie à Rome. Elle était sans contredit la deuxième ville du monde. Au septième siècle, elle fut prise par Amroug (Omar), dans la première année de l'hégire, après un siége qui dura quatorze mois. Les Arabes y perdirent 28,000 hommes. Son enceinte avait douze milles de tour, elle contenait quatre mille palais, quatre mille bains, quatre cents théâtres, douze mille boutiques, plus de 50,000 Juifs. L'enceinte fut rasée dans les guerres des Arabes et de l'empire romain. Cette ville, depuis, a toujours été en décadence. Les Arabes rétablirent une nouvelle enceinte, c'est celle qui existe encore, elle n'a plus que trois mille toises de tour, ce qui suppose encore une grande ville. Le Phare n'est plus une île; sur l'isthme qui le joint au continent, est la ville actuelle. Elle est fermée par une muraille qui barre l'isthme, et n'a que six cents toises. Elle a deux bons ports (neuf et vieux). Le vieux peut contenir, à l'abri du vent et d'un ennemi supérieur, des escadres de guerre quelque nombreuses qu'elles soient. Aujourd'hui le Nil n'arrive à Alexandrie qu'au moment des inondations. On conserve ses eaux dans de vastes citernes. La vieille enceinte arabe est couverte par le lac Maréotis, qui s'étend jusqu'auprès de la tour des Arabes, en sorte qu'Alexandrie n'est attaquable que du côté d'Aboukir. Le lac Maréotis laisse aussi un peu à découvert une partie de l'enceinte de la ville, au-delà de celle des Arabes. — La colonne de Pompée, située en-dehors et à trois cents toises de l'enceinte arabe, était jadis au centre de la ville. »

Prise d'Alexandrie. — Le 2 juillet, à deux heures et demie du matin, après avoir passé en revue les troupes débarquées, le général en chef donna l'ordre de se diriger sur Alexandrie. — Bonaparte marchait à pied avec l'avant-garde, accompagné de son état-major et des généraux. Il avait recommandé à Caffarelli, qui avait

[1] Après le funeste combat naval d'Aboukir, l'armée d'Orient reçut un renfort de 3,000 hommes, par la formation d'une *légion nautique*, composée des débris des équipages déposés à terre par les Anglais.

une jambe de bois, d'attendre qu'on eût débarqué un cheval; mais ce général, jaloux de se trouver à un poste où sans doute on allait avoir à combattre, fut sourd à toutes les instances et brava les fatigues d'une marche pénible, pour suivre le général en chef. — La même ardeur, le même enthousiasme régnaient dans l'armée. — Les troupes étaient formées en trois colonnes. Le général Bon commandait celle de droite, Kléber celle du centre; celle de gauche, qui côtoyait la mer, était sous les ordres du général Menou. Une demi-heure avant le jour, les éclaireurs de l'avant-garde furent attaqués par les Arabes, qui tuèrent un officier et engagèrent la fusillade. Les assaillants étaient au nombre de 300 cavaliers environ. Ils se réunirent en avant d'Alexandrie; mais à l'approche des Français, ils abandonnèrent les hauteurs qui dominent la ville et s'enfoncèrent dans le désert.

Le général en chef, arrivé près de l'enceinte de la vieille ville des Arabes, donna l'ordre à chaque colonne de s'arrêter à portée de canon : il désirait prévenir l'effusion du sang et se disposait à parlementer, quand des hurlements effroyables d'hommes, de femmes et d'enfants, et une décharge d'artillerie firent connaître les intentions de l'ennemi. Réduit à la nécessité de vaincre, Bonaparte fit battre la charge. Les hurlements redoublèrent avec une nouvelle fureur. Les Français s'avancèrent vers l'enceinte, et malgré le feu des assiégés et la grêle de pierres qu'on leur lançait des murailles, tous, généraux et soldats, s'aidant les uns les autres, commencèrent à escalader les murs avec une égale intrépidité : dans cette attaque, Kléber fut atteint d'une balle à la tête et Menou renversé du haut des murailles. Les soldats, excités par l'exemple de leurs chefs, rivalisaient d'ardeur. Un des guides, Joseph Cala, devança les grenadiers et arriva le premier sur le rempart, où, sans s'inquiéter de la fusillade dirigée sur lui, il aida les grenadiers Sabathier et Labruyère à monter. Les murs furent bientôt couverts de Français, et les habitants qui les défendaient se sauvèrent dans la ville, où bientôt la terreur devint générale. Cependant quelques hommes, postés dans les vieilles tours, continuaient leur feu et refusaient obstinément de se rendre.

D'après les ordres du général en chef, les troupes ne devaient point entrer dans la ville, mais se former sur les hauteurs qui dominent le port. Bonaparte s'y était rendu pendant l'attaque des murailles et dans l'intention de déterminer la ville à capituler; mais déjà les soldats s'étaient laissé entraîner par leur ardeur, et une grande partie d'entre eux se trouvaient engagés dans les rues d'Alexandrie, où s'établissait une fusillade meurtrière. Bonaparte fit battre à l'instant la générale, pour rappeler les troupes auprès de lui, et faisant appeler le capitaine d'une caravelle turque qui était dans le port vieux, il le chargea de porter aux habitants des paroles de paix, de les rassurer sur les intentions de la République française, de leur annoncer que leurs propriétés, leur liberté, leur religion seraient respectées, et que la France, jalouse de conserver leur amitié et celle de la Porte, ne dirigeait ses forces que contre les Mamelucks. Ce capitaine, suivi de quelques officiers français, se rendit dans la ville, et parvint à décider les habitants à éviter, par une prompte soumission, le pillage et la mort. — Bientôt les imans, les cheikhs, les chérifs se présentèrent à Bonaparte, qui leur renouvela l'assurance de ses dispositions amicales et pacifiques. Il se retirèrent pleins de confiance; et les forts du Phare furent remis aux Français, qui prirent possession de la ville et des deux ports. Le général en chef avait déclaré que les prières et cérémonies religieuses pourraient avoir lieu comme avant l'arrivée des Français, et que chacun était libre de vaquer paisiblement à ses travaux. L'ordre et la sécurité commencèrent à renaître. — Les Arabes qui, le matin, avaient attaqué l'avant-garde de l'armée, se hâtèrent d'envoyer eux-mêmes des députés avec quelques Français tombés en leurs mains; les députés étaient chargés de dire au général en chef que, puisque les Français ne venaient combattre que les Mamelucks, et ne voulaient ni faire la guerre aux Arabes, ni enlever leurs femmes, ni renverser la religion de Mahomet, ils n'étaient pas leurs ennemis. Bonaparte mangea avec eux le pain, gage de la foi des traités, et leur fit des présents. Les envoyés s'en retournèrent auprès de leur tribu, en faisant éclater leur reconnaissance, et après avoir juré fidélité à l'alliance conclue avec les Français.

La prise d'Alexandrie, qui assurait aux Français le seul port important de l'Égypte, coûta la vie à 15 soldats, à cinq officiers et au chef de la 3e demi-brigade, Massé; 250 hommes y furent blessés, 20 hommes s'étaient noyés lors du débarquement. Bonaparte fit enterrer les morts avec tous les honneurs militaires, au pied de la colonne de Pompée, et ordonna de graver leurs noms sur ce monument.

Proclamation aux Égyptiens. — L'entrée des Français à Alexandrie fut suivie de la publication de la proclamation suivante, adressée aux habitants de l'Égypte, et imprimée en langue arabe avec les caractères apportés de France.

«Depuis long-temps, les Beys qui gouvernent l'Égypte, insultent à la nation française et couvrent ses négociants d'avanies : l'heure de leur châtiment est arrivée. — Depuis long-temps ce ramassis d'esclaves, achetés dans le Caucase et la Géorgie, tyrannise la plus belle partie du monde. Mais Dieu, de qui tout dépend, a ordonné que leur empire finisse. — Peuples de l'Égypte, on vous dira que je viens pour détruire votre religion, ne le croyez pas. Répondez que je viens vous restituer vos droits, punir les usurpateurs, et que je respecte, plus que les Mamelucks, Dieu, son prophète et le Koran. Tous les hommes sont égaux devant Dieu. La sagesse, les talents et les vertus mettent seuls de la différence entre eux. — Or, quelle sagesse, quel talents, quelles vertus distinguent les Mamelucks, pour qu'ils aient exclusivement tout ce qui rend la vie agréable et douce? — Y a-t-il une belle terre? elle appartient aux Mamelucks. Y a-t-il une belle esclave, un beau cheval, une belle maison? cela appartient aux Mamelucks. — Si l'Égypte est leur ferme, qu'ils montrent le bail que Dieu leur en a fait! — Non. Dieu est juste et miséricordieux pour le peuple. Tous les Égyptiens ont des

droits égaux. Que les plus sages, les plus instruits, les plus vertueux gouvernent, et le peuple sera heureux. — Jadis il y avait parmi vous de grandes villes, de grands canaux, un grand commerce. Tout a été détruit. Par qui? par l'avarice, les injustices et la tyrannie des Mamelucks. — Cadhys, Cheyks, Imans, Tchorbadjys, dites au peuple que nous sommes aussi de vrais musulmans. — N'est-ce pas nous qui avons détruit le Pape, qui disait qu'il fallait faire la guerre aux musulmans? N'est-ce pas nous qui avons détruit les chevaliers de Malte, parce que ces insensés croyaient que Dieu voulait qu'ils fissent la guerre aux musulmans? N'est-ce pas nous qui avons été de tous les temps les amis du Grand-Seigneur (que Dieu accomplisse ses desseins) et les ennemis de ses ennemis? — Les Mamelucks, au contraire, ne se sont-ils pas toujours révoltés contre l'autorité du Grand-Seigneur, qu'ils méconnaissent encore? Font-ils autre chose que tous leurs caprices? — Trois fois heureux ceux qui seront avec nous! Ils prospéreront dans leur fortune et leur rang. Heureux ceux qui seront neutres! Ils auront le temps de nous connaître, et ils se rangeront avec nous. Mais malheur, trois fois malheur à ceux qui s'armeront pour les Mamelucks et combattront contre nous! Il n'y aura pas d'espérance pour eux, ils périront.»

Cette proclamation produisit un grand effet et acheva de calmer les esprits : elle était suivie d'un arrêté du général en chef qui confirmait dans leurs fonctions les cheyks, les cadhys et les imans, et enjoignait aux cheyks de faire mettre les scellés sur les propriétés des Mameluks. — Le même arrêté décidait que les villages qui prendraient les armes contre l'armée seraient brûlés, et ordonnait aux villages amis et soumis d'envoyer une députation au général en chef, et d'arborer, avec le pavillon du Sultan, le drapeau aux trois couleurs.

Description de l'Égypte. — L'Égypte doit son existence au Nil, qui la traverse dans toute sa longueur. Elle se divise naturellement en Haute, Moyenne et Basse-Égypte [*]. C'est une vallée large de 40 à 50 lieues, et longue de 200. Il n'y pleut jamais : les inondations régulières du fleuve rendent seules féconde et habitable l'étroite lisière de terres cultivées qui borde ses deux rives. Cette lisière a depuis une demi-lieue jusqu'à deux lieues et demie de large. Le Delta, compris entre les deux embouchures du fleuve, offre plus d'étendue. Mais telle est la fertilité produite par le limon que laisse le Nil après l'inondation, que cette terre, qui, au moment où les Français y arrivèrent, ne comptait pas plus de deux millions cinq cent mille habitants, nourrissait dans les temps anciens, sous les Ptolémées, une population de vingt millions d'hommes et fournissait du blé à toute l'Italie. Les terres cultivées sont resserrées entre deux déserts de sables mouvants, dont la triste uniformité n'est interrompue de loin en loin que par quelques oasis, îles de verdure qui servent de lieux de repos et d'abri aux caravanes.

Les révolutions physiques du globe et les bouleversements politiques des empires avaient détruit lentement la prospérité et la population de l'Égypte. Les canaux, mal entretenus, s'étaient comblés et avaient disparu ; les sables envahissaient chaque jour les terrains fertiles. Le sol était couvert des ruines de tous les temps et de tous les ordres ; semblable à ces ruines, la population offrait les débris de différents âges et de plusieurs peuples : Cophtes, Arabes, Turcs et Mameluks. — «Ces diverses races, dit Napoléon, n'ont ni

[*] A l'époque de l'expédition française, la Haute-Égypte, appelée *Saïd*, formait deux provinces (*Syène* ou Thèbes et *Girgeh*); la Moyenne, nommée *Ouestanieh*, était divisée en quatre (*Benisouef*, *Siout*, *Fayoum* et *Daifih*); la Basse, appelée *Bahireh*, en comptait neuf (*Bahireh*, *Rosette*, *Garbieh*, *Menoufieh*, *Damiette*, *Mansourah*, *Charkieh*, *Kelioub* et *Gizeh*). — L'Égypte comprenait, en outre, la *Grande-Oasis*, la *Vallée du Fleuve-sans-Eau* et l'*Oasis de Jupiter-Ammon*. — La Grande Oasis est située parallèlement au Nil, sur la rive gauche; elle a 150 lieues de long. Ses points les plus éloignés du fleuve en sont à 60 lieues, les plus rapprochés à 20. — La Vallée du Fleuve-sans-Eau, près de laquelle sont les lacs Natron, objets d'un commerce de quelque importance, est à 15 lieues de la branche de Rosette. Jadis cette vallée a été fertilisée par le Nil. L'Oasis de Jupiter-Ammon est à 80 lieues de la rive gauche du fleuve. — Le territoire égyptien s'étendait vers les frontières de l'Asie jusqu'aux collines que l'on trouve entre El-Arisch, El-Kanonès et Refah, à environ 40 lieues de Péluse, d'où la ligne de démarcation traverse le désert de l'Égarement, passe à Suez, et longe la mer Rouge jusqu'à Bérénice. — Les ports de l'Égypte sont : sur la Méditerranée, Alexandrie, Rosette et Damiette; sur la mer Rouge, Suez et Kosseyr. — Le Nil coule parallèlement à la mer Rouge; ses points les plus éloignés en sont à 50 lieues, les plus rapprochés à 30. Un seul de ses coudes en est à 22 lieues, mais des montagnes impraticables l'en séparent. — L'étendue de l'Égypte, y compris les déserts qui en dépendent, est de 200 lieues de long, sur 110 à 120 de large. — L'Égypte produit du blé, du riz et des légumes. Elle était autrefois le grenier de Rome, elle est encore celui de Constantinople. — Elle produit aussi du sucre, de l'indigo, du séné, de la casse, du natron, du lin, du chanvre; mais elle n'a ni bois, ni charbon, ni huile. Elle manque aussi de tabac, qu'elle tire de Syrie, et de café, que l'Arabie lui fournit. Elle nourrit de nombreux troupeaux et une multitude de volailles. On y possède l'art de faire éclore les poulets dans des fours.

L'Égypte sert d'intermédiaire à l'Afrique et à l'Asie. Les caravanes arrivent au Kaire, comme des vaisseaux sur une côte, au moment où on les attend le moins, et des contrées les plus éloignées. Ces caravanes sont composées de pèlerins ou négociants de Maroc, de Fez, de Tunis, d'Alger ou de Tripoli, allant à la Mecque, et apportant des marchandises qu'ils viennent échanger au Kaire. On y compte ordinairement plusieurs centaines de chameaux, quelquefois même plusieurs milliers; elles sont escortées par des hommes armés. Il vient aussi au Kaire des caravanes de l'Abyssinie, de l'intérieur de l'Afrique, de Tangoust et des lieux qui se trouvent en communication directe avec le cap de Bonne-Espérance et le Sénégal. Elles apportent des esclaves, de la gomme, de la poudre d'or, des dents d'éléphants, etc. Il en arrive enfin de l'Arabie et de la Syrie, et celles-là apportent du charbon, du bois, des fruits, de l'huile, du café et du tabac. — Il n'y a en Égypte ni voiture ni charrette. Les transports par eau y sont si multipliés et si faciles, que les voitures y sont moins nécessaires que partout ailleurs. — Les hommes se servent de chevaux pour parcourir la ville; seuls, les hommes de loi et les femmes vont sur des mulets ou sur des ânes. — On emploie spécialement les chameaux pour les transports; ils servent aussi de monture. — Les plus légers, à une bosse, s'appellent *dromadaires*. L'animal est dressé à plier les genoux et à s'accroupir pour laisser monter le cavalier, qui se place sur une espèce de bât, les jambes croisées. Un bridon, attaché à un anneau passé dans les narines, sert à conduire le dromadaire et produit sur lui le même effet que le mors sur le cheval. — Le dromadaire a le pas très alongé, son allure ordinaire est le grand trot. Il peut faire facilement une vingtaine de lieues dans un jour. — La navigation du Nil est très active et très facile; on le descend avec le courant, on le remonte à l'aide de la voile et du vent du nord, qui est constant pendant une saison. Quand celui du sud règne, il faut quelquefois attendre longtemps. Les bâtiments dont on se sert sont appelés *djermes*. Ils sont plus haut mâtés et voilés que les bâtiments ordinaires, afin de recevoir les vents par-dessus les monticules qui bordent la vallée. — Les *Caïques* sont de petites chaloupes ou péniches légères et étroites qui servent pour passer le Nil et pour naviguer, non-seulement sur les canaux, mais aussi sur tout le pays quand il est inondé. Le nombre de bâtiments légers est plus considérable sur le Nil que sur aucun fleuve, parce que pendant plusieurs mois de l'année, c'est le seul moyen de communiquer d'un village à un autre.

les mêmes mœurs, ni la même langue; elles n'ont de commun que la religion. La langue habituelle des Mamelucks et des Ottomans est le Turc, les naturels parlent la langue arabe.»

Mamelucks. — «A l'arrivée des Français, les Mamelucks gouvernaient le pays et possédaient les richesses et la Force. Ils avaient pour chefs 23 beys égaux entre eux, mais soumis néanmoins à l'influence de celui qui, par son talent et sa bravoure, savait captiver tous les suffrages. — La maison d'un bey se compose de 400 à 800 esclaves, tous à cheval, et ayant chacun, pour les servir, 2 ou 3 Fellâhs. Les beys ont divers officiers pour le service d'honneur de leur maison. Les katchefs sont les lieutenants des beys, ils commandent sous eux cette milice et sont seigneurs des villages. Les beys ont des terres dans les provinces et une habitation au Kaire. Les Mamelucks ne peuvent se recruter qu'en Circassie. Les jeunes Circassiens sont vendus par leurs mères, ou volés par des gens qui en font le métier, et conduits au Kaire par les marchands de Constantinople. On admet, parmi les Mamelucks, quelquefois des Noirs ou des Ottomans.»

C'était un phénomène singulier que de voir à côté des Arabes, si attachés à la distinction des rangs transmise par leurs ancêtres, une classe nombreuse qui n'estimait que l'homme acheté, dont les parents étaient inconnus, et qui, de l'esclavage, s'était élevé aux premières dignités. Le général Reynier rapporte, dans ses *Mémoires*, que des officiers turcs et des Mamelucks lui ont dit, en parlant de personnages qui occupaient de grands emplois : «C'est un homme de bonne race; il a été acheté.» Cette opinion était tellement enracinée, qu'on ne considérait pas les enfants de l'individu acheté et redevenu libre, comme ayant le même degré de noblesse que leur père. Cette opinion était également générale dans la Turquie et même à Constantinople, au centre du gouvernement qui a pour principe de conserver la race d'Osman, et où il existe des familles très anciennes et considérées. Était-ce un hommage rendu aux talents que l'homme parti du point le plus bas a dû montrer pour parvenir? Tenait-elle à ce caractère belliqueux, qui fait préférer à l'enfant nourri au sein de sa famille un jeune homme sans parents, élevé pour la guerre? Ou bien, dans un gouvernement tout militaire, les chefs auraient-ils pensé que des esclaves, tenant tout d'eux et les regardant comme leurs pères, devaient être plus attachés à leurs personnes et moins dangereux dans les emplois de confiance, que ceux qui, appuyant leur autorité sur celle de leur famille, auraient pu se former des partis et se rendre indépendants? — En Égypte, les esclaves faisant partie de la maison d'un bey étaient adoptés par lui, et composaient sa famille. Intelligents et braves, ils s'élevaient successivement de grade en grade, et parvenaient à celui de katchef et même de bey. — On pouvait compter en Égypte de 60 à 70,000 individus de race circassienne.

Turcs ou Ottomans. — «Les Ottomans se sont établis dans le pays, lors de la conquête par Sélim, dans le XVI[e] siècle. Ils forment le corps des janissaires et des spahis, et ont été augmentés de tous les Ottomans inscrits dans ces compagnies, selon l'usage de l'empire. Ils sont environ 200,000, constamment avilis et humiliés par les Mamelucks.»

Arabes. — Les Cheiks. — «Les Arabes composent la masse de la population; ils ont pour chefs les grands *Cheiks*, descendant de ceux des Arabes, qui, du temps du prophète, au commencement de l'Hégire, conquirent l'Égypte. Ils sont à la fois les chefs de la noblesse et les docteurs de la loi; ils ont des villages, un grand nombre d'esclaves, et ne vont jamais que sur des mules. Les mosquées sont sous leur inspection; celle de Djrmil-Azar a, seule, soixante grands Cheiks. C'est une espèce de Sorbonne, qui prononce sur toutes les affaires de religion et sert même d'université. On y enseigne la philosophie d'Aristote, l'histoire et la morale du Koran; elle est la plus renommée de l'Orient. Ses Cheiks sont les principaux du pays, les Mamelucks les craignaient, la Porte même avait des ménagements pour eux. On ne pouvait influer sur le pays et le remuer que par eux. Quelques-uns descendent du prophète, tel que le Cheik-el-Békry, d'autres de la deuxième femme du prophète, tel que le Cheik-el-Sadda. — Si le Sultan de Constantinople était au Kaire, à l'époque des grandes fêtes de l'empire, il les célébrerait chez l'un de ces Cheiks. C'est faire assez connaître la haute considération qui les environne. Tous les Arabes du désert sont de la même race que les Cheiks, et les vénèrent. Les Cheiks sont les hommes de la loi et de la religion, les Mamelucks et les janissaires sont les hommes de la force et du gouvernement. La différence entre eux est plus grande qu'elle ne l'est en France entre les militaires et les prêtres, car ce sont des familles et des races tout à fait distinctes.»

Les Cultivateurs et Fellâhs. — Les Arabes se divisaient en deux grandes classes bien distinctes; les *cultivateurs* et les *Bédouins* ou Arabes errants. — La classe qui s'adonnait à l'agriculture se composait des *Arabes cultivateurs* proprement dits, et des *Fellâhs*. Les cultivateurs différaient des *Fellâhs* par leur physionomie, leurs manières et leur caractère. Le sang arabe s'était transmis sans mélange dans leurs familles, on ne pouvait les distinguer des Bédouins. Outre les traits physiques de leur race, ils avaient conservé l'esprit de dispute, de chicane et de rapacité; mais ils n'avaient plus ces vertus si vantées des Arabes, la franchise, la foi religieuse pour leur parole, le penchant à l'hospitalité. Ils étaient faux et voleurs, extrêmement adroits et audacieux. Ils arrêtaient les Fellâhs, pillaient les barques et dépouillaient les marchands et les voyageurs. — Ils avaient perfectionné l'agriculture et l'industrie agricole beaucoup plus que les Fellâhs; leur terres étaient mieux entretenues, mieux arrosées, et leurs villages plus peuplés. C'est à eux qu'appartenaient presque exclusivement la culture et la fabrication du sucre dans la Moyenne-Égypte. Ils avaient des chevaux et des chameaux en grand nombre. Quoique professant la religion mahô-

métane, les Fellâhs, étaient les ilotes de l'Égypte. Ils sortaient du mélange des diverses races qui avaient successivement dominé l'Égypte. Les Arabes les regardaient comme des êtres nés pour travailler à la terre. Ils leur avaient donné le nom de *fellâhs*, c'est-à-dire *hommes de boue*, et ne s'alliaient jamais avec eux.

Les Bédouins. — « Les tribus d'Arabes errants et vivant dans le désert sous des tentes étaient au nombre d'environ soixante, toutes dépendantes de l'Égypte et formant une population d'à peu près 120,000 âmes, pouvant fournir 18 à 20,000 cavaliers. Ces Arabes dominent les différentes parties des déserts, qu'ils regardent comme leurs propriétés, et y possèdent une grande quantité de bestiaux, chameaux, chevaux et brebis. Ils se font souvent la guerre entre eux, soit pour la démarcation des limites de leurs tribus, soit pour le pacage de leurs bestiaux, soit pour tout autre objet. Le désert seul ne pourrait les nourrir, car il ne s'y trouve rien. Ils possèdent des oasis, qui, semblables à des îles, ont, au milieu du désert, de l'eau douce, de l'herbe et des arbres. Ils les cultivent et s'y réfugient à certaines époques de l'année. Néanmoins ils sont en général misérables, et ils ont constamment besoin de l'Égypte : ils viennent annuellement en cultiver les lisières, y vendent le produit de leurs troupeaux, louent leurs chameaux pour les transports dans le désert, et emploient le bénéfice qu'ils retirent de ce trafic à acheter les objets qui leur sont nécessaires. Les déserts sont des plaines de sable, sans eau et sans végétation, dont l'aspect monotone n'est varié que par des mamelons, des monticules ou des rideaux de sable. Il est rare cependant d'y faire plus de vingt à vingt-quatre lieues sans trouver une source d'eau ; mais elles sont peu abondantes, plus ou moins saumâtres, et exhalent presque toutes une odeur alcaline. On trouve dans le désert une grande quantité d'ossements d'hommes et d'animaux, dont on se sert pour faire du feu, on y voit aussi des gazelles et des troupeaux d'autruches, qui ressemblent de loin à des Arabes à cheval. — Il n'y existe aucune trace de chemins ; les Arabes s'accoutument dès l'enfance à s'y orienter par les sinuosités des collines ou rideaux de sable, par les accidents du terrain ou par les astres. Les vents déplacent quelquefois les monticules de sable mouvant, ce qui rend très pénible et souvent dangereuse la marche dans le désert. Parfois le sol est ferme, parfois il s'enfonce sous les pieds. Il est rare de rencontrer des arbres, excepté, autour des puits où se trouvent quelques palmiers. Il y a dans le désert des bas-fonds où les eaux s'écoulent et séjournent plus ou moins long-temps. Auprès de ces mares, naissent des broussailles d'un pied à dix-huit pouces de hauteur, qui servent de nourriture aux chameaux. — C'est la partie riche des déserts. »

Cophtes. — « Les Cophtes sont catholiques, mais ne reconnaissent pas le Pape ; on en compte 150,000 à peu près en Égypte. Ils descendent de familles qui, après la conquête des Kalifes, sont restées chrétiennes. — Les Catholiques syriens sont peu nombreux. Les uns veulent qu'ils soient les descendants des Croisés ; les autres, que ce soient des originaires du pays, chrétiens au moment de la conquête, comme les Cophtes, et qui ont conservé des différences dans la religion. — C'est une autre secte catholique. — Il y a peu de Juifs et de Grecs. Ces derniers ont pour chef le patriarche d'Alexandrie, qui se croit égal à celui de Constantinople et supérieur au Pape. »

Pour conserver la tranquille possession de l'Égypte, il fallait, après en avoir expulsé les *Mamelucks*, y établir une administration qui, tout en respectant les préjugés de ces habitants, de mœurs et de caractères si divers, satisfît à leurs besoins et commandât leur obéissance. Des traités avec la Porte ou avec ses principaux représentants en Égypte étaient nécessaires pour s'assurer de l'amitié ou tout au moins de la neutralité des *Turcs*. La force des armes aurait suffi pour imposer aux *Bédouins*, et les contenir dans leurs déserts. La classe des *Arabes cultivateurs* et celle des *Fellâhs* pouvaient être facilement amenées à des sentiments favorables aux nouveaux dominateurs du pays, par une fermeté équitable, une juste sévérité, réunies à l'administration impartiale de la justice, à la modération des impôts et à leur perception opérée sans violences et sans vexations ; mais, pour arriver à ce résultat, on devait capter la bienveillance et l'affection des Cheiks, en respectant leurs usages et leur religion, en leur témoignant la considération due à leur influence locale, et surtout en leur accordant une participation honorable au gouvernement du pays. Quant aux Juifs, aux Cophtes, aux Grecs et aux autres Chrétiens, on était assuré d'avance qu'ils préféreraient la domination des Français à celle des Turcs ou des Mamelucks ; mais il fallait les établir sur un pied d'égalité avec les autres habitants du pays, et les relever de l'avilissement dans lequel ils étaient tombés, chose difficile à faire, sans choquer les préjugés des Arabes. La tâche du général en chef de l'armée d'Orient n'était donc pas seulement celle d'un guerrier ; pour mener à fin son entreprise, il devait joindre aux talents du général la rectitude d'esprit de l'administrateur, la sagacité du négociateur et le génie du civilisateur.

RÉSUMÉ CHRONOLOGIQUE

1798.

JANVIER. Bonaparte est nommé général en chef de l'armée d'Angleterre.

10 FÉVRIER. Il part de Paris pour aller visiter les côtes et les ports de l'Océan.

5 MARS. Il est nommé général en chef de l'armée d'Orient.

9 MAI. Il arrive à Toulon

19 MAI. La flotte expéditionnaire sort du port.

10 JUIN. Prise de Malte.

12 — Convention par laquelle l'ordre de Malte cède à la République française les îles de Malte, de Goze et de Cumino.

19 — La flotte remet à la voile. — Départ de Malte.

30 — Arrivée sur la côte d'Égypte.

1er JUILLET. Débarquement.

2 — Prise d'Alexandrie.

BATAILLE DES PYRAMIDES. — PRISE DU KAIRE.
IBRAHIM-BEY EST EXPULSÉ D'ÉGYPTE.

SOMMAIRE.

Séjour à Alexandrie. — Départ pour le Kaire. — Marche dans le désert. — Privations. — Danger couru par Bonaparte. — Mort du général Mireur. — Combat de Ramanieh. — Mourad-Bey et Ibrahim-Bey. — Générosité de la femme d'Ibrahim. — Combat de Chébreis. — Suite de la marche sur le Kaire. — Découragement de l'armée. — Bataille des Pyramides. — Ibrahim-Bey et le Pacha d'Égypte quittent le Kaire. — Le quartier général à Embabeh. — Description du Kaire. — Proclamation aux habitants. — Occupation du Kaire. — Mesures militaires. — Entrée de Bonaparte au Kaire. — Organisation du Divan du Kaire et de l'administration des provinces. — Expédition contre Ibrahim. — Délivrance de la caravane de la Mecque. — Combat de Salehieh. — Ibrahim est expulsé d'Égypte. — Retour au Kaire. — Nouvelles de la flotte.

ARMÉE D'ORIENT.
Général en chef. — BONAPARTE.

MAMELOCKS.
Beys. — MOURAD. — IBRAHIM.

Séjour à Alexandrie. — Départ pour le Kaire. — Dès que Bonaparte fut maître d'Alexandrie, il ordonna de faire entrer dans le port les bâtiments du convoi et de procéder au débarquement des chevaux, de l'artillerie, des munitions et de tous les objets dont ils étaient chargés. Les jours et les nuits furent employés à cette opération. Les vaisseaux de guerre, que les pilotes du pays disaient ne pas pouvoir entrer dans le port, étaient restés dans la rade; ce qui rendit le débarquement de l'artillerie de siége long et pénible.

Bonaparte convint, avec l'amiral Brueys, que la flotte irait mouiller à Aboukir, où la rade était bonne et le débarquement facile, et d'où l'on pouvait également communiquer avec Rosette et Alexandrie; il lui ordonna en même temps de faire sonder avec précision la passe du vieux port d'Alexandrie, son intention étant que l'escadre y entrât, s'il était possible, ou que, dans le cas contraire, elle se rendît à Corfou. Tout commandait de presser le débarquement avec activité; les Anglais pouvaient se présenter d'un instant à l'autre: il était donc nécessaire que l'escadre se rendît indépendante de l'armée. D'un autre côté, tant pour prévenir les dispositions hostiles des Mamelucks, que pour ne pas leur laisser le temps d'évacuer les magasins, il fallait se porter sur le Kaire avec rapidité.

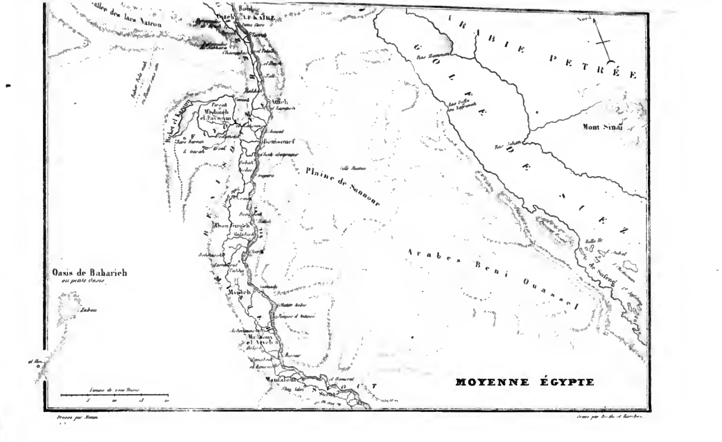
Pendant le débarquement, Bonaparte visitait la ville et les forts, dont il donna en partant le commandement au général Kléber, que sa blessure empêchait de suivre l'armée. Il ordonnait de nouveaux travaux, prenait les mesures civiles et militaires pour assurer la défense et la tranquillité de la ville, y organisait un *Divan* (conseil municipal), et disposait tout pour que l'armée fût bientôt en état de rejoindre la division du général Desaix, qui, formant l'avant-garde, était déjà en marche dans le désert sur la route du Kaire.

Deux routes conduisent d'Alexandrie dans la capitale de l'Égypte: la première est celle qui passe par le désert et Damanhour, en suivant jusqu'à Ramanieh le canal qui, lors des inondations, conduit les eaux du Nil à Alexandrie, et qui est à sec le reste de l'année. — Pour atteindre l'autre, qui remonte la rive du Nil, il aurait fallu gagner Rosette en côtoyant la mer, et traverser, à une lieue d'Aboukir, le détroit de deux cents toises de large qui joint le lac Madieh à la mer, passage au quel on n'était pas préparé. — Le général en chef avait fait équiper une petite flottille destinée à remonter le Nil. Cette flottille, commandée par le chef de division Pérée, était composée de plusieurs chaloupes canonnières et d'un chebec; elle aurait été d'un grand secours pour l'armée, si on eût suivi la route de Rosette, en portant les équipages et les vivres des troupes, et en suivant tous leurs mouvements. Mais les Français n'avaient pas encore pris possession de Rosette, et cette route aurait d'ailleurs retardé de huit à dix jours la marche de l'armée sur le Kaire. Bonaparte se décida à prendre celle de Damanhour.

Le commandement d'Alexandrie confié à Kléber laissait sans chef sa division; Bonaparte la plaça provisoirement sous les ordres du général Dugua, qui eut l'ordre de partir avec les cavaliers non montés, de protéger l'entrée de la flottille dans le Nil, de s'emparer de Rosette, d'y établir un Divan provisoire et d'y laisser une garnison; puis de remonter la rive gauche du Nil, afin de rejoindre l'armée à Ramanieh.

Marche dans le désert. — Privations. — L'armée partit d'Alexandrie, les 6 et 7 juillet, avec son artillerie de campagne et un petit corps de cavalerie, si toutefois on peut donner ce nom à trois cents hommes montés sur des chevaux épuisés par une traversée de deux mois et pouvant à peine porter leur cavalier. L'artillerie, par la même raison, était mal attelée. Le 8 juillet, les diverses divisions arrivèrent à Damanhour, où elles séjournèrent un jour, et d'où elles partirent, le 10, pour continuer leur mouvement sur Ramanieh. La marche dans le désert fut très pénible; les Arabes avaient comblé les puits de Beda et de Birket, de sorte que le soldat, brûlé par l'ardeur du soleil et en proie à une soif dévorante, ne pouvait trouver à se désaltérer.

La division Desaix, qui formait l'avant-garde, eut tellement à souffrir du manque d'eau et de l'ardeur du soleil, que Desaix lui-même, si difficile à émouvoir dans les plus grands dangers, partagea l'abattement de ses soldats. Il écrivit au général en chef: «Si l'armée ne traverse pas le désert avec la rapidité de l'éclair; elle périra.» — Les troupes supportaient avec impatience des fatigues si nouvelles pour des hommes habitués à combattre dans les plaines fertiles de l'Italie et de l'Allemagne. Leur soif ne pouvait être suffisamment étanchée par l'eau saumâtre du petit nombre de puits qu'ils rencontraient sur leur route. Elle s'augmentait au


MOYENNE ÉGYPTE
ARABIE PETRÉE
GOLFE DE SUEZ
Mont Sinaï
Plaine de Sannour
Arabes Beni Ouassel
Oasis de Baharieh
ou petite Oasis
Vallée des lacs Natron
Atfieh
Medineh el Fayoum
Beni-souef
Abou Girgeh
Minieh
Melloui el Aerich
Manfalout
Siout



Grande Place du Kaire.

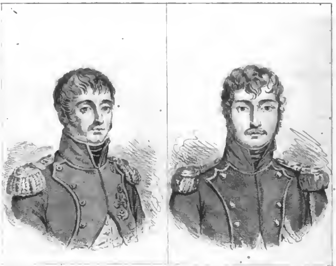

Digitized by Google





Costumes Egyptiens

Md de Lanternes et de Soufflets. *Anier* *Porteur d'eau*



Louis Bonaparte Eugène Beauharnais.


Biblioteca Nazionale
NAPOLI



Bataille des Pyramides.

contraire par les illusions décevantes du mirage, qui changeait en une eau fraîche et limpide les vapeurs brûlantes exhalées du sein de la terre. C'était le supplice de Tantale renouvelé chaque jour : l'onde fuyait à mesure qu'on cherchait à s'avancer vers elle. Un grand nombre de soldats succombèrent ainsi, abattus par la soif. Pour comble de malheur, ensuite, quand on s'approcha du Nil et quand l'eau devint abondante, les troupes, qui avaient reçu du pain pour plusieurs jours, et qui l'avaient gaspillé avec l'imprévoyance naturelle au soldat, manquèrent de vivres et furent réduites à se nourrir de *pastèques* (melons d'eau) aliment aqueux, malsain et affaiblissant. «Néanmoins, dit Bonaparte, ce fruit rafraîchissant était si agréable aux soldats accablés par la chaleur, qu'à l'exemple des anciens Égyptiens qui l'avaient divinisé, ils finirent par le nommer *sainte Pastèque*.»

Danger couru par Bonaparte. — Mort du général Mireur. — Pendant la marche, les flancs de l'armée furent couverts d'une nuée de cavaliers arabes qui pillaient et assassinaient les traînards. Les Français, privés de cavalerie, ne pouvaient les poursuivre. Le général en chef lui-même faillit être enlevé par les Bédouins : un pli du terrain le cacha heureusement à leur vue. En reconnaissant le péril auquel il venait d'échapper, Bonaparte s'écria gaîment : «Il n'est point écrit là-haut que je doive être pris par les Arabes.»

Le général Mireur ne fut pas aussi heureux à Damanhour; il acheta un cheval, voulut l'essayer et sortit du camp, malgré les représentations qui lui furent faites de ne pas s'éloigner. Trois Arabes, accroupis et cachés derrière des monticules de sable, le tuèrent et le dépouillèrent avant qu'on pût venir à son secours. Le général en chef le regretta vivement. Il le regardait comme un des plus braves généraux de son armée. «C'était, disait-il, l'homme des dangers et des avant-postes; son sommeil était inquiet si l'ennemi ne se trouvait pas en face.»

Combat de Ramanieh. — L'ennemi attendit pour la première fois les soldats français en avant de Ramanieh. Environ 800 Mameluks, en ordre de bataille, se présentèrent devant la division du général Desaix et la chargèrent; quelques volées de mitraille suffirent pour les disperser.

L'armée se reposa deux jours à Ramanieh, où les soldats oublièrent leurs fatigues en se baignant dans les eaux désirées du Nil. Elle y fut rejointe par la division Kléber, aux ordres de Dugua, qui, conformément à ses instructions, s'était emparé de Rosette. Ce général annonça à Bonaparte [1] que la flottille était entrée dans le Nil, mais qu'à cause des basses eaux elle remontait le fleuve avec difficulté. Cependant elle arriva dans la nuit du 11 au 12 juillet. Le 12, l'armée, longtemps avant le lever du soleil, continua sa marche sur le Kaire et coucha à Miniet-Salameh, village au-delà duquel elle devait rencontrer les Mameluks.

[1] A Ramanieh, le général en chef reçut un coup de pied de cheval qui lui fit à la jambe droite une contusion grave; Larrey en prévint les suites, et vint à bout de la guérir en peu de temps, malgré les fatigues de la marche et l'activité du général.

Mourad-Bey et Ibrahim-Bey. — Générosité de la femme d'Ibrahim. — Les souverains réels de l'Égypte, les chefs principaux des Mameluks étaient, à l'époque de l'expédition française, deux beys qui, long-temps ennemis, avaient fini par faire la paix et par se partager le pouvoir. — Ibrahim, sous le titre de *Cheik-el-Beled*, dirigeait l'administration, et Mourad, en qualité d'*Émir-Hadjy*, était à la tête de l'armée. Unis par l'intérêt, mais toujours rivaux, ces dominateurs de l'Égypte avaient, depuis douze ans qu'ils possédaient le pouvoir, déjoué un grand nombre de trames ourdies contre eux par les anciens beys, et battu les armées que la Porte-Ottomane avait envoyées pour ressaisir son autorité.

Mourad-Bey avait une taille ordinaire; son visage, coupé par une large balafre, était imposant, son regard vif et perçant, sa physionomie intelligente et spirituelle. La nature l'avait doué d'une grande énergie et d'une force de corps extraordinaire. Il possédait ce maintien et cet air de dignité que donne ordinairement l'exercice d'un grand pouvoir. Il était somptueux dans ses habits, et sa magnificence égalait quelquefois celle des anciens despotes de l'Asie. On lui reprochait plusieurs actes de cruauté, commandés peut-être par les habitudes orientales; mais on convenait généralement que la fermeté, la franchise et la loyauté formaient le fond de son caractère.

Au moment où la nouvelle du débarquement de l'armée française était arrivée au Kaire, les Français établis dans cette ville avaient couru de grands dangers. Avant de partir pour aller combattre, Mourad-Bey avait résolu de leur faire couper la tête; les conseils d'un Italien qui possédait sa confiance, lui firent ajourner cet atroce projet. Les Français eurent seulement à payer, à titre d'avanie, une somme de 6,000 pataques (20,000 fr.); mais ils avaient encore tout à craindre de la fureur d'un peuple fanatique. Une vertueuse musulmane, la femme d'Ibrahim-Bey, entreprit de les sauver; elle obtint de son mari et de Mourad-Bey lui-même la permission de leur donner asile dans son palais. Elle eut pour eux les plus grands soins, et pourvut à tout ce qui leur était nécessaire; aucune vue d'intérêt personnel ne dirigeait dans sa conduite cette femme généreuse, car elle était décidée à suivre son mari partout où le sort le conduirait [1].

[1] Pour bien comprendre tout ce que cette résolution de la femme du bey des Mameluks avait de rare et de noble, il faut savoir que, chez les Orientaux, les femmes sont sacrées, et que dans les guerres intestines, même les plus acharnées, on les épargne constamment. Bonaparte n'avait sans doute pas besoin de cet usage du pays, pour les traiter avec ménagement. La femme de Mourad-Bey était restée au Kaire, ainsi que d'autres femmes des Mameluks, qui conservèrent leurs maisons pendant que leurs maris faisaient la guerre aux Français. — Le général en chef, peu de temps après son entrée au Kaire, envoya Eugène Beauharnais, son beau fils et son aide de camp, complimenter la femme de Mourad-Bey. Elle avait auprès d'elle et sous ses ordres une cinquantaine de femmes esclaves appartenant à son mari et à des katchefs. Elle reçut Eugène sur son grand divan, dans le harem, où il entra par exception, et comme envoyé du *Sultan-Kébir* (nom sous lequel les Arabes désignaient Bonaparte). Toutes les femmes voulurent voir le jeune Français, et les esclaves eurent beaucoup de peine à contenir leur curiosité et leur impatience. L'épouse de Mourad-Bey était une femme de cinquante ans encore assez belle, et qui passait pour avoir beaucoup d'intelligence et de mérite. Elle fit, suivant l'usage, apporter du café et des sorbets, et ôta de son doigt une bague de mille louis qu'elle donna au jeune officier. — Souvent,

Cependant Mourad-Bey, ayant réuni un corps de Mamelucks, s'avança à la rencontre des Français. Il commandait lui-même cette avant-garde qui attaqua Desaix à Ramanieh, et avec laquelle il se replia sur Chébreïs où il avait donné rendez-vous aux beys et aux katchefs qui devaient combattre sous ses ordres.

Combat de Chébreïs. — Les Mamelucks, qui avaient pris position à une lieue au-delà de Miniet-Salameh, étaient au nombre de 4,000. — Leur droite s'appuyait au village de Chébreïs, dans lequel ils avaient placé quelques pièces de canon, et au Nil, sur lequel ils avaient une flottille composée de chaloupes canonnières et de djermes armées.

Bonaparte avait ordonné à la flottille française de continuer sa marche, en se dirigeant de manière à pouvoir appuyer la gauche de l'armée sur le Nil, et attaquer la flotte ennemie au moment où il ferait attaquer les Mamelucks et le village de Chébreïs : malheureusement la violence des vents poussa à une lieue au-delà de l'armée la flottille, qui se trouva en présence de l'ennemi, et fut obligée d'engager un combat d'autant plus inégal, qu'elle avait à la fois à soutenir le feu des Mamelucks et à se défendre contre leur flottille. — Des Arabes et des Fellâhs, conduits par quelques Mamelucks, parvinrent à prendre à l'abordage une galère et une chaloupe canonnière. — Le chef de division Pérée, après un rude combat, réussit à reprendre ces bâtiments et brûla plusieurs chaloupes ennemies. Il fut puissamment secondé par l'intrépidité et le sang-froid du général Andréossy et des citoyens Monge, Berthollet, Junot, Payeur, et Bourrienne, secrétaire du général en chef, qui se trouvaient à bord du chebec.

Le bruit du canon avait fait connaître au général en chef que la flottille était engagée; il fit avancer l'armée au pas de charge; elle s'approcha de Chébreïs et aperçut les Mamelucks rangés en bataille en avant de ce village. Bonaparte reconnut la position et donna ses ordres aux généraux. L'armée était composée de cinq divisions; chaque division se forma en carré sur une profondeur de six hommes à chaque face, l'artillerie fut placée aux angles; au centre, étaient les équipages et la cavalerie. Les grenadiers de chaque carré formaient des pelotons flanquant les divisions, et destinés à renforcer les points d'attaque. — Les sapeurs, les dépôts d'artillerie prirent position, et se barricadèrent dans deux villages en arrière, afin de servir, au besoin, de point de retraite.

L'armée n'était plus qu'à une demi-lieue des Mamelucks, quand tout à coup ils s'ébranlèrent par masses, sans aucun ordre de formation; et tandis qu'une partie d'entre eux voltigeaient sur les flancs et sur les derrières de l'armée, d'autres fondirent avec impétuosité sur la droite et le front des carrés. Cette cavalerie africaine offrait un coup d'œil magnifique. C'étaient de beaux chevaux arabes richement harnachés, piaffant, hennissant, caracolant avec grâce et légèreté; c'étaient des cavaliers à l'air martial, couverts d'armures étincelantes, enrichies d'or et de pierreries, de costumes divers brillamment bigarrés, la tête ornée de turbans à aigrettes, ou de casques dorés, armés de sabres, de lances, de flèches, de carabines. Ce spectacle frappa vivement nos soldats, sans cependant leur inspirer aucune crainte. On les laissa approcher jusqu'à portée de mitraille. Alors l'artillerie fut démasquée et son feu les mit en fuite. Quelques pelotons des plus braves attaquèrent avec intrépidité les flanqueurs. On les attendit de pied ferme, et presque tous furent tués, ou par le feu de la mousqueterie, ou par la baïonnette. — Animée par ce premier succès, l'armée s'ébranla au pas de charge, et marcha sur le village de Chébreïs qui fut emporté. La déroute des Mamelucks fut dès lors complète, leur flottille prit aussi la fuite. Le combat avait duré deux heures avec un égal acharnement. L'ennemi avait eu 600 hommes tués ou blessés, la perte des Français ne s'élevait qu'à 70 hommes environ.

Suite de la marche sur le Kaire. — Découragement de l'armée. — Après le combat de Chébreïs, l'armée atteignit Chabour le même jour, 13 juillet. Cette journée était forte, mais rien ne reposa le soldat comme une victoire; on marcha en ordre de bataille et au pas accéléré, dans l'espérance de couper quelques bâtiments de la flottille ennemie. En effet, les Mamelucks furent obligés d'en brûler plusieurs.

Le 14, on coucha à Kom-el-Chérif, et le 15, à Alkam. Là, le général Zayonscheck passa sur la rive droite du Nil avec les cavaliers démontés, afin de se porter sur Ménouf et à la pointe du Delta. Comme le Delta n'était pas infesté par les Arabes, Zayonscheck pouvait facilement s'y procurer des vivres, qui furent d'un grand secours à l'armée; ce général prit position à la pointe du Delta, dite le Ventre de la Vache, où le Nil se partage en deux branches, celle de Damiette et celle de Rosette. Le 17, l'armée campa à Abou-Niebabeck; le 18, elle arriva à Ouardan, où les troupes séjournèrent le lendemain; on y bivouaqua dans une grande forêt de palmiers. Le 20, l'armée coucha à Omm-el-Dinar.

Afin d'être toujours en état de recevoir l'ennemi, et en raison de la nécessité où elle se trouvait de se procurer des subsistances, l'armée ne pouvait faire que de petites marches. — Elle était sans cesse harcelée par les Arabes. On ne pouvait s'éloigner à une portée de canon sans tomber dans quelque embuscade. Si les Arabes

depuis, elle adressa des réclamations au général en chef, qui lui conserva les villages qui formaient ses domaines et la protégea constamment. — Les femmes vieillissent vite en Égypte, on y trouve plus de brunes que de blondes. Généralement, leur visage est peu coloré et a une teinte cuivreuse. Les plus belles sont des Grecques ou des Circassiennes. On y voit aussi de fort belles Négresses amenées du Darfour et de l'intérieur de l'Afrique.

Bonaparte eut plusieurs fois occasion d'observer quelques-unes des femmes les plus distinguées du pays, auxquelles il accorda des audiences. «C'étaient, dit-il, ou des veuves de beys ou de katchefs, ou leurs épouses, qui, pendant leur absence, venaient implorer ma protection. La richesse de leur habillement, la noblesse de leur démarche, de petites mains douces, de beaux yeux, un maintien noble et gracieux et des manières très élégantes, dénotaient en elles des femmes d'un rang et d'une éducation au-dessus du vulgaire. Elles commençaient toujours par baiser la main du *Sultan-Kéber*, qu'elles portaient ensuite à leur front, puis à leur estomac. Plusieurs exprimaient leurs demandes avec une grâce parfaite, un son de voix enchanteur, et développaient tous les talents, toute l'aménité des plus spirituelles Européennes. La décence de leur maintien, la modestie de leurs vêtements y ajoutaient des grâces nouvelles; et l'imagination se plaisait à deviner des charmes qu'elles ne laissaient pas même entrevoir.»

étaient les plus nombreux, ils assassinaient et pillaient; à nombre égal et lorsqu'il fallait combattre, ils prenaient la fuite. L'adjoint aux adjudants généraux, Gallois, officier distingué, fut tué par eux en portant un ordre du général en chef. — L'adjudant Desnanols, neveu du savant Lacepède, tomba entre leurs mains et fut emmené à leur camp. Bonaparte envoya au chef de la tribu un messager avec 100 piastres, pour le rachat de ce jeune homme. Le partage de cette somme suscita une vive querelle entre ceux qui l'avaient pris. Ils allaient en venir aux mains, quand leur chef, pour terminer la contestation, tira un pistolet de sa ceinture, fit sauter le crâne au malheureux officier, et rendit les 100 piastres au messager, pour qu'il les rapportât au général en chef.

Tous les villages où arrivait l'armée étaient abandonnés, on n'y trouvait ni hommes ni bestiaux. Cet abandon, les privations et les fatigues affectèrent le moral des troupes. — «La mélancolie et la tristesse, a écrit, depuis, Napoléon, régnaient dans l'armée. Si les Hébreux, dans le *désert de l'Égarement*, se plaignaient et demandaient avec humeur à Moïse les oignons et les marmites pleines de viande de l'Égypte, les soldats français regrettaient sans cesse les délices de l'Italie. C'est en vain qu'on leur assurait que le pays était le plus fertile du monde, qu'il l'emportait même sur la Lombardie, le moyen de les persuader! Ils ne pouvaient avoir ni pain ni vin. Nous campions sur des tas immenses de blé, mais il n'y avait ni moulin ni four. Le biscuit apporté d'Alexandrie était mangé depuis long-temps; le soldat était réduit à piler le blé entre deux pierres, et à faire des galettes cuites sous les cendres. Plusieurs grillaient le blé dans une poêle, après quoi ils le faisaient bouillir. C'était la meilleure manière de tirer parti du grain, mais tout cela n'était pas du pain. Chaque jour leurs craintes augmentaient, au point qu'une foule d'entre eux disaient qu'il n'y avait pas de grande ville du Kaire; que celle qui portait ce nom, était, comme Damanhour, une vaste réunion de huttes, privées de tout ce qui peut rendre la vie commode et agréable. Leur imagination était tellement tourmentée, que deux dragons se jetèrent tout habillés dans le Nil et se noyèrent. Pourtant, si on n'avait ni pain ni vin, les ressources qu'on se procurait avec du blé, des lentilles, de la viande et quelquefois des pigeons, fournissaient du moins à la nourriture de l'armée. Mais le mal était dans l'exaltation des têtes. Les officiers se plaignaient plus haut que les soldats, parce que le terme de comparaison était plus à leur désavantage. Ils ne trouvaient pas en Égypte les logements, les bonnes tables et tout le luxe de l'Italie. Le général en chef, voulant donner l'exemple, avait l'habitude de prendre son bivouac au milieu de l'armée et dans les endroits les moins commodes. Personne n'avait ni tente ni provisions, le dîner de Napoléon et de l'état-major consistait dans un plat de lentilles.»

Bonaparte, en effet, partageait les privations de ses soldats et supportait patiemment leurs murmures, certain, comme Christophe Colomb au milieu de ses marins irrités, d'atteindre bientôt le but de son expédition; mais il n'avait pas les mêmes ménagements pour ses généraux, et en entendant les imprécations qu'un d'entre eux (Alex. Dumas) se permettait de faire publiquement. «Taisez-vous, général, lui dit-il; vos six pieds de haut ne m'effrayent pas. Si vous continuez à exciter l'irritation de l'armée, avant une heure je vous fais fusiller.» Le général se tut : il savait que Bonaparte était homme à exécuter sa menace.

Les heures de halte et la soirée du soldat se passaient en conversations politiques, en raisonnements et en plaintes. — «Que sommes-nous venus faire ici? disaient les uns; le Directoire nous a déportés.» — «Caffarelli, disaient les autres, est l'agent dont on s'est servi pour tromper le général en chef.» — Plusieurs s'étant aperçus que partout les vestiges d'antiquités étaient examinés avec soin, se répandaient en invectives contre *les savants, qui, pour faire leurs fouilles, avaient*, disaient-ils, *donné l'idée de l'expédition*. Les quolibets pleuvaient sur eux, même en leur présence. Les soldats appelaient un âne un *savant*, et disaient de Caffarelli Du Falga, en faisant allusion à sa jambe de bois : «Il se moque bien de cela, lui, il a toujours un pied en France.» Du Falga et les savants ne tardèrent pas à reconquérir l'estime de l'armée. — Bonaparte protégeait les hommes de la science contre les brutalités des hommes de guerre. On remarque même que, pour apprendre à son armée à respecter ceux qui se consacrent à l'accroissement et à la propagation des connaissances humaines, il fit toujours, en Égypte, dans ses proclamations et dans ses ordres, précéder son titre de général en chef, du titre de Membre de l'Institut.

Bataille des Pyramides. — Omm-el-Dinar n'est qu'à une journée de marche du Kaire. Là, Bonaparte fut informé que Mourad-Bey, avec toutes ses forces réunies, l'attendait pour lui livrer une bataille décisive. — Les Mameloucks avaient, en effet, résolu de tenter un dernier effort sous les murs de leur capitale. Il s'agissait pour eux de vaincre ou de mourir. Une défaite devait entraîner la chute de leur domination.

Leur armée, rassemblée sur la rive gauche du Nil, au nombre de plus de 60,000 hommes, était adossée au fleuve, couvrant le Kaire qui est situé sur la rive droite, et s'étendait depuis Embabeh jusqu'aux Pyramides. La droite, appuyée sur ce village, était couverte par des retranchements garnis de 40 pièces de canon, et défendus par l'infanterie turque au nombre de 20,000 hommes, janissaires et spahis. — Un corps de 10,000 Mameloucks, servis chacun par trois Fellahs armés à la légère, occupait le centre. — L'aile gauche était formée de 3,000 cavaliers arabes.

L'armée française, après une marche commencée pendant la nuit, arriva au point du jour devant l'ennemi. Cette ligne formidable, l'éclat des armes qui brillaient au soleil levant, l'aspect des trois cents minarets du Kaire, des bosquets de palmiers qui bordaient le fleuve, celui des larges et massives Pyramides qui paraissaient comme assises à l'horizon, pour assister à la lutte qui allait s'engager, tout ce tableau imposant et sublime excitait parmi les soldats un sentiment de surprise, d'admiration et d'enthousiasme. — L'enthousiasme augmenta, lorsque le général en chef, parcou-

rant le front de son armée et montrant du doigt l'horizon, prononça cette courte harangue, qui vivra sans doute autant que les Pyramides qui en furent les témoins :

«Soldats! vous êtes venus dans ces contrées pour les arracher à la barbarie, porter la civilisation dans l'Orient, et soustraire cette belle partie du monde au joug de l'Angleterre. Nous allons combattre. Songez que du haut de ces monuments quarante siècles vous contemplent.»

Les paroles de Bonaparte, soudainement répétées jusque dans les rangs les plus éloignés, animèrent les soldats d'un noble orgueil et d'un indomptable courage. Ils allaient avoir l'occasion de se montrer dignes à la fois du passé et de l'avenir.

L'armée fut bientôt disposée en carrés comme à Chébreis. Desaix commandait la droite, formée de deux divisions, Vial, la gauche, composée également de deux divisions; Bonaparte était au centre avec la division Kléber, qu'en l'absence de ce brave général, retenu à Alexandrie par ses blessures, commandait, ainsi que nous l'avons dit, le général Dugua.

Bonaparte, examinant avec soin les dispositions de l'ennemi, avait remarqué que les pièces qui garantissaient le camp d'Embabeh n'étaient pas montées sur des affûts de campagne: il comprit que les fantassins turcs n'oseraient pas s'en éloigner. Il ordonna à Desaix de prolonger sa droite pour se mettre hors de la portée de cette artillerie, et d'attaquer ensuite les Mamelucks, tandis que Vial, de son côté, attaquerait de front les retranchements d'Embabeh : cette manœuvre devait placer l'ennemi entre deux feux.

Mourad était doué d'un coup d'œil pénétrant et de beaucoup de résolution; il avait le génie militaire. Il s'aperçut du mouvement des Français et en devina l'intention. Aussitôt il donna ordre à sa cavalerie de charger nos colonnes pendant leur marche. Le choc fut si rapide, si impétueux, que nos carrés furent un moment ébranlés; mais ils se reformèrent promptement. Les charges de l'ennemi se multiplièrent en vain; leurs attaques désespérées n'eurent aucun succès. Vainement un bey, audacieux et héroïque guerrier, voyant tous ses efforts échouer contre ces remparts hérissés de fer, se dévoua-t-il avec 40 Mamelucks pour ouvrir un passage à Mourad-Bey. Ils acculèrent aux baïonnettes des grenadiers leurs chevaux qu'ils obligèrent à se renverser sur eux, et parvinrent ainsi à ouvrir une brèche, mais elle se referma aussitôt. Ils périrent tous, quelques-uns vinrent mourir aux pieds de Desaix. — Le courage discipliné triompha de la valeur désordonnée. — Écrasés par la mitraille et par le feu soutenu de l'infanterie française, les plus braves parmi les Mamelucks trouvèrent la mort autour de ces carrés, devant lesquels venaient se briser tous leurs efforts. Bonaparte avait saisi ce moment décisif pour faire attaquer Embabeh. Les généraux Bon et Vial enlevèrent à la baïonnette ce village et ses retranchements. La division turque et les Fellâhs, ainsi qu'une partie des Mamelucks, se virent alors resserrés entre nos carrés, leurs propres batteries devenues les nôtres, et le fleuve. Ils furent entièrement dispersés ou détruits. Mourad-Bey, séparé de ses troupes, se retira vers Gizeh avec 2,500 cavaliers, seuls débris de sa nombreuse armée; la majeure partie de l'infanterie turque et des Fellâhs se sauva à la nage en traversant le Nil : ceux des Mamelucks qui voulurent tenter cette voie désespérée de salut, se noyèrent, entraînés par le poids de leurs armures. Le camp de l'ennemi, 1,000 prisonniers, 900 chameaux chargés de bagages, 40 canons, plusieurs milliers de chevaux arabes et la possession assurée du Kaire, furent les résultats de cette glorieuse victoire, qui reçut le nom de *Bataille des Pyramides*. L'ennemi avait perdu 10,000 hommes, mamelucks, janissaires et fellâhs; Mourad-Bey, lui-même, avait été blessé à la joue d'un coup de sabre. Les Français n'eurent que 30 hommes tués et 260 blessés [1].

Au moment de la bataille, les Mamelucks avaient sur le Nil soixante bâtiments chargés de toutes leurs richesses. La fatale issue du combat, et les canons français déjà braqués sur le fleuve, au-delà des débouchés de l'île de Rodah, leur ôtèrent l'espérance de les sauver et ils y mirent le feu. Cet incendie fut considérable et d'un effet magnifique; à travers les tourbillons de flamme et de fumée, on apercevait les minarets et les édifices du Kaire, rouges de la lueur qui illuminait au loin l'horizon et atteignait même les massives pyramides.

La flottille française n'avait pas pu, faute de vent, suivre le mouvement de l'armée. Elle n'aurait pas rendu la journée plus décisive, mais elle eût aidé probablement à faire un plus grand nombre de prisonniers, et elle eût sauvé des flammes les richesses de la flottille arabe. Quoique le vent du nord soufflât avec violence, les marins Français avaient entendu le canon; le vent se calma, et le bruit du canon augmentant paraissait s'être rapproché d'eux le soir. Ils crurent un moment que la bataille était perdue; mais la vue des nombreux cadavres de Mamelucks entraînés par les flots près de leurs bâtiments, les rassura bientôt.

Ibrahim-Bey et le Pacha d'Égypte quittent le Kaire. — Le 21 juillet au matin, tandis que Mourad-Bey se préparait à livrer bataille, le pacha d'Égypte, Seid-Abou-Beker qui, n'ayant point reçu la lettre de Bonaparte, ignorait les motifs de l'invasion française, et qui se trouvait fort embarrassé sur la conduite qu'il avait à tenir, s'était entendu avec Ibrahim-Bey et avait chargé un des principaux négociants français établis au Kaire, d'aller trouver Bonaparte pour connaître ses desseins. La bataille qui s'engagea aussitôt empêcha cette négociation d'avoir lieu. — Ibrahim avait avec lui, sur la rive droite du Nil, 2,000 Mamelucks. Il eut soin de faire transporter dans leur camp tout ce qu'il avait de précieux. Témoin de la bataille des Pyramides et de la défaite de Mourad, il prit aussitôt un parti, fit replier ses tentes, et emmenant ses trésors et ses esclaves, se retira dans la nuit du 21 au 22, vers Belbeïs sur la route de Syrie. — Le pacha se décida à le suivre.

Après leur départ, la populace du Kaire livrée à elle-même se porta à tous les excès. Les palais des beys furent dévastés, celui de Mourad fut incendié; on vou-

[1] Larrey. *Relation chirurgicale de l'armée d'Orient*, pag. 13.

lut attaquer la maison de la femme d'Ibrabim, où les négociants français étaient réfugiés; mais leur bonne contenance arrêta les assaillants. — Les Cheiks des mosquées et les divers agas des janissaires et de la police, après de longs efforts, parvinrent enfin à rétablir l'ordre.

Le quartier général s'établit à Embabeh. — Pendant la nuit la division Menou avait passé un bras du fleuve et pris position dans l'île de Rodah. — Les divisions Reynier, Dugua et Desaix, après avoir poursuivi les Mamelucks jusqu'au-delà des Pyramides, étaient revenues à Gizeh, dont les divisions Bon et Menou occupaient déjà le camp retranché; on y avait trouvé de nombreuses provisions de bouche et des bagages; l'espoir d'un riche butin avait ranimé les forces des soldats, et la plupart étaient déjà occupés à repêcher les cadavres des ennemis qui s'étaient noyés dans le fleuve. Les sommes d'argent considérables que les Mamelucks ont la coutume de porter sur eux, leurs vêtements magnifiques, leurs armes précieuses garnies d'or et d'argent, ornées de belles ciselures, encourageaient les troupes à cette recherche. — On mettait en vente les dépouilles conquises dans le combat : le champ de bataille était devenu un marché. Au milieu des cadavres, on vendait des chevaux, des armes, des vêtements, des selles, des bouses, des chameaux. Il régnait une joie bruyante; les uns mangeaient et buvaient, d'autres se paraient de turbans et de pelisses; personne ne songeait plus aux souffrances qu'il avait endurées.

Le général en chef avait établi son quartier général à Gizeh, dans la maison de campagne de Mourad-Bey. Cette habitation ne ressemblait en rien aux châteaux d'Europe. « Nous eûmes, dit Napoléon, beaucoup de peine à nous y loger et à reconnaître la distribution des différentes pièces; mais ce qui frappa le plus agréablement les officiers, ce fut une grande quantité de coussins et de divans, couverts des plus beaux damas, des plus belles soieries de Lyon, et ornés de franges d'or. Pour la première fois nous trouvâmes en Égypte le luxe et les arts de l'Europe. Une partie de la nuit se passa à parcourir dans tous les sens cette singulière maison. Les jardins étaient remplis d'arbres magnifiques, mais ils étaient sans allées et ressemblaient assez aux jardins des religieuses d'Italie. Ce qui fit le plus de plaisir aux soldats, car chacun y accourut, ce furent de grands berceaux de vignes, chargés des plus beaux raisins du monde. La vendange fut bientôt faite. »

Description du Kaire. — Le Kaire, dont l'armée française n'était séparée que par le Nil, est situé à une demi-lieue du fleuve, où ses ports sont le vieux Kaire et Boulac. Il est traversé par un canal à sec la plus grande partie de l'année, mais qui se remplit pendant l'inondation et se ramifie en de nombreux canaux secondaires. Alors la place d'El-Bekir, la plupart des places et des jardins du Kaire sont couverts d'eau, et tous les quartiers communiquent entre eux avec des bateaux. Le Kaire est dominé par une citadelle placée sur un mamelon, et à laquelle un aqueduc, ouvrage remarquable, porte de l'eau. — Il y a à cet effet, au vieux Kaire, une grosse tour octogone, très haute, renfermant un réservoir où les eaux du Nil sont élevées par une machine hydraulique, et d'où elles coulent dans l'aqueduc. Lorsque les Français entrèrent au Kaire, cette forteresse était négligée, sans défense, et tombait en ruines. Bonaparte la fit immédiatement réparer. La ville est entourée de hautes murailles bâties par les Arabes, surmontées de tours énormes : ces murailles étaient en mauvais état et tombaient de vétusté; elles furent également remises en état de défense. — Le Kaire est une ville très-grande, la moitié de son enceinte confine avec le désert, on trouve des sables arides en sortant par la porte de Suez. Sa population était considérable : on y comptait 210,000 habitants. « Les maisons, dit Napoléon, sont fort élevées et les rues étroites, afin d'être à l'abri du soleil. C'est pour le même motif que les *bazars* ou marchés publics sont couverts de toiles ou de paillassons. Les Beys ont de très beaux palais d'une architecture orientale, qui tient plutôt de celle des Indes que de la nôtre. Les Cheiks ont aussi de très belles maisons. Les *okels* sont de grands bâtiments carrés qui ont de vastes cours intérieures et où sont renfermées des corporations entières de marchands. Ainsi, il y a l'okel du riz, l'okel des marchands de Suez, de Syrie. Tous ont à l'extérieur, et donnant sur les rues, de petites boutiques de douze à quinze pieds carrés, où se tient le marchand avec les échantillons de ses marchandises. Le Kaire a un grand nombre de mosquées les plus belles du monde; les minarets sont riches et nombreux. Les mosquées servent en général à recevoir les pèlerins qui y couchent. Il en est qui en contiennent quelquefois jusqu'à 3,000; de ce nombre est celle de Djemil-Azar, qu'on cite comme la plus grande de l'Orient. Ces mosquées se composent d'ordinaire, de cours dont le pourtour est environné de colonnes énormes, couvertes par des terrasses; dans l'intérieur se trouvent une foule de bassins ou réservoirs d'eau pour boire et pour se laver. — Il y a dans un quartier quelques familles européennes; c'est le *quartier des Francs* : l'on y rencontre un certain nombre de maisons, comme celle que peut avoir en Europe un négociant de 30 à 40,000 livres de rente; elles sont meublées à l'européenne avec des chaises et des lits; des églises pour les Cophtes, et quelques couvents pour les catholiques Syriens. — A côté de la ville du Kaire, du côté du désert, se trouve la *ville des morts*. Cette ville est plus grande que le Kaire même; c'est là que toutes les familles ont leur sépulture. Une multitude de mosquées, de tombeaux, de minarets et de dômes conservent le souvenir des grands qui y ont été enterrés, et qui les ont fait bâtir. Beaucoup de tombeaux ont des gardiens qui y entretiennent des lampes allumées et en font voir l'intérieur aux curieux. Les familles des morts, ou des fondations, pourvoient à ces dépenses. Le peuple lui-même a des tombeaux distingués par famille ou par quartier, qui s'élèvent à deux pieds de terre. — Il y a au Kaire une foule de cafés; on y prend du café, des sorbets ou de l'opium, et on y disserte sur les affaires publiques. — Autour de cette ville, ainsi qu'auprès d'Alexandrie, Rosette, etc., on trouve des monticules assez élevés; ils sont formés de ruines et de décombres, et s'accroissent tous les jours parce que tous les débris de la ville y

sont portés; cela produit un effet désagréable. Les Français avaient établi des lois de police pour arrêter le mal, et l'Institut discuta les moyens de le faire entièrement disparaître; mais il se présenta des difficultés. L'expérience avait prouvé aux gens du pays qu'il était dangereux de jeter ces débris dans le Nil, parce qu'ils encombraient les canaux, ou se répandaient dans la campagne avec l'inondation.»

Proclamation aux habitants. — Une vieille tradition des Arabes accorde l'empire de l'Égypte à celui qui se rend maître du Kaire. — Le sort de cette ville avait été décidé par la victoire des Pyramides. — Bonaparte adressa cette proclamation aux habitants :

« Peuple du Kaire, je suis content de votre conduite; vous avez bien fait de ne pas prendre parti contre moi; je suis venu pour détruire la race des Mamelucks, protéger le commerce et les naturels du pays. Que tous ceux qui ont peur se tranquillisent; que ceux qui se sont éloignés rentrent dans leurs maisons; que la prière ait lieu comme à l'ordinaire, comme je veux qu'elle continue toujours. Ne craignez rien pour vos familles, vos maisons, vos propriétés, et surtout pour la religion du Prophète, que j'aime. Comme il est urgent qu'il y ait des hommes chargés de la police, afin que la tranquillité ne soit pas troublée, il y aura un divan composé de sept personnes qui se réuniront à la mosquée de Ver. Il y en aura toujours deux près du commandant de la place, et quatre seront occupés à maintenir la tranquillité publique et à veiller à la police.»

En envoyant aux Cheiks et aux notables cette proclamation et celle qu'il avait adressée aux Égyptiens, en débarquant à Alexandrie, le général en chef les invita à faire passer de son côté tous les bateaux qu'ils avaient sur la rive droite, à lui envoyer une députation en témoignage de leur soumission, et à faire préparer des vivres pour l'armée. Ignorant le départ du pacha d'Égypte, il lui écrivit de nouveau, pour l'assurer des intentions pacifiques de la République française envers la Porte-Ottomane.

Occupation du Kaire. — Le même jour, une députation des Cheicks, accompagnée de quelques négociants français, se présenta devant le général en chef pour lui annoncer la soumission de la ville, et implorer sa clémence. Bonaparte répondit à cette députation que le désir des Français était de rester amis du peuple égyptien et de la Porte-Ottomane; que les mœurs, les usages et la religion du pays seraient religieusement respectés. Il envoya ensuite prendre possession de la citadelle du Kaire, un détachement commandé par le brave Dupuy, ex-chef de brigade de la 32ᵉ, qui, ainsi que Destaing, autre chef de brigade, avait été nommé général de brigade sur le champ de bataille d'Aboukir. Le détachement qui allait occuper une ville peuplée de 210,000 habitants, n'était que de 250 hommes; il accomplit néanmoins heureusement cette mission délicate.

«Le général Dupuy, l'adjudant général Beauvais, le nouveau chef de la 32ᵉ demi-brigade, Darmagnac, et les compagnies de grenadiers, écrit un témoin oculaire, montèrent dans la soirée à bord de la barque qui avait amené les négociants français, et de quelques autres djermes. Les négociants accompagnaient le détachement pour lui servir de guides. — La nuit était close, lorsque après avoir traversé le Nil, il arriva sous les murs du Kaire. Les Français entrèrent dans la ville sans rencontrer un seul habitant. Cette poignée de soldats parcourait, en bon ordre et sans crainte, les rues étroites et silencieuses de l'immense capitale de l'Égypte, pour aller chercher un gîte au centre même de cette ville. La confiance du général Dupuy et de ceux qui l'accompagnaient était telle, que pour indiquer à ceux qui marchaient à la queue de la colonne, et qui pouvaient rester un peu en arrière, la direction que prenait la tête, un tambour battait la marche. Ce bruit inusité, loin de faire sortir les habitants de leur torpeur leur inspirait encore une terreur plus profonde. — L'obscurité ne permettait pas aux guides qui accompagnaient la colonne de la mener par le chemin le plus direct, au quartier où elle devait s'arrêter et passer le reste de la nuit. — Il était une heure du matin; les Français étaient fatigués d'une marche difficile sur un sol inégal, rocailleux et sablonneux des rues du Kaire; la chaleur et le besoin impérieux du sommeil commandaient un repos nécessaire. Le général Dupuy prit le parti de faire enfoncer la porte d'une grande maison inhabitée, appartenant à un des katchefs (chef subalterne des Mamelucks). Les Français s'y reposèrent, et y attendirent le jour. Alors ils allèrent occuper la citadelle.»

Mesures militaires. — Bonaparte resta deux jours à Gizeh, pour y prendre les mesures nécessaires à la sûreté de l'armée. L'enceinte de cette ville était assez vaste pour renfermer tous les établissements militaires, et assez forte pour résister aux Arabes. On s'empressa de la mettre en état et de l'armer d'artillerie. — Un fort à étoile, capable de contenir 250 à 300 hommes et deux pièces de canon, fut tracé près des Pyramides. — La division Desaix, que Bonaparte destinait à poursuivre dans la Haute-Égypte les Mamelucks qui avaient suivi Mourad-Bey, eut ordre de se porter à deux lieues au-dessus de Gizeh, en suivant les bords du Nil; Desaix devait choisir près du fleuve un emplacement qui fût à l'abri de l'inondation pendant les crues, et propre à établir un camp retranché triangulaire, assez grand pour contenir sa division, et que devaient former trois redoutes se flanquant entre elles, réunies par des courtines et des fossés: chaque redoute devait être défendue par 100 hommes et deux pièces de canon.

Avant de donner à Desaix l'ordre de poursuivre les Mamelucks, Bonaparte essaya d'entrer en négociation avec Mourad : il paraît que celui-ci lui avait déjà fait faire quelques ouvertures. Bonaparte lui fit offrir par un négociant italien qu'il chargea de conclure et de signer une convention pour mettre fin aux hostilités, des conditions analogues à celles qui servirent plus tard de base à l'alliance que Kléber conclut avec ce bey, c'est-à-dire qu'il lui offrit de lui laisser, sous la suzeraineté de la France, le gouvernement de la province de Girgeh dans la Haute-Égypte. — Cinq jours seulement étaient laissés au chef des Mamelucks pour qu'il fît connaître sa résolution. Cette négociation fut sans résultats.

Entrée de Bonaparte au Kaire. — Enfin, le 25 juillet, le général en chef fit à quatre heures de l'après midi son entrée solennelle dans la capitale de l'Égypte. — Un grand nombre d'habitants que la modération des Français, si différente de la conduite altière et tyrannique des Mameluoks, avait fait revenir de leur première frayeur, s'étaient portés à la rencontre du cortége. Accoutumés à la marche sombre, menaçante et rapide des beys et de leurs katchefs, ils ne pouvaient voir sans étonnement Bonaparte suivi de ses généraux, marchant au milieu de la foule et lui souriant avec bienveillance. La singularité des vêtements, le luxe de quelques uniformes, la simplicité des armes, l'air guerrier, et néanmoins la physionomie douce de tous les visages, la jeunesse surtout de ces vainqueurs des Mamelucks, contribuaient à augmenter la surprise. — En effet, l'armée d'Égypte, quoique composée de soldats qui avaient fait les guerres d'Italie, n'était, à quelques rares exceptions près, qu'une armée de jeunes gens. On nommait un *ancien* un homme de trente ans. Le général en chef alla loger sur la place Esbekieh, dans la maison d'Elfy-Bey, et y établit son quartier général. Cette maison, situéé à une extrémité de la ville, avait un jardin communiquant avec la campagne. Dès le soir même de son entrée au Kaire, Bonaparte écrivit à son frère Joseph, député au conseil des Cinq-Cents, une lettre publiée à Londres dans la *Correspondance interceptée de l'armée d'Orient*, et qui, à notre avis, semble prouver que, comme il en avait fait la promesse au Directoire, il songeait encore au projet de descente en Angleterre. On lit dans cette lettre : *Je pense être en France dans deux mois.* La perte de la flotte à Aboukir, et la déclaration de guerre de la Porte changèrent forcément cette résolution.

Les vainqueurs trouvent souvent des adulateurs et des poëtes même parmi les peuples qu'ils ont vaincus. Le jour où le général Français prit possession du Kaire on chanta dans la grande mosquée un cantique de louanges. Cette espèce de *Te Deum* oriental célébrait le triomphe des *braves de l'Occident* et du *favori de la victoire* sur les Mamelucks [1].

Organisation du Divan du Kaire et de l'administration des provinces. — Un des premiers soins de Bonaparte, après son entrée au Kaire, fut de constituer définitivement le divan, et d'organiser l'administration des provinces. — Le divan du Kaire se composa de neuf des principaux Cheiks ; il eut le droit de choisir son président dans son sein. Un interprète et deux secrétaires-interprètes, sachant le français et l'arabe, lui furent attachés. Il eut la nomination des deux agas chargés de la police, et des trois membres de la commission de surveillance des marchés et de celle d'inhumation des cadavres : il dut s'assembler tous les jours à midi ; trois de ses membres restaient constamment en surveillance. Une sentinelle française et une sentinelle turque gardaient le lieu de ses séances. Le général Berthier, chef de l'état-major général, et le général Dupuis, commandant du Kaire, installèrent le divan, et reçurent son serment de ne rien faire contre les intérêts de l'armée.

L'administration des provinces fut organisée conformément aux avis exprimés par le divan du Kaire, auquel le général en chef adressa plusieurs questions sur la formation, la composition et les appointements des divans provinciaux, sur les successions, sur la manière de rendre la justice, sur les propriétés et les impositions. Les réponses du divan furent pleines de sagacité, rappelèrent les lois et les usages qui régissaient l'Égypte, et satisfirent complétement le général en chef. En conséquence, celui-ci arrêta qu'il y aurait dans chaque province :

1° Un divan composé de sept notables, chargés de veiller aux intérêts de la province, de transmettre les plaintes au général, d'empêcher les guerres entre les villages et d'éclairer le peuple, toutes les fois que cela serait nécessaire ;

2° Un aga des janissaires attaché au commandant français, et qui, avec une compagnie de 60 hommes du pays armés, aurait la charge de maintenir l'ordre, et de contenir chacun dans l'obéissance et la tranquillité ;

3° Un intendant, chargé de la perception du *miry* et du *feddam*, et de tous les revenus appartenant aux Mamelucks, et qui étaient devenus propriétés de la République ;

4° Un agent français placé près de cet intendant, tant pour correspondre avec l'administration des finances que pour faire exécuter ses ordres et se trouver toujours au fait de l'administration.

Enfin le général en chef arrêta que tous les propriétaires d'Égypte seraient confirmés dans leurs propriétés ; que les fondations pieuses affectées aux mosquées seraient conservées ; que toutes les transactions civiles et commerciales continueraient à avoir lieu, et que la justice continuerait à être administrée comme par le passé.

Kléber commandait à Alexandrie, Menou à Rosette, et Dumuy à Damanhour, dans le Bahireh. Bonaparte nomma d'autres généraux pour gouverner les provinces déjà occupées par les troupes françaises. Zayonchek fut envoyé dans le Menoufieh, Murat dans le Kelioub, Vial à Damiette, Fugières dans le Garbieh, et Belliard à Gizeh. Le général en chef leur donna pour instruction d'organiser les divans et les compagnies de janissaires, de désarmer les habitants, de requérir des chevaux pour la cavalerie, de bâtir des fours pour la troupe, d'établir des hôpitaux, d'activer

[1] Voici les premières strophes de cet hymne poétique :

« Le grand Allah n'est plus irrité contre nous ! Il a oublié nos fautes assez punies par la longue oppression des Mamelucks ! Chantons les miséricordes du grand Allah !

« Quel est celui qui a sauvé des dangers de la mer et de la fureur de ses ennemis le favori de la victoire ? Quel est celui qui a conduit sains et saufs sur les rives du Nil les braves de l'Occident ?

« C'est le grand Allah ! le grand Allah qui n'est plus irrité contre nous ! Chantons les miséricordes du grand Allah !

« Les Beys-Mamelucks avaient mis leur confiance dans leurs chevaux ; les Beys-Mamelucks avaient rangé leur infanterie en bataille.

« Mais le favori de la victoire, à la tête des braves de l'Occident, a détruit l'infanterie et les chevaux des Mamelucks.

« De même que les vapeurs qui s'élèvent le matin du Nil sont dissipées par les rayons du soleil, de même l'armée des Mamelucks a été dissipée par les braves de l'Occident, parce que le grand Allah est actuellement irrité contre les Mamelucks ; parce que les braves de l'Occident sont la prunelle droite du grand Allah. »

le travail des commissions pour l'inventaire des biens appartenant aux Mameluks, d'étudier et de faire connaître l'esprit des habitants, la population et les ressources pécuniaires des provinces, d'y répandre des proclamations, et enfin d'en faire lever, aussi bien que possible, le plan par les officiers du génie ou de l'état-major. Afin de contenir les ennemis de l'armée, Bonaparte recommandait à ses lieutenants la plus grande sévérité. «Il faut, écrivait-il, prendre avec ces peuples le ton nécessaire pour qu'ils obéissent; et pour eux, obéir c'est craindre.»

Expédition contre Ibrahim. — Délivrance de la caravane de la Mecque. — Cependant Ibrahim-Bey s'était retiré à Belbeis, d'où il cherchait à soulever les Fellâhs du Delta, où il attendait le retour de la caravane de la Mecque, dans l'intention de rallier à lui les Mamelucks de l'escorte, et de profiter de ce renfort pour exécuter contre les Français un plan d'attaque combiné avec Mourad-Bey et les Arabes.

L'armée avait beaucoup souffert de la marche, des chaleurs excessives, de la mauvaise nourriture; elle avait besoin de repos avant de se mettre à la poursuite des Mamelucks et de les chasser entièrement de l'Égypte. Bonaparte sentait d'ailleurs la nécessité d'organiser un gouvernement dans la capitale et le reste du pays, d'assurer la subsistance du peuple et de l'armée, d'organiser tous les services, et de se mettre, par des positions retranchées, à l'abri de toute surprise, soit de la part des Mamelucks, soit de la part des habitants. Néanmoins, comme le voisinage d'Ibrahim était le plus dangereux, il avait ordonné, le 2 août, au général de brigade Leclerc d'aller, avec 300 hommes de cavalerie, trois compagnies de grenadiers, un bataillon et deux pièces d'artillerie légère, prendre position au village d'El-Hanka, pour observer Ibrahim-Bey. Leclerc y fut attaqué, le 3, par 4000 Mamelucks et Arabes, que plusieurs décharges d'artillerie mirent en fuite; mais les Fellâhs soulevés se représentaient tous les jours et harcelaient les avant-postes.

Le 7 août l'armée, composée des trois divisions, Bon, Reynier et Menou, partit du Kaire pour joindre Ibrahim-Bey, lui livrer bataille, détruire son corps et le chasser de l'Égypte; elle se réunit le 8 à l'avant-garde de Leclerc, et coucha le 9 à Belbeis. — Ibrahim-Bey n'avait pas cru prudent de l'attendre et s'était retiré vers Salehieh. — Le 10, l'armée, continuant sa marche, était encore à quelques lieues de ce village, lorsque dans le désert on aperçut une caravane, escortée par une troupe d'Arabes. La cavalerie française s'avança aussitôt, chargea les Arabes, les mit en fuite et arrêta la caravane: c'était celle de la Mecque, qu'Ibrahim avait fait rétrograder sur Salehieh. La plus grande partie de ceux qui la composaient y avaient consenti, et il emmenait avec lui une foule de marchands avec leurs marchandises; les autres avaient demandé à suivre leur route vers le Kaire, sous l'escorte de quelques Arabes; mais à peine cette portion de la caravane avait-elle été abandonnée par les Mamelucks, que les Arabes, qui devaient l'escorter et la protéger, avaient pillé eux-mêmes toutes les marchandises, sous prétexte que les marchands ne pouvaient éviter d'être pillés par les Français. La cavalerie délivra ainsi environ six cents chameaux, chargés d'hommes, de femmes et d'enfants, que Bonaparte fit conduire au Kaire, sous une escorte de troupes françaises — Dans presque tous les villages que l'armée traversait, elle rencontrait des marchands et des pèlerins de la caravane qui avaient pris la fuite; Bonaparte chercha à les rassurer et leur promit sûreté et protection. Pour leur prouver que les promesses des Français ne ressemblaient pas à celles des Arabes, dès qu'il fut arrivé à Korain, village arabe qui avait fourni l'escorte, il en fit arrêter le Cheik, et le mit en présence des principaux marchands avec lesquels il avait traité de l'escorte qui les avait pillés. Le Cheik, menacé d'être fusillé, retrouva sur-le-champ la plus grande partie des objets volés, et fit rendre aux marchands leurs femmes et leurs esclaves. Le pillage des Arabes devait avoir été considérable. «Un seul négociant, dit Bonaparte dans son rapport au Directoire, m'assura qu'il perdait 200,000 écus en châles et autres marchandises des Indes. Il avait avec lui toutes ses femmes. Je leur donnai à souper et leur procurai les chameaux nécessaires pour leur voyage au Kaire. Plusieurs d'entre elles paraissaient avoir une assez bonne tournure, mais leur visage était couvert, selon l'usage du pays, usage auquel l'armée s'accoutumait le plus difficilement.»

Combat de Salehieh. — Ibrahim est expulsé d'Égypte. — L'armée continuait sa marche à grandes journées, pour atteindre Ibrahim-Bey. Le 11 août, à quatre heures de l'après-midi, l'avant-garde, composée d'environ 300 hommes de cavalerie, arriva en vue de Salehieh. Au moment où elle entrait dans le village, Ibrahim-Bey surpris fuyait à la hâte, couvrant son arrière-garde d'environ mille Mamelucks.

L'infanterie française était encore à une lieue et demie en arrière; les chevaux étaient harassés de fatigue, des nuées d'Arabes couvraient la plaine, attendant l'issue du combat pour tomber sur les vaincus [1]. La seule arrière-garde d'Ibrahim-Bey était trois fois plus nombreuse que l'avant-garde française. Malgré l'infériorité du nombre, Bonaparte, à la tête de cette avant-garde, n'hésita pas à le poursuivre dans le désert. Deux cents braves, tant du 7[e] régiment de hussards que du 22[e] de chasseurs, et des guides à cheval emportés par leur fougue, et sans doute aussi par l'espoir de s'emparer des trésors du Bey, chargèrent avec impétuosité les Mamelucks. Ils furent enveloppés; la charge devint générale, les guides suivirent les hussards; les aides de camp, les généraux, se jetèrent dans la mêlée. Bonaparte resta presque seul. Des deux côtés on se battit en désespérés. Chaque officier, chaque soldat, eut à soutenir un combat particulier. Enfin le 3[e] de dragons s'avança, et par une fusillade bien dirigée, força les Mamelucks à se retirer, abandonnant deux pièces de canon et une cinquantaine de chameaux

[1] Au moment où les Français se préparaient à attaquer les Mamelucks, un parti d'Arabes de 150 hommes, qui jusqu'alors avaient suivi Ibrahim, proposa à Bonaparte de charger avec sa cavalerie, à condition d'avoir part au butin. Cette proposition n'eut pas de suites, mais elle caractérise les Arabes.

chargés de tentes et d'autres effets. — Mais Ibrahim-Bey parvint à sauver avec lui ses équipages, dans lesquels étaient ses femmes, celles de ses Mamelueks, ses trésors et les plus riches marchandises de la caravane. Il avait disparu quand l'infanterie française arriva à Salehleb, où elle prit position. Ibrahim continua à fuir vers la Syrie, dont le séparaient neuf jours de marche à travers le désert

Les Mamelucks se battirent avec le plus grand courage. Destrée, chef d'escadron du 7e de hussards, reçut quatorze coups de sabre, et vécut malgré l'arrêt des chirurgiens qui avaient déclaré ses blessures mortelles. L'aide de camp Sulkowski fut blessé de sept à huit coups de sabre et de plusieurs coups de feu. Lasalle, chef de brigade du 22e de chasseurs, ayant, dans la charge, laissé tombé son sabre, mit pied à terre, le ramassa, remonta à cheval, et attaqua un des Mamelucks les plus intrépides. Le général Murat, l'aide de camp Duroc, l'adjudant Arrighi, l'adjudant général Leturcq, engagés trop avant par leur ardeur, coururent les plus grands dangers. Les Français perdirent plus de monde qua les Mamelucks.

De Salehieh, Bonaparte, jugeant le moment favorable pour entamer une négociation, écrivit à Ibrahim: «La supériorité des forces que je commande ne peut plus être contestée: vous voilà hors de l'Égypte et obligé de passer le désert. — Vous pouvez trouver dans ma générosité la fortune et le bonheur que le sort vient de vous ôter. Faites-moi de suite connaître votre intention. — Le pacha du Grand-Seigneur est avec vous, envoyez-le-moi porteur de votre réponse; je l'accepte volontiers comme médiateur.»

Cette lettre, par laquelle le général en chef espérait amener le pacha Saïd-Abou-Beker à revenir en Égypte, n'eut aucun résultat et n'obtint pas même de réponse.

Les Mamelucks d'Ibrahim étant rejetés hors d'Égypte, il fallait les empêcher d'y rentrer et se mettre en mesure de défendre en outre la frontière de Syrie, si elle était attaquée. Bonaparte laissa à Salehieh la division Reynier, avec l'ordre de travailler sur-le-champ à la construction d'un fort propre à recevoir les magasins qu'il se proposait d'y former. — Le général Reynier fut nommé gouverneur de la province de Charkieh.

Retour au Kaire. — Nouvelles de la flotte. — Le général en chef, avec le reste de l'armée, se mit en marche le 14 août, pour revenir au Kaire. Ce fut dans ce retour et à deux lieues seulement de Salehieh, qu'il reçut la première nouvelle du désastre d'Aboukir. — L'aide de camp de Kléber qui lui apporta le rapport du contre-amiral Gantheaume, contrarié par les difficultés des communications, avait mis onze jours pour faire le trajet d'Alexandrie à Salehieh. — En parcourant la dépêche, Bonaparte ne laissa paraître sur son visage rien qui pût faire connaître combien le désastre qu'on lui annonçait devait l'affecter. Il prit à part l'envoyé de Kléber et lui demanda quelques détails de vive voix. Ensuite il lui dit avec l'apparence d'une froide indifférence: «Nous n'avons plus de vaisseaux, eh bien! il faut rester dans ces contrées ou en sortir grands comme les anciens.»

L'armée connut bientôt la destruction de la flotte; Bonaparte fut le premier à communiquer la nouvelle à ceux qui l'entouraient, mais son calme, le ton d'inspiré avec lequel il développa aux yeux de tous un avenir de gloire et de prospérité, écartèrent des esprits toute pensée sinistre. L'armée d'Orient avait confiance en Bonaparte. «Le désastre d'Aboukir, écrivait le commissaire des guerres Miot, à son frère, rend notre situation embarrassante dans ce pays; elle enlèverait l'espérance à toute l'armée, si l'on ne connaissait pas le génie du général en chef.» Kléber avait été un instant alarmé de la prépondérance maritime des Anglais. Il témoigna ses inquiétudes à Bonaparte, qui lui écrivit: «Ils nous obligeront peut-être à faire de plus grandes choses que nous n'en voulions faire.» Et Kléber, complètement rassuré, répondit: «Oui, nous les entreprendrons ces grandes choses, et je prépare déjà toutes mes facultés.» — Les troupes du Kaire étaient plongées dans l'abattement, lorsque Bonaparte y rentra; mais bientôt sa confiance apparente passa dans toutes les âmes. Puisqu'il ne désespérait de rien, on crut qu'on pouvait encore tout espérer. Le désastre d'Aboukir fut considéré avec une sorte d'indifférence. On eut à peine, pour les victimes de cet événement récent, la tiède pitié qu'inspirent celles dont on est séparé par un grand espace de temps ou de lieux. On discuta avec tranquillité d'esprit comment les marins avaient été vaincus, par quels moyens ils auraient pu remporter la victoire, ou seulement éviter la défaite. Quelques hommes, le nombre en fut peu considérable, osèrent même railler amèrement ceux qui avaient survécu à la catastrophe. En réalité, et bien qu'aux yeux de l'armée il affectât un calme stoïque, le général en chef avait été profondément ému de la fatale issue du combat naval. Lorsqu'il se trouvait seul ou entouré de quelques serviteurs intimes, il déplorait amèrement l'inexécution de ses ordres et l'obstination de Brueys, obstination que l'amiral avait d'ailleurs expiée par une mort glorieuse. Son chagrin s'exhalait en plaintes involontaires: c'était Auguste redemandant à Varus ses légions.

RESUMÉ CHRONOLOGIQUE.

1798

6 JUILLET. Marche sur le Kaire.
7 — Prise de Rosette.
12 — Combat de Ramanieh.
13 — Combat de Chebreis.
21 — Bataille des Pyramides.
25 JUILLET. Entrée du général Bonaparte au Kaire.
1er AOUT. Combat naval d'Aboukir.
7 — Marche sur Belbies à la poursuite d'Ibrahim-Bey.
10 — Combat de Mansourah. — Délivrance de la caravane
11 — Combat de Salehieh. — Ibrahim-Bey est expulsé d'Égypte.
15 — Rentrée de Bonaparte au Kaire.

BATAILLE D'ABOUKIR.

OMMAIRE.

Ordres donnés à l'amiral Brueys. — Séjour de Brueys dans la rade d'Aboukir. — Forces de la flotte française. — Arrivée de Nelson. — Forces de la flotte anglaise. — Préparatifs de combat. — Bataille navale d'Aboukir. — Les armées de terre et de mer. — Réflexions de Napoléon.

FLOTTE FRANÇAISE.	FLOTTE ANGLAISE.
Amiral. — BRUEYS.	*Amiral.* — NELSON.

Ordres donnés à l'amiral Brueys. — Lors du débarquement, l'escadre française avait reçu l'ordre d'entrer à Alexandrie, pour y attendre de nouvelles instructions du général en chef. Les pilotes turcs dirent qu'ils ne pouvaient faire entrer des vaisseaux de 74, et à plus forte raison de 80 canons, dans le *port Vieux;* mais le capitaine Barré, officier de marine très distingué, sonda les passes et déclara positivement le contraire. — Les vaisseaux de 64, de construction vénitienne, et les frégates entrèrent sans difficulté; l'amiral et plusieurs officiers de marine persistèrent à penser qu'il fallait faire une nouvelle vérification avant d'y introduire l'escadre. Il fut reconnu qu'un vaisseau tirant 21 pieds d'eau pouvait entrer sans danger dans le port Vieux; ceux de 74, qui tirent 23 pieds, n'avaient donc qu'à s'alléger de 2 pieds, les vaisseaux de 80, tirant 24 pieds et demi, devaient être allégés de 3 pieds et demi; et, enfin, le vaisseau de 120 canons, tirant 27 pieds, aurait dû s'alléger de 6 pieds. Ces allégements pouvaient avoir lieu facilement, soit en jetant l'eau à la mer, soit en diminuant l'artillerie. Le moyen fut proposé à Brueys. Il répondit que si tous ses vaisseaux étaient de 74, il aurait recours à cet expédient; mais qu'en ayant de 120 canons et de 80, il courrait les chances, en entrant dans le port, d'y être bloqué par une escadre anglaise de huit ou neuf vaisseaux seulement, puisqu'il lui serait impossible d'installer les trois vaisseaux de 80 et *l'Orient*, de manière à ce qu'ils pussent combattre, étant réduits au tirant d'eau qui leur permettait de traverser les passes. — Cet inconvénient en lui-même était léger; les vents qui règnent dans ces parages rendaient impossible un blocus rigoureux, et il suffisait que l'escadre eût vingt-quatre heures devant elle, après la sortie des passes, pour pouvoir compléter son armement. — Il y avait d'ailleurs un moyen naturel d'y remédier, c'était de construire à Alexandrie quatre demi-chameaux propres à faire gagner quelques pieds aux vaisseaux de 80 et de 120, et la construction de ces chameaux n'exigeait pas de grands travaux.

Avant de quitter Alexandrie, Bonaparte avait prévu le cas où l'escadre ne pourrait pas entrer dans le port; il avait pris un arrêté pour enjoindre au vice-amiral Brueys d'examiner si l'escadre, embossée dans la rade d'Aboukir, serait en mesure de se défendre avec avantage contre une escadre ennemie supérieure, et enfin, si cela était démontré impossible, d'emmener la flotte à Corfou, en laissant seulement à Alexandrie les bâtiments légers, les frégates et les vaisseaux vénitiens. Corfou avait une bonne garnison et des magasins pour six mois; l'amiral aurait été proche de l'Albanie, d'où il eût tiré des vivres; ses instructions l'autorisaient aussi à se rendre de là à Toulon, où devaient être réunis 5 à 6,000 hommes appartenant aux régiments de l'armée d'Orient, qu'il aurait pu ramener en Égypte. C'étaient des soldats rentrés de permission ou des hôpitaux, et divers détachements qui n'avaient pu rejoindre cette place qu'après le départ de l'expédition.

Séjour de Brueys dans la rade d'Aboukir. — L'amiral ne fit rien de tout cela: il s'embossa dans la rade d'Aboukir et envoya à Rosette demander des vivres. Les causes qui portèrent Brueys à rester dans cette mauvaise rade sont peu connues. Quelques auteurs ont pensé qu'il désirait, avant de quitter la terre, être assuré de la prise du Kaire, et n'avoir plus d'inquiétude sur la position de Bonaparte. Brueys était fort attaché au général en chef; les communications avaient été interceptées, et il avait couru pendant quelque temps les bruits les plus fâcheux sur les derrières de l'armée. L'amiral ne tarda pas à connaître la bataille des Pyramides et l'entrée triomphante des Français au Kaire. Mais il paraît qu'alors, ayant déjà attendu un mois, il voulut encore attendre quelques jours pour recevoir des nouvelles directes du général en chef.

A peine mouillé dans la rade, il avait convoqué en conseil les contre-amiraux et les capitaines de l'escadre, pour leur soumettre la question de savoir si dans le cas où les ennemis se présenteraient, il convenait de recevoir le combat étant à l'ancre, et comme il avait laissé voir son opinion, l'affirmative avait prévalu. Le contre-amiral Blanquet-Duchayla insista seul pour qu'on levât l'ancre dès qu'on serait instruit de l'approche de Nelson, et pour qu'on s'avançât à sa rencontre, afin de combattre à la voile. Cet officier général soutenait, avec raison, qu'une escadre ne peut s'embosser avec quelque avantage, qu'appuyée sur des forts bien armés et dont les feux se croisent. Néanmoins, lorsqu'il vit que la majorité était d'un avis contraire, il pria noblement Brueys de le mettre à même de concourir le plus immédiatement possible à la défense du pavillon amiral, en choisissant son vaisseau, *le Franklin*, pour l'un des matelots de *l'Orient* [1]. Cette offre était celle d'un digne militaire qui sait se dévouer pour l'exécution des ordres de son chef, lors même qu'il ne les approuve pas. Brueys l'accepta.

[1] Dans une escadre, on appelle *matelots* les deux vaisseaux qui flanquent un autre vaisseau. Celui qui, dans les évolutions, le précède, est nommé *matelot-d'avant*, et celui qui le suit *matelot-d'arrière*. — Au combat d'Aboukir, *le Franklin* et *le Tonnant* furent les matelots de *l'Orient*.

Forces de la flotte française. — La flotte française embossée à Aboukir était composée de 13 vaisseaux de ligne et de 4 frégates formant une escadre légère.

Parmi les vaisseaux de ligne on en comptait : un de 120 canons, *l'Orient*, capitaine Casabianca, à bord duquel était le vice-amiral Brueys commandant en chef; trois de 80 canons : — *le Franklin*, cap. Gillet, monté par le contre-amiral Blanquet-Duchayla, commandant l'avant-garde; — *le Guillaume-Tell*, cap. Saulnier, monté par le contre-amiral Villeneuve, commandant l'arrière-garde, — et *le Tonnant*, cap. Dupetit-Thouars; neuf de 74 canons : — *le Guerrier*, cap. Trullet aîné; — *le Conquérant*, cap. Dalbarade; — *le Spartiate*, cap. Émériau; — *l'Aquilon*, cap. Thévenard; — *le Peuple-Souverain*, cap. Raccord; — *l'Heureux*, cap. Étienne; — *le Mercure*, cap. Cambon; — *le Généreux*, cap. Lejoille; — *le Timoléon*, capitaine Trullet, cadet.

Parmi les frégates, deux étaient de 40 canons : — *la Diane*, cap. Soleil, où se trouvait le contre-amiral Decrès, commandant l'escadre légère; — *la Justice*, cap. Villeneuve; et deux de 36 canons : — *l'Arthémise*, cap. Standelet; — *la Sérieuse*, cap. Martin.

Il y avait en outre trois bombardes, quelques bricks et chaloupes canonnières, mais pendant le combat, ces bâtiments se réfugièrent sous le fort d'Aboukir.

Brueys employa plusieurs jours à rectifier sa ligne d'embossage; il appuya sa gauche derrière l'îlot d'Aboukir, et, la croyant inattaquable, il y plaça ses plus mauvais vaisseaux, *le Guerrier* et *le Conquérant*. Ce dernier, le plus vieux de toute l'escadre, ne portait, à sa batterie basse, que du 18. Il fit établir sur l'îlot une batterie de deux pièces de 12, batterie insuffisante et qu'il eût fallu porter à une vingtaine de pièces de 36. Il plaça, au centre, ses meilleurs vaisseaux, *l'Orient*, *le Franklin*, *le Tonnant*, et à l'extrémité de sa droite, *le Généreux*, un des meilleurs et des mieux commandés de l'escadre. Craignant pour sa droite, il la fit soutenir par le *Guillaume-Tell*, son troisième vaisseau de 80.

Arrivée de Nelson. — *Forces de la flotte anglaise.* — *Préparatifs de combat.* — La flotte anglaise, commandée par Nelson était composée de quinze bâtiments dont treize de 74 canons : — *le Vanguard*, monté par l'amiral Nelson; — *le Goliath*; — *le Zealous*; — *l'Orion*; — *le Theseus*; — *l'Audacious*; — *le Minotaure*; — *le Defence*; — *le Swiftsure*; — *le Bellerophon*; — *le Majestic*; — *l'Alexander*; — *le Culloden*; un de 50 : — *le Leander*; et 1 brick, *la Mutine*.

Le 1er août, vers les trois heures de l'après-midi, elle apparut à l'horizon avec toutes voiles dehors. Le vent soufflait avec force. L'amiral français était à dîner, une partie des équipages à terre, le *branle-bas* n'était fait sur aucun vaisseau. Brueys fit sur-le-champ le signal de se préparer au combat. Il envoya un officier à Alexandrie demander les matelots du convoi, ensuite il fit le signal de se tenir prêt à mettre à la voile; mais l'escadre ennemie arriva avec tant de rapidité, qu'on eut à peine le temps de faire le branle-bas; et on le fit avec une négligence extrême. — Sur *l'Orient* même, que montait l'amiral, des cabanes construites sur les dunettes pour loger des officiers de terre pendant la traversée ne furent pas détruites; on les laissa remplies de matelas et de seaux de peinture et de goudron. Sur *le Guerrier* et sur *le Conquérant*, une seule batterie fut dégagée, on encombra celle du côté de terre de tout ce dont l'autre avait été débarrassée, de sorte que, lorsque les deux vaisseaux furent tournés, ces batteries ne purent pas faire feu.

La partie des équipages qui était à terre eut à peine le temps de retourner à bord. L'amiral, jugeant que l'ennemi ne serait à la portée du canon que vers six heures, supposa qu'il n'attaquerait que le lendemain. Il ne découvrait encore que onze vaisseaux de 74; les deux autres avaient été détachés sur Alexandrie, et rejoignirent seulement à huit heures du soir. Brueys ne pouvait croire que les Anglais l'attaquassent le jour même, avec onze vaisseaux seulement.

Bataille navale d'Aboukir. — Le premier projet de Nelson était d'attaquer, vaisseau à vaisseau, chaque bâtiment anglais jetant l'ancre par-derrière, et se plaçant en travers de la proue des Français. Le hasard changea cette disposition. A six heures du soir, au moment où le large disque du soleil, posé sur l'horizon, allait se plonger dans la mer, le combat s'engagea. — Déjà *le Culloden*, destiné à attaquer *le Guerrier*, voulant passer entre sa gauche et l'îlot d'Aboukir, avait échoué : si l'îlot eût été armé de grosses pièces, ce vaisseau aurait été pris. — *Le Goliath*, qui suivait, manœuvrant pour se mouiller en travers de la proue du *Guerrier*, fut entraîné par le vent et le courant, et ne jeta l'ancre qu'après avoir dépassé et tourné le vaisseau français. S'apercevant alors que la batterie gauche du *Conquérant* ne tirait pas, par le motif que nous avons fait connaître, il se plaça bord à bord avec ce vaisseau, et le désempara en peu de temps. — *Le Zealous*, troisième vaisseau de la ligne anglaise, suivit l'exemple du *Goliath*, et, mouillant bord à bord du *Guerrier*, qui ne pouvait pas répondre à son feu, il le démâta promptement. — *L'Orion*, quatrième vaisseau anglais, exécuta la même manœuvre; mais, dans son mouvement, il fut retardé par l'attaque d'une frégate française [1], et vint mouiller entre le *Franklin* et *le Peuple-Souverain*. — *Le Vanguard*, vaisseau amiral anglais, jeta l'ancre par le travers du *Spartiate*, troisième vaisseau français. — *La Defence*, *le Bellerophon*, *le Majestic* et *le Minotaure* suivirent le même mouvement, et engagèrent le centre de la ligne française jusqu'au *Tonnant*, son huitième vaisseau. — L'amiral et ses deux matelots formaient une ligne de trois vaisseaux fort supérieurs à ceux des Anglais; leur feu fut terrible. — Le *Bellerophon*, dégréé, démâté, fut obligé d'amener [2] : d'autres bâtiments anglais furent forcés de s'éloigner. Si, alors, le contre-amiral Villeneuve, qui commandait l'aile droite, fût arrivé

[1] C'était *la Sérieuse*, que les feux successifs de *l'Orion*, du *Vanguard*, de *la Defence* et du *Bellerophon* coulèrent bas.

[2] Avant huit heures, *le Bellerophon* avait ses trois mâts abattus, la plupart de ses canons mis hors de service, et 200 hommes de son équipage tués ou blessés; quelques bordées nouvelles de *l'Orient* l'eussent coulé bas. Il coupa son câble pour se soustraire à une destruction inévitable et se laissa dériver; parcourant lentement, à cause

sur la ligne anglaise avec les cinq vaisseaux sous ses ordres, *l'Heureux*, *le Timoléon*, *le Mercure*, *le Guillaume-Tell*, *le Généreux*, et les frégates *la Diane* et *la Justice*, la flotte de Nelson eût sans doute été détruite. — *Le Leander* était occupé à tâcher de relever *le Culloden*. — *L'Alexander*, *le Swiftsure* et deux autres vaisseaux anglais, voyant que la droite française ne bougeait pas, et que le centre de la ligne anglaise était maltraité, s'y portèrent; *l'Alexander* remplaça *le Bellerophon*, et *le Swiftsure* attaqua *le Franklin*. — *Le Leander*, appelé par le danger que courait le centre, laissant *le Culloden*, s'y porta pour le renforcer. — La victoire était loin d'être décidée. — *Le Guerrier* et *le Conquérant* ne tiraient plus, mais c'étaient les plus mauvais vaisseaux de l'escadre; et, du côté des Anglais, *le Culloden* et *le Bellerophon* étaient hors de service. Le centre de la ligne française avait, par la supériorité de son feu, causé aux vaisseaux opposés plus de dommages qu'il n'en avait reçus. — Il était présumable que, le feu se soutenant ainsi toute la nuit, l'amiral Villeneuve appareillerait enfin au jour; et on devait espérer les plus heureux résultats de l'attaque de cinq bons vaisseaux qui n'avaient encore pris aucune part au combat. L'amiral Brueys, depuis le commencement du combat, se tenait sur la dunette avec son chef d'état-major, le contre amiral Gantheaume, son capitaine de pavillon, Casabianca, les officiers de son état-major, l'ordonnateur de l'escadre, Joubert, et une vingtaine d'hommes faisant la fusillade; c'était tout ce qu'on avait pu rassembler pour la mousqueterie. Les soldats destinés à ce service, et les cannonniers des pièces du gaillard, avaient été envoyés, par l'amiral, dans la batterie de douze, qui manquait d'artilleurs. — Dans la première heure Brueys avait reçu deux blessures légères à la main et à la figure; mais, peu après huit heures, il fut renversé par un boulet; et, entendant le contre-amiral Gantheaume donner l'ordre de le porter au poste des blessés, il s'y opposa en s'écriant d'une voix ferme: « Non, un amiral «français doit mourir sur son banc de quart. » Quinze minutes après il expira. — Bientôt le capitaine de pavillon, Casabianca, et son capitaine de frégate, eux-mêmes grièvement blessés, furent transportés au poste. Le feu des batteries de vingt-quatre et de trente-six continuait cependant avec la plus grande ardeur; mais, obligé à se battre des deux bords, on avait abandonné celle de douze. — Le contre-amiral Gantheaume avait pris le commandement de *l'Orient*; mais, entouré par plusieurs vaisseaux anglais, il ne put faire connaître la mort du vice-amiral à l'armée, ni même au contre-amiral Blanquet-Duchayla, à qui revenait de droit le commandement en chef, et dont le vaisseau était voisin de *l'Orient*. Dans le même moment, d'ailleurs, cet officier général venait d'être lui-même atteint au visage, d'une blessure très grave.

Tandis que les deux amiraux français commandant le centre et l'avant-garde, les deux seuls corps de la flotte qui fussent alors engagés, tombaient ainsi sous le feu de l'ennemi, l'amiral anglais n'était pas plus heureux. Nelson, atteint à la tête d'un fragment de mitraille, s'était cru blessé mortellement, et, porté au poste du chirurgien, avait demandé le chapelain du vaisseau; mais on reconnut que sa blessure n'était que superficielle: un large morceau détaché de la peau du front lui retombait sur le visage; mais les os n'étaient pas attaqués. L'amiral fut pansé et resta dans le faux-pont, où il s'occupa à dicter le commencement de ses dépêches et à régler diverses promotions.

A neuf heures du soir, le feu de la tête de la ligne française ayant cessé de se faire entendre, on commença à craindre, à bord du vaisseau amiral, que ces vaisseaux ne se fussent rendus. Cette crainte se change bientôt en une triste certitude, lorsqu'on vit les vaisseaux anglais refluer vers le centre et l'arrière-garde. A neuf heures et un quart le feu éclata à bord de *l'Orient*, et fit de rapides progrès. — Les Anglais, voyant ce vaisseau livré aux flammes, s'en éloignèrent et tournèrent leur feu vers *le Franklin* et *le Tonnant*. — Dupetit-Thouars, capitaine du *Tonnant*, était criblé de blessures; il avait une jambe et les deux bras emportés, et il continuait à commander. Il reçut le coup mortel au moment où il faisait jurer à son équipage de ne pas se rendre. — Le capitaine du *Franklin*, Gillet, fut grièvement blessé à neuf heures et demie, et remit le commandement au capitaine de frégate Martinet. — Le feu prit plusieurs fois à bord du *Franklin*; mais l'équipage réussit à l'éteindre sans que le soin qu'il était obligé de porter aux pompes ralentît sa vigoureuse défense.

A bord de *l'Orient*, le contre-amiral Gantheaume avait ordonné de cesser le feu des batteries, de faire monter tout le monde sur le pont afin d'éteindre le feu de la dunette; mais les pompes étaient brisées par les balles, les seaux renversés et couverts de débris; dans le tumulte, cet ordre ne fut qu'en partie exécuté. On n'avait que de faibles moyens à opposer à l'incendie; il fit, alimenté par l'huile et les matières grasses répandues sur le pont, des progrès désespérants. Les mâts tombèrent, le feu gagna le gaillard et la batterie de douze; celle de trente-six, malgré les ordres du contre-amiral, continuait à tirer avec beaucoup de vivacité. — Dans cette cruelle position, Gantheaume ordonna de nouveau de cesser entièrement le feu, et donna au maître calfat l'ordre d'ouvrir les robinets pour noyer les poudres. Alors tous les hommes de l'équipage se jetèrent à la mer par les sabords, et tâchèrent de saisir un des débris dont elle était couverte. — Le contre-amiral eut le bonheur de gagner la terre dans un canot. — Une demie heure après, à dix heures trois quarts, *l'Orient*, embrasé, sauta en l'air. — Le fils du capitaine Casabianca, âgé de neuf à dix ans, avait donné, pendant tout le combat, des preuves de sang-froid et de courage qui furent remarquées de tous les marins. Quand le feu gagna la deuxième batterie,

du peu de vent qui régnait alors, la queue de la ligne française. Il reçut la volée du *Tonnant*, et amena pour ce vaisseau. Cependant il dérivait encore et essuyait des coups de canon de *l'Heureux* et du *Mercure*; son équipage, et principalement les officiers, jetèrent de grands cris pour faire connaître que leur navire était rendu. — L'amiral Villeneuve, qui les entendit du *Guillaume-Tell*, défendit de tirer sur *le Bellerophon*, mais ne le fit point amariner. *Le Bellerophon* continua à se laisser dériver vers l'embouchure du Nil, où il échoua. — Le lendemain, le combat touchant à sa fin, il refusa de se laisser amariner, et fut repris par les Anglais.

il alla trouver son père au poste des blessés, et quand le vaisseau fut entièrement évacué, lorsque les flammes gagnaient la troisième batterie, il refusa l'offre d'un matelot qui lui proposait de le sauver; déterminé à ne pas abandonner son père, il l'embrassa et mourut avec lui.

La terrible explosion de *l'Orient* suspendit pendant un quart d'heure le combat. La ligne française recommença le feu, sans se laisser abattre par ce cruel spectacle. — *Le Franklin*, *le Tonnant*, *le Peuple-Souverain*, *le Spartiate*, *l'Aquilon*, soutinrent le feu jusqu'à trois heures du matin. — De trois à cinq heures il se ralentit de part et d'autre. — Entre cinq et six heures, il redoubla et devint terrible. Enfin à midi le combat durait encore, et ne se termina qu'à deux heures. « Ce fut alors seulement, dit Napoléon, que Villeneuve parut se réveiller et s'apercevoir que l'on se battait depuis vingt heures; il coupa ses câbles et prit le large, emmenant *le Guillaume-Tell*, qu'il montait, *le Généreux*, et les frégates *la Diane* et *la Justice*. Les trois autres vaisseaux de son aile se jetèrent à la côte sans se battre. Ainsi, malgré le terrible accident de *l'Orient*, malgré la singulière inertie de Villeneuve, qui empêcha cinq vaisseaux de tirer un seul coup de canon, la perte et le désordre des Anglais furent tels, que vingt-quatre heures après la bataille le pavillon tricolore flottait encore sur *le Tonnant*: Nelson n'avait plus aucun vaisseau en état de l'attaquer. Non-seulement *le Guillaume-Tell* et *le Généreux* ne furent suivis par aucun vaisseau anglais, mais encore les ennemis, dans l'état de délabrement où ils se trouvaient, eux-mêmes, les virent partir avec plaisir [1].»

Voici quel fut le sort des vaisseaux français qui combattirent à Aboukir. — *Le Guerrier* et *le Conquérant*, qui étaient en tête de la ligne, furent pris le 1er août, vers neuf heures du soir. — *L'Aquilon*, dont le brave capitaine, Thévenard, fut tué, et *le Peuple-Souverain*, qui eut son capitaine, Racoord, blessé, prolongèrent leur résistance jusque dans la matinée du 2. — *Le Spartiate*, commandé par le capitaine Émeriau, et qui eut à combattre le vaisseau amiral anglais, fit une belle défense et causa de grandes pertes et de grandes avaries au *Vanguard*; il ne se rendit aussi que dans la matinée, et lorsque la majeure partie de son équipage était hors de combat. — La frégate *la Sérieuse* avait été coulée bas dès le commencement du combat; mais l'équipage parvint à gagner la côte. — La frégate *l'Artémise* amena son pavillon le 2; mais, au mépris des lois de la guerre, son capitaine mit ensuite le feu à son bâtiment, et s'enfuit à terre avec ce qui restait de l'équipage. — Les Anglais se sont vivement récriés contre la conduite de ce capitaine, oubliant qu'elle ressemblait beaucoup à celle du capitaine du *Bellerophon*. — *L'Heureux* et *le Mercure*, qui, comme *le Tonnant*, avaient été obligés de couper leurs câbles pour éviter l'explosion de *l'Orient*, échouèrent à la côte, et furent pris le 2 août, à six heures et demie du matin; le capitaine Cambon, du *Mercure*, avait été blessé. — *Le Franklin*, quoique démâté de son grand mât et de son mât d'artimon, et ayant tous les canons de sa deuxième batterie démontés, résista long-temps. Le contre amiral Duchayla, que sa blessure, avait momentanément privé à la fois de l'ouïe et de la vue, était revenu à lui, et, quoique aveugle encore, encourageait l'équipage. — Le 2, à onze heures et demie, on lui rendit compte qu'il ne restait plus que trois canons de 36 pour défendre le vaisseau: « Tirez toujours, s'écria-t-il, notre dernier canon peut être funeste à l'ennemi. » On continua à combattre, et le capitaine Martinet ne rendit *le Franklin* que lorsque les deux tiers de l'équipage étaient tués ou blessés, et au moment où les Anglais, convaincus que le reste était hors d'état de soutenir un abordage, allaient monter dans le vaisseau. — *Le Tonnant*, démâté de tous ses mâts et criblé de boulets, avait, comme nous l'avons dit, été obligé de couper son câble et de s'échouer; *le Timoléon* était dans la même position. — Le lendemain du combat, le 3 août, le pavillon tricolore flottait encore sur ces deux vaisseaux; *le Tonnant* l'avait arboré sur le tronçon de son grand mât. L'amiral anglais envoya un parlementaire sommer les débris de l'équipage d'amener leur pavillon, et de se rendre prisonniers de guerre; l'officier qui commandait demanda qu'un bâtiment le reconduisît en France avec les marins sous ses ordres. Nelson refusa, et les Français se préparèrent à combattre. Mais deux vaisseaux anglais ayant été envoyés pour réduire *le Tonnant*, l'équipage, convaincu que toute résistance serait inutile, fut enfin obligé d'amener. — Le capitaine du *Timoléon* avait profité de la nuit du 2 au 3 pour débarquer les blessés et son équipage; à midi il mit le feu à son vaisseau et gagna la côte.

Ainsi des vaisseaux de l'escadre française, un, *l'Orient*, sauta; cinq furent brûlés, dont quatre, *le Mercure*, *l'Heureux*, *le Guerrier* et *l'Aquilon*, par les Anglais, qui les trouvèrent en trop mauvais état pour les réparer, et un, *le Timoléon*, par son capitaine; cinq, *le Franklin*, *le Spartiate*, *le Tonnant*, *le Peuple-Souverain* et *le Conquérant*, furent emmenés par Nelson. — Une des frégates fut coulée bas, et l'autre incendiée par son capitaine. — Il n'échappa à l'ennemi que deux vaisseaux et deux frégates.

[1] Il convient de dire que Bonaparte, après le combat d'Aboukir, était loin de juger aussi sévèrement l'amiral Villeneuve qu'il l'a jugé depuis dans les *Mémoires* dictés à Sainte-Hélène, et lorsqu'il avait à lui reprocher, outre le désastre d'Aboukir, celui de Trafalgar.

Villeneuve, après avoir quitté la côte d'Égypte, rencontra en mer le brick *la Salamine*, et l'envoya à Alexandrie pour informer le général en chef de sa situation, et lui faire le rapport de sa conduite. Villeneuve disait dans ce rapport que, le 2 août (15 thermidor), à deux heures du matin, se trouvant avec les vaisseaux *le Guillaume-Tell*, *le Généreux*, les frégates *la Diane* et *la Justice*, seuls bâtiments en état de combattre et de faire voile, et se voyant canonné par des vaisseaux ennemis auxquels il ne pouvait riposter, et qui auraient fini par le réduire à la nécessité de faire côte, il avait appareillé pour sauver les débris de l'escadre en combattant sous voiles; que les ennemis avaient détaché pour le poursuivre trois vaisseaux qui avaient bientôt viré de bord, un seul ayant donné et reçu une bordée; enfin, qu'il allait tâcher de gagner le port de Malte où il attendait des ordres.

Bonaparte répondit à ce rapport: « Si l'on pouvait vous faire un reproche, ce serait de n'avoir pas mis à la voile immédiatement après que *l'Orient* a sauté, puisque depuis trois heures la position que l'amiral avait prise avait été forcée et entourée de tous côtés par l'ennemi. Vous avez rendu dans cette circonstance, comme dans tant d'autres, un service essentiel à la République, en sauvant une partie de l'escadre. »

La perte des Anglais, quoiqu'elle ne soit portée qu'à 895 hommes dans l'état officiel, s'éleva à environ 1,000. On évalue à 3,925 le nombre des marins français qui périrent dans le combat[1].

Les équipages des vaisseaux échoués et des deux frégates débarquèrent sur la plage d'Aboukir; une centaine d'hommes se sauvèrent de *l'Orient*, et un grand nombre de matelots des autres vaisseaux se réfugièrent à terre, au moment où l'affaire était décidée, en profitant du désordre des ennemis : l'armée se recruta par-là de 3,500 hommes. On forma une légion nautique, forte de trois bataillons, d'ensemble 1,800 hommes : les autres servirent à recruter l'artillerie, l'infanterie et la cavalerie. — Après le départ des Anglais, le sauvetage se fit avec activité; on retira de la mer beaucoup de pièces d'artillerie, des munitions, des mâts et d'autres pièces de bois, qui furent utiles à l'arsenal d'Alexandrie. — Il restait dans le port de cette ville deux vaisseaux, *le Causse* et *le Dubois;* quatre frégates de construction vénitienne, trois frégates de construction française, tous les bâtiments légers et ceux du convoi. — Quelques jours après le combat, Nelson quitta les parages d'Alexandrie, laissant deux vaisseaux de guerre pour bloquer le port.— Quarante bâtiments napolitains du convoi obtinrent du commandant d'Alexandrie la permission de retourner chez eux; le commandant de la croisière anglaise les réunit autour de lui, en retira les équipages, et mit le feu aux bâtiments. Cette violation du droit des gens tourna contre les Anglais : les équipages des convois italiens et français, voyant qu'ils n'avaient plus de ressources que dans les succès de l'armée française, se joignirent à elle et prirent les armes.

On a fait l'observation que la manœuvre courageuse et habile qui plaça une partie de la flotte française entre deux feux, et assura la victoire aux Anglais, ne fut point exécutée par l'ordre de Nelson. On trouve dans la vie de Nelson, publiée à Londres, et dans les journaux anglais du temps, qu'il ne fit aucun signal pour l'indiquer, et que seulement il avait donné pour instruction à ses capitaines, de se former de la manière la plus convenable pour se soutenir mutuellement. On y voit aussi que c'est le capitaine Foley, commandant *le Goliath*, qui servit de guide aux autres vaisseaux, et leur montra, en mouillant devant *le Guerrier*, ce qu'ils avaient à faire pour être victorieux.

D'Aboukir, Nelson se dirigea sur Naples, où il fut reçu en triomphe. — En récompense de sa victoire, divers souverains le comblèrent d'honneurs et de décorations. Le roi d'Angleterre lui donna le titre de *baron du Nil*, et une pension de 50,000 fr., reversible sur ses descendants. Le Sultan, qui à cette époque se liguait avec l'Angleterre et la Russie contre la France, lui envoya une superbe pelisse de la valeur de 25,000 francs, et une aigrette en diamants, ôtée de son propre turban, et valant près de 100,000 francs. — Il ne paraît pas que le capitaine Foley ait reçu aucune récompense.

Les armées de terre et de mer. — Réflexions de Napoléon. — La bataille d'Aboukir a inspiré à Napoléon sur les armées de mer et sur les armées de terre d'admirables réflexions, que nous ne croyons pas pouvoir nous dispenser de reproduire textuellement.

« Depuis que les moindres vaisseaux que l'on met en ligne sont ceux de soixante-quatorze, les armées navales de la France, de l'Angleterre, de l'Espagne, n'ont pas été composées de plus de trente vaisseaux. Il y en a eu cependant qui, momentanément, ont été plus considérables. — Une escadre de trente vaisseaux de ligne est sur mer ce que serait sur terre une armée de 120,000 hommes. Une armée de 120,000 hommes est une grande armée, quoiqu'il y en ait eu de plus fortes. — Une escadre de trente vaisseaux a tout au plus le cinquième d'hommes d'une armée de 120,000 hommes; elle a cinq fois plus d'artillerie et d'un calibre très supérieur. Le matériel occasione à peu près les mêmes dépenses. — Si l'on compare le matériel de toute l'artillerie de 120,000 hommes, des charrois, des vivres, des ambulances, avec celui de trente vaisseaux, les deux dépenses sont égales ou à peu près. — En calculant, dans l'armée de terre, 20,000 hommes de cavalerie, et 20,000 d'artillerie ou d'équipages, l'entretien de cette armée est incomparablement plus dispendieux que celui de l'armée navale.

« La France pouvait avoir trois flottes de trente vaisseaux, comme trois armées de 120,000 hommes.

« La guerre de terre consomme en général plus d'hommes que celle de mer; elle est plus périlleuse. Le soldat de mer, sur une escadre, ne se bat qu'une fois dans une campagne, le soldat de terre se bat tous les

[1] En envoyant au Directoire son rapport sur le combat naval d'Aboukir, Bonaparte adressa des consolations au vice-amiral Thévenard, père du brave capitaine de *l'Aquilon :*

« Votre fils, lui écrivit-il, est mort d'un coup de canon sur son banc de quart : je remplis, citoyen général, un triste devoir en vous l'annonçant; mais il est mort sans souffrir et avec honneur. C'est la seule consolation qui puisse adoucir la douleur d'un père. Nous sommes tous dévoués à la mort : quelques jours de vie valent-ils le bonheur de mourir pour son pays? Compensent-ils la douleur de se voir sur un lit, environné de l'égoïsme d'une nouvelle génération? Valent-ils les dégoûts, les souffrances d'une longue maladie? Heureux ceux qui meurent sur le champ de bataille! Ils vivent éternellement dans le souvenir de la postérité. Ils n'ont jamais inspiré la compassion, ni la pitié que nous inspirent la vieillesse caduque, ou l'homme tourmenté par les maladies aiguës. Vous avez blanchi, citoyen général, dans la carrière des armes; vous regretterez un fils digne de vous et de la patrie : en accordant avec nous quelques larmes à sa mémoire, vous direz que sa mort est glorieuse et digne d'envie. »

C'était le langage d'un guerrier à un père, à un homme, à un militaire. Bonaparte adressa d'autres paroles à la veuve de l'amiral Brueys.

« Votre mari, lui écrivit-il, a été tué d'un coup de canon en combattant à son bord. Il est mort sans souffrir, et de la mort la plus douce, la plus enviée par les militaires. Je sens vivement votre douleur. Le moment qui nous sépare de l'objet que nous aimons est terrible; il nous isole de la terre, il fait éprouver au corps les convulsions de l'agonie. Les facultés de l'âme sont anéanties, elle ne conserve de relation avec l'univers qu'au travers d'un cauchemar qui altère tout. Les hommes paraissent plus froids, plus égoïstes qu'ils ne le sont réellement. L'on sent dans cette situation que, si rien ne nous obligeait à la vie, il vaudrait beaucoup mieux mourir. Mais, lorsque après cette première pensée, l'on presse ses enfants sur son cœur, des larmes, des sentiments tendres raniment la nature, et l'on vit pour ses enfants. Oui, madame, voyez dès ce premier moment qu'ils ouvrent votre cœur à la mélancolie. Vous pleurerez avec eux, vous élèverez leur enfance, vous cultiverez leur jeunesse. Vous leur parlerez de leur père, de votre douleur, de la perte qu'eux et la République ont faite. — Après avoir rattaché votre âme au monde par l'amour filial et l'amour maternel, appréciez pour quelque chose l'amitié et le vif intérêt que je prendrai toujours à la femme de mon ami! Persuadez-vous qu'il est des hommes, en petit nombre, qui méritent d'être l'espoir de la douleur, parce qu'ils sentent avec chaleur les peines de l'âme. »

jours. Le soldat de mer, quels que soient les fatigues et les dangers attachés à cet élément, en éprouve beaucoup moins que celui de terre : il ne souffre jamais de la faim, de la soif, il a toujours avec lui son logement, sa cuisine, son hopital et sa pharmacie. Les armées de mer, dans les services de France et d'Angleterre, où la discipline maintient la propreté, et où l'expérience a fait connaître toutes les mesures qu'il fallait prendre pour conserver la santé, ont moins de malades que les armées de trrre. Indépendamment du peril des combats, le soldat de mer a celui drs tempêtes, mais l'art a tellement diminué ce dernier, qu'il ne peut être comparé à ceux de terre, tels qu'émeutes populaires, assassinats partiels, surprises de troupes légères ennemies.

« Un général commandant en chef une armée navale, et un général commandant en chef une armée de terre, sont des hommes qui ont besoin de qualités différentes. On naît avec les qualités propres pour commandrr une armée de terre, tandis que les qualités nécessaires pour commander une armée navale ne s'acquièrent que par expérience.

« Alexandre, Condé, ont pu commander dès leur plus jeune âge; l'art de la guerre de terre est un art de génie, d'inspiration; mais ni Alexandre ni Condé, à l'âge de vingt-deux ans, n'eussent commandé une armée navale. Dans celle-ci, rien n'est génie ni inspiration; tout est positif et expérience. Le général de mer n'a besoin que d'une science, celle de la navigation. Celui de terre a besoin de toutes, ou d'un talent qui équivaut à toutes, celui de profiter de toutes les expériences et de toutes les connaissances. Un général de mer n'a rien à deviner; il sait où est son ennemi, il connaît sa force. Un général de terre ne sait jamais rien certainement, ne voit jamais bien son ennemi, ne sait jamais positivement où il est. Lorsque les armées sont en présence, le moindre accident de terrain, le moindre bois cache une partie de l'armée. L'œil le plus exercé ne peut pas dire qu'il voit toute l'armée ennemie, ou seulement les trois quarts. C'est par les yeux de l'esprit, par l'ensemble de tout le raisonnement, par une espèce d'inspiration, que le général de terre voit, connaît et juge. Le général de mer n'a besoin que d'un coup d'œil exercé; rien des forces de l'ennemi ne lui est caché. — Ce qui rend difficile le métier de général de terre, c'est la nécessité de nourrir tant d'hommes et d'animaux; s'il se laisse guider par les administrateurs, il ne bougera plus, et ses expéditions échoueront. — Celui de mer n'est jamais gêné; il porte tout avec lui. Un général de mer n'a point de reconnaissance à faire, ni de terrain à examiner, ni de champ de bataille à étudier. Mer des Indes, mer d'Amérique, Manche, c'est toujours une plaine liquide. Le plus habile n'aura d'avantage sur le moins habile, que par la connaissance des vents qui règnent dans tels ou tels parages, par la prévoyance de ceux qui doivent régner, ou par les signes de l'atmosphère; qualités qui s'acquièrent par l'expérience, et par l'expérience seulement.

« Le général de terre ne connaît jamais le champ de bataille où il doit opérer. Son coup d'œil est celui de l'inspiration, il n'a aucun renseignement positif. Les données pour arriver à la connaissance du local sont si éventuelles que l'on n'apprend presque rien par expérience. C'est une facilité de saisir, tout d'abord, les rapports qu'ont les terrains selon la nature des contrées; c'est enfin un don qu'on appelle coup d'œil militaire, et que les grands généraux ont reçu de la nature. Cependant les observations qu'on peut faire sur les cartes topographiques, la facilité que donnent l'éducation et l'habitude de lire sur ces cartes, peuvent être de quelque secours.

« Un général en chef de mer dépend plus de ses capitaines de vaisseau qu'un général en chef de terre de ses généraux. Ce dernier a la faculté de prendre lui-même le commandement direct des troupes, de se porter sur tous les points et de remédier aux faux mouvements par d'autres. Le général de mer n'a personnellement d'influence que sur les hommes du vaisseau où il se trouve; la fumée empêche les signaux d'être vus. Les vents changent, ou ne sont plus les mêmes sur tout l'espace que couvre sa ligne. C'est donc de tous les métiers, celui où les subalternes doivent le plus prendre sur eux.

« Il faut attribuer à trois causes les pertes de nos batailles navales : 1° à l'irrésolution et au manque de caractère des généraux en chef; 2° aux vices de la tactique; 3° au défaut d'expérience et de connaissances navales des capitaines de vaisseau, et à l'opinion où sont ces officiers qu'ils ne doivent agir que d'après des signaux. Les combats d'Ouessant, ceux de la Révolution dans l'Océan et dans la Méditerranée en 1793 et 1794, ont tous été perdus par ces différentes raisons. — L'amiral Villaret, brave de sa personne, était sans caractère, et n'avait pas même d'attachement à la cause pour laquelle il se battait. Martin était un bon marin, mais de peu de résolution. — Ils étaient d'ailleurs influencés tous deux par les représentants du peuple, qui n'ayant aucune expérience, autorisaient de fausses opérations.

« Le principe de ne faire aucun mouvement que d'après un signal de l'amiral est un principe d'autant plus erroné, qu'un capitaine de vaisseau est toujours maître de trouver des raisons pour se justifier d'avoir mal exécuté les signaux qu'il a reçus. Dans toutes les sciences nécessaires à la guerre, la théorie est bonne pour donner des idées générales, qui forment l'esprit; mais leur stricte exécution est toujours dangereuse : ce sont les axes qui doivent servir à tracer la courbe. D'ailleurs, les règles mêmes obligent à raisonner, pour juger si l'on doit s'écarter des règles, etc.

« Souvent en force supérieure aux Anglais, nous n'avons pas su les attaquer, et nous avons laissé échapper leurs escadres, parce qu'on a perdu son temps à de vaines manœuvres. La première loi de la tactique maritime doit être, qu'aussitôt que l'amiral a donné le signal qu'il veut attaquer, chaque capitaine ait à faire les mouvements nécessaires pour attaquer un vaisseau ennemi, prendre part au combat, et soutenir ses voisins. »

ÉTABLISSEMENT DES FRANÇAIS EN ÉGYPTE. — FÊTES.
TRAVAUX D'ADMINISTRATION ET DE CIVILISATION.

SOMMAIRE.

Nomination de l'Émir-Hadjy. — Fête du Nil. — Fête du Prophète. — Vie intérieure des Égyptiens. — Institution et travaux de Bonaparte. — Institut d'Égypte. — Services rendus par les savants. — Fête de l'Anniversaire de la République. — Création des Hôpitaux et des Lazarets. — Mesures d'administration et de police militaires. — Exécution du chérif Koraïm. — Réunion du Grand-Divan.

La destruction de l'escadre française à Aboukir changeait toutes les chances de l'expédition; cependant ce désastre ne devait pas ôter tout espoir. Si l'on était privé des moyens de sortir de l'Égypte, il était possible de s'y maintenir en rattachant les habitants à la cause française. Avec de l'argent des armes et des officiers, nos régiments pouvaient se recruter dans le pays: les Mamelucks y avaient réussi. Toutes les pensées du général en chef se tournèrent donc vers les moyens de conquérir, par une bonne administration, l'affection des Égyptiens. C'est dans ce but politique d'une conciliation nécessaire qu'il assista à leurs fêtes nationales et parut s'intéresser à ce qui les intéressait. Il accueillait avec bienveillance les cheiks et les imans, causait fréquemment avec eux, cherchait à s'instruire des besoins du pays et des moyens d'amélioration; et même parfois, pour flatter leurs préjugés religieux, il leur laissait entrevoir que l'armée républicaine ne serait pas éloignée d'embrasser le culte de Mahomet.

Nomination de l'Émir-Hadjy. — Un des premiers actes de son administration à son retour au Kaire, fut de nommer un Émir-Hadjy (prince des pèlerins), haute fonction dont Mourad-Bey avait été revêtu et qui consistait principalement à escorter, depuis le Kaire jusqu'à la Mecque, la caravane africaine qui allait chaque année visiter le tombeau du prophète. Cette caravane avait à la fois un but religieux et un but commercial. Elle partait des extrémités de l'empire de Maroc, recueillait dans sa route les pèlerins d'Alger, de Tunis et de Tripoli, et venait au Kaire pour achever son voyage avec la caravane d'Égypte, dont elle précédait ou suivait la marche, à une journée de distance. Il s'y joignait des négociants qui portaient en Arabie des marchandises fines, telles que des draps, de la cochenille, du girofle, etc., et en rapportaient du café, réputé le meilleur parce qu'il ne passait pas la mer; des châles, des essences, et généralement tout ce qui a une grande valeur et peu de poids. — Cette caravane transportait à la Mecque des présents produits de fondations faites par les anciens souverains de l'Égypte; c'étaient, outre des tentures fabriquées dans la citadelle du Kaire, et destinées à revêtir le temple de la Mecque, et à décorer le tombeau de Fatmeh à Médine, des sommes assez considérables affectées au paiement de rentes et de pensions, dont le chérif de la Mecque avait la disposition. — Le général en chef nomma Émir-Hadjy, Mustapha-Bey, kiaya du pacha d'Égypte. Il le décora d'une superbe pelisse verte, en présence du divan et des chérifs, et lui fit présent d'une aigrette de diamants et d'un cheval harnaché. A sa sortie du palais du général en chef, le nouvel Émir-Hadjy fut reconduit par plusieurs aides de camp, et salué de six coups de canon, que répétèrent les batteries de la citadelle.

Fête du Nil. — La fête du Nil, qui fut célébrée ensuite, est la fête populaire de l'Égypte; car ce fleuve en est pour ainsi dire le père nourricier: l'Égypte n'existe que par lui. Les eaux commencent à s'élever vers le solstice d'été, l'inondation croît ensuite jusqu'à l'équinoxe et diminue ensuite progressivement. — L'importance de la crue des eaux a fait confier à un cheik la garde et le soin du *Mékiah*, bâtiment qui renferme le Nilomètre destiné à mesurer les eaux. Ce cheik fait annoncer journellement aux habitants du Kaire les progrès qu'elles font. Le Kaire, ainsi que nous l'avons dit, est traversé par un canal qui a son embouchure dans le fleuve, au-dessous du vieux Kaire, et par où le Nil épanche ses eaux dans la ville et dans les campagnes voisines. Un fonctionnaire arabe, le Wali, est chargé de faire élever une digue à cinquante pas de cette embouchure, en dedans du canal, pour empêcher les eaux d'y pénétrer, jusqu'à ce qu'elles soient suffisamment élevées. La rupture de cette digue a lieu du 15 au 20 août; c'est une fête à laquelle le peuple assiste. Les eaux se couvrent de barques nombreuses, les femmes elles-mêmes cachées dans le harem pendant le reste de l'année, participent à l'allégresse commune, et voguent, séparées des hommes, dans des bateaux où se font entendre de la musique et des chants. — Le 17 août, un peu avant la nuit, une barque décorée de pavillons et de banderoles tricolores, armée de quatre canons qui, de cinq en cinq minutes, tiraient des salves d'honneur, vint se placer à l'entrée du canal. Un feu d'artifice préparé par les artilleurs fut tiré à la grande joie de la multitude.

Le lendemain 18, à six heures du matin, le général en chef, accompagné des généraux, des officiers de son état-major, de l'Émir-Hadjy, des membres du divan du Kaire, des cheiks et des principaux fonctionnaires turcs et arabes, se rendit à l'entrée du canal. Un peuple immense couronnait les monticules qui bordent le Nil. La flottille était pavoisée, la garnison sous les armes, les musiques française et arabe exécutaient différents airs. — Des salves d'artillerie annoncèrent l'arrivée du cortége; bientôt le cheik du Mékiah déclara que le Nil touchait la quinzième coudée (25 pieds). Les eaux avaient atteint ainsi le degré plus favorable pour la navigation et l'arrosement. — Le général en chef ordonna de couper la digue, qui céda promptement aux efforts réunis des travailleurs et des eaux du fleuve. La barque du Wali vogua la première sur les eaux qui

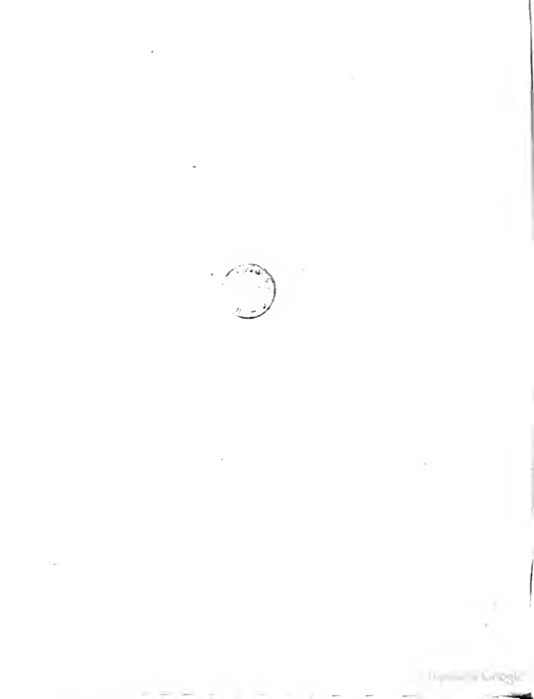
Grand Bazar du Kaire.



Syène. — Haute Egypte.



Arabes de la Haute Egypte. — Barabras




Biblioteca Nazionale
NAPOLI
V. L. III

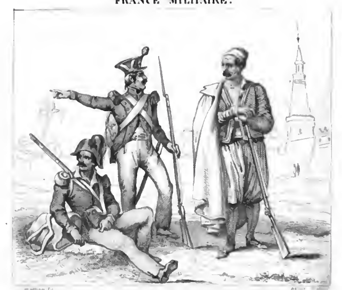


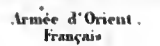
Armée d'Orient.
Régiment des Dromadaires.



Desaix. Mourad-Bey.

FRANCE MILITAIRE.





Armée d'Orient.

Copte. Français Grec.



Femmes Égyptiennes. Devideuse de laine.

roulèrent en torrent dans le canal. Hommes, femmes et enfants, tous s'y précipitèrent tumultueusement; les femmes y jetaient des mèches de cheveux, des morceaux d'étoffes et d'autres offrandes, dans l'espoir d'obtenir, ou la fécondité, ou la conservation de leur jeunesse et de leur beauté. En retournant au Kaire, le cortège fut suivi par le peuple qui chantait les louanges du Prophète et de l'armée française et disait à Bonaparte: « Nous voyons bien que vous êtes l'envoyé du Prophète, car vous avez pour vous la victoire et le plus beau Nil qu'il y ait eu depuis un siècle. » Des présents aux principaux de la ville, des pelisses d'honneur à quelques fonctionnaires, et une distribution d'argent au peuple, achevèrent de porter l'enthousiasme au comble.

« La fête qu'on a célébrée ici pour l'ouverture du canal du Nil, écrivit Bonaparte aux généraux Vial et Menon, a été très belle, et a paru faire plaisir aux habitants. Celle du Prophète le sera encore davantage.»

Fête du Prophète. — Cette fête devait commencer le lendemain, mais le Muphti, qui cachait sous des formes adulatrices une haine profonde pour les Français, espérait que le peuple les rendrait responsables de la non célébration de cette grande solennité de l'Islamisme et n'avait fait aucuns préparatifs. Bonaparte avait déjà donné ses ordres aux commandants des provinces, il fut étonné d'avoir au Kaire à employer la menace pour contraindre le Muphti à célébrer la fête d'une manière convenable. Celui-ci cherchait des prétextes de ne pas assister à la cérémonie. La crainte de la mort lui rendit son zèle et sa ferveur. Ses dispositions furent bientôt prises; jamais le Prophète ne fut honoré avec plus de pompe et de magnificence.

La fête commença le 19 août et dura quatre jours: il y eut grande parade des troupes de la garnison; tous les officiers généraux et supérieurs allèrent faire visite et présenter leurs félicitations au cheik El-Bekry, descendant reconnu de Mahomet, qui avait été nommé le matin chef des Cheiks, en remplacement d'Osman-Effendi qui avait suivi Ibrahim-Bey.

Ce Cheik offrit le même jour un festin à Bonaparte. «Le général en chef, dit Napoléon dans ses *Mémoires*, alla célébrer la fête du Prophète chez le cheik El-Bekry. On commença par réciter une espèce de litanie qui comprenait la vie de Mahomet, depuis sa naissance jusqu'à sa mort. Une centaine de Cheiks, assis en cercle sur des tapis et les jambes croisées, en récitaient tous les versets en balançant fortement le corps en avant et en arrière et tous ensemble. — Après cela, on servit un grand dîner, pendant lequel on fut assis sur des coussins, les jambes croisées. Il y avait une vingtaine de tables et cinq ou six personnes à chaque table. Celle du général en chef et du cheik El-Bekry était au milieu; un petit plateau, d'un bois précieux et de marqueterie, fut placé à dix-huit pouces de terre et couvert successivement d'un grand nombre de plats. C'était des pilaus de riz, des rôtis d'une espèce particulière, des entrées, des pâtisseries, le tout fort épicé. Les Cheiks dépeçaient tout avec leurs doigts. Aussi offrit-on pendant le dîner trois fois à laver les mains. On servit pour boisson de l'eau de groseille, de la limonade et plusieurs autres espèces de sorbets, et au dessert, beaucoup de compotes et de confitures. Au total, le dîner n'était point désagréable; il n'y avait que la manière de le prendre qui nous parût étrange. — Le soir, toute la ville fut illuminée: on alla après le dîner sur la place El-Bekry, dont l'illumination en verres de couleur était fort belle. Il s'y trouvait un peuple immense. Tous étaient placés en ordre par rangs de vingt à cent personnes, lesquelles, debout et les unes contre les autres, récitaient les prières et les litanies du prophète avec des mouvements qui allaient toujours en augmentant, au point qu'à la fin ils paraissaient convulsifs, et que quelques-uns tombaient en faiblesse.»

Vie intérieure des Égyptiens.— Les Français profitèrent de l'occasion pour prendre une idée de la vie intérieure du pays. Les maisons des Égyptiens, dont les dehors sont si tristes, renferment quelques dispositions commodes, des recherches de luxe et d'agrément, de jolis bains en marbre, des étuves voluptueuses, des salons pavés en mosaïque, au milieu desquels sont des bassins et des jets d'eau; de grands divans, composés de tapis peluchés, de larges estrades matelassées, couvertes de riches étoffes et entourées de magnifiques coussins; les fenêtres ne s'ouvrent jamais, et la lumière n'y pénètre qu'avec peine à travers des vitres de couleur et des grilles réticulaires très serrées; un dôme à jour, pratiqué au milieu du plafond, éclaire l'appartement. — Les maisons sont à plusieurs étages et ont toutes une terrasse, sur laquelle on se promène; il y a même de ces terrasses où l'on prend des bains. Au rez-de-chaussée, est une espèce de parloir où le maître reçoit les étrangers et donne à manger. Au premier, est le harem, avec lequel on ne communique que par de petits escaliers dérobés. Le maître a dans son appartement une petite porte qui y conduit. — Le harem consiste en une grande salle en forme de croix, voisine d'un corridor où se trouvent un grand nombre de chambres. Autour du salon sont des divans plus ou moins riches, et au milieu un petit bassin en marbre d'où s'échappe un jet d'eau. Souvent ce sont des eaux de rose ou d'autres essences qui en jaillissent et parfument l'appartement. Toutes les fenêtres sont couvertes d'une jalousie en treillages.— Il n'y a point de lits dans les maisons; les Orientaux couchent sur les divans ou sur des tapis. Quand ils n'ont point d'étrangers, ils mangent dans leur harem, ils y dorment et y passent leurs moments de repos. Dès que le maître arrive, les femmes s'empressent à le servir; l'une lui présente sa pipe, l'autre son coussin, etc. Toutes sont attentives à ce qui peut lui être nécessaire ou agréable. — Les jardins n'ont point d'allées; ce sont des berceaux de gros arbres, où l'on prend le frais et où l'on fume aussi. L'Égyptien, comme tous les Orientaux, passe à fumer une grande partie de la journée: sa pipe est pour lui une contenance et une occupation.

Institutions et travaux de Bonaparte. — Il ne faut pas croire néanmoins que le temps du général en chef se passât en plaisirs et en fêtes. Les besoins et la sûreté de son armée avaient droit à sa première sollicitude; il mettait de l'ordre dans l'administration des finances,

améliorait le système de la perception des impôts, organisait une police régulière dans le pays, instituait des tribunaux équitables pour rendre à chacun bonne et prompte justice, traçait des chemins militaires, faisait nettoyer et réparer les canaux, ordonnait des essais de cultures coloniales, établissait au Kaire, une imprimerie arabe, turque et française, créait les fabriques nécessaires à l'habillement de l'armée, les usines et les fonderies propres à la confection des munitions de guerre, fondait, pour travailler efficacement à la civilisation du pays, cet Institut d'Égypte dont les travaux ont laissé de si honorables souvenirs; et enfin célébrait, avec une pompe qui frappa singulièrement les habitants du Kaire, l'anniversaire de la République.

Institut d'Égypte. — L'Institut d'Égypte fut créé le 21 juillet, pendant la célébration des fêtes du Prophète. L'arrêté portait qu'il serait établi au Kaire un Institut pour les sciences et pour les arts, qui s'occuperait principalement du progrès et de la propagation des lumières en Égypte, ainsi que de la recherche, de l'étude et de la publication des faits naturels et historiques. — Le général en chef en nomma d'abord membres Monge, Bertbollet, Cafarelli, Geoffroi, Desgenettes et Andréossy; il les invita à se réunir pour désigner les autres personnes qui devaient compléter l'Institut (le nombre des membres était fixé à 36) et pour faire un règlement d'organisation. — L'Institut fut divisé en quatre sections et composé comme il suit :

Classe de mathématiques. — Andréossy, Bonaparte, Costaz, Fourier, Girard, Lepère, Leroi, Malus, Monge, Nouet, Quesnot, et Say, que remplaça depuis Lancret.

Classe de physique et d'histoire naturelle. — Berthollet, Champy, Conté, Delisle, Descotilz, Desgenettes, Dolomieu, Dubois, Geoffroi, Savigny. Dubois fut remplacé depuis par Larrey.

Classe d'économie politique. — Cafarelli, Gloutier, Poussielgue, Sulkowski, Sucy, Tallien. Sucy fut remplacé depuis par Bourienne.

Classe de littérature et des arts. — Denon, Dutertre, Norry, Parseval-Grandmaison, Redouté, Rigel, Venture, dou Raphaël; ce dernier était un prêtre grec.

A la première séance de l'Institut, le 24 août, Monge fut nommé président, Bonaparte, vice-président, et Fourier, secrétaire perpétuel.

L'Institut d'Égypte renfermait ainsi des membres de l'Institut de France, des savants et des artistes de la commission, étrangers à ce corps, ainsi que plusieurs officiers d'artillerie, d'état-major et autres qui avaient cultivé les sciences et les lettres. — Un des palais des beys fut désigné pour ses réunions. La grande salle du harem devint, au moyen de quelques changements, le lieu des séances, et le reste du palais servit d'habitation aux savants. — Devant ce bâtiment était un vaste jardin qui donnait dans la campagne, et près duquel on éleva sur un monticule le fort dit de l'Institut. — Un grand nombre de machines et d'instruments de physique, d'astronomie et de chimie, apportés de France, furent distribués dans les diverses salles, qui se remplirent aussi successivement de diverses curiosités naturelles du pays du règne animal, du règne végétal et du règne minéral. — Le jardin fut transformé en jardin de botanique. — Un laboratoire de chimie fut placé au quartier général; plusieurs fois par semaine, Berthollet y faisait des expériences, auxquelles assistaient le général en chef et un grand nombre d'officiers.

« L'établissement de l'Institut, dit Napoléon, excita vivement la curiosité des habitants du Kaire. Instruits que ces assemblées n'avaient pour objet aucune affaire religieuse, ils se persuadèrent que c'étaient des réunions d'alchimistes, où l'on cherchait le moyen de faire de l'or. — Les mœurs simples des savants, leurs constantes occupations, les égards que leur témoignait l'armée, leur utilité pour la fabrication des objets d'art et de manufactures, pour lesquels ils se trouvaient en relation avec les artistes du pays, leur acquirent bientôt la considération et le respect de toute la population. »

Services rendus par les savants. — Ces savants rendirent d'ailleurs à l'expédition d'autres services dont le général en chef a parlé avec éloges.

« Les membres de l'Institut furent aussi employés dans l'administration civile. Monge et Berthollet furent nommés commissaires près du grand divan, le mathématicien Fourier, près du divan du Kaire. Costaz fut mis à la tête de la rédaction d'un journal [1], les astronomes Nourris et Noël parcoururent les points principaux de l'Égypte pour en fixer la position géographique, et surtout celle des anciens monuments. On voulait par-là réaccorder la géographie ancienne et nouvelle. — L'ingénieur des ponts et chaussées Lepeyre, fut chargé de niveler et de faire le projet du canal de Suez, et l'ingénieur Girard, d'étudier le système de navigation du Nil. — Un des membres de l'Institut eut la direction de la monnaie du Kaire. Il fit fabriquer une grande quantité de paras, petite monnaie de cuivre [2]. C'était une opération avantageuse : le trésor y gagnait plus de 60 pour cent. Les paras se répandaient non-seulement en Égypte, mais encore en Afrique et dans les déserts d'Arabie; et au lieu de gêner la circulation et de nuire au change, inconvénient des monnaies de cuivre, elles les favorisaient. Conté établit plusieurs manufactures et usines. — Les fours pour faire éclore les poulets, que l'Égypte possède de toute antiquité, excitèrent vivement l'attention de l'Institut. — Dans plusieurs autres pratiques que ce pays tenait de tradition,

[1] Peu de temps après l'occupation du Kaire, on publiait deux journaux en Égypte, l'un sous le nom de *Décade Égyptienne*, contenant les travaux de l'Institut et de la Commission des Sciences et Arts; l'autre, intitulé *Courrier d'Égypte*, faisait connaître la situation politique intérieure du pays; c'était le journal officiel.

[2] On ne frappa pas seulement des *paras*, mais aussi des *médins*: la fabrication de la monnaie pour compte de l'armée commença le 26 juillet. Cette monnaie était au coin du Grand-Seigneur, au même titre et au même poids que ceux qu'elle avait auparavant. Les procédés imparfaits des Turcs furent perfectionnés. Les matières étaient fournies par les particuliers et surtout par les Juifs. On faisait un bénéfice considérable sur le médin, pièce d'argent fort altérée, très mince et très menue. Le général en chef fit battre des pièces de 20 et 40 médins, on n'en avait frappé au Kaire que sous Aly-Bey. Ce bey avait ajouté les deux lettres initiales de son nom aux chiffres et aux qualifications du Sultan, ce qui fit dire qu'il avait battu monnaie à son coin. L'administration française supprima ces deux lettres. Cette suppression et le millésime indiqueront à la postérité l'époque où les Français gouvernaient l'Égypte. La fabrication des pièces de 20 et de 40 médins fut abandonnée au bout de cinq mois, l'émission des médins étant plus lucrative.

on reconnut des traces qui furent précieusement recueillies comme utiles à l'histoire des arts et pouvant faire retrouver d'anciens procédés perdus. — Le général Andréossy reçut la mission scientifique et militaire de reconnaître les lacs Menzaleh, Bourlos et Natron (nous reviendrons sur ces expéditions). Geoffroi s'occupa de l'histoire naturelle. Les dessinateurs Dutertre et Rigo dessinaient tout ce qui pouvait donner une idée des coutumes et des monuments de l'antiquité. Ils firent les portraits de tous les hommes du pays qui s'étaient dévoués au général en chef; cette distinction les flattait beaucoup. — Le général Cafarelli, le colonel Sulkowski, lurent souvent à l'Institut des mémoires curieux, qui ont été recueillis parmi ceux de cette Société. — Lorsque la Haute-Égypte fut conquise, ce qui n'eut lieu que dans la seconde année, toute la commission des savants s'y rendit pour s'occuper de la recherche des antiquités. — Ces divers travaux ont donné lieu au magnifique ouvrage sur l'Égypte, rédigé et gravé dans les quinze premières années de ce siècle, et qui a coûté plusieurs millions [1]. »

Fête de l'anniversaire de la République. — Après avoir célébré avec magnificence les fêtes nationales des Égyptiens, Bonaparte ne pouvait manquer d'apporter un éclat pareil à celle qui était devenue nationale pour les Français. — Un drapeau tricolore, arboré le 22 septembre, sur la plus haute des pyramides, annonça à l'armée et aux habitants de l'Égypte la commémoration de la fondation de la République. — Le général en chef avait ordonné que cet anniversaire serait célébré par une fête civique dans tous les lieux occupés par l'armée française, et il en avait tracé le programme.

A Alexandrie, on devait graver sur la colonne de Pompée, conformément à l'ordre du jour du 5 juillet, les noms des braves tués à la prise de cette ville, arborer le pavillon tricolore au haut de la colonne, et illuminer l'aiguille de Cléopâtre.

Au Kaire, au milieu de la place d'Esbekieh, sur une pyramide à sept faces, devaient être inscrits les noms des Français de tous les corps, morts pendant la conquête de l'Égypte, dans les cinq divisions de l'armée et dans la marine. Une députation de chaque bataillon était désignée pour assister à la plantation du drapeau national sur les pyramides. Des manœuvres, des courses, des illuminations devaient concourir à la solennité de cette journée. — Dans la Haute-Égypte, c'était sur les ruines de Thèbes que les troupes de Desaix devaient célébrer la République. Enfin, dans toutes les provinces, on devait lire aux troupes cette proclamation du général en chef :

« Soldats !

« Nous célébrons le premier jour de l'an VII de la République.

» Il y a cinq ans, l'indépendance du peuple français était menacée, mais vous prîtes Toulon : ce fut le présage de la ruine de nos ennemis.

» Un an après, vous battiez les Autrichiens à Dégo.

» L'année suivante, vous étiez sur le sommet des Alpes. Vous luttiez contre Mantoue il y a deux ans, et vous remportiez la célèbre victoire de Saint-Georges.

» L'an passé, vous étiez aux sources de la Drave et de l'Isonzo, de retour de l'Allemagne.

» Qui eût dit alors que vous seriez aujourd'hui sur les bords du Nil, au centre de l'ancien continent ?

» Depuis l'Anglais, célèbre dans les arts et le commerce, jusqu'au hideux Bédouin, vous fixez les regards du monde.

» Soldats ! votre destinée est belle parce que vous êtes dignes de ce que vous avez fait et de l'opinion qu'on

[1] « Tous les savants qui ont accompagné l'armée, dit Berthier dans ses *Mémoires*, sont occupés à des travaux analogues à leurs talents et à leurs connaissances.

« Nouet et Méchain déterminent la latitude d'Alexandrie, celle du Kaire, de Saléhieh, de Damiette et de Suez. — Lefèvre et Malus font la reconnaissance du canal de Moëz ; le premier accompagna avec Bourhard, le général Andréossy dans la reconnaissance du lac Menzaleh ; Peyre et Girard font le plan d'Alexandrie ; Lanorey fait la reconnaissance d'Abou-Menedgé ; il est, de plus, chargé de diriger les travaux du canal d'Alexandrie. — Geoffroi examine les animaux du lac Menzaleh et les poissons du Nil ; Delisle, les plantes qui se trouvent dans la Basse-Égypte. — Arnolet et Champy fils sont chargés d'observer les minéraux de la mer Rouge et d'y faire des reconnaissances. — Girard est chargé d'un travail sur tous les canaux de la Haute-Égypte. — Denon voyage dans le Faioum et dans la Haute-Égypte, pour en dessiner les monuments. — Savigny fait une collection des insectes du désert et de la Syrie. — Beauchamp et Nouet dressent un almanach contenant cinq calendriers, celui de la République française, et ceux des églises romaine, grecque, cophte et musulmane. »

Les Français avaient été fort étonnés, à leur arrivée en Égypte, de trouver le peuple privé de la plupart des choses utiles ou agréables à la vie, et luttant, faute des instruments les plus simples, contre des difficultés de toute espèce. Ils étaient eux-mêmes bien loin de posséder tout ce qu'il aurait fallu avoir pour transporter les arts de l'Europe en Afrique. Le peu de temps consacré aux préparatifs de l'expédition, le voile politique qui en cacha le but, le désastre de la flotte à Aboukir, concoururent à les priver d'un grand nombre d'objets nécessaires. Mais heureusement la commission des Sciences et des Arts renfermait des hommes dont le génie inventif et l'habileté étaient capables de réparer les pertes et de suppléer à tout.

Une compagnie d'aérostiers, attachée à l'expédition, était composée presque tout entière d'habiles artistes et d'ouvriers intelligents ; on les utilisa, et on organisa, sous la direction des chefs ci-après nommés, les ateliers dont l'armée et le pays avaient besoin :

Chef : Adnez. — Travaux de forges, tour en fer et fortes machines. — *Chef :* Aimé. — Charpente, menuiserie et mécaniques en bois. — *Chef :* Hérault. — Machines de précision, de géométrie, d'horlogerie et d'orfèvrerie. — *Chef :* Couvreur. — Armes précieuses et autres objets de ce genre. — *Chef :* Cénot. — Instruments de géographie et de topographie. — *Chef :* Lenoir. — Instruments d'astronomie. — *Chef :* Fouquet. — Gravure. — *Chef :* Collin. — Tour en bois et machines de ce genre. — *Chef :* Hocuu. — Imprimerie en taille douce.

Les ateliers étaient dirigés par Conté, qui joignait au zèle le plus désintéressé un talent ingénieux et fécond en ressources inattendues. Il avait enrichi la France de plusieurs inventions, il dota l'Égypte de quelques-uns des arts les plus importants de l'Europe. Obligé de tout créer, jusqu'aux outils, il établit des moulins à vent, des machines pour la fabrication de la poudre, d'autres pour la monnaie, pour l'imprimerie orientale, des fonderies pour les canons et les mortiers ; il fit fabriquer dans ses ateliers, l'acier, le carton, les toiles vernissées, les draps, les armes pour les troupes, les ustensiles pour les hôpitaux, les instruments pour les ingénieurs, les lunettes pour les astronomes, les loupes pour les naturalistes, les crayons pour les dessinateurs, enfin jusqu'à des tambours et des trompettes. Ses ateliers fournirent pendant le cours de l'expédition une multitude d'objets propres à contribuer au succès de la guerre et aux jouissances de la paix. Il observa les manufactures des Égyptiens, dessina leurs métiers, leurs machines, leurs instruments, et perfectionna les procédés dont ils faisaient usage.

La fabrication de la poudre fut l'objet d'une administration particulière, qui fut confiée avec succès au savant Champy.

L'imprimerie arabe et française fut confiée à Marcel, qui la dirigea avec un zèle actif et éclairé ; l'art de l'imprimerie, alors presque entièrement inconnu des Orientaux, excitait vivement l'attention des Égyptiens, et par les communications multipliées que les écrits imprimés établissaient entre les Français et les habitants, favorisait à la fois les succès de l'armée et les progrès de la civilisation.

a de vous. Vous mourrez avec honneur comme les braves dont les noms sont inscrits sur cette pyramide, ou vous retournerez dans votre patrie couverts de lauriers et de l'admiration de tous les peuples.

« Depuis cinq mois que nous sommes éloignés de l'Europe, nous avons été l'objet des sollicitudes de nos compatriotes. Dans ce jour, quarante millions de citoyens célèbrent l'ère des gouvernements représentatifs. Quarante millions de citoyens pensent à vous. Tous disent : « C'est à leurs travaux, à leur sang que nous « devons la paix générale, le repos, la prospérité du « commerce et les bienfaits de la liberté civile. »

Le 21 septembre, au soleil couchant, la fête fut annoncée au Kaire par trois salves d'artillerie. — Le lendemain, au lever du soleil, trois autres salves donnèrent le signal. — La générale battit dans la ville, les troupes en grande tenue prirent les armes et se rendirent sur la place d'Esbekieh.

Là, s'étendait un cirque de deux cents toises de diamètre, dont le pourtour était orné de cent cinq colonnes, décorées chacune d'un drapeau tricolore, portant le nom d'un des départements de la République. Ces colonnes étaient réunies par une double guirlande, emblème de l'unité et de l'indivisibilité de toutes les parties de la France républicaine. — L'une des entrées du cirque était un arc de triomphe, sur lequel on voyait représentée la *bataille des Pyramides* ; l'autre était un portique au-dessus duquel, parmi plusieurs inscriptions, on en remarquait une ainsi conçue ; *Il n'y a de Dieu que Dieu, et Mahomet est son prophète.* — Au milieu du cirque s'élevait, sur un tertre central et posé sur un socle décoré de bas-reliefs, un obélisque de soixante-dix pieds de hauteur, dont les faces portaient en lettres d'or ces mots en caractères français et en langue arabe : *A la République Française, l'an* VII. *A l'expulsion des Mamelucks, l'an* VI. — Sept autels de forme antique, entremêlés de candélabres, entouraient l'obélisque, et supportaient des trophées surmontés de drapeaux tricolores et de couronnes civiques. Au milieu de chacun des trophées était placée une des sept listes des braves morts en Égypte. Quand toutes les troupes furent réunies sur la place d'Esbekieh, le général en chef s'y rendit, accompagné de son état-major général, des généraux de division, de leur état-major, du commissaire ordonnateur en chef, des commissaires des guerres, des administrateurs et des savants, ainsi que de l'Émir-Hadjy, et des membres du Divan, tant du Kaire que des provinces. — Le général en chef et son cortége se placèrent sur la plate-forme environnant l'obélisque. De superbes tapis couvraient le tertre ; les musiques réunies des demi-brigades faisaient entendre des marches guerrières, des airs patriotiques et des chants de victoire.

Les troupes exécutèrent avec précision diverses manœuvres et des exercices à feu ordonnés par le général en chef, puis elles se rangèrent autour de l'obélisque. Un adjudant général prit la parole, et d'une voix sonore lut aux soldats la proclamation du général en chef, qui fut écoutée en silence, et accueillie par les cris répétés de *Vive la République !* L'orchestre exécuta ensuite une hymne de la composition de Parseval, musique de Riguel, la *Marche des Marseillais*, le *Chant du Départ* et d'autres airs patriotiques. Puis, toutes les troupes défilèrent devant le général en chef, qui, suivi de son cortége, se retira dans son palais.

Une table de cent cinquante couverts, somptueusement servie, y était dressée. Tous les membres du cortége y prirent place. Les couleurs françaises y flottaient réunies aux couleurs turques ; le bonnet de la liberté et le croissant, la table des droits de l'homme et le Koran s'y montraient dans une alliance fraternelle. La musique et les chants animaient ce festin. On voyait pêle-mêle le turban et le chapeau, les pelisses et les épaulettes, l'ample caftan asiatique et le frac européen. La gaîté française était modérée par la gravité turque. On laissa aux Musulmans la liberté des mets, des boissons, et ils parurent très satisfaits des égards que, à l'exemple du général en chef, tous les officiers leur témoignèrent. — Plusieurs toasts furent portés au dessert. Celui de Bonaparte fut : *A l'an trois cent de la République.* Des courses à pied et à cheval [1], terminèrent la journée, et la nuit, la ville fut brillamment illuminée.

Création des hôpitaux et des lazarets. — Le climat de l'Égypte est généralement sain ; néanmoins une des premières sollicitudes du général en chef fut la formation des hôpitaux. La maison d'Ibrahim-Bey, située au bord du canal de Rodah, à un quart de lieue du Kaire, reçut le grand hôpital qui fut disposé pour contenir cinq cents malades. Au lieu de bois de lit, on se servit de grands paniers d'osier, sur lesquels on plaça des matelas de coton ou de laine, et des paillasses remplies de paille de blé ou de maïs. En peu de temps cet hôpital fut parfaitement organisé et abondamment fourni de médicaments et d'ustensiles. On en établit de semblables à Alexandrie, à Rosette et à Damiette, et l'on donna une grande étendue aux hôpitaux régimentaires. Du 5 juillet au 21 septembre, l'armée eut 1,500 malades, et seulement dans le nombre, 60 morts.

L'ophtalmie fut la première maladie qui attaqua les troupes ; plus de la moitié des soldats en fut atteinte. Cette maladie, fréquente en Égypte, y provient, dit-on, de deux causes : des sels qui, mêlés au sable et à la poussière, affectent nécessairement la vue, et de l'irritation produite par le manque de transpiration durant des nuits fraîches succédant à de brûlantes journées. Dans les anciennes guerres, les Croisés français en avaient été également atteints. L'hospice des

[1] Les courses de chevaux étaient l'objet d'un vif intérêt pour tous les spectateurs, militaires et habitants. On savait qu'un cheval français disputerait le prix avec des chevaux arabes. La réputation de ces derniers était grande, et les paris étaient en leur faveur. L'espace à parcourir était de 1,350 toises. Au signal donné, six chevaux, dont cinq arabes, s'élancèrent dans la carrière ; le cheval français eut constamment l'avantage. Il arriva le premier au but sans être fatigué, tandis que les autres étaient hors d'haleine. En conséquence, le premier prix fut donné au commissaire-ordonnateur en chef, Sucy, propriétaire du cheval, qui avait parcouru en quatre minutes l'espace déterminé ; le second prix au général Berthier, propriétaire d'un cheval arabe arrivé le second en quatre minutes dix secondes, et le troisième à Junot, aide de champ du général en chef, propriétaire d'un cheval arabe arrivé le troisième au but, en quatre minutes quinze secondes. — Les chevaux vainqueurs furent promenés en triomphe autour du cirque, et salués de vives acclamations surtout par les Arabes qui étaient venus en foule assister à ce spectacle nouveau pour eux.

Quinze-Vingts à Paris doit sa fondation à la nécessité où se trouva saint Louis d'offrir un asile aux nombreux aveugles qu'il ramenait de son expédition d'Orient. — En Égypte, la peste arrive toujours des côtes et jamais du haut pays. On plaça des lazarets à Alexandrie, à Rosette et à Damiette; on en construisit aussi un très beau dans l'île de Rodah. On créa au Kaire un bureau de santé et de salubrité; et dans la suite, lorsque la peste parut, on mit en vigueur tout le système des lois sanitaires de Marseille. Ces précautions furent très utiles à l'armée. Elles étaient tout-à-fait inconnues aux habitants, qui s'y soumirent d'abord avec répugnance, mais qui finirent par en apprécier l'utilité.

Mesures d'administration et de police militaires. — Les dispositions du général en chef, relatives à l'armée, étaient multipliées comme les besoins et tendaient à assurer tous les services, ainsi qu'à établir une rigoureuse discipline.

Des chevaux et des chameaux furent mis en réquisition pour monter la cavalerie et organiser les transports; tous ceux qui appartenaient aux Mamelucks ou qui avaient été pris à l'ennemi furent affectés à ces services. — En même temps, un ordre du jour prononçait la peine de mort contre tout soldat qui entrerait dans les maisons des habitants pour voler des chevaux et des chameaux. — Afin de diminuer le nombre des caissons d'artillerie, les chameaux furent spécialement destinés à porter les pièces de canon de trois, leurs munitions, les cartouches de l'infanterie et les outils des pionniers. — Chaque bataillon reçut deux chameaux pour porter ses bagages; et en outre, on accorda un chameau à chaque brigade pour le transport de la caisse et des registres du conseil d'administration.

Les particuliers qui avaient recueilli de jeunes Mamelucks ayant plus de huit ans et moins de seize, ainsi que des esclaves noirs ou blancs de même âge, appartenant aux Mamelucks, eurent ordre de les faire conduire devant le commandant du Kaire, qui les fit incorporer dans l'armée à raison de neuf par bataillon et de quatre par escadron; ceux au-dessous de quatorze ans furent employés comme tambours; ce fut un renfort pour l'armée.

On créa dix compagnies de garde nationale, composées de tous les employés, de tous les individus à la suite de l'armée, et de tous les Européens résidant au Kaire. Ces compagnies ne faisaient pas de service, mais en cas d'alerte, elles devaient se rendre à des points déterminés d'avance.

Les provinces furent divisées en arrondissements, afin de subvenir aux approvisionnements des places, des villes et des corps de troupes. — Le général en chef ordonna de ne fabriquer qu'une seule espèce de pain de munition pour toute l'armée. Les hôpitaux seuls eurent du pain blanc; mais il fut défendu aux garde-magasins d'en donner, sous aucun prétexte, aux généraux, au munitionnaire général et même au général en chef; ce pain fut spécialement destiné aux malades et aux blessés. — Tous les soldats furent astreints à se procurer pour leurs marches un bidon en fer-blanc assez grand pour contenir l'eau qui leur était nécessaire pour un jour. — La ration du café, qui suppléait au vin, fut fixée à une demi-once, mais il n'en devait être distribué à la troupe que par ordre du général en chef.

Les habitants de l'Égypte eurent l'ordre de porter la cocarde tricolore; tous les bâtiments naviguant sur le Nil, celui d'arborer le pavillon aux trois couleurs. Il fut défendu aux généraux d'admettre à leur parler aucun individu du pays sans cocarde. Les commandants de la marine durent empêcher de naviguer les bâtiments sans pavillon. Les membres du divan eurent comme distinction le droit de porter un schall tricolore sur l'épaule.

Des portes étaient placées à toutes les rues du Kaire dans le but d'empêcher les incursions des Arabes. Bonaparte les fit enlever, pensant qu'elles pourraient être dangereuses à la garnison en cas de révolte des habitants. Cette mesure fut en effet très utile plus tard.

La police de l'armée était rigoureuse. — Il fut défendu aux soldats montés sur des ânes de courir dans les rues du Kaire. — Des peines graves furent prononcées contre ceux qui chercheraient à s'introduire dans les maisons des Égyptiens, qui insulteraient les femmes égyptiennes, ou même qui tenteraient violemment de soulever leur voile. Le général en chef voulait que les habitudes et les mœurs du pays fussent respectées.

Bonaparte montrait aussi une grande sévérité envers ceux dont les paroles inconsidérées pouvaient ébranler le moral de l'armée. — Un adjoint aux adjudants généraux fut destitué et renvoyé en France pour avoir quitté son poste et tenu des propos propres à décourager le soldat. — L'adjudant général Beauvais ayant donné sa démission, Bonaparte l'accepta en ces termes: «Un soldat qui, se portant bien, offre sa démission au milieu d'une campagne, ne peut pas être venu dans l'intention d'acquérir de la gloire et de concourir au grand but de la paix générale; il a été conduit ici par tout autre motif, et dès lors n'est point digne des soldats que je commande.» Cette réponse fut mise à l'ordre du jour de l'armée.

Exécution du chérif Koraïm. — La sévérité n'était pas moins nécessaire envers les naturels du pays qui se prêtaient à servir d'émissaires et d'espions aux Mamelucks. Le général en chef était obligé de faire à leur égard la police à la manière des Turcs. «Faites couper, écrivit-il au général Dupuis, la tête aux deux espions, et faites-les promener dans la ville, avec un écriteau qui apprenne que ce sont des espions du pays. Faites savoir à l'Aga, que je suis très mécontent des propos que l'on tient dans la ville contre les chrétiens.»

Un exemple de cette justice expéditive fut fait sur la personne du chérif Koraïm. Ce chérif d'Alexandrie, après avoir obtenu du général français la confirmation de son emploi, avait profité de sa mission pour entretenir des intelligences avec l'ennemi. Il fut arrêté et conduit au Kaire. — Le général en chef le fit mettre en jugement. On eut la preuve que, depuis qu'il avait juré fidélité à la République, il avait écrit à Mourad-Bey et aux Mamelucks, et correspondu avec les Arabes du Bahireh. Il fut condamné à mort et décapité, le 23 août, sur la place de la citadelle. Sa tête fut prome-

née dans les rues du Kaire avec un écriteau portant : *Koraïm, chérif d'Alexandrie, condamné à mort pour avoir trahi le serment de fidélité qu'il avait fait à la République française, et avoir continué ses relations avec les Mamelucks auxquels il servait d'espion ; ainsi seront punis les parjures et les traîtres.*

La mort de ce chérif est un des nombreux griefs reprochés à Bonaparte par les Anglais pendant la guerre d'Égypte. Ils cherchèrent à exciter l'intérêt des peuples de l'Europe pour cet honnête musulman, si *injustement* immolé par le général en chef. Bonaparte, en effet, le fit juger, mais ce fut Kléber qui, convaincu de trahison, le fit arrêter et le dénonça au général en chef.

Réunion du Grand-Divan. — Tout en punissant sévèrement les habitants qui se montraient disposés à favoriser les anciens oppresseurs de l'Égypte, Bonaparte cherchait à intéresser les hommes les plus éclairés à l'établissement de la domination française, en les appelant à décider eux-mêmes sur de nombreuses questions relatives à l'administration, à la législation et à la prospérité du pays [1]. C'est dans ce but qu'il convoqua au Kaire une assemblée générale des notables. Chaque province devait y être représentée par 9 députés, savoir: 3 hommes de loi, 3 négociants, trois fellâhs, cheiks-el-beled et chefs d'Arabes. La députation du Charkieh et du Menoufieh était double, et celle du Kaire, triple. — Ces députés, dont le général en chef se proposait de confier plus tard le choix aux populations, furent désignés par les généraux commandants des provinces, parmi les hommes influents, les plus distingués par leurs lumières et leurs talents, et qui ne s'étaient pas prononcés hostilement contre les Français.

Les députés de toutes les provinces se réunirent au Kaire, sous le titre de *Divan général*, et tinrent leur première séance le 7 octobre. La richesse du costume musulman, la gravité des personnages, leur nombreuse suite donnaient une grande majesté à cette assemblée. — Le cheik Abdallah-El-Charkaouï en fut nommé président. Monge et Berthollet, comme nous l'avons dit, remplissaient les fonctions de commissaires et avaient l'initiative des propositions. — On y délibéra sur l'établissement et la répartition des impôts, sur l'organisation définitive des divans, sur les lois pénales, sur les lois relatives aux successions, et sur divers objets de police générale et d'administration. — Le ton des orateurs arabes fut également grave et digne; l'assemblée se montra toujours à leur égard attentive et bienveillante; les délibérations avaient lieu sans trouble ni précipitation, avec une entière liberté. Tous les députés paraissaient pénétrés de l'importance de leurs décisions et de la nécessité d'y mettre de la sagesse et de l'impartialité.

[1] Pour comprendre avec quels soins et avec quelle supériorité de vues le général en chef étudiait les institutions et les mœurs du peuple qu'il avait à gouverner, il faut lire ses réflexions sur la religion fondée par Mahomet et sur la cause première qui, malgré l'existence de l'esclavage, maintient parmi les peuples orientaux l'égalité sociale et politique des races de couleurs différentes, égalité qui n'existe pas dans les pays libres des États-Unis d'Amérique, où la loi, cependant, ne reconnaît pas d'esclaves.

« L'islamisme, dit-il, est la religion d'un peuple dans l'enfance ; il naquit dans un pays pauvre et manquant des choses les plus nécessaires à la vie. Mahomet a parlé aux sens ; il n'eût point été entendu par sa nation s'il n'eût parlé qu'à l'esprit. Il promit à ses sectateurs des bains odoriférants, des fleuves de lait, des houris blanches aux yeux noirs, et l'ombre perpétuelle des bosquets. L'Arabe, qui manquait d'eau et était brûlé par un soleil ardent, soupirait pour l'ombrage et la fraîcheur, et fit tout pour obtenir une pareille récompense. Ainsi l'on peut dire, par opposition au christianisme, que la religion de Mahomet est une promesse. — L'islamisme attaque spécialement les idolâtres : *il n'y a point d'autre Dieu que Dieu, et Mahomet est son prophète :* voilà le fondement de la religion musulmane ; c'était, dans le point le plus essentiel, consacrer la grande vérité annoncée par Moïse et confirmée par Jésus-Christ. On sait que Mahomet avait été instruit par des Juifs et des chrétiens. Ces derniers étaient une espèce d'idolâtres à ses yeux. Il entendait mal le mystère de la Trinité et l'expliquait comme la reconnaissance de trois dieux. Quoi qu'il en soit, il persécuta les chrétiens avec beaucoup moins d'acharnement que les païens. Les premiers pouvaient se racheter en payant un tribut. Le dogme de l'unité de Dieu, que Jésus-Christ et Moïse avaient si répandu, le Koran le porta dans l'Arabie, l'Afrique et jusqu'aux extrémités des Indes. Considérée, sous ce point de vue, la religion mahométane a été la succession des deux autres ; toutes les trois ont déraciné le paganisme.

« Mahomet restreignit à quatre le nombre des femmes que chaque musulman pouvait épouser. Aucun législateur d'Orient n'en avait permis aussi peu. On se demande pourquoi il ne supprima point la polygamie, comme l'avait fait la religion chrétienne ; car il est bien constant que le nombre des femmes, en Orient, n'est nulle part supérieur à celui des hommes. Il était donc naturel de n'en permettre qu'une, afin que tous pussent en avoir.

« C'est encore un sujet de méditation que ce contraste entre l'Asie et l'Europe. Chez nous, les législateurs n'autorisent qu'une seule femme ; Grecs ou Romains, Gaulois ou Germains, Espagnols ou Bretons, tous enfin ont adopté cet usage. En Asie, au contraire, la polygamie fut constamment permise ; Juifs ou Assyriens, Tartares ou Persans, Égyptiens ou Turcomans purent toujours avoir plusieurs femmes.

« Peut-être faut-il chercher la raison de cette différence dans la nature des circonstances géographiques de l'Afrique et de l'Asie. Ces pays étant habités par des hommes de plusieurs couleurs, la polygamie est le seul moyen d'empêcher qu'ils ne se persécutent. Les législateurs ont pensé que pour que les blancs ne fussent pas ennemis des noirs, les noirs des blancs, les cuivrés des uns et des autres, il fallait les faire tous membres d'une même famille, et lutter ainsi contre ce penchant de l'homme, de haïr tout ce qui n'est pas lui. Mahomet pensa que quatre femmes étaient suffisantes pour atteindre ce but, parce que chaque homme pourrait en avoir une blanche, une noire, une cuivrée et une d'une autre couleur. Sans doute, il était aussi dans la nature d'une religion sensuelle de favoriser les passions de ses sectateurs ; et en cela la politique et le Prophète ont pu se trouver d'accord.

« Lorsqu'on voudra, dans nos colonies, donner la liberté aux noirs et y établir une égalité parfaite, il faudra que le législateur autorise la polygamie et permette d'avoir à la fois une femme blanche, une noire et une mulâtre. Dès lors les différentes couleurs faisant partie d'une même famille seront confondues dans l'opinion de chacune ; sans cela, on n'obtiendra jamais des résultats satisfaisants. Les noirs seront ou plus nombreux ou plus habiles, et alors ils tiendront les blancs dans l'abaissement et *vice versâ*.

« Par suite de ce principe général de l'égalité des couleurs qu'a établi la polygamie, il n'y avait aucune différence entre les individus composant la maison des Mamelucks. Un esclave noir, qu'un bey avait acheté d'une caravane d'Afrique, devenait Katchef et était égal au beau Mameluck blanc originaire de Circassie ; et l'on ne soupçonnait même pas qu'il en pût être autrement. »

RÉSUMÉ CHRONOLOGIQUE.

1799.

16 AOUT. Nomination de l'Émir-Hadjy.
18 — Inondation. — Fête du Nil.
20 — Fête du Prophète.
21 AOUT. Création de l'Institut d'Égypte.
12 SEPTEMBRE. La Porte déclare la guerre à la France.
22 — Fête de l'anniversaire de la République.
7 OCTOBRE. Réunion du Grand-Divan.

SOUMISSION DE LA BASSE-ÉGYPTE. — RÉVOLTE DU KAIRE.

SOMMAIRE.

Soumission de la Basse-Égypte. — Combat de Mansourah. — Combat de Remerieh. — Marche de Dugua à travers l'inondation. — Rentrée à Mansourah. — Situation des troupes à Salehieh. — Courses contre les Arabes. — Affaire de Tantah. — Combat de Chabbas-Ametr. — Attaque de Damiette. — Combat de Choarah. — Expédition dans le lac Menzaleh. — Hassan-Toubar. — Combat de Matarieh. — Reconnaissance du lac. — Reconnaissance des lacs de Natron. — Administration de Kléber à Alexandrie. — Ses discussions avec Bonaparte. — Révolte du Kaire. — Protection accordée aux moines du Sinaï. — Excursion à Suez. — Passage de la mer Rouge. — Sources de Moïse. — Canal des Deux-Mers.

Soumission de la Basse-Égypte. — Pendant que le général en chef organisait au Kaire l'administration générale du pays, les généraux qu'il avait désignés pour commander les provinces achevaient non sans difficultés et sans combats la soumission de la Basse-Égypte; et Desaix, remontant le Nil, poursuivait Mourad-Bey et ses Mamelucks jusqu'au-delà des Cataractes.

Avant de nous occuper de la conquête de la Haute-Égypte, et afin de ne pas scinder le récit, nous allons parler des événements dont le Charkieh, le Mansourah, le Garbieh, le Menoufieh, le Bahireh et tout le littoral de la Basse-Égypte étaient alors le théâtre; nous aurons ensuite à raconter la révolte du Kaire et la curieuse excursion du général en chef aux sources de Moïse.

Combat de Mansourah. — Le général Vial, en allant prendre possession de Damiette, dont il était nommé commandant, avait organisé le divan de Mansourah et y avait laissé pour garnison un détachement d'infanterie et 60 dragons. Cette garnison fut peu de temps après attaquée par les Arabes. Un dragon fut tué: Vial se hâta d'envoyer par des djermes, qui remontèrent le Nil, un renfort de 50 hommes d'infanterie; mais ce renfort, assailli à moitié chemin par les Arabes, fut obligé d'abandonner ses barques et de se retirer sur Damiette. — Dans le même temps, le 10 août, la garnison de Mansourah, attaquée de nouveau par plusieurs milliers d'Arabes auxquels se joignit une partie des habitants, était forcée d'évacuer la ville et de se retirer sur la route du Kaire, après avoir perdu quelques hommes et tué une centaine d'ennemis.

Combat de Remerieh. — Le général Fugières, qui avait le commandement du Garbieh, avait dû s'arrêter quelques jours à Menouf pour y appuyer les opérations du général Zayonschek, commandant de la province. — Il continua sa marche le 12 août, et le même jour en arrivant à Remerieh, il trouva les habitants armés et réunis sur la muraille qui entoure le village. Toutes les portes étaient fermées. Fugières demanda à parler au cheik et aux principaux habitants. Ceux-ci lui firent répondre qu'ils ne voulaient ni lui parler ni le voir. Alors, après avoir inutilement sommé les habitants d'ouvrir leurs portes et de mettre bas les armes, il fit garder par des pelotons d'infanterie toutes les issues du village et attendit l'arrivée du général Zayonschek, auquel il donna avis de ce qui se passait. — Les habitants de Tetor, village peu éloigné, s'étant réunis à ceux de Remerieh, commencèrent l'attaque au moment où Zayonschek arrivait avec un renfort. Il fut aussitôt convenu que Fugières ferait une fausse attaque, tandis que les grenadiers de Zayonschek tenteraient l'assaut. — Le chef de brigade Lefebvre se mit à leur tête; une des portes fut enfoncée par les sapeurs; les Français pénétrèrent dans le bourg; mais tous les habitants, hommes et femmes, armés de piques et de fusils, se battaient avec un acharnement qui tenait de la rage. Des femmes se jetaient à la gorge des soldats pour les étrangler; on fut forcé d'en tuer quelques-unes; 500 habitants furent tués, et le reste prit la fuite. Les Français eurent un sapeur tué, et une douzaine de blessés. Remerieh était en leur pouvoir; mais Fugières, ayant épuisé toutes ses munitions, ne jugea pas prudent de s'engager dans un pays insoumis et très peuplé; il rétrograda sur Menouf et demanda au général en chef de nouvelles munitions, un bataillon de renfort et deux pièces d'artillerie.

Zayonschek, soupçonnant que le divan de Menouf et l'intendant cophte de la province avaient excité les habitants de Remerieh à la résistance, les destitua, et les fit arrêter; mais douze heures après, n'ayant pas de preuves contre eux, il dut les mettre en liberté. — « Je n'ai pas vu avec plaisir, lui écrivit à ce sujet le général en chef, la manière dont vous vous êtes conduit envers le cophte. Mon intention est qu'on ménage ces gens-là, et qu'on ait des égards pour eux. Articulez les sujets de plainte que vous avez contre lui, je le ferai remplacer. Je n'approuve pas non plus que vous ayez fait arrêter le divan sans avoir approfondi s'il était coupable ou non; il a fallu le relâcher douze heures après: ce n'est pas le moyen de se concilier un parti. Étudiez les peuples chez lesquels vous êtes; distinguez ceux qui sont les plus susceptibles d'être employés; faites quelquefois des exemples justes et sévères, mais jamais rien qui approche du caprice et de la légèreté.»

Le général Zayonschek, convaincu que la Basse-Égypte était le foyer des principales intrigues du parti des Mamelucks, pensait que tous les villages étaient mal disposés pour les Français, et que pour être assuré de leur obéissance, il fallait désarmer les habitants, enlever les portes et abattre les murs d'enceinte. En effet, les villages sont construits d'une manière très favorable aux soulèvements. La plupart sont entourés de murailles. Les maisons que ces murailles renferment sont fort basses; un cavalier les dépasse de la tête. Celles qui sont voisines des murs ont un peu plus d'élévation, et offrent aux assiégés un point avantageux pour tirer sur les assiégeants.

Marche de Dugua à travers l'inondation. — Le général Dugua, chargé après le combat de Salahieh du

commandement de la province de Mansourah, avait dû partir pour en prendre possession, précisément au moment où l'inondation commençait. Après une marche de douze heures, il arriva le 14 août au soir au village de Lebaïdeh, près du canal de Saffra. La vaste plaine de Dakelieh, qui reste couverte par l'inondation pendant huit à neuf mois de l'année, offrait déjà l'aspect d'un grand lac. L'eau du canal avait neuf pieds de profondeur et dix-huit toises de largeur. Le général fit aussitôt construire un radeau avec quelques poutres et les portes du village. Mais quand ce radeau fut terminé, on reconnut qu'il ne suffirait pas au passage des troupes, et on dut faire remonter le canal à un détachement qui réussit à amener de deux lieues de distance, et avec beaucoup de peine, une barque capable de passer trente hommes à la fois. Les troupes souffraient beaucoup du manque de vivres, les habitants s'étant enfuis avec leurs bestiaux. Elles restèrent deux jours à Lebaïdeh. La division ne fut tout entière de l'autre côté du canal que le 16 à midi. — Un bataillon qui était passé le premier, le 17, prit les devans et se porta vers le canal d'Arnout, pour y préparer des moyens de passage. Six on sept radeaux, construits par les paysans, suffisant à peine pour porter chacun deux ou trois hommes, et la barque qui fut amenée de Lebaïdeh, par un canal de communication, servirent à la division, qui acheva de passer le canal d'Arnout. Les pièces d'artillerie passèrent à la prolonge, leurs affûts leur servant de radeaux.

L'inondation croissait avec une promptitude effrayante. Les canaux paraissaient se multiplier. On arriva sur le bord d'un canal aussi large que celui du Saffra; Dugua donna l'exemple aux soldats, et le traversa à la tête des grenadiers, ayant de l'eau jusqu'à la poitrine; les canonniers passèrent leurs pièces à bras, et dans la crainte que les chameaux chargés de munitions, ne s'abattissent dans la vase et dans l'eau, ils vidèrent les caissons, formèrent la chaîne et se passèrent de main en main la poudre et les gargousses. Rien ainsi ne fut avarié, mais cette opération retarda la marche des troupes pendant trois heures.

Rentrée à Mansourah. — Enfin, après avoir traversé de nombreux canaux, et des champs inondés, marchant nuit et jour afin de ne pas être cernés par l'inondation, Dugua et sa division arrivèrent à Mansourah, le 18 août à cinq heures du matin.

Là, sa position ne se trouva pas moins critique; il y apprit l'attaque faite le 10 août contre le détachement laissé par le général Vial, et la retraite de ce détachement sur le Kaire avec l'intendant cophte et l'agent français. A son approche, la plupart des habitants s'étaient retirés sur la rive opposée du Nil. Les boutiques et les maisons étaient fermées. La protection qu'il promit aux propriétés et aux personnes fit rentrer quelques habitants, les marchands rouvrirent leurs boutiques; mais il fut obligé pendant quelque temps de faire vivre sa troupe par réquisition. — Entouré par les eaux, il ne pouvait ni sortir de la ville, ni communiquer avec le général Reynier, qu'il avait laissé à Salehieh. Il lui aurait aussi fallu une marine et des barques armées, pour exécuter les ordres du général en chef qui lui prescrivaient d'aider le général Fugières à la soumission du Garbieh.

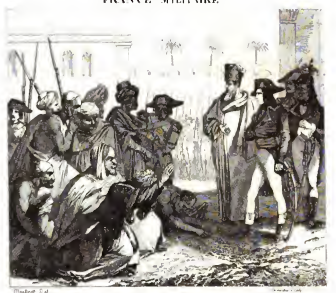
Situation des troupes à Salehieh. — Les troupes de Reynier se trouvaient aussi à Salehieh dans une situation misérable; elles manquaient de pain et de viande et ne pouvaient vivre que de maraude, les fellâhs ayant abandonné les villages, et s'étant retirés dans le désert avec leurs bestiaux. — Reynier voyait avec peine ces atteintes portées à la discipline, et cherchait par tous les moyens possibles à rappeler les habitants à leurs travaux. Il avait, conformément aux ordres du général en chef, effectué la reconnaissance de la province placée sous son commandement, et en attendant que la fin de l'inondation permît de commencer les travaux des fortications, il faisait retrancher la mosquée où était l'hôpital, construire des fours et établir des magasins. Quand les travaux provisoires furent terminés, il laissa à Salehieh une garnison commandée par le général Lagrange; il revint avec le reste de sa division à Belbéis, chef-lieu de sa province, où il espérait pouvoir nourrir ses troupes plus facilement, et sans vexer le pays.

Courses contre les Arabes. — Le soin de soumettre les provinces du Delta et celles qui bordent la rive droite du Nil fut confié au général Murat, au général Lanusse qui avait remplacé le général Zayonschek dans le commandement du Menouffieh, et au général Dugua qui commandait à Mansourah. Ce dernier ayant reçu les djermes dont il avait besoin, était passé sur la rive gauche du fleuve. — Les instructions du général en chef prescrivaient principalement de punir les habitants des villages qui s'étaient montrés hostiles aux Français, et de détruire les bandes d'Arabes dont les courses entretenaient les soulèvements dans ces provinces.

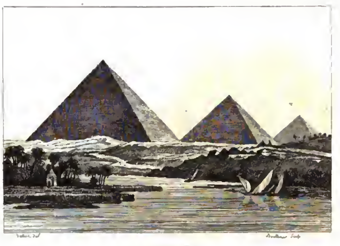
Le village d'Alkam, où avait été assassiné un aide de camp du général en chef, fut cerné, livré au pillage et entièrement détruit. Cet exemple terrible fit impression sur les habitants.

Peu de temps après, une djerme allant de Rosette au Kaire et portant sept soldats français fut attaquée sur le Nil par des Arabes et des fellâhs du village de Nâkleh; les sept Français résistèrent tant que durèrent leurs munitions; ils se retirèrent ensuite sur la rive droite du fleuve où ils furent recueillis par des habitants de Gobârls. Ceux-ci, malgré l'offre des Arabes de payer cent piastres, refusèrent de leur livrer les Français, et craignant qu'on n'usât de violence envers leurs hôtes, prirent les armes, et conduits par leur cheik lui-même, les reconduisirent sur une djerme jusqu'à Ramanieh. Le général en chef appela au Kaire ce digne cheik et l'y revêtit solennellement d'une pelisse d'honneur.

Les Arabes habitants de Sonbat dans le Garbieh étaient les plus insoumis et les plus audacieux. Ils faisaient partie de la belliqueuse tribu des Arabes de Darne. Ils assassinèrent un détachement français. Le général en chef fit marcher contre eux les généraux Dugua et Fugières, en leur donnant l'ordre d'exterminer ces assassins. Il ordonna en même temps à Murat de poursuivre d'autres Arabes qui avaient des intelligences avec



Bonaparte pardonne aux revoltés du Kaire.



Les Pyramides


Biblioteca



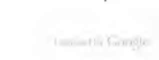
Troupes Turques.

Janissaire. Khava ou Garde du Grand Visir. Albanais.



Le Sphinx au pied de la grande Pyramide.







Vue du Nil.





Revolte du Kaire. — Prise de la grande Mosquée.

ceux de Sonbat. » Si ce sont ceux qui ont attaqué nos gens à Mansourah, écrivait le général en chef, mon intention est de les détruire. Faites-moi connaître les forces qui vous seraient nécessaires, et étudiez la position qu'ils occupent, afin de pouvoir les envelopper, les attaquer et donner un exemple terrible au pays. J'imagine que si vous avez fait provisoirement la paix avec eux, vous aurez exigé des otages, des chevaux et des armes. Je vous répète que mon intention est de détruire ces Arabes; c'est le fléau des provinces de Mansourah, de Garbieh et de Kélioubeh.»

Le 18 septembre le village de Sonbat fut attaqué par une colonne de la division Dugua, commandée par le général Verdier. Après un combat assez court le village fut pris et brûlé, 60 Arabes furent tués, et un plus grand nombre se noya en fuyant. On leur prit 6,000 moutons et leurs chameaux.

A la même époque, Murat attaquait une autre bande d'Arabes, près du village de Mit-Gamar, lui tuait quarante hommes, enlevait ses bestiaux et l'obligeait à se rejeter dans le désert.

Néanmoins, et malgré l'avantage qu'obtenaient les Français dans ces affaires partielles, les Arabes revenaient continuellement à la charge, ils remplaçaient, en pillant des villages soumis, les bestiaux qu'on leur avait enlevés, reprenaient possession de leurs maisons et de leur camp dès qu'on les avait évacués, attaquaient et pillaient les barques naviguant sur le Nil, fuyaient devant les fortes colonnes et assassinaient les faibles escortes.

Une partie de la tribu de Darne occupait le village de Dounded; là ces Arabes, entourés par les eaux, se croyaient inexpugnables. Ils infestaient le Nil par leurs brigandages. Murat et Lanusse s'y portèrent le 28 septembre. Après une légère fusillade, les Arabes furent dispersés et cherchèrent à fuir à travers l'inondation. Les troupes les suivirent pendant cinq lieues, ayant de l'eau jusqu'à la ceinture, en tuèrent 200, et s'emparèrent de leurs troupeaux et de leurs chameaux.

Dans son rapport au Directoire, sur cette affaire, Bonaparte fait ce portrait des Arabes : « Ils sont à l'Égypte ce que les Barbets sont au comité de Nice; avec cette différence qu'au lieu de vivre dans les montagnes, ils sont à cheval et vivent au milieu des déserts. Ils pillent également Turcs, Égyptiens, Européens. Leur férocité est égale à la vie misérable qu'ils mènent. Exposés des jours entiers dans des sables brûlants, à l'aspect du soleil, sans eau pour s'abreuver, ils sont sans pitié et sans foi. C'est le spectacle de l'homme sauvage, et le plus hideux qu'il soit possible de se figurer.»

Affaire de Tantah.—Tantah, dans la Garbieh, ville que les Européens avaient peu visitée avant l'expédition française, était la ville la plus riche et la plus commerçante du Delta : située dans un territoire extrêmement fertile, et dont les productions en lin sont estimées, elle était le siége de foires annuelles, célèbres en Égypte, en Syrie et en Arabie. Ces foires, comme la plupart de celles de l'Orient, doivent leur origine à la dévotion des Musulmans pour un santon célèbre, Seyd Ahmed-el-Bedaouy, dont le tombeau existe dans la principale mosquée de Tantah. On allait en pèlerinage à ce tombeau à deux époques différentes, à l'équinoxe du printemps et au solstice d'été. Les *okels* ou caravanserails, réservés dans les villes de l'Égypte aux différentes nations mahométanes, étaient alors encombrés; des loges étaient établies dans les rues pour les marchands forains, et la campagne était couverte des tentes des pèlerins.—Bonaparte avait recommandé cette ville à ses généraux. Il écrivit à Fugières : «Il est nécessaire que vous portiez le plus grand respect à la ville de Tantah, qui est un objet de vénération pour les mahométans. Il faut surtout éviter de rien faire qui puisse leur donner lieu de se plaindre que nous ne respectons pas leur religion et leurs mœurs.»—Fugières s'approcha de cette ville; mais, quoique ses troupes se conduisissent bien, les habitants de Tantah excitèrent les habitants des villages voisins et les Arabes à prendre les armes, et accueillirent les Français à coups de fusil et de canon. Ceux-ci se retirèrent sans user de représailles, et se bornant à repousser et à combattre ceux qui les suivirent pour les harceler dans leur retraite.—Le général en chef vit avec peine cette collision qu'il n'avait pas pu prévoir; mais dans son désir de prouver aux Égyptiens qu'il avait le dessein de respecter leurs usages et même leurs préjugés religieux, il défendit à Fugières de marcher de nouveau sur Tantah, et chargea le Grand-Divan d'obtenir, par voie de négociation, des habitants de cette ville une réparation qu'il ne voulait pas exiger par la force des armes.

Combat de Chabbas-Ameir.—Parmi les événements dont la province de Rosette fut le théâtre, un seul mérite d'être cité. Lorsque le général Menou se disposa à parcourir son commandement pour s'assurer par lui-même de la soumission des villages, le général Marmont et plusieurs autres membres de la commission des Arts et des Sciences demandèrent à l'accompagner. Cette visite d'un pays où, depuis long-temps, aucun Européen n'avait pénétré, était pour tous une partie de plaisir. On se mit en marche le 27 août. Tant qu'on suivit les bords du Nil, les habitants accueillirent avec empressement la petite caravane, qu'escortaient 200 hommes d'infanterie. La confiance inspirée par ce bon accueil faillit devenir fatale. A la hauteur du village de Dekouq on s'enfonça dans l'intérieur des terres. Les généraux et les savants, à cheval, précédaient l'escorte. Un premier groupe, composé d'un guide, d'un aide de camp de Marmont et de quelques membres de la commission, parmi lesquels se trouvait le dessinateur Joly, marchait en avant; il arriva au village de Chabbas-Ameir, où était un grand rassemblement de fellâhs. Le guide s'empressa de crier en arabe : *La paix! soyez sans inquiétude!* On ne lui répondit que par le mot *erga!* (Va-t'en); et par une décharge de mousqueterie. Les voyageurs tournèrent bride pour se replier sur l'escorte. Joly perdit la tête; craignant de ne pouvoir se tenir à cheval, il mit pied à terre et fut massacré. — L'escorte entendit les coups de fusil, força sa marche, et repoussa dans le village les fellâhs, qui se jetèrent dans une maison fortifiée, où ils se maintinrent jusqu'à la nuit. Dans ce combat, Menou eut

un cheval tué sous lui; il ramena à Rosette un certain nombre de blessés.

Attaque de Damiette. — Combat de Choarah. — Dans la nuit du 15 au 16 septembre un rassemblement considérable d'Arabes et de fellâhs poussa l'audace jusqu'à attaquer Damiette. Cette ville ne renfermait qu'une faible garnison, qui prit les armes, fit une sortie et dispersa l'ennemi. Néanmoins, dans la journée du 16, le village de Choarah, situé à une portée de canon de la place, se révolta. Les Arabes du Charkieh et du lac Menzaleh l'occupèrent en foule et s'y retranchèrent. Le général Vial n'ayant pas de forces suffisantes, se borna d'abord à observer leurs mouvements; mais dans la nuit du 19 au 20 il fut renforcé par un bataillon de la 25e, et se décida le 20, à la pointe du jour, à attaquer Choarah. Le général Andréossy prit le commandement de la flottille, qui remonta le Nil et débarqua des troupes au-delà du village. Les ennemis, au nombre de 10,000 hommes, étaient rangés sur une seule ligne, occupant tout l'espace depuis le lac de Menzaleh jusqu'au N l. Vial envoya une compagnie de grenadiers de la 25e pour attaquer leur droite et lui couper la retraite du côté du lac, pendant qu'Andréossy les prendrait par-derrière et que lui-même les attaquerait de front. Ces divers mouvements s'exécutèrent au pas de charge; les ennemis furent culbutés dans l'inondation du Nil et dans le lac. Choarah fut emporté et livré aux flammes. Les Arabes eurent plus de 1,500 hommes tués ou noyés. On leur prit deux pièces de canon en bronze et trois drapeaux.

Expédition dans le lac de Menzaleh. — Hassan-Toubar. — Combats de Matarieh. — Reconnaissance du lac. — Le lac de Menzaleh s'étend sur le bord de la Méditerranée, entre les ruines de Péluse et la branche du Nil dite de Damiette. Il paraît avoir été formé par l'ancienne branche pélusiaque: sa longueur est de 20 lieues, et sa largeur de 6 lieues. Une étroite bande de terre, percée de deux ouvertures ou *bogaz*, le sépare de la mer; ses eaux, très poissonneuses, sont peu profondes (environ 3 pieds); l'entrée des *bogaz* est fréquentée par les marsouins. Malgré la communication avec la mer, les eaux du lac ne sont pas salées dans toute son étendue. Elles sont saumâtres sur quelques points et potables dans d'autres. Les îles nombreuses du lac, et ses bords où se trouvent les ruines de Tanis, de Touna, de San et de Péluse, sont habités par des peuplades entièrement adonnées à la pêche. Ce sont des hommes plus robustes et plus courageux que les autres Égyptiens; leur manière de vivre les endurcit aux fatigues. Ils possèdent 6 à 800 embarcations avec lesquelles ils parcourent la vaste étendue d'eau qui forme leur domaine. — Ces diverses peuplades étaient alors soumises à une quarantaine de chefs secondaires qui tous reconnaissaient la suprématie de Hassan-Toubar, cheik de Menzaleh, dont la famille dominait le paya depuis deux siècles. Hassan-Toubar, maître des eaux du lac et de plusieurs points fortifiés, s'était créé une position indépendante; il était peut-être le seul Égyptien qui, sous les yeux des Mameloucks, osât montrer son opulence; mais ceux-ci, n'ignorant point le nombre d'hommes déterminés placés sous ses ordres et ses alliances avec les Arabes du désert, se contentaient d'un léger tribut et le laissaient gouverner, à sa fantaisie la portion de l'Égypte dont il s'était fait le souverain.

Bonaparte, convaincu qu'il était impossible d'arriver par des voies de douceur à capter l'amitié de ce chef influent, et sachant que, d'accord avec Ibrahim-Bey, il entretenait sourdement les dispositions à la révolte dans les provinces de Charkieh, de Damiette et de Mansourah, se décida à agir hostilement. Il lui importait d'être maître du lac Menzaleh, qui, dans le cas d'une expédition en Syrie, était la voie la plus commode pour le transport du matériel et des approvisionnements de l'armée. En conséquence, il donna ordre au général Dugua qui commandait la province de Mansourah, de faire appuyer par des djermes armées l'expédition dont allait être chargé le général Andréossy, et de faire marcher par terre une colonne pour occuper le bourg de Menzaleh et pour tâcher de se saisir de Hassan-Toubar.

Andréossy partit en effet, le 3 octobre, de Damiette; sa flottille était composée de quinze djermes, contenant 200 soldats et conduites par des réis du Nil. Trois de ces djermes étaient armées d'un canon. Arrivé à l'embouchure du fleuve dans la Méditerranée, il débarqua avec 100 hommes et fit route par la digue naturelle qui sépare le lac de la mer, tandis que le reste de sa troupe dirigeait les djermes vers une des bouches du lac, connue sous le nom de bouche de Bibeh; les deux colonnes s'y réunirent, et le lendemain la flottille entra dans le lac. Andréossy se rembarqua et se dirigea entre les îles de l'ouest et le continent de Damiette. — La flottille voguant depuis quelques heures, était arrivée à la pointe de Matarieh; déjà Andréossy apercevait dans le lointain, les minarets de Menzaleh, lorsqu'il vit déboucher de derrière les îles une multitude de djermes. La nuit approchait, et le général se trouvait dans des parages inconnus, à la merci de ses pilotes, qui manifestaient leurs craintes par des signes non équivoques. L'infériorité numérique de ses forces et son ignorance des localités le déterminèrent à revenir du côté de Damiette, dans l'espoir que des secours pourraient lui arriver pendant le combat. Les barques des ennemis étant entrées dans le canal ou naviguaient les Français, les deux flottilles furent bientôt en présence: elles voguaient parallèlement. Andréossy avait fait attacher ses bâtiments les uns aux autres, afin de présenter une masse capable de résistance; la nuit était survenue, et l'obscurité était profonde. Tout à coup les Égyptiens poussent de bruyantes clameurs, auxquelles se mêlent les sons aigus des instruments de cuivre, et les éclats assourdissants des tambourins. A cet effroyable vacarme succède une vive fusillade. Les Français ripostent par un feu de file bien nourri et par plusieurs coups de canon. Leur attitude imposante intimida l'ennemi, qui, cessant de marcher à la hauteur de la flottille, se contenta d'en harceler la queue jusqu'au mouillage de Minieh. — Là recommencèrent les hurlements et la musique barbare qui avaient accompagné la première

attaque. Hassan-Toubar dirigeait lui-même ses fellâhs à demi sauvages; il essaya un stratagème qui aurait pu réussir avec un adversaire moins expérimenté et s'approcha de terre comme pour débarquer, comptant engager ainsi les Français à quitter leurs djermes; mais Andréossy devina la ruse: ses troupes, immobiles sur les bâtiments, ne répondirent aux clameurs des Égyptiens que par une fusillade soutenue et des décharges répétées d'artillerie. Andréossy espérait que le bruit des explosions, favorisé par le silence de la nuit, arriverait jusqu'à Damiette et ferait connaître le danger de sa position. Cette attente ne fut point trompée. Un détachement Français placé en observation aux environs du lac, averti par le bruit, accourut sur le théâtre de l'action; mais déjà les ennemis s'étaient décidés à la retraite. Une nouvelle attaque eut lieu le 8 octobre: quoique leurs forces fussent encore plus considérables, ils échouèrent dans leurs tentatives: le feu de la flottille, soutenu par une pièce de huit, jeta la confusion au milieu d'eux et les obligea à une fuite précipitée.

Le général Dugua, qui avait ordre de combiner ses mouvements avec ceux de la flottille, avait commencé par faire une démarche pacifique auprès de Hassan-Toubar, et n'avait obtenu que cette réponse du Cheik: « Je ne veux voir les Français ni de près ni de loin; s'ils me donnent la certitude de me laisser tranquille chez moi au bourg de Menzaleh, je leur paierai le tribut que je payais aux Mamelucks; mais je ne veux avoir avec ces infidèles aucune communication. » En conséquence, Dugua ne perdit plus de temps à délibérer. Par son ordre, une forte colonne, sous la conduite du général Dumas, se porta rapidement vers Menzaleh; un rassemblement de fellâhs et d'Arabes, qui tenta de s'opposer à la marche des troupes françaises, fut dispersé, et la colonne s'empara du bourg. Hassan-Toubar s'y trouvait encore avec sa flottille. La prise de son fort principal le mit dans l'impuissance d'agir avec succès; ses barques errantes le portèrent d'île en île jusqu'à l'ancienne bouche pélusiaque, d'où il alla chercher un asile en Syrie.—Andréossy fit sa jonction avec la colonne du général Dumas: des postes militaires furent établis tant à Menzaleh qu'à Matarieh, et, sous leur protection, la flottille put croiser dans le lac avec sécurité.—Andréossy, maître de la navigation, compléta la reconnaissance du lac et de ses environs.

Reconnaissance des lacs de Natron. — De retour à Damiette, le 23 octobre, après avoir terminé la reconnaissance, les sondes, la carte du lac Menzaleh, pour la construction de laquelle il avait fait mesurer à la chaîne une étendue de plus de 45,000 toises, le général Andréossy se remit en route aussitôt avec le savant chimiste Bertholiet, pour reconnaître les lacs de Natron.—Il se rendit, escorté de 80 hommes, à Terranêh, d'où il partit dans la nuit du 24 au 25.—Après quatorze heures de marche, il arriva aux lacs Natron, situés dans une vallée qui a plus de deux lieues de large, et dont la direction est du sud à l'ouest. Ces lacs comprennent une étendue d'environ six lieues. Trois couvents cophtes, dont un est isolé, sont situés dans la vallée, vers le sommet de la pointe opposée à Terranêh. Andréossy consacra la journée du 25 à visiter les lacs, et se rendit ensuite au fleuve Sans-Eau. C'est une grande vallée encombrée de sables, adjacente à celle des lacs Natron, et dont le bassin a près de trois lieues de largeur. Le général y trouva de grands arbres entièrement pétrifiés. Le même jour, il alla bivouaquer auprès d'un couvent, le quatrième de la Vallée des Lacs, et qui est situé dans la direction d'Ouardan. Andréossy reconnut que cette vallée renferme quelques sources de très bonne eau. Le Natron parut à Bertholiet être d'une bonne qualité, et assez abondant pour alimenter une branche de commerce importante. — Les deux savants rentrèrent au Kaire au moment où les Français venaient d'y réprimer une redoutable insurrection.

Administration de Kléber à Alexandrie. — Ses discussions avec Bonaparte. — Dans la province de Bahireh, Kléber avait à la fois à contenir les Arabes et à surveiller les mouvements des flottes ennemies, afin d'être en mesure de repousser toutes les attaques extérieures. Les Arabes lui donnaient peu d'embarras; mais il n'en était pas de même de l'administration qui lui était confiée, surtout depuis le désastre d'Aboukir. Il avait eu à organiser la légion nautique et à pourvoir à tous les besoins des hôpitaux et à ceux des marins de la flotte débarqués après le combat. Privé d'argent et sans autres ressources que les produits de douane que la guerre avait annihilés, il n'y était parvenu qu'avec de grandes difficultés. Il aurait préféré une vie militaire à tous ces détails d'administration, et il demandait fréquemment à reprendre le commandement de sa division. — Le général en chef ne pouvait songer à faire venir Kléber à Alexandrie avant d'être rassuré sur toute tentative de la part des Anglais; mais il prévoyait avoir bientôt besoin de ses services plus actifs, et il envoya à Alexandrie le général d'artillerie Manscours, avec mission de compléter l'armement des côtes. — Le général Marmont fut placé à la tête d'une colonne mobile qui avait pour but spécial d'assurer la communication entre Rosette et Alexandrie, d'empêcher toute correspondance entre les Anglais et les Arabes, de tenir libre l'embouchure du Nil par la branche de Rosette et de surveiller les populations du Bahireh, afin qu'elles ne s'opposassent pas à l'écoulement des eaux du Nil dans le canal qui alimente les citernes d'Alexandrie. — Kléber réussit à faire rentrer dans l'ordre les insurgés de Damanhour, et l'émir Ibrahim, leur chef, livra des otages.

Vers la fin d'août, les Anglais firent mine de vouloir tenter un débarquement du côté d'Aboukir; leurs vaisseaux s'approchèrent à portée de canon et essuyèrent le feu des batteries françaises. Onze canots chargés de soldats, protégés par deux bricks, s'avancèrent vers la digue; mais la marche de 150 hommes et quelques coups de canon suffirent pour leur faire reprendre le large. Ce n'était sans doute qu'une reconnaissance pour voir si les Français étaient sur leurs gardes [1].

[1] Les Anglais eurent peu de temps après connaissance du départ de Kléber, qui se rendit au Kaire, et songèrent à mettre son absence à profit. Vers le milieu d'octobre, leur croisière avait été renforcée de

Les embarras multipliés d'une administration manquant d'argent et réduite, pour subvenir aux besoins des divers services, à vendre le riz qui aurait dû être conservé pour l'approvisionnement, irritaient quelquefois la susceptibilité de Kléber. Il se plaignait fréquemment à Bonaparte. Il avait peu d'estime pour les officiers de marine, qui n'avaient pas vaincu à Aboukir, et il voyait avec peine que le général en chef consacrât à réorganiser une flotte des sommes qui provenaient d'emprunts forcés, faits aux négociants, et qui lui paraissaient nécessaires à l'armée de terre. Il avait même mis à la disposition du payeur une somme que Bonaparte destinait à l'ordonnateur de la marine. Le général en chef se fâcha, lui ordonna de faire restituer cette somme à la marine, et lui écrivit que l'administration et les hôpitaux d'Alexandrie coûtaient le double du reste de l'armée. Kléber s'indigna de ce reproche indirect : «S'il est vrai, répondit-il, qu'Alexandrie ait coûté le double du reste de l'armée, abstraction faite des réquisitions frappées ailleurs, et qui n'ont jamais eu lieu ici, abstraction faite de ce qui a sans cesse été payé au génie, à l'artillerie et à la marine, on a droit d'en conclure qu'il y a eu dilapidation infâme..... Ma conduite doit être examinée, et je vous en fais la demande formelle..... Je ne suis point venu en Égypte pour faire ma fortune; j'ai su jusqu'ici la dédaigner partout; mais je ne laisserai jamais non plus planer sur moi aucun soupçon... Vous avez oublié, citoyen général, lorsque vous m'avez écrit cette lettre, que vous teniez en main le burin de l'histoire, et que vous écriviez à Kléber. Je ne présume pourtant pas que vous ayez eu la moindre arrière-pensée, *on ne vous croirait pas.*»

Kléber offrit en outre sa démission. Bonaparte ne l'accepta pas. — Une lettre nouvelle répara ce que la première avait eu de trop sévère; il accorda à Kléber l'autorisation de venir au Kaire, en lui écrivant : «Croyez au désir que j'ai de vous voir promptement rétabli et au prix que j'attache à votre estime et à votre amitié. Je crains que nous ne soyons un peu brouillés; vous seriez injuste si vous doutiez de la peine que j'en éprouverais.—Sur le sol de l'Égypte, les nuages, lorsqu'il y en a, passent dans six heures; de mon côté, s'il y en avait, ils seraient passés dans trois : l'estime que j'ai pour vous est au moins égale à celle que vous m'avez témoignée quelquefois.» Kléber fut ému en lisant cette lettre; il arriva au Kaire pendant la révolte de cette ville, et ses premières paroles témoignèrent de son attachement et de sa sollicitude pour son général en chef.

Révolte au Kaire. — L'administration juste et régulière de Bonaparte aurait bientôt porté ses fruits. Les sentiments des Arabes commençaient à devenir favorables aux Français, dont la domination était évidemment plus douce et plus supportable que celle des Mamelucks. Encore quelques mois, et le but du général en chef aurait été atteint. Des agents secrets de la Porte-Ottomane vinrent changer ces bonnes dispositions, en réveillant et en excitant le fanatisme d'une populace grossière.

Quand Bonaparte avait quitté la France, il avait été convenu avec le Directoire que le ministre des relations extérieures, Talleyrand, se rendrait à Constantinople pour essayer de prouver au Sultan que l'expédition d'Égypte ne devait lui donner aucun ombrage, qu'elle n'avait d'autre but que celui de châtier les beys mamelucks, dont la France avait à se plaindre, de ruiner le commerce des Anglais dans l'Inde, et de rendre à l'Égypte l'entrepôt de l'Orient. La négociation était difficile, mais non impossible. Talleyrand ne remplit pas la promesse qu'il avait faite de s'en charger : il trouva des prétextes pour confier cette mission à un subalterne et resta à Paris. La Porte, ainsi abandonnée à l'influence de la Russie et de l'Angleterre, déclara la guerre à la France.

La nouvelle de cet événement, répandue en Égypte par des émissaires envoyés de Syrie, ne tarda pas à se répandre dans le pays et y causa une fermentation générale. Les mécontents s'organisèrent; profitant de la liberté laissée à l'exercice de la religion, ils changèrent les exhortations à la prière, prononcées du haut des

quelques bâtiments légers. Le 25, à deux heures de l'après-midi, vingt chaloupes, soutenues par quelques bricks, engagèrent avec le fort d'Aboukir une canonnade qui dura jusqu'à la nuit. Le lendemain, à la même heure, l'ennemi recommença la même attaque; mais il eut une de ses chaloupes coulée bas. Le 27, à dix heures du matin, 150 Arabes à pied et à cheval se montrèrent derrière Aboukir, et placèrent comme signal un turban rouge sur un monticule de sable. Un détachement français marcha sur eux et les dispersa. Le 28, à 9 heures du matin, les chaloupes ennemies s'avancèrent au nombre de trente, elles s'approchèrent si près du fort, qu'après la canonnade, la fusillade s'engagea et devint très vive. Néanmoins l'ennemi n'osa pas arriver jusqu'à terre; il alla sur la droite et commença à débarquer une soixantaine d'hommes sur la digue. Quelques soldats marchèrent à eux en battant la charge; les Anglais se rembarquèrent précipitamment. La flottille, après avoir eu plusieurs chaloupes coulées bas et des hommes tués, prit le large. Le lendemain, considérablement diminuée, elle s'approcha encore du fort et de la plage; reçue comme les jours précédents, elle s'éloigna de la côte pour ne plus revenir. — Au premier avis de ces tentatives, le général en chef dirigea Murat sur Ramanieh, afin que ce général fût à portée de marcher suivant l'occas on sur Rosette, sur Aboukir ou sur Alexandrie. Il se prépara à envoyer d'autres troupes, et à s'y transporter lui même si sa présence y devenait nécessaire, mais le départ de l'ennemi rendit les mesures inutiles.

Bonaparte regretta que Marmont n'eût pas laissé dans les derniers jours les Anglais se hasarder plus nombreux à terre. «Il est évident, lui écrivit-il, qu'ils n'ont tenté ce débarquement que par suite de quelque projet concerté avec Mourad-Bey, les Arabes ou les habitants; puisque ces alliés ne se montraient pas en force, il fallait laisser les Anglais débarquer et tomber sur eux. Vous nous auriez envoyé quelque colonel anglais prisonnier, qui nous aurait donné des nouvelles d'Europe.»

Ce désir bien naturel du général en chef fut d'ailleurs satisfait dans le mois suivant. Quelques petits navires anglais firent naufrage sur les côtes d'Alexandrie et de Rosette; les équipages se sauvèrent à terre et furent conduits au Kaire, où Bonaparte ne les considéra pas comme prisonniers. On les laissa libres sur parole, en attendant une occasion de les renvoyer à bord de la flottille. Ils se mêlaient avec les troupes pour assister aux revues et s'approchaient du général en chef jusqu'à toucher son cheval. Un des officiers de son état-major lui ayant signalé ces marins étrangers, il répondit en souriant : «Soyez tranquille comme moi, je ne crains rien : les Anglais ne sont pas des assassins.» Puis, un jour, passant devant la maison qui leur avait été assignée pour logement, il aperçut la femme d'un matelot allaitant un enfant, et il lui envoya un pot de lait et du linge. Le lendemain et les jours suivants, il continua de faire remettre quelque secours à cette pauvre mère. Sur ces entrefaites, un bateau, venant d'Alexandrie, ayant chaviré près du Kaire, les officiers et les matelots anglais, qui se promenaient au bord du Nil, se jetèrent à l'eau et sauvèrent sept individus d'une mort certaine. Le général en chef les fit appeler, loua leur conduite, fit compter 200 fr. à chaque officier et 50 à chaque matelot, et leur délivra des passe-ports pour retourner librement à bord de la croisière. Comme ils le remerciaient, il leur dit avec bienveillance : «*Fortune de guerre!*»

minarets, en appels à l'insurrection. «Le chef des Musulmans, disaient les Cheiks subalternes des mosquées, s'étant déclaré contre les Français, on ne doit plus les considérer que comme des chiens d'infidèles, qu'il est méritoire d'exterminer.» Cette doctrine porta ses fruits.

A la pointe du jour, le 21 octobre (30 vendémiaire), des rassemblements commencèrent à se former dans divers quartiers du Kaire. A 7 heures, la populace se porta en foule à la maison du Kady, vieillard respectable par ses mœurs et son caractère. On l'obligea à monter à cheval, et à se mettre à la tête d'une députation qui allait se rendre chez le général en chef, sous prétexte de demander la révocation d'un arrêté récent relatif à une vérification des titres des propriétés. La multitude était déjà en marche, lorsqu'un ami du Kady se hasarda à lui dire que le rassemblement était trop nombreux et trop mal composé pour ressembler à une députation paisible, réunie dans le seul but de présenter une pétition. Le vieillard, frappé de l'observation, descendit de cheval et se retira; mais la populace irritée le suivit et pilla sa maison, après l'avoir maltraité, lui et ses gens, à coups de pierre et de bâton. Ce pillage fut comme un signal définitif. Les mécontents, se croyant assez forts pour attaquer les Français, se répandirent dans les différents quartiers, et, assaillant à l'improviste ceux qu'ils rencontrèrent, en massacrèrent plusieurs. La maison de Caffarelli fut investie et pillée; le général était alors sorti pour accompagner le général en chef dans la visite de quelques travaux. Deux ingénieurs des ponts-et-chaussées, qui se trouvaient chez lui, se défendirent avec un grand courage, mais périrent accablés par le nombre. Deux braves chirurgiens (Roussel et Mongin) eurent le même sort en défendant l'entrée de l'hôpital, où néanmoins les révoltés ne purent pas pénétrer. Les membres de la commission des arts furent assaillis dans leur maison : aidés de leurs domestiques ils s'y défendirent assez long-temps pour que la troupe pût venir les dégager. A la première nouvelle des troubles, le général Dupuis, commandant du Kaire, avait mis sur pied plusieurs détachements, mais apprenant que la révolte avait un caractère sérieux, il sortit de sa maison accompagné seulement d'un aide de camp, d'un interprète, et de quinze dragons. Déjà la plupart des rues étaient barricadées ou obstruées par la foule; néanmoins il était parvenu de la place de Birket-el-Fil jusque dans la rue des Vénitiens près du quartier des Francs, et avait même réussi à dissiper divers attroupements, quand la foule manifesta le dessein de s'opposer à son passage. Il essaya de faire entendre quelques paroles de paix, on ne l'écouta pas. Un officier turc, attaché à la police, qui venait à quelques pas derrière lui, voyant l'impossibilité de faire cesser le tumulte par des moyens de douceur, tira un coup de tromblon. La populace devint furieuse et se rua contre Dupuis, qui, la chargeant avec son escorte, culbuta tout ce qui était devant lui et s'ouvrit un passage; mais un des révoltés l'atteignit d'un coup de lance au moment où le général tendait la main à son aide de camp qui venait d'être renversé de cheval; la lance le frappa au-dessous de l'aisselle gauche et lui coupa l'artère; le mouvement qu'il faisait ouvrit aussitôt une large issue au sang; il perdit connaissance. On le transporta dans une maison voisine, où il mourut. Ce digne général avait commandé la brave 32e demi-brigade. Les hasards de la guerre l'avaient respecté dans les combats. En apprenant sa fin prématurée, Bonaparte s'écria, dit-on, avec douleur : «J'ai perdu un ami; l'armée, un brave, et la France, un de ses plus généreux défenseurs [1].»

Déjà on avait battu la générale, le canon d'alarme s'était fait entendre, les troupes avaient pris les armes et la fusillade était engagée dans toutes les rues. Les insurgés, au nombre de 15,000, se retirèrent dans la grande mosquée de Djemil-Azar, espérant, en prolongeant leur résistance, rallier à eux la plupart des habitants qui n'avaient encore pris aucun parti; ils s'y retranchèrent et en barricadèrent les avenues. Les Arabes, qui avaient été prévenus à l'avance du mouvement projeté, parurent aux portes du Kaire et cherchèrent à se réunir aux révoltés.

Le général en chef était revenu de Gizeh et n'avait pu rentrer dans la ville que par la porte de Boulaq. Il donna aussitôt le commandement du Kaire au général Bon. — Les communications entre les quartiers étaient interrompues, les maisons des riches livrées au pillage. Des pièces de canon furent aussitôt mises en batterie à l'entrée des principales rues.

A midi, un convoi de malades, arrivant de Salehieh, fut assailli par les Arabes qui dispersèrent l'escorte et massacrèrent les malades.

La nuit sembla ramener le calme; les hostilités furent suspendues, les révoltés en profitèrent pour se renforcer; mais de son côté, le général en chef fit ses dispositions. Par son ordre, le général Dommartin établit sur le Mokattam une batterie de 4 obusiers, à 150 toises de la mosquée de Djemil-Azar.

Bonaparte songea ensuite à isoler l'insurrection, et à lui couper toutes communications avec le dehors. Le 22, à quatre heures du matin, les généraux Lannes, Vaux et Dumas sortirent du Kaire avec des troupes pour explorer la campagne environnante, et dispersèrent quelques milliers de paysans et d'Arabes, qui accouraient autant pour seconder les révoltés que pour prendre part au butin. Les eaux du Nil étaient alors très hautes. Il s'en noya un grand nombre dans l'inondation. Ce fut en revenant de cette expédition que le chef d'escadron Sulkowski, aide de camp du général en chef, fut assailli par la populace du quartier de Bab-el-Nasr, renversé de cheval et massacré. Les blessures qu'il avait reçues au combat de Salehieh n'étaient pas encore cicatrisées : «C'était, dit Napoléon, un Polonais plein d'audace, de savoir [2] et de capacité. Il était allé porter à Koscinsko les instructions du Comité de Salut-Public. Il connaissait le génie, parlait toutes les langues de l'Europe; aucun obstacle ne l'arrêtait.»

[1] Un arrêté des Consuls avait décidé qu'un monument serait élevé à sa mémoire sur une des places de la ville de Toulouse, mais cet arrêté n'a point été exécuté; une inscription, placée sur la porte du pont de la Garonne, est le seul monument qui rappelle le brave Dupuis au souvenir de ses compatriotes.

[2] Sulkowski était membre de l'Institut d'Égypte.

Certain que tout était tranquille hors du Kaire, le général en chef tourna ses efforts vers la ville. — Une colonne d'infanterie marcha sur le grand cimetière qui était occupé par un fort rassemblement; ceux qui le formaient furent dispersés ou taillés en pièces. La grande rue, qui avait reçu le nom du brave capitaine du *Tonnant*, tué à Aboukir (Dupetit-Thouars), devint aussi le théâtre d'un combat non moins sanglant. Une compagnie de grenadiers et une batterie d'obusiers gardaient le débouché de cette rue sur la place d'Esbekieh. Les révoltés s'étaient glissés à travers les jardins et les cours des maisons, dans une grande mosquée située au premier tournant de la rue, et de là faisaient un feu meurtrier sur les artilleurs et sur les grenadiers. Ceux-ci marchèrent à la mosquée, enfoncèrent les portes à coups de hache, et après un lutte acharnée en chassèrent les révoltés, qui, repoussés dans la grande rue et privés d'abri, furent mitraillés par la batterie. La rue fut jonchée de leurs cadavres. — Restaient les révoltés renfermés dans la grande mosquée de Djemil-Azar; mais le général en chef, avant de faire tirer la batterie du Mokattam, tenta d'éviter un nouveau carnage et leur fit proposer un généreux pardon. Le divan du Kaire, les principaux Cheiks, les docteurs de la loi, envoyés par lui et chargés d'offrir l'oubli de ce qui s'était passé, se présentèrent aux barricades du quartier de la grande Mosquée; les révoltés leur en refusèrent l'entrée, et, pour les obliger à s'éloigner, leur tirèrent même quelques coups de fusil. Bonaparte fit alors cerner la mosquée et envoya à quatre heures l'ordre aux batteries du Mokattam et de la Citadelle de commencer leur feu. Un orage grondait dans le lointain; le bruit du tonnerre se mêla au fracas de l'artillerie. Les habitants du Kaire, frappés de stupeur, y virent un témoignage de la volonté du Prophète, et croyant que le ciel se prononçait pour les Français, restèrent tranquilles et abandonnèrent les révoltés à leur malheureux sort. Cependant les boulets abattaient les murailles et les minarets de la mosquée, les obus éclataient au milieu de la foule armée qui se pressait sous ses voûtes. Les révoltés offrirent de se soumettre. «Il n'est plus temps, répondit le général en chef, ils ont laissé passer l'heure de la clémence. Puisqu'ils ont commencé, c'est à moi de finir.»

Réduits au désespoir, les hommes qui occupaient la mosquée de Djemil-Azar, tentèrent de se faire jour les armes à la main, mais ils trouvèrent partout une ligne hérissée de fer, et tombèrent sous les baïonnettes des soldats français. — Alors les principaux chefs de l'insurrection, voyant toute résistance inutile et toute fuite impossible, se dévouèrent pour sauver la multitude, et s'avançant désarmés vers nos redoutables grenadiers, implorèrent leur pitié en se prosternant et en s'écriant ensemble: *Amman!* (miséricorde). Il était huit heures du soir; le général en chef, satisfait d'avoir dompté ce dernier rassemblement le plus redoutable de tous par son nombre et par son fanatisme, fit cesser le feu et ordonna d'épargner les suppliants.

Malgré l'avantage qu'offrait aux révoltés une guerre faite dans les rues et à l'abri des maisons, la perte des Français, dans les deux journées que dura la révolte, ne fut que de 60 hommes tués, et 40 blessés. Les insurgés eurent environ 2,500 hommes tués; le carnage avait été considérable dans l'intérieur et aux abords des deux mosquées.

La prompte répression de la révolte du Kaire imprima dans l'esprit de tous les Égyptiens une profonde terreur, et confirma l'opinion qui commençait à s'établir parmi le peuple, que les Français étaient protégés par une puissance céleste, et qu'il était inutile de chercher à leur résister.

Quatorze Cheiks avaient été signalés comme les principaux chefs de la sédition, onze d'entre eux furent condamnés à mort; mais de ces onze, cinq seulement qui purent être arrêtés, furent exécutés sur la place de la citadelle. Le divan du Kaire fut supprimé, et la ville placée pendant quelque temps sous le régime militaire.

On profita de la révolte pour se procurer par quelques impositions des fonds dont l'armée avait besoin. Le général en chef, sachant bien qu'on ne gouverne les Africains que par la crainte, exagérait à dessein les effets de sa sévérité. En faisant connaître à ses généraux la révolte et son issue, il écrivit à Reynier et à Marmont: « Nous avons eu ici beaucoup de tapage; mais actuellement tout est tranquille. Ce sera, je crois, une bonne leçon, on s'en souviendra long-temps. Toutes les nuits nous faisons couper une trentaine de têtes, et beaucoup de celles des chefs. » — Il n'y avait rien de réel dans ces exécutions, mais les lettres étaient lues aux divans des provinces menacées d'une prochaine apparition des Turcs, et les plus travaillées par les émissaires de la Porte. Ces lettres contribuaient à les maintenir dans l'obéissance.

Deux mois, jour pour jour, après la révolte du Kaire, le 21 décembre, la proclamation suivante, suivie de la création d'un nouveau divan, annonça aux habitants que Bonaparte leur accordait un pardon définitif.

« Des hommes pervers avaient égaré une partie d'entre vous; ils ont péri. Dieu m'a ordonné d'être clément et miséricordieux pour le peuple; j'ai été clément et miséricordieux. — J'ai été fâché contre vous de votre révolte; je vous ai privés pendant deux mois de votre divan, mais aujourd'hui votre bonne conduite a effacé la tache de votre rébellion. — Chérifs, ulémas, orateurs de mosquées, faites bien connaître au peuple que ceux qui se déclarent mes ennemis, n'ont de refuge ni dans ce monde ni dans l'autre. Y aurait-il un homme assez aveugle pour ne pas voir que le destin dirige toutes mes opérations? ou assez incrédule pour douter que tout, dans ce vaste univers, soit soumis au destin? — Faites connaître au peuple que, depuis que le monde est monde, il était écrit qu'après avoir détruit les ennemis de l'islamisme, fait abattre les croix, je viendrais du fond de l'Occident remplir la tâche qui m'a été imposée. Montrez à ce peuple que, dans le saint livre du Koran, dans plus de vingt passages, ce qui arrive a été prévu, et que ce qui arrivera est également expliqué. — Que ceux que la crainte seule de nos armes empêche de nous maudire, changent, car en faisant au ciel des vœux contre nous, ils sollicitent leur condamnation; que les vrais croyants fassent des vœux pour la prospérité de nos armes. — Je pourrais demander compte

à chacun de vous des sentiments les plus secrets de son cœur; car je sais tout, même ce que vous n'avez dit à personne; mais un jour viendra que tout le monde verra avec évidence que je suis conduit par des ordres supérieurs, et que tous les efforts humains ne peuvent rien contre moi : heureux ceux qui, de bonne foi, sont les premiers à se mettre avec moi. »

Ce langage était celui d'un inspiré; le prophète lui-même n'aurait pas autrement parlé; on plutôt Napoléon l'a dit lui-même à Sainte-Hélène, « C'était du charlatanisme et du plus haut, destiné à être traduit en beaux vers par un des Cheiks les plus habiles.» Les Arabes écoutaient et croyaient; les Français ne faisaient qu'en rire. Ils devinaient le but de leur général.

Protection accordée aux moines du Sinaï. — Peu de temps après la répression de la révolte du Kaire, une caravane venant de Tor et du Mont-Sinaï arriva aux portes de la ville. Elle fit demander au général en chef, par une députation de 24 Arabes, accompagnés d'un moine cophte servant d'interprète, la permission qui leur fut accordée de vendre leurs marchandises au Kaire; suivant un usage oriental, ils offrirent à Bonaparte de beaux fruits en présent. C'étaient des raisins, des poires et des pommes, cueillis dans le jardin du couvent grec du mont Sinaï. Ces Arabes, qui approvisionnaient le Kaire de charbon de bois, n'y étaient pas venus depuis l'occupation française; ils ne s'étaient hasardés à reprendre leur commerce, que rassurés par la protection promise par Bonaparte aux marchands étrangers. La caravane campa hors de la ville, où on alla la visiter. Les Arabes, interrogés sur ce qu'ils pensaient de Bonaparte, répondirent: « Son bras est fort, et ses paroles sont de sucre.»

Le moine qui les accompagnait, avec un autre religieux, avait été chargé de réclamer du général en chef sa protection et la confirmation des privilèges accordés au monastère du mont Sinaï, par divers princes musulmans. Plusieurs actes, qu'il présenta au général, constataient ces concessions. — Bonaparte, à l'exemple de tous les Sultans, les confirma par un arrêté, dont le considérant mérite d'être textuellement cité.

« Bonaparte, général en chef, voulant favoriser le couvent du mont Sinaï, — 1° pour qu'il transmette aux races futures la tradition de notre conquête; — 2° par respect pour Moïse et la nation juive, dont la cosmogonie nous retrace les âges les plus reculés; — 3° parce que le couvent du mont Sinaï est habité par des hommes instruits et policés, au milieu de la barbarie des déserts où ils vivent : — Ordonne, etc. »

Excursion à Suez. — Passage de la mer Rouge.— Sources de Moïse. — Canal des deux mers. — La tranquillité étant complétement rétablie au Kaire, le général en chef résolut de profiter de cet intervalle de repos pour une excursion qu'il avait projetée du côté de Suez. Il partit le 24 décembre, accompagné des généraux Berthier, Dommartin et Caffarelli, du contre-amiral Gantheaume, du commissaire ordonnateur d'Aure, et de plusieurs savants; Monge, Berthollet, Dutertre, Descotils, Costaz et Lepère l'accompagnèrent. Plusieurs négociants, que leurs intérêts appelaient à Suez, s'adjoignirent à sa suite. La petite caravane passa la nuit du 24 au 25 au poste fortifié de Birket-el-Hadjy, (lac des pèlerins). — Le 5 au soir, elle s'arrêta à l'arbre de Djamaat, if colossal qui s'élève isolé, au milieu d'une plaine déserte, couverte de cailloux, et où le chemin n'est tracé que par des ossemens d'hommes et des animaux qui y sont morts faute de vivres ou d'eau. Cette plaine est le point le plus élevé de la route du Kaire à Suez: le froid y était glacial. On manquait de bois pour allumer du feu; on fut obligé d'établir quelques foyers infects, qui furent entretenus avec des ossements. Bonaparte avait fait dresser sa tente sous l'if vénérable, afin d'en écarter ceux que la tentation aurait portés à mutiler ce bel arbre, point de repos précieux pour les voyageurs.

Le 26, Bonaparte qui la veille avait réglé sa marche sur celle de la caravane s'en détacha avec sa suite, voulant arriver à Suez dans la journée même. Le gros de la caravane coucha dans un château fortifié, près duquel se trouve le puits d'Ageroud, profond de cinquante à soixante brasses, et dont l'eau, trop salée pour les hommes, est bonne pour les chameaux et les chevaux arabes. Une enceinte flanquée de deux tours, peu éloignée du château à demi ruiné, environne les sources. C'était une construction arabe établie pour assurer la jouissance du puits à la caravane de la Mecque. Un mois avant le passage des pèlerins on y envoyait quelques hommes et des chameaux afin de tourner une roue à chapelet, au moyen de laquelle on élevait l'eau nécessaire pour remplir trois réservoirs spacieux, enduits d'un ciment imperméable. Le général en chef ordonna de faire au mécanisme du puits toutes les réparations propres à le mettre en état de servir.

A Suez, des capitaines de navires venus du Hedjas et de l'Yémen, confirmèrent au général en chef la nouvelle des prises faites sur les Anglais, par les croisières de l'Ile-de-France et par l'amiral Sercey, et lui firent connaître les dispositions de l'iman de Mascate en faveur des Français. — Bonaparte déclara à ces capitaines que l'intention de la République était que les négociants et les navigateurs fussent protégés, et les congédia, après avoir donné en leur présence un ordre pour modérer les droits de douanes sur les cafés. — Parceval de Grandmaison, membre de l'Institut, était directeur des douanes à Suez, et la légion maltaise en formait la garnison.

Bonaparte ordonna la reconnaissance du port, des côtes et du golfe, et fit diverses dispositions pour la défense de la ville. Il diminua les droits excessifs imposés sur le commerce, espérant faciliter ainsi les importations et les exportations, et rétablir des relations utiles avec les Arabes des tribus voisines. Ensuite il se disposa à passer en Asie pour visiter dans l'Arabie-Pétrée, à trois lieues sud-est de Suez, les sources de Moïse, et pour reconnaître la rive orientale de la mer Rouge. — En contournant le fond du golfe, il aurait fallu faire une route de sept à huit lieues. Bonaparte, accompagné de quelques officiers et d'un détachement de cavalerie, se hasarda à traverser la mer à gué, non loin de l'emplacement de l'ancienne ville d'Arsinoë. Les

autres personnes de l'expédition s'embarquèrent.— A la faveur d'un banc de sable et de roche, et guidés par des Arabes montés sur des dromadaires, Bonaparte arriva sans accident sur l'autre rive, bien que les chevaux eussent de l'eau jusqu'au ventre et fussent même forcés de nager pendant un court trajet. D'après la tradition locale cette route était celle que prirent les Israélites pour échapper à l'armée de Pharaon.

L'eau des sources de Moïse, situées à peu de distance de la mer, fut trouvée légèrement saumâtre, et néanmoins potable. — Le général en chef revint à Suez le même jour, laissant une partie de sa suite prendre les devants pour contourner par terre la pointe du golfe; pour abréger, il voulut revenir par la route où il avait passé le matin. La nuit et la marée montante le surprirent quand il arriva au gué. Le passage était hasardeux. Le guide dit qu'il en connaissait un plus facile; on le suivit, mais l'Arabe perdit la tête et s'égara dans un marais. Le général en chef courut quelque danger de périr de la même manière que Pharaon: «Ce qui n'eût pas manqué, dit gaîment Napoléon, de fournir à tous les prédicateurs chrétiens un texte magnifique.» Le général Caffarelli, que sa jambe de bois empêchait de se tenir bien ferme à cheval, se trouva dans le plus grand embarras. Il fut heureusement tiré du péril par la présence d'esprit et le courage d'un des guides du général en chef.

En revenant de Suez, le 30 décembre, le général en chef, accompagné des généraux et de Monge, chercha sur la plage, au fond du golfe, les vestiges de l'ancien canal des deux mers, et retrouva le premier la tête des digues. Les digues étaient peu remarquables à leur naissance et cachées par des sables qui avaient comblé le canal dans quelques parties. Bonaparte en suivit les traces pendant environ cinq lieues, jusqu'au point où ce canal débouche. Après avoir visité les fortifications et les établissements de Belbeis, passé la revue des troupes et reconnu l'extrémité orientale du canal de Suez, dont le rétablissement paraissait être un de ses projets futurs, il revint au Kaire.

Ce fut après le voyage de Suez que Bonaparte écrivit à Tippoo-Saëb, sultan de Mysore, qui luttait alors contre les Anglais avec une constance digne d'un meilleur succès:

«Vous avez déjà été instruit de mon arrivée sur les bords de la mer Rouge, avec une armée innombrable et invincible, remplie du désir de vous délivrer du joug de fer de l'Angleterre. Je m'empresse de vous faire connaître le désir que j'ai que vous me donniez, par la voie de Mascate et de Moka, des nouvelles sur la situation politique dans laquelle vous vous trouvez. Je désirerais même que vous pussiez envoyer à Suez ou au Grand-Kaire, quelque homme adroit qui eût votre confiance, avec lequel je pusse conférer.»

Bonaparte essaya de faire parvenir cette lettre par la voie de l'Iman de Mascate, auquel il écrivit aussi dans le but d'attirer les négociants arabes en Égypte:

«Je vous écris cette lettre pour vous faire connaître ce que vous avez déjà appris, sans doute, l'arrivée de l'armée française en Égypte. — Comme vous avez été de tout temps notre ami, vous devez être convaincu du désir que j'ai de protéger tous les bâtimens de votre nation, et que vous les engagiez à venir à Suez où ils trouveront protection pour leur commerce. — Je vous prie aussi de faire parvenir cette lettre à Tippoo-Saëb, par la première occasion qui se trouvera pour les Indes.»

Non content de cette avance faite à un prince influent dans l'Arabie, le général en chef, qui n'ignorait pas combien les chefs musulmans sont sensibles à la considération qu'on leur témoigne, écrivait dans le même temps au sultan de la Mecque.

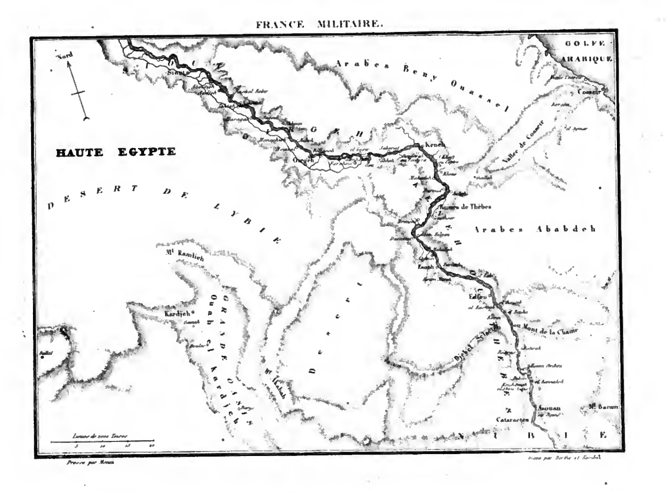
«J'ai reçu la lettre que vous m'avez écrite, et j'en ai compris le contenu. Je vous envoie le règlement que j'ai fait pour la douane de Suez, et mon intention est de le faire exécuter ponctuellement. Je ne doute pas que les négociants de l'Hedjas ne voient avec gratitude la diminution des droits que j'ai faite pour le plus grand avantage du commerce, et vous pouvez les assurer qu'ils jouiront ici de la plus ample protection.— Toutes les fois que vous aurez besoin de quelque chose en Égypte, vous n'avez qu'à me le faire savoir, et je me ferai un plaisir de vous donner des marques de mon estime.»

La politique et les intérêts de l'armée faisaient au général en chef une loi de tenter par tous les moyens possibles d'étendre ses relations avec les peuples voisins de l'Égypte. Le produit des douanes devait être une ressource pour le trésor, et des alliances avec des princes étrangers auraient consolidé, en cas d'attaque des Turcs, la position de l'armée française. Bonaparte songeait à la fois aux besoins de la paix et aux chances de la guerre.

RÉSUMÉ CHRONOLOGIQUE.

1798.

10 AOUT. Combat de Mansourah.
12 — Combat de Remerieh.
18 — Réoccupation de Mansourah.
20 — Combat de Chabbas-Ameir.
13 SEPTEMBRE. Combat de Sonbat.
— — Affaire de Tantah.
15-16 — Attaque de Damiette.
20 — Combat de Choarah.
28 SEPTEMBRE. Combat de Doundeh.
4 — OCTOBRE. Excursion dans le lac Menzaleh. — Combat de Matarieh.
22-24 — Révolte du Kaire.
25 — Reconnaissance des lacs de Natron.
25-29 — Attaque d'Aboukir par les Anglais.
22 DÉCEMBRE. Pardon accordé aux habitants du Kaire.
26 — Arrivée de Bonaparte à Suez.
27 — Passage de la mer Rouge. — Excursion aux Sources de Moïse.


HAUTE EGYPTE
Nord
GOLFE ARABIQUE
Arabes Beny Ouassel
Cosseir
Vallée de Cosseir
Siout
Kenéh
Girgéh
Ruines de Thèbes
Arabes Ababdeh
DESERT DE LYBIE
Mt Ramlieh
Kardjeh
GRANDE OASIS
Ouah el Kardjeh
Edfou
Mont de la Chaine
Djebel Selseleh
Asouan
Cataractes
Mt Baram
NUBIE
Presse par Monin







Porte des Victoires au Kaire

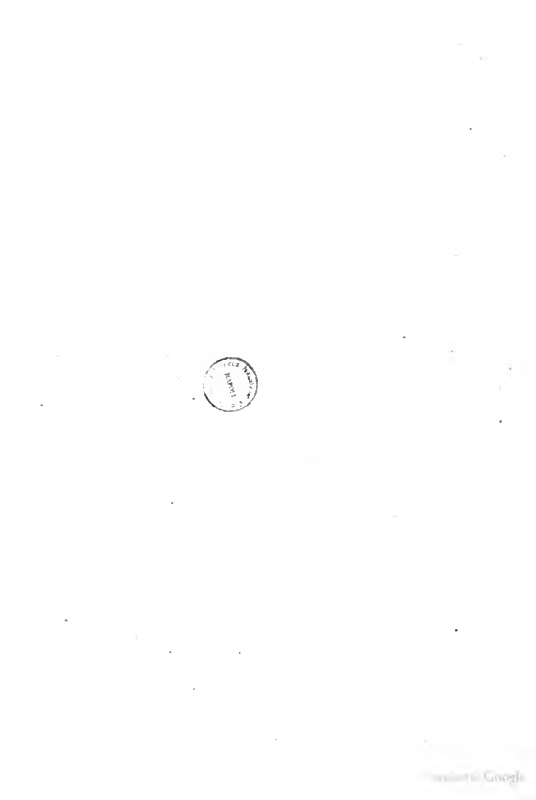


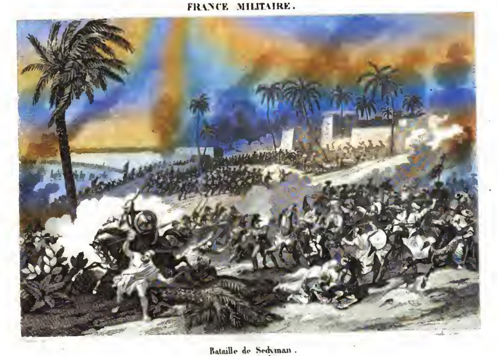
Belliard. Menou





Port du Kaire — Boulaq.





Bataille de Sedyman.

CONQUÊTE DE LA HAUTE-ÉGYPTE.
SEDYMAN. — SAMANHOUD.

SOMMAIRE.

Desaix remonte le Nil — Combat de Cheboubieh. — Occupation de Siout. — Combats de Menekiah et de Manzourah. — Bataille de Sedyman. — Attaque et combat de Medineh-el Faioum. — Desaix poursuit Mourad. — Séjour à Girgeh. — Négociations hostiles de Mourad-Bey. — Combat de Zouagny. — Combat de Tahtah. — Bataille de Samanhoud. — Passage de la division à Thèbes. — Mourad Bey quitte la Haute-Égypte. — Occupation de Syène. — Cataractes du Nil. — Prise de l'île de Philœ. — Combat de Luqsor. — Combat de Keneh. — Combat d'Aboumanah. — Fatalisme des Arabes. — Réapparition de Mourad Bey. — Combat de Sabama. — Désastre de la djerme *l'Italie*. — Combat de Copthos. — Assaut et incendie de Benout. — Formation des colonnes mobiles. — Combat de Byr-el-Bar. — Combat de Bardis et de Girgeh. — Combat de Djeheneh. — Combat de Beni-Adin. — Destruction d'Abou-Girgeh. — Combat de Syène. — Expédition et occupation de Koneir. — Les Ababdehs. — Situation de la Haute-Égypte.

Généraux français.

DESAIX. — FRIANT. — BELLIARD. — DAVOUST.

Chefs mamelucks et arabes.

MOURAD-BEY. — OSMAN-BEY. — MOHAMMED-ELFY-BEY. — HASSAN-BEY-JADDAOUI-HASSAN, Chérif d'Yambo.

Le camp retranché que, d'après l'ordre du général en chef, Desaix avait établi pour contenir les Mamelucks et surveiller la population du Kaire, était situé à Torrab, sur la rive droite du Nil, à deux lieues au-dessus de la ville et en avant d'un ancien château-fort. Ce fut là que Desaix attendit le résultat de l'expédition contre Ibrahim. A son retour de Salehieh, Bonaparte résolut de profiter de l'inondation pour faire poursuivre Mourad-Bey, qui, retiré à cinquante lieues du Kaire près de Behnaseh, sur le canal de Joseph, avait déjà réuni un corps de troupes considérable.

Desaix remonte le Nil. — Le 25 août, Desaix, d'après l'ordre du général en chef, fit embarquer l'infanterie de sa division, composée de trois demi-brigades, (21e légère, 61e et 88e de ligne,) et forte d'environ 3,000 hommes. Le convoi remonta le Nil, escorté par un chebeck, un aviso, deux demi-galères, armées en guerre, et arriva le 30 à Benisouef où Desaix s'arrêta quatre jours pour assurer la subsistance de ses troupes. La division reçut pendant son séjour dans cette ville, un renfort composé de la Cisalpine et du 3e bataillon de la 21e, deux pièces de canon, cinquante mille cartouches et quarante-mille rations de biscuits. Le général en chef espérait que Desaix pourrait se porter directement à Behnaseh et atteindre Mourad-Bey. Dans le cas ou ce projet n'aurait pas été exécutable, il désirait que Desaix remontât le Nil jusqu'à Melaoui, entrât dans le canal Joseph et redescendît sur Behnaseh. « Vous savez, lui écrivait-il, que je n'aime pas les attaques combinées. Arrivez devant Mourad-Bey par où vous pourrez avec toutes vos forces. Là, sur le champ de bataille, vous ferez vos dispositions pour lui faire le plus de mal possible. »

Le 4 septembre, Desaix se rembarqua sur la flottille, et, favorisé par le vent, arriva le soir à Abou-Girgeh après un trajet de quinze lieues.

Combat de Cheboubieh. — Là, il apprit qu'un convoi, embarqué sur le Nil, se dirigeait sur le canal Joseph afin de gagner Behnaseh. Le 6 au matin, il débarqua avec un bataillon et se mit en marche pour reconnaître la position de l'ennemi : cette marche ne se fit qu'avec difficulté à travers l'inondation. Enfin, après avoir traversé un pays inondé par les eaux du Nil, et passé à gué huit canaux, il arriva dans la plaine cultivée de Cheboubieh, et atteignit le convoi au moment où il entrait dans le canal. Ce convoi avait pour escorte un grand nombre d'Arabes et 150 Mamelucks, commandés par trois beys qui essayèrent vainement de résister. Une vive fusillade les dispersa. Desaix s'empara de douze djermes chargées de munitions et de vivres et dont une portait sept pièces de canon.

Le 7 septembre, embarqué de nouveau avec sa division, il continua à remonter le Nil et arriva le 12 à la hauteur de Darout-el-Cherif, où le bahr (canal) Joseph prend les eaux du Nil pour les porter dans le Faïoum. Desaix fit occuper ce point important, et y laissa une chaloupe afin de croiser à l'entrée du canal, et de protéger la navigation avec le Kaire. Escorté par deux demi-galères, il continua, avec quatre bataillons, à voguer vers Siout, où l'ennemi avait réuni tous ses bâtiments de guerre; la 21e demi-brigade le suivait à quelque distance sous l'escorte d'un aviso.

Occupation de Siout. — Le 13, il arriva à Siout; à son approche l'ennemi avait évacué la ville et fait remonter sa flottille vers Girgeh. Trois katchefs de Soliman-Bey, 300 Mamelucks, des Arabes, avec leurs femmes, leurs enfants et de nombreux bagages, faisant un détour dans les terres, étaient descendus au village de Beni-Adin, à six lieues au-dessous de Siout, sur les confins de la Moyenne et de la Haute-Égypte. Desaix résolut d'aller les surprendre. La vallée entre la chaîne libyque et Siout est très-étroite. Il partit de cette ville le 16, laissa le Nil derrière lui, et longeant le pied des montagnes, suivit la lisière du désert pendant tout le jour, rentra dans la vallée, et arriva à Beni-Adin le lendemain. Mais l'ennemi, instruit de sa marche, avait disparu et s'était dirigé vers le Faïoum pour y renforcer Mourad. Desaix rentra à Siout, où il laissa une demi-brigade et un aviso pour escorter un convoi considérable de grains qu'il envoyait au Kaire, et certain de n'avoir rien à craindre pour le moment du côté de la Haute-Égypte, il résolut de se porter dans le Faïoum, où l'armée de Mourad s'était grossie d'un grand nombre de Fellâhs et d'Arabes du désert. Il se rembarqua sur sa flottille, descendit le Nil, laissa quatre bâtiments de

guerre pour croiser à Darout-el-Cherif, et avec sa flottille entra le 23 septembre dans le canal Joseph.

Combat de Menekiah et de Manzourah. — Après une pénible navigation de dix jours, l'avant-garde aperçut, le 3 octobre, à la hauteur de Menekiah, un poste de Mamelucks. Desaix ordonna aussitôt de débarquer et se porta avec un détachement sur les mamelons de la chaîne libyque. Il s'engagea une fusillade d'avant-garde; l'ennemi se retira; la division se rembarqua et continua à suivre le canal. — Le 4 au matin, la flottille arriva à un endroit où le canal se rapproche du désert, et on aperçut des Mamelucks embusqués derrière des dunes. Des forces considérables se montrèrent tout à coup dans le village de Manzourah. Il aurait été dangereux et inutile de débarquer sous le feu de l'ennemi. Le général Desaix fit virer de bord à sa flottille, regagna la position de Menekiah et fit débarquer sa division. Des compagnies de carabiniers chassèrent et dispersèrent les Mamelucks qui harcelaient les barques. Après avoir ordonné à la flottille de suivre par le canal le mouvement des troupes, Desaix forma sa division en carré et s'avança à l'extrémité de l'inondation, sur la limite du désert, entre l'eau et le sable. Les Mamelucks vinrent escarmoucher avec l'avant-garde; l'artillerie les éloigna. Le soir la division prit position près de Manzourah.

Le lendemain, la division continua sa marche dans le même ordre, quoique harcelée par l'avant-garde de l'ennemi. Le corps de Mourad-Bey était éloigné de deux lieues. A l'approche des troupes françaises, il gagna les hauteurs, prit position sur leur flanc gauche et se mit en mesure de les charger. Desaix ordonna un changement de direction, marcha droit à l'ennemi et le canonna avec tant de succès, que cette masse de cavalerie, incertaine dans ses mouvements, s'arrêta et finit par se replier. Un mouvement que la division française fit pour se rapprocher de ses barques, afin d'y prendre du biscuit, parut aux Mamelucks une marche rétrograde; ils s'avancèrent de nouveau en poussant des cris de victoire et de joie; mais quelques coups de canon suffirent pour les éloigner, et après avoir pris les vivres nécessaires, la division vint s'établir à El-Belamon.

Bataille de Sedyman. — Le 7 octobre, Desaix, informé par ses espions que Mourad-Bey avait l'intention de l'attendre à Sedyman et de lui livrer bataille, se disposa à l'attaquer lui-même. Au lever du soleil, la division, formée en carré et avec des pelotons sur ses flancs, se mit en mouvement; elle suivait l'inondation et la lisière du désert. A huit heures du matin, on découvrit l'armée ennemie. Elle était rangée en deux lignes sur le plateau qui sépare la province de Beni-Souef du Faïoum. 8 ou 10,000 Arabes et Fellâhs, à pied, gardaient un retranchement armé d'une batterie. Un corps de cavalerie, composé de 4,000 Mamelucks et de 2,000 Arabes, formait la ligne de bataille. Au premier rang se montrait Mourad-Bey, couvert de vêtements magnifiques. Les Français se disposèrent à l'attaque.

La division formait un seul carré, flanqué de droite et de gauche par deux petits carrés de 200 hommes chacun. Elle se porta sur le front de l'ennemi. Les Mamelucks, supérieurs en nombre, chargèrent avec impétuosité et enveloppèrent les Français de tous les côtés. Ne pouvant rompre le carré, ils se jetèrent sur le petit peloton de droite et le culbutèrent, le capitaine qui le commandait ayant ordonné à ses soldats de ne tirer qu'à bout portant, ce qui arrêta trop tard l'impulsion des Mamelucks. Le feu du grand carré ne permit pas d'ailleurs à l'ennemi de profiter de cet avantage. Mourad reconnaissant la faute qu'il avait faite, de diviser ses troupes pour envelopper les Français, réunit tous ses cavaliers, qui revinrent à la charge sur un seul front; mais lorsqu'ils arrivèrent à dix pas de la ligne française, les grenadiers les reçurent par une fusillade meurtrière et croisèrent leurs baïonnettes. Les plus intrépides Mamelucks, ne pouvant se résoudre à fuir, vinrent mourir dans les rangs, après avoir lancé contre les Français leurs masses et haches d'armes, leurs fusils et même leurs pistolets; quelques-uns, dont les chevaux avaient été tués, se glissèrent, le ventre contre terre, sous les baïonnettes, afin de couper les jambes des soldats. Mourad tenta de nouvelles charges; ces attaques réitérées coûtaient beaucoup de monde aux Français, mais ne lui donnaient pas la victoire. Ce fut dans cette occasion critique qu'il montra son remarquable instinct militaire; il avait cherché la cause de la résistance des troupes françaises et reconnu qu'elle était due à cet ordre de bataille en carré, adopté par les généraux Bonaparte et Desaix. Il devina, par une inspiration de son génie naturel, le côté faible d'une troupe ainsi rangée, et renonçant aux charges successives, si meurtrières pour les Mamelucks, il fit démasquer son artillerie seulement : ce moyen, auquel l'armée française a dû la victoire de Fontenoy, faillit être fatal à la division du général Desaix; chaque décharge des canons ennemis emportait des files entières; le désordre se mettait dans le carré, la cavalerie arabe n'attendait plus que le moment favorable pour s'y précipiter. Il fallait une résolution soudaine et énergique. Desaix jugea dangereux d'opérer sa retraite sur les barques. Il eût d'ailleurs été obligé d'abandonner un grand nombre de blessés. Il comprit qu'il fallait combattre jusqu'au dernier homme, et demanda conseil au général Friant. Friant lui répondit, en montrant la batterie ennemie : « C'est là qu'il faut aller chercher la victoire ou la mort. — Et nos malheureux blessés, répliqua Desaix ?.... — Si je suis blessé, s'écria Friant, qu'on me laisse sur le champ de bataille! » Desaix le serra dans ses bras et fit battre la charge. Les soldats français s'élancèrent avec impétuosité. Leur mouvement fut brillant et rapide comme l'éclair. Les Arabes et les Fellâhs, épouvantés, se dispersèrent. Le général Friant enleva les retranchements et fit pointer sur les Mamelucks leurs propres pièces. Mourad avait perdu beaucoup de monde : trois de ses beys étaient tués, et deux blessés, il se décida à la retraite, s'enfonça dans le désert et gagna le lac de Gharah, dans le Faïoum. Les Arabes l'abandonnèrent.

Dans cette journée, un grand nombre d'Arabes et de

Fellâhs et 400 cavaliers d'élite furent tués. Aucun Mameluck ne fut trouvé vivant sur le champ de bataille; ils avaient combattu jusqu'au dernier soupir; mais la victoire coûta cher aux Français : ils perdirent 340 hommes et eurent 150 blessés. Le chef de brigade Conroux, Rapp, aide de camp de Desaix, les capitaines Valatte, Sacro et Geoffroy, le maréchal des logis Rousseau et le sergent Jérôme, furent honorablement cités dans le rapport de Desaix. Le rapport de Bonaparte dit que, dans cette division, assaillie par une armée six fois plus nombreuse, tous, généraux, officiers et soldats, s'étaient couverts de gloire.

Attaque et combat de Medineh-el-Faïoum. — Desaix fit partir ses blessés pour le Kaire où il avait déjà envoyé 400 hommes affectés d'ophtalmie, maladie commune dans la Haute-Égypte. Il laissa 350 hommes à Medineh-el-Faïoum, et partit le 6 novembre pour soumettre les villages de la province que Mourad-Bey avait poussés à l'insurrection. Desaix trouva ceux dans lesquels il se présenta encore armés, mais tous posèrent aussitôt les armes excepté celui de Cheruneh, où un des katchefs de Mourad soutint contre l'avant-garde un léger combat, à la suite duquel il prit la fuite, abandonnant six chameaux chargés d'effets. Le village fut livré au pillage et brûlé.

Cependant Mourad-Bey, profitant de l'éloignement du général Desaix, avait envoyé 1,000 Mamelucks pour soulever le pays et marcher contre Medineh-el-Faïoum. Une multitude d'Arabes et Fellâhs s'était réunie aux Mamelucks. Le 8, à huit heures du matin, ils se montrèrent au sud-ouest de la ville, sur la rive gauche du canal. Le général Robin, atteint de l'ophtalmie, se trouvait à Faïoum. — Le chef de bataillon Eppler, excellent officier, commandait la place. Instruit des mouvements de l'ennemi il fit retrancher, autant que le permettaient les moyens d'une ville ouverte de toutes parts, la maison où l'hôpital avait été établi, et qui, outre la garnison, renfermait plus de 150 malades. A onze heures du matin, plus de 3,000 Arabes, 1,000 Mamelucks et un grand nombre de Fellâhs armés, guidés par des beys et des katchefs, s'avancèrent en deux colonnes, et attaquèrent en même temps et avec fureur sur tous les points. Les issues de la ville n'avaient pas pu être toutes occupées. L'ennemi profita de cette circonstance pour tourner les postes principaux qui, après avoir fait une vive résistance, se replièrent en bon ordre sur l'hôpital. C'est là que le général Robin et le commandant Eppler avaient réuni leurs forces afin d'éviter une guerre de rue trop meurtrière. Pendant que les Arabes et les Fellâhs s'approchaient en escaladant de toit en toit, une forte colonne, pressée et sans précaution, arrivait par les grandes issues. Eppler avait prévu ce désordre, et, dans le dessein d'en profiter, il avait formé deux colonnes prêtes à attaquer l'ennemi. Il commandait lui-même celle de droite, et celle de gauche était confiée au chef de bataillon Sacro. Dès que l'ennemi fut à portée, la réserve aux ordres du général Robin l'accueillit par une fusillade terrible; en même temps les deux colonnes débouchèrent en battant la charge, s'élancèrent à la baïonnette sur les Arabes et les Mamelucks qu'elles culbutèrent de rue en rue. La terreur s'empara des Arabes et des Fellâhs postés sur les maisons et qui, la plupart, croyant la victoire assurée, commençaient à se livrer au pillage. Tous voulant se sauver à la fois, s'embarrassèrent dans leur fuite: on en fit un carnage affreux. L'ennemi fut poursuivi jusqu'à une lieue de la ville, où il laissa 200 morts et un grand nombre de blessés.

Desaix poursuit Mourad. — Quoique vaincu à Sedyman et à Faïoum, Mourad-Bey, à l'aide de sa cavalerie que l'infanterie française ne pouvait atteindre, restait toujours maître de la Haute-Égypte. Le général en chef envoya à Desaix un renfort de 1,000 hommes de cavalerie, et de trois pièces d'artillerie légère, commandé par le général Davoust, en lui ordonnant de poursuivre sans relâche Mourad-Bey jusqu'aux cataractes du Nil, de détruire les Mamelucks, ou au moins de les chasser entièrement de l'Égypte.

Davoust parti du Kaire le 6 décembre, arriva en quatre jours à Benisouef, et eut bientôt rejoint le régiment de Desaix. Le 16, la division se mit en mouvement. Mourad-Bey était campé à deux journées de marche sur la rive gauche du canal Joseph, et au bord du désert.

Le 17 décembre, l'avant-garde française rencontra celle de l'ennemi, formée par les Mamelucks de Selim-Abondie, et la chassa de Fechem où elle venait de prendre position. Les Mamelucks repoussés se replièrent sur le camp de Mourad-Bey, qui, à l'approche du général Desaix recommença à fuir et se disposa à remonter le Nil. La division, sur laquelle il avait dix à douze heures d'avance, précipita sa marche. Elle bivouaqua le 17 à Zafetezaïn, le 18 à Bermin, le 20 à Zagoy, où elle quitta les montagues pour se rapprocher du fleuve. L'infanterie prit position à Tahba, la cavalerie à Miniet, d'où Mourad-Bey avait fui au lever du soleil avec tant de précipitation, qu'il avait abandonné quatre djermes portant une pièce de douze en bronze, un mortier de douze pouces et quinze canons de fer de différents calibres. — Le chef des Mamelucks se retirait vers le Haut-Saïd; Desaix le poursuivait à grandes journées. Le 22, sa division coucha près des anciens portiques d'Achmouoein; le 24 à Siout, et arriva le 29 à Girgeh.

Séjour à Girgeh. — Négociations hostiles de Mourad-Bey. — Mais la flottille, retardée par les vents contraires, n'avait pas pu mettre la même célérité dans ses mouvements. Les munitions et les vivres manquaient aux troupes. Desaix fut obligé de s'arrêter à Girgeh, et de perdre à l'attendre vingt jours d'un temps précieux.

Cette inaction forcée des Français donna à Mourad-Bey la facilité d'établir des négociations pour leur susciter des ennemis. Déjà il avait écrit aux chefs Arabes de Jedda et d'Yambo, en les engageant à passer la mer, afin d'exterminer une poignée d'infidèles venus en Égypte pour détruire la religion de Mahomet. Ses émissaires ramenèrent des renforts de Nubie; d'autres se rendirent à Esneh, près du vieil Hassan-Bey-Jaddaoui, dans le dessein de le déterminer à faire cause

commune avec Mourad-Bey. Quelques-uns enfin se répandirent dans le beau pays entre Girgeh et Siout, pour faire insurger les habitants, attaquer et détruire la flottille française.

Combat de Zouagny. — Le 1er janvier 1799, Desaix fut informé qu'un rassemblement considérable de Fellâhs se formait près de Zouagny, à quelques lieues de Girgeh. Il importait de faire un exemple prompt et terrible des insurgés, afin de contenir les villages dans l'obéissance, et de lever sans obstacles les impositions dont l'armée avait besoin. Davoust reçut l'ordre de partir sur-le-champ avec sa cavalerie, et de dissiper ce rassemblement. — Le 3, ce général rencontra une foule d'hommes armés, réunis près de Zouagny. Formant à l'instant son corps de bataille par échelons, il ordonna à son avant-garde, composée du 7e de hussards et du 22e de chasseurs, de charger les insurgés. Ceux-ci ne purent soutenir le choc impétueux des cavaliers français. Ils furent dispersés et vivement poursuivis. On leur tua plus de 800 hommes.

Combat de Tahtah. — Desaix espérait que ce châtiment répandrait la terreur dans le pays; mais la cavalerie de Davoust rentrait à peine à Girgeh, qu'on eut avis de la formation, à quelques lieues de Siout, d'un rassemblement plus considérable que celui de Zouagny, et qui réunissait une multitude de Fellâhs à pied et à cheval, la plupart venus de Miniet, de Benisouef et d'Oara. — Le retard des barques, dont on n'avait aucune nouvelle, donnait de vives inquiétudes à Desaix. — Le général Davoust reçut l'ordre de marcher de nouveau contre les insurgés; de sévir contre eux d'une manière terrible, et de ramener la flottille. — Davoust se mit en marche aussitôt. Le 8 janvier, au moment où il allait entrer à Tahtah, son arrière-garde, formée d'un escadron du 20e de dragons, fut chargée par un corps considérable de cavalerie ennemie. Aussitôt il forma ses troupes en carré et attaqua les insurgés qu'il tailla en pièce; 1000 Fellâhs restèrent sur le champ de bataille; les autres prirent la fuite. En les poursuivant, Davoust aperçut, à la hauteur de Siout, la flottille qui, remontant le Nil avec un vent favorable, arriva le 18 à Girgeh.

Bataille de Samanhoud. — Les lettres de Mourad-Bey avaient eu de l'influence sur les chefs arabes. Desaix fut informé par ses espions que 1000 Chérifs ou Arabes habitants des pays d'Yambo et de Jedda, avaient passé la mer Rouge, étaient débarqués à Kosséir, et s'étaient réunis à Mourad-Bey. Desaix apprit aussi, à la même époque, que Hassan-Bey-Jaddâoui et Osman-Bey-Hassan, à la tête de 250 Mamelucks, étaient déjà à Houé, où campaient aussi des Nubiens et des Mangrebins; que tous les habitants de l'Égypte supérieure, depuis les Cataractes jusqu'à Girgeh, avaient pris les armes et étaient prêts à marcher; qu'enfin Mourad-Bey, plein de confiance dans une réunion de forces aussi formidable, marchait pour attaquer les Français. En effet son avant-garde, commandée par Osman-Bey-Hassan, arriva le 20 janvier et coucha dans le désert, à la hauteur de Samanhoud.

Après avoir pris les vivres et les munitions qui lui étaient nécessaires, Desaix ordonna à la flottille de suivre les mouvements de la division, et s'avança à la rencontre de Mourad.

Le 21, le 7e de hussards formant l'avant-garde française rencontra, sous les murs de Samanhoud, l'avant-garde ennemie. Desaix, arrivé quelques instants après, disposa son infanterie en deux carrés égaux, à droite et à gauche; sa cavalerie, formée elle-même en carré, occupa l'intervalle du centre, de manière à être protégée et flanquée par leur feu. Cependant l'ennemi s'avançait de toutes parts. Sa nombreuse cavalerie cerna la division; une colonne d'infanterie, composée en partie d'Arabes d'Yambo, se jeta dans un grand canal, et commença, par la vivacité de son feu, à inquiéter la gauche française. Desaix ordonna à ses aides de camp, Rapp et Savary, de charger les Arabes en flanc, avec un escadron du 7e de hussards, pendant que les carabiniers de la 21e légère, commandés par le capitaine Clément, s'avanceraient en colonne serrée dans le canal et culbuteraient la colonne ennemie. Cet ordre fut exécuté avec autant de bravoure que de précision. Les Arabes, vigoureusement assaillis, prirent la fuite, laissant sur la place une quinzaine de morts, et emmenant un grand nombre de blessés. La mort d'un carabinier, qui, au moment où il venait d'enlever un des drapeaux arabes, fut tué d'un coup de poignard, fut la seule perte des Français, dans cette action, qui les rendit maîtres de Samanhoud. — Cependant les nombreuses bandes ennemies s'avançaient en poussant des cris affreux; la colonne des Arabes d'Yambo, ralliée sous leur protection, attaqua et voulut reprendre Samanhoud; les intrépides carabiniers de la 21e conservèrent leur conquête et firent un feu si vif et si bien nourri, qu'ils forcèrent de nouveau les Arabes à se retirer avec une perte considérable. — Dans le même temps, les Mamelucks se précipitaient sur le carré commandé par le général Friant; tandis que plusieurs colonnes d'infanterie assaillaient celui que commandait le général Belliard; mais le feu terrible de l'artillerie et de la mousqueterie arrêta tous leurs efforts. Après plusieurs charges inutiles, ils se dispersèrent et rétrogradèrent, laissant le terrain couvert de leurs morts. — Davoust reçut alors l'ordre de charger le corps des Mamelucks, où étaient Mourad et Hassan, qui paraissaient décidés à conserver leur position, mais qui n'attendirent pas cependant le choc de la cavalerie française. La fuite précipitée de Mourad-Bey devint le signal de la retraite générale. L'ennemi fut poursuivi pendant quatre heures l'épée dans les reins. La division ne s'arrêta qu'à Farchoute, où elle trouva un grand nombre de musulmans expirant de leurs blessures. Dans cette journée, les Français eurent seulement 4 hommes tués; les Mamelucks en comptèrent, de leur côté, plus de 250, outre un nombre considérable de blessés. — La bataille de Samanhoud eut d'ailleurs des suites importantes : elle jeta l'épouvante parmi les alliés de Mourad. Dès lors, le nom français fut craint et respecté non-seulement dans la Haute-Égypte, mais encore dans l'Arabie, dans la Nubie et dans l'Éthiopie.

Passage de la division à Thèbes. — Mourad-Bey quitte la Haute-Égypte. — Desaix continua le lendemain à poursuivre Mourad-Bey ; mais, pour atteindre un ennemi qui se retirait sur son propre terrain, l'artillerie était trop lourde, l'infanterie et la grosse cavalerie trop lentes, la cavalerie légère pouvait elle-même à peine y parvenir. Le 21, les troupes s'arrêtèrent à Denderah, l'ancien Tentyris, dont le temple antique imprima un sentiment général de respect. Le surlendemain au matin, au détour d'une chaîne de montagnes qui forme un promontoire sur le Nil, la division découvrit tout à coup Thèbes, la ville aux cent portes. A l'aspect de ces ruines gigantesques, de ces débris renommés, tous les rangs retentirent d'applaudissements, et l'on dit même que, dans leur enthousiasme, quelques bataillons présentèrent les armes.

D'Esneh, où il laissa le général Friant et sa brigade, Desaix se dirigea sur Syène.

Après avoir essuyé des fatigues excessives et poussant toujours devant lui son ennemi, il arriva, le 1er février, devant cette ville, la dernière de l'Égypte méridionale, sur la rive droite du Nil.

Mourad, Hassan, Soliman et huit autres beys, se voyant poursuivis avec un acharnement qui ne leur laissait aucune ressource, considérant aussi que leurs Mameloucks, exténués de fatigue, étaient dans l'impossibilité de continuer à se battre, que le nombre des déserteurs augmentait chaque jour, qu'ils avaient perdu beaucoup de chevaux et la majeure partie de leurs équipages, prirent le parti de quitter l'Égypte et de se jeter dans l'affreux pays des Barabras, au-dessus des cataractes, et à quatre grandes journées de Syène.

Occupation de Syène. — Cataractes du Nil. — Le 2 février, Desaix traversa le fleuve pour occuper la ville de Syène, nommée *Assouan* par les Arabes, et qui est située sur la rive droite au-dessous des cataractes. — Le même jour un détachement se porta sur l'île de Philœ, autrefois dernière limite de l'empire romain.

Les fameuses cataractes du Nil ne sont que des brisants formés par les eaux du fleuve qui s'écoulent à travers les rochers, et dont la chute produit en certains endroits de petites cascades hautes à peine de quelques pouces. Elles se trouvent dans un lieu où le cours du Nil est resserré par des montagnes hérissées de noires aspérités, qui se réfléchissent d'une manière sombre dans les eaux, dont la surface est sillonnée par la blanche écume des brisants et par des zones rougeâtres de roches granitiques. Un beau ciel et quelques palmiers verdoyants égaient seuls l'austérité du paysage.

On trouva au-dessous des cataractes une cinquantaine de barques chargées de bagages que les Mameloucks y avaient amenées avec beaucoup de peine et qu'ils avaient été forcés d'y abandonner.

Une inscription gravée sur le granit, un drapeau tricolore planté sur le plus haut rocher des cataractes et salué par plusieurs décharges de mousqueterie, annoncèrent la prise de possession de toute la Haute-Égypte et le point extrême où les Français avaient, comme les Romains, porté leurs armes victorieuses. — L'intention du général Desaix était d'établir des troupes en cantonnement, depuis Syène jusqu'à Girgeh, afin d'assurer la rentrée des contributions et la tranquillité du pays. Il laissa à Syène Belliard avec un régiment d'infanterie, et lui-même, avec sa cavalerie divisée en deux corps marchant sur chacune des rives du fleuve, il se mit en marche pour revenir à Esneh, où il arriva le 9 février.

« L'antique Syène, ruinée par les Barbares et par le temps, n'est plus qu'un grand village, très peuplé, mieux bâti il est vrai et avec des rues plus droites que les villages ordinaires ; au milieu était un château turc, masqué de tous côtés, et qui ne pouvait être d'aucune défense. Belliard s'y établit. On fit des lits, des tables, des bancs ; on se déshabilla, on se coucha. Après une marche aussi fatigante que rapide, ce fut une véritable volupté pour le soldat. A peine y était-on établi depuis deux jours que déjà il y avait dans les rues des tailleurs, des cordonniers, des barbiers, des traiteurs français avec leur enseigne. Bientôt après on ajouta le superflu au nécessaire. On eut des jardins, des cafés, des jeux publics et des cartes à jouer. Au sortir de la ville, une allée d'arbres se dirigeait au nord ; les soldats y mirent une colonne milliaire avec l'inscription : *Route de Paris, n° onze cent soixante-sept mille trois cent quarante.* C'est après une distribution de dattes, pour toute ration, qu'ils eurent cet accès de gaîté. »

Prise de l'île de Philœ. — A défaut d'embarcations, on n'avait pas pu parvenir dans l'île de Philœ, que les habitants avaient quittée pour se retirer dans une autre plus éloignée. Lorsqu'ils virent que les Français ne pénétraient point dans leur île, ils y revinrent, et on commença à entrer en pourparlers avec eux ; mais on les trouva toujours obstinés à empêcher les Français de débarquer. Leurs dispositions hostiles n'étaient d'ailleurs pas douteuses. Belliard revint le lendemain avec l'intention et les moyens de soumettre l'île. Dès que les habitants de Philœ aperçurent les troupes françaises, ils appelèrent par leurs cris ceux de la seconde île, qui accoururent à leur secours, la plupart nus, armés de sabres, de boucliers, de fusils de rempart à mèches, etc. On leur cria qu'on ne voulait pas leur faire de mal ; ils répondirent qu'ils étaient résolus à se défendre ; on commença à se fusiller. Après un travail de trente-six heures, un radeau fut construit et lancé à l'eau. Les soldats, protégés par des pièces chargées à mitraille, s'emparèrent de la seconde île. Les habitants, frappés de terreur, se jetèrent alors dans le fleuve, hommes, femmes et enfants, afin de se sauver à la nage. On vit des mères noyer des enfants qu'elles ne pouvaient pas emporter, et mutiler de jeunes filles pour les soustraire aux vainqueurs. Toute cette population se dispersa en quelques instants. Maître des deux îles, Belliard en fit évacuer les magasins qui se trouvaient en grande partie remplis de butin que les habitants avaient fait sur les barques des Mameloucks. Les troupes revinrent ensuite à Syène, où on construisit un fort pour garantir la garnison d'une surprise.

Combat de Luqsor. — Seuls, deux beys des Mameloucks n'avaient point suivi Mourad dans sa retraite au-

delà des cataractes. — Osman-Bey-Hassan, avec environ 250 Mamelucks, avait traversé le Nil à Rabin et vivait dans les villages de sa domination. — Après la bataille de Samanhoud, Elphy-Bey avait aussi passé le Nil et se tenait sur la rive droite à la hauteur de Siout. — Le général Friant, informé le 6 février que les débris des Arabes d'Yambo se ralliaient dans les environs de Kénoh, petite ville importante par le commerce qu'elle fait avec les habitants des rives de la mer Rouge, envoya aussitôt à Kéneh une colonne mobile, commandée par le chef de brigade Conroux.

A son retour à Esneh, Desaix, instruit que le chérif Hassan, chef des Arabes d'Yambo, se tenait caché dans le désert où il attendait l'arrivée d'un renfort, donna au général Friant l'ordre de marcher lui-même vers Kéneh et de lever des contributions en argent et en chevaux en poussant jusqu'à Girgeh, aussitôt qu'il serait assuré de la tranquillité de cette partie de la rive droite.

Cependant Osman-Bey-Hassan s'était rapproché des bords du Nil. — Davoust marcha avec la cavalerie contre ce bey, qui s'avança de son côté pour combattre. Les Français rencontrèrent les Mamelucks, le 12, à Luqsor, un des villages situés sur l'emplacement de Thèbes; le choc fut terrible. La mêlée devint générale, on combattit corps à corps. Après trois heures d'un engagement meurtrier, pendant lequel les Mamelucks réussirent à sauver un convoi considérable de vivres, les ennemis abandonnèrent le champ de bataille, couvert de leurs morts. Osman-Bey-Hassan eut son cheval tué et fut blessé. Le chef d'escadron Fontelle eut le crâne fendu d'un coup de sabre. Cette affaire, où la cavalerie française fut seule engagée avec ces guerriers si redoutables à cheval, coûta au 15e de dragons et au 22e de chasseurs 25 tués et 40 blessés. Parmi les traits de courage qui signalèrent cette journée, on remarque celui de Montléger, aide de camp du général Davoust, qui, blessé dans le fort du combat et ayant eu son cheval tué sous lui, réussit à s'emparer du cheval d'un Mameluck qu'il tua d'un coup de pistolet, et sortit ainsi de la mêlée.

Combat de Kéneh. — Le même jour, le chef de brigade Conroux, attaqué dans Kéneh par 800 Arabes d'Yambo, renforcés d'un grand nombre de Fellâhs, les repoussa et fut blessé, mais ils revinrent à la charge pendant la nuit. Le chef de bataillon Dorsenne prit le commandement des troupes, mit les Arabes dans une déroute complète, et leur tua 300 hommes. — Malgré la rapidité de sa marche, le général Friant n'arriva à Kéneh, avec le 7e de hussards, que quelques heures après le combat. Sachant que les Arabes étaient encore à Samatha, il alla aussitôt les y attaquer et leur tua 200 hommes.

Combat d'Aboumanah. — Après le combat de Kéneh les Arabes d'Yambo s'étaient retirés dans les déserts d'Aboumanah; leur chérif Hassan, fanatique exalté, les entretenait dans l'espoir d'exterminer les infidèles aussitôt que les renforts qu'il attendait seraient arrivés. Provisoirement il mettait tout en œuvre pour soulever les vrais croyants de la Haute-Égypte. A sa voix toutes les têtes s'échauffaient, tous les bras s'armaient; déjà une multitude d'Arabes étaient accourus à Aboumanah, des Mamelucks fugitifs et sans asile s'y rendaient également. Le rassemblement devenait de plus en plus menaçant, et les belliqueux habitants de la rive droite allaient avoir à leur tour à lutter contre la valeur française.

Le 16 février, le général Friant arriva devant Aboumanah, qu'il trouva rempli d'hommes armés. Les Arabes d'Yambo étaient rangés en bataille en avant du village. Les grenadiers français se formèrent en colonne d'attaque; leur approche et quelques décharges d'artillerie furent suffisantes pour mettre en fuite la cavalerie et les Fellâhs. Les Arabes seuls tinrent ferme. Le général Friant forma ses troupes en deux colonnes pour tourner le village, et leur enlever leurs moyens de retraite. Attaqués de front, ils ne purent pas résister au choc terrible des grenadiers, et cherchèrent en vain à se jeter dans le village, où ils furent assaillis et mis en pièces. Dans le même temps, une autre colonne, commandée par le chef de brigade de la 88e, Silly, poursuivait les fuyards; les soldats mirent tant d'acharnement à cette poursuite qu'ils s'enfoncèrent dans le désert à cinq heures de marche, et arrivèrent au camp des Arabes où, fort heureusement, ils trouvèrent, avec des effets de toute espèce, de l'eau et du pain. Le général Friant était extrêmement inquiet de l'absence de cette colonne; il pensait que si elle ne s'égarait pas dans les immenses plaines du désert, où elle s'était jetée, elle perdrait au moins, par la faim et surtout par la soif, un grand nombre de soldats. On peut se figurer sa surprise et sa joie de les voir revenir frais et chargés de butin. Un Arabe prisonnier avait conduit la colonne au camp de l'ennemi. — Cette journée, où les Arabes d'Yambo eurent 400 morts et beaucoup de blessés, ne coûta que quelques blessés aux Français. Quantité de Fellâhs furent aussi tués dans le désert.

Fatalisme des Arabes. — Les Arabes d'Yambo combattaient avec le courage du fanatisme. — Rien ne pouvait abattre leur ardente opiniâtreté. A Aboumanah, on vit un de ces frénétiques frapper du sabre et blesser deux français qui, avec leurs baïonnettes, le tenaient cloué contre une muraille. — Cette constance, d'ailleurs, doit peu étonner de la part d'hommes qui considèrent le meurtre d'un infidèle comme un acte de vertu et un titre au paradis, et qui croient qu'une fatalité inévitable préside aux destinées humaines.

Cette croyance, commune aux Arabes de toutes les classes comme de tous les âges, se manifeste clairement dans le fait suivant, rapporté par Denon, dans son *Voyage en Égypte.*

« On amena au général Desaix un criminel; on criait : « C'est un voleur; il a volé des fusils, on l'a « pris sur le fait; » et nous vîmes paraître un enfant de douze ans, beau comme un ange, blessé au bras d'un large coup de sabre; il regardait sa blessure sans émotion : il se présenta d'un air confiant et naïf au général, qu'il reconnut aussitôt pour son

juge. O puissance de la grâce naïve! Pas un assistant n'avait conservé de colère. On lui demanda qui lui avait dit de voler ces fusils? *Personne;* qui l'avait porté à ce vol? *Il ne savait, le fort, Dieu;* s'il avait des parents? *Une mère seulement, bien pauvre et aveugle.* Le général lui dit que, s'il avouait qui l'avait envoyé, on ne lui ferait rien; que s'il s'obstinait à se taire, il allait être puni comme il le méritait: *Je vous l'ai dit, personne ne m'a envoyé, Dieu seul m'a inspiré;* puis mettant son bonnet aux pieds du général: *Voilà, ma tête faites-la couper...* «Pauvre «petit malheureux! dit le général; qu'on le renvoie.» Il vit que son arrêt était prononcé; il regarda le général, celui qui devait l'emmener, et devinant ce qu'il n'avait pu comprendre, il partit avec le sourire de la confiance.»

Réapparition de Mourad-Bey. — Mourad-Bey avait renoué ses relations avec Mohammed-Elpby-Bey et concerté avec ce chef une réunion aux environs de Siout, où leurs projets ultérieurs devaient être favorisés par la coopération des tribus arabes de Koraïm et de Benouafi. — Le chef mameluck se mit aussitôt en marche avec 800 cavaliers et un renfort nombreux de Nubiens. Trompant la surveillance du général Belliard, il parut le 24 février devant Esneh, où la bonne contenance de la petite garnison française l'empêcha d'entrer, et il continua à descendre la vallée du Nil, afin de se rapprocher d'Elpby-Bey.

A la première nouvelle de ce mouvement offensif, Desaix ordonna à Belliard de laisser des garnisons suffisantes à Syène et à Esneh, de former une colonne mobile du reste de ses troupes disponibles, et de marcher par la rive droite du fleuve, pour contenir, atteindre et combattre les Arabes d'Yambo.

Lui-même rappela sur la rive gauche l'infanterie de Friant et la cavalerie de Davoust, et se porta, par une marche forcée, sur Siout, laissant un peu derrière lui la djerme armée *l'Italie* et plusieurs barques chargées de munitions, de projectiles et de rechanges d'artillerie. — La djerme portait des blessés, quelques malades, les munitions de la 61e demi-brigade et un petit nombre d'hommes armés.

Combat de Sahama. — Desaix voulait gagner Siout avant que Mourad eût pu effectuer sa jonction avec Elpby-Bey. En route, il apprit à Girgeh que Mourad-Bey était parvenu à soulever un assez grand nombre de Fellâhs, toujours prêts à combattre les Français dès qu'un mouvement vers le cours inférieur du fleuve pouvait leur faire supposer que ceux-ci étaient vaincus. Il accéléra son mouvement pour les atteindre. Les deux partis se rencontrèrent le 4 mars à Sahama.—Aussitôt qu'on vit paraître les ennemis, le général Friant forma trois gros corps de troupes pour les envelopper et les empêcher de gagner le désert. Cette manœuvre eut un succès complet. En peu de temps, plus de 1,000 Fellâhs furent tués ou noyés; le reste eut beaucoup de peine à s'échapper et abandonna 50 chevaux. Les Français n'eurent pas un seul homme tué dans ce combat.

Le lendemain, les Mamelucks furent poursuivis si vivement, que Mourad se décida à se retirer dans l'Oasis d'El-Wab, accompagné seulement de 150 hommes. Les autres se jetèrent dans le désert et revinrent ensuite vers Siout, où Desaix arriva presque en même temps.—Elpby-Bey, n'avait pas osé l'y attendre et avait jugé prudent à son approche de repasser sur la rive droite et d'y chercher un refuge dans la petite Oasis d'Acbmin. Osman-Bey, plusieurs katchefs et quelques Mamelucks de Mourad-Bey l'y suivirent; les autres se jetèrent dans le désert, au-dessus de Beni-Adin, où ils éprouvèrent les horreurs de la faim. Beaucoup désertèrent et vinrent à Siout; d'autres se cachèrent d'abord dans les villages, où, pour vivre, ils furent obligés de vendre leurs armes; ils se réunirent ensuite aux Français.

Désastre de la djerme l'Italie. — Cependant le chérif Hassan venait de recevoir un renfort de 1,500 hommes. Les débris de son premier corps le rejoignirent. Dès que ses forces furent réunies, il attaqua sur le Nil, à la hauteur de Benout, les barques que Desaix avait laissées en arrière, et qu'un vent de nord violent empêchait de descendre le fleuve. Attaquée vivement, la djerme *l'Italie* répondit par une canonnade terrible qui tua 100 Arabes; mais les ennemis étant parvenus à s'emparer des petites barques, débarquèrent les munitions de guerre et les objets d'artillerie dont elles étaient chargées, les remplirent de monde, et tentèrent d'enlever la djerme à l'abordage.

Le commandant de *l'Italie*, l'intrépide Morandi, redoubla ses décharges à mitraille; mais ayant déjà beaucoup de blessés à son bord, et voyant sur la rive gauche grand nombre de Fellâhs qui se disposaient à l'attaquer, il crut trouver son salut dans la fuite et mit à la voile; malheureusement il avait peu de monde pour servir ses manœuvres; le vent était très fort, la djerme échoua. Les ennemis l'abordèrent alors de tous côtés; Morandi refusa de se rendre; n'ayant plus d'espoir, il mit le feu aux poudres et se jeta à la nage. Assailli aussitôt par une grêle de balles et de pierres, il périt dans les tourments. Les Français qui échappèrent aux flammes de *l'Italie* furent tous massacrés par les Arabes d'Yambo, dont cet avantage augmenta le fanatisme et l'audace.

Combat de Copthos. — Assaut et incendie de Benout. — Arrivé le 8 mars, près de Kbaft, l'ancienne Copthos, le général Belliard apprit le désastre de la flottille et la mort de Morandi. Les Arabes d'Yambo étaient devant lui. Il ne tarda pas à voir déboucher, tambour battant et drapeaux déployés, trois colonnes nombreuses d'infanterie et plus de 400 Mamelucks, dont le nombre venait d'augmenter par l'arrivée de Hassan-Bey-Jeddaôui, qui avait passé le Nil à Edfou.

Belliard fit aussitôt former ses troupes en carré; il n'avait qu'une seule pièce de canon. Une des colonnes ennemies, la plus considérable, composée d'Arabes d'Yambo, s'approcha audacieusement. A la vue des tirailleurs français le fanatique Hassan entra dans une sainte fureur, et ordonna à cent des plus braves,

parmi ses Arabes, de se jeter sur ces infidèles et de les égorger. Au lieu de fuir, les tirailleurs se réunirent et attendirent les ennemis de pied ferme. Un combat corps à corps s'engagea : le succès restait incertain, lorsqu'une quinzaine de dragons chargeant à bride abattue, le décidèrent en séparant les combattants et en sabrant plusieurs Arabes d'Yanibo, pendant que les chasseurs reprenaient l'offensive et taillaient en pièces tous les autres. Plus de 50 Arabes restèrent sur la place. — Le gros des Arabes se retira sur Benout. Belliard, en les poursuivant, arriva près de ce village. Les ennemis avaient placé en batterie, derrière un large canal, les canons qu'ils avaient pris sur la flottille. Leur feu jeta d'abord quelque hésitation parmi les Français; mais les carabiniers de la 21e légère enlevèrent ces pièces, malgré une décharge exécutée par les Mamelucks, et les tournèrent contre les ennemis. Étonnés de cette manœuvre, les Mamelucks prirent la fuite. Alors, abandonnés à eux-mêmes, les Arabes se jetèrent dans une grande barque, dans une mosquée, dans les maisons du village et dans une maison crénelée, où étaient leurs munitions. — Belliard dirigea aussitôt deux colonnes contre la barque, la maison et le village; l'ennemi se défendit avec fureur. Cependant la barque fut prise, et tous ceux qui étaient dedans furent mis à mort. La nuit survint et interrompit le combat. Tant que dura l'obscurité, on entendit les assiégés chanter des hymnes arabes. Le chérif seul entonnait d'abord un verset, les soldats reprenaient ensuite et chantaient en chœur. Au point du jour, Belliard fit sommer ces insensés de mettre bas les armes; sur leur refus un assaut fut donné; les Arabes combattaient avec un courage de désespérés; l'assaut n'eut pas de résultat : la journée se passa en nouvelles tentatives, qui restèrent également sans succès. — Le général français se vit alors dans la nécessité de prendre un parti qui répugnait à son caractère; mais il ne lui restait plus qu'une caisse de cartouches, et il était réduit à ménager le feu de la mousqueterie; des brandons enflammés furent lancés de toutes parts sur le village. — Allumé sur plusieurs points, l'incendie gagna d'abord la mosquée, et de maisons en maisons forma bientôt un vaste cercle, au centre duquel se trouvait le bâtiment fortifié, principal refuge des Arabes. Quelques-uns de ces misérables essayèrent de traverser les flammes qui les entouraient; ils périrent. Le plus grand nombre monta sur le faîte du bâtiment, dont le toit formait une plate-forme. Là ils continuèrent les chants pieux que l'on avait entendus la nuit précédente. Cependant le feu s'avançait avec rapidité; déjà le village entier était embrasé et les chants continuaient toujours. Peu à peu ils se firent entendre moins distinctement; ils cessèrent enfin vers le point du jour. — Les Arabes étaient prêts pour un nouveau combat. Les Français attaquèrent alors cette maison crénelée, dont les murs en pierres avaient résisté à l'action du feu.

Le chef de brigade Eppler, excellent et intrépide officier, dirigeait l'attaque. Des sapeurs en brisèrent les portes à coups de hache, tandis que d'autres faisaient crouler la muraille, et que les chasseurs mettaient le feu à une petite mosquée voisine, où étaient les munitions de l'ennemi. Les poudres prirent feu ; 25 hommes sautèrent avec le bâtiment. Eppler réunit ses forces sur ce point; et, malgré les prodiges de valeur de ces Arabes qui, nus, le fusil à la main, le sabre dans les dents défendaient l'entrée de la maison, il parvint à s'emparer de la grande cour. Les Arabes, forcés dans leur refuge, allèrent se cacher dans des réduits où ils furent tous tués.

Dans ce combat, les Arabes perdirent 1,200 hommes, parmi lesquels se trouvait le chérif Hassan; ils eurent un grand nombre de blessés. La reprise des barques françaises, neuf pièces de canon et deux troupeaux furent les fruits de la victoire, qui coûta aux Français une trentaine de morts et plus de 100 blessés.

Sans communications avec Desaix et manquant de munitions, Belliard se hâta de revenir à Kéneb où il arriva le 12 mars. Ses soldats n'avaient plus que vingt-cinq cartouches et il ne restait aux artilleurs qu'un boulet et douze gargousses de mitraille.

« Épouvantés de la destruction de Benout, raconte Denon, les habitants des villages voisins avaient fui dans le désert, abandonnant leurs biens et leurs femmes au vainqueur. Les Français ne furent pas peu surpris de se voir galment accueillis par ces femmes, esclaves plutôt qu'épouses; elles passèrent sans répugnance sous le joug de nouveaux maîtres; il leur parut même si agréable et si nouveau d'être servies et nourries, qu'elles auraient volontiers suivi l'armée si l'on eût voulu s'en charger. Quand les pères et les maris, surmontant une terreur panique, revinrent les chercher, ils ne leur firent aucun reproche. « C'était à nous « à les défendre, dirent-ils; elles ne sont pas plus dé- « honorées du contact des vainqueurs que nous des « blessures qu'ils nous ont faites [1]. »

Formation de colonnes mobiles. — Après la mort du chérif Hassan et la destruction de Benout, le genre de guerre devait changer. Partout les ennemis étaient battus, mais ils n'étaient pas détruits. Afin d'arriver à ce but, Desaix résolut de former plusieurs colonnes mobiles, toujours en action, et dont les mouvements devaient être combinés de manière à forcer les ennemis à rester dans les déserts, ou à faire de très grandes marches pour descendre dans le pays cultivé. Pour cela il fallait occuper les débouchés de la vallée de Kosseïr, les puits qui s'y trouvent et notamment celui de la Gittah.

Le 29 mars, Desaix se porta sur Kéneb, où il ravitailla les troupes de Belliard; il les emmena ensuite avec lui pour aller combattre les ennemis, qui, depuis

1 « Quelques soldats firent alors une singulière capture, celle de plusieurs *Almés* ou bayadères égyptiennes. Amenées au général, elles disputèrent avec grâce ce qui dans le pays est une des plus grandes faveurs, celle de découvrir leurs yeux et leur bouche. Le reste fut livré négligemment, comme chose peu importante. Les gazes colorées, presque transparentes dont elles étaient vêtues, l'agaçante maladresse avec laquelle elles attachaient et rattachaient leurs ceintures, laissaient entrevoir ou deviner des formes voluptueuses. Elles étaient jeunes et très jolies, mais un peu flétries, ce qu'on doit attribuer à l'usage des liqueurs spiritueuses qu'elles boivent à pleins verres comme la limonade. Trois d'entre elles dansèrent d'abord au son d'une musette et d'un petit tambour qu'elles avaient apportés, trois autres chantèrent ensuite, et enfin toutes réunies dansèrent ensemble au bruit des castagnettes; leur danse était voluptueuse et même lascive. »



Dressé par Monin.

Gravé par Berthe et Rambos.


Biblioteca Nazionale
NAPOLI
V. E. III



Boulanger Egyptien.



Aqueduc du Kaire.


Digitized by Google

Alexandrie. — Palais de Mohammed-Aly-Pacha.





Siège de Saint Jean d'Acre.

deux jours, étaient postés à Kous. A l'approche des Français, ceux-ci rentrèrent dans le désert et se diviaèrent. Hassan-Bey et Osman-Bey allèrent à la Gittah. Le nouveau chef des Arabes d'Yambo descendit vers Aboumanah, pour s'y réunir à Osman-Bey-Jeddaoui; mais, découragés par leur dernier désastre, 6 à 700 Arabes, tant d'Yambo que de Jedda, l'abandonnèrent pour retourner à Kosseir. — Desaix dirigea Belliard avec la 21ᵉ demi-brigade et le 20ᵉ de dragons sur le village d'Adjazi, principal débouché de la Gittah: lui-même, avec deux bataillons de la 61ᵉ, le 7ᵉ de hussards et le 18ᵉ de dragons, se porta à Byr-el-Bar. Ces dispositions refoulaient les ennemis dans le désert et les empêchaient d'en sortir autrement que par quatre journées d'une marche extrêmement pénible. — Desaix avait ordonné à Belliard de rassembler des chameaux pour porter de l'eau et de marcher sur le Gittah, après avoir laissé un fort détachement à Adjazi. — Informés de ce mouvement, Hassan et Osman se hâtèrent de partir et se jetèrent dans le désert, avec l'intention de rejoindre les Arabes à Aboumanah.

Combat de Byr-el-Bar. — Desaix, qui venait de faire occuper Byr-el-Bar, se mettait en marche le 2 avril pour retourner à Keneh, quand un des éclaireurs annonça les Mamelucks. L'adjudant général Rabasse, commandant de l'avant-garde, fit prévenir le général Davoust, et s'avança pour mieux reconnaître l'ennemi et pour soutenir ses éclaireurs qui déjà étaient chargés. Bientôt il eut lui-même à soutenir le choc, et accablé par le nombre il se vit forcé, malgré sa bravoure, de se replier sur le corps de bataille. Desaix ordonna aussitôt à l'infanterie d'avancer, et à la cavalerie de prendre position sur un monticule escarpé, afin d'y attendre et d'y recevoir la charge; mais emporté par une impatiente valeur, le chef de brigade Duplessis, qui depuis long-temps désirait trouver l'occasion de se signaler, ne put voir arriver de sang-froid les Mamelucks, et oublia l'exécution des ordres de Desaix. Se portant à quinze pas en avant de son régiment (le 7ᵉ de hussards), il fit sonner la charge, se précipita au milieu des ennemis, y fit des prodiges de valeur; mais après avoir eu son cheval tué, il tomba lui-même mortellement atteint d'un coup de tromblon. Sa mort jeta du désordre parmi les hussards. Davoust dut faire avancer la ligne des dragons. Ces braves, commandés par le chef d'escadron Beauvatier, chargèrent si impétueusement les Mamelucks, qu'ils les obligèrent à se retirer en désordre et à abandonner le champ de bataille. Dans cette charge brillante, Beauvatier fut tué et Hassan fut blessé. De part et d'autre on compta plusieurs morts et un assez grand nombre de blessés. L'infanterie et l'artillerie, dont la marche était retardée par la mobilité des sables, n'arrivèrent qu'après la victoire.

Combats de Bardis et de Girgeh. — Après le combat, les Mamelucks firent un crochet et retournèrent à la Gittah, laissant des hommes et des chevaux blessés dans le désert. Belliard eut de nouveau l'ordre d'aller les y chercher et de les suivre. Desaix, de retour à Keneh, chargea Davoust avec une colonne mobile de marcher sur les Arabes réunis à Aboumanah et de les détruire. Pendant ce mouvement, le chef de brigade Morand, commandant de Girgeh, devait prendre une position par laquelle les Arabes seraient forcés de passer en cas de retraite. Mais ceux-ci n'attendirent pas Davoust et traversèrent le Nil au-dessus de Bardis. — Morand, avec 250 hommes, marcha à leur rencontre, arriva le 5 avril en vue de Bardis et prit position. Des Arabes, des Fellâhs, des Mamelucks, sortirent du village et l'attaquèrent en poussant de grands cris. Repoussés à la première attaque, ils n'eurent pas plus de succès dans une seconde et s'enfuirent à la faveur de la nuit. Morand revint à Girgeh afin de couvrir ses établissements. Le lendemain, les Arabes marchèrent sur cette ville et y pénétrèrent dans le dessein de piller le bazar. Morand les attaqua; tout ce qui y était entré fut tué; le reste s'enfuit au désert. Dans ces deux journées, les Arabes eurent 200 hommes tués. Le général Davoust ne put arriver à Girgeh qu'après le combat.

Combat de Djehemeh. — Battus à Girgeh, les Arabes d'Yambo se portèrent sur Tahtah, pour dévaster cette ville et faire soulever le pays. Le chef de brigade Lasalle, avec un bataillon de la 88ᵉ, le 22ᵉ de chasseurs et une pièce de canon, les atteignit le 12 avril à Djehemeh. Il fit cerner le village par sa cavalerie, et marcha droit à eux avec son infanterie. Les Arabes résistèrent pendant plusieurs heures dans un enclos à doubles murailles crénelées; mais enfin ils furent enfoncés et taillés en pièces. Parmi leurs morts, qui s'élevaient à plus de 300, se trouva le chérif, successeur d'Hassan.

Combat de Beni-Adin. — Les Arabes d'Yambo semblaient détruits; Davoust, qui n'avait pas cessé de les poursuivre, s'établit à Sioot. Il y était depuis plusieurs jours, lorsqu'il apprit que dans le grand village de Beni-Adin, dont les habitants passent pour les plus braves de l'Égypte, se formait un rassemblement de Mamelucks, d'Arabes et d'habitants du Darfour, venus de l'intérieur de l'Afrique par les caravanes: on annonçait que Mourad-Bey devait quitter les Oasis pour se mettre à la tête des insurgés. — Sans perdre de temps, le général se porta sur Beni-Adin, où il arriva le 18 mai. Il trouva en effet le village rempli de troupes; le flanc de Beni-Adin du côté du désert était couvert par une forte masse de cavalerie, Mamelucks, Arabes et Fellâhs. Davoust forma son infanterie en deux colonnes; l'une fut destinée à enlever le village pendant que l'autre le tournerait. Cette dernière était précédée par la cavalerie, sous les ordres du chef de brigade Pinon, officier distingué sous tous les rapports, qui, en commençant cette manœuvre fut tué d'un coup de fusil. Davoust le fit remplacer aussitôt par l'adjudant général Rabasse. En tournant Beni-Adin, on aperçut les Mamelucks arrivant par le désert. C'étaient ceux de Mourad-Bey. Une colonne d'infanterie se porta à leur rencontre; mais à l'approche des soldats français ils rebroussèrent chemin et retournèrent dans les Oasis. Cependant l'attaque du village avait eu lieu. Les Arabes et les Fellâhs à cheval s'étaient enfuis. Le village fut aussitôt investi; l'infanterie y entra au pas de charge malgré la vive

fusillade qui partait de toutes les maisons, et s'en rendit entièrement maîtresse. 2,000 hommes, tant Arabes d'Yambo que Maugrebins, Darfouriens, Mamelucks démontés et habitants de Beni-Adin, furent tués. Ce beau village livré aux flammes n'offrit plus bientôt qu'un monceau de ruines. « On y fit, dit Berthier, un butin immense, on y trouva jusqu'à des caisses pleines d'or. »

Destruction d'Abou-Girgeh. — Pendant que Davoust détruisait Beni-Adin, les Arabes de Géama et d'Elbacoutchi menaçaient Miniet; les villages des environs de cette ville s'insurgeaient, et les débris du rassemblement dispersé à Beni-Adin y couraient. — Le chef de brigade Destrée avait peu de troupes à Miniet, il aurait désiré qu'un secours vînt changer sa position: Davoust y marcha, mais il arriva trop tard. Destrée avait fait un vigoureux effort, et repoussé les ennemis. — Néanmoins le bruit se répandit que les Arabes d'Yambo marchaient sur Benisouef, dont les environs étaient aussi révoltés. Davoust y courut; les habitants de la province de Benisouef avaient la pensée qu'il ne redescendait de troupes par la vallée du Nil que lorsque les autres étaient détruites; en conséquence ils prenaient les armes pour attaquer et piller les prétendus fuyards, et s'ils ne pouvaient les massacrer ni les piller, ils leurs refusaient des vivres.

Davoust devait éprouver une pareille réception. Arrivé près d'Abou-Girgeh, l'employé cophte qui accompagnait sa colonne se porta en avant pour faire préparer des vivres. — Le Cheik répondit qu'il n'en n'avait point pour les Français, et que ceux-ci avaient tous été détruits dans le Haut-Saïd, et que s'il ne se dépêchait pas de se retirer il allait lui faire donner la bastonnade. Le Cophte essaya de faire quelque représentation, on le renversa de son cheval, dont le Cheik s'empara, et il se trouva heureux de pouvoir se sauver à pied. Davoust, après avoir fait sommer le village de rentrer dans l'obéissance, le fit cerner et ordonna d'y mettre tout à feu et à sang. — 1,000 habitants furent victimes du fol entêtement de leur Cheik. — Le général continua ensuite sa route sur Benisouef; mais déjà les Arabes, dont le nombre n'était plus inquiétant, avaient passé le fleuve. — Davoust se disposait à les y poursuivre, quand il reçut du général Dugua l'ordre de se rendre au Kaire pour dissiper un rassemblement à la tête duquel était Elphy-Bey.

Combat de Syène. — Hassan-Bey-Jeddâoui et Osman-Bey-Hassan, à la poursuite desquels Belliard avait été envoyé par Desaix, étaient partis de la Gittab pour remonter vers Syène. Belliard les suivit. Il repassa sur les ruines de Thèbes, à Esneh, à Chanabieh, arriva à la gorge de Redesieh, un des débouchés de la vallée de Kosseïr qui n'est pas pratiqué par le commerce; mais il ne réussit pas à les atteindre. La route de Redesieh avait été fatale aux Mamelucks; ils y avaient perdu presque tous leurs chevaux, une partie de leurs chameaux, nombre d'esclaves, plusieurs de leurs femmes. Ils remontèrent vers les cataractes, dans la plus grande détresse. Belliard regagna le Nil, laissa à Esneh le chef de brigade Eppler avec 500 hommes, pour contenir le pays, lever les contributions et empêcher de nouvelles excursions des Mamelucks; puis il revint à Kéneh avec le reste de sa colonne.

Vers le milieu de mai, Eppler informé que les Mamelucks étaient revenus à Syène, où ils se reposaient de leurs fatigues et de leurs pertes, donna ordre au capitaine Renaud, qui avec 200 hommes se trouvait à Edfou, de marcher sur Syène et d'en chasser les Mamelucks.

Renaud, arrivé le 16 à une demi-lieue de cette ville, trouva les ennemis qui accouraient à sa rencontre. Sa troupe se forma aussitôt en carré et attendit le choc avec le plus grand sang-froid. La charge fut fournie avec impétuosité; quinze Mamelucks tombèrent morts au milieu des rangs français. Hassan-Bey fut blessé d'un coup de baïonnette et eut son cheval tué; Osman-Bey reçut deux coups de feu; dix Mamelucks expirèrent à une portée de canon du lieu du combat, vingt-cinq autres moururent à Syène de leurs blessures. L'ennemi eut 50 blessés et fut, pour la troisième fois, rejeté au-delà des cataractes. Le capitaine Renaud eut 4 hommes tués et 15 blessés. — Ce combat porta le dernier coup au parti des Mamelucks. — Les Arabes de la tribu des Ababdehs s'en détachèrent et firent la paix. — Les Fellâhs cessèrent aussi de s'insurger, et tous les villages firent leur soumission.

Expédition et occupation de Kosseïr. — *Les Ababdehs.* — Lors de son voyage à Suez, au mois de décembre de l'année précédente, le général en chef appréciant l'importance de Kosseïr, port égyptien sur la mer Rouge, en avait ordonné l'occupation au moyen d'une expédition par mer, qui eut pour chef le lieutenant de vaisseau Collot. Les instructions de cet officier étaient de s'emparer des richesses que les Mamelucks envoyaient de ce port en Arabie, de créer à Kosseïr un établissement de défense, d'y laisser une croisière, et de tâcher d'y attirer les négociants de la mer Rouge. Il devait aussitôt après son débarquement en faire prévenir Desaix, afin d'en recevoir des vivres et de se mettre en communication avec la division chargée d'occuper la Haute-Égypte. — La flottille, composée de quatre chaloupes canonnières et portant 80 hommes de débarquement, partit de Suez le 2 mars avec un très bon vent; elle arriva devant Kosseïr le 9; mais déjà la troupe nombreuse d'Arabes de Jedda et d'Yambo, commandée par le chérif Hassan, accouru au secours de Mourad-Bey, venait d'y débarquer. Voyant la côte couverte de gens armés, Collot fit approcher ses chaloupes pour reconnaître si c'étaient des amis ou des ennemis. Une vive décharge d'artillerie accueillit sa flottille, qui riposta par une bordée générale; mais les courants et les vents portaient les bâtiments à terre; ils durent s'embosser. Malheureusement la chaloupe *le Tagliamento*, que montait Collot, prit feu presque aussitôt et sauta. 57 hommes périrent dans l'explosion ou furent massacrés par les Arabes en gagnant le rivage. Les trois autres bâtiments coupèrent leurs câbles et retournèrent à Suez.

Le mauvais succès de cette expédition engagea le général en chef à ordonner à Desaix de faire occuper lui-même

Kosseïr par des troupes de sa division. Desaix en chargea Belliard, à qui il envoya l'adjudant général Donzelot, son chef d'état-major. Donzelot et Belliard partirent de Kéneh le 26 mai. Ils avaient environ avec eux 500 Français, montés sur des chameaux qui portaient en outre le bagage et l'eau. Des Arabes alliés servaient de guides et d'escorte : c'était plutôt une caravane qu'une colonne armée. Le même jour, on arriva à Byr-el-Bar, *le Puits des Puits*, dont l'eau est douce et rafraîchissante quoiqu'un peu soufrée. Deux heures après le coucher du soleil, on fit halte, on soupa et on dormit dans le désert. A deux heures du matin, le tambour réveilla la caravane, qui continua sa marche au clair de la lune et arriva, au point du jour, à la Gittah, fontaine inépuisable, située sur un plateau élevé : la Gittah se compose de trois puits profonds de six pieds. On y trouve une petite mosquée, espèce de caravansérail ouvert aux voyageurs, et où on s'arrêta pour prendre quelque repos. Le soir, on bivouaqua plus loin dans le désert. Le troisième jour, la vallée se rétrécit. Les formes et les couleurs plus variées des rochers donnaient déjà au désert un aspect moins triste et moins monotone. Le pays devint sonore ; joyeux de retrouver des échos, les soldats, qui jusqu'alors avaient marché silencieux, commencèrent à parler et chantèrent. On but et on fit provision d'eau aux puits d'El-Aymar et d'El-Adout ; puis, après quelques heures de sommeil, on se remit en marche le quatrième jour. La vallée s'ouvrait à l'approche de la mer ; l'air était plus frais et plus léger ; les chameaux se rafraîchirent et burent aux eaux minérales d'Ambagy, dont les hommes ne font pas usage. Bientôt on découvrit la mer ; sa vue fit accélérer la marche. Des Arabes avaient pris les devants pour avertir les habitants de Kosseïr. Ils revinrent avec les Cheiks, amenant un troupeau de moutons, présent pacifique. La troupe se mit en bataille. Après quelques conférences amicales, on entra à Kosseïr le 28 mai, et on prit possession du château. Kosseïr, entouré de murailles, offre un parallélogramme de 250 mètres de longueur sur 150 de largeur ; les maisons y sont basses et mal bâties ; l'eau potable, dont les gens riches font usage, y est apportée de neuf lieues de distance. — Les environs sont déserts ; la ville n'a point de population fixe, elle n'est en grande partie habitée que par des marchands égyptiens et arabes, qui s'en vont lorsque leurs affaires sont terminées. Le port, ouvert au vent d'est, est abrité à l'ouest par le rivage, et au nord par un banc de madrépores et de coraux qui forme un quai naturel. La position de cette ville, à l'entrée de plusieurs vallées qui débouchent en Égypte, l'a rendue l'entrepôt du commerce de la Haute-Égypte avec l'Arabie. L'Égypte y envoie du blé, de la farine, des fèves, de l'orge, de l'huile et d'autres denrées. L'Arabie y apporte du café, du poivre, des gommes, des mousselines et quelques étoffes de l'Inde. — La côte est très poissonneuse et habitée par des tribus de pêcheurs, qui savent conserver le poisson en le faisant sécher.

Les Ababdehs, tribu nomade qui occupe les montagnes situées au sud de la vallée de Kosseïr, entre le Nil et la mer Rouge, sont les anciens Troglodytes. Les marchands de Kosseïr payaient différents droits en nature à ces Arabes, qui se chargeaient de veiller à la sûreté de la route et d'escorter les caravanes. Les *Ababdehs*, quoique mahométans et guerriers, différaient par leurs mœurs, leur langage, leur costume et leur constitution physique des autres tribus du désert. Les Arabes ont le teint blanc, se rasent la tête, portent le turban et des vêtements ; ils se servent des armes à feu. Les Ababdehs étaient de race nègre, mais leurs traits ressemblaient à ceux des Européens ; ils avaient les cheveux longs, naturellement bouclés, point laineux, et ne se couvraient jamais la tête. Ils portaient, pour tout vêtement, un morceau de toile ceignant les reins. Ils n'avaient point d'armes à feu et se servaient seulement de cimeterres et de lances.

Belliard laissa à Kosseïr de l'artillerie, une garnison et l'adjudant général Donzelot, et se hâta de revenir à Kéneh.

Situation de la Haute-Égypte — L'occupation de Kosseïr causa une vive satisfaction au général en chef ; il écrivit au Directoire :

« L'occupation de Kosseïr, celle de Suez et d'El-Arich ferment absolument l'entrée de l'Égypte du côté de la mer Rouge et de la Syrie, comme les fortifications de Damiette, Rosette et Alexandrie rendent impraticable une attaque par mer, et assurent à jamais à la République la possession de cette belle partie du monde, dont la civilisation aura tant d'influence sur la grandeur nationale et sur les destinées futures des plus anciennes parties de l'univers.

« Mourad-Bey est retiré avec peu de monde dans les Oasis, d'où il va être encore chassé. Hassan-Bey est à plus de quinze jours au dessus des cataractes. La plupart des tribus arabes sont soumises et ont donné des otages ; les paysans s'éclairent et reviennent tous les jours des insinuations de nos ennemis. Des forts nombreux, établis de distance en distance, assurent d'ailleurs leur soumission. Les Arabes d'Yambo ont péri pour la plupart [1]. »

[1] Il est assez curieux de voir en quels termes le Directoire rendait compte au peuple français des victoires de l'armée d'Orient. Le passage que nous allons citer fera connaître quel degré de confiance on doit accorder aux publications officielles de cette époque sur les opérations militaires.

« La fortune continue de seconder le génie et la valeur. Tout ce que Bonaparte entreprend *lui réussit au-delà même de son espérance*. L'Égypte Haute et Basse, cette vaste et fertile contrée, est non-seulement tout entière soumise aux armes de la République, mais encore défendue sur tous les points par des fortifications élevées avec la même célérité qui signale nos victoires. Les Grecs, bénissant les libérateurs qui les ont affranchis du joug des Mameluks, s'enrôlent en foule, et se distinguent sous les drapeaux tricolores. Les Turcs, forcés de reconnaître la justice d'un gouvernement qui protége, châtie, récompense avec la même impartialité, se montrent amis des vainqueurs. Les Druses, peuples qui habitent le Mont-Liban, sont en guerre ouverte avec Djezzar-Pacha, et n'attendent que les Français pour se joindre à eux [1]. Pour la gloire de nos Républicains, quelques misérables essaient encore de leur résister ; et ceux-là sont ou des Arabes accoutumés à vivre de pillage et d'assassinats, ou le reste impuissant des beys tyrans de l'Égypte. C'est parmi ce rebut de l'humanité que l'Angleterre a cherché et trouvé de dignes alliés.

« Notre brillante position en Égypte est le fruit de vingt victoires successives de l'armée qui a repoussé le peu de Mameluks qui n'a pas péri au-dessus des cataractes du Nil, ou dans les rochers de la Syrie,

[1] Les Grecs étaient alors à peine au nombre de 300 ; les Copthes très nombreux ne voulaient pas du service militaire ; les Druses ne firent rien pour les Français.

La Haute-Égypte pouvait, en effet, être considérée comme conquise; il ne restait plus à Desaix qu'une expédition à faire, celle contre Mourad-Bey, dans la Grande-Oasis. Il se proposait d'en charger le général Friant, officier justement renommé pour son zèle, sa bravoure et ses talents militaires. — Mourad était dans une position misérable; mais, quoiqu'il eût à peine autour de lui quelques débris des Mamelucks et des Arabes, c'était encore une puissance qu'il fallait mettre hors d'état de nuire. Ce vaillant chef avait égalé, sinon surpassé, en adresse, en constance, en activité, en courage, les plus habiles généraux français et Desaix lui-même. Il n'entrait dans la pensée d'aucun d'eux de le considérer comme un ennemi méprisable.

Libre des soins de la guerre, Desaix se consacra tout à l'administration. La Haute-Égypte fut divisée en deux gouvernements, dont les chefs-lieux furent Siout et Kéneh. Desaix s'établit à Siout et confia celui de Kéneh à Belliard.

Bientôt la Haute-Égypte offrit l'aspect d'une contrée soumise à un gouvernement paternel. Les deux généraux, non moins habiles administrateurs que braves guerriers, portaient sur tous les objets qui dépendaient de leurs attributions une attention vigilante. Ils parcouraient les villages, pour régler avec les Cheiks et les habitants les travaux des canaux et des digues; ils discutaient avec les hommes capables du pays les plans d'amélioration; ils cherchaient à concilier les intérêts du gouvernement et ceux des cultivateurs. Ceux-ci, paisiblement occupés des travaux de leurs terres, apportaient des rafraîchissements aux soldats, dont la contenance amicale les rassurait. Les gens riches ne cachaient plus leur fortune et en usaient sans crainte. L'influence de la sagesse et de la bienveillance se faisait sentir sur les mœurs. Les villages arrêterent entre eux d'abolir un usage barbare, le *rachat du sang*, et renoncèrent à tirer vengeance à main armée des injures, des dommages et des crimes, s'en remettant à la justice des Français. — Le commerce reprenait son cours, les cafés de Moka arrivaient à Suez et à Kosseïr, les blés s'exportaient en Arabie. Le peuple était heureux : « Ceci ressemble, disait-il, au temps du Cheik Amman. » Amman était un prince arabe, renommé depuis un temps immémorial pour sa générosité et sa justice. Bonaparte avait reçu le surnom de *Grand-Sultan*, Desaix obtint celui non moins glorieux de *Sultan-Juste*.

Après avoir offert le tableau des succès que l'habile lieutenant de Bonaparte obtint dans la Haute-Égypte, il convient que nous revenions en arrière pour rapporter l'expédition de Syrie. Pendant que Desaix poursuivait dans la Haute-Égypte les débris des Mamelucks vaincus à Sedyman et à Samanhoud, et dispersait les Arabes de Jedda et d'Yambo, l'armée d'Orient, conduite par le général en chef, allait entreprendre le siége mémorable de Saint-Jean-d'Acre, et conquérir des palmes nouvelles à Nazareth et à Mont-Thabor. Victorieuse dans les plaines où succomba saint Louis, elle allait combattre encore dans les lieux où triompha Godefroi de Bouillon.

et qui ne nous ont coûté que deux ou trois cents braves. Aussi voit-on là ce que l'on n'a jamais vu ailleurs, une armée dont le nombre a doublé par les combats, dont la santé s'est fortifiée au milieu des fatigues des camps, et dont les armes et l'équipement, en temps de guerre, annoncent l'abondance de la paix.

« Cette armée, forte de 60,000 hommes d'infanterie, de 10,000 de cavalerie, montés sur des chevaux arabes, et d'une escadre de plusieurs vaisseaux, frégates et chaloupes canonnières[1], se fait tellement estimer, par sa bravoure et sa bonne conduite, des habitants du pays, qu'un des principaux d'entre eux disait, en style oriental, à un général français : « *Sultan, tu ne devrais pas donner du pain à tes soldats; ils méritent d'être nourris avec du sucre.* »

« Mais si le héros qui commande cette armée sait la faire aimer des peuples qu'elle a soumis, il ne la rend pas moins redoutable à ceux qui osent se déclarer contre elle. Les malheureux, que l'or de l'Angleterre avait soulevés au Kaire, et dans quelques villages, ont fait la triste expérience que le bras tout-puissant de la République française, qui élève et soutient ceux qui s'appuient sur lui, écrase ceux sur qui il pèse. »

Toutes ces exagérations plus qu'orientales sont l'œuvre des écrivains du Directoire. — Les rapports de Bonaparte étaient conformes à la vérité. Exagérer ses forces, n'aurait eu d'autre effet que de diminuer la gloire de ses soldats.

[1] L'armée comptait à peine sous les armes 25,000 fantassins et 3,000 cavaliers. La flotte avait été détruite à Aboukir.

RÉSUMÉ CHRONOLOGIQUE.

1798.

15 AOUT. Desaix se met à la poursuite de Mourad-Bey.
6 SEPTEMBRE. Combat de Chebonbieh.
13 — Occupation de Siout.
3 OCTOBRE. Combat de Menekiah.
4 — Combat de Mansourah.
7 — Bataille de Sedyman.
8 NOVEMBRE. Combat de Faioum.
22 DÉCEMBRE. Combat de Zousgny.
31 — Combat de Tahtah.

1799.

21 JANVIER. Bataille de Samanhoud.
1er FÉVRIER. Occupation de Syène. — Mourad-Bey est expulsé d'Égypte.
3 FÉVRIER. Prise de l'île de Philæ.
12 — Combat de Luqsor.
— — Attaque et combat de Kéneh.
16 — Combat d'Abounanah.
2 MARS. Première expédition de Kosseïr.
3 — Combat de Sahama.
— — Désastre de la djerme *l'Italie*.
8 - 10 — Combats de Copthos et de Benout.
2 AVRIL. Combat de Byr-el-Bar.
5 - 6 — Combat de Bardis et de Girgeh.
12 — Combat de Djeheneh.
16 MAI. Combat de Syène.
18 — Combat de Beni-Adin.
27 - 28 — Occupation de Kosseïr.

A. HUGO.

On souscrit chez DELLOYE, Éditeur, place de la Bourse, rue des Filles-Saint-Thomas, 13.

Paris. — Imprimerie et Fonderie de RIGNOUX et Ce, rue des Francs-Bourgeois-Saint-Michel, 8.

EXPÉDITION DE SYRIE.

SOMMAIRE.

Manifeste de la Porte. — Motifs de l'expédition da Syrie. — Description de la Syrie. — Armée de Syrie. — Corps des dromadaires. — Pieux défensifs. — Marche sur la Syrie. — Combats d'El-Aryeb — Capitulation du fort d'El-Aryeb. — Entrée en Palestine. — Occupation de Gaza. — Siége et prise de Jaffa — Massacre de la garnison. — Visite aux pestiférés de Jaffa. — Marche sur Saint-Jean-d'Acre. — Combat de Zeta. — Occupation de Caiffa. — Prise de la flottille française. — Investissement de Saint-Jean-d'Acre. — Alliance avec les Druses. — Vivres. Hôpitaux. — Siége de Saint-Jean d'Acre. — Première époque. — Occupation de Saffet. — Occupation de Sour. — Suite du siége. — Deuxième époque; grande sortie. Mort d'Asfield, capitaine anglais. — Combat de Nazareth ou de Loubi. — Bataille du mont Thabor. — Suite du siége. — Attaque de la tour carrée. — Mort de Cafarelli. — Suite du siége. Troisième époque; la place est secourue. — Assauts. — Mort de Rambaul, de Bon, de Venoux, etc. — Bonaparte se décide à rentrer en Égypte. — Proclamation à l'armée. — L'ange El-Modhy. — Préparatifs de départ. — Sortie générale des assiégés. — Levée du siége de Saint-Jean-d'Acre. — Évacuation des pestiférés de Jaffa. — Marche dans le désert. — Retour en Égypte. — Visite à Peluse. — Le Simoûn. — Rentrée triomphale au Kaire. — Proclamation des Cheiks en faveur des Français.

ARMÉE FRANÇAISE.

Général en chef. — BONAPARTE.
Généraux. — KLÉBER. — JUNOT. — MURAT, ETC.

FORCES ANGLO-TURQUES.

Marine anglaise. — SYDNEY-SMITH.
Pacha d'Acre. ACHMET DJEZZAR. — *Pacha de Damas.* ABDALLAH.
Bey des Mamelucks. IBRAHIM.

Manifeste de la Porte.—En entreprenant l'expédition d'Égypte, Bonaparte avait dû compter sur les promesses du Directoire et du ministre des relations extérieures, Talleyrand de Périgord. — Il ne doutait pas que ce diplomate habile ne réussît dans la mission dont il avait promis de se ebarger et ne conservât la bonne intelligence qui régnait entre la Porte Ottomane et la République Française. En effet, il ne devait pas être difficile de prouver au divan de Constantinople qu'enlever l'Égypte aux Mamelucks, qui l'avaient eux-mêmes usurpée sur les Turcs, n'était pas faire la guerre au sultan, et qu'il était possible de compenser par de grands avantages le faible dommage que l'occupation de ce pachalick pouvait causer au grand seigneur. Bonaparte n'avait négligé aucune occasion de prouver qu'il voulait rester en paix avec les Turcs, et sa conduite, en toute circonstance, avait prouvé la sincérité de ses déclarations à ce sujet. On a vu que Talleyrand se dispensa d'aller à Constantinople et laissa le ministère ottoman livré sans contradiction aux dangereuses influences de l'Angleterre. La Porte déclara la guerre à la République. S'il pouvait rester quelque doute sur la part que les intrigues des agens anglais eurent sur cette détermination, la lecture du manifeste turc suffirait pour les dissiper; dans les divers griefs qui y sont reprochés à la révolution française il est impossible de méconnaître une plume européenne. Voici ce document curieux, dont, malgré toute la vigilance française, quelques exemplaires imprimés avaient pénétré en Égypte à la fin de l'année 1798.

« Au nom du Dieu clément et miséricordieux, gloire au seigneur, maître du monde, salut et paix à Mohammed, le premier et le dernier des prophètes, à sa famille et aux compagnons de sa mission.

« Les Français (Dieu veuille détruire leur pays de fond en comble et couvrir d'ignominie leurs drapeaux) sont une nation d'infidèles obstinés et de scélérats sans frein. Ils nient l'unité de l'être suprême, créateur du ciel et de la terre; ils ne croient pas à la mission du prophète, qui doit intercéder pour les fidèles au jour du jugement; ils se moquent de toutes les religions; ils rejettent la croyance d'une autre vie, de ses récompenses et de ses supplices, ne croient ni à la résurrection des corps, ni au jugement dernier; ils pensent qu'un aveugle hasard préside à leur vie et à leur mort; qu'ils doivent leur existence à la seule matière, et que, dès que la terre a reçu le corps, il n'y a pour l'homme ni résurrection, ni compte à rendre, ni demande, ni réponse.

« En conséquence, ils ont dépouillé leurs temples de leurs croix et de leurs ornements, ils se sont emparés de leurs biens, ils ont chassés leurs vicaires, leurs prêtres et leurs religieux.

« Les livres inspirés aux divins prophètes ne sont, disent-ils, que mensonges et impostures; ils regardent le *Koran*, l'*Ancien-Testament* et l'*Évangile* comme des fables. Les prophètes, tels que Moïse, Jésus et Mahomet, ne sont à leurs yeux que des hommes pareils aux autres, qui n'ont jamais eu de mission, et qui n'en ont pu imposer qu'à des ignorants. Ils pensent que les hommes, étant nés égaux, doivent être également libres, que toute distinction entre eux est injuste, et que chacun doit être le maître de son opinion et de sa manière de vivre.

« C'est sur d'aussi faux principes qu'ils ont bâti une nouvelle Constitution et fait des lois auxquelles a présidé l'esprit infernal. Ils ont détruit le fondement de toutes les religions; ils ont légitimé tout ce qui était défendu; ils ont laissé un libre cours aux désirs effrénés de la concupiscence; ils se sont perdus dans un dédale d'erreurs inextricables; et, en égarant la vile populace, ils en ont fait un peuple de pervers et de scélérats.

« Un de leurs principes diaboliques est de souffler partout le feu de la discorde, de mettre la désunion parmi les souverains, de troubler les empires, et d'exciter les sujets à la révolte par des écrits mensongers et sophistiques, dans lesquels ils disent avec impudence : « Nous sommes frères et amis, les mêmes intérêts nous unissent, et nous avons les mêmes opinions religieuses.»

« Ensuite viennent de futiles promesses ou des

menaces inquiétantes; car ils ont appris à distiller le crime et à se servir habituellement de la fraude et du parjure. Ils se sont enfoncés dans une mer de vices et d'erreurs; ils se sont réunis sous les drapeaux du démon; ils ne se plaisent que dans le désordre, ne suivent que les inspirations de l'enfer. Leur conscience n'est jamais troublée par les remords et la crainte de faire le mal.

« Aucun dogme, aucune opinion religieuse ne les réunit; ils regardent le larcin et le pillage comme un butin légal, la calomnie comme la plus belle éloquence, et ils ont détruit tous les habitants de la France qui n'ont pas voulu adopter leurs nouveaux et absurdes principes.

« Toutes les nations européennes ont été alarmées de leur audace et de leurs forfaits, et alors ils se sont mis à aboyer comme des chiens, à hurler comme des loups, et, dans leur rage, ils se sont jetés sur tous les royaumes et sur toutes les républiques pour détruire les gouvernements et les religions, pour enlever les femmes et les enfants. Des rivières de sang ont abreuvé la terre, et les Français ont enfin réussi dans leurs criminels desseins vis-à-vis de quelques nations qui ont été forcées de se soumettre.

« O vous donc, défenseurs de l'Islamisme! O vous, héros protecteurs de la foi! O vous, adorateurs d'un seul Dieu, qui croyez à la mission de Mohammed, fils d'Abd-Allah, réunissez-vous et marchez au combat sous la protection du Très-Haut! Ces chiens enragés s'imaginent sans doute que le peuple vrai croyant ressemble à ces infidèles qu'ils ont trompés, et à qui ils ont fait adopter leurs faux principes. Mais ils ignorent, les maudits, que l'Islamisme est gravé dans nos cœurs et qu'il circule dans nos veines avec notre sang. Nous serait-il possible d'abandonner notre sainte religion, après avoir été éclairés de sa divine lumière? Non, non! Dieu ne permettra pas que nous soyons un instant ébranlés; nous serons fidèles à la foi que nous avons jurée. Le Très-Haut a dit dans le livre de la vérité : « Les vrais croyants ne prendront jamais les incrédules pour amis. » Soyez donc sur vos gardes, méfiez-vous des piéges et des embûches qu'ils vous tendent, et ne soyez effrayés ni de leur nombre ni de leurs vêtements hideux. Le lion ne se met point en peine du nombre des renards qui méditent de l'assaillir, et le faucon ne s'effraie point d'un essaim de corbeaux qui croassent contre lui.

« Grâce au ciel, vos sabres sont tranchants, vos flèches sont aiguës, vos lances sont perçantes, vos canons ressemblent à la foudre, et toutes sortes d'armes meurtrières, maniées par d'habiles cavaliers, sauront bientôt atteindre l'infidèle et le précipiter dans les flammes de l'enfer. N'en doutez pas, le ciel est pour vous, l'œil de Dieu veille à votre conservation et à votre gloire. Avec la puissante protection du Prophète, ces armées d'athées se dissiperont devant vous et seront exterminées. Cette heure va bientôt sonner.

« Gloire au seigneur des mondes! »

Motifs de l'expédition de Syrie. Ce manifeste était fait pour exalter des populations ignorantes. Bonaparte néanmoins aurait continué à négocier avec la Porte : « Mais, dit-il, deux armées turques se réunissaient, l'une à Rhodes et l'autre en Syrie, pour attaquer les Français. Elles devaient agir simultanément dans le courant de mai, la première en débarquant à Aboukir, et la seconde en traversant le désert qui sépare la Syrie de l'Égypte. On apprit dans les premiers jours de janvier que Djezzar-Pacha était nommé seraskier de l'armée de Syrie; que son avant-garde s'était emparée d'El-Aryeh, et s'occupait à réparer ce fort, qui peut être considéré comme la clef de l'Égypte du côté de la Syrie. Un train d'artillerie de quarante bouches à feu, servi par 1,200 canonniers, les seuls de l'empire qui fussent exercés à l'européenne, venait de débarquer à Jaffa; des magasins considérables se formaient dans cette ville, et un grand nombre de bâtiments de transport, dont une partie arrivait de Constantinople, étaient employés à cet effet. A Gaza on avait emmagasiné des outres; la renommée voulait qu'il y en eût assez pour mettre une armée de 60,000 hommes à même de traverser le désert.

« En restant tranquille en Égypte, les Français s'exposaient à être attaqués à la fois par les deux armées; de plus, il était à craindre qu'un corps de troupes européennes ne se joignît aux Turcs, et que le moment de l'agression ne coïncidât avec des troubles intérieurs. Dans ce cas, lors même que les Républicains auraient été vainqueurs, il ne leur eût pas été possible de profiter de la victoire. Par mer, il n'avaient point de flotte; par terre, le désert de soixante-quinze lieues qui sépare la Syrie de l'Égypte n'était point praticable pour une armée dans la saison des grandes chaleurs.

« Les règles de la guerre prescrivaient donc au général français de prévenir ses ennemis, de traverser le grand désert pendant l'hiver, de s'emparer de tous les magasins que l'ennemi avait formés sur les côtes de la Syrie, d'attaquer et de détruire les troupes au fur et à mesure qu'elles se rassemblaient. D'après ce plan, les divisions de l'armée de Rhodes étaient obligées d'accourir au secours de la Syrie, et l'Égypte restait tranquille, ce qui nous permettait d'appeler successivement la plus grande partie de nos forces en Syrie. — Les Mamelucks de Mourad-Bey et d'Ibrahim-Bey, les Arabes du désert de l'Égypte, les Druses du mont Liban, les Mutualis, les chrétiens de Syrie, tout le parti du Cheik Damer en Syrie, pouvaient se réunir à l'armée maîtresse de cette contrée, et la commotion se communiquait à toute l'Arabie. Les provinces de l'empire ottoman qui parlent arabe appelaient de tous leurs vœux un grand changement, et attendaient un homme. — Avec des chances heureuses, on pouvait se trouver sur l'Euphrate, au milieu de l'été, avec 100,000 auxiliaires, qui auraient eu pour réserve 25,000 vétérans français des meilleures troupes du monde, et des équipages d'artillerie nombreux. Constantinople alors se trouvait menacée; et si l'on parvenait à rétablir des relations amicales avec la Porte, on pouvait traverser le désert et marcher sur l'Indus à la fin de l'automne. »

Description de la Syrie. — Bonaparte, suivant son habitude, avait soigneusement étudié le pays où il allait guider son armée. « L'Arabie a la forme d'un trapèze. Un de ses côtés, borné par la mer Rouge et l'isthme de Suez, a 500 lieues de développement. Celui qui s'étend du détroit de Babel-Mandel au cap de Raz-el-Gate en a 450. Le troisième, partant de Raz-el-Gate, est borné par le Golfe persique et par l'Euphrate; il s'étend jusqu'aux montagnes qui avoisinent Alep et bornent la Syrie, et a 600 lieues; c'est le plus grand. Le quatrième, frontière de l'Arabie et de la Syrie, est le plus petit; il n'a que 150 lieues, depuis Raffa, en Égypte, jusqu'au-delà d'Alexandrette et des monts Rosas; sur ce développement de 150 lieues, la Syrie est divisée en deux parties parallèles, les terres cultivées sur 30 lieues de largeur, et le désert large aussi de 30 lieues, et qui s'étend jusqu'à Palmyre. La Syrie est bornée au nord par l'Asie-Mineure, à l'occident par la Méditerranée, au midi par l'Égypte, et à l'orient par l'Arabie : ainsi elle est le complément de ce pays, et forme avec lui comme une grande île, comprise entre la Méditerranée, la mer Rouge, l'Océan, le golfe Persique et l'Euphrate.— La Syrie diffère de l'Égypte par sa population, son climat et son sol. L'Égypte est une longue plaine formée par la vallée d'un des plus grands fleuves du monde; la Syrie est la réunion d'un grand nombre de vallées. Les cinq sixièmes du terrain y sont des collines ou des montagnes; une chaîne la traverse parallèlement, et à 10 lieues des côtes de la Méditerranée; à droite, cette chaîne verse ses eaux dans deux rivières qui coulent dans la direction qu'elle suit elle-même, le Jourdain (au sud) et l'Oronte (au nord), et qui ont leur source au mont Liban.

« Il pleut en Syrie à peu près autant qu'en Europe. Le pays est très sain, et offre les sites les plus agréables. Les vallées et les petites montagnes dont il est formé renferment d'excellents pâturages; on y élève une grande quantité de bestiaux; on y voit aussi des arbres de toute espèce, et surtout une grande quantité d'oliviers. La Syrie est très propre à la culture de la vigne; tous les villages chrétiens y font d'excellent vin.

« Cette province était partagée en cinq pachalicks : celui de Jérusalem, qui comprend l'ancienne Terre-Sainte, et ceux d'Acre, de Tripoli, de Damas et d'Alep. Alep et Damas sont incomparablement les deux plus grandes villes du pays. Sur les côtes, on trouve Gaza (située à une lieue de la mer, sans trace de rade ni de port); un très beau plateau de deux lieues de tour désigne l'emplacement qu'avait cette ville dans sa prospérité; aujourd'hui elle n'a que peu d'importance. Jaffa, ou Joppé, à 15 lieues de Jérusalem, en est le port le plus voisin. Outre le port pour les bâtiments, il s'y trouve une rade foraine. Césarée n'offre plus que des ruines. Acre a une rade foraine, mais la ville est peu de chose; on y compte dix ou douze mille habitants. Sour ou Tyr n'est plus qu'un village. Saïd, Bairout, Tripoli, sont de petites villes. Le point le plus important de toute la côte est le golfe d'Alexandrette, situé à 20 lieues d'Alep, à 30 de l'Euphrate, et à 300 d'Alexandrie. Il s'y trouve un mouillage pour les plus grandes escadres. Tyr, que le commerce a porté autrefois à un si haut degré de splendeur, et qui a été la métropole de Carthage, paraît avoir dû, en partie, sa prospérité au commerce des Indes, qui se faisait en remontant le golfe Persique et l'Euphrate, en passant par Palmyre, Emesse, et en se dirigeant, selon les différentes époques, sur Tyr ou sur Antioche.

« Dans la Syrie, le point le plus élevé est le mont Liban, montagne du troisième ordre, couverte de pins énormes; dans la Palestine, c'est le mont Thabor. L'Oronte et le Jourdain, qui sont les plus grands fleuves de ces deux contrées, sont l'un et l'autre de petites rivières.

« La Syrie a été le berceau de la religion de Moïse et de celle de Jésus; l'Islamisme est né en Arabie. Ainsi le même coin de terre a produit les trois cultes qui ont détruit le polythéisme, et porté sur tous les points du globe, la connaissance d'un seul Dieu créateur.

« Presque toutes les guerres des Croisés, des XIe, XIIe et XIIIe siècles, ont eu lieu en Syrie; Saint-Jean-d'Acre, Ptolémaïs, Joppé et Damas en ont été principalement le théâtre. L'influence de leurs armes et leur séjour de plusieurs siècles y ont laissé dans la population des traces qui s'aperçoivent encore.

Il y a en Syrie beaucoup de Juifs, qui accourent de toutes les parties du monde pour mourir en la terre sainte de Japhet. Il s'y trouve aussi beaucoup de chrétiens, dont les uns descendent des Croisés, et les autres sont des indigènes qui n'embrassèrent point le mahométisme lors de la conquête des Arabes. Ils sont confondus ensemble et il n'est plus possible de les distinguer. Chefamer, Nazareth, Bethléem, et une partie de Jérusalem, ne sont peuplés que de chrétiens. Dans les pachalicks d'Acre et de Jérusalem ils sont, avec les Juifs, supérieurs en nombre aux musulmans. Sur le revers du mont Liban sont les Druses, nation dont la religion se rapproche beaucoup de celle des chrétiens. A Damas et à Alep, les mahométans sont en grande majorité; il y existe cependant un grand nombre de chrétiens syriaques. Les mutualis, mahométans de la secte d'Ali, qui habitent les bords de la rivière qui, du Liban, coule vers Tyr, étaient autrefois nombreux et puissants; mais lors de l'expédition des Français en Syrie ils étaient fort déchus; les cruautés et vexations de Djezzar en avaient détruit un grand nombre...... Toutes les traditions sur l'ancienne Égypte portent sa population très haut. Mais la Syrie, où il y a des rochers et des terres incultes, ne peut, sous ce rapport, avoir dépassé les proportions connues en Europe. — Au reste, comme tout l'empire turc, elle n'offre presque partout que des ruines. »

Armée de Syrie. — C'était à Suez, pendant sa reconnaissance de la mer Rouge et du canal des Pharaons, que le général en chef avait été informé des préparatifs hostiles de Djezzar-Pacha, et aussitôt il avait donné des ordres pour que l'armée se disposât à l'expédition qu'il méditait. Un corps de troupes avait été porté vers El-Aryeh, à une marche de l'entrée du désert, du côté de la Syrie. La division d'avant-garde, aux ordres de Reynier, rassemblée à Salahieh, sur la frontière du désert,

reçut l'ordre d'occuper et de fortifier Katieh; le général Lagrange y marcha avec une demi-brigade, et se rendit maître de ce poste le jour même que Bonaparte, de retour au Kaire, donnait ses dernières instructions pour la composition et la marche de l'armée, et pour l'emploi et les divers commandements des troupes qui devaient rester en Égypte.

L'armée de Syrie se composa de quatre divisions d'infanterie, d'un corps de cavalerie, d'un corps d'artillerie, d'un détachement du génie, des guides à pied et à cheval, et de quelques dromadaires. L'effectif de ces forces actives s'élevait à 12,895 combattants. En voici le tableau :

Infanterie. — Divisions :	Kléber	2,349	9,882
	Bon	2,449	
	Lannes	2,924	
	Reynier	2,160	
Cavalerie · Général Murat			800
Génie			340
Artillerie			1,385
Guides à pied et à cheval			400
Dromadaires			88
	Total		12,895

La difficulté du transport de l'artillerie et des munitions avait forcé à n'attacher aux quatre divisions d'infanterie qu'un nombre de pièces bien inférieur à la proportion ordinaire; la réserve du parc n'était que de vingt-sept canons (4 de 12, 15 de 8 et 8 de 3), onze obusiers, et trois mortiers de 5 pouces.

Les garnisons qui devaient rester dans la Basse-Égypte durent être fournies par la 19e demi-brigade, par les troisièmes bataillons des demi-brigades de l'expédition de Syrie, par les légions nautique et maltaise et par les dépôts de cavalerie. — Le général Dugua eut le commandement du Kaire; le général Menou conserva celui de Rosette; l'adjudant général Almeyras reçut, avec le commandement de Damiette, l'ordre de presser les travaux des fortifications. La place d'Alexandrie, qui devenait de plus en plus importante, et qui, menacée par les Anglais, l'était aussi par les symptômes de peste qui venaient de s'y manifester, fut confiée au général Marmont [1].

Le général Desaix, avec son corps d'armée, resta dans la Haute-Égypte, et reçut l'ordre de redoubler de vigilance et d'activité pour contenir les Mamelucks et pour empêcher Mourad-Bey de se porter vers la Basse-Égypte.

Corps des dromadaires. — La création du corps des dromadaires, dont il est question pour la première fois lors de l'expédition de Syrie, date du premier mois de l'année 1799. — Les Arabes, grâce à la vitesse de leurs chevaux, à leur adresse à les conduire, à leurs habitudes du désert, échappaient facilement à la cavalerie française. Le général en chef, en revenant d'Arabie à Suez, rencontra une caravane escortée par des hommes montés sur des dromadaires : étonné de l'adresse avec laquelle il vit conduire ces animaux agiles, il ordonna à deux des officiers de son état-major, Eugène Beauharnais et Édouard Colbert, d'essayer de les monter et de les conduire. Satisfait de l'essai de ces officiers, et ayant en vain tenté lui-même de les atteindre en lançant son cheval au galop, Bonaparte, en arrivant à Suez, prit un arrêté pour la formation d'un régiment de dromadaires. Dans le même temps, afin de poursuivre Mourad-Bey [1], Desaix organisait un corps pareil dans la Haute-Égypte. Le dromadaire, leste à la course, peut au trot suivre un cheval au petit galop, même en portant deux hommes adossés, leurs vivres et leurs munitions; il supporte facilement la fatigue, la faim et la soif. Il était très propre à faire des marches dans le désert. Bien dressé et docile, il exécutait toutes les manœuvres avec une rare précision. Au signal de halte, il fléchissait les jambes, se reposait sur le ventre et restait immobile. Les soldats mettaient pied à terre, se formaient en bataillon carré et combattaient les Arabes avec leur avantage habituel. Les escadrons de dromadaires formés dans la Haute et dans la Basse-Égypte, agirent efficacement pour réprimer les brigandages des Arabes, et les forcèrent à se soumettre. — Le détachement de dromadaires attaché à l'armée de Syrie rendit des services signalés pendant la campagne.

Pieux défensifs. — Dans le même temps, et afin

[1] L'année 1798 allait s'achever sans que l'état sanitaire de l'armée eût cessé d'être satisfaisant; on n'y avait encore vu aucun symptôme de maladie contagieuse, lorsque vers la fin de décembre la peste se déclara à Alexandrie, dans l'Hôpital de la Marine. Il y eut beaucoup de lenteur dans les déclarations, et par conséquent dans les mesures de précaution et d'isolement nécessaires pour empêcher la maladie de se propager. Elle se communiqua aux troupes de terre. — L'ordonnateur des lazarets, ayant reçu l'ordre de se concerter avec le médecin en chef, lui demanda s'il fallait brûler les effets des pestiférés, ou se contenter de les laver et de les exposer à l'air libre et au serein de la nuit. Desgenettes répondit que le brûlement était une mesure indispensable. L'ordonnateur fit néanmoins observer au général en chef que cette mesure devait entraîner de grandes dépenses, soit par la perte des fournitures appartenant à l'État, soit à cause des indemnités qui seraient réclamées par les particuliers. Thibaudeau assure que Bonaparte répliqua comme le héros du Tasse, quand il rejette la rançon d'Altamore : « Je suis venu ici pour fixer l'attention et reporter l'intérêt de l'Europe sur le centre de l'ancien monde, et non pour entasser des richesses. » — On brûla donc les effets des pestiférés et des malades suspects de la peste. — Le général en chef, afin d'assurer aux soldats le secours et les soins des infirmiers que la crainte de la peste aurait pu empêcher de remplir leur devoir, écrivit en outre à Marmont, qui commandait à Alexandrie ;

« Faites faire tous les cinq jours une visite des hôpitaux par un officier supérieur, qui prendra toutes les précautions nécessaires, visitera tous les malades, et fera fusiller sur-le-champ, dans la cour de l'hôpital, les infirmiers ou employés qui auraient refusé de fournir aux malades les secours et les vivres dont ils ont besoin. »

[1] Voici la description qu'un ancien officier du corps des dromadaires nous a adressée, de l'armement et de l'équipement des dromadaires de la Haute-Égypte : « Chaque cavalier était monté sur un dromadaire. Une selle enclavait la bosse de cet animal, extrêmement doux, qui était sanglé à l'estomac et aux flancs. Notre bride consistait en une espèce de licol garni de drap bleu céleste avec un morceau de fer crénelé à la muserolle, le tout tenu par des rênes ordinaires. Deux grandes sacoches pendaient des deux côtés de la selle, et contenaient les vivres du dromadaire pour huit à dix jours, et ceux du cavalier pour quinze à vingt jours. Notre coiffure était un chapeau ou un turban blanc surmonté d'une plume d'autruche noire. Le petit costume se composait d'un dolman et d'une ceinture à la hussarde, d'un large pantalon rouge et de bottes de même couleur. En grande tenue, nous avions une tunique à la polonaise, en drap bleu céleste, parements rouges et boutons blancs. Nos armes étaient un sabre porté à la mamelucke avec des cordons de soie rouge, une giberne comme l'infanterie, un fusil à la dragonne, deux pistolets à la ceinture et deux dans les fontes de la selle. Un grand nombre d'entre nous avaient des damas plus ou moins riches, pris aux Mamelucks. »



Bataille du Mont-Thabor.





Combat de Nazareth.



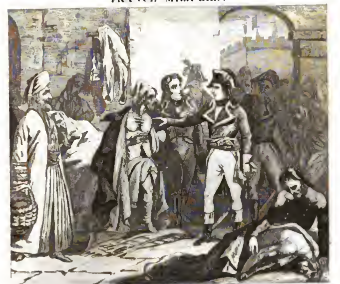


Costumes Turcs

Aga des Janissaires. Grand Visir. Chef des Solaks.



Fontaine à Damas.



Bonaparte visitant les pestiférés de Jaffa.



Les Trous à Loups.

d'ajouter aux moyens de défense de l'infanterie contre la cavalerie ennemie, et pour lui permettre surtout de combattre sur deux rangs et de tirer parti du troisième, toujours faible et souvent nuisible aux hommes du premier, le général en chef ordonna que tous les soldats fussent munis de pieux ferrés par les deux bouts. Ces pieux, destinés à être plantés obliquement en terre, la pointe tournée contre l'ennemi, devaient, pendant le combat, défendre contre la cavalerie le front de l'infanterie, et lorsqu'elle était campée, border et fortifier l'enceinte du camp. Les pieux devaient alors être liés les uns aux autres par des chaînettes propres à les assujettir et à faire une barricade impossible à déplacer. On ignore quel motif empêcha l'ordre du général en chef de s'exécuter, car on ne voit pas que ce moyen défensif ait été employé. Nous supposons que, sous un climat brûlant comme celui de l'Égypte, on aura craint d'augmenter le poids, déjà si fatigant, dont le fantassin était chargé.

Marche sur la Syrie. — Combats d'El-Arych. — L'armée devait, de divers points, se réunir à Katieh, sur la frontière de l'Égypte. — La division Kléber, partie de Damiette, s'y rendit par mer et par le lac Menzaleh. — Les divisions Bon et Lannes devaient partir du Kaire avec le parc d'artillerie, les vivres, les munitions et les équipages.

Le général Reynier, avec son état-major, partit de Belbeïs le 23 janvier, s'arrêta quelques jours à Salahieh, et arriva le 5 février à Katieh, où il rejoignit son avant-garde; il en repartit le 7, et prit la route d'El-Arych. Ce village et le fort étaient occupés per 2,000 hommes de troupes de Djezzar.

Le général Lagrange, avec deux bataillons de la 85e demi-brigade, un bataillon de la 75e, et deux pièces de canon, formait l'avant-garde de Reynier. Le 9, il aperçut, en approchant des fontaines de Mrssoudiah, un parti de Mamelucks, auxquels ses tirailleurs donnèrent la chasse. Il arriva le soir devant El-Arych, et le 10 il se porta avec rapidité sur les montagnes de sable qui dominent le village et le fort. Il y prit position et y plaça son artillerie. — Le général Reynier fit battre la charge; à l'instant l'avant-garde se précipita de droite et de gauche sur le village, qu'il attaquait lui-même de front. Malgré la position favorable du village, dont les maisons en amphithéâtre étaient crénelées, malgré le feu et la résistance opiniâtre de l'ennemi, El-Arych fut enlevé à la baïonnette; les Turcs se retirèrent dans le fort et en barricadèrent les portes avec tant de précipitation, qu'il laissèrent dehors environ 300 hommes, qui furent tués ou faits prisonniers. — Dès le même soir, le fort d'El-Arych fut investi et bloqué.

On avait signalé dans la journée, sur la route de Gaza, un corps de cavalerie et d'infanterie ennemie, escortant un convoi destiné à l'approvisionnement d'El-Arych. Ce corps, augmenté par quelques renforts, et devenu audacieux par la supériorité numérique de sa cavalerie, vint camper, le 14, à une demi-lieue d'El-Arych, sur un plateau escarpé défendu par un ravin profond, position dans laquelle les Mamelucks se croyaient inexpugnables.

Cependant le général Kléber était arrivé avec quelques troupes de sa division. — Dans la nuit du 15 au 16, une partie de la division Reynier tourna le ravin qui couvrait les Mamelucks, et se précipita sur le camp, dont elle s'empara. Tous ceux qui ne purent pas échapper par une prompte fuite furent tués ou faits prisonniers. Une multitude de chameaux et de chevaux, des provisions de bouche et de guerre, et de nombreux équipages, tombèrent au pouvoir des vainqueurs. Deux beys et plusieurs katchefs restèrent morts sur le champ de bataille.

Le général en chef arriva devant El-Arych le lendemain de ce combat, et y fut promptement rejoint par le reste de l'armée.

Capitulation du fort d'El-Arych. — Reynier avait fait tirer contre le fort quelques coups de canon, et commencer des boyaux d'approche; mais n'ayant pas assez de munitions pour battre en brèche, il s'était borné à sommer le commandant turc et à resserrer le blocus.

Le 18 février, l'armée prit position devant El-Arych. Bonaparte fit canonner une des tours du château, et dès que la brèche fut commencée, il fit de nouveau sommer la place de se rendre.

La garnison était composée de 1,600 Arnautes et Maugrabins, barbares indépendants, et ne connaissant aucun des usages, aucun des principes militaires des nations policées. L'aga qui les commandait dut les interroger les uns après les autres avant de faire une réponse au général français; ils insistèrent surtout pour conserver leurs armes. Bonaparte, qui avait intérêt à ménager son armée et ses munitions, se prêta patiemment à la bizarrerie de leurs procédés, et différa l'assaut. Enfin, le 20 février, la garnison capitula, sous la condition de se retirer à Bagdad par le désert, et s'obligeant à ne pas porter, pendant un an, les armes contre les Français. Une partie des Maugrabins prit même du service dans l'armée. On trouva dans le fort 250 chevaux, deux pièces d'artillerie démontées, et des vivres pour plusieurs jours. — Bonaparte envoya au Kaire les drapeaux enlevés à l'ennemi et les Mamelucks faits prisonniers.

Entrée en Palestine. — Le 22 février, l'armée, ayant la division Kléber pour avant-garde, se mit en marche afin de se porter sur Kan-Jounes, premier village de la Palestine en sortant du désert. Le lendemain le général en chef, avec son état-major, partit d'El-Arych, escorté par 100 guides à cheval et par l'escadron de dromadaires. En passant à Cheik-Zoé, il remarqua avec étonnement que les fossés dans lesquels les Arabes cachent leur paille et leur blé n'avaient pas été fouillés. On ne rencontrait pas un soldat en arrière, ce que pouvait expliquer la crainte inspirée aux traîneurs par les Bédouins. Il continua sa marche; mais arrivé aux deux colonnes de granit qui séparent l'Afrique de l'Asie, et près desquelles se trouve le puits de Refah, il fut alarmé de ne pas voir à l'entour de traces d'eau répandue par les troupes qui avaient dû s'y reposer. Il passa outre néanmoins, et s'avança sur Kan-Jounes;

mais au lieu de son armée, il y trouva un corps de Mamelucks gardant le village, et il aperçut dans le lointain le camp d'Abdallah-Pacha. Quelques officiers conseillaient de retourner vivement à El-Arych; mais Buonaparte sentit qu'en se retirant, il attirerait sur lui les Mamelucks, et il résolut d'agir au contraire avec audace. A la tête de ses guides, il se porta sur Kan-Jounes. Les Mamelucks, prenant ce corps pour la tête de l'armée française, se replièrent à la hâte sur le camp de Gaza, et les Français s'établirent dans le village; mais à la nuit, le général en chef jugea qu'il serait imprudent d'y rester plus long-temps, en face de l'ennemi, sans avoir de nouvelles de l'armée, et se décida à la retraite. Envoyant un détachement de dromadaires à la découverte, il revint à dix heures du soir à Cheik-Zoé. — Le lendemain au matin les trois divisions Kléber, Bon et Lannes, qui, égarées par leurs guides, avaient erré pendant quarante-huit heures dans le désert, arrivèrent presque simultanément à Cheik-Zoé, accablées de fatigue et de soif.

La division Reynier était restée à El-Arych, avec l'ordre d'y attendre que les prisonniers l'eussent évacué, que le fort, clef de l'Égypte, fût mis dans un état respectable, et enfin que le parc d'artillerie fût en marche. Elle devait ensuite former l'arrière-garde.

Le 25 février, le quartier général et l'armée continuèrent leur marche sur Kan-Jounes.

L'armée venait de traverser soixante lieues du désert le plus aride, car les villages de Katieh et d'El-Arich n'offrent que des huttes de terre, et quelques palmiers près des puits. Elle éprouva une véritable jouissance à son entrée dans les plaines verdoyantes de Gaza et à l'aspect des montagnes boisées de la Syrie.

Occupation de Gaza. — A l'approche de l'armée, Abdallah, qui était revenu camper avec ses Mamelucks et son infanterie à une lieue de Kan-Jounes, s'était replié sur Gaza.

Le 26, l'armée marcha sur cette ville; à deux lieues en avant, on aperçut un corps de cavalerie qui occupait la hauteur.

Bonaparte disposa en carré chacune des divisions. Celle de Kléber forma la gauche, et se dirigea sur Gaza, à la droite de l'ennemi; la division Bon, fut placé au centre; la colonne de droite fut formée de la division Lannes, qui se porta sur les hauteurs, afin de tourner les positions d'Abdalab; Murat, ayant sous ses ordres la cavalerie et six pièces de canons, marchait en avant de l'infanterie. A son approche, la cavalerie d'Abdallah fit plusieurs mouvements qui annonçaient de l'indécision. Elle s'ébranla, et parut vouloir charger; mais bientôt elle rétrograda, et se retira au galop pour prendre une nouvelle position. Murat poussa des partis en avant et fit manœuvrer sa cavalerie, afin d'engager les Turcs à charger ou à attendre la charge; mais ceux-ci se repliaient à mesure qu'il avançait, et à la nuit ils avaient entièrement disparu.

L'armée se trouvait à une lieue au-delà de Gaza. Elle prit position sur les hauteurs qui dominent la place.

Le fort de Gaza est de forme circulaire, du diamètre d'environ quarante toises, et flanqué de tours. Il renfermait seize milliers de poudre, une grande quantité de cartouches, des munitions de guerre et quelques pièces de canon. On trouva en outre dans la ville cent mille rations de biscuit, du riz, des tentes, et une grande quantité d'orge. L'armée y séjourna deux jours, que Bonaparte consacra à l'organisation civile et militaire de la place et du pays.

Le 29 février il partit pour Jaffa, où l'ennemi rassemblait ses forces, et il arriva devant cette ville le 3 mars. A l'approche de la division d'avant garde (Kléber), l'ennemi se retira dans l'intérieur de la place et canonna les éclaireurs. Les autres divisions et la cavalerie arrivèrent quelques heures après. La cavalerie et la division Kléber eurent ordre de couvrir le siége de Jaffa, en prenant position à la rivière de Lahoya, à deux lieues environ sur la route d'Acre. Les divisions Bon et Lannes formèrent l'investissement de la ville.

Siége et prise de Jaffa. — Jaffa était ceinte d'une muraille, sans fossés ni contrescarpes. Aux angles s'élevaient de grosses tours armées d'artillerie. Quoique ces pièces dussent être servies par les meilleurs canonniers de l'empire ottoman, elles avaient été maladroitement placées. Le général en chef décida que le front de l'attaque aurait lieu du côté du sud, contre la partie la plus élevée et la plus forte, mais que divers accidents de terrain permettaient d'approcher à une demi-portée de pistolet. Un coteau peu élevé domine, à une portée de canon, la ville et la campagne. On y traça la ligne de circonvallation. C'était le lieu où l'armée aurait dû naturellement camper; mais, comme cette position était éloignée de l'eau, et exposée sans ombrage à toute l'ardeur du soleil, le général en chef préféra établir ses troupes un peu plus loin de la place, dans des bosquets d'orangers, et se contenta de faire garder le coteau par des postes.

La tranchée s'ouvrit dans la nuit du 4 au 5 mars; on construisit une batterie de brèche et deux contre-batteries dirigées sur la tour carrée, la plus élevée du front d'attaque. On plaça une autre batterie au nord, afin de faire une diversion.

Les journées du 5 et du 6 furent employées à perfectionner les travaux de siége. L'ennemi fit deux sorties, et se porta vers la batterie de brèche; mais il fut repoussé avec perte.

Le 7 mars le général en chef adressa à la garnison une sommation où il lui représentait les malheurs qu'elle allait attirer sur elle et sur la ville si elle prolongeait sa défense, et lui promettait sauve-garde et protection si elle voulait se rendre. Pour toute réponse, le commandant turc, Abou-Saab fit trancher la tête à l'envoyé français, et l'exposa, plantée sur un pieu, au haut des remparts aux regards de toute l'armée. L'indignation des soldats fut portée au comble.

Toutes les batteries recommencèrent à tirer, et après six heures d'un feu terrible, une brèche fut ouverte et jugée praticable. La division Lannes fut désignée pour monter à l'assaut. Les adjudants généraux Netherwood et Rambaud se présentèrent les premiers sur la brèche; officiers et soldats, chacun s'y lança à l'envi. Mais à

l'instant où ils allaient pénétrer dans l'enceinte, l'ennemi démasqua deux batteries et réunit tous ses tirailleurs sur le front. Un combat meurtrier et opiniâtre s'engagea sur les remparts. Tout ce que la place contenait d'habitants s'y était porté. Les femmes, les enfants mêlaient leurs cris au bruit des armes, et lançaient sur les assaillants des pierres at des matières embrasées. Le succès restait incertain; mais tout à coup de nouveaux assaillants placèrent les assiégés antre deux feux. La division Bon avait découvert, près dr la mer, une brèche praticable et dégarnie de troupes; elle pénétra dans la ville presque sans obstacle et s'empara du port. Les habitants furieux et la garnison barricadèrent les rues, et se retranchèrent dans les maisons. Le combat recommença plus acharné et plus terrible. Les troupes de Lannes se joignirent à celles de Bon. Les Turcs, assaillis et cernés de toutes parts, refusèrent obstinément de se rendre. Les soldats, dans leur fureur, en firent un horrible carnage, malgré les généraux et les officiers, qui voulaient mettre un terme à cette boucherie. Enfin, las de tuer, et épuisés de fatigue, ils laissèrent la vie aux débris de la garnison, qui furent conduits au quartier-général. A cinq heures du soir, l'armée était maîtresse de la ville, qui, pendant vingt-quatre heures, resta livrée au pillage et à tous les excès qui l'accompagnent; le parlementaire français fut cruellement vengé.

L'armée eut 50 hommes tués et 200 blessés. Le chef de brigade Lejeune resta parmi les morts et fut vivement regretté. On trouva dans Jaffa cinquante pièces de canon, dont trente de campagne, des munitions de guerre, et d'autres approvisionnements. Le port renfermait un navire de 150 tonneaux et quinze petits bâtiments de transport.

Massacre de la garnison. — Les prisonniers, reste de la garnison massacrée dans la ville, étaient au nombre de 2000. Il était impossible de songer à les reconduire en Égypte. On avait la certitude que, renvoyés sur parole, ils iraient grossir l'armée de Djezzar-Pacha. Ces circonstances graves imposèrent au conseil de généraux rassemblés pour délibérer sur ce qu'il en fallait faire, la pénible obligation de déclarer que le salut de l'armée exigeait leur mort; le général en chef fit exécuter cette condamnation avec la plus vive douleur; mais c'était son devoir. La nécessité est impérieuse et impitoyable : «Jamais, il le déclara dans son rapport au Directoire, jamais la guerre ne lui avait paru aussi hideuse.»

Cette fatale nécessité est un crime que les Anglais lui ont reproché; les Anglais, alliés de Djezzar-Pacha, qui ne fit jamais de prisonniers, et qui ordonnait de trancher la tête aux parlementaires! Bonaparte à Sainte-Hélène a expliqué les faits, et a justifié sa conduite.

« Dans la garnison de Jaffa, dit-il, on découvrit un grand nombre de soldats turcs que j'avais faits prisonniers peu de temps auparavant à El-Arych, et envoyé à Bagdad, après qu'ils m'eurent donné leur parole de ne plus servir, ou du moins de ne plus porter les armes pendant l'espace d'un an. Je les avais fait escorter pendant douze lieues sur la route de Bagdad; mais ces turcs, au lieu de s'y rendre, se jetèrent dans Jaffa, défendirent la place à outrance, et furent cause que je perdis un grand nombre de braves avant de m'en emparer. Sans le renfort que ces misérables donnèrent à la garnison de Jaffa, mes soldats n'auraient pas été sacrifiés. D'ailleurs, avant d'attaquer cette ville, j'avais envoyé un parlementaire. Presque aussitôt, nous vîmes sa tête au bout d'un pieu planté sur la muraille. Si je leur avais pardonné, et que je les eusse encore laissé aller sur parole, ils se seraient rendus directement à Saint-Jean-d'Acre, pour y recommencer leur conduite de Jaffa.

« Je devais à la sûreté de mes soldats (mon titre de général m'en faisait une impérieuse obligation) de ne pas permettre que ces prisonniers renouvelassent de pareils excès. Il était impossible que je consentisse à laisser une partie de mon armée, déjà réduite par la perfidie de ces misérables, pour les garder. Enfin, agir autrement que j'ai fait, c'eût été vouloir la destruction de mon armée. En conséquence, usant des droits de la guerre, d'après lesquels j'étais le maître de faire mourir des prisonniers faits dans une semblable circonstance, des droits qu'a le vainqueur sur une ville prise d'assaut, et du droit de représailles contre les Turcs, j'ordonnai que les prisonniers fussent fusillés. J'en agirais encore de même, et tous les généraux qui auraient commandé une armée, en de semblables circonstances en auraient fait autant. »

Visite aux pestiférés de Jaffa. — La peste, dont quelques bataillons avaient rapporté le germe d'Égypte se déclara pendant le séjour de Jaffa et fit de grands ravages dans l'armée. L'imagination des soldats était frappée et leur courage abattu. La stupeur devint universelle. Les malheureux atteints du fléau étaient repoussés par leurs camarades. Le dévouement généreux des officiers de santé ne pouvait suffire pour chasser ce lâche égoïsme et ramener l'armée à des sentiments plus dignes de l'humanité. Bonaparte voulut, par une démarche éclatante et publique, relever le moral de ses soldats. — Le 11 mars, le bruit se répandit dans le camp que plusieurs militaires étaient tombés morts en se promenant sur le quai : c'étaient les cadavres d'hommes morts à l'hôpital dans la nuit, et que les infirmiers turcs avaient négligemment déposés à la porte. L'armée s'en émut, et la nouvelle en parvint aussitôt au général en chef. Il résolut de mettre aussitôt son projet à exécution, et, suivi de son état-major, alla visiter les deux hôpitaux où les blessés et les pestiférés étaient séparément. Il commença par celui des blessés, auxquels il fit distribuer de l'argent et des vivres. Il se transporta ensuite dans celui des pestiférés, s'arrêta auprès de tous les soldats, et adressa à chacun d'eux des paroles de consolation et d'encouragement. Il y resta pendant plus d'une heure et demie, occupé de tous les détails d'une prompte organisation. Se trouvant dans une chambre étroite et encombrée de malades, dans le but de leur montrer que l'affection n'était pas aussi contagieuse qu'ils le supposaient, il en toucha plusieurs et aida à soulever le cadavre hideux d'un soldat tout

souillé par l'ouverture d'un bubon pestilentiel. Desgenettes essaya, sans affectation, de le reconduire hors de l'hôpital, et lui fit entendre qu'un aussi long séjour dans une atmosphère remplie de miasmes infects devenait beaucoup plus qu'inutile et pouvait même être funeste. Il fallut de vives instances pour qu'il consentît à se retirer. Enfin il quitta l'hôpital, comblé des bénédictions de ces malheureux expirants. Lorsqu'il sortit, les officiers de son état-major, justement alarmés, firent à Bonaparte de vifs reproches de son imprudence: «C'était mon devoir, répondit-il avec calme, je suis général en chef.» Le médecin fut aussi vivement blâmé, et on murmura contre lui dans l'armée, parce qu'il ne s'était pas opposé formellement à la longue visite du général. «Ceux-là le connaissent bien peu, répondit Desgenettes, qui croient qu'il est des moyens faciles pour changer ses résolutions, ou de l'intimider par la crainte du danger.»

La visite de Bonaparte aux pestiférés de Jaffa à fourni à Gros, un des plus grands peintres français, le sujet d'un de ses chefs-d'œuvre.

Marche sur Saint-Jean-d'Acre.—Combat de Zeta. — Après avoir fait de Jaffa et de son port l'entrepôt de l'armée pour l'artillerie et les munitions qu'on attendait de Damiette et d'Alexandrie, Bonaparte marcha sur Saint-Jean-d'Acre avec les divisions Kléber, Bon et Lannes; la division Reynier formait l'arrière-garde et suivait à deux marches en arrière, en longeant la mer par Césarée et Dor, l'armée, qu'elle devait rejoindre à Saint-Jean-d'Acre.

Le 15 mars l'avant-garde française découvrit, en approchant de Zeta, un corps de cavalerie aux ordres d'Abdallah-Pacha, qui, pour retarder la marche de l'armée, avait pris position sur les hauteurs de Kâkoun, s'appuyant à la montagne de Naplouse, où quelques milliers de Naplousains étaient postés. Pendant que Kléber, Bon et Murat se dirigeaient sur la cavalerie turque, et manœuvraient pour engager le combat, Lannes eut ordre de se porter sur la droite, afin de couper le Pacha d'avec les Naplousains: ceux-ci prirent la fuite; mais l'infanterie légère qui les poursuivait s'étant trop engagée dans les défilés, ils se rallièrent, et l'attaquèrent à leur tour pendant sa retraite, jusqu'au débouché des montagnes. Le chef de la 69e demi-brigade, Barthélemy, fut tué dans ce combat.

Occupation de Caïffa. — Deux jours après, le 17 mars, Kléber occupa Caïffa au pied du Mont-Carmel, ville fermée d'une bonne muraille flanquée de tours, et que Djezzar avait fait évacuer après avoir désarmé le château qui défend le port et la rade.

L'avant-garde de Kléber découvrit, en arrivant près de Caïffa, l'escadre anglaise, aux ordres de Sidney-Smith, qui y était mouillée depuis trois jours. Cette escadre était composée de deux bâtiments de ligne, *le Tigre* et *le Thésée*, et d'une frégate *l'Alliance*. Les chaloupes du *Tigre* s'approchèrent de la côte, reconnurent la troupe française au pied du Mont-Carmel, et cherchèrent par leur feu à gêner sa marche.

Prise de la flottille française. — Déjà Sidney-Smith avait relevé le courage et accru les moyens de résistance du pacha de Saint-Jean-d'Acre; il lui avait envoyé un ancien ingénieur français très habile, au dévouement duquel il devait sa délivrance de la prison du Temple, et son retour en Angleterre. Le colonel Phélippeaux [1] avait fait réparer cette place, l'antique Ptolémaïs, fortifiée à la manière du XIIe siècle, avec des courtines flanquées de tours carrées. Le capitaine Milier, du vaisseau *le Thésée*, lui avait fourni tous les moyens dont il avait pu disposer pour rétablir cet ancien boulevart de la Syrie.

Cependant ces travaux et ces premiers secours n'eussent vraisemblablement pas suffi pour soutenir Djezzar-Pacha contre une attaque régulière, si, au moment même où Bonaparte achevait l'investissement de Saint-Jean-d'Acre, la flottille qui portait son artillerie de siége et ses munitions ne fût tombée entre les mains des Anglais. Cette flottille, aux ordres du capitaine Stanglet, doublait le Mont-Carmel lorsque, aperçue par *le Tigre*, elle fut poursuivie et bientôt atteinte par le canon des vaisseaux; sept des bâtiments qui la composaient amenèrent leur pavillon; une corvette et deux petits bâtiments s'échappèrent.

Cette perte, irréparable pour les Français dans la situation où ils se trouvaient, décida du sort de Saint-Jean-d'Acre. Cette place, malgré l'état de défense où le colonel Phélippeaux avait remi ses fortifications, aurait vraisemblablement été prise; l'audace et l'intrépidité dans les attaques auraient suppléé au manque de grosse artillerie, et de tous les approvisionnements indispensables pour un siége. Ces ressources précieuses étant non pas seulement détruites et perdues pour les assiégeants, mais encore prises et employées à la défense de la place, firent pencher la balance des moyens du côté des assiégés. Les mortiers, les canons, les plates-formes, armèrent les remparts qu'ils devaient servir à battre en brèche, et les bâtiments de transport furent employés à inquiéter les postes français établis sur la côte, et à intercepter les communications et les convois qu'ils avaient été primitivement destinés à protéger.

Investissement de Saint-Jean-d'Acre. — Après avoir investi Saint-Jean-d'Acre, le général en chef fit camper son armée sur une hauteur isolée qui borde la mer à environ mille toises de distance, et qui, se prolongeant au nord jusqu'au Cap-Blanc, domine à l'ouest une plaine d'environ deux lieues, bornée par les montagnes qui se trouvent entre Saint-Jean-d'Acre et le Jourdain.

Il fit occuper Nazareth et Chefamer, afin de surveiller les débouchés de la route de Damas; puis ayant reconnu la place avec les généraux du génie et de l'artillerie Dommartin et Cafarelli, il décida que l'attaque aurait lieu sur le front à l'est de la ville, dont deux côtés baignés par la mer, et flanqués par le feu des vaisseaux, rendaient très difficile le développement des travaux.

[1] Le même officier qui, lors de l'insurrection du Berri, avait pris le commandement des insurgés du Cher (*Voyez* plus haut, page 160).

Alliance avec les Druses. — En pénétrant en Palestine et en Syrie, Bonaparte s'était fait précéder, suivant son usage, de proclamations destinées à rassurer les habitants et à se concilier leur affection. Bientôt ceux des villages qui entourent la plaine de Saint-Jean-d'Acre apportèrent des provisions au camp. Les Druses descendirent de leurs montagnes et vinrent saluer le vainqueur des Mameluks. Soit haine pour les Mahométans qui les opprimaient, soit entraînement naturel pour les Français, qu'ils regardaient presque comme coreligionnaires, ils montrèrent les dispositions les plus favorables; Bonaparte les reçut devant sa tente. Ils avaient à leur tête le fils d'Omar-Daher, fameux guerrier qui, après avoir bravé la Porte, élevé sa fortune par son courage et sa constance, et régné à Saint-Jean-d'Acre, avait fini par succomber, à l'âge de 90 ans, sous les embûches d'Achmet-Djezzar devenu son successeur. Bonaparte flatta les ressentiments du fils de Daher, et lui annonça qu'en considération de son mérite personnel, et de sa générosité qui devait le rendre, comme son père, ennemi des vexations et bienfaiteur du peuple, il lui donnait le commandement de toute la Tibériade. Il le revêtit d'une pelisse d'honneur, ordonna aux grands et au peuple de le reconnaître pour leur Cheik et prescrivit au Cheik de Nazareth de lui remettre les maisons, jardins et autres propriétés que son père y avait possédés. Abbas-Daher se retira enchanté du sultan Kébir (c'était, comme on sait, le nom que les Orientaux donnaient à Bonaparte). Le général en chef écrivit aussi au Cheik Mustapha-Békir, un des principaux chefs de la nation druse, que Djezzar avait gardé pendant sept ans dans les fers. En lui annonçant les malheurs qui allaient frapper le pacha d'Acre : « Ils doivent vous être agréables, disait Bonaparte, car la tyrannie de cet homme féroce a longtemps pesé sur la brave nation druse; mon intention est de la rendre indépendante, d'alléger le tribut qu'elle paie, et de lui rendre le port de Baïrout et les autres villes nécessaires pour les débouchés de son commerce. Je désire que vous veniez vous-même le plus tôt possible, ou que vous envoyiez quelqu'un pour me voir ici devant Acre, afin de prendre tous les arrangements nécessaires pour nous délivrer de nos ennemis communs. Vous pourrez faire proclamer dans tous les villages de la nation druse que ceux qui viendront apporter des vivres au camp, et surtout du vin et de l'eau-de-vie, seront exactement payés. »

Mustapha-Békir se hâta d'accourir auprès de Bonaparte, qui le revêtit d'une pelisse d'honneur, lui donna le commandement du fort de Saffet, du pont de Jacoub, sur le Jourdain, et lui confia la défense des frontières orientales du pachalik d'Acre, alors entièrement occupé par l'armée républicaine.

Les Druses et les habitants de la Tibériade paraissaient faire des vœux pour le succès des armes françaises; ils donnèrent au général en chef des renseignements sur ce qui se passait derrière les montagnes et dans l'intérieur de la Syrie, et lui apprirent que le pacha de Damas, nommé au commandement d'une nouvelle armée, avait appelé à son secours les pachas de l'Asie-Mineure, et réunissait ses forces derrière le lac de Tabarieh aux sources du Jourdain et de l'Oronte (l'Aasi).

Dans le même temps, le général en chef écrivait au mollah de Damas, Mourad-Radeh, qu'il avait connu au Kaire. « J'ai traversé le désert pour repousser les agressions de Djezzar; Dieu, qui a décidé que le règne des tyrans, tant en Égypte qu'en Syrie, devait être terminé, m'a donné la victoire. Je me suis emparé de Gaza, de Jaffa et de Caïffa; je suis devant Acre qui, d'ici à peu de jours, sera en mon pouvoir. Faites connaître aux Cheiks et aux Agas des janissaires de Damas que, loin de porter atteinte à la religion des Musulmans, j'accorderai toute protection à la caravane de la Mecque, et engagez les habitants de Damas à se conduire dans ces circonstances avec la même prudence et la même sagesse que ceux du Kaire. » — Il y a lieu de croire que cette lettre ne parvint pas à son adresse, elle n'obtint du moins aucun résultat.

Bonaparte fit aussi à la même époque d'infructueuses démarches pour amener les Naplousains à conserver au moins la neutralité. Ces peuplades belliqueuses et fanatiques ne voulurent se prêter à aucun accommodement.

Vivres. — Hôpitaux. — Les négociations, tendant à s'assurer par des alliances l'amitié et la coopération des peuplades du Liban, n'étaient pas avec les travaux du siége les seules occupations du général en chef. Depuis son départ du Kaire, l'armée n'avait vécu que de biscuit. Les provisions, trouvées dans les magasins de Caïffa et dans ceux de Chefamer, celles qu'apportèrent les habitants, pouvaient suffire à sa subsistance. Les moulins situés sur le Tanous et le Kerdaneh furent employés à moudre le blé. Un grand établissement de boulangerie fut mis en activité au camp, auprès de la tente du général en chef, et en quelque sorte sous sa surveillance directe. — Après avoir assuré ainsi le principal service des vivres, Bonaparte s'occupa des hôpitaux; la grande ambulance était établie dans les étables de Djezzar, seul local existant aux environs d'Acre; mais les blessés et les malades y étaient fort mal, on manquait de fournitures et de médicaments. Un beau village à 3 lieues d'Acre, Chefamer, offrait une situation très favorable pour un hôpital: ce village est placé sur une hauteur bien exposée, entourée et couverte de végétation, près des sources de la Kerdaneh. Il s'y trouvait un ancien palais d'Omar-Daher; cet édifice réunissait à la hardiesse et au grandiose de l'architecture orientale, la solidité d'une forteresse. Il était assez vaste pour contenir 600 malades. Le général en chef donna ordre d'y établir deux hôpitaux, un pour les *fiévreux* (c'était le nom, qu'afin de ne pas affecter le moral de l'armée, les médecins et les généraux étaient convenus de donner aux pestiférés [1]) et un pour les blessés. Un

[1] Cet hôpital fut, pendant le siége d'Acre, le théâtre d'un trait d'héroïsme médical qui prouve que dans l'armée d'Orient le courage et le dévouement ne se trouvaient pas seulement chez les militaires combattants. La peste faisait de grands ravages, que l'imagination frappée rendait encore plus prompts et plus terribles. Le médecin en chef, Desgenettes, poussé par un de ces élans généreux qui caractérisent une âme douée d'un profond amour de l'humanité, osa s'inoculer publiquement la peste, afin de rassurer les troupes par cet acte de témérité. En présence de la foule, émue de sa détermination, il trempa une lancette dans le pus d'un bubon pestilentiel, et se fit une

bataillon y fut envoyé en garnison. On établit par la suite un nouvel hôpital dans un couvent situé au sommet du Mont-Carmel; enfin un hôpital d'évacuation pour les convalescents fut placé à Caïffa. Le général en chef surveillait lui-même avec une grande sollicitude l'organisation de ces divers hôpitaux.

Siége de Saint-Jean-d'Acre. — Première époque — «Le siége de Saint-Jean-d'Acre, dit Napoléon dans ses *Mémoires*, peut se diviser en tro s époques.

«La première commence au 20 mars, jour où l'on ouvrit la tranchée, et finit au 1er avril.

«Dans cette période, nous avions pour toute artillerie de siége une caronade de 32, que le chef d'escadron Lambert avait prise à Caïffa, en s'emparant de vive force d'un des canots du *Tigre*[1]; mais il n'était pas possible de s'en servir avec l'affût du canot, et nous manquions de boulets. Ces inconvénients disparurent bientôt; en vingt-quatre heures le parc d'artillerie construisit un affût. Quant aux boulets, Sidney-Smith se chargea de nous en procurer. On faisait de temps en temps paraître sur le rivage quelques cavaliers ou quelques charrettes : alors ce commodore s'approchait en faisant un feu roulant de toutes ses batteries, et les soldats, à qui le directeur du parc d'artillerie donnait cinq sous par boulet, couraient les ramasser. Ils étaient si habitués à cette manœuvre, qu'ils allaient les chercher au milieu de la canonnade et des rires universels. Quelquefois aussi on faisait avancer une chaloupe, ou l'on faisait mine de construire une batterie. C'est ainsi que l'on recueillit des boulets de 12 et de 32. Du reste, on avait de la poudre; car le parc en avait apporté une certaine quantité du Kaire; de plus, on en avait trouvé à Jaffa et à Gaza. En résumé, tous nos moyens en artillerie, y compris celle de campagne, consistaient en quatre pièces de 12 approvisionnées à deux cents coups chaque, huit obusiers, une caronade de 32, et une trentaine de pièces de 4.

«Le 25 mars, en quatre heures de temps, la caronade et les quatre pièces de 12 ouvrirent la tour, et on jugea la brèche praticable. Un jeune officier du génie, avec 15 sapeurs et 25 grenadiers, fut chargé de monter à l'assaut pour en déblayer le pied, et l'adjudant commandant Laugier, qui se tenait dans la place d'armes à cent toises de là, attendait que cette opération fût faite pour s'élancer sur la brèche. Les sapeurs, sortis de derrière l'aquéduc, eurent trente toises à faire, mais ils furent arrêtés court par une contrescarpe de quinze pieds et un fossé qu'ils évaluèrent à plusieurs toises. Cinq à six d'entre eux furent blessés, et le reste, en butte à une épouvantable fusillade, rentra précipitamment dans la tranchée.

«On plaça sur-le-champ un mineur pour faire sauter la contrescarpe. Au bout de trois jours, c'est-à-dire le 28, la mine fut prête; les mineurs annoncèrent que la contrescarpe sauterait. Cette opération difficile se faisait sous le feu de tous les remparts et d'une grande quantité de mortiers, qui, dirigés par d'excellents pointeurs, que les équipages anglais avaient fournis, lançaient des bombes de toutes parts. Tous nos mortiers de huit pouces et nos belles pièces que les Anglais avaient prises augmentèrent la défense de la place. La mine joua le 28 mars, mais elle fit mal son effet; elle n'avait pas été assez enfoncée, et ne renversa que la moitié de la contrescarpe. Il en restait encore huit pieds. Les sapeurs assurèrent néanmoins qu'il n'en restait plus. L'officier d'état-major Mailly fut en conséquence commandé avec un détachement de vingt-cinq grenadiers pour soutenir un officier du génie qui, avec six sapeurs, se portait à la contrescarpe. Par précaution, on s'était muni de trois échelles avec lesquelles on la descendit. Comme on était inquiété par la fusillade, on attacha l'échelle à la brèche, et les sapeurs et grenadiers aimèrent mieux monter à l'assaut que d'en déblayer le pied. Ils firent annoncer à Laugier, qui était prêt à les seconder avec deux bataillons, qu'ils étaient dans le fossé, que la brèche était praticable, et qu'il était temps de les soutenir. Laugier accourut au pas de course; mais au moment où il arrivait sur la contrescarpe, il rencontra les grenadiers qui revenaient en disant que la brèche était trop haute de plusieurs pieds, et que Mailly et plusieurs des leurs étaient tués[1].

«Lorsque les Turcs avaient vu ce jeune officier atta-

légère piqûre à l'aine et au voisinage de l'aisselle. Il ne prit d'autre précaution que celle de se laver avec de l'eau et du savon qui lui furent offerts. Pendant trois semaines il eut deux petits points d'inflammation correspondants à ces piqûres, et ces points enflammés étaient encore apparents, lorsque, pendant la retraite, il se baigna en présence d'une partie de l'armée dans la baie de Césarée. — D'après l'opinion de Desgenettes lui-même, cette expérience était néanmoins incomplète, et prouvait peu de chose pour l'art; car elle n'infirmait point la transmission de la contagion, démontrée par mille exemples; seulement elle faisait voir que les conditions nécessaires pour que cette transmission eût lieu n'étaient pas bien déterminées. Desgenettes, à ce qu'il paraît, courut plus de danger avec un but moins grand, lorsque peu de jours après, invité, par un officier près de mourir, à boire dans son verre une portion de son breuvage, il n'hésita point à donner cet encouragement au malheureux moribond. Ce fait, qui se passa devant un grand nombre de témoins, les fit la plupart reculer de terreur.

[1] Le 21 mars, dans le but de s'emparer des dépôts que renfermait Caïffa, les Anglais tentèrent un débarquement dans la rade de Césarée. Le chef d'escadron Lambert, qui commandait l'escadron de dromadaires, était chargé de la garde de Caïffa. Il n'avait que 68 hommes; il laissa tranquillement débarquer l'ennemi, et, quand les Anglais furent à une portée de fusil, il démasqua un obusier et un canon de 3; puis, se portant au pas de course sur les canots, força les Anglais à se rembarquer, leur tua ou blessa plus de 100 hommes, et les obligea à gagner le large. Une chaloupe du *Tigre* fut obligée de se rendre; on y fit 17 prisonniers, on y trouva 8 blessés et une caronade de 32. — Sidney Smith réclama la bienveillance du commandant de Caïffa pour ces prisonniers. Lambert lui répondit : « L'intérêt que vous prenez aux prisonniers tombés hier en notre pouvoir est assurément bien louable et bien mérité, tant par leur conduite que par le courage et la bravoure qu'ils ont montrés. Soyez assuré que nous avons eu pour eux tous les égards que se doivent naturellement des peuples faits pour s'estimer et s'admirer. — Le général en chef Bonaparte a demandé ce matin les prisonniers à son quartier général; il envoya la nuit dernière son chirurgien pour panser les huit blessés, qui ne le sont pas dangereusement. Ce chirurgien les a accompagnés...»

[1] Le jeune Mailly de Château-Renaud, surnommé *Minerve*, était adjoint aux adjudants-généraux. Il avait sollicité l'honneur de monter le premier à la brèche, ayant à cœur de venger son frère, qui, au mois de novembre de l'année précédente, envoyé en parlementaire auprès du pacha de Saint-Jean-d'Acre, avait eu la tête tranchée par ordre de cet homme féroce. Dès le commencement de l'attaque du rempart, Mailly fut blessé au pied et renversé dans le fossé. Sa chute rendit le courage aux assiégés, qui avaient déjà commencé à s'enfuir. Ils se rallièrent sur la tour carrée, et firent pleuvoir sur les assiégeants des torrents de matière enflammée. Les grenadiers, après des efforts inouïs, pénétrèrent dans la tour, et ne trouvant aucune issue

chant l'échelle, la peur les avait pris, et ils s'étaient enfuis au port; Djezzar même s'était embarqué. Mais la mort de Mailly fit manquer toute l'opération; les deux bataillons s'éparpillèrent pour riposter à la fusillade. Laugier fut tué, et l'on perdit du monde sans résultat. Cet événement fut très funeste; c'est ce jour-là que la ville aurait dû être prise; depuis cette époque, il ne cessa d'y arriver tous les jours des renforts de troupes par mer.»

Occupation de Saffet. — Bonaparte n'était instruit qu'approximativement, par les chrétiens, du nombre des troupes et des peuplades belliqueuses qui se réunissaient sous les ordres d'Abdallah-Pacha. Il résolut de faire reconnaître la force et la position de ces nouveaux ennemis, et observer leurs mouvements par des détachements français. Prévoyant que le cheik Mustapha-Békir, chargé de la défense du fort de Saffet et du pont de Jacoub, n'avait pas des forces suffisantes pour empêcher le pacha de Damas de passer le Jourdain avec son armée, il envoya Murat avec sa cavalerie à Saffet. Ce général, guidé par les Druses, partit du camp le 30 mars. Il traversa de beaux sites, arrosés par des eaux limpides; il franchit des collines couvertes d'oliviers et d'arbustes en fleur. Il fut bien accueilli sur sa route; les habitants lui apportèrent des vivres; les femmes chrétiennes n'étaient pas voilées, comme les Égyptiennes, et montraient une physionomie douce et prévenante. La cavalerie française arriva à Saffet le 31 mars. Cette petite ville est bâtie autour d'un pic très aigu dont le sommet est couronné d'un fort. Mustapha-Békir et Abbas-Daher, faute d'armes et de munitions, n'avaient pas pu réduire la garnison, composée de quelques centaines de Maugrabins; mais à l'approche des Français ceux-ci prirent la fuite. Murat, laissant sa cavalerie à Saffet, se porta avec un détachement d'infanterie au pont de Jacoub sur le Jourdain, et suivit cette rivière jusqu'au lac de Tibériade (en arabe *Bahr-el-Tabarich*). N'ayant rien aperçu qui annonçât l'approche d'un corps ennemi, il revint à Saffet, où il établit une garnison française. Saffet est bâti sur l'emplacement de l'ancienne Béthulie. Un vieillard montra au général français l'endroit où, suivant la tradition, était la tente d'Holopherne lorsque Judith lui coupa la tête. — Murat était de retour au camp d'Acre le 4 avril.

Occupation de Sour. — La veille, le général Vial, avec 500 hommes, avait été envoyé par le général en chef à Sour afin d'occuper le port et d'y établir une garnison d'Arabes Mutualis, alliés des Français, et que commandait le cheik Nassur, fils d'un chef tué cinq ans auparavant par les Arnautes du pacha d'Acre. Nassur s'était déjà rendu à Sour, d'après l'ordre de Bonaparte; mais les habitants, et surtout les chrétiens, s'étaient enfuis à son approche. Le général Vial réussit à les faire rentrer dans leurs foyers, en leur disant que Nassur était sous ses ordres. — Les Mutualis étaient des hommes grands, bien faits, robustes, et qui paraissaient résolus à tout entreprendre. Vial les passa en revue, et établit des postes composés de Français et de Mutualis. Ceux-ci furent très flattés de ce mélange. Nassur, objet des attentions particulières du général français, lui parla d'un air pénétré des malheurs de sa famille, et de son ardeur de vengeance contre Djezzar: «Je veux, dit-il, faire de Sour une place aussi forte que celle d'Acre.» Sour est l'ancienne Tyr. Cette ville, jadis la métropole de la Syrie et la mère de Carthage, ne renferme plus que 1,500 habitants, dont les deux tiers sont mahométans, et le reste, chrétiens. L'entrée du port est défendue par deux tours bâties sur deux lits de colonnes, dont quelques-unes, que la mer basse laisse apercevoir, sont encore d'une grande beauté.

Suite du siége.—Deuxième époque, grande sortie.—Mort d'Asfield, capitaine anglais. — La seconde époque du siége de Saint-Jean-d'Acre commence le 1er avril et finit au 27. «On ouvrit, dit Napoléon, un nouveau puits de mine, destiné à faire sauter la contrescarpe entière, afin que le fossé ne présentât plus aucun obstacle. Ce qui avait été fait se trouva inutile; il était plus aisé de faire un nouveau cheminement. Il fallut aux mineurs huit jours. On fit sauter la contrescarpe, opération qui réussit parfaitement; puis on continua la mine sous le fossé afin de faire sauter toute la tour. Il n'y avait plus moyen d'espérer de s'y introduire par la brèche, l'ennemi l'avait remplie de toute espèce d'artifice. On chemina encore pendant six jours; les assiégés s'en aperçurent.»

Ils avaient souvent tenté des sorties pour troubler les travaux des assiégeants: toutes avaient été sans résultat. Le 7 avril, à la pointe du jour, Djezzar-Pacha ordonna une sortie sur trois colonnes. L'ennemi s'avança sous la protection de l'artillerie des remparts, servie par des canonniers anglais. Les trois colonnes attaquèrent avec vigueur les premiers postes et les travaux avancés. Les détachements qui gardaient ces ouvrages, trop inférieurs pour soutenir leur choc, se replièrent; mais l'artillerie française dirigea, des places d'armes et des parallèles, un feu si bien nourri sur l'ennemi, que les deux colonnes de droite et de gauche regagnèrent les remparts. Celle du centre, en tête de laquelle marchaient 200 soldats anglais tirés des équipages de Sidney Smith, conduite par le capitaine Thomas Asfield, s'obstina seule à marcher en avant; elle était chargée de s'emparer de l'entrée du rameau de mine. Asfield s'avançait rapidement à la tête de quelques soldats anglais, à travers une grêle de balles et de mitraille; il touchait l'entrée de la mine, lorsqu'il fut atteint d'un coup mortel: sa blessure fut le signal d'une déroute complète. Les Anglais et les Turcs perdirent toute audace et rentrèrent précipitamment dans la

pour entrer dans la ville, revinrent sur leurs pas et rentrèrent dans le fossé; mais, privés d'un chef, et en butte à une fusillade meurtrière, ils remontèrent la contrescarpe. Mailly, qui avait eu le pied fracassé d'un coup de feu, implora le secours d'un grenadier. Ce brave le prit sur ses épaules, et l'emportait péniblement à travers les décombres de la brèche, lorsqu'une balle le renversa. Pendant la nuit, les Turcs sortirent de leurs murailles, trouvèrent Mailly vivant et lui coupèrent la tête. Ainsi tombèrent à la fleur de l'âge, sous le couteau de Djezzar, deux frères, officiers distingués, brillants de jeunesse et de bravoure. On coupa également les têtes des Français trouvés morts dans le fossé, pour les saler et les envoyer à Constantinople.

place, laissant le terrain couvert de morts et de blessés. — Les soldats apportèrent au quartier général le capitaine Alfield, qu'ils avaient reconnu pour un officier anglais; mais dans le transport il expira. On trouva sur lui son brevet, où étaient mentionnées des actions d'éclat faites à la prise du cap de Bonne-Espérance. Bonaparte le fit inhumer avec tous les honneurs de la guerre, et afin que l'épée de ce brave officier fût remise en des mains dignes d'elle, il la donna, comme arme d'honneur, au plus ancien grenadier de l'armée.

Combat de Nazareth ou de Loubi. — Murat s'était trop hâté de s'éloigner du lac de Tibériade; il existait en effet un fort rassemblement vers le point qu'il avait été chargé d'explorer, et on ne tarda pas à reconnaître le tort qu'il avait eu d'abandonner le pont de Jecoub. Le jour même où ce général rentrait au camp d'Acre, les troupes du pacha de Damas passèrent le Jourdain sur ce pont et sur celui d'El-Medjameh, et prirent position à Tabarieh.

Junot, d'après les ordres du général en chef, avait occupé Nazareth le 6 avril, et avait poussé sur la route de Damas une reconnaissance de 70 cavaliers druses aux ordres d'Abbar-Daher. Arrivé dans la plaine qui sépare les montagnes de Naplouse de celles de Nazareth, Daher aperçut une avant-garde turque, composée d'environ 500 chevaux. Trop faible pour l'attaquer, il se jeta dans les montagnes, et rendit compte à Junot de la rencontre qu'il avait faite et de la position qu'il avait prise. Junot reçut cette nouvelle le 9 avril; il partit aussitôt de Nazareth avec 300 hommes d'infanterie (150 grenadiers de la 19e de ligne et 150 carabiniers de la 2e légère) commandés par le chef de brigade Desnoyers, et 100 dragons commandés par Duvivier, chef de brigade du 14e régiment. En route, il fut rejoint par Daher et par quelques cavaliers druses. A Cana, le Cheik du village l'engagea à ne pas avancer plus loin, parce que l'ennemi occupait la plaine au nombre de 2 ou 3,000 chevaux. Cet avis ne changea pas la résolution de Junot. Avant de partir de Nazareth, il avait annoncé au général en chef la présence des troupes de Damas, et son dessein de marcher à leur rencontre en attendant l'arrivée des secours qu'il sollicitait.

Arrivé au débouché de la vallée de Cana à Loubi, il vit en effet plusieurs milliers de cavaliers arabes, caracolant dans la plaine qui se trouve entre le village de Loubi et le Mont-Thabor; après avoir reconnu l'ennemi, il plaça son infanterie en bataille sur quatre rangs, la cavalerie à gauche, faisant face au Mont-Thabor, et se disposa à s'avancer dans cet ordre à travers la plaine, pour tourner la montagne, et pour s'assurer s'il n'existait point derrière le Mont-Thabor quelque réserve ennemie. Au moment où il allait commencer son mouvement, il aperçut derrière lui, débouchant du village de Loubi, un corps de cavalerie (Mameluks, Turcs et Maugrabins) fort de 2000 hommes au moins, et marchant, contre la coutume des Orientaux, au petit pas et en bon ordre. — Jugeant que l'attaque de ce corps pourrait seule être dangereuse, il fit quelques changements à ses premières dispositions. Sa cavalerie passa de la gauche à la droite, les trois derniers rangs de l'infanterie firent demi-tour; le terrain que venait de quitter la cavalerie fut occupé par un détachement de grenadiers, placé en potence, de manière à flanquer le nouveau front présenté à l'ennemi.

Le général recommanda à ses soldats un silence absolu, afin que pendant le combat tous les commandements fussent bien compris. La circonstance était critique; néanmoins, la confiance et l'intrépidité se montraient sur tous les visages. Les ennemis s'approchaient, comptant n'éprouver qu'une faible résistance de la part de cette poignée d'hommes qu'ils supposaient immobiles de terreur; mais arrivés jusqu'à portée de pistolet sans essuyer aucun feu, ils furent accueillis tout à coup par une décharge meurtrière qui leur tua 300 hommes; les autres, déconcertés, se retirèrent à quelque distance.

Junot profita de la surprise de ses nombreux adversaires pour faire recharger les armes, resserrer les rangs et reformer sa cavalerie, qui, ne pouvant opposer à l'ennemi un feu aussi redoutable que celui de l'infanterie, avait reçu le choc des cavaliers turcs. Revenus de leur étonnement et forts de leur supériorité, ceux-ci ne tardèrent pas à recommencer l'attaque. En les voyant s'ébranler, Junot rappela à ses grenadiers et à ses carabiniers que leur sang-froid venait de les sauver, et leur recommanda la même fermeté. L'exhortation était inutile! Les Damasquins furent reçus avec une égale intrépidité et perdirent 200 hommes. — Dans cette seconde charge, un sous-officier du 3e dragons attaqua un cavalier ennemi, qui portait un étendart et qui se défendit vaillamment. Les deux guerriers restèrent pendant plusieurs minutes luttant corps à corps, l'un pour enlever l'étendart, et l'autre pour le conserver. Pendant cette lutte, leurs chevaux s'abattirent, mais les cavaliers ne quittèrent pas leur selle. Enfin, plus leste et moins gêné dans ses vêtements, le Français dégagea sa main droite, passa son sabre au travers du corps du Mameluck, et lui arracha ainsi, à la fois, sa vie et son drapeau. Ensuite, et comme d'un commun accord, les deux partis se retirèrent chacun de leur côté; seulement une centaine des plus hardis de la troupe ennemie ne suivit point le gros de leur camarades, et revint escarmoucher, au moment où Junot commençait lui-même, dans l'ordre le plus parfait, son mouvement de retraite. — Alors plusieurs carabiniers de la 2e légère s'élancèrent hors des rangs pour combattre corps à corps avec les cavaliers ennemis. Il y eut ainsi sept ou huit engagements partiels, dans lesquels les Turcs ou les Mamelucks furent toujours vaincus. Pendant ces divers combats, les autres restaient spectateurs. — Junot s'était écarté de son infanterie, pour voir de plus près la lutte de ses intrépides carabiniers avec les cavaliers ennemis. Deux Turcs, reconnaissant le général à son panache et à ses marques distinctives, se précipitèrent ensemble sur lui. Junot, d'un coup de pistolet, renversa le premier, et assénant un coup de sabre sur la tête du second, l'obligea à prendre la fuite.

Le combat avait duré depuis neuf heures du matin jusqu'à deux heures; Junot n'opéra sa retraite qu'après avoir fait construire un brancard pour emporter un



Bataille d'Aboukir.



Keneh. – Haute Egypte



Edfou. – Haute Egypte .


Digitized by Google



Bataille de Samanhoud





Obélisque d'Alexandrie. — Colonne de Pompée.



Lannes

Dommartin.

carabinier atteint d'un coup de feu à la cuisse. Les chefs de brigade, Duvivier et Desnoyers, se distinguèrent particulièrement dans cette brillante action, qui rappelle les combats héroïques des Croisés. Les Français eurent 12 hommes tués et 48 blessés. Le nombre des morts des ennemis fut de 500 [1].

Bataille du Mont-Thabor. — Dès que le général en chef avait reçu les nouvelles transmises par Junot, il avait donné à Kléber l'ordre de partir avec 1,500 hommes. Ce général se mit en marche le 10 avril, et rejoignit Junot à Nazareth. Le fils du pacha de Damas, avec 4,000 chevaux, occupait Loubi, et avait posté dans le village de Seïd-Jarra un détachement de 600 hommes d'infanterie. Kléber se trouva en sa présence le 12 avril. Détachant deux bataillons pour attaquer le village, qui fut enlevé à la baïonnette, il marcha aussitôt au pas de charge sur la cavalerie qui cherchait à l'envelopper, et obligea l'ennemi à se retirer en désordre.

Néanmoins, malgré ce succès, ne se sentant pas assez fort pour poursuivre les Damasquins, et manquant de munitions, il regagna les hauteurs de Saffarieh, et s'y retrancha pour y attendre des renforts. Il apprit bientôt que le capitaine Simon, commandant de Saffet, avait été attaqué par un détachement ennemi, et s'était retiré dans le fort où il était bloqué avec sa troupe; que les Turcs, après en avoir vainement tenté l'escalade, avaient ravagé le pays et brûlé la ville. Des émissaires chrétiens, envoyés pour examiner les mouvements de l'ennemi, rapportèrent à Kléber qu'une grande armée, *aussi nombreuse que les étoiles du ciel et les sables du désert*, arrivait par tous les points de la Tibériade; que ses principaux débouchés étaient les ponts de Jacoub et de Medjameh, et le lieu de ralliement, Fouli. Kléber fit de nouveau reconnaître cette armée; il sut par des rapports exacts qu'elle était composée de Naplousains, des janissaires de Damas et d'Alep, des Arabes des différentes tribus de la Syrie, et qu'elle s'élevait au moins à 30,000 hommes, dont plus de 20,000 cavaliers. Il apprit encore qu'une dissension avait éclaté entre les Mamelucks d'Ibrahim et les janissaires, et qu'après plusieurs démêlés où le sang avait coulé de part et d'autre, ce bey s'était séparé du pacha de Damas, et refusait de prendre part à ses opérations.

Kléber se hâta de transmettre ces nouvelles au général en chef, et de lui annoncer son dessein de marcher à l'ennemi, en le priant de lui envoyer des renforts et des munitions. Bonaparte fit aussitôt partir Murat avec 1,000 hommes d'infanterie et un détachement de dragons. Ce général eut ordre de se porter à marches forcées sur le pont de Jacoub et de s'en emparer, de débloquer le fort de Saffet, et d'opérer, s'il était possible, sa jonction avec Kléber. Le général en chef se disposa lui-même à marcher au secours de son lieutenant.

[1] Un arrêté du gouvernement ordonna l'exécution d'un grand tableau commémoratif du *Combat de Nazareth* (ou plutôt de Loubi), destiné à faire pendant au tableau de la *Bataille d'Aboukir*; le célèbre peintre Gros en fut chargé, mais ne l'exécuta point. Il n'en a terminé qu'une belle esquisse d'environ 6 pieds de longueur sur 4 de hauteur.

Cependant Kléber, dont la division, complétée par le corps de Junot, s'élevait tout au plus à 2,000 hommes, se disposait à agir conformément aux instructions du général en chef. Il devait se placer entre le Jourdain et l'armée ennemie, la surprendre dans son camp, le 16, avant le jour, s'emparer de ses magasins et la refouler sous les murs d'Acre. Bonaparte s'était chargé du reste. Kléber partit le 15 avril, marcha pendant toute la journée et toute la nuit, tourna le Mont-Thabor: mais égaré par ses guides, il n'arriva qu'à six heures du matin, le 16, dans la plaine de Fouli. — Il n'y avait plus lieu à surprendre l'ennemi. — Loin même de songer à l'attaquer, Kléber n'eut que le temps de faire les dispositions nécessaires à sa propre défense. Profitant du premier moment d'hésitation causé par son arrivée, il s'empara d'un petit fort inaccessible à la cavalerie, y plaça 100 grenadiers, et y adossa sa division formée en deux carrés. Déjà l'armée ennemie tout entière était sous les armes dans la plaine. Les Français n'avaient pas encore vu en Orient tant de cavalerie, assemblage bizarre d'hommes de toutes les nations et de toutes les couleurs, caracoler, charger, se mouvoir dans tous les sens. — Kléber recommanda à ses soldats de tenir ferme et de garder le terrain sans avancer ni reculer. Il savait que, chez les Orientaux, le premier choc est le seul redoutable, et que, repoussé une première fois, l'ennemi, découragé, ne fournirait plus pendant le reste de la journée que des charges partielles et sans vigueur. Bientôt l'armée du pacha de Damas, formée en quatre corps, s'ébranla en poussant des cris épouvantables, et chargea avec la plus grande impétuosité les Français, dont les carrés immobiles opposaient de toutes parts une triple haie de baïonnettes au choc des cavaliers mahométans. Accueillis à bout portant par une fusillade meurtrière, les Damasquins se virent forcés de tourner bride et de rétrograder. Une nouvelle charge n'eut pas plus de succès; repoussée avec autant d'intrépidité qu'à la première, la cavalerie ennemie se rabattit avec fureur sur l'intervalle qui séparait les deux carrés, espérant les détruire plus facilement lorsqu'ils seraient isolés; mais les feux de file, les feux croisés et l'artillerie chargée à mitraille, l'obligèrent à en sortir plus précipitamment qu'elle n'y était entrée. Kléber, craignant que le carré commandé par Junot ne fût pas assez grand et assez fort pour renfermer les chevaux, les caissons et les équipages, profita de ce moment pour réunir ses deux carrés en un seul. Cette manœuvre difficile fut exécutée avec ordre et succès, malgré tous les efforts de l'ennemi pour l'en empêcher. Kléber comptait que, suivant leur coutume religieuse, les Musulmans cesseraient de combattre au coucher du soleil; il ordonna aux soldats de ménager leurs munitions de manière à prolonger le feu jusqu'à la nuit. Les cadavres des cavaliers et des chevaux ennemis formaient autour du carré comme un rempart, à l'abri duquel les Français repoussaient avec sang-froid les attaques multipliées des Arabes et des Turcs. Leur calme, leur confiance pour leur chef, leur foi dans leur propre valeur, les élevaient au-dessus des périls. Mais le combat durait depuis six heures, et depuis six heures, cette brave division recevait sans se

rompre, tantôt avec ses baïonnettes, tantôt avec un feu à bout portant, les charges désespérées d'ennemis qui se renouvelaient sans cesse. Enveloppée par une armée quinze fois plus nombreuse, cette troupe de héros, accablée par la fatigue et par le nombre, devait sans doute, si elle restait sans secours, succomber dans la plaine de Fouli. Il était une heure de l'après midi; on continuait à combattre avec un acharnement que justifiaient chez les uns la presque certitude de la victoire, chez les autres le désir d'une mort glorieuse. Tout à coup le canon éclata dans le lointain; un cri d'ardeur et d'enthousiasme y répondit : «C'est Bonaparte! s'écrièrent les soldats; victoire! il vient à notre secours!» C'était en effet Bonaparte, qui, fidèle à la promesse qu'il avait faite à son lieutenant de marcher à la rencontre des Turcs, rejetés sur Saint-Jean-d'Acre, était parti de son camp le 14 avril, à midi, avec 400 chevaux, la division Bon, forte de 2,000 hommes et 8 pièces d'artillerie. Il avait campé la veille au soir sur les hauteurs de Saffarieh, que Kléber avait quittées le matin. Le 16, au point du jour, ne voyant point paraître, comme il l'espérait, l'armée du pacha de Damas, il s'était mis en route sur les traces de la division Kléber, dont le sort lui causait de secrètes inquiétudes. Arrivé sur une éminence, il avait aperçu dans la plaine célèbre d'Esdrelon, près du village de Fouli, au pied du Mont-Thabor, l'héroïque division luttant contre une armée innombrable. A deux lieues en arrière du champ de bataille, au pied des montagnes de Naplouse, on voyait le camp d'Ibrahim, qui se tenait à l'écart avec ses Mamelucks. Les soldats de Bonaparte demandèrent aussitôt à marcher au secours de ceux de Kléber. C'était le dessein du général en chef. Formant les troupes en deux carrés, commandés par les généraux Vial et Rampon, il leur ordonna de s'avancer rapidement dans la plaine, de manière à former, avec la division Kléber, un triangle équilatéral, au centre duquel la masse de l'armée ennemie devait se trouver enveloppée.

L'adjudant-général Leturq, avec la cavalerie, fut chargé d'occuper le village de Djenine, afin de couper la retraite de l'ennemi sur ce point, et de contenir les Mamelucks, s'ils paraissaient vouloir prendre part au combat.

La belle manœuvre ordonnée par Bonaparte réussit complétement. Kléber, entouré de feu et de fumée, ne pouvait pas voir ce qui se passait autour de lui. Le bruit lui annonça l'arrivée de Bonaparte. Comme nous l'avons dit, ce signal fut compris des soldats, et des cris de joie s'élevèrent de tous les rangs. Kléber profita de ce mouvement d'enthousiasme, et ordonna de redoubler le feu. La prudence et les règles de l'art militaire prescrivaient au pacha de Damas de détacher sur-le-champ une partie de son armée pour s'opposer à Bonaparte, tandis qu'avec le reste, faisant un effort désespéré, il aurait écrasé la division de Kléber; mais il ne prit aucune mesure pour arrêter la manœuvre du général en chef. Rassuré seulement par la supériorité numérique de sa cavalerie, il ordonnait une nouvelle charge contre Kléber, quand Bonaparte parut sur le champ de bataille. Le carré commandé par Rampon s'avança tambour battant, l'arme au bras, et attaqua les Turcs en flanc et à dos. Ceux-ci, obligés de lui faire face, ralentirent le combat qu'ils livraient aux troupes de Kléber. Ce général, voyant l'irrésolution de l'ennemi, prit à son tour l'offensive, et lança sur Fouli le général Verdier avec une colonne de 200 grenadiers. Cette colonne s'avança audacieusement, faisant un feu terrible de droite et de gauche. Un corps de fantassins ennemis, qui tenta de s'opposer à son passage, fut culbuté et détruit, le village fut enlevé à la baïonnette. Serré entre Kléber et Rampon, Abdallah-Pacha sentit qu'il ne pouvait plus défendre le champ de bataille, et qu'il ne lui restait de salut que dans une prompte retraite. — Il résolut de gagner Naplouse, et se dirigea sur Noures, seul point dont il ne fût pas coupé; mais, à l'instant même, le carré du général Vial parut et ferma le passage aux Turcs. Bientôt les trois carrés français formèrent le triangle et commencèrent un feu terrible. Kléber, Vial et Rampon, marchant dans une direction concentrique, conformément aux ordres du général en chef, faisaient tourbillonner les Turcs au milieu de la plaine. — L'armée ennemie, foudroyée par l'artillerie, repoussée de toutes parts par la fusillade ou l'arme blanche, tenta des efforts inouïs pour s'ouvrir un passage vers son camp et ses magasins; enfin désespérant d'y réussir, elle se précipita derrière le Mont-Thabor et s'écoula en désordre vers le Jourdain. Une colonne d'infanterie la poursuivit au pas de charge. La terreur des fuyards fut telle, qu'encombrés au passage du pont de Medjameb, ils se jetèrent en foule dans le Jourdain et s'y noyèrent.

Dans le même temps Murat, après avoir, le 13 avril, débloqué Saffet, battu le corps d'armée qui gardait le pont de Jacoub et fait occuper ce débouché important, se réunissait à Djenine à l'adjudant-général Leturq. Il attaqua et prit le camp d'Ibrahim, tua un grand nombre de Mamelucks et fit 300 prisonniers.

Dans cette glorieuse journée, les Français eurent 200 hommes tués et 100 blessés. L'armée des pachas y perdit plus de 6,000 hommes, 500 chameaux, des provisions et des richesses considérables. — Cette victoire fut décisive; pendant le reste du siége, les troupes de la Syrie n'osèrent plus inquiéter l'armée.

Suite du siége. — Attaque de la tour carrée. — Mort du général Cafarelli. — « Ce fut le même jour que la bataille de Mont-Thabor, le 16 avril, que les mineurs estimèrent qu'ils étaient sous l'axe de la tour. — A cette époque, le contre-amiral Perrée était arrivé avec trois frégates, d'Alexandrie à Jaffa; il avait débarqué deux mortiers et six pièces de 18 à Tentura. On en plaça deux pour combattre la petite île qui flanquait la brèche, et les quatre autres furent dirigées contre les remparts et les courtines, à côté de la tour; on voulait, par le bouleversement de cette tour, agrandir la brèche, qu'on supposait devoir être faite par la mine, car on craignait que l'ennemi n'eût fait un retranchement intérieur et n'eût isolé la tour, qui était saillante

«Le 25 on mit le feu à la mine; mais un souterrain

qui était sous la tour trompa les calculs, et il n'en sauta que la partie qui était de notre côté. L'effet fut d'enterrer 2 ou 300 Turcs et quelques pièces de canon, car ils en avaient crénelé tous les étages, et les occupaient. On résolut de profiter du premier moment de surprise, et 30 hommes essayèrent de se loger dans la tour. Ne pouvant aller outre, ils se maintinrent dans les étages inférieurs, tandis que l'ennemi occupait les étages supérieurs, jusqu'au 26, où le général Devaux fut blessé [1]. On se décida alors à évacuer, afin de faire usage de nos batteries contre cette tour ébranlée, et de la détruire tout-à-fait. Le 27, Cafarelli mourut [2].»

Suite du siége.— 3e époque.— La place est secourue.— Assaut. — Mort de Bon, de Rambaut, de Venoux, etc. — La troisième époque comprend les événements qui se sont passés du 27 avril au 20 mai [3].

«L'ennemi sentit pendant cette période qu'il était perdu s'il restait sur la défensive. Les contre-mines qu'il avait établies ne le rassuraient pas suffisamment. Tous les créneaux de la muraille étaient détruits et les pièces démontées par nos batteries. 3,000 hommes de renfort qui étaient entrés dans la place avaient, il est vrai, réparé toutes les pertes.

«Mais l'imagination des Turcs était frappée de terreur, et l'on ne pouvait plus obtenir d'eux qu'ils restassent sur la muraille et dans la tour. Ils croyaient tout miné. Phélippeaux traça des lignes de contre-attaque; elles partirent du palais de Djezzar et de la droite du front d'attaque. Il mena en outre deux tranchées, comme deux côtés de triangle, qui prenaient en flanc tous nos ouvrages. La supériorité numérique des ennemis, la grande quantité de travailleurs de la ville, et celle des ballots de coton dont ils formaient des épaulements, hâtaient excessivement les travaux. En peu de jours ils flanquèrent de droite et de gauche toute la tour, après quoi ils élevèrent des cavaliers, et y placèrent de l'artillerie de 24; on enleva et culbuta plusieurs fois leur contre-attaque et leurs batteries, et on encloua leurs pièces; mais jamais il ne fut possible de se maintenir dans ces ouvrages; ils étaient trop dominés par les tours et la muraille. On ordonna alors de saper contre eux, de sorte que leurs travailleurs et les nôtres n'étaient séparés que par deux ou trois toises de terrain, et marchaient les uns contre les autres. On établit aussi des fougasses qui donnaient le moyen d'entrer dans le boyau ennemi, et d'y détruire tout ce qui n'était pas sur ses gardes.

«C'est ainsi que le 1er mai, deux heures avant le jour, on s'empara sans perte de la partie la plus saillante de la contre-attaque; 20 hommes de bonne volonté essayèrent, à la pointe du jour, de se loger dans la tour, dont nos batteries avaient tout-à-fait rasé les défenses; mais en ce moment l'ennemi sortit en force par sa droite, et ses balles arrivant derrière le détachement qui cherchait à se loger sous les débris, l'obligèrent à se replier. La sortie fut vivement repoussée; 5 à 600 assiégés furent tués, et un grand nombre jetés dans la mer. Comme il ne restait plus rien de la tour, on résolut d'attaquer une portion du rempart par la mine, afin d'éviter le retranchement que l'ennemi avait construit. On fit sauter la contrescarpe. La mine traversait déjà le fossé et commençait à s'étendre sous l'escarpe, lorsque, le 6 mai, l'ennemi déboucha par une sape que couvrait le fossé, surprit le masque de la mine, et en combla le puits.

«Le 7 mai, 12,000 hommes de nouvelles troupes arrivèrent à l'ennemi. Aussitôt qu'ils furent signalés, on calcula, d'après le vent, qu'ils ne seraient pas débarqués de six heures; en conséquence, on fit jouer une pièce de 24 qu'avait envoyée le contre-amiral Perrée; elle renversa un pan de muraille à la droite de la tour qui était à notre gauche. A la nuit, on se jette sur tous les travaux de l'ennemi, on les comble, on égorge tout, on encloue les pièces, on monte à l'assaut, on se loge sur la tour, on entre dans la place. La nuit interrompit le combat.»

Pendant la nuit, la flotte turque avait débarqué ses renforts, et ces troupes fraîches avaient été aussitôt réparties dans les divers postes de la ville qui n'étaient point occupés par les Français.— De son côté, le général en chef, jugeant qu'il était nécessaire de renforcer son armée de siége afin de balancer le secours qu'avait reçu Djezzar, avait envoyé à Kléber l'ordre de lever son camp de Nazareth, et de venir le rejoindre à Saint-Jean-d'Acre avec sa division.

Le 8 mai, au point du jour, le combat recommença avec acharnement sur la tour carrée que les Turcs voulaient reprendre. Bientôt une partie de la muraille s'écroula avec fracas sous le feu redoublé de la pièce de 24, et sa chute ouvrit trois grandes brèches qui furent jugées praticables; Bonaparte lui-même les reconnut, et fit battre la charge. Lannes eut ordre de conduire sa division à l'assaut. Il s'avança précédé de ses grenadiers, conduits par le général de brigade Rambaut; les autres divisions étaient disposées en colonnes d'attaque pour le soutenir. Les grenadiers qui

[1] Dans l'attaque du 25, les assiégeants avaient remarqué que s'ils parvenaient à s'emparer du premier étage de la tour, ils pourraient entrer dans la ville en se jetant dans les maisons de gauche situées au niveau de cet étage. 25 grenadiers, guidés par le général Devaux, pénétrèrent de nouveau, le 26, dans la salle inférieure de la tour. Les torrents de matières enflammées que l'ennemi lançait sur eux les firent d'abord reculer; mais excités par les paroles et par l'exemple de leur brave général, ils revinrent sur la brèche. Devaux s'avançait à leur tête sous un feu terrible et plongeant, lorsqu'il fut renversé par une balle. Loin de se décourager, les grenadiers franchissant les nouveaux obstacles qu'ils rencontraient à chaque pas, se hissèrent sur les épaules les uns des autres, pour tenter d'escalader le premier étage. Après avoir lutté pendant plusieurs heures contre des difficultés insurmontables, ne voulant point rentrer au camp avant que le général en chef ne les eût rappelés, ils parvinrent à se pratiquer un logement à l'abri du feu de l'ennemi, et s'y maintinrent jusqu'à la nuit. Deux d'entre eux prirent alors sur leurs bras le général blessé, et le portèrent au camp, où Bonaparte les fit aussitôt rappeler tous.

[2] En visitant la tranchée, le 9 avril, le général Cafarelli avait été atteint par une balle au bras droit, seule partie de son corps qui fût visible pour l'ennemi. L'articulation du coude fut tellement fracassée, qu'on jugea l'amputation nécessaire. Il la demanda lui-même, et, quoique déjà mutilé, la supporta avec un grand courage. Cafarelli était très brave, mais il ne se battait que par nécessité: philosophe plus encore que guerrier, il aimait la gloire moins que les hommes; la guerre n'était pour lui qu'un moyen d'arriver à la paix. Il était très dévoué à son général en chef, qui, de son côté, l'aimait beaucoup, et avait pour lui la plus grande estime. Sa mort causa une douleur générale dans l'armée.

[3] Nous continuons à nous servir, en le guillemettant, du récit de Napoléon lui-même; nous y ajoutons seulement les détails et les notes nécessaires.

occupaient la tour, dirigèrent une vive fusillade sur la brèche pour empêcher les Turcs de la défendre. La division Lannes se jeta dans les ouvrages des assiégés, escalada le rampart, et 200 grenadiers, l'intrépide Rambaut en tête, pénétrèrent dans la ville. Mais en s'avançant, pleins de confiance, dans les rues, ils furent arrêtés court par de nouvelles murailles que dans la nuit Phélippeaux avait fait élever derrière les vieux murs. Un mouvement d'hésitation et de stupeur se manifesta alors dans les rangs; il redoubla quand les Français virent les Turcs défilant en colonne serrée dans le fossé, afin de prendre la brèche à revers; le feu des maisons, des rues et du palais de Djezzar, soutenait ce mouvement. Néanmoins les grenadiers de Rambaut continuèrent de combattre avec ardeur, et tentèrent d'escalader la nouvelle enceinte; mais les soldats qui avaient franchi les derniers la première enceinte, craignant d'être coupés du camp par les Turcs, reprirent le chemin de la tranchée, abandonnant deux canons et un mortier pris sur les remparts. Lannes, placé en évidence sur la brèche, les excita vainement à tenir ferme; il ne put arrêter ce mouvement rétrograde, dont eux-mêmes bientôt se montrèrent honteux. Alors profitant de leur repentir, il parvint à rendre la confiance à sa colonne, et la reporta en avant. Le général en chef, qui, depuis le commencement de l'attaque, se tenait dans la tranchée, lança en ce moment ses guides à pied sur la brèche. Leur arrivée anima les assaillants d'une nouvelle ardeur. Les Turcs couronnaient la grande brèche et soutinrent l'assaut avec courage. Le combat reprit avec acharnement sur les trois brèches. Les assiégés furent plusieurs fois culbutés derrière leurs murs; mais bientôt de nouvelles troupes fraîches chargeaient avec vigueur, reprenaient possession de la brèche, et rejetaient les assiégeants dans le fossé. Les grenadiers se battaient corps à corps avec les Turcs sur les décombres et sur les cadavres; les généraux, confondus dans la mêlée, combattaient à l'arme blanche. Lannes, blessé à la tête, fut contraint de se retirer.— La nuit vint, et les masses ennemies continuaient à se présenter de plus en plus nombreuses. — Désespérant de pénétrer dans la ville, privés du chef qui les encourageait, les Français le suivirent dans la tranchée. Rambaut, coupé de la brèche par l'ennemi, et cerné dans la ville, y trouva la mort ainsi que ses braves grenadiers. Encouragés par la retraite des Français, les assiégés voulurent poursuivre leurs avantages, effectuèrent une sortie par toutes les portes, et prirent la brèche à revers; « mais ils fuit leur succès; on marcha sur eux, et après les avoir rejetés dans la ville, et en avoir coupé plusieurs colonnes, on se rétablit sur la brèche. On fit dans cette affaire 7 à 800 prisonniers, armés de baïonnettes européennes; ils venaient de Constantinople. »

« La perte de l'ennemi fut énorme; toutes nos batteries tirèrent à mitraille sur lui, et nos succès parurent si grands, que le 10, à deux heures du matin, Napoléon commanda un nouvel assaut. » Il se porta lui-même dans la tranchée, afin de reconnaître les effets de l'attaque de la veille et pour disposer l'attaque. Il espérait que ses troupes pourraient surprendre les assiégés et se loger en force sur le rempart. — Au moment où Bonaparte observait attentivement la brèche, une bombe tomba à ses pieds. Deux grenadiers se précipitèrent devant lui, l'enlacèrent dans leurs bras, et le couvrirent de leur corps. La bombe éclata, et personne, heureusement, ne fut atteint [1]. Les généraux Bon et Verdier conduisirent les troupes à l'assaut. Bonaparte s'avança lui-même jusqu'au pied de la brèche, et pour exalter le courage des soldats par son exemple, resta pendant quelques minutes exposé au feu des remparts. Cet élan fut inutile; arrêtés par le retranchement intérieur, qu'il fut impossible de franchir, les troupes durent se retirer, rapportant au camp le brave général Bon, blessé à mort.

Pendant toute la journée, les batteries françaises continuèrent à tirer. Vers quatre heures de l'après-midi, en arrivant, la division Kléber sollicita et obtint l'honneur de monter à la brèche. Mais Bonaparte qui, parmi tous les officiers qui l'entouraient, reconnaissait à Kléber seul la capacité nécessaire pour lui succéder, et qui venait de le sauver à la bataille du Mont-Thabor, ne voulut point risquer dans un assaut incertain une vie aussi précieuse, et ne permit point à ce général de marcher à la tête de la colonne d'attaque. Il le fit remplacer par le chef de brigade Venoux, excellent et brave officier. Celui-ci, avant de partir pour ce poste honorable, dit à Murat, son ami: « Si Saint-Jean-d'Acre n'est pas pris ce soir, sois assuré que Venoux est mort. » Il conduisit les troupes à la brèche, pénétra dans la ville et fut arrêté, comme ceux qui l'avaient précédé, par la seconde enceinte. Cet assaut où l'on fit de part et d'autre des prodiges de valeur, fut donc aussi infructueux que les précédents. Les soldats rentrèrent au camp, mais Venoux, fidèle à sa promesse, était mort glorieusement en combattant sur les remparts.

Ces assauts meurtriers et sans résultats avaient redonné de l'audace aux Turcs; ils firent plusieurs sorties, dans lesquelles ils furent toujours repoussés. Enfin ils en effectuèrent deux dans la seule journée du 16 mai. La première eut lieu au point du jour: l'ennemi fut repoussé dans la place avec une grande perte. A sept heures du matin, il en tenta une seconde. Un corps de l'armée de Rhodes, exercé à l'européenne et armé de baïonnettes, déboucha en colonnes serrées et se dirigea sur la tranchée, où le général Verdier l'accueillit par une vive fusillade. Bonaparte fit aussitôt replier les postes avancés, laissa avancer les Turcs à quatre-vingts toises et ordonna aux batteries de campagne, chargées à mitraille, de balayer leurs rangs. Le combat dura trois heures, et les Turcs avaient perdu près de la moitié de leur monde. Alors, battant la charge, les Français sortirent des tranchées, attaquèrent l'ennemi, le rejetèrent dans la ville, la baïonnette dans les reins, et lui prirent dix-huit drapeaux.

Bonaparte se décide à rentrer en Égypte. — Après ces attaques infructueuses, on devait peu espérer de

[1] Un de ces grenadiers se nommait Daumesnil; il devint général et défendit Vincennes en 1815. Il avait perdu une jambe dans la campagne de Russie, et était devenu populaire sous le nom de *la Jambe de Bois*. C'est à sa veuve que la Chambre des Députés refusa, en [illegible], une pension de 3,000 francs!

prendre Saint-Jean-d'Acre de vive force; d'ailleurs, «il y avait, dit Napoléon, 20,000 hommes dans la place, et la maison de Djezzar et toutes les autres étaient tellement remplies de monde, qu'à la dernière attaque, nous ne pûmes pas dépasser la brèche.»

«Dans de telles circonstances, quel parti devait prendre le général en chef? D'un côté, le contre-amiral Perrée, qui revenait de croisière, avait, pour la troisième fois, débarqué de l'artillerie à Tintura; nous commencions à avoir assez de pièces pour espérer de réduire la ville; mais, d'un autre côté, les prisonniers annonçaient que de nouveaux secours partaient de Rhodes quand ils s'étaient embarqués. Les renforts reçus ou à recevoir par l'ennemi pouvaient rendre le succès du siége problématique; éloignés comme nous l'étions de France et d'Égypte [1], nous ne pouvions plus faire de nouvelles pertes : nous avions à Jaffa et au camp 1,200 blessés; la peste était à notre ambulance... »

Bonaparte se décida à lever le siége.

Proclamation à l'armée.—Le 17 mai, la proclamation suivante annonça à l'armée la résolution du général en chef.

«Soldats! Vous avez traversé le désert qui sépare l'Afrique de l'Asie avec plus de rapidité qu'une armée arabe. — L'armée qui était en marche pour envahir l'Égypte est détruite; vous avez pris son général, son équipage de campagne, ses bagages, ses outres, ses chameaux.—Vous vous êtes emparés de toutes les places fortes qui défendent les puits du désert. — Vous avez dispersé, aux champs du Mont-Thabor, cette nuée d'hommes accourus de toutes les parties de l'Asie dans l'espoir de piller l'Égypte. Les 30 vaisseaux que vous avez vus arriver devant Acre portaient l'armée qui devait assiéger Alexandrie; mais obligée d'accourir à Acre, elle y a fini ses destins, une partie de ses drapeaux ornera votre entrée en Égypte.—Enfin, après avoir, avec une poignée d'hommes, nourri la guerre pendant trois mois dans le cœur de la Syrie, pria

[1] Des événements assez importants s'étaient passés en Égypte, où néanmoins les habitants, pendant l'expédition de Syrie, se comportèrent généralement comme auraient pu le faire ceux d'une province française. C'est Bonaparte lui-même qui leur a rendu ce témoignage : « Desaix, dit-il, dans la Haute-Égypte, continua à repousser les attaques des Arabes et à garantir le pays des tentatives de Mourad Bey, qui, du fond du désert de la Nubie, venait faire des incursions sur différents points de la vallée. Sidney-Smith, oubliant ce qu'il devait au caractère des officiers français, avait fait imprimer un grand nombre de circulaires et de libelles; et il les envoya aux différents généraux et commandants restés en Égypte, leur proposant de retourner en France, et leur assurant le passage, s'ils voulaient en profiter, pendant que *le général en chef était en Syrie*. Ces propositions parurent tellement extravagantes que l'opinion s'accrédita dans l'armée que ce commodore était *fou*. Le général Dugua, commandant la Basse-Égypte, défendit toute communication avec lui et repoussa ses insinuations avec indignation. — Les forces françaises qui étaient dans la Basse-Égypte s'augmentaient tous les jours des hommes qui sortaient des hôpitaux, et qui renforçaient les troisièmes bataillons des corps. — Les fortifications d'Alexandrie, Rosette, Ramanieh, Damiette, Salahieh, Belbeis et celles des différents points du Nil, qu'on avait jugé à propos d'occuper par des tours, se perfectionnèrent constamment pendant ces trois mois. — Le général Dugua n'eut à réprimer que des incursions d'Arabes et quelques révoltes partielles; la masse des habitants, influencée par les Cheiks et par les ulemas resta soumise et fidèle. — Le premier événement qui attira l'attention de ce général fut la révolte de l'émir Hadjy (prince des pèlerins). Les priviléges et les bien attachés à cette place étaient très considérables. Le général en chef avait autorisé l'émir Hadjy à s'établir dans le Charkieh afin de compléter l'organisation de sa maison. Il avait déjà 300 hommes armés : il lui en fallait 8 à 900, pour suffire à l'escorte de la caravane des pèlerins de la Mecque. Il fut fidèle à la cause française jusqu'à la bataille du Mont Thabor; mais Djezzar, étant parvenu à communiquer avec lui par la côte, lui annonça que les armées de Damas et les Naplousains cernaient les Français au camp d'Acre; que ceux-ci, affaiblis par le siége, étaient perdus sans ressource; il prêta l'oreille aux propositions de Djezzar et chercha à faire sa paix en rendant quelques services. — Le 15 avril, ayant reçu encore de fausses nouvelles, il déclara sa révolte par une proclamation dans tout le Charkieh. Il annonçait que le sultan Kébir avait été tué devant Acre, et l'armée française prise tout entière. — La masse de la province resta sourde à ces insinuations. Cinq ou six villages seulement arborèrent le drapeau de la révolte. Ses forces n'augmentèrent que de 400 cavaliers, d'une tribu d'Arabes. — Le général Lanusse partit du Delta avec une colonne mobile, passa le Nil et marcha contre l'émir Hadjy; après diverses petites affaires et différents mouvements, il réussit à le cerner, l'attaqua vivement, mit à mort tout ce qui voulut se défendre, dispersa les Arabes, et brûla, pour faire un exemple, le village qui était le plus coupable. L'émir Hadjy se sauva, lui quinzième, par le désert, et parvint à gagner la Syrie. — Pendant que ces événements se passaient dans le Charkieh, d'autres plus importants avaient lieu dans le Bahireh. Un homme du désert de Derne, jouissant d'une grande réputation de sainteté parmi les Arabes de sa tribu, leur fit accroire qu'il était l'ange El-Modhy, que, dans le Koran, le Prophète promit d'envoyer au secours des fidèles. Cette opinion s'accrédita : cet homme avait toutes les qualités propres à exciter le fanatisme. Il parvint à faire croire qu'il vivait de sa propre substance et par la grâce spéciale du Prophète. Tous les jours, à l'heure de la prière et devant tous les fidèles, on lui portait une jatte de lait; il y trempait ses doigts et les passait sur ses lèvres; c'était, disait-il sa seule nourriture. — Il se forma une garde de 120 hommes de sa tribu, bien armés et bien fanatisés. Il se rendit à la Grande-Oasis, il y trouva une caravane de 400 pèlerins Maugrabins de Fez, s'annonça à eux comme l'ange El-Modhy, et les entraîna dans son parti. Ces Maugrabins étaient bien armés et possédaient un assez grand nombre de chameaux; le prétendu El-Modhy, à la tête de 5 à 600 hommes, se dirigea sur Damanhour, où il surprit et égorgea 60 hommes de la légion nautique. Il s'empara de leurs fusils et d'une pièce de 4. Ce succès accrut le nombre de ses partisans; il parcourut alors les mosquées de Damanhour et des villages circonvoisins, et du haut de la tribune qui sert aux lectures du Koran, il annonça sa mission divine. Il se disait incombustible et à l'abri des balles, il assurait que tous ceux qui marcheraient avec lui n'auraient rien à craindre des baïonnettes et des canons des Français. Il était l'ange El-Modhy! Il persuada et recruta dans le Bahireh environ 4,000 hommes, parmi lesquels 4 ou 500 étaient bien armés. Il arma les autres de grandes piques et de pelles et les exerça à jeter de la poussière contre l'ennemi, en déclarant que cette poussière bénie rendrait vains tous les efforts des Français. Le colonel Lefebvre, qui commandait à Ramanieh, laissa 50 hommes dans le fort et partit avec 200 hommes pour reprendre Damanhour. — L'ange El-Modhy marcha à sa rencontre. L'affaire s'engagea, et au moment où le feu était le plus vif, des colonnes de Fellâhs débordèrent les flancs de Lefebvre et se portèrent sur ses derrières, en élevant de grands nuages de poussière. — Le colonel français, cerné par des forces supérieures, ne put rien faire, perdit quelques hommes, en tua un plus grand nombre à l'ennemi et revint à sa position de Ramanieh. Les blessés et les parents des mort firent de vifs reproches à l'ange El-Modhy. Il leur avait dit que les balles des Français n'atteindraient aucun de ses sectateurs, et cependant un grand nombre avaient été tués et blessés! Il fit taire ces murmures en s'appuyant du Koran et de plusieurs prédictions; il soutint qu'aucun de ceux qui avaient été en avant, pleins de confiance dans ses promesses, n'avait été tué ni blessé; mais que ceux qui avaient reculé, parce que la foi n'était pas entière dans leur cœur, avaient été punis par le Prophète; cet événement, qui aurait dû faire ouvrir les yeux sur son imposture, consolida son pouvoir; il devint tout-puissant à Damanhour, et bientôt on put craindre que tout le Bahireh, et insensiblement les provinces voisines, ne se soulevassent : une proclamation des cheiks du Kaire arriva à temps et empêcha une révolte générale.

«Le général Lanusse traversa promptement le Delta; et de la province de Charkieh se porta dans le Bahireh, où il arriva le 8 mai. Il marcha sur Damanhour, attaqua et battit les troupes d'El-Modhy. Tout ce qui n'était pas armé se dissipa et regagna ses villages. Il fit un grand carnage des fanatiques, en fusilla 1,500, parmi lesquels se trouvait sans doute l'ange El-Modhy lui-même, car on n'en entendit plus parler. Damanhour étant pris, la tranquillité du Bahireh ne tarda pas à se rétablir.»

40 pièces de campagne, 50 drapeaux, fait 6,000 prisonniers, rasé les fortifications de Gaza, Jaffa, Caïffa, Acre, nous allons rentrer en Égypte; la saison des débarquements m'y rappelle. — Encore quelques jours, et vous aviez l'espoir de prendre le pacha même au milieu de son palais; mais dans cette saison, la prise du château d'Acre ne vaut pas la perte de quelques jours. Les braves que je devrais, d'ailleurs, y perdre, sont aujourd'hui nécessaires dans des opérations plus essentielles. Soldats! nous avons une carrière de fatigues et de dangers à courir. Après avoir mis l'Orient hors d'état de rien faire contre nous dans cette campagne, il nous faudra peut-être repousser les efforts d'une partie de l'Occident. — Vous y trouverez une nouvelle occasion de gloire; et si, au milieu de tant de combats, chaque jour est marqué par la mort d'un brave, il faut que de nombreux braves se forment, et prennent rang à leur tour parmi le petit nombre qui donne l'élan dans les dangers et maîtrise la victoire.»

Préparatifs de départ. — Le retour en Égypte étant l'effet de la volonté du général en chef, les préparatifs de départ se firent avec un tel ordre que l'ennemi ne put pas même soupçonner que le siége allait être levé; aussi les combats durèrent-ils jusqu'au dernier jour. Dans la nuit du 16 au 17 mai, l'artillerie de siége partit pour Jaffa, et fut remplacée aux batteries par l'artillerie de campagne. On profita de la nuit pour évacuer les malades et les blessés restés à l'ambulance, et qui partirent escortés par deux bataillons de la 69e demi-brigade. Bonaparte avait ordonné que ce corps, dont il avait été mécontent au dernier assaut, ferait la retraite, portant ses fusils la crosse en l'air, et accompagnant les malades et les convois.

Junot, que Kléber avait laissé en observation sur le Jourdain, reçut l'ordre de disposer ses troupes de manière à former l'avant-garde de retraite. Il brûla les magasins de Tabarieh et prit position à Saffarieh, afin de couvrir les débouchés d'Obeline et de Chefamer sur le camp d'Acre.

Sortie générale des assiégés. — Cependant le feu des batteries ne cessait point. Avant d'abandonner les travaux de tranchée, et afin d'employer des munitions devenues inutiles, et que, faute de chevaux, il n'aurait pas été possible d'emporter, le général en chef fit, pendant les trois derniers jours du siége, jeter dans la ville tout ce qui lui restait de bombes et d'obus; l'artillerie de campagne fut servie avec une telle vigueur, dans la journée du 18 mai, qu'elle rasa presque entièrement le palais de Djezzar et les principaux édifices. Les obus et les bombes, pleuvant de toutes parts dans un espace si étroit et rempli de soldats, y causaient un grand ravage. Le feu devint tellement insupportable à la garnison, que, le 20 mai au matin, elle fit une sortie générale pour marcher sur les batteries françaises et les détruire. De profondes colonnes se dirigèrent sur la tranchée; mais chargées avec impétuosité par les Français, elles cédèrent au choc et furent repoussées avec une grande perte dans la place. A trois heures de l'après-midi, et voyant que le feu ne discontinuait pas, les Turcs se décidèrent, malgré leur échec du matin, à faire une nouvelle sortie. Ils débouchèrent par tous les points et parvinrent à se ranger en bataille. Toute la garnison hors des murs présentait ainsi une ligne formidable; les Turcs combattirent avec un acharnement et une fureur qu'ils n'avaient point encore montrés. Persistant à marcher sur les batteries, ils pénétrèrent dans le boyau qui couronnait le glacis de la tour de brèche; mais le général Lagrange, qui commandait la tranchée, les attaqua avec deux compagnies de grenadiers, reprit le boyau, et malgré leur résistance opiniâtre, les poursuivit jusque dans les places d'armes extérieures et les rejeta dans la ville. Le champ de bataille resta jonché de leurs cadavres.

Levée du siége de Saint-Jean-d'Acre. — Ce terrible combat fut le dernier que les Français livrèrent en Syrie; dans la nuit du 20 au 21 mai, l'armée s'éloigna de Saint-Jean-d'Acre. Elle avait perdu 3,000 hommes par la peste ou par les batailles.

Le retour en Égypte fut accompagné de plus de souffrances et de fatigue que la marche sur la Syrie. On avait à transporter un grand nombre de blessés et de malades. Le général en chef s'occupa d'eux avec une extrême sollicitude; il donna l'ordre que tous les chevaux, ceux des généraux, de l'état-major, les siens même, leur fussent réservés. Afin de donner l'exemple, il marchait à pied à la tête des colonnes.

Dans le trajet, le général en chef faillit être assassiné. Un Arabe de Naplouse, embusqué dans un buisson, lui tira, presque à bout portant, un coup de fusil qui ne l'atteignit pas. Ce misérable s'enfuit, et réussit à gagner, au milieu de la mer, un rocher où il espérait être à l'abri de toute vengeance; mais les balles des soldats français en firent justice.

Évacuation des pestiférés de Jaffa. — Les troupes s'arrêtèrent quatre jours à Jaffa, pour se reposer de leurs fatigues. La peste n'avait pas cessé de frapper des victimes; le nombre des pestiférés était considérable. Bonaparte fit une nouvelle visite à l'hôpital, et donna l'ordre d'évacuer sur l'Égypte tous ceux qui pourraient supporter le transport. Cet ordre fut exécuté. Cependant, quelques années après, les rivaux du général, les envieux du consul, les ennemis de l'empereur, ont accusé le général en chef de l'armée d'Égypte d'avoir ordonné l'empoisonnement de ses soldats frappés de la peste. La haine que soulève toujours un grand génie, et les basses passions des hommes, peuvent seules expliquer comment cette accusation calomnieuse a été répandue et propagée!

Aujourd'hui que la question a été scrupuleusement examinée, et que la vérité est débarrassée de tous ses voiles, on peut affirmer qu'aucun empoisonnement de pestiférés n'a eu lieu à Jaffa. Tous, à l'exception de cinquante, parvenus au dernier période de la maladie et hors d'état d'être transportés, ont été évacués, les uns par mer, sur Damiette, les autres par terre, sur El-Arych, et y sont arrivés. Des cinquante malades restés à Jaffa, la majeure partie mourut, quelques-

uns retrouvèrent la force de suivre la retraite, sept seulement ne sortirent pas de l'hôpital, et y expirèrent le lendemain du départ de l'armée [1].

Marche dans le désert. — La retraite à travers le désert, qui semblait devoir être funeste aux malades et aux blessés, leur fut au contraire favorable. Ceux qui n'avaient pas été évacués par mer suivaient l'armée, n'ayant pour nourriture que des galettes de biscuit et un peu d'eau; on les pansait avec l'eau saumâtre des puits. Néanmoins un grand nombre d'entre eux, atteints de blessures graves à la tête et à la poitrine, ou privés de quelques membres, traversèrent soixante lieues de désert sans accident, et même, en rentrant en Égypte, la plupart se trouvèrent guéris.

Les causes de ce prompt rétablissement furent, à ce que croit le digne Larrey, chirurgien en chef de l'armée, le changement de climat, l'exercice, les chaleur sèches du désert, et la joie que causait le retour dans un pays qui, par ses grandes ressources, et à cause des habitudes qu'ils s'y étaient faites, était devenu pour les soldats comme une seconde patrie.

Sur sa route à travers le désert, l'armée trouva dans les bas-fonds quelques flaques d'eau douce, dont les soldats burent avec avidité; mais cette eau renfermait de petits insectes, parmi lesquels était une espèce de sangsue, grosse comme un crin de cheval et longue de plusieurs lignes, mais susceptible, en se gorgeant de sang, d'acquérir le volume d'une sangsue ordinaire. Bientôt la plupart de ceux qui avaient cédé à leur soif et bu de cette eau ressentirent une grande irritation et des piqûres douloureuses à la gorge. Ils maigrissaient à vue d'œil, perdaient l'appétit et le sommeil. Le chirurgien en chef Larrey fut, pendant quelque temps, fort embarrassé pour connaître la cause de cette maladie. Enfin, en examinant un soldat, il lui abaissa la langue et découvrit au fond de son gosier une sangsue grosse comme le petit doigt, qu'il arracha aussitôt avec une pince. Le malade se trouva soulagé et fut bientôt guéri.

Kléber marchait à l'arrière-garde avec sa division. Il veillait avec le plus grand soin à tous les besoins des malades et surtout des pestiférés, mais il n'aimait pas à les voir de trop près. Un jour qu'à une station ces derniers s'empressaient autour de lui: « Mes enfants, leur dit-il, je m'occupe de vous; nous allons partager ce que j'ai; mais tenez-vous à distance, ce n'est pas de la peste qu'il convient que je meure. »

La marche se faisait avec gaîté malgré la chaleur. Posé sur le sable, le thermomètre de Réaumur montait à 44 degrés; à l'air libre, il en marquait encore 34. Les soldats, au milieu des vastes plaines nues et arides qui formaient leur horizon, plaisantaient sur la généreuse promesse du général en chef à son départ de Toulon. « Il nous a promis à chacun six arpents de terre, disaient-ils, il peut nous en donner à discrétion, nous n'en abuserons pas. »

Bonaparte faisait bon accueil aux Arabes qui, dans des intentions pacifiques, s'approchaient de l'armée. Il causait volontiers avec eux. Un jour le chef d'une tribu amie vint familièrement se placer à ses côtés; c'était un jeune homme de petite taille, mais vif et de bonne mine; il conduisait sa troupe avec beaucoup d'ordre, paraissait craint et respecté. Tout en chevauchant auprès du général en chef, il entama la conversation: « Sultan Kébir, j'aurais un bon conseil à te donner. — Parle, mon ami, je le suivrai s'il est bon. — Si j'étais à ta place, voici ce que je ferais: en arrivant au Kaire, je ferais venir le plus riche marchand d'esclaves, et je choisirais pour moi les vingt plus jolies femmes; je ferais venir ensuite les plus riches marchands de pierreries; et je m'en ferais donner une bonne part. J'en ferais autant avec tous les autres; car à quoi bon régner si ce n'est pour acquérir des richesses? — Mais, mon ami, s'il était plus beau de les conserver aux autres? » Cette réponse étonna le jeune Arabe; il baissa la tête, réfléchit pendant quelques moments et s'écria ensuite avec admiration: « *Beau! juste! grand!* »

Retour en Égypte. — Visite à Péluse. — L'armée arriva le 4 juin à Katieh, après avoir horriblement souffert de la soif. Quoique les divisions marchassent à distance, l'eau des puits était moins abondante et plus saumâtre qu'au premier passage. A Katieh, un repos de deux jours fut accordé aux troupes.

Pendant ces deux jours, le général en chef, accompagné de Monge et de Menou, qui s'était avancé jusqu'à Katieh dans le but de se rendre en Palestine, où il avait été nommé gouverneur, alla visiter les ruines de Péluse. Dans le désert, le soldat aurait à peine cédé sa place à son général pour s'approcher d'une source

[1] Nous avons sous les yeux le rapport de Sidney-Smith, qu'on n'accusera pas d'être un partisan de Bonaparte, et il annonce à Nelson qu'il a trouvé dans l'hôpital de Jaffa *sept pauvres malheureux*, dont il prendra soin. — Quant à l'évacuation des malades et des blessés, voici ce que nous lisons dans une lettre écrite en 1829, par M. D'Aure, ancien intendant général de l'armée d'Orient.

« Lors du retour de l'armée à Jaffa, le général en chef, Bonaparte, voulant entièrement faire évacuer par terre et par mer tous les malades sur l'Égypte, m'ordonna de me rendre dans la place, afin d'y prendre toutes les dispositions nécessaires pour faire partir tous les *blessés et pestiférés*, soit par mer, sur Damiette, soit par terre, sur El-Arych, mission qui n'était pas sans quelque danger...

« L'évacuation par mer, sur Damiette, se fit par l'embarquement des *blessés et pestiférés*, sur sept bâtiments qui se trouvaient dans le port de Jaffa, mis à ma disposition par l'amiral Gantheaume, et commandés par des officiers de marine. Ces bâtiments étaient: le chebec *la Fortune*, la chaloupe *l'Hélène*, et les djermes n°s 1, 3, 4, 5 et 6.

« Comme il ne restait pas à Jaffa un seul des trente quatre officiers de santé que nous y avions laissés pour le service des hôpitaux, tous étant morts de la peste, MM. Larrey et Desgenettes désignèrent MM. Rouel, André, Lagier, Javanat, Leclerc, Glèze et Morangers, tous officiers de santé appartenant aux ambulances et aux corps de l'armée. En conséquence, on en plaça un sur chacun des bâtiments ainsi qu'un employé des hôpitaux, pour donner des soins aux malades et blessés, leur faire distribuer des vivres et tenir la comptabilité. — Le convoi mit à la voile sous la conduite de M. le commissaire des guerres, Alph. Colbert, aujourd'hui maréchal de camp. — Quant à l'évacuation par terre, elle se fit sur El-Arich, notre première place forte sur la frontière de l'Égypte. Le convoi partit de Jaffa, sous les ordres de l'adjudant commandant Boyer (actuellement lieutenant général en retraite), et sous l'escorte du 2e bataillon de la 69e demi-brigade. Le commissaire des guerres Grobert (à présent retiré du service, et habitant Chambéry) fut chargé de la police du convoi, qui fut si bien approvisionné de vivres, que ce commissaire des guerres, qui avait reçu l'autorisation nécessaire pour en prendre à Gaza, écrivit de cette place à l'intendant général qu'il était suffisamment pourvu pour aller jusqu'à El-Arich, qu'il ne prendrait rien à Gaza. Le convoi arriva sans besoin et sans malheur à sa destination. Il n'en fut pas de même de celui de mer, qui fut pris en partie par l'escadre anglaise. »

fangeuse; à Péluse, Bonaparte faillit être suffoqué par la chaleur. On lui céda un débris de porte, où il put pendant quelques instants se mettre à l'ombre. « Celui qui me céda ainsi sa place, dit Bonaparte, me faisait une immense concession. » — Le général en chef alla ensuite reconnaître le fort de Tineh, et l'ancienne bouche *Tanitique*, nommée par les Arabes *Omfareg*, et située à trois lieues nord-ouest de Pélnse. Après avoir ordonné des travaux pour augmenter les fortifications de Tineh, il revint à Katieh.

L'armée continua sa route pour revenir au Kaire, à l'exception de la division Kléber, qui s'embarqua à Tineh pour retourner à Damiette par le lac Menzaleh.

Le Simoun.—En rentrant en Egypte, dans la plaine de sable située entre le Pont-du-Trésor et Salahieh, l'armée fut en butte à un ouragan terrible, pareil à celui qui englontit dans les sables libyques les soldats de Cambyse. Le Simoun, si redouté des Arabes, contraignit les soldats français à imiter les chameaux qui, pour éviter son souffle empoisonné et brûlant, se cachent la tête dans le sable jusqu'à la fin de la tempête; celle-ci dura deux heures; le chirurgien en chef Larrey perdit connaissance et manqua de périr. Quelques convalescents de la peste ne purent pas y resister et moururent.

Rentrée triomphale au Kaire. — Le général Dugua, commandant du Kaire, avait fait toutes les dispositions pour fêter avec pompe le retour triomphal de l'armée de Syrie dans la capitale d'Égypte. Le 14 juin, dès trois heures du matin, les Français et les principaux habitants se formèrent en cortége sur la place Esbékieh, au son des musiques égyptienne et française. Les généraux Dugua et Destaing et les principaux chefs des administrations françaises marchaient en tête; venaient ensuite les membres du grand divan, les descendants d'Abou-beker et de Fatime, les docteurs de la mosquée de Djémil-Azar, tous les muphtis (sur des mules, monture préférée par le Prophète), les chefs des marchands, le patriarche cophte et les principaux de la nation, que suivaient les odjaklys, les agas de la police de jour et de nuit, et tous les corps des janissaires; la marche était fermée par les troupes auxiliaires grecques.

A cinq heures du matin ce pompeux cortége sortit du Kaire et s'avança à la rencontre de l'armée de Syrie, rangée en bataille dans la plaine hors du faubourg de Koubeh. Tous les soldats qui revenaient avec Bonaparte portaient des palmes en signe de victoire; la garnison du Kaire se rangea en bataille devant eux, puis les chefs français et égyptiens complimentèrent le général en chef; le Cheik El-Békry lui offrit un jeune Mameluck nommé Roustan [1], et un superbe cheval noir arabe, couvert d'une selle à la française, avec une housse brodée en or, en perles et en pierreries. L'intendant cophte, lui donna deux dromadaires richement harnachés.

Bonaparte monta le cheval dont le Cheik El-Békry venait de lui faire présent, et se plaçant en tête du cortége, fit son entrée triomphale au Kaire par la porte de la Victoire (*Bab-el-Nasr*). Il fut salué par les acclamations d'un peuple immense, qui l'accompagna jusqu'à son palais, sur la place Esbékieh, où de nombreuses salves d'artillerie annoncèrent son retour. — Les prisonniers turcs, avant d'être renfermés dans la citadelle, furent promenés dans la ville ainsi que les drapeaux conquis pendant la campagne, et qui furent ensuite suspendus aux voûtes de la mosquée de Djémil-Azar.

Proclamation des Cheiks en faveur des Français. L'issue de l'expédition de Syrie fit sentir plus vivement à Bonaparte le besoin de négocier avec les ministres de l'Islamisme, afin d'agir sur l'esprit des Égyptiens. Il leur demanda de publier un Fetam pour ordonner au peuple de prêter serment d'obéissance au général en chef. Cette proposition les fit pâlir. Un vieillard lui répondit : « Pourquoi ne vous ferirz-vous pas musulman avec toute votre armée? Alors 100,000 hommes accourraient sous vos drapeaux, et après les avoir disciplinés à votre manière, vous rétablirirz la patrie arabe, et soumettriez l'Orient. » Bonaparte, sans vouloir contredire cette proposition, fit quelques objections fondées sur les habitudes de ses soldats; mais les Cheiks, jaloux de lever tous les obstacles, déclarèrent que, sans être circoncis et en buvant du vin, on pouvait être bon musulman, pourvu que l'on doublât les œuvres de bienfaisance. — Alors voulant gagner du temps, le général en chef, sous prétexte d'élever un monument à la conversion future de son armée, fit tracer le plan d'une mosquée plus grande que celle qui avait été ruinée lors de la révolte du Kaire. Les Cheiks, satisfaits, rendirent le Fetam d'obéissance, et proclamèrent le général de l'armée républicaine ami et protégé du Prophète.

[1] Roustan est ce Mameluck qui, jusqu'en 1814, resta si fidèlement attaché à Napoléon.

RÉSUMÉ CHRONOLOGIQUE.

1799.

7 février. — Marche sur la Syrie.
9 — Combat d'El-Arych.
20 — Capitulation du fort d'El-Arych.
23 — Entrée en Palestine à Kam Jounes.
26 — Entrée à Gaza.
7 mars. Prise et sac de Jaffa.
8 — Apparition des premiers symptômes de la peste.
11 — Le général Bonaparte visite les pestiférés de Jaffa.
16 — Prise de Caifa.
18 — Investissement de Saint-Jean-d'Acre.
20 — Ouverture de la tranchée.
28 mars. Premier assaut livré à Saint-Jean-d'Acre.
9 avril. Combat de Nazareth.
26 — Bataille du mont Thabor.
24 — Deuxième assaut livré à Saint-Jean-d'Acre.
7 mai. Arrivée de la flotte anglo-turque. — Troisième assaut.
8 — Mort de Rambaut et de Bon.
10 — Quatrième assaut. — Mort de Venoux.
17 — Proclamation à l'armée.
20 — Sortie générale des assiégés.
20-21 — Levée du siége et retraite de l'armée française.
29 — Évacuation de Jaffa.
14 juin. Rentrée de Bonaparte au Kaire.



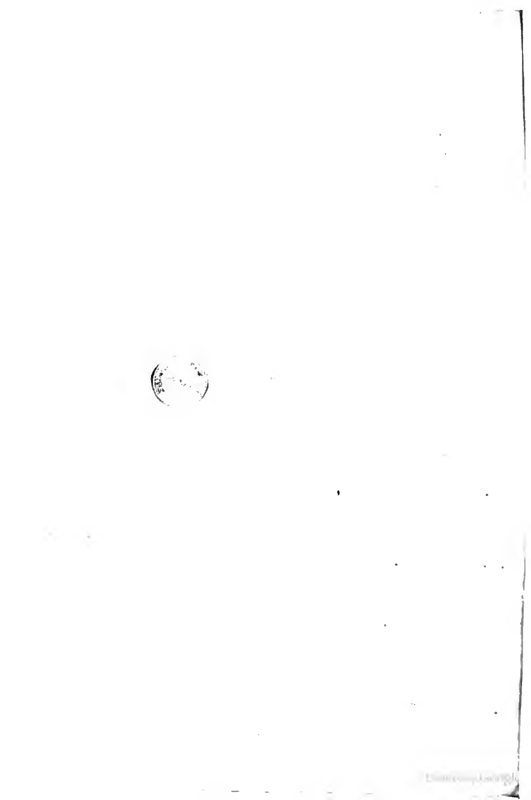
Retour de l'Armée de Syrie au Kaire.


Biblioteca Nazionale
NAPOLI
V. E. III



Environs du Kaire.

Mourad-Bey monta sur la plus haute des Pyramides et passa la journée à contempler sa maison de Gizeh.





Fouah. — Environs de Rosette



Bas-relief à Thèbes





Beny Souef.



Bas reliefs de Karnac.

BATAILLE D'ABOUKIR. — DÉPART DE BONAPARTE POUR LA FRANCE.

SOMMAIRE.

Préparatifs de la Porte. — Apparition des Mamelucks dans la Basse-Égypte. — Débarquement des Turcs. — Activité de Bonaparte. — Prise du fort d'Aboukir par les Turcs. — Marche de l'armée française. — Positions des deux armées. — Bataille d'Aboukir. — Reprise du fort d'Aboukir. — Effet de la victoire d'Aboukir à Paris. — Inquiétudes de Bonaparte. — Communications avec les Turcs et les Anglais. — Dispositions prises par Bonaparte. — Fâcheuses nouvelles d'Europe. — Blocus de Malte. — Prise de Corfou. — Lettre au Grand-Visir. — Projets de départ. — Leur effet. — Entrevue de Bonaparte avec Menou. — Lettre au Divan. — Adieux à l'armée. — Instructions à Kléber. — Jugement sur le retour de Bonaparte en France. — Lettre du Directoire. — Bonaparte quitte l'Égypte.

ARMÉE FRANÇAISE.	ARMÉE TURQUE.
Général en chef. — BONAPARTE.	*Général en chef.* — SEID-MUSTAPHA-PACHA.

Préparatifs de la Porte. — Apparition des Mamelucks dans la Basse-Égypte. — Depuis son alliance avec la Russie et l'Angleterre, la Porte s'occupait d'une expédition contre l'Égypte; mais le désordre de ses finances, l'esprit d'insubordination des pachas gouverneurs de provinces, la révolte du pacha de Widdin, avaient en partie paralysé ses efforts. Stimulé par l'heureuse issue de la défense de Saint-Jean-d'Acre, et surtout par les victoires remportées en Europe par les armées coalisées, le divan redoubla d'activité. Le Grand-Visir lui-même se rendit en Syrie pour y rassembler une armée; des officiers anglais furent envoyés à Rhodes, afin de presser un armement qui devait transporter dans la Basse-Égypte un corps nombreux, commandé par Seïd-Mustapha, pacha de Romélie, destiné à former l'avant-garde du Visir et à rallier les Arabes et les Mamelucks.

Ainsi les motifs graves qui avaient décidé le général en chef à quitter le siége de Saint-Jean-d'Acre, pour revenir en Égypte, ne devaient pas tarder à être justifiés.

Les Mamelucks reparurent dans la Basse-Égypte. Osman-Bey et Elphy-Bey descendirent par le désert sur la rive droite du Nil. Ils se proposaient de soulever le Charkieh; mais le général Lagrange, avec une brigade de cavalerie et la moitié du régiment des dromadaires, les poursuivit et les atteignit dans la nuit du 10 au 11 juillet. Osman-Bey fut tué; les Mamelucks perdirent 1,000 chameaux, leurs familles et leurs bagages. Elphy-Bey ne se sauva qu'avec peine et regagna la Nubie. Ibrahim-Bey, qui attendait à Gaza la nouvelle de l'approche de ses anciens alliés, fut averti de leur désastre et ne fit aucun mouvement. — Dans le même temps Mourad-Bey, poursuivi par le général Murat et attaqué près des lacs Natron, était forcé de renoncer à son projet de descendre jusqu'à la mer pour se réunir à l'armée turque, dont le débarquement prochain lui était annoncé. Il revint sur ses pas, cherchant son salut dans le désert, et le 13 juillet il s'avança jusqu'à Gizeh. On dit même qu'il monta sur la plus haute des pyramides et y resta une partie de la journée à considérer avec sa lunette les maisons du Kaire, les vastes jardins de Gizeh et le beau palais qui avait été sa demeure. De toute la puissance des Mamelucks, il ne lui restait que quelques centaines de compagnons errants et fugitifs comme lui, n'ayant plus d'autres propriétés que leurs armes souillées de sang et de poussière, d'autre patrie que la selle de leurs chevaux. Mourad-Bey contempla, d'un œil stoïque, la campagne qui s'étendait à ses pieds, et sans pousser un soupir, se retira en s'écriant : *Allah kerim!* Dieu est grand!

Instruit de son approche, le général en chef sortit sur-le-champ du Kaire et se dirigea vers les Pyramides; mais le chef des Mamelucks s'était déjà jeté dans le désert.

Débarquement des Turcs. — Activité de Bonaparte. — Après lui avoir donné la chasse toute la journée, sans pouvoir réussir à l'atteindre, Bonaparte, campé auprès des Pyramides, se reposait des fatigues du jour, et assis au pied du sphinx de granit, jouissait de la fraîcheur du soir, lorsqu'un Arabe arrivant en hâte d'Alexandrie lui remit une lettre du général Marmont. — Cette dépêche lui annonçait qu'un corps de 18,000 janissaires turcs était débarqué à Aboukir sous la protection d'une escadre anglaise. — Aussitôt, sans perdre un moment, le général en chef rentra dans sa tente et expédia, jusqu'à trois heures du matin, ses ordres pour le départ de troupes qui devaient le suivre, et ses instructions pour le gouvernement pendant son absence.

A quatre heures il était à cheval, et trois jours après, le 19 juillet, il arrivait à Ramanieh, lieu qu'il avait fixé pour la réunion des troupes. Sans les attendre, de Ramanieh, il se porta sur Alexandrie, afin d'examiner lui-même la position de l'ennemi.

Prise du fort d'Aboukir par les Turcs. — « Sidney-Smith, dit Napoléon, avec deux vaisseaux de ligne anglais, plusieurs frégates, plusieurs vaisseaux de guerre turcs et cent vingt ou cent cinquante bâtiments de transport, avait mouillé le 12 juillet au soir dans la rade d'Aboukir. Le fort d'Aboukir était armé, approvisionné et en bon état; il y avait 400 hommes de garnison et un chef de confiance. Le général de brigade Marmont, qui commandait à Alexandrie et dans toute la province, répondait de la défense du fort, pendant le temps qui serait nécessaire à l'armée pour arriver. Mais ce général avait commis une grande faute : au lieu de raser le village d'Aboukir, comme le général en chef le lui avait ordonné, et d'augmenter les fortifica-

tions du fort en y construisant un glacis, un chemin couvert et une bonne demi-lune en maçonnerie, le général Marmont avait pris sur lui de conserver ce village, qui avait de bonnes maisons, et qui lui parut nécessaire pour servir de cantonnement aux troupes, et il avait fait établir par le colonel Cretin une redoute de cinquante toises de côté, en avant du village, à peu près à quatre cents toises du fort. Cette redoute lui parut protéger suffisamment le fort et le village. Le peu de largeur de l'isthme, qui n'avait pas plus de quatre cents toises, lui faisait croire qu'il était impossible de passer et d'entrer dans le village sans s'emparer de la redoute. Ces dispositions étaient vicieuses, puisque c'était faire dépendre la sûreté du fort important d'Aboukir, qui avait une escarpe et une contrescarpe de fortification permanente, d'un ouvrage de campagne qui n'était pas flanqué et n'était pas même palissadé. — Seïd-Mustapha envoya ses embarcations dans le lac Madieh, s'empara de la traille qui servait à la communication d'Alexandrie à Rosette, et opéra son débarquement sur le bord de ce lac. Le 14, les chaloupes canonnières anglaises et turques entrèrent dans le lac et canonnèrent la redoute. Plusieurs pièces de campagne, que débarquèrent les Turcs, furent disposées pour contre-battre les quatre pièces qui défendaient cet ouvrage, et lorsqu'il fut jugé suffisamment battu, les Turcs le cernèrent, le kandjar au poing, montèrent à l'assaut, s'en emparèrent, et firent prisonniers ou tuèrent les 300 Français que le commandant du fort d'Aboukir y avait placés; lui-même y fut tué. Ils prirent alors possession du village; il ne restait plus dans le fort que 100 hommes et un mauvais officier, qui, intimidé par les immenses forces qui l'environnaient et par la prise de la redoute, eut la lâcheté de rendre le fort, événement malheureux qui déconcerta tous les calculs[1]. »

Marche de l'armée française. — Le premier rendez-vous de l'armée avait, comme nous l'avons dit, été indiqué à Ramanieh, sur la rive gauche du Nil.

L'avant-garde du général Murat, formée de la cavalerie, des grenadiers et de l'infanterie qui avaient marché sur Gizeh, une partie de la division de Lannes, et de celle de Rampon, qui avaient eu ordre de passer le Nil; la colonne mobile que le général Menou avait portée sur les lacs Natron, le parc d'artillerie et le quartier général, se trouvèrent réunis à Ramanieh, du 20 au 21 juillet.

La Haute-Égypte était toujours occupée par le général Desaix, qui devait faire suivre Mourad-Bey, approvisionner les forts de Kéneh et de Kosseïr, et envoyer dans la Basse-Égypte la moitié de sa cavalerie : il avait ordre en outre de se concerter avec le général Dugua, commandant du Kaire, et avec le général Reynier, qui commandait sur la frontière de Syrie[1].

Les garnisons d'El-Aryeh, de Katieh, et de quelques autres points moins importants, devaient en cas de force supérieure, se renfermer dans les forts, et les généraux, avec le reste de leurs troupes, devaient se concentrer au Kaire.

Le général Kléber eut ordre de marcher sur Rosette, avec une partie de sa division, et comme on supposait que l'armée de débarquement se porterait sur cette place ou sur Alexandrie, le général Menou avait reçu quelques renforts.

Positions des deux armées. — Les Turcs occupèrent la presqu'île, travaillèrent à des retranchements, et après la reddition du fort d'Aboukir débarquèrent leur artillerie; quand Bonaparte les reconnut, ils avaient coupé les pontons établis pour la communication avec Rosette, entre le lac Madieh et la rade d'Aboukir; leur nombre, qui croissait de jour en jour, était évalué à environ 18,000 hommes; quelques Arabes s'étaient déjà réunis à eux, mais ils paraissaient attendre de plus grands renforts, et la réunion concertée avec Mourad-Bey, pour former l'investissement d'Alexandrie. Le général en chef, afin d'être à portée de suivre les mouvements de Seïd-Mustapha et d'intercepter les secours des Arabes et des Mamelucks, prit position

[1] Le village d'Aboukir environne le fort; il est à l'extrémité de la presqu'île. A 400 toises du fort s'élève un petit mamelon qui le domine. La presqu'île n'a, en cet endroit, au plus que 400 toises de large. C'est là que Marmont avait fait construire une redoute. Le village est assez considérable, les maisons sont en pierre. Le fort d'Aboukir était fermé par un rempart avec fossé taillé dans le roc; dans l'intérieur, il avait de grosses tours et des magasins voûtés, reste de très anciennes constructions. Il est environné de tous côtés de rochers qui se prolongent dans la mer, et le rendent directement inabordable par la haute mer. A quelques centaines de toises se trouve une petite île, où l'on pourrait établir un fort qui protégerait quelques vaisseaux de guerre. (*Note de Napoléon.*)

[1] Desaix n'exécuta point les ordres de Bonaparte : il resta dans la Haute-Égypte, ne descendit pas au Kaire et n'y envoya pas toutes les troupes que le général en chef lui avait demandées. Il allégua, pour justifier sa conduite, « que Mourad-Bey avait reçu de Mustapha-Pacha l'ordre de venir le joindre : mais ce chef des Mamelucks, persuadé depuis long-temps que, si la Porte chassait les Français d'Égypte, elle profiterait de l'état de faiblesse où étaient réduits les Mamelucks pour les en expulser eux-mêmes, ne fut pas tenté d'obéir à l'ordre du commandant de l'armée turque, et néanmoins il chercha à rassembler un grand nombre de Mamelucks et d'Arabes, afin d'être en mesure de profiter du départ de Desaix, s'il quittait la Haute-Égypte. De son côté, le général français ne crut donc pas devoir le perdre de vue, et s'acharna à sa poursuite. » Cette désobéissance de Desaix n'avait eu aucun résultat fâcheux, puisqu'on avait vaincu à Aboukir. Cependant, malgré leur commune amitié, le général en chef le rappela à son devoir : « J'ai été peu satisfait, lui écrivit-il, de toutes vos opérations pendant le mouvement qui vient d'avoir lieu. Vous avez reçu l'ordre de vous porter au Kaire, et vous n'en avez rien fait. Tous les événements qui peuvent survenir ne doivent jamais empêcher un militaire d'obéir, et le talent à la guerre consiste à lever les difficultés qui peuvent rendre une opération difficile, et non pas à la faire manquer. Je vous dis ceci pour l'avenir. » A ces justes reproches, Bonaparte en ajouta d'autres non moins graves. A son retour de Syrie, il avait demandé à son lieutenant, qu'il croyait dans l'abondance, d'envoyer au Kaire 150,000 francs pour les besoins de l'armée. Desaix les promit, et non-seulement ne les envoya pas, mais encore il aligna la solde de sa division, tandis que celle du reste de l'armée était arriérée de sept mois. « C'est, lui écrivit Bonaparte, n'avoir ni zèle pour la chose publique, ni considération pour moi, que de ne voir, surtout dans une opération de cette espèce, que le point où l'on se trouve. » — Bonaparte voulut néanmoins lui prouver qu'il savait aussi apprécier les brillants services qu'il avait rendus à l'armée, et, pour effacer l'impression pénible qu'avaient dû faire ses reproches, il lui écrivit deux jours après : « Je vous envoie un sabre d'un très beau travail, sur lequel j'ai fait graver : *Conquête de la Haute-Égypte*; elle est due à vos bonnes dispositions et à votre constance dans les fatigues. Voyez-y, je vous prie, une preuve de mon estime et de la bonne amitié que je vous ai vouée. » Déjà l'année précédente, le général en chef avait témoigné sa satisfaction à son brave lieutenant, en lui offrant un poignard enrichi de diamants, sur lequel étaient gravés ces mots : *Prise de Malte. — Bataille de Chébreis. — Batailles des Pyramides.*

le 23 juillet au village de Birket, à la hauteur du lac Madieh; le lendemain, voyant que les Turcs resserrés dans la presqu'île ne songeaient qu'à s'y fortifier, il se décida à les attaquer. — L'armée quitta Birket et se rassembla aux Puits, entre Alexandrie et Aboukir; et le quartier général français fut établi à Alexandrie, que Marmont avait mis dans un état de défense respectable.

Kléber, parti de Damiette, et suivant le mouvement de l'armée, se trouvait déjà à Fouah, avec une partie de sa division; Menou s'avançait sur la barre, entre Rosette et Aboukir, au passage du lac Madieh, afin de canonner les petites embarcations que les Turcs avaient fait passer dans le lac, et de leur donner de l'inquiétude sur leur gauche.

Seïd-Mustapha avait fermé la presqu'île par deux lignes de troupes et de retranchements encore imparfaits; la première ligne avait été portée à une demi-lieue en avant du fort, la droite touchant à la mer, et s'appuyant à un mamelon de sable, retranché et occupé par environ 1,000 hommes; un village, espèce de faubourg d'Aboukir à trois cents toises en arrière de ce mamelon, était défendu par un corps de 1,200 hommes et par huit pièces de canon; la gauche de la première ligne était détachée et isolée à six cents toises en avant du centre; quelques chaloupes canonnières mouillées dans le lac Madieh et rapprochées du rivage, flanquaient par leur feu l'intervalle entre la première et la seconde ligne; celle-ci, beaucoup plus avantageusement postée que la première, se trouvait à trois cents toises en arrière du faubourg; le centre occupait la redoute, enlevée aux Français au moment du débarquement, et qui depuis avait été liée à la mer, sur un espace d'environ cent cinquante toises, par un retranchement, derrière lequel était l'aile droite; l'aile gauche occupait des mamelons retranchés et la plage intérieure flanquée par les chaloupes cannonnières mouillées dans la rade d'Aboukir, 8,000 hommes et douze pièces de canon défendaient cette seconde ligne, qui n'était qu'à sent toises en avant du village et du fort d'Aboukir, occupés par 1,500 hommes. — L'escadre anglo-turque était mouillée à une lieue et demie au large dans la rade.

Les Français avaient aussi reçu des renforts; Murat, avait rallié à son avant-garde la colonne du général Destaing. Les 400 cavaliers détachés de la division de Desaix, dans la Haute-Égypte, avaient rejoint l'armée à la position des Puits.

Bataille d'Aboukir. — Au point du jour, le 25 juillet, l'armée française, qui n'était qu'à deux heures de marche des premiers postes turcs, se mit en mouvement sur deux colonnes, précédées par une forte avant-garde aux ordres de Murat.—La division Lannes formait l'aile droite, la division Lanusse l'aile gauche; la division Kléber n'était point encore arrivée, elle était destinée à former la réserve; un escadron couvrait le parc d'artillerie; le général Davoust avec deux escadrons et 100 dromadaires, observait les Arabes sur les derrières, et assurait la communication avec Alexandrie.

Dès qu'on fut en présence, Bonaparte lança ses colonnes d'attaque; tandis que le général Destaing enlevait à la baïonnette le mamelon retranché où s'appuyait la droite des Turcs, la division Lannes se portait sur la gauche de leur première ligne, et Murat faisant couper, par des escadrons détachés, la retraite des deux ailes attaquées, marchait droit au centre avec le reste de sa cavalerie.

Cette manœuvre brillante eut un succès complet, la première ligne dépostée et enveloppée fut promptement culbutée. 2,000 Turcs environ y furent tués ou noyés. Une partie seulement de la droite se replia sur le faubourg d'Aboukir qui fut attaqué et emporté. Les Turcs furent poursuivis jusqu'à leur seconde position, moins étendue et plus forte que la première.

La redoute centrale qui flanquait à la fois les retranchements de la droite et le boyau commencé vers la gauche, formait la tête de cette position; le Pacha s'était préparé à la défendre avec obstination. Il lui restait encore 10 à 12,000 hommes de troupes fraîches.

Le général en chef, voyant que les principales forces de l'ennemi composées d'infanterie étaient au centre, et sachant combien les fantassins turcs redoutent la cavalerie, conçut son projet d'attaque en conséquence, et fit ses dispositions d'après la nature du terrain; sa cavalerie passa à la droite afin d'assaillir et d'enfoncer la gauche des Turcs le long de la plage; l'infanterie dirigea ses efforts sur les retranchements de la droite ennemie, entre la redoute et la mer. Bonaparte avait, en outre, préparé une réserve pour attaquer la redoute de front, au moment où les attaques par les ailes auraient réussi.

Après avoir fait vivement canonner cette redoute et les retranchements qui la liaient à la mer, il fit commencer l'attaque. Le général Fugières, à la tête de la 18e demi-brigade marcha en colonne le long du rivage. Les Turcs voyant les Français s'approcher de leurs retranchements en sortirent eux-mêmes et attaquèrent la colonne; on se mêla, on combattit corps à corps, ils furent repoussés, les Français les suivirent, et se précipitèrent sur les retranchemens; mais arrêtés par le feu plongeant de la redoute, qui les prenait en flanc, leurs efforts réitérés furent inutiles. — Le général Fugières, toujours placé à la tête des troupes, eut un bras emporté, et la colonne se vit forcée de revenir sur le faubourg.

Dans le même temps la cavalerie de Murat, arrivée à la hauteur de la redoute, avait effectué plusieurs charges impétueuses, et fait plier les troupes qui se trouvaient devant elle; mais il lui fut également impossible de pousser plus avant, et de se soutenir entre le feu meurtrier de la redoute et celui des chaloupes cannonnières embossées près du rivage. La lutte dura long-temps sans désavantage pour les Turcs; les généraux, les officiers et les soldats faisaient inutilement des prodiges de valeur. Le chef de brigade Duvivier fut tué; l'adjudant général Roize et Bessières, chef de brigade des guides, renouvelèrent les charges; l'adjudant général Leturc ayant proposé au général en chef de les soutenir avec un renfort d'infanterie, rejoignit la cavalerie, eut son cheval tué sous lui, se mit à la tête de

l'infanterie, et donnant l'exemple aux grenadiers, s'élança le premier dans les retranchements où il trouva une mort glorieuse.

Enfin, pour décider l'affaire, le général en chef fit marcher droit à la redoute le général Lannes, avec deux bataillons des 22e et 69e demi-brigades. — Lannes saisit le moment où excités par la chaleur du combat les Turcs se hasardaient hors de leurs retranchements; il attaqua la redoute par la face gauche et par la gorge; les braves soldats des deux bataillons sautèrent dans le fossé, gravirent le parapet, et emportèrent la redoute. Le Pacha tenta de vains efforts pour rallier ses troupes; elles furent forcées sur tous les points.

De son côté, Murat profita de ce moment critique pour effectuer une nouvelle charge; il traversa les positions des Turcs, prit leur camp à revers, et poussant jusque sur les fossés du fort, acheva de mettre le désordre dans les rangs ennemis. La fuite devint alors générale. — Les Turcs se précipitèrent pêle-mêle dans la mer; mais la plupart des fuyards ne purent pas atteindre les embarcations, et les vaincus de ce corps d'armée (si l'on en excepte la garnison du fort d'Aboukir, et 200 hommes qui furent enveloppés et pris avec Seïd-Mustapha-Pacha), périrent en entier dans les flots.

La victoire coûta cher aux Français : outre les officiers que nous avons cités, ils eurent un grand nombre de morts et de blessés; parmi ces derniers se trouvaient le chef de brigade du génie, Crétin, l'aide de camp du général Bonaparte, Guibert, qui moururent de leurs blessures, et le général Murat. — En pénétrant dans le camp turc, ce général était parvenu jusqu'à la tente de Seïd-Mustapha-Pacha. Le séraskier de Romélie combattait encore vaillamment à la tête de 200 janissaires, tristes et derniers débris de sa formidable armée. Voyant Murat accourir vers lui, il s'avança lui-même rapidement à sa rencontre, et à l'instant où ce général le sommait de se rendre prisonnier, lui tira un coup de pistolet dont la balle l'atteignit au-dessous de la mâchoire inférieure, mais ne le blessa que légèrement. Murat, d'un coup de sabre, lui abattit deux doigts de la main droite, et le faisant saisir par deux soldats, l'envoya au quartier général. Les janissaires mirent bas les armes.

La division Kléber ne put arriver sur le terrain que trois heures après la défaite de l'armée turque. En rejoignant Bonaparte sur le champ de bataille, Kléber, transporté d'enthousiasme, se jeta dans ses bras en s'écriant : «Permettez, général, que je vous embrasse! Vous êtes grand comme le monde.»

Cette victoire, où 12,000 Turcs périrent dans les flots ou dans leurs retranchements, causa d'autant plus de joie à l'armée française, qu'elle lavait l'humiliation que le désastre de la flotte avait attaché au nom d'Aboukir.

Reprise du fort d'Aboukir. — Après la bataille, le général en chef revint à Alexandrie, et laissa au général Lannes le soin de réduire le fort d'Aboukir. — Celui-ci fit, dans la nuit, établir des batteries de bombardement, et, le lendemain, somma la garnison de se rendre. Mais les Turcs avaient reçu quelques secours de l'escadre, et refusèrent. Leur amiral avait embossé des deux côtés du fort une flottille de canonnières et une frégate, dont le feu était meurtrier pour les assiégeants. L'artillerie française contraignit ces bâtiments à gagner le large. Les Turcs tentèrent une sortie qui fut vigoureusement repoussée, mais Lannes y fut blessé et forcé de remettre la conduite du siége au général Menou. — Les travaux se poussaient avec activité; bientôt la garnison manqua d'eau et de vivres, elle résolut de faire une nouvelle tentative pour s'en procurer; des bâtiments légers s'approchèrent de la côte, le 30 juillet, pour débarquer de l'artillerie et des munitions. En même temps, la garnison effectua une sortie générale, et parvint à se loger dans les maisons voisines du fort; mais Davoust, qui commandait la tranchée, les attaqua avec cinq bataillons, en culbuta une partie dans la mer, rejeta le reste dans la place et s'empara de l'artillerie que les chaloupes avaient mise à terre. Cet effort fut le dernier : les batteries françaises jouèrent avec tant de succès, que le fort s'écroula de toutes parts. L'assaut allait être donné. Les Turcs réduits à 2,000 hommes, en proie à toutes les horreurs de la faim et de la soif, n'auraient pas eu la force d'y résister. Le 2 août, le fils du pacha qui les commandait se rendit à discrétion. L'escadre turque, témoin de ce dernier revers, leva l'ancre trois jours après, et fit voile pour la Syrie, afin de rejoindre le Grand-Vizir.

Effet de la victoire d'Aboukir à Paris. — La nouvelle de la victoire d'Aboukir, qui arriva à Paris au moment où la République était plongée dans la consternation par les désastres de ses armées en Italie, causa une joie universelle. A la lecture de la dépêche, transmise par le Directoire au corps-législatif, les représentants se levèrent par un mouvement spontané en criant : «Vive la République!» et décrétèrent, au milieu des acclamations, que l'armée d'Égypte avait bien mérité de la patrie. — Huit jours après, un nouveau message du Directoire adressa aux conseils une lettre nouvelle de Bonaparte, annonçant la reddition du fort d'Aboukir. Ces triomphes de l'armée d'Égypte semblaient annoncer que la victoire allait revenir aux drapeaux français. L'enthousiasme fut porté au comble. Le président du conseil des Cinq-Cents, Chazal, quitta le fauteuil et dit : «Ce grand nom de Bonaparte, qui remplit l'Orient, s'impose de nouveau dans la balance de nos destinées. Il y pèsera pour la paix du monde; il y pèsera de tout son poids et de tout celui de l'Égypte conservée!» «O toi, dit Garat au conseil des Anciens, toi qui parles toujours de la fortune, tandis que le monde entier parle de ton génie! ô toi qui es aujourd'hui pour nous le héros de l'Asie et de l'Afrique, comme tu le fus d'abord de l'Italie, ce sera aussi toujours dans tes profondes conceptions, dans ton âme et dans tes soldats que la République verra les puissantes causes de ces faveurs du destin qui t'accompagnent et te suivent devant Jaffa et devant Acre, au camp des Pyramides, devant Alexandrie, et à Aboukir, comme dans Rivoli et Arcole!»

Inquiétudes de Bonaparte.— Communications avec les Turcs et avec les Anglais. — « L'armée ennemie avait succombé, le Visir était encore au-delà du Taurus; l'Égypte, dit Berthier, n'avait de long-temps à craindre une invasion. La solde était arriérée, la caisse manquait de fonds; mais le m ry n'avait pas été perçu; les blés, les riz, toutes les contributions en nature étaient intactes; les dépenses de premier établissement étaient faites; la situation financière de la colonie ne pouvait que s'améliorer: les mesures qui avaient suivi le retour de Syrie garantissaient ce résultat. Le nombre des provinces avait été réduit; ce luxe d'employés que traînent après elles les armées françaises n'existait plus, les services avaient été organisés sur de nouvelles bases, les impôts mieux assis; le mécanisme du gouvernement en Égypte était désormais en plein jeu, il ne s'agissait que de le laisser aller. — Mais en quel état se trouvait la France? Avait-elle battu, humilié les rois? On vaincue à son tour, avait-elle essuyé toutes les calamités de la défaite? Les journaux de Francfort l'annonçaient; mais ces feuilles, transmises par Kléber, avant la bataille d'Aboukir, avaient été répandues à Damiette par Sidney. La source n'en était pas assez pure pour adopter de confiance ce qu'elles contenaient. D'un autre côté, la nouvelle était trop grave pour la négliger; car à quoi bon triompher sur le Nil, si le Rhin était forcé? A quoi bon fermer le désert, si les Alpes étaient ouvertes? C'était la France et non l'Égypte, Paris et non le Kaire, qui formaient le nœud de la question.»

Bonaparte ne négligea rien pour s'assurer du véritable état des choses : les intérêts de la politique se trouvaient en cela d'accord avec ceux de l'humanité. L'armée française avait fait quelques centaines de prisonniers : ils étaient hors d'état de nuire; au milieu des décombres où ils gisaient encore, on ne pouvait leur donner les soins qu'ils réclamaient. Le général en chef résolut de les renvoyer sur leur flotte. Il fit prévenir l'amiral turc de son dessein : Petrona-Bey accepta; les communications s'établirent, et Bonaparte sut bientôt tout ce qu'il avait intérêt de savoir.

Sidney-Smith, de son côté, ne voulut pas rester en arrière des Ottomans. — La Vendée avait repris les armes, l'Italie était perdue, la République cisalpine n'existait plus; tout ce qu'avait fait, tout ce qu'avait créé Bonaparte était détruit. — L'amiral anglais pensa que l'amour-propre pourrait égarer le courage du général français, et le décider à abandonner l'Égypte pour aller avec son armée victorieuse demander compte aux Russes des succès qu'ils avaient obtenus. Il résolut de tout tenter pour amener ce résultat, qui aurait laissé les Anglais sans adversaires en Orient. — Il mit à terre quelques soldats français qu'il avait arrachés au sabre des Turcs, et les fit suivre d'une correspondance adressée au général en chef, que ses avisos avaient interceptée.

Les communications se rouvrirent, et le secrétaire de Sidney ne tarda pas à débarquer avec un paquet de journaux. Fin, délié, alerte à semer un propos, il se flattait de répandre de fausses espérances dans les rangs français, et d'y puiser les notions qui manquaient à son chef. Mais les instructions de Bonaparte avaient prévu cette mission. L'agent anglais fut pénétré, accablé de questions, obsédé de déférences, et ne put communiquer avec personne. Toutefois il ne se déconcerta pas, et essaya de surprendre au général en chef lui-même les renseignements qu'il ne pouvait obtenir par aucune autre voie. Discourant avec lui de l'Égypte, il parla des préjugés, des institutions du peuple égyptien, et conclut que les Français devaient prodigieusement s'ennuyer au milieu d'hommes aussi sauvages. Bonaparte l'écouta sans l'interrompre, et le laissa longuement développer sa pensée, puis, à son tour : «Vous «devez, lui dit-il, vous ennuyer singulièrement en mer? «Il est vrai que vous avez la ressource de la pêche : «pêchez-vous beaucoup?» Ainsi déçu dans ses tentatives, le secrétaire n'insista pas. Il se réduisit au seul rôle qui lui restait à jouer, et aborda les ouvertures qu'il était chargé de faire au général. Il lui peignit les dangers que courait la France, le peu d'importance qu'avait dans la balance générale une colonie lointaine, et lui proposa de l'évacuer pour aller redemander l'Italie aux Russes. Bonaparte feignit d'être ébranlé, et ajourna la négociation au retour d'un voyage qu'il était obligé, disait-il, de faire dans la Haute-Égypte. Il fit même aussitôt répandre le bruit de cette excursion, et donna des ordres pour qu'une commission de l'Institut le précédât au-dessus de Benisouef. L'envoyé de Smith fut dupe de ces démonstrations. Il ne douta pas que quelque affaire importante n'appelât le général dans les provinces conquises par Desaix, et rejoignit les vaisseaux anglais avec la conviction que l'armée française ne tarderait pas à évacuer l'Égypte.

Dispositions prises par Bonaparte. — Fâcheuses nouvelles d'Europe. — Des pensées bien différentes agitaient Bonaparte; il avait fait interroger les soldats récemment débarqués; il savait que la croisière manquait d'eau et ne pouvait tarder à aller en chercher en Syrie ou à Chypre. Une autre circonstance favorisait son espoir de la voir s'éloigner. Depuis le siége de Saint-Jean-d'Acre *le Thésée* avait à son bord quelques bombes : elles firent explosion et blessèrent une grande partie de l'équipage. Le vaisseau avait besoin d'un port pour réparer ses avaries. — La mer allait devenir libre; il ne s'agissait que de saisir un instant favorable.

La résolution du général en chef était arrêtée. Sept mois auparavant, il avait annoncé le dessein de repasser en France si la guerre éclatait contre une coalition nouvelle : elle avait éclaté; elle était malheureuse; il ne pouvait hésiter. — Il envoya de nouveau Kléber à Damiette, fit rétrograder Reynier sur Belbeis, et ordonna aux officiers du génie de presser les travaux qui devaient fermer le désert, partie la plus faible de la frontière. Il chargea le général Samson de tenir la main à l'exécution des ouvrages qu'il avait arrêtés, mit à sa disposition les prisonniers faits à Aboukir, et lui recommanda de hâter les travaux qui devaient protéger El-Aryeh et Salehieh. Il prit aussi des mesures pour garantir la côte, fit reconstruire le fort d'Aboukir, que les obus avaient détruit, ajouta quelques redoutes aux fortifications d'Alexandrie, et augmenta le nombre des batteries qui défendaient l'embouchure du Nil. Pour

croire à la défaite des Turcs, les Égyptiens avaient besoin de voir les troupes victorieuses. Bonaparte jugea que sa présence était nécessaire au Kaire; il s'y rendit, calma les Cheiks, fit partir les savants[1], imprima une vie et une activité nouvelle à toutes les branches de l'administration[2], arrêta tout ce qui intéressait la Haute-Égypte; prescrivit les mouvements militaires qu'il convenait d'y faire, les points qu'il fallait occuper si le Visir cherchait à déboucher par le désert, ou si quelque expédition se présentait sur la côte: recommanda à Desaix de disposer tellement les choses que, dans ce cas, peu probable d'ailleurs, il lui fût possible, laissant une centaine d'hommes à Kosseïr, ses magasins, ses malades et ses bagages à Kéneh, de se porter rapidement sur le Kaire avec toutes les troupes placées sous son commandement.

En donnant ainsi de nouvelles instructions à ses généraux, il ne crut pas devoir leur cacher la triste situation des affaires de la République en Europe. — La guerre avait été déclarée le 13 mars. Diverses actions malheureuses avaient eu lieu, Jourdan avait été battu à Feldkirck Schérer, à Rivoli: l'un avait été obligé de repasser le Rhin, l'autre avait été rejeté derrière l'Oglio. Mantoue était bloquée, et cependant les Russes n'étaient pas en ligne: c'étaient les Autrichiens seuls qui avaient obtenu ces résultats. L'armée navale n'avait pas été plus heureuse; elle n'avait pas essuyé de défaite, il est vrai, mais elle était sortie de Brest forte de vingt-deux vaisseaux que soutenaient dix-huit frégates, elle était arrivée au détroit, et était paisiblement rentrée à Toulon sans oser attaquer les Anglais, qui n'avaient pourtant que dix-huit bâtiments à lui opposer. L'escadre espagnole était également passée de Cadix à Carthagène, où elle avait rallié vingt-sept vaisseaux de guerre, dont quatre à trois ponts; mais les flottes anglaises n'avaient pas tardé à les suivre et à mettre le blocus devant les ports qui les renfermaient. Malte était bloquée, Corfou avait été prise par famine, la garnison reconduite en France, où la loi sur les otages, l'emprunt forcé et les violences des conseils, avaient de nouveau soulevé toutes les passions.

Blocus de Malte. — Prise de Corfou. — Le blocus de Malte et la prise de Corfou méritent une mention particulière. — On sait que le général en chef avait toujours considéré ces deux îles comme deux points d'appui pour assurer ses communications avec la France. — Nelson, de retour à Naples après la bataille navale d'Aboukir, avait détaché une division de sa flotte pour faire le siége de Malte, que le général Vaubois défendait avec 4 000 hommes. L'amiral anglais se rendit bientôt lui-même devant l'île, avec le reste de son escadre, et l'entoura d'un cordon de vaisseaux pour y empêcher l'arrivée d'aucun secours. Le Directoire, tout entier aux dangers qui menaçaient alors la République, abandonna à ses faibles moyens Vaubois, qui fit, toutefois, une vigoureuse résistance, disputa le terrain pied à pied, et finit par se renfermer dans la Cité-Valette. La flotte anglo-napolitaine, désespérant d'emporter de vive force une place réputée imprenable, convertit le siége en un blocus rigoureux, attendant ainsi que la famine lui livrât la garnison. — Arrêtés dans la Méditerranée par le rocher de Malte, les alliés furent

[1] Pendant la première année de l'occupation de l'Égypte on n'avait pu explorer que le Delta. La campagne de Desaix ouvrit la Haute-Égypte. — En partant pour l'expédition de Syrie, le général en chef y avait envoyé, pour prendre des renseignements sur le commerce, l'histoire naturelle, les arts et les antiquités, une commission composée de Girard, ingénieur en chef des ponts et chaussées, Jollois, Devilliers, Dubois Aymé et Duchanoy, ingénieurs ordinaires, de Rozières et Dupuis, ingénieurs des mines, et de Castex, sculpteur. Les ingénieurs des ponts et chaussées étaient surtout chargés d'examiner le cours du Nil depuis la première cataracte, et d'étudier le système d'irrigation. — Cette commission partit du Kaire le 18 mars 1799. Sa marche fut subordonnée aux opérations de l'armée. Protégés par des détachements envoyés à la poursuite des Mameluks, les commissaires parvinrent jusqu'à l'île de Philæ, et parcoururent les deux rives du fleuve. Ils se séparèrent ensuite pour remplir des missions particulières, ou revinrent au Kaire mettre en ordre les résultats de leurs travaux et de leurs recherches. — Vers le milieu de l'année on avait donc déjà beaucoup travaillé à la découverte et à la description des monuments. Le temple magnifique de l'ancienne Tentyris, les pompeuses ruines de Thèbes, les demeures royales des Pharaons, avaient été reconnus. On avait pénétré au-delà d'Éléphantine; la collection de dessins rapportés par Denon avait vivement piqué la curiosité des artistes et excité leur émulation. On avait fait des observations importantes sur le cours du Nil, sur la nature physique du sol, sur l'agriculture et le commerce local, sur la géographie des anciens. Mais au mois d'août Bonaparte résolut de donner un plus grand développement à ces travaux. Il était facile, dans la Haute Égypte conquise et paisible, de compléter ce qu'on n'avait fait qu'ébaucher, de rectifier les erreurs, de réparer les omissions. Il chargea deux commissions, composées d'artistes et de savants, de la parcourir, afin d'en observer les merveilles et de les décrire avec exactitude. Il traça lui-même l'itinéraire de ce voyage et en régla tous les détails avec une attentive prévoyance. — Les travaux des savants et les dessins des artistes ont été réunis par la suite dans le magnifique ouvrage sur l'Égypte, qui fut commencé sous le Consulat, continué sous l'Empire, et achevé seulement sous la Restauration. C'est un impérissable monument élevé à la science de nos savants et à la gloire de nos soldats.

[2] Parmi les mesures administratives du général en chef en 1799, il en est d'antérieures à l'expédition de Syrie, qui méritent d'être signalées, parce qu'on y trouve le germe du système de récompenses militaires qu'il adopta plus tard, lorsqu'il fut devenu Empereur. Nous allons citer ce que rapporte Thibaudeau à ce sujet.

« Les généraux Lagrange et Leclerc, plusieurs officiers de la division Reynier, et ce général lui-même, désirant augmenter leur bien-être par des moyens que pût avouer leur délicatesse, avaient exprimé au général en chef le désir d'acquérir des terres confisquées sur les Mameluks. — Ce fut sans doute sur cette demande que Bonaparte, généralisant plus tard cette idée, chargea le Conseil des finances de proposer un plan pour donner aux soldats de l'armée une récompense qu'ils avaient si justement méritée. Le travail de ce conseil n'est point connu; mais en janvier et février 1799, Bonaparte, comme les anciens conquérants, distribua à ses lieutenants les terres des ennemis vaincus. — Il donna en toute propriété, au général Lannes, la maison qu'il occupait dans l'île de Rodah, avec 20 feddans de terre; aux généraux Murat et Dommartin, les maisons qu'ils habitaient dans la même île avec les jardins. Il ordonna que la partie qui restait de cette île (excepté les lieux où étaient le Mekiah et une batterie) et l'île vis-à-vis Boulaq, où était le lazaret, seraient partagées chacune en dix portions, qu'il se réserva de donner à des officiers de l'armée. Le chef de l'état major général fut chargé d'annoncer à ces trois généraux que ces biens leur étaient donnés en gratification extraordinaire pour les services qu'ils avaient rendus dans la campagne et les dépenses qu'elle leur avait occasionées. — Il donna au même titre, et par la même considération, douze actions de la Compagnie d'Égypte, appartenant à la République, aux chefs de brigade Boyer, de la 18e, Darmagnac, de la 32e, Conroux, de la 61e, Lejeune, de la 22e, Delorgne, de la 13e, Mangras, de la 75e, Venoux, de la 25e, au chef de brigade de la 9e, aux colonels Duvivier, du 14e de dragons, Bron, du 3e, Pinon, du 15e, et à l'adjudant-général Grezieux. »

La Compagnie d'Égypte, dont il vient d'être question, avait été créée l'année précédente. Elle achetait à l'administration, en bloc et à un prix convenu, tous les meubles et tous les effets ayant appartenu aux Mameluks, et qui n'étaient pas nécessaires au service de l'armée, et les revendait ensuite au détail avec de grands bénéfices. Comme elle payait comptant, l'armée y trouvait une réalisation prompte de ses captures.

plus heureux dans leur entreprise contre Corfou. — Cette île et ses dépendances étaient occupées par une division qui avait fait partie de l'armée d'Orient, et que Bonaparte y avait envoyée après la prise de Malte. Cette division, aux ordres du général Chabot, n'était composée que de 3,500 hommes environ, force insuffisante pour soutenir une attaque sérieuse. Chabot sollicita vainement des renforts. L'armée d'Italie, qui seule aurait pu lui en envoyer, était elle-même dans une position critique. Ce général, trompé d'ailleurs par les protestations amicales du pacha de Janina, se persuadait que Corfou n'avait rien à redouter du côté de l'Albanie. Ali visait déjà à se rendre indépendant, et aurait été un allié très utile, si le Directoire eût été en mesure d'appuyer ses projets de rébellion. Telles avaient été ses premières espérances, lorsqu'il avait vu le pavillon français flotter à Malte et dans les îles Ioniennes. Admirateur zélé de Bonaparte, et entraîné par de magnifiques promesses que lui firent en son nom le général Gentili et l'aide de camp Lavalette, il consentit d'abord à établir une sorte d'alliance avec la division du Levant. Mais l'union de la Porte avec l'Angleterre et la Russie, et la victoire de Nelson à Aboukir, changèrent promptement ses dispositions : il ne songea plus dès lors qu'à profiter de l'isolement où la destruction de la flotte républicaine réduisait les possessions françaises, pour augmenter l'étendue de son pachalik et dissiper les soupçons que sa conduite antérieure avait inspirés au divan. — Il se prépara secrètement à combattre ceux qui se croyaient ses alliés. — Le général Chabot n'avait conservé à Corfou qu'un tiers de sa division; le reste était disséminé dans les îles environnantes, et sur les rivages de l'Albanie. Ce disséminement, à peine tolérable pendant la paix, aurait dû cesser aussitôt après la déclaration de guerre de la Porte, et l'arrivée des Russes dans la Méditerranée. Il fallait concentrer tous les moyens militaires dans Corfou, seul point important à conserver. Mais Chabot craignit d'encourir le blâme du gouvernement, en abandonnant, sans combattre un territoire annexé à la République, et maintint ses troupes dans les postes épars qu'il leur avait assignés. 500 hommes gardaient Sainte-Maure, 700 occupaient le camp retranché de Nicopolis, 300 celui de Butrinto; Zante, Céphalonie et les autres îles avaient de faibles garnisons.

Vers le milieu d'octobre 1798, Ali-Pacha, jetant le masque, attaqua simultanément avec 10,000 hommes les postes de la basse Albanie. Après quelques jours d'une lutte inégale, les Français évacuèrent Parga et Butrinto; mais à Nicopolis le général Lasalcette, ayant été abandonné dans le combat par 300 Prévésiens, fut pris avec environ 400 hommes. L'escadre combinée parut en ce moment dans la mer Ionienne et soumit Cérigo, Zante, Céphalonie et Sainte-Maure, où elle fit 1,200 prisonniers. Le 20 novembre, l'escadre entière était réunie devant Corfou. — Le siége commença aussitôt; mais quoique la garnison ne fût forte que de 1,900 hommes, le siége dura trois mois et demi. L'escadre ennemie était composée de dix-huit vaisseaux de ligne, dix frégates et vingt corvettes, bricks ou caravelles, avec des troupes de débarquement. La garnison française ne pouvait suffire pour défendre avec vigueur, contre des forces aussi considérables, la place, les forts qui en dépendent, et l'île de Vido, dont l'occupation est indispensable pour être maître de la rade, — Cette île, alors à peine fortifiée, n'avait que des batteries ouvertes. Située à six ou sept cents toises de la place, parallèlement aux fronts baignés par la mer, elle offre une position dominante, d'une vaste étendue, et d'où il est possible d'inquiéter fortement les défenseurs de la ville et de la citadelle. — Le mont Oliveto, qui commande d'assez près les ouvrages extérieurs du côté de terre, n'était point retranché. L'ennemi s'en empara sans coup férir. Les troupes débarquées se composaient de 3,000 Russes, soutenus de quelques milliers de janissaires ou d'Albanais, mais dépourvus d'artillerie de siége. Ils n'attaquèrent pas Corfou d'une manière régulière. Aussi, nonobstant la révolte d'une partie des habitants, la faiblesse de la garnison, la pénurie des approvisionnements de toute espèce, et le manque d'embarcations propres à défendre la rade et les parties de l'enceinte voisines de la mer, Chabot résista cent quinze jours, pendant lesquels il exécuta même huit sorties. Il aurait même, sans doute, bravé plus long-temps les efforts des coalisés, si, à la suite d'une action où il eut 600 hommes hors de combat, ceux-ci ne s'étaient emparés de l'île de Vido. L'occupation de ce poste donnait à l'ennemi les moyens d'établir des batteries contre la citadelle, où les malades et les blessés étaient sans abri. Privé de nouvelles de Bonaparte, et de Schérer qui commandait alors l'armée d'Italie, Chabot désespéra de recevoir des secours, et capitula le 3 mars. Sa garnison, réduite à moins de 1,500 hommes, y compris les malades et les blessés, obtint d'être transportée à Toulon, à condition de rester un an et demi sans servir contre les alliés.

L'armée d'Orient n'avait désormais rien à attendre de la métropole. Les fers, les médicaments, les petites armes qu'elle en espérait ne pouvaient plus arriver. Cependant il était impossible de les tirer d'ailleurs : l'Afrique n'en confectionne pas; l'Italie était fermée. Il fallait qu'un chef actif, et intéressé à cette armée, se trouvât sur le continent pour vaincre les lenteurs, aplanir les obstacles et expédier les convois.

Bonaparte avait pourvu à tout ce qui pouvait assurer la tranquillité de l'Égypte. Il avait arrêté la démarcation des provinces, fixé les attributions des commandants, déterminé les communications, les rapports qu'ils devaient avoir entre eux, des marchés étaient passés pour renouveler l'habillement des troupes[1]. Le contrôleur général Poussielgue avait ordre de presser la rentrée du miry, d'innover peu, d'entretenir les bonnes dispositions des Cheiks; le général Dugua, au Kaire, tout en commandant avec douceur, devait être sans pitié pour la révolte.

[1] Bonaparte régla tout ce qui concernait l'habillement pour l'an VIII. La quantité d'habits dont il ordonna la distribution peut faire connaître le nombre approximatif d'hommes dont était composée l'armée. Les différents corps d'infanterie reçurent 32.200 habits; les hommes qui avaient été habillés en l'an VII ne devaient pas l'être en l'an VIII. Il demanda à l'ordonnateur en chef un rapport particulier sur l'habillement de la cavalerie. — Le drap bleu était rare; cette couleur fut réservée pour l'artillerie et les sapeurs. — Le drap vert

Lettre au Grand-Visir. — Restait la dangereuse influence des firmans de la Porte ottomane. Le Visir était encore au-delà du Taurus, réunissant quelques milliers de malheureux sans aucune habitude de la guerre; mais son nom pouvait suffire encore pour soulever les tribus, agiter les Fellâhs. Bonaparte résolut de hasarder une nouvelle ouverture auprès du généralissime ennemi, persuadé que, si elle ne le désarmait pas, elle pourrait du moins rendre les hostilités moins actives. Il fit venir un Effendi fait prisonnier à Aboukir, l'éblouit par l'appareil de forces qu'il étala à ses yeux, et lui rendit la liberté en le chargeant d'une lettre ainsi conçue :

« Au Grand-Visir,

« Grand parmi les grands éclairés et sages, seul dépositaire de la confiance du plus grand des Sultans.

« J'ai l'honneur d'écrire à Votre Excellence, par l'Effendi qui a été pris à Aboukir, et que je lui renvoie, pour lui faire connaître la véritable situation de l'Égypte, et entamer entre la Sublime-Porte et la République française des négociations propres à mettre fin à la guerre qui se trouve exister pour le malheur de l'un et de l'autre État.

« Par quelle fatalité la Porte et la France, amies de tous les temps, et dès lors par habitude amies par l'éloignement de leurs frontières; la France, ennemie de la Russie et de l'Empereur, la Porte, ennemie de la Russie et de l'Empereur, sont-elles cependant en guerre?

« Comment Votre Excellence ne sentirait-elle pas qu'il n'y a pas un Français de tué qui ne soit un appui de moins pour la Porte?

« Comment Votre Excellence, si éclairée dans la connaissance de la politique et des intérêts des divers États, pourrait-elle ignorer que la Russie et l'empereur d'Allemagne se sont plusieurs fois entendus pour le partage de la Turquie, et que l'intervention de la France l'a seule empêché?

« Votre Excellence n'ignore pas que le vrai ennemi de l'Islamisme est la Russie. L'empereur Paul I[er] s'est fait grand-maître de Malte, c'est-à-dire, a fait vœu de faire la guerre aux Musulmans : n'est-ce pas lui qui est chef de la religion grecque, c'est-à-dire, des plus nombreux ennemis qu'ait l'islamisme?

« La France, au contraire, a détruit les chevaliers de Malte, rompu les chaînes des Turcs qui y étaient détenus en esclavage, et croit, comme l'ordonne l'Islamisme, qu'il n'y a qu'un seul Dieu.

« Ainsi donc, la Porte a déclaré la guerre à ses véritables amis, et s'est alliée à ses véritables ennemis.

« Ainsi donc la Sublime-Porte, qui a été l'amie de la France tant que cette puissance a été chrétienne, lui a fait la guerre dès l'instant que la France, par sa religion, s'est rapprochée de la croyance musulmane. Mais, dit-on, la France a envahi l'Égypte; comme si je n'avais pas toujours déclaré que l'intention de la République française était de détruire les Mamelucks et non de faire la guerre à la Sublime-Porte, était de nuire aux Anglais, et non à son grand et fidèle ami l'empereur Sélim.

« La conduite que j'ai tenue envers tous les gens de la Porte qui étaient en Égypte, envers les bâtiments du Grand-Seigneur, envers les bâtiments de commerce portant pavillon ottoman, n'est-elle pas un sûr garant des intentions pacifiques de la République française?

« La Sublime-Porte a déclaré la guerre dans le mois de janvier à la République française, avec une précipitation inouïe, sans attendre l'arrivée de l'ambassadeur qui déjà était parti de Paris pour se rendre à Constantinople, sans me demander aucune explication ni répondre à aucune des avances que j'ai faites.

« J'ai cependant espéré, quoique sa déclaration de guerre me fût parfaitement connue, pouvoir la faire revenir, et j'ai, à cet effet, envoyé le citoyen Beauchamp, consul de la République. Pour toute réponse, on l'a emprisonné; pour toute réponse, on a créé des armées, on les a réunies à Gaza, et on leur a ordonné d'envahir l'Égypte. Je me suis trouvé alors obligé de passer le désert, préférant faire la guerre en Syrie à ce qu'on la fît en Égypte.

« Mon armée est forte, parfaitement disciplinée et approvisionnée de tout ce qui peut la rendre victorieuse des armées, fussent-elles aussi nombreuses que les sables de la mer; des citadelles et des places fortes hérissées de canon se sont élevées sur les côtes et sur les frontières du désert. Je ne crains donc rien, et je suis ici invincible; mais je dois à l'humanité, à la vraie politique, au plus ancien comme au plus vrai des alliés, la démarche que je fais.

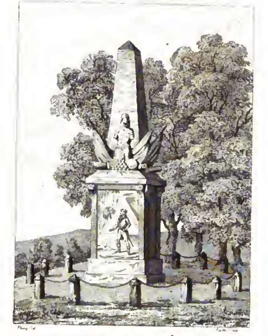
« Ce que la Sublime-Porte n'obtiendra jamais par la force des armes, elle peut l'obtenir par les négociations : je battrai toutes les armées, lorsqu'elles projetteront l'envahissement de l'Égypte; mais je répondrai d'une manière conciliante à toutes les ouvertures de négociations qui me seront faites. La République française, dès l'instant que la Sublime-Porte ne fera plus cause commune avec nos ennemis, la Russie et l'Empereur, fera tout ce qui sera en elle pour rétablir la bonne intelligence, et lever tout ce qui pourra être un sujet de désunion entre les deux États.

« Cessez donc des armements dispendieux et inutiles : vos ennemis ne sont pas en Égypte; ils sont sur le Bosphore, ils sont à Corfou, ils sont aujourd'hui, par votre extrême imprudence, au milieu de l'Archipel.

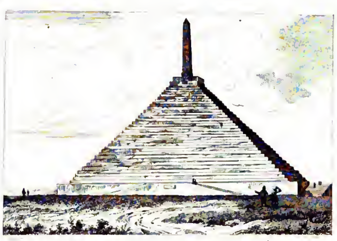
« Radoubez et désarmez vos vaisseaux, réformez vos équipages, tenez-vous prêts à déployer bientôt l'étendard du Prophète, non contre la France, mais contre les Russes et les Allemands, qui rient de la guerre que nous nous faisons, et qui, lorsque vous aurez été affaiblis, lèveront la tête, et déclareront bien haut les prétentions qu'ils ont déjà.

« Vous voulez l'Égypte, dit-on; mais l'intention de la France n'a jamais été de vous l'ôter.

pour la cavalerie. les draps rouge, noir, gris, puce, etc., furent donnés aux brigades d'infanterie. — Quelle que fût la couleur de l'uniforme, il était prescrit d'y montrer réunies les trois couleurs nationales. — L'uniforme de l'infanterie était un habit-veste et un gilet de basin croisé; le pantalon était en toile forte écrue pour l'infanterie de ligne, et en toile gros bleu pour l'infanterie légère, l'artillerie et le génie. — Les dragons avaient le gilet en basin rayé, le pantalon en drap. — L'habit, le gilet et le pantalon de l'artillerie à cheval et des chasseurs et hussards était en drap. — Un cavalier recevait une paire de souliers et une paire de bottes par an, et un fantassin, une paire de souliers tous les trois mois; l'infanterie portait des casquettes à visière.

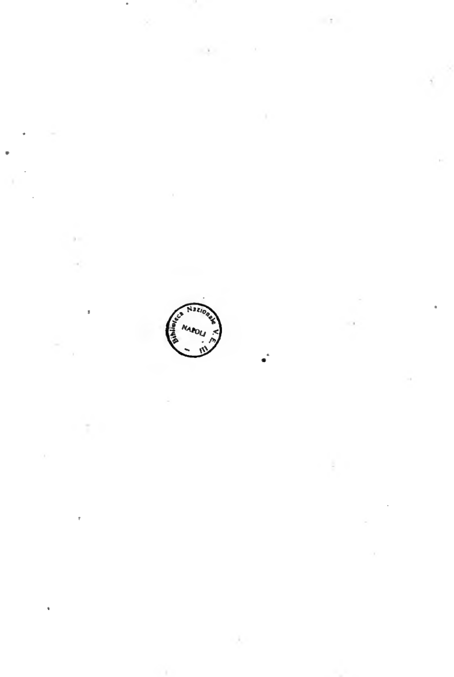


Monument de Kléber a Strasbourg

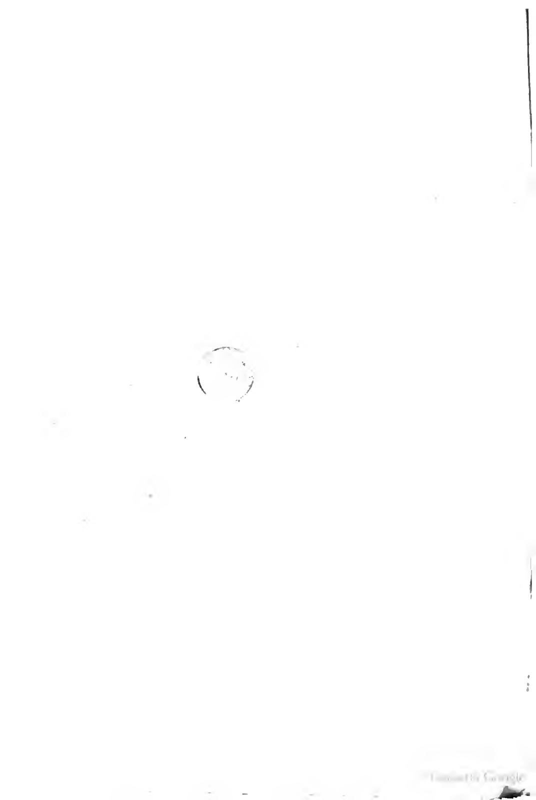


Pyramide élevée en 1804 par les troupes du camp de Zeyst
a l'Empereur Napoléon.

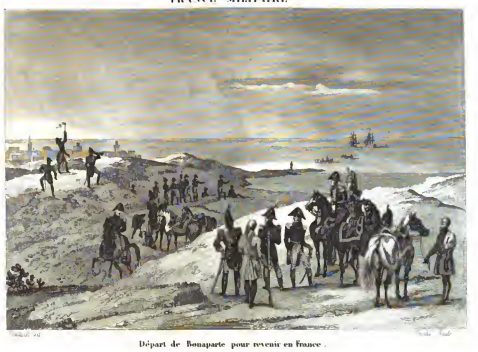
Hauteur du Monument cent dix pieds.


Biblioteca Nazionale
NAPOLI
V. E. III

Alexandrie







Départ de Bonaparte pour revenir en France.


Biblioteca Nazionale
NAPOLI



Une Ambulance



Officier Général Autrichien.

«Chargez votre ministre à Paris de vos pleins pouvoirs, ou envoyez quelqu'un chargé de vos intentions et de vos pleins pouvoirs en Égypte. On pourra, en deux heures d'entretien, tout arranger; c'est là la seul moyen de rasseoir l'empire musulman, en lui donnant la force contre ses véritables ennemis, at de déjouer leurs projets perfides, qui malheureusement leur ont déjà si fort réussi.

»Dites un mot, «Nous fermons la mer Noire à la «Russie, et nous cessons d'être le jouet de cette puis«sance ennemie que nous avons tant de sujet de haïre, je ferai tout ce qui pourra vous convenir.

«Ce n'est pas contre les Musulmans que les armées françaises aiment à déployer et leur tactique et leur courage: c'est, au contraire, réunies à des Musulmans, qu'elles doivent un jour, comme cela a été de tout temps, chasser leurs ennemis communs.

«Je crois en avoir assez dit par cette lettre, à Votre Excellence; elle peut faire venir auprès d'elle le citoyen Beauchamp, que l'on m'assure être détenu dans la mer Noire; elle peut prendre tout autre moyen pour me faire connaître ses intentions.

«Quant à moi, je tiendrai pour le plus beau jour de ma vie celui où je pourrai contribuer à faire terminer une guerre à la fois impolitique et sans objet.

»Je prie Votre Excellence de croire à l'estime et à la considération distinguée que j'ai pour elle.»

«BONAPARTE.»

Projets de départ; leur effet. — Toutes ses dispositions étant prises, le général en chef se disposa à partir. Il n'était pas hors du Kaire que le bruit de son départ circulait déjà dans l'état-major. — Le général Vial demandait à le suivre; Dugua voulait qu'il démentît cette nouvelle, qui pouvait avoir de fâcheux résultats; mais Kléber lui-même signalait un danger bien plus grave: quatre-vingt voiles avaient paru devant Damiette; il se croyait menacé d'une invasion, et demandait des secours. Bonaparte fut un moment sur le point d'accourir; mais récapitulant bientôt ce qu'il savait sur les forces ennemies qui croisaient sur la côte, il se convainquit que l'alarme n'était pas fondée, et que l'escadre qu'on avait aperçue ne pouvait être que celle témoin du désastre des Turcs à Aboukir, ou quelque arrière-garde de l'expédition. Au reste, l'armée française était en mesure, de quelque côté que l'ennemi attaquât. La division Reynier, soutenue par une artillerie nombreuse, devait, avec 1,000 ou 1,200 chevaux, arrêter les troupes qui tenteraient de déboucher par la Syrie. En quelques marches, les colonnes éparses dans le Bahireh pouvaient être réunies à Damiette. Le 15e de dragons se groupait autour de Ramanieh, l'ancienne division Bon, était en réserve, les colonnes du général Lannes prêtes à se mettre en mouvement. Aussi, loin de partager les alarmes de Kléber, Bonaparte, en lui annonçant qu'il avait des choses importantes à lui confier, lui écrivit de venir le joindre à Rosette, ou, s'il trouvait quelque inconvénient à s'éloigner de sa division, d'y envoyer un de ses aides-de-camp.

Entrevue de Bonaparte avec Menou. — Cette dépêche venait à peine d'être expédiée, lorsqu'arriva un courrier d'Alexandrie. Le contre-amiral Gantheaume donnait avis au général en chef que les vaisseaux Turcs et Anglais avaient disparu, et qu'aucun bâtiment ne se montrait au large. — Bonaparte aussitôt rassembla ses guides, qui stationnaient à Menouf depuis la bataille d'Aboukir, et gagna rapidement Alexandrie. Déjà les vaisseaux ennemis paraissaient se rapprocher, une corvette était venue reconnaître deux frégates que Bonaparte avait ordonné de tenir prêtes à faire voile, et qui étaient mouillées dans la rade d'Alexandrie. Il n'y avait pas de temps à perdre. Cependant Kléber ne devait arriver que sous deux jours; Menou, que le général en chef avait aussi mandé, et qui venait à la rencontre de Bonaparte, le rejoignit entre le Pharillon et l'anse de Canope. Bonaparte mit pied à terre et lui exposa longuement les vues, les motifs qui le déterminaient à braver les croisières anglaises. — «Les conseils, lui dit-il, ont tout compromis, tout perdu; la guerre civile joint ses dévastations aux calamités de la guerre étrangère: les Français sont divisés, vaincus, près de subir le joug. J'accours, je me confie à la mer: mais malheur à la loquacité qui a envahi la tribune, si je parviens à gagner nos côtes: le règne du bavardage est à jamais passé. Ma présence en Égypte n'est plus indispensable. La Coalition triomphe; la France est battue, hors d'état d'envoyer des secours. Il ne s'agit que de se maintenir, de conserver l'Égypte: Kléber suffira pour atteindre ce résultat. J'ai confiance en sa sagacité; les troupes aiment ses formes, son élan; elles l'accepteront volontiers pour chef. Je leur adresse d'ailleurs une proclamation, où je leur recommande de porter sur lui l'affection, le dévouement qu'elles m'ont cessé de me témoigner. Quant aux Cheiks, Kléber leur a toujours montré peu d'égards: il lui est moins facile d'obtenir leur affection. Mais ils sont encore étourdis de la victoire d'Aboukir, et on peut beaucoup se permettre avec eux. Je leur écris aussi; je leur présente mon départ comme une absence momentanée, et je leur demande, pour le général qui va me remplacer, toute la confiance, toute l'affection qu'ils ont eues pour celui qui m'a représenté pendant que je combattais au-delà du désert.»

Lettre au Divan. — Bonaparte, en effet, avait écrit au Divan: «Ayant été instruit que mon escadre était prête, et qu'une armée formidable était embarquée dessus, convaincu, comme je vous l'ai dit plusieurs fois, que tant que je ne frapperai pas un coup qui écrasera à la fois tous mes ennemis, je ne pourrai jouir tranquillement et paisiblement de la possession de l'Égypte, la plus belle partie du monde, j'ai pris le parti d'aller me mettre moi-même à la tête de mon escadre, en laissant, pendant mon absence le commandement au général Kléber, homme d'un mérite distingué, et auquel j'ai recommandé d'avoir pour les Ulémas et les Cheiks la même amitié que moi. Faites tout ce qui vous sera possible pour que le peuple de l'Égypte ait en lui la même confiance qu'en moi, et qu'à mon retour, qui aura lieu dans deux ou trois mois, je sois content du peuple de l'Égypte, et que je n'aie que des louanges et des récompenses à donner aux Cheiks.»

La supposition était forte, dit Berthier; néanmoins elle ne dépassait pas ce qu'on pouvait attendre d'une imagination musulmane. Elle n'était, d'ailleurs, destinée qu'à amortir des espérances que pouvait éveiller la nouvelle du départ : il suffisait qu'elle contint les Turcs jusqu'à ce que les troupes fussent revenues de leur surprise, et que Kléber eût pris le commandement.

Adieux à l'armée. — Voici en quels termes Bonaparte faisait ses adieux à son armée.

«Soldats, les nouvelles d'Europe m'ont décidé à partir pour la France; je laisse le commandement de l'armée au général Kléber. L'armée aura bientôt de mes nouvelles; je ne puis pas en dire davantage. Il me coûte de quitter des soldats auxquels je suis si attaché, mais ce ne sera que momentanément, et le général que je leur laisse a la confiance du gouvernement et la mienne.»

Instructions à Kléber. — Voulant aussi prévenir les bruits que l'étonnement, la malveillance, pouvaient propager dans l'armée, le général en chef chargea Menou de faire passer chaque jour au Kaire un bulletin de sa navigation, et de ne cesser que lorsqu'il n'aurait plus connaissance des frégates. Il lui donna le commandement d'Alexandrie, de Rosette et du Babireh, et adressa au général Kléber les instructions suivantes :

«Vous trouverez ci-joint, général, un ordre pour prendre le commandement en chef de l'armée. La crainte que la croisière anglaise ne reparaisse d'un moment à l'autre me fait précipiter mon voyage de deux ou trois jours. J'emmène avec moi les généraux Berthier, Andréossy, Murat, Lannes et Marmont, et les citoyens Monge et Berthollet.

«Vous trouverez ci-joints les papiers anglais et de Francfort jusqu'au 10 juin. Vous y verrez que nous avons perdu l'Italie; que Mantoue, Turin et Tortone sont bloquées. J'ai lieu d'espérer que la première tiendra jusqu'à la fin de novembre. J'ai l'espérance, si la fortune me sourit, d'arriver en Europe avant le commencement d'octobre.

«Vous trouverez ci-joint un chiffre pour correspondre avec le gouvernement, et un autre chiffre pour correspondre avec moi.

«Je vous prie de faire partir, dans le courant d'octobre, Junot ainsi que mes domestiques, que j'ai laissés au Kaire. Cependant je ne trouverais pas mauvais que vous engageassiez à votre service ceux de mes domestiques qui vous conviendraient.

«L'intention du gouvernement est que le général Desaix parte pour l'Europe dans le courant de novembre, à moins d'événements fâcheux.

«La Commission des Arts passera en France sur un parlementaire que vous demanderez à cet effet, conformément au cartel d'échange, dans le courant de novembre, immédiatement après qu'elle aura achevé sa mission. Elle est maintenant occupée à voir la Haute-Égypte; cependant ceux des membres que vous jugerez pouvoir vous être utiles, vous les mettrez en réquisition sans difficulté.

«L'Effendi fait prisonnier à Aboukir est parti pour se rendre à Damiette. Je vous ai écrit de l'envoyer en Chypre; il est porteur, pour le grand-visir, d'une lettre dont vous trouverez ci-jointe la copie.

«L'arrivée de notre escadre de Brest à Toulon, et de l'escadre espagnole à Carthagène, ne laisse plus de doute sur la possibilité de faire passer en Égypte les fusils, les sabres, les pistolets, les fers coulés dont vous pourriez avoir besoin, et dont j'ai l'état le plus exact, avec une quantité de recrues suffisante pour réparer les pertes des deux campagnes.

«Le gouvernement vous fera connaître alors ses intentions lui-même, et moi, comme homme public et comme particulier, je prendrai des mesures pour vous faire avoir fréquemment des nouvelles.

«Si, par des événements incalculables, toutes les tentatives étaient infructueuses, et qu'au mois de mai vous n'eussiez reçu aucun secours ni nouvelles de France, et si, malgré toutes les précautions, la peste était en Égypte cette année et vous tuait plus de 1,500 soldats, perte considérable, puisqu'elle serait en sus de celles que les événements de la guerre vous occasioneront journellement, je pense que dans ce cas vous ne devez pas hasarder de soutenir la campagne, et que vous êtes autorisé à conclure la paix avec la Porte ottomane, quand même la condition principale serait l'évacuation de l'Égypte. Il faudrait seulement éloigner l'exécution de cette condition jusqu'à la paix générale.

«Vous savez apprécier, aussi bien que moi, combien la possession de l'Égypte est importante à la France; cet empire turc, qui menace ruine de tous côtés, s'écroule aujourd'hui, et l'évacuation de l'Égypte serait un malheur d'autant plus grand, que nous verrions de nos jours cette belle province passer en des mains européennes.

«Les nouvelles des succès ou des revers qu'aura la République doivent aussi entrer puissamment dans vos calculs.

«Si la Porte répondait, avant que vous eussiez reçu de mes nouvelles de France, aux ouvertures de paix que je lui ai faites, vous devez déclarer que vous avez tous les pouvoirs que j'avais, et entamer les négociations, persistant toujours dans l'assertion que j'ai avancée, que l'intention de la France n'a jamais été d'enlever l'Égypte à la Porte; demander que la Porte sorte de la coalition et nous accorde le commerce de la mer Noire, qu'elle mette en liberté les prisonniers français, et enfin six mois de suspension d'armes, afin que, pendant ce temps-là, l'échange des ratifications puisse avoir lieu.

«Supposant que les circonstances soient telles, que vous croyiez devoir conclure ce traité avec la Porte, vous ferez sentir que vous ne pouvez pas le mettre à exécution qu'il ne soit ratifié, et suivant l'usage de toutes les nations, l'intervalle entre la signature d'un traité et sa ratification doit toujours être une suspension d'hostilités.

«Vous connaissez, citoyen général, quelle est ma manière de voir sur la politique intérieure de l'Égypte : quelque chose que vous fassiez, les chrétiens seront toujours nos amis. Il faut les empêcher d'être insolents,

afin que les Turcs n'aient pas contre nous le même fanatisme que contre les chrétiens; ce qui nous les rendrait irréconciliables. Il faut endormir le fanatisme, afin qu'on puisse le déraciner. En captivant l'opinion des grands Cheiks du Kaire, on a l'opinion de toute l'Égypte et de tous les chefs que ce peuple peut avoir: il n'y en a aucun de moins dangereux que les Cheiks, qui sont peureux, ne savent pas se battre, et qui, comme tous les prêtres, inspirent le fanatisme sans être fanatiques.

« Quant aux fortifications, Alexandrie, El-Arich, voilà les clefs de l'Égypte. J'avais le projet de faire établir cet hiver des redoutes de palmiers, deux depuis Salehieh à Katieh, deux de Katieh à El-Arich; l'une se serait trouvée à l'endroit où le général Menou a trouvé de l'eau potable...

« J'avais le projet, si aucun nouvel événement ne survenait, de tâcher d'établir cet hiver un nouveau mode d'imposition, ce qui nous aurait permis de nous passer à peu près des Cophtes; cependant, avant de l'entreprendre, je vous conseille d'y réfléchir long-temps. Il vaut mieux entreprendre cette opération un peu plus tard qu'un peu trop tôt.

« Des vaisseaux de guerre français paraîtront indubitablement cet hiver à Alexandrie, Bourlos ou Damiette. Faites construire une bonne tour à Bourlos, tachez de réunir 500 ou 600 Mamelucks, que, lorsque les vaisseaux français seront arrivés, vous ferez un jour arrêter au Kaire et dans les autres provinces, et embarquer pour la France. Au défaut de Mamelucks, des otages d'Arabes, des Cheiks el-beled, qui, pour une raison quelconque se trouveraient arrêtés, pourront y suppléer. Ces individus, arrivés en France, y seront retenus un ou deux ans, verront la grandeur de la nation, prendront quelques idées de nos mœurs et de notre langage, et, de retour en Égypte, y formeront autant de partisans.

« J'avais déjà demandé plusieurs fois une troupe de comédiens: je prendrai un soin particulier de vous en envoyer. Cet article est très important pour l'armée et pour commencer à changer les mœurs du pays.

« La place importante que vous allez occuper en chef va vous mettre à même, enfin, de déployer les talents que la nature vous a donnés. L'intérêt de ce qui se passe ici est vif, et les résultats en seront immenses pour le commerce, pour la civilisation: ce sera l'époque d'où dateront de grandes révolutions.

« Accoutumé à voir la récompense des peines et des travaux de la vie dans l'opinion de la postérité, j'abandonne avec le plus grand regret l'Égypte. L'intérêt de la patrie, sa gloire, l'obéissance, les événements extraordinaires qui viennent de se passer, me décident seuls à passer au milieu des escadres ennemies pour me rendre en Europe. Je serai d'esprit et de cœur avec vous. Vos succès me seront aussi chers que ceux où je me trouverais en personne, et je regarderai comme mal employés tous les jours de ma vie où je ne ferai pas quelque chose pour l'armée dont je vous laisse le commandement, et pour consolider le magnifique établissement dont les fondements viennent d'être jetés.

« L'armée que je vous confie est toute composée de mes enfants; j'ai eu dans tous les temps, même au milieu des plus grandes peines, des marques de leur attachement. Entretenez-les dans ces sentiments: vous le devez à l'estime toute particulière que j'ai pour vous et à l'attachement vrai que je leur porte.

« BONAPARTE. »

Jugement sur le retour de Bonaparte en France. — Lettre du Directoire. — Le départ de Bonaparte pour la France a été l'objet de vives attaques. Nous laisserons parler sur ce sujet un auteur qui n'a jamais été accusé de partialité pour le général en chef de l'armée d'Orient: « Plusieurs écrivains, dit Jomini, dont les déclamations trouvèrent quelques partisans, ont qualifié le départ du général français de honteux abandon, ne l'imputant qu'à la crainte d'être obligé de mettre bas les armes. Il y a plus que de l'injustice dans un pareil reproche; il y a de la mauvaise foi. Dans des temps ordinaires, et sous un gouvernement stable, nul doute qu'un départ arbitraire ne lui eût attiré une disgrâce méritée. Mais dans la situation actuelle, il en était tout autrement: l'intérêt de la chose publique semblait étroitement lié au sien, et la crainte ne dut entrer pour rien dans sa résolution; car si l'avenir offrait quelque danger, c'était encore dans le lointain. Les Anglais, occupés de leur expédition de Hollande, ne songeaient pas encore à menacer l'Égypte: les seuls ennemis que pût redouter l'armée étaient les Turcs; mais quelque nombreux que fût le corps que le grand-visir rassemblait en Syrie, pouvait-il épouvanter le chef de 20,000 Français aguerris, fiers de cent victoires, et qui, dans les batailles récentes du Mont-Thabor et d'Aboukir, avaient eu la mesure du courage et de la science militaire des Ottomans? La journée postérieure d'Héliopolis ne répond-elle pas victorieusement à cette accusation? — La publication de la correspondance inédite de Bonaparte a d'ailleurs prouvé que son départ avait été, sinon précisément ordonné, du du moins autorisé. On y lit une lettre du Directoire, qui l'engageait à rentrer en France, en le prévenant que les opérations des flottes combinées, française et espagnole, n'avaient d'autre but que de gagner l'Égypte pour en ramener l'armée. A la vérité, quelques personnes prétendent que la décision des Directeurs ne lui fut point connue. D'autres affirment, au contraire, que par ses premières instructions mêmes, il avait plein pouvoir de revenir et de désigner son successeur. »

Voici cette lettre du Directoire à Bonaparte. On la trouve aussi dans plusieurs autres recueils. Elle est datée du 7 prairial, an VII (25 mai 1799).

« Les forces extraordinaires que développent l'Autriche et la Russie, la tournure sérieuse et plus qu'inquiétante qu'a prise la guerre, exigent une concentration des forces de la République. En conséquence, le Directoire a ordonné à l'amiral Bruix d'employer tous les moyens en son pouvoir pour être maître de la Méditerranée et faire voile vers l'Égypte, afin d'en ramener l'armée que vous y commandez. Il est en même temps chargé de s'entendre avec vous sur les moyens d'embarquement et de transport. Vous êtes le mieux en

état de juger si vous pouvez, avec sûreté, laisser en Égypte une partie de vos forces, et dans ce cas, le Directoire vous autorise à en donner le commandement à celui que vous jugerez convenable. Le Directoire vous verrait avec plaisir revenir à la tête des armées républicaines que vous avez commandées jusqu'à présent avec tant de gloire. »

« *Signés* : TREILHARD, RÉVEILLÈRE-LÉPAUX et BARRAS. »

« On a contesté, dit Thibeaudeau, l'authenticité de cette pièce; on a dit qu'elle ne se trouvait ni sur les registres, ni dans les minutes de correspondance déposées dans les archives du gouvernement. Un écrivain a prétendu que la signature de cette lettre, ou de toute autre, avait été surprise aux directeurs. — Quoi qu'il en soit, le directeur Merlin atteste que, lorsqu'on vit les armées de la République battues, l'Italie envahie et les frontières menacées, les regards du Directoire, ceux de beaucoup de Français, se portèrent naturellement vers le général qui l'avait conquise, et qu'il *délibéra à l'unanimité* de rappeler Bonaparte. »

Départ de Bonaparte pour la France. — Au moment où Bonaparte remettait au général Menou ses dernières instructions, un bâtiment apparut à trois lieues au large. On craignit que ce ne fût Sidney Smith. Le contre-amiral Gantheaume monta sur une dune élevée pour reconnaître ce bâtiment, et se convainquit qu'il faisait voile vers l'île de Chypre, venant sans doute de reconnaître ce qui se passait dans le port d'Alexandrie. Il engagea le général en chef à ne pas perdre un instant pour s'embarquer : « Ne craignez rien, répondit Bonaparte, la fortune ne nous trahira pas; nous arriverons en dépit des Anglais. » — Bonaparte avait fait halte à un endroit éloigné d'une lieue d'Alexandrie, et que les dunes empêchent d'apercevoir de la ville. Une demi-heure avant le coucher du soleil, il se dirigea, en suivant le rivage, vers le Pharillon, situé à la pointe orientale du Port-Neuf, à une portée de canon d'Alexandrie. La nuit était close et fort obscure lorsqu'on arriva au Pharillon; les chaloupes des frégates, qui devaient s'y trouver pour recevoir Bonaparte et sa suite, n'étaient pas encore au rivage. Au risque de donner l'éveil à la ville, on fut obligé, pour les avertir de l'arrivée de Bonaparte et leur indiquer l'endroit où il les attendait, de brûler quelques amorces. Elles répondirent enfin à ce signal; elles arrivèrent. Le général en chef embrassa Menou et monta sur sa chaloupe : les autres personnes de sa suite, sans distinction de rang ni de grade, s'empressèrent de s'embarquer, et entraînées par leur impatience, par la crainte de ne pas y trouver place, et d'être laissées en arrière, entrèrent dans l'eau jusqu'aux genoux.

Menou se hâta de revenir à Alexandrie, afin d'envoyer aussitôt à bord des frégates les généraux Marmont, Lannes et Murat, ainsi que Denon. Les frégates *le Muiron* et *le Carrère*, destinées à transporter le général Bonaparte, son état-major et les officiers généraux qu'il emmenait avec lui, étaient mouillées au dehors de la passe du Port-Neuf, à demi-portée de canon du Pharillon. — On arriva à neuf heures du soir à bord du *Muiron*, bâtiment préparé pour le général en chef. Il faisait calme plat, et on se mit aussitôt à table, en désirant qu'un vent favorable hâtât le moment d'appareiller; car on regardait comme important de se trouver au jour hors de vue de terre, tant pour éviter la croisière anglaise, qui pouvait reparaître d'un instant à l'autre, qu'à cause de la garnison d'Alexandrie, dont on craignait le mécontentement. — Sur *le Carrère* étaient embarqués le chef de division Dumanoir, les généraux Lannes, Murat et Marmont; sur *le Muiron*, Bonaparte, Bourienne, l'aide-de-camp Lavalette, le contre-amiral Gantheaume, les généraux Berthier et Andréossy, les savants Monge et Berthollet. — Pendant la nuit, un bateau arriva aux frégates : c'était le littérateur Parceval, membre de l'Institut, qui demandait par grâce à être ramené en France. Monge et Berthollet obtinrent de Bonaparte de le laisser monter à bord du *Carrère*. — Deux petits bâtiments, la pinque *la Revanche*, et l'aviso *l'Indépendant*, accompagnaient les frégates pour leur servir d'éclaireurs. — Le 22 août au matin le calme régnait encore, on distinguait sur les avenues du Port-Neuf la foule qui s'y était portée pour être témoin du départ : elle ne laissa entrevoir par aucune manifestation les sentiments qui l'agitaient. Vers neuf heures, il s'éleva une légère brise de terre, dont on profita; cette brise fraîchit bientôt; à midi, les frégates avaient perdu de vue les côtes de l'Égypte.

Laissons les voguer vers la France. — Pour nous, il est temps de revenir aux armées du Rhin et d'Italie, dont la bravoure n'avait pas pu balancer la fortune de la Coalition.

RÉSUMÉ CHRONOLOGIQUE.

1799.

11 JUILLET. Arrivée de la flotte anglo-turque devant Alexandrie.
12 — Débarquement des Turcs près d'Aboukir.
13-14 — Apparition des Mameluks dans la Basse-Égypte.
— — Ils sont rejetés dans le désert.
14 — Prise du fort d'Aboukir par les Turcs.
21 JUILLET. Arrivée de Bonaparte à Alexandrie.
25 — Bataille d'Aboukir.
2 AOUT. Reprise du fort d'Aboukir sur les Turcs.
21 — Bonaparte remet à Kléber le commandement en chef de l'armée d'Orient.
22 — Départ de Bonaparte pour la France.

A. HUGO.

FIN DU DEUXIÈME VOLUME.

Paris. — Imprimerie et Fonderie de Rignoux et Cie, rue des Francs-Bourgeois-Saint-Michel, 8.